|  |
| --- |
| **Sous la direction de**  Madeleine GRAWITZ et Jean LECA  (1985)  Traité de science politique  **3**  L’action politique  **LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES** CHICOUTIMI, QUÉBEC <http://classiques.uqac.ca/> |



<http://classiques.uqac.ca/>

*Les Classiques des sciences sociales* est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.



<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

**Politique d'utilisation  
de la bibliothèque des Classiques**

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.

- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue

Fondateur et Président-directeur général,

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Roger Gravel, bénévole,

Page web : <http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_gravel_roger.html>

à partir du texte de :

Sous la direction de

Madeleine Grawitz et Jean LECA

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

**Tome 3. L’action politique.**

Paris: Les Presses universitaires de France, 1re édition, 1985, 713 pp.

L’auteur nous a accordé le 4 avril 2018 son autorisation de diffuser en accès libre à tous ce texte dans Les Classiques des sciences sociales.

 Courriel : Jean LECA : [jean.leca@gmail.com](mailto:jean.leca@gmail.com)

Police de caractères utilisées :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée mercredi, le 20 avril 2022 à Chicoutimi, Québec.

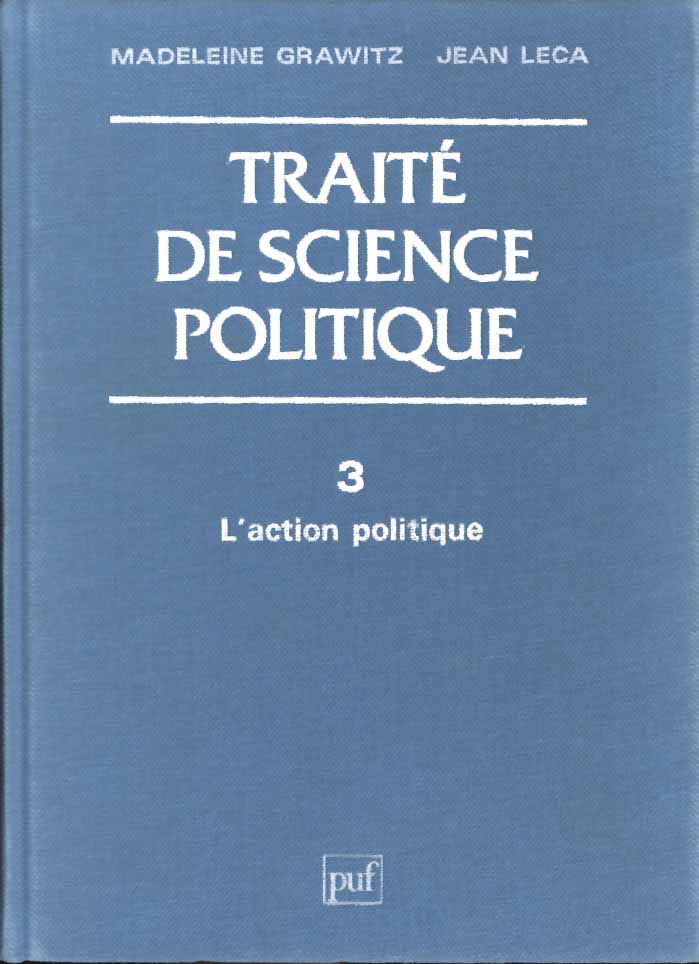


sous la direction de

Madeleine GRAWITZ et Jean LECA

Traité de science politique

Tome 3. *L’action politique*



Paris: Les Presses universitaires de France, 1re édition, 1985, 713 pp.

*Traité de science politique*

publié sous la direction de  
madeleine grawitz et jean leca

3

L’action politique



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

**Note pour la version numérique** : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l’édition papier numérisée.

[iv]

Auteurs de ce volume 3

[Retour au sommaire](#sommaire)

Francis BALLE, professeur de Sociologie à l’Université de Paris II

Pierre BIRNBAUM, professeur de Sociologie politique à l’Université de Paris I

Frédéric BON, maître de recherches au CNRS

Jean CHARLOT, professeur de Science politique à l’Institut d’Études politiques de Paris

Monica CHARLOT, professeur à l’Université de Paris III, directeur de la Maison française d’Oxford

Raphaël DRAI, professeur de Science politique à l’Université d’Amiens

Madeleine GRAWITZ, professeure émérite de Science politique à l’Université de Paris I

Alain LANCELOT, professeur de Science politique à l’Institut d’Études politiques de Paris

Jean LECA, professeur de Science politique à l’Institut d’Études politiques de Paris

Dominique MEMMI, attaché de recherches au CNRS

Annick PERCHERON, maître de recherches au CNRS

Yves SCHEMEIL, professeur de Science politique à l’Université de Grenoble II, directeur de l’Institut d’Études politiques

Colette YSMAL, chargée de recherches à la Fondation nationale des Sciences politiques

isbn 2 13 038862 0 (édition complète)

isbn 2 13 038860 4 (vol. 3)

Dépôt légal – 1re édition : 1985, juin

© Presses Universitaires de France, 1985

108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris

[v]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

SOMMAIRE

[Auteurs de ce volume](#Traite_t3_auteurs) 3 [iv]

[Plan général](#Traite_t3_plan_general) du *Traité de science politique* [vii]

[Présentation](#Traite_t3_presentation), par Madeleine Grawitz [ix]

Chapitre I. [Psychologie et politique](#Traite_t3_chap_I), par M. Grawitz [1]

Section 1. [Psychologie générale et comportement politique](#Traite_t3_chap_I_Sec_1) [6]

Section 2. [L’homme politique](#Traite_t3_chap_I_Sec_2) [34]

Section 3. La [psychologie et les groupes](#Traite_t3_chap_I_Sec_3) [84]

Chapitre II. [Science politique et psychanalyse](#Traite_t3_chap_II), par R. Drai [141]

Chapitre III. [La socialisation politique ; défense et illustration](#Traite_t3_chap_III), par A. Percheron [165]

Section 1. [Définitions et approches des phénomènes de socialisation politique](#Traite_t3_chap_III_Sec_1) [166]

Section 2. [Illustrations des phénomènes de socialisation politique](#Traite_t3_chap_III_Sec_2) [185]

Chapitre IV. [Les cultures politiques](#Traite_t3_chap_IV), par Y. Schemeil [237]

Section 1. [Culture / Politique](#Traite_t3_chap_IV_Sec_1) [242]

Section 2. [Des sources anthropologiques contradictoires ?](#Traite_t3_chap_IV_Sec_2) [260]

Section 3. [Une définition difficile](#Traite_t3_chap_IV_Sec_3) [274]

[Bibliographie](#Traite_t3_chap_IV_biblio) [301]

Chapitre V. [Participation et comportement politique](#Traite_t3_chap_V): [309]

Section 1. [L’engagement politique](#Traite_t3_chap_V_Sec_1), par D. Memmi [310]

Section 2. [L’orientation du comportement politique](#Traite_t3_chap_V_Sec_2), par A. Lancelot [368]

Chapitre VI. [Les groupes politiques dans leur environnement](#Traite_t3_chap_VI), par J. et M. Charlot [429]

Section 1. [L’adaptation à l’environnement](#Traite_t3_chap_VI_Sec_1) [434]

Section 2. [La marge d’autonomie des partis et groupes de pression](#Traite_t3_chap_VI_Sec_2) [472]

Chapitre VII. [L’interaction des groupes politiques](#Traite_t3_chap_VII), par J. et M. Charlot [497]

Section 1. [L’inégalité des groupes politiques](#Traite_t3_chap_VII_Sec_1) [497]

Section 2. [Les fonctions des groupes politiques](#Traite_t3_chap_VII_Sec_2) [517]

Chapitre VIII. [Communication et action politique](#Traite_t3_chap_VIII): [537]

Section 1. [Langage et politique](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_1), par F. Bon [537]

Section 2. [Médias et politique](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_2), par F. Balle [574]

Chapitre IX. [Élites et leaders](#Traite_t3_chap_IX), par C. Ysmal [603]

Section 1. [L’autonomie des élites politiques : élite et masse](#Traite_t3_chap_IX_Sec_1) [604]

Section 2. [La spécificité des élites politiques](#Traite_t3_chap_IX_Sec_2) [611]

Section 3. [Des élites aux leaders et au leadership](#Traite_t3_chap_IX_Sec_3) [632]

[Bibliographie](#Traite_t3_chap_IX_biblio) [638]

Chapitre X. [L’action de l’État, différenciation et dédifférenciation](#Traite_t3_chap_X), par P. Birnbaum [643]

Section 1. [L’absence de l’État](#Traite_t3_chap_X_Sec_1) [644]

Section 2. [La différenciation de l’État](#Traite_t3_chap_X_Sec_2) [661]

Section 3. [Dédifférenciation de l’État ou dédifférenciation partielle ?](#Traite_t3_chap_X_Sec_3) [670]

[Index des noms de personnes](#Traite_t3_index_noms) [683]

[Index thématique](#Traite_t3_index_thematique) [699]

[Table des matières](#Traite_t3_tdm) [705]

[vi]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

Plan général

**Volume 1.  
LA SCIENCE POLITIQUE, SCIENCE SOCIALE.  
L’ORDRE POLITIQUE**

[Retour au sommaire](#sommaire)

Introduction générale, par M. Grawitz et J. Leca [ix]

**1. La science politique comme science sociale** [1]

I. Histoire de la science politique, par P. Favre [3]

II. La théorie politique, par J. Leca [47]

III. Théorie politique formelle, par H. Lagrange [175]

IV. Les outils de l’analyse politique : [241]

1. Outils et techniques de recherche, par B. Denni [241]

2. Guide documentaire de l’étudiant et du chercheur, par É. Gayon [283]

**2. L’ordre politique** [307]

V. Le politique des anthropologues, par G. Balandier [309]

VI. Du pouvoir en général au pouvoir politique, par P. Braud [335]

VII. La légitimation, par J. Lagroye [395]

VIII. Ordre politique et ordre social, par B. Lacroix [469]

IX. L’influence des facteurs « externes » sur l’ordre politique interne, par A. R. Zolberg [567]

X. Formes et transformations des communautés politiques, par B. Badie [599]

XI. L’ordre international, par S. Hoffmann [665]

Index des noms de personnes [699]

Index thématique [710]

**Volume 2.  
LES RÉGIMES POLITIQUES CONTEMPORAINS**

Présentation, par J. Leca [ix]

Généralités : le comparatisme, par J. Blondel [1]

**1. Types de régimes** [27]

II. La démocratie, par G. Lavau et O. Duhamel [29]

III. Le totalitarisme : [115]

1. Théorie du totalitarisme, par L. Ferry et E. Pisier-Kouchner [115]

2. Sociologie des totalitarismes, par P. Ansart [160]

3. Tradition et révolution dans le national-socialisme, par K. D. Bracher [198]

4. L’URSS ou le totalitarisme exemplaire, par H. Carrère d’Encausse [210]

5. La Chine ou les tribulations du totalitarisme, par J.-L. Domenach [238]

IV. L’autoritarisme, par G. Hermet [269]

[vii]

**2. Continuités et ruptures** [313]

V. Les institutions : [315]

1. Élections et référendums, par C. Emeri [315]

2. Gouvernements et exécutifs, Parlements et législatifs, par J. Blondel [355]

3. Les Cours constitutionnelles, par L. Philip [406]

4. L’administration, par G. Timsit [446]

5. Les institutions judiciaires et répressives, par G. Soulier [510]

6. Les institutions locales et les relations centre-périphérie, par A. Mabileau [553]

VI. Changement politique et transformation des régimes, par A. Rouquié [599]

VII. Les ruptures révolutionnaires, par F. Chazel [635]

Index des noms de personnes [687]

Index thématique [699]

Table des matières [705]

**Volume 3.  
L’ACTION POLITIQUE**

[Présentation](#Traite_t3_presentation), par M. Grawitz [ix]

I. [Psychologie et politique](#Traite_t3_chap_I), par M. Grawitz [1]

II. [Science](#Traite_t3_chap_II) politique et psychanalyse, par R. Drai [141]

III. [La socialisation politique ; défense et illustration](#Traite_t3_chap_III), par A. Percheron [165]

IV. [Les cultures politiques](#Traite_t3_chap_IV), par Y. Schemeil [237]

V. [Participation et comportement politique](#Traite_t3_chap_V): [310]

1. [L’engagement politique](#Traite_t3_chap_V_Sec_1), par D. Memmi [310]

2. [L’orientation du comportement politique](#Traite_t3_chap_V_Sec_2), par A. Lancelot [368]

VI. [Les groupes politiques dans leur environnement](#Traite_t3_chap_VI), par J. et M. Charlot [429]

VII. [L’interaction des groupes politiques](#Traite_t3_chap_VII), par J. et M. Charlot [497]

VIII. [Communication et action politique](#Traite_t3_chap_VIII): [537]

1. [Langage et politique](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_1), par F. Bon [537]

2. [Médias et politique](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_2), par F. Balle [574]

IX. [Élites et leaders](#Traite_t3_chap_IX), par C. Ysmal [603]

X. [L’action de l’État, différenciation et dédifférenciation](#Traite_t3_chap_X), par P. Birnbaum [643]

[Index des noms de personnes](#Traite_t3_index_noms) [683]

[Index thématique](#Traite_t3_index_thematique) [699]

[Table des matières](#Traite_t3_tdm) [705]

**Volume 4.  
LES POLITIQUES PUBLIQUES**

Présentation, par J.-C. Thoenig [ix]

I. L’analyse des politiques publiques, par J.-C. Thoenig [1]

II. Les politiques institutionnelles, par J.-L. Quermonne [61]

III. Les politiques industrielles et économiques, par J.E.S. Hayward [89]

IV. Les politiques agricoles, par C. Servolin [155]

V. Les politiques du cadre de vie, par F. d’Arcy et Y. Prats [261]

VI. Les politiques sociales et sanitaires, par B. Jobert [301]

VII. Les politiques de formation, par J. Markiewicz-Lagneau [343]

VIII. Les politiques de la culture, par G. Saez [387]

IX. Les politiques des autorités locales, par Y. Mény [423]

X. La politique étrangère, par M. Merle [467]

Index des noms de personnes [534]

Index thématique [545]

Table des matières [551]

[viii]

[ix]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

PRÉSENTATION

Madeleine GRAWITZ.

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le titre de ce volume 3 est assez large et le terme action assez dynamique pour couvrir des activités variées. En effet, ce volume occupe une place particulière dans le Traité.

Le premier volume présentait l’ensemble de la science politique, son histoire, différents points de vue théoriques. Le second donnait une vue générale des éléments qui la composent : régime, institutions, en quelque sorte les règles du jeu. Ce volume 3 apparaît bien différent. Empruntant une fois encore à l’économie son vocabulaire, on oppose souvent la micropolitique, correspondant aux sujets traités ici, à la macropolitique qui recouvrirait les domaines des autres volumes. Cette distinction dont l’utilité reste à démontrer [[1]](#footnote-1), paraît superficielle et artificielle. En effet, l’ensemble des facteurs qui conditionnent l’individu : culture, langage, sont globaux et pourraient relever de la macro plus que de la micropolitique. À l’inverse, les thèmes regroupés sous l’étiquette de macropolitique : régimes, ruptures révolutionnaires sont tout de même le produit d’une multiplicité d’actions individuelles, même si l’agrégation de celles-ci donne naissance à des « phénomènes » ou des « structures » devenus objets différents des actions qui les ont produits.

Tout se tient dans la société et la distinction macro-micro, parfois commode, à condition de ne pas lui reconnaître une valeur essentielle, dépend du découpage opéré par l’observateur plus que de la nature ou des caractéristiques des domaines étudiés.

Les volumes 1 et 2 présentaient une vue horizontale du champ politique, comme une photo prise d’un satellite, l’importance des commentaires soulignant cependant les reliefs. Le volume 3, au contraire, offre une vision verticale et dynamique.

Il s’agit, au cours de ces chapitres, d’une double progression [[2]](#footnote-2). D’abord, celle qui partant de l’individu, des différents types de personnalité, indique la part de plus [x] en plus grande des facteurs déterminant l’homo politicus [[3]](#footnote-3) et des contraintes limitant ou donnant forme à son activité. Il ne s’agit pas de l’acteur politique mais très globalement de ce qui, dans chaque individu, représente la part d’intérêt pour le politique : opinion, attitude, action ou réaction, à la limite même sujétion au pouvoir politique [[4]](#footnote-4).

Sans aborder et encore moins résoudre le problème métaphysique de la liberté, on peut dire qu’est supposé dans une première étape, la singularité, le caractère personnel de l’individu. On admettra que les déterminismes (milieu, conditions historiques, etc.) pesant sur les destinées de Lénine, de Roosevelt ou de Churchill, ne les ont pas empêchés de marquer l’histoire par leur action irremplaçable.

Alors que le premier chapitre de ce volume porte à la fois sur ce qui caractérise les êtres humains en général mais aussi ce qui constitue la spécificité de chacun, les suivants étudient les divers facteurs limitant la liberté personnelle, les contraintes mais aussi les conditionnements qui normalisent les individus, les intègrent : socialisation (chap. III), culture (chap. IV), langage et communication (chap. VIII), engagement dans des partis, des groupes politiques (chap. V, VI et VII), bref, tous les facteurs politiques ou sociaux qui tendent à effacer les différences, à rassembler les individus en catégories aux réactions homogènes, pour terminer par la contrainte, même reconnue légitime, capable de devenir la plus pesante parmi les forces exogènes : l’État.

À noter cependant ce qui nuance et complique l’affirmation précédente, plus particulièrement ce qui concerne la participation. Elle ne constitue pas seulement un facteur d’intégration mais aussi de différenciation. Elle peut agir comme un révélateur, susciter des conduites différentes des rôles prévus, accuser les contradictions, les luttes d’intérêt. On se retrouve en quelque sorte devant un double continuum. D’une part, à un pôle, la diversité psychologique de l’individu concret et à l’autre extrémité, le regroupement politique d’individus divers, d’autre part, le caractère donné au départ des traits psychologiques, facteurs culturels, etc., mais à l’opposé les possibilités stratégiques, le caractère inventif et même créatif de l’action politique.

Autre progression abordée dans ce volume, la part grandissante de chapitre en chapitre de l’autonomie du politique, tandis que diminue l’importance des autres facteurs et des individus. En effet, depuis l’analyse des traits de personnalité, la sélection et l’évolution de ceux qui joueront un rôle dans les comportements politiques, jusqu’à l’étude des professionnels dont l’activité politique sera seule retenue (chap. IX : leaders, élites) pour terminer enfin par l’État (chap. X), on voit se préciser ce qui appartient au domaine politique.

Le choix de ce plan et de sa gradation impliquait que soient fournies d’abord des indications sur chaque ensemble avant d’analyser la partie. Le chapitre I nous [xi] paraît illustrer parfaitement cette nécessité d’indiquer les différents concepts et théories élaborées en psychologie : behaviorisme, théorie d’Adler, notion de personnalité autoritaire, de frustration, de besoin, de motivation, bref d’expliciter ce qui par la suite doit permettre de mieux comprendre les actions et réactions des hommes politiques et des citoyens. Cette initiation paraîtra sans doute au politologue un peu longue. Elle n’en reste pas moins indispensable.

On retrouve le même impératif et la même justification à propos du langage (chap. VIII, section 1). F. Bon note que le politiste a le sentiment que « la presque totalité des phénomènes observés dans le champ politique semblent, dans une proportion écrasante, relever de faits de langage ». D’où la nécessité de commencer par préciser quelques notions de linguistique : référence à Saussure, Bloomfield, Hjemslev, Lévi-Strauss, importance de la distinction langue/parole, et à l’intérieur de celle-ci la construction d’idéo-systèmes ajoutant leur signification à la langue naturelle et déterminant le choix de mots différents pour signifier la même chose (austérité dans le discours de la droite devient rigueur à gauche). La comparaison entre le mythe et l’idéologie nous amène au cœur même du politique. En ce qui concerne les médias (chap. VIII, section 2), F. Balle s’intéresse moins aux individus qu’aux effets d’un message global sur des récepteurs réunis en groupe. La socialisation (chap. III), si on la définit comme apprentissage de la vie en société, processus d’intégration, comporte un aspect beaucoup plus étendu que la seule socialisation politique. La délimitation toujours arbitraire est cependant plus facile à mettre en œuvre et à justifier. De nombreuses enquêtes fournissent des matériaux accessibles. C’est pourquoi Annick Percheron traite d’emblée le sujet sans initiation générale préalable. Cependant, le lien entre le social et le politique est si étroit, qu’elle n’a pu éviter d’évoquer, pour les critiquer, les positions des sociologues (en particulier Bourdieu), quand ils considèrent les facteurs sociaux comme décisifs et les comportements politiques secondaires. D’autre part, obligée de tenir compte de tous les aspects de la socialisation, A. Percheron fait état d’une « socialisation diffuse ». De nombreux facteurs : milieu social, national, religieux, etc., y contribuent, rendant parfois difficile de délimiter le rôle joué par le politique. De la même façon, l’auteur doit recourir à l’anthropologie pour y déceler l’origine des processus habituels de socialisation : familiarisation et inculcation.

Il existe peu de domaines plus vastes et de termes plus ambigus que celui de culture, surtout si, au-delà du langage commun, on tient à marquer l’origine anthropologique de la notion. C’est pourquoi Y. Schemeil (chap. IV) commence lui aussi par traiter du concept global avant d’aborder les cultures politiques.

Ici encore, le politologue de formation étroite se trouvera sans doute dépaysé devant l’exposé des sources contradictoires de la notion de culture et des différentes tendances qui s’y opposent : culturalisme de Boas, naturalisme de Malinowski, difficulté de distinguer culture et structure, commentaires sur les rapprochements opérés par les auteurs contemporains : Edmond Leach et Clifford Geertz, enfin les détails sur l’univers Kachin ou le modèle féodal Shan. Quelles que soient les appréciations sur les théories ou exemples cités et les conceptions de l’auteur, nous estimons l’anthropologie essentielle au développement de la science politique. Ceci à un double titre : d’une part elle constitue un remarquable exercice pratique de [xii] « rupture épistémologique » – historiquement elle a largement contribué à faire prendre conscience de l’ethnocentrisme européen – d’autre part, elle permet également d’appliquer la méthode comparative en distinguant ce qui est comparable de ce qui ne l’est pas : la recherche du particulier (Boas) ou de l’universel (Malinowski).

L’engagement et l’orientation politiques (chap. V) sembleraient soulever moins de difficultés pour discerner l’aspect proprement politique puisqu’il est le plus souvent directement observable dans des activités extérieures : vote, militantisme. Mais la signification de certains actes peut n’être pas claire. Une abstention dans certaines conditions revêtira un sens plus politique qu’un vote de routine. L’extradition poserait moins de problèmes, si le caractère politique de certaines manifestations violentes n’était pas contesté.

Les partis (chap. VI et VII), par définition politiques, ne présentent sur ce point pas de difficultés particulières. Cependant, dans la mesure où ce sont des groupes, ils impliquent l’utilisation de concepts relevant de la psychologie sociale.

Quant au leadership et aux élites politiques (chap. IX), nous nous trouvons ici devant le choix délibéré de l’auteur : retenir et développer seulement l’aspect politique de ces notions. C’est pourquoi sans faire appel aux expériences sur le leadership, si nombreuses en psychologie sociale, C. Ysmal s’attache surtout aux théories politiques élaborées par Mosca et Pareto et aux résultats de recherches empiriques concernant le recrutement des élites politiques.

Dans le dernier chapitre enfin, il n’est plus question de l’individu. P. Birnbaum s’intéresse aux différentes forces pouvant se dresser contre le centre du politique : l’État, s’articuler entre elles, ou encore prendre appui sur lui. Passant rapidement sur la démocratie et les pluralismes, P. Birnbaum commente plus longuement les théories de la différenciation et de la dédifférenciation.

Ces études marquant la progression des individus libres et irremplaçables aux citoyens homogènes et soumis présentent, malgré la diversité de leurs théories et les différents points de vue de leurs auteurs, des traits communs suscitant quelques remarques.

Les auteurs, malgré l’obligation de séparer non seulement le domaine politique des autres secteurs des sciences sociales, mais également d’isoler à l’intérieur du champ politique les thèmes de leurs analyses, ont tout de même, au-delà de l’arbitraire des découpages, rappelé les liens existant entre les différents chapitres et les diverses sciences sociales. Socialisation, langage, culture, communication font référence, nous l’avons vu, les uns aux autres.

Dans cette interdépendance reconnue et acceptée, on comprendra que le responsable du premier chapitre ait été sensible à un caractère commun bien qu’inégalement manifesté : la méfiance vis-à-vis de la psychologie.

On pourrait s’étonner que dans ce tome où l’on s’éloigne du juridisme (institutions), du formalisme (régimes), des processus globaux, pour atteindre le lieu même où naît la passion politique : le cœur des hommes, l’on se trouve au contraire dans un climat apparemment plus calme. Pourquoi le regard porté sur l’espace où naissent les idéologies subit-il moins que d’autres l’influence de celles-ci ? C’est probablement que la plupart des études sont plus ou moins inspirées par une idéologie scientiste [xiii] implicite, écartant la psychologie et les facteurs psychologiques parmi les variables retenues ou à retenir.

Tous les auteurs ne vont pas aussi loin que Y. Schemeil déclarant : « Il faut toutefois se garder d’accorder trop d’importance aux phénomènes psychologiques que l’on préférera ici baptiser microsociaux ou micropolitiques » (chap. IV). Bien entendu, le comportement et l’orientation politiques renvoient obligatoirement aux attitudes où la psychologie a une plus grande part que dans les phénomènes culturels. L’opinion d’Annick Percheron paraît raisonnable et son point de vue généralisable lorsqu’elle déclare : « Il ne peut y avoir de modèle universel de socialisation parce que la socialisation est toujours le fruit de la rencontre de l’histoire de chacun avec celle de la société tout entière. »

Il est frappant que, dans chaque chapitre, les auteurs se voient obligés de définir les termes utilisés, de dénoncer les ambiguïtés qu’ils recèlent et de préciser l’aspect à retenir dans leur application à la politique. Y. Schemeil indique à quoi s’oppose le terme de culture ou plutôt de quoi il se distingue. Dominique Memmi à son tour définit la participation et met en garde sur le fait que le terme recouvre des comportements différents. Jean et Monica Chariot également, à propos des groupes de pression, signalent la grande variété de significations de la notion de groupe d’intérêt. Toute l’étude de F. Bon, nous l’avons vu, porte sur la valeur des mots, tandis que A. Percheron et C. Ysmal dénoncent les conceptions diverses auxquelles renvoient les notions de socialisation et d’élite.

Ce travail de clarification des termes paraît indispensable et soulève le problème plus général de l’écriture en science politique. D. Bertaux [[5]](#footnote-5) constate que la sociologie est devenue illisible. La science politique, pour des raisons analogues, semble s’engager dans la même voie. Sous prétexte de préserver le langage scientifique des « à peu près » du langage commun, les politistes ont tendance à utiliser un « jargon », un style confus, souvent alibi d’une absence de pensée originale ou rigoureuse, dans le meilleur des cas d’un manque de clarté ou simplement d’un effet de mode et de la contagion des tics de langage [[6]](#footnote-6). Il faut bien entendu distinguer l’emploi de termes techniques indispensables en science politique comme en médecine, en économie ou en sociologie, même si leur signification n’est pas définitive, des mots inutiles dont la vogue éphémère date un texte.

Signe de jeunesse peut-être, mais surtout, de façon plus fondamentale, symptôme d’une conception fausse des sciences sociales.

Il était bénéfique dans une première étape d’utiliser le modèle des sciences de la nature pour combattre une certaine philosophie idéaliste et, en politique, de se démarquer du journalisme et des discours idéologiques. Il était également compréhensible que voie le jour un courant empiriste. Mais la critique du scientisme et du néopositivisme dépasse celle du trop grand respect pour les chiffres et la mesure. Il s’agit d’accepter l’idée que la science politique, comme les autres sciences sociales, n’est une science qu’à certaines conditions de rigueur (cf. vol. i, chap. II) même [xiv] si elles ne peuvent se trouver réunies en respectant exactement les mêmes obligations que les sciences de la nature. Ce n’est pas au niveau du langage mais de l’épistémologie que se trouve la solution.

« Nous commençons à savoir ce que nous avons à dire en tant que sociologues, nous n’avons pas encore trouvé la forme pour le dire », écrit D. Bertaux (p. II). Est-il trop optimiste de penser que les politologues eux aussi commencent à savoir ce qu’ils ont à dire, même s’ils ne l’expriment pas toujours de façon adéquate ?

N’est-il pas regrettable que tant de citoyens ne soient pas informés des nombreux phénomènes dont les politologues sont aujourd’hui à même de rendre compte, irritant de voir identifier si souvent la science politique aux fourchettes-minutes des sondages électoraux ?

Il est urgent de trouver la façon la plus claire de dire, d’écrire, d’expliquer, nos réflexions, nos résultats, nos découvertes.

L’hétérogénéité des langages utilisés dans ce Traité montre à quel point les politologues ont conscience de ce problème, même si les façons de le résoudre diffèrent. Nous terminerons ces remarques en paraphrasant le souhait de F. Bon : « Bonne chance ! que les premiers arrivés montrent le chemin aux autres… mais sans les attendre ! »

Madeleine Grawitz

[1]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

Chapitre I

“Psychologie et politique.”

Par Madeleine GRAWITZ

« L’histoire n’enseigne pas le fatalisme. Il y a les heures où la volonté de quelques hommes brise le déterminisme et ouvre de nouvelles voies. »

Capitaine de Gaulle, Cours à l’École de Guerre.

Introduction

1. Causes du retard et des récents progrès  
de la psychologie politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

Malgré les difficultés rencontrées par la science politique et ses lacunes, on ne peut nier son développement depuis trente ans sur les plans théorique et pratique. En revanche, la psychologie politique est demeurée jusqu’à ces dernières années à peu près totalement négligée [[7]](#footnote-7). C’est aux États-Unis, à l’Université de Chicago, que Ch. Merriam (1925, 1934) a, le premier, insisté sur la nécessité pour la science politique de faire appel à la psychologie. Un de ses élèves, Harold D. Lasswell, peut être considéré comme le père fondateur de la psychologie politique en tant que discipline universitaire. C’est à lui que l’on doit l’orientation centrée sur les processus psychologiques, individuels et sociaux (motivation, socialisation) et l’importance accordée à la psychopathologie individuelle comme facteur causal, pesant sur les comportements politiques, malheureusement au détriment de l’influence de l’interaction entre institutions et processus politiques sur les réactions psychologiques.

La psychologie politique européenne s’est développée en Allemagne de façon particulière. Inspirée par le marxisme, l’école de Francfort a tenté en élaborant « la théorie critique » d’intégrer l’économie politique marxiste à l’orientation psychologique de Freud. Mis à part Adorno, c’est sur le plan de la psychologie collective plus que sur celui de la psychologie individuelle, qu’elle a exercé une influence (Horkheimer, Marcuse, Fromm, Habermas). Quant à la France, aucun enseignement, peu d’études à ma connaissance concernent des sujets de psychologie politique (Grawitz, 1958, 1967). Pourtant, dans la mesure où la psychologie est l’étude de [2] l’homme, de ses besoins, de ses réactions, de son activité, de sa personnalité, ne peut-on penser qu’elle pourrait aider à comprendre de nombreux problèmes soulevés dans le domaine politique.

Walter Lippman il y a cinquante ans observait déjà que parler de politique sans référence aux êtres humains… « est une des plus graves erreurs de nos conceptions politiques » (1913). Quelles difficultés ont freiné le développement de la psychologie politique et quelles raisons favorisent maintenant les recherches en ce domaine ?

La première difficulté consiste à faire admettre le caractère scientifique de la psychologie politique. Or, elle ne peut appliquer avec continuité et sans souplesse la méthode des sciences naturelles et doit donc éviter deux extrêmes : le scientisme l’incitant à accumuler des données soi-disant objectives parce que mesurables, mais négligeant la nature des variables en cause et la part aléatoire de l’être humain, l’intuitionnisme rejetant la psychologie dans le domaine de l’imaginaire et du subjectivisme incontrôlé.

Cette difficulté, propre à toutes les sciences sociales, est augmentée du fait du double objet de la psychologie politique. Si l’on accepte avec Morton Deutsch (1983) qu’elle a pour objet l’étude de l’interaction des processus politiques et des processus psychologiques, cela implique à la fois l’étude de l’homme et celle de la politique.

Par définition, la psychologie implique une conception de l’homme (Knutson, 1972). C’est d’abord un animal soumis à des besoins physiologiques généraux : faim, soif, etc.

Mais c’est un animal particulier, plus que d’autres sensible, parce que social, à l’influence de son environnement, en même temps qu’être singulier doué d’un psychisme complexe : imagination, esprit, langage, âme. Comment délimiter la part intéressant le politique ? Pluridisciplinaire ô combien, la psychologie politique outre la biologie, l’éthologie devra donc prendre en compte la psychanalyse, l’histoire, la psychologie, la psychologie sociale, la linguistique et tous les facteurs culturels que comportent l’économie, la sociologie et la science politique. De plus, la psychologie est également avant tout relationnelle. La plupart des auteurs (Davies, 1963, 1971 ; Knutson, 1972) insistent aujourd’hui sur le fait que le comportement politique est fonction ou produit de l’interaction entre l’organisme et l’environnement : c = f(OE).

Jusqu’à ces dernières années, les particularismes pointillistes des spécialistes se sont renforcés et l’aspect global de la psychologie politique n’attirait que peu de politologues (Greenstein, 1971). Le domaine demeurait entièrement, et aux États-Unis seulement, entre les mains des psychologues qui reconnaissaient eux-mêmes ignorer tout de la politique (Sarf, 1980 ; Merschman, 1980). Certains en prennent leur parti et réclament pour la psychologie le droit d’être « socialement indifférente » (Littman, 1961) ; d’autres l’admettent mais le déplorent (Murray, 1940). Greenstein et Lerner (1971) notent que les psychologues considèrent que leur science a pour objectif de comprendre les principes généraux dictant les comportements, non d’expliquer des attitudes concrètes. Quant aux politologues, pour beaucoup d’entre eux, l’étude des personnalités n’a pas d’intérêt car des individus différents, placés dans des situations semblables seront amenés à agir de la même [3] façon (Easton, 1953). C’est justement la question : dans quelle mesure dans des circonstances semblables, des individus différents prendront-ils les mêmes décisions ?

Sans nier l’intérêt de la question, d’autres politologues considèrent qu’aborder des considérations psychologiques risque de les « détourner de leurs travaux : « L’étude de ce qui se dit et se fait, non l’étude des motifs pour le dire et le faire » (Riker, 1965). Il faut tout de même accorder aux politologues des circonstances atténuantes. Comme le dit Littman (1961), ceux qui font appel aux recherches psychologiques ne peuvent qu’être déçus. « Ce qu’ils commencent à lire dans l’enthousiasme, ils le laissent rapidement tomber au seuil de la dépression » [[8]](#footnote-8). Les politologues doivent isoler à l’intérieur de recherches totalement hétérogènes : effets de la peur sur l’incitation à se brosser les dents (Janis et Fesbach, 1953) ou de la pression du groupe sur les réactions de certains sujets (Asch, 1952), la variable s’appliquant à la politique. Parmi ces recherches de psychologie ou de psychologie sociale, ils trouveront tout de même des études sur le dogmatisme ou sur la personnalité autoritaire, qui relèvent plus directement de leur domaine.

Les sociologues, eux, estiment l’étude des facteurs sociaux suffisamment compliquée pour ne pas y inclure de variables psychologiques. Heureux encore quand ils les écartent sans les nier. Mais comme le remarque Greenstein (1973), lorsque les explications sociologiques ne sont pas suffisantes, alors on fait appel à la psychologie.

En France, l’absence de psychologie politique s’explique par quelques raisons supplémentaires. La vague de la sociologie depuis 1968 s’est accompagnée d’un discrédit jeté sur les facteurs psychologiques. Le renouveau du durkheimisme, l’influence du positivisme (cf. Bourdieu) et de la quantification (cf. Boudon) ont détourné enseignants et chercheurs de cette psychologie jugée individualiste et réactionnaire [[9]](#footnote-9). Pourtant Durkheim, malgré sa volonté de considérer directement les causes du suicide, en laissant de côté « l’individu en tant que tel, ses motifs, ses idées », s’est vu obligé pour expliquer la non-intégration sociale de certains sujets et l’intégration des autres, soumis pourtant aux mêmes facteurs, de se référer à « leur différence de constitution psychologique » (1897).

Malgré ces obstacles, la psychologie politique voit son domaine académique s’institutionnaliser et s’étendre, au moins aux États-Unis. Quelles sont les raisons de ce développement récent ?

Les sciences sociales ont progressé en fonction des problèmes de leur époque : industrialisation, urbanisation, etc. De la même façon, la science politique se voit confrontée à des situations nouvelles nécessitant le recours à la psychologie : antisémitisme, racisme, fascisme, etc. Depuis 1960 : la contestation de la jeunesse, les [4] mouvements d’indépendance du Tiers Monde, le terrorisme, la violence, le fanatisme ne peuvent s’expliquer uniquement par des facteurs économiques ou sociaux. Gomment, sous quelle forme faire appel à la psychologie ?

2. Psychologie et personnalité

[Retour au sommaire](#sommaire)

Nous serons amenés à utiliser les termes de psychologie politique, comme l’on dit à tort philosophie politique ou sociologie politique (traduction du political psychology des Anglo-Saxons), car la psychologie pas plus que la philosophie ou la sociologie ne saurait être politique. Il s’agit en fait de la part de philosophie, de sociologie ou de psychologie consacrée à la politique. Mais le raccourci commode est généralement utilisé.

Les auteurs américains les plus intéressés, Greenstein (1968, 1969, 1971), Jeanne Knutson (1972, 1973, 1974) optent pour le titre de « personnalité politique » ? Greenstein indique cependant qu’il utilisera de façon interchangeable les termes de psychologie politique et personnalité politique (Greenstein et Lerner, 1971, p. 6).

L’étude de la personnalité représente certes un domaine important de la psychologie. Elle s’est développée à l’intérieur de celle-ci de façon marginale et même dissidente. Cependant, ce qui les distinguait au début s’est considérablement atténué. Elles se trouvent aujourd’hui plus complémentaires qu’opposées. La psychologie s’humanise. L’étude des traits et l’analyse factorielle quantifient l’étude de la personnalité. La psychologie s’est développée au xixe siècle en réaction contre l’introspection. Subissant fortement l’influence du positivisme des sciences naturelles et de la physiologie, elle utilise surtout la méthode expérimentale. L’étude de la personnalité, elle, est issue de la médecine et de la clinique. Alors que la psychologie à travers des expériences ponctuelles de laboratoire visait à découvrir des lois générales (nomothétique), l’étude de la personnalité, tout en cherchant également à généraliser, s’est vue d’abord et directement interpellée par l’immédiat : l’individu souffrant. Il s’agit moins de recherche fondamentale que de comprendre pour guérir.

Alors que le psychologue étudie souvent des processus particuliers : réflexe, mémoire et « sait de plus en plus sur de moins en moins de choses », le psychologue de la personnalité doit tenir compte de l’ensemble de l’individu dans son habitat. Il intègre plus qu’il ne découpe. Plus intuitif il est également moins neutre. L’étude de la personnalité comporte plus ou moins consciemment un investissement personnel, mais aussi un élément d’évaluation que traduit le langage courant, en accolant le plus souvent à la personnalité un qualificatif.

La notion de personnalité offre l’inconvénient de comporter un nombre considérable de définitions qui opposent entre eux les psychologues [[10]](#footnote-10) et entraînerait les politologues dans des querelles éloignées de leurs préoccupations. Murray (1938) observe que le terme de personnalité est le plus compréhensif utilisable en psychologie. [5] Sans doute, mais son manque de rigueur paraît gênant, bien que Greenstein (1972) prétende que « l’usage rend ce vocable clair du moment qu’il ne s’agit pas d’une entité réifiée mais d’un ensemble de variables ». Curieuse référence au langage courant et aux illusions du sens commun. Ensuite le terme de personnalité renforce la tendance fâcheuse des psychologues à privilégier les expériences de laboratoire et l’aspect pathologique des individus, sans tenir compte des facteurs culturels et plus particulièrement des institutions.

Enfin et surtout, ce serait réduire considérablement la psychologie politique que d’en limiter l’étude à la personnalité. En effet, celle-ci ne suffit pas pour comprendre les masses, leurs aspirations. Depuis Le Bon (1895) en passant par Freud (1921), Reich (1933), Fromm (1941), Riesman (1950), il est fait appel à une psychologie collective qui ne saurait se concevoir comme une addition d’individus.

Pour toutes ces raisons, le titre de psychologie et politique nous paraît mieux recouvrir les problèmes essentiels de ce chapitre : l’étude de l’interaction entre processus psychologiques et processus politiques.

En ce qui concerne la psychologie, on retrouve le vieux débat sur « le général et l’unique » (Allport, 1962). Pour certains psychologues, l’analyse de la personnalité doit s’appliquer à un seul individu, en tenant compte de toutes ses caractéristiques, alors que, pour d’autres, le cas particulier n’a d’intérêt qu’à titre d’exemple servant à illustrer une théorie générale.

Les ouvrages anglo-saxons de psychologie politique ayant le plus souvent pour auteurs des psychologues divisent d’emblée les travaux en analyse de cas individuels, recherche de typologies et études globales [[11]](#footnote-11) (Greenstein et Lerner, 1971). Nous adressant à des lecteurs non psychologues, il nous a semblé indispensable de fournir d’abord quelques éléments de psychologie en rapport avec le comportement politique. C’est elle qui à travers ses théories,. par ses hypothèses et expériences nous instruira sur l’homme en général et les besoins, motivations, frustrations, craintes et défenses expliquant les réactions politiques.

Comme on trouve chez l’homo economicus un comportement plus ou moins rationnel lié à un ensemble de réactions spécifiques : le financier, le commerçant, la cigale ou la fourmi, existe-t-il un homo politicus comprenant plusieurs variétés des types : démocrate, fasciste, autoritaire ? Quels traits les caractérisent, quelles conditions favorisent leur orientation ? Après ces études sur l’aspect politique de l’homme en général et la recherche de typologies, des questions plus individualisées amènent à étudier les cas particuliers des hommes politiques. Dans quelle mesure leur activité satisfait-elle certaines aspirations ? Autrement dit : « Qui fait de la politique et pourquoi ? Quelles sont les particularités de cette activité, ce qui la différencie d’autres formes de dépense d’énergie et quelle peut être l’incidence, s’il y en a une, de leur propre personnalité sur la façon d’agir des hommes politiques, en tenant compte des contraintes de la situation ? Comment font-ils de la politique ? »

[6]

Enfin, laissant de côté les études générales individuelles ou typologiques vient la dernière question ! Qu’est-ce que la psychologie peut apporter à la compréhension non plus du comportement des acteurs politiques, mais aux réactions de la masse des citoyens et à l’interaction entre les deux ?

Section 1

Psychologie générale et comportement politique

1. Théories et recherches  
à partir d’une conception de la nature humaine [[12]](#footnote-12)

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le manque de maturité de la psychologie politique, l’imprécision des concepts, la complexité des éléments qui en font l’objet et la variété de leurs origines amènent une superposition de théories, de points de vue, qui, sans s’opposer ou se contredire, s’ajoutent sans toujours se compléter. Elles s’entrecroisent, reprennent certains éléments pour les interpréter partiellement et souvent différemment, d’où la difficulté de rassembler en catégories à peu près homogènes des développements et recherches correspondant à des trajectoires aussi variées.

A. THÉORIES FAISANT APPEL  
À LA BIOLOGIE ET L’ÉTHOLOGIE

« L’homme n’est qu’une machine extraordinairement complexe destinée à transformer avec une perfection inégalable le vin rouge de Shiraz en urine. »

Penseur arabe (cité in Dubos, 1965).

C’est à Ch. Darwin (1859) que l’on doit l’intérêt porté à l’organisme humain en tant que facteur social, choc comparable à celui de la découverte de Galilée : la terre n’est plus le centre du monde, ni l’homme le roi de l’univers. Comme le disait le psychologue et philosophe allemand Erdmann : « Dans ma jeunesse nous nous demandions avec anxiété qu’est-ce que l’homme ? aujourd’hui, les savants paraissent se contenter de la réponse : il a été un singe » (in Dubos, 1965).

Ayant admis cette continuité entre les diverses espèces animales et l’homme, restait à déterminer le patrimoine commun. Mais le développement des sciences physiques… sans doute leur aspect plus gratifiant, plus noble ont d’abord influencé [7] la science politique, comme l’indiquent les termes utilisés : mouvements politiques, groupes de pression, stabilité, équilibre, champ. Malgré l’évolution de la physique vers la notion d’incertitude, l’influence du cercle de Vienne et du behaviorisme a maintenu aux États-Unis le modèle déterministe. Cependant ces dernières années, les progrès de la biologie, les analogies et parfois homologies découvertes entre les organismes vivants et le corps social ont amené à effectuer ce que Kühn (1955) appelle un « changement de paradigme ». Celui-ci se justifie par le fait que la science politique, et particulièrement la psychologie, est plus proche de la biologie que de la physique. L’une et l’autre traitent de populations vivantes qui évoluent avec le temps, l’expérimentation contrôlée y est plus difficile, enfin l’aspect téléologique plus marqué. Insister sur la biologie, c’est aussi privilégier la part animale de la nature humaine, d’où la tendance récente à rechercher dans l’éthologie l’explication de certains comportements politiques. Cette tendance a été favorisée par le développement de l’école européenne d’éthologie (Tinbergen, Lorenz). Celle-ci a eu le mérite, abandonnant les seules études des animaux en zoo, d’affirmer que pour comprendre la façon dont l’organisme vivant se comporte, il faut l’étudier dans son habitat naturel. N’auraient-ils donné que cet exemple aux politologues, les éthologistes auraient bien mérité de la science politique.

Ils ont également prouvé l’importance et la spécificité des instincts chez les mammifères (Eysenck, 1980). Ce qui, loin de signifier l’uniformité des réactions individuelles, montre au contraire combien de différences sont imputables à la génétique.

De nombreux travaux ont ces dernières années été publiés, mais malheureusement aussi utilisés à des fins politiques et dans une grande confusion. Accepter l’influence de la génétique relevait pour certains d’une tendance élitiste de droite, alors qu’un homme comme Chomsky n’est pas suspect d’opinions conservatrices, et Haldane l’un des chefs de file des généticiens l’était également du Parti communiste britannique. Nous n’entrerons pas dans les discussions opposant les hypothèses peu convaincantes en science politique de Wilson (1973) [[13]](#footnote-13) et celles plus raisonnables de Somit (1976).

Nous retiendrons deux sujets empruntés à l’éthologie, intéressant plus directement la psychologie politique : la notion de territoire et celle d’agressivité. R. Ardrey (1966) déclare par exemple : « Si nous défendons le territoire et la souveraineté de notre pays nous le faisons pour des raisons non différentes, ni moins innées ni moins indéracinables que les animaux inférieurs », et Ardrey d’expliquer par cette affirmation la participation de la Finlande [[14]](#footnote-14) et de la Grande-Bretagne à la deuxième guerre mondiale. Mais l’instinct de défense du territoire (très variable d’ailleurs suivant les espèces) concerne, lorsqu’il existe, un territoire en quelque sorte privé, la nation paraît une entité bien artificielle pour en dépendre. De la même façon, Ardrey explique les échecs de la collectivisation du sol en Union soviétique par le fait que l’homme est « un animal de territoire » (op. cit., p. 241) et un microbiologiste [8] aussi sérieux que R. Dubos (1965) écrit que le succès d’animaux dans leur domaine peut évoquer les victoires des équipes de base-ball sur leurs propres terrains. Il nous semble que l’attachement de l’homme à sa terre et aux produits de son travail s’explique par des facteurs psychologiques et culturels plus complexes qu’une disposition innée, quant aux équipes de base-ball, il existe bien d’autres raisons à leurs succès locaux : ardeur des supporters, truquages divers… de plus et surtout, les statistiques montrent que de nombreuses excellentes équipes perdent davantage lorsqu’elles jouent chez elles… ici encore on avancera mille raisons évidentes pour l’expliquer [[15]](#footnote-15)… Cette notion de territoire peut également être rapprochée de celle d’« espace vital » au sens le plus individuel et physiologique du terme. Dans l’étude du syndrome des tours, on a pu établir que les individus avaient besoin d’une certaine zone d’« intimité ». La notion de seuil de tolérance varie suivant les cultures et les individus. Mais le seuil franchi, se déclenchent des troubles dont le plus fréquent semble l’augmentation de l’agressivité. Des expériences sur les effets de l’entassement des animaux confirment cette hypothèse. L’expression « sociabilité pathologique » [[16]](#footnote-16) a été créée à propos de rats présentant un taux de fécondité diminué et une espérance de vie réduite, après avoir vécu serrés dans un espace restreint. Même les fœtus subissent les effets nocifs de cette situation subie par leur mère (Dubos, 1965 ; Carstairs, 1969) [[17]](#footnote-17).

*L’agressivité* est-elle innée ? Question dont la réponse importe elle aussi à la psychologie politique. Le Pr Ashley Montagu (1942) écrit qu’il n’y a pas plus dans l’homme d’instinct de guerre que d’instinct de paix ! La nature dote l’homme d’une capacité de violence, utilisée ou non pour capturer une proie ou pour se défendre, « ce sont les circonstances qui déterminent si et comment l’homme exerce cette possibilité » (Graham et Gurr, 1969).

L’agressivité offre aux psychologues l’avantage de s’accompagner de modifications physiologiques telles que la sécrétion d’adrénaline, permettant de la mesurer. En fait, il s’agit de mesurer le « stress » susceptible de déclencher une réponse plus que de l’agressivité elle-même. Peter Bourne (1971) étudiant les divers groupes militaires au repos ou durant les combats, pendant la guerre du Vietnam, constate chez les officiers un taux élevé de sécrétion dû à la tension provoquée par leurs responsabilités, alors que même dans des conditions de danger maximum, les équipes médicales ou les hommes en hélicoptères évitaient la peur en se concentrant sur leurs tâches ou se défendaient contre l’anxiété par un recours au fatalisme ou à la [9] superstition. Bourne conclut : « De toute façon (…) la guerre entre nations ne peut psychologiquement ou physiologiquement être comparée à l’agressivité des animaux. Elle est devenue trop institutionnalisée, hiérarchisée, mécanisée, même routinière [[18]](#footnote-18), pour tenir compte d’éléments d’agressivité individuelle. De plus, l’homme est doué d’une capacité de dédoublement lui permettant de se dégager de ses émotions, ce que les animaux ne peuvent faire. » Ces constatations vont à l’encontre de l’opinion courante suivant laquelle les pulsions d’agressivité et leurs composantes, parfois pathologiques, seraient les antécédents nécessaires du militarisme (Ray, 1972). D’après Dicks (1972), les interviews des nazis laissent supposer qu’un besoin de conformité, plus que des désordres psychiatriques provoquant de l’agressivité, expliquerait leurs atrocités [[19]](#footnote-19) et confirmerait les résultats de Bourne.

Au-delà des deux notions capitales de territoire et d’agressivité, on trouve des études plus limitées sur certains comportements animaux dont les résultats sont susceptibles d’inspirer des recherches en psychologie politique. C’est le cas de la symbolique gestuelle de domination, de soumission ou de victoire (Canetti, 1960). Ce que les éthologistes appellent « rituel d’apaisement » [[20]](#footnote-20) se retrouve sous d’autres formes dans l’attitude des leaders pendant les bains de foule : serrement de mains, accolades, baisers aux enfants, etc. Sur le plan international, outre les problèmes d’étiquette, toutes les attitudes que les médias répercutent à travers le monde ont une signification aussi importante que les « petites phrases », pour exprimer l’état d’esprit des interlocuteurs. Quels sont les gestes propres à toutes les cultures ou dépendant de chacune d’elles ?

Au-delà de l’apparence physique (rôle de la taille chez les gouvernants) [[21]](#footnote-21), on trouve dans la façon dont le leader joue son rôle (maintien, attitude, gestes) l’expression de sa personnalité ou plus exactement il serait intéressant d’étudier comment, à travers les attitudes, le public perçoit cette personnalité.

Nixon dans la campagne contre McGovern apparaissait comme un personnage plus fort, utilisant fréquemment des gestes victorieux. Surtout, il retenait davantage l’attention. Cette capacité de focaliser l’intérêt sur soi (Chance, 1967 ; Somit, 1976) explique l’organisation sociale des groupes d’animaux mieux que les modèles hiérarchiques fondés sur la force ou le conflit. La dynamique de groupe confirme elle aussi ce fait. Ne pourrait-on trouver là un des facteurs contribuant à l’usure du pouvoir donc à la nécessité ou la fatalité de l’alternance [[22]](#footnote-22), une des causes parmi d’autres du besoin de changement. Est-ce une cause ou un symptôme ?

En tout cas s’impose l’étude de ce phénomène : l’attention. Que signifie-t-il. comment se traduit-il ? Quels sont les facteurs qui le composent et l’entretiennent ? [10] Le mystère pensait de Gaulle. La conviction pour Mendès. La surprise ? mais de quel ordre, dans quel domaine [[23]](#footnote-23) ?

Bullitt (1959) suppose que l’attention est suscitée dans la mesure où les gens sont satisfaits ou espèrent l’être (rôle des promesses). Mais l’attention est beaucoup plus sollicitée qu’elle ne l’était, elle se partage entre de nombreux informateurs, et les individus sont plus exigeants qu’auparavant. La notion est cependant à retenir surtout lorsqu’il s’agit d’élire un Président au suffrage universel. Ce que Chance appelle « structure de l’attention » est donc un concept conçu par les éthologistes, qui, malgré son manque de précision, mérite d’être utilisé en psychologie politique. Quel rapprochement peut-on faire avec les qualités de l’acteur et la notion de rôle ?

Pour conclure sur l’utilisation de la biologie et de l’éthologie, nous citerons la mise en garde prudente de K. Lorenz [[24]](#footnote-24). « C’est trop facile de construire une théorie et ensuite de l’appuyer par des exemples, car la nature est si diverse qu’avec une recherche attentive on peut trouver des exemples convaincants pour appuyer les hypothèses les plus absurdes. » Enfin, pour accorder les circonstances atténuantes aux abus de certains auteurs, nous nous référerons à Somit (1976). « Si les théoriciens du xixe revenaient toujours sur la définition de la nature humaine et les rapports entre nature et société, c’est parce que le comportement politique recouvre, par définition, un ensemble d’actions, qui ne peuvent s’expliquer entièrement par la comparaison avec d’autres animaux, ni par la seule analyse de normes établies par la culture. »

B. THÉORIES PRIVILÉGIANT L’ENVIRONNEMENT :  
LE BEHAVIORISME

Contemporain de Freud, Ivan Petrovitch Pavlov (1849-1936) est à l’origine des théories concernant l’influence des facteurs extérieurs ou stimuli : le chien entendant le son, habituellement associé à la nourriture, anticipe et salive sous l’influence du seul stimulus conditionné : le son. L’expérience montre les possibilités de modification sinon de dressage de l’être humain et donne lieu à des applications thérapeutiques. Elle a surtout été reprise et amplifiée en urss comme preuve de possibilités de créer un homme nouveau en modifiant son environnement, c’est-à-dire en supprimant le capitalisme.

Reprenant partiellement l’orientation de Pavlov, l’Américain John B. Watson (1924) estime que la psychologie doit étudier les comportements et ne s’intéresser qu’aux réactions observables : mouvements, etc. La nature humaine est conçue, ici encore, sous son aspect purement physiologique. Mais à la différence des théories biologiques précédentes, le behaviorisme ne se limite pas aux facteurs endogènes : instinct, etc., mais étudie les réactions physiques aux stimuli. Les chercheurs tels

[11] que Dollard et Miller (1950) ont appliqué cette notion de stimulus-réponse à leurs travaux sur l’apprentissage et sur les névroses [[25]](#footnote-25). B. F. Skinner (1969) poursuit, lui aussi, l’expérience de Pavlov. L’animal n’est plus passif, il apprend par son activité à appuyer sur un levier, à déclencher la récompense : la nourriture. C’est la théorie du renforcement de la réponse qui a donné lieu à de nombreuses expériences. Le behaviorisme, très influent aux États-Unis aux alentours de 1950, a certainement fait évoluer la science politique vers plus de rigueur et l’a rapprochée de la sociologie (Dahl, 1961). Mais la tendance expérimentale qu’il favorise ne permet pas à une véritable psychologie politique de se développer. Le comportement humain ne saurait être réduit à un point de vue aussi mécaniste. L’individu n’est pas un rat blanc même complexe. Citons au passage la théorie constitutionnelle de Sheldon (1940) pour lequel les structures physiques sont liées à certains types de comportements [[26]](#footnote-26).

C. THÉORIES PRIVILÉGIANT LE PSYCHISME  
ET LES BESOINS DE L’ÊTRE HUMAIN

Contraint d’accepter sa nature d’animal, du moins en compensation, l’homme pouvait-il se réfugier dans sa dignité de seul être doué de raison. De nouveaux progrès lui infligeaient alors un second choc : la découverte par Freud de l’inconscient. L’homme n’est plus un être rationnel, son comportement dépend en partie de forces qu’il ne maîtrise pas. L’inconscient joue un rôle si important que nous renvoyons ce qui le concerne au chapitre sur la psychanalyse.

Mais tout en exerçant une influence considérable, Freud suscitera lui aussi des oppositions. Comme devait le dire Bruno Bettelheim (1972) après Adler (1927), la théorie psychanalytique surestime l’importance de la vie intérieure en négligeant l’homme dans sa totalité, tel qu’il évolue dans son environnement humain et social.

Ceci au moment même où la sociologie insiste sur les déterminismes sociaux et l’anthropologie sur la malléabilité de l’être humain. Nous laisserons de côté K. Horney (1937), E. Fromm (1941), plus révisionnistes et néo-freudiens, pour insister sur A. Adler.

A. Adler, psychiatre (1927), rompit avec Freud dont il ne partageait pas les vues sur le rôle de la sexualité. De plus, pour Adler, ce qui est caché n’est pas nécessairement inconscient et l’inconscient, loin de constituer une instance psychique particulière, se limite le plus souvent simplement à cette région du moi que l’individu ne cherche pas à comprendre. « L’inconscient c’est l’incompris. » Il s’oppose également à la théorie de Jung sur les archétypes, insiste sur la nature sociale de l’homme et attire l’attention des psychologues sur l’importance des facteurs sociaux. Tout en se montrant lui aussi fondamentalement biologiste, alors que les psychanalystes classiques expliquent les processus par les pulsions et stimuli internes et externes, Adler avance le concept de créativité. En insistant sur la singularité de chaque individu, [12] il oriente la psychologie vers l’étude de la personnalité. À l’opposé du déterminisme physiologique de Freud, Adler se montre plus finaliste que causaliste, il estime que « la vie nous est non point imposée mais proposée ». Pour lui, contrairement à Freud, l’homme est un être tourné vers l’avenir et la façon dont il l’imagine le détermine plus que la façon dont il a résolu ses complexes.

À l’universalité du complexe d’Œdipe, Adler oppose celle du sentiment d’infériorité subi durant la petite enfance que l’individu compensera par sa « volonté de puissance ». Mais comme le note Manès Sperber (1972), « alors que pour Nietzsche la volonté de puissance puisait à un fonds de force et d’assurance, Adler y voyait au contraire un désir de surcompensation jailli du plus profond découragement (…) elle représentait à ses yeux l’effort pour atteindre par la domination et l’oppression exercée sur les autres la sécurité absolue » (p. 246).

Cette théorie plus optimiste et tonique que celle de Freud devait exercer une grande influence. Elle permettra plus tard à H. de Man (1922) de discuter certains aspects du marxisme vulgaire, en démontrant que le socialisme est avant tout une revendication de dignité, fondée sur le besoin d’auto-estimation de l’homme et non sur de seuls objectifs économiques.

A. Murray (1938) est important car sa formation de biologiste, de médecin et de psychologue lui a permis de tenir compte des aspects physiologiques et psychiques de l’être humain. En 1938 il résume son orientation en créant le terme de personology, tout en insistant sur l’influence de l’environnement et en essayant de réduire la distance séparant la psychologie expérimentale de la clinique. Le plus intéressant pour la psychologie politique dans cette œuvre si riche et peut-être trop complexe est l’attention portée par l’auteur aux notions de besoin et de motivation. Mais on lui a reproché de ne pas susciter de recherches quantitatives, d’être agréable à lire, bref « d’être un poète plus qu’un positiviste ».

À la même époque, un autre psychologue, suivant également une voie très personnelle, G. W. Allport, manifeste très vite son opposition aux excès de l’empirisme, des modèles mécanistes de l’analyse factorielle et même (comme Adler) de l’importance attribuée à l’enfance. Pour lui l’homme est trop complexe pour s’expliquer par des expériences de laboratoire. C’est sur le terrain, en étudiant les attitudes : racisme, préjugés, rumeurs, etc., qu’Allport observa les réactions des individus. Les problèmes concrets l’intéressent plus que les théories (1937, 1961, 1968). Cependant il attache une grande importance à la définition de la personnalité qu’il remanie plusieurs fois [[27]](#footnote-27).

Sans avoir fondé d’école, il est après Freud le psychologue ayant exercé le plus d’influence sur les cliniciens aux États-Unis et celui qui, sans négliger l’influence de l’environnement, accorde le plus de poids à la personnalité de l’individu.

Dans deux orientations opposées, nous citerons les théories factorielles de la personnalité et les théories organismiques. Si R. B. Cattell (1950) a pu être comparé à Murray par l’importance qu’il accorde aux besoins (traits chez Cattell), il s’en distingue par l’orientation technique donnée à ses recherches. Elles n’intéressent [13] pas la psychologie politique en tant que théorie, mais comme moyen très utilisé (Eysenck, 1963 ; Guilford, 1959) de découvrir, à travers des traits différents et souvent nombreux, des facteurs uniques ou communs. La personnalité pour Cattell est « ce qui permet de prédire ce que fera un individu dans une situation donnée » (1950, pp. 2-3). Cette définition opératoire implique que les facteurs étudiés soient replacés dans le cadre de la personnalité totale pour prendre toute leur signification.

Les théories organismiques se présentent à l’opposé des études fragmentaires. Sous l’influence de la Gestalttheorie [[28]](#footnote-28), ils conçoivent l’organisme comme un tout. Kurt Goldstein (1942) étudiant les blessés pendant la première guerre mondiale déclare qu’un symptôme particulier ne peut être attribué à une seule lésion du patient mais constitue une manifestation de l’organisme entier. Chez tout être humain, l’état normal implique une organisation (1939) et Goldstein trouve plus important de la comprendre chez un individu, que d’analyser des secteurs partiels de nombreux sujets. Enfin, comme Adler, il insiste sur la motivation essentielle de l’homme, la réalisation de soi.

Angyal (1941) rejoint Goldstein lorsqu’il estime que le champ de la personnalité ne devrait plus être soumis à des psychologues, des sociologues, ou des physiologues, mais susciter dans l’avenir une nouvelle science de toute la personne.

Il diffère du précédent auteur en accordant plus d’importance à l’environnement pour lui inséparable de l’individu (1941). Enfin Abraham Maslow, l’auteur le plus connu des psychologues politiques, grâce à la place que lui fait Jeanne Knutson, estime qu’à côté de la psychanalyse et du behaviorisme, il représente (comme Rogers) la troisième voie, celle de la psychologie humaniste (1954). Proche des deux auteurs précédents dont il partage la conception holistique de la personnalité, il se distingue d’eux sur un point essentiel. Psychologue et non psychiatre, son champ d’observation n’est pas composé de cas pathologiques et sa nature optimiste l’incite à s’occuper de personnalités saines. Si les psychologues n’étudient que des névrosés, des déséquilibrés, ils ne peuvent produire qu’une psychologie biaisée, déclare Maslow, et il reproche à Freud et aux psychiatres d’insister sur l’aspect pathologique, sans s’intéresser aux phénomènes qui contribuent à l’équilibre mental et l’épanouissement des individus. « Où est la psychologie qui tient compte de la gaieté, de l’exubérance, de l’amour, du bien-être autant que du malheur, du conflit, de la honte et de l’hostilité », demande Maslow [[29]](#footnote-29).

Carl Rogers peut, lui aussi, être considéré comme un psychologue humaniste. Sa théorie de la personnalité (1961) emprunte à la fois à la phénoménologie et à la psychologie holistique. Sans originalité particulière du point de vue théorique, il faut lui reconnaître le mérite d’avoir plus que d’autres contribué à un renouveau d’intérêt de la psychologie pour le « moi » et la perception que le sujet a de lui-même. Rogers est surtout connu par sa méthode de psychothérapie non directive, largement utilisée en dynamique de groupe, mais également pour tenter de prévenir ou résoudre des conflits. De ce point de vue, l’influence de Rogers sur l’éducation, [14] la façon de concevoir les rapports interpersonnels et de modifier les attitudes intéresse la psychologie politique.

À la fois psychologue et psychologue social, Kurt Lewin (1935, 1936, 1951) occupe une place à part. S’il est influencé par les sciences physiques (théorie du champ, énergie, etc.), c’est dans sa façon de présenter sa théorie ou de décrire la réalité (topologie), non dans les concepts eux-mêmes. Lewin insiste sur le lien entre l’individu et son environnement mais, surtout, il a le mérite de remplacer le robot des behavioristes par un être humain dynamique et agissant. Son influence sur la psychologie politique s’est indirectement exercée à travers l’étude des groupes dont il fut le promoteur. Les séparations académiques n’ont pas incité juristes et politologues à appliquer comme ils auraient pu et dû le faire les conceptions de Lewin à la politique, en particulier aux partis.

On ne peut terminer cette énumération sans évoquer l’existentialisme, unique contribution ou plutôt médiation [[30]](#footnote-30) de la France à ce rapide bilan. La psychologie existentielle peut être considérée comme « une science empirique de l’existence humaine, utilisant la méthode d’analyse de la phénoménologie » (Hall et Lindsey, 1957). La phénoménologie : description de l’expérience immédiate du donné, vise à comprendre plutôt qu’à expliquer les phénomènes, à « élucider les comportements tels qu’ils se manifestent dans leur perception immédiate » (Van Kaam, 1966).

Adoptée par les psychologues de la Gestalt comme une méthode d’analyse psychologique et appliquée à la perception, l’apprentissage, la pensée, le sentiment, elle n’aborda que par la littérature l’étude de la personnalité. La psychologie existentielle refuse la notion de causalité des sciences naturelles et lui substitue celle de motivation humaine. Le vent ferme la fenêtre, l’homme a une raison de la fermer (Boss, 1963).

Préconisant l’unité de l’homme dans le monde, s’opposant au behaviorisme et à la dualité sujet-objet, Straus (1963) dira : « C’est l’homme qui pense, non le cerveau » et rejettera les distinctions : énergie psychique, inconscient, etc., tout ce qui fragmente l’individu, mais aussi les théories et hypothèses. La vérité se révèle dans les phénomènes eux-mêmes.

La psychologie existentielle s’oppose ainsi non seulement à la psychologie mécaniste mais curieusement à la psychanalyse que Binswanger (1963) et Boss, deux psychologues existentialistes parmi les plus connus, avaient pourtant pratiquée plusieurs années. Ils reprochent à la psychanalyse son fondement physiologique, sa façon d’évacuer l’histoire. Or, écrit Boss (1963) : « L’existence humaine est essentiellement non un processus physique mais d’abord un évènement historique. » Le dasein, « être là », comporte dans le présent tout le passé. C’est le point de vue holistique poussé à l’extrême. On reprochera évidemment à l’existentialisme d’ignorer la biologie et en même temps l’évolution.

C’est de la métaphysique dont elle est issue que cette psychologie tient son inspiration [[31]](#footnote-31). Mais son insistance sur la liberté de l’homme, sur sa vocation à se réaliser [15] dans tous les possibles, loin de lui conférer une dynamique optimiste, le voue à un perpétuel sentiment de culpabilité, lié à l’impossibilité pour chaque individu d’atteindre son but.

La psychologie existentielle s’est attirée de nombreuses critiques sur le fond : subjectivisme, absence de rigueur scientifique, sur la forme : ésotérisme, vieilles idées habillées d’un langage nouveau. Sans pouvoir trancher ici, il faut au moins reconnaître (Hall et Lindsey, 1970) que l’existentialisme a constitué un choc bénéfique pour une psychologie qui sombrait dans une infinité de théories et de techniques, perdant tout contact avec la réalité de l’être humain, de la vie quotidienne et de l’expérience vécue (Wann, 1964). Mais qu’en est-il de son intérêt pour la psychologie politique ?

Nous trouvons là un exemple de l’inconvénient de limiter celle-ci à l’étude de la personnalité. L’existentialisme a exercé par la littérature surtout une influence considérable après la guerre (cf. en France : Sartre, Merleau-Ponty, Camus). Les doctrines qui correspondent à leur époque ne créent pas seulement une mode, elles modifient les attitudes de ceux mêmes qui ne les connaissent pas. Cet « air du temps » a suscité une conception de la vie en général et partant du politique, dont l’analyse, qui ne semble pas avoir été encore abordée et mériterait de l’être, relève de la psychologie politique [[32]](#footnote-32).

Toutes les théories de la personnalité que nous venons de voir diffèrent en fonction de leur conception de l’homme et de l’intérêt porté à tel ou tel aspect : physiologie, histoire, enfance, avenir, environnement. Il est tout de même un point sur lequel la plupart des auteurs sont d’accord : l’importance des motivations et des besoins. Une psychologie politique à ses débuts devrait commencer par là – trouver dans les études sur ces thèmes des éléments de réflexion et d’explication.

D. LES BESOINS

Les besoins humains sont soit généraux, propres à l’espèce humaine, bien que variables dans leur intensité, soit particuliers, fonction de la personnalité de chaque individu et de sa culture. Il convient alors de recenser et d’analyser ces besoins et leur possible incidence sur la vie politique.

La pondération des besoins varie suivant les individus, mais on retrouve chez tous, à côté des besoins physiologiques, ce que Maslow (1954, 1968) considère comme les motivations essentielles : sécurité, affection, estime enfin accomplissement de soi.

La frustration ou la satisfaction de ces besoins marque plus ou moins fortement le développement de la personnalité, explique les comportements individuels et permet également de mieux tenir compte des moyens offerts par chaque culture, pour les satisfaire. Nous retiendrons ici les seuls aspects intéressant la psychologie politique.

Si l’on prend l’un des besoins essentiels : la nourriture, les études faites à son sujet permettent de poser la question : Quelles sont les conséquences de la faim ? [16] Une étude de Dicks (1952, pp. 137-139) sur des déserteurs russes ayant subi des privations pendant la révolution, puis bien nourris en Allemagne de l’Ouest, montre l’importance attachée à tout ce qui concerne les besoins élémentaires. Elle soulève un autre problème, les traits de caractère : passivité, fatalisme, l’idée que la vie évolue en dehors de soi sans qu’on puisse l’influencer, sont-ils propres au tempérament russe, ou les retrouve-t-on dans d’autres groupes dont la vie est également soumise à de fortes contraintes extérieures, cas des paysans ? Peut-on comme le suggère Lerner (1958) expliquer le conservatisme rural par « la peur de manquer » ? Autre question : si l’on peut dire que l’homme vit d’abord de pain que se passe-t-il quand il en a toujours eu suffisamment ? cas d’une partie de la population américaine blanche. Maslow répond : alors se développent des besoins supérieurs qui deviendront les motivations essentielles de l’activité des individus. Hypothèse optimiste quant à la nature des besoins supérieurs : n’observe-t-on pas plus de solidarité chez les démunis, plus d’égoïsme chez les nantis ? Il est tout de même admis que parmi ceux-ci on note plus d’intérêt pour la vie politique [[33]](#footnote-33), tandis que la sous-alimentation chronique suscite l’apathie des citoyens et explique leur manque de participation.

1. Le besoin de sécurité

Le besoin de sécurité marque une étape par rapport aux besoins physiques égocentriques, existant en dehors de toute référence au monde extérieur. Il implique la conscience d’un environnement menaçant ou rassurant. À noter la complexité de cette aspiration physique et morale. Elle n’existe pas en tant que telle, mais liée à la protection d’autres besoins, d’où sa nature encore très individuelle et subjective. Le sentiment de sécurité est également lié au fait de comprendre une situation ou de pouvoir la dominer, c’est-à-dire en corrélation avec la connaissance et le pouvoir. Stouffer (1955) remarque la plus grande tolérance des individus d’un niveau d’instruction élevé et Allport (1961) suggère que celle-ci diminue le sentiment d’impuissance et renforce la confiance en soi. N’est-ce pas aussi parce que la sélection élimine dès l’école les individus trop peu sûrs d’eux pour fournir les efforts nécessaires (Bettelheim et Janowitz, 1964) et ne peut-on également noter que la connaissance crée aussi l’anxiété par les complexités qu’elle révèle, le pouvoir, par les responsabilités qu’il confère. Au contraire, l’habitude de ne pas comprendre pourrait susciter un fatalisme tranquillisant ? Malgré ces résultats et interprétations contradictoires, dus au manque de nuance des items et à la légèreté des corrélations, l’on peut dire que le besoin de sécurité se trouve à l’origine d’un certain nombre d’attitudes politiques : goût de l’ordre pour apaiser l’anxiété, obéissance pour fuir les responsabilités, manque de confiance en soi ou dans les autres, face à un monde considéré hostile, enfin difficulté à supporter l’indécision et surtout les situations ambiguës, génératrices d’angoisse. Un besoin accru de sécurité peut être le résultat d’une enfance vécue dans une atmosphère traumatisante (sur le plan économique ou surtout affectif) ou de caractéristiques personnelles endogènes. Sur le plan [17] individuel, suivant les circonstances, cela peut aboutir au nazi discipliné (Gerth, 1940), au communiste stalinien (Smith, Bruner et White, 1956) ou au médiocre Dupont la Joie. Pour Cantril (1941), le taux de vulnérabilité varie bien plus en fonction de facteurs individuels à l’intérieur des groupes sociaux, qu’entre des catégories socioprofessionnelles. Il semblerait tout de même que des facteurs objectifs : politiques, économiques, culturels et sociaux interviennent, comme le montre l’évolution du racisme en France en 1983.

Il est intéressant de noter les corrélations apparues assez régulièrement entre un sentiment anormal d’insécurité et un degré élevé d’opinions nationalistes et antisémites (Allport, 1955). L’appartenance au groupe et la désignation de la menace peuvent de façons différentes rassurer.

2. Le besoin d’affection et d’appartenance

Nous franchissons ici encore un degré dans le rapport aux autres. D’après de nombreuses études, une enfance sans amour est la source non seulement de phénomènes pathologiques [[34]](#footnote-34), mais aussi d’attitudes durables d’hostilité envers soi-même et envers les autres (Berelson et Steiner, 1964). Bettelheim et Janowitz (1964) trouvent des corrélations entre la tolérance et la présence de parents affectueux durant l’enfance [[35]](#footnote-35). À noter cependant que, dans le cas contraire, l’expression de l’intolérance peut ne prendre sa forme ouverte ou intense qu’à l’âge adulte et s’exprimer alors dans l’antisémitisme par exemple (Allport, in Ackerman et Jahoda, 1950). Des expériences sur de jeunes singes confiés à des mères artificielles (en plastique) (Harlow, 1962) montrent les perturbations qu’entraîne l’absence de signes de tendresse, en réponse au besoin d’affection des jeunes rhésus. Goldfried (1963) reprend la théorie d’Adler suivant laquelle l’hostilité envers les autres est liée au complexe d’infériorité et en déduit que les individus mal adaptés ont tendance à présenter des attitudes négatives. Lane, étudiant les comportements et opinions antidémocratiques, les relie à un sentiment d’aliénation politique provenant du fait de se sentir différent, déraciné, incapable. Mais Lane distingue ces antidémocrates des autoritaires que nous verrons plus tard. Ces derniers ont tendance à penser leurs relations en termes de rapports de force et à privilégier leur propre groupe face aux autres, plus ou moins méprisés comme étrangers ou inférieurs. Au contraire, ceux qui sont avides d’affection se sentant douloureusement étrangers valorisent les groupes et seront désireux d’en faire partie.

Outre les conséquences possibles sur les opinions politiques du simple citoyen (Davies, 1965), le besoin d’affection prendra une importance considérable lorsqu’il s’agira des responsables politiques. L’étude de A. et Juliette George (1956) sur W. Wilson montre à quel point le besoin d’être aimé, respecté, suivi, peut perturber l’ambition, le goût du pouvoir et la façon d’agir. Nous retrouverons ce thème à propos des psychobiographies [[36]](#footnote-36). Indiquons seulement ici l’imprécision des auteurs [18] sur la définition du besoin d’affection. Il recouvre en effet des éléments complexes dont il faudrait distinguer les composantes majeures. C’est un besoin rarement pur, mais le plus souvent coloré d’éléments divers : vanité, elle-même à facettes multiples, besoin d’être rassuré, de dominer.

Maslow a le mérite de poser cette question importante : « Quelle est l’incidence du besoin d’affection sur les réactions d’un homme politique ? » Son absence peut révéler un manque de sensibilité ou au contraire un besoin excessif frustré, laissant prévoir ou expliquer un comportement particulier.

Barber (1965) étudiant les membres de la législature du Connecticut les trouve satisfaits d’être aimés, approuvés et très sensibles aux situations où ils se sentent laissés de côté. Il conclut ses portraits en déclarant que la façade respectable affichée est un masque, derrière lequel se cache la peur de n’être pas aimé. Ce type d’individu se montrera prudent, conformiste et ne visera ni n’atteindra probablement la zone tumultueuse de la vraie politique. À moins que le goût du pouvoir ne l’emporte sur le besoin d’affection et ne constitue alors le blindage nécessaire à la protection de la sensibilité.

Le besoin d’affection joue naturellement un rôle important dans les rapports des hommes politiques avec les femmes. Celles-ci, dans l’état actuel de la société, cherchent souvent encore à se valoriser moins par leur succès personnel, que par la notoriété de leur partenaire. Le mythe de la virilité demeure-t-il encore associé au pouvoir ? À la demande féminine correspond en réponse chez les hommes le besoin d’être rassuré, aimé, admiré. Besoin normal mais sans doute plus prononcé chez les hommes politiques du fait de leur activité plus contestée, plus menacée. Quel genre de réconfort les hommes politiques attendent-ils des femmes ? L’épouse fidèle partageant leurs options politiques : un membre du pcf ne peut épouser qu’une militante ; la femme pratique assurant leur confort matériel, la belle star flattant leur vanité, le repos du guerrier ou l’égérie et parmi celles-ci l’ambitieuse stimulant leur carrière ou l’intellectuelle compréhensive ? Aucune étude à ma connaissance n’a abordé ce thème [[37]](#footnote-37).

En revanche plusieurs études portent sur l’homosexualité latente ou exprimée chez les personnalités narcissiques (Wolowitz, 1965 ; Etheredge, 1979), les nazis et certains individus possédant des traits de la personnalité autoritaire. « Le rituel du baiser homosexuel est typique des hiérarchies autoritaires (…). Le dictateur, le hiérarque s’emploie par tous les moyens à expulser de sa conscience et de son comportement les tendances homosexuelles latentes » (de Marchi, 1976).

Certains auteurs prétendent même que la défaite allemande de 1918 est due en partie à l’atmosphère d’intrigues et de jalousies particulières, qui régnait dans l’état-major de l’armée (Lasswell, 1930).

[19]

3. Le besoin d’estime de soi [[38]](#footnote-38)

Il s’agit là d’un besoin complexe, difficile à définir, sans doute plus proche de l’orgueil que de la vulgaire vanité, mais dans lequel le facteur extérieur, les autres, l’environnement jouent un rôle [[39]](#footnote-39).

Le besoin de s’estimer est très subjectif. Il varie suivant les aspirations des individus, la façon dont ils apprécient la distance qui les sépare de leurs objectifs ou de leurs rêves et dont ils réagissent par rapport aux valeurs de leur groupe (efficacité, argent, célébrité, altruisme, créativité). L’estime de soi provenant d’un statut hérité (rang social, fortune) camoufle parfois un sentiment d’infériorité, alors que dû à une réussite personnelle ou reposant sur des valeurs ou des objectifs choisis, il sera sans doute plus solide qu’un succès dans un sens conformiste. Coopersmith (1967, 1968) indique comme valeurs essentielles suscitant l’estime de soi : le pouvoir, l’importance sociale, la bonne conscience et la compétence.

Mais, se demandent les politologues, l’État ne devrait-il pas favoriser l’auto-estimation des citoyens (Lane, 1982) ?

Pour Rawls (1971), la démocratie assure la dignité de chacun par l’égalité des droits reconnus à tous. Cette dignité, le bien le plus important après la protection des droits individuels, devient de ce fait d’intérêt public. Mais Rawls ne voit pas la différence entre les droits accordés qui, effectivement, valorisent les individus – on en trouve la preuve a contrario dans le sentiment d’infériorité des minorités qui en sont privées – et l’exercice de ces droits obtenus depuis longtemps et allant de soi. De plus, Rawls surestime l’intérêt d’une participation politique lointaine et épisodique (Rosenberg, 1980). Les enquêtes américaines (Campbell et al., 1976) montrent que le droit de vote ne suffit pas à satisfaire le besoin d’auto-estimation. Alors faut-il agir et comment ? Popper (1963) propose d’améliorer le degré d’estime des défavorisés plutôt que d’augmenter celui de tous. L’État aurait donc à assurer un smic d’auto-estimation ? C’est de façon indirecte ce que suggère Oakeshott (1972) en proposant la loi du marché, c’est-à-dire l’argent. Plus raisonnable, Nozick (1974) considère d’abord qu’il s’agit du domaine privé, ensuite que la base de l’estime de soi se trouve dans la comparaison avec les autres [[40]](#footnote-40). Pour éviter l’envie, la jalousie, mais aussi pour laisser plus de liberté et de chances à chacun, la société devrait d’après Nozick proposer aux citoyens un grand choix de valeurs. Chacun trouverait alors plus facilement des possibilités de réussite.

Sur le plan de la participation politique, ce besoin d’estime peut avoir des conséquences opposées : inciter à rechercher des postes importants, doués de prestige, soit au contraire à les éviter par peur d’échouer. Barber (1965) considère que l’on trouve en politique deux types d’individus : les sujets sûrs d’eux, ne craignant pas les difficultés, et les craintifs, espérant trouver des occasions de se révéler. L’auteur constate que les différences dans l’estime de soi sont plus grandes parmi les candidats aux élections que parmi les autres citoyens. Milbraith et Klein (1962) montrent [20] une nette corrélation entre le degré d’estime de soi et l’engagement politique tandis que Rosenberg (1954) découvre qu’un sentiment d’infériorité représente un obstacle à la participation politique et même à l’intérêt pour ce domaine.

Cependant, il faut distinguer dans le besoin d’estime, la recherche du sentiment personnel de sa propre valeur et le désir d’approbation des autres. Peu d’auteurs font la différence, alors que les conséquences sur le comportement politique sont importantes. C’est ainsi que Lane (1959) estime que si le sentiment d’infériorité détourne généralement de la politique, le besoin de reconnaissance sociale peut, s’il est frustré, amener un groupe à s’engager pour modifier la situation (mouvement progressiste sous Th. Roosevelt, nazisme, etc.). Il conclut que les révoltes ne sont pas le fait des plus défavorisés mais de ceux dont les privilèges, le statut, les possibilités ne correspondent pas à leur attente. D’autres expériences tendent à montrer que les individus doutant d’eux-mêmes sont plus influençables (Nisbett et Gordon, 1967).

Sniderman (1978) distingue les sentiments d’infériorité sociale et individuelle et l’efficacité dans les relations interpersonnelles, il considère que seule cette variable oriente les individus vers une politique active.

4. Le besoin d’accomplissement

Le self actualization de Maslow, la créativité d’Adler se traduisent par le désir de s’épanouir, de réussir dans ce pourquoi on se sent fait. Il s’agit d’un sentiment subjectif, moins dépendant d’autrui que le besoin de reconnaissance auquel il est pourtant étroitement lié. Le militant révolutionnaire cherche à convaincre, le politicien à être élu. Mais le genre et le degré de réussite espérés varient suivant les individus, leur niveau d’aspiration et de conviction. Le malheureux président Wilson écrivait : « Je suis ainsi fait que pour quelque raison que ce soit, je n’ai jamais une sensation de triomphe » (Georges et Georges, 1956).

C’est Adler qui a, le premier, insisté sur le besoin d’accomplissement faisant de lui la motivation essentielle de tout être humain. Il nous paraît en effet l’aspect dynamique de l’instinct de conservation. Il ne s’agit plus seulement d’une protection garantissant la permanence de l’être, mais de la nécessité pour l’assurer, d’aider son développement, d’épanouir la personnalité. Ce point de vue paraît vérifié en pédagogie [[41]](#footnote-41) et plus sûrement encore en politique où il pourrait en partie expliquer le goût du pouvoir (McClelland, 1953).

Maslow regroupe sous le portrait du self actualizer un ensemble d’éléments beaucoup plus étendus que le seul besoin d’épanouissement. De l’étude d’un besoin on passe à la description d’un type. Ce type, pour une fois, ne correspond pas à une variété de névrosé. Le tableau est encourageant : esprit créatif, vie sexuelle heureuse, participation politique sans fanatisme, tolérance, indépendance, sens de l’humour et de la joie. Fait surprenant, cet individu n’appartient à aucun groupe d’âge, de classe, de profession et se moque des corrélations les mieux établies. Il présente non seulement des traits de caractère propres aux démocrates, mais aussi aux conservateurs et, transcendant toutes les idéologies, concentre même dans sa propre personnalité [21] des tendances généralement opposées. Emporté par son enthousiasme, l’auteur trace l’idéal pour lui de la personnalité politique : le libéral américain ! Revenu à la réalité, il ajoute que peu de citoyens correspondent à ce portrait [[42]](#footnote-42).

Si l’on peut discuter la technique et les démonstrations de Maslow, il faut reconnaître, à défaut d’originalité, la justesse de son hypothèse. Les besoins fondamentaux le sont, puisque leur frustration entraîne des troubles de la personnalité et leur satisfaction conditionne une participation accrue à la vie politique. Cependant, on s’étonne de ne pas trouver dans l’énumération de Maslow le besoin de liberté. Sans doute est-il sous-entendu dans la vaste notion d’accomplissement. Mais il paraît si fondamental, en politique surtout, que la façon de le définir devrait permettre de le rattacher à des conceptions plus générales et à des traits de caractère appartenant à des types différents. C’est ce que fera Rokeach (cf. pp. 26, 30).

On ne peut s’empêcher devant les nombreuses listes de besoins fondamentaux de penser aux droits de l’homme qui forcément s’en inspirent. Faute de critères précis on risque de voir l’énumération s’allonger à l’infini, sans distinction de culture et d’importance, une hiérarchie devenant alors impossible : droit à l’intégrité physique correspondant au besoin de sécurité, mais pourquoi pas droit aux vacances, au soleil, etc., compris dans le besoin d’épanouissement.

2. Théories et recherches sur les attitudes,  
opinions, traits de personnalité et typologies

[Retour au sommaire](#sommaire)

L’intensité des besoins fondamentaux varie suivant les individus. Les psychologues se sont plus intéressés à leur pondération et à leur structure qu’à leurs manifestations et aux façons de les satisfaire. Us ont surtout étudié la personnalité d’un point de vue descriptif et analytique : structure, traits, besoins, mais sans aborder ses manifestations dynamiques : réactions, opinions, attitudes. Ceux qui s’y sont risqués (cf. Murphy et al., 1937) se sont limités à tenter des corrélations entre les attitudes et les traits de personnalité pour lesquels des tests existaient : dominance, extraversion, etc.

Les traits se définissent comme des dispositions hiérarchisées, dynamiques, susceptibles de modification, dont on peut mesurer la force dans une direction donnée. On admet que certains traits prédisposent l’individu à adopter certaines attitudes face au monde extérieur. Ceci explique le nombre d’études consacrées à la recherche de corrélations entre attitudes radicales ou conservatrices et traits de personnalité. Recherches pionnières qualifiées de naïves (Smith et al., 1956) ne tenant pas compte du fait que la même attitude peut satisfaire des besoins très différents suivant les individus. Murphy et Likert (1938), malgré leur compétence et leurs travaux, découvrent seulement que le radicalisme est parfois associé à l’insatisfaction !

[22]

Les psychosociologues ont pris le relais pour, à leur tour, observer l’évolution de cet ensemble de données individuelles qui constituent une personnalité. Ensemble dynamique, vivant, donc réagissant face au monde extérieur pour le percevoir, le comprendre, l’interpréter, s’y adapter ou s’y opposer, éventuellement le changer. La personnalité va se traduire en actions (aspect conatif), en croyances, jugements, opinions et en attitudes (aspect cognitif et affectif). Tout en étant partiellement conditionnée par les facteurs de son environnement, à son tour elle le modifie et manifeste pour persévérer dans son être des exigences, sélectionnant ce qui lui convient pour satisfaire ses besoins et maintenir son équilibre et son unité.

C’est ici qu’interviennent les attitudes. L’attitude peut être définie de façon suffisamment claire bien qu’imparfaite, comme une disposition à répondre de la même manière à des situations ou stimuli semblables. Ce n’est donc pas une manifestation isolée, ponctuelle, mais une réaction susceptible de se répéter. L’attitude implique un pôle conduite : elle se traduit par des comportements, et un pôle caractérisation : prise de position vis-à-vis de l’objet. À la différence de la personnalité qui existe en elle-même, l’attitude se construit à travers l’expérience et face à un objet (au sens large : institution, valeur, opinion).

Eysenck (1954 a) distingue les opinions accidentelles peu révélatrices de l’individu, les opinions stables enfin à un niveau plus profond, un ensemble d’opinions stables constituant l’attitude (antisémitisme). Lorsque plusieurs attitudes se retrouvent liées entre elles on peut alors parler d’un type (personnalité autoritaire).

Le plus important, ce que les premières études avaient omis de chercher, c’est l’origine des attitudes. Sans adopter un fonctionnalisme excessif, il faut reconnaître que trouver à quoi elles servent, c’est du même coup découvrir la raison de leur apparition ou de leur maintien. Au lieu d’un simple constat : le lien entre attitude et trait de personnalité, on trouve alors une relation entre un besoin et l’attitude qui le satisfait.

Résumons rapidement les principales fonctions des attitudes (Katz, 1960 ; Smith et al., 1964 ; Grawitz, 1983). Adaptation, ajustement : moyen déjà employé de répondre à une situation, l’individu a tendance à répéter ce qui a réussi ; défense : mécanisme de protection contre une menace extérieure ou un conflit interne (conscient ou non) ; expression : moyen d’extérioriser, de donner une image de soi, de se conformer ou de s’opposer, d’exercer une influence, enfin fonction de caractérisation : l’attitude permet de se constituer un cadre où classer rapidement informations et expériences nouvelles. Elle remplit une fonction de compréhension et d’économie.

D’autres aspects des attitudes intéressent la psychologie politique : la cohérence, l’articulation avec d’autres attitudes ; le degré d’information et de raisons qui la fondent, l’étendue, la spécificité (racisme anti-juif) ou la généralisation ? (racisme) ; la consistance ou degré de persistance de l’attitude, enfin son aspect positif ou négatif, et surtout son intensité qui, le plus souvent, recouvre les autres attributs. L’intensité, seule, ne permet pas de prédire la persistance de l’attitude. Cet élément de durée, de résistance au changement est lié à un trait de personnalité : la rigidité, souvent associé à d’autres caractéristiques que nous retrouverons : dogmatisme, résistance à l’ambiguïté.

[23]

Nous pouvons maintenant aborder des recherches visant l’ensemble de la personnalité marquant ainsi un progrès sur les études précédentes.

La notion de personnalité n’apparaît pas claire scientifiquement, cependant, les auteurs de tendances différentes semblent au moins admettre qu’elle correspond à des prédispositions internes organisées et stables (Allport, 1937, 1955, 1961, 1968 ; Murray, 1938 ; Knutson, 1972). Bien que stables, ces dispositions s’expriment en fonction de la situation. Étant globale, la personnalité n’est pas mesurable dans son ensemble et ne peut se percevoir directement, mais seulement à travers ses manifestations.

Pour D. Katz (1960), un comportement révèle la personnalité lorsque l’on connaît la fonction qu’il remplit pour le sujet, mais c’est toujours de toute la personnalité qu’il s’agit. Les tenants du holisme considèrent la personnalité comme un système ouvert, dont il est essentiel de comprendre le principe qui en régit le fonctionnement. Ils reprochent à l’étude des traits de se borner à des indications fragmentaires. Même une liste de 18 000 traits [[43]](#footnote-43) ne saurait couvrir la totalité de la personnalité. De plus, les expériences correspondent dans l’esprit des chercheurs à une réalité jamais confirmée par les sujets eux-mêmes. De leur côté, les partisans de l’étude des traits reprochent à leurs adversaires d’émettre des hypothèses invérifiables. La compréhension de l’ensemble de la personnalité permet sans doute de mieux prévoir les comportements du sujet étudié et convient aux cas singuliers, à la clinique. L’étude des traits de personnalité bénéficie, elle, des facilités d’expérimentation, d’où son développement.

A. LA PERSONNALITÉ AUTORITAIRE

L’étude de l’opposition gauche-droite, radicalisme-libéralisme sans que le contenu des étiquettes ne soit bien précisé est ancienne et persiste aux États-Unis. Entre 1930 et 1940, les psychologues et les sociologues sont préoccupés par l’avènement du fascisme. Stagner (1936) étudiant les attitudes fascistes indique déjà qu’il ne s’agit pas seulement d’opinions politiques, mais de tout un système de croyances et de préjugés. Sur le même sujet, Edwards (1941), à son tour, compose une série d’items dont certains furent repris dans la recherche californienne. Enfin, on doit rappeler les travaux plus connus de W. Reich (1933), Horkheimer (1936), Fromm (1936, 1941), Erikson (1942) et Maslow (1943). Mais ces études, malgré l’attention portée aux tendances, opinions et comportements politiques, demeurent dans l’ensemble trop générales ou trop ponctuelles. Murphy, Murphy et Newcomb (1937) déclaraient que les psychologues américains n’avaient pas encore tenté de relier les attitudes étudiées à la personnalité totale. Seuls Fromm et Maslow s’orientaient, sans convaincre, dans cette voie. Il fallut attendre l’étude d’Adorno, Else Frenkel-Brunswik, D. J. Levinson et R. N. Sanford (1950) sur « la personnalité autoritaire » [[44]](#footnote-44), [24] pour que se réconcilie l’étude des traits avec la notion holistique de personnalité globale et que soit recherchée et démontrée la possibilité d’établir une typologie.

Au départ il s’agissait d’une étude sur l’antisémitisme, confiée à l’Institut de Recherche sociale de Francfort. Fait qui mérite d’être noté (les prévisions des sociologues sont si rarement exactes ou suivies d’effet !), peu de temps après la prise du pouvoir par Hitler, Horkheimer, directeur de l’Institut, et ses associés émigraient en Suisse. Peu de juifs en Allemagne se doutaient du danger, alors qu’Horkheimer et ses chercheurs avaient perçu chez les Allemands des traits de caractère rendant improbable leur opposition au nazisme.

Si les travaux de l’Institut par l’ampleur de la recherche et la variété des techniques utilisées ont marqué une étape, c’est surtout la nature de l’objectif poursuivi qui en fait l’intérêt. L’ouvrage dans son introduction indique que la recherche était inspirée par l’hypothèse suivant laquelle : « Les convictions politiques, économiques et sociales d’un individu constituent souvent un schéma large et cohérent. Elles sont liées entre elles par une « mentalité » ou un « esprit » et ce schéma est l’expression de tendances profondes de sa personnalité. » Il est donc supposé au départ qu’il existe, malgré des variations, un véritable « syndrome », un ensemble de traits que possèdent les individus présentant un terrain favorable au fascisme. À noter que c’est le premier effort important pour lier des concepts psychologiques et politiques.

Les réponses recueillies à ces divers questionnaires attirèrent l’attention sur les différences de profil séparant les individus antisémites des autres, d’où l’hypothèse que l’antisémitisme n’est pas une opinion isolée mais fait partie d’un cadre de pensée plus complet. Restait à élargir l’hypothèse au fascisme et à la démontrer. Ceci supposait que soient posées de façon claire les questions suivantes : existe-t-il un type d’individu prédisposé au fascisme, quelles sont les caractéristiques, les particularités de sa personnalité et ce qui a favorisé leur développement ?

Jusque-là, deux approches étaient utilisées pour étudier les comportements politiques : ou l’on s’attachait aux idéologies qui les inspiraient, ou l’on recherchait quels besoins ils devaient satisfaire.

La notion d’idéologie est prise par les auteurs dans le sens courant : façon de penser, conception de l’homme et de la société. Celle de personnalité suivant la définition ponctuelle, d’organisation de forces à l’intérieur de l’individu dont les besoins et les moyens de les satisfaire orienteront les tendances idéologiques.

Mais la personnalité n’est, comme l’attitude qui la révèle, qu’une disposition à répondre d’une certaine façon aux stimuli. Le comportement observable dépend toujours non seulement de la personnalité en cause, mais aussi de la situation à laquelle elle se trouve confrontée. Bien que structure stable, la personnalité évolue et ne peut être isolée du cadre dans lequel elle agit. Remarque importante pour les Américains, se rassurant ainsi sur l’impossibilité de voir le fascisme s’implanter chez eux. Hitler n’aurait eu aucune chance de réussir aux États-Unis. Sans doute, [25] mais enfin, la chasse aux sorcières a tout de même connu chez eux un certain succès et le racisme ne leur est pas étranger.

Sur le plan de la recherche, on se trouve donc face à deux variables : d’une part la force de la personnalité, l’intensité, la fixité des opinions, des besoins, ou leur flexibilité, leur faiblesse, et d’autre part, la nature et le degré de contrainte ou de pression extérieure exercées. C’est ce dernier point surtout, l’influence des conditions économiques et sociales sur les attitudes et opinions, qui avait jusque-là retenu l’attention au détriment des facteurs individuels. La nouveauté de l’étude d’Adorno sera de retenir ceux-ci et même de tenter de les pondérer.

Nous ne pouvons insister sur la description des techniques utilisées ni détailler les résultats de l’enquête. Avant de les résumer et d’en marquer les limites, indiquons seulement l’inspiration nettement psychanalytique du projet, et le fait que les responsables ont voulu faire bénéficier les concepts théoriques de la psychologie dynamique, des progrès récents de la psychologie sociale. Utilisation de questionnaires et d’interviews susceptibles d’une généralisation ultérieure, construction d’échelles de Likert permettant de mesurer l’antisémitisme (AS), l’ethnocentrisme (E) et le conservatisme (PEC) ; interviews en profondeur puis Thematic Apperception Test, Test de Rorschach et tests projectifs. Ces premiers résultats devaient amener la constitution d’une échelle de prédisposition au fascisme (F). Les corrélations entre les divers éléments obtenus ont fait apparaître le syndrome recherché : une personnalité potentiellement fasciste, prête à participer à des mouvements antidémocratiques et sensible à la propagande antisémite. Les individus de ce groupe se caractérisaient pas des réactions moralisantes très conventionnelles, une tendance à la soumission en même temps qu’une certaine agressivité, une nette désapprobation pour une vie sentimentale trop libre, l’appel à des jugements stéréotypés ou à des superstitions comme moyen de fuir leurs propres responsabilités. Une éducation sévère semblait avoir joué un rôle déterminant chez les enquêtes. Les parents démocrates sont moins stricts, attachent moins d’importance à la discipline et leurs enfants présentent moins de tendances autoritaires.

L’autoritarisme n’est pas unidimensionnel, d’où les résultats différents suivant les conditions dans lesquelles il est mesuré.

Malgré les critiques faites à l’étude de la personnalité autoritaire [[45]](#footnote-45) (limitation à l’analyse de l’autoritarisme de la droite [[46]](#footnote-46), échantillon non représentatif, items peu significatifs ou incitant à une même réponse), l’objectif essentiel semblait tout de même atteint : la recherche démontrait le lien reliant entre elles certaines opinions, la possibilité de reconnaître de façon plus ou moins nette des types.

Le travail suscita un immense intérêt [[47]](#footnote-47) et un nombre considérable de travaux de valeur inégale, d’où le plus intéressant est souvent exclu au bénéfice du plus mesurable. On verra surtout se multiplier des études de traits de personnalité, permettant de caractériser des types à partir d’un ensemble de réactions semblables, mais sans atteindre l’ampleur de l’ouvrage sur la personnalité autoritaire, ni viser [26] l’aspect total de la personnalité. Parmi toutes ces recherches, on peut retenir celle de McClosky (1958) sur le syndrome d’attitudes démocratiques ou antidémocratiques, les échelles de mesure du civisme et d’efficacité politique de Campbell et al. (Robinson et Shaver, 1969, pp. 262-270).

Le reproche fait à l’étude d’Adorno de se limiter à l’autoritarisme de droite incitera Rokeach (1960) puis Eysenck (1954, 1956) à pousser l’investigation au-delà. Le stalinisme ne représentait-il pas une menace plus actuelle que le fascisme ? Qu’avaient-ils de commun ?

B. DOGMATISME

Rokeach étudiant la nature des croyances s’attache à leur structure plus qu’à leur contenu. Pour lui, chacun possède un système d’affirmations et de négations pouvant être situé sur un continuum correspondant à une plus ou moins grande ouverture d’esprit. D’où la constitution d’une échelle de dogmatisme : le degré de fermeture est mesuré par la résistance au changement et la référence aux autorités [[48]](#footnote-48) et d’une échelle de tolérance : plus un esprit est ouvert moins il juge les autres en fonction de la similitude de leurs opinions avec les siennes (1951, 1955, 1960, 1973).

Pour Rokeach, la fermeture du système a pour fonction de le protéger, d’où le refus ou la distorsion de l’information gênante. La solution la plus souvent donnée au conflit entre le besoin de savoir et la défense contre la remise en cause de ses principes distingue l’esprit ouvert de l’esprit fermé. D’après Rokeach et Edinger (1965), un dogmatiste incapable d’accepter de nouvelles informations et de s’adapter ne pourra jamais être un leader efficace. Pourtant il y avait une fois un certain Lénine ! Malgré l’intérêt de l’étude de Rokeach, on regrette l’aspect insuffisant de l’analyse (Deconchy, 1984). De quel dogmatisme s’agit-il ? La langue de bois du médiocre stalinien, l’ardente conviction d’un Lénine, la foi d’un missionnaire ou le conservatisme d’un pratiquant borné peuvent-ils être confondus sous une même étiquette ? L’énumération des caractéristiques ne saurait remplacer une définition précise des concepts utilisés.

L’auteur, après avoir distingué de façon pertinente la rigidité : difficulté à accepter un changement ponctuel, du dogmatisme : refus de mettre en cause un ensemble de croyances (1955), utilise des items ne tenant plus compte de la distinction. Enfin signalons une dimension absente de cette étude : le sectarisme [[49]](#footnote-49). Sans doute la France a-t-elle connu des luttes politiques plus idéologiques que les États-Unis. Il semblerait intéressant de comparer ces deux types : le dogmatique et le sectaire. Tous deux ont la conviction de détenir la vérité. Dans les deux cas, ce sont des traits de caractère. Mais alors que le dogmatisme, malgré le terme, a évacué le dogme et n’est plus qu’une façon d’organiser ses croyances, une façon rigide de juger, de raisonner, le sectarisme se manifeste dans l’attachement sinon à une doctrine, du [27] moins à un système de croyances, surtout, comme son nom l’indique, à un groupe, une secte, des principes, sans lesquels il n’existe pas. Dynamique, il se traduit par l’action, en politique, dans la lutte contre les adversaires de ses idées.

Le fait que Rokeach ne trouve pas de corrélation entre ses échelles D (Dogmatisme) et O (tolérance) confirme notre hypothèse suivant laquelle le dogmatisme, tel qu’il le conçoit, révèle un trait de caractère, non une référence idéologique [[50]](#footnote-50). Pour nous, il serait utile d’étudier les conditions de la naissance et du développement du sectarisme. Outre les prédispositions individuelles, et les besoins qu’il satisfait, on peut se demander quelle éducation, quelles doctrines, quelles institutions, quelles circonstances le favorisent. Sur le plan politique comme sur le plan individuel, la frustration suscite à la fois l’esprit de revanche et le manque de tolérance. L’alternance au pouvoir pourrait-elle constituer une mesure préventive efficace ? Quels autres moyens pourraient rompre le cercle vicieux des sectarismes se renforçant mutuellement [[51]](#footnote-51) ?

Rokeach, intéressé surtout par la structure des croyances, n’aborde qu’indirectement la psychologie politique. Les remarques sur la similitude des résultats des catholiques et des communistes sur l’échelle du dogmatisme ne nous surprennent pas [[52]](#footnote-52). En revanche, il souligne que l’anxiété considérée généralement en étroite corrélation avec le dogmatisme [[53]](#footnote-53) épargne les communistes alors qu’elle atteint un degré élevé chez les catholiques. L’explication non fournie par Rokeach nous paraît se trouver dans l’aspect moralisant de la religion catholique : péché originel, jugement dernier, enfer, alors que les communistes ont pour eux une théorie déresponsabilisante : le matérialisme historique et une maxime déculpabilisante : « La fin justifie les moyens. »

C. DURETÉ-TENDRESSE

Eysenck (1954, 1956 b, 1970) à son tour reprend le problème des différences et similitudes entre l’autoritarisme de la droite et celui de la gauche, mais il ne se limite pas comme Rokeach au niveau cognitif. Pour lui, le continuum unidimensionnel droite-gauche ne correspond pas à la variété des opinions. Eysenck emprunte à W. James une seconde dimension opposant les durs, caractérisés par leur matérialisme, leur réalisme et leur brutalité, aux tendres, idéalistes et sensibles. Deux tempéraments que l’on retrouve chez les libéraux et les conservateurs, ce qui explique la présence d’attitudes autoritaires à gauche comme à droite.

Hypothèse séduisante, contenant elle aussi une part de vérité, mais étude critiquée sur le plan technique de l’échantillon, du libellé des questions et surtout de la généralisation abusive des résultats (Rokeach, 1956 ; Christie, 1955, 1956). Elle demeure cependant un classique des débuts de la psychologie politique.

[28]

Le psychologue Tomkins (1966) ajoute aux deux dimensions d’Eysenck une troisième concernant les modérés et une quatrième : les sans-idéologie pour lesquels il construit une échelle (1966).

D. MACHIAVÉLISME

Christie et Geis (1970) ont étudié sous un angle particulier un aspect ou même un type d’homme politique. Le titre choisi est bien sûr une référence à Machiavel [[54]](#footnote-54). Les auteurs comparent les attitudes des sujets dotés de ce qu’ils considèrent un taux élevé sur leur échelle ( High Mach ) à des individus à taux bas ( Low Mach ) placés dans les mêmes situations. La priorité donnée au pragmatisme sur la morale caractérise le machiavélien. Il est calme, sans émotion, peu sensible aux idéologies et aux pressions. « Il est politique, non personnel, peu soumis aux conventions », il « aime la concurrence ». Ces qualités se manifestent surtout dans les situations peu contraignantes où son opportunisme le sert surtout s’il peut, restant calme lui-même, manipuler les autres en proie à l’émotion. Il le fait sans sadisme, mais avec le plaisir du jeu où il excelle (Guterman, 1970 ; Elms, 1976). Stone (1974) se demande s’il s’agit là seulement de qualités nécessaires aux hommes politiques ou d’un type plus complet comportant aussi le cynisme, la méfiance, etc. La réponse est d’autant plus difficile à donner que l’exemple du président W. Wilson montre qu’un même individu peut, suivant les cas, se révéler machiavélien ou pas [[55]](#footnote-55).

Les Américains, malgré les résultats imparfaits ou même souvent contradictoires de leurs recherches, avaient au moins deux certitudes : l’opposition radicalisme-conservatisme correspondait à une réalité, le type de la personnalité autoritaire existait. À partir de là, ils ont multiplié des études partielles pour enrichir les résultats précédents, les affiner par des corrélations plus ou moins significatives avec des variables nouvelles. Nous citons les études les plus intéressantes pour la psychologie politique.

E. ANXIÉTÉ ET INTOLÉRANCE À L’AMBIGUÏTÉ

Lorsque l’on pense à la difficulté de définir ce sentiment et à la complexité des causes le provoquant, on est surpris et irrité de l’utilisation d’échelles simplistes (Minnesota Multiphasic Personality Inventory) par Janet Taylor (1953) et des affirmations (Rokeach, 1960 ; Fillenbaum et Jackman, 1961) suivant lesquelles l’anxiété serait liée à l’intolérance et au dogmatisme. L’utilisation de l’échelle d’anxiété manifeste de Taylor montrerait une corrélation positive avec l’échelle F (Fascisme) (Davids, 1955), enfin « la classe moyenne » serait plus anxieuse parce que plus menacée. Nous trouvons ici la tendance des psychologues américains à favoriser les facteurs pathologiques. Pour Sarason (1960), les corrélations citées s’expliquent par les composants des personnalités névrotiques, obsessive, compulsive ! Heureusement [29] Lasswell déclare de toute son autorité « qu’à notre époque, il ne peut exister de personnalités sans anxiété ». Anxieux non dogmatiques, soyez rassurés !

L’intolérance à l’ambiguïté paraît une forme de protection souvent liée à l’autoritarisme (Budner, 1962) mais surtout au besoin de sécurité. Dimension importante car l’ambiguïté est au principe même du politique. Trait de caractère stable (Brim et Hoff, 1957), ayant suscité la recherche de corrélations avec d’autres traits comme la frustration (Block, 1951 ; Davids, 1955 c ; Budner, 1962). Ethel Frenkel-Brunswik (1949) constate une résistance à l’ambiguïté plus élevée chez les libéraux que chez les conservateurs. Mais les expériences consistant entre autres à mesurer à quel moment un sujet change de perception (image du chat devenant progressivement un chien, un changement de couleurs, etc.) ne paraissent pas convaincantes. Comment juger la réaction d’un individu sur un sujet qui lui est indifférent ?

F. ANOMIE, ALIÉNATION

Reprenant sur le plan individuel la notion d’anomie des sociologues (Hampden-Turner, 1971 ; de Grazia, 1948 ; Merton, 1949, 1964), Srole (1965) classe les sujets sur un continuum nomie-anomie suivant les symptômes de plus ou moins grande intégration sociale. Il s’agit d’individus proches de ce que Maslow et d’autres considéraient comme psychiquement frustrés, ayant perdu les liens les rattachant à la société avec toutes les conséquences sur le plan politique : abstention, non-participation (Milbraith, 1962). Roberts et Rokeach (1956) reprenant la même théorie constatent que l’anomie est sans relation avec le niveau culturel et économique. Cependant Oison (1965) découvrait que les ouvriers noirs étaient plus anomiques que les blancs. Cette nouvelle variable considérée moins importante que l’autoritarisme suscita cependant de nombreuses études et discussions (Meier et Bell, 1959 ; Mizruchi, 1960 ; McClosky et Schaar, 1965 ; Nettler, 1965).

La distinction entre anomie et aliénation n’est pas très claire. S’agit-il de caractéristiques de la personnalité ou de réactions acquises ? L’anomie est généralement considérée comme un sentiment d’incapacité à contrôler son destin (McDill, 1960) entraînant un détachement passif de la politique, alors que l’aliénation plus active consisterait en un véritable rejet (Milbraith, 1965). Tous les anomiques sont aliénés mais tous les aliénés ne sont pas anomiques.

Melvin Seeman (1969) retient cinq critères de l’anomie : impuissance, doute, absence de norme, isolement, non-appartenance. L’aliénation proviendrait de conditions sociales et/ou de besoins personnels frustrés, alors que l’anomie serait uniquement le résultat d’une frustration. Thompson et Horton (1960), Templeton (1966), se demandent si la stabilité du système politique n’est pas en partie assurée par l’absence d’expression du sentiment d’aliénation. Nous retrouvons la thèse de Lipset suivant laquelle une démocratie fonctionne bien grâce à un « coussin » d’abstentionnistes maintenant son équilibre entre les deux groupes extrêmes.

[30]

G. LIBÉRALISME, CONSERVATISME,  
DROITE, GAUCHE

À l’opposé de l’aliénation et de l’anomie se trouve le sentiment d’efficacité politique, stimulant la participation (Berelson, Lazarsfeld et McPhee, 1954). La contradiction entre les résultats des nombreuses enquêtes permet à Loye (1977) de constater que cette période qu’il appelle « l’âge d’or et de la mesure » se termine par une phase de doute sur la valeur de ce qui paraissait acquis : l’opposition droite-gauche. Hicks et Wright (1970) osent affirmer qu’aucune des échelles utilisées n’est adéquate pour mesurer le libéralisme et le conservatisme, tandis que l’Institut for Social Research du Michigan déclare (Robinson, Rusk et Head, 1968) qu’une telle structure idéologique n’existe pas chez la plupart des citoyens. Glenn Wilson (1973) émet l’hypothèse « que le conservatisme est un facteur général sous-jacent dans toutes les attitudes sociales » et propose une mesure comparée de la dimension en Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande et Hollande.

Comrey (1970) tente de montrer que la dimension libéralisme-conservatisme ne correspond pas à quelques traits, mais fait partie de la personnalité entière. Retrouvant les facteurs habituels, conformisme, égocentrisme, etc., il ajoute le facteur masculin-féminin qui traduit sous une autre forme le rude-tendre d’Eysenck. Facteur ambigu mais qui réapparaît toujours et semble donc impossible à écarter.

Curieusement, après avoir nié l’intérêt de la distinction libéralisme, conservatisme, Rokeach reprend le sujet sous l’angle des valeurs (1973) et se demande pourquoi la liberté et l’égalité sont des revendications essentielles dans la vie politique. Sur un seul continuum, il suggère que l’extrême gauche (communistes) prône l’égalité plus que la liberté, les socialistes et les modérés valorisent les deux, d’autres modérés et capitalistes [[56]](#footnote-56) recherchent la liberté plus que l’égalité, alors que l’extrême droite fasciste ne s’intéresse ni à l’un ni à l’autre. Hypothèse confirmée par l’analyse du contenu de textes allemands, russes et anglais [[57]](#footnote-57).

Jeanne Knutson reprend à la fois les travaux de Rokeach mais surtout ceux de Maslow. Dans son ouvrage, Human Basis of the polity (1972), elle cherche sans y parvenir à unifier les concepts de science politique et de psychologie [[58]](#footnote-58). Cette nouvelle dimension retient alors l’attention des chercheurs. Un certain nombre d’entre eux critiquent la confusion faite entre activisme, extrémisme et idéologie.

Aucune enquête aussi importante que la « personnalité autoritaire » n’avait été entreprise sur la gauche. Elle semblait inutile. L’opinion publique américaine tenait les gens de gauche pour des anormaux, aux instincts destructeurs, asociaux, immoraux, des rebelles face à leurs malheureux parents et éducateurs. L’étude d’Almond ne modifiait pas sensiblement ce tableau (Almond, 1954). Puis survinrent les révoltes étudiantes. Elles vont amener sociologues, psychosociologues mais également des psychologues à s’intéresser aux radicaux américains : la gauche [[59]](#footnote-59). Il s’agit toujours d’étudiants et, malgré l’aspect très ethnocentriste des recherches, le fait que des révoltes similaires aient eu lieu dans de nombreux autres pays rendrait des [31] analyses comparatives intéressantes. Les études sociologiques se multiplient aussi bien en France et en Allemagne qu’en Italie [[60]](#footnote-60). Les explications psychanalytiques ont également été nombreuses. Mais c’est semble-t-il aux États-Unis seulement que l’on trouve quelques études proprement psychologiques intéressant le domaine politique (Davies, 1971). C’est ainsi que Hampden-Turner (1970) rajeunit la distinction droite-gauche en opposant la radical au conservateur et à l’anomique, en fonction de nouvelles variables [[61]](#footnote-61). Utilisant les résultats d’expériences connues, il distingue les réactions suivant les catégories : rebelle ou conformiste (Asch, 1952 ; Crutchfield, 1955 ; Rokeach, 1960 ; C. W. Taylor, 1962 ; Barron, 1963 ; Parkin, 1968). D’autres enquêtes se révèlent stimulantes pour les chercheurs. Les étudiants gauchistes sont tellement plus faciles à interviewer que les enquêtes de droite ! Et on les découvre, contrairement aux idées reçues : intelligents, artistes, doués d’un esprit constructif. Après tout, s’ils ne sont pas aveugles, comment pourraient-ils ne pas réagir face à la société (Sampson, 1967 ; Keniston. 1968 et 1973) ? Mais d’autres enquêtes détruisent ce tableau enchanteur. Les étudiants de droite présentent les mêmes qualités ! On s’aperçoit alors que certains traits attribués aux activistes radicaux (gauchistes) concernent simplement les jeunes actifs en politique (Silvern et Nakamura 1971 ; L. Kerpelman, 1972).

Les orientations différentes proviennent d’éléments extérieurs tels que l’influence familiale, plus que de singularités personnelles. Cependant si ces constatations sont exactes pour la majorité des étudiants contestataires, il semble qu’il faille distinguer entre ceux qui, pris par l’ambiance, ont suivi et d’autres qu’attirait sans doute cette possibilité de défoulement. On retrouve alors l’hypothèse des gauchistes, peu équilibrés, en proie à de grandes difficultés avec leurs parents, avec eux-mêmes et les autres, bref des mal adaptés [[62]](#footnote-62). En général les opinions politiques des enfants sont un peu plus extrêmes que celles des parents mais dans le même sens [[63]](#footnote-63), ou encore les enfants déclarent vouloir mettre en pratique ce dont leurs parents se contentent de parler (Keniston, 1968). Finalement des résultats difficiles à interpréter sinon contradictoires, on conclut que les radicaux ne forment pas un groupe homogène. R. Liebert (1971) considère les idéalistes et les nihilistes comme constituant deux pôles extrêmes sur lesquels peuvent se situer les étudiants évoluant sur ce continuum en fonction des évènements. Car de nombreux facteurs extérieurs (Vietnam) interviennent rendant difficile d’isoler les variables personnelles. Actuellement, aux États-Unis comme ailleurs, la protestation se fractionne en groupes aux objectifs particuliers : femmes, homosexuels, antinucléaires, etc. On ne voit pas comment isoler des facteurs permettant des hypothèses généralisables sur le plan de la psychologie politique. D’autant plus, il faut le répéter, que des attitudes politiques semblables peuvent satisfaire des besoins psychologiques différents. Enfin Hamden-Turner (1971) fait état d’une étude (Doress, 1968) démontrant que contrairement à ce qu’écrit di Renzo, les gauchistes (ou radicaux) se trouvent les plus bas sur l’échelle [32] du dogmatisme, à l’opposé des communistes (anglais) qui ont le score le plus élevé. Même sans apporter de certitudes, il serait intéressant d’entreprendre des études sur la personnalité révolutionnaire… si elle existe (Hermann, 1942 ; Mazlich, 1976 ; Tucker, 1979) ? Retrouve-t-on à travers le temps et l’espace les mêmes caractéristiques ? À quels traits se rattache ce qui apparaît un symptôme commun : la volonté de changement, mais quelle est la limite ? changer le gouvernement, le régime, la société, le mode de production, changer la vie, changer le monde, l’homme ou le plus dangereux : soi-même (cf. Gandhi) ?

Après avoir mentionné parmi le grand nombre de recherches, celles qui nous ont paru les plus significatives, un bilan s’impose. On retrouve en psychologie politique les défauts souvent reprochés à la science politique américaine : présupposés issus d’un ethnocentrisme privilégiant l’american way of life. Inconvénient renforcé par une confiance trop grande dans les techniques utilisées. Sans doute trouve-t-on chez certains auteurs des critiques, mais elles demeurent l’exception [[64]](#footnote-64). Les chercheurs ne semblent pas imaginer que bien des questions suscitent la réponse (cf. les items d’Adorno et d’Eysenck) que tous les enquêtes ne comprennent pas les questions de la même façon (cf. Lipset et le soi-disant autoritarisme de la classe ouvrière, 1959), et qu’il existe des normes culturelles modifiant les significations des termes, donc les résultats (Bourdieu, 1973).

Enfin quel rapport entre une réponse irresponsable à un questionnaire et l’action ou une décision telle qu’un vote. On s’étonne de trouver une si grande naïveté face aux techniques dont la fiabilité n’est pas mise en doute, et la complexité conçue comme gage de vérité.

Ethnocentrisme et naïveté aboutissent trop souvent à des résultats qui, pour des Européens, paraissent attristants… ou comiques. Un auteur comme di Renzo (dont l’étude sur les députés italiens (1967) est souvent citée) déclare que les communistes italiens sont d’après leurs réponses les moins dogmatiques de tous les députés. L’écart pouvant exister entre la parole et l’action, le discours démocratique des communistes et leur pratique, ne semble pas effleurer l’auteur de l’enquête.

Lorsqu’on lit ensuite, que parmi les signes de démocratie (vécue cette fois) retenus, se trouve le fait que les députés communistes tutoient leurs secrétaires, on se demande quel jugement porter sur la psychologie politique américaine.

Un auteur comme Stone reprend dans un article sur « Le mythe de l’autoritarisme de la gauche » (1980) les résultats d’enquêtes prouvant que celle-ci ne manifeste ni dogmatisme ni intolérance. Seulement quelle est cette gauche dont il est question et à quelle droite l’oppose-t-on ? On reprochera enfin à la plupart des enquêtes, aux échelles d’attitudes, traits de caractère, recherche de liens entre personnalité et politique, de s’adresser ou s’appliquer tantôt à de simples citoyens, généralement des étudiants, tantôt à des députés, gouverneurs, responsables politiques sans que soit marquée une possible différence de signification du résultat par rapport à des objectifs souvent semblables : recherches sur la résistance à l’ambiguïté, la distinction libéral-conservateur, etc.

[33]

Les politologues américains étudient des citoyens américains dans le cadre de la vie politique américaine, leurs catégories ne correspondent pas aux nôtres. On ne peut le leur reprocher. En revanche, sur le plan méthodologique, l’absence de définitions précises, l’ambiguïté des concepts, les généralisations abusives, bref l’absence de rigueur dans la démarche épistémologique, représentent des lacunes graves par rapport aux exigences universelles dans l’état actuel de la science.

Malgré ces critiques à la mesure de nos espoirs et de nos déceptions, ces recherches ont le mérite d’exister. Comme le note avec optimisme Hyman (1954), l’accumulation d’études sur l’activité politique, le libéralisme et les divers thèmes cités permettent [[65]](#footnote-65) « d’aller au-delà de la simple description d’une caractéristique particulière » pour obtenir ce que Katz appelle… modestement, « une taxonomie psychologique du comportement politique ». Enfin, pour rendre cet optimisme constructif, on peut espérer avec J. Knutson (1972) que la psychologie politique s’orientera vers de nouveaux thèmes de réflexion : l’écologie, la violence, l’évolution technologique, ce qu’englobe la notion de crise de civilisation et provoque des réactions psychologiques dont l’observation paraît indispensable [[66]](#footnote-66).

La création de l’« Association internationale de Psychologie politique » et la parution d’une revue [[67]](#footnote-67) depuis 1979, doivent permettre de faire progresser la discipline grâce à une collaboration pluridisciplinaire et inciter à aborder de nouveaux thèmes.

Nous avons été sévères sur les enquêtes, en revanche il est un domaine dans lequel les travaux américains sont d’un grand intérêt. Il s’agit d’études de personnalités politiques. Elles se situent à un niveau de documentation et de réflexion que l’on ne trouve pas en France ni sans doute en Europe. Nos politologues ont rarement l’expérience concrète de la vie politique. Les sociologues, attirés par l’abstraction ou les facteurs quantifiables, et les juristes soucieux de mécanismes et processus, ignorent la psychologie. Politiciens et journalistes, eux, ne sont pas formés à la discipline de la science politique. Aux États-Unis, au contraire, les politologues occupent des postes de responsabilité (Kissinger, Neustadt). Les journalistes ont accès à une documentation très complète et sans doute, comme l’ont montré la guerre au Vietnam et le Watergate, sont-ils plus stimulés par la recherche d’une vérité même scandaleuse, que freinés par une autocensure prudente.

Il y a chez eux un goût du concret, une perspicacité dans l’analyse et, il faut bien le dire, également un moins grand respect pour la vie privée, qui rendent leurs travaux passionnants. Nous abordons ici l’aspect le plus vivant de la psychologie politique : la psychologie des hommes politiques.

[34]

Section 2

L’homme politique

«  L’ambition n’est qu’une forme de folie.  »

Spinoza.

[Retour au sommaire](#sommaire)

On se demande rarement pourquoi certains hommes deviennent commerçants, avocats ou musiciens. En revanche, la première question posée en psychologie politique a été : qui fait de la politique et pourquoi ? aussitôt suivie d’une deuxième question : y a-t-il des caractéristiques propres aux hommes politiques. C’est après seulement que l’on s’est demandé dans quelle mesure la personnalité influençait l’action politique :

1. Qui fait de la politique et pourquoi ?

A. LES CONDITIONS

Éliminons d’abord les facteurs externes. Le plus important est sans aucun doute la famille. Si l’on admet que l’orientation vers la politique implique d’abord un tempérament actif, on peut se demander ce qui oriente les jeunes vers l’action politique plutôt que l’action sociale ? L’unef ou les scouts de France, les élections municipales ou les handicapés ? La distinction entre politique et social est de moins en moins nette. S’il existe encore des familles engagées politiquement et d’autres à préoccupations sociales, les deux orientations sont maintenant le plus souvent liées (Grawitz, 1950 ; Milbraith, 1965).

Mais tous les enfants subissant la même influence ne réagissent pas de la même façon. Ici intervient un élément extérieur à conséquence psychologique difficile à interpréter : le rang dans la famille [[68]](#footnote-68). Les aînés et les fils uniques, plus rarement le troisième aux États-Unis et les derniers en France se retrouvent plus nombreux parmi les hommes politiques (Grawitz, 1960 ; Renshon, 1975 ; Stewart, 1977). On invoque le sens des responsabilités, les rivalités entre frères et sœurs [[69]](#footnote-69), l’attitude des parents. Stewart (1977) trouve des corrélations en Grande-Bretagne entre les périodes de crise et la présence à Downing Street de fils uniques ou d’aînés.

Autre variable extérieure importante suivant les individus : les évènements historiques comme la Résistance. Enfin, le choc émotif que l’on retrouve dans de nombreuses biographies. Chez Lénine, l’exécution de son frère Alexandre pour menées révolutionnaires, chez Gandhi, la grève.

[35]

Signalons enfin un facteur sociologique décisif par la sélection qu’il impose : la profession [[70]](#footnote-70). N’importe quel métier ne permet pas de s’engager en politique. Un commerçant, un industriel ne peuvent abandonner leurs affaires pour un succès électoral aléatoire. Ceci explique le nombre important de fonctionnaires siégeant en France à l’Assemblée nationale. Dans les pays occidentaux, de nombreuses études ont été effectuées sur la composition des assemblées : les facteurs sociologiques sont faciles à repérer mais ce qui nous paraît important sur le plan psychologique, ce sont les possibilités qu’une époque et un régime offrent d’accéder à la politique ou d’y réussir.

Une personnalité ne peut s’analyser hors de la situation dans laquelle elle évolue. On ne devient pas un homme politique dans n’importe quel pays, à n’importe quel moment, mais en fonction de ce que l’on est face à une situation et à des institutions. Gérer une crise économique exige d’autres qualités qu’aider un pays à affronter une guerre. En dehors des évènements historiques, les modes de scrutin, le type de parti et de désignation des candidats feront jouer une sélection. Les portes du slalom démocratique exigent plus de souplesse que le coup d’État du militaire ambitieux ; la montée au pouvoir du dictateur bureaucratique nécessite plus de ruse et de stratégie que l’élection au suffrage universel. Comme l’indique Schlesinger (1966), l’ambition politique se développe en fonction des possibilités offertes. C’est un jeu de l’oie où l’on gagne seulement en avançant, même si l’on a quelques retours dans de mauvaises cases.

L’homme politique avisé ajustera ses ambitions sur ce qui est possible [[71]](#footnote-71). Conditions objectives ; la situation dans laquelle il se trouve par rapport aux échelons suivants et les usages. Les ministres en France sous la IVe étant le plus souvent choisis parmi les députés, le rêve d’un portefeuille impliquait de se présenter d’abord aux élections législatives. Certaines ambitions sont peu précises, discrètes ou statiques : on ne cherche qu’à être réélu. Les vraies ambitions sont progressives. Leur rythme dépend des individus et surtout des situations. De l’étude des carrières politiques, on peut conclure que la « structure des occasions », l’ouverture du système suscitent des attentes qui à leur tour orientent les ambitions.

B. LES MOTIVATIONS

«  Le sage fait de la politique non parce qu’il veut faire triompher ses principes, mais parce que ses principes lui dictent défaire de la politique.  »

Confucius.

Comment savoir ce qui attire les individus dans la politique ? On dispose pour chercher la réponse à cette question de toutes les méthodes et techniques des sciences sociales (Grawitz, 1983). Questionnaires, interviews des intéressés ou des collaborateurs, analyses de contenus et surtout observation et interprétation des faits et gestes, réactions aux évènements, décisions des hommes politiques, etc. Mais si l’abondante [36] documentation offerte par leur activité publique (discours, voyages retransmis à la télévision, etc.) et leur habitude d’être interviewés représentent des avantages, on se heurte à leur aptitude au camouflage, à l’esquive et même au mensonge ; enfin, plus on monte dans la hiérarchie, au manque de temps. Ajoutons, que si aux États-Unis poser des questions personnelles est possible, en France et en Grande-Bretagne c’est à peu près exclu [[72]](#footnote-72). De toutes façons les réponses à une interview suscitent toujours un doute quant à leur interprétation. Dans le cas d’un homme politique, il faut savoir que ses réactions, ses réponses, ses discours, ont un seul but : améliorer son image, éventuellement se justifier ou convaincre. Ceci explique les changements de ton sur lesquels insistent les commentateurs de l’actualité. Chirac veut paraître calme et raisonnable, Reagan montrer qu’il est pacifiste. L’analyse de contenu surtout qualitative est une technique précieuse pour révéler certaines caractéristiques de l’orateur ou de l’auteur s’il s’agit de souvenirs, mais à condition comme le dit G. Fisher (1980), « dans la majorité des cas, de montrer le décalage existant entre discours et pratique et de dégager le contenu réel de l’idéologie implicite des leaders »… En somme c’est à une étude du « mentir vrai » [[73]](#footnote-73) qu’il convient de se livrer face aux déclarations des hommes politiques.

Interrogés sur ce qui les avait amenés à la politique, les candidats aux élections législatives dans le Rhône (Grawitz, 1960, 1971) ont évoqué l’influence familiale, la Résistance, le besoin de justice sociale (à gauche), le sentiment national (à droite), aucun n’évoque le goût du pouvoir. Modestie, sens des réalités, camouflage ? Il est plus surprenant que les nombreuses déclarations et confidences des présidents des États-Unis ou secrétaires d’État (Barber, 1972 ; Hargrove, 1966 ; Halberstam, 1974) ou des présidents de la République française et de leurs ministres, ne fassent elles non plus presque jamais allusion à l’attirance pour le pouvoir [[74]](#footnote-74). Pourtant, si certains d’entre eux se sont trouvés détenir un jour le pouvoir suprême sans y avoir aspiré ou même semble-t-il songé : Truman, Harding, ou de façon plus rapide qu’ils n’y pensaient : Johnson, Pompidou, on peut dire qu’ils y ont rapidement pris goût et en tout cas, quelle énergie et quelle patience, quels dons de stratèges ont-ils tous déployé pour y parvenir ou y demeurer !

Le goût du pouvoir est sans aucun doute la motivation essentielle de l’homme politique et pourtant paradoxalement, comme il dispose de peu de moyens [[75]](#footnote-75). Moins qu’un grand industriel. Alors pourquoi V. Giscard d’Estaing n’a-t-il pas préféré diriger une grande multinationale, pourquoi Mac Namara au prix d’un sacrifice financier important a-t-il abandonné un poste chez Ford pour devenir secrétaire d’État à la Défense sous la présidence de Kennedy ?

L’explication de ces choix se trouve à la fois dans la spécificité du pouvoir [37] politique par rapport aux autres formes de pouvoir et la nature des individus qui le convoitent.

Laissons de côté les facilités matérielles ou de vanité : voiture, voyages, pour aborder l’aspect le plus attirant et mystérieux : le côté sacré du pouvoir. Françoise Giroud peut écrire : « Nombreux sont encore ceux qui mettent le sacré là où je crois, là où je sais désormais qu’il n’a rien à faire, c’est-à-dire dans l’État » (1977). L’essentiel c’est ce que l’on imagine. Les citoyens malgré leur mépris pour la politique, les gouvernants, tous à des degrés divers, suivant les lieux et les époques, éprouvent et souvent utilisent le caractère sacré du pouvoir. La coloration religieuse de l’autorité telle qu’elle existe dans les pays africains (Lacouture, 1969 ; Balandier, 1967, 1980) est indiscutable. La civilisation technique des pays industrialisés a modifié l’intensité et peut-être la nature du pouvoir, mais la laïcité si elle en a supprimé le caractère strictement religieux en a conservé la qualité mystérieuse et sacrée [[76]](#footnote-76).

Le patron d’une grande entreprise même si la production est variée s’occupe de voitures ou de chimie alors qu’un ministre, en dehors de son secteur, participe à la politique du gouvernement tout entier. Enfin, et surtout, il est plus exaltant de se battre pour des idées, un projet, plutôt que pour un profit. Ceci ne vaut que pour les société industrielles. Dans des pays comme l’Afrique, la politique est aussi la voie d’accession à la richesse. Ce qui distingue encore l’activité politique, ce sont les notions de réussite et de risque. Dans le monde économique le succès se détermine par des critères objectifs facilement repérables : le bilan, le profit et ce qui en découle : publicité du produit, éventuellement train de vie. En France, le profit étant mal considéré, le patron ne cherche pas la publicité pour lui. Qui aurait connu Boussac s’il n’avait eu des chevaux de course ?

Au contraire, que signifie réussir en politique ? L’accès au gouvernement, mais surtout la notoriété. Si possible avoir son nom dans l’histoire, à défaut, être au moins connu de ses contemporains. L’homme politique, à part les faveurs du pouvoir ou la confiance de son électorat (mesurable au seul moment de l’élection), n’a rien pour mesurer sa réussite, se rassurer sur son importance, d’où l’intérêt porté aux signes extérieurs : laissez-passer, etc., et en partie la manie des réformes à laquelle succombent tant de ministres, enfin leur intérêt pour les sondages de soi-disant popularité. Quant au député inconnu on comprend mieux sa question angoissée : « A-t-on parlé de moi ? » À la limite, que ce soit en bien ou en mal importe peu.

Le goût du pouvoir et de la réussite implique un autre élément : l’amour du risque. C’est son absence qui distinguait autrefois le fonctionnaire de l’homme politique, mais cette différence tend à s’atténuer depuis qu’en se politisant la haute fonction publique offre avec une participation au pouvoir, une part de ses aléas. Avant la création de l’ena, on s’inquiétait du passage des hauts fonctionnaires dans le privé (pantouflage), rarement dans la politique. La fonction publique supposait le goût du service public en tant que tel et l’exécution, la réalisation des objectifs, plus que leur choix. À l’heure actuelle, l’ena devenue un chemin du pouvoir, parallèle au suffrage universel, stimule l’ambition politique par les possibilités qu’elle offre (Suleiman, 1976). Tous les ministres prennent des énarques dans leur cabinet. La [38] solidarité qui les unit à leurs camarades des autres ministères doit débarrasser leur bureau des trois quarts des dossiers ennuyeux. Mais travailler auprès d’un ministre ce n’est pas encore devenir un homme politique. Seul, le suffrage universel ou la désignation par le pouvoir (Giscard, Pompidou, Couve de Murville et combien d’autres sous la Ve ?) peuvent opérer la transformation. Mais ici encore, le risque en politique offre des particularités [[77]](#footnote-77). La sanction économique dans l’industrie, c’est la faillite. En politique, outre la non-élection ou la perte de pouvoir, le risque, c’est de se tromper. Mais que signifie l’erreur en politique [[78]](#footnote-78) ? Dans une démocratie, la responsabilité collective du gouvernement atténue la part de chacun dans la décision. La dilution des responsabilités est un des griefs retenus contre la IVe République [[79]](#footnote-79) (Leites, 1958). Mais même dans un régime présidentiel, si l’on retrouve inhérent au goût du pouvoir cette passion pour le risque, l’émotion, l’attente de l’échéance, de l’évènement [[80]](#footnote-80), on observe souvent avant la décision et en cas d’échec, la même fuite devant les responsabilités [[81]](#footnote-81). Le goût du risque en politique est à la taille de l’enjeu à la fois personnel : la carrière, mais surtout national. Aimer le risque c’est aimer le jeu. En politique il se joue sur un double registre. Alors que l’industriel décide et commande, l’homme politique doit non seulement décider mais surtout et continuellement convaincre ses collaborateurs, son parti, ses adversaires, enfin ses électeurs ou ses concitoyens. L’amour du jeu pour lui, c’est d’abord le goût de la bagarre, de la discussion, de l’argumentation [[82]](#footnote-82). C’est la raison pour laquelle aimer parler, être un bon orateur sont des conditions essentielles pour réussir.

De l’Antiquité à la Révolution française et à nos jours en passant par le xixe siècle, l’éloquence a changé de forme. Elle diffère suivant les pays [[83]](#footnote-83) et les époques mais demeure un facteur important. La télévision et autres moyens techniques modifient le style, mais la parole demeure encore (pour combien de temps ?) le moyen de communiquer le plus apte à toucher ses semblables. Autant que le goût du pouvoir, le besoin de parler semble vraiment être le dénominateur commun de [39] tous les hommes politiques, à tous les niveaux et dans tous les pays [[84]](#footnote-84). On aurait pu croire qu’il s’agissait d’une caractéristique méditerranéenne ou propre aux régimes parlementaires, mais on la retrouve aussi prononcée aux États-Unis [[85]](#footnote-85). La liste des qualificatifs concernant aussi bien l’éloquence des leaders du Tiers Monde que celle des gouvernements occidentaux est aussi longue que répétitive. Bourguiba, Castro, Chou En Laï, de Gaulle, Grévy, Sihanouk, Sukarno [[86]](#footnote-86), chacun à sa façon est un bon orateur et se sert de son talent.

Goût du pouvoir, du risque, de la parole. En admettant que l’on retrouve ces mêmes tendances dans d’autres professions, elles n’ont ni la même pondération ni les mêmes caractères. La psychologie incite alors à chercher une explication à ces besoins. Lasswell (1930) résume sa théorie dans la formule suivante p.{ d{r = P. Ceci signifie que les structures privées et largement primitives de l’individu : p, sont déplacées sur des objets publics : d, et rationalisées en termes d’intérêt public pour aboutir à l’homme politique : P. Ce qu’on pourrait traduire plus simplement en constatant que l’homme politique justifie son ambition et son goût du pouvoir en l’identifiant à une noble cause : la grandeur de la France (de Gaulle) ou le triomphe de son parti (Guy Mollet en 1956).

Plus contestable nous paraît l’autre aspect de la théorie de Lasswell (1948, 1951) suivant laquelle ce serait le besoin d’échapper à leurs conflits infantiles non résolus qui pousserait les individus à s’engager en politique.

On a pu opposer à l’affirmation de Lasswell (Lane, 1959 b ; Knutson, 1972 a) l’hypothèse suivant laquelle au contraire les individus souffrant de conflits non résolus sont trop préoccupés par leurs débats intérieurs pour s’occuper des problèmes de la cité. Hypothèse qui, elle, semble confirmée par des recherches qui se sont multipliées aux alentours de 1950 sur l’équilibre psychologique des hommes politiques. Non seulement ils apparaissent aussi stables que leurs concitoyens (Marcus, 1969) mais souvent même plus stables que la moyenne (McConaughy, 1950).

Signalons cependant que certains auteurs (Wolff, 1950 ; Coleman, 1956) déclarent qu’on ne peut distinguer les individus normaux des autres. Il s’agit d’une gradation non d’une séparation, variable suivant les domaines.

Une étude faite sur la population de Manhattan (ville moyenne) montre que seulement 18,5 % des enquêtes étaient parfaitement équilibrés, 5 % de la population rurale présentait des traits pathologiques (Rutherford, 1966) [[87]](#footnote-87). On peut évidemment [40] penser que dans ce cas les hommes politiques issus de cette même population ont peu de chance d’être normaux, à moins qu’une sélection… (mais laquelle, comment ?) n’élimine les sujets les plus atteints.

Ces études impressionnantes sont peu convaincantes car trop limitées. Mais surtout les concepts et critères sont mal définis.

Rutherford (1966) tente aussi de concilier les points de vue de Lane, de Lasswell et de Milbraith en trouvant des traits de personnalité semblables (force de l’ego, confiance en soi, efficacité) à la fois chez ceux qui participent à la vie politique et chez les paranoïaques (mécanismes d’ego défense). Il propose de ne pas distinguer les déséquilibrés et les sains d’esprit mais plutôt les intravertis et les extravertis.

Pour Karen Horney (1953) le succès en politique offre des compensations, une protection contre le sentiment d’insignifiance et d’inutilité. L’individu ne trouvant pas en lui-même un sentiment de confiance suffisant, cherchera à l’extérieur un moyen de s’encourager. D’où la quête incessante du pouvoir et de la notoriété. Le malheur de la personnalité névrotique c’est que les trois remèdes susceptibles de calmer son anxiété : l’affection, le pouvoir, l’isolement, sont incompatibles. La course au pouvoir laisse peu de temps pour les liens affectifs, l’envie d’abandonner se heurte au besoin de prestige. En fait, la conciliation se produit entre une attitude de retrait face aux relations personnelles et au contraire un grand dynamisme dans l’exercice du pouvoir [[88]](#footnote-88).

Un leader névrotique est le plus souvent particulièrement rigide car il a besoin de principes pour se protéger de ses angoisses et supporte mal l’ambiguïté. Enfin, tandis que le besoin d’affection crée le risque de démagogie ou de soumission excessive, la recherche du pouvoir peut rendre inapte au compromis. C’est pourquoi Lasswell, revenant sur ses premières affirmations, déclare que l’individu avide de pouvoir sera trop rigide et impulsif pour l’atteindre dans un système démocratique.

Dans sa formulation et surtout sa généralisation, la thèse de Lasswell demeure excessive et a contribué, avec la vulgarisation de la psychanalyse, à son utilisation abusive dans l’explication des comportements politiques. On ne peut traiter des hommes politiques ni des conflits internes in abstracto. Il faut préciser de qui l’on parle. Si l’hypothèse de Lasswell ne s’applique pas à tous les hommes politiques à tous les échelons, en revanche, on trouve dans les biographies de nombreux hommes d’État, la confirmation de ce que l’exercice du pouvoir représente souvent une compensation à un sentiment de frustration. Celle-ci peut être de nature différente : handicap physique, manque d’affection, infériorité sociale. Mais on ne peut isoler ce seul facteur. Suivant les autres caractéristiques de la personnalité, l’individu surmontera cette frustration de façons différentes. La maladie, un handicap, prétextes pour l’inaction, peuvent devenir un exercice de maîtrise de soi, de volonté, nécessaire pour atteindre le pouvoir. Le système d’ego défense, la manière dont un individu résout ses problèmes, constituent l’aspect le plus révélateur de sa personnalité (Smith Bruner et White, 1956, pp. 281-283). De façon plus imagée et prosaïque Lewin et Allport le rappellent : « La chaleur durcit les œufs mais fait fondre le beurre. » De même, les obstacles découragent les uns et stimulent les autres.

[41]

On peut donc, suivant les cas, insister sur les éléments de réussite ou au contraire les inconvénients des facteurs pathologiques déterminant le goût du pouvoir. Comme le note K. Horney, ce qui caractérise une réponse névrotique c’est qu’elle est disproportionnée.

L’étude de nombreuses biographies d’hommes d’État permet d’affirmer qu’arrivent à la magistrature suprême des individus à la fois doués de qualités exceptionnelles, de besoins personnels très forts et de personnalités complexes. Finalement, si l’on trouve tant de personnalités solitaires au sommet, c’est parce que ce sont des solitaires qui cherchent à monter aussi haut.

Cependant on ne peut s’en tenir à un seul aspect de la question : l’individu, sans se préoccuper de la situation. Il nous paraît regrettable de toujours chercher dans l’inconscient frustré des individus, l’origine de leur mégalomanie, sans se demander si le responsable n’est pas aussi le fameux virus politique, tout simplement le pouvoir ? Montesquieu avait découvert, sans recourir à Freud, que tout homme détenant un pouvoir est porté à en abuser. Mais le virus se développe en fonction du terrain et de conditions plus ou moins favorables. Les conditions, ce sont l’ampleur du pouvoir, l’efficacité des contraintes et contrepoids, enfin la situation : crise, guerre, etc. [[89]](#footnote-89) ; le terrain, ce sont les hommes, leur faiblesse ou leur résistance psychologiques. Quelles sont les caractéristiques de ces hommes politiques ? Ce qui les fait réagir ou succomber au virus ?

2. Caractéristiques personnelles  
des hommes politiques

« On ne risque pas de se tromper en attribuant les grandes actions à la vanité, les actions ordinaires à l’habitude et les actions mesquines à la peur.  »

Nietzsche.

[Retour au sommaire](#sommaire)

On ne peut rechercher les mêmes caractéristiques chez un sympathisant, un militant, un candidat malheureux et un élu, un commerçant conseiller municipal d’une petite ville et un député, un ministre ou un président élus au niveau national. J. Wilson (1962) distingue les amateurs pour lesquels la politique est une activité annexe et les professionnels de la politique considérés en France comme la classe politique. C’est elle qui retiendra notre attention : elle comprend les députés, sénateurs, et les membres du gouvernement, enfin au-dessus de tous, le Président de la République ou le Premier Ministre.

[42]

A. LA CLASSE POLITIQUE

Aux États-Unis, de nombreuses enquêtes ont été effectuées sur les candidats, mais l’on a moins d’éléments pour juger des réactions des gouvernants en place (Elms, 1976). Ne disposant en France d’aucune étude psychologique, nous citerons ici rapidement les résultats obtenus aux questions personnelles posées aux candidats aux élections législatives de 1958 et 1967, dans cinq départements (Grawitz, 1960, 1971). Les réponses positives à certaines questions sont frappantes [[90]](#footnote-90). La plupart des enquêtes déclarent avoir le goût du risque, ne pas être enclins au découragement, ni méfiants, ils se jugent combatifs, quelques-uns même stimulés par les obstacles. L’homogénéité des communistes est beaucoup plus grande que celle des autres candidats. Aux réponses citées, il faut ajouter qu’ils déclarent tous avoir besoin de plans précis, et la possibilité de se concentrer [[91]](#footnote-91).

Mais alors que dans les partis de droite on trouve une corrélation positive entre la combativité, le goût du risque et celui du commandement, les communistes sont unanimes à dire ne pas aimer commander [[92]](#footnote-92). Cette différence entre la droite et la gauche se retrouve dans la hiérarchie des qualités nécessaires au député. Les candidats communistes placent en dernier le caractère et en tête le dévouement et la connaissance des besoins des électeurs, alors que la droite privilégie l’intelligence et le caractère [[93]](#footnote-93). À noter que la plupart des candidats déclarent éprouver des difficultés à travailler dans un milieu hostile [[94]](#footnote-94). Paradoxe de la vie politique : la démocratie suppose le pluralisme ; la vie des partis : la cohésion. Alors que ce métier exige de la combativité et une grande résistance à l’hostilité [[95]](#footnote-95), il suscite plus que d’autres le besoin d’approbation.

Nous aborderons maintenant les hommes politiques en place pour lesquels nous disposons sur le plan psychologique des seuls travaux des chercheurs américains… Dans une première étape, ils ont cherché les différences entre les politiciens et leurs électeurs. McConaughy (1950) compare les résultats obtenus par 18 députés de Caroline du Sud au test de personnalité de Bernreuter, à ceux de la population adulte. Hennessy (1959) compare 72 politiciens à un échantillon semblable de non-politiciens, Browning et Jacob (1964) des industriels ayant fait de la politique à d’autres n’en ayant pas fait et à des élus de la même communauté. Les résultats portant sur l’attrait pour le pouvoir, le désir d’accomplissement et de participation sont très variés. D’après les auteurs, ils dépendent surtout des chances d’ascension et des possibilités qu’offrent les divers postes. Lane (1959), Lasswell (1948), Matthews (1960) émettent également des hypothèses. Si les caractéristiques sociologiques paraissent semblables : aux États-Unis les hommes politiques sont des Blancs de la classe supérieure ou moyenne, en revanche, sur le plan psychologique on trouve peu [43] d’homogénéité. Cela semble normal si l’on songe à la diversité de leur provenance (élection, nomination) et la variété de leurs rôles. C’est pourquoi les recherches plus récentes ont porté sur des groupes plus limités et plus homogènes. Matthews (1960) étudie les sénateurs des États-Unis, Frey (1965) les députés à l’Assemblée nationale turque et Lasswell et Lerner (1965) analysent les chefs révolutionnaires.

Moins ambitieuse mais plus raisonnable, on trouve la recherche de J. D. Barber (1965) sur les députés élus pour la première fois à la Chambre des Représentants du Connecticut. Il les classe d’après deux variables : leur niveau d’activité pendant la législature et leur volonté de continuer. Les juristes d’après lui forment l’armature du législatif. Plus rationnels qu’émotifs, ils sont impatients de faire voter leurs projets sans toujours prendre la peine de convaincre les autres. Ils n’intéressent pas Lasswell qui les juge dénués d’anxiété et dépourvus de conflits psychologiques [[96]](#footnote-96).

Les informateurs proches des juristes sont plus jeunes, moins consciencieux, plus ambitieux et défendent mieux leurs dossiers qu’ils ne les préparent. La différence avec les précédents : leur siège de député leur paraît une étape plus qu’un but en soi. L’ambition les rend plus anxieux, ils cherchent davantage une réussite, sont plus sévères pour les autres et surtout investissent moins dans leurs projets pour se protéger en cas d’échec.

Les spectateurs sont très différents. Peu d’activité mais un grand désir de rester en place… ils apprécient ce que cela signifie pour eux : respectabilité, considération, etc. Ils sont en général élus de petites villes. Les candidats y sont rares et ils considèrent leur élection comme un honneur. Peu compétents, ils ne manifestent pas une grande activité, mais contribuent dans un climat souvent conflictuel à détendre l’atmosphère par leur absence d’agressivité, due à leur désir de plaire. En terme de groupes (Baies et Slater, 1955), ce sont plutôt des facilitateurs socio-émotionnels que des spécialistes. Enfin, les réticents sont à la fois peu actifs et peu désireux d’être réélus. Barber estime qu’ils jouent un rôle utile de frein pour calmer l’ambition, la hâte des autres et leur rappeler les règles et usages qu’ils devraient respecter.

Malgré l’intérêt de cette recherche à la fois quantitative et qualitative et le soin avec lequel Barber a interrogé les candidats, le fait qu’ils ne représentent qu’une assemblée assez particulière (nombre très élevé de démocrates) et un seul État, limite la valeur des résultats qu’on ne peut généraliser. Citons enfin l’étude de J. Kirkpatrick (1974) sur les femmes élues. Comme toutes les minorités, celles qui réussissent dans un monde d’hommes sont hypersélectionnées et présentent des traits plus accusés que les autres : activité, ténacité, forme d’intelligence, ambition et compétence mais pas de caractéristiques particulières [[97]](#footnote-97).

[44]

B. PRÉSIDENTS ET LEADERS

« Non, l’homme est bon, c’est le métier qui ne l’est pas.  »

Le speaker Rayburn.

Pour intéressantes que soient les caractéristiques personnelles de ceux qu’attire la politique [[98]](#footnote-98) et les raisons de leur orientation c’est tout de même au sommet que l’interaction entre la situation et les comportements [[99]](#footnote-99) s’observe le mieux.

La situation peut imposer les objectifs. Mais la perception de la situation, le degré de liberté qu’elle accorde dans le choix des moyens dépendent de l’interprétation qui en sera faite.

Si nous prenons l’exemple de certains pays non industrialisés (Fischer, 1980), tous se heurtent, malgré des différences, aux mêmes problèmes majeurs : la lutte contre les suites du colonialisme, la création de l’identité nationale malgré le pluralisme ethnique, le conflit entre la pression sociale, la lutte des classes, la nécessité d’une unité indispensable pour forger une nation, enfin le rapport entre modernisation et occidentalisation. Ces chefs d’État se sont tous montrés unitaires, jacobins, centralisateurs, tous veulent agir sur les masses, mais chacun à sa façon. On ne peut comparer la mégalomanie d’un Kassem, capable d’imaginer le geste symbolique frappant l’imagination des foules [[100]](#footnote-100), à l’absence de formalisme et au goût du concret d’un Hô Chi Minh (Lacouture, 1969), ni son austérité au besoin de luxe d’un Norodom Sihanouk. Comment comparer l’émotivité d’un Mossadegh au réalisme de cet « autocrate rationnel » : Mohammed Ali Jinnah (Fischer, 1980).

De la même façon, les trois forces politiques : religion, communisme, armée, seront maniées différemment. Jinnah, Bandaranaike et Sihanouk utiliseront la religion, Mossadegh n’admet pas le concept d’État islamique, Nehru et Mujibur Rahman se déclareront laïques, le croyant Nasser dans sa lutte contre les Frères musulmans s’appuie sur les mufti, Hô Chi Minh, Choï Balsan, Zou En-laï sont communistes. Certes la géographie et les circonstances jouent un rôle dans leur orientation, mais appartenir au Parti implique certaines aptitudes que tous ne possèdent pas. Ce qui les distingue des autres chefs d’État c’est leur sens de l’organisation, la constitution d’un parti structuré.

Si nous nous tournons vers les pays occidentaux, la contrainte stable et majeure, c’est la Constitution. Quelle part de liberté accorde-t-elle ? Qu’impose-t-elle ? Quelle est la responsabilité du dirigeant ? Est-il ministre solidaire d’un gouvernement, ou chef d’État doué de compétence dans un « domaine réservé ». Comment est-il parvenu au pouvoir ? Élection, réélection, coup d’État, dans quelles conditions ? L’élection de Kennedy à une faible majorité a certainement pesé sur sa conduite. La remarque de Mitterrand frôlant le succès en 1974 : « L’histoire ne m’aime pas » (in Giroud, 1977) est sans doute la meilleure explication de sa pleine utilisation des [45] pouvoirs de la Constitution de 1958 après son succès de 1981. Le changement de majorité après une si longue attente, une explication de l’action politique qui suivit.

On considère (Hermann, 1977) que la marge de manœuvre laissée au chef de l’État est plus grande dans les situations ambiguës : l’opinion est divisée sur le but à atteindre (guerre d’Algérie), ou les moyens (crise économique) et en cas de crise. L’influence du dirigeant dépend alors non seulement de sa personnalité mais de ses compétences suivant la Constitution.

Sauf contrainte précise des textes, ceux-ci s’interprètent. Comme le note Holsti (1970 b) : « L’homme politique agit suivant son image de la situation plutôt que d’après une réalité objective. »

Mais l’image est embellie, assombrie, en tout cas déformée en fonction de sa personnalité, de son ambition. Ce qui compte dans sa perception des évènements, c’est finalement… et on en revient toujours là : l’idée qu’il se fait de son rôle (Grawitz, 1960).

Ce n’est pas « l’image dans le tapis » (H. James) mais la vision de son personnage devant l’histoire qui à chaque instant inspire l’homme politique. Il est alors indispensable d’analyser les éléments constitutifs du rôle : ce qui varie suivant les individus dans la façon de le concevoir. Au niveau le plus élevé, la conception du rôle du Président dépend de celle que les candidats ont de l’histoire et de la politique, de leur échelle de valeurs. Histoire de l’humanité, de son pays ou de soi-même ? Politique au service de quoi ? d’un idéal ? lequel ? la grandeur de l’homme, de son pays, de son parti… et quelle grandeur ? d’un progrès ? de quel ordre : moral, matériel ? Malgré leur importance, les discours concernant les objectifs où seules les pondérations varient comptent peu. C’est le choix des moyens, ce sont les actes, qui révèlent la hiérarchie des valeurs que le rôle a pour mission d’instaurer ou de défendre. C’est une fausse notion d’efficacité politique qui inspirait le bombardement au napalm du Vietnam, non les traditions de la démocratie américaine. Les mensonges du Watergate n’avaient même pas pour excuse la raison d’État. Il s’agit là d’échecs dus à une utilisation du rôle en contradiction avec les valeurs que la communauté l’a chargé de défendre. L’histoire n’est pas toujours aussi morale. Combien de succès politiques sont obtenus au détriment des principes proclamés, depuis la fraude électorale, jusqu’au mensonge et à l’assassinat ?

Sur le plan de l’analyse concrète, la notion de rôle présente ici trois aspects liés entre eux : l’idée que l’intéressé se fait du rôle, comment il le conçoit, la façon dont il s’imagine lui-même dans ce rôle, ce qu’il en attend et comment il le joue, enfin ce qu’il croit que les autres attendent de lui.

Les travaux, provenant surtout des chercheurs américains, concernent presque tous les présidents des États-Unis. Il s’agit le plus souvent de recherches dans lesquelles l’élément psychologique ne constitue qu’une partie d’un ensemble portant sur l’administration, le système, etc., ou encore de biographies où la psychanalyse joue un rôle important. Nous retiendrons seulement ce qui a trait à la psychologie.

S’il existe des études historiques et de science politique sur les dictatures et le [46] totalitarisme en général [[101]](#footnote-101), on trouve peu de travaux [[102]](#footnote-102) autres que biographiques [[103]](#footnote-103) sur la personnalité des dictateurs eux-mêmes. Cette carence s’explique par l’affirmation déjà signalée des sociologues, suivant laquelle la psychologie d’un individu ne saurait expliquer pourquoi et comment il arrive au pouvoir (Schapiro, 1959). Une autre tendance considère le dictateur comme faisant partie du système de fanatisme idéologique (Friedrich et Brzezinski, 1956) et analyse la fonction plus que l’individu. Tucker (1965) s’oppose à ces deux points de vue. Reconnaître le rôle des individus n’implique pas pour lui la négation des autres facteurs. Le dictateur, s’il fait partie du système, en est tout de même l’initiateur, responsable de la façon dont il fonctionne [[104]](#footnote-104). Les purges de 1936-1938 s’expliquent plutôt par les besoins de Staline (sa paranoïa, sa manie de la persécution) que par ceux du système ou, si l’on préfère, elles ont pour cause sa façon personnelle de le concevoir. Les fours crématoires ne sont-ils pas issus des fantasmes de Hitler (Tucker et Cohen, 1965) ? Il existe aussi un engrenage de la folie et de la perversité.

Dans un régime démocratique, la façon dont le Président voit le rôle dépend à la fois de sa personnalité et de la tradition instaurées par ses prédécesseurs. Deux notions sont ici capitales : celle de pouvoir suprême symbolisé par le trône ou le fauteuil et celle de modèle.

● *Le fauteuil*. – C’est le pouvoir au sommet. Il est évident que la conjonction du goût pour le pouvoir, propre aux hommes politiques et de l’accession au pouvoir additionne, pour ne pas dire multiplie, des éléments psychologiquement dangereux. Des traditions historiques (monarchie, bonapartisme en France), le caractère plus ou moins sacré du pouvoir (Norodom Sihanouk demeure, malgré son abdication, le roi, le faiseur de pluie), des contrepoids plus ou moins efficaces (le Congrès aux États-Unis, la monarchie britannique, le Parlement en France sous la IVe République), peuvent freiner ou favoriser un pouvoir personnel ou même des tendances à caractère plus ou moins paranoïaque, c’est-à-dire une attaque plus ou moins violente du virus du pouvoir évoqué plus haut.

Les symptômes se traduiront de façon différente suivant le terrain : c’est-à-dire le régime et les hommes. La terreur des années 36 en urss est provoquée par la manie de la persécution de Staline ; la mise en scène impériale du sacre de Bokassa, le luxe de la cour du Shah d’Iran se passent de commentaires. Dans les démocraties les manifestations seront plus discrètes.

Cependant on constate parfois une corrélation entre le goût de l’apparat et du luxe et l’appétit du pouvoir, qui camouflent souvent le manque de confiance en soi. G. Ready comparait la Maison-Blanche sous Johnson à un nouveau Versailles. De même sous Nixon tout était parfait. « Ce fut cette séduction de la perfection (…) qui insuffla à ces hommes un extraordinaire contentement d’eux-mêmes » (Neustadt, 1976, p. 36). Perfection qui, d’une certaine façon, les rassurait. Dans d’autres cas au contraire, le vrai goût du pouvoir s’accompagne, surtout lorsqu’il s’appuie sur [47] une idéologie politique, d’un mépris pour son aspect matériel, d’une certaine austérité. Ce fut le cas en France d’E. Herriot, de R. Schuman, de de Gaulle, en Belgique d’H. de Man, en Italie de Gasperi (Mazlich, 1976).

De façon moins apparente, écouter seulement ce que l’on a envie d’entendre, ne pas supporter la contradiction, voilà les premiers indices sûrement les plus répandus [[105]](#footnote-105) de la maladie du pouvoir. Ils peuvent être aussi bien les manifestations d’une assurance excessive [[106]](#footnote-106), que d’une confiance en soi fragile et d’une anxiété plus ou moins profonde devant les problèmes à résoudre. Souvent les deux sont liés [[107]](#footnote-107), ce qui ne facilite pas l’interprétation.

Enfin, le manque d’humour, le fait de se prendre au sérieux constituent également des symptômes. Johnson pouvait être très drôle, mais jamais à ses dépens. Nixon était totalement dépourvu d’humour. La terrible ironie du général de Gaulle s’exerçait toujours contre d’autres, celle de Valéry Giscard d’Estaing aussi. Kennedy au contraire, cas exceptionnel, se moquait volontiers de lui-même [[108]](#footnote-108).

● *Le modèle*. – C’est celui choisi parmi tous les possibles. Généralement un des plus approuvés par la communauté. Les Américains disposaient de nombreux exemples. Le portrait de Lincoln ornait la chambre du jeune Wilson ; F. Roosevelt admirait l’oncle Théodore ; Eisenhower : G. Washington. Le modèle en renforçant le prestige du fauteuil représente un danger.

L’exemple de la France est sur ce point particulièrement intéressant du fait du prestige de de Gaulle. Pour Pompidou, il s’agissait de montrer que, de façon différente, il n’en était pas moins totalement apte à jouer son rôle. Giscard, sans doute moins hanté par un modèle dont il différait trop, ne semble pas en avoir cherché d’autres… celui de Kennedy peut-être ? Mais le cas le plus frappant est celui de F. Mitterrand. Plus paradoxal aussi [[109]](#footnote-109) puisque opposé à la Constitution de 1958 [[110]](#footnote-110), il en utilise tous les pouvoirs. Mais l’image qu’il voulait donner à la télévision en fonction de ce qu’il supposait correspondre à l’attente des Français manquait de précision et de stabilité, d’où ce masque considéré gaullien mais figé, sans l’humour, les boutades, la variété et la maîtrise d’expressions du général. Sans doute lui a-t-on conseillé d’évoquer plutôt la « force tranquille », ce qui expliquerait le ton devenu parfois plus familier, plus conforme à l’idée supposée d’une certaine gauche.

Mais s’il existe des modèles inspirant l’admiration des successeurs, on trouve également le modèle, hantise insupportable, perpétuel point de comparaison. Cela aurait pu être le cas du général, mais la confrontation impossible ne pouvait gêner [48] ceux qui vinrent après lui [[111]](#footnote-111). En revanche, le malheureux Johnson demandait : « Pourquoi aimaient-ils Kennedy et pas moi » [[112]](#footnote-112) ?

Barber (1977), reprenant les différents présidents des États-Unis suivant leur façon de concevoir et de jouer leur rôle, les classe en actif négatif : Wilson, Hoover, Johnson ; passif négatif : Calvin, Coolidge, Eisenhower ; passif positif : Taft, Harding ; enfin actif positif : Roosevelt, Kennedy. Cette classification trop arbitraire ne correspond pas à la réalité. Wilson et Johnson ne peuvent vraiment pas figurer dans la même rubrique et Barber dut créer une sous-catégorie pour Nixon. En dehors de cette critique, le livre comporte des remarques fines et intéressantes [[113]](#footnote-113). La distinction faite par Hargrove (1966) nous paraît plus simple et conforme à la réalité [[114]](#footnote-114). Il distingue deux tendances : les présidents qui veulent renforcer l’exécutif et ceux qui se contentent de maintenir le statu quo. Cette distinction correspond à l’inévitable lutte entre l’exécutif et le législatif que l’on retrouve dans tous les pays démocratiques, avec des fortunes diverses suivant les textes, les coutumes et surtout l’existence et la nature des partis. Même sous la IVe République en France, l’évolution de l’exécutif dépendait des conceptions et de la personnalité des hommes au gouvernement. Enfin, à l’intérieur même de l’exécutif, les rapports entre le Président et le gouvernement varient (Dansette, 1981).

Faire de la présidence des États-Unis le moteur du changement, sans moyens constitutionnels, exige des qualités particulières. Pour lutter contre le Congrès, le persuader, il faut outre des qualités de politicien, d’orateur, deviner aussi l’orientation de l’opinion pour à la fois la conduire et s’en servir. Aux États-Unis, la dualité du rôle du Président, symbole national et chef d’un parti, sera ressentie et interprétée de façons différentes. Wilson a renforcé le rôle de législateur du Président [[115]](#footnote-115). Th. Roosevelt opposé à la théorie des contrepoids voulait renforcer l’exécutif. Il concevait la présidence comme une sorte d’agence pour introduire des réformes sociales, alors que Fr. Roosevelt la voyait comme le sommet d’une gigantesque organisation bureaucratique. Truman considérait la présidence comme le lieu « où le dollar n’a pas accès », et où se prennent les décisions.

Certains présidents plus modestes se forgent une image à la mesure de leurs moyens. Taft, Hoover et Eisenhower, arrivés comme des techniciens de professions extérieures à la politique, s’opposaient à l’idée d’une extension de leurs pouvoirs et insistaient sur les valeurs de dignité et d’intégrité plus que sur des capacités politiques. Hoover s’est ridiculisé en réduisant trop le rôle, tandis que l’ancien sénateur Harding semble n’avoir pas eu d’idée du tout (Neustadt, 1980). Mais une conception même noble ne suffit pas. Johnson voulait promouvoir la justice par la grande société ; Nixon : établir la paix dans le monde. L’un et l’autre ont échoué. Ils n’ont pas su prendre les moyens nécessaires parce que fondamentalement ils étaient [49] mal à l’aise dans leur rôle et anxieux à l’idée de ne pas correspondre à ce que l’on attendait d’eux. Penser qu’un président ne doit pas se tromper leur faisait peur.

● *L’échec*. – L’attitude des présidents face à la menace et à la réalité de l’échec, la façon dont ils le supportent représentent un aspect essentiel de leur comportement, intégré à leur conception du rôle et à ce qu’ils en attendent. Il s’agit là d’une des fonctions de défense du moi (ego defense) étudié par les psychologues, mais en dehors de la science politique. Celle-ci devrait poser les questions suivantes. Qu’est-ce qu’un échec ? Quelle est la différence avec l’erreur [[116]](#footnote-116) ? Quelles sont les diverses sortes d’échec [[117]](#footnote-117) ? Les critères objectifs de leur importance sont-ils très éloignés de la valeur subjective qui leur est attribuée ? Quel est le degré d’investissement personnel du Président ? Pour Johnson, le Vietnam était sa guerre, son combat, l’attaque du Viet Cong était dirigée contre lui. La qualité indispensable au succès politique d’après Nixon : « Savoir accepter de tout risquer pour tout gagner. Il ne faut pas redouter l’échec » (Nixon, 1984, p. 32). Churchill fut toujours audacieux et quelquefois téméraire. Mais il n’eut jamais peur de perdre.

On peut se demander à partir de quel moment le gouvernant admet l’échec ou poursuit la politique qui y conduit. On touche là au problème de l’aptitude au compromis ou de ce que l’on appelle la « rigidication » des personnalités. Toute la vie de Wilson fut une lutte contre l’idée d’abandonner. Le compromis lui paraissait la pire des hontes. Johnson divisait l’humanité en ceux qui lâchent et ceux qui s’accrochent. Quant à Nixon, il rappelait dans une interview au London Observer les conseils de son chef d’équipe au collège : « Vous ne devez jamais être satisfait de perdre, vous devez être en colère, très en colère » [[118]](#footnote-118), et Nixon ajoutait : « Il faut se battre dans la vie, surtout en politique et surtout quand la chance est contre vous. » Savoir changer de politique avant qu’il ne soit trop tard, accepter le compromis, sont des qualités essentielles liées à d’autres aspects de la personnalité, d’abord l’assurance que donne la confiance en soi [[119]](#footnote-119) puis l’aptitude à écouter les autres, à s’informer, etc. [[120]](#footnote-120).

L’échec devenu évident, quelles sont les attitudes possibles ?

D’abord le cas le plus rare : l’assumer. Ce fut l’exemple donné par Nasser se déclarant responsable de la défaite égyptienne dans la guerre contre Israël et annonçant sa démission le 9 juin 1967 [[121]](#footnote-121). Kennedy prenant sur lui en public la [50] responsabilité de l’aventure de la baie des Cochons [[122]](#footnote-122) ; mais il eut le tort de ne pas admettre qu’il perdait la guerre au Vietnam. Un bouc émissaire peut être désigné : individu ou plus souvent groupe, un complot ? des ennemis [[123]](#footnote-123) : la presse, les militaires ? Une préparation inadaptée conséquence de l’insuffisance ou de la distorsion des informations : cas des renseignements de la cia à Cuba et des militaires au Vietnam. Des sanctions sont-elles prises [[124]](#footnote-124) ? Les dirigeants ont-ils le courage de se séparer de leurs fidèles [[125]](#footnote-125) ? Quels enseignements tirent-ils de l’expérience ? Pour Kennedy : « Ne jamais faire confiance aux experts, surtout aux militaires. » Ensuite inventer quelque chose pour montrer la force des États-Unis et ce fut la décision d’envoyer un homme sur la lune avant les Soviets. L’échec peut être nié ou refusé. C’est Pierre Mendès France après la chute de son gouvernement remontant à la tribune contrairement aux usages de la Chambre, pour s’expliquer encore une fois. Le président Grévy, remettant de jour en jour la démission promise.

Enfin le Président peut être écrasé par sa défaite : Harding, Johnson, Nixon. Il peut aussi l’attribuer à la malchance. « Pourquoi est-ce qu’il faut que cela m’arrive à moi ? », soupire Johnson se plaignant de ce que rien ne lui a été donné, que « tout ce qu’il a eu ou espère avoir il le doit à son énergie » (Barber, 1977, p. 50, 53, 94). Tandis que Truman déclarait « qu’une seule chose pouvait inquiéter un président : la déveine et que lui-même avait toujours eu de la chance » (Barber, 1977, p. 286).

Mais il existe encore un moyen psychologique de supporter l’échec, c’est ce que Elms (1976) appelle le super ego stripping [[126]](#footnote-126). Observé par R. J. Lifton (1968) chez « les activistes américains de gauche » sous la forme d’un décalage avec la réalité. Il s’agit d’un phénomène qui mériterait d’être analysé plus attentivement en politique. Ce processus consiste à « agir comme si n’importe quel comportement, satisfaisant le mieux les demandes de son surmoi, serait le plus efficace pour atteindre les objectifs réels souhaités ». Autrement dit, si vous jugez vos actes en fonction du sentiment de satisfaction morale éprouvée, plutôt que de la façon dont ils ont modifié la réalité dans le sens voulu, vous faîtes du super ego stripping (Elms, 1976, p. 50). L’auteur constate qu’en politique les individus sacrifiant leurs principes moraux à leurs objectifs sont nombreux, mais ceux qui font le contraire, plus rares, sont aussi dangereux, dans la mesure où ce qu’ils recherchent avant tout c’est leur propre satisfaction morale, celle de leur super ego. Cette justification consolante en cas d’échec n’est-elle pas trop souvent liée à ce qui dans la personnalité cause l’échec. Le président Wilson offre l’exemple typique du super ego stripping. On a rapproché à tort son cas de celui de Nixon, car la différence essentielle entre les deux présidents réside dans le fait que Wilson se référait aux valeurs morales de son surmoi tandis que Nixon cherchait avant tout à satisfaire les besoins de son [51] moi [[127]](#footnote-127) : sa vanité, sa volonté de puissance, motivations moins nobles évidemment.

Ce super ego stripping pourrait sans doute aider à comprendre partiellement, car le processus demeure très complexe, la conduite d’échec (Lafforgue, 1939). Trotsky prenant froid à la chasse alors que se joue la succession de Lénine. Peut-on considérer le référendum de de Gaulle, dont son entourage et probablement lui-même prévoyaient le résultat, comme une conduite d’échec isolée, alors que d’autres carrières politiques sembleraient en être constamment inspirées ? C’est le cas peut-être de Pierre Mendès France justifiant son refus du compromis ou certaines de ses attitudes par ses principes, ses convictions, alors que la complexité de sa personnalité pouvait être également en cause. Enfin et surtout, on peut supposer que si Nixon souhaitait échapper à son sort, une part de lui ne le voulait pas vraiment. Comme Wilson, Hoover et Johnson, quelque chose le poussait sur le chemin de la catastrophe, de sa propre destruction (Barber, 1972) [[128]](#footnote-128).

Après la conception du rôle lui-même, la façon dont les présidents s’imaginent le jouant révèle peut-être encore davantage leurs caractéristiques personnelles.

L’obsession de l’échec paralysait Johnson [[129]](#footnote-129). Il déclarait qu’on ne reconnaîtrait jamais ses succès « parce qu’il n’avait pas été à Harvard » (Barber, 1977, p. 53). En fait, le handicap du Président n’était pas son absence d’éducation mais l’idée qu’il s’en faisait. Les journalistes de Washington appréciaient ses vains efforts pour paraître autre qu’il n’était, pour dissimuler sa vanité, ses défauts [[130]](#footnote-130). Mais ce qui lui attirait la sympathie des journalistes le desservait auprès de ses concitoyens. Son manque de confiance en lui le rendait méfiant. Ne voulant pas laisser apparaître le vrai Johnson, il donnait l’impression d’être roublard et manipulateur. Alors que Kennedy et surtout Roosevelt, chacun à sa manière, utilisaient face au public, l’un son charme, l’autre son don de persuasion, Johnson, pourtant plus près du peuple par sa nature et son milieu social, ne put jamais à la télévision ou dans ses discours vraiment communiquer, parce qu’il ne parvint jamais à être lui-même. Quant à Nixon, Halberstam (1974, p. 121) raconte que pendant la campagne de 1960, Kennedy, à qui l’on demandait pourquoi il plaignait son concurrent d’être fatigué alors que lui-même ne l’était pas, répondit : « Parce que je sais qui je suis (…). Tout ce que j’ai à faire, c’est d’être moi-même. Mais Nixon ne sait pas qui il est, alors chaque fois qu’il prononce un discours il doit décider quel Nixon il sera et ce doit être très éprouvant » [[131]](#footnote-131). Manifestement Kennedy ressentait un grand plaisir à être à la Maison-Blanche et à y être simplement lui-même, ce qui lui permit de supporter le grave échec de la baie des Cochons. Sans doute la richesse, l’ascension [52] sociale de sa famille, l’exemple de son père et de son grand-père ont-ils contribué à lui donner de l’assurance, mais il devait à sa propre nature, à son dynamisme, d’avoir su tourner à son avantage ce qui en aurait déprimé d’autres : sa maladie dont il triompha et sa jeunesse face aux vieux du Congrès.

Nixon au contraire arriva à la présidence avec une mentalité de perdant [[132]](#footnote-132). Gomme Wilson, il n’était jamais satisfait longtemps. Le drame de l’insécurité ce n’est pas seulement qu’elle entraîne l’incapacité d’être heureux mais surtout avec la fragilité, le goût du secret, la méfiance, le mensonge qui, à leur tour, provoquent l’isolement, le manque d’informations vraies, l’impossibilité de changer de politique et l’irréversibilité des situations jusqu’à l’échec final [[133]](#footnote-133).

Le drame de Johnson et de Nixon fut d’avoir de la présidence une conception leur imposant un rôle qu’ils ne pouvaient jouer, d’où un perpétuel sentiment de frustration. Ce sont peut-être deux cas où pourrait s’appliquer la théorie de Lasswell. L’activité des deux présidents avait « un côté forcé comme si l’homme cherchait à compenser quelque chose ou à échapper à son angoisse en se plongeant dans un travail astreignant » (Barber, 1972).

Roosevelt est presque le seul à ne pas s’être fait de la charge une conception à laquelle il dut conformer sa vie. Il n’en avait pas vraiment besoin. Comme de Gaulle, la charge, il l’incarnait. Pourtant son comportement exhibitionniste révèle une inquiétude [[134]](#footnote-134) justifiée de la versatilité de l’opinion publique et un doute sur ses capacités ? Mais ce sentiment exprimé en plein succès [[135]](#footnote-135) semble excessif. D’où cette perpétuelle dramatisation pour retenir l’attention. Ce souci de l’image qu’il offrait au public, ce goût pour les vêtements à la limite du déguisement et les situations impliquant des risques physiques. De nombreux auteurs ont interprété ces faits comme signe d’un besoin de compenser sa jeunesse maladive en fortifiant et dominant son corps. En tout cas, quelle que fût son anxiété, elle ne freinait pas son dynamisme et il pouvait écrire : « J’aime la Maison-Blanche et « I greatly enjoy » [[136]](#footnote-136) l’exercice du pouvoir » (Roosevelt, Lettres, vi, p. 1329).

Franklin Roosevelt sut à son tour profiter des pouvoirs instaurés à la Maison-Blanche par son oncle Théodore et Wilson. Comme eux, il voulait le pouvoir non comme dérivatif à une anxiété dont il était dépourvu, mais au contraire parce que, confiant dans sa personnalité, il cherchait à épanouir ses dons [[137]](#footnote-137). Il avait surtout besoin d’être aimé et ceci en fit « un artiste des relations interpersonnelles » (Hargrove, 1966), c’est-à-dire un manipulateur très efficace.

Eisenhower n’aimait pas la politique et concevait le rôle du Président comme celui d’un arbitre au-dessus de la mêlée. Soldat, il ne recherchait pas le pouvoir, mais le devoir et la hiérarchie et ne comprenait pas qu’un ordre ne soit pas exécuté. [53] Pourtant ce n’est pas son passé militaire qui l’empêcha d’acquérir les qualités d’un véritable président, mais l’influence de ce passé « sur l’image qu’Eisenhower se faisait de lui-même comme Président » (Neustadt, 1980 ; Greenstein, 1982). Alors que Roosevelt en véritable politicien cherchait à préserver et augmenter son prestige, Eisenhower continuait à jouer le même personnage héroïque, mais dans une autre pièce, où il incarnait le héros en quête d’unité nationale. Truman, cet inconnu [[138]](#footnote-138), est devenu un vrai président parce qu’il s’acceptait comme il était et s’attendait à ce que les autres en fassent autant. Encore fallait-il avoir les qualités nécessaires. Taft, lui aussi, disait qu’il voulait être naturel plutôt que de jouer un rôle (Butt, 1930, I, p. 260). Mais le résultat fut médiocre car la fonction ne lui convenait pas. C’était avant tout un juriste pas un politique [[139]](#footnote-139).

Pour le rôle important et mal défini du Président, les qualités exigées sont difficiles à préciser car elles dépendent des circonstances. Dans la comédie du pouvoir comme au théâtre, c’est seulement la pièce jouée et le rideau baissé que l’on sait pourquoi elle a eu ou non du succès [[140]](#footnote-140).

Une des difficultés de la présidence c’est qu’aucune expérience politique n’est vraiment adaptée ni même exigée. Kissinger disait : « L’ennui, c’est que les qualités nécessaires pour être élu ne sont pas celles qu’il faut pour être Président » [[141]](#footnote-141). L’expérience politique est évidemment nécessaire mais aucune de ses précédentes fonctions ne pouvant se comparer exactement à l’exercice de la présidence, rien de ce qu’a fait le candidat auparavant ne peut permettre de tirer des conséquences définitives (Neustadt, 1980). La qualité de l’expérience compte plus que son ampleur ou sa variété. Johnson avait plus d’expérience politique que Roosevelt et Kennedy, et réussit pourtant moins bien.

En France, sous les IIIe et IVe Républiques, les étapes : maire, conseiller général, député étaient habituelles, quasi obligatoires pour les ministres, en tout cas pour le Président. Au contraire, aucun des présidents de la Ve n’avait été député. Le recrutement de technocrates au gouvernement incita le Président à leur conseiller de se présenter aux élections législatives pour les mettre en contact avec les réalités du peuple français [[142]](#footnote-142).

On peut cependant connaître globalement les exigences de la présidence. Neustadt évoque un esprit résolu, le sens du pouvoir, la confiance en soi, enfin l’assurance forgée par l’expérience et le tempérament [[143]](#footnote-143). Mais comment savoir quel candidat possède toutes ces qualités ? Certains se sont demandés si les psycho-biographies [54] fournissant une explication des évènements passés pourraient au moins aider à choisir le meilleur candidat pour l’avenir.

Les biographies classiques comportaient, comme l’histoire évènementielle, surtout des faits. À partir de l’ouvrage de Freud sur Léonard de Vinci (1910) se multiplient, en dehors de la science politique, des biographies à interprétation purement psychanalytique. Il faudra attendre 1956 pour que paraisse le livre des Georges sur Woodrow Wilson and the Colonel House [[144]](#footnote-144).

Non seulement l’hypothèse de Lasswell sur la recherche du pouvoir comme besoin de compensation à des conflits internes non résolus devient l’explication majeure, mais également le conflit œdipien, le rôle du père, constituent des schémas appliqués de façon automatique à toutes les réactions individuelles [[145]](#footnote-145). Avec l’importance accordée à l’enfance, on méconnaît le développement ultérieur de l’individu (Edinger, 1965 ; Rogow, 1963 ; Wolfenstein, 1967) [[146]](#footnote-146).

On doit à Erikson l’abandon de l’idée d’une structure donnée, en faveur d’une conception évolutive de l’identité, en interaction avec les évènements (Liebert, 1971). Ses études sur Luther (1958), Gandhi (1969) tiennent compte de cette constante adaptation des individus. L’ouvrage de Glad sur Charles Evans (1966) et le Whitlam de Walter (1980) poursuivent dans cette voie. La vulgarisation de la psychanalyse est responsable de l’orientation ultérieure des psychobiographes et, comme nous l’avons déjà déploré, de toute la psychologie politique dans un sens pathologique. On est loin de la prudence de Freud réajustant patiemment les morceaux du puzzle des manifestations de l’inconscient : lapsus, actes manqués, pour obtenir l’hypothèse explicative.

Il paraîtrait raisonnable d’accepter d’abord une large part de mystère dans chaque individu, ensuite d’admettre que les conflits infantiles ne sont pas seuls à façonner une personnalité. Les évènements de l’adolescence sont aussi très importants. La trajectoire de Wilson ou celle de Nixon peuvent s’expliquer par leur histoire personnelle, un besoin de revanche, de compensation. Processus essentiels ne relevant pas du domaine de l’inconscient et de la psychanalyse mais simplement de la psychologie [[147]](#footnote-147). Wilson, enfant peu doué (il n’a su lire qu’à onze ans), chétif, timide, face à un père pasteur, beau, éloquent, autoritaire et cruellement taquin, tentera toute sa vie de réussir pour compenser sa jeunesse timide et maladroite et surtout pour affronter une image paternelle écrasante. D’où ce mélange de laisser-faire dans les domaines qui ne l’intéressaient pas et du refus de tout compromis quand son amour-propre et surtout ses valeurs morales étaient en jeu [[148]](#footnote-148) ? Mais [55] si la présidence de Wilson se solda par un échec, on peut tout de même l’expliquer autrement que par ses relations familiales, quelle qu’ait été pour lui leur importance (Elms, 1976 ; Tucker, 1977).

L’autre Président dont le caractère fut le plus souvent soumis à des analyses psychologiques fut sans conteste Nixon (Mazlich, 1973 ; Chesen, 1973 ; Barber, 1972). Le personnage, par sa complexité, s’y prêtait particulièrement et son discours d’adieu à ses collaborateurs est un document psychologique précieux. Malheureusement, les commentaires le concernant manquent souvent de prudence.

On peut adresser le même reproche à la toute nouvelle psychohistoire. Il était prévisible qu’après l’abandon de l’histoire évènementielle, un détour par l’histoire quantitative, les historiens s’intéressent à la psychanalyse, aux mentalités, pour enfin aborder la psychohistoire. Ayant critiqué la psychanalyse parce qu’elle se limite à la petite enfance et surtout s’en tient à des schémas arbitraires, les psychohistoriens auraient dû eux-mêmes, dans leurs recherches de facteurs psychologiques, se montrer plus circonspects.

On peut à la rigueur admettre, comme le déclare R. Binion (1982), que « pour le psychohistorien, le pourquoi de l’histoire se ramène forcément tout entier à un pourquoi psychologique ». C’est explicable puisqu’il sélectionne les facteurs en fonction de son objectif. En revanche, on ne peut accepter cette affirmation : « Établir la cause psychologique, c’est établir la cause tout court. » Binion accorde une importance primordiale à un mécanisme psychique méconnu de la psychanalyse « qui consiste à resubir, à se réinfliger un traumatisme psychique encouru à quelque âge que ce soit ». Cette volonté de revivre pour en quelque sorte le détruire, le désarmer, l’évènement traumatique est en soi salubre, mais elle devient pathologique lorsqu’elle tourne à l’obsession aussi bien dans la répétition masochiste du choc douloureux (névrose traumatique) que dans la poursuite de l’instant de bonheur éprouvé autrefois (cf. le film Harold et Maude ; Grawitz, 1974). Pour important que soit le processus, il ne saurait tout expliquer. Parmi les exemples donnés par Binion, l’influence sur la politique du roi Léopold II de Belgique de l’accident de voiture où la reine Astrid trouva la mort, montre à quel point une idée juste, généralisée et poussée à l’extrême, perd tout caractère scientifique et convaincant.

En revanche, une étude sur les Premiers Ministres anglais (Iremonger, 1970) nous paraît mieux retenir la part exacte des remarques de Lasswell sur les raisons de l’attrait pour le pouvoir, sans appliquer les schémas arbitraires de la psychanalyse. L’Angleterre diffère bien entendu de la France et des États-Unis. La monarchie protège partiellement les gouvernants du caractère sacré du pouvoir.

Frappée des observations de Maryse Choisy sur l’évolution psychologique des enfants naturels, L. Iremonger se demande s’il n’existe pas d’autres types de situation de manque d’affection. Winston Churchill dans sa vie de Marlborough écrit : « On raconte que les grands hommes sont les produits d’enfances malheureuses » [[149]](#footnote-149). Pensait-il aussi à lui qui ne reçut jamais de sa futile et mondaine mère, ni surtout de ce père qu’il vénérait, l’affection et les marques d’intérêt qu’il attendait. La vanité [56] de Disraeli, son égoïsme provenaient, d’après son biographe Blake (1969), de son intense besoin, toujours déçu, d’être reconnu et admiré par sa mère.

Avec raison, L. Iremonger estime que ces frustrations même réelles sont trop subjectives et elle préfère s’en tenir à deux facteurs objectifs : le deuil et l’absence.

Reprenant les biographies des Premiers Ministres de Spencer Perceval (1809) à Neville Chamberlain (1940), soit cent trente et un ans, elle s’aperçoit que de 1894 à 1940 huit sur dix des Premiers Ministres avaient perdu très jeunes un de leurs parents. Nous n’entrerons pas dans le détail des problèmes statistiques soulevés par les comparaisons avec l’ensemble de la population, les progrès de la médecine (Berrington, 1974), pour nous attacher à ce qui nous intéresse : l’influence du manque d’affection sur l’ambition politique.

Comment le public anglais voit-il son Premier Ministre ? Il imagine un homme extraverti, sociable, sûr de lui, supportant sans difficulté les calomnies et vicissitudes de la vie politique, assez souple pour s’entendre avec ses collègues et travailler en équipe. Enfin, pour percevoir sainement la réalité et prendre des décisions raisonnables, l’homme à la tête du gouvernement doit surtout être équilibré, sans tendances névrotiques. Or les Premiers Ministres anglais semblent à l’opposé de ce portrait. Ce sont des adultes solitaires et sensibles qui n’ont pas été des enfants heureux.

Avoir fait ses études à Eton est peut-être un avantage mais y avoir été malheureux l’est encore plus sûrement. Le marquis de Salisbury en avait gardé un tel souvenir que plus tard il évitait d’y retourner. Neville Chamberlain détestait sa vie de collège. Churchill n’aspirait qu’à quitter Harrow. Alors que les Anglais sont connus pour l’importance qu’ils attachent aux sports d’équipe, il est rare qu’un Premier Ministre ait aimé les pratiquer.

L. Iremonger insiste sur l’aspect conflictuel des exigences du pouvoir : la nécessité d’apparaître sociable et la vraie nature timide et solitaire de ceux qui le détiennent. Traçant le portrait du Premier Ministre type, l’auteur ajoute les caractéristiques suivantes : le candidat parvenu au pouvoir aura perdu, enfant, au moins un de ses parents, il est atteint d’un handicap physique : bégaiement, fragilité, laideur. Hypersensible, il souffrira de troubles psychosomatiques et de périodes de dépression. Ses rares amis et éventuellement sa femme lui ressembleront. Il surmontera parfois sa timidité en se montrant agressif, enfin il sera toute sa vie dominé par un besoin obsessionnel et irrésistible d’être aimé, admiré, qui l’amènera à écrire quantité de lettres à des femmes (épouse, maîtresse, sœur). Enfin il commettra des imprudences, en amour ou dans la vie, qui nuiront à sa carrière ou la termineront [[150]](#footnote-150) et traduisent même parfois des tendances suicidaires.

Comment expliquer cette réussite avec des traits de caractère aussi contraires à ce qu’exige la politique ?

Si les hommes qui atteignent des postes importants présentent un pourcentage [57] plus élevé de solitaires doués et névrosés [[151]](#footnote-151), c’est, nous explique K. Horney (1953) [[152]](#footnote-152), parce que le pouvoir satisfait leur besoin de compensation. On peut aussi ajouter que l’ensemble des qualités nécessaires pour l’atteindre se trouvent rarement réunies chez l’homme ordinaire, équilibré, sans grandes exigences, et sans contradictions. Les êtres doués sont rarement simples.

Bien entendu, les avantages qu’offre le pouvoir ne vont pas sans inconvénients pour ces personnalités fragiles. Le monde politique est dur, mais ils trouvent justement, dans la lutte et la volonté de réussir, l’élément de confiance en eux dont ils ont tellement besoin.

L’intérêt de l’ouvrage demeure extrême malgré la tendance de l’auteur à interpréter trop facilement tous les éléments dans le sens de sa thèse. Mais il faudrait pousser l’analyse (comme l’ont fait les Américains) pour chercher dans quelle mesure les caractéristiques personnelles des Premiers Ministres ont influencé leur action politique. Comment les besoins de leur personnalité les ont-ils amenés à prendre telle décision ou imprimer « tel style » à la conduite des affaires ? La façon dont chacun a réagi à un même facteur initial : la frustration, est essentielle. Neville Chamberlain et Lloyd George ayant subi la même épreuve dans leur enfance se comportaient de façons totalement différentes. On ne peut isoler un facteur de l’ensemble de la personnalité et une enfance privée d’affection ne suffit pas pour réussir une carrière politique. Il est tout de même intéressant de constater que parmi les hommes politiques arrivés au sommet, un grand nombre ont été des enfants privés de tendresse et ont compensé leur frustration par la conquête du pouvoir.

Si l’on veut faire le point sur la place tenue aujourd’hui par la psychobiographie (Edinger, 1964, 1965 ; Mazlich, 1963), on constate que malheureusement de nombreux politologues et historiens reprennent à son propos leurs critiques de la psychologie politique et la limitent à l’étude des personnalités marginales ou pathologiques (Rogow, 1968 ; Kaplan, 1961). Même Greenstein, un des plus compréhensifs, estime que seules des personnalités exceptionnelles et en cas de crise peuvent jouer un rôle spécifique méritant une étude particulière [[153]](#footnote-153). Ce réductionnisme paraît inconcevable lorsque l’on songe à l’importance des comportements individuels au niveau de la vie quotidienne [[154]](#footnote-154). Imagine-t-on vraiment que l’activité politique puisse échapper à l’influence des facteurs humains ? Il semble au contraire que toute la vie politique, économique, sociale soit dépendante des comportements des hommes. De ce réductionnisme, les psychobiographes sont en grande partie responsables. Leur ignorance des facteurs extérieurs (politiques, économiques, sociologiques), parfois leur manque de sérieux dans la documentation et la démonstration des hypothèses, l’amalgame peu rigoureux entre psychologie et psychanalyse, le choix des sujets et les présupposés pathologiques ont empêché de reconnaître à la psycho-biographie [58] la place importante qu’elle mérite (Edinger, 1964). L’excès de confiance de certains psychobiographes dans l’efficacité de leur science l’a également desservie [[155]](#footnote-155). Quelques-uns ont souhaité aider les candidats à correspondre aux vœux des électeurs. Mais ceux-ci représentent des groupes si hétérogènes qu’il est difficile de les contenter tous [[156]](#footnote-156). Les connaissances sur la psychologie des électeurs et la relation entre leur personnalité et leurs votes ne vont pas encore au-delà de vagues intuitions et pratiques publicitaires.

Afin de prévoir qui serait un bon président, on a proposé de contrôler la capacité des candidats (screening) grâce à un jury de spécialistes chargé d’éliminer les individus psychologiquement déficients. Mais quel jury ? quel seuil de déficience ? Cette proposition paraît non seulement irréaliste mais inacceptable, de plus la Constitution n’a rien prévu dans ce sens. En 1948, Lasswell préoccupé de prévention proposait des tests pour « permettre la sélection des candidats aux personnalités non destructrices et fondamentalement démocratiques ». Mieux, le médecin de Nixon, Arnold Hutschneker (1969), suggérait des tests de personnalité pour tous les enfants des écoles afin d’éliminer les psychopathes avant qu’ils n’obtiennent des postes de responsabilité. Tenant compte de la mode plus que de la prudence, le journal Taft pendant la campagne présidentielle de 1964 publiait les réponses de 2 417 psychiatres [[157]](#footnote-157) à la question suivante : « Pensez-vous que Barry Goldwater soit psychologiquement apte à devenir Président des États-Unis ? » Un peu moins de la moitié tranchait par la négative, avec des appréciations telles que « caractère cruel », « mégalomane », « schizophrène », « manque de maturité ». La même question n’avait pas été posée à propos de l’autre candidat, Lyndon Johnson, mais certains avaient spontanément exprimé des opinions semblables [[158]](#footnote-158). Peut-on imaginer ailleurs qu’aux États-Unis une telle expérience [[159]](#footnote-159) ?

Sans aller jusqu’à ces excès, Eli Chesen (1973) pense cependant que la psychobiographie serait un bon contrepoids même non constitutionnel et regrette que son ouvrage sur Nixon n’ait pas paru plus tôt. Nancy Clinch, elle, tente de détourner les électeurs des candidats qui n’ont rien à offrir que leur « brillant mondain » (1973).

Enfin, Barber va même plus loin puisque son ouvrage s’intitule Le caractère présidentiel : comment le prévoir ? (1972). La partie concernant la prévision est certainement la moins convaincante de cet intéressant travail.

Alexandre Georges (1974) décrit bien les limites de la psychobiographie. Précieuse pour comprendre le passé ou même l’actualité, elle ne peut prévoir les situations auxquelles le Président aura à faire face ni ses réactions. Comme le disait [59] Freud : « On ne sait jamais à l’avance lequel des facteurs déterminants sera le plus fort ou le plus faible. »

Si l’on ne peut prévenir, pourrait-on au moins améliorer, réparer, ou guérir ? Georges (1974) pensait à tort que ce serait plus facile. Sans doute le 25e amendement prévoit-il de démettre un Président incapable de remplir sa tâche. Mais la procédure en est très lourde et, à moins de déficiences incontestables [[160]](#footnote-160), on imagine mal l’examen psychologique du Président [[161]](#footnote-161). Même s’il souhaitait être traité pour des troubles légers, son image dans le public en souffrirait [[162]](#footnote-162).

Franchissant alors le dernier échelon de la folie thérapeutique, Kennett B. Clark (1974) a simplement proposé à l’Association américaine de Psychologie un vaste programme de recherche pour mettre au point un médicament susceptible d’éliminer les besoins destructifs du pouvoir chez les individus désireux d’en détenir. « Ce serait un désarmement intérieur. » On croit rêver ou plutôt faire un cauchemar de science-fiction. Comment un psychologue peut-il imaginer détruire chez un individu l’aspect négatif de ses pulsions tout en conservant le côté positif ?

Après cette proposition, on imagine facilement la communauté scientifique préoccupée de problèmes de déontologie et d’éthique : Freud s’opposait à la publication de psychobiographies d’individus vivants. A. Georges se montrait également réticent. D’autres le furent moins en prétendant que les électeurs ont droit durant une campagne à toutes les informations. Ou, autre argument [[163]](#footnote-163) : « Si nous n’utilisons pas la psychobiographie d’autres le feront. » Elms [[164]](#footnote-164) conclut en déclarant que seul le but poursuivi peut légitimer cet usage. Ce dernier argument nous paraît également dangereux et nous préférons, dans l’état actuel de cette science, faire confiance à ses limites plus qu’à des règlements, pour éviter d’abusives manipulations.

Ces difficultés de la psychobiographie sur le plan technique méritent quelques commentaires. D’abord comment obtenir une documentation suffisante ? Le psychothérapeute dispose d’une personne vivante, qu’il peut interroger, dont il interprétera les réponses, le psychobiographe ne dispose souvent que de documents écrits et de témoignages [[165]](#footnote-165) : l’individu est mort ou ne veut pas accepter d’interview. En revanche, le psychobiographe ne cherche pas à guérir, n’a pas besoin d’informations aussi poussées et n’est pas tenu par le secret professionnel, d’où une plus [60] grande liberté. Celle-ci représente un danger car il ne peut comme le thérapeute vérifier la validité de ses hypothèses. Enfin dernier écueil, le choix du sujet par le psychobiographe suppose qu’il lui inspire une antipathie ou plus souvent une attirance [[166]](#footnote-166) avec le risque d’idéalisation qu’elle implique. Le biographe n’est-il pas d’abord à la recherche de lui-même (Walter, 1980) ? La meilleure attitude serait celle d’ambivalence consciente (Glad, 1973).

Nous nous sommes limités à citer les biographies d’hommes politiques mais il serait souhaitable que celles des penseurs politiques bénéficient également de l’apport de la psychologie. Il est admis aujourd’hui de ne plus détacher les œuvres de l’époque où elles ont été créées, comment peut-on alors les séparer de ceux qui les ont conçues [[167]](#footnote-167) ?

Il ne s’agit pas de donner aux lecteurs ou aux étudiants le goût de l’anecdote et de la petite histoire mais de s’attacher à cette mystérieuse alchimie de la création capable de transformer ce bourgeois mesquin qu’était Marx en un penseur génial, ce névrosé dépressif de Weber en cet encyclopédique et perspicace sociologue. La lecture d’Économie et société ou de L’idéologie allemande bénéficierait sûrement d’être rattachée à des personnages rendus plus proches et plus vivants.

Si la psychologie politique abandonne à la psychanalyse une partie de l’interprétation de l’évolution des hommes politiques par les évènements de leur petite enfance, il existe un autre domaine qui lui appartient en propre : c’est l’influence de sa personnalité sur l’action de l’homme politique.

Dans quelle mesure les caractéristiques personnelles des présidents et des leaders peuvent-elles influencer leur façon d’exercer leur mandat, c’est-à-dire de s’entourer, de travailler, s’informer, décider, commander et communiquer ?

C. ENTOURAGE :  
COLLABORATEURS ET CONSEILLERS

« Voici une règle infaillible : un prince qui manque de sagesse ne sera jamais conseillé… Les bons conseils d’où qu’ils viennent procèdent toujours de la sagesse du prince et non la sagesse du prince de ces bons conseils. »

Machiavel.

Un des problèmes essentiels et pourtant les moins étudiés de la présidence, écrit Reedy (1970, p. 17), est celui du contact avec la réalité. Peu de présidents l’ont résolu, la plupart des entourages les encadrant comme une « garde prétorienne » ; tous les présidents parlent du fossé que crée leur fonction, de leurs responsabilités, de leur solitude [[168]](#footnote-168), et Hess (1976) déclare qu’elle est le facteur le plus souvent à l’origine d’illusions et déformations de la réalité.

[61]

Le fonctionnement de la présidence dépend certes des institutions, de la coutume et donne lieu à d’intéressantes études de science politique sur les entourages. Les politologues ont décrit la façon dont sont recrutés les conseillers, comment circulent les informations et sont réparties les responsabilités, mais seuls les Américains ont tenté, au-delà de ces analyses, de relier les réponses données à ces questions à la personnalité du Président. La façon dont il perçoit lui-même les problèmes et tente de les résoudre est révélatrice de sa psychologie. La personnalité du Président et son style de « management » sont inévitablement et mutuellement interdépendants (Downes, 1979, p. 125).

L’entourage comporte d’abord la famille. Dans quelle mesure occupe-t-elle des places (les Bonaparte), ou exerce-t-elle une pression et de quel ordre, sur le Président ? Aux États-Unis, on note que sur le plan de la formation de la personnalité, l’influence de la famille et surtout de la mère est considérable, tant sur le développement de l’ambition [[169]](#footnote-169) que sur l’imprégnation par les valeurs religieuses et civiques de l’Amérique [[170]](#footnote-170). Pendant la présidence, il semble que la famille représente un lieu de détente, à l’abri des remous politiques [[171]](#footnote-171).

Puis viennent les amis. Amis de jeunesse ou d’adolescence ? Ont-ils tous la même origine ? ou peuvent-ils élargir l’horizon du Président. Eisenhower, les Kennedy comme les Giscard, distinguaient nettement leur vie privée, leurs amis et leur fonction. On a reproché à Pompidou ses relations avec les artistes et l’intelligentsia. Johnson, lui, ne concevait pas d’intérêt possible en dehors de la politique. Les amis proches partagent généralement les mêmes opinions et le même intérêt pour la vie publique [[172]](#footnote-172), mais quels sont leur degré et leur type d’influence : modératrice, stimulante ?

Enfin, on peut compter à côté de l’entourage, les conseillers privés et les collaborateurs officiels. Sur quels critères sont-ils recrutés ? L’équilibre politique, la compétence, une formation commune (Harvard, l’ena), un même combat (le gaullisme), une façon d’envisager les choses de la même façon ? C’est au Président que s’intéresse l’actualité, mais la classe politique, sinon la population, en tout cas la presse, sait combien les collaborateurs choisis traduisent les orientations politiques du Président mais surtout révèlent sa personnalité. C’est sous cet angle que nous donnerons quelques exemples. Avant d’aborder les différences de conception des présidents sur la façon de faire travailler leurs collaborateurs, il faut insister sur un trait commun à tous les hommes au pouvoir, la qualité essentielle que tous exigent de leur entourage : la fidélité. Un dirigeant du public ou du privé considère la loyauté, la fidélité comme les qualités indispensables à attendre de ses subordonnés. Mais [62] il y a différentes conceptions de la fidélité. Ce peut être à des principes, au Parti, ou à la personne. La loyauté pour de Gaulle c’était d’abord « d’être national » et de considérer l’intérêt de la France comme primordial. Pour tous les présidents, à des degrés différents (de Gaulle surtout y attachait une grande importance), la discrétion est un des aspects de la loyauté. « Nul n’est jamais censé s’exprimer en son nom, ni bien entendu répandre les propos qu’il avait pu recueillir de sa bouche » (Pilleul, 1979, p. 100). En dehors même de ces fuites, le seul fait de voir le nom d’un de ses collaborateurs dans la presse l’irritait. « Il souhaitait qu’ils s’effacent complètement et n’apparaissent pas comme jouant un rôle politique » (Pilleul, 1979, p. 105).

Avec G. Pompidou, le critère de fidélité apparaît dans le fait que les postes les plus importants sont confiés à des anciens de Matignon.

Avec plus de détachement, Kennedy déclarait que pour ne pas avoir d’ennuis il ne fallait pas se manifester en public (Anderson, 1968). Lui-même avait su inspirer à ses collaborateurs de tels sentiments que l’un de ceux-ci déclarait : « La loyauté de notre équipe était si exemplaire que les autres semblaient par comparaison des groupes de Judas » (Paper, 1975, p. 148).

La conception de la loyauté chez Johnson était totalitaire [[173]](#footnote-173) : « Il voulait être le centre de l’univers (de ses conseillers), pouvoir mettre la main sur eux comme sur du bétail et les avoir à sa disposition vingt-quatre heures sur vingt-quatre… quelques-uns étaient heureux d’être ainsi dévorés » (Anderson, 1968, p. 303). Ce besoin frénétique traduisait l’insécurité du personnage (Halberstam, 1974). C’est une des raisons sans doute de sa gêne devant les militaires qu’il savait toujours déchirés entre la loyauté à l’armée, à l’uniforme, à leurs supérieurs surtout, enfin la loyauté au Président. Mais comme le disait Bill Moyers (secrétaire de presse sous la présidence de Johnson) : « Chaque Président doit avoir autour de lui des gens d’une loyauté si certaine que cette loyauté soit pour lui une source de force (…) chaque Président a besoin d’aide dont la fonction essentielle n’est pas de critiquer ou d’analyser mais de croire et de servir » (Anderson, 1968, p. 53). Il faut reconnaître que pour des raisons variées et à divers degrés les présidents ont toujours bénéficié de dévouements nombreux de leurs proches collaborateurs à tous les niveaux. Pour Truman la loyauté était une obsession. Richard Johnson suggère qu’il s’agissait peut-être d’un substitut à l’ambiguïté des ordres donnés. Concédant plus de liberté qu’il n’aurait voulu, il considérait ensuite les initiatives de ses subordonnés comme déloyales. Le limogeage de Mac Arthur en serait un exemple (Anderson, 1968, p. 11).

Si le prestige du Président, l’intérêt de son action peuvent susciter des attachements, même sans espoir de compensation, le risque est alors qu’il en devienne prisonnier. Nixon trouva injuste la façon dont Eisenhower se sépara de Sherman Adams [[174]](#footnote-174). Lui-même fut plus tard obligé de congédier Halderman, entraîné avec [63] le Watergate dans ce que Neustadt (1980) appelle les effets négatifs de la fidélité. Johnson dut congédier Mac Namara. Truman, malgré son apparence le plus sentimental des présidents de l’époque, défendait même ses indéfendables amis [[175]](#footnote-175). Douter d’eux, ou même les surveiller, lui semblait un manque de confiance inadmissible. Clark Clifford déclarait : « Malgré les ennuis que lui a attirés cette attitude (de loyauté à ses amis) il en fut payé dix fois par la loyauté reçue en échange (…). Nous nous serions fait tuer pour lui » (Anderson, 1968, p. 112). On reprochait à Kennedy de ne pas avoir le courage de renvoyer ses collaborateurs. En politique la loyauté doit circuler de bas en haut, à sens unique [[176]](#footnote-176).

Sur le plan du réalisme, pour ne pas dire de l’ingratitude, l’attitude du général de Gaulle est exemplaire [[177]](#footnote-177). Les services rendus ne tiennent pas, face à une raison d’État même incertaine ou mineure [[178]](#footnote-178). Naturellement, les femmes au pouvoir se montrent aussi impitoyables. Golda Meir, Indira Gandhi et Mme Thatcher ne sont pas des tendres [[179]](#footnote-179).

L’exigence de fidélité ne dépend pas seulement de la personnalité du Président, mais aussi des circonstances de la prise de pouvoir et des objectifs fixés.

Une alternance normale dans une démocratie pluraliste permet plus de souplesse qu’une prise de pouvoir à la suite d’un coup d’État, d’un changement de régime, d’une révolution ou même d’une tardive alternance. Dans ces derniers cas, les appétits sont plus aiguisés, l’attente des récompenses plus impatiente et les pressions sur le pouvoir à la mesure des sacrifices consentis. La fidélité au groupe et au leader devient indispensable. La moindre faille peut compromettre une fragile victoire. La réaction d’Hitler pendant « la nuit des longs couteaux » en est un exemple. La situation révolutionnaire, la nécessité de construire le noyau pur et dur, avant-garde du prolétariat, expliquent le caractère implacable de Lénine vis-à-vis de ses camarades [[180]](#footnote-180). Même le pacifique Gandhi prenait toute faiblesse comme une injure [64] personnelle. Dans les pays du Tiers Monde où le pouvoir est encore instable, donc convoité, c’est le plus souvent parmi les collaborateurs les plus proches que germent les idées de complot (cf. Maroc, Tunisie, Égypte). Bourguiba fait fusiller son aide de camp [[181]](#footnote-181) et se sépare de proches collaborateurs [[182]](#footnote-182).

Paradoxe de plus : face à la dureté nécessaire aux hommes politiques, on pourrait s’étonner de leur extrême susceptibilité : l’amertume du général de Gaulle après le ballottage de décembre 1965 [[183]](#footnote-183) et le non au référendum cause de son départ en 1969. Son indignation lorsque Pompidou déclare à Rome son intention d’être candidat à la présidence. On pouvait imaginer du grand de Gaulle une réaction de mépris, non cette blessure [[184]](#footnote-184). Mais ce côté rancunier, vindicatif, se retrouve chez presque tous les détenteurs du pouvoir. Ni Pompidou, [[185]](#footnote-185) ni Giscard, ni Kennedy [[186]](#footnote-186), ni Roosevelt, ni Eisenhower [[187]](#footnote-187) ni Johnson [[188]](#footnote-188), ni Golda Meir [[189]](#footnote-189) n’oubliaient ce qu’ils considéraient, pour justifier leur réaction agressive, comme des atteintes à l’honneur de leur fonction.

Il existe cependant des exceptions.

Lénine essayait d’envisager les problèmes par rapport à ses objectifs politiques en leur enlevant tout caractère personnel [[190]](#footnote-190). Dans ce but il conçut une organisation bâtie sur des règles plutôt que sur des hommes (Wolfenstein, 1967). Sa nature méfiante le protégeait contre les déceptions, mais surtout ses objectifs et la situation exigeaient une attitude implacable envers lui-même comme envers les autres [[191]](#footnote-191). Autre exception, pour des raisons différentes, Dean Rusk, secrétaire d’État pendant la présidence Kennedy, ne répondait pas aux critiques. Suivant une réaction inverse des précédentes, « il jugeait cela inconvenant pas tant pour lui personnellement que pour sa charge » (Halberstam, 1974, p. 348). De Gasperi, protégé par sa modestie et sa foi se souciait seulement du bien public. Mais ces deux hommes politiques ne détenaient pas le pouvoir suprême.

On retrouve ces mêmes réactions de susceptibilité dans les entourages et chez les collaborateurs des présidents. Les ministres et vieux compagnons du Général en [65] sont un exemple. On ne peut distinguer la part de sensibilité de celle de l’amour-propre, sinon dans l’importance attachée à la forme, à la manière. Pompidou est blessé moins d’être remplacé comme Premier Ministre, il avait lui-même offert sa démission, que de l’apprendre par le secrétaire général de l’Élysée, B. Tricot et non du Général lui-même. Si l’histoire, le personnage, le combat expliquent cette solidarité particulière, on retrouve toujours autour du sommet la même ambiance. À Téhéran, au Vatican, à Moscou ou à Washington, la hiérarchie crée la concurrence, les susceptibilités déçues suscitent l’amertume, la jalousie, la rancune. Enfin, la même attention portée aux gestes et attitudes du monarque crée une atmosphère de cour [[192]](#footnote-192).

Les hommes de la IVe, en France, n’étaient sans doute pas dotés de qualités d’indulgence et de bonté particulières, mais le système fragmentait les ambitions dans le temps et l’amplitude. Aucun monarque ne détenait la totalité du pouvoir. Les hommes sont semblables, le terrain est le même, mais le système peut renforcer ou affaiblir le virus politique, affirmer les qualités ou aggraver les défauts du détenteur du pouvoir et de ceux qui l’entourent.

Le thème de l’entourage revêt toute son importance dans les pays africains. « Un des phénomènes connexes au pouvoir charismatique est celui de la dilution du pouvoir dans l’« entourage ». Admirable zone d’action pour les ambitieux à tête froide (…). Plus le leader est respecté, populaire et éloquent, plus la camarilla a le champ libre. » Elle forme une sorte de cour privée, un « gouvernement invisible » dont l’influence tient « à la facilité avec laquelle ils peuvent aborder le patron » (Lacouture, 1969, pp. 76-78).

1. Recrutement

La sagesse du prince d’après Machiavel se découvre donc dans ses choix et sa façon d’utiliser les hommes. Le Président nomme en fonction de ses objectifs, de sa façon de percevoir la situation. Pour de Gaulle, on distingue trois étapes. Celle de Londres. Il s’agit d’abord avant tout de rendre à la France sa place dans le monde et le sens de la grandeur. Il recrute des volontaires, accueille dans une atmosphère non formaliste tous ceux qui partagent ses objectifs ; « sans préoccupation d’ordre politique, étant donné la nécessité qu’il éprouvait de créer un lien (…) qui fût un lien personnel entre lui-même et ceux qui allaient travailler pour lui, un lien qui concernait ce qu’il y avait d’essentiel dans le but de l’action qu’il menait à ce moment-là » (Pilleul, 1979, p. 45). L’étape d’Alger est plus administrative, il existe déjà des services sur place. Le nouveau recrutement se fait par les amis, le hasard. En France, à la Libération, le gouvernement provisoire se trouve devant une tâche considérable, le cabinet du Général s’enrichit d’éléments de liaison avec les différents ministères et tente d’unir les représentants de la résistance intérieure aux fidèles de Londres. À son retour « aux affaires » en 1958, les objectifs pour être différents n’en sont pas moins importants : il s’agit de transformer le régime. Pour cela de Gaulle fait appel [66] aux fidèles, les membres du rpf [[193]](#footnote-193) et ensuite à ceux qu’il juge utiles en fonction des nécessités de l’heure : l’Algérie, l’équilibre économique et financier, la réforme de l’État. D’où le recrutement de deux types d’hommes : les hauts fonctionnaires pour les questions techniques, les politiques pour l’organisation et la direction du cabinet. Le plus important à noter sur le plan psychologique, c’est la remarque d’O. Guichard : « Ce furent vraiment des mois extraordinaires. À la tête du gouvernement un peu hétéroclite, Matignon était une sorte de commando » (1975, p. 17). Gomment ne pas la rapprocher de l’arrivée de l’équipe Kennedy au pouvoir : « Ils prenaient littéralement le pouvoir d’assaut, ils arrivaient au pas de charge (…) ils allaient de nouveau faire bouger l’Amérique » (Halberstam, 1974, p. 66). Pourtant, quelle différence entre cette élection normale aux États-Unis et cette victoire du gaullisme en France, si longtemps attendue, obtenue dans l’atmosphère angoissée de 1958. Similitude pourtant… victoire d’êtres jeunes et surtout avides de pouvoir.

Dernière étape : l’Élysée. Seule allusion faite par de Gaulle à son « entourage », il le qualifie de « peu nombreux mais de qualité » (de Gaulle, 1970). Il choisissait personnellement ses plus proches collaborateurs [[194]](#footnote-194) mais surveillait de près les candidatures choisies par ceux qui constituaient en principe librement leurs équipes (conseillers techniques et chargés de mission).

Le fait que le Général n’utilise jamais le terme de collaborateurs [[195]](#footnote-195) généralement employé pour désigner ceux que de façon parfois un peu péjorative on appelait son « entourage » est révélateur. On ne collaborait pas avec de Gaulle, pas plus qu’on ne le conseillait : on servait la France. Il parlait de sa « Maison » pour situer ceux qui jouaient auprès de lui « ce rôle capital mais modeste, de l’assister dans sa tâche quotidienne » (Pilleul, 1979) [[196]](#footnote-196). Alors que les entourages sont généralement conçus non pour informer mais également inspirer, éventuellement donner des idées ou des conseils, de Gaulle ne pensait pas en avoir besoin [[197]](#footnote-197). Il avait sa propre vision du monde et fixait les objectifs à atteindre. Les membres de son secrétariat devaient l’informer et contrôler l’application de ses décisions. Fonctionnaires, ils incarnaient les vertus qu’il appréciait : hiérarchie, discipline, dévouement, discrétion [[198]](#footnote-198).

L’inconvénient, c’est qu’ils n’apportaient pas d’appréciations très différentes de celles que lui fournissait l’administration. On trouve là le problème fondamental de tous les présidents et leaders : atteindre un équilibre entre des exécutants capables [67] mais surtout dociles, partageant leurs idées, mais n’apportant rien de neuf, ou au contraire augmenter les risques d’affrontements pour ne pas se priver de la diversité des points de vue [[199]](#footnote-199).

De Gaulle se méfiait des intellectuels trop liés à leurs idéologies. Ils l’auraient sans doute suivi difficilement dans ses brusques virages (Cohen, in Pilleul, 1979). L’entourage du Général se distinguait en cela des conseillers des présidents des États-Unis. Autre remarque : l’absence de femmes. D’après B. Tricot, le Général les considérait comme une source de complications parce qu’elles font intervenir des éléments sentimentaux [[200]](#footnote-200).

G. Pompidou et V. Giscard d’Estaing eux aussi recrutèrent les hommes de l’Élysée parmi les hauts fonctionnaires [[201]](#footnote-201). D’après V. Giscard d’Estaing il s’agissait avant tout de recruter « les meilleurs » (Alia, 1978). Il n’était pas question pour lui ni pour ses prédécesseurs de suivre l’exemple des présidents américains en choisissant des universitaires ou des vedettes de l’establishment, mais des collaborateurs certainement d’un haut niveau mais plus doués de compétences générales que trop spécialisés (Cohen, 1980, p. 52). Avant tout être doué « pour un travail d’état-major » : assimilation rapide, enfin « technique des affaires de l’État » (Cohen, 1980, p. 59). F. Mitterrand innova en réunissant une équipe plus hétérogène et fortement politisée qui donna à l’Élysée une « tonalité militante » [[202]](#footnote-202). Les hauts fonctionnaires sont moins nombreux et les collaborateurs personnels du Président choisis parmi ceux qui ont l’habitude de travailler avec lui et ses amis personnels (Cohen, 1980).

Si les études sur ces sujets sont en France rares, purement descriptives et plus que discrètes du point de vue psychologique [[203]](#footnote-203), il n’en va pas de même aux États-Unis. On dispose d’abord d’un plus grand nombre d’expériences, ensuite un homme public appartient à la nation, les citoyens doivent être informés. Si les journalistes sont indiscrets, le sérieux de la science permet aux politologues de l’être, de façon différente, au moins autant.

Aux États-Unis, malgré la lutte que suscite l’élection présidentielle, les partis ne jouent pas le même rôle que dans les démocraties européennes, les intérêts se camouflent moins sous des idéologies, mais le Président subit d’autres types de contraintes : l’Administration, le Congrès. La répartition des compétences entre la Maison-Blanche et le « Cabinet » [[204]](#footnote-204) fait l’objet de marchandages où se révèle la conception politique du Président mais aussi son caractère. Il est fréquent de [68] nommer une ou deux personnalités du parti opposé ou encore des membres de tendances différentes du parti du Président. Ceux qui ont contribué à son élection peuvent être aussi récompensés par une nomination [[205]](#footnote-205). Un équilibre géographique est parfois recherché ou encore des considérations religieuses [[206]](#footnote-206) dictent des choix. Tout ceci dépend de la situation et du flair politique du Président, de l’importance qu’il attache à tel ou tel aspect [[207]](#footnote-207). Les plus révélateurs de sa personnalité sont les nominations apparaissant comme les moins politiques. C’est-à-dire ce « staff » de conseillers privés, « cabinet invisible », véritable administration parallèle mais autrement puissante, créée par Roosevelt.

Dans le cadre des problèmes de recrutement, une première distinction apparaît dans les choix : techniciens ou généralistes. La décision dépend de la conception générale du Président mais surtout du sentiment qu’il éprouve de ses lacunes, de son besoin de dominer et de l’idée qu’il se fait de son rôle.

Truman choisit des généralistes, membres de l’élite de l’Est, pour compenser son manque de brillant, alors qu’Eisenhower recrute des experts (Hess, 1976, p. 7). Des hommes assez semblables par l’âge, la formation intellectuelle et leurs liens avec l’industrie. D’après Rossiter (1960), son entourage était plus compétent que son cabinet [[208]](#footnote-208), Hess (1976, p. 61) pense qu’Eisenhower était plus sensible à un certain type de personnalité, à la capacité de diriger une vaste organisation qu’à la possession d’une grande fortune ou à des mérites individuels.

Johnson cherchait des exécutants plus que des conseillers, cependant il recruta surtout des généralistes [[209]](#footnote-209).

Quant à Nixon, ses choix furent très révélateurs. Il avait déclaré qu’il choisirait des généralistes « au meilleur sens du terme » (Hess, 1976, p. 113) mais comme il se méfiait des individus ayant des idées, et des politiciens, loin de recruter comme l’avaient fait Roosevelt et Kennedy, des vedettes, il nomma des techniciens capables de lui apporter des faits, des hommes peu connus qui lui devraient cette promotion, formeraient des équipes à son service contre les ennemis que sa paranoïa lui faisait imaginer partout.

Nous avons en ce qui concerne l’équipe de Kennedy et sa façon de la diriger le passionnant ouvrage d’Halberstam (1974) [[210]](#footnote-210). « Kennedy est un personnage exceptionnellement cérébral. J’entends par là que ses habitudes procèdent à un degré inhabituel de l’analyse rationnelle sans passion », écrit A. M. Jr. Schlesinger (1965). Il recrutera donc ses collaborateurs en fonction de leurs capacités intellectuelles. Les hommes de Kennedy parlaient la même langue, provenaient du même milieu [69] social : l’Establishment, avaient subi la même formation, celle de l’ultra-réalisme de Harvard.

Secrétaire à la Défense, Robert Mac Namara, le plus extrême exemple du fanatisme rationaliste [[211]](#footnote-211), était le prototype des dons et des lacunes de cette équipe. Mais surtout, cette recherche sans limites de l’efficacité le rendait impitoyable, intolérant, si sûr de lui qu’il était prêt à abattre tous les obstacles sur son chemin. Ce n’est pas de lui qu’on pouvait dire comme de Valéry Giscard d’Estaing : « L’homme est exceptionnel à tous égards. Il ne lui manque qu’une chose, « l’instinct du tueur » » (Giroud, 1977, p. 42). Kennedy possédait un sens politique plus aigu, plus d’humour et de scepticisme que son secrétaire à la Défense mais ne pouvait faire contrepoids à la tendance de son équipe et à sa propre nature : intellectualiser toutes les questions, accorder une confiance illimitée aux faits et aux chiffres. Bref vouloir rationaliser le domaine même de l’irrationnel : la politique.

Nous avons fait ailleurs (Grawitz, 1977) une comparaison, toutes proportions gardées, entre Chirac et Mac Namara. On peut également rapprocher ce qui a été dit de Kennedy de certaines remarques de F. Giroud (1977, p. 40) sur V. Giscard. « C’est toujours par le prisme de l’intelligence qu’il appréhende une situation et par la raison qu’il entend résoudre les problèmes (…). Mais la passion le surprend, l’irrationnel le déconcerte, l’imprévu le choque comme le ferait un ordinateur déréglé (…). Pour ce qui est d’être le meilleur, le doute ne l’effleure jamais. Donc, en bonne logique, il doit gagner. La logique, c’est son affaire (…). Il marche pour le reste, toutes antennes coupées. »

2. Commandement et organisation

Plus encore que le recrutement, la façon de se servir des hommes dépend de la personnalité du Président, de ses ambitions, de ses habitudes et de ses craintes. Elle soulève plusieurs questions. Comment les conseillers et gouvernants nommés sont-ils dirigés ? Quelle est leur part d’initiative et de responsabilité, quelle est la nature de leurs rapports avec le Président ? Sont-ils des exécutants ou des conseillers, transmettent-ils des informations pour renseigner le Président ou protéger sa tranquillité ? Comment sont-ils utilisés ?

Nous avons vu avec les modèles de Président proposés par Barber (cf. p. 48) combien la rigidité des schémas les empêchait d’intégrer des individus si différents. Cependant, lorsqu’au lieu de caractériser une personnalité entière on se limite à distinguer certains types d’action ou de comportement, les classifications peuvent être utiles et suffisamment proches de la réalité.

Parmi les différents modèles proposés, nous retiendrons le plus clair et le plus compréhensif, celui de R. Anderson (1968). Il se limite d’une part à retenir les principes et pratiques concernant l’organisation du travail, d’autre part à ce qu’ils révèlent de la personnalité de quelques présidents importants.

[70]

Anderson distingue un modèle formel et hiérarchique, caractérisé par la priorité accordée à l’ordre, aux considérations techniques plus que politiques. Il favorise la régularité du travail administratif, la documentation écrite plus que les contacts personnels, la voie hiérarchique au détriment de la vérité des renseignements et présente le risque d’isoler le Président en le coupant de la réalité. Le modèle compétitif à l’opposé assure l’information du Président plus que sa protection. Elle exige de lui du temps, du savoir-faire pour maintenir l’équilibre de l’équipe, arbitrer et calmer les différends. Le modèle collégial, à mi-chemin entre les deux autres, représente un idéal démocratique difficile à réaliser, dépendant à la fois des qualités du Président et de la bonne entente de son équipe, mais surtout opposé à « la logique de la situation » (Hargrove, 1974, p. 94), à tout ce qui pèse sur la vie politique : l’ambition et la concurrence.

La pratique ne correspond jamais totalement au modèle théorique, mais chaque Président se rapproche tout de même de l’un ou de l’autre modèle, même s’il évolue suivant les difficultés rencontrées. Aucun système n’est parfait ni adapté à toutes les périodes. L’essentiel est que le type choisi convienne à la personnalité du Président, qu’il soit capable de l’appliquer en évitant de cumuler les inconvénients des deux modèles sans bénéficier de leurs avantages (cas de Johnson et Nixon).

a) Modèle hiérarchique

Eisenhower en est le parfait exemple. Sa nature et sa formation l’amenaient à privilégier l’ordre, la logique, la hiérarchie, le formalisme. D’après Reedy (1970), la présidence devenait une véritable « monarchie constitutionnelle ». Les réunions se tenaient régulièrement en suivant les ordres du jour. Mais Eisenhower nuançait cette régularité par ses idiosyncrasies. Il détestait les conflits, les rivalités, les commérages, les détails et les rapports oraux. Il estimait que son « staff » avait bien travaillé lorsque la décision à prendre lui parvenait accompagnée d’une proposition de solution. Il concevait la décision seulement sous deux formes : le veto ou la ratification [[212]](#footnote-212). Pour lui, une situation qu’on ne pouvait résumer en une page ne valait pas la peine d’être retenue (R. Johnson, p. 93). Il se trouvait ainsi isolé derrière la masse de papiers triés pour lui. Si un subordonné soumettait à Eisenhower un dossier qu’il aurait pu traiter lui-même, il se faisait renvoyer à la première récidive (Anderson, 1968 ; Greenstein, 1982). Si l’on ajoute qu’il avait un esprit peu curieux, n’aimait ni la lecture ni le téléphone, on comprend que Rossiter (1960) ait pu écrire que son ignorance était effrayante.

La caractéristique du Général consistait à ne pas aimer être dérangé. Son entourage le protégeait donc en filtrant les visiteurs [[213]](#footnote-213), la presse, les informations. Les membres du Congrès devaient souvent attendre pour le rencontrer, S. Adams accordant les rendez-vous. Eisenhower prétendait aimer les réunions avec ses collaborateurs, mais le plus souvent il envoyait S. Adams à sa place. Foster Dulles était [71] le seul membre du Cabinet à avoir accès à tout moment et sans témoins auprès du Président. Même la politique étrangère reposait entièrement entre ses mains.

La façon de diriger de Nixon reflétait toutes ses faiblesses : sensibilité et susceptibilité excessives, sentiment de solitude, extrême méfiance et obsession du détail. Tous ces travers devaient l’amener, bien qu’il ait promis « une présidence ouverte », à s’isoler, instaurant à la Maison-Blanche un modèle hiérarchique. La façon dont un Président se protège dicte son système d’organisation. Comme Eisenhower, mais pas exactement pour les mêmes raisons il voulait d’abord l’ordre et la régularité. Burns (1975, p. xi) observe que sous Nixon le travail devenait de plus en plus spécialisé, routinisé. L’information suivait la voie hiérarchique dans les deux sens, mais appauvrie, sinon déformée, par de nombreux cribles. Comme Eisenhower, il voulait des notes écrites. « Être isolé des gens importe peu, disait-il, ce qui compte, ce sont les idées, les meilleures viennent par écrit non dans des conversations (R. Johnson, 1974, p. 217). Il préférait passer trois minutes à lire une note plutôt que d’en perdre quinze dans une discussion.

Comme Eisenhower, il déléguait de nombreux pouvoirs, mais restait plus indépendant des conseils reçus [[214]](#footnote-214). Il attendait surtout de ses subordonnés qu’ils lui permettent d’avoir le temps de penser et décider par lui-même. Mais comme le dit Neustadt (1980, p. 440), « un staff système » qui libère le Président se libère en même temps de sa surveillance. Mal à l’aise dans les rapports humains, Nixon demeurait peu accessible [[215]](#footnote-215). Il n’avait pas compris (comme Roosevelt et Kennedy) que se limiter à un seul système d’information, c’est en devenir le prisonnier.

Moins conforme à tous les traits du modèle hiérarchique, Truman s’en rapproche par son amour de l’ordre, son respect de l’administration. Mais contrairement à Eisenhower et Nixon, il est accessible et son goût pour les contacts personnels assouplit souvent la rigidité du système. Neustadt (1960, p. 172) estime qu’en suivant un système proche de celui d’Eisenhower, il obtenait des résultats semblables à ceux de Roosevelt. En principe, il accordait du jour au lendemain un quart d’heure d’entretien aux membres du Congrès et hauts fonctionnaires qui en faisaient la demande [[216]](#footnote-216).

Il voulait lui aussi des faits et les recherchait par les moyens hiérarchiques. Il savait déléguer en précisant les responsabilités de chacun, car contrairement à Roosevelt il détestait les conflits. Comme Eisenhower il avait le sens et le goût de l’organisation, en revanche il aimait décider [[217]](#footnote-217), mais son système de délégation et son caractère trop confiant l’empêchaient de voir les luttes que se livraient ses conseillers pour obtenir sa confiance et le maximum de pouvoir pour l’influencer.

[72]

b) Le modèle compétitif

Le prototype en est sans aucun doute F. Roosevelt. Pour lui, l’ordre n’était pas un but en soi, son objectif principal : être informé. D’où le choix des conseillers de tempéraments opposés, la constitution de groupes superposés, aux responsabilités mal définies, avec pour résultat un climat de concurrence, de rivalité. Il faisait toujours confiance à la compétition entre les hommes, comme à l’opposition entre les idées.

Schlesinger (1958, p. 522) note l’effort de Roosevelt pour « équilibrer » les informations acquises suivant les voies officielles par celles lui parvenant à travers des myriades de sources privées, informelles et peu orthodoxes [[218]](#footnote-218). Il accumulait opinions et idées sans même se demander le rapport entre elles ni à quoi elles lui serviraient. De plus, il créait des organismes dont les compétences se chevauchaient [[219]](#footnote-219) et déléguait ses pouvoirs de façon ponctuelle, souvent vague pour être seul à connaître l’objectif final. Il considérait que mettre les choses ensemble relevait de sa seule responsabilité (Tugwell, 1977, p. 99). Cette façon d’agir semblait très démoralisante aux exécutants [[220]](#footnote-220) et violait les règles les plus élémentaires d’une organisation efficace. De plus, elle suscitait une atmosphère de conflit, de jalousie et d’intrigue [[221]](#footnote-221). Ni Eisenhower ni Truman n’auraient pu travailler dans ce climat de tension, d’improvisation et même de désordre ; alors que ce système conflictuel semblait convenir parfaitement à Roosevelt et fonctionnait grâce à sa personnalité. Il offrait d’ailleurs des avantages. Si l’on a pu qualifier les membres du staff d’adversaires plutôt que de conseillers, la concurrence se révélait stimulante pour eux, mais surtout elle permettait au Président « d’avoir un pied dans chaque camp en n’étant prisonnier d’aucun des deux » (R. Johnson, 1974, p. 15) [[222]](#footnote-222). Enfin, elle donnait aux structures une grande souplesse pour faire face à de nouvelles situations. Toujours dans le but d’être informé, Roosevelt, contrairement à Eisenhower, lisait beaucoup, mais surtout il recevait. Aucun ragot, aucun détail ne lui semblaient inutiles et les contacts personnels représentaient pour lui la meilleure source d’information. Discuter lui paraissait un bon moyen de clarifier les idées, mais sa personnalité impressionnait l’interlocuteur, d’autant plus que comme tous les hommes au pouvoir, il supportait mal la critique, l’opposition, et comme tous les autres présidents, écoutait ceux qui partageaient ses opinions et ignorait les arguments des autres.

L’inconvénient du système, sévèrement critiqué par certains [[223]](#footnote-223), était d’exiger [73] beaucoup de temps et d’attention du Président, de limiter son intérêt au court terme, enfin de mieux convenir à une période de dépression exigeant de l’imagination qu’à un temps de guerre quand le besoin d’ordre devient primordial.

Johnson représente un cas intéressant d’erreur dans le choix du modèle. Il voulait s’inspirer de Roosevelt, mais il lui manquait la qualité essentielle de son prédécesseur : le sentiment de sécurité. Le style de Roosevelt ne convenait pas aux faiblesses de caractère de Johnson : la hantise de l’échec (cf. p. 51), la peur de la déloyauté de ses amis, de la haine de ses ennemis. Ces craintes devaient le conduire à adopter un système aussi fermé et hiérarchisé que celui d’Eisenhower ou de Nixon. Johnson éprouvait des difficultés à choisir parmi des opinions opposées. Il préférait attendre pour donner son point de vue que les autres se soient mis d’accord (Kœnig, 1975, p. 200). Comme Eisenhower et Truman, loin de prôner la concurrence, il insistait sur l’importance du consensus et au lieu d’accueillir des informations opposées, ne se gênait pas pour déformer les faits afin de préserver l’unanimité. Unanimité qui représentait plus souvent le plus petit dénominateur commun qu’une riche synthèse. Johnson ne soupçonnait pas que l’important n’était pas d’obtenir l’accord de tous, mais de savoir à quel prix on y parvenait. À l’opposé du style Roosevelt qu’il admirait, son système d’information fermé, son goût maladif du secret [[224]](#footnote-224) ne pouvaient que renforcer cette clôture.

C’est sous sa présidence, surtout pendant la guerre du Vietnam, que les papiers du Pentagone qualifient la Maison-Blanche de « maison sans fenêtre » ou d’autres auteurs (Hess, 1976, p. 110) de « bunker ». Le plus grave c’est qu’au-delà de cette organisation défensive, Johnson était surtout prisonnier de lui-même, de ses peurs, de ses hantises, « de ce qu’il était, de ce qu’il croyait » (Barber, 1975, p. 86). Pour se rassurer, il fallait d’abord que tous dépendent entièrement de lui [[225]](#footnote-225). Il connaissait le lien entre le talent et l’ambition. Ayant besoin de l’un et peur de l’autre, il créait pour se protéger, un état d’incertitude permanent, à travers une hiérarchie de plus en plus oppressante qu’il dominait. Organisation plus proche de celle d’Eisenhower que du système très souple de Roosevelt. Il y ajoutait une atmosphère d’intimidation « non par un contrôle précis, mais grâce à une technique particulière, avant tout psychologique (…). Un sourire, un coup d’œil, une amabilité devenaient des faveurs politiques » (Kearns, 1976, p. 251). S’il utilisait souvent la carotte, le bâton n’était jamais loin. Ce régime de douche écossaise [[226]](#footnote-226) ne correspondait pas seulement au tempérament volcanique et cyclothymique du Président, mais à une stratégie voulue pour dominer. Ne supportant pas les conflits qu’il ne maîtrisait pas, il en créait pour pouvoir les manipuler. Sa méfiance était telle qu’il se promenait tard le soir dans les bureaux pour lire les papiers laissés sur les tables. Cette méfiance lui conférait une sorte de génie pour recueillir et utiliser les informations.

Alors que Kennedy possédait un don extraordinaire pour tirer le meilleur parti de ceux qui travaillaient avec lui, Johnson au contraire recherchait toujours une [74] faiblesse chez les autres, « toujours il était en quête de quelque chose qu’il pourrait utiliser plus tard contre eux » (Halberstam, 1974, p. 44) [[227]](#footnote-227). Il y avait trop de sadisme dans son caractère, une façon de dominer ses collaborateurs, de les « consumer émotionnellement » avec un don particulier « pour s’élever en abaissant les autres » (Anderson, 1968, p. 299). Ayant hérité d’une équipe différente de lui et de l’impulsion donnée par son prédécesseur, il est normal que Johnson ait suscité de nombreux abandons. Si Roosevelt, Truman, Eisenhower, Kennedy inspiraient chacun à sa manière de l’attachement à ceux qui les servaient, Johnson, lui, inspirait admiration et même fascination, du respect mais pas de l’amour.

Il possédait également une étonnante capacité pour se mettre à la place des autres et les persuader que ce qu’il voulait correspondait exactement à ce qu’eux-mêmes souhaitaient. Gomme Eisenhower, il n’aimait pas lire et réclamait de courtes notes. Son « goût presque névrosé du secret » (Halberstam, 1974, p. 465) limitait ses rapports à un cercle très restreint, pour éviter rumeurs et fuites. Les décisions concernant le Vietnam furent prises par très peu d’hommes. Face aux conseillers de Kennedy, il se sentait inférieur et finalement trop dépendant de leurs avis. Si, contrairement à son prédécesseur, il connaissait parfaitement la politique intérieure, il se méfiait de son ignorance en matière internationale et limitait rapidement la discussion pour ne pas révéler ses lacunes.

Les possibilités de voir Johnson dépendaient elles aussi de son humeur [[228]](#footnote-228). Celle-ci du moins ne variait pas sur un point : il ne supportait jamais la contradiction ni la critique (Hargrove, 1974) [[229]](#footnote-229). Johnson écoutait seulement ceux qui lui disaient ce qu’il avait envie d’entendre, et considérait une différence de point de vue comme une attaque personnelle [[230]](#footnote-230). À mesure que la situation au Vietnam se dégradait, son besoin d’information diminuait.

Sa façon de concevoir ses rapports avec le Cabinet et le Congrès a évolué. Après avoir eu l’intention de faire jouer au Cabinet un rôle important, l’avoir réuni souvent au début de la présidence, il le transforma progressivement en un simple auditoire pour ses monologues (R. Johnson, 1974, p. 182), le coupant complètement des mécanismes de décision (Reedy, 1970, p. 46) et l’empêchant d’être un moyen d’information.

Sorensen (1969, p. 38) estime que le caractère de Johnson était adapté au Congrès alors que le tempérament de Kennedy le destinait à la Maison-Blanche. Pour Hess (1976, p. 101), Roosevelt « était un homme public qui évaluait son succès en termes de leadership, alors que Johnson était un président du Congrès mesurant sa réussite en termes de propositions de lois adoptées » [[231]](#footnote-231).

[75]

c) Modèle collégial

La composition de l’équipe de Kennedy (cf. recrutement p. 69) correspondait à la façon dont il concevait l’organisation du travail. Il voulait créer des relations directes, sans hiérarchie, et reprochait à Eisenhower de décourager l’innovation par une bureaucratie trop lourde. Lui-même ne comptait qu’un nombre réduit de collaborateurs. Il voulait être présent sans se noyer dans les détails, mais surtout, il stimulait, créait de l’excitation. Kennedy n’incitait pas à la bagarre comme Roosevelt et ne concevait pas la rivalité comme une technique efficace. Cependant son équipe comprenait des personnalités trop marquées pour ne pas susciter de heurts. Ils étaient aussi attachés au Président qu’ils se détestaient entre eux (Anderson, 1968, p. 200), mais ils contrôlaient leurs sentiments pour que le travail soit fait. Les difficultés s’aplanissaient grâce à l’aptitude de Kennedy à diriger son équipe. Il savait deviner, persuader, calmer, encourager, féliciter, bref c’était un remarquable manipulateur d’hommes [[232]](#footnote-232). Surtout, comme le remarque Sorensen, il considérait les membres du « staff » non comme des assistants mais des associés, aussi comptait-on peu de défections autour de lui. S’il ne suscitait pas de conflits, contrairement à Johnson, il se méfiait d’un consensus trop facilement obtenu. Pragmatique, il ne séparait pas les principes des faits, des décisions à prendre et attendait de ses conseillers, informations et propositions de solution. Devant une difficulté, sa réaction était : « Qu’est-ce que je peux faire ? » Il aimait mieux résoudre les problèmes qu’influencer les autres et cherchait le pouvoir sur les évènements plus que sur les hommes.

Kennedy après le débarquement de la baie des Cochons se méfiait des spécialistes, surtout des militaires. Les comités permanents comme les grandes réunions lui semblaient lourds et inefficaces et il préférait les commissions ad hoc chargées de problèmes précis.

Grand lecteur, d’une curiosité insatiable, il voulait être au courant de tout, mais surtout connaître la façon dont son activité politique était perçue (Sorensen, 1964, p. 56). Quelle image le public avait-il de son Président ? Redoutant l’écran de la bureaucratie ou de ses conseillers, il cherchait à se renseigner en dehors d’eux et pensait : « Plus je vois des gens, plus je recueille d’opinions, plus je puis être efficace » (R. Johnson, 1974, p. 133). On lui a reproché de court-circuiter la hiérarchie en posant parfois directement aux échelons inférieurs les questions qui l’intéressaient, « provoquant ainsi de l’amertume par ces interventions ressenties comme intolérables » [[233]](#footnote-233) (Anderson, 1968, p. 220). Le rôle du cabinet lui paraissait secondaire et les réunions inutiles. Pourquoi le responsable des Postes s’intéresserait-il au Laos [[234]](#footnote-234) (R. Johnson, 1974, p. 134) ? Il ne travaillait régulièrement qu’avec les départements de la Défense, de l’État et de la Justice (Neustadt, in Cronin, 1969, p. 73). On a pu [76] dire qu’aucun Président depuis Roosevelt ne s’était autant méfié de la bureaucratie. Finalement le « staff » de la Maison-Blanche non seulement contrôlait, mais de plus donnait des ordres plus qu’il ne les transmettait (Sorensen, 1969, p. 64). Si tous les présidents ont évolué pendant leur présence à la Maison-Blanche, Kennedy y est resté trop peu de temps pour que des modifications apparaissent dans son style de commandement. Sauf sur un point, nous l’avons vu : l’expérience du débarquement à Cuba le rendit attentif aux risques de distorsions des informations, d’où sa volonté d’en multiplier les sources.

On a insisté sur cette volonté du Président de prendre de nombreux avis, mais en fait comme tous les autres, il supportait mal la contradiction. De plus, par la qualité intellectuelle de ceux qu’il recevait, s’opérait inévitablement une sélection dans la nature des informations. Enfin, il se montrait trop sensible aux critiques des journalistes alors que ceux-ci, mieux que l’Establishment, représentaient l’opinion publique.

Au total, si cette tentative de se conformer à un modèle collégial présentait des avantages, il semble qu’elle ait trop limité les vues du Président à des buts à court terme au détriment des objectifs à long terme (Kœnig, 1975, p. 199). Sans doute a-t-il innové, secoué l’inertie bureaucratique, mais en même temps trop bouleversé la cohérence des institutions et leurs rouages (Hargrove, 1974, p. 242). Enfin et surtout, en attribuant de tels pouvoirs à la Maison-Blanche [[235]](#footnote-235), Kennedy préparait les excès dont Nixon allait profiter et abuser.

On ne peut comparer les États-Unis à la France, étant donné que la différence des structures atténue celle des personnalités. L’organisation de la présidence demeure très semblable dans les trois premiers septennats et ne peut s’intégrer dans les modèles proposés. Cependant, c’est du modèle hiérarchique et formel qu’elle se rapproche le plus. Les relations personnelles sont moins solennelles sous Pompidou [[236]](#footnote-236), la cohésion de l’équipe est renforcée sous Giscard, mais l’ensemble demeure inchangé. On ne peut comparer l’attitude de G. Pompidou dans le conflit qui oppose M. Jobert à P. Quillet, à celle de Roosevelt et encore moins au cynisme de Johnson. Ces divergences lui étaient utiles en lui apportant des points de vue différents. Mais s’il n’a pas tenté de calmer les adversaires, il n’a du moins pas suscité la concurrence suivant la stratégie de ses homologues américains. On retrouve aussi en France les inconvénients de la structure hiérarchique : elle freine la circulation des informations, les débats. De plus, le contrôle exercé de haut en bas entraîne un filtrage des renseignements et des idées, qui peut empêcher les plus novatrices de parvenir au chef de l’État. De ce fait, se créent contrairement aux principes du général de Gaulle, des circuits parallèles et les membres de l’entourage présidentiel vont court-circuiter les Ministres.

Pour résumer ce qui concerne l’organisation élyséenne et le rôle de l’entourage du Président, on peut citer la conclusion de S. Cohen (1980, p. 183) : « Un régime qui ne se résout à être ni présidentiel, ni parlementaire, dans lequel le Président veut la réalité du pouvoir, mais tient à un Premier Ministre agissant qui lui évite [77] les inévitables éclaboussures de la gestion quotidienne. » D’où cet entourage qualifié de « mi-figue - mi-raisin » à l’image du régime politique « ni reptile ni poisson ».

3. Style

Cette somme d’actes, de gestes, de décisions, d’expressions de physionomie constitue un ensemble sui generis et constitue le style, aspect dynamique de l’image, lié à la personnalité, à sa plus ou moins grande capacité de produire une impression.

Buffon avait raison. Le style, non seulement dans l’écriture mais dans le comportement, révèle l’homme, d’où la préoccupation des nouveaux élus de marquer le changement qu’inspire leur arrivée au pouvoir. Les médias, le star system (R. G. Schwarzenberg, 1977) imposent, qu’il le veuille ou non, au nouveau Président, une certaine façon d’apparaître au public, de présenter son image, ses objectifs et son équipe. Il suffit de lire Le fil de l’épée pour connaître ce qui inspirait de Gaulle : « Un tel chef est distant, car l’autorité ne va pas sans prestige, ni le prestige sans éloignement » et l’essence du prestige étant l’impression produite par le chef, qu’il revêt d’un caractère personnel, inimitable [[237]](#footnote-237) (1932, p. 47).

Les travaux de l’Institut Charles-de-Gaulle portent sur la Ve République, l’inspiration et l’activité du Général. Compagnons, témoins, historiens, juristes, politologues apportent leur contribution non négligeable. Mais aucun psychologue ne participe à cette réflexion. La distance prescrite et vécue par le Général persiste après sa mort. La statue de Commandeur interdit toute analyse autre que respectueuse sur la seule activité extérieure visible. La psychologie des profondeurs paraîtrait une atteinte au mystère du grand homme, un sacrilège et une profanation [[238]](#footnote-238).

C’est S. et I. Hoffmann [[239]](#footnote-239) qui nous semblent le mieux concilier à la fois une attitude de respect en même temps qu’une explication du personnage, plus proche de la psychologie politique. Le titre même, De Gaulle artiste de la politique (1973), indique une orientation moins factuelle et plus inspirée de ce quelque chose d’indéfinissable que de Gaulle lui-même avait indiqué en traçant son modèle.

Après les présidents américains, quelles qu’aient été leur personnalité et leur efficacité, on ressent face à de Gaulle malgré ses défauts, ses erreurs et ses imperfections, l’impression d’une autre dimension. Son patriotisme s’explique par ses antécédents familiaux, le milieu, l’époque, mais un homme nourri d’histoire ne peut ignorer que les civilisations sont mortelles. Cette identification à la France dans sa démesure dépasse le raisonnable, le normal. Mais cette démesure a donné à de Gaulle non une doctrine [[240]](#footnote-240) mais une vision. C’est ce qui distingue le grand homme : la faculté de voir plus loin [[241]](#footnote-241).

Nixon écrit : « Les grands chefs sont ceux qui voient les premiers ce qui rétrospectivement, mais rétrospectivement seulement, paraîtra évident » (1983, p. 386). [78] On pourrait appliquer à de Gaulle ce qui fut dit de Lincoln : « Pour cet homme de temps en temps le ciel ne touchait pas l’horizon et il voyait des formes mouvantes, très loin là-bas. »

Ajoutons enfin que cette vision ne pouvait s’exprimer dans une langue ordinaire. D’où le travail d’écriture… ces écrits auxquels le Général accordait tant de soin.

Pompidou aurait confié à un ami : « Maintenant il me faut trouver un style et ce ne sera pas facile » (Alexandre, 1970, p. 432). Giscard sur ce plan ne manquait pas d’idées [[242]](#footnote-242). Si Mauroy a son style [[243]](#footnote-243), celui de Mitterrand et surtout de son équipe n’est pas encore très fixé ni homogène.

Le style de Kennedy (il y attachait une grande importance) était presque britannique et tous ses collaborateurs suivant son exemple, partageaient avec le Président l’horreur de l’émotivité [[244]](#footnote-244), de la sensibilité, le goût du self control, enfin la rapidité [[245]](#footnote-245). Alors que Th. Roosevelt occupant la même fonction était qualifié de dramatizing leader.

Le style de Johnson différait totalement de celui de Kennedy. Son premier discours après l’assassinat fut un remarquable appel à l’émotion. Mais la circonstance s’y prêtait. Tout en ayant au départ la même équipe, la façon de l’utiliser créait nous l’avons vu une autre ambiance.

Il ne semble pas y avoir eu de style Ford alors qu’il existait sûrement un style Carter. Mais le plus spectaculaire est sans aucun doute aujourd’hui celui de Reagan. Nous manquons d’information pour lui appliquer ce que nous entendions par style jusqu’ici. Il s’agit, en ce qui le concerne, du style au sens le plus physique du terme : l’allure, l’apparence à la télévision dont Nixon, avec beaucoup d’autres, reconnaît aujourd’hui (trop tard avoue-t-il) l’importance. C’est pourquoi la façon dont les présidents se servent des médias mérite que l’on s’y arrête.

4. Rapports avec la presse

Que peut-on ajouter à tout ce qui a été écrit sur les conférences de presse du général de Gaulle, et son talent d’acteur [[246]](#footnote-246) ? Un comédien sincère qui croyait à quelque chose de plus ou d’autre que ce qu’il disait… et ne donnait pas seulement au public ce qu’il attendait mais autre chose encore, car il possédait le génie de la [79] surprise, de la formule. En revanche, s’il s’intéressait à la presse, il la considérait dans l’ensemble comme acquise à l’opposition [[247]](#footnote-247) et éprouvait à son égard la plus grande méfiance. Elle était faite pour être vendue et recherchait donc le scandaleux, trop souvent l’inexact et surtout, elle avait le tort « de se complaire dans le pessimisme, voire dans le dénigrement, bref de manquer de patriotisme » [[248]](#footnote-248) (Dulong, 1974, p. 170). De plus, il estimait avoir de l’opinion publique « dans ses profondeurs » une vue plus juste que les journalistes. Il les repoussait comme les autres intermédiaires entre le peuple et lui [[249]](#footnote-249). Si la lecture du Monde l’irritait, il appréciait la presse britannique et parcourait journaux allemands et américains. Comme de Gaulle, Pompidou et Giscard d’Estaing ne se limitaient pas à une revue de presse. Giscard avait « horreur des articles découpés et collés sur une feuille de papier » et feuilletait lui-même la presse internationale (Pellissier, 1978, p. 19). Th. Roosevelt inaugura les conférences de presse et créa à la Maison-Blanche le premier service de presse. Hoover comme ministre du Commerce entretenait de bons rapports avec les journalistes. Devenu Président, il supportait mal les critiques. Pour lui la dépression économique traduisait une crise de confiance et les journalistes devant l’aider à la rétablir. Il disait parfois : « Je ne suis pas Roosevelt. » En fait il était le contraire, timide, préférant les faits à l’éloquence [[250]](#footnote-250).

Wilson lui aussi aimait parler, mais son caractère, à l’opposé de la tendance à la dramatisation de Th. Roosevelt, l’amenait à se préoccuper du contenu de ses messages, pas de leur publicité. Conscient de l’importance des journalistes, il ne se sentait pas à l’aise avec eux. Ce qu’il aimait c’était une relation directe avec le public. À défaut, il substitua aux conférences de presse des discours au Congrès. Mais après la guerre, son refus à Paris de recevoir les journalistes fut en partie la cause de son échec à faire approuver la sdn par le Congrès. « C’était un prophète plus qu’un manipulateur » (Hargrove, 1966, p. 44). F. Roosevelt, lui, était persuadé que la conférence de presse était un « art particulier » (Schlesinger, in Hargrove, p. 62). Il s’en servait à la fois pour influencer l’opinion et projeter son image. Ses « Causeries au coin du feu » à la radio, deux ou trois fois par an, touchaient un très large public [[251]](#footnote-251).

La presse n’eut pas de difficultés avec H. Truman mais l’arrivée de l’administration Eisenhower fut ressentie comme une catastrophe. Le grand général, vainqueur adulé, devenait un homme politique supportant mal les critiques. L’opinion lui était si favorable qu’il n’avait pas besoin de la presse et ne fit aucun effort pour la conquérir [[252]](#footnote-252). Les relations publiques étaient sans doute le domaine où Kennedy excellait et ses rapports avec les journalistes furent excellents. Le cas de Johnson [80] est comme toujours complexe. Lorsque la presse lui est favorable, il déclare : « Je lui fais confiance comme à ma femme », quand elle l’attaque : « Ce sont tous des menteurs » (Barber, 1972). Il en vint à la voir comme une « pépinière d’ennemis », ses collaborateurs suivant l’exemple du Président s’abstenaient également de recevoir les journalistes.

Nixon fut très maladroit. Lors de sa conférence de presse après son échec à l’élection de gouverneur de Californie, il déclara d’un ton acide : « Maintenant, la presse est ravie de ma défaite. » Comme Wilson il aimait parler en public mais était trop secret, trop agressif, pour accepter des intermédiaires de qualité inégale. Il ne cesse de se plaindre de l’hostilité des journalistes, de leurs interprétations « injustes » et « sadiques » (Barber, 1972). Bien entendu, la période du Watergate ne devait pas améliorer leurs relations [[253]](#footnote-253).

Adenauer savait admirablement utiliser la presse comme « un art de tactique politique » (Nixon, 1984).

D) ENGRENAGE ET DÉSINFORMATION

Lié aux thèmes de l’entourage et de l’information, celui de l’engrenage nous paraît des plus importants.

Le Vietnam représente évidemment l’idéal type de l’engrenage dans lequel se sont laissés piéger Kennedy, Johnson et Nixon. L’engagement des États-Unis dépendait à la fois des forces en présence : bureaucratie [[254]](#footnote-254), armée, presse, mais aussi des réactions des principaux acteurs : présidents, militaires, chargés de mission dont les informations contradictoires dépendaient du clan auquel ils appartenaient [[255]](#footnote-255). L’engagement au Vietnam allait émouvoir l’opinion publique [[256]](#footnote-256) américaine et ternir l’image des États-Unis face au monde occidental, à la Chine, aux Soviétiques. Le Président des États-Unis serait tenu pour responsable et pourtant malgré ou à cause de l’importance de l’enjeu, on ne peut préciser le moment où une véritable décision tenant compte de tous les éléments a été prise.

C’est la vulnérabilité des présidents, leur soumission aux images projetées, leur incapacité à modifier leurs conceptions [[257]](#footnote-257) à prévoir, à s’informer, à constater l’échec, à en supporter l’idée, à résister à l’engrenage, leur propension à se réfugier [81] dans des mensonges face au Congrès et à l’opinion, bref leur manque de clairvoyance et surtout de caractère, qui explique l’évolution des évènements. Comme le note H. Arendt (1972, p. 15) : « Si bizarre que cela paraisse, le Président des États-Unis est la seule personne qui soit susceptible d’être la victime idéale d’une intoxication totale. » Le nombre considérable de ses tâches l’oblige à s’entourer de conseillers qui, selon l’expression de R. J. Barnet, « exercent leur pouvoir simplement en filtrant les informations » [[258]](#footnote-258), or ces conseillers se considéraient comme « les spécialistes de la solution des problèmes » (Sheehan, in Arendt, p. 16) [[259]](#footnote-259). Malgré leur intelligence ou à cause de la forme de celle-ci, ils concevaient la politique comme une variété des relations publiques « et ils se sont laissé abuser par l’ensemble des bizarres prémisses d’ordre psychologique inséparables de cette conviction » (H. Arendt, 1972, p. 17). Finalement, il s’agissait d’adapter des « scénarios » à différents « publics » pour maintenir l’image des États-Unis comme « la plus grande puissance mondiale ». Or ils se sont constamment trompés sur les réactions de ces publics. Leur rationalisme déjà évoqué leur faisait écarter de la réalité tout l’aspect contingent ne cadrant pas avec leurs théories. « Les spécialistes de la solution des problèmes n’appréciaient pas, ils calculaient. (…) leur confiance en eux-mêmes se fondait sur une vérité purement rationnelle et mathématique. Le malheur est que cette « vérité » était dépourvue de tout lien avec les données du « problème » à résoudre » (H. Arendt, 1972, p. 44). Outre cet aspect intellectuel, la psychologie permet de déceler et d’insister sur deux facteurs particulièrement importants : le mensonge et l’autosuggestion.

Le processus dans le cas du Vietnam est particulier car avant de mentir aux autres, les conseillers, ce qui est plus rare, commençaient par se mentir à eux-mêmes. Or s’ils y sont partiellement parvenus, ils n’ont pu, dans un pays où la presse est libre, convaincre l’opinion. La tromperie est d’usage courant en politique, encore faut-il pouvoir pour en tirer avantage, la diriger. L’autosuggestion au contraire présente un grave danger, car « le dupeur qui se dupe lui-même perd tout contact, non seulement avec le public, mais avec le monde réel, qui ne saurait manquer de le rattraper » (H. Arendt, 1972, p. 43). Comme nous l’indiquions ailleurs (Grawitz, 1977) : « Les faits se vengent. » Ils se vengent d’autant plus facilement que leurs causes mêmes ne sont pas prises en considération, ni même recherchées. Le drame du Vietnam provient de la conjonction de deux états d’esprit, d’une part celui des idéologues de la guerre froide, enfermés dans leurs théories [[260]](#footnote-260), d’autre part celui de leurs successeurs, « les spécialistes de la solution des problèmes », prisonniers de leurs calculs [[261]](#footnote-261). Dans les deux cas, par des mécanismes différents, tous se protégeaient des réalités, se rendant incapables de rassembler les éléments pour juger vraiment la situation et tirer ensuite des leçons de l’expérience. Il s’agit bien là de phénomènes psychologiques. Au-delà de la personnalité des présidents incapables de changer de politique, c’est une psychologie de tout le système de [82] gouvernement qui devient nécessaire et plus particulièrement celle des militaires [[262]](#footnote-262).

La discipline, force des armées, les normes inculquées, la logique, la loyauté, tout cela ne pouvait être utile face à une culture fonctionnant avec d’autres règles. Les jusqu’au-boutistes rigides devaient alors s’opposer aux plus intelligents comme le général Max Taylor : « Un homme désespéré dans une situation désespérée, incapable de rebrousser chemin maintenant qu’il était allé aussi loin » (Halberstam, p. 479).

Enfin, il faut ajouter qu’au-delà de leurs mécanismes de pensée, de leur autosuggestion, leurs erreurs à tous étaient facilitées par une extraordinaire ignorance de l’arrière-plan historique du problème. Ils ne savaient rien du Vietnam, de ses luttes contre l’envahisseur, de la psychologie de son peuple, de ses qualités de sobriété, ténacité, courage, enfin de la force que donne à un groupe la volonté de survivre, bref de son nationalisme [[263]](#footnote-263).

Nixon, dans un accès d’humilité, avouait que la science politique, s’il avait pu l’étudier, lui aurait évité bien des erreurs. Sans doute, dans la mesure où elle lui aurait aussi enseigné à tenir compte des facteurs historiques, psychologiques et sociologiques des situations.

Les politologues américains font souvent référence au code de valeurs des hommes politiques [[264]](#footnote-264). C’est cela qui est en cause dans la guerre du Vietnam et suggère l’intérêt d’une étude sur l’attitude des gouvernants vis-à-vis du peuple et la possibilité d’établir, comme De Rivera l’a fait pour les causes d’erreurs (1968), des catégories de mensonges (Durandin, 1977, 1982).

Peut-on distinguer le silence, la dissimulation souvent nécessaire et la véritable déformation des faits ? Les causes : la raison d’État, motif réel ou excuse ? l’intérêt national, ou électoral, l’intérêt du parti, enfin l’intérêt personnel ? Quel est le degré d’autosuggestion ou de conscience du mensonge, les possibilités de camouflage ? Mensonge individuel ou collectif ? Comment circulent les consignes de travestissement de la vérité : mots d’ordre ou rumeur contagieuse ? Enfin les résultats ? Peut-on établir sinon un bilan, du moins trouver des exemples de mensonges utiles et de cas dans lesquels ils ont été nocifs [[265]](#footnote-265).

[83]

F. Giroud (1977) rappelle combien souvent V. Giscard répondait à une suggestion : « On ne peut pas le dire. » Comment ne pas évoquer le « Ne pas désespérer Billancourt », excuse des communistes pour ne pas publier et même pour nier le discours de Khrouchtchev sur les crimes de Staline.

Après avoir observé l’utilisation du mensonge par le pouvoir, il serait également intéressant d’observer ses effets sur l’opinion. Ici encore une recherche s’impose. Dans quelle mesure le mépris pour la politique n’est-il pas dû en partie, plus qu’aux promesses non tenues (elles font partie du jeu électoral et peuvent être partiellement sincères), aux contre-vérités entendues ? Comment le peuple perçoit-il les mensonges ? Quels sont ceux qui le frappent le plus, ceux dont il se souvient ? Les mensonges et les ruses du général de Gaulle, s’ils ont dressé contre lui les groupes qu’il heurtait, ont-ils porté atteinte à son prestige ? En revanche, le succès de Mendès France tenait à sa sincérité et son souci de dire ce qu’il croyait être la vérité [[266]](#footnote-266). Les Français percevaient son discours comme une marque d’estime. De la même façon le peuple anglais, dans une situation plus tragique, entendait Churchill. Un détail nous frappe : l’utilisation si fréquente dans les discours des hommes politiques français [[267]](#footnote-267) de l’expression « en vérité ». Tic de langage ? parole d’évangile ? acte manqué ?

Autre remarque : la distorsion entre le discours et la pratique. Une des règles inexprimée, bien que très suivie en politique, pourrait se résumer à ceci : « Faites ce que je dis et pas ce que je fais. » Dulles, opposé aux voyages des hommes politiques, fut le plus itinérant de tous.

En conclusion de ces réflexions, nous retiendrons l’interrogation de Mazlich (1972) se demandant si le narcissisme exaspéré des hommes politiques, à la limite de la mégalomanie, ne constituait pas finalement un comportement normal pour des politiciens, comme si ce genre de personnalités s’engageait plus que d’autres dans la politique [[268]](#footnote-268). Mazlich suggère que cette sélection des leaders révèle peut-être aussi quelque chose des gouvernés : les électeurs américains. N’auraient-ils pas tendance à choisir pour les diriger ce type d’hommes ?

Si les Américains élisent des paranoïaques et les Anglais des névrosés, il y a évidemment à cela des raisons historiques, culturelles et psychologiques, qui nous amènent à aborder maintenant les problèmes des rapports des leaders avec le peuple et la psychologie collective.

[84]

Section 3

La psychologie et les groupes

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les groupes impliqués en politique représentent une infinie variété : cercle de diplomates négociant un traité de paix, petit ou grand parti politique préparant une intervention au Parlement, une campagne électorale ou une manifestation, enfin mouvements plus ou moins larges de contestation ou d’enthousiasme.

Un domaine important qui a suscité ces dernières années un grand nombre de recherches aux États-Unis, mais que l’Europe a totalement négligé, est celui de l’influence des facteurs psychologiques dans le cadre des relations internationales. Quel rôle joue la personnalité des responsables sur la dynamique des négociations, leur déroulement, sur les décisions ?

1. Psychologie et relations internationales

Georges Ball (un des rares membres du département d’État à s’opposer à la guerre au Vietnam) pensait qu’« une fois déclenché, le cours des évènements avait un certain caractère inéluctable : l’idée des options n’était qu’une illusion » (Halberstam, 1974, p. 486).

Doit-on conclure de cette remarque, de la notion même d’engrenage, que l’influence des personnalités compte finalement peu et que la psychologie n’a pas sa place dans les relations internationales ?

L’exemple du Vietnam pourrait renforcer cette opinion puisque des personnalités aussi différentes que Kennedy, Johnson et Nixon ont finalement persévéré dans les mêmes erreurs [[269]](#footnote-269). Pourtant, loin de confirmer le peu d’influence des personnalités, le Vietnam apporte au contraire la preuve la plus convaincante de leur importance. D’une part la conception même de la guerre est en cause : « Il s’agit de l’emporter dans une bataille dont l’enjeu est l’« esprit des gens », voilà bien quelque chose de nouveau dans cet immense amas de folies humaines enregistré par l’histoire » (Arendt, 1972, p. 24). Au-delà des buts proclamés : défendre la liberté d’un petit pays, éviter l’extension du communisme, prouver la « crédibilité des engagements contractés vis-à-vis de nos alliés et de nos amis » [[270]](#footnote-270), les papiers du Pentagone [[271]](#footnote-271) révèlent « la hantise de la défaite et de ses conséquences, non sur le bien-être de la nation, mais sur la réputation des États-Unis, et de leur Président » [[272]](#footnote-272).

[85]

L’application de la psychologie politique aux relations internationales est récente. Elle donne lieu à des recherches ambitieuses ou très limitées, mais qui se heurtent à de nombreux obstacles.

La difficulté provient d’une part de l’impossibilité d’utiliser largement les techniques habituelles : interview, questionnaire, analyse de contenu. Le secret dans ce domaine est encore plus complet que dans les autres secteurs de la science politique, tant dans les propos et documents échangés que dans la négociation, dont la dynamique ne peut être observée, d’où l’utilisation de simulations [[273]](#footnote-273) sur des conflits passés (1914) ou des scénarios possibles pour l’avenir. Les résultats, à partir d’étudiants jouant le rôle de chefs d’État, nous paraissent peu convaincants et difficilement généralisables. Autre difficulté, il n’existe pas de théorie même moyenne regroupant les faits. On trouve des réflexions ou des considérations générales, sans prétention psychologique : un essai de définition de l’agressivité par Parsons (1971) et une explication de la situation conflictuelle par la rupture entre la société traditionnelle et les groupes considérés émancipés. La tendance habituelle de l’auteur à considérer l’innovation comme une dysfonction et l’absence de références concrètes rendent ces abstractions peu utilisables.

Sur le plan international, les études portent sur trois niveaux, celui de l’attitude des citoyens vis-à-vis des questions internationales, puis celle des hommes politiques, enfin de nombreux travaux concernent le plus important : l’influence de la personnalité des chefs d’État sur leur conception de la politique internationale et la manière dont les responsables accomplissent leur tâche : s’informer, négocier, décider.

L’opinion des citoyens est étudiée par des sondages [[274]](#footnote-274). Les Communautés européennes entreprennent de nombreuses enquêtes sur les points de vue des nationaux de chaque pays. Aux États-Unis, des recherches plus approfondies ont été effectuées sur la façon dont les Soviétiques et les Américains se jugent (Bobrow, 1972 ; White, 1965 ; Buchanan, 1953).

Certains travaux [[275]](#footnote-275) (Driver, 1977) concernent le rapport entre les attitudes agressives et les variables individuelles : 1° Le niveau de complexité de la structure cognitive permet d’augmenter le nombre de réponses possibles dans une situation donnée ; 2° Une attitude favorable à la force facilite son emploi ; 3° Une idéologie pessimiste et normative justifie une action plus agressive ; 4° Enfin, la confiance comme l’idéologie optimiste modifient la perception de l’attitude des autres et rendent moins agressif [[276]](#footnote-276).

M. G. Hermann (1977) [[277]](#footnote-277) recherche comment certaines caractéristiques personnelles des membres du Congrès influencent leurs votes [[278]](#footnote-278) sur l’aide à l’étranger [86] et révèlent leur conception du rôle de leur pays dans le monde (solidarité internationale ou repli sur la politique intérieure) (Clausen, 1973). Quatre facteurs sont retenus : l’optimisme, la complexité, l’absence de stéréotypes, enfin l’idéal humanitaire (McGlosky, 1967). Ces qualités se retrouvent plus souvent chez les démocrates, mais leurs votes sont moins orientés dans ce sens lorsque le Président est républicain.

Étudiant les secrétaires d’État influents aux États-Unis depuis 1914, Gaddis Smith (1976) considère que Kissinger, Dulles, Acheson et Hughes possèdent en commun certaines caractéristiques liées entre elles : la confiance du Président, l’autorité sur l’administration, l’influence diplomatique sur les représentants d’autres pays, l’attention ou même la sympathie de la presse, enfin de grandes facilités d’expression. Mais l’auteur ne nous donne pas les raisons psychologiques de ces atouts. Pourquoi, comment ces secrétaires d’État les ont-ils obtenus ? Dana Ward (1976) explique les succès de Kissinger par sa capacité à inspirer confiance, sa prudence pour gagner du temps, enfin la caractéristique typique d’une personnalité dépressive, « son insatiable besoin de notoriété et de gloire ».

Cependant c’est au niveau des chefs d’État, de ceux qui décident que l’influence de la personnalité apparaît déterminante. Il est généralement admis que ce rôle est plus important dans les pays en voie de développement où les contraintes des institutions sont moins fortes [[279]](#footnote-279). De même, plus le personnage se trouve placé au sommet de la hiérarchie plus il est libre. Sans doute n’a-t-il pas de supérieur mais la pression de l’opinion dans une démocratie pour être plus diffuse et plus lente n’en est pas moins réelle [[280]](#footnote-280). En revanche, dans les régimes totalitaires [[281]](#footnote-281) où l’opinion est soumise, la personnalité du leader prend toute son importance. Comme l’écrivait Bullock sur l’Allemagne de 1940 (1962) : « Rien de ce qui pouvait être appelé un gouvernement allemand n’existait. » De même, Staline avait désorganisé le fonctionnement du Comité central du Parti et du Politburo (Krushchev, 1956) pour être seul maître de la situation. Tucker (1965) à partir de ces exemples insiste sur l’importance de la personnalité dans les relations internationales et montre comment Staline et Hitler ont agi à l’extérieur comme à l’intérieur en fonction des besoins de leur propre nature [[282]](#footnote-282). On admet aussi qu’en cas de crise [[283]](#footnote-283), quel que soit le pays, le leader a plus de liberté pour agir [[284]](#footnote-284). Ce qui va compter, c’est outre sa façon de s’informer [[285]](#footnote-285), la souplesse de son caractère, sa façon d’utiliser son expérience, son type de mémoire [[286]](#footnote-286), son code de valeurs et l’importance accordée à son opinion [87] publique. Falkowski (1978) rassemble des études de contenu des principaux journaux américains au moment des différentes crises, pour observer leur façon de juger l’activité du gouvernement et ses réactions en période de tension. Il semble qu’il se manifeste moins, ne fasse plus autant de déclarations après une crise qu’avant. Les divers facteurs joueront un rôle à trois stades essentiels : ceux de l’information, de la négociation et de la décision. Trois stades qui dépendront de la personnalité du chef de l’État, de ses conceptions, de sa vision des évènements, du court et du long terme.

A) L’INFORMATION

La qualité des renseignements dépend des informateurs, de leur capacité à recueillir et sélectionner les renseignements. Le choix des informateurs révèle déjà la personnalité du Président. Wilson demandait conseil à ceux qui lui diraient ce qu’il avait envie d’entendre. Kennedy s’adressait au plus compétent, Johnson à n’importe qui suivant son humeur. Truman possédait quelques principes simples, applicables à toutes les situations, alors que le secrétaire d’État Dean Acheson analysait tous les aspects d’un dossier avant de trancher. On retrouve le problème de l’entourage, de la façon dont il transmet, sélectionne ou déforme les renseignements. Janis (1972) montre la façon dont l’influence du groupe des conseillers peut amener le Président à des choix regrettables. Reprenant l’historique du débarquement de la baie des Cochons, de la guerre de Corée, du bombardement de Pearl Harbor et de l’escalade de l’engagement au Vietnam, l’auteur décrit les hypothèses à partir desquelles le Président concevait sa stratégie et décidait en fonction d’informations fausses et les raisons pour lesquelles les avis opposés ne s’exprimaient pas : idée que l’on se faisait des préférences du Président, volonté de protéger de nouveaux conseillers, informations inexactes dont on ne voulait pas mettre la valeur en doute, etc. Livre intéressant et démonstration salubre pour ceux qui s’imaginent que du groupe seul peut jaillir la vérité, sans se douter des risques de conformisme et de la pression du groupe.

Le stade de l’information est capital, car il est souvent le point de départ des erreurs de choix politiques [[287]](#footnote-287). De Rivera (1968) en cherche les causes. Il insiste ajuste titre sur les conditions d’une perception juste de la situation. Si en sociologie la construction de l’objet est importante, en matière internationale, la construction de la réalité est essentielle car elle détermine la décision. On est encore loin d’une typologie des erreurs, mais on peut tout de même distinguer parmi les nombreuses études de cas auxquels se limitent la plupart des auteurs : les erreurs de fait, au niveau du renseignement [[288]](#footnote-288) ; les erreurs provenant de l’organisation, tout service important peut les produire (rivalités personnelles ou entre des services, dissimulation, mauvaise transmission, négligence) ; enfin les causes d’erreurs personnelles du ou des responsables de la décision. Parmi les plus fréquentes on trouve les idées préconçues.

[88]

Idées préconçues : l’exemple de Dulles considérant toutes les initiatives soviétiques comme menaçantes. Cas aussi très fréquents de rejet des informations remettant en cause des décisions précédentes. Staline interprète les mises en garde des alliés concernant l’attaque allemande contre l’urss comme une manœuvre pour compromettre le pacte germano-soviétique. Hitler, en 1939, comme le Kaiser en 1914, ne croit pas à l’entrée en guerre de l’Angleterre. Dans ces cas et bien d’autres, déclare Rivera (1968), « le jugement est biaisé pour confirmer des plans bâtis sur la base d’autres considérations ».

Attitude caractéristique de la résistance au changement. En revanche, il existe des personnalités aux brusques revirements possibles : le président Wilson, jouant le rôle de protecteur des faibles, s’opposait à la reddition sans conditions de l’Allemagne. Mais furieux de la paix de Brest-Litovsk, il devient jusqu’au-boutiste et s’apitoie sur la misère du peuple russe auquel l’Allemagne a imposé cette paix [[289]](#footnote-289). Nous retrouvons ici le rôle joué par les besoins de la personnalité, la fonction des émotions, le système d’ego-défense, l’influence du degré d’investissement personnel dans la décision prise, enfin l’origine de la confiance en soi du leader. De Gaulle puise sa confiance dans sa mission, Truman dans sa fonction, Roosevelt en lui-même [[290]](#footnote-290). Les erreurs naîtront alors du besoin d’augmenter cette confiance ou de la protéger contre ce qui risque de l’entamer. Roosevelt évitera les avis contraires aux siens, Truman se fiera trop à la hiérarchie, à ses subordonnés, enfin de Gaulle, éloigné du pouvoir, dramatise les évènements, croit à l’imminence de la guerre (Corée) qui naturellement le ramènera au pouvoir (self fulfilling prophecy).

Autre cause fréquente d’erreurs, on imagine l’adversaire identique à soi d’où l’incapacité de se mettre à sa place pour deviner ce qu’il fera. D’après Kennan (1960), si Lénine était capable de voir la réalité de façon objective, comme quelque chose en dehors de lui, Staline, lui, ne pouvait voir le monde qu’à travers le prisme de sa propre ambition et de ses craintes.

La fuite dans l’irréalisme représente une tentation dangereuse lorsque aucune solution n’apparaît satisfaisante. Se persuader par exemple que les Cubains se révolteront contre Castro et aideront les Américains après le débarquement ou encore qu’il est sans importance d’évacuer la Corée parce que les Soviétiques ne veulent pas la guerre… sans penser qu’il sera tentant pour eux d’intervenir indirectement, d’autant plus que de leur côté ils croient que la Corée n’intéresse pas les Américains, voilà des exemples d’irréalisme. L’hypothèse de la guerre totale n’est pas la seule à retenir.

Enfin, cause importante d’erreur : la fatigue, le stress. M. Hermann (1977) a mesuré les signes objectifs par quoi ils se manifestent. Le rythme de l’élocution suivant les sujets et les étapes s’accélère ou ralentit, le vocabulaire s’appauvrit, [89] l’efficacité peut s’accroître pour ensuite décliner brusquement, l’inquiétude grandit.

Outre des éléments objectifs : durée des préparatifs, le degré de stress varie suivant l’importance objective et subjective de la situation, le caractère public ou secret de la future négociation et des buts proclamés.

M. Hermann (1975) juge le stress dangereux et suggère que les collaborateurs des responsables politiques soient formés à déceler les signes de fatigue de leur patron, pour éviter qu’ils ne prennent à ce moment-là des décisions. Ce sont malheureusement les périodes où ils se montrent le moins accessibles et le moins réceptifs [[291]](#footnote-291) !

Rogow (1963) dans sa biographie de Forrestal déclare que le plus grand hommage qu’on puisse lui rendre serait « un effort massif pour réduire les risques d’un breakdown physique et mental dans la vie politique » [[292]](#footnote-292).

En fait, la grande question pourrait se résumer à ceci : « Comment amener les gens à se méfier d’eux-mêmes » [[293]](#footnote-293).

B) LA NÉGOCIATION

Les chefs d’État comme Churchill, Roosevelt, de Gaulle se chargent eux-mêmes des négociations importantes (Haas et Whiting, 1956). Ils offrent l’avantage de pouvoir décider mais ont parfois besoin d’obtenir un résultat spectaculaire rapide.

Les responsables, suivant leur statut : ministres, techniciens, envoyés spéciaux, non-professionnels, présentent suivant les cas des avantages et des inconvénients : expérience mais routine, amateurisme mais imagination [[294]](#footnote-294).

Au-delà du statut, qu’en est-il des caractéristiques personnelles des acteurs engagés dans les négociations. Pour certains auteurs, la sélection dans le recrutement, la formation des diplomates, gomment les différences (Modelski, 1970), et créent une sous-culture homogénéisante (Bartos, 1967). Ensuite, les enjeux en cause sont trop contraignants pour permettre l’expression de facteurs idiosyncratiques. Enfin, lorsque s’impose une solution (Joseph et Willis, 1963), la psychologie des négociateurs importe peu.

Outre le fait qu’il ne s’agit pas toujours de professionnels, Druckman note fort justement que les études citées se limitent à l’analyse des résultats sans se préoccuper [90] d’un aspect essentiel : le déroulement de la négociation et les phases dans lesquelles les attitudes ont le plus d’importance.

Suivant le diplomate britannique Harold Nicolson : « Quiconque n’a pas observé des hommes d’État discutant entre eux ne peut avoir une idée vraie de la part immense que jouent dans les affaires humaines des causes aussi inavouables et souvent peu identifiables que la lassitude, l’amabilité, l’affection ou l’antipathie, l’incompréhension, la surdité ou la maîtrise insuffisante d’une langue étrangère, la vanité, des contraintes sociales, ou un mauvais état de santé » (1946, p. 19).

On sait que les personnalités autoritaires sont dans la vie moins aptes au compromis et refusent les nouvelles informations plutôt que de changer d’opinion (Adorno, 1950). On peut supposer que ces attitudes se retrouvent pendant les négociations et que les individus dogmatiques agiront autrement que des machiavéliens. L’attitude vis-à-vis du risque a été également étudiée (Atkinson, 1957 ; Levinson, 1957 ; Kogan et Wallach, 1964).

Douglas (1957) insiste sur l’importance de la seconde étape de la discussion, lorsque se relâche la pression du rôle et où des moments de détente (dîners, cocktails) permettent des contacts plus informels [[295]](#footnote-295).

Des différences seront également prévisibles suivant les idéologies et les structures mentales des négociateurs. Wheeler (1960) indique qu’ils sont particulièrement susceptibles lorsque leur idéologie est en cause, car elle est pour eux le fondement de l’unité nationale. S’attaquer au communisme représente pour les Soviétiques une menace plus grave qu’un problème d’armement. Reprenant des techniques bien connues en psychologie sociale, Hammond et Brehmer (1973) proposent une série d’exercices pour rapprocher les points de vue des adversaires. Le plus important étant d’obtenir d’abord un accord non sur l’objectif lui-même, mais sur les termes de l’opposition : chacun doit pouvoir exprimer le point de vue de l’autre sans le déformer [[296]](#footnote-296) (Rapoport, 1969). Expérience risquée, car elle peut révéler plus précisément des motifs d’opposition. Une zone d’ombre est parfois plus favorable à un accord, au moins à court terme (Johnson, 1970). L’expérience montre que la compréhension de l’autre est d’autant plus difficile que l’idéologie est plus explicite (Zechmeister et Druckman, 1973). L’ordre international impose certaines règles et habitudes, mais les cultures différentes peuvent s’opposer de façon essentielle sur la conception de la nature de l’homme ou sur la notion même de négociation et la façon d’interpréter l’attitude de l’adversaire (Chine, cf. Young, 1968). Une concession sera signe de faiblesse pour les uns, étape d’un compromis pour les autres (États-Unis).

L’étude comparative de la notion de compromis semblerait indispensable [[297]](#footnote-297). Pour les Grecs discutant avec les Américains, un résultat « entre deux » est une défaite car les demandes initiales considérées comme « la vérité » rendent le compromis impossible (Triandis et Davis, 1965). De même, d’après Summers et al. (1968), [91] les Américains auraient abandonné la moitié de leurs prétentions face à l’attitude plus ferme de leurs adversaires arabes [[298]](#footnote-298).

Danielian (1967) propose de former les diplomates pour les aider à distinguer caractéristiques culturelles et facteurs personnels. Enfin, le responsable doit à la fois coordonner les efforts de ses collaborateurs mais surtout diriger les diverses étapes de la négociation en fonction de l’adversaire. Ikle (1964) constate que les trois objectifs : atteindre un accord, abandonner, continuer, évoluent constamment dans l’esprit des parties en fonction de l’idée qu’ils se font de l’état du rapport des forces. La complexité des éléments en cause rend les résultats des expériences tentées contradictoires (Siegel et Fouraker, 1960 ; Osgood, 1962).

Druckman (1968 b et 1977, in Hermann) insiste sur l’importance des préparatifs de la négociation et la façon dont le responsable oriente l’état d’esprit de ses collaborateurs. Plus les buts sont précisés et les stratégies prévues, plus une attitude de tout ou rien risque de suivre. Mais ici encore, il s’agit de nuances et de cas d’espèces. On pourra aussi bien insister sur l’avantage de prénégociations bien préparées.

Autre aspect étudié, l’influence des rôles différents des négociateurs. S’ils dirigent leurs pays, ils peuvent aussi représenter leur parti (Ikle, 1964) et trouver en face d’eux un membre du même parti. Les recherches ont porté jusqu’à présent sur les États-Unis [[299]](#footnote-299) seulement, mais le cas mériterait d’être étudié sur le plan européen.

Druckman insiste sur la difficulté du domaine à explorer, la conceptualisation insuffisante, les données partagées entre les expériences artificielles ou les confidences de négociateurs (Sawyer et Guetzkow, 1965).

C) LA DÉCISION

En ce qui concerne la phase finale : la décision, Kelman (1965, 1970) et Bloom (in Knutson, 1973) discutent de l’importance des opinions, suppositions, attitudes des leaders, ce qu’ils appellent leur cadre d’hypothèses (assumptive framework), qui les amène à faire un choix ou adopter certaines attitudes sur la scène internationale et en fait limite souvent leurs options. Les auteurs se distinguent de Smith et Lane (in Knutson, 1973) en ce qu’ils étudient le petit groupe des dirigeants, sans se préoccuper de l’influence de l’opinion. Malgré l’importance qu’ils accordent aux facteurs psychologiques, Kelman et Bloom se montrent réalistes en s’opposant à ceux qui expliquent les conflits internationaux par ces seules causes (James, 1910). S’ils estiment (contrairement aux sociologues) que les facteurs psychologiques doivent être pris en compte, ils les jugent cependant insuffisants (ce que ne voient pas les psychologues) pour expliquer la politique internationale. Même la paranoïa d’Hitler n’est pas la seule cause de la guerre. Position raisonnable qui devrait atténuer les critiques de ceux qui reprochent (Osgood, 1962, 1971) [92] aux psychologues de méconnaître l’aspect fondamentalement conflictuel des relations internationales et les conditions objectives qui en forment la trame. L’application des schémas de Kelman et Bloom à la complexité de la personnalité des acteurs et des situations réelles se révèle assez décevante. L’action d’H. Kissinger, replacée par Landau (1972) dans ce cadre, correspond à certains impératifs évidents (l’intérêt de l’État) mais d’autres conditions (nécessité de la défense contre un agresseur) n’expliquent pas la stratégie du conseiller de Nixon. De nombreux auteurs se sont intéressés ces dernières années à l’influence des croyances et valeurs des responsables sur l’orientation de la politique étrangère (cf. plus loin la notion d’ennemi).

Les études sur les facteurs influençant la décision sont nombreuses. Margaret Herman (1974) retient les variables suivantes : le nationalisme [[300]](#footnote-300), la croyance dans la possibilité de contrôler les évènements, la complexité qui implique une richesse de points de vue, alliée au dogmatisme assurant la ténacité. Ces quatre traits formeraient un syndrome dont la pondération donnerait des types d’individus modernes ou traditionnels (Gabennesh, 1972). Snyder et Robinson (1961) considèrent les caractéristiques personnelles suivantes comme importantes : la confiance, le degré d’ouverture, le genre de risque accepté, la faculté de retarder sans anxiété la prise de décision, la façon de s’adapter à l’incertitude.

Ont été également retenus : la nature du groupe, le type de décision, l’information, etc. ; certains construisent des modèles présupposant la rationalité du décideur (Verba, 1961), or elle est loin d’être certaine. D’autres (Snyder, 1963 ; Rosenau, 1964 ; de Rivera, 1968) admettant la dimension psychologique des décisions tentent de généraliser les résultats découverts sur deux ou trois cas. Pour intéressantes qu’elles soient, ces études manquent de rigueur. Une décision n’est rationnelle qu’en fonction d’un jugement subjectif par rapport à un but choisi. Quant aux études de cas, faute de cadre théorique elles n’apportent aucun élément de savoir cumulatif. En fait, il manque à ces recherches l’apport des psychologues car les nombreuses études de décisions (crise de Cuba, etc. : cf. bibliographie in Falkowski) ignorent les individus en présence. Or ce qui intéresse la psychologie politique dans le domaine international, c’est la part d’influence de l’individu. Rosenau (1971) suggère cinq facteurs dont il faut tenir compte pour la mesurer : le rôle, le type de société, de gouvernement, le régime et l’individu. Il faudrait y ajouter la nature de l’adversaire, variable essentielle [[301]](#footnote-301). Car étudier les conflits d’un seul côté c’est omettre les interactions indispensables à la compréhension de la dynamique de la négociation et de la décision.

D) L’ENNEMI

Sur le terrain militaire le terme paraissait autrefois clair, mais la complexité des relations internationales le rend aujourd’hui ambigu (cf. le Moyen-Orient, [93] le Vietnam) [[302]](#footnote-302), fonction de celui qui l’utilise. Suivant les individus et l’intensité de la polémique, tout opposant peut être considéré comme un ennemi. La notion d’ennemi potentiel apparaît aussi bien dans les purges de Staline que dans la préparation des alliances.

Finlay (1967) déclare que l’idée de l’ennemi est un sous-produit de la polarisation des croyances, des désirs et besoins humains essentiels : sécurité, insécurité, espoir et peur. Il pense que l’ennemi, le danger, autrefois conçus dans le cadre religieux sont aujourd’hui replacés dans le domaine scientifique et politique. En fait, si la fonction de l’ennemi est précise, celui qui joue le rôle l’est moins. Le personnage varie suivant les évènements.

La notion d’ennemi remplit une fonction psychologique, c’est un exutoire à l’agressivité et un dérivatif pour des problèmes plus graves. Sur le plan collectif, l’idée du danger tend à resserrer les liens entre les membres du groupe [[303]](#footnote-303).

On peut se demander, reconnaissant le caractère inéluctable et peut-être indispensable des conflits, comment limiter les inconvénients de l’idée d’ennemi ? Comment se construit cette image ? Même fausse, le seul fait d’exister dans les mentalités rend ses conséquences réelles. Quels sont les divers types d’ennemis ? Leur degré de nocivité, de puissance, d’agressivité ? Sont-ils seulement gênants à long terme, dans l’immédiat ? Quel est le genre de menace ? globale, abstraite ou personnalisée sur le mode : le peuple russe est pacifique mais les communistes ou Staline représentent un grave danger. Enfin, la défense contre l’ennemi n’est-elle pas parfois plus destructrice que l’ennemi lui-même ? L’anticommunisme et le maccarthysme ont faussé les conceptions américaines et nui à sa justice et à sa politique extérieure plus que l’existence de Staline (Halberstam, 1972), de Sacco et Vanzetti et des Rosenberg.

Un exemple frappant de l’influence de cette notion surtout lorsqu’elle inspire un responsable de la politique étrangère est étudié par Holsti (1962). Constatant que Foster Dulles soupçonne toujours l’adversaire, quoi qu’il fasse, d’être de mauvaise foi, il considère la personnalité du secrétaire d’État comme le type d’un inherent bad faith model. Stuart et Starr (1982), reprenant le thème, comparent Kennedy et Kissinger.

Kennedy avait critiqué l’attitude de Roosevelt, sa confiance en Staline, son incapacité à comprendre la mentalité russe (Burns, 1959). Mais ses voyages en Europe, son passage au Sénat, enfin son arrivée à la présidence, lui firent prendre conscience de la complexité des problèmes, de la nécessité de ne pas « enfermer son esprit dans une ligne Maginot » (Kennedy, 1960). Dans un monde changeant, il fallait repartir à zéro. Le fait qu’il ne s’agissait plus de Staline mais de Khrouchtchev faciliterait peut-être l’évolution. Kennedy voulait écarter les aspects de la politique étrangère de Dulles les plus inspirés par son absolutisme, « sa conception de la diplomatie comme une branche secondaire de la théologie » [[304]](#footnote-304) (Schlesinger, 1965). Kissinger fut choisi comme second exemple pour certains de ses traits de [94] caractère proches de Dulles, en particulier sa conception personnelle de la diplomatie, sa façon de négliger les experts, les ambassades et les facteurs économiques. Kissinger et Dulles représentaient des cas intéressants pour une étude des « codes opérationnels », d’autant plus que leurs nombreux écrits offraient une documentation suffisante. Mais si l’on trouve des similitudes entre les deux hommes, sur certains points ils diffèrent totalement. La conception du monde de Kissinger distingue l’ordre du chaos et les États légitimes respectant les règles du jeu international des États révolutionnaires. De la même façon, les leaders se divisent en « conquérants » et « prophètes », animés de la volonté révolutionnaire de soumettre le monde et les « hommes d’État », parmi lesquels Kissinger se range modestement aux côtés de Metternich. Ces derniers connaissent les limites de leurs pouvoirs et cherchent par des négociations à régler les conflits et maintenir l’ordre. C’est en fonction de cette grille que Kissinger a évolué. L’État soviétique ne méritait plus à son avis le qualificatif de révolutionnaire. Devenu légitime, il se transformait du même coup en interlocuteur possible. Dulles au contraire ne pouvait changer car pour lui la guerre froide était fondamentalement un conflit plus moral que politique. « Le communisme soviétique a pour prémisses un point de vue athée, sans Dieu. Tout découle de ces prémisses » [[305]](#footnote-305). Face à une réalité que ne recouvraient pas des principes moraux, Kissinger pouvait tenir compte des faits, Dulles le puritain demeurait prisonnier de son image de l’ennemi : le diable, avec lequel aucun compromis n’était possible.

Ce manichéisme [[306]](#footnote-306), cette exaspération de l’image de l’ennemi est évidemment dangereuse lorsqu’elle s’empare de l’esprit d’un dirigeant. Elle peut aboutir aux excès de l’Inquisition, à la manie de la persécution de Staline mais aussi au maccarthysme. R. Hofstadter (1966) qualifie de « paranoïde » le style d’une certaine politique américaine [[307]](#footnote-307). Mais alors que la persécution est perçue par le malade comme dirigée contre lui personnellement, la paranoïa, dans le sens utilisé par Hofstadter, est le sentiment d’une menace grave contre la collectivité, la nation. Les moyens de communication actuels permettent de propager facilement dans l’opinion les fantasmes des dirigeants. Cette dramatisation peut d’ailleurs également provenir des groupes eux-mêmes : associations racistes, Ku Klux Klan. Le critère de la paranoïa n’est pas tant le contenu du raisonnement (faux le plus souvent) que son style [[308]](#footnote-308).

L’argumentation paranoïaque, comme la folie, paraît plus logique que la réalité dont elle ne tient pas compte. Le plus surprenant, c’est l’absence d’imagination, de renouvellement de l’inspiration [[309]](#footnote-309). Les mêmes thèmes réapparaissent à travers les époques et les lieux. Qu’il s’agisse des chrétiens à Rome, des juifs en Espagne, ou en France, des francs-maçons, des jésuites ou des Arabes, les griefs [95] sont partout les mêmes ; conspiration, trahison, avec le même résultat : l’atteinte à la façon de vivre, la menace d’un inacceptable changement.

Fait à noter, l’importance attachée au renégat, à sa confession. On voit de nos jours l’utilisation faite des écrits de Soljenitsyne ou autres dissidents, comme d’anciens communistes (Kriegel, Garaudy). Dans ce passage de la paranoïa de gauche à celle de droite [[310]](#footnote-310) (le contraire est plus rare), les intéressés demeurent « accrochés à cette psychologie manichéiste qui sous-tend les deux » (Hofstadter, 1966, p. 35).

Si l’influence de la personnalité des dirigeants paraît difficile à cerner à l’intérieur d’un groupe aussi réduit que celui d’une négociation diplomatique, comment analyser ce qui se produit dans des groupes plus larges. Existe-t-il alors d’autres processus, une autre dynamique et quelle est sa nature ? Au-delà de la psychologie individuelle existe-t-il une psychologie particulière aux groupes, une psychologie des collectivités ?

2. La psychologie collective

A. LA PSYCHOLOGIE DES FOULES

[Retour au sommaire](#sommaire)

« L’opposition entre la psychologie individuelle et la psychologie sociale ou psychologie des foules qui peut à première vue nous paraître très importante perd beaucoup de son acuité si on l’examine à fond. » Telle est l’encourageante affirmation par laquelle Freud commence son essai *Psychologie des foules et analyse du moi* (1921, p. 123). Affirmation qui justifie à ses yeux la transposition qu’il opère des hypothèses de la psychanalyse individuelle à la psychologie collective.

Plus frappante au premier abord est la confusion du vocabulaire, des thèmes et des notions que recouvre la psychologie dite collective.

« La psychologie des foules, bien qu’elle en soit encore à ses débuts, englobe une infinité de problèmes particuliers qui échappent encore à notre vue et confronte l’investigateur à des tâches innombrables qui ne sont, à l’heure actuelle, même pas différenciées » (p. 125). Nous ajouterons avec Freud : « Qui comparera la minceur de cet opuscule à l’ampleur de la psychologie des foules n’aura pas tort de supposer que ne sont traités ici qu’un petit nombre de points de l’ensemble de la matière » (p. 125).

La confusion des termes correspond malheureusement à celle des idées. « On a vraisemblablement réuni sous le terme de « foule » des formations très différentes qui ont besoin d’être distinguées » (Freud, 1921, p. 141). Pour y voir plus clair et répondre à la question : de quoi parle-t-on ? il est indispensable de proposer d’abord des définitions.

Les traducteurs de Freud [[311]](#footnote-311) indiquent qu’il utilise indifféremment les termes allemands de *Masse, Menge* et même de *Gruppe.* Les termes français correspondants ne sont pas synonymes.

[96]

*Foule* est un terme banal et imprécis pour désigner un rassemblement d’individus réunis momentanément par un objectif, une indignation ou une curiosité commune (incendie, foire, meeting) ou par le hasard. Mais les auteurs du xixe l’ont appliquée à tous les groupes.

*Masse* est plus chargé de potentialités du fait de son utilisation politique. Il correspond à un agglomérat de population large non différenciée, aux limites imprécises mais située dans l’espace et le temps et dont les individus, sans être rassemblés physiquement, sont liés entre eux par une idéologie, un État, un rapport à quelque chose ou quelqu’un.

*Collectivité,* utilisé de façon relativement définie dans le langage politico-administratif, déborde largement ce domaine, implique un minimum d’organisation et de solidarité mais ne présente de spécificité qu’à travers le qualificatif qui l’accompagne : collectivité locale [[312]](#footnote-312).

Enfin, les termes de *groupes* et *groupements* s’appliquent à une très grande variété d’ensembles d’individus sur lesquels nous reviendrons.

Reprenons quelques-uns des problèmes qui se posent dans le cadre des différents termes utilisés en psychologie collective.

Il est habituel lorsque l’on aborde [*La psychologie des foules*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.leg.psy2)de citer en premier Gustave Le Bon. Tardive revanche de ce frustré qui ne put jamais obtenir en France la reconnaissance académique à laquelle il estimait avoir droit [[313]](#footnote-313) malgré sa notoriété et ses amitiés célèbres.

Un excellent ouvrage de l’historienne Suzanna Barrows (1981) remet les choses au point, en rappelant l’état d’esprit de l’époque et comment Le Bon ne fut que l’un des auteurs parmi d’autres, à s’être préoccupé des mouvements de foule.

La psychologie collective était vouée (elle le demeure encore aujourd’hui) à la pluridisciplinarité. Au xixe, les révolutions de 1789, 1830, 1848, enfin 1871, semblaient encore très proches. La République était née de la rue. Le Boulangisme devait montrer sa fragilité et attirer l’attention sur l’influence d’un homme et les possibilités d’enthousiasme ou de révolte des populations. La présence de députés socialistes au Parlement, des lois marquant les progrès de la liberté puis leur suppression, la multiplication des grèves, la célébration du Ier mai, enfin les premiers attentats anarchistes, tous ces faits malgré leurs différences seront confondus et susciteront la panique des possédants. De 1880 à 1895 apparaîtront un grand nombre d’obsessions collectives. L’intérêt pour les foules se comprend alors aisément. H. Taine dans [*Les origines de la France contemporaine*](http://classiques.uqac.ca/classiques/taine_hippolyte/origine_France/origine_France.html)(1887) décrira les foules et leaders de la Révolution comme des hordes alcooliques [[314]](#footnote-314) et se considérant comme le « pathologiste [97] de la France » diagnostiquera son déclin dû à une « syphilis mentale »… En fait, c’est lui qui devait en mourir. Il n’empêche que cette histoire très élitiste de la France inspirera non seulement les historiens de droite de Bainville à Madelin et au grece [[315]](#footnote-315), mais également les sociologues qui y puiseront leurs matériaux [[316]](#footnote-316)… et leurs qualificatifs concernant la foule. Seule la référence à l’hypnotisme [[317]](#footnote-317) manque aux commentaires de Taine.

Si Taine est cité ici c’est non seulement pour l’influence qu’il exerça, mais parce que considérant son œuvre comme scientifique (ce qu’elle n’était pas), il écrivait à Guizot : « J’ai fait de la pure psychologie et de la psychologie appliquée à l’histoire… et rien d’autre » [[318]](#footnote-318). Pour lui, la psychologie était « la reine des sciences, le soleil autour duquel évoluaient toutes les autres : l’histoire de l’art, la philosophie et l’histoire » [[319]](#footnote-319). Il ne pouvait après cette profession de foi être passé sous silence, mais il est bien évident que son talent littéraire fit plus pour sa gloire que son objectivité et qu’il eut surtout la chance de produire ce dont la classe possédante de l’époque avait besoin. Le cas de Taine est curieux. Si [*Les origines de la France contemporaine*](http://classiques.uqac.ca/classiques/taine_hippolyte/origine_France/origine_France.html)(1891) sont aujourd’hui considérées comme « la Bible de toute une génération de penseurs réactionnaires et leur auteur le plus cité des psychologues des foules » (Barrows, 1981) [[320]](#footnote-320), Taine de son vivant était mal vu de l’Université, considéré comme subversif et même le mentionner dans une thèse présentait des risques.

Signalons au passage « le poète épique des foules » : É. Zola qui dans *Germinal* décrit avec un grand luxe de détails les méfaits de la foule, ce qui devait lui attirer en partie et momentanément les faveurs de la droite. Mais contrairement à Taine, Zola veut rendre sensibles aux lecteurs les raisons de la violence, l’injustice dont le peuple est victime. Aucun autre ouvrage sur les foules n’a touché un public aussi large et si politiquement varié. Les progrès des sciences sociales devaient amener d’autres auteurs à vouloir systématiser et théoriser ce que Taine et Zola avaient décrit. Le premier à tenter ce travail sera Victor Alfred Espinas. Il n’est pas attiré par la psychologie et décide d’étudier la vie collective des animaux comme « propédeutique de la sociologie humaine ». Cependant c’est à lui que l’on doit l’idée reprise par Le Bon de la contagion des comportements dans une foule et, partiellement, de l’utilisation de l’hypnotisme comme explication.

Dans l’effervescence des idées de l’époque, se développe également, surtout en Italie, dans les Facultés de médecine et de droit l’anthropologie criminelle.

[Scipio Sighele](http://classiques.uqac.ca/classiques/sighele_scipio/sighele_scipio.html), élève de [Lombroso](http://classiques.uqac.ca/classiques/lombroso_cesare/lombroso_cesare.html) et de [Ferri](http://classiques.uqac.ca/classiques/ferri_enrico/ferri_enrico.html) (célèbre juriste), publie en 1891 [*La foule criminelle*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.sis.fou)*.* Refusant la thèse de Spencer, suivant laquelle la société est formée de la somme des parties qui la composent, Sighele donne comme preuve du contraire [98] la médiocrité d’une assemblée de génies. Pour mieux comprendre ce paradoxe, il propose une science nouvelle, indépendante de la sociologie et de la psychologie individuelle : la psychologie collective. Cette science ne sera pas seulement théorique, elle permettra d’éclairer l’action du législateur, les sentences des juges. Sighele considère les manifestations de la foule comme pathologiques. Les individus les plus fragiles seront victimes des « microbes de la foule » auxquels seules les fortes personnalités résisteront. Malgré son désir d’obtenir plus de justice pour les criminels d’occasion, il propose pour eux une demi-responsabilité, par opposition aux criminels-nés à châtier sévèrement. Sighele, trop inspiré par les descriptions de la foule des auteurs français, sera considéré comme un homme de droite.

Avant même que soit publié en France [*La foule criminelle*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.sis.fou)*,* paraissait en 1892 un *Essai sur la psychologie des foules : considérations médico-judiciaires sur les responsabilités collectives,* d’Henri Fournial. Empruntant à Tarde le concept d’imitation, il utilise les travaux littéraires de l’époque. Si l’ouvrage n’est pas original il montre par l’intérêt qu’il suscite l’importance attachée à ce sujet.

Un des premiers lecteurs de Sighele en France fut Gabriel Tarde. Magistrat et criminaliste connu, il devait rapidement critiquer le réductionnisme physiologique de l’école de Lombroso en faveur d’une explication plus sociologique de la criminalité. L’imitation plus que la physiologie en était responsable. Tarde devait d’ailleurs placer ce concept au centre de tous les comportements sociaux [[321]](#footnote-321) et plus particulièrement des réactions collectives. Dans la philosophie pénale, il précise certains traits de la psychologie des foules, ces ensembles surgis des villes, sujets à de brusques changements, qu’il oppose à l’esprit de famille des sociétés rurales, traditionnel et stable.

Si la foule est chez Tarde moins terrifiante que chez Taine ou Zola, elle n’en est pas moins décrite comme une bête sauvage et sans nom. Sous son influence, même les hommes respectables peuvent être « atteints d’une folie passagère ». Critiquant la distinction de Sighele entre foules hétérogènes et homogènes, ces dernières étant aux yeux de Tarde les plus dangereuses, il suggère en revanche de ne pas confondre les sectes, qui sélectionnent leurs adeptes et souhaitent durer, avec les foules momentanées et composées d’individus recrutés au hasard. Sur ce point, il devait d’ailleurs changer d’avis plusieurs fois.

Tarde fut mal récompensé de l’intérêt qu’il portait au jeune et brillant Italien. Celui-ci revendiquait le titre ambitieux de « père de la psychologie sociale ». En fait, ils puisaient aux mêmes sources et travaillaient sur un même sujet d’actualité. Il faut cependant reconnaître à Tarde une courte mais nette priorité quant à la date des publications [[322]](#footnote-322) et de plus, c’est lui qui avait fait connaître Sighele.

Taine, historien emporté par sa vision, décrit. Sighele et Tarde, préoccupés de la prévention de la criminalité et surtout de sa répression, analysent les comportements des foules pour mesurer les responsabilités et adapter la répression. G. Le Bon, s’il cherche comment diriger une foule, est, lui, avant tout désireux de comprendre ce qui s’y passe. Cette préoccupation plus scientifique, assortie de dons réels [99] de vulgarisateur, devait lui assurer avec la notoriété, une priorité injustifiée sur ses prédécesseurs. Comme le note fort justement Suzanna Barrows, l’étude des foules, thème littéraire repris par des savants, devenait trop académique (cf. les reproches de Valbert à Sighele, 1892). Le public cultivé attendait que lui soit fournie en un langage accessible une explication rassurante des évènements qui l’effrayaient. Ce fut la chance de Le Bon. Bien que foncièrement pessimiste sur la société en général et l’avenir de la France en particulier, son ouvrage [*La psychologie des foules*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.leg.psy2)(1895), s’il comporte des jugements aussi sévères, décrit les foules de façon moins dramatique. Comme ses prédécesseurs, Le Bon constate « que l’individu en foule descend plusieurs degrés sur l’échelle de la civilisation ». La collectivité est moins intelligente que la somme des individus qui la composent. « *Senatores omnes boni viri, senatus mala besta. »* Le Bon rajeunit la formule. Pour lui, la rationalité mise en veilleuse, l’individu est alors conduit par l’inconscient et l’on retrouve dans les foules les caractéristiques telles que : « L’impulsivité, l’incapacité de raisonner, l’absence de jugement et d’esprit critique, l’exagération des sentiments et d’autres encore que l’on observe également chez les êtres appartenant à des formes inférieures d’évolution comme la femme, le sauvage et l’enfant » (Le Bon, 1895, p. 17).

Pourquoi ? Comment ? Le Bon invoque trois facteurs.

D’abord le *nombre.* Il donne un sentiment de puissance et fait disparaître celui de responsabilité. Ensuite une sorte de *contagion* suscite un intérêt collectif supérieur à l’intérêt personnel, enfin cette contagion joue grâce à la *suggestion* et plonge l’individu dans un état quasi hypnotique [[323]](#footnote-323).

Pas plus que Tarde et Sighele, Le Bon ne fera de distinction entre foules et groupes, il divise seulement les foules en homogènes et hétérogènes. Pour lui, qu’il s’agisse de sectes, de foules criminelles, d’académies, de jury ou de Parlements, tout ensemble d’individus est soumis à la « loi de l’unité mentale des foules ». L’intérêt suscité par l’ouvrage de Le Bon s’explique également par sa réflexion sur l’évolution de la société de l’époque et surtout sa prédiction : « Nous entrons dans l’ère des masses » [[324]](#footnote-324). Abandonnant sa position de savant, Le Bon se veut aussi conseiller non du législateur et du magistrat, préoccupés de prévention sociale, mais conseiller du prince, c’est-à-dire psychologue politique. On peut s’interroger sur la part de préoccupation personnelle dans cette vocation et celle que lui inspiraient les contacts avec ses nombreux amis politiques. En tout cas, élitiste convaincu, réactionnaire et certainement machiavélien, Le Bon va se demander comment diriger la foule, capter sa force, l’empêcher d’être attirée par cette religion nouvelle : le socialisme.

La foule, ce sphinx mi-bête, mi-femme nous pose une énigme. Il faut la résoudre pour ne pas être dévorés. Les foules aspirent à être dirigées, constate Le Bon, c’est « les méconnaître que de croire à la prédominance chez elles des instincts révolutionnaires (…). Abandonnées à elles-mêmes, on les voit bientôt lasses de leurs désordres se diriger d’instinct vers la servitude » (p. 28). Après avoir indiqué tous les dangers présentés par les foules, Le Bon avec clarté et autorité prescrit le remède : le meneur… nous dirions aujourd’hui le leader. La partie la moins originale de la [100] psychologie des foules où il reprenait sans les citer les idées de Taine, Tarde et Sighele sur la nature de la foule valut à Le Bon sa notoriété. En revanche, alors que Sighele s’intéresse au rapport meneur/masse, de façon intelligente mais partielle, les réflexions de Le Bon paraissent à la fois efficaces et prophétiques. Il traite d’abord de la personnalité du meneur qui doit être vertueux, jouir d’une bonne réputation [[325]](#footnote-325) mais surtout avoir du prestige et connaître la psychologie des foules. Comprendre leur mentalité, la sensibilité, les réactions irrationnelles des populations [[326]](#footnote-326). « Le meneur, note Le Bon, a d’abord été le plus souvent un mené, hypnotisé par l’idée dont il est ensuite devenu l’apôtre. » Il distingue le meneur à volonté forte mais momentanée, du véritable meneur, moins brillant mais à volonté durable, dont l’influence sera plus considérable. De toute façon, il s’agit d’hommes d’action plus que d’hommes de pensée.

Les conseils de Le Bon au meneur constituent un véritable petit manuel de propagande politique. Écartant toute rationalité, les moyens à utiliser dans les discours au peuple sont : *l’affirmation* [[327]](#footnote-327)*,* la *répétition* et la *contagion.* Le Bon insiste également sur « l’action des mots et des formules » [[328]](#footnote-328).

Si les opinions ainsi propagées possèdent une grande puissance, « c’est qu’elles finissent par acquérir ce pouvoir mystérieux nommé prestige ». Le terme est utilisé de façons trop diverses pour qu’il soit facile de le définir, note Le Bon. Il ne le limite pas à la qualité d’un homme comme le fera de Gaulle [[329]](#footnote-329). « Il s’agit d’une sorte de fascination qu’exerce sur notre esprit un individu, une œuvre ou une doctrine » (p. 76). Cette conception étendue rend (avec d’autres différences) [[330]](#footnote-330) impossible d’assimiler le prestige au charisme, même si l’élément mystérieux peut inspirer un rapprochement.

Mal vu du monde académique en France [[331]](#footnote-331), Le Bon connut tout de même un grand succès. Toute étude des foules lui fait référence. McDougall (1908), considéré le précurseur de la psychologie sociale, reprend les idées de Le Bon. Le passage [101] d’une addition d’individus à une foule se produit lorsque des sujets isolés éprouvent un intérêt, un sentiment commun. Il insiste lui aussi sur l’inhibition intellectuelle provoquée par la foule et la libération qui s’ensuit. À ces foules impulsives et dangereuses, il oppose les foules stables et organisées ayant des traditions qui neutralisent leur caractère passionné. Les auteurs de psychologie sociale, Park (1924), Allport (1924) [[332]](#footnote-332), Dollard et Miller (1950), sous des formulations différentes : sympathie, facilitation, réaction circulaire, ne font que répéter Tarde et Le Bon. Il faut également citer parmi ceux intéressés par la psychologie des foules : Pareto et Sorel. G. Rude (1959), G. Lefebvre (1954), plus proche de nous G. Allport (1968) citent Le Bon comme le spécialiste de la psychologie des foules.

Le plus intéressant par l’importance de l’auteur et surtout l’intérêt porté à Le Bon c’est évidemment Sigmund Freud. On comprend qu’il ait pu considérer la reconnaissance de l’inconscient des foules comme un premier pas vers une explication qu’achèverait la psychanalyse. Retenant des réflexions de Le Bon deux seuls aspects : *l’exaltation* des affects et *l’inhibition* de la pensée, il s’emploie alors à les expliquer. Pour Freud, l’essence de l’âme des foules, c’est la relation amoureuse (au sens large), à la fois entre les membres du groupe [[333]](#footnote-333), et envers le meneur. Faute de satisfaction sexuelle possible, deux processus se manifestent : d’une part *l’identification* du moi et la *substitution* de l’objet à l’idéal du moi. « Une telle foule primaire est une somme d’individus qui ont mis un seul et même objet à la place de leur idéal du moi et se sont, en conséquence, dans leur moi, identifiés les uns aux autres » (Freud, 1921, p. 181). Cette intervention de Freud [[334]](#footnote-334) sera responsable de l’orientation psychanalytique prise depuis par l’étude des foules [[335]](#footnote-335) et l’oubli dans lequel sombrait l’œuvre de Le Bon. Un regain d’intérêt pour les précurseurs de la sociologie, l’extension des diverses formes de propagande et de totalitarisme ont permis de redécouvrir les auteurs du xixe en général et plus particulièrement Le Bon.

Un récent ouvrage de S. Moscovici, [*L’âge des foules*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030165403)(1981), tente de relancer les études de psychologie collective et reprend les hypothèses de Le Bon, Tarde et Freud. Un article de Treanton et Thiec (1983) adresse des critiques à la fois à Le Bon et à Moscovici. Critiques justifiées [[336]](#footnote-336) mais sévères. Le Bon est un « néo-machiavélien, un élitiste, un penseur adémocratique (puisqu’il refuse la notion d’égalité entre individus, principe fondamental de la démocratie moderne) » (1983, p. 120) [[337]](#footnote-337). Plus qu’un homme de science (Le Bon), n’était-il pas plutôt « un de ces bricoleurs de génie si fréquents dans l’ère post-comtienne (et antidurkheimienne) pétris d’universalisme scientifique et de volonté de synthèse des sciences, souvent au défi des plus élémentaires règles épistémologiques » (1983, p. 121) ? Bricoleur de génie n’est pas si méprisable et est-ce juste d’en vouloir à un auteur d’être de son époque ? Non à condition de l’y laisser. C’est l’erreur de Moscovici de vouloir donner à Le Bon une [102] importance et une antériorité qu’il n’a pas et, plus grave, de négliger comme l’avait fait avant lui Le Bon, lui-même, les auteurs que celui-ci « a le tort de copier sans les citer » (…). Le jugement de Stœtzel nous paraît plus mesuré lorsqu’il note que les erreurs de Le Bon ont fait sa célébrité, alors que ses intuitions les plus justes étaient oubliées (1968) [[338]](#footnote-338).

Si Le Bon n’est pas le précurseur que l’on a cru trop facilement, il serait juste de ne pas lui attribuer non plus la responsabilité des dictatures du xxe siècle. Mussolini prétend s’en être inspiré, des recherches [[339]](#footnote-339) semblent indiquer d’Hitler l’aurait lu, ceci n’est pas suffisant pour lui attribuer la paternité de régimes qu’il ignorait et aurait probablement été trop individualiste et élitiste pour accepter [[340]](#footnote-340). Il est plus exact de penser que la droite française, à la fin du xixe siècle [[341]](#footnote-341), trouva dans les écrits de Le Bon une aide pour effectuer sa profonde mutation [[342]](#footnote-342). L’affaire Dreyfus montra en 1898 que la foule n’était pas l’armée du peuple, ni ses manifestations l’apanage de la gauche. Le Bon s’en doutait et fut sans doute le seul sociologue à ne pas s’en étonner [[343]](#footnote-343).

Plus habile que d’autres, il pouvait, outre les slogans aux politiciens, fournir des idées à tous les partis. Les républicains approuvaient sa défense de la démocratie, son horreur du collectivisme. Les anarcho-syndicalistes avec G. Sorel partageaient son mépris pour le socialisme parlementaire et sa défense du rôle des illusions héroïques [[344]](#footnote-344).

Si un auteur n’est pas responsable des déformations subies par sa pensée, il est un sujet sur lequel l’utilisation de l’œuvre de Le Bon correspond malheureusement à ses opinions c’est sur le thème du racisme. Aucune équivoque n’est possible. Le Bon était foncièrement antisémite d’où son actuelle utilisation en France par la nouvelle droite (A. de Benoist, 1977).

Étonnante et passionnante époque que ce xixe siècle, obsédé par la hantise de la décadence contre laquelle chacun réagit en fonction de ses intérêts, mais aussi de son tempérament. Oser rabaisser la foule, la considérer inférieure à l’individu, alors que la conscience collective représentait pour Durkheim la forme la plus haute de la vie psychique. Oser surtout être antisémite, c’était s’exclure de la Sorbonne, de nombreuses éditions et revues. G. Vacher de Lapouge, ce marxiste raciste, [103] lui aussi intéressé par la psychologie, mais tombé dans l’oubli (1909), plus encore que Le Bon en fit l’expérience.

La psychologie des foules, au sens strict, depuis le xixe n’a pas progressé. Plusieurs tendances se manifestent. Les sociologues héritiers de Durkheim écartent toute préoccupation psychologique [[345]](#footnote-345) de l’analyse des mouvements sociaux. Les successeurs de Freud appliquent les schémas de la psychanalyse individuelle aux phénomènes collectifs, les psychologues sociaux limitent leurs ambitions à l’étude des groupes restreints, tandis que seuls les historiens, comme nous le verrons, n’ont pas de scrupules à faire appel, avec l’histoire des mentalités, à la psychologie.

Cependant les psychologues sociaux et sociologues étudient de façon plus systématique ce que les Anglo-Saxons intitulent les *comportements collectifs,* englobant ou non la foule, suivant les auteurs.

Après avoir caractérisé les réactions collectives par la spontanéité, la *volatility* et l’absence de durée, K. et Gladys Lang (1968) étudient les situations dans lesquelles ces comportements risquent de se produire : en cas d’évènements *inattendus,* lorsque les références, normes, précédents manquent [[346]](#footnote-346) ; en période de *crise,* de *découragement,* lorsque aucune solution n’apparaît possible ou qu’existe une *compétition* entre plusieurs choix (lutte ou compromis) et que surgit un *conflit.* Les auteurs analysent ensuite les différentes réponses que suscitent ces situations : la *convergence* ou similitude de réactions créant l’unanimité (idée de justice, indignation, défense), la *polarisation* qui durcit les clivages ou au contraire une *conversion* à une autre idéologie et à d’autres objectifs, enfin la *cristallisation,* processus d’organisation des tendances proches de la polarisation.

Les auteurs traitent ensuite plus spécialement des divers types de foules, et constatent que les rassemblements surviennent surtout en période de tension, de changements, de découragement (hausse des prix de denrées de première nécessité). Ils sont l’expression spontanée d’une opposition qui n’a pas d’autre moyen de s’exprimer et peuvent se manifester de façons plus ou moins coordonnées ou aller jusqu’aux limites de l’hystérie. Celle-ci peut dans certains rites être même provoquée (culte du Cargo de la côte ouest du Pacifique).

Les Lang estiment qu’il ne faut pas surestimer l’importance des « meneurs », solution de facilité, pour expliquer le comportement d’une foule composée de participants souvent mus par des intérêts différents et n’ayant des évènements auxquels ils participent qu’une vue très partielle et subjective. C’est cette hétérogénéité qui rend les réactions d’une foule totalement imprévisibles. Les Lang proposent pour faire progresser l’étude des foules de chercher les conditions dans lesquelles elles se constituent, leurs exigences, leurs craintes et leurs objectifs. En bons sociologues, ils insistent sur la nécessité de chercher l’explication de ces explosions irrationnelles dans les imperfections de la structure sociale. De psychologie, il n’est alors plus question.

C’est d’ailleurs la tendance de tous les sociologues étudiant les comportements collectifs. Il en va de même de la notion de *masse* qui, elle aussi, intéressera surtout [104] les sociologues alors qu’elle concerne l’individu à la fois acteur et objet, méritant à ce double titre d’être observé (Brown, 1954 ; Kornhauser, 1959).

L’évolution de la société à partir du xixe siècle pose le problème vu par Le Bon de la « massification ». Tandis que les élitistes sont préoccupés par ce qui menace leur pouvoir, les démocrates du xxe siècle, eux, s’inquiètent de l’avènement des dictatures et soulèveront la question des causes et conséquences de l’émergence des masses. Sociologues, politologues et psychanalystes analysent les différents facteurs responsables ou émettent des hypothèses, mais les psychologues se limitent aux seules études individuelles.

Quelques sociologues tiennent compte cependant des réactions psychologiques. C’est ainsi que pour Kornhauser (1959) : « La société de masse est une situation dans laquelle un agrégat rassemble des individus reliés les uns aux autres par leur seul attachement à une autorité commune, en général l’État. C’est-à-dire que les individus ne sont pas directement liés les uns aux autres dans des groupes indépendants et variés » (p. 32). La société de masse est une société atomisée, d’individus isolés et aliénés, suscitant de ce fait de forts sentiments d’anxiété et pour y échapper une tendance à s’engager, ce qui les rend particulièrement vulnérables au totalitarisme. « Les populations atomisées sont prêtes à être mobilisées. » Kornhauser note qu’en écartant les individus de la poursuite de larges objectifs communs, la société de masse les sépare également d’eux-mêmes, et suscite un sentiment d’inutilité provoquant de l’anxiété. Pour y échapper, la réponse habituelle consiste à chercher à s’intégrer, d’où la vulnérabilité à toutes les formes de manipulation, ou encore à se réfugier dans l’apathie. « Retrait de l’activité et plongée dans l’activisme sont deux réponses caractéristiques de l’homme de la masse » (Kornhauser, 1959, p. 112). L’individu traditionnel de Riesman (1964) trouve son équilibre dans la conformité au groupe, mais de ce fait n’est pas aliéné comme l’individu de la société de masse. Il diffère également de l’individu soumis à un régime totalitaire, lequel est à la fois aliéné et attaché au groupe dont il ne se sent pas distinct.

Kornhauser résume ainsi les mécanismes par lesquels les individus règlent leur comportement dans les divers types de société : honneur et honte dans les sociétés traditionnelles, suggestibilité et anxiété dans la société de masse, responsabilité et culpabilité dans les régimes pluralistes, enfin peur et soumission en régime totalitaire.

B. LES GROUPES

Nous abordons maintenant la notion de *groupe* et les questions qu’elle soulève dans le cadre de la psychologie collective.

Les groupes supposent un début d’organisation de structure et de durée mais comportent une grande variété d’ensembles d’individus. G. Gurvitch (1958) a tenté d’établir une classification reposant sur de nombreux critères.

Sans entrer dans les détails, on peut retenir en particulier comme critères de différenciations les plus importants : la durée, l’organisation, enfin surtout la taille [[347]](#footnote-347) [105] qui permet de distinguer : les groupes restreints dans lesquels interviennent entre les membres peu nombreux des possibilités de relations et réactions interpersonnelles et les groupements larges.

Mais s’il n’y a pas de confusion possible entre une compagnie d’acteurs ou une équipe de rugby et une classe sociale, existe-t-il une différence qualitative entre un parti politique de deux mille adhérents et le même parti en réunissant deux cent mille ? Où situer le seuil, la frontière du qualitatif et du quantitatif ? Est-il justifié de privilégier le critère de la taille en négligeant la nature des phénomènes, les problèmes posés, les objectifs ?

Il est frappant de constater que malgré les différences entre les groupes (la foule mise à part) les questions essentielles qu’ils soulèvent sont à quelques exceptions ou nuances près les mêmes. Qu’il s’agisse de la section d’un parti, d’une minorité même importante, d’une classe sociale, d’une génération ou même d’une nation, les préoccupations majeures sont identiques : d’abord, *comment exister ?* si se crée une conscience collective différente de la somme des consciences individuelles qui la composent, à quel moment apparaît l’esprit du groupe, se demandent les psychologues sociaux observant une dynamique ? quand se manifeste la conscience collective interrogent les psychologues et quelle est la nature du phénomène ?

Nous avons vu la difficulté de répondre à cette question de la nature du phénomène dans les groupes larges, mais reste la possibilité surtout dans les groupes restreints d’étudier d’autres problèmes : comment survivre et progresser, réduire l’opposition, maintenir un consensus, un esprit commun ?

En laissant de côté les facteurs économiques, sociologiques ou même politiques, le problème majeur demeure celui de la pression du groupe incitant au conformisme, de la nature de cette pression et des possibilités d’y résister. Enfin dernière interrogation, qui sera capable d’assurer la survie du groupe, de diriger et d’entraîner collectivité, foule, masse vers l’avenir ?

Malgré l’intérêt de ces questions, elles n’ont pas retenu l’attention des psychologues. Cette réticence à sortir de leurs laboratoires et études individuelles s’explique. En effet, si les problèmes posés sont semblables, on se heurte à la difficulté, surtout dans les groupements larges, de recueillir des matériaux. Le contenu et la force des réactions, mouvements, opinions des collectivités ne se mesurent pas comme un test. Les moyens et les conditions d’observation diffèrent suivant les groupes. On peut se livrer sur des individus ou des petits groupes à de véritables expériences isolant certaines variables, on peut également observer des groupes sur le terrain et les comparer entre eux sans manipulation. Ceci n’est pas possible avec des groupements larges. Autre différence essentielle, le facteur *temps.* S’il n’existe pas de mouche drosophile en psychologie, du moins les expériences donnent-elles des résultats parfois rapides. La montée d’un mouvement révolutionnaire, le changement d’état d’esprit qui distinguent les générations sont par définition plus lents. Si des ruptures brusques (guerre), modifications technologiques peuvent accélérer les changements, ils s’étalent obligatoirement sur une certaine durée.

Enfin si l’on peut, dans certains cas, isoler dans les groupes restreints les facteurs psychologiques individuels du contexte socio-culturel, cela devient impossible dans les grands groupes. En fait, on dispose de sondages demeurant à un niveau superficiel [106] (Bourdieu, 1973) mais surtout d’observations, intuitions, comparaisons, essais dont la valeur dépend de il perspicacité de leur auteur.

Autre obstacle plus important pour les psychologues, l’impossibilité de généraliser. On peut rassembler les traits de personnalité d’individus particuliers pour créer un type d’homme en général, on ne peut envisager de phénomènes de société réductibles à des individus ou même à des groupes. Un exemple de la démission des psychologues nous est fourni par l’étude des partis politiques.

● *Les partis politiques* sont d’abord des groupes où se retrouvent les problèmes évoqués plus haut. Seules les divisions académiques expliquent que ce ne soit pas sous cet angle qu’ils aient été étudiés.

En effet, les études effectuées jusqu’à ce jour portent sur les facteurs sociologiques et les structures plus que sur les personnalités des dirigeants ou la psychologie du groupe lui-même. Pourtant l’udr, le mrp, le parti socialiste ne différaient pas seulement par leurs objectifs et leurs stratégies. Ils représentaient aussi des mentalités différentes, ce que l’on appelait alors des familles d’esprit. Lorsque l’udf et le rpr se déclarent unis politiquement, mais respectant (ici le vocabulaire varie) leurs « sensibilités propres », ils ne tentent pas seulement de camoufler leurs différences. Il existe bien entre eux, au-delà d’une idéologie commune : anticommunisme, nationalisme, libéralisme économique, un état d’esprit différent. Comment s’exprime-t-il, en quoi consiste-t-il ? Est-il dû à la composition de l’électorat, à la personnalité des dirigeants ? À partir de quels symboles, de quels évènements s’est-il constitué ? Journalistes et politologues n’étaient sans doute pas armés pour effectuer cette approche psychologique plus délicate que l’analyse d’un organigramme, des origines sociales ou même de l’idéologie.

Empruntant de nombreux éléments d’explication à la psychologie sociale et à la psychanalyse, l’intéressant ouvrage de Pierre Ansart, *La gestion des passions politiques* (1983), tente d’apporter des réponses aux questions soulevées par l’affectivité inhérente à la vie politique.

Il applique aux partis et groupes politiques la typologie de W. R. Bion (1972) et distingue : 1° La structure de dépendance construite autour de l’image idéale du chef ; 2° La dynamique de combat/fuite : le groupe n’existe plus par rapport à la personnalité du leader, mais s’organise en fonction du conflit avec le monde extérieur ; 3° Enfin, le groupe messianique caractérisé par la prédication et la prophétie plus que par la violence (sans l’exclure). Les saint-simoniens (1830-1835), les nihilistes russes (1850-1870) en fournissent des exemples. Comme toujours, lorsqu’il s’agit de typologies, la réalité refuse l’arbitraire des clivages et de nombreux groupes ou partis présentent des caractéristiques des trois types proposés.

Étudiant plus précisément le rôle affectif joué par le parti pour les militants, P. Ansart décrit d’abord sa fonction de sécurisation [[348]](#footnote-348). Né de l’angoisse sociale de la [107] première génération d’ouvriers de l’industrie, à laquelle a répondu un mouvement d’indignation contre l’injustice, de la part d’intellectuels bourgeois, le parti, une fois établi, « constitue un lieu social exceptionnel (…). Le fait qu’il s’ordonne avec la vocation d’entraîner toute la société dans la juste voie politique lui confère toute une signification émotionnelle particulière. Le parti est, pour l’adhérent, une volonté collective, un projet d’accroître sa place, sa puissance » (Ansart, 1983, pp. 112-113). L’analyse que fait Ansart de la triple nature du parti : réalité sociale, ensemble symbolique et ensemble imaginaire rend bien compte de cet aspect complexe auquel ne se sont pas intéressés jusqu’à présent les politologues. Peut-être pourrait-on reprocher à Ansart de n’avoir pas accordé à l’affectivité, comme pouvait le suggérer son titre, la même importance qu’aux éléments imaginaires, symboliques, névrotiques, etc. Sans doute évoque-t-il chez le leader : « La jouissance qui rejoint le plaisir du pouvoir, mais sur le mode particulier de la communication émotionnelle et sans les risques de responsabilités » (p. 119), et souligne-t-il « l’univers affectif » différent des militants, mais pour aborder aussitôt « la substitution de la fidélité à l’appareil du parti à la fidélité à ses idéaux » [[349]](#footnote-349). Malgré la clarté du style et la finesse de l’analyse, on regrette (l’influence des abstractions freudiennes en est-elle responsable ?) l’absence de ce quelque chose de si particulier, l’évocation de ce sentiment simple et chaleureux : la fraternité ressentie dans une réunion syndicale et qui relève de la psychologie collective. Il serait intéressant de rechercher les facteurs qui, sur ce point, distinguent l’atmosphère d’un parti, même de gauche, de celles d’un syndicat : plus grande hétérogénéité des membres, élément hiérarchique, ambitions, rivalités, objectifs ?

En dehors des partis, il est un groupe qui, par sa nature même, pose des problèmes également spécifiquement politiques. C’est celui des *exilés politiques.* Où et quand forment-ils un véritable groupe ?

À travers l’histoire on trouve la noblesse française pendant la Révolution, les opposants à la Restauration, à l’Empire, les révolutionnaires de tous les pays avant la révolution russe à Bruxelles, Londres, Genève, Zurich. Gaullistes à Londres en 1940, Espagnols en France pendant la dictature de Franco (plus de quarante ans !), les réfugiés politiques d’Amérique latine ou du Moyen-Orient, enfin les dissidents de l’Est : Soljenitsyne, Kundera et combien d’autres ? Dans quelle mesure le « vinaigre de l’exil », comme disait Trotsky, agit-il sur le psychisme, les opinions et comportements d’individus dont on peut supposer les convictions politiques solides et les personnalités intéressantes. Ces groupes diffèrent-ils suivant les régimes auxquels ils s’opposent, leur origine géographique, leur idéologie ? Comment réagissent-ils ?, en fonction de quels facteurs extérieurs et de quels traits de personnalité s’effectue ou non une adaptation, et sur quels points ?

[108]

C. CHANGEMENT ET RÉSISTANCE

Un problème de psychologie collective essentiel, car il concerne toute la gamme de l’individu à la collectivité humaine entière [[350]](#footnote-350), a fait l’objet de travaux des psychologues, surtout des psychologues sociaux, de sociologues et d’historiens. C’est le problème *du changement.* Qu’est-ce qui permet à une société de conduire le changement, à des groupes minoritaires de susciter l’innovation, enfin à certains individus de subir plus ou moins que d’autres la pression sociale ?

Jugée désirable ou pas, la conformité aux valeurs du groupe d’appartenance est statistiquement normale. Peu de résultats dans les sciences sociales sont confirmés aussi régulièrement et largement que ceux de l’influence du groupe mais avec de fortes variations suivant les individus et, ce qui complique les recherches, suivant les cas et les conditions.

Sur le plan de la *résistance* à la pression du groupe et du conformisme, de nombreuses expériences ont occupé les psychologues (Asch, 1952). L’une cependant mérite d’être signalée, non que sa généralisation soit plus justifiée que d’autres mais ne le serait-elle que très partiellement, ses résultats méritent réflexion tant ils sont exemplaires : c’est l’expérience de Milgram (1974). Des étudiants *(trainer)* dans un soi-disant but d’expérience scientifique reçoivent l’ordre de faire passer des décharges électriques d’intensité croissante sur des individus *(learner),* en fonction d’erreurs dans un exercice de mémoire. Ils sont payés pour mener jusqu’au bout cette soi-disant expérience. Les fausses victimes simulent des réactions de douleur de plus en plus vives. Cependant devant les réactions qu’ils provoquaient, de nombreux étudiants demandaient d’arrêter l’expérience, mais recevant l’ordre de continuer, ils poursuivaient. Les psychiatres prévoyaient que seulement 4 % des étudiants dépasseraient 300 volts ; 78 % ont continué jusque-là et certains même ont distribué 450 volts. Soumission, croyance en la science ? La même expérience dans d’autres pays donnerait-elle des résultats comparables [[351]](#footnote-351) ? On observe que ce sont les individus non conformistes, les radicaux, capables de percevoir une contradiction et de décider comment la trancher qui refusent d’obéir [[352]](#footnote-352) ou d’adopter le point de vue du groupe (Asch 1952), pour s’en tenir à leur propre opinion. Alors que l’anomique et le conformiste ne tolèrent pas l’ambiguïté, n’acceptent pas d’être confrontés à des choix et obéissent pour fuir les inconvénients de la liberté.

Sur le plan politique, on dispose d’exemples de « lavages de cerveau ». En se bornant aux seuls facteurs psychologiques [[353]](#footnote-353), le cas des soldats américains prisonniers en Corée a donné lieu à de nombreuses études [[354]](#footnote-354). Les étapes sont toujours les mêmes : briser la personnalité, faire douter de soi puis de ses propres valeurs, créer un sentiment [109] de culpabilité pour enfin convaincre que l’ex-adversaire a raison. Techniques auxquelles étaient ou sont également soumises les recrues de nombreuses sectes et religions. Avec cette différence… considérable, qu’il s’agit alors de volontaires. Les résultats sont sans surprise. Les sujets instruits, possédant une personnalité structurée, des principes cohérents, résistent mieux que les autres à la propagande.

Giuseppe Di Palma et H. McClosky (1972) se demandent quelles forces psychologiques incitent à se conformer ou pas ? Us notent que les politologues ont négligé cette question alors qu’elle paraît importante pour l’équilibre politique dans une démocratie. Les auteurs insistent sur la complexité des variables en cause, l’influence de l’environnement (différence entre le laboratoire et la vie réelle) et le fait que des motivations différentes peuvent provoquer des réactions semblables.

De Palma et McClosky recherchent par des sondages [[355]](#footnote-355) (et non en laboratoire) les variables psychologiques affectant l’acceptation ou le rejet des valeurs de la société américaine. Il apparaît qu’un niveau élevé de compréhension et de connaissance renforce l’indépendance et que les individus doutant d’eux-mêmes, plus influençables, changent facilement d’opinion, sauf si le message compliqué les perturbe et les inhibe. (Cf. bibliographie et discussion *in* Di Palma et McClosky, 1972).

On a émis l’hypothèse d’une corrélation positive entre la conformité et les traits de rigidité, hostilité, des personnalités autoritaires. D’après certains, elles ont un tel besoin de certitude qu’elles demeurent attachées à leurs opinions lorsqu’elles détiennent une position dominante, mais se montrent prêtes à changer, en s’alignant sur le groupe, s’il détient le pouvoir, surtout en assurant l’ordre.

Le conformisme ou la déviance apparaissent bien liés à des traits de personnalité. Mais après un raisonnement plus circulaire que scientifique, l’expérience confirme que les individus les plus intégrés, les plus informés, etc., sont aussi ceux qui acceptent les normes du groupe et s’y conforment.

Seulement certains résultats sont contradictoires. Les déviants dans l’étude de Di Palma ressemblent étrangement aux conformistes de celle de Crutchfield (1955). Explication : les uns et les autres souffrent d’anxiété, d’inhibitions, etc. Dans une expérience (Crutchfield), le message est facile à comprendre et les déviants peuvent être immédiatement rassurés en se conformant au groupe. Dans la vie (est-ce vraiment la vie ?) au contraire, les informations complexes ne sont plus maîtrisées par les moins aptes qui deviennent les déviants. L’explication nous paraît surtout démontrer que le nombre des variables intervenant dans les attitudes de conformisme ou d’opposition est tel qu’il est impossible de les intégrer dans une expérience, donc de généraliser à partir de résultats qui n’en mesurent qu’une.

En ce qui concerne les groupements larges, l’étude du changement, de l’évolution des images (Lasswell, 1965), des mentalités ou encore de la contestation, se heurte à l’impossibilité d’expérimenter et nous l’avons dit, à la durée et obligent à se limiter à l’observation et la comparaison.

Un article de Deutsch et Merritt (1965) fait état de recherches sur l’effet des évènements, sur les images nationales et internationales suivant leur *nature,* leur *durée* courte ou longue, leurs côtés plus ou moins *spectaculaires* (scandale) et *cumulatifs* [110] (progrès technique), le fait qu’ils proviennent de changements de *direction* gouvernementale ou enfin du *style* et du contenu des médias.

Les auteurs constatent la persistance des images et comportements dans la mémoire collective, la façon dont les groupes s’accrochent à leurs opinions et s’appuient, pour les maintenir, sur les groupes sociaux auxquels ils appartiennent, quitte à modifier leur perception de la réalité pour ne pas les contredire (cf. Festinger). « Les hommes se conforment, admirent et obéissent dans le cadre des images et habitudes apprises auparavant et qu’ils ont intériorisées » (Deutsch, 1965, p. 182). Ceci réduit et surtout ralentit les possibilités d’évolution mais ne les supprime pas.

Pour modifier 40 % de la population, déclare Deutsch, il faut dans la plupart des pays une ou deux décennies. Pour faire bouger les autres 60 %, il faut la présence de plusieurs types d’évènements cités. Les changements politiques importants impliquent une modification des attitudes de 20 à 30 % de la population et encore faut-il la conjonction d’évènements spectaculaires et cumulatifs. Si ces conditions ne sont pas remplies ou rencontrent des oppositions, le changement n’affecte plus que 10 à 20 % des opinions. Enfin un seul type d’évènements (spectaculaire ou cumulatif) modifie moins de 10 % des points de vue [[356]](#footnote-356).

Il faut souvent une génération pour que les évènements produisent leur effet, les jeunes étant moins soumis aux traditions.

Si l’on peut observer globalement les changements dans les réactions, jugements, attitudes, mentalités des individus ou des groupes, les causes sont trop complexes pour être identifiées et pondérées. Même l’effet de mesures économiques sur le vote qui pourrait être considéré comme mesurable, n’est pas, nous dit Hayward [[357]](#footnote-357), facile à prouver.

Toutes ces difficultés n’ont pas incité les psychologues à émettre des hypothèses théoriques en psychologie collective. Ce sont les psychologues sociaux qui ont à la fois étendu la réflexion et l’expérimentation.

Théorie de Riesman (1964) pour lequel existeraient trois types principaux de personnalités correspondant à trois grandes catégories de sociétés. Les individus traditionnels *(tradition-directed)* dont l’action est inspirée par la tradition (société paysanne à transformation lente). Les individus autonomes *(inner directed)* qui suivent leur conscience personnelle en respectant les valeurs impliquées par leur éducation et qu’ils ont intériorisées, c’est l’homme du capitalisme. Enfin l’homme *other-directed* se conduit en fonction de ce qu’il pense que les autres attendent de lui. C’est la société de l’ « homme de l’organisation ». Pour intéressante qu’elle soit cette typologie, comme c’est trop souvent le cas, ne recouvre pas la complexité de la réalité, de plus elle laisse supposer que les *inner directed* sont plus autonomes alors qu’ils ont simplement intériorisé les normes sociales.

Moins ambitieuse ne s’appliquant qu’à un aspect plus limité des réactions collectives, la théorie de la « dissonance cognitive » de Festinger (1957) correspond [111] bien à la réalité en montrant la façon dont un groupe protège ses croyances en les réinterprétant face à des évènements qui les contredisent [[358]](#footnote-358).

Sur le plan de la recherche, pour éviter les inconvénients d’expériences en milieu artificiel, les études sur des groupes réels mais restreints se sont multipliées. étude des minorités actives (Moscovici, 1976), de l’influence personnelle (Lazarsfeld, 1955) ou de situations de crise (Cantril, 1970). Mais d’une part l’aspect psychologique est le plus souvent réduit, d’autre part la question : « Dans quelle mesure les résultats obtenus sont-ils transposables aux groupes ? » demeure sans réponse.

On peut supposer que les personnalités capables de résister à l’influence très proche des groupes primaires auxquels elles appartiennent seront mieux armées pour se défendre contre la « contagion » de l’« âme collective », mais beaucoup de facteurs entrent en jeu : la nature du groupe, l’appartenance à celui-ci (choisi ou pas, depuis quand ?) et le degré d’intégration. Le jeune, contestataire dans sa famille, peut délirer d’héroïsme sur les barricades. Au contraire, tel patriote se trouvera seul de son espèce dans son milieu d’origine. Comment mesurer l’influence de la culture nationale, celle de l’époque, de la famille, sur quels points et comment mesurer la résistance des groupes ou des individus à ces diverses pressions ?

Enfin, il est utile de noter que si nous sommes entrés dans l’ère des masses prévue par Le Bon, une opposition plus ou moins spontanée se manifeste sous la forme de la multiplication des petits groupes. Cette tendance au pluralisme des appartenances tend à briser les risques de totalitarisme au profit de la démocratie. Évolution bénéfique, dans la mesure où des liens plus proches sont créés (commune, association), mais qui présente l’inconvénient d’augmenter le désintérêt pour une politique globale (cf. Ansart, 1983). Suivant la nature des groupes, on peut aboutir à une fragmentation de la collectivité en une mosaïque de groupes d’intérêts particuliers détruisant la notion de solidarité nationale et d’intérêt public. L’acceptation réciproque de la défense des intérêts de chacun sous la forme : « Je comprends que tu barres les routes aujourd’hui mais la semaine prochaine, moi je couperai l’électricité », correspond sur le plan de la psychologie politique à une attitude nouvelle non prévue par Le Bon. Son évolution mérite d’être signalée et analysée.

D. HISTOIRE ET PSYCHANALYSE

Le peu d’empressement des psychologues à s’intéresser à un sujet soulevant tant de problèmes, le vide créé, devaient attirer des chercheurs d’autres disciplines toujours en quête de secteurs nouveaux. L’*histoire* avec modération et surtout la *psychanalyse* avec moins de prudence ont alors occupé le terrain déjà propriété des sociologues.

Après l’histoire évènementielle et l’histoire quantitative, les historiens ont élargi leurs points de vue en replaçant les faits dans leur contexte économique et social pour aborder enfin ceux qui font l’histoire : les hommes, ce qu’ils pensent, croient, redoutent, c’est-à-dire leur mentalité. Mot ambigu que n’utilisent pas les [112] psychologues. La rigueur des historiens, moins exigeante sur la définition, concernera comme toujours les sources : à quels matériaux aura-t-on recours ? J. Le Goff (1974), après avoir souligné l’imprécision du terme, répond à la question [[359]](#footnote-359) : « Tout est source pour l’historien des mentalités » et il ajoute : « Mais l’histoire des mentalités a ses sources privilégiées, celles qui, plus et mieux que d’autres, introduisent à la *psychologie collective* [[360]](#footnote-360)des sociétés » (p. 86). Documents qui, par contraste (concernant les saints, les hérétiques, les possédés, les criminels), révèlent la norme et la répression de ceux qui la transgressent. Autres sources privilégiées : les documents littéraires et artistiques. Le rôle du politologue sera de dégager dans l’histoire, mais « étroitement liée à l’histoire des systèmes culturels, systèmes de croyances, de valeurs, d’équipement intellectuel au sein desquels elles se sont élaborées, ont vécu et évolué » (Le Goff, p. 89), ce qui relève plus particulièrement du politique. L’histoire des mentalités se trouve « liée aux gestes, aux comportements, aux attitudes, par quoi elle s’articule sur la psychologie, sur une frontière où historiens et psychologues devront bien un jour se rencontrer » (Le Goff, p. 89) [[361]](#footnote-361).

Histoire « à la fois extrêmement séduisante et affreusement difficile » (L. Febvre), elle doit elle aussi affronter les difficultés rencontrées par les psychologues et, comme l’y invite G. Duby (1961), passer et repasser de l’individu au groupe.

Quant à la psychanalyse, elle ne rencontre aucun obstacle. Chacun peut suivre ses fantasmes et ses préférences pour interpréter les évènements en fonction des schémas choisis, parmi les nombreux héritiers, toujours en lutte, du père fondateur [[362]](#footnote-362).

Si les groupements larges se prêtent mal aux expériences, du moins l’analyse de leurs caractéristiques et de leur évolution suscite-t-elle des réflexions, des comparaisons de la part de sociologues et historiens. La psychologie n’en est pas toujours absente.

Faisant suite à la tentative aujourd’hui dépassée d’études de psychologie des peuples [[363]](#footnote-363), on trouve sous une forme plus systématisée des recherches sur des caractéristiques nationales, ce que S. Hoffmann analyse avec intelligence comme « le style national américain » (1968). Les meilleurs travaux sur chaque pays proviennent en général d’étrangers [[364]](#footnote-364). La difficulté consiste à séparer les caractéristiques personnelles des individus de la part intégrée provenant de la culture (Linton, 1959). Anthropologues et sociologues ont tenté de découvrir s’il existait une personnalité de base (Dufrenne, 1953, 2e éd. 1966 ; Inkeles, 1954).

Thème voisin étudié par politologues et historiens et relevant aussi de la psychologie collective : *le nationalisme* [[365]](#footnote-365)(Mead, 1951). S’il a dans notre histoire européenne [113] remplacé la religion comme facteur d’unification, il est intéressant (et sans doute regrettable) de le voir aujourd’hui s’introduire dans d’autres cultures. Allié à des traditions différentes, il suscite et justifie des revendications d’indépendance ou surtout anime de nouvelles formes de guerre sainte, en habillant d’un aspect moderne un séculaire fanatisme religieux (cf. Iran).

Autre champ de recherches où la psychologie devrait apporter un complément nécessaire : *les mouvements révolutionnaires.* Nous ne pouvons naturellement dans ce chapitre nous attarder, mais voudrions insister sur un auteur influencé à la fois par Tocqueville et Marx et qui tient compte des réactions psychologiques des populations [[366]](#footnote-366). Pour Davies (1971) une révolution risque de survenir lorsque, après une période de croissance économique, s’installe une récession à laquelle les esprits n’étaient pas préparés. Pour cet auteur, c’est la déception, phénomène subjectif et psychologique, plus que la réalité objective des privations économiques ou même la limitation des libertés, qui déclenche la révolution [[367]](#footnote-367).

Nous renvoyons à l’article de Chazel sur les ruptures révolutionnaires [[368]](#footnote-368) pour la critique de la thèse de Davies et des auteurs acceptant les mêmes hypothèses (Gurr, 1970) mais voudrions seulement ajouter une remarque à ces judicieux commentaires. Chazel conclut sa revue des diverses théories en estimant que, comparée à « la variante systémique », la « variante psychosociale » (utilisée par Davies) paraît plus pauvre aux plans conceptuel et théorique.

Ce jugement nous paraît mal fondé car il compare deux variantes dont les objectifs diffèrent. Le systémisme traite en priorité du maintien des équilibres, des processus et mécanismes qu’il abstrait de la réalité. Alors que les variantes psychologiques s’attachent plutôt aux facteurs de déséquilibre et cherchent à rendre compte d’éléments à la fois individuels et globaux, en tout cas hétérogènes et souterrains. On ne peut comparer l’étude des diverses phases des mouvements révolutionnaires et l’analyse de la passion révolutionnaire (Kolakowski, 1978).

Si nous avons évoqué dans la deuxième partie différents leaders, puis signalé dans ce dernier chapitre les difficultés et lacunes de la psychologie collective, il nous reste à voir, pour terminer, les rapports entre le leader et le peuple. Laissant de côté les très nombreuses recherches sur le leadership dans les petits groupes [[369]](#footnote-369) dont les résultats ne sont pas souvent généralisables, nous nous limiterons à un aspect particulier de l’interaction entre le leader et le peuple : le charisme.

3. Le leader et le peuple : le charisme

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les masses, du fait de leur complexité et irrationalité ont toujours fait peur non seulement à ceux qui souhaitaient s’en défendre, mais surtout à ceux qui devaient les diriger. Même Lénine n’a accepté l’apport du peuple à la Révolution qu’après [114] avoir compris son efficacité… et sous réserve de son encadrement par le parti. L’utilisation de « la spontanéité des masses » a provoqué d’ardentes discussions chez les bolcheviques et même chez les communistes français en 1968.

Max Weber, dans son analyse bien connue des divers types de pouvoirs, distingue le pouvoir traditionnel, le pouvoir légal et le pouvoir charismatique [[370]](#footnote-370). C’est ce dernier qui paraît le plus intéressant au psychologue, du fait de la prédominance à première vue de l’élément personnel.

Nous disons à première vue, car si l’on réfléchit aux conditions nécessaires à l’apparition du charisme, on s’aperçoit qu’elles tiennent plus que d’autres formes de leadership à la situation. Les psychologues sociaux ont renoncé, comme à leur suite les politologues, à dresser un portrait exhaustif du leader, pour le définir comme l’individu qui, dans une situation donnée, correspond aux nécessités du moment.

D’après M. Weber (trad. 1971) : « Nous appellerons charisme la qualité extraordinaire (…) d’un personnage, qui est pour ainsi dire doué de forces ou de caractères surnaturels ou surhumains ou tout au moins en dehors de la vie quotidienne, inaccessibles au commun des mortels ; ou encore qui est considéré comme envoyé par Dieu ou comme un exemple, et en conséquence, considéré comme un « chef » (Führer). » La fortune du mot a considérablement étendu sa signification, ce qui faisait dire à G. Friedrich (1961) et à Werner Stark (1969) qu’un concept qui couvrait des personnalités aussi différentes que Moïse, Mussolini, Hitler et Jésus-Christ ne pouvait être d’aucune utilité en science politique. Malgré son ambiguïté, le terme est pourtant commode pour désigner une forme de pouvoir dans laquelle l’affectivité joue un rôle important.

Tucker (1968) approuve Weber d’avoir emprunté ce terme à la religion pour l’utiliser en politique et critique l’arbitraire de Friedrich, liant la notion à la présence d’un ou plusieurs dieux. Paraît également trop restrictive l’utilisation du terme dans le seul cadre des pays en voie de développement (Shils, Apter). Point de vue fonctionnaliste suivant lequel le leader facilite le passage de la société traditionnelle à une société moderne, indépendante, avant l’étape rationnelle légale. En fait, la notion de charisme s’applique à bien d’autres situations.

Le critère essentiel : c’est l’élément émotionnel et *affectif.* Pour Weber ce ne sont pas les qualités objectives du leader qui importent mais ce qu’éprouvent ceux qui le suivent. La passation légale du pouvoir compte moins que l’adhésion de la foule à cet individu particulier, sa confiance en lui. La notion de charisme est pour Weber moralement neutre. Elle ne comporte aucun élément de valeur, d’où la possibilité d’inclure Hitler comme Napoléon dans cette même catégorie. Le leader charismatique n’est ni un saint ni un homme admirable, c’est un homme qui suscite l’enthousiasme, une dévotion passionnée et le plus souvent désintéressée [[371]](#footnote-371).

L’élément d’obéissance parfaite retenu par Weber varie suivant les cultures et les situations. Pour Tucker, il s’agit plutôt d’une sorte de domination. Ceci ne [115] signifie pas supprimer toute discussion mais le charisme implique le don de convaincre (cf. Lénine) [[372]](#footnote-372). On peut également lui rattacher une notion de *prestige.* Non pas au sens extérieur de décorum mais comme un mélange d’admiration et de respect qui, à eux seuls, ne constituent pas le charisme mais en font partie. Enfin, « le prestige ne peut aller sans mystère, car on révère peu ce que l’on connaît trop bien et le mystère implique une certaine distance » (de Gaulle, 1932, p. 67). Le second critère est la capacité du leader à percevoir les sentiments et les besoins de la masse qui le suit.

Ce second élément à la fois cause et conséquence du premier permet de dire que le critère du charisme c’est l’attitude du peuple. Être un leader charismatique c’est être perçu comme tel. Le charisme plus que tout autre pouvoir repose sur cette relation, cette interaction entre le peuple et le meneur. Mais l’état d’esprit du peuple dépend des conditions dans lesquelles il vit, de la situation, de la façon dont il réagit à celle-ci.

Quelles sont les causes qui permettent l’émergence d’un leader charismatique ? L’intérêt de M. Weber pour les seuls faits sociologiques, son aversion pour la psychologie [[373]](#footnote-373) ne facilitent pas la compréhension du phénomène. Il indique cependant que le pouvoir charismatique survient dans des périodes « de détresse psychique, physique, économique, éthique et religieuse ». Ceci exclut son apparition (mais non sa survie) dans une période calme. Il serait intéressant de rechercher les signes d’états « précharismatiques » : degré de dysfonctionnement social ? de quel ordre et de quelle intensité ? Dans les différents pays qui en ont fait l’expérience quels facteurs comparables trouve-t-on et quelles différences ? Une crise de longue durée implique-t-elle toujours la venue d’un leader charismatique ?

Tucker insiste sur la nécessité d’étudier le charisme non seulement lors de son apogée, car on risque de le confondre avec les caractères du pouvoir (cf. Staline) mais également dès son origine.

Des « sauveurs » de natures différentes peuvent répondre plus ou moins bien à la situation. D. Katz *(in* Knutson, 1974) distingue d’abord le leader considéré charismatique parce qu’il symbolise les espoirs du peuple. Sa personne et son programme correspondent à ce que l’on attend de façon plus psychologique que rationnelle. C’est le cas d’Hitler qui répondait aux deux angoisses des Allemands : le chômage, l’humiliation de la défaite, et rendait à l’Allemagne confiance dans son destin. De même Moïse (Wildavsky, 1984), enfin de Gaulle. La source de son charisme en 1944 : faire croire aux Français qui l’acclament qu’ils ont tous participé à la Résistance et gagné la victoire. Mériter le qualificatif de charismatique c’est sans doute correspondre aux nécessités objectives du moment, mais surtout à l’attente de la foule, à ses besoins psychologiques. Poincaré ou Pinay ont rétabli le franc, ils ne sont pas devenus pour autant charismatiques.

D’autres facteurs peuvent également intervenir : une habitude de dépendance de la figure du père, dans les pays n’ayant pas de tradition démocratique, par exemple la Russie. Enfin, d’un point de vue plus matérialiste, l’enthousiasme peut [116] naître d’une exagération des qualités d’un homme dont on espère qu’il résoudra les problèmes. Il s’agit alors d’une crise peu profonde et d’un emballement passager. Ce fut le cas d’Adlaï Stevenson, probablement du général Boulanger.

Quel que soit le type de leader et la pondération des éléments responsables du charisme, on trouve toujours essentiellement sous des aspects divers : la frustration. Celle-ci n’a pas été étudiée seulement sous sa forme sociale et psychologique mais également d’un point de vue biologique. R. Hummel dans un long article (1970) tente d’établir un modèle biosocial faisant intervenir les inévitables petits rats et leurs réactions plus ou moins agressives. Puis étudiant les mécanismes de défense et d’adaptation, il déclare que la relation charismatique est une réponse à la déroutinisation du monde, réponse avant tout biologique. Le niveau de changement ne doit pas dépasser un certain seuil de stimulation du cortex, organe responsable de l’adaptation de l’organisme. Il émet ensuite des propositions suivant lesquelles la nature de l’état précharismatique est semblable aux situations conduisant à une agression ou à un suicide. Nous laisserons aux neurologues le soin de commenter ces affirmations. Si le sociologue peut sans doute retenir comme critères de désorganisation sociale le nombre d’agressions et de suicides, nous voyons mal, pour notre part, le passage d’un élément individuel comme le fonctionnement du cortex, à un phénomène collectif tel que l’arrivée d’un leader charismatique.

La réponse du leader charismatique au peuple soulève deux questions importantes : quelle est la nature de son action, ensuite comment le charisme peut-il durer ? Comment se termine-t-il ?

Pour Weber, l’amour pour le leader ne suffit pas. Celui-ci doit encore démontrer ses qualités en suscitant l’innovation. La frustration à l’origine du charisme crée une immense aspiration au changement. Le leader considéré comme le sauveur dont on reconnaît le caractère messianique est-il pour autant un révolutionnaire (Ansart, 1983) ? Tucker étudiant le charisme en urss penche naturellement pour cette hypothèse. Puisant chez Weber et Freud, B. Mazlich trouve des éléments de charisme dans l’ascétisme des révolutionnaires (1976) tels que Mao Tsé-toung et surtout Lénine ; mais si la situation de crise révolutionnaire est favorable à l’émergence d’un leader charismatique même éphémère, la corrélation n’est pas obligatoire. De Gaulle représentait la tradition plus que la révolution.

Le charisme peut se terminer par une institutionnalisation, ce que Weber appelle une routinisation ou la disparition du leader. Il peut un certain temps survivre dans les mémoires, être l’objet d’un culte (Lénine).

Faute d’apporter une large contribution à la psychologie collective nous voudrions cependant compléter cette étude du charisme par une notion sans doute dérivée, moins importante mais actuelle, celle *d’état de grâce* [[374]](#footnote-374)*.* L’expression, récemment à la mode, correspond semble-t-il à quelque chose qui, en psychologie politique, mérite l’attention, car l’histoire nous en offre d’autres exemples. Celui que la France a vécu en 1981 suscite quelques remarques et des réflexions.

[117]

Le charisme met fin à un état de crise prolongé. S’il implique une réceptivité particulière, un appel suivi d’une adhésion affective intense au leader, il semble que la personnalité de celui-ci, son savoir-faire, son imagination soient des éléments importants sinon essentiels. L’état de grâce fait suite à une période caractérisée par la lassitude, l’inquiétude, plus que par une véritable tension. De ce fait, la personnalité du leader importe moins.

Autre différence, le charisme implique du temps, une certaine courbe progressive après la conquête du pouvoir. L’état de grâce par définition est de courte durée, d’où la hâte d’en profiter pour agir et le risque de décisions précipitées ou mal préparées. Enfin le charisme doit toucher une large majorité de la population, alors que l’état de grâce par le jeu des élections et le pouvoir confié à la majorité peut se contenter d’une victoire mathématiquement réduite. Ce qui constitue l’état de grâce c’est surtout l’irruption de l’espoir… et la surprise [[375]](#footnote-375). Une victoire très prévisible n’enthousiasme que ses supporters actifs.

L’état de grâce ne survient pas dans une crise grave. L’arrivée du général de Gaulle en 1944 ne le suscite pas. La guerre n’était pas finie. Trop de deuils, trop d’inquiétudes pesaient encore sur la France, malgré le soulagement de la liberté retrouvée. Au contraire, le succès de la gauche aux élections de 1981 se produisait dans un pays ni meurtri, ni malheureux. La population dont le niveau de vie augmentait depuis vingt ans, simplement se résignait mal à la crise.

Elle éprouvait ce qu’on appelait vulgairement un sentiment de *ras le bol,* état d’esprit purement psychologique, se manifestant par un ennui diffus et différent en cela du mécontentement provoqué par des mesures concrètes et ponctuelles. Il n’apparaît qu’en période de stabilité, lorsque aucun danger immédiat ou frappant ne mobilise les énergies.

De nombreux facteurs peuvent l’expliquer. Une politique impopulaire qui n’a pas été infléchie à temps. Le ton et l’attitude de l’équipe dirigeante depuis trop longtemps au pouvoir [[376]](#footnote-376), sans contact réel avec les citoyens ou leur donnant cette impression d’éloignement. Un langage trop technocratique ou au contraire démagogique. Enfin le rôle des médias, soit qu’ils pratiquent l’autocensure ou au contraire sous prétexte de neutralité, l’agressivité verbale.

La population voulait d’autres visages, un autre langage, d’autres remèdes, bref elle aspirait au changement. Comment ne pas choisir celui qui le lui proposait. L’état de grâce ? la rencontre de deux rêves, deux illusions, deux mirages, celui du peuple et celui de l’élu.

C’est ce que ne voient pas certains journalistes et politologues. Trop influencés par les sondages et les ordinateurs, ils confondent les cotes de confiance ou de popularité obtenues par les nouveaux élus, avec le phénomène plus exceptionnel de l’état de grâce (Weill, 1981 ; Duhamel et Parodi, 1981). Alors qu’un sondage peut, par l’addition de réponses individuelles, donner des chiffres indiquant un certain état de l’opinion, l’état de grâce traduit essentiellement un phénomène collectif et qualitatif, [118] un tout non mesurable par la somme des parties. Il donne lieu à des manifestations, défilés, cris, chants ou prend des formes inattendues pour exprimer ce qui le caractérise : l’espoir.

L’état de grâce est par essence éphémère. Né d’une illusion, il s’use au contact de la réalité, surtout lorsque les mesures prises, par définition tiennent compte des aspirations plus que des faits qui, une fois de plus se vengent. Alors que le charisme peut s’institutionnaliser ou victime de ses échecs, s’écrouler avec son leader dans une catastrophe (Hitler), l’état de grâce, à l’intérieur des institutions, peut disparaître, glissant progressivement dans la déception.

L’évolution dépendra de la situation mais aussi des solutions de rechange possibles, de la façon dont les différentes fractions de la population réagissent à leur déception [[377]](#footnote-377), enfin de la solidité de leurs opinions politiques. Quels sont les « clignotants » indiquant le passage de la morosité à un état plus dynamique de contestation ?

Ces notions de « ras le bol » et de déception intéressent directement la politique et la psychologie collective et mériteraient d’être étudiées comme tous concepts, suivant la méthode de Lazarsfeld : critères quantifiables et dimensions à retenir ; étude des types de manifestations (grèves, barrages, défilés, abandon des militants, résultats d’élection, etc.), des catégories d’intervenants (hôpitaux, universités, fonctionnaires, routiers), attitude de l’opposition, observation des réactions des populations elles-mêmes, enfin de la différence entre les manifestations de lassitude : le ras-le-bol d’avant l’état de grâce et la déception d’après l’état de grâce. En quoi diffèrent-elles ? Nous abordons là des thèmes pluridisciplinaires qui devraient intéresser psychologues, psychologues sociaux, historiens, politologues et sociologues.

Conclusion

[Retour au sommaire](#sommaire)

Ce traité se veut un instrument de travail proposant aux lecteurs un état de chaque question, des indications bibliographiques, des directions de recherches.

Bilan de la science politique française aujourd’hui, il devait marquer son autonomie, même en tenant compte des influences étrangères, en particulier celle parfois excessive des États-Unis.

Sur ce point ce chapitre n’est vraiment pas conforme au vœu initial, puisque malheureusement les psychologues et politologues français ne se sont pas intéressés à la psychologie politique depuis Tarde et Le Bon. Seuls les Américains occupent la scène.

Invoquer la difficulté du sujet pourrait être une excuse, mais nier le rôle de l’individu alors qu’à chaque changement de gouvernant tout le monde, du spécialiste à l’homme de la rue, s’interroge sur la personnalité du successeur et des modifications [119] que l’on peut en attendre, oui, nier l’influence des hommes au pouvoir sur les évènements serait absurde.

Absurde mais explicable par un triple héritage qu’il aurait fallu accepter sous bénéfice d’inventaire. Un marxisme dénaturé, privilégiant l’économie, alors que [*Le 18 brumaire*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030145289)insiste sur l’importance des passions et des sensibilités politiques dans le déroulement de l’histoire. Loin de les croire issues des seules conditions de production, Marx constate que le pays où le capitalisme industriel est le plus développé : l’Angleterre où il réside, se montre le plus réfractaire au socialisme : « Les Anglais ont toute la matière nécessaire à la révolution sociale. Ce qui leur manque, c’est la passion révolutionnaire » (circulaire du Conseil général de l’aît, janvier 1870).

À l’opposé, on trouve l’idéologie capitaliste ignorant tout ce qui ne relève ni de la production ni de la consommation des biens matériels. Enfin, un positivisme scientiste dont notre sociologie est encore imprégnée, l’attache à une conception trop étroite du rationnel et au mythe de la rationalité du politique, excluant ainsi son aspect aléatoire et affectif.

La science politique et l’histoire ont trop étudié l’aspect pragmatique, ponctuel des comportements et évènements, sans se préoccuper des orientations et besoins imaginaires et symboliques des individus et des peuples. La psychanalyse ne peut compenser cette lacune. C’est à la psychologie d’apporter ce complément indispensable. À la fois pluridisciplinaire, intuitive et partiellement expérimentale, elle s’intéresse à l’individu mais dans son environnement. À l’intérêt pour la science et la connaissance, elle ajoute sympathie et compréhension pour les hommes et leur destin individuel et collectif.

Le champ est immense. Comme le suggèrent raisonnablement les pionniers en la matière on ne peut imaginer de le défricher entièrement et Greenstein de conclure : « Laissons fleurir de nombreuses fleurs. » Cela s’impose si nous acceptons la prédiction de l’écrivain allemand H. Broch : « Les nouvelles vérités politiques seront fondées sur des vérités psychologiques. L’humanité s’apprête à quitter l’époque économique de son évolution pour entrer dans l’époque psychologique » (1979, p. 42).

BIBLIOGRAPHIE [[378]](#footnote-378)\*

[Retour au sommaire](#sommaire)

Ackerman (N. N. W.), Jahoda (Marie), 1950, *Antisemitism and emotional disorder*, New York, Harper.

Adams (S.), 1961, *First hands reports : The story of the Eisenhower administration*, New York, Harper & Row.

\*Adler (A.), 1927, trad. 1961, *Pratique et théorie de la psychologie individuelle*, Paris, Payot.

Adler (A.), 1949, *Connaissance de l’homme*, Paris, Payot.

Adler (A.), trad. 1970, *Le tempérament nerveux*, Paris, Payot.

\*\*Adorno (T. W.), Frenkel-Brunswik (Else), Levinson (Daniel J.), Sanford (R. N.), 1950, *The Authoritarian personality*, New York, Harper.

[120]

Adrian (C.), 1970, *Implications for political science and public policy of recent ethological research*, Münich, ipsa.

Alexandre (Ph.), 1970, Le *duel de Gaulle-Pompidou*, Paris, Grasset, coll. « Poche ».

Alia (Josette), 1978, Les hommes du Président, Le Nouvel Observateur, 3 juillet ; *Le Monde*, 1er décembre.

Allport (F. H.), 1924, *Social psychology*, Cambridge, Mass., Houghton Mifflin.

\*Allport (G. W.), 1937, *Personality : A Psychological Interpretation*, New York, Holt.

Allport (G. W.), 1955, *Becoming : basic considerations for a psychology of personality*, Yale Univ. Press.

Allport (G. W.), 1961, *Pattern and growth in personality*, New York, Holt, Rinehart & Winston.

\*Allport (G. W.), 1961, The general and the unique in *Psychological Science, Journal of personality*, 30, pp. 405-422.

Allport (G. W.), 1968, *The person in psychology : selected essays*, Boston, Beacon.

Almond (G. A.), 1954, *The appeals of communism*, Princeton, Princeton Univ. Press.

Almond (G. A.), Verba (S.), 1963, *The civic culture*, Princeton Univ. Press.

\*Anderson (P.), 1968, *The President’s Men*, New York, Doubleday, Inc. Garden City.

Angyal (A.), 1941, *Foundations for a science of personality*, New York, Commonwealth Fund.

Ansart (P.), 1977, *Idéologies, conflits et pouvoir*, Paris, puf.

\*Ansart (P.), 1983, *La gestion des passions politiques*, Paris, L’Âge d’Homme.

Ansbacher (H. L.), Rowena (R.) ed., 1956, *The individual psychology of Alfred Adler*, New York, Basic Books.

Ardrey (R.), 1966, *The territorial imperative*, New York, Athenaeum.

\*Arendt (Hanna), 1972, *Du mensonge à la violence, essais de politique contemporaine*, Paris, Calmann-Lévy.

Aron (R.), 1973, *République impériale. Les États-Unis dans le monde, 1945-1972*, Paris, Calmann-Lévy.

Asch (S. E.), 1952, *Social Psychology*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice Hall.

\*Asch (S. E.), 1952, Effects of group pressure upon the modification and distortion of judgments, in Guy Swanson, T. Newcomb et al., ed., *Readings in social psychology*.

Atkinson (J. W.), 1957, Motivational determinants of risk-taking behavior, *Psych. Rev*., 64, pp. 359-372.

Auriol (V.), 1970, *Mon septennat 1947-1954*, notes de journal présentées par P. Nora et J. Ozouf, Paris, Gallimard.

Balandier (G.), 1967, *Anthropologie politique*, Paris, puf.

Balandier (G.), 1980, *Le pouvoir sur scène*, Paris, Balland.

\*Bales (R. F.), Slater (P. E.), 1955, Role differentiation in small decision making groups, in T. Parsons, R. F. Bales et al., ed., *Family, socialization and interaction process*, Glen., Ill., Free Press.

\*Barber (J. D.), 1965, *The law makers*, New Haven, Yale Univ.

Barber (J. D.), 1969, *Readings in citizen politics*, Markham Pub. Comp.

\*Barber (J. D.), 1971, The interplay of presidential character and style : a paradigm and five illustrations, dans Greenstein et Lerner, *A source-book for the study of personality and politics*, pp. 384-408.

\*\*Barber (J. D.), 1972, *The presidential character : Predicting performance in the White House*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice Hall.

Barron (F.), 1963, *Creativity and psychological health*, Princeton, Van Nostrand, chap. 14.

\*\*Barrows (Suzanna), 1981, *Distorting mirrors. Visions of the crowd in late nineteenth century France*, Yale, Univ. Press.

Bartos (O. J.), *How predictable are negotiations ?, Journal of conflict resolution*, ii pp. 481-496.

Beck (H.), 1970, *Politics and the life sciences : Notes toward a theory of Biobehavorial Ecology*, Münich, ipsa.

\*Bell (D.), 1960, America as a mass society, in *The end of ideology*, New York, Free Press.

Benoist (A. de), 1977, *Vu de droite*, Paris, Ed. Copernic.

Berelson (B. R.), Lazarsfeld (P. F.), McPhee (W. N.), 1954, *Voting*, Chicago, The University of Chicago Press.

[121]

Berelson (B. R.), Steiner (G. A.), 1964, *Human behavior : an inventory of Scientific Findings*, New York, Harcourt, Brace & World.

Berkowitz (L.), 1964, The effects of observing violence, *Scientific American*, vol. 210, n° 2.

Bernstein (P.), Schwartz (D.), 1973, *A note on the impact of Health on Presidential Decision-Making*, Montréal, ipsa.

\*Bernstein (C.), Woodward (B.), 1974, *All the President’ men*, New York, Warner.

\*Berrington (H.), 1974, The fiery chariot : British prime ministers and the search for love, *British journal of political science* (4 July), pp. 345-369.

Bertaux (D.), 1980, L’approche biographique : sa validité méthodologique, ses potentialités, *Cah. intern. de Sociologie*, vol. LXIX.

Bettelheim (B.), Janowitz (M.), 1964, *Social change and Prejudice*, New York, The Free Press.

Bettelheim (B.), 1972, *Le cœur conscient*, Paris, Robert Laffont.

Biddis (M. D.), 1980, *L’ère des masses*, Paris, Seuil.

Binswanger (L.), 1963, *Being-in-the-world : Selected papers of Ludwig Binswanger*, New York, Basic Books.

Bion (W. R.), 1961, trad. 1972, *Recherches sur les petits groupes*, Paris, puf.

\*Birney (R. C.), 1968, Research on the achievement motive, in E. F. Borgatta et W. W. Lambert ed., *Handbook of personality theory and research*, Chicago, Rand McNally and Comp., pp. 857-889.

Black (G. S.), 1972, A theory of political ambition : carrer choices and the role of structural incentives, *Am. Pol. Sc. Rev*., 66, pp. 144-159.

Blake (Sir R.), 1969, *Disraeli*, Methuen Press.

Block (J.), Block, 1951, An investigation on the relation between intolerance of ambiguity and ethnocentrism, *Journal of personality*, 19, 3 (March), pp. 303-311.

Blumenfeld (R.), 1974, *Henry Kissinger : The private and public story*, New York, New American Library.

Bobrow (D. B.), 1972, Transfer of meaning across national boundaries, in R. L. Meritt ed., *Communication in International Politics*, Urbana, Univ. of Ill. Press.

Bok (Sissela), 1978, *Lying : Moral choice in public and private life*, New York, Pantheon.

Borgatta (E.), Lambert (W. W.) ed., 1968, *Handbook of personality theory and research*, Chicago, Rand McNally.

Boss (M.), 1963, *Psychoanalysis and Daseinanalysis*, New York, Basic Books.

\*Bourdieu (P.), 1973, L’opinion publique n’existe pas, *Les Temps modernes*, XXIX, 318 (janvier).

Bourne (P. G.), 1971, Altered adrenal function in two combat situations in Vietnam, in B. E. Eleftherion et J. P. Scott éd., *The physiology of aggression and defeat*, New York, Plenum.

Brachfeld (O.), 1959, *Los sentimentos de inferioridad*, 3e éd., L. Miracle ed., Barcelone.

Bradley (N.), Blair (C.), 1983, *A general’s life. An autobiography*, New York, Simon & Schuster.

Brecher (M.), 1959, *Nehru, a political biography*, London, Oxford Univ. Press.

Brejnev, 1977, *Discours et messages*, Paris, Plon.

Brim (O. G.), Hoff (D. B.), 1957, Individual and situational Differences in desire for certainty, *The Journal of abnormal and social psychology*, 54, 2 (March), pp. 225-229.

Brinton (C.), 1938, *The Anatomy of Revolution*, Prentice Hall.

Broch (H.), 1979, *Massenwahntheorie*, Francfort-sur-le-Main, Surekampf.

Brodie (B.), 1971, A psychoanalytic interpretation of Woodrow Wilson, in Bruce Mazlich ed., *Psychoanalysis and History*, New York, Grasset & Dunlop.

Brody (R. A.), 1963, Some systemic effects of the spread of nuclear weapons technology : a study through simulation of a multi-nuclear future, *Journal of conflict resolution*, 7, pp. 663-763.

Broué (P.), 2e éd. 1972, *Le Parti bolchevique*, Paris, Minuit.

\*Brown (R. W.), 1954, Mass phenomena, in *Handbook of Social psychology*, G. Lindsey ed., Cambridge, Mass., II, pp. 833-876.

\*Browning (R.), Jacob (H.), 1964, Power motivation and the political personality, *Pub. Op. Quat*., 28, pp. 75-90.

[122]

\*Browning, Rufus (P.), 1964, Power motivation and political personality, *Pub. Op. Quat*., 28, pp. 75-90.

Browning, Rufus (P.), 1968, The interaction of personality and political systematic decisions to run for office. Some data and simulation technique, *Journal of social Issues*, n° 24, pp. 93-109.

Buchanan (W.), Cantril (H.), 1953, *How nations see each other*, Urbana, Univ. of Ill. Press.

Bucksman (J.), 1977, Brain washing, lsd and cia. Historical and ethical perspective, *Intern. Journ. of social psychiatry*, vol. 23, 1 Spring 1977.

Budner (S.), 1962, Intolerance of ambiguity as a personality variable, *Journal of Personality*, XXX, 1 (March), pp. 29-50.

\*Bullit (W.), 1959, *To be a Politician*, 2e éd., 1977, Yale Univ.

Bullock (A.), 1962, Hitler : a study in tyranny. *Rev. edn*., New York, Mac Millan.

Burdeau (G.), 1979, *La politique au pays des merveilles*, Paris, puf.

Burns (J. M.), 1959, trad. 1961, *John Kennedy*, Paris, Berger-Levrault.

Burns (J.), 1975, *Presidential government*, Boston, Houghton Mifflin Go.

Buron (R.), 1963, *Le plus beau des métiers*, Paris, Plon.

Butt (Archie), 1930, *The intimate letters of Archie Butt, military aid*, 2 vol., New York, Doubleday & Co.

Campbell (A.), Converse (P. E.), Rodgers (W. L.), 1976, *The quality of american life*, New York, Russell Sage.

Canetti (E.), 1960, *Masse et puissance*, Paris, Gallimard.

Cantril (H.), 1941, *The psychology of social Movements*, New York, J. Wiley & Sons.

Carstairs (G. M.), 1969, *Overcrowding and Human agression*, in Graham et Gurr.

Carter (J.), 1980, *Mémoires d’un Président*, Plon.

Castoriadis (G.), 1975, *L’institution imaginaire*, Paris, Seuil.

Cattell (R. B.), 1950, trad. 1955, *La personnalité*, Paris, puf.

Cayrac-Blanchard (Françoise), 1980, Sukarno, in *Hommes d’État d’Asie et leur politique*, coll. dir. G. Fischer.

Chance (M. R. A.), 1967, Attention structure as the basis of primate rank orders, *Man*, 2 (Nov.), pp. 503-518.

Chariot (J.), 1967, L’UNR*, étude d’un pouvoir au sein d’un parti politique*, Paris, A. Colin.

Chenot (B.), 1967, *Être ministre*, Paris, Plon.

Chesen (E. S.), 1973, *President Nixon’s psychiatric profile*, New York, Peter Weyden.

Christiansen (B.), 1959, *Attitudes toward foreign affairs as a function of personality*, Oslo Univ. Press.

Christie (R.), 1955, Review of the psychology of politics by H. J. Eysenck, *Am. journal of Psych*., 68, pp. 402-704.

Christie (R.), 1956, Eysenck’s treatment of the personality of communists, *Psychol*. *Bull*., 53. pp. 411-430 (a).

Christie (R.), Cook (Peggy), 1958, A guide to published literature relating to the authoritarian personality through 1956, *J. Psych*., 45, pp. 171-199.

\*Christie (R.), Geis (F. L.), 1970, *Studies in Machiavellianism*, New York, Academic Press.

\*\*Christie (R.), Jahoda (M.) ed., 1954, *Studies in the scope and method of the Authoritarian Personality*, New York, Free Press.

Clark (K. B.), 1974, *Pathos of Power*, New York, Harper & Row.

Clausen (A. R.), 1973, *How congressmen decide : a policy focus*, New York, St Martin’s Press.

Clinch (Nancy), 1973, *The Kennedy neurosis*, New York, Grasset & Dunlop.

\*Cohen (Samy), 1979, *Choix des collaborateurs du général de Gaulle à l’Élysée (1959-1969),* in Pilleul, Paris, Plon.

Cohen (S.), 1980, *Les conseillers du Président : de Charles de Gaulle à Valéry Giscard d’Estaing*, Paris, puf, 200 p.

Cohen (S.), 1982, Les hommes de l’Élysée, in *Pouvoirs*, n° 20, pp. 86-100.

Coleman (J. C.), 1956, *Abnormal psychology and modern life*, 2e éd., Chicago, Scott Foresman.

Committee on governmental Agencies of the group for the advancement of Psychiatry (1973) *The VIP with psychiatric impairment*, New York, Ch. Scribner’s Sons.

[123]

Comrey (A. L.), 1970, EITS. *Manual for the Comrey personality scales*, San Diego, Calif., Educat. and Indust. testing service.

Coopersmith (S.), 1967, *The antecedents of self esteem*, San Francisco, W. H. Freeman.

Coopersmith (S.), 1968, *Studies in self esteem, Scientific american* (Feb.), vol. 218, pp. 96-106.

Corning (P.), 1971, The Biological Bases of Behavior and some implications for Political Science, *World Politics*, 23, pp. 321-370.

Coser (L.), 1956, *The functions of social conflict*, Glen., Ill., Free Press.

Cowdry (E. V.), 1936, *Body anatomic and Body Politic*, Scientific Quarterly, 42, p. 225.

Cronin (T. E.), Creenberg (S. D.), 1969, *The presidential advisory System*, New York, Harper & Row.

Crutchfield (R. S.), 1955, Conformity and Character, *American Psychologist*, 10, pp. 191-198.

Czudnowski (M. M.), 1982, Political Science and psychology : Some problems in communicating between Individual-level and System-level Paradigms, in *The paradigm problem in Political Science*, ed. T. Bluhm, Carolina, Academic Press.

Dahl (R. A.), 1961 a, trad. 1971, *Qui gouverne ?,* Paris, A. Colin.

Dahl (R. A.), 1961 b, *The behavioral approach in political science : epitaph for a monument to a successfull protest*, Ve Congrès international de Sc. pol., Paris (Sept.).

Danielian (J.), 1967, Live simulation of affect – laden cultural cognitions, *Journal of conflict resolution*, ii, pp. 312-324.

Dansette (A.), 1981, *Histoire des Présidents de la République*, Paris, Plon.

Darwin (Ch.), 1859, *De l’origine des espèces, au moyen de la sélection naturelle*, trad. 1873. Costes, 1951.

Davids (A. F.), 1955, Some personality and Intellectual correlates of intolerance of Ambiguity, *The journal of abnormal and social psychology*, 51, 3 (Nov.), pp. 415-420.

Davids (A. F.), 1966, *Private politics : a study of five Political Outlooks*, Melbourne Univ. Press.

Davids (A. F.), 1973, *Politics as work*, Melbourne Politics Monographs.

\*\*Davies (J. C.), 1963, *Human nature in Politics*, New York, Wiley.

Davies (J. C.), 1965, The family’s role in Political Socialization. Annals of the Amer. *Acad. of Polit, and Soc. Science*, 361, 10 (19 Sept.).

Davies (J. C.), 1970, Violence and agression : innate or not ?, *Western Polit. Quarterly*, 23, pp. 611-623.

\*Davies (J. C.), 1971, *When men revolt and Why. A reader in Political violence and Revolution*, New York, Free Press.

Deconchy (J. P.), 1984, Systèmes de croyances et représentations idéologiques, in *Manuel de psychologie sociale*, Paris, puf.

*De Gaulle et le service de l’État : Des collaborateurs du Général témoignent*, Plon, 1977.

De Grazia (S.), 1948, *The political Community. A study of Anomie*, Chicago, Univ. of Chicago Press.

De Grazia (S.), 1948, Mahatma Gandhi : The son of his mother, *Political Quarterly*, 19, pp. 336-348.

Delay (J.), Pichot (P.), 1964, *Abrégé de psychologie à l’usage de l’étudiant*, 2e éd., Paris, Masson.

Destler (I. M.), 1975, *The Nixon System a further look, in Perspective on the Presidency*, Boston, Little, Brown & Go.

Deutsch (M.), 1983, Qu’est-ce que la psychologie politique ? Les dimensions politiques de la psychologie, n° 96, *Revue int. des Sc. soc,* vol. XXXV, n° 2, pp. 245-260.

Deutsch (K. V.), Merritt (R. L.), 1965, *Effects of events on national and international Images*, in H. C. Kelman, International Behavior.

Devereux (G.), 1955, Charismatic leadership and crisis, *Psychoanalysis and the Social Sciences*, 4, pp. 145-157.

Dicks (H. V.), 1950, Personality traits and national socialist ideology, *Human relations*, III, pp. 111-154.

Dicks (H. V.), 1951, The authoritarian Personality. A critical appreciation, *Human relations*, IV. pp. 203-211.

Dicks (H. V.), 1952, Observations on Contemporary Russian behavior, *Human relations*, V, 2, pp. 111-175.

[124]

Dicks (H. V.), 1972, trad. fr. 1973, *Les meurtres collectifs : une analyse psychosociologique de criminels S.S*., Paris, Calmann-Lévy.

Di Renzo (G. J.), 1967, *Personality Power and Politics : A social psychological Analysis of the Italian Deputy and his Parliamentary System*, Notre Dame Ind. Univ. of N. Dame Press.

Djilas (M.), 6 mai 1980*, Le sens du danger*, Le Monde.

Dogan (Mattei), 1965, Le personnel politique et la personne charismatique, *RFSP*, n° 6, pp. 305-324.

Dogan (Mattei), 1967, Les filières de la carrière politique en France, *RFSP*, 8, pp. 468-492.

Dollard (John), 1935, *Criteria for the Life History*, Yale Univ. Press.

Dollard (J.), Miller (N. E.), 1950, *Personality and Psychotherapy : an analysis in terms of learning thinking and culture*, New York, McGraw.

Doress (L), 1968, *A study of a sampling of Boston student activists, Unpublished doctoral dissertation*, Boston Univ.

Dossiers du Pentagone, 1971, trad. 1971, Paris, A. Michel.

Douglas (A.), 1957, The peaceful settlement of industrial and intergroup disputes, *Journal of conflict resolution*, I, pp. 69-81.

Downes (Peggy), 1979, Th*e Management and Manipulation of Presidential Reality*, mémoire non publié, Université de San Francisco.

Drai (R.), 1979, *La politique de l’inconscient*, Paris, Payot.

Driver (M. J.), Lintott (J. T.), 1974, *Managerial decision diagnostics*, Univ. of Southern California.

Driver (M. J.), 1977, *Individual differences as determinants of an aggression in the inter-nation simulation*, in Hermann, p. 335-353.

Druckmann (D.), 1968, Prenegotiation experience and dyadic conflict resolution in a bargaining situation, *Journal of experimental social psychology*, 4, p. 367-383.

\*Druckmann (D.), 1973, *Human factors in international negotiations : a survey of research on social-psychological aspects of international conflict*, Sage Professional Papers in international Studies, 2, n° 02-020.

\*Druckmann (D.), 1977, The person, role and situation in international negotiations, in Hermann, *A psychological examination of political leaders*.

\*Dubos (R.), 1973, *L’homme et l’adaptation au milieu*, Paris, Payot.

\*Duby (G.), 1961, *L’histoire des mentalités, in L’Histoire et ses méthodes*, Encyclopédie de la Pléiade, Paris, Gallimard.

Dufrenne (M.), 2e éd. 1966, *La personnalité de base*, puf.

Duhamel (O.), Parodi (J.-L.), 1982, Chronique de l’opinion publique. Dimensions de l’état de grâce, *Pouvoirs*, n° 20, pp. 171-178.

Dulong (Claude), 1974, *La vie quotidienne à l’Élysée au temps de Charles de Gaulle*, Paris, Hachette-Littérature.

Dupront (A.), 1961, Problèmes et méthodes d’une histoire de la psychologie collective, *Annales : Économies, Sociétés, Civilisations*, janvier-février 1961.

Durandin (G.), 1982, *Les mensonges en propagande et en publicité*, Paris, puf.

Durkheim (E.), 1960, [*Le suicide*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.due.sui2), Paris, Alcan, 1897, nouv. éd., Paris, puf.

Duroselle (J.-B.), 1981, *Tout empire périra*, Univ. Paris I, Public, de la Sorbonne.

Duvignaud (J.), 1974, *Fêtes et civilisations*; Paris, Weber.

Easton (D.), 1953, *The political System*, New York, Knopf.

Easton (D.), 1965, *A system analysis of Political life*, New York, Wiley.

Easton (D.), 1976, *The relevance of biopolitics to political theory*, in Somit.

Edel (L.), 1961, The biographer and psychoanalysis, *International Journal of Psychoanalysis*, 42.

Edelman (M.), 1964, *The symbolic uses of Politics*, Urbana, Univ. of Ill. Press.

Edelman (M.), 1971, *Politics as symbolic action*, Chicago, Markham.

Edinger (L. J.), 1964, Political science and political biography, *Journal of politics*, 26, p. 423-439, 648-676.

Edinger (L. J.), 1965, *Kurt Schumacher : A study in Personality and Political Behavior*, Stanford Univ. Press.

[125]

Edinger (L. J.), 1968, *Political leadership in industrialized Societies*, L. J. Edinger éd., J. Wiley & Sons.

Edwards (A. L.), 1941, Unlabeled fascist attitudes, *Journal of abnormal and social Psychology*, 36.

Ehrlich (H. J.), 1978, Dogmatism, in Harvey London, et John E. Exner jr. éd., *Dimensions of Personality*, New York, Wiley, p. 129-164.

Ellsberg (D.), 1971, *The quagmire myth and the stalemate machine*, Public Policy, Spring.

\*\*Elms (A.), 1976, *Personality in politics*, New York, Harcourt, Brace-Jovanovich.

Enriquez (E.), 1983, *De la Horde à l’État*, Paris, Gallimard.

Erikson (E. H.), 1942, Hitler’s imagery and german youth, *Psychiatry*, 5, p. 475-493.

Erikson (E. H.), 1958, trad. 1968, *Luther avant Luther.* *Psychanalyse et histoire*, Paris, Flammarion.

Erikson (E. H.), 1959, trad. *Enfance et Société*, Neuchâtel, Delachaux & Niestlé.

Erikson (E. H.), 1967, The strange case of Freud, Bullitt and Woodrow Wilson : I. *A dubious collaboration*, New York, Review of Books (Feb. 9), pp. 3-8.

Erikson (E. H.), 1969, *Gandhi’s Truth : on the origins of Militant Non-violence*, New York, Norton.

Erikson (E. H.), 1971, *On the nature of psycho-historical evidence : in search of Gandhi*, in Greenstein et Lerner.

Etheredge (L.), 1978, *A world of men : the private sources of American foreign policy*, Cambridge, mit Press.

\*Etheredge (L.), 1979, Hardball politics : a model, *Journal of International Psychology*, Spring, vol I, n° 1, pp. 3-23.

\*Eysenck (H. J.), 1954, *The psychology of politics*, London, Routledge & Kegan Paul.

\*Eysenck (H. J.), 1956 b, The psychology of politics and the personality : similarities between fascists and communists, *Psych. Bull*., 53, pp. 431-438.

Eysenck (H. J.), 1970, *The structure of human personality*, 3e éd., London, Methuen.

Eysenck (H. J.) and Rachman (S.), 1965, *The causes and cure of nevroses*, San Diego, Knapp.

Eysenck (H. J.), Wilson (G. D.), 1978, *The psychological Basis of ideology*, Baltimore, University Park Press.

Eysenck (H. J.), 1980, Man as a biosocial animal : Comments on the sociobiological debate, *Political Psychology*, Spring.

Eysenck (H. J.), 1981, Left-wing authoritarianism, myth or reality ?, *Journal of the international association of Political Psychology*, Spring, vol. 3, n° 1-2.

Faber (Doris), 1968, *The mothers of American Presidents*, New York, New American Library.

\*\*Falkowski (Lawrence S.), 1978, *Presidents, Secretaries of State and crises in US Foreign Relations : A model and predictive analysis*.

Fallaci (Oriana), 1972, *An interview : Kissinger*, New Republic (December 16), pp. 17-22.

Farreil (B. A.), 1963, Intr*oduction. S. Freud. Leonardo de Vinci and a memory of his* childhood, Harmondsworth, Middlesex, England, Penguin Books.

Favre (P.), 1983, Gabriel Tarde et la mauvaise fortune d’un « baptême sociologique » de la science politique, R*. franç, sociol*., XXIV, pp. 3-30.

Fearing (F.), 1927, Psychological studies of Historical Personalities, *Psych. Bull*., 24, pp. 521-539.

Febvre (L.), 1938, Histoire et psychologie, in Encyclopédie française, t. VIII, repris in [*Combats pour l’histoire*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030092506), 1953, pp. 207-220.

Fenno (R. F.), 1975, *The President’s Cabinet, in Perspective on the Presidency*, Boston, Little, Brown & Co.

Ferraroti (F.), 1983, *Histoire et Histoires de vie. La méthode biographique dans les sciences sociales*, Paris, Librairie des Méridiens.

Festinger (L.), 1957, *A theory of cognitive dissonance*, Stanford Univ. Press.

Fiacks (R.), 1967, The liberated Generation : an exploration of the roots of student protest, *Journal of social Issues*, XXIII, n° 3, pp. 52-75.

Fillenbaum (S.), Jackman (A.), 1961, Dogmatism and Anxiety in Relations to problem solving. An extension of Rokeach’s Results, *The Journal of abnormal and social psychology*, 63, 1, pp. 212-214.

\*Finlay (D. J.) et al., 1967, *Enemies in Politics*, Chicago, Rand McNally.

\*\*Fischer (G.), 1980, coll. dir., *Hommes d’État d’Asie et leur politique*, Fac. Droit, Paris V, Bruxelles, Établ. Bruylant, 208 p.

[126]

Fitzgerald (R.) ed., 1977, *Human needs and politics*, Elmsford, New York, Pergamon Press.

Fournial (H.), 1892, *Essai sur la psychologie des foules. Considérations médicojudiciaires sur les responsabilités collectives*, Lyon, Paris, Storck et Masson.

Frenkel-Brunswik (Ethel), 1949-1950, Intolerance of ambiguity as an emotional and perceptual personality variable, *Journal of personality*, XVIII, pp. 138-143.

Freud (S.), 1910, *Leonardo da Vinci : A psychosexual study of an Infantile reminiscence*, New York, Dodd, Mead, rééd. 1932.

Freud (S.), 1916, trad. 1965, [*Introduction à la psychanalyse*](http://classiques.uqac.ca/classiques/freud_sigmund_2/intro_a_la_psychanalyse/intro_psychanalyse.html), Paris, Payot.

\*\*Freud (S.), 1921, nouv. éd. 1981, Psychologie de groupe et analyse du moi, in [*Essais de psychanalyse*](http://classiques.uqac.ca/classiques/freud_sigmund_2/freud.html), Paris, Payot.

\*Freud (S.), Bullitt (W. C.), 1967, *Thomas Woodrow Wilson : A psychological study*, Boston, Houghton Mifflin.

Frey (F. W.), 1965, *The Turkish Political Elite*, Cambridge, Mass., mit Press.

Friedrich (C.), 1961, Political leadership and the Problem of charismatic Power, *Journal of Politics*, 23, 1, pp. 3-24.

Friedrich (C.), Brzezinski, 1956, *Totalitarian dictatorship and Autocracy*, Cambridge, Mass.

\*Fromm (E.), 1941, trad. 1947, *La peur de la liberté*, Buchet-Chastel.

Furet (F.), 1979, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard.

Gabennesh (H.), 1972, Authoritarianism as world view, *Amer. Journ. of sociology*, 77, pp. 857-874.

Gardner (J. F.), 1974, *Leadership and the cult of personality*, J. M. Dent & Sons Ltd.

Garraty (J. A.), 1954, The interrelation of Psychology and Biography, *Psych. Bull*., 51, pp. 569-582.

\*Garraty (J. A.), 1957, *The nature of biography*, New York, Knopf.

\*Gaulle (Charles de), 1932, *Le fil de l’épée*, Paris, Berger-Levrault.

Gaulle (Charles de), 1940-1946, *Mémoires de guerre*, Paris, Plon.

Gaulle (Charles de), 1970, *Mémoires d’espoir. Le renouveau, 1958-1962*, Paris, Plon.

\*\*George (A. L.), George (J. L.), 1956, *Woodrow Wilson and Colonel House : A Personality Study*, New York, Dover.

George (A. L.), 1958, Comment on Opinion, Personality and Political Behavior, *Amer. Pol. Sc*. Rev., 52, pp. 18-26.

\*George (A. L.), 1969, The operational code : a neglected approach to the study of political leaders and decision makers, *International studies Quarterly* (12 juin).

\*George (A. L.), 1971, Some uses of dynamic psychology in political biography : case materials on Woodrow Wilson, in Greenstein et Lerner, *A source-book for the study of personality and politics*, pp. 78-98.

George (A. L.), 1974, Adaptation to stress in political decision making : the individual small group, and organizational contexts, in C. V. Coelho et al. ed., *Coping and adaptation*, New York, Basic Books, pp. 175-245.

George (A. L.), 1974, Assessing Presidential Character, World Politics, 26, pp. 234-282.

\*George (A. L.), 1975, *Towards more soundly based foreign policy : making better use of information*, Report to commission on the organization of the government for the conduct of foreign policy (March).

\*George (A. L.), 1980, *Presidential decision-making in Foreign policy, the effective use of information and advice*, Boulder, Color., Westview Press.

Gerth (H.), 1940, The nazi party : its leadership and composition, *The American Journal of sociology*, XLV, 4 (Jan.), pp. 517-541.

Gilbert (G. M.), 1950, *The psychology of Dictatorship*, New York, Ronald Press.

\*\*Giroud (F.), 1977, *La comédie du pouvoir*, Paris, Fayard.

Glad (Betty), 1966, *Charles Evans Hughes and the illusions of innocence*, Univ. of Ill. Press.

\*Glad (Betty), 1979, Contributions of psychobiography, in J. N. Knuston ed., *Handbook of political psychology*, Jossey Bass.

Glenn (E. S.), 1970, Cognitive interaction model to analyze culture conflict in international relations, *Journal of conflict resolution*, 14, pp. 35-48.

Gold (A. R.), Friedmann (L. N.), Christie (R.), 1971, The anatomy of revolutionists, *Journal of Applied social Psychology*, 1, pp. 26-43.

[127]

Goldfried (M. R.), 1963, Feelings of inferiority and the depreciation of others, *Journal of individual psychology*, 19, 1 (May), pp. 27-48.

Goldstein (K.), 1939, *The organism*, New York, American Book Co.

Goldstein (K.), 1942, *After effects of brain injuries in war*, New York, Grune & Stratton.

Graham (Hugh), Gurr (Ted), 1969, *History of the violence in America*, New York.

\*\*Grawitz (Madeleine), 1960, La psychologie des candidats aux élections de 1958, Paris, Colin, *Cahiers de la Fondation de Sc*. pol., n° 109.

\*Grawitz (Madeleine), 1960, De l’utilisation en droit de notions sociologiques, *Année sociologique*, vol. 17, Paris, puf.

Grawitz (Madeleine), 1964, L’accès des femmes à la politique et la personnalisation du pouvoir, in *La personnalisation du pouvoir*, Paris, puf.

Grawitz (Madeleine), 1965, La notion d’agression en droit international, Paris, puf, in *Adaptation et agressivité*, sous la dir. de R. Kourilsky.

\*\*Grawitz (Madeleine), 1971, La psychologie des candidats aux élections législatives de 1967, *Annales de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Lyon*, I, pp. 9-66.

Grawitz (Madeleine), 1974, *À propos du film Harold et Maude, Études en l’honneur du Pr Jacques Lambert*, Cujas.

\*Grawitz (Madeleine), 1977, À propos de « On les disait les meilleurs et les plus intelligents », *Mélanges en l’honneur du Pr Georges Burdeau*, Paris, lgdj, pp. 519-537.

Grawitz (Madeleine), 1980, *Élèves et enseignants face à l’instruction civique*, Paris, Bordas.

\*Grawitz (Madeleine), 1984, *Méthodes des sciences sociales*, 6e éd., Paris, Dalloz.

Greenstein (F. I.), 1967, The impact of personality on politics : An attempt to clear away an underbrush, *Amer, polit, sc. Review*, 61, pp. 629-641.

Greenstein (F. I.), 1968, Private Disorder and the Public Order : A proposal for collaboration between psychoanalysts and Political Scientists, *Psychoanalytic Quarterly*, 37, pp. 261-281.

\*\*Greenstein (F. I.), 1969, *Personality and Politics : Problems of Evidence, Inference and Conceptualization*, Chicago, Markham.

Greenstein (F. I.), Lerner (M.), 1970, *Personality and social Systems*, Wiley & Sons.

\*\*Greenstein (F. I.), Lerner (M.), 1971, *A source-book for the study of personality and Politics*, Chicago, Markham.

\*Greenstein (F. I.), 1971, *The study of Personality and Politics : Overall considerations*, in Greenstein et Lerner.

\*Greenstein (F. I.), 1973, Political psychology a pluralistic Universe, in Knutson, *Handbook of political Psychology*.

\*\*Greenstein (F. I.), Polsby (N.), 1975, *Handbook of political Science*, Addison Wesley.

Greenstein (F. I.), 1982, *The hidden hand Presidency : Eisenhower as leader*, Basic Books.

\*Guetzkow (H.) et al., 1963, *Simulation in international relations*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice Hall.

Guichard (O.), 1975, *Un chemin tranquille*, Paris, Flammarion.

Guilford (J. P.), 1959, *Personality*, New York, Mac Graw-Hill.

\*Gurr (T. R.), 1970, *Why men rebel*, Princeton Univ. Press.

Gurvitch (G.), 1958, *Traité de Sociologie*, 2 vol., Paris, puf.

Guterman (S. S.), 1970, *The Machiavellians*, Lincoln, Neb., Univ. of Nebraska Press.

Haas (E. B.), Whiting (A. S.), 1956, *Dynamics of Foreign Relations*, New York, McGraw-Hill.

Habermas (J.), 1975, *Théorie et pratique*, trad., Paris, Payot.

Hail (E. T.), 1969, *The Hidden Dimension*, Garden City, New York, Doubleday Anchor.

\*\*Halberstam (D.), trad. 1974, *On les disait les meilleurs et les plus intelligents*, Paris, Laffont.

\*\*Hall (C. S.), Lindsey (G.), 1970, *Theories of Personality*, New York, Wiley, 2e éd.

Hammond (K. R.), Brehmer (B.), 1973, Quasi rationality and distrust : implications for international conflict, in L. Rapoport et D. A. *Summers ed., Human Judgment and social interaction*, New York, Holt, Reinhart & Winston, p. 338-391.

\*Hampden-Turner (O), 1970, *Radical Man*, Cambridge (Mass.).

Hardin (Ch.), 1974, *Presidential Power and accountability*, Chicago, Univ. of Chicago Press.

[128]

\*\*Hargrove (E. C.), 1966, *Presidential leadership : Personality and Political style*, New York, Mac Millan.

\*Hargrove (E. C.), 1967, Popular leadership in the Anglo-American Democracies, in L. J. Edinger ed., *Political leadership in industrialized societies*.

Hargrove (E. C.), 1974, *The power of the modern presidency*, New York, A. Knopf Inc.

Harlow (H. F.), Harlow (M. K.), 1962, Social deprivations in Monkeys, *Scientific American*, 207, pp. 136-146.

Hass (H.), 1970, *The human animal*, London, Hodder & Stoughton.

Hayward (1983), *Governing France. The one and indivisible Republic*, London, Weindelfeld and Nicolson.

Hennessy (B.), 1959, Politicals and Apoliticals : Some measurements of Personality Traits, *Midwest Journ. of Pol*. Sc, 3, pp. 336-355.

\*\*Hermann (C. F.), Hermann (M. G.), 1967, An attempt to simulate the outbreak of World War I, *Amer. Pol. Sc. Review*, 1967, 61, pp. 400-416.

Hermann (C. F.), 1969, *Crises in foreign policy*, Bobbs-Merrill.

\*\*Hermann (M. G.), 1974, Leader personality and Foreign Policy behavior, in J. N. Rosenau ed., *Comparing Foreign policies : Theories, Findings and Methods*, New York, J. Wiley & Sons.

Hermann (M. G.), Hermann (G. F.), 1975, *Maintaining the quality of decision making in foreign policy crises : a proposal*, in A. L. George.

\*\*Hermann (M. G.), 1976 b, Effect of Personal characteristics of Leaders on Foreign Policy, Hermann ed., *Why nations act*, Beverly Hills, Calif., Sage public.

\*\*Hermann (M. G.), 1977, *A psychological examination of political leaders*, New York, Free Press.

Hermann (M. G.), 1977, *Verbal behavior of negotiations in periods of high and low stress : the 1965-66*, New York City transit negotiations, in Hermann.

Hermann (M. G.), 1980, Explaining foreign policy behavior using personal characteristics of political leaders, *International Studies Quarterly*, 24, pp. 7-46.

Hermann (R.), 1942, *The Revolution of Nihilism*, New York, Garden City.

Hess (S.), 1976, *Organizing the Presidency*, Washington, dc, The Brookings Institution.

Hicks (J. M.), Wright (J. H.), 1970, Convergent discriminant validation and factor analysis of five scales of liberalism-conservatism, *Journal of Personality and Social psychology*, 14, pp. 114-120.

Hirschman (A. O.), 1980, trad., *Les passions et les intérêts*, Paris, puf.

Hirschman (A. O.), 1982, trad., *Bonheur privé, action publique*, Paris, puf.

Hjelle (L. A.), Ziegler (D. J.), 1981, *Personality theories : Basic assumptions, research, and applications*, 2e éd., New York, McGraw-Hill.

Hoffmann (S.), 1967, Heroic Leadership : The case of modern France, in L. J. éd., *Political leadership in industrialized societies*, New York, Wiley, pp. 155-181.

Hoffmann (S.), 1968, trad. 1971, *Gulliver empêtré. Essai sur la politique étrangère des États-Unis*, Paris, Seuil.

\*Hoffmann (S.), Hoffmann (L), 1973, *De Gaulle, artiste de la politique*, Paris, Seuil.

Hoffmann (S.), 1978, De Kissinger à Brzezinski et Carter, *Politique internationale*, n° 1.

Holsti (O. R.), 1962, The belief System and national images : a case study, *Journal of conflict resolution*, 6, pp. 244-252.

\*Holsti (O. R.), 1967, Cognitive dynamics and images of the enemy, Intern*. Affairs*, 21, pp. 16-39.

\*Holsti (O. R.), 1970 a, « The operational code » Approach to the study of political leaders : John Foster Dulles Philosophical and instrumental beliefs, *Canadian Journal of political Science*, 3, pp. 303-310.

\*Holsti (O. R.), 1970 b, Individual differences in « Definition of the situation », *Journal of conflict resolution*, 14, pp. 303-310.

Holsti (O. R.), 1973, *Foreign policy decision makers viewed psychologically : A sketchy survey of « cognitive process » approaches*. Paper presented at conference on the successes and failures of scientific international relations research, Ojai, Calif. (June), 25-28.

Hook (S.), 1943, *The hero in history*, New York, John Day.

Horkheimer (M.), 1936, trad. 1966, *Studien über Autorität und Famille*, Paris, Alcan.

[129]

\*Horney (K.), 1937, trad. 1953, *La personnalité névrotique*, Paris, L’Arche.

Hummel (R.), 1970, *A case for a Bio-social model of charisma*, Münich, ipsa, 8th Congress of the Intern. polit. Sc. Assoc.

\*Hunter (E.), 1951, *Brainwashing in Red China*, New York, Charles E. Tuttle, Vanguard Press.

Hunter (E.), 1956, *Brainwashing : the story of man who defied it*, New York, Farrar, Strauss & Cudshy.

Hutschnecker (A. A.), 1969, The mental health of our leaders, *Look*, 33 (14), pp. 51-54.

\*Hyman (H.), Sheatsley (P. B.), 1954, The authoritarian personality : a methodological critique, in Richard Christie et Marie Jahoda, *Studies in the Scope & Method of the authoritarian personality*, pp. 50-122.

Hyman (Herbert), 1959, *Political socialization : A study in the psychology of political Behavior*, New York, Free Press.

\*Ikle (F. C.), 1964, *How nations negotiate*, New York, Harper.

Immerman (R.), 1979, Eisenhower and Dulles. Who made the decisions, *Political psychology*, 1, pp. 21-38.

Inglehart (R.), 1977, *The silent Revolution*, Princeton Univ. Press.

Inkeles (A.), 1959, Personality and Social Structure, in *Sociology to day*, Basic Books.

Inkeles (A.), 1963, Sociology and Psychology, in S. Koch, *Psychology, a study of a Science*, New York, McGraw-Hill, pp. 317-387.

\*Inkeles (A.), Levinson (D. J.), 1969, National character : the study of modal personality and sociocultural Systems, in G. Lindsey et E. Aronson ed., *Handbook of social psychology*, pp. 418-506.

\*Iremonger (Lucille), 1970, *The fiery chariot : A study of British Prime Ministers and the search for love*, London, Secker & Warburg.

Irish (M. D.), 1958, The organization man in the Presidency, *Journal of politics*, 20, p. 269.

James (W.), 1910, *The moral equivalent of war, International conciliation*, 27, pp. 3-20.

Janis (I. L.), Fesbach (S.), 1953, Effects of fear-arousing communications, *Journal of abnormal and social Psychology*, 1953, 48, pp. 78-92.

\*Janis (I. L.), 1972, Victims of group think, Boston, Houghton Mifflin.

\*Janowitz (Morris), 1954, The systematic analysis of political biography, *World Politics*, 6, pp. 405-412.

Johnson (D. W.), Dustin (R.), 1970, The initiation of cooperation through role reversal, *Journal of Social psychology*, 82, pp. 193-203.

Johnson (R. T.), 1974, *Managing the White House*, New York, Harper & Row.

Joseph (M. L.), Willis (R. H.), 1963, An exprrimental analog to two-party bargaining, *Behavioral science*, 8, pp. 117-127.

*Journal of the International Society of political psychology*, Los Angeles, 1979.

Jouvenel (B. de), 1945, Le pouvoir. *Histoire naturelle de sa croissance*, 2e éd., Paris, Hachette, 1972.

Kalb (M.), Kalb (B.), 1974, *Kissinger*, Boston, Little, Brown.

Kaplan (Bert), 1961, *Studying Personality Cross Culturally*, New York, Harper & Row.

Katz (E.), Lazarsfeld (P.), 1955, *Personal influence*, Free Press, Glen., Ill.

\*Katz (D.), 1960, The functional approach to the study of attitudes, *Public Opinion Quarterly*, 24, pp. 163-204.

Katz (D.), 1965, Nationalism and strategies of International conflict resolution, in Kelman, *International Behavior*.

\*Katz (D.), 1973, Patterns of leadership, in J. N. Knutson ed., *Handbook of Political psychology*, San Francisco, Jossey-Bass, pp. 203-233.

Kearns (Doris), 1976, *Lyndon Johnson and the american dream*, Signet Books.

Kelman (H. C.) éd., 1965, *International Behavior. A social psychological analysis*, New York, Holt, Rinehart & Winston.

\*Kelman (H. C.), 1968, International Relations : Psychological Aspects in D. L. Sills ed., *International Encyclopedia of the Social Sciences*, vol. 8, New York, Mac Millan.

Kelman (H.), 1970, The role of the individual in International relations : some conceptual and methodological considerations, *Journal of intern. affairs*, 24, pp. 1-7.

[130]

Keniston (K.), 1965, *The uncommited : alienated youth in American Society*, New York, Harcourt, Brace & World.

Keniston (K.), 1968, *The young radicals : notes on commited youth*, New York, Harcourt, Brace & World.

Keniston (K.), 1973, *Radicals and militants*, Lexington, Mass., D. C. Heath.

Kennan (G. F.), 1960, *Russia and the West under Lenin and Stalin*, Boston, Little, Brown & Co.

Kennedy (J.), 1960, *Profiles in courage*, New York, Harper & Row.

Kerpelman (L.), 1972, *Activists and non activists : a psychological study of American college students*, New York, Behavioral Publications.

Kirkpatrick (Jeanne), 1974, *Political woman*, New York, Basic Books.

Kissinger (H.), 1961, *The necessity for choice*, Harper & Row.

Kissinger (H.), 1969, The policy matter and the intellectual, in *The presidential advisory system*, New York, Harper & Row.

Kluckhohn (Clyde), Murray (H.), 1956, *Personality in nature, Culture and Society*, New York, A. Knopf.

\*\*Knutson (Jeanne), 1972, *The human basis of the polity : a study of the psychology of Political Men*, Aldine.

\*\*Knutson (Jeanne), ed., 1973, *Handbook of political psychology*, San Francisco, Jossey Bass.

Knutson (Jeanne), 1974, *Psychology variables in political recruitment : An analysis of party activists*, Berkeley, The Wright Institute.

Kœnig (G.), 1975, *The Chief executive*, New York, Harcourt, Brace, Inc.

Kœnigsberg (R.), 1976, *Hitler’s Ideology : A study in Psychoanalytic Sociology*, New York.

Kogan (N.), Wallach (M. A.), 1964, *Risk taking : A study in cognition and personality*, New York, Holt, Rinehart & Winston.

Kohlberg (Lawrence), 1967, Moral and religious education and the public schools, in T. Siger éd., *Religion and public education*, Boston, Houghton Mifflin.

\*Kohut (H.), 1975, *Forms and transformations of narcissism*, New York, Aronson.

Kohut (H.), 1977, *The restoration of the self*, New York, Intern. Univ. Press.

Kolakowski (L.), 1972, trad. fr. 1978, *L’esprit révolutionnaire*, Complexe, diffusion puf.

\*\*Kornhauser (W.), 1959, *The Politics of mass society*, Glencoe.

Krutschev (N.), 1956, *Crimes of the Stalin era*, New York.

Laborit (H.), 1970, *L’agressivité détournée*, 10/18.

\*Lacouture (J.), 1969, *Quatre hommes et leurs peuples*, Paris, Seuil.

Lacouture (J.), 1977, *Hô Chi Minh*, Paris, Seuil.

Lacroix (J.), sous la direction de, 1968, *Les hommes devant l’échec*, puf.

Lacroix (B.), 1981, *Durkheim et le politique*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques.

Lafforgue (R.), 1939, *Psychopathologie de l’échec*, Paris, Payot.

\*Lagache (J.), 1965, *Les modèles de personnalité en psychologie*, Paris, puf.

Laing (R. D.), Cooper (D. G.), 1964, *Reason and Violence : a decade of Sartre’s philosophy*, London, Tavistock Press.

Landau (D.), 1972, *Kissinger : the uses of power*, Boston, Houghton Mifflin.

Lane (R. E.), 1959, *Political Life,* Glencoe, Ill., Free Press.

Lane (R. E.), 1962, *Political Ideology : Why the American common man believes what he does*, New York, Free Press.

\*Lane (R. E.), 1969, *Political thinking and consciousness*, Chicago, Markham.

Lane (R. E.), 1979, Motives for liberty, equality, fraternity. The effects of Market and State, *Political Psychology* (Autumn), vol. 1, n. 2.

Lane (R. E.), 1982, Government and self-esteem, *Political Theory*, vol. 10, n° 1 (Feb.), pp. 5-31.

\*Lang (K.), Lang (Gladys, Engel), 1968, Collective Behavior, in International *Encyclopedia of Social Science*, pp. 556-564.

\*Laplanche (J.), Pontalis (J.-B.), 1968, *Vocabulaire de la psychanalyse*, Paris, puf.

\*Lasswell (H. D.), 1930, *Psychopathology and Politics*, Chicago Press. Reproduit dans *The Political Writings* *of H. D. Lasswell*, 1951.

[131]

\*Lasswell (H.), 1936, *Politics : who gets what*, *when, how*, McGraw-Hill.

\*Lasswell (H. D.), 1948, *Power and personality*, New York, Norton.

Lasswell (H.), Kaplan (A.), 1950, *Power and society*, New Haven, Yale Univ. Press.

\*\*Lasswell (H. D.), 1951, *The political writings of H. D. Lasswell*, Glen., Free Press.

\*Lasswell (H. D.), Lerner (D.), 1965, *World Revolutionary Elite : studies in coercive ideological Movements*, Cambridge, Mass., mit Press.

Lasswell (H. D.), 1965, The climate of international action, in H. C. Kelman, *International Behavior*.

Lasswell (H. D.), 1968, A note on « types » of political personality : nuclear, co-relational, developmental, in *Journal of Social Issues*, 24, 81681.

Lazarsfeld (P.), 1949, The American soldier : An expository Review, in *POQ*, vol. XXIII, n° 3, p. 378-380.

Lazarsfeld (Paul F.), Pasanella (Anna K.), Rosenberg (M.), 1972, *Continuities in the Language of Social Research*, New Yo*rk,* Free Press.

\*\*Le Bon (G.), 1895, éd. 1963,[*La* *psychologie des foules*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.leg.psy3), Paris, puf.

\*Le Bon (G.), 1910, *La psychologie politique*, Paris, Flammarion.

Le Goff (J.), 1974, Les mentalités, une histoire ambiguë, in *Faire de l’histoire*, 3e partie sous la dir. J. Le Goff et P. Nora, Paris, Gallimard.

Leites (Nathan C.), 1951, The *Operational Code of the Politburo*, New York, McGraw-Hill.

Leites (N.), 1958, trad., *Malaise politique en France*, Paris, Plon.

Lerner (D.), 1958, *The passing of traditional Society*, New York, Free Press.

Levert (M.), 1983, *Le sceptre et la marotte*, Paris, Fayard.

\*Levinson (D.), 1957, The authoritarian personality and foreign policy, *Journal of conflict resolution*, vol. 1.

Levinson (D. J.), 1971, Role, personality and social structure in the organizational setting, in Greenstein et Lerner, *A source-book for the study of Personality and Politics*.

Lewin (K.), 1935 a, trad. 1967, *Psychologie dynamique*, Paris, puf.

Lewin (K.), 1936 a, *Principles of topological psychology*, New York, McGraw-Hill.

Lewin (K.), 1951, *Field theory in social science, selected theoretical papers*, New York, Harper & Row.

Liebert (R. S.), 1971, *Radical and militant youth*, New York, Praeger.

Liebert (R. S.), 1971, *History and psychoanalysis*, in Greenstein et Lerner, pp. 150-157.

Lifton (R. J.), 1954, Home by ship : reaction patterns of American prisoners of war repatriated from North Korea, *Am. Journ. of psych*., vol. 110, April 1954.

Lifton (R. J.), 1968, *Revolutionary immortality*, New York, Vintage Books.

Lifton (R. J.), 1974, *On psychohistory exploration on psychohistory*, New York, Simon & Schuster, 32.

Linton (R.), 1945, *The cultural background of Personality*, Appleton Century.

Linton (R.), 1951, The concept of National character, in A. Stanton et Stewart Perry ed., *Personality and Political Crisis*, Free Press.

Lippman (Walter), 1913, *Preface to politics*, New York, Mitchell Kennerly.

Lipset (S. M.), 1959, Some social requisites of democracy, *American Political Science Review*, 53, pp. 69-105.

Lipset (S. M.), trad. 1960, *L’homme et la politique*, Paris, Seuil.

Little (Graham), 1973, *Politics and Personal Style*, Melbourne, Nelson.

\*Littman (Richard A.), 1961, Psychology : The Socially Indifferent Science, *American Psychologist*, 16, pp. 232-236.

London (H.), Exner (J. E. Jr.) ed., 1978, *Dimensions of personality*, New York, Wiley.

Lorenz (K.), 1963, *De l’agressivité*, trad., Paris, Payot.

\*\*Loye (D.), 1977, *The Leadership passion : a psychology of ideology*, Jossey Bass Behavioral Science Series.

Madge (C.), Harrisson (T.), 1937, *Mass observation*, London, Muller.

Malamud (Irène), 1938, A psychological approach to the study of Social Crisis, *Amer. Journal of Sociology*, 43, pp. 578-592.

Man (H. de), 1922, 2e éd. 1974, [*Au-delà du marxisme*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mah.aud), Paris, Seuil.

[132]

Mandrou (R.), 1968, L’histoire des mentalités, in article « Histoire », 5, *Encyclopaedia universalisa* vol. VIII, pp. 436-438.

Mandrou (R.), 1972, *Histoire sociale et histoire des mentalités*, La Nouvelle Critique (janvier).

Manheim (J. B.), 1975, *The politics within : A primer in political attitudes and behavior*, Englewood Cliffs, nj, Prentice Hall.

\*Marchi (L. de), 1976, trad. 1981, *Psycho-politique*, Paris, Payot.

Marcus (G. E.), 1969, Psychopathology and political recruitment, *Journal of politics*, 31, pp. 913-931.

Marcuse (H.), trad. 1964, *L’homme unidimensionnel*, Paris, Minuit.

Martin (E. D.), 1920, *The behavior of crowds*, New York, Harper.

Martin (J. G.), 1964, *The tolerant Personality*, Detroit, Wayne Univ. Press.

Maslow (A. H.), 1943 a, Authoritarian character structure, *Journal of Social Psychology*, 18, pp. 401-411.

\*Maslow (A. H.), 1954, *Motivation and personality*, New York, Harper.

Maslow (A. H.), 1968, *Toward a psychology of being*, 2e éd., Princeton, Van Nostrand.

Masters (R.), La redécouverte de la nature humaine, *Critique*, 245, pp. 857-876.

Masters (R. D.), 1969, Les racines biologiques d’une révolte, *Preuves* (fév.), pp. 74-81.

\*Masters (R. D.), 1976, The impact of ethology on political science, in Somit, *Biology and Politics*.

Matthews (D. R.), 1960, *U.S. Senators and their world*, Univ. of North Carol. Press.

Mauss (M.), 1973, [*Sociologie et anthropologie*](http://classiques.uqac.ca/classiques/mauss_marcel/socio_et_anthropo/socio_et_anthropo_tdm.html), Paris, puf.

May (R.) éd., 1969, *Existential psychology*, 2e éd., New York, Random House.

Mazlich (B.), 1963, *Psychoanalysis and History*, Englewood Cliffs, New York, Prentice Hall.

\*Mazlich (B.), 1973, *In search of Nixon*, Baltimore, Penguin Books.

\*Mazlich (B.), 1976, *The revolutionary ascetic : evolution of a political type*, New York, Basic Books.

Mazlich (B.), 1977, *Kissinger. Portrait psychologique et diplomatique*, Paris, Ed. Complexe.

Mazrui (A.), 1970, Political man and the heritage of hair : some african perspectives, ipsa, *British journal of political science*, 2, 1972, pp. 1-20.

McCarry (J. L.), 1959, *Psychology of Personality*, New York, Grove.

\*McClelland (D. C.) et al., 1953, *The achievement motive*, New York, Appleton-Century Crofts.

McClelland (D. C.), 1961, *The achieving Society*, Princeton, Van Nostrand.

\*McClelland (D. C.), Steele (R. S.), éd., 1973, *Human motivation : a book of readings*, Morristown Learning Press.

McClelland (D. C.), 1975, *Power : The inner experience*, New York, Irvington.

\*McClosky (H.), 1958, Conservatism and personality, *American Political Science Review*, 52, pp. 24-48.

McClosky (H.), Schaar (J. H.), 1965, Psychological dimensions of anomy, *American Sociological Review*, 30, pp. 14-40.

McClosky (H.), 1967, Personality and attitude correlates of foreign policy orientation, in J. N. Rosenau ed., *Domestic sources of foreign policy*, New York, Free Press, pp. 51-109.

\*McConaughy (J. B.), 1950, Certain personality factors of state legislators in South Carolina, *APSR*, 44, pp. 897-903.

McDill (E. L.), 1960, Anomie, authoritarianism, Prejudice and Socio-economy Status : An attempt at clarification, *Social Forces*, 7, 3 (septembre), pp. 239-245.

McDougall (W.), 1908, Introduction to social psychology, Londres, Methuen. McGinnis (Joe), 1969, *The selling of the President* 1968, New York, Trident Press.

McGuire (William J.), 1968, Personality and susceptibility to social influence, Edgar F. Borgotta, W. Lambert, *Handbook’s Personality, Theory and Research*, Chicago, Rand McNally, pp. 1130-1187.

McLeod (R. B.), 1964, *Phenomenology : a challenge to experimental psychology*, in T. W. Wann.

McMary (J. L.), 1956, *Psychology of personality*, New York, Logos Press.

McNeil (E. B.) ed., 1965, *The nature of Human conflict*, Englewood Cliffs, Prentice Hall.

Mead (Margaret), 1951, L’étude *du caractère national, in Les sciences de la politique aux États-Unis*, dir. Lasswell et Lerner, Colin, pp. 105-132.

[133]

Meier (D. L.), Bell (W.), Lasswell et Lerner éd., 1959. Anomia and differential access to the achievement of life goals, *Amer. Sociological Review*, 24, 2 (April), pp. 189-202.

\*Merelman (R. M.), 1980, On the asking of relevant questions : Discussion notes toward understanding the training of Political Psychologists, Int*. Journal of Polit. Psych*.

Merle (M.), 1980, De la négociation, *Pouvoirs*, n° 15, pp. 5-30.

Merriam (C. E.), 1964, *Political Power*, New York, Collier Paper Back edit.

Merton (R. K.), 1949, *Social structure and Anomie, in Social theory and Social Structure*, 125-149, Glen., Ill., Free Press.

Meynaud (J.), Lancelot (A.), 1962, [*Les attitudes politiques*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030160823), Paris, puf.

Michelat (G.), Thomas (J. P.), 1966, *Dimensions du nationalisme*, Paris, A. Colin.

Milbraith (L. W.), 1965, *Political Participation*, Chicago, Rand McNally & Comp.

Milbraith (L. W.), Klein (W. W.), 1962, Personality correlates of Political Participation, *Acta Sociologica*, 6, 1-2, pp. 53-66.

Milgram (S.), 1965, Some conditions of obedience, *Jour. Abnormal Soc. Psychol*., 18, pp. 57-76.

\*Milgram (S.), Toch (H.), 1969, Collective behavior : crowds and social movements, in G. Lindsey et E. Aronson ed., *Handbook of social psychology*, Addison Wesley, pp. 507-6010.

Milgram (S.), 1971, *Nationality and Conformity, in Greenstein et Lerner, A source-book for the study of personality and Politics*, pp. 477-485.

\*Milgram (S.), 1974, *Soumission à l’autorité : un point de vue expérimental*, Paris, Calmann-Lévy.

Millis (W.) ed., 1951, *The Forrestal diaries*, New York, Viking Press.

Mitchell (W. C.), 1959, The ambivalent social status of the American politician, *Western Political Quarterly*, 3, pp. 683-698.

Mitscherlich (Alexander), 1954, *Changing patterns of political authority, a psychiatric interpretation*, in J. Edinger.

Mizruchi (E. H.), 1960, Social structure and Anomia in a small city, *Amer. Social Review*, 25, 5 (Oct.), pp. 845-854.

Modelski (G.), 1970, The world’s Foreign Ministers : a political elite, *Journal of conflict Resolution*, 14, pp. 135-175.

Montagu (Ashley), 1942, War and the myth of nature, *Scientific Monthly*, 54.

\*Moscovici (S.), 1981, [*L’âge des foules*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030165403), Paris, Fayard.

Moscovici (S.), 1976, trad. 1979, [*Psychologie des minorités actives*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030149037), Paris, puf.

Mumford (L.), 1934, The task of modern biography, *English journal*, 23, pp. 1-9.

Murphy (G.), Murphy (L. B.), Newcomb (T.), 1937, *Experimental social psychology*, New York, Harper & Brothers.

\*Murphy (G.), 1947, *Personality : a biosocial approach to origins and structure*, New York, Harper.

Murphy (G.) et Likert (R.), 1938, *Public Opinion and Individual*, New York, Harper.

Murray (A. H.), 1938, *Explorations in personality*, New York, Oxford.

Murray (A. H.), 1940, What should psychologist do about psychoanalysis ?, *Journal Abnormal Soc. Psychol*., 35, pp. 150-175.

Nettler (G.), 1965, A further comment on Anomy, *Amer. Soc. Review*, 30, 5 (Oct.), pp. 762-763.

\*\*Neustadt (R. E.), 1960, trad. 1980, *Les pouvoirs de la Maison-Blanche*, Paris, Economica.

Nicolson (H.), 1946, *The Congress of Vienna*, New York, Harcourt.

\*Nimmo (D. D.), 1974, *Popular image of politics. A taxonomy*, Englewood Cliffs, Prentice Hall, 1974.

Nisbett (R.), Gordon (A.), 1967, Self-esteem and Susceptibility to social influence, *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 5, pp. 268-276.

Nixon (R.), 1968, *Six crises*, Pyramid Books.

\*Nixon (R.), trad. franc, 1984, *Leaders. Ceux qui ont changé le monde*, Paris, Plon.

Noël (L.), 1972, *Comprendre de Gaulle*, Paris, Plon.

Nozick (R.), 1974, *Anarchy, State and Utopia*, New York, Basic Books.

Nye (R. A.), 1975, *The origin of crowd psychology*, Londres, Sage Pub. Ltd.

Oakeshott (M.), 1972, *Rationalism in Politics and other essays*, New York, Basic Books.

Ogler (Herta), 1968, *Alfred Adler et son œuvre*, Paris, Stock.

Olson (M. E.), 1965, Alienation and Political Opinions, *The Public Opinion Quarterly*, XXIX, 2 (Summer), pp. 200-212.

[134]

Olson (M.), 1978, *La logique de l’action collective*, trad., Paris, puf.

Ortega y Gasset, 1932, trad. 1961, *La révolte des masses*, Paris, Stock.

Osgood (C. E.), 1962, *An alternative to war or surrender*, Urbana, Univ. of Ill. Press.

Osgood (R. E.), 1971, *Observations on the clinical approach to international tensions*, in Greenstein et Lerner, 1971, p. 522-526.

Paige (G. D.), 1968, Comparative case analysis of crisis decisions : Korea and Cuba, in *International crisis : insights from behavioral research*, éd. C. Hermann, New York, Free Press.

Paige (G. D.) ed., 1972, *Political leadership*, New York, Free Press.

\*Palma (G. di), McClosky (H.), 1971, Personality and Conformity : the learning of political attitudes, in Greenstein et Lerner, *A source-book*.

Paper (L. I.), 1975, *The promise and the performance*, New York, Crown Publ. Inc.

Park (R. E.) and Burgess (E. W.), 1924, *Introduction to the science of sociology*, Univ. of Chicago Press.

Parkin (F.), 1968. *Middle class radicalism*, New York, F. A. Praeget.

Parsons, 1964, *Social structure and Personality*, Free Press.

Parsons (T.), 1971, *Certain primary sources and patterns of agression in the social structure of the western worlds*, in F. Greenstein et M. Lerner.

Pellissier (P.), 1978, *La vie quotidienne à l’Élysée au temps de Valéry Giscard d’Estaing*, Paris, Hachette-Littérature.

\*Pilleul (G.), 1979, *« L’entourage » et de Gaulle*, Paris, Plon, coll. « Espoir ».

Popper (K. R.), 1963, *Conjectures and refutations : the growth of scientific Knowledge*, London, Routledge & Kegan Paul.

Purdom (T.), 1972, *The baron’s of* behavior, New York, Ace Books.

Rapoport (L.), 1969, Cognitive conflict as a function of socially-induced cognitive differences, *Journal of conflict resolution*, 73, pp. 143-148.

Rawls (J.), 1971, *A theory of justice*, Cambridge, Mass., Harvard Univ. Press.

Ray (J. J.), 1981, Conservatism and Misanthropy, *Political psychology*, Spring, vol. 3, n° 1-2.

Ray (J. J.), 1972, Militarism, authoritarianism, neurocriticism and anti-social behavior, *Journal of conflict resolution*, 16, pp. 319-340.

Reedy (G. E.), 1970, *The Twilight of the Presidency*, New York, New Amer. Library.

Reich (W.), 1933, *Psychologie de masse du fascisme*, trad. 1972.

Reinwald (P.), 1949, *De l’esprit des masses*, Neuchâtel, Delachaux & Niestlé.

Rémond (R.), 1954, *La droite en France. De 1815 à nos jours*, Paris, Aubier.

Renshon (S. A.), 1974, *Psychological needs and political behavior*, New York, Free Press.

Renshon (S. A.), 1975, Birth order and political socialization, in D. Schwartz and S. Schwartz (eds), *New directions in political socialization*, New York, Free Press.

Rentschnick (P.), 1983, *Ces malades qui font l’histoire*, Paris, Plon.

Reuchlin (M.), 1969, *Histoire de la psychologie*, Paris, puf.

Revel (J.-F.), 1959, *Le style du Général*, Paris, Julliard.

\*Riesman (D.), 1950, trad. 1964, *La foule solitaire*, Paris, Arthaud.

Riesman (D.), 1952, *Faces in the Crowd*, New Haven, Yale Univ. Press.

Riesman (D.), 1953, Psychological types and national character : an informal commentary, *American Quarterly*, 5, pp. 325-343.

Riker (W.), 1965, Theory and Science in the Study of politics : A review, *The journal of conflict resolution*, IX, 3, pp. 375-379.

\*\*Rivera (J. de), 1968, *The psychological dimension offoreign policy*, Columbus, Ohio, Merrill.

Roberts (A. H.), Rokeach (M.), 1956, Anomie, Authoritarianism, and Prejudice : A Replication, *Amer. Journal of Sociology*, LXI, 4 (January), pp. 355-358.

Robins (R. S.) éd., 1977, *Psychopathology and political leadership*, New Orleans, Tulane Univ.

\*Robinson (J. A.), Snyder (R. C.), 1965, *Decision-making in international politics*, in H. C. Kelman ed.

Robinson (J. N.), 1968, *Crisis, International Encyclopedia of the social sciences*, éd. D. L. Sills, New York, Mac Millan Comp. and Free Press, 17, vol. 3, pp. 510-514.

Robinson (J. P.), Rusk (J.), Head (K.), 1968, *Measures of political attitudes*, Ann Arbor, Mich., Survey Research Center.

[135]

Robinson (J. P.), Shaver (P.), 1969, *Measures of Social Psychological attitudes*, Ann Arbor, Mich., Survey Research Center.

Rogers (C. R.), 1961, trad. 1966, *Le développement de la personne*, Paris, Dunod.

Rogow (A. A.), 1963, *James Forrestal : a study of personality, politics and policy*, Mac Millan.

Rogow (A. A.), 1968, Review of V. Wolfenstein, The revolutionary Personality, *Amer. Pol. Sc. Review*, 62, pp. 604-666.

Rokeach (M.), 1951, Narrow-mindedness and personality, J. *Personality*, 20, pp. 234-251.

\*Rokeach et autres, 1955, *A distinction between dogmatic and rigid thinking, Journal of abnormal and social psychology*, 51, *Conformity and deviation*, Harper & Brothers, pp. 87-93.

Rokeach (M.), Hanley (O), 1956, Eysenck’s Tender mindedness dimension : A critique, *Psychol. Bull*., 53, pp. 169-176.

\*Rokeach (M.), 1960, *The open and closed mind*, Basic Books.

Rokeach (M.), 1971, trad., Nature et signification du dogmatisme, *Archives de Sociologie des Religions*, 32, pp. 9-28.

Rokeach (M.), 1973, *The nature of human values*, New York, Free Press.

Roosevelt (Th.), 1951-1954, *The letters of Theodore* Roosevelt, ed. Elting E. Morrison, 8 vol., Cambridge, Harvard Univ. Press.

\*Rosenau (J. N.), 1964, *Public opinion and foreign policy*, New York, Random House.

Rosenau (J. N.), 1971, *The scientific study of foreign policy*, New York, Free Press.

\*\*Rosenau (J. N.) ed., 1974, *Comparing foreign policies*, J. Wiley & Sons.

Rosenberg (M.), 1954, Some determinants of political Apathy, *POQ*, 18, pp. 349-366.

*Rosenberg (M.), 1956, Misanthropy and political ideology, Amer*. Sociol. Review, 21, pp. 690-693.

Rosenberg (M.), 1962, Self-esteem and concern with political affairs, *POQ*, 26, pp. 201-211.

Rosenberg (M.), 1979, *Conceiving the self*, New York, Basic Books.

Rosenberg (M.), 1980, Rawls’ « unwelcome complication » : Social status and self-esteem, *Ann. meeting of the inter. society of Political Psychology*.

Rosenblatt (P. C.), 1964, Origins and effects of group ethnocentrism and nationalism, *Journal of conflict resolution*, 8, pp. 131-146.

Rosenthal (R.), Jacobson (Leonore F.), 1969, trad. 1971, *Pygmalion à l’école*, Paris, Casterman.

Rossiter (C.), 1960, *The American Presidency*, New York Time Inc.

Rouleau (E.), 1967, *Israël et les Arabes, le troisième combat ?,* Paris, Seuil.

Rudé (G.), 1959, trad. 1982, *La foule dans la Révolution française*, Paris, Maspero.

Rutherford (B.), 1966, Psychopathology, decision-making and political involvement, *Journal of conflict resolution*, 10, pp. 387-407.

Sahlins (M.), 1980, *Critique de la sociobiologie*, Paris, Gallimard.

Salinger (P.), 1967, *Avec Kennedy*, Buchet-Chastel.

Sampson (E. E.) ed., 1967, Stirrings out of apathy, Special issue of the *Journal of social issues*, vol. 23, n° 3.

Sanford (N.), 1959, The approach of the Authoritarian Personality, in McGarry James Leslie, *Psychology of Personality*, New York, Grove, pp. 255-319.

\*Sanford (N.), 1973, Authoritarian personality in contemporary perspective, in J. N. Knutson ed., *Handbook of political psychology*, San Francisco, Jossey Bass.

Sarason (L G.), 1960, Empirical Findings and theoretical problems in the use of anxiety scales, *Psychological Bulletin*, 54, 5 (Sept.), pp. 403-415.

Sarf (H.), 1980, Psychological needs integrated education in Political, Social and Psychological theory, *Political Psychology*, Summer.

\*Sawyer (J.), Guetzkow (H), 1965, Bargaining and negotiation in international relations, in H. C. Kelman ed., *International Behavior : a social psychological analysis*, New York, Holt, Rinehart & Winston, pp. 464-520.

Schapiro (L.), 1960, *De Lénine à Staline*, trad. Gallimard, 1967.

Scheflin (A.), Opton (E.), 1978, trad. franç., *L’homme programmé*, Stanké.

Schein (E.) et al., 1961, *Coercive persuasion*, New York, Norton.

Schlesinger (A. M.), 1965, trad. 1966, *Les mille jours de Kennedy*, Paris, Denoël.

Schlesinger (A. M.), 1974, *The imperial Presidency*, New York, Popular Library.

[136]

Schlesinger (J. A.), 1966, *Ambition and Politics : political careers in the USA*, Chicago, Rand McNally.

Schubert (G.), 1976, Politics as a life science : How and why the impact of modern biology will revolutionize the study of political behavior, in Somit, *Biology and Politics*.

Schwartz (D. C.), 1973, *Political Alienation and Political Behavior*, Chicago, Ill., Aldone.

Schwartz (D. C.), 1976, *Somatic states and Political Behavior : an interpretation and empirical extension of biopolitics*, in Somit, Paris, Mouton.

Schwartzenberg (R. G.), 1977, *L’État spectacle : Essai sur et contre le Star System en politique,* Paris, Flammarion.

Sears (D. O.), McConahay (J. B.), 1973, *The politics of violence*, Boston, Houghton Mifflin.

Seeman (M.), 1959, On the meaning of Alienation, *Amer. Soc. Review*, 24, 6 (Dec.), pp. 783-791.

Segall (M. H.), 1977, *Human behavior and Public Policy : A political Psychology*, Elmsford, New York, Pergamon Press.

Sheldon (W. H.), 1940, *The varieties of human physique : an introduction to constitutional psychology*, New York, Harper.

\*Shils (E. A.), 1954, Authoritarianism : right and left, in Richard Christie et Marie Johada, *Studies in the Scope and Method of the Authoritarian Personality*, pp. 24-49.

Sidey (H.), 1968*, A very Personal Presidency*, New York, Athenaeum.

Siegel (S.), Fouraker (L. E.), 1960, *Bargaining and group decision making experiments in bilateral monopoly*, New York, McGraw-Hill.

Siegfried (A.), 1913, *Tableau politique de la France de l’Ouest sous la IIIe République*, Colin.

Sighele (S.), 1892, *La* [*foule criminelle, essai de psychologie collective*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.sis.fou), Paris, Alcan.

Silvern (L.), Nakamura (C.), 1971, Powerlessness, Social-Political Action, Social-Political views : their interrelations among college students, *Journal of social Issues*, 27, pp. 137-198.

Simpson (G. G.), 1969, *Biology and Man*, New York, Harcourt, Brace & World.

Singer (Milton), 1961, *A survey of culture and personality theory and research*, in Bert Kaplan.

Siwek-Pouydesseau (Jeanne), 1962, *Les cabinets ministériels de la IIIe à la Ve République*, Colin.

Skinner (B. F.), 1948, *Walden two*, Mac Millan.

Skinner (B. F.), 1969, *Contingencies of reinforcement : a theoretical analysis*, New York, Appleton Century Crofts.

Small (Melvin), 1972, *Collective Violence*, Aldine Atherton.

Smelser (N.), 1963, *Theory of collective behavior*, New York, Free Press.

Smelser (N.), 1970, *Personality and social Systems*, 2e éd., Wiley & Sons.

\*Smith (A. B.), 1968, Personality in politics : a conceptual map with application to the problems of political rationality, in Oliver Garceau, *Political Research and Political Theory*, Cambridge, Harvard Univ. Press, pp. 77-101.

\*\*Smith (M. B.), Bruner (J. S.), White (R. W.), 1956, *Opinion and personality*, New York, Wiley & Sons.

\*Smith (M. B.), 1968, A map for the analysis of personality and politics, *Journal of social Issues*, 24, pp. 15-28.

\*Smith (H. P.), Rosen (E. W.), 1958, Some psychological correlates of world mindedness and authoritarianism, *Journal of Personality*, 26, pp. 170-183.

Smith (Gaddis), 1976, H. A. Kissinger and his predecessors : a comparative rating of american secretaries of State in the modern area, 1974-1976, *International Studies association* (Feb.), p. 31.

Sniderman (P.), Citrin (J.), 1971, Psychological sources of political belief : self-esteem and isolationist attitudes, *Amer. Pol. Science Review*, 65, pp. 401-417.

Sniderman (P.), 1978, *Personality and Democratic Politics*, Berkeley Univ. of California Press.

Snyder (R. C.), Robinson (J. A.), 1961, *National and International decision-making*, New York, Institute for International Order.

Snyder (R. C.), 1963, Some perspectives on the use of experimental techniques in the study of international relations, in H. Guetskow et al., *Simulation in international relations*.

\*Somit (A.), 1968, Toward a more Biologically-oriented Political Science, *Midwest Journal of Political Science*, 12 (Nov.), pp. 550-567.

[137]

Somit (A.), 1972, Review Article : Biopolitics, *British Journal of Political Science*, 2, pp. 209-238.

Somit (A.), 1976, *Biology and Politics*, Paris, Mouton.

Sorel (G.), 1908, [*Réflexions sur la violence*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.sog.ref), Paris, Pages Libres.

Sorensen (Th.), 1965, *Kennedy*, New York, Harper & Row, trad., Paris, Gallimard, 1966.

Sorensen (Th. C.), 1969, « Presidential advisors » in *the Presidential advisory System*, New York, Harper & Row.

Sorokin (P. A.), 1937, rev. 1962, *Dynamics : Social and Cultural dynamics*, Bedminster Press, 4 vol.

Sorokin (P. A.), 1947, rev. 1962, *Society culture and personality*, Harper & Row, Cooper Square Pub.

\*Sorokin (P. A.), 1966, *Sociological theorie of today*, Harper Intern. Ed.

Soustelle (J.), 1962, *L’espérance trahie*, Éd. de l’Alma.

Sperber (M.), 1972, *Alfred Adler et la psychologie individuelle*, Paris, Gallimard, coll. « Idées ».

Srole (L.), 1962, *Mental health in the metropolis. The midtown Manhattan study*, New York, Mac Graw-Hill.

Srole (L.), 1965, A comment on Anomy, *Amer. Soc. Review*, 30, 45 (Oct.), pp. 757-762.

Stagner (R.), 1936, Fascist attitudes : their determining conditions, *Journal of social psychology*, 7, p. 438-454.

Stark (W.), 1967, *The Sociology of religion*, New York, Fordham Univ. Press.

Stark (S.), 1968, vol. I ; 1969, vol. II, The psychology of charisma, *Psychological Reports*, 23, 24.

Stephens (J.), 1970, Some questions about a more biologically oriented Political Science, *Midwest Journal of Political Science* (Nov.).

Stewart (A. J.), 1976 b, Power motivation, in H. London et J. Exner ed., *Dimensions of personality*, New York, Wiley.

Stewart (L. H.), 1977, *Birth order and political leadership*, in Margaret G. Hermann, Free Press.

Stoetzel, 1968, Le Bon, in *International Encyclopedia of the Social Sciences*.

\*\*Stone (W. F.), 1974, *The psychology of politics*, Free Press, Collier Mac Millan Pub.

\*Stone (W. F.), 1980, The myth of left-wing authoritarianism, *Political Psychology*, 2, vol. 2, pp. 3-19 (Winter).

Stouffer (S. A.), 1955, *Communism, conformity and civil liberties*, New York, Doubleday.

Straus (E. W.), 1963, *The primary world of senses : a vindication of sensory experience*, Glen., Ill., Free Press.

Straus (E. W.), 1966, *Phenomenological psychology : the selected papers of Erwin W. Straus*, New York, Basic Books.

Strickland (D. A.), 1967, The non-vivus psychoanalysis of political figures : a review, *Journal of conflict resolution*, 11, pp. 373-381.

\*Stuart (D.), Starr (H.), 1982, The inherent bad faith model reconsidered : Dulles, Kennedy and Kissinger, *Political psychology* (Winter 1981-1982), vol. 3-4.

Suleiman (E.), 1976, *Les hauts fonctionnaires et la politique*, Seuil.

Summers (D. A.) et al., 1968, Interpersonal conflict in heterocultural dyads, Intern. *Journal of psychology*, 3, pp. 191-196.

Sutton-Smith (B.), Rosenberg (N. G.), 1970, *The sibling*, New York, Holt, Rinehart & Winston.

Taft (R.), 1960, A statistical analysis of personality theories, *Acta psychologia*, 17, pp. 80-88.

Taine (H.), 1891, [*Les origines de la France contemporaine*](http://classiques.uqac.ca/classiques/taine_hippolyte/origine_France/origine_France.html), Hachette.

Tarde (G.), 1890, [*Les lois de l’imitation*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.tag.loi1), Paris, Alcan.

Tarde (G.), 1892, [*La philosophie pénale*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.sif.tag.phi), Paris, Alcan.

Tarde (G.), 1896, *Les transformations du pouvoir*, Paris, Alcan.

Tarde (G.), 1910, [*L’opinion et la foule*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.sif.tag.opi), Paris, Alcan.

Taylor (C. W.), 1962, A tentative description of the creative individual, in *A source-book of creative thinking*, S. J. Parnes et H. F. Harding ed.

Taylor (Janet A.), 1953, A personality scale of manifest anxiety, *Jour. Abnormal Soc. Psychol*., 48, pp. 285-290.

Tchakhotine (S.), 1939, Le *viol des foules*, Paris, Gallimard.

Teitgen (J.), 1981, *Le gaullisme en question*, Paris, Julliard.

[138]

Templeton (F.), 1966, Alienation and Political Participation. Some research findings, *Public Opinion Quarterly*, XXX, 2 (Summer), pp. 249-261.

Terhune (K. W.), 1970, The effects of personality in cooperation and conflict, in P. G. Swingle éd., *The structure of conflict*, New York, Academic Press, pp. 192-234.

Thompson (W. E.), Horton (J. E.), 1960, Political Alienation as a force in political action, *Social Forces*, 38, 3 (March), pp. 190-195.

Thorson (T.), 1970 a, *Biopolitics*, New York, Holt, Rinehart & Winston.

Thorson (T.), 1970 b, *The biological Foundations of Political Science reflections on the post-behavioral era*, Münich, ipsa.

Timasheff, 1965, *War and Revolution*, New York, Sheed and Ward.

Tocqueville (A. de), 1835, [*De la démocratie en Amérique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.dem1), Rivière, 1959.

Tomkins (S. S.), 1963, Left and right : a basic dimension of ideology and personality, in R. W. White éd., *The study of lives*, Chicago, Athenton.

\*Tomkins (S. S.), 1966, *The polarity scale*, New York (Springer).

Tournoux (R.), 1964, *Secrets d’État*, Paris, Plon, 2 vol.

Tournoux (R.), 1979, *Le feu et la cendre. Les années politiques du général de Gaulle, 1946-1970*, Paris, Plon.

Tournoux (R.), 1980, *Pétain et de Gaulle*, Paris, Plon.

Treanton (J. R.), Thiec (Y. J.), 1983, La foule comme objet de « science », *RFS*, vol. 24, n° 1, janvier-mars, pp. 119-136.

Trevor-Roper (H. R.), 1947, *Les derniers jours d’Hitler*, trad., 2e éd., 1964, Paris, Calmann-Lévy.

Triandis (H. C.), Davis (E. E.), 1965, *Some methodological problems concerning research on negotiation between monolinguals*, Technical report n° 28, Group effectiveness research Laboratory, Univ. of Illinois.

Tricot (B.), 1976, *De Gaulle et le service de l’État* (coll.), Paris, Plon, coll. « Espoir ».

Trotsky (L. D.), trad. franç., 1953, [*Ma vie*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030269387), Paris, Gallimard.

Truman (H. S.), 1962, *The man from Missouri*, New York, G. P. Putnams Sons.

Tucker (R. C.), 1963, *The Soviet Political Mind*, New York, Praeger.

Tucker (R. C.), 1965, The dictator and totalitarism, *World Politics*, 17, n° 4 (July), pp. 555-583.

Tucker (R. C.), Cohen (S. F.), 1965, *The great purge trial*, New York.

\*Tucker (R. C.), 1977, The « George » Wilson reexamined : an essay on psychobiography, *Amer. Pol. Science Review*, 71, 3 (June).

Tucker (R. C.), 1979, *Stalin as revolutionary, 1879-1929 : a study in history and personality*, New York, Norton.

Tugwell (R. G.), 1977, *Roosevelt’s Revolution*, New York, Mac Millan Pub. Inc.

Turner (P. H.), Killian (L. M.), 2e éd., 1972, *Collective behavior*, Englewood Cliffs, nj, Prentice Hall Inc.

Turner (R. W.), 1976, *« I’ll never lie to you » : Jimmy Carter in his own words*, New York, Ballantine Books.

Vacher de Lapouge (G.), 1899, *L’aryen, son rôle social*, Arnold Faitenpoing.

Valbert (R.), 1892, La théorie d’un positiviste italien sur les foules criminelles, *Revue des Deux Mondes* (1er nov.), pp. 202-213.

Van Kaam (A.), 1966, *Existential foundations of psychology*, Pittsburgh, Pa, Duquesne Univ. Press.

Verba (S.), 1961, *Small groups and political behavior : a study of leadership*, Princeton Univ. Press.

\*Verba (S.), 1961, Assumptions of rationality and non rationality in Models of international Systems, *World Politics* 14, pp. 93-114.

Verba (S.), 1964, Simulation, reality and theory in international relations, *World Politics*, 16, p. 490-519.

Verrier (P.), 1971, *Les services de la présidence de la République*, Paris, puf.

Voorhis (J.), 1972, *The strange case of Richard Milhous Nixon*, New York, P. S. Eriksson.

Wahlke (J. C.), Lodge (M.), 1972, Psychophysiological Measures of Political Attitudes and Behavior, *Midwest Journal of Political Science*, 16, 4 (Nov.), pp. 505-537.

Walker (S. G.), Murphy (T. G.), 1981, The utility of the operational Code in political forecasting, *Political psychology*, vol. 3, n° 1-2.

[139]

\*Walter (J. A.), 1980, Studying Political leaders from a distance : The lessons of Biography, *Political psychology* (Winter), vol. 2, n° 3-4.

Wann (T. W.) ed., 1964, *Behaviorism and phenomenology : contrasting bases for modern psychology*, Chicago, Univ. of Chicago Press.

Ward (Dana), 1976, *A second look at Kissinger’s impact on American foreign policy*, International studies association, 1976, p. 22.

Watson (J. B.), 1925, trad. 1961, *Behaviorism*, Univ. of Chicago Press.

Weber (M.), 1956-1967, trad. 1971, *Économie et Société*, Paris, Plon.

\*\*Weber (M.), 1968, *On charisma and institution building. Selected papers*, Univ. of Chicago Press, introd. S. N. Eisenstadt.

Weill (C.), 1981, *État de grâce : les cotes comparées de de Gaulle, Pompidou, Giscard et Mitterrand*, Le Matin (14 nov.).

Weinstein (E. A.), 1971, *Denial of presidential disability : a case study of Woodrow Wilson*, in Greenstein et Lerner, pp. 100-115.

Welch (S.), Booth (A.), 1973, *Crowding as a factor in political agression*, Congrès de l’aisp, Montréal.

Wheeler (H.), 1960, The role of myth Systems in American Soviet relations, *J. Conflict resolution*, 4, pp. 179-184.

White (R. W.) éd., 1963, *The study of lives*, New York, Atherton Press.

White (R. K.), 1965, *Images in the context of international conflict. Soviet perception of the us and the ussr*, in H. C. Kelman.

Wicker (Tom), 1968, *The influence of personality upon politics*, W. Morrow & Comp. Inc.

Wildavsky (A.), 1975, *Perspectives on the Presidency*, Boston, Little, Brown & Co.

Wildavsky (A.), 1984, *Moses as political leader*, Univ. of Alabama Press.

Wilson (E.), 1975, *Sociobiology : The New-Synthesis*, Cambridge, Mass., Harvard Univ. Press.

Wilson (G. D.), éd., 1973, *The psychology of conservatism*, New York, Academic Press.

Wilson (J.), 1962, *The amateur Democrat*, Chicago, Univ. of Chicago Press.

Wilson (W.), 1908, *Constitutional government in the United States*, Columbia Univ. Press.

Windish (U.) et al., 1978, *La xénophobie ? Logique de la pensée populaire*, Lausanne, L’Âge d’Homme.

\*Winter (D. G.), 1973, *The power motive*, New York, Free Press.

Wise (D.), 1973, *The politics of lying*, New York, Random House.

Wisnitzer (L.), 1976, *Jimmy Carter ou l’irrésistible ascension*, A. Moreau.

\*Wolfenstein (E. V.), 1967, *The revolutionary personality. Lenin, Trotsky, Gandhi*, Princeton University Press.

Wolfenstein (E. V.), 1969, *Personality and Politics*, Belmont, California, Dickenson.

Wolfenstein (E. V.), 1970, *Learning about Politics*, in R. Sigel, Random House.

Wolff (W.), 1950, *The threshold of the abnormal*, New York, Hermitage House.

Wolowitz (H. M.), 1965, Attraction and aversion to power : a psychoanalytic conflict theory of homosexuality in male paranoids, *Journal of abnormal Psychology*, 70, pp. 360-370.

Wyatt (E.), 1963, *The reconstruction of the individual and the collective past*, in R. W. White.

Wylie (L.), 1957, trad. 1968, *Un village du Vaucluse*, Gallimard, coll. « Témoins ».

Yarmolinshy (A.), 1969, *« Ideas into programs » in the Presidential Advisory System*, New York, Harper & Row.

Young (K. T.), 1968, *Negotiating with the chinese communists : The United States experience, 1953-1967*, New York, McGraw-Hill.

Zechmeister (K.), Druckman (D.), 1973, Determinants of resolving a conflict of interest : a simulation of political decision making, *Journal of conflict resolution*, 17, pp. 63-88.

Zeldin (T.), 1978, *Histoire des passions françaises, 1848-194*5, Paris, Ed. Recherches, 5 vol.

[140]

[141]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

Chapitre II

“SCIENCE POLITIQUE  
ET PSYCHANALYSE.”

Par Raphaël DRAI

1. Raisons d’un dialogue

A. L’INCONSCIENT PROBLÈME POLITOLOGIQUE ?

[Retour au sommaire](#sommaire)

« L’inconscient est devenu une option politique » : ce constat (Oury, 1975) prendra-t-il de court la science politique débordée dans la délimitation de son domaine par tels psychanalystes qui prétendent en avoir une vision plus complexe et plus proche de son évolutive réalité ? Reprenons la question. L’inconscient est la préoccupation élective de la psychanalyse. En acceptant qu’un dialogue s’engage entre science politique et psychanalyse (Drai, 1981) il s’orienterait alors vers cette région énigmatique : l’inconscient politique. Ce dialogue va-t-il de soi ? Si l’on veut éviter que l’accumulation des préalables ne le rende précaire il faut consentir quelques concessions minimales et de bon sens. On supposera donc admise l’existence et de la psychanalyse (Ellenberger, 1970) et de la science politique (MacKenzie, 1967), leur histoire respective, leurs débats internes, leurs enjeux, leurs épistémologies (Grawitz, 1981) et leurs procédés opératoires (Blondel, 1978). Ce dialogue se justifie cependant par d’autres motifs.

Science politique et psychanalyse ne se présentent pas comme des disciplines achevées, mais ouvertes, en train de se faire et par suite accessibles au questionnement qui les concerne, serait-il extra-territorial au regard des délimitations et des répartitions académiques du « champ » scientifique.

Elles prennent en compte l’interpénétration de leurs aires de recherche et l’interaction de leurs terminologies mutuelles. Ainsi, de la science politique à la psychanalyse la traduction désormais spontanée d’évènements idéologiques, diplomatiques ou militaires directement en langage psychanalytique. Quelques exemples : la querelle scolaire est rapportée à « l’inconscient collectif » de la France (*Le Monde,* 29 septembre 1983), la destruction d’un avion civil sud-coréen à la « paranoïa patriotique » de l’Union soviétique et à un « lapsus » de ses institutions militaires ; [142] mais, dans l’autre sens, la réalité psychanalytique relève à son tour de la science politique puisqu’au plan épistémologique la topique : ça, moi, surmoi, se métaphorise en une image hiérarchique et même monarchique (Freud, 1971) mais aussi parce que l’institutionnalisation de la psychanalyse s’est traduite par des affrontements parfois violents, générateurs de scissions et d’exclusions, pour le contrôle de son enseignement et de ses orientations idéologiques manifestes ou… inconscientes (Turckle, 1982 ; Amado-Lévy-Valensi, 1971 ; revue *Ornicar ?,* 1976, 1977).

Ainsi politologues et psychanalystes partagent-ils déjà une commune préoccupation : celle qui concerne le pouvoir, son origine et ses causes, sa logique et ses modalités opératoires. Pour Freud, en effet, la pulsion de mort procède par itérations, réduction à l’identique, et par le retour le plus rapide possible à un état excluant la tension (Laplanche, 1970). Ces caractères semblent marquer les politiques de force où les tensions représentent les oppositions, les contradictions, les « dysfonctionnements ». D’après une logique fonctionnelle déterminée d’avance et réputée intangible, le contradicteur n’aura d’autre choix que celui d’abandonner ses positions et de se réduire à celles de son protagoniste ou d’être neutralisé, ou détruit.

Dans ce contexte les politiques de domination tendent, elles aussi, à privilégier la réduction à l’identique. Si les détenteurs du pouvoir préfèrent ne pas avoir à utiliser la force brute (Weber, Horkheimer et Adorno) il leur faut établir des situations de fait et des agencements institutionnels excluant la possibilité et la pratique de la contradiction et plus généralement des demandes portant sur le partage du pouvoir (Russell, 1967).

Mais à cette préoccupation commune s’en ajoute une autre concernant cette fois les alternatives aux rapports de pouvoir par l’exercice d’une parole qui fasse sens (Stierlin, 1969 ; Ricœur, 1965), et cela non pas seulement dans les limites privilégiées mais restreintes d’un dialogue interindividuel, mais à l’échelle sociale, et sans que l’État s’en excepte (Kojeve, 1982 ; Bejin, 1974).

B. ÉTAYAGE MÉTHODOLOGIQUE

Ce dialogue risquerait néanmoins de vite tourner court s’il ne s’avérait motivé que par des raisons d’opportunité (le recours de plus en plus patent d’autres disciplines à la psychanalyse : sociologie, économie politique, anthropologie, droit) ou s’il se réduisait à de simples placages terminologiques et permutations de problématique : par exemple, les évènements de Mai 1968 s’expliqueraient par l’incapacité des étudiants qui en furent les acteurs d’affronter leur complexe d’Œdipe (Stéfane, 1968), mais alors comment expliquer cette incapacité ? Ou bien le complexe d’Œdipe serait la conséquence d’une structuration politique de la famille (Mitscherlich, 1969) en l’occurrence comment définir ce qualificatif en évitant la tautologie ? ; ou bien encore le capitalisme sécréterait l’aliénation des masses, mais ici l’aliénation désigne-t-elle une entité nosographique ou une simple image philosophique (Lyotard, 1974) ?

Une telle préoccupation, comment l’étayer méthodologiquement ? Trois voies s’ouvrent dont la première, l’application sauvage de la psychanalyse à la vie politique, [143] conduit sûrement à l’enlisement. Révélatrice d’une mentalité de pouvoir pour qui la psychanalyse n’est qu’une arme nouvelle elle consiste, entre autres, à expliquer unilatéralement le comportement d’un gouvernant par ses infirmités sexuelles (Brosse, 1972), et les particularités d’un régime politique ou d’un système social par son intentionalité maléfique : la répression ou la sur-répression des gouvernés, ou leur subversion libidinale (Marcuse, 1963). De tels exercices ne risquent-ils pas surtout de renforcer l’autoconviction de ceux qui s’y livrent et les résistances des cibles qu’ils visent ?

La seconde voie, plus éclairante et fructueuse, consiste à dégager ce que l’on pourrait appeler les idées politiques de Freud (Roazen, 1970), cela par le commentaire et la mise en perspectives des essais qu’il a consacrés à ce thème (Enriquez, 1983), soit explicitement dans *Psychologie collective et analyse du moi,* soit implicitement dans le cas Schreiber par exemple (Freud, 1967 *b).*

La troisième s’appuie sur la précédente qui la documente mais se développe en suivant non seulement la « lettre » psychanalytique mais surtout la logique interne de sa découverte. Elle appelle une différenciation préalable entre politique, arbitrairement entendue, et science politique, discipline fondée sur l’examen permanent de ses fondements épistémologiques ainsi que sur l’élucidation des conditions d’utilisation et des résultats de ses techniques.

Selon cette troisième voie et dans les limites de la présente mise au point l’on ne commencera pas par s’interroger sur le concept d’inconscient ou sur son essence. Le concept est paradoxal (M’Uzan, 1983) et son essence volatile. Mais : *1)* nous commencerons par identifier les manifestations *d’un* inconscient dans la vie politique pour en montrer l’existence et les premières figures. Après quoi, *2)* sans pouvoir ni vouloir approcher sous cet angle la totalité des questions que se pose la science politique nous en privilégierons deux dont le caractère central semble peu discutable : celle du pouvoir, et celle d’ennemi. Enfin, *3)* évitant le contresens consistant à réduire le dialogue entre science politique et psychanalyse à l’expansion d’une psychopathologie généralisée, sans alternative, l’on montrera quels apports la psychanalyse est susceptible de proposer à une science politique de la communication, soucieuse de prendre en compte, à son niveau, un inconscient qu’elle ne saurait méconnaître plus longtemps sans risquer de compromettre son développement et, peut-être, sa crédibilité.

2. L’identification d’un inconscient politique

A. PRESSENTIMENTS

[Retour au sommaire](#sommaire)

La psychanalyse – Freud le premier – n’a pas découvert l’inconscient. Elle l’a plutôt reconnu *de facto* et *de jure* en dressant les premières cartographies de ses itinéraires d’abord déroutants. Mais que psychisme et conscience ne soient point coextensifs, les oniromanciens égyptiens et babyloniens, les philosophes grecs (Vernant, 1974), les sages du Talmud (Talmud de Babylone, *Traité Berakhot)* et ceux du Tao (Philosophes chinois, 1980) ne l’ignoraient pas, comme le démontrent [144] tant de leurs pratiques : cures des âmes, consultations oraculaires à des fins politiques, élucidations des premières expériences de l’historicité.

Si l’on circonscrit cette anamnèse à l’histoire des idées politiques en vue d’assurer une transition plus « organique » entre nos deux disciplines la liste ne serait point brève des penseurs qui ont rencontré l’inconscient par le biais de l’irrationnel. Par exemple, les résistances à une argumentation qui se croyait irrésistible parce que conduite dans les règles de l’art rhétorique (saint Augustin), l’érotisation du pouvoir (Machiavel), l’identification des détenteurs de l’autorité aux figures parentales (Montesquieu), la polarisation narcissique et le traumatisme provoqué par la découverte de l’Autre (Rousseau, Hegel), l’investissement des formes et formules juridiques par la pulsion de mort (La Boétie, Sade), la fétichisation des productions économiques (Marx), la dénaturation de la raison (Horkheimer et Adorno).

Plus près de nous, les pères fondateurs de cette sociologie qui a servi de point d’appui au développement de la science politique contemporaine intègrent constamment l’aperception de l’inconscient dans leurs analyses et théories, qu’il s’agisse de Durkheim (interdit de l’inceste, anomie suicidogène, existence *a priori* de certaines régulations institutionnelles) ; de Weber (signifiance des conduites, prégnance du religieux, transformation de la rationalité collective) ou de Pareto par l’élaboration des notions d’agrégats, de résidus, de dérivations (dont il serait possible de trouver leurs homologues dans la théorie psychanalytique), mais encore par l’interrogation sur le langage qu’appellent la conception parétienne des élites – provocatrice pour les théoriciens du dialogue psychanalytique – et sa formalisation de l’équilibre économique général en tant qu’elle suppose élucidés la nature du besoin, son rapport au désir et l’investissement conscient et inconscient d’un marché qu’on voudrait transparent et ductile [[379]](#footnote-379).

Pourtant, selon cette perspective, les manifestations de l’inconscient restent encore perçues « de l’extérieur », indirectement. Elles exigent un effort d’autopersuasion beaucoup plus volontariste que celui demandé par le constat immédiat de telles manifestations dès lors qu’est prise au mot la dualité des niveaux manifestes et latents sur laquelle notre attention a été attirée (Merton, 1968) et que l’oreille est prête à écouter les paroles qui non seulement passent de l’un de ces niveaux à l’autre mais surtout qui nous renseignent sur les contenus, les configurations et sur l’inapaisable turbulence du latent dès lors qu’il désigne le refoulé (Freud, 1968) de la vie [145] politique. Écouter ce refoulé c’est se mettre en état de comprendre ce qui le produit. Tel est l’enjeu de la constitution d’une véritable et systématique psychopathologie de la vie quotidienne. Amusante elle l’est parfois, mais au premier degré seulement. Utile elle devrait l’être en tant que contribution à l’élargissement et à raffinement des indicateurs sociopolitiques, mais de l’inconscient ceux-là. Examinons de ce point de vue un échantillon véritablement microcosmique.

B. PSYCHOPATHOLOGIE  
DE LA VIE POLITIQUE QUOTIDIENNE

● L’érotisation du langage politique. Souvent occultée dans les sténographies officielles ou négligée dans les analyses de contenu quantitativistes, elle indique le tenace investissement affectif et pulsionnel de la relation politique (Giroud, 1974). Qu’elle s’énonce comme collage, coït, viol, ou fessée, elle incite l’analyste à ne pas attendre une modération excessive et une extrême sensibilité à l’argumentation rationnelle de la part de ses protagonistes (Draï, 1979).

● *Les lapsus.* Toujours qualifiés de « révélateurs », ils le sont en effet, d’une part, de l’écart manifesté entre le propos patent et l’intentionalité de son auteur, d’autre part de la structure même de la communication politique. Trois exemples le montreront.

*1)* Inversion de l’intentionalité du propos manifeste. Au cours d’une émission télévisée, M. X…, partisan officiel de M. Y…, déclare : « Je suis venu ici descendre Y… » Il voulait dire… défendre.

*2)*Perception divergente de la définition officielle d’une situation politique. Après l’envoi de troupes américaines à Beyrouth en 1982 le spectre de l’enlisement vietnamien fut évoqué. L’administration américaine s’efforça de souligner les différences stratégiques et géopolitiques des deux situations. À cette fin, le chef du détachement américain fut soumis aux *hearings* d’une commission parlementaire. À l’une des questions posées il répondit : « Notre engagement actuel… au Vietnam. » Réponse qu’il qualifia lui-même, confus, de lapsus, interprétation en l’occurrence difficilement contestable.

Les lapsus révèlent l’existence d’un non-dit ainsi que des *censures* qui éventuellement l’ont constitué et qu’ils nient, mais surtout l’hétérogénéité de la perception par certains décideurs de leur situation réelle. Ils posent le problème de l’identification véritable des sites et des situations politiques avec les risques d’erreur qu’une identification inconsciemment faussée entraîne, surtout en un temps où les décisions les plus graves sont remises à l’appréciation d’un seul homme, lequel au regard de ses déterminations inconscientes n’est pas forcément un homme seul.

*3)* Structure agressive de la communication politique. Un ancien gouvernant se défend à la télévision contre la mise en cause de son action antérieure. À un journaliste qui relève la vivacité de ses propos, il répond : « Quand on m’accuse je *me* réponds. » Lapsus significatif au moins sur deux plans : *1)*Il révèle la structuration circulaire et spéculaire inconsciente de la communication dans laquelle le *debater* s’implique ; *2)* Mais aussi l’aspect paranoïde de cette communication puisqu’un [146] tel lapsus peut logiquement s’entendre ainsi : « Lorsque je m’attaque, je me réponds », l’adversaire extérieur induisant une agressivité en réalité endogène (Freud, *Le cas Schreiber,* 1967 *b*).

● *Les rêves* révèlent, eux, l’autre scène, nocturne et onirique, de la vie politique. Les informations recueillies sur ce plan montrent entre autres :

– L’impact des « médias » dans l’inconscient des gouvernés. Tel d’entre eux rêve qu’il rencontre dans un contexte particulier un leader politique qu’il n’a jamais vu ailleurs que sur l’écran de sa télévision.

– L’insertion de l’imago politique dans une configuration affective où se manifestent parfois des attitudes – attachement ou répulsion – différentes, voire inverses, de celles avouées ouvertement, et la labilité de certaines motivations électorales. X… rêve qu’il rencontre le leader d’une grande formation politique et qu’il lui adresse une demande, laquelle, au-delà de son objet explicite, traduit surtout un intense besoin de contact. Entre-temps, la politique réelle de ce leader ne correspond à aucune de ces attentes. Dans un autre rêve, X… adresse la même demande, mais cette fois à un leader de l’opposition, d’abord à celui qui semblait *le moins* éloigné de ses choix manifestes, mais ensuite à celui qui paraissait *le plus* éloigné des options « diurnes » du rêveur.

Les rêves à thématiques politiques révèlent parfois aussi la déstructuration inconsciente des gouvernés. Bruno Bettelheim en donne des exemples impressionnants à propos des progrès de la propagande nationale-socialiste dans l’inconscient de ceux des citoyens allemands qui entendaient s’y opposer en refusant par exemple de faire le salut nazi. Au bout d’une période marquée par un très violent combat intérieur le salut était finalement accompli en rêve (Bettelheim, 1981).

Pour significative qu’elle soit, dans ses limites actuelles, une telle information reste cependant partielle et parcellaire. Elle ne permet pas d’évaluer les transformations des structures oniriques collectives et celles de l’imaginaire politique. Entreprendre d’élargir cette information implique la solution de difficultés techniques considérables mais soulève également une grave question déontologique surtout lorsqu’on constate l’évolution des techniques policières servie par une psychiatrie dénaturée (Maruani, 1981) ou une psychologie qui semble avoir fait l’impasse sur ce texte essentiel de Freud marquant l’irréductible antinomie entre l’interrogatoire policier et le dialogue psychanalytique (Freud, 1971).

C. L’INVESTISSEMENT INCONSCIENT  
DU SYSTÈME POLITIQUE

Les données de la psychopathologie politique quotidienne conduisent à s’interroger sur la possibilité de l’investissement inconscient d’un système politique, cela par la prise en compte : *1)* de la caractérologie des gouvernements et des gouvernés telle que l’éclairé l’une des topiques psychanalytiques déjà rencontrées : ça, moi, surmoi, instances auxquelles il faut ajouter celle de l’idéal du moi (Chasseguet-Smirgel, 1975) ; *2)* des transferts inconscients, non plus interindividuels, mais cette fois institutionnels.

[147]

Les éléments inconscients de la caractérologie des gouvernants font mieux comprendre les causes de la déformation d’une communication politique, au cours d’une négociation diplomatique par exemple. Freud et l’ambassadeur William Bullitt se sont ainsi proposés d’expliquer le caractère paradoxal du président Thomas W. Wilson, rigide avec ses alliés, laxiste avec ses adversaires et dont le comportement se caractérisait par un messianisme déréalisant. Sans méconnaître le contexte diplomatique et militaire de la présidence wilsonienne, Freud et Bullitt rapportent ces éléments irrationnels à l’histoire de Wilson et à la structuration inconsciente de sa personnalité. Fils d’un pasteur dont il divinisa l’image, il ne s’autorisa aucune manifestation d’agressivité à son encontre. Cette agressivité, inhibée en raison de l’investissement du surmoi et de l’idéal du moi de Wilson par l’imago du père, fut refoulée et par suite rendue disponible pour des transferts ultérieurs sur des figures évoquant des images paternelles – celle de Clemenceau par exemple. Mais selon quelle chaîne associative ? Seule une véritable psychanalyse eût pu, peut-être, la reconstituer. Par ailleurs, fils du Père-Dieu, Wilson se serait identifié au Christ au point de croire à l’irrésistibilité de ses convictions auprès de l’opinion publique américaine. D’où la faiblesse de sa campagne électorale, la défaite de son parti et le refus du Sénat de ratifier le pacte de la sdn.

Un tel essai, pour suggestif qu’il soit, parce qu’il souligne la réduction d’une situation politique aux identifications archaïques et infantiles d’un gouvernant officiellement « normal », ne doit pas faire oublier son caractère, sinon spéculatif, en tout cas conjectural puisqu’il ne se fonde pas sur une information psychanalytique directe. Ces mêmes précautions s’imposent s’agissant des études à portée psychanalytique sur la sexualité d’Hitler (Brosse, 1972) ou sur l’agressivité refoulée de Gandhi (Erikson, 1971), ou sur la crise du surmoi de Luther (Erikson, 1965), ou sur les imagos maternelles de Mao Tsé-toung (Pye, 1976).

L’approche psychanalytique de la caractérologie des militants politiques en tant qu’elle relaie et extrapole celle des gouvernants (Dicks, 1973) a conduit à des analyses plus rigoureuses au plan méthodologique puisqu’elles procèdent ici par interviews et par interprétation de tests, suivant la perspective ouverte par Adorno dans l’enquête sur la personnalité autoritaire. Ces recherches, lorsqu’elles ont porté sur les mobiles inconscients de l’obéissance destructrice par exemple (Fromm, 1975), ont mis en évidence la faiblesse du « moi » des militants ou des fonctionnaires d’exécution concernés dont tout l’appareil psychique se trouvait sous la commande d’un surmoi « monologal », instance effectrice des ordres du chef, sans que le contenu de ces ordres fût jamais examiné, structuration psychique qui annihilait toute velléité critique et de remise en question d’une autorité devenue destructrice.

Pourtant, ces approches caractérologiques ne sauraient se limiter à une psychanalyse individuelle ou intersubjective. L’investissement inconscient du système politique se produit également par les transferts institutionnels, autrement dit par les identifications parentales, parfois précises, parfois aussi diffuses ou « flottantes », dont font l’objet non pas des personnes immédiatement identifiables mais des services administratifs, des partis, des instances gouvernementales ou parlementaires et jusqu’à la nation perçue comme « corps ».

Des enquêtes novatrices (Baruk et Guilhot, 1962) révèlent l’intense investissement [148] affectif – maternel et paternel – de services autrement qualifiés d’administratifs, sous-entendant par cette désignation leur nature psychologiquement neutre. Or, loin d’être perçus comme des organigrammes désincarnés, ces services le sont comme supports de projection d’images – et donc de demandes – parentales ou filiales (par exemple, la télévision italienne est appelée la « Mamma » rai). La prise en compte des transferts institutionnels, l’identification des agents qui les induisent, des relais qui les conduisent devraient mieux faire comprendre d’une part les effets potentiels d’une non-réponse ou d’une réponse dépersonnalisée – et dépersonnalisante – de l’institution (Ayllon et Azrin, 1974), d’autre part comment se produisent les transformations des intentionnalités sociales, politiques et économiques qui font parler, devant l’écart qui sépare le projet initial d’un système ou d’un programme et le but affectivement atteint d’effet pervers (Boudon, 1979) ou d’inconscient du marché (Hayek, 1980).

Ces transferts institutionnels devraient mener à une analyse plus affinée de leurs variantes politiques lorsqu’il apparaît qu’une structuration institutionnelle de configuration œdipienne se produit sur ce plan par la projection sur le Parlement d’images maternelles et sur le chef de l’État ou le leader du parti d’images paternelles (Jones, 1973), structuration dont la psychanalyse montre (Laplanche, 1980) que, selon sa logique propre, elle implique la possibilité par le gouverné d’accéder aux niveaux micro, mais aussi meso, puis mégaœdipiens (Draï, 1979), et *d’en sortir* sans risquer d’encourir une irrémédiable castration à chacun de ces paliers individuel puis institutionnel de l’action et de l’identification politiques. D’où surgit la question du *pouvoir.* Pourquoi et comment relève-t-elle aussi de la psychanalyse ?

3. Approche psychanalytique du pouvoir  
et de l’ennemi

A. POUVOIR ŒDIPIEN  
ET LOGIQUE DE LA CASTRATION

[Retour au sommaire](#sommaire)

La nature exorbitante du pouvoir ne se décèle pas de manière purement nominaliste dans les qualificatifs, cependant sans équivoque, par lesquels les personnages de Sade par exemple le désignent : supériorité de la force brute, volonté de domination, destruction du plus faible (Horkheimer et Adorno, 1974). Plus fondamentalement, elle se discerne dans la formulation asséritive [[380]](#footnote-380) suivante à prétention axiomatique : « Le pouvoir ne se partage pas » (Aron, 1976). Cette déclaration peut se confirmer indirectement par la topologie politique que ce pouvoir-là induit et par sa logique particulière.

La relation de pouvoir en tant que morphologie de capture (Thom, 1974) induit une structuration de l’espace politique clivé en « bas » et « haut » (Hegel, [149] 1966), centre et périphérie (Eliade, 1967 ; Eisenstadt, 1969), figures géométriques de la domination qui tend à instituer une irréductible asymétrie entre la base et le sommet, et une rigide distanciation existentielle entre « eux » et « nous » ou « moi », distanciation qui confine parfois à une véritable solution de continuité ontologique (Jouanna, 1979).

L’analyse logique concerne, elle, la nature d’un objet présumé insusceptible de partage. Selon une psychologie de l’intérêt, ne se partage pas ce qui comporte une valeur extrême, valeur qui à son tour est un effet de sa rareté (Perroux, 1973). En l’occurrence, comment expliquer la rareté du pouvoir ? Ne se trouve-t-on pas, en réalité, face à une logique circulaire fondant l’inconcevabilité du partage sur la rareté alors que celle-ci est le résultat d’un refus *a priori* du partage et de la diffusion ?

Répondre à cette question implique une double anamnèse corporelle et culturelle, ces deux régions de la réalité politique étant souvent occultées soit par des théories juridiques désincarnées, soit par des idéologies intentionnellement mystificatrices, soit encore par des réserves mentales qui procèdent autant d’un sentiment de pudeur (M. Scheler, 1953) que de nos résistances face à des questionnements scientifiques susceptibles de réactiver notre propre implication inconsciente.

La référence à la situation œdipienne est en effet devenue si banale et galvaudée qu’on risque d’en méconnaître ou d’en oublier la réalité et les caractéristiques (Laplanche, 1981 *b)* qu’il faut rappeler comme autant d’éclairages précieux pour l’analyse politologique du pouvoir.

1. La relation œdipienne, abandonnée à elle-même, tend à se former en structure tripolaire, mais fermée, entre deux rivaux (et/ou rivales) et l’objet de leur rivalité décrété insusceptible de partage. La seule issue au conflit ne peut être, dans ce cadre, que l’élimination du rival et l’appropriation de l’enjeu du conflit qu’il faut nommer : le phallus, en tant que marque de la puissance et moyen de la jouissance.

C’est que l’approche psychanalytique vise également à reconnaître les substrats corporels de schèmes autrement abstraits, rappelant, en termes d’anamnèse institutionnelle, les sources d’un processus d’abstraction dont la finalité occulte l’origine (Victor Hugo, 1967). Depuis l’émergence du fait politique dans l’histoire humaine le pouvoir s’est associé à la puissance génésiaque. Le roi ou le chef est le représentant divin, ou « semi-divin », de la fécondité collective dont sa propre puissance sexuelle est le symbole, la preuve et la garantie. Aussi les emblèmes de la puissance politique et ceux de la sexualité se condensent-ils (Frankfort, 1951) progressivement mais au prix d’une abstraction grandissante de la symbolique sexuelle primaire de plus en plus élaborée au sens que la psychanalyse donne à ce vocable dans le travail de déformation onirique (Freud, 1967). Les monuments phalliques (les obélisques égyptiens, par exemple) ou les pierres dites vaginales de l’art cananéen rappellent cette symbolique primaire qui réapparaît parfois de façon aussi sauvage qu’inattendue lorsque la relation politique et le désir de pouvoir se déclarent coït ou fantasme de sodomisation, tandis que la privation du pouvoir s’interprète et est redoutée, corrélativement, comme castration.

Dans la compétition avec le père (ou le frère) (Corman, 1970) dont la paternité [150] est oblitérée par sa position de rival, la castration vise en effet à conclure la lutte présente et à lui ôter ses raisons d’être en un univers de la rareté régi par une implacable logique inconsciente où il n’est qu’une femme (ou un homme) pour deux et qu’un phallus pour trois.

2. Ce conflit reconstitue, à l’échelle où il se produit, le mythe qui tout à la fois l’induit et l’autorise, en l’occurrence dans la culture occidentale le mythe sanglant des Ouranides marqué par l’irréductible antagonisme du couple cosmogonique originel (Ouranos et Gea), la guerre récurrente entre père et fils fomentée par la mère pour échapper à la négation qu’elle subit, guerre scandée par la castration infligée au père par une progéniture qui voit désormais dans sa propre descendance la menace d’une mutilation analogue (Vernant et Detienne, 1979 ; Dumézil, 1940).

Cependant l’émasculation, centrale dans le mythe des Ouranides mais aussi dans les mythes des fondateurs égyptiens où elle parachève la victoire fratricide de Seth contre Horus (Moret, 1925), n’est qu’une des modalités possibles de la castration politique. Du point de vue politologique celle-ci consiste plus largement à interdire qu’une demande puisse se formuler qui comporterait avec elle l’expression d’un désir autonome avec la revendication des moyens qui en permettraient la satisfaction. Effet réel du cens, au plan électoral et de la censure, s’agissant des autres formes de la liberté d’expression (Marx, 1976-1982), une liberté dont on voit qu’elle ne sert pas seulement à réguler la dynamique des « passions » politiques (Ansart, 1983) mais à favoriser l’interaction des *pulsions* de mort et des pulsions de vie en favorisant celles-ci en même temps que l’émergence du sujet politique.

Par quoi le cens et la censure castrateurs trouvent-ils leur efficacité ? D’abord en réveillant chez ceux qu’ils atteignent l’angoisse de castration inhérente à la relation œdipienne surtout lorsqu’elle se fige en huis clos destructeur (Laplanche, 1980). La référence à l’angoisse de castration signale ainsi une articulation supplémentaire de la psychologie politique en son état actuel et de la psychanalyse. L’explication d’un comportement par l’angoisse le rapporte à un trouble neuro-affectif réel mais dont la représentation reste approximative. L’angoisse de castration, elle, désigne l’une des sources précises de l’angoisse : l’impossibilité ou le danger d’exprimer une demande porteuse d’un désir sans qu’elle risque d’être perçue comme menace de castration (Freud, 1971) et s’exposer par suite à ces opérations qualifiées de préemptives par les théoriciens de l’analyse stratégique (Poirier, 1979).

L’enjeu d’une science politique de la communication s’avère en ce sens considérable. L’investissement œdipien des institutions politiques suscite la réactivation du conflit œdipien « individuel » et tout à la fois en bloque la résolution. Ce blocage provoque chez qui le subit soit des conduites de désistement qui nient sa qualité de sujet politique, soit des attitudes de revanche qui l’incitent à compenser sa négation actuelle par le projet de négation ultérieure de celui qui aujourd’hui le méconnaît (Zweig, 1957). Dans ces deux cas la pulsion de vie est défaite et la pulsion de mort organise ses cercles et ses cycles institutionnels.

Éluder ou fuir l’angoisse de castration peut entraîner non seulement le refus de la révolte contre la domination (Mendel, 1968) mais encore, selon les différentes phases de régression de la libido, l’acceptation de celle-ci compensée par son érotisation. [151] Lorsque Benjamin Constant (1957) présumait que dans un système institutionnel chacun était porté à transiger avec ce qui ne lui convenait pas, il ignorait la dynamique pulsionnelle de ces « transactions » et leur ligne de plus grande pente, comme l’ignoraient les idéologues du commerce qui assignaient à la recherche du profit économique une fonction de dérivation des revendications portant sur le pouvoir politique (Hirschmann, 1980). Et si La Boétie pressentit que la domination ne va point sans le consentement des dominés, la psychanalyse des perversions discerne aujourd’hui non seulement la logistique pulsionnelle d’un consensus où la pulsion de mort subvertit jusqu’aux stimulateurs de la jouissance mais encore les inimaginables stratagèmes du désir de pouvoir lorsqu’il s’avère que le masochiste, par exemple, loin de manifester l’auto-annulation du sujet, traduit la stratégie par laquelle il s’assure, en fait, de la dépendance du sadique dont l’apparente toute-puissance n’apparaît plus qu’instrumentale (M’Uzan, 1983).

B. L’ENNEMI ET LA RÉGRESSION  
AU STADE KLEINIEN  
DE LA RELATION POLITIQUE

L’accès à la situation politique œdipienne en vue de son dépassement ne se justifie pas seulement par analogie avec la situation œdipienne familiale, mais encore à cause de la régression que l’impossibilité de l’affronter provoque en suscitant dans la vie politique non plus le seul profil de l’adversaire mais l’intolérable figure de l’ennemi (Freund, 1976) dont Carl Schmitt a prétendu parachever la « théorie » en l’inscrivant, lui aussi, dans un axiome quasi logique découlant d’une mythique force des choses (Schmitt, 1972).

La notion de politique entée sur celle d’ennemi s’énonce également dans une formule asséritive : l’ennemi est celui que je dois anéantir sitôt que je l’aurai identifié en tant que tel sous peine qu’il ne me détruise le premier. Logique circulaire dans laquelle chacun est juge et partie. L’acte de destruction s’autorise de cette identification disqualificatrice préalable. On ne peut montrer ici en quoi et comment la théorie schmittienne ne fait que rationaliser la situation de l’Allemagne weimarienne, ex-empire nié en une république instable et vivant sa défaite, puis le traité de Versailles, comme le retournement contre elle de l’agressivité que l’empire de Guillaume II avait dirigé vers ses ennemis « héréditaires ». Mais une fois la rationalisation reconstituée il importe de discerner ses rapports inconscients et son « milieu » conducteur (Clausewitz, 1955).

Et d’abord sa référence mythologique : le manichéisme (Décret, 1974). Le concept d’ennemi s’autorise d’une représentation diabolisée de la vie politique clivée ou scindée en bien absolu et mal intégral, lumière contre ténèbres, croyants contre infidèles. La notion manichéenne d’ennemi, loin d’être une notion limite, se rapporte à son tour aux processus de la *satanisation,* implicite lorsque par exemple l’urss est assimilée à l’ « Empire du mal » par R. Reagan, explicite lorsque les États-Unis sont qualifiés de « grand Satan » dans le discours khomeiniste, ou les États-Unis d’ « État cannibale » dans le discours soviétique.

Mais la référence mythologique n’est pas considérée non plus comme une [152] ultime instance explicative. La mythologie manichéenne apparaît en fait comme la projection extrapolée en cosmogonie des phases *préœdipiennes* de la personnalité auxquelles Melanie Klein par ses recherches a attaché son nom (Klein, 1968). Ces phases présentent les principaux caractères suivants :

*1)* Un fonctionnement psychique tendant à la bipolarisation agonistique de la réalité clivée entre un bon objet, absolu, dispensateur immédiat de l’être, enté sur le sein maternel nourricier, et un mauvais objet, lui aussi absolu, négation du précédent dont il marque et récapitule l’absence au moment où s’exprime le besoin dans son immédiate massivité et brute passivité.

*2)* Ces phases traduisent l’intensité de l’emprise du pulsionnel préalable à l’apprentissage du langage relationnel. La non-réponse à l’expression immédiate du besoin est perçue dans ce contexte comme menace globale de mort, inductrice d’une violente réactivité, laquelle est susceptible de s’assujettir ultérieurement le langage lui-même dans les discours de la paranoïa, le paranoïaque récupérant ainsi l’intention destructrice qu’il prête, au sens propre comme au sens figuré, à autrui pour s’autoriser à la manifester sans culpabilité puisque par ce détour il n’est plus l’agresseur mais l’agressé (Freud, Le cas Schreiber, 1967 *b).*

L’émergence d’une thématique manichéenne dans le discours politique n’en révèle pas seulement l’ « outrance » considérée comme une atteinte aux règles convenables du savoir-parler. Elle révèle l’activation de ce dispositif pulsionnel, dévorateur d’abord, dépressif ensuite, que nous avons qualifié de « stade kleinien » de la politique (Draï, 1979) dont il faut identifier à la fois l’invariant historique et la particularité contemporaine.

L’invariant concerne le court-circuit du langage relationnel, de la communication diplomatique par exemple lorsqu’elle s’astreint à différer le recours à la force des armes, l’ascension aux extrêmes *(all-out effort)* et à éviter qu’une entité politique ne soit totalement détruite (Kissinger, 1961).

La particularité concerne, elle, la technologie de destruction dont pourrait disposer aujourd’hui une décision politique pulsionnelle qui s’autoriserait d’une représentation satanisée de l’adversaire, mal absolu, « non-valeur » dans la théorie de C. Schmitt, justifiant la levée de toute culpabilité ou responsabilité inhibitrice en vue d’une destruction totale.

Le mythe manichéen forme alors circuit avec le stade kleinien de l’appareil psychique investi dans l’instance politique qui « boucle » ce circuit par des modes de pensée rationalisante qui lui sont adaptés. On observera en effet que la technologie de destruction contemporaine est doublement marquée par le clivage kleinien. D’une part, elle repose sur la *fission* de la matière, sur son plus intime clivage interne, mais d’autre part cette technique s’est développée (Jungk, 1981) pour mettre un terme aux entreprises génocides du régime nazi dont l’idéologie s’est caractérisée par un passage à la limite du clivage entre le bien absolu et le mal absolu et par une application hallucinatoire de la notion d’ennemi. La technique des fours crématoires révèle à cet égard l’intensité des régressions pulsionnelles puisqu’elle se proposait, prenant le mouvement de la vie à rebours (Michelet, 1968), non seulement d’anéantir systématiquement des millions d’existences mais encore de réduire les [153] corps conducteurs de ces existences non pas à l’état de simples cadavres, sujets à une ordinaire décomposition organique, mais à l’état de cendre et de fumée, retour au-dessous de zéro du processus de la créativité.

4. L’enjeu psychanalytique  
de la communication politique

A. L’ÉLABORATION  
D’UNE ALTERNATIVE POLITOLOGIQUE

[Retour au sommaire](#sommaire)

Comment concevoir l’alternative au pouvoir porteur de la pulsion de mort et à la régression manichéenne qui conduit cette pulsion à des limites qui ne paraissent inconcevables que jusqu’au moment où elles sont atteintes ? La communication politique (Pye, 1973) ? Sans doute, mais par quel type de communication, compte tenu de l’investissement inconscient des notions de pouvoir et d’ennemi ? Cette alternative ne peut être élaborée qu’en commun entre politologues et psychanalystes. Pourquoi ?

*1)* La communication comme alternative aux comportements de force ne se déduit pas arbitrairement de l’approche psychanalytique mais s’énonce explicitement par Freud qui voit dans l’*entente* et le *contrat* l’issue au parricide conjecturé dans *Totem et Tabou* et au fratricide que ce parricide laisse présager (Draï, 1981).

*2)* Mais le relais du questionnement politologique est indispensable pour deux raisons. D’une part, des vocables tels que entente ou contrat ne sont pas affectivement neutres et réfractaires par nature à la pulsion de mort. Leopold von Masoch-Sacher aussi passait des contrats (1875) mais à sa façon et pour des finalités destructrices, et *Les 120 journées de Sodome* (Sade, 1785) débutent elles aussi par une entente dont l’objet pour ceux qui la concluent est de pousser au-delà de ce qui est alors pensable la pratique de la torture. Hors de ce domaine qu’on pourrait qualifier de fondamentalement pathologique, la notion de contrat apparaît en crise, en droit administratif et en droit constitutionnel. L’asymétrie est en effet trop considérable entre l’État et ses services d’un côté, l’usager de l’autre pour parler de contrat au sens précis du terme (Holleaux, 1974). Par ailleurs, si l’on considère que la Constitution est à sa manière un contrat qui qualifie un régime de liberté, l’on constate qu’il existe des régimes dotés formellement d’une constitution mais où la liberté est un mythe, et des régimes où la liberté, réelle et praticable, reste cependant aléatoire parce que le chef de l’Exécutif est en même temps le leader du parti dominant au Parlement, situation qui contredit en fait le principe de la séparation des pouvoirs dont on fait la garantie de la liberté civique, et celui de la collaboration des fonctions publiques dont la spécificité doit être préservée si l’on souhaite que le système politique fonctionne sans se transformer en machine autonomisée (Bergeron, 1965).

*3)* Doit-on alors procéder à un constat de carence ? Il ne le semble pas. Certes, Freud n’a pas élaboré une alternative politologique explicite et systématique à la [154] pathologie politique que la psychanalyse permet d’identifier désormais. Mais cette alternative, il reste parfaitement possible de la concevoir et d’en commencer l’élaboration car ses éléments se trouvent implicitement dans la théorie et la pratique de l’*interlocution psychanalytique* (Freud, 1967 *e*) par laquelle sont déjouées et dénouées les stratégies de la pulsion de mort afin que l’être qu’elles déstructurent devienne ou redevienne ce *Ich,* ce Je (Lacan, 1966) capable d’entreprendre et de décider, capable d’historicité. De ces apports nous présenterons ceux qui nous semblent les plus essentiels parce qu’ils touchent dans leur domaine spécifique à la transformation de l’imaginaire (Drai, 1983) et à celle des conduites corrélatives de pouvoir et de désistement, conduites constitutives de ces systèmes pathologiques qui ne se réduisent pas au cadre familial ou au milieu institutionnel restreint où ils sont le mieux étudiés pour le moment.

*4)* Toutefois il ne s’agit pas, malgré tout, de « greffer » ces apports sur la science politique qui les recevrait passivement, quitte ensuite à manifester des réactions de rejet. Cette attitude ne vise pas seulement à respecter l’identité et les champs respectifs des deux disciplines. Elle vise surtout à réunir et à réussir les conditions d’une véritable collaboration. Certes les apports de l’interlocution psychanalytique sont essentiels pour la communication politique mais il ne saurait être question de transformer les gouvernants en analystes, ni l’inverse. Il s’agit plutôt de mieux élaborer les structures et les modalités d’ensemble d’une communication politologique à portée psychanalytique. À cet égard la science politique remplit une fonction psychanalytique déterminante en découvrant et décrivant minutieusement les lieux institutionnels où l’interlocution politique créatrice de sens (ce sens qui lie la pulsion de vie) est possible, sous quelles formes, jusqu’à quel point, et à quel prix. Comment et pourquoi elle est niée ou faussée (Braud, 1973), comment l’instaurer ou la rétablir. Sous cet angle l’analyse politologique d’un processus électoral, ou de la crise du parlementarisme, ou des interventions de l’État et des métamorphoses de celui-ci, révèle un enjeu qui n’apparaît pas toujours de prime abord aux politologues eux-mêmes (Karl Deutsch).

Sous réserve de ces observations et de cette mise *en perspective* examinons l’essentiel des apports possibles de la communication psychanalytique à la science politique. On commencera par celui qui détermine tous les autres en lesquels d’ailleurs il se retrouve immanquablement : l’interlocution psychanalytique. Suivront des indications sur les interactions systémiques inconscientes, la psychanalyse institutionnelle, et l’action psychanalytique en milieu politique.

B. LES APPORTS DE LA PSYCHANALYSE  
DE LA COMMUNICATION

*a)*Le terme interlocution paraît préférable à celui de dialogue qui désigne surtout les phases de progression et la réussite de la cure analytique (Amado-Lévy-Valensi, 1962). L’interlocution désigne l’ensemble du processus qui se déroulera entre analyste et analysé (ou selon une visée plus « implicatrice » et active l’analysant), et se marque par les caractères suivants opposés à ceux de la relation de pouvoir.

[155]

– Structurellement, si l’interlocution psychanalytique à son début situe inévitablement analyste et analysant dans une relation asymétrique, puisque l’analyste est considéré par l’analysé comme celui qui dispose à la fois du savoir et du pouvoir de le guérir, le succès de travail analytique est déterminé dès ce moment selon que l’analyste se laisse ou non établir puis fixer dans cette position. Son aptitude à l’occuper *comme point de départ* sans s’y laisser prendre révélera, entre autres, la réussite de son propre travail analytique jamais achevé en ce que toute nouvelle interlocution analytique l’éprouve et oblige l’analyste à se remettre en question (Searles, 1981).

– Dynamiquement, l’interlocution analytique implique le sens de la distance entre analyste et analysant, distance non pas prédéterminée mais variable et adaptative. Créatrice de l’espace-temps analytique (Viderman, 1976) elle demande l’aptitude à maîtriser au moins trois attitudes : celle de s’approcher *trop près* de l’analysant au risque de reconstituer avec lui une situation fœtale et fusionnelle (Bouvet, 1968), celle, au contraire, de le *rejeter* une fois qu’est ressentie son insertion dans l’appareil psychique de l’analyste (M’Uzan), celle enfin de pouvoir établir avec lui un certain contact, corporel s’il le faut, mais dans des circonstances précises (M. Balint, 1979).

– La fonction de la parole analytique s’avère d’une importance décisive en ce que tout d’abord elle se différencie de la parole de pouvoir qui commande ou qui fait taire sans pouvoir être elle-même remise en cause. Cette différence se manifeste par le *respect des résistances* de l’analysant (Lacan, 1966), résistances que l’analyste ne doit pas considérer comme des démentis ou des négations de son « pouvoir », ni comme des contradictions rhétoriques mais comme des indicateurs de la proximité des connexions inconscientes et donc des fragiles structures identificatoires de l’analysant, structures qui ne sauraient être forcées tels des murs d’enceinte défendant une forteresse. L’intervention psychanalytique se caractérise aussi comme *interprétation* opposée aux modalités psychologiques de la propagande. Si l’interprétation se manifeste par le silence, compris comme refus de reconstituer l’engrenage d’un discours itératif par lequel se reconstitue le mécanisme névrotique, ce silence (Rosolato, 1966) n’est pas assimilable au mutisme qui désigne avec le refus de répondre la négation de l’interlocuteur. Si elle se manifeste par la parole celle-ci se veut constitutive de sens, parole à la fois plurielle, préservant la surdétermination de ce qu’elle interprète (Castoriadis-Aulagnier, 1975), mais arbitrale et décisionnelle, sans être décrétale, en ce qu’elle ne se fragmente pas non plus en polysémie ectoplasmique, laissant l’analysant face au dilemme de choisir entre l’angoisse du vide ou celle de la noyade. Parole opposée la « novlangue » totalitaire décrite par Orwell.

– Par sa finalité : si nulle analyse ne peut se prétendre terminée par ce qui se voudrait à l’instar de la parole totalitaire un dernier mot (Blanchot, 1969), la conclusion ultime d’un discours rétroactivement absolutisé, elle n’en vise pas moins l’*autonomisation* de l’analysant envers ses troubles et sa souffrance mais aussi envers l’analyste. Il convient donc de distinguer entre deux types d’analyses « interminables » : celles qui le sont grâce au recouvrement par l’analysant d’une liberté qui le rapporte à l’infinitude du monde, et celles qui le sont parce que cette autonomisation n’a pu se produire, la névrose de transfert se faussant et se redoublant en transfert de névrose.

[156]

*b)*Ces considérations sont d’une importance décisive pour la perlaboration (au sens psychanalytique) des interactions inconscientes, comme le montre l’orientation actuelle des thérapies dites systémistes (Benoît et Berta, 1974).

Ces thérapies sont significatives pour la science politique préoccupée par la notion de système en ce qu’elles montrent concrètement les modalités de production des feed-back tant positifs que négatifs, feed-back que l’analyse systémiste appliquée à la science politique prend en compte et dont elle analyse les fonctionnements sans toujours en discerner les causalités inconscientes (Lapierre, 1973).

Les représentations récentes de l’appareil psychique tendent à le considérer non plus seulement comme topique statique (par exemple celle constituée par la relation ça, moi, surmoi, même si elle implique l’interaction de ces trois instances) mais comme systèmes (Duyckaerts, 1974) connectant entre eux divers appareils psychiques. Ainsi le désir du sujet n’est pas forcément authentique et originel. Il peut n’être que la traduction effectrice du désir d’un autre, du père ou de la mère, vivant ou tuant, jouissant ou castrant pour ainsi dire par délégation. Le travail analytique tend à identifier ces connexions et liaisons, lieux et instances de feed-back négatifs lorsque la conduite du sujet, loin de traduire son désir originel, donne à entendre au père ou à la mère qu’il (ou qu’elle est) obéi(e) (Leclaire, 1975). Les psychothérapies systémistes familiales tendent en ce sens à ne plus considérer un symptôme à l’état isolé mais à le resituer dans l’ensemble du système névrotique familial. Ainsi les interactions inconscientes des couples sont de mieux en mieux perçues, déjouées et dénouées une fois identifié le processus de feed-back qui liait l’amélioration de l’état d’un des conjoints à l’aggravation de l’état de l’autre, aggravation inconsciemment destinée à neutraliser cette amélioration vécue comme échec personnel ou risque de perte (Rucquoy, 1974). Précieux enseignements pour comprendre le fonctionnement d’une institution « close » par la logique de son fonctionnement, et confirmant cette logique, lorsque la promotion de X… est vécue comme échec ou risque de mort par Y… (Schur, 1975).

L’intervention de l’analyste apparaît déterminante dans les situations que l’on vient d’évoquer. Soit qu’il se place au lieu inconscient où se produit l’endossement par le sujet du désir de l’autre afin que progressivement il désaffecte ce lieu et amène le sujet à endosser son propre désir (Stein, 1978), soit qu’il se place en point nodal où agit le feed-back négatif dans le couple, ou dans la famille, dénouant l’interaction névrotique en poursuivant l’une des suggestions techniques de Freud : transformer l’obstacle en point d’appui, autrement dit transformer le système névrotique familial en « coalition thérapeutique » (Angel, 1982). Ces interventions, on le voit, si elles élargissent le cadre de l’interlocution analytique n’en modifient pas la nature, ni les modes opératoires essentiels d’autant plus que toutes les interventions systémiques, familiales ou groupales, exigent au moment jugé opportun des mises au point duelles (Anzieu, 1973).

*c)*Les thérapies institutionnelles dans leur cadre propre ne modifient pas non plus ces données essentielles. Les recherches d’Henri Baruk (Baruk, 1966) ont montré comment la désorganisation administrative d’un service psychiatrique affectait la structure des troubles de ceux qui étaient censés s’y trouver pour guérir et [157] comment la réorganisation de ces services affectait, positivement cette fois, l’état des malades. En ce sens l’intervention psychanalytique se dédouble institutionnellement puisque l’analyste qui est en même temps chef de service doit, d’une part, dénouer l’interaction négative qui s’est établie entre le personnel administratif supposé non « malade » et les « malades », proprement ou improprement dits, et, d’autre part, résoudre le dysfonctionnement affectant l’ensemble systémique formé par l’institution et l’appareil psychique du malade (Racamier, 1973).

*d)*L’utilisation politique de l’interlocution psychanalytique a effectivement eu lieu dans les camps de concentration du national-socialisme. Bruno Bettelheim (1972) et Victor Franckl (1978) en ont relaté les circonstances, les actions, les résultats et l’enjeu : faire prévaloir le désir et la raison de vivre dans des lieux institutionnels – les camps – destinés à désespérer pour détruire. Dans l’appareil politique de mort le plus « systémique » qui ait été mis au point Frankl et Bettelheim intervenaient en déjouant et dénouant l’identification des déportés aux objectifs de leurs bourreaux et l’intériorisation du désir de meurtre de ces derniers (Antelme, 1978). À la crise de désespoir provoquée par le mutisme des maîtres, interrompu seulement par des ordres en forme d’onomatopées monologales, ils opposaient le travail de la *crise d’espoir* par confrontation des buts de leurs tortionnaires aux valeurs qui jusque-là avaient lié entre eux les moments d’une existence pour en faire une vie personnalisée. Par l’interlocution psychanalytique en un lieu où tout la rendait inconcevable, l’institutionnalisation de la pulsion de mort a rencontré des exceptions dirimantes et démontré par ce passage à la limite l’effectivité de la pulsion de vie en circuit avec un langage qui l’explicitait et l’impliquait dans des existences vouées à l’anéantissement, mais un langage qu’elle investissait en retour tout en préservant cette marge étroite grâce à laquelle la politique ne mérite pas qu’on l’identifie au démoniaque (Ellul, 1978).

C’est en ce point précis que l’enjeu psychanalytique de la science politique s’éclaire avec une netteté inégalée dès lors qu’elle se propose : *1)* De mieux comprendre les mécanismes de production du totalitarisme, non pour les contempler, mais pour éviter qu’ils ne se reproduisent, fût-ce sous des modalités imprédictibles (comme le génocide perpétré par les Khmers rouges sur le peuple du Cambodge fut à la fois semblable au génocide hitlérien et différent) ; *2)* Également d’élaborer des modèles politiques alternatifs axiologiquement neutres mais qui en même temps échappent à la tentation de l’épistémologisme consistant à croire qu’une représentation intellectuelle concernant les conduites humaines, les rapports de force et les techniques de gouvernement peut se maintenir dans le non-lieu de la science pure et éluder l’identification de sa localisation dans le champ mouvant des interactions de la pulsion de mort et des pulsions de vie.

En acceptant d’assumer cet enjeu il reste à s’interroger sur la possibilité réelle de le faire. Si l’on entreprend l’élaboration d’une communication politologique de portée psychanalytique, est-il possible (et si oui, comment ?) d’atteindre le substrat des mythes qui conditionnent notre imaginaire (Winnicott, 1975) et, par lui, notre faculté de représentation, fût-elle théorique, d’alternatives à ces rapports de pouvoir dont ils deviennent l’inconsciente mémoire nourricière ?

[158]

C. LE RÊVE ÉVEILLÉ DIRIGÉ ANALYTIQUE  
ET LA TRANSFORMATION DE l’IMAGINAIRE POLITIQUE

Comment envisager de transformer la communication politique de sorte qu’elle soit créatrice de sens (Balandier, 1981) si n’est pas assurée la « mainlevée » de l’hypothèque mythologique qui pèse sur elle ? Une transformation des sédimentations mythiques de l’appareil psychique individuel et collectif est-elle concevable ? Ou ne sommes-nous pas condamnés, au pire, à subir passivement les conséquences de cette mythologie rémanente de l’instinct de mort ou mieux à en contenir ou à en réparer les destructions ? En d’autres termes encore, l’inconscient – dont on prétend qu’il ne connaît pas le temps – est-il définitivement autonomisé au point de rendre dérisoires les prétentions de la prise de conscience et les politiques qui s’en prévalent (Lukács, 1963) ou bien cet inconscient est-il susceptible d’un *devenir ?*

La réponse à cette question centrale ne saurait bien sûr se limiter à l’expression d’un souhait. Une réponse positive reste concevable au regard des considérations suivantes :

*1)* La relation entre mythe, parole et dialogue est bien étudiée par la mythanalyse, les historiens et les philosophes de ce qu’il est convenu d’appeler, autant par chronocentrisme que par naïveté inconsciente, l’Antiquité (Cassirer, 1973). Le passage du mythe à la raison est indissociable des progrès de la conceptualisation et des pratiques du dialogue, en tous les lieux où il est indispensable (Vernant, 1981) et cela non parce qu’il faut invalider, selon une attitude ethnocentriste cette fois, le mythe en soi, mais parce que ce mythe correspond à des sociétés inégalitaires, sacrales, en contradiction avec les finalités démocratiques contemporaines et surtout parce qu’ils sont des mythes de mort, agonistiques et polémogènes, axiomatiques à leur manière puisqu’ils fondent l’Être sur l’inéluctable du combat et qu’ils associent victoire, culpabilité et rétorsion, une rétorsion infligée par les héritiers du vainqueur lorsqu’il ne se sanctionne pas lui-même dans ces conduites autopunitives qui marquent les conduites d’échec dans la vie politique (Lafforgue, 1968). Toutefois, si un rapport transformateur entre mythe et dialogue est concevable épistémologiquement, est-il pratiquement possible ?

*2)* Une réponse positive peut être avancée en considération des progrès du rêve éveillé analytique de Robert Desoille (Dufour, 1979). Les découvertes de Desoille portent sur la révélation d’un espace intérieur réel, dédoublant celui auquel nous sommes accoutumés et l’ouvrant comme un champ à la limite infini. L’apport de Desoille se précise surtout dans la description concrète de cet espace, de sa structuration, de sa praticabilité. Espace non pas de fuite mais de libération de l’imaginaire conduit à voir de ses propres yeux ce qui lui semblait absent simultanément et de son existence et de la vie en général : le sens de l’ascension, la possibilité d’affronter les faces de Méduse mais aussi de rencontrer des figures de lumière réhabilitant le visage humain ; au plan neuro-affectif, la possibilité de dominer la peur, l’anxiété et d’éprouver soulagement, plaisir, puis cette joie dont on n’ose même plus prononcer le nom dans ce monde politique désigné, on l’a vu, comme rien moins que le lieu du diabolique.

[159]

Le rêve éveillé analytique localise et inscrit la mythologie afférente à la pulsion de mort au lieu de la présenter comme mythologie indépassable. Par là même il dégage l’imaginaire des conditionnements qui le dégradent et le stérilisent en lui restituant sa fonction d’incitation de l’intelligence discursive, aveuglée parfois au point de ne plus sentir qu’elle ne s’applique plus à rien d’autre qu’à elle-même, intelligence autodissectrice, régressive même par rapport à cette raison dont Hegel disait que comme le Cronos du mythe des Ouranides elle dévorait ses propres enfants.

La crise des formes politiques, reconnue plus haut, est inséparable de la sclérose de l’imaginaire qui rend inconcevable ce qu’il ne perçoit plus. Le rêve éveillé dirigé analytique donne sa portée concrète à l’analyse de Bachelard sur la fonction du « moi » (Bachelard, 1974), « moi » qui n’est pas qu’un point évanouissant dans un système fermé mais le lieu d’émergence et de structuration de ce qu’un cogito ouvert *laisse advenir* au lieu d’être obsédé par les attitudes de contrôle et de maîtrise. Si le mythe est un rêve figé le rêve éveillé dirigé est un rêve parlé (Bloch, 1979 et 1981) à l’analyste qui écoute, répond, se tait, et accompagne l’analysant dans l’apprentissage des montées et des descentes quand l’existence n’est plus que chute, de la réversibilité lorsqu’elle est marquée par l’irrémissible, du va-et-vient quand elle s’est figée parce que tout mouvement risque d’être pour elle sans retour. Apprentissage de la liberté.

Mais là encore, comme dans l’interlocution psychanalyste classique, les thérapies familiales ou institutionnelles, l’attitude dialogale reste déterminante puisqu’elle seule, au-delà des contradictions théoriques ou des gloses livresques, apparaît véritablement, s’agissant de la désintrication des pulsions de mort et de vie au profit des pulsions de vie, tout à la fois comme preuve et épreuve.

Perspectives :  
l’avenir de l’inconscient politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

L’inconscient ne connaît pas le temps, a-t-on répété après Freud en isolant l’écho d’un de ses propos les plus singuliers. Toute la formule repose sur le sens du verbe « connaître » et, par suite, sur celui de science. À sa manière la science politique pourrait dégager les voies de cette connaissance qui ne se propose plus de transformer l’autre en objet parce qu’il est source d’incertitude (Schelling, 1960), fauteur d’aléas, perturbateur des programmes (Crozier, 1977), mais d’une connaissance qui en accepte l’évènement. À cette condition l’on pourra évoquer l’avenir de l’inconscient politique et rester attentif à ses métamorphoses alors qu’il apparaît encore aujourd’hui comme l’immuable horizon de l’homme sans prochain sidéré par le regard du sphinx.

Science politique et psychanalytique seront-elles en mesure de poursuivre et d’élargir ce dialogue dont il faut assurer très rigoureusement les avancées ? Il s’agirait alors, dans cette perspective-là, de rien moins que la levée de l’hypothèque décelée par l’étymologie grecque de politique, cette racine « Pol » qui désignait à l’origine l’encerclement et le surgissement de l’ennemi (Chantraine). La dissociation de la Polis et du Polemos deviendrait concevable avec le passage du mythe destructeur à [160] la parole humaine si, directe ou tierce, elle est en même temps dire et faire, mais avec autrui reconnu en droit, en fait et en valeur, et lui-même engagé à reconnaître qui le reconnaît.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour au sommaire](#sommaire)

La bibliographie suivante récapitule d’abord les ouvrages cités au texte. Mais elle en inclut d’autres pour leur intérêt direct même s’ils ne se présentent pas explicitement comme essais ou études de psychanalyse dite appliquée. Deux autres indications à ce propos : *1)* Nous avons tenu dans les limites naturelles de cette mise au point à restituer la diversité des approches du thème ; *2)* Les ouvrages de Freud sont cités d’après les éditions courantes de leur traduction française actuellement disponibles. Il va de soi cependant qu’elles ne dispensent pas de la consultation, sinon de la lecture, des *Œuvres complètes* de Freud (correspondances comprises), dans l’état actuel de leur publication : *Gesammelte Werke,* en allemand, et la *Standard Edition* dans la traduction anglaise.

Abraham (Karl), 1965, *Amenhotep* IV. Akhnaton. *Œuvres psychanalytiques*, t. I, Paris, Payot.

Adorno (T. W.) et al., 1969, *The Authoritarian Personality*, New York, Norton.

Amado-Lévy-Valensi (Éliane), 1962, *Le dialogue psychanalytique*, Paris, puf.

Amado-Lévy-Valensi (Éliane), 1971, *Les voies et les pièges de la psychanalyse*, Paris, Delarge.

Ancona (R.)-Pareyson (L.), 1972, Dynamique de l’obéissance destructrice, *Bulletin de Psychologie*, XX.

Angel (Pierre), 1982, *Approche systémique en psychiatrie infantile*, in Maruani et Watzlawick, infra.

Ansart (Pierre), 1983, *La gestion des passions politiques*, Lausanne, L’Âge d’Homme.

Antelme (Robert), 1978, *L’espèce humaine*, Paris, Gallimard, « Tel ».

Anzieu (Didier) et al., 1973, *Le travail psychanalytique dans les groupes*, Paris, Dunod.

Aron (Raymond), 1976, *Penser la guerre*, Clausewitz, Paris, Gallimard.

Assoun (P. L.), 1980, *Introduction à l’épistémologie freudienne*, Paris, Payot.

Ayllon (Théodore), Azrin (Nathan), 1974, *Traitement comportemental en institution psychiatrique*, Dessart.

Bachelard (Gaston), 1974, [*Poétique de la rêverie*](http://classiques.uqac.ca/classiques/bachelard_gaston/poetique_de_la_reverie/poetique_de_la_reverie.html), Paris, puf.

Balandier (Georges), 1981, *Sens et puissance*, Paris, puf.

Balint (Michael), 1979, *Le médecin, son malade et la maladie*, Paris, Payot.

Balmary (Marie), 1979, *L’homme aux statues*, Paris, Grasset.

Baruk (Henri), Guilhot (Jean), 1962, Essai sur le rôle de la psychiatrie sociale dans le développement des sciences administratives, *Annales médicopsychologiques* (février).

Bejin (André), 1974, Différenciation, complexification, évolution des sociétés, *Communications*, n° 22.

Benoît (J.-Claude), Berta (Mario), 1974, *L’activation psychothérapique*, Dessart.

Bergeron (Gérard), 1965, [*Fonctionnement de l’État*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030151485), Paris, A. Colin.

Bettelheim (Bruno), 1972, *Le cœur conscient*, Paris, Robert Laffont.

Bettelheim (Bruno), 1981, *Survivre*, Paris, Hachette, « Pluriel ».

Blanchot (Maurice), 1969, *L’entretien infini*, Paris, Gallimard.

Bloch (Ernst), 1979 et 1981, *Le principe espérance*, Paris, Gallimard.

Blondel (Jean), 1978, *Thinking politically*, Londres, Penguin.

Boudon (Raymond), 1977, *Effet pervers et ordre social*, Paris, puf.

Bouvet (Maurice), 1967 et 1968, *Œuvres psychanalytiques*, 2 vol., Paris, Payot.

Braud (Philippe), 1973, *Le comportement électoral des Français*, Paris, puf.

Brosse (Jacques), 1972, *Hitler avant Hitler*, Paris, Fayard.

Cahiers confrontation, 1983, *L’État freudien*, n° 11, Paris, Aubier.

[161]

*Cahiers internationaux de Sociologie*, 1984, Le sexuel, vol. LXXVI.

Cassirer (Ernst), 1973, *La philosophie des formes symboliques*, Paris, Éditions de Minuit, 3 vol.

Castoriadis (Cornélius), 1975, *L’institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil.

Castoriadis-Aulagnier (Piera), 1975, *La violence de l’interprétation*, Paris, puf.

Chasseguet-Smirgel (J.), 1975, *L’idéal du moi*, Paris, Tchou.

Chevallier (Jacques), 1978, *Le modèle Centre/Périphérie dans l’analyse politique*, Paris, puf.

Clausewitz, 1955, *De la guerre*, Paris, Éditions de Minuit.

Constant (Benjamin), 1957, *De l’esprit de conquête et d’usurpation*, in *Œuvres*, Paris, La Pléiade.

Corman (Louis), 1970, *Psychopathologie de la rivalité fraternelle*, Paris, Dessart.

Crozier (Michel), Friedberg (Ehrard), 1977, *L’acteur et le système*, Paris, Seuil.

Décret (François), 1975, *Mani*, Paris, Seuil.

Deleuze (Gilles), Guattari (Félix), 1973, *L’anti-œdipe*, Paris, Éditions de Minuit.

Dicks (H. V.), 1973, *Les meurtres collectifs*, Paris, Calmann-Lévy.

Drai (Raphaël), 1979, *La politique de l’inconscient*, Paris, Payot.

Drai (Raphaël), 1979, *D’une écoute psychanalytique de la vie politique vers une théorie politologique du dialogue, études psychothérapiques* (septembre-octobre).

Drai (Raphaël), 1981, Psychanalyse, science politique et réalités institutionnelles, in *L’institution CURAPP*, Paris, puf.

Drai (Raphaël), 1983, *Imaginaire et politique*, Paris, Génitif.

Dufour (Roger), 1979, *Écouter le rêve*, Paris, Robert Laffont.

Dumézil (Georges), 1940, *Mitra et Varuna*, Bibliothèque de l’ephe, Paris.

Duycaerts (F. D.), 1975, *Conscience et prise de conscience*, Paris, Dessart.

Eisenstadt (S. N.), 1969, *The Political Systems of empires*, New York, Free Press.

Eliade (Mircea), 1967, *Le sacré et le profane*, Paris, Gallimard, « Idées ».

Ellenberger (H. F.), 1970, *The discovery of the unconscious*, New York, Basic Books.

Ellul (J.), 1978, La politique lieu du diabolique, in *Politique et religion*, Paris, Aubier.

Enriquez (E.), 1983, *De la horde à l’État*, Paris, Gallimard.

Erikson (E. H.), 1965, *Luther avant Luther*, Paris, Flammarion.

Erikson (E. H.), 1974, *La vérité de Gandhi*, Paris, Flammarion.

Falk (A.), 1978, Freud, Herzl, *Contemporary psychoanalysis* (July).

Ferenczi (Thomas), 1974, Psychanalyse des névroses de guerre, in *Psychanalyse*, III, Paris, Payot.

Fornari (Franco), 1969, *Psychanalyse de la situation atomique*, Paris, Gallimard.

Forrester (John), 1984, *Le langage aux origines de la psychanalyse*, Paris, Gallimard.

Frankfort (Henri), 1951, *Rois et Dieux*, Paris, Payot.

Frankl (Victor), 1978, *Psychotherapy and existentialism*, Londres, Penguin.

Freud (Sigmund), 1965, [*Totem et tabou*](http://classiques.uqac.ca/classiques/freud_sigmund_2/totem_tabou/totem_tabou.html), Paris, Petite Bibliothèque Payot.

Freud (Sigmund), 1967 a, [*Essais de psychanalyse*](http://classiques.uqac.ca/classiques/freud_sigmund/freud.html), Paris, Petite Bibliothèque Payot.

Freud (Sigmund), 1967 b, [*Cinq psychanalyses*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.frs.cin), Paris, puf.

Freud (Sigmund), 1967 c, [*L’interprétation des rêves*](http://classiques.uqac.ca/classiques/freud_sigmund/reve_et_son_interpretation/reve_et_son_interpretation.html), Paris, puf.

Freud (Sigmund), 1967 d, *Le Président Thomas W. Wilson* (avec W. Bullitt), Paris, Albin Michel.

Freud (Sigmund), 1967 e, *La technique psychanalytique*, Paris, puf.

Freud (Sigmund), 1968, *Métapsychologie*, Paris, Gallimard, « Idées ».

Freud (Sigmund), 1971, [*Essais de psychanalyse appliquée*](http://classiques.uqac.ca/classiques/freud_sigmund/freud.html), Paris, Gallimard, « Idées ».

Freud (Sigmund), 1981, [*Malaise dans la civilisation*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.frs.mal), Paris, puf.

Freund (Julien), 1976, L’Ennemi et le Tiers dans l’État. *Archives de Philosophie du Droit*.

Fromm (Eric), 1975, *The anatomy of human destructiveness*, Fawcett.

Gaxie (Daniel), 1980, *Le cens caché*, Paris, Seuil.

Giroud (Françoise), 1974, *Si je mens*, Paris, Livre de Poche.

Grawitz (M.), 1981, *Précis de méthode des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 5e éd.

Hegel (G. W. F.), 1966, *Principes de la philosophie du droit*, Paris, Gallimard, « Idées ».

Hegel (G. W. F.), 1966, *La phénoménologie de l’esprit*, 2 vol., Paris, Aubier.

Hirschman (A. O.), 1980, *Les passions et les intérêts*, Paris, puf.

[162]

Hirschman (A. D.), 1970, *Exit, voice and loyalty*, Londres, Oxford up.

Holleaux (André), 1974, Vers un ordre juridique conventionnel, *Bulletin de l’IIAP*.

Horkheimer (M.), 1974, *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard.

Hugo (Victor), 1966, Le parricide, in *La légende des siècles*, Paris, Garnier-Flammarion.

*L’Interdit, Revue de psychanalyse institutionnelle*, Nantes, arefppi. Cf. le n° ii, Délégalisation et systémique. Études critiques.

Jay (Martin), 1979, *L’imagination dialectique*, Paris, Payot.

Jones (Ernest), 1967, *Hamlet et Œdipe*, Paris, Gallimard.

Jones (Ernest), 1973, *Essais de psychanalyse appliquée*, Paris, Payot.

Jouanna (Arlette), 1979, *Ordre social*, Paris, Hachette.

Jungk (Robert), 1981, *Brighter than a thousand suns*, Londres, Penguin.

Kaufman (Pierre), 1979, *L’inconscient du politique*, Paris, puf.

Kissinger (Henry), 1961, *The necessity for choice*, New York, Harper & Row.

Klein (Melanie), 1968, *Essais de psychanalyse*, Paris, Payot.

Kojeve (A.), 1982, *Esquisse d’une phénoménologie du droit*, Paris, Gallimard.

La Boétie, 1973, [*Discours de la servitude volontaire*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.lae.dis), Paris, Payot.

Lacan (Jacques), 1966, *Écrits*, Paris, Seuil.

Lacan (Jacques), 1978, *Séminaire*, Vol. II : *Le moi dans la théorie de Freud et dans la technique de la psychanalyse*, Paris, Seuil.

Lacroix (Bernard), 1979, *Durkheim et la question du politique*, Paris, Presses de la fnsp.

Laforgue (R.), 1968, *Psychopathologie de l’échec,* Paris, Petite Bibliothèque Payot.

Lapierre (J.-W.), 1973, *L’analyse des systèmes politiques*, Paris, puf.

Laplanche (Jean), 1970, *Vie et mort en psychanalyse*, Paris, Flammarion.

Laplanche (Jean), 1980 et 1981, *Problématiques*, 4 vol. : *L’inconscient, L’angoisse, La castration, La sublimation*, Paris, puf.

Lasswell (Harold), 1977, *Psychopathology and politics*, Chicago, Univ. of Chicago Press.

Launey (J.) et al., 1975, *Le rêve éveillé dirigé et l’inconscient*, Paris, Dessart.

Leca (Jean), 1973, *Le repérage du politique*, Projet.

Leclaire (Serge), 1975, *On tue un enfant*, Paris, Seuil.

Legendre (Pierre), 1974, *L’amour du censeur*, Paris, Seuil.

Legendre (Pierre), 1976, *Jouir du pouvoir*, Paris, Éditions de Minuit.

Lochak (Danièle), 1983, La normalisation par le droit, in *Le droit en procès*, Paris, puf.

Lukács (Georges), 1960, [*Histoire et conscience de classe*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Lukacs_gyorgy_bis/histoire_conscience_de_classe/histoire_conscience_de_classe.html), Paris, Éditions de Minuit.

Lyotard (J.-F.), 1974, *L’économie libidinale*, Paris, Éditions de Minuit.

Mackenzie (W. J. M.), 1967, *Politics and social science*, Londres, Penguin.

Mackenzie (W. J. M.), 1975, *Power, violence, decision*, Londres, Penguin.

Marcuse (H.), 1963, *Éros et civilisation*, Paris, Éditions de Minuit.

Maruani (Guy), 1981, sous la direction de, *Psychiatrie et éthique*, Toulouse, Privat.

Maruani (Guy), Watzlawick (Paul), 1982, sous la direction de, *L’interaction en médecine et en psychiatrie*, Génitif.

Marx (Karl), 1976, *Critique de l’État hégélien*, Paris, uge, « 10-18 » [[381]](#footnote-381)\*

*Marxisme et psychanalyse*, 1970, Éditions du cerm, 4 vol.

Mendel (Gérard), 1968, *La révolte contre le père*, Paris, Payot.

Merton (R.-K.), 1968, *Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris, Plon.

Michelet (Jules), 1968, *La sorcière*, Paris, Garnier-Flammarion.

Miller (Gérard), 1982, Chirac théoricien, *revue L’Âne*, n° 7.

Mitscherlich (A.), 1969, *Vers la société sans père*, Paris, Gallimard.

Mitscherlich (A.), 1972, *Le deuil impossible*, Paris, Payot.

Moret (A.), 1925, *Le Nil et la civilisation égyptienne. L’évolution de l’humanité*.

M’Uzan (Michel de), 1983, *De l’art à la mort*, Paris, Gallimard, « Tel ».

Neher (André), 1962, Le dialogue biblique. Caïn et Abel, in *L’existence juive*, Paris, Seuil.

[163]

Ornicar ? (revue), 1976, *La communauté psychanalytique en France. La scission de 1953*, 1977, L’excommunication.

Oury (Jean), 1975, La psychose, l’institution, la mort, in *Matière et pulsions de mort*, Paris, uge, « 10-18 ».

Perroux (François), 1973, *Pouvoir et économie*, Paris, Bordas.

1980, *Philosophes chinois*, Paris, La Pléiade.

Poirier (Lucien), 1979, *Des stratégies nucléaires*, Paris, Hachette.

*Pouvoirs* (revue), 1979, Psychanalyse et politique, Paris, puf.

Pye (L. W.), et al., ed., 1973, *Communication and political development*, Princeton, Princeton up.

Pye (L. W.), 1976, *Mao Tsé-toung. Un portrait*, Paris, Hachette.

Racamier (P. C.), 1973, *La psychanalyse sans divan*, Paris, Payot.

Reich (W.), 1969, *Psychologie de masse du fascisme*, Paris, Payot.

*Revue française de Sociologie*, 1970, numéro spécial sur L’analyse des systèmes.

*Revue française de Science politique*, décembre 1980.

Ricœur (Paul), *De l’interprétation. Essai sur Freud*, Paris, Seuil, 1965.

Roazen (Paul), 1970, *Freud. Political and social thought*, Londres, Vintage.

Rosolato (Guy), 1966, *Essais sur la symbolique*, Paris, Gallimard.

Rucquoy (G.), 1974, *La consultation conjugale*, Dessart.

Russell (Bertrand), 1967, *Power*, Union Books, 1re éd., 1938.

Sacher-Masoch (Léopold von), 1975, *La Vénus à la fourrure*, Paris, Livre de Poche.

Sade, 1973, *Œuvres complètes*, Paris, Éditions Tête de Feuille.

Scheler (Max), 1953, *La Pudeur*, Paris, Montaigne.

Schelling (Thomas), 1960, *Conflict*, Oxford up.

Schilder (P.), 1981, *L’image du corps*, Paris, Gallimard, « Tel ».

Schmitt (C.), 1972, *La notion de politique*, Paris, Calmann-Lévy.

Schur (Max), 1975, *La mort dans la vie de Freud*, Paris, Gallimard.

Searles (Harold), 1977, *L’effort pour rendre l’autre fou*, Paris, Gallimard.

Searles (Harold), 1981, *Le contre-transfert*, Paris, Gallimard. 1981.

Speer (Albert), 1981, *L’immortalité du pouvoir*, Paris, La Table Ronde.

Stéfane (André), 1968, *L’univers contestationnaire*, Paris, Payot.

Stein (Condard), 1977, *La mort d’Œdipe*, Paris, Gonthier, « Médiations ».

Stierlin (Helm), 1969, *Conflict and reconciliation*, Anchor Books.

Talmud de Babylone, *Traité Berakhot*, trad. anglaise, Soncino.

Thom (René), 1974, *Modèles mathématiques de la morphogenèse*, Paris, uge, « 10-18 ».

Turckle (Shirley), 1982, *La France freudienne*, Paris, Grasset.

Verdiglione (Armando) (sous la direction de), 1974, *Psychanalyse et politique*, Seuil.

Verdiglione (Armando), 1976, *La jouissance et la loi*, uge, « 10-18 ».

Verdiglione (Armando), 1980, *Dissidence de l’inconscient et pouvoirs*, uge, « 10-18 ».

Vernant (J.-P.), 1974, *Divination et rationalité*, Paris, Seuil.

Vernant (J.-P.), 1979, *Les ruses de l’intelligence. La métis des Grecs* (avec M. Detienne), Paris, Flammarion.

Vernant (J.-P.), 1981, *Les origines de la pensée grecque*, Paris, puf.

Viderman (Serge), 1982, Paris, *La construction de l’espace analytique*, Paris, Gallimard, « Tel ».

Von Hayek (F. A.), 1980, *Droit, législation, liberté*, puf.

Winnicott (D. W.), 1950, Some thoughts on the meaning of the word « democracy », *Human Relations*, III, 2, p. 175 s.

Winnicott (D. W.), 1975, *Jeu et réalité*, Paris, Gallimard.

Zweig (S.), 1975, *Fouché*, Paris, Livre de Poche.

[164]

[163]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

Chapitre III

“LA SOCIALISATION  
POLITIQUE, DÉFENSE  
ET ILLUSTRATION.”

Par Annick PERCHERON

[Retour au sommaire](#sommaire)

La notion de socialisation politique, dans son acception la plus globale, désigne les mécanismes et les processus de formation et de transformation des systèmes individuels de représentation, d’opinions et d’attitudes politiques. Ce sont des phénomènes qui s’inscrivent dans la durée de la vie entière. Néanmoins, l’expression, de formation récente [[382]](#footnote-382), a été élaborée et utilisée, pour l’essentiel, dans le contexte d’études sur des enfants et des adolescents. Pour cette raison, son sens s’est peu à peu restreint et sert surtout aujourd’hui à dénommer les phénomènes de construction du politique pendant ces âges de la vie. C’est ainsi que nous entendrons ici la socialisation politique, même si nous ne manquons pas de nous interroger sur le devenir, après l’enfance [[383]](#footnote-383), de ces premières acquisitions politiques.

Nous devons, d’emblée, marquer une autre limite à ce travail : il ne portera que sur les sociétés contemporaines et, parmi celles-ci, que sur les sociétés complexes de type occidental. Précisons encore que nous ne chercherons pas à dresser un panorama de la socialisation politique dans l’ensemble de ces pays [[384]](#footnote-384). Nous ne prétendons pas décrire, mais expliquer les mécanismes fondamentaux de la socialisation politique.

Quel fil guidera cet exposé ? En 1983, nous n’avons guère le choix. Il faut défendre et illustrer l’idée d’une socialisation politique précoce et répondre à la question que se posent, plus ou moins ouvertement, nombre de politologues : que permet-elle d’expliquer et de comprendre ? Ces doutes peuvent surprendre. Intuitivement, nous sentons que nos opinions, nos attitudes politiques portent la marque (positive ou négative) de notre enfance. Nous connaissons les recherches qui, comme celles de Michelat et Simon (1977), démontrent que plus l’histoire d’un individu [166] plonge de racines dans un même milieu social, plus il a de chances d’adopter les attitudes et les comportements politiques qui y sont les plus fréquents. Nous nous souvenons, aussi, des résultats de cette enquête américaine de 1952 (Campbell *et al.* 1954) montrant que 79 % des adultes affirmant avoir deux parents démocrates votaient démocrate et que 71 % des adultes affirmant avoir deux parents républicains votaient républicain. Alors…

Alors, fort de ces intuitions, de ces souvenirs d’adultes, de ces résultats, on a cru à l’influence décisive des apprentissages enfantins sur les comportements des adultes et on a entrepris aux États-Unis d’abord et surtout, des enquêtes empiriques auprès des enfants et des adolescents. Peu de sujets ont connu un succès aussi grand et aussi prompt. Bientôt pourtant vinrent déception et scepticisme (Percheron, 1981). Les attaques portèrent sur plusieurs fronts. Les uns critiquèrent les enquêtes elles-mêmes, les populations étudiées, la méthodologie suivie. D’autres, plus radicaux, questionnèrent l’existence de liens entre les prédispositions politiques des enfants et les comportements des adultes. Bref, la question de l’intérêt, de la pertinence des recherches sur la socialisation politique pendant l’enfance se trouva brutalement posée. Le discrédit fut à la mesure des premiers enthousiasmes.

Pour défendre l’idée d’une socialisation politique précoce, nous reprendrons d’abord les conceptions les plus fréquentes de ces phénomènes. Nous rappellerons leurs présupposés et leurs conclusions et évaluerons les fondements des critiques qu’elles soulèvent. Puis nous proposerons une autre approche, susceptible de mieux situer la socialisation politique dans l’ensemble du développement social de l’enfant et de mieux apprécier la forme et l’importance des premières acquisitions politiques. Prenant appui sur ces nouvelles bases, nous illustrerons ensuite les réalités de la socialisation politique. Nous décrirons ses dimensions essentielles, nous étudierons les processus et les mécanismes, les lieux et les instances de sa production.

Section 1

Définitions et approches des phénomènes  
de socialisation politique

1. L’approche américaine des phénomènes  
 de socialisation politique

A. L’INSTALLATION D’UN COURANT DOMINANT

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les recherches empiriques en ce domaine, premier fait à signaler, sont de caractère récent. Sans doute, se plaît-on à répéter, dans les ouvrages généraux sur le sujet, que les préoccupations concernant l’éducation des jeunes citoyens sont aussi anciennes que la philosophie politique. Mais ce ne sont là que réflexions théoriques et projets idéaux. Sans doute rend-on hommage, à juste titre, à Durkheim qui inventa le [167] terme de socialisation et fit de l’adaptation « méthodique » de l’enfant au milieu social où « il est destiné à vivre » (Durkheim, 1966) le but ultime de l’éducation. Sous cette influence se multiplièrent, aux États-Unis en particulier, les études sur les fonctions d’intégration sociale de la socialisation (cf. Parsons *et al.,* par exemple, 1954) et sur les moyens mis en œuvre par l’école pour développer le consensus politique (cf. la série des travaux dirigés par Merriam, 1931, par exemple). Mais rien ne poussait à la réalisation d’enquêtes auprès des socialisés eux-mêmes. Il fallut attendre les années cinquante pour que les premières recherches empiriques, auprès d’enfants, soient entreprises.

Départ tardif des recherches empiriques en ce domaine, mais départ en force, aux États-Unis surtout. En dix ans à peine, la majorité des données est collectée, les articles et les livres qui serviront de base à toutes les discussions ultérieures sont publiés. Cette concentration dans le temps contribue à marquer le matériel recueilli comme celui d’un état de la discipline, comme celui d’une époque. Le degré de cohérence des résultats présentés s’en trouve artificiellement majoré.

Dès le début, deux approches coexistent, mais elles sont dans un rapport de force très inégal. La première, représentée par Adelson et son équipe (Adelson, 1971 ; Adelson, O’Neil, 1966 ; Adelson *et al.* 1969 ; Gallatin, Adelson, 1970, 1971), par Merelman (1966, 1969, 1971), par Connell (1971), se situe dans la mouvance de la psychologie génétique, des travaux de Piaget et de Kohlberg notamment. Le second courant qui s’inscrit, lui, dans la démarche du behaviorisme regroupe, pourrait-on dire, tous les autres chercheurs. Le nombre joue en sa faveur. Les premiers sont souvent des psychologues ; Connell, au surplus, est un étranger qui travaille sur son propre pays (l’Australie). Les seconds sont des politologues professeurs dans de grandes universités (Yale, Stanford, Michigan, Chicago) et qui se sont souvent fait un nom avant de s’intéresser à ce nouveau champ de recherches (c’est le cas d’Almond et d’Easton, par exemple). La notoriété est aussi de ce côté. Troisième élément favorable : au moment où les recherches empiriques sur les enfants se développent, le behaviorisme est à son heure de gloire et ces études sont donc soutenues par un effet de mode théorique et méthodologique.

Tout concourt, on le voit, à assurer un monopole de fait à l’approche behavioriste des phénomènes de socialisation politique [[385]](#footnote-385). C’est aussi un facteur de fragilité. Ce sujet sera la victime tout autant du succès que de l’échec du behaviorisme (Percheron, 1981).

[168]

B. L’APPROCHE BEHAVIORISTE DES PHÉNOMÈNES  
DE SOCIALISATION POLITIQUE  
DANS LES ANNÉES 1960

Deux courants coexistent au sein de l’approche behavioriste. Le premier se rattache à l’école de sociologie électorale de l’Université de Michigan. Il ne repose, à proprement parler, sur aucune réflexion théorique concernant les processus et mécanismes de socialisation politique dans l’enfance. Il entend, simplement, remonter le temps et trouver les racines des comportements électoraux des adultes. Trois certitudes acquises grâce aux nombreuses études préélectorales fondent cette démarche : la place fondamentale de l’identification partisane non seulement parmi les déterminants du vote (fait établi dès l’enquête de 1952 (Campbell *et al.,* 1964)), mais comme facteur de structuration des attitudes politiques ; la stabilité des préférences partisanes au cours de la vie ; la reproduction des préférences partisanes d’une génération à l’autre au sein des familles (Campbell *et al.,* 1964). Les trois constatations conduisent « naturellement » à considérer l’enfance et l’adolescence comme le moment privilégié de formation de ces « loyautés durables » (Sears, 1975). C’est par là même désigner la socialisation politique comme un mécanisme essentiel de stabilité des forces politiques et du système politique tout entier.

Il revient à Hyman (1959) d’avoir vérifié le premier à partir d’analyses secondaires de sondages réalisés auprès d’adolescents et de jeunes adultes, l’importance des apprentissages politiques précédant l’âge adulte. Il construit, à partir de ses observations, le schéma qui fondera la plupart des études ultérieures : la famille ne peut préparer ses nouveaux membres à des évènements politiques qu’elle ne saurait prévoir, mais elle leur transmet des préférences partisanes fortes et durables. Ces préférences constituent la grille de perception et de jugement des évènements présents et à venir. Dans un tel schéma, les rôles du parti et de la famille sont également importants et étroitement liés. Fidélités familiale et partisane vont de pair ; le parti représente une sorte d’agent-relais de la famille, fournisseur initial du cadre de référence fondamental.

Le deuxième courant behavioriste, essentiellement représenté par Easton et Dennis (1969), pas plus que le précédent, ne s’intéresse directement aux principes et aux mécanismes de formation des attitudes et des comportements politiques. Son point de départ se veut, pourtant, complètement différent. Il n’entend pas s’interroger sur une situation spécifique, celle des États-Unis, ni sur la reproduction d’un comportement particulier, le vote, mais se propose de construire une « théorie politique de la socialisation politique », c’est-à-dire une théorie des fonctions de la socialisation politique et de sa contribution à la persistance du système politique. Celle-ci est essentielle. La socialisation constitue le mécanisme le plus puissant de développement d’un soutien affectif et diffus au système. Dans une telle conception, on comprend pourquoi l’acceptation des principes et des normes, des règles du jeu compte plus que l’apprentissage de tel ou tel comportement. Peu importe que les parents transmettent ou non leurs préférences partisanes, l’essentiel c’est qu’ils apprennent à leurs enfants à accepter le mécanisme électoral comme instrument de choix et le système des partis comme intermédiaire légitime entre les individus et les autorités.

[169]

Dans la pratique, ces deux approches vont aboutir à la réalisation d’enquêtes très similaires et aux mêmes résultats que l’on peut résumer en trois points : *1)* Dès 10-11 ans, près des deux tiers des enfants affirment une préférence partisane (Easton, Dennis, 1969 ; Hess, Torney, 1967 ; Greenstein, 1965 *b*) et cette proportion augmente avec l’âge ; *2)* Ces préférences semblent aller de pair avec la formation d’un certain attachement au parti choisi (Hess, Torney, 1967 ; Sigel, 1965) ; *3)*Les enfants développent de façon précoce une représentation personnalisée, idéalisée et favorable du système politique. Un personnage joue un rôle clef dans la formation de cette vision très positive : le Président, figure très connue et perçue sous les traits d’un « leader bienveillant » (Greenstein, 1960, 1961 *a* et *b,* 1965 *a* et *b ;* Easton, Hess, 1962 ; Easton, Dennis, 1965, 1969). Easton et Dennis, à partir de ces résultats, proposent un modèle universel de la socialisation politique comme mécanisme de formation du soutien diffus à l’égard du système politique. Celui-ci repose sur quatre principes qui représentent aussi les quatre temps forts de la socialisation : politisation, personnalisation, idéalisation, institutionnalisation.

Ces résultats vérifient complètement, apparemment, les hypothèses avancées. Très vite, pourtant, ils sont fortement contestés et les précupposés de départ, eux-mêmes, se trouvent remis en question.

C. CONTESTATION DES PREMIERS RÉSULTATS

1. La formation d’identifications partisanes précoces

La première clef de voûte à se trouver ébranlée est celle de la formation d’identifications partisanes précoces, capables de guider les développements politiques ultérieurs. Très vite, on s’aperçoit que les identifications partisanes des enfants n’ont guère de contenu et montrent peu de stabilité dans le temps. À six mois d’intervalle, la corrélation entre les préférences partisanes déclarées sont de ,30 chez les 9-10 ans et de ,59 chez les 13-15 ans (Vaillancourt, 1973), contre ,70 chez les adultes (Converse, 1964).

Autre élément inquiétant, les enquêtes postérieures conduisent à réviser les taux d’identification partisane à la baisse (55 % en 1959-1960, Hess, Torney, 1967, contre 36 % en 1971, Sears, 1975). On observe, par ailleurs, que le nombre des enfants se déclarant « indépendants » augmente plus vite avec l’âge que celui des « partisans » démocrates et républicains (Jennings, Niemi, 1974). Comme l’observe Sears (1975), avec l’âge et le temps, les jeunes Américains apparaissent comme de plus en plus étrangers au système de préférences partisanes.

Parallèlement, on observe, enfin, que la force de la reproduction familiale a été fortement surestimée. Quand on ne se fie pas aux souvenirs des adultes ou qu’on ne compare pas, globalement, la distribution des préférences des adultes et des jeunes, mais qu’on travaille à partir de populations appariées de parents et d’enfants, on n’observe d’identité de préférences que dans un cas sur deux en moyenne (Jennings, Niemi, 1974).

Cette remise en question est d’autant plus grave que les recherches sur les adultes ébranlent, au même moment, les belles certitudes des premières études électorales. Une série d’enquêtes montre que le niveau des préférences partisanes [170] baisse chez les adultes eux-mêmes (74 % des personnes s’identifiant à l’un des deux grands partis en 1952, 73 % en 1960, 69 % en 1968, 60 % en 1978). Par ailleurs, une étude très vite célèbre, celle de Converse (1964), fait apparaître une absence d’attitudes politiques structurées chez les adultes (Converse par le même de non-attitude) et de faibles corrélations entre les choix partisans et les prises de position sur des problèmes politiques précis.

La conjonction des faits observés auprès des adultes et des enfants remet fortement en question le modèle suggéré par Hyman. Un grand nombre d’auteurs américains et étrangers se mettent à réfuter l’idée d’une relation entre les attitudes et les comportements politiques des enfants et des adultes (Kavanagh, 1972 ; Marsh, 1971, 1972 ; Searing *et al.,* 1973). Marsh, dans un article intitulé : « Les présupposés implicites mis en question » (1971), souligne que les principes fondateurs des recherches sur la socialisation politique : formation dès l’enfance des attitudes politiques, stabilité des attitudes et des comportements acquis dans l’enfance, restent entièrement à démontrer.

2. Tous les présidents sont-ils également bienveillants ?

*Le système est-il également bienveillant pour tous ?*

Les enquêtes de Greenstein, de Hess, Easton et Dennis ont été effectuées à une période assez exceptionnelle de l’histoire américaine (présidences d’Eisenhower et de Kennedy, période de prospérité et de paix civile). Les auteurs n’ont pas tenu compte de ce contexte quand ils ont fondé leur modèle de socialisation sur la bienveillance prêtée au personnage du Président et sur l’idéalisation du système politique. Les présences successives de Johnson et de Nixon à la présidence, des affaires comme celles du Watergate, des évènements comme les émeutes raciales, le durcissement de la guerre du Vietnam, auront raison de ces représentations « sucrées » *(sugar-coated).* Plus des trois quarts des enfants possédaient une image très positive d’Eisenhower et de Kennedy ; en 1968, ils ne sont plus que 46 % à aimer Johnson, en 1971 ils ne sont que 31 % à porter un jugement favorable sur Nixon (Sears, 1975).

Par ailleurs, les premières enquêtes américaines ont porté sur des enfants blancs, appartenant le plus souvent aux classes moyennes des grandes villes. Sans contester les *a priori* théoriques de ces études, il est facile de montrer que les Noirs, les populations pauvres des Appalaches, les Mexicanos, les Amish, etc. (Jaros *et al.,* 1968 ; Jaros, Kolson, 1974 ; Garcia, 1973, etc.), développent dès l’enfance des représentations beaucoup moins favorables des autorités politiques et de l’ensemble du système, même s’ils n’en contestent pas les principes fondamentaux.

3. Existe-t-il un modèle universel de socialisation politique ?

Remises en question aux États-Unis eux-mêmes, les premières études américaines n’eurent pas plus de succès dans leurs ambitions de portée universelle. Des études menées en divers pays (Stradling - 1971 - en Grande-Bretagne ; Connell - 1971 - en Australie ; Okamura - 1968 - au Japon ; Roig et Billon-Grand - 1968 ; Percheron - 1971, 1974-en France) montrèrent que les figures d’autorité [171] étaient beaucoup moins idéalisées dans ces pays qu’aux États-Unis et réfutèrent l’existence d’un modèle de socialisation du type de celui qu’avaient proposé Easton et Dennis. Par ailleurs, il apparut que les préférences politiques ne suivaient pas partout les mêmes modes de formation, ne prenaient pas, partout, les mêmes formes, ne remplissaient pas, partout, les mêmes fonctions (cf. *infra).* L’échec de la généralisation du modèle américain mettait en évidence l’importance du contexte. La socialisation politique n’était pas un objet d’études qu’on pouvait analyser en dehors des contraintes de chaque système culturel, en dehors de tout contexte historique.

4. Une vision contestable de la société

Aux critiques soulevées par l’approche behavioriste, s’ajoute, chez certains politistes d’orientation marxiste, un refus de la conception de la société véhiculée par ces recherches. Les auteurs américains sont des héritiers de l’anthropologie culturelle et des partisans de la théorie libérale. À la première, ils doivent de penser les phénomènes de socialisation dans le contexte d’une société globale largement indifférenciée et consensuelle. À la seconde, ils empruntent une conception de la participation et de la représentation qui fonde le bon fonctionnement du système politique sur une inégalité reconnue et acceptée des citoyens. Dans cette perspective, privilégier, dans les enquêtes, les enfants des milieux favorisés ne constitue pas un biais méthodologique et revient à se préoccuper de ceux qui formeront demain le groupe des citoyens actifs et compétents (Pateman, 1970 ; Marsh, 1971). Il convient de dénoncer le biais idéologique conservateur de telles conceptions (Pateman, 1980 ; Connell, Goot, 1972-1973). S’intéresser à la stabilité et à la reproduction des forces électorales, à la persistance des mécanismes de la machine électorale et du jeu politique conduit à dissimuler que la socialisation politique contribue à reproduire la structure des rapports de classe et qu’elle ne sert la société qu’entendue au sens de l’ordre social établi. Rejetant une telle indifférence au phénomène le plus essentiel, certains politistes français (Cot et Mounier, 1974 ; Gaxie, 1978) ont cherché une inspiration du côté des théoriciens de la domination, chez Althusser et surtout chez Bourdieu.

2. À la recherche d’une alternative :  
Bourdieu et la socialisation politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

Présenter la contribution de Bourdieu au débat sur la socialisation politique est difficile. Lui-même ne parle pratiquement jamais, d’une façon explicite, de socialisation politique (nous n’avons trouvé l’expression que dans deux notes identiques de bas de page (Bourdieu, 1977, p. 81 ; 1979, p. 534)). Ce n’est pas, nous le verrons, un hasard. Quant aux politistes qui se réclament de ses travaux leur aide est de peu de prix, pour plusieurs raisons. La première c’est que l’appel aux théories de Bourdieu en reste, souvent, au niveau d’une pétition de principe (Cot et Mounier, 1974). On recopie du Bourdieu, on présente sa conception de la reproduction sans effort pour en tirer des conséquences précises, pour l’étude des phénomènes de socialisation politique ; en deuxième lieu, les références à Bourdieu renvoient presque [172] toujours aux seuls travaux sur l’institution scolaire, simplifiant étonnamment les perspectives de cet auteur sur le contenu, les mécanismes et les agents de la socialisation ; troisièmement, la lecture proposée de *La Reproduction* (1971), pièce maîtresse du dispositif, en reste souvent, pour reprendre les expressions de Passeron (1982), « minimalement », « caricaturalement » marxiste. La leçon de *La Reproduction* est ramenée à une seule proposition selon laquelle « les rapports de sens redoublent les rapports de force » et à une seule nécessité, celle de décrire les mécanismes qui unissent, produisent et reproduisent la domination sociale et la domination symbolique. Or, comme le dit Passeron lui-même, « la connaissance de rapports de force entre groupes et classes n’apporte pas sur un plateau la clé de leurs rapports symboliques et du contenu de leurs cultures et de leurs idéologies » et « le « redoublement » des rapports de force que la force propre d’un symbolisme assure par la dissimulation des rapports de force qu’il est capable d’imposer… ne préjuge nullement des opérations culturelles et des opérateurs sociaux… par lesquels s’opère cette constante transmutation sociale » (Grignon, Passeron, 1982, p. 14).

Décrire la série des implications des théories de Bourdieu pour la définition et l’étude des phénomènes de socialisation politique est un travail qui reste à faire et qui ne peut être mené qu’à partir d’une lecture croisée des ouvrages sur l’institution scolaire (1964, 1971), sur la pratique (1972, 1980) et sur le politique (1972, 1973 *a* et *b*, 1977, 1979, 1980, 1981 *a* et *b*).

Nous ne prétendons pas traiter, ici, l’ensemble de ce problème ni même résumer les positions de Bourdieu dans chacun de ces domaines [[386]](#footnote-386). Nous nous proposons, sur quelques points essentiels, de montrer les questions que posent ces théories à l’étude de la socialisation politique, suggérant des réponses que la suite tout entière de l’exposé aidera à développer et à préciser.

La lecture des textes où Bourdieu traite le plus directement de la socialisation et de l’éducation (1971, 1972, 1980) conduit à une première interrogation, majeure, sur la place ou même l’existence d’une socialisation proprement politique. Dans un univers où la politique est là pour légitimer, dissimuler l’imposition de la « règle dominante » à travers les dispositifs et le fonctionnement de la reproduction sociale, quelle importance prêter à une inculcation, à des apprentissages politiques ?

L’étroitesse des liens entre ordre social et ordre politique est telle que pour former politiquement l’enfant il suffit de « la persuasion clandestine d’une pédagogie implicite, capable d’inculquer toute une cosmologie, une éthique, une métaphysique, une politique à travers des injonctions aussi insignifiantes que « Tiens-toi droit » ou « Ne tiens pas ton couteau de la main gauche » » (Bourdieu, 1972, p. 197). Par l’ « emprise de la politesse » sur les actes les plus « insignifiants » de la vie quotidienne s’imposent, ainsi, les principes les plus fondamentaux « d’un arbitraire culturel et d’un ordre politique » *(ibid.,* p. 199). Le mécanisme fondamental de la socialisation [173] est la formation de l’habitus [[387]](#footnote-387), principe générateur de toutes les représentations et de toutes les pratiques. On peut induire d’une connaissance des conditions d’existence, de la position dans la structure de la classe et de la trajectoire de la famille, du contenu de l’habitus produit, la majeure partie des attitudes et des prédispositions politiques enfantines. La formation de l’habitus se réalise en plusieurs temps, se fonde sur plusieurs mécanismes et sur la complémentarité des rôles de deux agents essentiels : l’école et la famille. Chez Bourdieu, le terme même de socialisation semble réservé aux apprentissages de la prime enfance. Cette prime éducation repose sur le dressage du corps pour en faire un « corps habitué », véritable « pense-bête » de l’ordre social, sur la familiarisation continue et diffuse avec un certain nombre de savoir-dire et de savoir-faire, sur l’inculcation explicite enfin de « préceptes et de prescriptions ». Elle prend place au sein de la famille. Puis vient le temps de l’éducation institutionnalisée. L’habitus acquis dans la famille est au principe des expériences scolaires mais l’école va le mettre en forme, le rationaliser, le replacer dans les limites des « savoirs officiels ». Par l’action de l’école, l’habitus, « loi immanente » déposée en chaque agent par la prime éducation, devient le principe de structuration « objectivement réglée » et « collectivement orchestrée » de toutes les expériences ultérieures.

Pour aussi importante que soit la formation de cette « inconscience de classe », il n’est pas sûr qu’elle suffise, même dans ce contexte très général, à rendre compte des conditions de production des représentations et des pratiques proprement politiques. L’ « éducation politique » ne se réduit pas, écrit Bourdieu, comme le veulent presque toujours ceux qui s’intéressent à cet objet, à la transmission consciente des représentations les plus directement liées à la sphère de la « politique » au sens ordinaire du terme : il serait au moins aussi absurde de réduire les conditions de la production des dispositions qui sont au principe des jugements et des pratiques politiques à la socialisation proprement politique, ou, pire, à son aspect institutionnalisé, l’instruction civique, que de réduire les conditions sociales de production du goût – qui est aussi une disposition politique – à la formation proprement artistique (1977, p. 81 ; 1982, p. 534). Sans doute, mais la question n’est pas là. La socialisation proprement politique ne prétend pas épuiser la compréhension des mécanismes de formation des représentations et des pratiques politiques. Mais les recherches sur cet aspect de la socialisation mettent en évidence une certaine spécificité des processus de construction de politique dont il faut rendre compte.

Celle-ci s’explique, en première instance, par la place particulière de la politique parmi tous les matériaux de la socialisation de l’enfant. Le double éloignement (de droit et de fait) dans lequel ce dernier est tenu par rapport à la politique entendue au sens habituel du terme, les rôles assignés, en matière d’éducation politique, à l’école et à la famille, tout concourt à renoncer à l’idée d’un schéma unique des processus de socialisation. Même si les mécanismes fondamentaux ne changent pas, les rythmes et les temps forts de la socialisation ont toutes chances d’être différents : la prime [174] enfance, par exemple, perdra de son importance au profit de l’enfance et de la préadolescence. Même si les agents principaux restent identiques, leur action risque de ne plus s’exercer de façon complémentaire, ni sur le même mode que celui qui semble prévaloir dans la situation la plus générale : dans un certain nombre de cas, par exemple, la famille et l’école pourront devenir des agents concurrents voire antagonistes ; sur un certain nombre de dimensions le travail pédagogique explicite et direct ne jouera qu’un rôle limité. Ces particularités suffiraient à fonder la pertinence d’une étude sur les conditions de production des représentations et des pratiques proprement politiques.

La lecture des textes de Bourdieu sur le politique, tout en situant les problèmes sur un autre terrain, implique, elle aussi, l’existence, au moins dans certains cas, d’une socialisation proprement politique, entendue comme l’acquisition d’un savoir politique, la constitution d’une compétence politique. La politique définie comme activité symbolique et discours, ou, si l’on préfère, « comme ce qui se dit dans le langage de la science politique et dans ce langage seulement » (1973, p. 44), peut être décrite « par analogie avec un phénomène de marché : un corps de professionnels de la politique, défini comme détenteur du monopole de fait de la production de discours reconnus comme politiques, produit un ensemble de discours qui sont offerts à des gens dotés d’un goût politique, c’est-à-dire d’une capacité inégale de discerner entre les discours offerts » (1980, p. 246). À l’égalité formelle des citoyens répond une inégalité de fait des différents acteurs sociaux. Tous ont le droit de vote, tous sont réputés avoir la capacité d’énoncer une opinion mais seuls, en fait, certains citoyens sont politiquement compétents. La politique est l’affaire des professionnels et des membres des classes privilégiées. « La compétence technique, dit Bourdieu, comme toutes les compétences, est une compétence sociale. Cela ne signifie pas que la compétence technique n’existe pas, mais cela veut dire que la propension à acquérir ce que l’on appelle la compétence technique est d’autant plus grande que l’on est plus compétent socialement, c’est-à-dire que l’on est plus reconnu socialement comme digne, donc tenu d’acquérir cette compétence » (1980, p. 240). Dès lors, le monde se coupe en deux parties inégales : « D’un côté ceux qui admettent que la politique n’est pas leur affaire et qui, faute de posséder les moyens réels de les exercer, abdiquent les droits formels qui leur sont reconnus ; de l’autre, ceux qui se sentent en droit de prétendre à l’opinion personnelle ou même à l’opinion autorisée, agissante qui est le monopole des compétents : deux représentations opposées, mais en fait complémentaires de la division du travail politique » (1977, p. 68). Cette cassure brutale entre compétents et incompétents, qui est la règle la plus générale, ne s’estompe que lorsque certains problèmes proches des expériences quotidiennes des sujets socialement marqués comme incompétents se constituent en objets politiques [[388]](#footnote-388).

L’idée d’une compétence technique sous-entend-elle l’existence d’une socialisation proprement politique ? Face à la politique politicienne, savante, la seule [175] familiarisation ne suffit pas : « Il n’y a pas de connaissance infuse du politique » (1977, p. 56). Cela vaut à coup sûr pour les professionnels eux-mêmes dont Bourdieu (1979, 1982) décrit le contenu du bagage historique et politique nécessaire. Cela vaut, aussi, mais sous une forme plus nuancée, pour l’ensemble des sujets socialement et politiquement compétents. Bourdieu distingue trois modes de production de l’opinion, l’éthos de classe non constitué politiquement mais qui engendre des réponses cohérentes adaptées aux conditions d’existence, la délégation tacite ou explicite à un parti, la production à la première personne d’une opinion personnelle en fonction d’un « système de principes explicites et spécifiquement politiques » [[389]](#footnote-389). Ces trois modes correspondent à deux « formes de dispositions politiques », que « tout oppose : la cohérence intentionnelle de pratiques et du discours engendrés à partir d’un principe explicite et explicitement « politique » et la systématicité objective des pratiques produites à partir d’un principe implicite, donc en deçà du discours politique… » (1979, p. 491).

Ces situations en deçà ou au-delà de la capacité à expliciter, à verbaliser, à thématiser l’expérience politique, renvoient, nous semble-t-il, à l’idée de deux formes de socialisation susceptibles de s’emboîter dans le temps. La première fondamentale au sens plein du terme et général, évoquée plus haut, c’est la formation par familiarisation de systèmes de valeurs implicitement intériorisés dès la prime enfance. Elle sert à habituer chacun à sa position dans la structure sociale, à donner à chacun le sentiment « librement » accepté de sa compétence ou de son incompétence sociale. L’autre socialisation qui s’appuie, pour l’essentiel, sur la formation scolaire, est destinée à certains enfants, ceux de classes privilégiées (mais pas forcément tous ceux des classes privilégiées). Elle a pour rôle de confirmer par l’effet d’une « assignation statutaire » la compétence sociale, d’ouvrir l’accès, par là même, à la formation d’une compétence politique, de fournir enfin les outils conceptuels et les savoirs nécessaires à la formation de « la maîtrise symbolique » des pratiques. Pour Bourdieu, l’aspect développement des connaissances est, sans aucun doute, secondaire. La compétence politique varie « *grosso modo,* dit-il, comme le niveau d’instruction » (1980, p. 226) mais il s’empresse d’ajouter : « Là où l’on pourrait dire naïvement que les gens sont d’autant plus savants en politique, d’autant plus compétents en politique qu’ils sont plus instruits, il faut dire… que ceux qui sont socialement désignés comme compétents, comme ayants-droit - devoir de politique, ont de plus grandes chances de devenir ce qu’ils sont, c’est-à-dire compétents en politique » [176] (1980, p. 242). Malgré ces restrictions, Bourdieu reconnaît un rôle propre au contenu de l’enseignement et l’existence dans celui-ci de dimensions proprement politiques. L’école favorise la formation de « schéma de pensées explicitement politiques », permet l’acquisition du « langage imposé comme seul mode d’expression politique légitime » ; assure « la connaissance et la reconnaissance de la culture politique légitime ».

Les définitions du politique qui sous-tendent les conceptions de la socialisation politique implicitement ou explicitement contenues dans les travaux de Bourdieu, ces conceptions elles-mêmes, appellent un certain nombre de réserves mais soulèvent des interrogations sur des points décisifs. De nombreux éléments de discussion se trouvent dans des études récentes portant sur la population des adultes, dont celles de Michelat et Simon (1977, 1982). Nous nous en tiendrons ici à l’examen des questions qui renvoient aux processus de socialisation. Les périodes de l’enfance et de l’adolescence nous placent dans une perspective favorable pour mettre en lumière certaines implications des propositions de Bourdieu. « A ne considérer que l’adulte, dit Piaget, on n’aperçoit que des mécanismes constitués tandis qu’à suivre le développement on atteint leur formation et seule la formation est explicative » (Piaget, 1972, p. 139). La seconde partie de ce texte qui traitera de contenu et des mécanismes de la socialisation politique reviendra en détail sur la plupart des problèmes soulevés.

Le premier ensemble de questions est lié au contenu très restrictif de la définition de la politique retenue par Bourdieu. N’est-il pas illusoire de limiter le champ de la politique savante au seul domaine des sondages et de l’élection, bref, à ce que l’on appelle, habituellement la politique politicienne ? Ne convient-il pas d’y adjoindre les discours et les savoirs plus directement liés aux luttes politiques et sociales, même si ceux-ci sont de nature et peut-être de statuts différents ? Accepter cette extension du champ de la politique ne conduit-il pas à se demander si, dès l’enfance, il n’existe pas, selon le milieu social, perception et reconnaissance d’objets politiques, acquisition de savoirs politiques, différenciés ? Par ailleurs est-il légitime de lier, comme le font tous les textes de Bourdieu, sondage d’opinion et vote, attitudes à l’égard de la politique politicienne et vote ? Dès l’enfance la capacité à émettre une opinion et l’attitude à l’égard du vote ne répondent-elles pas à deux modes de construction différents ? Le statut particulier du vote dans la culture politique française, la place qui lui est réservée dans les cours d’instruction civique, dès les plus petites classes, ne confèrent-ils pas au vote et de façon plus large aux mécanismes du jeu politique et aux institutions une place particulière ?

Un deuxième groupe de problèmes renvoie à la place que Bourdieu accorde aux facteurs scolaires et intellectuels d’une part, et éthiques d’autre part, dans les modes de production des opinions, des représentations et des pratiques. Ne convient-il pas de réintroduire dans ce dispositif des facteurs de type affectif ? Comprendre des discours, les accepter ou les rejeter, y répondre et communiquer, suppose, et Bourdieu le reconnaît d’une certaine façon à travers la prise en compte des conditions d’existence et des positions dans la structure de classe mais aussi, peut-être, dans l’idée même d’un inconscient de classe, que l’on puisse se situer, se définir par rapport aux autres. Le jeu des identifications négatives et positives, la construction de l’identité reposent pour une large part sur des mécanismes de nature affective. Il faut se garder de surestimer les aspects intellectuels des modes de production des représentations, [177] des opinions et des pratiques même chez les sujets reconnus comme socialement compétents ; il est important d’isoler dans l’éthos de classe les composantes proprement éthiques ou simplement affectives. Le sentiment du « nous » cher aux ouvriers anglais décrits par Hoggart ne se réduit pas à une simple dimension de morale quotidienne.

On peut, en troisième lieu, s’interroger sur la place des orientations idéologiques dans les mécanismes de formation des opinions et des attitudes politiques. Les textes de Bourdieu sont discrets sur ce point. Mais les quelques allusions qu’il y fait soulignent la relative autonomie des orientations idéologiques : « Le jeu de l’orientation politique peut commander certains choix politiques sans parvenir au discours », écrit-il (1980, p. 265), et ailleurs il précise : « L’appartenance ou l’allégeance politique déclarée n’est pas un facteur comme un autre dont on pourrait étudier les effets comme on cherche les effets du sexe, de l’âge ou de la profession » (1979, p. 551.) D’une certaine façon, c’est revenir au problème de la logique propre du fonctionnement des systèmes symboliques posé par Passeron (Grignon-Passeron, 1982). Admettre cette relative autonomie conduit à penser que les orientations idéologiques peuvent se développer séparément et selon des modes particuliers. Dès lors, comment s’articulent leur développement et celui des autres dimensions de la socialisation politique ? Poser cette question nous ramène au problème de la « délégation ». Bourdieu, après avoir énuméré trois modes de production de l’opinion, ne distingue plus que deux formes de dispositions politiques, oubliant en chemin celle qui correspondrait à la délégation par « le choix explicite en fonction d’un parti » (1979, p. 491). Ce mode de délégation ne suggère-t-il pas, en réalité, l’intervention de l’orientation idéologique ? Mais comment et quand se forme cette médiation ? Les orientations idéologiques jouent-elles un rôle différent de celui des attributs sociologiques dans le développement des représentations et des attitudes politiques ?

L’articulation très forte entre compétence sociale et politique et le rôle prêté à la formation scolaire dans la production de l’une et de l’autre, la relative autonomie du développement des orientations idéologiques, certaines spécificités déjà soulignées des dimensions politiques dans l’ensemble du processus de socialisation conduisent à s’interroger sur la place, l’importance respective de l’école et de la famille dans la socialisation proprement politique des enfants. Bourdieu souligne, à juste titre, la relative faillite du projet éducatif du xixe siècle. « Par un de ces retournements paradoxaux qui sont coutumiers en ces matières, écrit-il, l’instruction, dont les réformateurs du xixe siècle attendaient par-dessus tout qu’elle assurât les conditions du bon fonctionnement du suffrage universel en produisant des citoyens capables de voter… tend à fonctionner comme un principe de sélection… qui fonde et légitime l’inégale participation de la démocratie électorale et, tendanciellement, toute la division du travail politique » (1979, p. 484). Certains auteurs (Gaxie, 1978) ont lié, un peu rapidement, cet échec à l’élimination de la politique parmi les matières enseignées par l’école. Mais la faillite de l’école est-elle également évidente sur toutes les dimensions politiques et tient-elle vraiment à l’exclusion de la politique ? Cette faillite se traduit-elle toujours par l’absence de formation d’une compétence politique chez les enfants des milieux défavorisés ? N’existe-t-il pas, dès l’enfance, dans le domaine de la politique, par le jeu d’interaction et de contrepoids entre les facteurs [178] sociologiques et idéologiques, des phénomènes de compensation au moins partielle de certains handicaps socio-culturels ?

Cela ne conduit-il pas, en dernière analyse, à admettre l’existence de plusieurs modes, de plusieurs formes de socialisation politique ? Autrement dit, peut-on accepter, sans autre réserve, l’idée d’une relation univoque forte, d’une quasi-identité entre compétence sociale et compétence politique ? Renversant la perspective adoptée par Bourdieu et ses disciples, ne peut-on penser que la politique constitue l’un des domaines où les phénomènes de domination trouvent leurs limites ? Si la socialisation politique s’inscrit au nombre des moyens pour imposer et transmettre la légitimité des normes et des pratiques de l’ordre social établi, elle constitue en même temps une possibilité fondamentale pour tenter d’y résister, voire de les modifier et de les renverser dans les générations suivantes. Les exemples des Amish aux États-Unis, des camisards en France, de l’après-nazisme en Allemagne et de l’après-franquisme en Espagne sont là pour attester le succès de ces mouvements de résistance.

On ne saurait répondre aux questions posées par les travaux de Bourdieu ou suscitées par leur lecture sans proposer une approche différente des phénomènes de socialisation politique.

3. La socialisation  
comme processus d’insertion sociale

[Retour au sommaire](#sommaire)

Toutes les conceptions de la socialisation politique présentées jusqu’ici ne prennent en compte que le point de vue du système, des institutions. Toutes oublient qu’il y a, à l’autre bout de la chaîne, un socialisé, sujet pensant et agissant. L’enfant n’est pas un être passif, socialisable à volonté et à merci. Il intervient, au contraire, de façon continue et directe, dans le processus de son propre développement socio-politique. Concevoir la socialisation comme un mécanisme de régulation sociale aux mains du système, fonder la socialisation sur la plasticité et la « conditionnabilité » de l’enfant, c’est faire reposer celle-ci sur un seul processus, l’accommodation (Piaget, 1969), c’est-à-dire sur la capacité de l’enfant à s’adapter aux adultes et aux contraintes de son environnement. Mais pour Piaget, comme pour Wallon du reste (1941), l’accommodation se double d’un autre mécanisme tout aussi puissant et essentiel, l’assimilation. Par cette dernière, l’enfant cherche à modifier son environnement pour le rendre plus conforme à ses désirs et diminuer le nombre et l’intensité de ses frustrations et de ses anxiétés. « Petit à petit, dit Wallon, par un long travail d’identification et d’assimilation, l’enfant doit apprendre simultanément à déchiffrer dans ses impressions le monde qui s’oppose à lui et à s’attribuer comme sien ce qui va le rendre capable d’opposer à autrui les exigences de sa personne » (Wallon, 1941, p. 128). C’est par accommodations et assimilations successives que l’enfant parvient à s’approprier et à faire la synthèse entre les divers objets de ses expériences, à construire son propre système de représentations, son propre système de normes, de valeurs et de pratiques.

C’est en essayant de réconcilier les points de vue de l’individu et du système que nous entendons proposer une autre conception des phénomènes de socialisation politiques.

[179]

Toute définition « réaliste » des phénomènes de socialisation politique repose sur deux observations apparemment contradictoires : *1)* La politique ne fait pas intrusion dans la vie de chacun à l’âge de la majorité et toutes les études empiriques montrent que, dès la prime enfance, chaque sujet construit un système organisé de connaissances, de représentations et d’attitudes politiques ; *2)* La socialisation politique ne résulte pas, dans la plupart des cas, d’apprentissages délibérément politiques ni d’une volonté affirmée chez les adultes et chez les enfants. Pour résoudre cette contradiction il faut replacer celle-ci dans le contexte général du développement psychosocial de l’enfant.

A. LE POINT DE VUE DU SUJET

La socialisation politique représente l’une des modalités de l’insertion sociale de l’enfant dans ses groupes d’appartenance et par là de son « humble et douloureuse orientation dans la société » (Sapir, 1967, p. 86). La socialisation politique constitue l’une des dimensions de la construction de l’identité sociale du sujet.

La formation de l’identité passe, pour l’enfant, par le développement d’identifications aux groupes auxquels il appartient d’emblée par la naissance ou qu’il s’est lui-même choisi. « L’être humain, dit Erikson, d’un bout à l’autre de sa vie, est organisé en groupement à base géographique ou historique : la famille, la classe, le village ou le quartier, la nation. Un être humain est ainsi constamment un organisme, un moi et un membre d’une société, et il est impliqué dans les trois processus d’organisation. Son corps est exposé à la douleur et à la tension, son moi à l’anxiété et, comme membre d’une société, il peut ressentir la panique de son groupe » (1966, p. 184). L’enfant apprend lentement, comme à tâtons, dit Sapir, qui il est et à quels groupes il appartient. Le sentiment d’appartenance aux groupes dans lesquels il est né et dont il fait partie d’emblée à part entière, même si pendant un certain temps il ne s’en rend compte que confusément et si les autres ne le reconnaissent qu’indirectement et partiellement, passe par la prise en charge personnelle des pratiques, des valeurs et des normes qui, en intégrant le passé, le présent et le projet du groupe en fondent le savoir et l’identité. Faute d’assimiler le passé culturel de la société et les sentiments en vigueur chez les siens, « l’expression de la subjectivité » de l’individu serait frappée de « stérilité sociale » (Sapir, 1967, p. 41). Le savoir du groupe peut prendre une forme manifeste et explicite, mais est le plus souvent implicite, ou, comme le disait Sapir, « intuitif ». Sa prise en charge se traduit par l’adoption d’un certain nombre d’attitudes obligatoires et sanctionnées par des privilèges et des interdictions, mais aussi par celle d’attitudes beaucoup plus diffuses et non institutionnalisées. Un individu n’appartient véritablement à son groupe que lorsque les uns et les autres guident sa conduite sans même qu’il s’en rende compte. « L’individu, écrivait encore Sapir, ressent plutôt qu’il ne connaît les modèles culturels intimes de son groupe et les applique en toute candeur sans pouvoir les décrire consciemment » (Sapir, 1967, p. 40).

La forme de ce savoir, son contenu sont des facteurs essentiels pour comprendre comment s’inscrit la dimension politique dans l’ensemble des phénomènes de socialisation. Sa forme souvent implicite permet de concevoir que certaines attitudes [180] ou opinions d’ordre étroitement politique puissent se développer chez l’enfant comme un des moyens de se faire reconnaître et accepter par son groupe sans que leur contenu véritablement politique ait déterminé leur adoption. Ainsi, l’enfant partagera avec les autres membres de son groupe certaines opinions sur le gouvernement ou les institutions, bien avant de pouvoir voter et souvent sans être à même de comprendre avec exactitude le fonctionnement de ces institutions. L’organisation en un même savoir de toutes les valeurs du groupe explique la place essentielle, à côté d’une socialisation spécifiquement politique, de la socialisation diffuse acquise à partir d’expériences de ce qui est permis ou interdit, objet de désir ou de crainte. Elle permet aussi de comprendre comment certaines pratiques sociales, la pratique religieuse par exemple, peuvent, dans certains cas, jouer un rôle plus important dans la socialisation politique que des évènements plus étroitement politiques. L’intégration, enfin, du passé dans les valeurs récentes du groupe est essentielle. Ce n’est pas dire qu’il se transmet tel quel : on sait au contraire qu’il est sans cesse remanié et adapté en fonction du présent. Mais sa persistance permet de prendre en considération, dans la socialisation politique, le poids des traditions.

L’identification, l’appartenance suppose aussi l’établissement de relations significatives avec les membres de son propre groupe et avec ceux des autres groupes. Tout sujet n’existe et ne peut parvenir à se définir qu’à travers les autres, par un jeu complexe d’identifications négatives et positives. Affirmer sa solidarité, son identité de points de vue avec les siens, marquer sa différence avec les autres sont deux mécanismes essentiels de la socialisation politique. L’enfant s’affirme, se définit souvent en s’opposant. Il lui est longtemps plus facile de dire ce qu’il n’est pas (je ne suis pas Allemand, je ne suis pas de droite) que d’expliciter ce qu’il est. Pour sortir de la définition nominale de l’appartenance ou de sa définition par le jeu des contraires, l’enfant doit non seulement connaître et accepter les valeurs qui fondent l’identité du groupe, mais il doit les reconnaître dans les discours des autres et surtout apprendre à les utiliser pour déchiffrer et exprimer ses perceptions du monde. Le système de valeurs du groupe fonde le seul rapport possible avec les choses. C’est en somme un langage, un code symbolique que l’enfant doit acquérir et maîtriser pour affirmer son identité et pour communiquer avec les autres, tous les autres, et non les seuls membres de ses groupes d’appartenance. L’appartenance au groupe prend la forme concrète de l’acquisition de moyens de communication et de compétences à communiquer. Il n’existe pas de code proprement politique [[390]](#footnote-390), et celui-ci n’est qu’une dimension d’un ensemble plus large, le code socio-linguistique au sens où l’entend Bernstein (Bernstein, 1975 ; Cook-Gumperz, 1973). En fournissant à l’enfant le contenu et la forme de ses actes de parole, le groupe le façonne à son image. En acceptant cette façon de parler et de communiquer, l’enfant marque son appartenance au groupe. « Chaque fois, dit Bernstein, que l’enfant parle ou écoute, la structure sociale dont il est un élément se trouve renforcée et son identité sociale bridée *(constrained) »* (cité *in* Cook, Gumperz, 1973, pp. 17-18).

[181]

Au bout du compte, l’identité du sujet passe par l’intégration en un ensemble original de ses diverses identifications. La qualité de cette intégration dépend de l’étendue du système relationnel du sujet, de sa compétence à résoudre les conflits qui peuvent naître des contradictions entre ses appartenances, de la distanciation qu’il sait prendre par rapport aux valeurs qu’il pourrait adopter.

B. LES CONTRAINTES DU SYSTÈME

À partir de ce qui précède, il serait illusoire et dangereux de penser que la socialisation est une aventure individuelle qui dépend de la compétence de chacun à maîtriser le champ de ses relations personnelles avec autrui. La liberté de l’enfant, si liberté il y a, est étroitement surveillée. Ses représentations, ses préférences se forment dans le contexte serré d’un ensemble de contraintes institutionnelles d’ordre privé et public. L’enfant grandit à un moment déterminé, dans une famille et une société données. Ces simples faits suffisent à définir le territoire de la socialisation de l’enfant, c’est-à-dire le champ probable de ses expériences et l’étendue des savoir-penser, savoir-dire et savoir-faire qui lui seront proposés, voire imposés ou, au contraire, refusés. Faire partie d’une famille, c’est participer à un certain réseau de relations affectives, c’est appartenir à un groupe social, c’est partager une histoire, c’est habiter en un lieu défini. Ce sont là banalités mais que l’on tend à oublier quand, pour faire vite, on parle de l’influence de la famille ou de son rôle comme agent de socialisation. Toutes ces déterminations du milieu de socialisation de l’enfant prennent d’autant plus d’importance qu’elles se combinent et interfèrent entre elles : les enfants d’ouvriers vivant à Paris ou en milieu rural, en banlieue ouvrière ou non, ne développent pas les mêmes représentations du politique.

À ces contraintes liées à l’environnement immédiat de l’enfant s’ajoutent d’autres pressions d’ordre plus général. L’enfant et sa famille vivent dans un pays donné, une société donnée, c’est-à-dire dans un système qui a sa propre histoire et sa propre logique de fonctionnement culturel, social, économique et politique. Chaque État définit des formes d’appartenance à la collectivité nationale, des règles et des modes de participation sociale, des structures et des rôles d’autorité. Le mode de construction de l’État et son histoire, la structure socio-démographique et économique de la société, l’appareil législatif qui organise les relations sociales et définit le statut des personnes, la forme et l’histoire des rapports entre les institutions sociales et l’État, etc., constituent autant de facteurs qui conditionnent en partie les phénomènes de socialisation de l’enfant. On peut penser que les représentations sociales de l’enfant ne seront pas les mêmes selon que la société lui reconnaît ou non des droits, lui assigne un statut de dépendance ou d’autonomie ; que la transmission des préférences idéologiques ne revêtira pas la même forme et ne prendra pas la même intensité selon que celles-ci s’inscrivent ou non dans un système de clivages socioculturels anciens ; que la perception des relations entre gouvernants et gouvernés, les attitudes à l’égard de l’État varieront sans doute selon l’étendue de ses pouvoirs. Ces quelques exemples doivent nous rappeler l’impossibilité de traiter des phénomènes de socialisation politique *in abstracto.*

[182]

C. LES CONSÉQUENCES DE CETTE CONCEPTION  
DE LA SOCIALISATION POLITIQUE

La conception des phénomènes de socialisation politique que nous proposons comporte un certain nombre d’implications.

1. Toute socialisation politique est datée

L’importance du contexte suffit à expliquer que toute socialisation porte la marque du moment pendant lequel elle se réalise. L’enfant apprend toujours à connaître et à juger les mécanismes et les institutions politiques tels qu’ils fonctionnent au moment même où il se socialise. Ce n’est pas là, bien sûr, sa seule source d’information. L’enseignement de l’histoire, la mémoire collective sont aussi des éléments importants de sa formation, mais l’un et l’autre sont confrontés à la réalité des pratiques de la vie politique observées. S’il est important d’apprécier les attitudes des jeunes Américains ou des jeunes Français à l’égard de leurs présidents respectifs, il n’est pas indifférent que ces présidents soient Kennedy ou Carter, de Gaulle ou Giscard d’Estaing. La socialisation politique dans l’enfance et l’adolescence participe à la formation de générations ayant une communauté d’expériences.

2. La socialisation est lieu, enjeu de conflits

L’idée de conflits est comprise dans la notion même de pluralité des groupes d’appartenance. Qui dit en effet multiplicité des groupes : groupe social, classe d’âge, sexe, groupe familial, milieu socio-culturel, etc., dit par là même diversité des codes et des systèmes de normes et de valeurs. L’enfant se trouve confronté à des situations qui pourront aller de la consonance la plus parfaite à la dissonance la plus totale. Il est plus facile de penser la socialisation politique comme un cumul d’expériences harmonieuses se complétant et s’enrichissant mutuellement, et il est vrai que l’homogénéité du milieu de socialisation est un facteur favorable de transmission et de renforcement des valeurs familiales. Mais les situations de confrontation ou d’affrontement peuvent être des expériences de socialisation tout aussi décisives en montrant la relativité de certaines croyances et de certaines pratiques, en ouvrant la porte au changement et à l’innovation.

Le conflit se trouve ailleurs encore, dans les relations que les groupes d’appartenance de l’enfant entretiennent entre eux. La socialisation devient alors enjeu de conflit. Dans toute société, il se trouve une part de sentiments, d’attitudes partagés mais à côté de ce noyau commun coexistent des systèmes de normes et de valeurs plus spécifiques à tels ou tels groupes sociaux. Nous avons déjà dit que la socialisation politique pouvait représenter un moyen d’imposer ces valeurs particulières à côté ou contre celles de l’ordre établi.

3. La socialisation n’est pas une simple accumulation de connaissances

La socialisation politique ne résulte pas d’une simple accumulation de connaissances. Seule compte leur intériorisation, c’est-à-dire leur mise en relation avec l’ensemble de celles qui ont été antérieurement acquises et leur valorisation en [183] fonction de la personnalité sociale du sujet. Identifier une institution, des personnages même clefs peut être accidentel et dû au hasard d’un évènement ou d’une expérience. Si cette information n’est pas associée, intégrée au système d’ensemble des autres connaissances, il y a toute chance pour qu’elle ne soit qu’éphémère. Ce n’est pas un fait de socialisation. Seule compte la qualité d’intégration et d’organisation des connaissances.

La représentation que le préadolescent construit de son système politique peut comporter des lacunes. Il peut ne pas avoir entendu parler du Sénat, des syndicats, voire même du mode d’élection du Président. Ce n’est pas important si derrière ces « trous » et ces ignorances, on décèle une trame organisée de perceptions et de représentations. Un étranger peut lire un texte, suivre une conversation dans une langue qui n’est pas la sienne sans en comprendre absolument tous les mots. I) en va de même dans le cas de la socialisation. L’enfant peut acquérir une représentation cohérente de la vie politique et du fonctionnement du système politique sans en avoir une connaissance complète ou même exacte.

L’organisation et la structuration des connaissances, enfin, ne supposent pas un ordre d’acquisition de ces dernières. Il est difficile d’admettre que l’enfant puisse avoir une perception sélective et progressive de son système parce que c’est contraire au mode même du développement de sa pensée. Tout lui est offert d’emblée et simultanément et l’enfant saisira à la fois le simple et le complexe, le détail et l’ensemble. Comme l’a montré Piaget, le schéma d’ensemble peut précéder le détail et en être indépendant, mais « l’un entraîne l’autre et *vice versa* en une oscillation indéfinie. Le rythme a donc pour effet d’analyser de plus en plus le détail et de synthétiser de plus en plus le tout » (Piaget, 1970, p. 151). L’enfant ne reconstruit pas, à partir d’un tout synthétique, mais vide, le système politique dans sa diversité. En fonction de son stade de développement mental, de ses conditions d’existence, du hasard des circonstances, il nourrira peu à peu et simultanément ses représentations de l’ensemble du système et de ses diverses composantes.

Il n’y a pas non plus d’indépendance ou de hiérarchie établie entre les éléments d’ordre affectif et cognitif qui entrent dans la formation des représentations et du savoir de l’enfant. La composante cognitive permet la perception, la différenciation, la généralisation, la dimension affective décide du sens de la valorisation et de l’intensité de ce qui est perçu et retenu. Même si la formation d’une représentation du système politique passe par l’acquisition d’un certain nombre de connaissances, elle n’est jamais qu’une représentation fonctionnelle, « imaginaire » disait Barthes, construite par le sujet en fonction de ce qu’il est personnellement, socialement.

4. La socialisation n’est pas un apprentissage  
de comportements

La socialisation politique ne fournit pas, dans la plupart des cas, de comportements tout faits, prêts à fonctionner tels quels. Elle ne permet donc pas de prévoir avec exactitude la distribution des votes demain, et cela pour deux raisons : parce qu’elle ne se termine pas avec l’adolescence, et que la socialisation précoce, aussi importante soit-elle, ne résume pas tous les déterminants personnels du vote ; parce que la socialisation fournit des possibilités de lecture et de réaction à des évènements [184] que l’on ne peut connaître à l’avance. Il n’est même pas toujours possible de savoir ce qui, demain, sera le plus « opérant » entre ce qui est encore implicite et ce qui est déjà explicité à la fin de l’enfance. Entre deux enfants, l’un qui se dit d’extrême gauche, l’autre qui porte en lui les valeurs de cette famille mais ne les énonce pas comme telles, sait-on demain qui a le plus de chances de voter à gauche ? La socialisation politique donne à l’enfant un bagage essentiel, décisif. Elle est, au fond, aux attitudes et aux comportements politiques adultes ce que la culture générale est à la culture : elle produit ce qui reste quand on a tout oublié.

5. La socialisation politique n’est pas  
reproduction à l’identique

Les observations précédentes permettent de comprendre que la socialisation n’est pas simple répétition d’une génération à l’autre d’opinions et de comportements. C’est dire les dangers d’une tentation fréquente, celle de comparer terme à terme les opinions et les comportements des enfants et des adultes. Procéder ainsi, c’est faire subir, inconsciemment, une double déformation aux données dont on dispose. On induit à partir de ce que sont, aujourd’hui, enfants et adultes ce qu’étaient les enfants d’hier et ce que seront les adultes de demain. Cela revient en fait à désinsérer les phénomènes de socialisation et la production d’opinions de leurs contextes, à nier la dimension du temps, à gommer les effets de l’histoire personnelle et de l’histoire collective.

Prenons des exemples. Supposons d’abord deux familles. Dans la première, le grand-père était socialiste avant 1920, le père communiste après guerre, le fils est aujourd’hui membre d’un mouvement d’extrême gauche. Dans l’autre famille, le grand-père était socialiste, le petit-fils est aujourd’hui socialiste. Compte tenu des réorganisations successives de la gauche et des changements historiques, est-on sûr, malgré les apparences, que la transmission des orientations soit plus fidèle dans le second cas que dans le premier ? En revanche, supposons un jeune de 20 ans qui aujourd’hui accepte le travail féminin mais refuse l’utilisation de la pilule pour une fille avant 18 ans, et un jeune qui, il y a vingt ans (son père aujourd’hui), refusait le travail féminin. Compte tenu de l’évolution des mœurs et de l’opinion, est-on sûr que le premier est plus libéral que le second ? Ne peut-on admettre qu’il y a eu assimilation progressive par la société de valeurs hier considérées comme inacceptables et donc déplacement, avec le temps, des manifestations du conservatisme et du libéralisme ? Dans ce cas, c’est « le mode de génération » (Bourdieu, 1972) des différentes classes d’âge qui est en cause. L’évolution des conditions d’existence a déplacé les limites du permis et de l’interdit.

Prendre en compte les transformations externes de l’ordre social ne suffit pas à expliquer les glissements, les transformations d’opinions et d’attitudes entre générations. La socialisation politique, c’est en grande partie la transmission d’un héritage, mais qui dit héritage ne veut pas dire reproduction. Il y a appropriation par le sujet des valeurs, des préférences et des normes qu’il hérite, c’est-à-dire qu’il peut en modifier le contenu et l’usage, qu’il peut enrichir le patrimoine transmis par l’apport de ses propres expériences. Ce qui compte, ce qui est durable, c’est la transmission et la formation par l’enfant de prédispositions et d’attitudes. Au gré de [185] l’histoire de vie du sujet ou de l’histoire tout court, les objets de ces attitudes pourront s’enrichir, leur ordre d’importance respective pourra changer, ils pourront se décomposer ou se recomposer en des touts chaque fois autres. De même, selon les circonstances, ces attitudes pourront produire des opinions ou des comportements différents. Mais ces prédispositions et ces attitudes constitueront la trame même, la matrice initiale dans lesquelles viendra s’insérer tout nouvel objet d’expérience. Il n’y aura pas forcément reproduction, mais il y aura toujours continuité.

Section 2

Illustrations des phénomènes  
de socialisation politique

1. La construction du politique,  
les dimensions politiques de l’identité sociale

[Retour au sommaire](#sommaire)

Pour l’enfant, se socialiser politiquement c’est, d’abord, construire et prendre en charge la dimension politique de son identité sociale. Indivisible et unique, cette identité se fonde sur la personnalité propre du sujet, mais aussi sur la combinatoire sans cesse changeante d’identifications différentes en statut et en qualité. Parmi ces identifications, certaines apparaissent comme données même si l’enfant ne les découvre que progressivement, d’autres sont encouragées sinon enseignées par les adultes, d’autres sont voulues et recherchées par l’enfant lui-même, d’autres, enfin, peuvent être refoulées, voire interdites. Parmi les identifications sociales, on peut dénombrer celles qui lient l’individu à ses groupes familial, social, ethnique, à une communauté religieuse, à une famille politique, à la collectivité nationale. Ce sont ces deux dernières qui nous intéressent en priorité. Ce n’est pas dire que les autres ne jouent pas un rôle, et même un rôle décisif dans la formation de l’identité politique de l’enfant. Mais elles ne nous intéressent pas en elles-mêmes, elles constituent, pour nous, des facteurs explicatifs, des dimensions proprement politiques de l’identité sociale du sujet.

A. L’IDENTITÉ NATIONALE

« Toutes les sociétés, a écrit Durkheim (1968, p. 610), sentent le besoin de raffermir les sentiments et les idées collectives qui font leur unité et leur personnalité. » Le développement précoce de l’attachement à la collectivité nationale constitue ce moyen privilégié de ce « raffermissement ». Dans tous les pays, les autorités politiques s’intéressent à la formation de l’identité nationale chez les enfants et cherchent à la contrôler. La transmission de l’identité nationale est affaire d’État, qui l’organise autour de certains enseignements, de certains rituels, du culte de certains héros.

[186]

Voulue par le système, la formation de l’identité nationale correspond à un besoin primordial de sécurisation chez le jeune enfant. Pour lui, être membre de la collectivité nationale, c’est appartenir et se sentir accepté par une communauté qu’il perçoit comme dépassant et englobant le groupe familial mais comme aussi « naturelle » que lui. Cette nécessité pour le système et ce besoin pour l’enfant sont reconnus et encouragés par la quasi-totalité des agents de socialisation. Il est peu de sociétés de type occidental où parents et professeurs, notamment, ne participent pas, consciemment ou non, à la formation des identifications nationales des enfants. Dimension quasi obligatoire de l’identité, reconnue et acceptée en tant que telle, peu de domaines de la socialisation politique connaissent des conditions aussi favorables de développement.

Les ressorts de l’identification nationale chez l’enfant sont, d’abord, le désir de conformité et l’expression de solidarité avec ses groupes les plus proches. Pour lui, il n’y a pas de collectivité nationale. Comme l’a montré Erikson (1966), le pays est d’abord une unité d’ordre émotionnel et tout membre d’une collectivité nationale ne s’identifie à l’objet abstrait qu’est l’idée de pays que par l’identification à ceux qui sont liés au même objet que lui. On devient membre de la collectivité nationale en prenant, en adoptant les habitudes et les attitudes de ceux qui vous entourent et en contrôlant les siennes propres en fonction des leurs. L’appartenance passe par l’appropriation d’un certain nombre de schémas de perception et de représentations préexistants, repose sur la reconnaissance et l’acceptation de certaines normes, de certains paraître, de certains savoir-faire et dire, exprime une constellation de solidarités conjointes et concurrentes avec toute une série de groupes comme la famille, les pairs, les habitants du village ou de la ville, de la région ou du pays tout entier. C’est assez dire que l’identification à la collectivité nationale n’implique à ce niveau ni des processus très conscients ni des opérations d’ordre intellectuel. C’est de là que lui vient, sans doute, une partie de sa force et de sa stabilité. Comme l’a montré Piaget (1967, p. 141), « la pensée non dirigée dans laquelle l’individu cherche à satisfaire un besoin qui n’est pas entièrement conscient est, par essence, irréversible… La raison est (qu’elle est) dirigée, presque toujours, par une tendance affective que rien ne contraint à se conserver telle quelle ».

L’identification de l’individu à la collectivité nationale est facilitée par son ancrage dans l’espace et son inscription dans le temps. L’idée d’identité implique celle d’altérité et de clôture, de frontière. La croyance à la « naturalité » et à la communauté des pratiques et des savoirs des « nous autres » se trouve aidée par l’idée d’une communauté de territoire. Il ne s’agit pas d’une connaissance de certaines réalités géographique et physique et Piaget (1967) a montré que l’idée de patrie se développait chez l’enfant bien avant que la notion de pays ait une « réalité » géographique. Il y a juxtaposition de deux espaces : le milieu de vie de l’enfant et le lieu de ses propres expériences quotidiennes d’une part, une entité globale et abstraite, un lieu proprement « imaginaire » d’autre part (Piaget, 1967, p. 107). L’inconnu, « l’étranger » commence pour lui aux confins de son propre territoire. Selon l’âge, ce sera le coin de la rue, les limites de son quartier, de sa ville ou de sa région.

Souligner l’importance de l’inscription dans le temps de l’idée de collectivité nationale, c’est rappeler le rôle essentiel de l’appropriation de la mémoire collective [187] dans le développement de l’identité nationale. L’image que chacun se fait de soi, de son groupe social, de son groupe national est largement façonnée par l’histoire. Les manières de réagir face à tel évènement, les savoirs et les pratiques s’inscrivent dans un long passé de représentations collectives. À tel point que se socialiser, pour l’enfant, c’est en grande partie apprendre à s’en remettre à la mémoire des autres. Privilégier la géographie et l’histoire, c’est donner une certaine permanence à l’identité nationale. Mais c’est aussi lui conférer un caractère daté. On n’apprend pas toute l’histoire aux enfants. Les programmes organisent la mémoire collective et présentent le passé sous une forme resserrée et choisie à dessein. À chaque génération ou presque, sous chaque régime en tout cas, on écarte certains évènements, on en ajoute d’autres, on réorganise l’ensemble en fonction de l’idéologie du pouvoir politique du moment. Il ne s’agit pas forcément de modifier l’identité nationale mais on choisit d’autres voies pour parvenir à la former.

De ce qui précède, il ressort que l’identité nationale s’articule autour de deux noyaux distincts : un ensemble d’identifications spontanées de l’enfant à partir de son vécu quotidien, une inculcation de notions plus ou moins imposées de l’extérieur. La construction de l’identité nationale utilise, dans les deux cas, des médiateurs qui ne sont pas de même nature.

Les identifications spontanées se fondent, à proprement parler, sur ce que Bourdieu appelle la familiarisation. Ressemblances et différences s’appuient sur l’appropriation d’un certain nombre d’usages et de pratiques. On sait que l’enfant, sollicité d’expliquer ce qu’est un étranger, répond « qu’il n’est pas pareil », qu’il ne parle pas, ne mange pas, n’est pas habillé « pareil ». La réponse est de l’ordre de l’évidence si l’on veut, mais elle s’appuie sur un mécanisme fondamental de la socialisation : l’inculcation d’attitudes toutes faites par la force des pratiques répétitives. Comme l’a souligné Erikson (1966), ce qui est familier tend bientôt à devenir une valeur en soi. On y attache une connotation positive et on y devient attaché. Du même coup, ce qui est différent tend à être jugé non seulement comme autre, mais comme moins bien.

Simultanément, à un niveau qui constitue une véritable rupture qualitative avec ce premier outillage de l’identification, se mettent en place la reconnaissance et le maniement de quelques symboles abstraits. Tout le discours de l’enseignement, bien sûr, concourt au développement de l’identité nationale, mais l’essentiel du message se concentre en quelques points forts, en quelques « maître-symboles » pour reprendre une expression de Lasswell (1930). L’hymne national et le drapeau, la devise nationale, le culte de quelques héros, de quelques lieux et de quelques dates. Entités abstraites que l’enfant apprend à reconnaître et à accepter presque intuitivement précisément parce que ce sont des symboles. Leur petit nombre favorise leur mémorisation ; leur centralité leur confère un pouvoir de condensation de données plus nombreuses et beaucoup plus complexes ; leur ambivalence fait que derrière une prétention permanente à l’objectivité, ils peuvent embrasser, selon les individus et les moments, des acceptions difficilement conciliables, voire contradictoires. À ces trois qualités d’économie s’ajoute un dernier trait d’importance : toute symbolisation favorise la dichotomisation du monde entre ce qui est valorisé de [188] façon positive et négative. Or l’on sait que le jeune enfant a tendance à posséder une vision manichéenne du monde et à s’affirmer en s’opposant.

Au bout du compte, c’est l’interpénétration, le tissage entre les « leçons » tirées du quotidien et l’acceptation de quelques symboles abstraits qui fondent, chez le jeune enfant, le sentiment de son identité nationale. Ce maillage, de nature largement affective, fait, pour reprendre à propos de l’identité nationale ce que dit Geertz (1973, p. 89) à propos de l’idéologie, que les interpénétrations du passé, les valeurs, les normes, les pratiques acquises apparaissent à l’enfant comme « intellectuellement raisonnables » et « émotionnellement convaincantes ». Elles sont donc opposables aux évidences et aux convictions des autres.

Les modes de construction de l’identité nationale expliquent pourquoi, jusque vers 10-12 ans, celle-ci se développe à la fois de façon similaire et différente selon les pays. Elle se fonde sur un certain patriotisme, sur une valorisation de certains traits culturels, sur l’acceptation aussi, et c’est capital, de quelques symboles politiques fondamentaux. Partout, le cocktail contient à peu près les mêmes ingrédients, y compris dans les pays multinationaux ou dans ceux où il existe de profondes coupures socio-culturelles. Les jeunes Suisses sont suisses avant d’être romands ou allemands (Melich, 1979), les jeunes Québécois se sentent canadiens et québécois à égalité (Gourtis, 1981).

Les différences tiennent, bien entendu, à la diversité des valeurs qui sont au cœur de chaque système. En France, les valeurs centrales de la communauté nationale s’articulent autour des notions de patrie, des symboles républicains (liberté, égalité, fraternité), du vote (Percheron, 1974) ; aux États-Unis, sollicité d’expliquer ce qui le rend fier d’être américain, un jeune garçon de 10 ans répond le drapeau, le Président, la liberté. La liberté, précise-t-il, c’est « pouvoir voter pour qui vous voulez. Pas comme Khrouchtchev qui fait voter tout le monde pour lui, en utilisant la force. En Amérique, dans un pays libre, vous pouvez faire ce que vous voulez » (Hess, Torney, 1967, p. 30).

La diversité d’accent ressort mieux encore d’une comparaison entre les priorités accordées par des enfants de plusieurs pays (Suisse, Québec, France, Norvège) à certains critères d’appartenance à la collectivité nationale (cf. tableau 1) : « Être d’accord avec le gouvernement » est le premier critère choisi par les enfants suisses, alors qu’il est refusé par les jeunes Français ; de la même façon, « être catholique » est le critère le plus souvent retenu par les Québécois, mais le moins souvent par les Français ; voter, en revanche, est le critère majeur pour les jeunes Français et les jeunes Norvégiens, mais non pour les Suisses et les Québécois (Barthélémy, Percheron, 1982).

L’énumération des composantes essentielles de l’identité nationale nous montre les « perversions » qui la guettent. Le patriotisme peut devenir chauvinisme, l’attachement culturel ethnocentrisme, le civisme soutien aveugle au régime et aux hommes en place. L’identité nationale n’impose aucune de ces déformations et ne suppose pas le passage de la reconnaissance de certaines différences à leur valorisation et à l’affirmation de véritables supériorités mais elle les porte en germe.

Dans le cas de la France, on observe très tôt le développement, à côté de l’identité nationale, d’attitudes proprement nationalistes. D’emblée, il existe des différences

[189]

Tableau I. –

Comparaison de l’importance accordée à divers critères  
d’identité nationale par les préadolescents, dans différents pays  
(pourcentages par case)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *France (Percheron et al.) 10-16 ans 1972* | *Norvège (Barthélémy) 11-16 ans 1977* | *Suisse (Melich) 8-13 ans 1973* | *Québec (Courtis) 10-16 ans 1976* | |
| Il est important (1) pour être | Français | Norvégien | Suisse | Québécois | Canadien |
| De parler… (2) | 72 | (4) |  | 79 | 68 |
| De voter aux élections | 68 | 54 | 50 | 59 | 54 |
| D’être prêt à mourir pour… | 54 | 41 |  | 38 | 37 |
| D’avoir des parents… | 53 | 50 |  | 40 | 48 |
| D’être né en… | 49 |  | 52 | 49 | 57 |
| De payer des impôts | 45 |  |  |  |  |
| De faire son service militaire | 44 |  | 68 |  |  |
| D’aimer le drapeau… (3) | 43 | 35 |  | 48 | 48 |
| De travailler en… | 37 |  |  | 55 | 63 |
| D’être d’accord avec le gouvernement | 32 | 26 | 65 | 55 | 56 |
| D’être chrétien (Suisse), catholique (Québec, France) | 22 |  | 40 | 64 | 60 |
| D’aimer le roi |  | 55 |  |  |  |

(1) Les réponses très important + important ont été retenues.

(2) Il s’agit de parler français pour les préadolescents du Québec en ce qui concerne l’identité québécoise, de parler anglais ou français en ce qui concerne l’identité canadienne.

(3) Il s’agit, dans le cas des préadolescents du Québec, du drapeau avec la feuille d’érable.

(4) Question non posée dans ce pays.

profondes entre ces deux dimensions. Parmi les critères d’appartenance à la collectivité nationale qui se structurent de façon hiérarchique et forment une échelle de nationalisme, on retrouve bien ceux qui forment le cœur de l’identification nationale : voter, parler français, être prêt à mourir pour la France, mais y figurent aussi ceux que la très grande majorité rejette parce qu’ils y lisent des ferments de division et d’exclusion, en désignant certains comme « plus » français que d’autres : le fait d’être catholique, par exemple. Par ailleurs, le patriotisme n’est plus une composante parmi d’autres mais occupe une place centrale dans l’échelle. À la différence de l’identité nationale, l’attitude définie par l’échelle est celle d’un nationalisme traditionnel et conservateur (cf. tableau 2).

Identité nationale et nationalisme se forment très tôt, et dans certains cas, comme celui de la France, de façon concomitante ; mais ils évoluent, avec l’âge, de façon significativement différente. Très peu d’études approfondies portent sur l’identité nationale après 10-12 ans, l’idée tacitement admise étant que l’attachement à la collectivité nationale s’installe très tôt et trouve d’emblée sa forme définitive. Des recherches (Barthélémy, Percheron, 1982 ; Courtis, 1981) montrent que les choses sont en réalité plus complexes et se modifient avec le temps. Très tôt,

[190]

Tableau 2. –

Contenu de l’échelle de nationalisme en France  
chez des enfants de 10-16 ans (Percheron, 1978)  
Échelle de nationalisme

*h =* 0,42

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| *Pop.* (%) *des items* | | |
| Pour être Français, il est : | | |
| Très important d’être catholique |  | 11 |
| Très important d’aimer le drapeau bleu, blanc, rouge |  | 23 |
| Très important Important Pas très important | d’être d’accord avec le gouvernement | 57 |
| Très important Important Pas très important | de faire son service militaire | 68 |
| Très important Important Pas très important | d’être prêt à mourir pour la France | 72 |
| Très important Important Pas très important | de voter | 82 |
| Très important Important Pas très important | de parler français | 85 |

l’enfant « sait » qu’il est américain ou français comme il « sait » très tôt qu’il est juif, noir ou breton, comme il sait très tôt qu’il est un garçon et un enfant. Cela ne signifie pas qu’il puisse se définir, avec une égale aisance, en fonction des différentes caractéristiques de son identité, ni qu’il puisse les combiner entre elles. En témoigne cette réaction d’une jeune Américaine de 6 ans interrogée sur sa nationalité et qui répondit : « Mon père est Américain, moi je suis une fille. » De toutes les caractéristiques, c’est celle de nationalité qui se révèle la plus difficile à manier. Cela tient à la nature longtemps invisible, impalpable de l’ « autre » en ce cas. Le plus souvent, l’enfant apprend par expérience ce qu’il n’est pas : il se définit comme garçon par opposition aux filles, il se sait, se vit comme enfant par rapport aux adultes. En revanche, pour un enfant français, les catégories « américain, allemand ou italien » restent longtemps des entités abstraites. Il n’a guère l’occasion d’en rencontrer lui-même.

Or, se sentir français ou américain, au sens plein de ces termes, suppose que l’on sache en quoi on est différent et pour cela que l’on puisse adopter le point de vue de l’autre. Comme l’a écrit Piaget (1971, 605), « pour en arriver à la conscience intellectuelle et affective de sa propre patrie, l’enfant est obligé de fournir tout un travail de décentration (par rapport à sa ville, son canton) et de coordination (avec d’autres perspectives que la sienne), travail qui le rapproche de la compréhension des autres patries ». Bref, posséder, maîtriser son identité nationale suppose un

[191]

outillage mental compliqué dont l’enfant ne dispose pas avant d’avoir atteint le stade du raisonnement hypothético-déductif. L’acquisition d’une pensée réflexive représente une étape importante dans la construction de l’identité nationale. Presque partout, d’abord, l’ethnocentrisme va s’estomper, le nationalisme diffus et affectif diminuer, l’identité nationale devenir l’expression d’une solidarité parmi d’autres ; la France, les États-Unis ne seront plus le meilleur pays au monde en tout et pour tout. Dans les pays multinationaux, l’heure va être à la découverte de ce que signifie une double appartenance et à la prise en charge des problèmes qui en découlent. L’enfant ne sera plus confusément à la fois québécois et canadien, il choisira d’être québécois et canadien ou, dans une minorité des cas, d’être québécois avant d’être canadien (Courtis, 1981). Dans d’autres cas enfin, les chemins de l’identité nationale et du nationalisme vont tendre à s’écarter plus nettement. En France, le nationalisme diminuera chez tous les enfants sauf chez ceux où il correspond à une dimension fortement idéologisée (cf. tableau 3).

Tableau 3. –

Pourcentages de notes élevées sur l’échelle de nationalisme  
en fonction de l’âge et de la proximité idéologique   
Barthélémy, Percheron, 1982)

Échelle de nationalisme

(% de notes élevées)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | *Âge* | |
| *Proximités idéologiques* | *10-13 ans* | *14-16 ans* |
| À la gauche | 32 (120) (1) | 27 (218) |
| À la droite | 57 (146) | 55 (152) |
| Ensemble | 50 (l 358) | 38 (1 492) |

(1) Effectifs des groupes.

B. DIMENSION POLITIQUE,  
IDÉOLOGIQUE aDE L’IDENTITÉ SOCIALE

La formation de préférences idéologiques/partisanes représente le thème le plus exploré des travaux sur la socialisation politique. La raison en est simple, et tient au postulat de départ d’un grand nombre de ces recherches : la formation des préférences partisanes constitue le cœur et le moteur de toute la socialisation politique. Nous avons déjà évoqué les déconvenues qui s’ensuivirent (cf. *supra).* Les chercheurs américains ont considéré les enfants comme de futurs électeurs, en prenant leurs préférences partisanes au pied de la lettre et en les traitant comme celles des adultes. Le raccourci s’est révélé dangereux et les chercheurs ont été déconcertés de découvrir que les enfants affirmaient fréquemment des préférences partisanes mais que celles-ci n’avaient le plus souvent aucun contenu politique précis. Les auteurs américains, par ailleurs, ont prêté une valeur universelle au développement de préférences politiques sous la forme d’identifications partisanes et ont complètement négligé la possibilité de transmission et d’acquisitions d’orientations [192] idéologiques sous d’autres formes. Dans le cas de systèmes politiques comme celui de la France, cela a abouti à de véritables contresens (Gonverse-Dupeux, 1962) comme l’ont montré depuis certaines analyses reposant sur des comparaisons plus rigoureuses entre les situations américaines et françaises (Percheron-Jennings, 1981).

En réalité, pour étudier la formation des préférences idéologiques/partisanes et pour comprendre leur place au sein des phénomènes de socialisation, il faut ne pas oublier *qui* on étudie et prendre en considération l’âge et le statut des populations concernées ; il faut savoir *de quoi* on parle et prendre en compte les connotations attachées, dans presque toutes les cultures, à la politique partisane et les attitudes ambiguës des adultes à l’égard des enfants et de la politique ; il faut, enfin, savoir *d’où* l’on parle et resituer la socialisation dans son contexte culturel, en prêtant une extrême attention au système des partis et à la nature des débats idéologiques dans chaque société étudiée.

Premier problème : l’âge et le statut des populations étudiées. Il s’agit d’enfants et d’adolescents ; c’est-à-dire de sujets qui ne sont en âge ni de voter ni d’adhérer à un parti et rien ne sert de les considérer comme des militants ou comme des électeurs en réduction. Il faut, en fait, partir d’une idée simple mais souvent oubliée : l’enfant, sauf exception, ne s’identifie pas à un parti, ne développe pas de proximités à une famille idéologique pour des raisons d’utilité ou de nécessité directement politiques. Les identifications partisanes, idéologiques de l’enfant, comme ses identifications nationales, participent des processus fondamentaux de son inscription dans les milieux où il vit.

Si identités nationale et idéologique apparaissent comme des facteurs concourant également à la construction de la personnalité sociale du sujet, l’une et l’autre reposent sur des modes de production fortement différenciés. La première différence, d’où découlent presque toutes les autres, tient au statut des dimensions nationales et partisanes dans le champ politique. Les identifications nationales se forment, le plus souvent dans une situation de quasi-consensus. Largement acceptées par les enfants auprès desquels elles jouent un rôle sécurisant, orchestrées et encouragées par la majorité des adultes, elles ont pour fonction d’assurer un minimum de cohésion et d’unité à l’ensemble de la collectivité d’un État face à d’autres États-nations. Les identifications partisanes/idéologiques se développent dans un climat tout autre. Elles n’ont pas le même caractère d’obligation et se présentent comme affaire de choix : choix de s’identifier ou non à un parti, une famille idéologique, choix de préférer tel parti, telle famille à telle autre. Qui dit identification dit exclusion, mais la dimension partisane traverse la collectivité nationale et elle est donc facteur de différenciation, de division interne. Qui dit différenciation, division dit aussi conflit éventuel. L’identification partisane/idéologique est donc à la fois facteur de sécurisation puisqu’elle témoigne d’une appartenance à un groupe, mais aussi facteur d’anxiété car elle contient l’idée d’opposition avec « un autre » qui n’est plus lointain et mythique comme dans le cas de l’identification nationale, mais voisin immédiat. L’enfant qui se dit démocrate ou s’affirme de droite connaît personnellement d’autres enfants qui, eux, se prétendent républicains ou de gauche.

Le partage des préférences au sein de la communauté implique par ailleurs le désaccord entre les agents de socialisation sur les messages à transmettre. Les enfants [193] se trouvent confrontés à des situations où les informations proposées risquent d’être discordantes sinon contradictoires, même si seuls certains agents sont « habilités » à les former en ce domaine. Dans presque toutes les sociétés de type occidental, la politique partisane est officiellement bannie de l’école et le champ de socialisation proprement politique laissé aux parents. Dans presque toutes les sociétés, ceux-ci ne s’acquittent que très indirectement et que partiellement de cette fonction. Dans un certain nombre de cas (en France par exemple), les parents taisent devant leurs enfants jusqu’à leurs choix électoraux. Ailleurs (aux États-Unis, en Norvège par exemple) les parents énoncent sans doute haut et clair leurs préférences et nomment les candidats de leur choix, mais cela n’implique pas qu’ils les expliquent, les justifient devant leurs enfants ni qu’ils essaient de les convaincre. Partout, parents et enfants ne parlent que rarement de politique : en France, 68 % de l’ensemble des parents (56 % des parents communistes) affirmaient en 1975 ne parler jamais ou rarement de politique avec leurs enfants, il en allait de même dans 56 % des cas aux États-Unis, 79 % en Grande-Bretagne, 64 % en Italie (Percheron-Jennings, 1981). Fait plus significatif, partout les parents se montrent également incrédules devant l’idée que leurs enfants puissent avoir des opinions politiques personnelles (52 % des parents français, 50 % des parents américains ne reconnaissent pas ce fait). Seule une minorité d’entre eux sont capables de nommer ces choix avec exactitude.

La politique, dans sa dimension partisane, est affaire des adultes qui cherchent à en tenir éloignés leurs enfants (Percheron, 1978). Cela est d’autant plus vrai que la politique partisane possède des connotations plus négatives dans le groupe familial, dans le groupe social ou dans la société considérée. Protéger l’innocence des enfants du monde conflictuel et froid de la politique peut apparaître comme une nécessité morale particulièrement forte dans certaines familles françaises, catholiques et de droite, par exemple (Michelat, Simon, 1973).

Cela ne signifie pas qu’il n’y ait pas de formation des préférences idéologiques ou partisanes, mais elle se fait, d’une certaine façon, à tâtons, en dehors de tout encouragement, de tout enseignement délibéré. La situation est rendue d’autant plus difficile que l’éloignement en droit et en fait de l’enfant par rapport à la politique fait reposer la formation des préférences idéologiques/partisanes sur une socialisation essentiellement verbale. Peu de choses viennent en ce domaine des propres expériences de l’enfant. Tout ou presque repose sur des propos entendus dans la bouche des adultes, que ceux-ci lui soient directement adressés, soient prononcés devant lui ou lui soient rapportés par d’autres. Les notions que l’enfant développe naissent, de façon indirecte, des images qu’il associe à certains mots. Elles s’établissent sans prendre appui sur la réalité, à partir de chaînes d’associations entre des concepts.

Les risques inhérents à toute socialisation verbale, risques d’approximations, de déformations ou de contresens sont d’autant plus grands que les évènements, les discours ne se donnent pas souvent comme de gauche ou de droite, ni même comme partisans en dehors, en tout cas, des temps forts que représentent les périodes électorales. L’ensemble des propos et des pratiques quotidiens qui nourrissent le tissu idéologique sont rarement qualifiés, justifiés par leurs auteurs, en termes partisans. [194] La situation est d’autant plus compliquée que les codes idéologiques reposent sur des ensembles de signes et de symboles composites et en partie communs. L’enfant doit apprendre à se reconnaître dans le maquis des ressemblances et des différences (vraies et fausses) et à recomposer chaque ensemble de signes dans sa spécificité. Il doit apprendre à déchiffrer à la fois le code et le message.

Les faits que nous venons d’évoquer décrivent une situation très générale qui est loin d’être favorable au développement d’appartenances politiques claires dans leur expression et riches dans leur contenu. Il faut aussi tenir compte des contraintes imposées par la logique du système politique de chaque pays concerné. La nature et l’état du système partisan, la teneur et le ton des débats idéologiques sont autant de facteurs déterminants pour la formation des préférences politiques. Si on oppose, à titre d’exemple, les situations contrastées des États-Unis et de la France, des différences, décisives dans leurs effets, sont faciles à mettre en évidence. Les premières tiennent à la stabilité, à la simplicité, à la visibilité d’un système où les deux mêmes grands partis sont en présence depuis longtemps face à une situation de multiplicité et d’instabilité du nombre et des appellations de partis. Deuxième facteur de différence entre les États-Unis et la France. La participation et la mobilisation de l’opinion au moment des élections sont plus importantes dans le second pays que dans le premier, et la relation entre les préférences partisanes et les choix électoraux y est plus intense : nombre d’Américains peuvent se dire démocrates ou républicains sans jamais prendre part aux élections ; nombre d’entre eux votent fréquemment aux élections présidentielles pour un autre candidat que celui de leur parti.

Dernier trait enfin, le contenu idéologique des identifications partisanes dans les deux pays. Aux États-Unis, les différences d’opinions sur un problème peuvent être plus importantes au sein d’un même parti qu’entre les partis démocrates et républicains eux-mêmes. Almond et Verba ont montré que les Américains prêtaient en général autant de qualités à un parti qui n’avait pas leur préférence qu’au leur. Tout concourt à penser que la charge idéologique des identifications partisanes aux États-Unis est faible. La situation est autre en France. Se déclarer communiste ou RPR, c’est adhérer aux idées d’un parti, mais c’est aussi, et parfois d’abord, s’opposer à celles du parti adverse. Le contenu idéologique des choix politiques exprimés est souvent important. Michelat et Simon (1972) ont montré que les proximités partisanes s’appuyaient sur des ensembles structurés d’opinions et d’attitudes qui définissent autant d’univers culturels contrastés. Les oppositions entre ces systèmes idéologiques se comprennent d’abord par référence à une appartenance à la droite et à la gauche, même si, au sein de ces deux familles, elles renvoient à des différences entre des partis donnés. C’est donc au niveau du clivage gauche-droite qu’on doit d’abord chercher les stabilités et les fidélités profondes des choix politiques en France. Les travaux de géographie électorale et de sociologie historique attestent la place de la mémoire dans les comportements politiques actuels et la continuité dans le temps des choix idéologiques. Le contraste entre les situations françaises et américaines permet de comprendre que la formation des préférences idéologiques/partisanes ne puisse pas suivre les mêmes voies ni prendre les mêmes formes dans tous les pays.

La prise en compte des données contextuelles et des conditions de production [195] des préférences politiques dans l’enfance conduit à proposer quatre schémas de développement des préférences partisanes/idéologiques.

*1)*Une identification déclarée avec un parti, cette identification allant de pair avec une image relativement claire des réalités fondamentales du champ politique. Le modèle prévaudrait dans les sociétés où les clivages partisans et/ou sociaux sont particulièrement importants. On le trouverait en Grande-Bretagne (Butler-Stokes, 1974) et en Italie (Oppo, 1973).

*2)*Une identification déclarée avec un parti, sans ou avant que celle-ci ne soit « justifiée », selon l’expression d’Hyman, par l’adhésion à un projet ou à un programme. Nous trouverions ce modèle aux États-Unis (Greenstein, 1965 ; Easton, Dennis, 1969 ; Jennings, Niemi, 1974) ou en Norvège (Barthélémy, 1984). Sans contenu idéologique, l’héritage partisan se réduirait à un signe politiquement vague mais affectivement chargé, d’appartenance à un groupe familial, social, ethnique. Une identification de ce type n’a pas de raison d’être conflictuelle : on peut être démocrate sans être contre les républicains. L’affirmation des différences se situe sur d’autres terrains.

*3)*Une proximité reconnue et déclarée à une famille politique articulée autour de valeurs partagées, de symboles et non autour d’étiquettes partisanes. Il y a héritage d’une mémoire, constitution d’un savoir intuitif à partir d’évènements ayant profondément divisé l’opinion et ayant créé ou entretenu des clivages profonds. Dans le cas de la France, ce seront des évènements comme la Révolution de 1789, l’affaire Dreyfus, Vichy et la Résistance, la guerre d’Algérie… Les identifications négatives et positives sont ici également importantes. Tout se joue en termes de pour et de contre (Roig, Billon-Grand, 1968 ; Percheron, 1978).

*4)*Une proximité plus lâche, de type latent à une famille politique par imprégnation inconsciente d’un système particulier de représentations, de normes et de valeurs. L’enfant peut hériter ou acquérir une proximité idéologique sans pouvoir l’identifier comme de gauche ou de droite, sans pouvoir la qualifier comme telle et se désigner comme la possédant. Les fondements de cette proximité sont les mêmes que dans le cas précédent, mais sa nature latente lui confère un caractère de moindre intensité. Les deux derniers modèles sont dominants dans des contextes culturels comme celui de la France (Percheron, 1978).

Cet inventaire des formes de développement des préférences idéologiques resterait incomplet si nous n’y ajoutions le cas de figure du refus de préférences idéologiques ou partisanes. Cette attitude se manifeste aux États-Unis par le choix de l’étiquette « indépendant » et en France par un refus à la fois de la droite et de la gauche (Jennings, Niemi, 1974 ; Sears, 1975 ; Percheron, 1978, 1982). Dans les deux pays, cette prise de position augmente avec l’âge et s’accompagne d’un très bon degré de connaissance de la politique, mais d’un niveau très faible d’intérêt déclaré (cf. tableau 4). Cette attitude, qui s’observe de façon constante dans toutes les enquêtes, n’est pas un signe d’ignorance, ni même d’indifférence. Elle est l’affirma-

[196]

Tableau 4. –

Intérêt pour la politique et connaissance du politique en fonction de la proximité idéologique et de la position sur l’axe gauche-droite en France chez les enfants de 13-18 ans (Percheron, 1982)

*a) Intérêt pour la politique*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| % → | *Autoposition* (1) *sur l’axe gauche/droite* | *Intérêt pour la politique* | | |
| *Indice de proximité* | *Faible* | *Moyen* | *Fort* |
| Proximité à la gauche | G | 16 | 28 | 56 |
| Proximité à la droite | D | 32 | 37 | 32 |
| Sans proximité déclarée | C | 67 | 19 | 14 |
| Refus de la gauche et de la droite | C | 64 | 25 | 12 |
| Refus de la gauche et de la droite | O | 79 | 14 | 7 |
| Sans proximité déclarée | O | 85 | 12 | 3 |
| (1) Pour l’autopositionnement sur l’axe gauche/droite, 4 groupes ont été constitués :  G (position 1, 2, 3), C (4), D (5, 6, 7) et O (sans réponse). | | | | |

*b) Connaissance du politique*

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *% →* | *Autoposition sur l’axe gauche/droite* | *Connaissance du politique* | | |
| *Indice de proximité* | *Faible* | *Moyen* | *Fort* |
| Refus de la gauche et de la droite | O |  | 14 | 86 |
| Refus de la gauche et de la droite | C |  | 20 | 80 |
| Proximité à la gauche | G | 1 | 33 | 66 |
| Proximité à la droite | D | 2 | 32 | 66 |
| Sans proximité déclarée | C | 60 | 31 | 9 |
| Sans proximité déclarée | O | 81 | 17 | 3 |

tion, forte et raisonnée, des clivages partisans. En l’absence, pour la France en tout cas, d’enquêtes longitudinales ou par panel, il est difficile de savoir s’il s’agit là d’une manifestation de refus passager lié à l’âge ou d’un effet de génération. C’est sans doute l’un et l’autre. La seconde explication, importante pour l’évolution des systèmes politiques, permettrait de rendre compte de comportements politiques nouveaux observés chez les adultes : plus grande « volatilité » des électeurs, développement de courants politiques comme l’écologie ou le pacifisme, recherche de modes de participation différents à la vie sociale et politique.

Une comparaison entre les États-Unis et la France montre clairement les différences qui existent entre identifications partisanes et proximités idéologiques. Aux États-Unis, seuls 33 % des 16-20 ans affirment bien comprendre la signification de la [197] dimension gauche-droite, 28 % d’entre eux ne peuvent pas se placer sur un tel axe et 42 % de ceux qui le font se situent au centre de cette dimension (Jennings *et al.,* 1979). En France, seuls 14 % des 16-20 ans ne peuvent se placer sur un tel axe, et parmi ceux qui le font, seuls 30 % choisissent la position centrale (Percheron). En revanche, si aux États-Unis 84 % des enfants de 13 ans sont à même d’affirmer une identification partisane (Hess, Torney, 1967), seuls 48 % des jeunes Français de 14-15 ans parviennent à en faire de même.

La forme des préférences acquises entraîne un certain nombre d’effets sur le rythme de leur formation et la facilité de leur énonciation. Les préférences partisanes, pour des raisons évidentes, se forment plus vite et sont plus facilement énonciables en tant que telles que les proximités idéologiques. L’exemple français montre que les proximités idéologiques existent longtemps sous une forme latente sans que l’enfant soit en mesure de les expliciter lui-même comme telles. D’une certaine façon, nous sommes ici dans la situation inverse du schéma américain. Dans un cas, il y a revendication d’une appartenance, mais absence de contenu politique, dans l’autre il y a possession d’un savoir politique sans capacité à le nommer. Une fois la socialisation accomplie, les résultats sont en réalité fort proches. Plus de 80 % des jeunes Français acceptent spontanément de se placer sur un axe gauche-droite, et des relations très étroites existent entre ces positions et les choix partisans énoncés (cf. tableau 5). Les proportions des jeunes à même d’exprimer des préférences partisanes aux États-Unis et en France tendent à se rapprocher : 67 % des jeunes Américains de 17 ans affirment une préférence partisane (Jennings, Niemi, 1968) contre 55 % des 16-17 ans en France (Percheron).

Tableau 5. –

Positions sur l’axe gauche-droite en fonction  
des préférences partisanes Enfants français  
entre 14 et 20 ans, décembre 1981 (Percheron)

*Positions sur l’axe gauche-droite*

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| % → | *Gauche* |  |  |  | Droite | Ne sait pas | Effec-  tifs |
| *Préférences partisanes* | 1 + 2 | 3 | 4 | 5 | 6 + 7 |
| Parti communiste | 52 | 38 | 2 | 4 | 2 | 4 | 56 |
| Parti socialiste | 26 | 54 | 13 | 2 | 3 | 2 | 173 |
| Mouvement écologiste | 6 | 33 | 35 | 7 | 7 | 13 | 86 |
| udf |  |  | 23 | 38 | 33 | 5 | 39 |
| rpr | 5 | 1 | 14 | 34 | 41 | 4 | 73 |
| Blancs/nuls/abstentions | 7 | 9 | 47 | 10 | 5 | 22 | 149 |
| Ne sait pas | 7 | 9 | 25 | 9 | 5 | 45 | 190 |

La diversité des formes et du mode de développement de la dimension idéologique/partisane de l’identité sociale permettent de comprendre que les préférences idéologiques ou partisanes, nous y reviendrons, ne puissent occuper partout la même place dans la socialisation politique. Dans certains cas, elles ne

[198]

Tableau 6. –

Attitudes politiques des enfants français de 10 à 16 ans (Percheron, 1978)  
en fonction de leurs degrés de proximité idéologique (% en ligne)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *I*. *Nationalisme* | | | | | | *II. Soumission à l'autorité* | | | | | *III. Acceptation des manifestations* | | | | |
| *% --->* | *Notes* – | *Notes =* | | *Notes +* | *Effectifs* | *% --->* | *Notes* – | *Notes =* | | *Notes +* | *% --->* | | *Notes* – | *Notes =* | *Notes +* |
| G + (1) | 53 | 23 | | 24 | 297 | G + | 38 | 33 | | 28 | G + | | 10 | 16 | 73 |
| GDG | 50 | 25 | | 25 | 182 |  |  |  | |  | AG | | 24 | 26 | 50 |
| AG | 48 | 21 | | 31 | 219 | GDG | 34 | 32 | | 34 | GDG | | 24 | 34 | 42 |
| GD | 43 | 17 | | 40 | 109 | AG | 25 | 34 | | 41 |  | |  |  |  |
| A | 36 | 24 | | 40 | 817 | GD | 26 | 32 | | 42 | GD | | 37 | 31 | 32 |
| GDD | 21 | 33 | | 47 | 68 | A | 22 | 35 | | 43 | A | | 43 | 32 | 25 |
|  |  |  | |  |  | GDD | 16 | 35 | | 49 | GDD | | 54 | 24 | 22 |
| AD | 23 | 23 | | 55 | 687 | AD | 13 | 35 | | 52 | D + | | 48 | 32 | 20 |
| D + | 19 | 24 | | 57 | 164 | D + | 16 | 33 | | 52 | AD | | 55 | 29 | 17 |
| *IV. Intérêt pour la politique* | | | | |  | *V. Connaissance du politique* | | | | | |
| *% --->* | *Notes* – | *Notes =* | *Notes +* | |  | *% --->* | *Notes* – | *Notes =* | *Notes +* | | |
| G + | 12 | 40 | 47 | |  | GDG | 10 | 24 | 66 | | |
| AG | 13 | 47 | 40 | |  | GDD | 28 | 19 | 53 | | |
| GDG | 12 | 51 | 37 | |  | GD | 26 | 30 | 44 | | |
| GDD | 25 | 44 | 31 | |  | G + | 30 | 25 | 44 | | |
| AD | 20 | 51 | 29 | |  |  |  |  |  | | |
| D + | 23 | 48 | 29 | |  | D + | 37 | 34 | 29 | | |
| GD | 23 | 49 | 28 | |  | AG | 43 | 32 | 25 | | |
|  |  |  |  | |  | AD | 58 | 24 | 18 | | |
| A | 22 | 53 | 25 | |  | A | 57 | 27 | 16 | | |

(\*) G + proximité à la gauche déclarée ; GDG refus de la gauche et de la droite mais proximité latente à la gauche ; AG sans proximité déclarée mais proximité latente à la gauche ; GD refus de la gauche et de la droite ; A sans proximité déclarée ; G0D refus de la gauche et de la droite mais proximité latente à la droite ; AD sans proximité déclarée à la droite mais proximité latente à la droite ; D + proximité à la droite déclarée.

[199]

constituent qu’un élément parmi d’autres de cette socialisation, dans d’autres, en revanche, elles représentent la pierre centrale autour de laquelle et à partir de laquelle tout ou presque s’échafaude (cf. tableau 6).

C. DIMENSIONS POLITIQUES ET NON POLITIQUES  
DE L’IDENTITÉ SOCIALE

L’identité sociale, avons-nous rappelé, est un tout dont les différentes dimensions se développent d’une façon en partie autonome mais dans un jeu complexe d’inter-relations. Faute de place et d’études suffisantes, en qualité et en nombre, nous ne prétendons pas décrire en détail le réseau des interférences entre les composants politiques et non politiques de l’identité sociale. Nous n’en donnerons que quelques exemples, en rappelant que selon les sociétés, ce ne sont pas les mêmes composantes socio-culturelles qui impriment les marques les plus importantes sur les identités politiques : la variable religieuse, décisive dans des pays comme l’Italie, la France ou le Québec joue un rôle négligeable en Grande-Bretagne, en Norvège ou aux États-Unis ; la classe sociale, donnée essentielle en France, en Norvège ou en Grande-Bretagne semble jouer un rôle secondaire aux États-Unis par rapport à l’appartenance ethnique ou au niveau de revenus et d’éducation des parents.

Nous avons souligné l’acceptation très large de l’identité nationale et le consensus sur les critères qui la fondent dans chaque culture. Pourtant, même dans ce cas, des variables comme la classe sociale (en Norvège), le lieu de résidence (en France), le degré d’intégration religieuse (au Québec, en France) exercent une certaine influence. L’identité nationale se trouve partout renforcée par l’appartenance à des milieux traditionnels (Courtis, 1981 ; Barthélémy, Percheron, 1982).

Les interactions entre les dimensions politiques et non politiques de l’identité sociale sont beaucoup plus fortes, cependant, dans le cas des préférences partisanes et idéologiques. Elles mettent en évidence des réseaux complexes d’affinités électives entre les préférences partisanes-idéologiques et les autres données socio-culturelles de la personnalité sociale des sujets comme notamment l’appartenance ethnique, aux États-Unis (tableau 7) (Sears, 1975) ; la classe sociale des parents, en Grande-

Tableau 7. –

Différences selon le groupe ethnique dans l’évaluation des partis et des hommes politiques (différences en pourcentage entre les réponses « j’aime » et « je n’aime pas ») enfants de 9-14 ans (Sears, 1975)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | *Noirs* | «  *Chicanas  »* | *Blancs* |
| Ted Kennedy | + 66 | + 60 | + 40 |
| Démocrates | + 20 | + 13 | + 14 |
| Républicains | – 10 | – 5 | + 13 |
| Richard Nixon | – 37 | – 28 | + 20 |
| Ronald Reagan | – 48 | – 24 | + 12 |
| Angela Davis | + 34 | – 4 | – 23 |
| César Chavez | + 10 | + 34 | – 11 |
| Effectifs | 261 | 234 | 390 |

[200]

Bretagne, en Norvège, en France ou en Italie (tableaux 8 et 9) (Butler, Stokes, 1974 ; Barthélémy, 1984 ; Percheron, 1978 ; Oppo, 1973) ; l’intégration religieuse, en France par exemple (cf. tableau 10) (Percheron, 1982).

Tableau 8. –

Préférences partisanes selon la profession du chef  
de ménage chez des jeunes Italiens (15-20 ans) (Oppo, 1973)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| % ↓ | *Agriculteurs* | *Ouvriers* | *rtisans, Ouvriers, professionnels* | *Cadre moyen* | *Cadre supérieur* | *Professions libérales* |
| Partis de gauche | 28 | 41 | 33 | 23 | 17 | 15 |
| Partis de centre-gauche | 17 | 14 | 17 | 22 | 43 | 29 |
| Partis de centre | 55 | 45 | 46 | 38 | 30 | 23 |
| Partis de centre-droit |  |  | 2 | 13 | 10 | 30 |
| Partis de droite |  |  | 2 | 4 |  | 3 |
| Effectifs | (36) | (126) | (269) | (202) | (30) | (79) |

Tableau 9. –

Positions sur l’axe gauche-droite  
(réponses exprimées) en fonction du groupe social d’origine  
chez les enfants de 13-18 ans (Percheron)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| % ---> | *Positions sur l’axe gauche-droite* | | | |
| *Profession du père* | *Gauche* | *Centre* | *Droite* | *Effectifs* |
| Enseignant | 57 | 29 | 14 | 35 |
| Employé de bureau | 54 | 36 | 10 | 50 |
| Ouvrier | 43 | 36 | 21 | 264 |
| Cadre supérieur | 42 | 32 | 26 | 82 |
| Cadre moyen | 42 | 31 | 27 | 85 |
| Artisan/petit commerçant | 29 | 31 | 40 | 35 |
| Agriculteur | 19 | 40 | 41 | 88 |

Tableau 10. –

Positions sur l’axe gauche-droite  
en fonction du degré d’intégration religieuse  
des enfants français (13-18 ans) (Percheron)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| % ---> | *Positions sur l’axe gauche-droite* | | | |
| *Degré d’intégration religieuse* | *Gauche* | « *Centre »* | *Droite* | *Effectifs* |
| Pratiquants réguliers | 22 | 36 | 42 | 139 |
| Pratiquants irréguliers | 28 | 43 | 29 | 250 |
| Non-pratiquants | 51 | 32 | 17 | 191 |
| Sans religion | 73 | 19 | 8 | 84 |

[201]

Les relations entre acculturation religieuse et socialisation politique étudiées dans le cas de la France (Percheron, 1982) permettent d’illustrer les développements parallèles et pourtant fortement imbriqués des différentes dimensions de l’identité sociale. Sans entrer dans le détail, on peut en rappeler les deux traits essentiels. Imposée aux enfants dès leur plus jeune âge, délibérément enseignée, fondée sur des discours mais aussi sur des gestes et des rites, l’acculturation religieuse se réalise plus tôt et mieux au départ que la formation des préférences idéologiques. Mais son succès s’effrite quand, avec l’âge, les pressions sociales et familiales diminuent et l’autonomie de l’enfant s’affirme. Au même moment, en revanche, les préférences idéologiques qui, nous l’avons dit, sont peu encouragées et peu enseignées de façon délibérée au sein de la famille et au-dehors, commencent à devenir plus nombreuses. Tout se passe comme si la maturité intellectuelle et l’autonomie de l’enfant se développant, on assistait à une remise en question des identités imposées (nationale, religieuse) au bénéfice de celles qui s’étaient d’abord établies de façon plus sourde. Ces observations démontrent l’importance des conditions de production des identités sur le rythme et la forme de leur développement.

L’étude sur l’acculturation religieuse et la socialisation politique en France met, par ailleurs, en évidence la persistance, d’une génération à l’autre, des relations entre les dimensions politiques et non politiques de l’identité sociale. En France, comme ailleurs, le nombre des catholiques pratiquants tend aujourd’hui à diminuer fortement et celui des « sans religion » à augmenter, mais les relations entre le degré d’intégration religieuse et les préférences politiques continuent à s’exercer avec la même intensité et s’établissent dès l’enfance (tableau 10).

2. L’acquisition d’un outillage politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

La socialisation politique s’articule sur deux rouages d’égale importance : la construction de l’identité politique dont nous venons de rendre compte, la formation de la compétence politique. Celle-ci passe par l’acquisition de ce que nous pourrions appeler après Piaget, qui parle de l’ « outillage technique » du raisonnement, un outillage politique : outils conceptuels qui autorisent le développement d’une pensée politique, outils pratiques et connaissances qui permettent de comprendre les phénomènes de la vie politique. L’outillage politique assortit divers moyens de perception du politique, de reconnaissance et de connaissance des objets du système politique, de repérage de la position du sujet dans le réseau de rapports politiques.

A. PERCEPTION ET DÉFINITION DU POLITIQUE

Les études nationales sur la socialisation politique, les comparaisons entre cultures postulent, le plus souvent, une définition et une délimitation universelles du champ du politique. Or, s’il est vrai que tout individu entretient des rapports d’usage avec la politique, il est légitime de penser que la part de la réalité sociale reconnue comme politique variera d’un système politique à l’autre, d’un groupe social à l’autre et que ce codage sera appris dès l’enfance. Avant d’entrer plus avant dans ce que [202] l’enfant connaît du système politique, il convient donc de se demander sous quelles conditions et en fonction de quels critères certains objets, certains actes, certains personnages seront qualifiés de politiques et d’autres pas.

L’étude australienne de Connell (1971) montre, contrairement à certaines hypothèses faites notamment aux États-Unis (Hess, Torney 1967 ; Easton, Dennis, 1969) que très tôt (7 ans), l’enfant sépare le monde politique de son environnement personnel et immédiat. Le maire, la reine, le Premier Ministre sont des personnages familiers mais non familiaux. La première perception de la politique est celle d’un ensemble flou de personnages qui ne sont ni proches, ni lointains, mais se situent dans un ailleurs où priment les rivalités et les conflits personnels. Peu à peu, ensuite, les représentations du politique vont s’élargir et se modifier. Les oppositions de personnes se doubleront ou seront remplacées par des luttes sur des enjeux menées selon des modes d’action et des règles codifiées.

Des études menées sur la France (Percheron, Subileau, 1978), la Norvège (Barthélémy, 1984), la Suisse (Melich, 1979) et la Suède (Johansson, 1975), le Danemark (Nielsen, Svensson, 1975) selon une même méthodologie, montrent que les critères qui conduisent les enfants à qualifier une situation de politique sont similaires dans les différentes cultures. La fréquence du codage politique varie en fonction du caractère plus ou moins institutionnel de l’action évoquée, du degré d’instrumentalité ou de généralité de l’enjeu, du statut des acteurs mis en scène.

Des critères semblables de lecture de situations particulières ne suffisent pas à construire des univers politiques identiques. Une deuxième sélection s’opère au niveau de l’organisation en dimensions ordonnées des diverses situations déchiffrées comme politiques. Une comparaison entre la Norvège (Barthélémy, 1984) et la France (Percheron, Subileau, 1978), révèle la construction d’univers contrastés selon les cultures : à une conception instrumentale et consensuelle en Norvège répond une vision idéologisée et conflictuelle de la politique en France. Le codage d’une situation comme politique peut prendre différentes significations selon les sujets. Nous avons dit l’importance, pour qu’une situation soit lue comme politique, du caractère collectif de l’acteur. Mais certains acteurs, tout en étant collectifs, peuvent représenter des catégories sociales particulières : les ouvriers, les paysans, les jeunes, etc. La désignation comme politique de situations mettant en scène ce type d’acteurs collectifs peut servir chez certains enfants à la projection d’une identification négative ou politique à l’acteur. La lecture de la situation dépendra alors d’un double critère de jugement : jugement sur la politique en général et jugement sur le groupe nommément désigné. On retrouve ici un mécanisme proche de celui que nous avons observé dans l’affirmation et la formation de certaines préférences partisanes. Des phénomènes de cet ordre mettent en évidence l’importance des facteurs affectifs dans la construction du politique.

B. RECONNAISSANCE ET CONNAISSANCE  
DES OBJETS POLITIQUES

Le deuxième type d’outillage politique est fourni à l’enfant par les connaissances qu’il acquiert dans le domaine politique : connaissance des héros et des symboles [203] fondateurs, connaissance des institutions et règles du jeu, connaissance des rôles et des fonctions, connaissance des acteurs. Comme les autres domaines de la socialisation, la formation du savoir politique présente un certain nombre de caractéristiques générales, mais aussi des particularités très fortes selon le contexte culturel.

Le premier trait d’ensemble touche à l’étendue des connaissances enfantines et à la sélection que celles-ci opèrent entre les divers objets du système politique. Les enfants connaissent tous, très tôt, ce qui intéresse le niveau de la communauté, connaissent assez bien, dans la majorité des cas, les structures d’autorité. En ce qui concerne, par contre, les hommes, les rôles et les partis politiques, la situation diffère profondément selon les pays. Dans un certain nombre d’entre eux – Norvège, États-Unis, Italie notamment – les partis politiques sont perçus comme une institution parmi d’autres et donc connus et acceptés au même titre que les autres. En France, en revanche, la méconnaissance très forte des hommes et des partis politiques marque le rejet de la politique politicienne qu’ils symbolisent.

Partout, les rôles et les institutions politiques sont d’autant mieux connus qu’ils correspondent à des fonctions de décision (Président de la République, Premier Ministre, maire) et non de délibération (ministre, député, conseiller municipal) ; qu’ils remplissent une fonction à un échelon national ou local. Partout les enfants ignorent tout, ou presque, des maillons intermédiaires (gouverneurs, assemblées d’État, conseiller général). C’est reconnaître l’importance de la visibilité du rôle ou de l’institution, parmi les critères de connaissance, cette visibilité pouvant reposer sur des facteurs d’ordre très différents : unicité du rôle, caractère cérémonial et rituel des fonctions, fréquence dans les média, proximité physique du lieu d’exercice des fonctions, personnalité exceptionnelle d’un acteur…

Il n’y a pas de savoir neutre. La connaissance d’un objet politique n’est jamais que sa reconnaissance et s’accompagne toujours d’une valorisation positive ou négative. Inversement, la non-reconnaissance d’un objet peut traduire une hostilité à son égard. Nous avons déjà évoqué le cas des hommes et des partis politiques en France, méconnus parce que rejetés. Partout, les symboles et les objets qui ont trait au niveau de la communauté sont très positivement valorisés. Cela n’a rien pour surprendre et va de pair avec l’acceptation très générale par les enfants de leur identité nationale. Dans un certain nombre de pays (en Norvège, aux États-Unis, en Hollande, en Grande-Bretagne), les institutions, les structures et les figures d’autorité, bien que moins unanimement reconnues que les symboles communautaires, sont aussi largement acceptées. Il en va différemment dans d’autres pays, notamment en France. Dans ce pays, la méfiance à l’égard des institutions est forte et les fonctions et les rôles politiques ne sont pas idéalisés. Même un Président de la République comme le général de Gaulle n’était pas perçu, par les enfants, comme un personnage au-dessus des luttes politiques. L’importance des clivages idéologiques et du débat politique entraîne chez les enfants une représentation qui mêle, dans une même vision politisée et conflictuelle, les occupants des rôles et les rôles eux-mêmes. L’hostilité très forte à l’égard de la politique politicienne s’étend à l’ensemble du personnel politique. Les enfants apprennent à connaître le système tel qu’il fonctionne sous leurs yeux et non un système idéal et abstrait (Percheron, 1974).

La nature des représentations du politique construites par les enfants est [204] marquée par les modes d’acquisition des connaissances en ce domaine. On peut en distinguer deux fort différents. Une partie des connaissances repose, dans tous les pays, sur un enseignement dispensé par l’école, notamment à partir de matières spécialisées (histoire, instruction civique). Mais une autre partie des connaissances est, partout aussi, le fruit du hasard, de la rencontre de certains évènements, de l’écoute de certains propos des adultes, etc.. Les conditions d’acquisition des connaissances produisent des effets décisifs. D’un côté, on observe un savoir formel, renonciation de principes généraux, une capacité à décrire de façon abstraite institutions et rôles, de l’autre côté, on trouve des connaissances moins précises, des descriptions plus floues mais plus significatives politiquement. L’enfant reconnaît certains objets sans être à même de les décrire en détail. On observe dans le domaine de la politique des phénomènes comparables à ceux que Vygotsky (1962) décrit quand il oppose chez l’enfant le développement des concepts spontanés et scientifiques. « La capacité à définir verbalement, à manipuler mentalement les concepts spontanés apparaît longtemps, écrit Vygotsky, après que l’enfant les a acquis. Il possède le concept, connaît l’objet auquel il se réfère mais il n’est pas conscient de son acte personnel de pensée. Dans le cas des concepts scientifiques, c’est l’inverse. Ils existent d’abord dans une définition verbale, comme objet d’opérations mentales non spontanées, par un travail sur le concept lui-même » (Vygotsky, 1962, p. 108). Tout indique que la connaissance spontanée occupe une place significative dans la formation du savoir politique. Celle-ci varie, comme on pouvait en faire l’hypothèse avec le milieu social ; elle se modifie aussi, fait plus important, selon les dimensions du champ politique. Le fonctionnement des institutions, les normes, les règles et leur mécanisme sont plutôt du domaine de la connaissance scientifique ; en revanche, est laissée à la connaissance spontanée l’acquisition du savoir concernant les hommes et les partis, ou les conflits sociaux et politiques, en bref, ce dont on ne parle pas à l’école et dont on évite de discuter en famille. C’est dire, d’une autre façon, que relève du domaine de la connaissance spontanée tout ce que l’enfant peut apprendre à partir de ses propres observations, de ses propres expériences, ce qui est le plus proche de sa vie quotidienne. La division entre ces deux modes de formation des connaissances est fondamentale pour rendre compte du développement de la compétence politique selon les groupes sociaux. Entre enfants de milieux privilégiés et défavorisés, on observe des différences de niveaux mais surtout de type de connaissances. Sur les échelles d’attitudes qui mettent en jeu les grands principes de la démocratie ou sur des questions qui sollicitent des descriptions d’institutions ou de mécanismes, les enfants des milieux privilégiés prennent, en général, l’avantage sur les autres sauf si ces derniers sont en bonne situation scolaire (Percheron, 1974 ; Boy, Bonnal, 1978). En revanche, sur les hommes et les partis, méconnaissance et hostilité sont également partagés. Enfin, pour ce qui concerne le domaine des luttes sociales, les enfants des milieux défavorisés se montrent souvent plus savants que les autres.

Cette description resterait incomplète si nous n’ajoutions pas que l’affirmation d’une proximité idéologique, notamment à la gauche, augmente, dans tous les cas, les niveaux de connaissances spontanées et scientifiques des enfants. À proximité à la gauche égale, les différences tendent à s’effacer entre enfants des milieux privilégiés et défavorisés (Percheron, 1974 et 1978). Ces observations soulignent que, dans le [205] domaine de la politique, la formation de la compétence peut emprunter plusieurs voies et n’appartient pas aux seuls enfants des classes dominantes.

Reste un dernier point de portée générale, l’importance de la structuration des connaissances acquises. Les enfants (pas plus que les adultes) ne possèdent un savoir politique complet mais leurs connaissances sont organisées. Les études menées sur la France (Percheron, 1974, 1978), mais aussi sur la Norvège (Barthélémy, 1984) et sur le Québec (Courtis, 1981) montrent que, très tôt, connaissances et opinions s’ordonnent et forment des dimensions structurées qui constituent à proprement parler l’univers politique de l’enfant. Des études sur la France (Percheron, 1978) permettent de vérifier que le détail du contenu des dimensions ainsi construites peut varier avec le temps et les évènements sans que leur organisation et leur signification générale ne s’en trouvent modifiées.

C. POSITIONS DE L’ACTEUR FACE AU POLITIQUE

Reste une dernière dimension de l’outillage politique qui est, au fond, l’attitude que l’enfant apprend à développer face au champ du politique. Riche savoir politique et compétence ne serviront à rien si l’enfant ne développe pas, par ailleurs, le sentiment de cette compétence et l’envie de participer ; on peut décomposer cet aspect de la socialisation politique en trois dimensions : intérêt pour la politique, attitude à l’égard de la participation politique, notamment électorale, sentiments d’efficacité ou non, d’impuissance ou non à l’égard du gouvernement et du pouvoir politique.

1. L’intérêt pour la politique

Dans l’ensemble, l’intérêt des enfants pour la politique est faible, même s’il grandit avec l’âge et cela dans les diverses cultures. Les enfants disent ne pas lire les journaux, ne pas suivre les émissions télévisées, ne pas parler des évènements politiques avec leurs amis et leurs parents. La notion même d’intérêt pour la politique, sa mesure sont pourtant très ambiguës. On évalue souvent l’intérêt des enfants par rapport à une sorte de modèle du citoyen idéal, ce qui tend à minorer leur niveau d’intérêt réel. En réalité, quand on compare le degré d’intérêt des adolescents à la veille de la majorité et celui de leurs propres parents, on observe des niveaux très proches l’un de l’autre (Jennings, Niemi, 1974 ; Percheron, 1980, 1982). L’idée même d’intérêt, par ailleurs, renvoie à la définition savante de la politique au sens où l’entend Bourdieu. Même chez les enfants, l’intérêt pour la politique mesure d’abord un sentiment de compétence et, ici, un sentiment de compétence sociale. Cela ressort des données de l’enquête italienne déjà citée qui montre que si les étudiants et les jeunes ouvriers sont aussi nombreux à déclarer une appartenance partisane, trois fois plus d’étudiants que d’ouvriers affirment s’intéresser à la politique (Oppo, 1973) (cf. tableau 11). Des résultats identiques se retrouvent en France (Passeron, de Singly, 1984 ; Percheron, 1982). La comparaison des refus de se placer sur un axe gauche-droite, du degré d’intérêt pour la politique, et du niveau de connaissance

[206]

Tableau 11. –

Intérêt pour la politique et expression  
d’une préférence partisane chez les jeunes Italiens (15-20 ans)  
(Oppo, 1973) (% par case)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | *Étudiants* | *Ouvriers* |
| Fort intérêt pour la politique | 49 | 14 |
| Expression d’une préférence partisane | 66 | 64 |

politique selon les milieux sociaux est à cet égard révélatrice (cf. tableau 12) des différentes formes de compétence en matière politique développées par les enfants : du point de vue de la compétence technique (mesurée par le degré de connaissances), les différences sont relativement faibles entre les enfants des différents milieux sociaux ; il en va de même en ce qui concerne la compétence politique (mesurée par l’acceptation et la possibilité de se situer sur un axe gauche-droite) ; en revanche, au niveau de la compétence sociale (mesurée, ici, par l’intérêt pour la politique), les écarts se creusent entre les enfants des milieux défavorisés (ouvriers, mais aussi agriculteurs) et ceux des milieux privilégiés par le statut et/ou par le savoir (cadres supérieurs, enseignants). On peut ajouter que seuls les enfants d’enseignants (et non ceux de cadres supérieurs) cumulent les signes de possession des trois compétences.

Tableau 12. –

Expression d’une proximité idéologique,  
intérêt pour la politique, connaissance du politique  
selon le groupe social des enfants (13-18 ans),  
France (Percheron) (% par case)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *Profession du père* | *Expression d’une proximité idéologique* (l) | *Fort intérêt pour la politique* | *Bonne connaissance du politique* |
| Agriculteur | 69 | 20 | 36 |
| Cadre supérieur | 75 | 36 | 39 |
| Enseignant | 83 | 50 | 48 |
| Ouvrier | 74 | 18 | 37 |

(1) Ensemble des positions sur l’axe gauche-droite en dehors des sans-réponse.

2. Attitude face à la participation

Autre signe ambigu de la façon dont l’enfant apprend à se situer face à la politique, l’attitude qu’il développe ou qu’il affirme face à la participation, notamment électorale. Mais les différences, ici, sont plus importantes entre les pays qu’entre les classes sociales au sein d’une même culture. Aux États-Unis, la démocratie, le droit de vote pour tous, la liberté des choix fondent les croyances en l’excellence du système américain. Les jeunes Américains qui, du reste, très tôt portent des badges au nom des candidats de leur choix, ou distribuent des tracts, affirment dans une majorité des cas qu’ils voteraient s’ils le pouvaient et déclarent les candidats de leur choix [207] (Hess, Torney, 1967 ; Easton, Dennis, 1969). Or, l’on sait que, devenus adultes, la probabilité est forte pour qu’une bonne partie d’entre eux ne participe pas aux élections, y compris présidentielles (Schonfeld, Toinet, 1975). Le désir de participation marque donc, là encore, d’abord, un signe d’allégeance aux institutions du système politique. En France, la situation est inverse. La participation y est forte et valorisée, et l’on sait que la plupart des enfants voteront un jour. Très tôt, ils affirment l’importance du vote et manifestent le désir de voter s’ils le pouvaient. Pourtant, pressés d’indiquer leurs intentions de vote, 50 % d’entre eux refusent de répondre ou se réfugient dans une déclaration d’abstention (Percheron, 1982). À nouveau, dans le cas français, on observe une dissociation entre la reconnaissance et l’acceptation d’un principe, et la prise de position personnelle face à la politique.

3. Sentiment d’efficacité ou d’impuissance  
par rapport au gouvernement

Reste le problème de la perception que les enfants ont du pouvoir d’intervention de leur groupe social et d’eux-mêmes face au gouvernement. Le degré de confiance dans les institutions et dans l’état des relations entre gouvernants et gouvernés varie considérablement d’un pays à l’autre. Aux États-Unis, en Norvège, les enfants tendent à minimiser l’existence des désaccords entre gouvernants et gouvernés et pensent fréquemment que les citoyens ont de bonnes chances de pouvoir faire entendre leur voix s’ils le souhaitent (Easton, Dennis, 1969 ; Barthélémy, 1984). En France et en Italie, le pessimisme est de mise. En Italie, les jeunes perçoivent fortement l’influence des décisions politiques sur leur vie quotidienne mais se sentent impuissants à faire modifier une décision injuste, notamment par les voies institutionnelles (Oppo, 1973) ; en France, la relative méfiance à l’égard des institutions va de pair avec une vision très conflictuelle des rapports politiques et un vif sentiment d’impuissance des gouvernés face au gouvernement (Dehan, Grunberg, Percheron, 1978). Loin de s’affaiblir, cette vision pessimiste des relations entre les citoyens et l’État augmente fortement avec l’âge.

Partout, cependant, et c’est le point décisif, les enfants, même les plus jeunes, jugent des relations avec le pouvoir politique en fonction de la position de leur groupe dans l’ensemble de la structure sociale. Les générations successives ne découvrent pas leur relative puissance ou impuissance en arrivant à l’âge adulte, elles l’apprennent d’emblée. Aux États-Unis, les enfants développent une idée tout à fait différente de leur efficacité et de leur pouvoir selon qu’ils sont enfants des *middle class* urbaines, de « petits Blancs » des Appalaches, de Mexicanos ou de Noirs des ghettos (Sears, 1975). En France, les enfants des milieux défavorisés, de familles ouvrières notamment, apprennent, d’emblée, le monde des relations avec le pouvoir politique comme celui du conflit et de la domination (cf. tableau 13) et rien, ni une bonne situation scolaire, ni l’âge, ni une attitude favorable à l’égard du gouvernement ne suffisent à modifier cette vision pessimiste mais réaliste des choses. Rien sauf peut-être, et c’est un point important, une proximité déclarée à la gauche. Sans doute, même dans ce cas, l’impression d’impuissance continue à être majoritaire, mais le nombre des voix qui déclarent que l’on peut faire quelque chose et gagner augmente (Dehan *et al.,* 1978).

[208]

Tableau 13. –

Représentations des relations entre les gouvernants  
et les gouvernés selon le groupe social (enfants français de 10 à 16 ans)  
(Dehan, Grunberg, Percheron, 1978) (% par case)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Les gens et le gouvernement ne sont pas d’accord* | | *Contre le gouvernement les gens perdent* | |
| *Profession du père* | *J* | *V* | *J* | *V* (1) |
| Ouvriers | 83 | 81 | 75 | 74 |
| Employés | 72 | 87 | 63 | 74 |
| Cadres moyens | 77 | 78 | 62 | 68 |
| Patrons de l’industrie et du commerce | 71 | 81 | 62 | 66 |
| Agriculteurs | 68 | 72 | 62 | 57 |
| Cadres supérieurs, professions libérales | 64 | 69 | 52 | 55 |
| Ensemble | 73 | 79 | 63 | 68 |

(1) *J =* 10-13 ans ; *V =* 14 ans et plus.

Le développement d’une idéologie est fruit et facteur de socialisation politique. Même dans le domaine où le poids de l’appartenance sociale apparaît le plus lourd, une proximité à la gauche constitue un facteur susceptible de compenser en partie l’effet de la variable de classe.

3. Mécanismes, lieux et facteur  
de socialisation politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

Ayant décrit le contenu de la socialisation politique, il nous reste à étudier la mécanique qui la produit : mécanismes et processus eux-mêmes, instances et lieux où elle se développe, facteurs qui la favorisent ou la freinent.

A. MÉCANISMES ET PROCESSUS

Il n’y a pas de processus propres à la socialisation politique. Elle ne représente, avons-nous dit, qu’un aspect d’un phénomène général. Elle se développe de façon concomitante et imbriquée avec les autres dimensions de la socialisation et obéit aux mêmes mécanismes. Seule, la situation particulière du politique dans l’enfance, en accentuant le poids de certaines composantes (importance du verbe par rapport à l’expérience directe par exemple), de certains modes de construction (place du latent et de l’implicite) ou encore de certains agents (rôle de la famille par rapport à celui de l’école) confère une certaine spécificité à la socialisation politique. Cette situation nous autorise à ne pas décrire dans le détail les différents processus de socialisation et à ne les évoquer que pour souligner les formes particulières qu’ils peuvent prendre dans le domaine du politique.

[209]

Toute socialisation s’appuie sur deux processus fondamentaux, la transmission et l’acquisition. La transmission, c’est l’héritage d’un certain capital. Elle constitue le mode essentiel de socialisation au sein de la famille mais aussi, dans une certaine mesure, à l’école. Elle apparaît toujours comme un agent privilégié de la continuité. La transmission peut prendre une forme active et explicite ou, au contraire, plus implicite. Dans le domaine politique, elle fonctionne comme un mode de socialisation particulièrement efficace en ce qui concerne les normes et les valeurs idéologiques. L’acquisition repose, quant à elle, sur l’accumulation et la structuration de faits observés, expérimentés ou appris. Elle constitue un agent possible d’innovation, mais participe aussi à la conservation du passé. Il s’agit d’une démarche inductive qui conduit l’enfant, à partir de la combinaison d’expériences et de savoirs ponctuels, à l’élaboration de schémas de perceptions et de représentations.

Transmission et acquisition s’appuient sur deux mécanismes qui entremêlent leurs effets : la familiarisation et l’inculcation. Les anthropologues culturels (notamment Sapir) et plus récemment des sociologues comme Bourdieu ont parfaitement décrit la socialisation par familiarisation. Elle se définit comme l’imposition douce et insidieuse, par la répétition quotidienne des gestes, de propos et de pratiques de l’arbitraire familial et social. L’enfant en est tour à tour l’acteur ou le spectateur assidu et discret. Dans le domaine politique entendu au sens étroit, la socialisation passe d’abord par l’observation des propos et des pratiques des adultes (commentaires d’évènements, discussion autour des élections et de vote, participation à certaines actions). Néanmoins, certaines expériences peuvent familiariser l’enfant directement avec certaines pratiques politiques (mode de désignation du chef dans la bande des pairs, batailles entre enfants d’écoles ou de milieux sociaux différents, élection des conseils de classe, etc.).

L’inculcation se fonde sur des discours délibérés et des leçons : leçons de morale, de courage ou de civisme mais aussi leçons d’histoire. Qui dit enseignement ne dit pas monopole de l’école. Leçons de morale ou de civisme peuvent être le fait des parents ou d’autres adultes, responsables, notamment, d’autres domaines de socialisation (les catéchistes par exemple). Quant à l’histoire, cela peut être l’histoire « officielle » telle qu’elle est enseignée à l’école ou telle qu’elle est présentée à la télévision, mais ce peut être aussi l’histoire de la famille racontée, le plus souvent, sans suite, au hasard d’évènements familiaux ou publics. Familiarisation et inculcation ont une composante conservatrice dans la mesure où elles inscrivent le sujet dans une mémoire, dans des usages et des habitudes, mais elles peuvent aussi constituer une préparation délibérée à autre chose et se vouloir instrument de rupture et de contre-culture. Ces pouvoirs d’innovation sont d’autant plus grands que les agents et les lieux de socialisation sont multiples et qu’il appartient à l’enfant de construire la synthèse entre des pratiques et des discours qui ont toutes chances d’être en partie contradictoires.

B. LES MILIEUX DE SOCIALISATION

On a coutume, dans toutes les présentations sur les phénomènes de socialisations politiques, de traiter des « agents » de cette socialisation et d’énumérer les rôles de la famille, de l’école, des médias, des pairs, etc. L’expression d’agent de socialisation [210] nous paraît inexacte. Si elle peut à la rigueur convenir dans le cas des médias qui constituent un instrument de socialisation, elle ne rend qu’imparfaitement compte des rôles de la famille ou de l’école par exemple. Par ailleurs, l’idée d’agent amène immédiatement une question : agent au service de qui ? Il est clair que l’utilisation qui en est faite dans un certain nombre d’études, notamment américaines, laisse supposer qu’il s’agit davantage d’agents au service de la société et de l’ordre établi qu’à celui des socialisés ou des groupes opposés à cet ordre. Le terme d’agent a aussi tendance à globaliser le rôle de la famille, de l’école ou des pairs et à le confier à quelques personnages clefs : les professeurs, les parents. Or, un certain nombre de ces « agents de socialisation » fonctionnent autrement : ils sont des lieux de vie, d’expériences et d’échanges interpersonnels, ils articulent des systèmes plus ou moins étendus de rôles institutionnels et informels, verticaux et horizontaux. Pour toutes ces raisons, nous proposons de remplacer, dans les cas de la famille et de l’école notamment, le concept d’agent de socialisation par celui de lieu de socialisation.

Le rôle de chaque lieu, de chaque agent, de chaque instrument ne peut s’apprécier séparément. La socialisation est un processus qui se déroule dans un milieu entendu au sens de Wallon (1954), c’est-à-dire comme « l’ensemble des circonstances sociales où se poursuivent les existences individuelles ». La notion de milieu renvoie à l’idée d’un espace à trois dimensions, temporel, spatial et humain. La socialisation est inscription dans le passé, se déroule à un moment donné, prépare à l’avenir ; la socialisation se situe sur un territoire physique délimité et déterminé ; la socialisation résulte d’une série d’échanges avec des individus d’âge et de statuts différents. Le milieu de socialisation représente l’emboîtement des lieux, des circonstances et des individus qui interviennent dans l’existence quotidienne de l’enfant.

Faute de place, nous limiterons notre analyse, ici, aux deux lieux les plus souvent étudiés, la famille et l’école, et à celui qui, au contraire, semble le plus négligé : le contexte.

1. La reproduction familiale et ses limites

De tous les lieux de socialisation, la famille est, avec l’école, le plus étudié. C’est aussi celui dont le rôle est présenté comme le plus fondamental.

L’influence des études de sociologie électorale sur les premières recherches dans le domaine de la socialisation politique a conduit à privilégier le domaine des préférences idéologiques/partisanes. Pour la facilité de l’exposé, c’est à partir de cet exemple que nous essaierons de faire le point sur la famille comme lieu de socialisation.

Les études sur la transmission des préférences politiques montrent que celle-ci est, partout, d’ampleur comparable. Quand on analyse la distribution des préférences des enfants en fonction de celles de leurs parents, on mesure des taux d’association *(tau b)* situés, dans tous les pays, entre .40 et .60 (Jennings *et al*., 1979 ; Jennings, Niemi, 1974 ; Percheron, 1977, 1982). À âge égal (16-18 ans), ils sont par exemple de .61 aux États-Unis et de .44 en France (Percheron, Jenrings, 1981). Les valeurs prises par ces taux d’association traduisent un bon degré de transmission des préférences politiques au sein de la famille non seulement aux États-Unis, mais contrairement à certaines hypothèses avancées, dans tous les pays, y compris la France. [211] (Converse, Dupeux, 1962 ; Percheron, Jennings, 1981). En règle générale, l’identité parfaite des choix entre parents et enfants [[391]](#footnote-391) se situe aux alentours de 40 à 50 % (43 % aux Pays-Bas, 49 % en Grande-Bretagne, 44 % aux États-Unis, 50 % en Allemagne, 53 % en Autriche – Jennings *et al.,* 1979 –, 43 % dans le cas de la France – Percheron, 1977). Les familles transmettent d’autant mieux leurs préférences que celles-ci sont plus affirmées. Ainsi, dans le cas de la France, la proportion de choix identiques passe de 37 % pour le centre à 43 % pour la droite et 47 % pour la gauche ; au sein même de la gauche, l’identité des choix entre générations se situe à 42 % quand les parents sont socialistes et à 65 % quand ceux-ci sont communistes (Percheron, 1977). Par ailleurs, on observe dans tous les pays des échanges d’une génération à l’autre entre toutes les tendances politiques et non des glissements unidirectionnels, s’effectuant, par exemple, de la droite vers la gauche. Néanmoins, dans la plupart des cas, l’évolution tend à se faire dans ce sens (Jennings *et al.,* 1979 ; Percheron, 1977). Le phénomène varie en intensité suivant les pays : il est peu marqué en France, aux États-Unis et en Grande-Bretagne mais particulièrement sensible en Italie (cf. tableau 14) (Oppo, 1973). Le phénomène tend à indiquer l’existence d’une norme de gauche chez les jeunes sans que l’on sache si on observe là un effet de génération ou d’âge.

La transmission se fait de façon sensiblement égale entre père et enfant ou entre mère et enfant (Jennings, Niemi, 1968, 1974 ; Percheron, 1977). Toutes les études sur

Tableau 14. –

Préférences partisanes des jeunes Italiens  
en fonction de celles de leur père (Oppo, 1973)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| % ↓ | *Préférences partisanes du père* | | | | |
| *Préférences partisanes des enfants* | *Gauche* | *Centre gauche* | *Centre* | *Centre droit* | *Droite* |
| Partis de gauche | 80 | 25 | 11 | 4 | 2 |
| Partis de centre gauche | 6 | 46 | 15 | 26 | 22 |
| Partis de centre | 12 | 26 | 71 | 7 | 30 |
| Partis de centre droit | 2 | 3 | 2 | 57 | 10 |
| Partis de droite |  |  | 1 | 4 | 24 |
|  | (113) | (94) | (213) | (46) | (29) |

[212]

la socialisation politique conduisent, du reste, à réhabiliter le rôle de la mère en ce domaine et à infirmer les hypothèses d’un partage des rôles au sein de la famille, notamment dans le domaine politique. Dans le cas de la France, par ailleurs, on observe des différences peu sensibles dans les niveaux de transmission entre parents et enfants selon le groupe social ou le degré d’intégration religieuse des parents. Ouvriers ou cadres supérieurs, catholiques pratiquants réguliers et sans religion ont des chances sensiblement égales de transmettre leurs préférences idéologiques à leurs enfants (Percheron, 1980).

Il existe pourtant des conditions qui tendent à favoriser la reproduction des préférences idéologiques au sein de la famille. On peut résumer les plus importantes d’entre elles dans les cinq points suivants :

*1)* La transmission se fera d’autant mieux que les parents ont des capacités plus grandes à transmettre un message. Cette capacité peut être culturelle : dans le cas de la France, la proportion de choix identiques entre parents et enfants passe de 43 % quand les deux parents ont un niveau d’instruction primaire à 63 % quand ils ont tous les deux fait des études supérieures. L’effet de la variable du niveau d’instruction joue dans tous les groupes sociaux (Percheron, 1977) ; cette capacité peut être politique. On peut la mesurer à partir de l’intérêt pour la politique : on observe que l’identité des choix passe de 51 % à 64 % selon que l’intérêt des parents pour la politique est faible ou fort. Cette variable joue quel que soit le milieu social (un fort degré d’intérêt pour la politique fait passer l’identité des choix de 50 à 58 % en milieu ouvrier et de 49 % à 67 % dans les familles de cadres supérieurs). On peut aussi la mesurer à partir de la proximité idéologique, notamment à la gauche : 47 % des parents de gauche ont des enfants de gauche (64 % des parents cadres supérieurs, 45 % des parents ouvriers), 43 % des parents de droite ont des enfants de droite (48 % des parents cadres supérieurs, 35 % des parents ouvriers). On peut observer un cumul des effets de ces variables. Dans le cas d’une compétence définie par une proximité à la gauche et un fort intérêt pour la politique, 71 % des parents ouvriers, 83 % des parents cadres supérieurs ont des enfants affirmant, comme eux, une proximité à la gauche (Percheron).

*2)* La transmission sera d’autant plus réussie que les choix des parents seront plus visibles et mieux perçus par les enfants (Tedin, 1974). Dans le cas de la France, on observe que le taux d’association entre les préférences des parents et des enfants passe de .13 quand les enfants ne savent pas situer leurs parents sur un axe gauche-droite à .62 quand ils peuvent le faire avec exactitude (Percheron, Jennings, 1981).

*3)* La transmission sera d’autant plus réussie que les enfants formeront leurs préférences dans un milieu homogène. Cette homogénéité peut exister entre la famille et l’environnement (Dupoirier, Percheron, 1975 ; Percheron, 1982 ; Campbell *et al.,* 1954). En 1952, à Détroit, ville démocrate, 84 % des pères démocrates avaient des enfants démocrates, 51 % des pères républicains, des enfants républicains (Hyman, 1959). L’homogénéité est essentielle au sein même du couple des parents (Jennings, Niemi, 1974 ; Percheron, 1977). Dans le cas de la France, en cas [213] d’hétérogénéité, on peut observer (cf. tableau 15) que les préférences de la mère valent celles du père, à condition qu’elles se manifestent en faveur de la gauche.

Tableau 15. –

Distribution des préférences idéologiques des enfants français (13-18 ans)  
 selon le degré d’homogénéité des préférences idéologiques des parents  
(Percheron, 1977)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| % ---> | *Sans réponse* | *Gauche* | « *Centre »* | *Droite* | *Effectifs* |
| Deux parents de gauche | 15 | 59 | 23 | 3 | 179 |
| Père de gauche, mère de droite ou du « centre » | 27 | 34 | 25 | 14 | 119 |
| Père de droite, mère de gauche ou du « centre » | 27 | 31 | 29 | 13 | 110 |
| Deux parents de droite | 19 | 13 | 22 | 46 | 186 |

*4)* Nous avons dit que la transmission était d’un niveau sensiblement égal entre les milieux sociaux. Cette situation cache cependant de grandes disparités au sein de chaque groupe et entre les groupes, selon que certaines variables, comme le degré d’intégration religieuse, la proximité idéologique, le niveau d’instruction, l’intérêt pour la politique cumulent ou compensent leurs effets. Le niveau de transmission est le plus faible dans les familles de milieux défavorisés où les parents ont un faible niveau d’instruction, sont catholiques pratiquants et affirment des proximités à la droite. Inversement, la transmission est à son degré maximum dans les familles de milieux privilégiés, où les parents possèdent un haut niveau d’instruction, se déclarent sans religion, affichent des proximités à la gauche.

*5)* La socialisation politique, nous l’avons dit, n’est pas un processus unidirectionnel. Les attributs socio-culturels des enfants et des parents (degré d’intégration religieuse, situation scolaire) combinent leurs effets. Dans le cas de la variable religieuse, par exemple, les proximités à la gauche des enfants sont majorées chaque fois que ceux-ci sont moins pratiquants que leurs parents (cf. fig. 1) (Percheron, 1981, 1982).

Énoncer les conditions qui favorisent la transmission des préférences idéologiques entre les parents et les enfants, c’est aussi en marquer les limites. Ces dernières ressortent mieux si on compare la reproduction en ce domaine et dans d’autres, politiques ou non. Dans tous les pays où l’on dispose des données nécessaires, les situations apparaissent semblables et peuvent se résumer dans les trois points suivants :

*1)* La transmission des préférences idéologiques/partisanes est toujours moins bonne que celle des appartenances et des pratiques religieuses. Cela est vrai en pays catholiques et protestants (Jennings *et al.,* 1979 ; Percheron, 1982). Dans le cas de l’Allemagne, le niveau d’identité des pratiques religieuses au sein de la famille est de 55 % (50 % pour les préférences politiques), aux Pays-Bas, il est de 56 % (43 % pour les préférences politiques), en France, il est de 66 % (contre 56 % pour les préférences politiques).

[214]

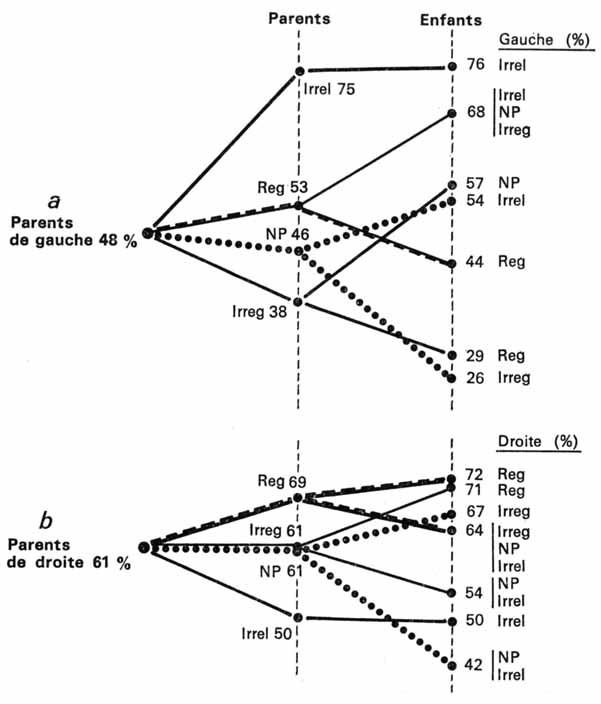


Fig. 1. – Proximités idéologiques des enfants  
en fonction des proximités idéologiques de leurs parents  
et en fonction du degré d’intégration religieuse des parents et des enfants

*2)* *La.* transmission des préférences idéologiques et partisanes est toujours supérieure à celle des opinions ou des attitudes sur des problèmes politiques particuliers (Jennings, Niemi, 1974 ; Jennings *et al.,* 1979).

*3)* La transmission des préférences idéologiques et partisanes est toujours supérieure à celle des attitudes et des pratiques dans d’autres domaines socio-culturels (Percheron, 1980, 1982 ; Jennings, Niemi, 1974). Dans le domaine de la libéralisation des mœurs, par exemple, on observe, dans le cas de la France, un véritable phénomène de génération. En ce domaine, la similitude des attitudes entre parents et enfants n’est forte que si les parents eux-mêmes appartiennent – c’est une minorité – à des milieux aux mœurs déjà « libérées ».

[215]

Ces observations permettent d’opposer, en définitive, deux domaines, celui des préférences idéologiques partisanes et des pratiques religieuses où le modèle qui prévaut est celui de la continuité et de la reproduction, celui des pratiques et des mœurs quotidiennes où un schéma de rupture semble l’emporter. Le contraste entre ces deux situations permet de reposer le problème des modes de transmission au sein de la famille. Pratiques religieuses, normes et pratiques de la morale quotidienne se forment selon des schémas très proches : la familiarisation se double d’un enseignement délibéré et explicite. L’une de ces dimensions est celle où le degré de transmission est le meilleur, l’autre celui où il est le plus mauvais. En revanche, les préférences idéologiques constituent un des domaines où implicite et non-dit sont de rigueur. Elles se reproduisent pourtant assez bien en définitive. Familiarisation et inculcation explicites ne sont pas des gages suffisants d’une transmission réussie. Plus que le mode de socialisation semble donc compter la place occupée par la dimension dans le système des représentations, des normes et des attitudes du sujet (Rokeach, 1960 ; Fichter, 1956). Tout se passe comme si les parents parvenaient, quoi qu’il arrive, à mieux transmettre le centre que la périphérie de leurs systèmes de valeurs et de normes. Tout le problème est alors de savoir quels sont à terme les éléments les plus importants pour une transmission réussie et une continuité assurée. La plasticité et les transformations des pratiques permettent-elles d’assurer, malgré tout, le maintien du noyau culturel central ? ou sont-elles les premiers signes d’un effritement et d’une remise en question de ce même noyau ?

2. La place et le rôle de l’école

L’école constitue le deuxième lieu important de la socialisation politique. Par tradition (influence de la philosophie et de la sociologie, mais aussi de la psychologie scolaire), l’influence et le rôle de l’école dans la socialisation de l’enfant [[392]](#footnote-392) l’un des plus et des mieux étudiés. Il n’est pas question, ici, de reprendre le débat sur l’école comme lieu et agent de reproduction des inégalités sociales. Nous savons et avons déjà dit que l’inégalité du savoir entraîne des inégalités dans la formation d’une compétence savante en politique. Nous entendons limiter nos analyses aux effets les plus directs de l’école sur la socialisation politique entendue au sens étroit. L’école exerce une triple influence, par l’intermédiaire du contenu de l’enseignement, par l’initiation à certaines formes de participation, par l’apprentissage de certains types de relation de pouvoir.

Le contenu de l’enseignement d’abord. L’école représente le lieu, par excellence, d’acquisition d’un certain savoir, d’une certaine compétence. Encore faut-il entendre la notion de contenu de façon très large et ne pas la limiter à certaines matières spécialisées, comme notamment l’éducation civique et l’histoire12. L’idée de contenu renvoie à l’ensemble des messages présents de façon plus ou moins explicite dans toutes les matières enseignées ; elle recouvre aussi la forme même donnée à ces enseignements selon le type de l’établissement où ils sont dispensés. Depuis longtemps déjà, certains [216] auteurs anglais (Wilkinson, 1964) ont affirmé qu’il n’était pas besoin d’un enseignement spécialisé pour former les citoyens. La ségrégation établie par la fréquentation ou non des *high school* suffisait à transmettre l’essentiel en apprenant aux uns à commander et aux autres à obéir. De ce point de vue, il est révélateur que la démocratisation de l’enseignement en Grande-Bretagne ait immédiatement entraîné de grands débats sur la nécessité d’un enseignement civique et sur le contenu qu’il convenait de lui donner (Tapper, 1976 ; Tapper, Salter, 1978 ; Brennan, 1981). Les travaux récents de sociologie de l’éducation, aux États-Unis et en France, ont également montré à quel point la carte scolaire, les orientations et les filières, le langage utilisé pour enseigner, le système des examens renforçaient l’inégalité entre les citoyens dans tous les domaines requérant une compétence savante de type scolaire (Segré, 1976 ; Baudelot, Establet, 1971 ; Bourdieu, Passeron, 1964, 1970 ; Bowles, Gintis, 1976).

Par ailleurs, on sait qu’influencer les programmes et le contenu des manuels représente un des moyens les plus anciens et les plus connus aux mains des gouvernements désireux de façonner le citoyen de demain. On connaît l’obligation faite autrefois en France d’utiliser le Nouveau Testament pour alphabétiser les jeunes protestants. Plus près de nous, on sait que le développement du civisme républicain de la IIIe République, composé de morale sociale et d’exaltation du sentiment national (Caspard *et al.,* 1981), faisait feu de tout bois : textes de morale et de civisme, manuels d’histoire montrant, au-delà des évènements, la permanence d’un fil directeur « républicain » (Ferro, 1981 ; Landowski, 1970), livres de lecture, livres de géographie plantant le décor d’un destin historique, etc. L’école de la IIIe République est un cas exemplaire mais pas unique, ni même dépassé. On sait l’importance accordée aux États-Unis au cours d’éducation civique et l’oubli d’une histoire qui, aime-t-on à répéter, « reste à faire », pour assurer le fonctionnement du *melting pot* (Merriam, 1931). On connaît les études éparses mais significatives sur l’image que Cuba ou la Chine cherchent à donner d’eux-mêmes et de leurs ennemis à travers les livres de classe, y compris les livres d’arithmétique. Des recherches comme celles de Mollo (1970) ou de Jean (1984) montrent, par ailleurs, que les livres de lecture tendent à proposer une image de la société qui favorise le maintien de l’ordre établi et d’une société traditionnelle.

Les études décrivant le contenu des manuels et des programmes sont plus nombreuses que celles qui tentent d’en mesurer les effets sur les enfants. Néanmoins, dans le domaine de l’éducation civique, certaines études comme celles de Litt (1963), de Jennings, Langton (1974), de Torney *et al.* (1975) apportent quelques enseignements. Torney *et al.,* comparant une dizaine de pays entre eux, concluent que les enfants ne sont pas plus « démocrates » dans les pays où un enseignement civique est dispensé que dans les autres. Litt, Jennings et Langton nuancent ces observations. Pour eux, l’enseignement civique ne produit quelque effet que dans les milieux où les enfants ne peuvent trouver ailleurs, dans leurs familles notamment, les bases nécessaires à la connaissance des institutions. Litt note le décalage qui semble, dès lors, s’instaurer entre une connaissance abstraite et formelle des institutions et l’observation des pratiques quotidiennes.

L’école, par ailleurs, représente un lieu d’apprentissage de certains mécanismes et de certaines pratiques proches de celles de la vie politique (participation à la vie [217] de la classe, élections de conseils de classe, etc.). Des études comme celles d’Almond et Verba (1963) ont souligné, à partir de données comparatives, l’efficacité de la participation à la vie scolaire comme préparation à la vie politique. Ils en avaient même tiré argument pour prêter plus d’influence à l’école qu’à la famille dans le domaine de la socialisation politique. Le débat n’est pas tranché sur ce point. Des études menées dans le cadre de la France (Dehan, Percheron, Barthélémy, 1980) montrent, en tous les cas, que les élections en milieu scolaire n’échappent pas aux pesanteurs sociologiques les plus générales. La désignation des candidats, les motivations du choix se fondent sur des critères d’affinités sociales qui reproduisent, notamment, les règles sociologiques mises en évidence dans le choix du conjoint.

La dernière influence de l’école s’exerce par l’apprentissage de certaines formes de relations sociales : rapports horizontaux entre pairs, rapports verticaux de deux types : institutionnels dans le cadre de la classe et informels dans l’ensemble des échanges entre adultes et enfants en dehors de la classe. Selon les cas, l’apprentissage de ces relations verticales aidera au développement d’attitudes de participation, ou au contraire de soumission et d’aliénation. Plusieurs facteurs freinent ou renforcent l’influence de l’école : l’homogénéité du système d’autorité dans la famille et à l’école ou, en tous les cas, l’adhésion des parents au système d’autorité en vigueur à l’école ; l’affinité entre les systèmes de valeurs et d’opinions des enseignants et des parents, et des enseignants et des élèves (notamment les plus âgés) ; l’attitude des enfants à l’égard de l’institution scolaire et leur situation scolaire. Des études récentes soulignent l’importance de ces derniers facteurs. Testanière (1967) montre que le chahut traditionnel était, en fait, une marque de l’acceptation du système scolaire alors que les nouvelles formes de chahut, de type anomique, sont le signe d’une mauvaise intégration scolaire des couches sociales mal préparées à l’enseignement secondaire. Des études menées en Grande-Bretagne (Willis, 1978) vont jusqu’à affirmer que les formes violentes de rejet de l’institution scolaire par les jeunes des milieux les plus défavorisés ont pour fonction de préparer leur intégration dans le milieu professionnel qui sera le leur. L’enquête de Paty (1980) montre que le rejet de l’institution scolaire augmente avec l’âge (16 % en classe de sixième, 33 % en classe de troisième) et qu’il est surtout le fait des élèves des milieux défavorisés en mauvaise situation scolaire (en classe de troisième, 28 % des élèves des milieux favorisés rejettent l’institution scolaire contre 90 % chez des élèves des milieux défavorisés en retard dans leurs études). L’enquête de Dehan-Percheron déjà citée (1980) permet d’observer que ce rejet touche toute forme de participation à la vie de l’établissement.

Au bout du compte, tout se passe comme si, dans le domaine politique, l’influence de l’école se traduisait de deux façons : l’acquisition d’une compétence savante et souvent formelle, la familiarisation avec certains mécanismes de participation pour les enfants des milieux privilégiés et les élèves en bonne situation scolaire ; l’apprentissage, en revanche, par les enfants des milieux défavorisés en mauvaise situation scolaire, de situations d’inégalités et de moyens anomiques de contester un système qui les relègue.

[218]

3. Le contexte

L’influence du contexte physique, socio-culturel, politique sur la socialisation politique, rarement étudiée, est décisive. On peut décomposer cette variable en cinq sous-dimensions. La première composante, la plus évidente, c’est la nature et la taille du lieu de résidence de la famille. Un des reproches les plus fréquemment adressés aux études américaines des années cinquante-soixante était de n’avoir porté que sur des populations urbaines. Le reproche était justifié. Les études menées en France (Percheron, Subileau, 1978) font apparaître, sur certaines dimensions, des oppositions entre ville et campagne et entre villes de tailles différentes, aussi grandes qu’entre classes sociales : un enfant d’ouvrier vivant en milieu rural forme des représentations du politique aussi éloignées de celles d’un enfant d’ouvrier parisien que ne le sont ces dernières des représentations du politique d’un enfant de cadre supérieur. On ne peut réduire ces oppositions, et c’est le deuxième point, à des problèmes de taille du lieu de résidence. Il s’agit davantage, souvent, d’insertion des enfants dans des systèmes culturels ayant leurs traditions politiques et historiques propres. En France, on observe de grandes différences selon que les enfants vivent dans des régions à forte tradition catholique ou non. En Italie (Oppo, 1973), les écarts introduits par la variable régionale (en l’occurrence les régions de Bari, Nuoro et Milan) priment toutes les autres, et celle-ci renvoie à la diversité de longues traditions sociales et politiques.

La nature et l’état du développement économique de la commune ou de la région dans lesquelles vit l’enfant représentent la troisième composante du contexte à prendre en compte. C’est bien entendu l’opposition entre régions d’activités agricoles ou industrielles, entre régions de petites ou de grosses entreprises, de petites ou de grosses propriétés, entre industries au développement récent ou non, etc. Mais c’est aussi l’opposition entre régions en situation d’expansion et de régression économique. Gomme l’a montré Gunnel Gustafsson (1972, 1974) à propos de la Suède, les attentes des enfants à l’égard du système politique, leurs représentations des institutions et de leur fonctionnement, leur perception de leur futur rôle de citoyens varient selon que la région connaît une bonne ou une mauvaise situation économique. De la même façon, l’étude américaine réalisée dans la région des Appalaches (Jaros *et al.,* 1968) souligne à quel point l’état de régression économique d’une région bouleverse toutes les perceptions et les représentations du politique chez les enfants.

La quatrième dimension, étroitement liée aux deux précédentes, c’est la composition sociale et ethnique de l’environnement. Selon que le groupe de l’enfant sera majoritaire ou minoritaire, en situation de dominant ou de dominé, d’un point de vue socio-culturel, l’enfant ne formera pas son identité politique dans les mêmes conditions et le poids respectif des identifications négatives ou positives variera. On observe, par exemple, qu’un enfant d’ouvrier prendra en charge son identité ouvrière et les actions politiques menées par sa classe d’autant plus fréquemment que son groupe social est plus nombreux dans le lieu où il réside (Percheron, Subileau, 1978). De la même façon, on sait qu’aux États-Unis, la radicalisation des attitudes des jeunes noirs est particulièrement forte dans les ghettos urbains (Sears, 1969 ; Sears, McConahay, 1973).

[219]

La nature du contexte politique représente la dernière composante à prendre en compte. Nous avons déjà souligné l’importance de l’homogénéité entre les préférences des parents et la tendance politique du contexte dans la transmission des préférences idéologiques entre parents et enfants. Nous avons montré, dans le cas de la France (Percheron, Dupoirier, 1975), que les enfants développent d’autant plus fréquemment des proximités à la gauche ou à la droite que le contexte apparaît comme plus marqué à gauche ou à droite. Mais il faut aller plus loin. Nous avons observé que le vocabulaire des enfants proches de la gauche ou de la droite n’était pas le même selon que le contexte lui-même était de gauche ou de droite (Percheron, 1974). Cette contamination des vocabulaires souligne qu’une même identité politique, de droite ou de gauche, peut prendre des contenus sensiblement différents selon qu’elle se développe dans une situation où cette tendance politique tend ou non à être dominante. Il faut encore ajouter que l’influence de la nature du contexte politique ne joue pas sur les seules préférences idéologiques, mais sur l’ensemble du système des attitudes. On peut montrer, par exemple, que les enfants tendront à afficher plus fréquemment des attitudes nationalistes dans un contexte politique dominé par la droite (Percheron, Dupoirier, 1975).

Nous avons, analytiquement, dissocié les diverses composantes du contexte, mais c’est leur combinaison qui constitue la véritable texture de l’environnement. Les conditions favorables au développement des attitudes politiques ne sont pas partout identiques. Dans le cas de la France, on a montré que la formation des représentations politiques était favorisée en milieu rural par un fort degré d’intégration religieuse et une proximité à la droite, mais en milieu urbain, par l’absence de religion et une proximité à la gauche (Percheron-Subileau, 1978). C’est une fois encore retrouver un problème d’homogénéité. Le cumul d’attributs contextuels ou personnels de même sens, en entraînant le renforcement des effets de chaque variable, crée des conditions particulièrement favorables à certaines formes de socialisation politique.

C. LES FACTEURS INDIVIDUELS

Ayant décrit les principaux lieux de socialisation politique, il nous reste à présenter les facteurs individuels qui interviennent dans le cours de ces processus. Ces facteurs sont de plusieurs types. Certains attributs comme la classe sociale n’appartiennent à l’enfant que par procuration, en somme. L’enfant n’est pas ouvrier ou cadre moyen, mais enfant d’une famille où le père a telle profession, où le père et la mère ont telles professions. Le plus souvent, c’est la profession du père qui décide de l’appartenance sociale qui lui est affectée. D’autres attributs comme l’appartenance religieuse sont en quelque sorte partagés. Parents et enfants possèdent leur propre système de croyances et de pratiques ; il y a souvent, mais pas toujours, accord entre les uns et les autres. D’autres attributs, enfin, appartiennent en propre à l’enfant : ce sont son âge, son sexe, sa personnalité.

[220]

1. Classe sociale et religion

Nous avons déjà beaucoup parlé, au fil de cet exposé, de l’influence de la classe sociale et de l’appartenance religieuse, et il ne nous semble guère possible de reprendre ici l’ensemble des observations déjà faites ni même de dresser le tableau des univers politiques des enfants de chaque classe sociale. Nous nous limiterons donc à quelques observations générales.

Si on voulait résumer l’influence de l’appartenance sociale, on pourrait dire, en premier lieu, que celle-ci est décisive mais pas univoque. Du point de vue de la socialisation politique, cela n’a guère de sens de parler des enfants d’ouvriers, des enfants de cadres supérieurs ou de cadres moyens. Nous l’avons déjà dit, une famille d’ouvriers vivant en milieu rural, appartenant peut-être à une première génération ouvrière, a peu de choses en commun avec une famille ouvrière vivant en ville et dans un milieu à majorité ouvrière. Derrière une même étiquette, ouvrier, cadre supérieur, employé, se cachent des niveaux d’instruction différents, des appartenances religieuses différentes, des niveaux de revenus différents, des degrés de politisation différents.

Il faut observer, en deuxième lieu, que la variable « classe sociale » n’est pas toujours celle qui produit les plus grands effets. Dans le cas de la France, les proximités idéologiques à la gauche ou à la droite discriminent souvent plus fortement les attitudes des enfants que leur groupe social d’origine. Il en va de même, dans certains cas, de la variable du lieu de résidence. Il apparaît clairement, par ailleurs, que l’appartenance sociale ne pèse pas d’un même poids sur toutes les dimensions de la socialisation politique. Les parents transmettent tous aussi bien (ou aussi mal), quelle que soit leur classe sociale, leurs préférences idéologiques à leurs enfants. En revanche, on observe des différences sensibles sur toutes les dimensions à composante cognitive.

La dernière observation serait pour souligner que la socialisation politique ne conduit pas à un effacement des différences sociales, au sein des nouvelles générations. La similitude des degrés de transmission des préférences idéologiques conduit à la reproduction d’ensemble de leurs distributions. Les glissements à gauche que nous avons observés touchent tous les groupes sociaux, même s’ils semblent un peu plus sensibles chez les enfants d’employés et de cadres supérieurs. Les transformations des attitudes de la nouvelle génération par rapport à celles de leurs parents, sur les autres dimensions politiques ou socio-culturelles, s’observent dans tous les groupes sociaux. Il y a déplacement des différences et non-rétrécissement des écarts entre les groupes sociaux.

Du point de vue de la religion, la situation se présente de façon beaucoup plus simple et peut se résumer ainsi : *1)* L’appartenance religieuse et le degré de pratique constituent le segment des systèmes de valeurs, d’attitudes et de comportements qui se transmet le mieux d’une génération à l’autre, même si le degré de pratique diminue fortement chez les enfants. On peut, du reste, noter qu’à la différence de ce qui se produit pour les préférences idéologiques, il s’agit, ici, pour l’essentiel de glissements à sens unique, vers toujours moins de pratique ; *2)* À degré de pratique égal, on constate les mêmes relations entre le degré de pratique religieuse et les opinions et les attitudes politiques dans les deux générations. On peut ajouter que cette similarité [221] des effets produits par la religion ne s’observe que dans le domaine du politique (Percheron, 1982) ; *3)* L’influence de la variable religieuse s’exerce doublement : à travers le degré d’intégration religieuse des parents, à travers aussi celui des enfants. Comme nous l’avons déjà noté, en cas de moindre pratique de la part des enfants, la fréquence des prises de positions libérales et les préférences pour la gauche se trouvent augmentées (Percheron, 1982).

2. L’âge

Les premières recherches conduites sur les phénomènes de socialisation ont porté sur de jeunes adultes ou sur de « vieux » adolescents (cf. l’enquête sur les 16-24 ans en France, Duquesne, 1963, ou celle de Hyman, 1959). L’un des premiers enseignements de ces études a consisté à découvrir que l’essentiel de la socialisation se déroulait bien avant. Peu à peu on a descendu l’échelle des âges. La difficulté à mettre en relation les opinions et les comportements des enfants avec ceux des adultes a conduit récemment à un mouvement inverse.

Les études systématiques sur les effets de l’âge (Connell, 1971 ; Adelson, 1971 ; Stevens, 1982 ; Percheron, 1974) ont mis en évidence, en réalité, trois phénomènes décisifs : le premier est le caractère flou et artificiel du concept d’âge, que celui-ci soit mesuré par l’année de naissance ou par la classe (scolaire) dans laquelle se trouve l’enfant. L’âge doit être considéré comme un substitut commode d’un ensemble complexe de phénomènes liés au développement psychosocial de l’enfant. Le deuxième enseignement, lié au précédent, c’est que la socialisation ne représente pas un processus continu et régulier d’enrichissement et d’accumulation. La socialisation politique procède par périodes, ou si l’on préfère par stades. Troisième et dernier point, les stades de socialisation politique ne sont pas spécifiques, mais suivent et dépendent étroitement du stade du développement psychosocial.

La notion de stade implique les idées de palier et de remise en question. Encore faut-il préciser que si le monde de l’enfant se modifie d’un stade à l’autre, il ne devient pas autre ; l’enfant ne passe pas d’un ensemble d’opinions et d’attitudes à n’importe quel autre ensemble d’opinions et d’attitudes. Les dimensionalisations sont différentes, les premières connaissances peuvent perdre de l’importance face à des informations nouvelles, mais elles demeurent et continuent à trouver place dans le nouvel ensemble. Le changement, par ailleurs, n’est jamais brutal. Acquisitions, raisonnements, synthèse se préparent, se construisent progressivement ; on passe à un stade nouveau au-delà d’un certain seuil de changement, mais ce changement peut être d’ordre quantitatif ou qualitatif.

La socialisation politique, avant l’âge adulte, peut être découpée en quatre grandes périodes : avant 7-8 ans, entre 8-9 et 10-11 ans, entre 11-12 ans et 13-14 ans, après 15-16 ans. Le chevauchement des âges indique que le passage d’un stade à l’autre peut varier en fonction des caractéristiques individuelles du sujet, du sexe, du milieu social, des circonstances. Ces quatre paliers de socialisation sont marqués par trois temps forts du développement de l’enfant. 7-8 ans correspond au passage du stade de la pensée prélogique. Avant ces âges, on trouve chez l’enfant (Connell, 1971 ; Stevens, 1982) certaines notions politiques, mais à l’état épars. Après le passage [222] à une forme de pensée prélogique, ils deviennent capables d’organiser les éléments déjà acquis et ceux qu’ils continuent d’acquérir mais ils le font en fonction d’un absolu : leur point de vue propre. C’est le stade, comme l’a dit Piaget, de l’ « assimilation déformante du réel au moi » (Piaget, 1964, p. 32). C’est un stade décisif pour la formation des identifications et de l’identité politique du sujet. C’est le moment où l’enfant se montre le plus absolument français ou américain, le moment où il se déclare, sans hésiter, démocrate ou républicain. C’est une période, par ailleurs, où l’enfant développe une vision très hiérarchisée du monde. Il ordonne tous les rôles politiques qu’il peut connaître selon des relations de dépendance et de soumission.

Vers 11-12 ans se situe le temps le plus important, pour la socialisation politique, du développement psychosocial de l’enfant : le passage au stade de la pensée hypothético-déductive. La pensée de l’enfant se désubjectivise et atteint, comme l’écrit Piaget (1967), « un état de relativisme objectif dans lequel la pensée dégage de ses objets des relations multiples susceptibles de permettre la généralisation des propositions et la mise en réciprocité des points de vue » (Piaget, 1967, p. 110). L’enfant peut désormais entrer dans les points de vue de ses interlocuteurs ; il peut manier des concepts abstraits, raisonner, saisir la pluralité et la relativité de toutes les opinions. Parallèlement, il possède une maîtrise plus grande pour structurer et ordonner ses connaissances et ses croyances. Sur le plan politique, c’est l’âge où l’identité nationale perd de son importance ou se transforme en nationalisme ; l’âge où les représentations du système politique se diversifient et perdent, quand elles en avaient, leurs couleurs idéales ; c’est l’âge encore où les identifications partisanes deviennent préférences personnelles et où les proximités idéologiques se fondent sur un contenu. C’est l’âge enfin du maniement des grands principes et des grandes idées.

La dernière période critique pour le développement social de l’enfant correspond au moment de la puberté. C’est l’âge, nous y reviendrons, où s’affirment certaines différences entre garçons et filles. Après ce dernier stade (vers 15-16 ans), connaissances et attitudes de l’adolescent n’évoluent plus en fonction de son propre développement psychosocial, mais au gré des expériences qui conduisent peu à peu à l’installation de l’adolescent dans l’âge adulte.

En définitive, du point de vue de la socialisation politique, la période décisive court entre 10-11 ans et 16 ans. La première socialisation s’achève à cet âge. Cela ne signifie pas que tout est dit et joué. Mais il s’agit ensuite de réorganisations, de transformations, de compléments, et non plus de la construction initiale du système des connaissances, des opinions et des attitudes politiques.

3. Le sexe

Étudier, de façon globale, l’influence du sexe sur les phénomènes de socialisation politique n’a guère de sens. Les effets se modulent selon le milieu social et selon l’âge. Des recherches récentes (Passeron, de Singly, 1984) soulignent l’existence d’une « sexualisation de la socialisation » différenciée selon les classes sociales. Encore convient-il de préciser que l’intensité du phénomène varie selon les domaines et faut-il en marquer les limites : les effets du sexe l’emportent sur ceux de la classe [223] sociale dans le refus de la reproduction de la division traditionnelle des rôles masculins et féminins ; en revanche, la classe sociale joue un rôle plus important que le sexe dans l’affirmation d’un intérêt pour la politique ou d’une compétence de type scolaire.

La prise en considération de l’âge permet de comprendre et de préciser l’installation de telles différences. L’âge marque trois temps dans la socialisation des garçons et des filles. Les garçons connaissent une politisation plus précoce que les filles. Jusqu’à 11-12 ans, l’intérêt pour la politique, le niveau des connaissances des premiers est meilleur (Greenstein, 1965 ; Percheron, 1974). Après cet âge, cependant, s’ouvre une période où garçons et filles sont à peu près à égalité, les filles rattrapant les garçons notamment dans les domaines où l’école semble jouer un rôle important (Percheron, 1974 ; Hess, Torney, 1967). Vers 13-14 ans, pourtant, les écarts se creusent à nouveau entre garçons et filles. Au moment de la puberté (plus précoce chez les filles que chez les garçons), on observe la mise en place d’un double phénomène : l’installation de certaines des différences traditionnelles entre hommes et femmes (intérêt plus grand des garçons pour la politique, meilleur niveau de connaissances, affirmation plus fréquente de préférences idéologiques). Parallèlement, on constate le développement *chez les filles* d’une forte contestation du système d’autorité, notamment dans le domaine politique (Percheron, 1974). On peut rapprocher ces attitudes du refus de la division traditionnelle des rôles masculins et féminins mis en évidence par Passeron et de Singly (1984). Tout se passe comme si la puberté, en rendant plus réelle la différence entre les sexes, s’accompagnait d’un double mouvement : installation des rôles traditionnels, refus de cette division du travail social et politique. Les recherches sur les femmes adultes (Mossuz-Sineau, 1983) montrent que ces mouvements contradictoires ne trouvent leur solution que beaucoup plus tard, notamment par l’entrée dans la vie active.

Reste le problème de l’effet de la personnalité sur la socialisation politique. Depuis les premières études de Lasswell (1930), et celles de l’équipe d’Adorno (1950), la question a été largement débattue et souvent reprise (Froman, 1961 ; Knutson, 1974 ; Renshon, 1975). Aucune étude ne s’est montrée en mesure d’isoler clairement les effets de la personnalité de ceux de l’ensemble des déterminants sociaux et culturels. Ce n’est pas nier l’importance de cette donnée, mais c’est reconnaître que de toutes, c’est sans doute la plus difficile à mesurer et à analyser.

Conclusion

[Retour au sommaire](#sommaire)

Ayant tenté d’illustrer la réalité d’une socialisation politique dans l’enfance et l’adolescence, il faut en guise de conclusion revenir à l’interrogation initiale : en quoi son étude éclaire-t-elle la compréhension des phénomènes politiques ?

Le problème posé est celui de la persistance, au-delà du passage à l’âge adulte, du produit de la socialisation initiale. On ne peut aborder ce point sans revenir sur certaines des attentes à l’égard de la socialisation politique et sur son contenu réel. [224] Disons-le clairement, il n’y a pas de relation directe et simple de cause à effet entre les prédispositions et les attitudes acquises dans l’enfance et les comportements des adultes. Ou, si l’on préfère, la connaissance de phénomènes de socialisation politique ne suffit pas à prévoir qui votera quoi demain. Doit-on pour autant ramener, avec Sears (1975), les acquis de la socialisation précoce à de simples « résidus » ? Ou ne doit-on pas plutôt s’étonner de certaines déceptions ? La socialisation politique ne fournit pas des kits de réponses toutes faites. Elle donne aux individus la matière profonde de leurs perceptions, de leurs représentations, de leurs attitudes. Elle les aide à construire, si l’on préfère, le fond de carte sur lequel viendront s’inscrire, avec des contenus différents, des reliefs différents, les évènements successifs. Un fond de carte peut, dans certaines circonstances, se déformer et se distordre, mais l’observateur attentif continuera à pouvoir lire la réalité initiale. Les éléments fondateurs de cette trame initiale sont peu nombreux et se situent eux-mêmes à des niveaux différents : au plus profond, on trouve les principes de l’identité politique inscrite comme dimension à part entière de l’identité sociale du sujet. Ces principes peuvent varier dans leur étendue et leur forme, mais ils représentent tous, et c’est le point essentiel, l’appropriation et la prise en charge par le sujet d’une partie au moins de l’histoire et du projet de son groupe familial, social, national. Se greffe sur ce niveau premier la formation d’une certaine compétence et d’une certaine appétence pour la politique. Celles-ci varient en qualité et peuvent, surtout, emprunter des chemins de formation et des formes différentes. Il n’y a pas de compétence et d’appétence que savantes. Cela s’explique si l’on admet que la compétence et l’identité ne sont pas deux dimensions isolées, et si l’on reconnaît que la socialisation se situe plus au niveau de l’idéel que du réel et s’appuie davantage sur des mécanismes d’ordre affectif que cognitif. De ce point de vue, les comparaisons fréquentes de Bourdieu entre la politique et l’art ne nous semblent pas pertinentes. La politique, en tout cas, au niveau de la socialisation, se rapproche plutôt du domaine de la sexualité et de la religion.

Envisager la socialisation comme processus formateur de grille de lecture, de prédispositions, d’attitudes profondes, c’est plaider en faveur de la persistance. Mais penser que les effets de la première socialisation ne s’effacent jamais complètement, ce n’est pas rejeter l’idée qu’une partie de l’identité et de la compétence du sujet puisse se transformer ni refuser qu’une même prédisposition puisse à des moments, dans des circonstances autres, produire des comportements dissemblables.

Avant d’évoquer les conditions qui peuvent produire ces changements, il faut rappeler d’un mot la difficulté de mesurer ces phénomènes et certaines des erreurs qui ont pu en surgir. Il faut se garder, d’abord, de confondre les effets des cycles de vie et de générations, ou si l’on préfère, de prendre pour un phénomène de génération les effets de l’enchaînement des évènements des vies individuelles. Pour ne prendre qu’un exemple, une meilleure connaissance de la mortalité différentielle des électeurs a conduit à des réinterprétations des écarts observés entre générations d’électeurs. Au niveau d’une analyse en termes de génération, il faut aussi se méfier des points de comparaison que l’on se donne. Il est fréquent d’opposer les jeunes et les adultes. Cela revient à opposer une classe d’âge et un amalgame de générations d’âges et de statuts très divers. Cette comparaison globale tend à majorer les différences [225] entre générations. Les enquêtes qui permettent, au contraire, d’analyser les attitudes et les opinions des jeunes avec celles de leurs propres parents conduisent toutes (Jennings, Niemi, 1974 ; Thomas, 1971 ; Percheron, 1977, 1981, 1982) en revanche à souligner les continuités qui existent entre générations.

Par ailleurs, les recherches sur le devenir de l’héritage familial et des acquis de la première socialisation ont longtemps reposé sur des histoires de vie d’adultes racontant leurs itinéraires (Maccoby *et ai,* 1954 ; Middleton, Putney, 1963 ; Lasswell, 1930 ; Lane, 1962 ; Donegani, 1979). Les enquêtes interrogeant parents et enfants, les enquêtes longitudinales ou par panel (Newcomb *et al.,* 1967 ; Converse, 1964, 1970 ; Jennings, Niemi, 1973 ; Greeley, Spaeth, 1970, etc.) ont conduit à une remise en question de conclusions qui avaient tendu à majorer la part de la continuité par rapport à celle du changement et ont abouti à une réévaluation des facteurs de perpétuation ou de rupture. Les premières enquêtes tendaient, par exemple, à prêter une place essentielle au climat affectif et psychologique régnant au sein de la famille dans l’explication des phénomènes de rupture. Les recherches ultérieures avec des méthodes directes d’observation montrent qu’en réalité le climat des relations au sein de la famille ne pèse pratiquement d’aucun poids dans la transmission, puis dans la prise en charge durable ou dans le rejet de l’héritage familial.

Apprécier les effets de la socialisation initiale suppose trois précautions supplémentaires. La première, la plus évidente, c’est que la socialisation ne se termine pas avec le passage à l’âge adulte. Il ne s’agit, comme nous l’avons fréquemment rappelé, que d’une socialisation initiale. La deuxième précaution appelle à une nécessaire distinction entre le court et le long terme. Intuitivement, chacun perçoit la période de l’enfance et de l’adolescence comme celle de la formation d’un bagage qui va produire ses effets dès l’avènement de la majorité légale et qui agira ensuite continûment. Il n’en est rien. Dans presque tous les pays, les jeunes accordent la plus grande importance à l’obtention des droits civiques, mais commencent par ne pas en user. Tout se passe comme si la phase d’installation dans l’âge adulte (jusque vers 25 ans) correspondait à une phase de non-participation (non-adhésion aux syndicats et aux partis, abstention électorale) et de remise en question des attitudes et des opinions acquises (contestation de l’identité nationale au profit de solidarités de classe d’âge ; souhait plus fréquent de changer radicalement la société ; adhésion à des formes nouvelles d’expression politique avec notamment un fort intérêt pour des mouvements comme Amnesty International ou pour l’écologie). Après vingt-cinq ans, en revanche, les attitudes et les comportements des jeunes adultes tendent à se rapprocher de ceux des autres classes d’âge. Les différences ne sont plus tant de nature que de degrés. Dans le cas de la France, par exemple, on observe qu’après cet âge les inscriptions sur les listes électorales sont presque complètes et les comportements d’abstention de même amplitude que dans l’ensemble de la population.

Une troisième précaution s’impose, celle de savoir quels comportements et quelles attitudes peuvent être considérés comme persistants. Tout bien considéré, nous avons vu qu’un enfant sur deux à peu près exprimait, possédait les mêmes préférences partisanes ou idéologiques que ses parents. Une première question est de savoir ce que devient ce groupe d’ « héritiers ». Mais il serait erroné de s’en tenir [226] là, et il faut aussi prendre en compte l’autre moitié de la population jeune dans laquelle la transmission des préférences parentales ne semblait pas également réussie. Il est fort possible que les effets de la transmission parentale ne se fassent sentir qu’à terme, peut-être même après une période de refus initial de l’héritage. De plus, acquérir des préférences autres que celles des parents est aussi un produit de la socialisation dont il convient d’analyser l’évolution. Le compte des persistances et des défections doit s’établir sur l’ensemble de la classe d’âge.

Ceci posé, quels facteurs et quelles conditions peuvent remettre en question les effets de la première socialisation politique ? Il ne nous appartient pas de les étudier en détail dans le cadre de cette analyse, et nous nous bornerons à les énumérer. Ils sont du reste bien connus. On peut ranger dans une première catégorie, la plus importante, toutes les conséquences de la mobilité sous ses diverses formes : mobilité familiale conduisant, par socialisation réciproque dans le cas d’une non-homogamie initiale, à un rapprochement des opinions et des attitudes des époux ; mobilité géographique entraînant un effet à double détente : desserrement du tissu de sociabilité initiale et adoption éventuelle d’ « idées nouvelles » pour le migrant puis, par le maintien des contacts entre ceux qui sont partis et ceux qui sont restés au pays, diffusion de ces idées dans le milieu d’origine et, par là, réduction éventuelle des spécificités locales [[393]](#footnote-393) ; mobilité sociale enfin, sous ses deux aspects de mobilité ascendante ou descendante. Les débats sur les conséquences dans le domaine des attitudes et des comportements politiques sont loin d’être tranchés aujourd’hui encore. Certains ont proposé des modèles de socialisation anticipée, d’autres ont défendu l’idée selon laquelle les mobiles tendraient à adopter des positions intermédiaires entre celles de leurs classes d’arrivée et de départ. Certaines indications tendent enfin à montrer qu’au sein d’un même groupe social, les parents forment des projets d’avenir différents pour leurs enfants selon qu’ils partagent des systèmes de valeurs de gauche ou de droite (Percheron, 1982).

À tous les effets de la mobilité, il faut ajouter, en second lieu, le poids des évènements. Les évènements peuvent jouer à l’échelle de l’individu et prendre la forme d’une rencontre avec soit un évènement proprement dit, soit un groupe ou une personne particulière. On connaît le rôle qu’ont pu jouer, pour certains, la participation à des guerres comme celle de l’Algérie ou du Vietnam, l’entrée dans des mouvements comme la joc ou les Jeunesses communistes. Des études comme celles de Donegani (1979) ont mis en évidence la connotation morale des évènements qui conduisent les jeunes catholiques à prendre des engagements de gauche : découverte de la misère, de l’injustice, de la solitude en cas de non-conformité à la norme sociale. Les évènements peuvent aussi intervenir au niveau de la société tout entière. Ils peuvent prendre des formes dramatiques (guerre, révolution) et représenter une transformation décisive du système politique (fascisme en Allemagne et en Italie, socialisme en Europe de l’Est), mais ils peuvent aussi adopter le visage de l’évolution quotidienne. Le système et l’éventail des partis peuvent changer, les points chauds du débat politique se déplacent, les normes et les pratiques se transforment. Opinions [227] et attitudes initiales s’adaptent, pourrait-on dire, au paysage. Il n’y a pas – il ne peut y avoir – de modèle universel de socialisation, parce que la socialisation est toujours le fruit de la rencontre de l’histoire de chacun avec celle de la société tout entière.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour au sommaire](#sommaire)

Adelson (J.), O’Neil (R. P.), 1966, Growth of political ideas *in* adolescence : the sense of community, *Journal of Personality and Social Psychology,* 4, pp. 295-306.

Adelson (J.), Green (B.), O’Neil (R. P.), 1969, Growth of the idea of law *in* adolescence, *Developmental Psychology,* I, pp. 327-332.

Adelson (J.), 1971, The political imagination of the young adolescent, *Daedalus,* Spring, vol. 100, pp. 1013-1050.

Adorno (T. W.), Frenkel-Brunswick (E.), Levinson (E. J.), Sanford (R. N.), 1950, *The authoritarian personality,* New York, Harper.

Allerbeck (Kl.), Jennings (K.), Rosenmayr (L.), 1979, Generations and families : political action, *in* S. Barnes et M. Kaase, eds., *Political Action,* Sage Publications.

Almond (G.), Verba (S.), 1963, *The civic culture : political attitudes and democracy in five nations,* Princeton, Princeton University Press.

Althusser (L.), 1970, [Idéologies et appareils idéologiques d’État](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030140239), *in La Pensée,* n° 151, pp. 3-38.

Barnes (J.), Kaase (M.), eds., 1979, *Political Action. Mass participation in five western democracies,* Beverly Hills, Sage Publications.

Barthélémy (M.), Percheron (A.), 1982, *Dimensions politiques de l’identité nationale chez les préadolescents norvégiens et français.* Rapport présenté à l’atelier sur le processus de l’identité nationale du Consortium européen pour la Recherche politique, Aarhus, 29 mars-3 avril 1982, 29 p. multigr.

Barthélémy (M.), 1984, *Culture nationale et formation politique de l’individu en Norvège. Étude comparative des phénomènes de socialisation politique chez les jeunes norvégiens et français,* Paris, multigr.

Baudelot (Ch.), Establet (R.), 1971, *L’école capitaliste en France,* Paris, Maspero.

Bernstein (B.), 1975, *Langage et classes sociales.* Paris, Éd. de Minuit.

Boltanski (L.), 1973, Erving Goffman et le temps du soupçon. À propos de la publication en français de la représentation de soi dans la vie quotidienne, *in Information sur les sciences sociales,* vol. 12 (3), juin, pp. 127-147.

Bon (F.), Schemeil (Y.), 1980, La rationalisation de l’inconduite, *in Revue française de Science politique,* vol. 30 (6), pp. 1198-1228.

Bonnal (F.), Boy (D.), 1978, Avenir social et univers politique, *in* Percheron *et al., Les 10-16 ans et le politique,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Bourdieu (P.), Passeron (J.-Cl.), 1964, *Les héritiers, les étudiants et la culture,* Paris, Éd. de Minuit.

Bourdieu (P.), Passeron (J.-Cl.), 1970, *La reproduction, éléments pour une théorie du système d’enseignement,* Paris, Éd. de Minuit.

Bourdieu (P.), 1972, *Esquisse d’une théorie de la politique,* Genève, Droz.

Bourdieu (P.), 1973 *a,* L’opinion publique n’existe pas, *in Temps modernes,* 318, pp. 1292-1309.

Bourdieu (P.), 1973, Les Doxosophes, *in Minuit,* 1 (4), pp. 26-45.

Bourdieu (P.), 1977, Questions de politique, *in Actes de la recherche,* 16, pp. 55-89.

Bourdieu (P.), 1979, *La distinction, critique sociale de jugement,* Paris, Éd. de Minuit.

Bourdieu (P.), 1980, *Le sens pratique,* Paris, Éd. de Minuit.

Bourdieu (P.), 1980, *Questions de sociologie,* Paris, Éd. de Minuit.

Bourdieu (P.), 1981, La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique, *in Actes de la recherche en sciences sociales,* 36-37, pp. 3-24.

Bowles (S.), Gintis (H.), 1976, *Schooling in capitalist America. Educational reform and the contradictions of economic life,* New York, Basic Books Inc.

Brennan (T.), 1981, *Political education and democracy,* Cambridge, Cambridge University Press.

Bronfenbrenner (V.), 1972, *Influences on human development,* Hinsdale (Ill.), The Dryden Press.

[228]

Butler (D.), Stokes (D.), 1974, *Political change in Britain. The evolution of electoral choice,* London, Mac Millan, 2e éd.

Campbell (A.), Gurin (G.), Miller (W.), 1954, *The voter decides,* Evanston, Row Peterson & Co.

Campbell (R.), Converse (Ph.), Miller (W.), Stokes (D.), 1964, *The American voter,* New York, John Wiley & Sons.

Caspard *et al.,* 1981, Groupe de travail de la maison d’école de Montceau-les-Mines, *Cent ans d’école,* Champvallon, coll. « Milieux ».

Chaffee (S. H.), Ward (L. S.), Tipton (L. P.), 1970, Mass communication and political socialization, *Journalism Quarterly,* 47, pp. 647-659.

Chaffee (S. H.), McLeod (J. M.), Atkin (C. K.), 1971, Parental influences on adolescent media use, *American Behavioral Scientist,* 14, pp. 323-340.

Chaffee (S. H.), McLeod (J. M.), Wackman (D. B.), 1973, Family communication patterns and adolescent political participation, *in* J. Dennis (ed.), *Socialization to politics : a reader,* New York, Wiley.

Chaffee (S. H.), Becker (L.), 1975, Young voters’ reactions to early Watergate issues, *American Politics Quarterly,* 3, pp. 360-385.

Chombart de Lauwe (M.-J.), Bonnin (Ph.), Mayeur (M.), Perrot (M.), Soudière (de La M.), 1973, *Enfant en-jeu. Les occupations des enfants durant leur temps libre en fonction du type d’environnement,* Paris, cnaf.

Chombart de Lauwe (M.-J.), Bellan (Cl.), 1979, *Enfants de l’image,* Paris, Payot. Claussen (B.), Wasmund (K.), 1982, *Handbuch der politischen Socialisator, Braunschweig,* Agentur Pedersen.

Connell (R. W.), 1971, *The child’s construction of politics,* Carlton, Australia, Melbourne University Press.

Connell (R. W.), 1972, Political socialization *in* the American family : the evidence reexamined, *Public Opinion Quarterly,* Fall, 36, pp. 323-333.

Connell (R. W.), Goot (M.), 1972-1973, Science and ideology *in* American political socialization research, *Berkeley Journal of Sociology,* 27, pp. 166-193.

Converse (P. E.), Dupeux (G.), 1962, Politicization of the electorate *in* France and the United States, *Public Opinion Quarterly,* Spring, pp. 1-23.

Converse (P. E.), 1964, The nature of belief Systems *in* mass publics, *in* D. Apter (ed.), *Ideology and discontent,* Glencoe, Free Press, pp. 206-261.

Converse (P. E.), 1974, Comment : the status of non-attitudes, *American Political Science Review,* 68, pp. 650-660.

Cook-Gumperz (J.), 1973, *Social control and socialization. A study of class difference in the language of maternal control,* London, Routledge & Kegan Paul.

Cot (J.-P.), Mounier (J.-P.), 1974, *Pour une sociologie politique,* Paris, Seuil, t. II.

Courtis (K.), 1981, *De la similitude à la différence. Une étude de socialisation politique chez les enfants franco-québécois,* Thèse d’Institut d’études politiques de Paris, mars, multigr.

Coutrot (A.), 1971, *Jeunesse et politique. Guide de recherches,* Paris, Armand Colin / Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Davies (A. F.), 1965, The child’s discovery of social class, *in The Australian and New Zealand Journal of Sociology,* vol. 1, n° 1, pp. 21-37.

Dawson (R. E.), Prewitt (K.), 1969, *Political socialization,* Boston, Little Brown.

Dehan (N.), Grunberg (G.), Percheron (A.), 1978, Les relations entre l’individu et le pouvoir, *in* Percheron *et al., Les 10-16 ans et la politique,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Dehan (N.), Percheron (A.), 1980, La démocratie à l’école, *Revue française de Sociologie,* XX (3), pp. 379-407.

Dennis (J.), 1968, Major problems of political socialization research, *Midwest Journal of Political Science,* 12, pp. 85-114.

Dennis (J.), Lindberg (L.), McCrone (D.), Stiefbold (R.), 1968, Political socialization to democratic orientations *in* four Western Systems, *Comparative Political Studies, 1, p*p. 71-101.

Dennis (J.), 1969, *Political learning in childhood and adolescence.* Technical report n° 98, Madison, University of Wisconsin Research and Development Center for Cognitive Learning.

[229]

Dennis (J.), McCrone (D.), 1970, Preadult development of political party identification *in* Western democracies, *Comparative Political Studies,* 3, pp. 243-263.

Dennis (J.), Lindberg (L.), McCrone (D.), 1971, Support for nation and government among English children, *British Journal of Political Science,* 1, pp. 25-48.

Dennis (J.), 1973, Future work on political socialization, *in* J. Dennis (ed.), *Socialization to politics,* New York, Wiley.

Dennis (J.) (ed.), 1973, *Socialization to politics,* New York, Wiley.

Dennis (J.), Webster (G), 1975, Children’s images of the President and of government *in* 1962 and 1974, *American Politics Quarterly,* 3, pp. 386-405.

Deutsch (E.), Lindon (D.), Weill (P.), 1966, *Les familles politiques aujourd’hui en France,* Paris, Éd. de Minuit.

Donegani (J. M.), 1979, Itinéraire politique et cheminement religieux, *in Revue française de Science politique,* vol. 29, n° 4-5, pp. 693-738.

Dowse (R.), Hughes (J.), 1971, Girls, boys and politics, *in British Journal of Sociology,* pp. 53-67.

Dupoirier (E.), Percheron (A.), 1975, Choix idéologiques, attitudes politiques des préadolescents et contexte politique, *Revue française de Science politique,* XXV (5) octobre, pp. 870-899.

Duquesne (J.), 1963, *Les 16-24 ans*, Paris, Le Centurion.

Durkheim (É.), 1963, [*L’éducation morale*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.due.edu2)*,* Paris, puf.

Durkheim (É.), 1966, [*Éducation et sociologie*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.due.edu1)*,* Paris, puf.

Durkheim (É.), 1968, [*Les formes élémentaires de la vie religieuse*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.due.for2)*,* Paris, puf.

Durkheim (É.), 1969, [*L’évolution pédagogique en France*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.due.evo)*,* Paris, puf.

Durkheim (É.), 1975, [*Fonctions sociales et institutions*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/durkheim.html)*,* Paris, Éd. de Minuit.

Easton (D.), Hess (R.), 1962, The child’s political world, *Midwest Journal of Political Science,* 6, pp. 229-246.

Easton (D.), Dennis (J.), 1965, The child’s image of government, *Annals of the American Academy of Political and Social Science,* September, 361, pp. 40-57.

Easton (D.), 1968, The theoretical relevance of political socialization, *Canadian Journal of Political Science,* I, pp. 125-146.

Easton (D.), Dennis (J.), 1969, *Children in the political System,* New York, McGraw-Hill.

Erikson (E.), 1966, *Enfance et société,* Neuchâtel, Delachaux-Niestlé.

Erikson (E.), 1972, *Adolescence et crise. La quête de l’identité,* Paris, Flammarion, « Champs ».

Feldman (K.), Newcomb (T.), 1971, *The impact of college on students : an analysis of four decades of research,* San Francisco, Jossey-Bass.

Ferro (M.), 1981, *Comment on raconte l’histoire aux enfants à travers le monde entier,* Paris, Payot.

Fichter (J. H.), 1956, Religious values and the social personality, *in American Catholic sociological review,* vol. 17, n° 2, pp. 109-117.

Finifter (A.), Finifter (B.), 1983, *Political socialization of international migrants : American migrants in Australia,* rapport présenté à la réunion de l’American Political Science Association, Chicago, multigr., 37 p.

Froman (L. A.), 1961, Personality and political socialization, *Journal of Politics,* 23, pp. 341-352.

Froman (L. A.), 1962, Learning political attitudes, *Western Political Quarterly,* 15, pp. 304-313.

Gallatin (J.), Adelson (J.), 1970, Individual rights and the public good : a crossnational study of adolescents, *Comparative Political Studies,* 3, pp. 226-243.

Gallatin (J.), Adelson (J.), 1971, Legal guarantees of individual freedom : a cross-national study of the development of political thought, *Journal of Social Issues,* 27 (2).

Garcia (F. C.), 1973, Orientations of Mexican-American and Anglo children toward the us political community, *Social Science Quarterly,* 53, pp. 814-829.

Gaxie (D.), 1978, *Le cens caché,* Paris, Seuil.

Geertz (C.) (ed.), 1963, *Old societies and new states,* Chicago, University of Chicago Press.

Geertz (C.), 1973, *The interpretation of cultures,* New York, Basic Books Inc.

Gitelman (Z.), 1982, *Becoming Israelis : Political resocialization of Soviet and American immigrants,* New York, Praeger.

Grawitz (M.), 1980, *Élèves et enseignants face à l’instruction civique,* Paris, Bordas, 168 p.

Greeley (A.), Spaeth (J.), 1970, Political change among college alumni, *Sociology of Education,* 43, pp. 106-113.

[230]

Greenberg (E. S.), 1970, *Political socialization,* New York, Atherton.

Greenberg (E. S.), 1970, Children and government : a comparison across racial lines, *Midwest Journal of Political Science,* 14, pp. 249-279.

Greenstein (F. I.), i960, The benevolent leader : children’s images of political authority, *American Political Science Review,* 54, pp. 934-943.

Greenstein (F. I.), 1961 *a,* More on children’s images of the President, *Public Opinion Quarterly,* 25, pp. 648-654.

Greenstein (F. I.), 1961 *b,* Sex-related political differences *in* childhood, *Journal of Politics,* 23, pp. 353-371.

Greenstein (F. I.), 1965 *a, Children and politics,* New Haven, Yale University Press.

Greenstein (F. I.), 1965 *b,* Personality and political socialization : the theories of authoritarian and democratic character, *Annals of the American Academy of Political and Social Science,* 361, pp. 81-95.

Greenstein (F. I.), 1970, A note on the ambiguity of « political socialization » : definitions, criticisms, and strategies of inquiry, *Journal of Politics,* 32, pp. 969-978.

Greenstein (F. I.), Tarrow (S.), 1970, Children and politics *in* Britain, France and the United States, *Youth and Society,* 2.

Greenstein (F. I.), Tarrow (S.), 1970, *Political orientations of children : the use of a semi-projective technique in three nations,* Beverly Hills, Sage Publications.

Greenstein (F. I.), 1975, The benevolent leader revisited : children’s images *in* three democracies, *American Political Science Review,* 64, pp. 1371-1398.

Grignon (Cl.), Passeron (J.-Cl.), 1982, *Sociologie de la culture et sociologie des cultures,* document du gides, n° 4, 183 p. multigr.

Gustafsson (G.), 1974, Environmental influence on political learning, *in* Niemi (ed.), *The politics of future citizens,* San Francisco, Jossey-Bass.

Gustafsson (G.), 1972, *Strukturomwandling och politisk socialisation,* unpublished doctoral dissertation, University of Umeå.

Halbwachs (M.), 1925, [*La mémoire collective*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.ham.mem1)*,* Paris, Alcan.

Hess (R. D.), Easton (D.), 1960, The child’s changing image of the President, *Public Opinion Quarterly,* 24, pp. 632-644.

Hess (R. D.), Torney (J. V.), 1965, *The development of basic attitudes and values towards government and citizenship during the elementary school years* (Part I), Chicago, University of Chicago Press.

Hess (R. D.), Torney (J. V.), 1967, *The development of political attitudes in children,* Chicago, Aldine (Anchor Edition), 1968.

Hess (R. D.), Tapp (J. L.), 1969, *Authority, rules and aggression : a cross national study of the socialization of children into compliance Systems* (Part I), Washington dc, us Department of Health, Education and Welfare.

Hoggart (R.), 1970, *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre,* trad. franç., Paris, Éd. de Minuit.

Hyman (H.), 1959, *Political socialization,* Glencoe, Ill., Free Press.

Hyman (H.), 1963, Mass media and political socialization : the role of patterns of communication, *in* Lucian Pye (ed.), *Communications and political development,* Princeton, Princeton University Press.

Hyman (H.), 1973, Mass communication and socialization, *Public Opinion Quarterly,* 37, pp. 524-540.

Jahoda (G.), 1963, The development of children’s ideas about country and nationality, *British Journal of Educational Psychology,* 33, 47-60, pp. 143-153.

Jahoda (G.), 1964, Children’s concepts of nationality : a critical study of Piaget’s stages, *Child Development,* 35, pp. 1081-1092.

Jaros (D.), 1967, Children’s orientations to the President : some additional considerations, *Journal of Politics,* 29, pp. 368-387.

Jaros (D.), Hirsch (H.), Fleron (F. J.), 1968, Malevolent leader : political socialization *in* an American sub-culture, *American Political Science Review,* 62, pp. 564-575.

[231]

Jaros (D.), Kolson (K. L.), 1974, The multi various leader : Political socialization of Amish, « Yanks », and Blacks, *in* R. G. Niemi (ed.), *The politics of Future citizens,* San Francisco, Jossey-Bass.

Jean (I.), 1984, *La littérature enfantine,* Paris, Les Éditions Ouvrières.

Jennings (M. K.), Niemi (R. G.), 1968, The transmission of political values from parent to child, *American Political Science Review,* 62, pp. 169-184 (*b*).

Jennings (M. K.), Langton (K. P.), 1969, Mothers versus fathers. The formation of political orientations among young Americans, *Journal of Politics,* 31, pp. 329-358.

Jennings (M. K.), Niemi (R. G.), 1971, The division of political labor between fathers and mothers, *American Political Science Review,* 65, pp. 69-82.

Jennings (M. K.), Langton (K. P.), Niemi (R. G.), 1974, Effects on the high school civics curriculum, *in* M. K. Jennings et R. G. Niemi, *The political character of adolescence,* Princeton, Princeton University Press.

Jennings (M. K.), Niemi (R. G.), 1974, *The political character of adolescence : the influence of families and schools,* Princeton, Princeton University Press.

Jennings (M. K.), Niemi (R. G.), 1975, Continuity and change *in* political orientations : a longitudinal study of two generations, *American Political Science Review,* 69, pp. 1316-1335.

Jennings (M. K.), Markus (G. B.), 1977, The effect of military service on political attitudes : a panel study, *American Political Science Review,* vol. 71.

Jennings (M. K.), Niemi (R. G.), 1981, *Generations and politics : a panel study of young adults and their parents,* Princeton, Princeton University Press.

Jennings (K.), Allerbeck (Kl.), Rosenmayr (L.), 1979, General orientations, *in* S. Barnes et M. Kaase (eds.), *Political action.*

Johansson (O.), 1975, *Children’s perception of what is political,* rapport multigr. pour les ateliers de l’ecpr, Londres.

Kavanagh (D.), 1972, Allegiance among English children : a dissent, *in British Journal of Political Science,* 2, pp. 127-131.

Keniston (K.), 1965, *The uncommitted : alienated youth in American society,* New York, Dell.

Keniston (K.), 1967, The sources of student dissent, *Journal of Social Issues,* 23 (3), pp. 108-137.

Keniston (K.), 1968, Y*oung radicals : notes on committed youth,* New York, Harcourt, Brace et World.

Knutson (J.), 1974, Pre-political ideologies : the basis for political learning, *in* R. Niemi (ed.), *The politics of future citizens,* San Francisco, Jossey-Bass.

Kohlberg (L.), 1963, Moral development and identification, *in* H. W. Stevenson (ed.), *Child psychology, 62nd Yearbook of National Society for the Study of Education,* Chicago, University of Chicago Press.

Kohlberg (L.), 1964, Development of moral character and moral ideology, *in* M. L. Hoffman et L. W. Hoffman (eds.), *Review of child development research,* New York, Russell Sage Foundation.

Kohlberg (L.), 1969, Stage and sequence : the cognitive developmental approach to socialization, *in* D. A. Goslin (ed.), *The handbook of socialization theory and research,* Chicago, Rand McNally.

Kohlberg (L.), 1971 *a,* Stages of moral development as a basis for moral education, *in* C. H. Beck, B. S. Crittenden et E. V. Sullivan (eds.), *Moral education : interdisciplinary approaches,* Toronto, University of Toronto Press.

Kuroda (Y.), 1965, Agencies of political socialization and political change : political orientation of Japanese law students, *Human organization,* 24, pp. 328-331.

Landowski (E.), 1970, *L’image du Parlement dans quelques manuels de l’enseignement primaire,* Paris, multigr., 65 p.

Lane (R. E.), 1959, Fathers and sons : foundations of political belief, *American Sociological Review,* 24, pp. 502-511.

Lane (R. E.), 1959, *Political life,* Glencoe, Ill., Free Press.

Lane (R. E.), 1962, *Political ideology,* New York, Free Press.

Levine (R.), 1963, Political socialization and culture change, *in* Geertz (ed.), *Old societies and new states,* Glencoe, The Free Press.

[232]

Levine (R. A.), 1967, The internationalization of political values *in* stateless societies, *in* R. Hunt (Ed.), *Personalities and culture,* New York, Natural History Press.

Litt (E.), 1963, Civic education, community norms and political indoctrination, *American Sociological Review,* February, 28, pp. 69-75.

Litt (E.), 1969, Review of *Political Socialization* by Richard Dawson and Kenneth Prewitt, *American Political Science Review,* December, 63.

Maccoby (E. E.), Matthews (R. E.), Morton (A. S.), 1954, Youth and political change, *Public Opinion Quarterly,* vol. 18, pp. 1123-1139.

Mariet (F.), Porcher (L.), 1978, *Apprendre à devenir citoyen à l’école,* Paris, esf.

Marsh (D.), 1971, Political socialization : the implicit assumptions examined, *British Journal of Political Science*, 1, pp. 453-465.

Marsh (D.), 1972, Beliefs about Democracy among English adolescents : what significance have they ?, *in British Journal of Political Science,* 2, pp. 255-259.

Melich (A.), 1979, *Comment devient-on suisse ? Enfants et apprentissage politique,* Lausanne, Institut de Sciences politiques.

Merelman (R.), 1966, Learning and legitimacy, *in American Political Science Review,* vol. 60, pp. 548-561.

Merelman (R. M.), 1969, The development of political ideology : a framework for the analysis of political socialization, *American Political Science Review,* 63, pp. 750-767.

Merelman (R. M.), 1971 *a,* The development of policy thinking *in* adolescence, *American Political Science Review,* 65, pp. 1033-1047.

Merelman (R. M.), 1971 *b, Political socialization and educational climates,* New York, Holt, Rinehart & Winston.

Merelman (R. M.), 1972, The adolescence of political socialization, *Sociology of Education,* 45, pp. 134-166.

Merriam (Ch.), 1931, *The making of citizens,* Chicago, The University of Chicago Press.

Meyer (Ph.), 1970, *Socialization : the approach from social anthropology,* London, Tavistock publications.

Michelat (G.), Simon (M.), 1973, Catholiques déclarés et irréligieux communisants : vision du monde et perception du champ politique, *in Archives de Sciences sociales des religions,* 35, pp. 57-111.

Michelat (G.), Simon (M.), 1977, *Classe, religion et comportement politique,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques et Éditions Sociales.

Michelat (G.), Simon (M.), 1977, Religion, class and politics, *in Comparative politics.*

Michelat (G.), Simon (M.), 1979, Niveau d’intégration religieuse et comportements politiques, *in Actes de la IIIe Conférence internationale de Sociologie religieuse,* Vienne.

Michelat (G.), Simon (M.), 1982, Les « sans-réponse » aux questions politiques : rôles imposés et compensation des handicaps, *in L’Année sociologique,* vol. 32, pp. 81-114.

Middleton (R.), Putney (S.), 1963 *a*, Student rebellion against parental political beliefs, *Social Forces,* 41, pp. 377-383.

Middleton (R.), Putney (S.), 1963 *b,* Political expression of adolescent rebellion, *American Journal of Sociology,* 65, pp. 527-535.

Mollo (S.), 1970, *L’école dans la société. Psychologie des modèles éducatifs,* Paris, Dunod.

Mossuz-Lavau (J.), Sineau (M.), 1983, *Enquête sur les femmes et la politique en France,* Paris, puf.

Nelson (J.), 1983, Education for politics : rethinking research on political socialization, *in* J. Nelson (Ed.), *What should political theory be now,* Albany-Suny Press.

Newcomb (T. M.), Koenig (K.), Flacks (R.), Warwick (D.), 1967, *Persistence and change : Bennington College and its students after twenty-five years,* New York, Wiley.

Newcomb (T. M.), 1973, Persistence and regression of changed attitudes : long range studies, *in* J. Dennis (Ed.), *Socialization to politics,* New York, Wiley.

Nielsen (S.), Svensson (P.), 1975, *A research note on children’s perception of « what is political » and the Danish case : some data on politicization, stability and new measures,* Rapport multigr. pour les ateliers de l’ecpr, Londres.

Niemi (R. G.), 1973, Political socialization, *in* Knutson (J. N.) (éd.), *Handbook of political psychology,* San Francisco, Jossey-Bass.

[233]

Niemi (R. G.), 1974 *a*, *How family members perceive each other,* New Haven, Yale University Press.

Niemi (R. G.) (éd.), 1974 *b*, *The politics of future citizens,* San Francisco, Jossey-Bass.

Okamura (T.), 1968, The child’s changing image of the prime minister : a preface to the study of political socialization *in* contemporary Japan, *in The developing economies,* 6, pp. 566-586.

Oppo (A.), 1973, *I giovanni d’oggi di fronte alla società,* Indagini e documentazioni sociali, Roma.

Osgood (C. E.), Suci (G. J.), Tannenbaum (P. H.), 1957, *The measurement of meaning,* Urbana, University of Illinois Press.

Padioleau (J.), 1976, La formation de la pensée politique : développement longitudinal et déterminants socio-culturels, *in Revue française de Sociologie,* XVII, pp. 451-484.

Padioleau (J.), 1975, Codes politiques, *Informations sur les sciences sociales,* 3, pp. 137-160.

Parsons (T.), Baies (R.) *et al.,* 1954, *Family, socialization and interaction process,* Glencoe, Ill., The Free Press.

Passeron (J.-Cl.), Singly (F. de), 1984, Différences dans la différence : la spécification sexuelle des socialisations de classe, *in Revue française de Science politique,* vol. 34, n° 1, pp. 48-73.

Pateman (C.), 1980, The civic culture : a philosophic critique, *in* A. Almond et S. Verba (eds.), *The civic culture revised,* Boston, Little, Brown & Co.

Pateman (C.), 1970, *Participation and democratic theory,* London, Cambridge Press.

Paty (D.), 1980, *12 collèges en France,* Paris, La Documentation française.

Percheron (A.), 1974, *L’univers politique des enfants,* Paris, Armand Colin, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Percheron (A.), 1977, Tel père, tel fils ?, *Projet,* n° 115, mai,pp. 532-546.

Percheron (A.), 1977, Ideological proximity among French children : problems of definition and measurement, *European Journal of Political Research,* 5, pp. 53-81.

Percheron (A.), 1977, Transmission des préférences idéologiques au sein de la famille, *Bulletin de la Société française de Sociologie,* IV (9), juin, pp. 41-52.

Percheron (A.), en collaboration avec F. Bonnal, D. Boy, N. Dehan, G. Grunberg, F. Subileau, 1978, *Les 10-16 ans et la politique,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Percheron (A.), 1978, L’innocence politique des enfants, *in* Percheron *et al., Les 10-16 ans et la politique,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Percheron (A.), 1978, La formation des préférences idéologiques, *in* Percheron *et al., Les 10-16 ans et la politique,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Percheron (A.), Subileau (F.), 1978, Définition du champ politique, *in* Percheron *et al., Les 10-16 ans et la politique,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Percheron (A.), 1980, *Grands principes et morale quotidienne. Les attitudes des parents et leurs transmissions aux enfants,* Rapport préparé pour la Table ronde de l’Association française de Science politique sur les classes moyennes et la politique, Paris, 24 p. multigr.

Percheron (A.), en collaboration avec Jennings (K.), 1981, Political continuities *in* French families : a new perspective on an old controversy, *Comparative politics,* vol. 3, n° 4, pp. 421-436.

Percheron (A.), 1981, Stratégies éducatives, normes éducatives et classes sociales, *in L’enfant, la famille et l’école,* livre coordonné par F. Mariet, Paris, Éditions esf, pp. 39-59.

Percheron (A.), 1981, *Âge, génération et filiation,* rapport préparé et présenté dans le cadre de la Table ronde Génération et politique, Ier Congrès de l’Association française de Science politique, Paris, 22-23-24 octobre, 21 p.

Percheron (A.), 1982, Les études américaines sur les phénomènes de la socialisation politique dans l’impasse ? Chronique d’un domaine de recherche, *in L’Année sociologique,* vol. 31, année 1981, pp. 69-96.

Percheron (A.), 1982, The influence of socio-political context on political socialization, *in European Journal of Political Research,* vol. 10, pp. 53-69.

Percheron (A.), 1982, Religion, acculturation and political socialization, *in West European Politics,* numéro spécial sur *Religion et politique,* vol. 15, n° 2, pp. 8-31.

[234]

Percheron (A.), 1982, Morale quotidienne et préférences idéologiques d’une génération à l’autre selon les milieux sociaux, *Revue française de Science politique,* vol. 22, n° 2, pp. 185-209.

Percheron (A.), 1982, *L’étude des préférences idéologiques, problèmes de définition et de méthodes,* Rapport présenté au colloque Socialisations et idéologie, approches nouvelles et recherches récentes, Québec, 19-20 avril, 40 p. multigr.

Percheron (A.), en collaboration avec Alain Lancelot, 1982, *Les résultats de la socialisation : le cas français,* Rapport présenté au colloque Socialisations et idéologies, approches nouvelles et recherches récentes, Québec, 19-20 avril, 59 p. multigr.

Percheron (A.), 1982, *Les phénomènes de socialisation, définition, mode d’emploi,* Rapport présenté au IVe Colloque franco-soviétique de Sociologie juridique, Moscou, octobre, 16 p. multigr.

Peyrefitte (Ch.), 1978, Religion et politique, *in L’opinion française en 1977,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, pp. 117-134.

Piaget (J.), 1932, *Le jugement moral chez l’enfant,* Paris, Alcan.

Piaget (J.), Weill (A. M.), 1951, Le développement chez l’enfant de l’idée de patrie et des relations avec l’étranger, *in Bulletin international des Sciences sociales,* III, n° 3, pp. 605-621.

Piaget (J.), *Six études de psychologie,* Paris, Ed. Gauthier.

Piaget (J.), 1967, *Le jugement et le raisonnement chez l’enfant,* Neuchâtel, Delachaux & Niestlé.

Piaget (J.), 1970, *Le langage et la pensée de l’enfant,* Neuchâtel, Delachaux & Niestlé.

Piaget (J.), 1972, *Épistémologie des sciences de l’homme,* Paris, Gallimard.

Renshon (S. A.), 1975 *a,* Birth order and political socialization, *in* D. Schwartz et S. Schwartz (eds.), *New directions in political socialization,* New York, Free Press.

Renshon (S. A.), 1975 *b,* Personality and family dynamics *in* the political socialization process, *American Journal of Political Science,* February, 19, pp. 63-80.

Renshon (S. A.), 1975 *c*, Psychological needs, personal control and political participation, *Canadian Journal of Political Science,* 8, pp. 107-116.

Renshon (S. A.), 1975 *d,* The role of personality development *in* the political socialization process, *in* D. Schwartz et S. Schwartz (eds.), *New Directions in political socialization,* New York, Free Press.

Renshon (S. A.), 1977, *Handbook of political socialization, theory and research,* New York, The Free Press.

Roig (Ch.), Billon-Grand (F.), 1968, *La socialisation politique des enfants,* Paris, A. Colin.

Rokeach (M.), 1960, *The open and closed mind,* New York, Basic Books.

Sapir (E.), 1967, *Anthropologie,* t. 1 et 2, Paris, Éd. de Minuit.

Schonfeld (W.), Toinet (M. F.), 1975, Les abstentionnistes ont-ils toujours tort, *Revue française de Science politique,* XXV, n° 4, pp. 645-676.

Schwartz (D. C.), Schwartz (S.) (eds.), 1975, *New directions in political socialization,* New York, Free Press.

Searing (D. D.), Schwartz (J. J.), Lind (A. E.), 1973, The structuring principle. Political socialization and belief Systems, *American Political Science Review,* June, 67, pp. 415-542.

Sears (D. O.), 1969, Political behavior, *in* G. Lindey et E. Aronson (eds.), *Handbook of social psychology* (vol. 5), Reading, Mass., Addison-Wesley.

Sears (D. O.), 1975, Political socialization, *in* F. I. Greenstein et N. W. Polsby (eds.), *Handbook of political science : micropolitical theory* (vol. 2), Reading, Mass., Addison-Wesley.

Sears (D. O.), McConahay (J. B.), 1973, *The politics of violence : the new urban blacks and the Watts riot,* Boston, Houghton Mifflin.

Segre (M.), 1976, *École, formation, contradictions,* Paris, Ed. Sociales.

Sigel (R. S.), 1965, Assumptions about the learning of political values, *Annals of the American Academy of Social and Political Science,* 361, 165, pp. 1-9.

Sigel (R. S.), 1966, *Political socialization : some reactions to current approaches and conceptualizations,* Paper read at the annual meeting of American Political Science Association, New York City.

Sigel (R. S.) (Ed.), 1970, *Learning about politics : a reader in political socialization,* New York, Random House.

Sigel (R. S.), Brookes (M.), 1974, Becoming critical about politics, *in* R. Niemi (Ed.), *The politics of future citizens,* San Francisco, Jossey-Bass.

[235]

Sigel (R. S.), 1975, *Adolescent political involvement in a small town,* North Scituate, Mass., Duxbury Press.

Sigel (R. S.), Hoskin (M. B.), 1977, Perspectives on adult political socialization, *in* S. A. Renshon, *Handbook of political socialization,* New York, The Free Press, pp. 259-293.

Silbiger (S.), 1977, Peers and political socialization, *in* S. A. Renshon (Ed.), *Handbook of political socialization,* New York, The Free Press.

Spiro (M.), 1951, Culture and personality : the natural history of a false dichotomy, *in Psychiatry,* 14, pp. 19-46.

Stevens (O.), 1982, *Children talking politics. Political learning in childhood,* Oxford, Martin Robertson, 192 p.

Stradling (R.), 1971, Socialization of support for political authority *in* Britain : a long-term view, *in British Journal of Political Science,* 1, pp. 121-132.

Tapp (J. L.), 1970, A child’s garden of law and order, *Psychology Today,* December, 54.

Tapp (J. L.), Levine (F. J.), 1970, Persuasion to virtue : a preliminary statement, *Law and Society Review,* 4, pp. 565-582.

Tapp (J. L.), 1971, Developing sense of law and legal justice, *Journal of Social Issues* (Spring), 27.

Tapper (T.), 1976, *Political education and stability.* Elite responses to political conflict, London-New York, John Wiley & Sons.

Tapper (T.), Salter (B.), 1978, *Education and political order. Changing patterns of class control,* The MacMillan Press Ltd.

Tedin (K. L.), 1974, The influence of parents on the political attitudes of adolescents, *American Political Science Review,* vol. 68, pp. 1579-1592.

Testanière (J.), 1967, Chahut traditionnel et chahut anomique dans l’enseignement du second degré, *in Revue française de Sociologie,* numéro spécial, pp. 17-33.

Thomas (E. L.), 1971, Family correlates of student political activism, *Developmental Psychology,* 4, pp. 206-214.

Tolley (H., Jr.), 1973, *Children and war,* New York, Teachers College Press.

Torney (J.), Oppenheim (A. N.), Farnen (R.), 1975, *Civic education in ten countries,* New York, John Wiley & Sons.

Treserra (M.), Viros (R.), 1980, El processo de identificación con Cataluna de los preadolescentes catalanes, *in Revista Universitad y Sociedad,* n° 4, pp. 93-113.

Vaillancourt (P. M.), 1973, Stability of children’s survey responses, *Public Opinion Quarterly,* 37, pp. 373-387.

Vaillancourt (P. M.), Niemi (R. G.), 1974, Children’s party choices, *in* R. G. Niemi (Ed.), *The politics of future citizens,* San Francisco, Jossey-Bass.

Vincent (G.), 1971, *Les lycéens,* Paris, Armand Colin.

Vincent (G.), 1974, *Le peuple lycéen,* Paris, Gallimard, 531 p.

Vygotsky (L. S.), 1962, *Thought and language,* Cambridge, Mass., The mit Press.

Wallon (H.), 1941, *L’évolution psychologique de l’enfant,* Paris, A. Colin.

Wallon (H.), 1954, Les milieux, les groupes et la psychogenèse de l’enfant, article paru dans *Les Cahiers internationaux de Sociologie,* et reproduit dans le numéro spécial d’*Enfance,* 3-4, 1959, consacré à H. Wallon.

White (E. S.), 1968, Intelligence and the sense of political efficacy *in* children, *Journal of Politics,* 3, pp. 710-731.

White (E. S.), 1969, Intelligence, individual differences and learning : an approach to political socialization, *British Journal of Sociology,* 20, pp. 50-66.

Wilkinson (R.), 1964, *The prefects : British leadership and the public school tradition,* Oxford, Oxford University Press.

Willis (P.), 1978, L’école des ouvriers, *in Actes de la recherche en sciences sociales,* 24, pp. 51-61.

Wolfenstein (M.), Kliman (G.) (eds.), 1965, *Children and the death of a President. Multidisciplinary studies,* Garden City, New York, Doubleday.

[236]

[237]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

Chapitre IV

“LES CULTURES  
POLITIQUES.”

Par Yves SCHEMEIL [[394]](#footnote-394)

[Retour au sommaire](#sommaire)

La socialisation et l’acculturation inculquent aux acteurs les mécanismes qui régissent leurs conduites : l’action, individuelle ou collective, s’inscrit dans un cadre culturel acquis dont les codes, les valeurs, les normes définissent le champ du possible et l’espace de signification. Qu’on le baptise « culture », « conscience collective », « ordre symbolique », « idéologie dominante », il existe un objet de l’ordre politique qui substitue ou ajoute la contrainte intériorisée à la contrainte extérieure. Cet objet est en relation étroite avec les institutions. Il est leur mémoire sociale, leur réservoir de soutiens et de ressources qui renforcent ou remplacent la force pure dont l’usage effectif ou virtuel n’assure que partiellement la régulation de l’ordre politique. La culture, ou ce que l’on peut désigner ainsi, est donc également un transformateur de conduites individuelles en conduites collectives et réciproquement. Opérateur théorique obligé entre la micro et la macropolitique, cet objet devrait susciter un traitement privilégié en science politique, articulé autour de sa place dans les diverses théories sociales, de ses rapports avec les institutions et de son rôle dans la genèse et la transformation des comportements.

Or, il n’en est rien. La piste ouverte par la publication en 1963 de l’ouvrage signé Gabriel Almond et Sidney Verba sur *La culture civique* [[395]](#footnote-395)ne fut guère empruntée en vingt ans hors des pays de langue anglaise comme en témoigne leur second ouvrage, *La culture civique revisitée* (Almond, Verba, 1980). Ailleurs, le concept de « culture politique », pourtant bien connu, ne s’est pas substitué aux instruments analytiques existants : l’idéologie pour les politologues, les systèmes symboliques ou imaginaires pour les sociologues, les mentalités collectives pour les historiens. [238] Dans le monde anglo-saxon même, le débat autour de la culture civique s’est vite réduit aux discussions passionnées quoique redondantes sur la démocratie. L’origine anthropologique du concept était oubliée ou déformée dès le début, et il ne pouvait en être autrement : dans les sociétés moins complexes qu’étudient les anthropologues, la culture ne peut être politique, elle est globale.

Établir un bilan des travaux sur la culture politique est donc un exercice malaisé. L’objet que l’on poursuit risque d’être découpé de manière artificielle. Se limiter aux recherches explicitement consacrées à la culture bornerait ce chapitre à une revue bibliographique d’ouvrages en anglais. Étendre le concept en lui assimilant tout ce qui, dans les théories non américano-centrées de l’ordre politique, y est doté de la même valeur structurale, engloberait tous les écrits des sciences sociales durant les deux derniers siècles, pas moins. Le paradoxe de la culture politique est en effet que ce concept anglo-saxon, dès lors qu’il est employé dans d’autres langues et voit son contenu sémantique transformé *(culture* et *Kultur* par exemple), devient « attrape-tout ». Si l’on n’y prend garde on convoquera pour mieux le cerner toutes les études politiques.

Le regain d’intérêt dont bénéficie le concept aujourd’hui provoque la réflexion. Passe encore que « la culture civique » ait été « revisitée » par ses auteurs et leurs principaux critiques (Pateman, 1980 ; Wiatr, 1980). Pour être originale, l’entreprise n’en reste pas moins inscrite dans le cadre des efforts du *Committee on Comparative Politics* pour développer les recherches transnationales (Almond, 1983), combattre le repli des enquêteurs ambitieux sur une seule société. Mais la publication d’un ouvrage français (Badie, 1983) et de travaux allemands sur ce thème (Kaase, 1983), la table ronde qui lui fut consacrée, dans le domaine des relations internationales, par le Ier Congrès de l’Association française de Science politique, laquelle enchaîna en 1983 avec une journée sur la culture ne sont aucunement des traces, des suites, ni des résurgences de l’opération américaine [[396]](#footnote-396). Force est de constater que l’Europe et la France ne sont plus aussi indifférentes qu’autrefois au concept de culture.

Le regret, voire le remords, dira-t-on. La science politique américaine n’a-t-elle pas longtemps fait l’objet d’un double discrédit : idéologique (elle ignorait la lutte des classes) et méthodologique (elle baignait dans l’empirisme sans atteindre le stade du questionnement épistémologique) ? La méfiance que lui ont longtemps témoignée la plupart des spécialistes français reste pourtant inexplicable par ces seuls facteurs. Sans s’attarder sur ce point d’histoire qui mériterait un développement particulier, on peut avancer quelques hypothèses.

Le problème politique dominant en France n’est pas la démocratie (sur laquelle Américains, Britanniques ou Allemands s’interrogent pour en connaître les racines, [239] en assurer la survie, en étendre la surface) mais le clivage gauche-droite, suscitant d’innombrables études du mouvement ouvrier, du Parti communiste, des élections, du totalitarisme. Sur le marché national de la science politique ces thèmes assurent rémunérations et gratifications au sein de la communauté professionnelle comme du grand public. Le marché mondial, moins fréquenté, pâtit d’une préférence « hexagonale » et d’une répugnance proverbiale aux langues étrangères. La situation des recherches internationales en France (Merle, 1983), la faible représentation française dans les réunions internationales manifestent un désintérêt ambiant pour un marché attirant en revanche de nombreux politologues isolés dans leurs universités méditerranéennes, nordiques, est-orientales où leurs possibilités d’expression sont limitées. L’audience qu’ils y trouvent étant proportionnée à la curiosité que suscite leur pays et à l’originalité de leur témoignage, ils vouent aux travaux de culture politique, à la différence des Français, un intérêt professionnel suffisant pour balayer toute réticence devant l’ampleur de la littérature.

Si cette analyse est juste, on se détourne ou se rapproche de la culture pour raisons de carrière, non d’idéologie ou de méthode. Les Français, certes, ont moins de goût que d’autres pour les *surveys,* sauf quand elles portent sur la sociologie des classes sociales. Mais ils n’ont pas le monopole de la théorie (qu’on pense à Parsons, Rawls, Olson), et les épistémologues professionnels se recrutent davantage outre-Atlantique qu’au pays de Gaston Bachelard (voir l’exemple canadien de [Miguelez](http://classiques.uqac.ca/contemporains/miguelez_roberto/miguelez_roberto.html), 1977). Le sort que l’auteur de [*La formation de l’esprit scientifique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030331552)réserve au sens commun dans ce livre séduit davantage que le raisonnement rigoureux du [*Nouvel esprit scientifique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030331551)*.* Or, la culture n’est autre que du sens commun. Peut-être faut-il voir là une influence indirecte des problèmes méthodologiques sur l’absence d’intérêt pour la culture, que toute « rupture épistémologique » fait par définition disparaître.

Les Américains sont si peu critiqués académiquement, sinon pour leurs analyses systémiques, qu’on pourrait croire leurs recherches insignifiantes plutôt qu’invalidées. Positivistes, elles seraient naïvement fausses. Libérales, elles paraîtraient faussement naïves. Mais alors, le silence dont est entouré le concept de culture politique devrait être rompu pour que soient explicités biais et réductions [[397]](#footnote-397). Car de deux choses l’une : ou bien ce concept détourne sciemment d’un objet réel, comme la domination, ce qui ne serait pas insignifiant et mériterait critique ; ou bien c’est une autre manière de désigner un objet qui bénéficie d’une priorité de recherche, et il devient injustifiable de l’ignorer.

Un survol rapide des sociologies anti-positivistes donne quelque vraisemblance à la seconde branche de l’alternative. Menées en termes de lutte des classes et de domination politique, les critiques d’une explication objectiviste et empiriste de la culture s’affirment plutôt interprétatives, historiques et théoriques. Elles récusent l’habillage scientifique emprunté aux sciences naturelles pour étudier l’homme (Habermas, 1976). Elles légitiment donc paradoxalement l’objet de la démarche qu’elles critiquent : la connaissance de la culture est bien l’objectif essentiel d’une [240] stratégie de recherche. S’il est vrai que la servitude est volontaire, que la fausse conscience empêche la révolte, que la domination symbolique dans chaque champ assure la reproduction de classe, alors la culture est plus importante que la structure comme le proclament involontairement les campagnes communistes pour un « homme nouveau », préalable au développement économique. Que les agents sociaux soient « victimes » de leur culture ou « sauvés » par leur idéologie, les hiérarchies culturelles suffisent à la régulation politique, quoique les hiérarchies économiques ou institutionnelles la produisent aussi (Bourdieu, 1979). Ici, les « théories critiques » rejoignent la version canonique du rapport entre force pure et résignation au caractère légitime de la violence.

En quoi divergent-elles ? Sur deux points : la coupure établie entre le politique et le culturel jugée abusive, artificielle, inopportune, d’une part. La place du culturel indûment prépondérante dans la « structure d’inférence » (Lijphart, 1980), où la culture est parfois considérée comme la variable indépendante de la relation causale (Kavanagh, 1980, 133) sans détermination socio-économique ou historique (Pateman, 1980), d’autre part. À condition de ne pas autonomiser le culturel par rapport aux autres fonctions sociales, il est donc légitime de constituer une théorie de la culture quelle que soit l’idéologie dont on se réclame. Des démarches et des conclusions divergentes n’en font pas pour autant disparaître un objet commun, ne lui ôtant en rien sa position centrale (ni unique, ni dominante) dans l’explication politique.

Négligeant pour l’instant une autre cause d’indifférence, de mépris et d’hostilité à l’égard de la culture – l’ignorance anthropologique, sur laquelle on reviendra – on voudrait évoquer brièvement un obstacle supplémentaire et non le moindre dont la disparition autorise aujourd’hui les regards nostalgiques. La culture, au sens français du terme, constitue notre « génie » ou, comme on l’a remarqué, notre côté sartrien (Boudon, 1981). Cette culture-là, disons-le vite pour l’instant, c’est la *Kultur.* pas la *social culture,* les pauvres ruines hopis, les langues vernaculaires non écrites les instruments oratoires primitifs ou les objets de la société de consommation. On ne peut expliquer autrement le refus de toute pensée française de la culture au sens anglo-américain du concept (exception faite du structuralisme). Ainsi certains peuvent-ils encore s’obstiner à nommer « culture » une toute petite partie de ce que les spécialistes des sciences sociales dans le monde entier nomment de la sorte (Bourdieu, 1979).

Pareille restriction pourrait se justifier si la dimension cognitive de la culture en était l’unique objet. Mais ce que l’on doit aimer, trouver bon, bien, ou beau, ne relève pas de la seule connaissance. Le jugement de goût est par définition évaluatif, et s’affirme d’autant plus affectif que l’on est attaché à se distinguer des autres. Mieux encore, un tel usage implique que les rapports de domination sont « naturalisés », *i.e.* considérés comme naturels, allant de soi. N’est-ce pas là ce qu’affirment les spécialistes anglais ou américains de la culture lorsqu’ils précisent que de nombreux jugements deviennent « *taken for granted »* (Elkins, Simeon, 1979, p. 137). On se demande, dans ces conditions, quel intérêt servir en entretenant la confusion sémantique de *culture* et de *Kultur,* sinon d’aborder la culture sous l’angle de l’élite. Le « peuple » n’accepte en effet d’être « cultivé » que dans l’exacte mesure où il se [241] résigne à la domination des élites quand il ne la concurrence pas – exemple de la photographie, « art moyen » des classes moyennes (Bourdieu, 1965).

L’ordre symbolique, ordre des élites, ne nie pas le « sens commun » ni le « goût populaire », mais l’englobe comme un *folklore* sans jamais avoir à lui reconnaître le statut de culture au sens français ou allemand du terme, ni celui de culture politique au sens anglo-saxon qu’un auteur comme Pierre Bourdieu préfère baptiser « habitus » (Bourdieu, 1980, p. 89, parmi bien des références possibles). Il s’agit de « systèmes de *dispositions* durables et transposables (…) principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre » : cela pourrait être une définition de la culture. L’objet dénoté est bien le même, mais il est connoté de manière plus intellectuelle que sociologique. Certes, l’opération n’est pas consciente ; elle est parfois plus ambitieuse que les entreprises de la science politique ; elle est enfin heureuse dans ses trouvailles (comme le « marché des biens symboliques » ou l’« invention » de catégories sociales : artistes, cadres). Elle n’en réduit pas moins le politique à un statut second – non pas au sens causal de « subordonné » mais au sens commun « d’état second » : en regardant bien à travers le symbolique n’aperçoit-on pas le politique (Bon, Schemeil, 1980) ?

Rien n’empêche pourtant notre science – fût-elle un simple savoir – d’observer directement le politique où il se trouve : dans les processus de régulation et de désordre ; dans les conflits *d’identité et d’intérêt.* Sur ces deux derniers concepts, la culture (politique ou non) peut ouvrir des perspectives, faciliter des compréhensions, donner des explications. Car la définition sociale, *a fortiori* individuelle, d’une identité ou d’un intérêt est d’abord culturelle, sans parler de leur communication, de la signification des codes qui les véhiculent. *De quelles identités et de quels intérêts politiques les cultures nous parlent-elles ?*

La piste des intérêts est celle qu’ont suivie Gabriel Almond, Sidney Verba et leurs successeurs. Intérêts divergents ou simplement différents à la démocratie libérale. C’est aussi l’approche micro-politique, le terrain d’élection de la psychologie sociale des comportements. La piste des identités, approche macro-politique, fut surtout empruntée par les anthropologues dans l’acception anglaise du terme, et par les historiens, notamment orientalistes (Abou, 1981 ; Benedict, 1946 ; von Grunebaum, 1964 ; Leach, 1954, 1972). Seule voie d’accès à la globalité qui ne dissolve pas la culture dans une hypersociologie de l’ordre symbolique, elle a si peu tenté les politologues qu’on chercherait en vain d’autres textes dignes d’être cités que ceux de Laurence Wylie sur la France (Wylie, 1968, 1970), ou encore l’esquisse d’une identité « autogestionnaire » opposée à une tradition « social-étatique » de la gauche française selon Pierre Rosanvallon et Patrick Viveret (Rosanvallon, Viveret, 1977). Dès lors, la marche à suivre est simple : à la revue la plus exhaustive possible des travaux sur la culture, expression des intérêts, s’ajoutera un essai provisoire sur la culture, représentation des identités. Nous n’irons pas plus loin, dans cette seconde voie, que ne nous conduiront notre goût et nos compétences. Nous tenterons d’aller aussi loin, dans la première, que le cadre de ce chapitre et la disposition des documents nous le permettront.

[242]

Avant de continuer, il convient d’explorer quelque peu ces deux voies, le contenu qu’elles donnent au concept et le rapport qu’elles établissent entre culture et politique, sans rechercher une définition préalable. On poursuivra ensuite par un inventaire des sources anthropologiques du concept pour en connaître les origines et les ambitions. On s’interrogera, enfin, sur ses synonymes, antonymes et sous-produits, en utilisant les matériaux empiriques connus, issus le plus souvent de travaux qui se donnent explicitement pour objet les cultures politiques.

Section 1

Culture / Politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

Dire d’une culture qu’elle est « politique », c’est supposer qu’une culture peut ne pas l’être. Cette distinction est-elle pertinente ? Est-elle légitime ?

En intitulant ce chapitre « Les cultures politiques », on a voulu manifester un pluralisme culturel que l’expression « culture civique » ou même « culture politique » au singulier n’implique pas. Les cultures peuvent être plus ou moins politiques, c’est-à-dire plus ou moins orientées vers le politique : leur coexistence au sein d’une même société, leurs différences d’une société à l’autre sont les objets désignés par le pluriel. Reste la certitude invérifiable et quasi axiomatique de prescriptions et de prédispositions plus spécialement politiques au sein d’une nébuleuse culturelle dont les catégories sont hétérogènes.

Le degré d’attention qu’elles méritent est à la discrétion de chacun et de chaque recherche. Du moment où il n’existe pas une culture politique unique, dans laquelle seraient regroupés tous les caractères politiques d’une société, et eux seuls, l’arbitraire ainsi autorisé n’est guère redoutable. Moins nocif que le précédent (« la culture politique »), il n’est pas épistémologiquement injustifié au point de susciter la prudence excessive dont témoignerait un autre titre : *Culture et politique* (Badie, 1983) présentant pour sa part l’inconvénient majeur de susciter involontairement la recherche d’une culture unique aux effets multiples sur les politiques publiques et la vie politique d’un pays.

Encore faut-il trouver un facteur commun à ces cultures diverses qui ne soit pas, par définition, un « politique » hypostasié. Ce facteur existe sur le plan microsocial : *l’attitude envers le régime politique* [[398]](#footnote-398)*.* Aussi ne faut-il point s’étonner que le débat autour de la « culture civique » ait surtout conduit vers cette structure élémentaire du système. La méthodologie comparative de l’enquête d’opinion, les [243] conceptions de la démocratie et du progrès, le rôle exact de la formation des attitudes par la socialisation politique, les conditions de la participation, de l’apathie, de la révolte : ces lignes de développement de la réflexion suscitée par le livre d’Almond et Verba, toujours actuelles vingt ans après, reposent sur les attitudes politiques mises en évidence par l’interview.

Attitudes ou intérêts ? Quand il s’agit d’intérêt pour la politique, donc de soutien au régime par la pratique des rites qui la symbolisent ou conditionnent son existence, la réponse va de soi : ce que l’on mesure alors est l’intérêt pris aux règles de fonctionnement du système, non l’intensité réelle et spécifique d’une mobilisation effective. La *confiance* dans le système et ses acteurs, la *connaissance* de ce système, la *satisfaction* envers ses procédures d’arbitrage ou de changement dépendent étroitement de l’intérêt que l’on y prend, donc de la condition sociale qu’on y connaît. Sur le plan évaluatif, cognitif et affectif, pour reprendre les trois catégories d’Almond et Verba, l’enquête recueille toujours la réaction immédiate de la personne interrogée envers le système, rarement son jugement sur le problème mentionné (par exemple, l’opportunité d’une intervention militaire), jamais une série d’opinions préformées et distinctes que la situation d’interaction enquêteur/enquêté aiderait à formuler sans les modifier. L’*identité* de l’interviewé perce plus difficilement que son intérêt dans une enquête *anonyme.* On ne lui demande pas qui il est, on lui demande ce qu’il fait pour être un bon (ou un mauvais) citoyen. S’il peut parfois brouiller les pistes sur son identité (les réponses qu’il apporte sont souvent contradictoires), il parvient mal à cacher son soutien au régime ou au gouvernement. L’intérêt qu’il y prend est plus aisément l’intérêt qu’il y trouve que l’identification qu’il croit rechercher, mieux cernée par l’approche macro-politique. Qu’il s’affirme hostile à la réduction du temps de travail accompagnée d’une diminution de salaire ne nous dit pas s’il *est* communiste ; qu’il se déclare favorable à la diminution des charges sociales ne certifie pas qu’il est libéral ; mais dans l’un et l’autre cas, il *accorde* ou *refuse* son soutien à une politique qui sert ou dessert ses intérêts, et dont ce qu’il connaît (même insuffisant aux yeux de l’enquêteur) lui convient. Ainsi quelqu’un peut estimer que sa vigilance quotidienne le situe parmi les personnes très politisées et très informées parce qu’il écoute chaque matin les « principaux titres de l’actualité » radiodiffusée et s’en tient là, soulagé qu’aucun d’eux n’entame le crédit qu’il accorde au gouvernement ou au système social dans lequel il vit. L’enquêteur le classera vraisemblablement dans une catégorie mal informée et peu intéressée par la politique, alors que son attitude envers la démocratie est empreinte de conviction. On voit bien à travers cet exemple, qui appartient à la réalité ethnographique de l’auteur, que l’attitude est plus importante que l’opinion ou le comportement, et surtout qu’elle seule n’est pas multivoque.

On peut évidemment soutenir le contraire : seul compte ce que les gens font, pas ce qu’ils sont (Kavanagh, 1980). Les fanfarons prêts à tout pour défendre leur liberté ont moins souvent qu’à leur tour défrayé la chronique des manifestations violentes. Mais dans un cas comme dans l’autre, le rapport entre leur essence (leur identité) et leur existence (leurs intérêts) passe inévitablement par leur système d’attitudes. Les critiques apportées au concept d’opinion (Bourdieu, 1973) ou aux interprétations comportementalistes (Kavanagh, 1980 ; Pateman, 1980) ne rendent [244] pas inutile la recherche de ces prédispositions individuelles que modèlent les cultures, ensembles des représentations et des valeurs statistiquement les plus fréquents dans une société, qui commandent, en aval, les conduites verbales et non verbales.

1. Culture et situation : un schéma analytique

[Retour au sommaire](#sommaire)

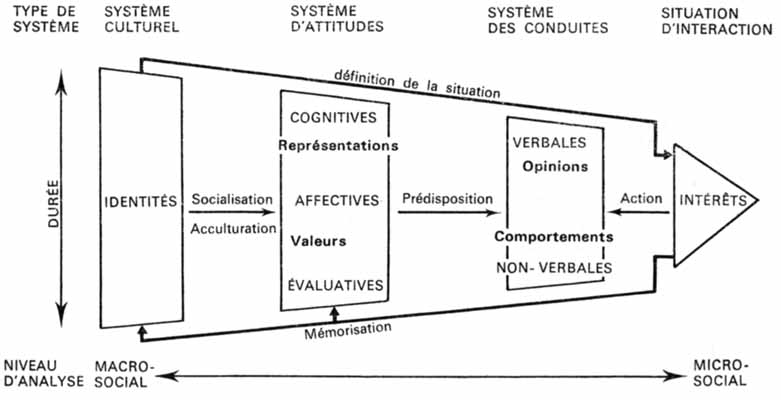
Il convient tout d’abord de remarquer que le schéma ci-après n’a pas pour objet d’être opérationnalisé dans une recherche empirique, mais de constituer la trame théorique qui permet de penser le rapport entre les identités et les intérêts, et donc de s’interroger sur les rapports entre culture et politique [[399]](#footnote-399). Certes, cette interrogation ne produit aucune certitude ; aucune coupure précise ne pourra jamais être établie de cette manière (mais le devrait-elle ?). Au contraire, le tissu analytique paraît continu et l’interdépendance des identités et des intérêts est soulignée (d’autant qu’on peut avoir intérêt à affirmer une identité…).

En second lieu, le schéma est construit sur une double échelle des durées et des niveaux d’analyse. Ceux-ci s’ordonnent sur un axe liant l’identité profonde, implicite, de l’acteur aux intérêts qu’il met explicitement en jeu dans une situation donnée. À son niveau, le politique ne se manifeste que sous sa forme extériorisée, micro-sociale, et non sous sa forme intériorisée, diffuse dans la *collectivité que l’acteur se donne pour référence* lorsqu’il défend un intérêt ou affirme une identité : groupes de pairs, classe sociale, communauté locale, génération, ethnie, nation, etc. Le schéma obéit donc à une logique de niveaux, les identités pouvant être concentriques ou superposées, certaines étant plus englobantes et donc plus macro-sociales que d’autres. L’acteur lui-même peut être un individu, un parti ou un État, peu importe : dans tous les cas le jeu auquel il se prête sera micro-social, en regard de ce qui constitue sa profondeur historique et sa référence culturelle. En situation, il est acteur [[400]](#footnote-400) ; dans le système des identités, il n’est qu’un élément. La culture apporte alors à la connaissance politique la constellation d’éléments avec laquelle se fabriquent des identités collectives, donc des systèmes d’attitudes. La situation est le jeu micropolitique dans lequel les identités s’individualisent en conduites. À considérer la culture, on étend forcément le champ du politique ; en se bornant à la situation, on le restreint.

Quant aux durées, quelques remarques montrent que l’épaisseur du temps est différente pour chaque système. La situation relève d’un temps court, quasi instantané ; défi aux intérêts, elle déclenche l’action qui peut se manifester par des conduites verbales ou non verbales. La culture appartient au temps long ; elle façonne l’identité [245] collective, dont la marque imprègne à son tour les systèmes d’attitudes individuels par socialisation (interne) ou acculturation (externe). Les prédispositions cognitives, affectives et évaluatives à l’action sont ainsi construites dans la longue durée, par la culture ; mais elles conditionnent, dans la courte durée (la vie d’un individu, voire certains moments de chaque vie), les comportements et les opinions simultanément produits par la définition d’une situation et par les représentations et les valeurs de chacun.

En termes de causalité, l’identité culturelle est la variable indépendante dans le temps long d’une société. Les attitudes (temps long de l’individu) en dépendent directement. Les conduites (temps court de l’individu) dépendent doublement des attitudes (donc indirectement des identités) et de la situation. La situation, variable indépendante dans le court terme, est en étroite relation avec la culture. D’une part, les règles de constitution d’une situation et les règles du jeu social dépendent de la culture ; d’autre part, la reproduction de situations identiques (guerre coloniale, conflit hiérarchique, élection à deux tours, etc.) modifie les réponses individuelles mais aussi les modèles de réponses collectives. Ainsi se constitue une mémoire sociale : chaque culture est le produit de rationalisations *a posteriori* des conduites le plus souvent adoptées en situations comparables, et de leurs effets. Les intérêts en jeu dans toute situation fabriquent lentement des identités, systèmes dans lesquels se reconnaissent ceux qui ont pris le même parti.

Arrêtons-nous un moment sur la distinction entre situation et culture. Tout d’abord, plutôt que de qualifier simplement la culture politique *d’ensemble des systèmes de croyances et de significations politiquement pertinents pour une collectivité,* comme nous l’avons postulé jusqu’ici (et comme l’entendent les définitions canoniques ; par exemple Pye, 1968 *bis,* p. 218 : « La culture politique est l’ensemble des attitudes,



[246]

croyances et sentiments qui donnent un ordre et un sens à un processus politique, et qui pourvoient les règles et convictions sous-jacentes commandant le comportement dans le système politique »), cette présentation ajoute aux héritages culturels la logique des situations d’interaction. Sidney Verba nous y incite, quoique insuffisamment, en précisant que « la culture politique d’une société est composée du système de croyances empiriques, des symboles expressifs et des valeurs qui *définissent la situation* dans laquelle prend place l’action politique » (Verba, 1965, p. 513). La définition de la situation relève de la culture, non la situation elle-même [[401]](#footnote-401).

Cette distinction sociologique, semblable au rapport que les historiens établissent entre mentalités et évènements, oppose deux aspects du politique dont la séparation quasiment expérimentale est l’enjeu du débat sur les cultures politiques. Il y aurait, selon Verba, *un* politique culturel et un politique non culturel, celui-ci étant manifeste, celui-là latent. *La* politique serait alors extérieure aux agents sociaux (appareils répressifs, judiciaires, administratifs, partisans) tandis qu’ils auraient intériorisé les aspects culturels du politique. Par exemple, la force publique peut contraindre : c’est le visage externe de la politique ; la manière de contraindre, ou d’émettre des messages annonçant un recours à la force (porte-voix, signaux lumineux, sirènes ; courtoisie, respect, brutalité ; grenades lacrymogènes, balles en caoutchouc), est la face interne ou intériorisée, donc culturelle du politique. Dans cette hypothèse, la situation est un microcosme politique extérieur aux agents sociaux ; elle relève de l’évènement. La culture, en revanche, relève de ce que Claude Lévi-Strauss oppose à l’évènement : la structure.

Il faut noter que l’extériorisation du politique et sa concentration dans des organisations, des lieux ou des moments sont propres aux sociétés démographiquement denses. Les petites sociétés qu’étudient les anthropologues parviennent souvent à inoculer aux individus un sens profond des sanctions sociales sans que celles-ci doivent être matérialisées par l’intervention de juges ou autres personnages investis de l’autorité. Ainsi, l’acceptation des normes pousse-t-elle le coupable d’une infraction, même si elle n’est pas publiquement constatée, à se sanctionner lui-même en se laissant mourir, manifestant de la sorte le caractère intériorisé de la répression [[402]](#footnote-402). Néanmoins, le concept de cultures politiques n’étant applicable qu’aux sociétés complexes où la distinction interne/externe est évidente, cette réserve n’entache pas la distinction entre culture et situation.

Sidney Verba explique aussi que les interactions politiques (dans des situations) sont réglées par les cultures qui fournissent les principes intangibles gouvernant la distribution des préférences pour une conduite ou une politique particulières. « La culture politique constitue un important maillon entre les évènements de la vie politique et la conduite des individus en réaction à ces évènements ; en effet, même si le comportement politique des individus ou des groupes est bien évidemment [247] affecté par les actes du personnel politique, les guerres, les campagnes électorales, etc., il l’est encore davantage par les significations que les observateurs donnent à ces évènements (…). D’un point de vue culturel (…) nous devrions moins voir en l’histoire politique une série d’évènements objectifs qu’une série d’évènements susceptibles d’être interprétés de manière différente par des gens différents, et dont les effets sur les évènements futurs dépendent de cette interprétation » (Verba, 1965, pp. 516-517). Même si la signification de l’évènement est commune à un groupe d’individus (par exemple une charge de police), chacun peut réagir en l’interprétant différemment (par exemple en s’interposant, en résistant, en fuyant). Les significations nous sont données par le système culturel ; les interprétations relèvent du système d’attitudes ; les décisions sont prises en situations.

Entre les croyances fondamentales, intériorisées, collectives du système culturel et les réactions viscérales, extériorisées, individuelles de la situation, il y a place pour une culture politique composée de systèmes d’attitudes et de systèmes de conduite. La conviction et l’évènement sont donc inclus dans une relation réglée unissant culture et situation, dans une nébuleuse politique au sens le plus large du terme, où les frontières sont imprécises et fluctuantes. Seule la mise en relation de tous ces systèmes, ainsi que le montre analytiquement le schéma ci-dessus, peut légitimer un découpage empirique précis qui constitue en objet politique d’une analyse culturelle un pan réduit de la réalité pour répondre aux contraintes de la recherche. Seule cette perspective globalisante autorise la recherche des fondements des conduites dans la logique d’une situation ou l’héritage culturel, dans la constellation des intérêts ou le feuilletage des identités (Héritier, 1977). Seule, elle permet de connaître les rôles respectifs du *temps* d’acquisition de ces héritages et de *l’espace* où les acteurs s’affrontent selon des règles éphémères. Parfois, ce sont les règles éphémères qui l’emportent, comme dans les guerres, lesquelles ne peuvent être « propres » malgré les convictions affichées de certains belligérants. La guerre balaye tous les principes des individus qui la font, les lois culturelles, l’honneur, les droits élémentaires de la personne humaine, les conventions internationales, etc. Les Américains au Vietnam, les Israéliens au Liban, les Soviétiques en Afghanistan, nantis d’héritages culturels spécifiques, ont utilisé des méthodes semblables. Mais dans la plupart des cas les pesanteurs culturelles s’ajoutent à la logique des rôles pour produire des pratiques sociales.

2. Systèmes d’attitudes et systèmes de conduite

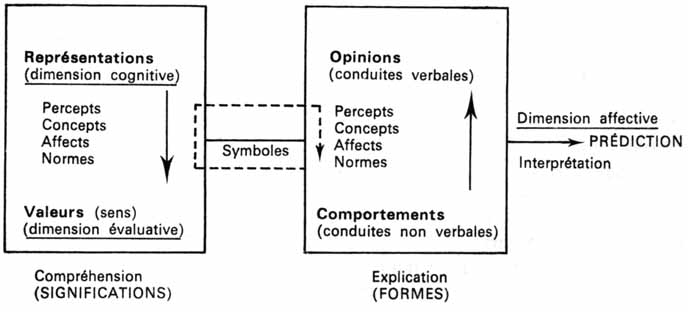
[Retour au sommaire](#sommaire)

Au sein de la nébuleuse des systèmes mentionnés, la culture politique est moins fabriquée de conduites mesurables que de *valeurs* relevant davantage d’une sociologie compréhensive. Les valeurs orientent l’individu dans le désordre du monde, donnent un sens à l’univers, rendent possible l’identification à un groupe. Les objectifs de ce groupe, objectifs à court terme ou fins universelles, sont appropriés par l’individu qui les intègre de manière plus ou moins consciente selon un schéma freudien (Buchanan, 1968). Les codes de comportement lui permettent de se repérer dans un espace social ; les valeurs, de s’orienter dans une direction historique. Celles-ci disent [248] pourquoi vivre et ceux-là comment [[403]](#footnote-403). On ne doit pas s’étonner que les conduites soient plus objectivables et plus cohérentes que les représentations et surtout les valeurs : c’est parce qu’elles sont l’objet que l’observateur perçoit avec ses instruments d’enquête statistique, objet qui peut se décomposer à son tour, qui comprend un intérieur. Un chercheur muni d’un scanner sociologique (l’entretien non directif ?) « verrait » des valeurs dans le système d’attitudes. Sous les prédispositions à des comportements réglés, il apercevrait le code régulateur lui-même : ainsi la valeur serait à l’attitude ce que le code génétique est à la cellule – que cette analogie biologique nous soit pardonnée : une fois n’est pas coutume.

Valeurs, croyances, convictions constituent ce que Weber appelle un *éthos.* Dans son vocabulaire, les *styles* de vie extériorisent les différences sociales tandis que l’éthos constitue l’identité du groupe. Le langage des travaux menés sur la culture politique reprend d’ailleurs ces deux concepts sous la forme, respectivement, de systèmes de croyances politiques *(political belief-systems)* et de styles politiques *(political styles)* (Verba, 1965, pp. 544-545), ceux-ci étant inclus dans ceux-là d’une manière tout à fait comparable à l’emboîtement des intérêts dans les identités sur lequel nous avons construit notre schéma analytique. « Les styles politiques (renvoient) à deux aspects des systèmes de croyances politiques. Le premier, qui est strictement culturel, s’attache à la structure ou aux propriétés formelles des systèmes de croyances politiques, c’est-à-dire *à la manière* dont les croyances sont affirmées, et non à leur substance. Le second aspect se situe à la frontière du système de la culture politique et du système d’interaction politique, il concerne ces normes informelles d’interaction politique qui commandent *la façon d’appliquer* à la politique les croyances politiques fondamentales » (Verba, 1965, p. 545 ; c’est nous qui soulignons). On voit bien qu’il s’agit des formes qui permettent de passer de l’éthos, des valeurs, aux conduites verbales ou non verbales. Ces formes ne sont pas distribuées au hasard, ni liées au caractère individuel, mais imposées par les systèmes d’attitudes spécifiques du groupe auquel on appartient. La plus intéressante de ces formes, dans l’énumération faite par Sidney Verba (« idéologique-pragmatique », « ouvert-fermé », « tolérant-non tolérant », « explicite-implicite ») est sans doute le *style instrumental ou expressif* comme il le reconnaît lui-même (p. 547). Les comportements adoptés dans une situation d’interaction peuvent être réglés par un souci d’efficacité (les intérêts prédominent alors) ou par une soumission aux principes (le désir de manifester son identité l’emporte sur toute considération d’opportunité). Le vocabulaire employé ne sera pas le même (dans un vocabulaire expressif, « les mots peuvent devenir plus importants que les actes auxquels ils renvoient », p. 547), non plus que les poids respectifs du rituel et des résultats concrets. Que les deux styles soient éminemment politiques (même si « une grande part de l’excitation de la satisfaction émotionnelle et, au fond, du plaisir procuré par la politique provient de la poursuite d’un objectif, non de sa réalisation », p. 548) implique d’ailleurs qu’ils ne soient pas exclusifs l’un de l’autre, ou qu’ils puissent s’appliquer, dans une même culture politique, à des objets différents.

Les styles, les « bonnes manières » politiques sont donc bien situés « à la frontière [249] du système de la culture politique et du système d’interaction politique » ; en d’autres termes, entre culture et situation. Le système des attitudes et le système des conduites en sont marqués. La reconnaissance d’intérêts communs manifestés par les opinions et les comportements passe ainsi par la découverte d’affinités dans les valeurs et dans les représentations. Mais la décomposition de ces systèmes ne s’arrête pas là.

Représentations et valeurs sont les éléments d’un ensemble qui comprend également, selon les définitions les plus concrètes, des perceptions, des connaissances, des émotions et des injonctions [[404]](#footnote-404). Les rapports qu’entretiennent entre eux ces différents éléments sont variables selon les auteurs, quand bien même ils sont explicitement formulés. Il s’agit davantage d’énoncés provisoires que de lois de transformation. Sous cette réserve, on peut supposer que les représentations sont liées aux valeurs de façon symétrique, mais inverse à la relation qui transforme les comportements en opinions. Pour qu’une représentation sociale de la réalité, allant de soi, devienne une valeur justifiant la conviction, voire le militantisme, il faut que les percepts soient fixés en concepts, ce qui les rend durables. Les concepts doivent ensuite être colorés d’émotivité, sous forme d’affects, lesquels se cristallisent en normes lorsque l’expérience se renouvelle (quand le mécanisme fonctionne comme à la parade, on tient là le modèle de la genèse idéologique). En revanche, pour qu’une conduite non verbale aboutisse à une proposition verbale, il faut que la contrainte normative mal vécue (on doit se conduire selon les injonctions légitimes) déclenche ce que l’on appelle communément (et sans doute improprement) une « montée d’adrénaline » puissamment affective, expressive, passionnée, rationalisée *a posteriori* en connaissances qui commandent la perception affichée, proclamée, instrumentale, de la situation qu’est au fond une opinion (Rosenbaum, pp. 118-142).



[250]

Ces circuits intérieurs aux deux systèmes des attitudes et des conduites sont communicationnels. Les processus sont rapides, voire instantanés, et véhiculent plus d’information que d’énergie. Quelqu’un fait mention d’un évènement très actuel, inconnu de son interlocuteur, qui cille, rougit, ou prend un regard fixe, constatant intérieurement son infériorité et son auto-exclusion de la situation (il *devrait* savoir…), s’en irritant, définissant une nouvelle analyse de la situation (le locuteur sait parce qu’il a compétence ou intérêt à savoir : l’interlocuteur reconnaît la spécificité de cette compétence ou démasque cet intérêt) qui autorise le jugement (cet évènement n’est pas grave, pas intéressant, pas significatif, etc.) (Berger-Luckmann, 1967, p. 49, pour un exemple semblable). La matrice de cette procédure logique, qui doit tenir compte du jeu social, est le système d’attitudes, où les représentations et les valeurs sont en équilibre instable. Un jugement paraît tellement « naturel » (« les élections sont normales en démocratie ») qu’il n’est pas mis en cause de manière statistiquement significative. On perçoit donc la démocratie comme étant un système électif. Le concept d’élection devient alors la clé de lecture de la réalité politique (le suffrage est-il universel, libre, secret, proportionnel, multifonctionnel, etc.) ; on s’y attache de telle sorte qu’on vote sans même savoir pourquoi.

Il est clair dans ces deux exemples que la culture se construit aussi sur une agrégation des systèmes d’attitudes et de conduites individuelles des agents sociaux qui s’identifient à un groupe de référence. Sans doute est-ce la raison pour laquelle la psychologie sociale fascine tellement les équipes qui se consacrent à l’étude des processus d’identification et de mobilisation (le *Committee on Comparative Politics* aussi bien que les *Human Relations Area Files* ou le *Michigan Survey Research Center).* Il faut toutefois se garder d’accorder trop d’importance aux phénomènes psychologiques que l’on préférera ici baptiser *microsociaux* (ou micropolitiques). Les symboles en sont un bon exemple. Le langage symbolique, comme l’a montré Edward Sapir, est associé aux percepts comme aux normes, aux concepts comme aux affects. Presque toujours mentionné en tant qu’élément dans les définitions de la culture politique (par exemple, Dittmer, 1977) le symbole renvoie en fait à un processus par lequel sont communiquées des « significations qui ne peuvent être directement induites des contacts existentiels » grâce à « une condensation d’énergie, sa signification réelle étant hors de proportion de l’apparente trivialité (…) de sa pure forme » (Sapir, 1934, p. 493). Le symbole lie « l’individu et la société en une interaction incessante », et « construit la structure pyramidale que l’on appelle civilisation. Bien peu de briques de cette structure reposent sur le sol » (p. 495). Les effets simplificateurs et multiplicateurs du symbole l’introduisent dans chaque système mentionné par le schéma ci-dessus. Il n’est donc nullement propre au système culturel, il ne se réduit pas à la sphère des représentations sociales. En revanche, son universalité et l’abstraction à laquelle se prête son analyse démontrent qu’avec des symboles on peut constituer un « métalangage » : la culture politique selon Lowell Dittmer, système symbolique composé de codes, transmetteurs, canaux, messages tels que définis par la théorie de la communication, mais aussi de signes, référents, significations dans les termes de la linguistique structurale (Dittmer, 1977, p. 566). Diffus dans les systèmes culturels, les symboles n’en sont pas des composants mais des fluides qui manifestent aussi bien la continuité des systèmes artificiellement découpés [251] dans les schémas 1 et 2 que l’absence de coupure entre l’individuel et le collectif, le psychologique et le social.

Certes, de nombreux jugements des « pères fondateurs » [[405]](#footnote-405) de la culture politique la présentent comme « une orientation subjective envers le politique » (Verba, 1965, p. 513). Il n’y a rien là d’inattendu, compte tenu des références fréquentes à l’œuvre de Parsons dans laquelle le concept d’orientation est essentiellement psychologique. Mais cette « orientation » résulte elle-même de l’internalisation de « modèles stables d’interaction », véritables structures sociales constituées de valeurs politiques partagées auxquelles elles attribuent un statut (Pateman, 1971, p. 295) : cette approche peut être marquée par la psychologie tout en s’avérant interactionniste, comme le montre [Léon Dion](http://classiques.uqac.ca/contemporains/dion_leon/dion_leon.html) en remplaçant la notion d’orientation par celle de valorisation d’objets « à l’occasion de démarches visant à définir des objectifs généraux communs ayant le support d’autorité requis pour qu’ils puissent se traduire en décisions et actions rendues obligatoires pour tous » (Dion, 1981, p. 715).

Tous les auteurs cités présentent en effet la culture politique comme le maillon reliant la micro et la macropolitique (Almond, Verba, 1965, p. 32), l’approche qui combine la psychologie et la sociologie (Pye, 1965, p. 6) « une nouvelle manière de relier la théorie psychologique aux performances du système politique » (Pye, 1968 *bis,* p. 224). Sur ce thème, les auteurs sont féconds, car ils pensent trouver dans le concept un moyen de parvenir aux théories médianes *(middle-range)* tant vantées depuis Robert K. Merton. Ainsi Pye introduit-il la culture politique entre les approches visant à « ramener la politique à l’universel et au généralisable » en utilisant des termes d’une abstraction aussi grande qu’ « État », « souveraineté », « pouvoir »et celles qui se contentent de couvrir la politique propre à un espace et à un lieu donnés (Pye, 1965, p. 4). Le problème, redoutable en sciences sociales, de l’agrégation des conduites individuelles pourrait être résolu, par une ouverture au singulier (la personnalité individuelle ou collective ?) et au général (« l’ordre de la société humaine »). Il est toutefois compliqué par la diversité et l’originalité des écoles culturalistes (Pye, 1965, p. 6) : l’Orient n’est pas le même pour les sinologues, indianistes, arabisants, dont les traditions divergentes peuvent être aussi bien le reflet d’objets sociaux différents que le produit de visions occidentales construisant « l’autre » comme une image renversée de soi-même, colorée d’exotisme et d’imaginaire [[406]](#footnote-406). Par ailleurs, Pye met en garde contre les dangers de l’extrapolation des micro- aux macro-systèmes. Il ne faut pas agréger sans méfiance les attitudes individuelles en ordre collectif (Pye, 1972, pp. 289-290).

3. Ordre culturel et ordre politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

Quoi qu’il en soit, l’ordre social est bien le niveau privilégié de la culture politique, car elle est « la propriété d’une collectivité – nation, région, classe, communauté ethnique, organisation formelle, parti, etc. Les individus ont des croyances, [252] des valeurs et des attitudes, ils n’ont pas de culture » (Elkins, Simeon, 1979, p. 129). Le découpage en actes individuels et ensembles sociaux renvoie aux oppositions répliquées des conduites et du contexte dans lesquels elles s’inscrivent, du problématique et du non-problématique, de l’explicite et de l’implicite, sinon du politique et du sociétal.

Sidney Verba est sur ce point plus clair quand il rédige avec Lucien Pye (Pye, Verba, 1965) que lorsqu’il écrit avec Gabriel Almond (Almond, Verba, 1963 et 1980). Les « jugements implicites sur la nature de l’homme et la nature de la réalité physique » constituent des ensembles d’attitudes non cohérentes dont il appartient au philosophe politique de reconstituer la structure (Verba, 1965, p. 523). Parce que cette intervention est nécessaire pour connaître leurs effets politiques, les systèmes de croyances semblent mieux ancrés dans des interactions économiques vitales que dans des relations politiques au sens strict du terme, activités marginales de la vie quotidienne. La culture forme un tout, dont les aspects les plus immédiatement politiques ne sont fructueusement dégagés qu’en cas de contradiction entre convictions existentielles (p. 524). L’argument d’économie selon lequel il reste quand même utile de distinguer la culture politique de la culture globale car « cela nous permet de nous concentrer sur les domaines d’attitudes qui sont les plus pertinents pour la politique » est moins convaincant. Pour le reste, il est nécessaire de connaître la culture tout entière afin d’apprécier son impact sur les systèmes de croyances politiques. Par exemple, la conviction qu’un contrôle sur la nature physique ou sur les relations sociales est impossible, que chacun est impuissant à les transformer, doit avoir un impact sur la foi dans les politiques publiques (p. 522), comme le montrent les études sur le Mexique (Scott), l’Italie (La Palombara) et l’Éthiopie (Levine) réunies dans le même ouvrage.

Dans l’univers culturel général, de telles convictions sont implicites, et donc présumées partagées par un groupe d’acteurs. Elles sont également non problématiques. Les valeurs collectives ne constituent pas des enjeux, ne font pas problème, ne déclenchent pas de stratégies. Ainsi l’État républicain pour les Français non anarchistes ou non monarchistes ; le libéralisme économique et politique pour les Libanais non khomeinistes ; l’*habeas corpus* pour les Britanniques non ulstériens ; la justice distributive pour les Arabes de la péninsule (sans exception ?) ; la neutralité pour les Suisses. L’application de ces principes, les moyens de ces fins divisent, désorganisent, politisent les groupes et les individus, les contraignent aux choix. Mais il n’est que rarement question de choisir la forme républicaine, d’accorder ou de refuser des droits à la défense.

Ainsi la culture tout entière réduit-elle le domaine du conflit, du moins selon les politologues, car l’anthropologie contemporaine a mieux à dire sur ce point. La culture politique aussi, puisqu’elle définit, selon Pye (1968 *bis,* p. 221), « l’étendue et les limites de la politique » (ce que fait pourtant déjà la culture globale) : qui sont les participants acceptables, quelle confiance accorder aux prévisions des responsables politiques, comment évaluer leurs compétences, leur capacité à résoudre des problèmes, les résultats attendus des politiques publiques ; comment sanctionner ou récompenser la participation, par quels moyens canaliser l’agression en déterminant les passions publiquement exprimables et donc en précisant les questions dont on [253] peut légitimement débattre dans un système politique particulier. Les exemples montrent qu’il est difficile de séparer la culture politique de la culture globale : *si la culture renvoie au non-problématique, et le politique au conflictuel, le concept de culture politique est malvenu, car il recouvre deux notions contradictoires.* Au demeurant, quand on allonge empiriquement la liste des exemples, on ajoute aux missions que Pye attribue à la culture politique des énoncés sur l’ordre de l’univers, la nature de la causalité, les fins de l’activité politique (en particulier la préférence accordée à la maximisation des gains ou à la minimisation des coûts) et ses connotations positives ou négatives dans chaque société (Elkins, Simeon, 1979, p. 132).

On bute ainsi sur deux obstacles : ou bien l’on découpe arbitrairement une fonction politique, ou bien l’on établit un lien non moins arbitraire entre le culturel et le politique en faisant du concept de culture politique le « chaînon manquant » qui permettrait de rendre compte de tout ce que l’analyse politique ne parvient pas à expliquer (Pye, 1968, p. 224), une variable résiduelle qui pondère les structures du pouvoir, les politiques publiques, ou la constellation des intérêts (Béer, Ulam, 1962). Lucian Pye tente de résoudre ce dilemme en énumérant des croyances politiques de valeur opposée (confiance/méfiance, égalité/hiérarchie, liberté/contrainte, loyauté/particularisme) (Pye, 1965, p. 22 et s.). Ces ingrédients *universels* (en tout cas présents dans les dix cultures politiques étudiées *in* Pye, Verba, 1965) sont combinés dans chacune de manière *différente* afin de répondre à des questions *communes* (« les questions de notre temps sur les relations entre démocratie et développement industriel, la compétition entre projets totalitaires et démocratiques d’améliorer la condition humaine » Pye, 1963, p. 24). Les conflits d’intérêt ou d’identité naissent alors de la *combinaison,* qui est *contradictoire* (par exemple les Britanniques ont à la fois le sens des hiérarchies sociales et celui de l’égalité politique) et *évolutive* (les « dépôts » culturels successifs ne la rendent pas plus homogène : Pye, 1965, p. 19, précise qu’il y a toujours place, dans les cultures politiques les plus « modernes », pour des identifications particularistes, diffuses, attachées à la nationalité et au lieu de naissance) . D’une certaine manière, une société peut partager quelques valeurs centrales dans les domaines cosmogoniques (la causalité est vue comme providentielle, ou au contraire nomothétique, la propriété individuelle est illégitime ou légitime) et se diviser en sous-cultures quand il s’agit d’enjeux stratégiques (économie libérale ou planifiée ; société tolérante ou puritaine ; etc.). En un sens, il n’y a pas d’autre réponse au paradoxe de Pye que la distinction d’une culture non contradictoire – et donc non politique – et de sous-cultures politiques parce qu’opposées, mises en situation conflictuelle. Pour en revenir à notre schéma analytique, si la culture n’est pas toujours problématique, la situation n’est jamais non problématique.

4. La culture politique vue par ses objets

[Retour au sommaire](#sommaire)

Ces oppositions ne sont pas dichotomiques, mais polaires. Le découpage académique ou didactique des « phénomènes sociaux totaux » en trois ou quatre sphères fonctionnelles, s’il a ses vertus, n’est guère opportun lorsqu’il s’agit d’apprécier l’utilité de la culture en science politique. Certes, le schéma ci-dessus et son commentaire [254] peuvent suggérer une division en quadrants (selon le modèle parsonien que la critique du concept de « culture civique » n’empêche pas de prendre au sérieux, cf. Pateman, 1971) : la situation serait « économique » (« adaptation à l’environnement ») ; le système des conduites, « politique » (« définition des objectifs ») ; celui des attitudes, « social » (« intégration ») et la culture remplirait la fonction qui lui est dévolue par Talcott Parsons (« latence »). En réalité, ces ressemblances sont superficielles. Dans l’analyse ici proposée, ce qui n’est pas problématique (donc « non politique ») le devient vite. Les stratégies accompagnent aussi souvent les définitions d’identité que la défense d’intérêts ; on choisit des représentations, valeurs, opinions et comportements adaptés aux objectifs poursuivis ou à la cohérence du système qui conditionne la poursuite de ces fins. En sens inverse, oublier les *conditions sociales d’élaboration et d’exercice de ces stratégies* permettrait tout aussi bien de dire que le facteur commun aux ensembles distingués plus haut n’est pas le politique, mais l’économique – de même que la prise en considération des seules conditions sociales permet d’occulter les mécanismes politiques au profit des mécanismes économiques et symboliques ou encore, comme l’affirment certains, d’« économie symbolique ».

Stratégies, macro-politiques, de régulation ou, micro-politiques, de dénouement des conflits traversent l’ensemble des rapports entre identités et intérêts, social et individuel, long terme et court terme. L’image qui vient à l’esprit pour illustrer concrètement ces rapports abstraits est celle d’une balance mécanique à double graduation que l’on utilise en déplaçant le gros poids de gauche à droite sur l’échelle des kilogrammes, puis en ramenant le poids le plus petit de droite à gauche sur celle des grammes. Acteurs doubles, échelle double ; stratégies multiples, processus symbolique unique ; telles semblent se présenter les relations entre systèmes d’identité et systèmes d’intérêts (que d’autres préfèrent baptiser « champ », « situation » ou « système d’action concret »). On n’y observe aucune discontinuité réelle entre culture politique et culture globale, ni même entre culture et politique. Ceci ne renvoie pas pour autant les politologues au tout social : *des objets spécifiquement politiques (i.e., liés étroitement aux conditions sociales d’élaboration et d’exercice des stratégies de définition, régulation et dénouement de conflits d’identité et d’intérêts, ainsi qu’à ces stratégies elles-mêmes)* nous concernant de manière prioritaire n’intéressent que subsidiairement les sociologues, anthropologues, économistes ou linguistes. Le caractère politique de ces objets suscite d’ailleurs un large consensus dès lors qu’on renonce à baptiser « politiques » les seuls phénomènes marqués du sceau de l’État, de l’autorité, ou de la légitimité (que les sociologues oublient néanmoins trop souvent).

La liste d’objets politiques est donc plus large que les propositions classiques : « éléments du système politique tels l’exécutif, le législatif et le judiciaire, les partis politiques et les groupes de pression, la conception que l’individu se fait de lui-même en tant qu’acteur politique et ses opinions sur les autres citoyens » (selon Kavanagh, 1972, p. 11) ; « groupes de pression », ou ligues et « qui parle à qui, qui influence qui, qui vote pour qui », selon Verba, 1965, p. 516. Ou encore : « le système politique et ses différents éléments (…) le rôle de chacun dans le système » à l’exclusion des exigences politiques et des politiques publiques (Almond, Verba, 1965, p. 12 et 28-29) – exclusion justifiée par l’ampleur de la tâche mais sur laquelle Gabriel Almond [255] reviendra plus tard, opposant alors la « culture de processus *(processus culture)* (…) qui inclurait les attitudes envers la place de chacun dans le système et (…) envers les autres acteurs politiques (par exemple, confiance, compétence (…), hostilité), et la culture de produits *(policy culture),* laquelle désignerait « la distribution des préférences relatives aux produits et décisions de la politique ; la répartition au sein de différents groupes (…) de valeurs politiques telles que le bien-être *(welfare),* la sécurité et la liberté » (Almond, 1980, p. 28). Quoi qu’il en soit, « la liste des structures formelles ou informelles d’interaction politique » (Verba, 1965, p. 516) est concrètement restreinte, par ceux-là mêmes qui l’ont identifiée comme objet, aux institutions et aux agents politiques (le leader, l’électeur, le militant, etc.), quand ils ne l’élargissent pas excessivement aux grands problèmes de la philosophie politique (apathie et participation, démocratie et totalitarisme).

Une ligne médiane est difficile à trouver (Dion, 1981, p. 716 ; Kaase, 1983) comme le premier volume de ce traité le montre suffisamment pour qu’on n’y fasse ici qu’une brève allusion. Notre approche sera très pragmatique : si les objets politiques sont définis par les cultures, ils varient d’une culture à l’autre, d’une époque à une autre. Dans la culture occidentale qui sous-tend les démarches scientifiques de notre discipline, on observe un certain consensus sur ces objets. Partant de prémisses différentes des nôtres (une théorie critique de la culture) et de perspectives limitées (un modèle analytique et heuristique de la culture, non un protocole de recherche empirique à vocation explicative), Peter Reichel élabore un diagramme (Reichel, 1980, p. 395) convergent avec le nôtre sur la liste des questions identifiées comme pertinentes dans une recherche de culture politique.

Le contexte historique de ces questions est en effet le même : dépolitisation, perte de confiance dans les partis, déplacement des intérêts politiques vers l’écologie, les solutions radicales, etc. (p. 385). Chacun s’accorderait à reconnaître le caractère politique de ces problèmes en Europe occidentale et en Amérique du Nord. Aussi notre schéma ressemble-t-il – fortuitement – à celui de Peter Reichel. Qualifiant la culture politique d’ « objet complexe » mais de « concept douteux », Reichel pense qu’il ne doit rester ni ambigu, ni insignifiant, il souhaite « l’arracher à la condition éphémère d’un mot à la mode, et le sauver malgré (ou à cause de) ses contradictions historiques et de son caractère idéaliste (…) afin de rendre la recherche en science politique plus féconde » (p. 396). Comme nous, il distingue les niveaux macro et micropolitiques, l’individu et le système politique ; il intègre également le processus de socialisation et de contrôle social *(Steuerung) ;* il fixe comme objets de recherche empirique les attitudes et les comportements et définit l’identité comme objectif ultime de conflit sur les fins et les valeurs ; comme nous, enfin, il énumère des enjeux politiques concrets (adaptation ou non-conformisme ; exigence de participation ou de démocratisation, de stabilité ou de réforme, de croissance ou de qualité de la vie, etc.). Il ajoute toutefois de manière explicite les instances de socialisation et les classes sociales aux deux niveaux, sociétal et individuel, du système politique.

On ne le suivra pas pour autant quand il souhaite développer une théorie participative de la culture politique (Reichel, 1980, p. 398) dont l’utilité laisse perplexe (Kaase, 1983 ; Berg-Schlosser, 1981) et qui peut faire croire que le seul intérêt du concept est d’informer sur la meilleure manière de construire une démocratie participante [256] (même en partant d’une conception historico-critique de la société de consommation : Reichel, 1981, s’en est expliqué longuement). Démocratie et participation constituent en effet deux écueils majeurs des recherches sur les cultures politiques. Existe-t-il une culture « civique » participante qui serait consubstantielle à la démocratie (Almond, Verba, 1965) ? Quels en seraient les caractères puisque l’on ne sait plus avec certitude si c’est une forte ou une faible participation qui convient le mieux aux régimes démocratiques (comme le montre la comparaison de Cuba et des États-Unis – Fagen, 1969) ? La démocratie entraîne les analyses de culture vers la philosophie politique, au-delà de ce qui est nécessaire pour étudier objectivement les cultures politiques : les comparaisons deviennent raison. Dans l’espace, elles découvrent des lois générales de fonctionnement. Dans le temps, elles suggèrent un « développement politique » plus souvent utilisé comme échelle d’évolution que comme instrument d’une connaissance nouvelle sur les édifications nationales et étatiques (Badie, 1983, p. 53). Ce ne sont plus les identités que l’on recherche (par définition, inclassables), mais une « bonne » société. La participation, à l’inverse, réduit l’analyse aux enquêtes de comportement, éléments parmi d’autres d’une connaissance des cultures, et aux modes d’acquisition de ces conduites : les processus de socialisation, objets plus restreints que les intérêts en conflit dans une situation sociale. Démocratie, participation, socialisation relèvent d’autres chapitres de ce traité.

5. Loyautés et fidélités

[Retour au sommaire](#sommaire)

Une question ne peut toutefois manquer d’être posée car elle traverse toutes les études consacrées aux cultures politiques. Le soutien apporté au système politique est en effet la principale interrogation qu’on y trouve. Les soutiens politiques sont-ils des produits culturels ou des produits structurels ? Au-delà de l’intérêt marqué pour la démocratie qui fut à l’origine de *The Civic culture,* c’est désormais *le soutien à tout système quelle qu’en soit la nature* qui devient la question essentielle (Brown, Gray, 1979 ; Wiatr, 1980 ; Kaase, 1983). La culture civique devient alors un simple type idéal, modèle d’une culture capable de produire ses soutiens parce qu’elle est modérée, et modérée parce qu’équilibrée (ce qui est aussi un phénomène de structure). Comme le rappelle Gabriel Almond en citant Aristote [[407]](#footnote-407), les démocraties sont d’autant plus stables que les classes moyennes sont proportionnellement plus nombreuses (Almond, 1980, p. 3).

Pour expliquer la modération caractéristique du type idéal « culture civique », il est presque redondant d’invoquer « un consensus substantiel sur la légitimité des institutions » (les classes moyennes sont plutôt légitimistes), « l’orientation et le contenu des politiques publiques » (faites pour les électeurs les plus nombreux, comme l’affirment les théories économiques de la démocratie), « une large tolérance envers [257] la pluralité des intérêts et la conviction qu’ils sont conciliables » (ici, le recours à la culture se justifie davantage car les classes moyennes ne sont pas plus tolérantes que d’autres), enfin « un sens très largement distribué de la compétence politique et la confiance mutuelle dans la citoyenneté » (idéal petit-bourgeois ?). Le modèle participationniste et rationaliste hérité du siècle des Lumières n’est pourtant « qu’une composante de la culture civique, (…) à lui seul (…) (il) ne pourrait logiquement pas soutenir un gouvernement démocratique *stable.* C’est seulement quand il est combiné d’une certaine manière avec ses contraires – passivité, loyauté, déférence envers l’autorité et la compétence – qu’une démocratie viable et stable (est) possible » (Almond, 1980, pp. 4 et 16). Telle est la combinaison de tradition et de modernité qui fait la force du système britannique et, par extension, du système américain dont les observateurs ont tous remarqué qu’y étaient fréquents la « réserve » et la « tranquillité », la « tempérance », la « modération », la « domination de soi », l’« esprit rationnel calme », la « déférence », le sang-froid démocratique » (Tocqueville, Bagehot, Schumpeter, cités par Almond, 1980, pp. 19-21).

On aurait tort de ne pas accorder à ce type idéal l’intérêt qu’il mérite : la forme mixte de gouvernement est moins instructive que la conjonction de tempéraments politiques opposés (pour employer un vieux terme français). Que l’on étudie un pays démocratique ou non, cette conjonction est peut-être un facteur explicatif pertinent de la génération de soutiens ou de l’absence d’hostilité exprimée. L’étude des pays communistes illustre bien la fécondité du concept de cultures politiques. Il s’agit d’une sorte d’expérimentation en grandeur nature (Almond, 1983, p. 127), chacun s’accordant à reconnaître que « la validité du concept (…) ne peut être considérée comme pleinement établie tant qu’il n’a pas été utilisé dans une étude comparative des États communistes, car si les cultures politiques des sociétés qui sont devenues communistes peuvent être aisément moulées dans de nouvelles formes et les vieilles valeurs mises à l’écart, la valeur explicative de la culture politique peut raisonnablement être considérée comme marginale » (Brown, 1979, p. 12). Mais ce n’est pas le cas. Comme l’exprime Jack Gray, clôturant l’ouvrage consacré aux pays de l’Est, à la Chine et Cuba (Brown, Gray, 1979), « notre conclusion générale doit être que jusqu’à présent les effets du changement politique dans les pays communistes se sont accordés avec ce que nous savons de leurs expériences politiques antérieures et de leur culture » (Gray, 1979, p. 267). Autrement dit : avec leurs situations particulièrement marquantes, voire dramatiques (comme les invasions en Pologne) [[408]](#footnote-408), aussi bien qu’avec leurs héritages culturels. Dire de l’Union soviétique « qu’à chaque crise (…) il y avait choix et que chaque fois la solution préférée fut la plus proche possible des pratiques tsaristes » (Gray, 1979 *bis,* p. 260), c’est reconnaître que la culture politique constitue bien le maillon manquant entre structure et évènement, conformément à notre schéma. Dans ces conditions, la définition de la culture politique évolue et associe « les perceptions subjectives de l’histoire et de la politique, les croyances fondamentales et les valeurs, les objets d’identification et de loyauté, la [258] connaissance politique et les attentes à *l’expérience historique* spécifique de nations et de groupes » (Brown, 1979, p. 1 ; c’est nous qui soulignons). Car il ne suffit pas de savoir « comment les convictions politiques affectent les systèmes politiques », il faut aussi se demander « comment les expériences historiques influent sur ce que les gens pensent de la politique » (Verba, 1980, p. 409). Une lutte pour l’indépendance, une guerre civile, une défaite suivie d’un armistice, l’invasion ou l’occupation étrangères, un coup d’État militaire, une rencontre au sommet (Munich, Yalta, Bandoeng) constituent autant d’expériences historiques marquantes pour une collectivité quelle qu’elle soit. Les évènements actuels sont souvent décodés à la lumière d’évènements antérieurs même quand les rapprochements sont incongrus [[409]](#footnote-409). C’est le principe de la boucle de rétroaction : la situation contemporaine mémorisée devient historique, l’évènement se transforme en expérience et structure dès lors les attitudes.

La continuité culturelle engendre donc les soutiens : plus le système politique semble proche de ses avatars précédents et plus cette « coïncidence » favorise l’adhésion. Ainsi le système soviétique serait-il aujourd’hui comme hier marqué par des institutions inefficaces et faiblement articulées, une bureaucratie autoritaire et centralisée, des attachements populaires personnalisés, un domaine « public » si large qu’il empiète souvent sur ce que l’Occident considère de l’ordre privé, y compris l’absence de distinction entre les intentions et les actions ou l’absence de relation entre les croyances personnelles et les intérêts du gouvernement (White, 1979, pp. 32, 34, 49). Dans le même sens, « les facteurs qui dominent l’opinion que les Hongrois ont de leur histoire sont : la continuité de l’État hongrois, le rôle dominant de la nation hongroise (quelle qu’en soit la définition) dans le cadre de l’État et les tentatives répétées d’ennemis intérieurs ou extérieurs pour détruire l’État et le soumettre ». Mieux vaut un État hongrois qui survit qu’un État qui change et risque de disparaître dans ce même mouvement (Schöpflin, 1979, pp. 131 et 153). Plus généralement, la peur de la guerre et de la partition conduit les Hongrois aussi bien que les Polonais à préférer la sécurité d’un gouvernement fort aux attraits de la liberté (Kolankiewicz, Taras, 1979, p. 109) ou les Tchécoslovaques après 1968 à « se replier sur leur vie privée et faire de leur mieux pour ignorer un système politique dont ils ressentent bien qu’ils ne peuvent pas le transformer » (Brown, Wightman, 1979, p. 189) [[410]](#footnote-410). En sens inverse, les peuples fédérés de Yougoslavie ont l’expérience historique de la fragmentation ethnique, des traditions communautaires divergentes et vivaces, d’une bureaucratie inexistante ou largement ignorée, surtout des Slovènes et des Croates. Si l’on ajoute au mépris que les deux ethnies dominantes manifestent envers l’administration les vertus qu’elles accordent à la libre entreprise – avec les Macédoniens – le sens de l’unité dont font preuve les Serbes, enfin l’héroïsme mythique et communautaire qui caractérise la vision que les Monténégrins ont de leur histoire, on aboutit aux conceptions politiques de la Yougoslavie moderne (Dyker, 1979, p. 92).

[259]

Les *mythes fondateurs,* adaptés ou revitalisés, constituent « ce dont la majorité des adultes peuvent se souvenir » (Lambert, 1979, p. 231) : la 1re République tchécoslovaque, par exemple, sur laquelle les intellectuels réfléchirent en 1968, quand les critiques les plus hostiles eux-mêmes admettaient que ce fut une période de consensus (Brown, Wightman, 1979, p. 162) ; la *zadruga* sud-dinarique, forme d’autogestion héroïque et marquée par les dettes de sang (Dyker, 1979, p. 73) ; ou enfin « l’État républicain (français), conquête du peuple, (qui) apparaît ainsi comme la forme politique naturelle du socialisme » (Rosanvallon, Viveret, 1977, p. 53). Toutes ces représentations collectives du passé d’un peuple nous en apprennent beaucoup sur le niveau et l’objet de ses loyautés. Pour savoir pourquoi une société est *loyale* envers son État, il suffit parfois de savoir à quoi la plupart de ses membres restent *fidèles.* Ainsi des Chinois : dans la Chine traditionnelle « l’autorité était acceptée dans la vie personnelle et intellectuelle aussi bien qu’en politique ; résister à l’autorité, ne pas se conformer, c’était se sentir coupable. La hiérarchie était acceptée ; les Chinois s’épanouissaient bien en situation hiérarchique médiocrement dans des groupes de pairs ». Or, « l’analyse des accusations portées durant la révolution culturelle montre que les attitudes que ces groupes (critiqués) partageaient incluaient la minimisation du conflit, des conceptions élitistes de (…) la politique ; et le recours aux ordres et à la coercition » (Gray, 1979, pp. 201, 222), toutes conceptions confucéennes de la vie [[411]](#footnote-411). Paradoxalement, la Révolution culturelle est menée sur le plan moral, comme toujours en Chine : « Sous Mao, comme sous les Empereurs, comment un sujet pourrait exiger, ambitionner, ou acquérir par l’éducation les droits d’un citoyen contre une élite gouvernante qui s’affirme détentrice d’une moralité supérieure à la sienne ? » (Gray, 1979, p. 229).

Les analyses de culture politique peuvent donc s’accompagner d’un retour à l’histoire (Badie, 1983). Les questions générales (une conceptualisation valable pour tous les systèmes sociaux, aussi bien que la connaissance des mécanismes de genèse de soutiens à ces systèmes) restent valables, mais elles reçoivent un éclairage particulier qui échappe aux écueils de la philosophie politique comme de la psychologie sociale. À une importante réserve près : que l’histoire soit anthropologique et non pas factuelle, qu’elle ait pour objet la culture et non l’évènement. Or, cette anthropologie historique et politique existe : produite par deux courants antagonistes, elle est aujourd’hui représentée par Clifford Geertz et Edmund Leach. Il convient donc d’effectuer un détour par ces travaux, afin de prévenir toute tentation psychologique ou moraliste.

D’abord, parce que les anthropologues ont établi de grands principes qu’on ne peut ignorer. Les définitions convergentes qu’ils donnent de la culture malgré des prémisses épistémologiques différentes en sont la preuve.

Ensuite, parce que les inévitables erreurs des œuvres pionnières doivent être connues avant toute nouvelle entreprise sur le même terrain. On peut adresser aux études d’Almond, Pye et Verba les mêmes reproches qu’à leurs critiques supposés : si la recherche est cumulative, un travail sérieux d’invalidation ou de confirmation [260] des travaux précédents s’impose, auquel ni les uns ni les autres ne se sont livrés. L’emprunt d’un concept par une discipline ressemble alors à l’importation d’un bien d’équipement par un pays sous-industrialisé [[412]](#footnote-412) : on ne maîtrise ni son utilisation, ni sa reproduction ultérieure dans un contexte nouveau.

Section 2

Des sources anthropologiques  
contradictoires ?

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le concept de culture est une invention théorique de l’anthropologie (Perrineau, 1975) ; pourtant, les politologues qui l’utilisent ne se réfèrent pas aux anthropologues classiques. Sans doute parce que les Français puisent leurs sources anthropologiques dans la chaîne Durkheim-Mauss-Lévi-Strauss pour lesquels la culture est conscience collective ou inconscient collectif, tandis que les Américains voient surtout dans la culture l’instrument de construction de la personnalité. Les références de Gabriel Almond et Sidney Verba en témoignent abondamment [[413]](#footnote-413). Gomme l’écrit Kardiner (Kardiner, 1969, p. 83), dans l’étude de la culture, « le problème psychologique essentiel (…) est de tracer un tableau des effets des institutions sur les individus », de savoir « pourquoi les types de personnalité humaine diffèrent selon les types de contrôle en vigueur ». Avant Almond et Verba, mais en même temps que Linton (Linton, 1968), Kardiner entend découvrir comment, confronté aux barrières naturelles ou institutionnelles qui restreignent sa liberté, l’individu élabore une « constellation » qui « s’appelle, considérée subjectivement, la structure du Moi, ou, considérée objectivement, la structure de la personnalité de base » (Kardiner, 1969, p. 189). Celle-ci diffère d’un Eskimo à un Zuni, tandis que deux Eskimos ne diffèrent entre eux que par le caractère.

Ainsi conçue, la culture est tout simplement « le mode de vie d’une société », « l’ensemble des réponses normales et attendues de n’importe quel membre de la société à une situation donnée » ([Linton](http://classiques.uqac.ca/classiques/Linton_Ralph/fondement_culturel/fondement_culturel.html), 1968, p. 22). De cet ensemble, identifiable par les techniques ethnographiques ou par échantillonnage, on dirait presque qu’il est connu dès lors qu’il est enseigné : « Une culture est la configuration des comportements appris et de leurs résultats, dont les éléments composants sont partagés et transmis par les membres d’une société donnée. » Telle est la définition que Linton « se risque à proposer » ([Linton](http://classiques.uqac.ca/classiques/Linton_Ralph/fondement_culturel/fondement_culturel.html), 1968, p. 33), rejoignant ainsi Kardiner selon lequel « tout mode établi de pensée ou de comportement observé par un groupe d’individus (c’est-à-dire une société) qui peut être communiqué, qui est reconnu par tous, et dont la transgression ou la dérivation *(sic)* crée un certain trouble chez [261] l’individu et dans le groupe » (Kardiner, 1969, p. 79, en italiques dans le texte) est une culture. Tous deux insistent sur la socialisation et l’acculturation, comme Almond et Verba sur l’éducation, substitut d’une longue maturation historique absente dans les « pays neufs ».

Aucune œuvre anthropologique américaine ne symbolise mieux cette approche que les travaux publiés par deux femmes, deux amies, deux élèves de Franz Boas : Ruth Benedict et Margaret Mead (Mead, 1977). Celle-ci connaît un succès immédiat avec son [*Adolescence à Samoa*](http://classiques.uqac.ca/classiques/mead_margaret/moeurs_sexuelles/moeurs_sexuelles.html)(Mead, 1963) où sont décrits d’une manière bien superficielle, mais assez nouvelle pour l’époque, les processus de socialisation qui forment le caractère des Samoans. Celle-là s’inspire d’Oswald Spengler en baptisant les Indiens pueblos « apolloniens » et les Indiens des plaines « dyonisiens » (Benedict, 1950, pp. 81-176). Il y aurait ainsi des caractères agressifs, d’autres doux, produits de leurs cultures respectives. Sans aller jusqu’à prétendre que tous les Indiens pueblos, ou tous les Néo-Guinéens arapesh sont doux, Benedict et Mead affirment que la colère et l’hostilité ne peuvent se manifester que dans des occasions et selon des formes qui les rendent beaucoup moins dangereuses [[414]](#footnote-414). À la violence, la cruauté, l’héroïsme des Indiens des Plaines ou des Mundugumor, s’opposent la vie « féminine », la civilité, le « sobriété » des Indiens troglodytes ou des hommes chambuli. Dans ces sociétés « apolloniennes », « on n’aime pas la mésentente et presque tous les mariages connaissent une destinée paisible » (Benedict, 1950, p. 104). À l’opposé du Dionysien dont « le désir (…), dans l’expérience personnelle comme dans l’expérience rituelle, est d’atteindre le but grâce à un certain état psychologique, en arrivant au summum de l’exagération », l’Apollonien « méprise cette manière de voir et n’a souvent qu’une faible idée de la nature de telles expériences. Il trouve moyen de les bannir de sa vie consciente. Il ne connaît qu’une règle : la mesure au sens hellénique ». C’est un réaliste qui procède par analogie, imitation, tradition (exemples : la danse de la pluie, ou le fait qu’il soit nécessaire d’avoir été malade pour être médecin, d’avoir tué pour être guerrier, etc.) et non par recherche forcenée (exemples : le jeûne, la torture, la danse extatique, l’isolement) de *visions* surnaturelles (Benedict, 1950, p. 108 et s.). Conséquences logiques de ces différences : les uns refusent ou limitent « l’autorité personnelle (…) peut-être ce qui est le plus mal vu chez les Zuni » [[415]](#footnote-415), les autres se prévalent de leur rêve « pour obtenir tout avantage personnel qu’il est possible d’imaginer ».

[262]

Margaret Mead ajoute à cette explication dichotomique une classification selon le sexe (hommes et femmes doux, comme les Arapesh ; hommes et femmes durs, comme les Mundugumor ; hommes passifs, femmes actives, comme les Chambuli : Mead, 1963) ayant pour objet de montrer que la division sexuelle des tâches n’est pas l’ « apanage inévitable de l’humanité » mais un fait de culture (Benedict, 1950, p. 27). Les deux militantes féministes croient ainsi qu’une éducation fondée sur l’égalité des sexes améliorerait nos sociétés. Elles deviendraient plus cohérentes qu’aujourd’hui, de même que les Arapesh sont plus solidaires que les Mundugumor dont le « culte religieux se révèle aussi incapable d’intégrer le groupe d’une façon permanente que les règles de filiation et de succession », perpétuellement transgressées (Mead, 1963, p. 162-163).

Priorité à l’éducation pour redresser les comportements traditionnels, goût pour les typologies psychologisantes : Benedict et Mead sont bien les maîtres à penser d’Almond et Verba dont les catégories « localiste », « sujette », « participante » ne sont pas uniquement construites en « remplissant une (…) matrice où la culture politique devient la fréquence de divers types d’orientation cognitive, affective et évaluative » (Almond, Verba, 1965, p. 16). Cette belle perspective objectiviste s’accompagne d’une préférence évolutionniste pour la culture politique moderne, participante et séculière dont Richard Vernon a bien montré qu’elle ne constituait pas davantage un type pur que les Apolloniens ou les Chambuli. Une culture politique séculière peut aussi bien signifier l’existence d’une « religion séculière » (qui ne refuse pas la religion mais veut l’actualiser), d’un « sécularisme rationnel » (qui rejette toute dimension religieuse) que d’une « sécularité » (qui sépare le temporel et le spirituel). De plus, « la recherche d’une modernisation à laquelle une culture traditionnelle fait obstacle manifeste un engagement supérieur envers les fins collectives (…) et un tel engagement, selon Apter et Almond, n’est pas séculier » (Vernon, 1975, pp. 491 et 505). Enfermer des sociétés dans des catégories est également un fait culturel, le fait de spécialistes marqué par les théories du comportement (Almond et Verba sont des behavioristes ; Benedict et Mead ont toutes deux achevé des études de psychologie). Au pire, de telles tentatives aboutissent à des « essais de caractérologie des peuples » où l’on croit distinguer des nations « sanguines », d’autres « amorphes » (Grieger, 1955), sans éviter de les hiérarchiser.

Margaret Mead ou Abram Kardiner présentent toutefois l’avantage d’ouvrir l’anthropologie à la *sexualité,* rejoignant sur ce point le fonctionnaliste Malinowski (l’édition anglaise de [*la sexualité et sa répression dans les sociétés primitives*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mab.sex)est publiée à New York en 1927 par Meridian Books, traduction française chez Payot ; *La vie sexuelle des sauvages de Mélanésie,* à Londres, chez Routledge, en 1929). Tandis que Malinowski conteste l’universalité du complexe d’Œdipe, Margaret Mead rédige entre 1926 et 1935 ses livres sur Samoa et la Nouvelle-Guinée, dont Maurice Godelier reviendra plus tard tout aussi fasciné par la sexualité très particulière des Baruyas (Godelier, 1982). Cette tendance peut détourner le politologue d’une anthropologie de la *parenté* sur laquelle sont construites en France les représentations scientifiques ou tout simplement sociales de la discipline. L’œuvre de Claude Lévi-Strauss a bien des facettes : la plupart nous cachent les origines anthropologiques véritables du concept de culture tant les travaux du père du structuralisme en anthropologie [263] doivent à sa thèse des structures élémentaires de la parenté et ses origines chez Radcliffe-Brown qui publie en 1924 son fameux article sur « Le frère de la mère en Afrique du Sud » (Radcliffe-Brown, 1969, pp. 73-92). Son rival britannique, E. E. Evans-Pritchard, dont les travaux sur les Azandé paraissent dès 1928, écrit *Les Nuer* en 1940 [[416]](#footnote-416) : le livre porte également la marque des problèmes de parenté même s’ils sont davantage définis en termes de segmentarité sociale que par le rôle pivot des oncles maternels. Avec eux, l’étude de la parenté devient technique, les diagrammes se compliquent au point que leur signification échappe aux profanes (voir « l’étude des systèmes de parenté » dans Radcliffe-Brown, 1969, pp. 11-157). La représentation de la parenté joue alors en anthropologie le rôle de techniques légitimantes, comme les modèles mathématiques en économie, les statistiques en histoire, le droit administratif dans les études juridiques de l’État. Elles contribuent de ce fait à déformer notre vision de l’anthropologie, à nous faire oublier l’anthropologie des premiers anthropologues et ses grandes leçons.

1. Chronologie d’un usage : deux traditions

[Retour au sommaire](#sommaire)

C’est à un véritable retour aux sources que le lecteur est maintenant convié : la chronologie d’un usage, celui du concept de culture, insiste sur les divergences théoriques de l’anthropologie naissante et leurs effets aujourd’hui ; mais l’on retrouvera ensuite les éléments convergents d’une définition opératoire.

Le précurseur de l’anthropologie culturelle est E. B. Tylor, adolescent souffreteux et riche fils d’un industriel du cuivre qui l’envoie se soigner au climat mexicain. Il y découvre des mœurs différentes et parvient, en consignant ses impressions, à publier en 1861 son premier travail d’ethnographe amateur (Hatch, 1973, p. 17), où l’ethnologie couvre le même champ que l’actuel musée d’anthropologie de Mexico : elle va de l’Antiquité au présent. Tylor est probablement un unique exemple d’autodidactisme intégral : après avoir arrêté ses études à seize ans, il devient conservateur du musée d’Oxford en 1863 et professeur titulaire en 1896, sans aucun diplôme. C’est dire combien vierge est le terrain sur lequel il se place. On ne saurait s’étonner que la première définition de la culture au sens anthropologique du terme soit éclectiquement énumérative : il s’agit en effet d’un « tout complexe comprenant à la fois les sciences, les croyances, les arts, la morale, les lois, les coutumes et les autres facultés et habitudes acquises par l’homme dans l’état social » (Tylor, 1876, p. 1). Définition moins technique et surtout moins matérialiste que celle de Malinowski selon lequel la « culture comprend des artefacts acquis, des biens, des processus techniques, des idées, des habitudes et des valeurs » (Malinowski, 1931, p. 621). L’auteur des *Argonautes,* né un an après la titularisation de Tylor, est docteur de l’Université de Cracovie en 1908, assistant de la London School of Economies en 1913, avant de devenir le plus minutieux des chercheurs de terrain (Hatch, 1973, pp. 273-274). Émigré, comme avant lui Franz Boas qui quitte en 1887 [264] l’Allemagne pour les États-Unis, il est souffrant, comme Tylor, et doit abandonner ses premiers travaux.

Boas également : son doctorat de l’Université de Kiehl lui est délivré pour une thèse de physique et de mathématiques avec travaux complémentaires en géographie (sa thèse porte sur la couleur des eaux, Lesser, 1968, p. 99). Saisi par la passion des expéditions lointaines, il se forme à l’anthropométrie avant de partir chez les Eskimos, puis en Colombie britannique. C’est un père fondateur qui ouvre à Columbia en 1896 un département d’anthropologie plein d’avenir (où étudieront Benedict, Kroeber, Stewart, White, Mead, Sapir, et quelques autres).

Les trois pionniers sont pragmatiques et systématiques : deux qualités indispensables dans une discipline telle que l’anthropologie. Familiers des sciences et des techniques, ils n’écartent point de leur champ les aspects les plus naturels (en témoignent les mesures anthropométriques et les études raciales de Boas, ou les descriptions géographiques complexes de Malinowski). La société leur paraît comparable à une machine (Tylor) ou à un organisme vivant (Malinowski, Boas). Le premier en démonte les mécanismes, pièce par pièce, et dresse un tableau qui se veut exhaustif des « *traits culturels »* dont les combinaisons constituent une culture. Les deux autres, sans abandonner cette vision constructiviste (Boas lui-même parle de traits culturels, Boas, 1940, p. 251), essaient d’édifier l’anthropologie culturelle comme pendant de l’anthropologie physique. « Les hommes se différencient doublement : du point de vue de leur forme physique et du point de vue de leur héritage social, ou culture. La science de l’anthropologie physique (…) est parvenue à classer les différentes branches de l’humanité selon leur structure physique et leurs caractéristiques physiologiques (…). L’héritage social est le concept clef de l’anthropologie culturelle, l’autre branche de l’étude comparative de l’homme » (Malinowski, 1931, p. 261 ; telle est la première phase de son article sur le concept de culture dans *l’International Encyclopedia of the Social Sciences)* [[417]](#footnote-417)*.* Le parallèle entre les deux sciences de l’homme est particulièrement frappant chez Boas dont l’ambition affirmée est « de comprendre les étapes que l’homme a franchies pour devenir ce qu’il est, biologiquement, psychologiquement et culturellement » ; c’est pourquoi « nous ne nous intéressons pas seulement à la morphologie raciale mais au fonctionnement du corps, aussi bien physiologiquement que mentalement » (Boas, 1940, pp. 244 et 247).

Ici, les trois hommes diffèrent. Tylor est évolutionniste et positiviste. Selon lui, l’homme est rationnel, les traits culturels sont objectivement combinables de mille manières et les sociétés primitives constituent les formes les plus simples de ces combinaisons dont les sociétés occidentales sont les formes achevées par un processus d’évolution très darwinien. La raison ne cesse de progresser, et les « sauvages » finiront bien par revenir de leur erreur ou sortir de leur ignorance car ils sont aussi utilitaristes que nous : objets et symboles doivent servir, fonctionner (« tous les éléments d’une culture (…) doivent être en fonction, actifs et efficaces », écrit Malinowski, 1931, p. 625, qui s’inspire sur ce point de Tylor). Aucun « trait culturel » [265] n’est arbitraire, pas même les phonèmes (« le langage est une branche du grand art de la fabrication ou du choix des signes, et son rôle est de trouver un son qui soit un signe ou un symbole approprié à chaque pensée. Chaque fois qu’un son fut ainsi choisi, il y eut sans aucun doute une raison à ce choix », cité par Hatch, 1973, p. 19). Tout a été inventé intentionnellement. Quand un peuple perpétue une coutume sans se rappeler pourquoi elle fut originellement conçue, il est victime d’un « conservatisme traditionnel » ou d’une « survivance »qui freine son évolution. Cet évolutionnisme est aussi un positivisme, ou mieux encore un naturalisme (qui postule l’unité d’objet entre les sciences de la nature et les sciences de l’homme, sans préjuger d’une unité de méthode possible mais non obligatoire) : « Ceux qui de nos jours ont approfondi la science de la nature inorganique sont les premiers à reconnaître (…) l’unité de la nature, la fixité de ses lois, le rapport défini de la cause à l’effet (…). Ces idées fondamentales (…) sont également acceptées quand il s’agit des fonctions et des habitudes des plantes et des animaux, voire même des fonctions inférieures de l’homme. Mais quand on en vient à parler des manifestations supérieures du sentiment et de l’activité de l’homme, de la pensée et du langage, de la science et de l’art, un changement se produit dans l’opinion, car le monde est encore peu préparé à regarder l’étude générale de la vie humaine comme une branche des sciences naturelles. » Et pourtant « nul ne niera, vu que chaque homme s’en convainc par le témoignage de sa propre conscience, que toute action humaine ne soit en général déterminée par des lois définies et naturelles » (Tylor, 1876, p. 2-4). On peut donc élaborer de véritables lois de l’histoire, sinon de l’histoire générale du moins, en l’état actuel de la connaissance, de l’histoire des cultures (Tylor, 1876, p. 6).

Franz Boas, pour sa part, doute de cette possibilité, que lui inspirent initialement sa formation et son goût pour l’anthropométrie. On peut « mettre en doute l’éventualité de conclusions générales applicables partout (…), les phénomènes de notre science sont si individualisés (…) qu’aucun ensemble de lois ne pourrait les expliquer ». Ainsi une « classification morphologique de la société peut bien attirer notre attention sur un problème. Elle ne le résoudra pas » (Boas, 1940, p. 257). La complexité ethnographique ne permet pas encore de construire une discipline monothétique. L’anthropologie est une science historique quels que soient les caractères communs à toute l’humanité : « L’investigation historique doit être considérée comme le test que la science exige avant de prendre des faits pour preuves (…) ; quand la connexion historique entre deux phénomènes peut être établie, ils ne doivent pas être considérés comme des preuves indépendantes » (Boas, 1940, p. 279). Sans ce travail historique préalable, il ne peut y avoir d’autres lois que celles du sens commun.

Boas conteste deux axiomes tyloriens : le caractère *séquentiel* des lois d’évolution, auquel il oppose une causalité *systémique* (« si nous cherchons des lois, elles sont liées aux effets des conditions physiologiques, psychologiques et sociales, et non aux séquences d’un épanouissement culturel », Boas, 1940, p. 287) ; et la conception *évolutionniste* de l’histoire, à laquelle il oppose une vision *diffusionniste,* plus géographique, centrée sur la recherche *d’aires culturelles* de diffusion des éléments dont chaque culture se compose. Un trait culturel importé ne peut « survivre » tel quel, il doit être *intégré* dans la *totalité* qui l’accueille. On ne saurait donc l’étudier en décomposant les cultures, comme le préconisait Tylor (« la première chose à accomplir [266] pour étudier la civilisation, c’est de disséquer, pour ainsi dire, celle-ci et de la répartir dans ses différents groupes. Ainsi, s’agit-il des armes, il faudra les classer en lance, massue, fronde, arc et flèches, etc. », Tylor, 1876, p. 9), extrayant un élément de son contexte historique particulier. Il n’y a pas non plus de commencement unique à l’humanité, de groupe primitif à partir duquel des rameaux auraient conduit aux cultures les plus variées, mais plusieurs groupes souches de diffusion. À l’évolutionnisme positiviste de Tylor s’oppose ainsi le diffusionnisme historiste de la Golumbia School tout entière (Hatch, 1973, pp. 74-161) [[418]](#footnote-418), exactement symétrique mais inverse du précédent paradigme – ce n’est pas la nature humaine qui est unique et ses éléments divers qui sont multiples, mais les cultures particulières qui font tout, tandis que leurs éléments ne prennent sens qu’à l’intérieur de cette « configuration unique » et purement fortuite (Benedict, 1950).

Le culturalisme de Boas a pour pendant le naturalisme de Malinowski, qui substitue au diffusionnisme un fonctionnalisme notoire. Cet homme éclectique et peu tolérant amorce un rapprochement entre l’anthropologie des éléments et celle du tout lorsqu’il achève sa carrière de 1938 à 1942, à l’Université de Yale, où il s’ouvre aux théories américaines (qui en furent partiellement modifiées). Brouillant les pistes, il mêle également observation empirique et compréhension. Depuis Tylor, les idées de Freud se sont imposées, et Malinowski ajoute à la méthode comparative (qui « doit rester le fondement de toute généralisation ») un « autre procédé épistémologique » familier de Boas, « l’interprétation psychologique de la coutume, de la croyance ou de l’idée » (noter les trois termes que Almond, Verba, Pye traduiront par : comportement [[419]](#footnote-419), conviction, connaissance). « Par moment, le penseur se contente de chercher, seul dans son cabinet, ce que le primitif a pu ou a dû penser et sentir en certaines circonstances et comment, autour de cette pensée, de ce sentiment, une coutume, une croyance, une pratique se sont cristallisées » (Malinowski, 1968, pp. 21-22). Comme Boas, il veut *comprendre* les indigènes dans leur langue (Boas, 1940, p. 34) [[420]](#footnote-420) autant *qu’expliquer.* Tous deux se refusent à reconstituer arbitrairement une histoire tylorienne de l’humanité. Mais si, selon Boas, un peu d’histoire vaut mieux que pas d’histoire du tout, Malinowski n’en fait pas. Il remplace l’évènement par la structure, la diffusion par *la, fonction* dont il donne la définition suivante : « La fonction n’est autre que la satisfaction d’un besoin au moyen d’une activité où les [267] êtres humains agissent en commun, manient des objets, et consomment des biens (…). Le grand concept, ici, est celui *d’organisation.* Pour accomplir ses besoins (…) l’homme doit s’organiser (…) ; l’organisation implique (…) une structure bien précise dont les grandes lignes sont universelles en ceci qu’elles valent pour tous les groupes organisés, lesquels, à leur tour, sous leur forme typique, se retrouvent à travers toute l’humanité. Cette unité élémentaire d’organisation, je la désignerai par (le) terme (…) *d’institution. »* C’est là le seul élément culturel, le seul trait que l’on peut isoler et comparer sans porter atteinte au tout [[421]](#footnote-421) (Malinowski, 1968, pp. 38 et 47, souligné dans le texte).

La science anthropologique et avec elle toutes les sciences sociales sont donc des sciences de l’organisation à dimension empirique et comparative. L’universalité de l’organisation conduit Malinowski au concept de « nature humaine » que Boas croyait avoir balayé, mais dans un sens plus restreint que chez Tylor : « Par nature humaine, j’entends le déterminisme biologique qui oblige toute civilisation et tout individu à sacrifier aux fonctions somatiques que sont la respiration, le sommeil, le repos, la nutrition, l’excrétion et la reproduction » (Malinowski, 1968, p. 66). L’application intégrale de ce principe incite Almond, Verba, Pye, à se représenter le système politique comme un ensemble *d’exigences fonctionnelles* que « l’appareil culturel doit régler et coordonner » (Malinowski, 1968, p. 65). Aussi, plus une manière de remplir une fonction dans une société donnée ressemble à la façon dont une autre société assure la même exigence, plus la démarche qui met en évidence cette similitude est scientifique : « les actions, les dispositifs matériels, les moyens de communication les plus significatifs et les plus compréhensibles sont ceux qui ont trait aux besoins organiques de l’homme (…). Hélas, ce simple fait est cause que les anthropologues (…) n’accordent presque pas d’attention à ces phrases constitutives de l’humaine existence, sous prétexte qu’elles vont de soi. (…) Et pourtant il est clair que choisir l’exotique, le sensationnel, le bizarre, tout ce qui n’est pas conforme à la conduite humaine universelle, ce n’est pas faire acte scientifique, parce que les satisfactions les plus ordinaires des besoins élémentaires ressortissent pleinement à toute conduite organisée » (Malinowski, 1968, p. 64). Ainsi Malinowski nous conduit-il à trois conclusions :

1. Tandis que Boas vise le particulier, l’unique, le résultat original de l’imagination infinie des hommes, Malinowski s’attache d’abord à l’universel. Affaire de point de départ : Boas ne doute pas que la symétrie, le rythme ou la perspective soient « les plus anciennes et les plus fondamentales caractéristiques de tout art » plastique ou graphique (Boas, 1955, p. 349) ; il conteste toutefois qu’on les trouve dans la nature avant de les maîtriser comme culture, alors que selon Malinowski [268] la culture n’est que le prolongement de la nature. Ainsi en va-t-il, par exemple, des représentations réalistes, ou de l’art abstrait : « La théorie selon laquelle toute représentation artistique est d’origine naturaliste, la géométrisation n’apparaissant que lorsque l’artiste cherche à y introduire des idées qui ne sont pas inhérentes à l’objet lui-même (…) ne tient pas car la représentation réaliste et la géométrisation proviennent de sources différentes qui sont respectivement la perspective – à trois dimensions – et le symbolisme – à deux dimensions – » (Boas, 1955, p. 351). Les deux auteurs parviennent donc aux mêmes questions, sinon aux mêmes réponses : l’*anthropologie culturelle a pour objectif de distinguer l’universel (la « nature humaine ») du particulier (la culture)* sachant que chaque société brode de manière originale sur un thème commun à une aire culturelle ou sur une exigence fonctionnelle commune à l’humanité [[422]](#footnote-422). Par parallélisme, les approches de culture politique devraient également séparer les fonctions politiques élémentaires et la manière dont elles sont historiquement assumées. La culture politique devient dans cette interprétation ce qui constitue un système politique concret par rapport aux schémas analytiques généraux d’expression, de légitimation, de conflit, etc. Les cultures politiques seraient ainsi tout simplement les *sociétés politiques réelles* et *non le modèle* abstrait dont on se sert pour les comparer.

2. On comprend mieux l’incapacité relative des auteurs travaillant sur la culture politique à distinguer culture et structure, culture globale et culture politique. Les fonctions politiques doivent être remplies dans toute société ; elles sont assumées dans chacune par des mécanismes universels mais combinés de manière unique. La culture politique est donc bien le produit de la rencontre entre structure et évènement, définition de la situation et situation. Elle est bien la *recherche d’identités distinctes malgré des intérêts semblables.* En ce sens, elle est tout aussi matérielle que symbolique. Ce serait une erreur d’en séparer les deux fondements (la structure et l’ordre symbolique, les institutions et les attitudes, la technique et la science, etc.). La culture ne peut pas être, dans la tradition anthropologique, une version immatérielle de l’univers des objets, l’« âme » d’un peuple dont le corps social serait constitué d’institutions, de techniques, de procédures. *Elle ne relève pas de l’ordre symbolique opposé à l’ordre morphologique, car elle est tout à la fois l’un et l’autre* dans la combinaison unique qui donne à un groupe quel qu’il soit une identité, bien que ses intérêts soient structurés comme ceux de tous les autres groupes. Tylor, Boas, Malinowski n’ont aucun doute à ce sujet : les artefacts font partie intégrante de la culture, ils en sont l’ « équipement matériel », « la réalité supra-individuelle (…) qui réside en dehors de tout individu et pourtant l’influence de manière physiologique » (Malinowski, 1931, p. 623). « De même que le catalogue de toutes les espèces végétales et animales d’un district en représente la flore et la faune, la liste de tous les articles de la vie générale d’un peuple représente tout ce que nous appelons sa culture » (Tylor, 1876, p. 10). L’agriculture, la navigation et l’architecture font partie de la culture au même titre [269] que l’organisation sociale ou la religion (Boas, 1940, p. 266). Définir la culture autrement, c’est risquer de la réduire à un langage (mais les peintures elles aussi « parlent »), à un système de messages sans considération pour leurs supports [[423]](#footnote-423).

3. Enfin, l’identité culturelle n’est concurrencée que par deux autres types d’identités, linguistique et raciale. Franz Boas a montré [[424]](#footnote-424) que *Race, langage et culture* (comme l’exprime le titre d’un de ses derniers ouvrages, Boas, 1940) étaient des entités séparées et pas toujours convergentes, contestant l’idée selon laquelle « chaque subdivision du genre humain est caractérisée par un certain type physique, une certaine culture et un certain langage », il montre aisément que la culture peut changer alors que la langue demeure ou inversement. La race elle-même peut évoluer (par métissage) alors que la culture (exemple : les Berbères arabisés) ou la langue (Magyars, Athapascans) n’évolue pas. Ou bien le type physique peut subsister en s’accompagnant d’un changement de langue et de culture (les Afro-Américains). *Identifier une culture à un peuple sur un territoire donné,* comme le font la plupart du temps les anthropologues, *est donc injustifié.* La structure politique, la culture, le langage et l’ethnie ne se superposent pas : tel est exactement le message d’Edmund Leach observant les systèmes politiques des hautes terres de Birmanie.

2. Rapprochements contemporains :  
Edmund Leach et Clifford Geertz

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le Britannique Leach mais aussi l’Américain Geertz, partant chacun du paradigme dominant dans sa communauté professionnelle nationale, se rejoignent sur le caractère éminemment politique de la culture. C’est peu dire que la culture a une dimension politique, comme le font Almond, Verba et Pye. La culture est la politique.

Selon Leach, les agents sociaux expriment leurs identités et leurs intérêts au travers de langages verbaux, mais aussi non verbaux ; la formule politique par exemple qui peut varier chez les Kachins de Birmanie du modèle féodal *Shan* à l’anarchie égalitaire *Gumlao* en passant par la position clanique *Gumsa,* en déséquilibre instable par rapport aux deux autres (Leach, 1954, 1972). Les *Shan* bouddhistes ne sont pas ethniquement des Kachin, bien que les chefs Kachin *Gumsa* cherchent à imiter leurs princes et leur étiquette sophistiquée. La diffusion du modèle féodal de plaines à rizières part d’un peuple Thai vers les Kachin des collines et plateaux, eux-mêmes très divisés et parlant de nombreuses langues (jusqu’à six dialectes différents dans le village étudié par l’auteur, Hpalang, 130 foyers à l’époque). Si bien que « d’un point de vue strictement culturel les différentes sections linguistiques [270] de la société Kachin sont distinctes. Leur intégration se fait au niveau politique et non au niveau culturel » (p. 102). Nous dirions : au niveau de leur culture politique (ce qui n’est pas « *strictement* culturel ») et non de leur culture globale.

L’univers Kachin est en effet régi par l’interaction des deux modèles structurels, *Shan* (étranger) et *Gumlao* (autochtone, mais utopique) entre lesquels la réalité *Gumsa* est souvent un bon compromis. Les mythes, les rites, les langages verbaux et non verbaux sont des canaux par lesquels les groupes sociaux expriment des *stratégies* envers la structure sociale et leurs préférences pour l’un des trois modèles possibles. Leur conception de la société et de la politique leur est particulière : chacun interprète le monde à sa façon, bien que le monde soit objectivement unique. Chacun *comprend* les messages des autres acteurs pris dans le même système d’interaction politique *(Shan, Gumsa, Gumlao)* bien qu’ils parlent des langues différentes, vivent dans des environnements géographique et climatique divers, aient leur propre version des querelles locales (pas forcément contradictoire avec elle des autres, mais jugée plus pertinente) et donc leurs propres versions des mythes fondateurs.

Pourtant, les catégories politiques sont comprises de tous. En exprimant la nécessité de la subordination, elles assurent la survie de la société Kachin [[425]](#footnote-425). Dans le système *Gumsa* les lignages sont inégaux, selon le principe *mayu-dama* (lignages respectifs des femmes qu’on prend et des femmes qu’on donne, celui-ci étant inférieur à celui-là) non pratiqué chez les Kachins *Gumlao* bien qu’ils en connaissent l’existence. Ces derniers défendent leur indépendance villageoise et leur égalitarisme en assurant la circulation des élites et en acceptant l’autorité symbolique du seul conseil des anciens. Être Kachin, c’est connaître la signification du système *mayu-dama,* ainsi que celle du don d’un gigot de tout gibier quadrupède au chef du lignage dominant (« chef-mangeur-de-cuisses »). Être *Gumlao,* c’est ne pas avoir de chef, et donc pas de tribut à payer : culture politique commune, mais système politique différent [[426]](#footnote-426).

Primauté du politique ; distinction du culturel, du linguistique, de l’ethnique ; symbolisme élargi au rituel et aux techniques : tels se présentent les systèmes sociaux des hautes terres de Birmanie, confus et complexes dans leurs conceptions, contradictoires dans leurs pratiques, mais *dotés de rituels communs.* Ce ne sont pas les mythes et les ensembles symboliques les plus ésotériques qui intéressent Leach mais les rites, produit des modèles « comme si » d’une réalité sociale vague et confuse qui laisse l’ethnologue perplexe. Les différences observées sont des divergences idéologiques, pas des différences réelles fondées sur l’ethnie ou la culture. Et voici l’essentiel : *les Kachins sont précis dans leurs attitudes, imprécis dans leurs comportements.* Leurs conduites traduisent leur difficulté quotidienne à trancher moralement entre des systèmes éthiques concurrents (Leach, 1972, p. 292) dont les représentations politiques sont toujours en flux et en équilibre instable. Ils *veulent* être *Shan, Gumsa* ou *Gumlao ;* ils [271] *comprennent* tous la signification des rituels en usage ; ils les *pratiquent* à leur manière, en tenant compte de l’écart entre l’idéal et la réalité. Leur identité revendiquée est politique, leur identité réelle est rituelle. Leur culture se situe quelque part entre ces deux sphères, compromis entre le fond et la forme, la structure et l’évènement, l’utopie et la contrainte. La culture est composée de jugements (en verbe ou, comme les rituels, en action ; Leach, 1972, pp. 10-14) dont la grammaire peut être faite par l’observateur parce qu’ils n’ont de sens, comme tout acte symbolique, qu’en relation les uns avec les autres à l’intérieur d’un système, et dans l’interaction de ce système avec des systèmes concurrents (Leach, 1976, p. 49) ; enfin, ces jugements sont transmissibles au même titre que les biens matériels, qui les expriment également (Leach, 1972, p. 16, n. 28).

Clifford Geertz ne pense pas autrement, quoique venu d’une épistémologie plus culturaliste que naturaliste (contrairement à Leach, double disciple de Malinowski et de Lévi-Strauss). Geertz, l’Américain, Leach, le Britannique : ces deux auteurs parviennent à des conclusions voisines en partant de prémisses différentes. Ils font se rejoindre leurs deux écoles en un lieu où l’explication et la compréhension, la nature et la culture, l’universel et le particulier ne s’excluent pas mais se complètent [[427]](#footnote-427). Peut-être l’évolution normale de la discipline anthropologique produit-elle ce rapprochement ? Peut-être est-ce seulement l’influence des terrains plus complexes et plus modernes (le Maroc, la Birmanie, l’Indonésie) qu’ils ont choisis ? Toujours est-il que, selon eux, « postuler l’existence d’une culture ne suppose plus la reconnaissance implicite de croyances communes ou *a fortiori* de comportements communs à l’ensemble d’une population, mais simplement le partage d’une même relation signifiant-signifié qui fait, par exemple, qu’en désaccord sur ce que doit être l’action politique, deux acteurs confèrent néanmoins le même sens au politique » (Badie, 1983, p. 17).

Les points communs entre les deux auteurs sautent aux yeux. Lisons Geertz : « Ce à quoi l’ethnographe est en fait confronté (…) c’est une multiplicité de structures complexes, pour la plupart superposées les unes aux autres ou liées entre elles (…). Faire de l’ethnographie, c’est comme tenter de lire (dans le sens de « construire une lecture de ») un manuscrit étranger, effacé, plein de lacunes, d’incohérences, de retouches douteuses, et de commentaires tendancieux, un manuscrit qui ne serait pas rédigé en transcription conventionnelle de sons mais en exemples éphémères de conduite » (Geertz, 1973, p. 10). Avec Geertz comme avec Leach, la complexité et la subtilité ruinent les belles certitudes de l’anthropologie culturelle naissante (en particulier celles de Tylor et de Malinowski), et *l’incohérence* devient un objet d’étude scientifique. Dans le même mouvement, le symbolique n’est pas limité aux processus mentaux, logiques (Geertz dénonce « l’erreur cognitiviste » d’un Tyler) [[428]](#footnote-428), [272] car les actions s’inscrivent dans un univers imaginaire où elles sont signes (Geertz, 1973, p. 13). Dès lors, la culture ne peut plus être conçue comme une cause de changement ou de résistance au changement : « la culture n’est pas un pouvoir, une chose dans laquelle on peut trouver la cause d’évènements sociaux, de conduites, d’institutions, ou de procédures ; c’est un *contexte,* quelque chose qui permet de les décrire intelligemment, c’est-à-dire en épaisseur » (Geertz, 1973, p. 14). On croit lire un article de Leach, « l’influence du contexte culturel sur la communication non verbale » (Leach, 1980, p. 25-76) où il affirme que « quantité de « discours » (non verbaux) n’ont rien à voir avec les questions concrètes présentes dans le contexte immédiat des acteurs, ils se réfèrent au contraire à des abstractions ou à des idées métaphysiques qui sont pour ainsi dire « hors scène » », ce qui distingue l’homme des animaux émetteurs de signaux [[429]](#footnote-429). C’est pourquoi les hommes peuvent inventer « constamment de nouvelles séquences de comportement communicationnel non verbal (…) que les témoins sont capables de comprendre bien qu’ils ne les aient jamais rencontrées antérieurement » (Leach, 1980, p. 30). Ce « contexte » n’est évidemment pas facile à délimiter ; il sert à décrire en expliquant (c’est sans doute le sens de la *thick description)* mais il ne peut être décrit ni expliqué… sinon par sa fonction (permettre l’intelligibilité) : fonction régulatrice des comportements, et non ensemble de ces comportements eux-mêmes. Il vaut mieux « ne pas voir la culture comme des ensembles de modèles de comportement concret – coutumes, usages, traditions, habitudes – comme cela fut très largement le cas jusqu’à maintenant, mais comme un ensemble de mécanismes de contrôle – plans, recettes, règles, instructions (ce que les informaticiens nomment « programme ») – qui régissent la conduite » (Geertz, 1973, p. 44). Bref, un code qui transforme les hommes en « artefacts culturels » (p. 51).

Rituels pour Leach, procédures pour Geertz : les éléments de base d’une culture [[430]](#footnote-430) sont des processus d’interaction intelligibles et réglés pour limiter l’anxiété intellectuelle, la souffrance affective et l’impuissance morale (Geertz, 1973, p. 104 et 108). Aussi le problème wébérien du sens est-il « une manière d’affirmer, ou au moins de reconnaître, la fatalité de l’ignorance, de la douleur et de l’injustice sur le plan humain tout en refusant simultanément que ces irrationalités soient caractéristiques du monde comme totalité » (Geertz, 1973, p. 109). Le « plan humain » est l’univers d’interaction rituelle ; le « monde comme totalité » renvoie au modèle abstrait et cosmogonique face auquel chaque culture doit se situer, et qui dit quelque chose sur l’égalité ou l’inégalité, la justice ou l’injustice, la liberté ou la contrainte (on pense aux catégories Kachins, mais aussi aux thèmes de variation d’une culture politique selon Lucien Pye ; cf. Pye, 1965, pp. 22-23).

Toutefois, Clifford Geertz et Edmund Leach restent, sur certains points inconciliables, les héritiers de leurs traditions respectives. S’ils s’accordent sur les fonctions [273] et les caractéristiques du rituel « au plan humain », Leach y voit la logique implacable de tout langage structuré, quelle qu’en soit la forme, tandis que Geertz préfère y reconnaître une description concrète d’un « ton particulier », d’un « style distinctif » (comme les « styles politiques » de Sidney Verba) qui serait aussi bien une « humeur dominante » qu’un « mouvement caractéristique » : « Ce que croient les hommes est aussi variable que ce qu’ils sont – une proposition qui garde toute sa force lorsqu’elle est inversée » (Geertz, 1973, p. 122). Partis du même principe (il y a une « grammaire générative » des rituels selon Leach, des « potentialités génériques » de l’espèce humaine selon Geertz – Leach, 1980, p. 30 ; Geertz, 1973, p. 52), les deux hommes accordent une importance réelle mais différemment valorisée à la « performance spécifique » de chaque culture. Certes, « il n’y a pas d’opposition entre la compréhension théorique générale et la compréhension circonstancielle, entre la vision synoptique et un regard affiné pour le détail », comme le dit joliment l’Américain (Geertz, 1973, p. 51) ; mais cette opposition, une fois transposée dans l’ordre des relations entre « plan humain » et « monde cosmique » devient, chez Leach, l’opposition irréductible de l’ « unité de l’homme en tant qu’espèce » et de la « non-unité de l’homme en tant qu’être social » (Leach, 1980, p. 365). Dans l’histoire de la pensée la distinction entre ces deux manières radicalement différentes d’appréhender ce même objet, l’homme, étant à ce point obscurcie, on en vint à concevoir la diversité de l’humain comme une série de types génériques vaguement définis, en tant que « peuples », « races », « nations », « tribus » (et, plus récemment, en tant que « cultures », « groupes linguistiques » (…), « (formations sociales) » (Leach, 1980, p. 386).

Voici donc le problème incontournable de la culture à nouveau posé – et cette fois, clairement. *Tantôt elle est essence ou modèle, tantôt elle est expérience ou réalité.* Quelles que soient les convergences – réelles – des deux écoles américaine et britannique, leurs épistémologies respectives se heurtent quand il s’agit de désigner l’objet de la culture (universaux interprétés différemment ou variations sur un même thème). Les Français sont probablement plus proches des Britanniques que des Américains – encore faut-il savoir pourquoi. Durkheim, Mauss, Lévi-Strauss, l’ « école naturaliste » dont parle Leach (Leach, 1976, p. 4-5), nous ont habitué, en France, à penser l’espèce avant ses classes, la catégorie avant la singularité. Aussi le code culturel des positivistes-naturalistes anglais nous est-il plus aisément accessible que celui des historicistes-culturalistes américains. Tylor, Malinowski, Leach, sont plus proches de nous que Boas, Benedict, Mead, et même Geertz, qui sont des conteurs militants (pour les droits des autres peuples ou de l’autre sexe), mais des conteurs quand même. Tout comme Almond, Verba, Pye, qui nous racontent *les différences, et non les écarts différentiels,* fondent sur la psychologie sociale leurs analyses de communautés et de sociétés, s’attachent à l’expérience historique et aux flux des contacts entre peuples plutôt qu’à la logique interne d’un système et à ses capacités endogènes de transformation. Et pourtant, même s’il n’est pas facile d’écrire : Culture = Société : cultures = sociétés, ou encore, modèle/réalité : culture/politique, *a fortiori* de pratiquer ces équivalences, on tient là les deux bouts de la chaîne dont est constitué le concept de culture et que résume admirablement cette phrase de Claude Lévi-Strauss dans *la pensée sauvage* lorsqu’il s’interroge sur les origines d’une culture [274] (p. 119 de l’édition de 1962) : « Chaque groupe était sans doute guidé par les mobiles, moins contradictoires qu’il ne semble, de faire comme les autres, mieux que les autres et pas comme les autres : c’est-à-dire de raffiner constamment sur des thèmes dont seuls les contours généraux étaient fixés par la tradition et par l’usage. » Au terme de ce détour anthropologique, n’avons-nous pas ajouté plus de confusion encore à un mot dont personne ne peut affirmer avec certitude s’il est concept, et si ce concept est opératoire ? Sans doute, mais nous savons désormais que cette *incohérence théorique* est le reflet d’une *contradiction réelle,* et que la généalogie de la culture politique l’a colorée d’un vernis américain plutôt que d’un vernis britannique, ce qui nous la rend plus étrangère qu’elle ne devrait l’être. Si nous ne pouvons découvrir, en remontant aux origines, autre chose que la fragilité des interprétations psychologiques, et la difficulté des modèles explicatifs de rituels confusément représentés et encore plus confusément pratiqués, il convient de nous intéresser désormais non plus à ce qui précède le « concept » de culture politique, mais à ce qui l’entoure : des expressions et termes concurrents, ou complémentaires.

Section 3

Une définition difficile

[Retour au sommaire](#sommaire)

Clifford Geertz nous invite à « généraliser en profondeur » plutôt qu’en relativisant, à préférer la compréhension à l’extension. Essayons de combiner les deux méthodes en « affinant notre regard » sur le concept grâce à une « vision synoptique » des oppositions et des concurrences. Une « épaisse description » de la culture politique est-elle possible ? Le terme peut-il rendre de meilleurs services que des concepts voisins ? Quelle position occupe-t-il dans la constellation sémantique à laquelle il appartient ?

1. À quoi s’oppose la culture ?

A. À LA NATURE

Le tabou de la belle-mère (Freud), la prohibition universelle de l’inceste (Lévi-Strauss), le refus de l’inévitable « malaise social » (Park) : trois manifestations de la culture, fondatrice d’ordre social contre les forces sauvages quoique attractives de la nature [[431]](#footnote-431) nous viennent spontanément à l’esprit. Elles témoignent toutes trois du libre arbitre de l’homme, pour ne pas dire de son *arbitraire :* il n’est pas culturellement [275] plus « incestueux » d’épouser une cousine parallèle plutôt qu’une cousine croisée au même degré naturel de consanguinité. Mais aussi et surtout, elles expriment l’impératif social de lutte contre la pulsion de mort, l’agressivité, l’entropie qui menacent toute forme d’organisation. La société est construite sur des interdits, des censures, des contrôles qui constituent précisément le contenu de la culture, barrière ou canal à la rivalité destructrice, la compétition géographique pour l’espace qui devient conflit historique pour la domination (Schemeil, 1983).

Si l’on rêve d’une société d’ « accommodation », voire d’assimilation de groupes culturellement divers, il faut étudier les « mentalités des hybrides raciaux » et culturels (Park, 1950, p. 377), les métropoles et les *melting-pots*, revers des ghettos. Bref, il faut espérer remplacer fusion (du couple) ou fission (des communautés) par *l’alliance,* l’échange, le don contre-don, lesquels entraînent obligations [[432]](#footnote-432), renonciations, sacrifices perceptibles sous des règles de parenté complexes, des comportements de sublimation ou de respect inattendus, tels la kula, le potlatch, la couvade, les rites d’initiations, etc. La culture impose le réalisme de l’échange à l’utopie de la jouissance (c’est-à-dire qu’elle substitue le principe de réalité au principe de plaisir jusque dans les contes pour enfants dont l’apprentissage culturel commence ainsi très tôt) [[433]](#footnote-433). *La culture est renonciation créatrice d’échange social* là où la nature n’est, au mieux, que compétition économique ou, le plus souvent, anarchie vivante (Park, 1950). Renonciation à la jouissance sans procréation, à l’amour excluant une autre relation sociale, à l’agressivité spontanée que le « surmoi » détourne des autres en le retournant contre le « ça » (Freud) ; renonciation aux sœurs, que l’on échange contre des étrangères, les sœurs des autres, agresseurs potentiels (Lévi-Strauss) ; renonciation au vagabondage, à la bohème, au ghetto ethnique, à la foule (Park). Afin de créer, d’entretenir ou de multiplier les relations sociales, la culture codifie et planifie. Elle confine la crise toujours possible, convertit l’instinct grégaire en énergie productrice de groupes sociaux conscients et mobilisés en louvoyant avec la panique, le schismatisme, le sectarisme ou la migration. La culture s’inscrit ainsi dans la durée : elle construit une communauté ou une société dans un environnement naturel qui ne s’y prête pas toujours (voire sans qu’il y ait relation entre le contexte et l’organisation sociale, comme Franz Boas l’avait bien vu dès ses premiers travaux anthropologiques (Lesser, 1968 ; Boas, 1940)) en donnant à cette communauté ou cette société un patrimoine (de mythes fondateurs, de rituels, d’institutions) qui la constitue en groupe contre les étrangers ou les ennemis autant que contre les autres espèces vivantes. Le patrimoine définit les règles de la conduite dans tous les domaines (religieux, moral, juridique, quotidien).

B. À LA STRUCTURE

Une culture « politique », dans cette acception, serait constituée des règles qui définissent l’échange social et l’identité de groupes tout entiers, règles qui interdisent la guerre civile et prescrivent la guerre étrangère (Leach, 1980, p. 300) : constitution, [276] traités, jurisprudence administrative ou même civile – notamment en matière de statut personnel, dans les pays musulmans dotés de lois occidentales). Étudier une culture politique serait alors connaître le degré et la nature de l’attachement aux règles nationales, distinctes des institutions dont elles assurent le fonctionnement. Par ailleurs, la culture n’est pas l’organisation sociale elle-même, mais le *paramètre de spécificité* qu’elle apporte à cette organisation. Les institutions conçues dans un contexte historique et géographique précis sont déformées dans des contextes différents. Si la démocratie électorale, le régime parlementaire, le contrôle administratif ne fonctionnent pas dans une ex-colonie de la couronne britannique comme au Royaume-Uni, c’est parce que la culture locale transforme la signification des institutions britanniques. Aussi, lorsque l’on compare des États (le plus souvent, la Grande-Bretagne, la République fédérale allemande, l’Union soviétique, les États-Unis et la France) considère-t-on que les variables (ou « rubriques ») politiques sont les mêmes d’un pays à l’autre, quoique pondérées par une variable culturelle qui donne à chacun sa physionomie particulière (Béer, Ulam, 1962 ; Kim, 1964, pp. 324-328). Le problème est donc moins de connaître le sens de la causalité (la culture est-elle la variable indépendante, ou est-ce le régime politique ? Pateman, 1980) que de définir l’aire de communication des langages verbaux ou non verbaux qui véhiculent les catégories normatives (règles juridiques, mœurs) ou objectives (institutions) des structures sociale et politique. Un système (libéral, démocratique, planificateur, à parti unique), un régime (parlementaire, présidentiel, personnel, etc.) sont composés de règles et d’institutions énumérables abstraitement dont les combinaisons varient d’un pays à l’autre parce qu’elles appartiennent à des espaces de signification différents.

C. À LA SITUATION

Dans les arrangements infinis dont elles sont l’objet, les institutions sociales et politiques occupent toutefois au sein d’un système des positions qui leur donnent une valeur particulière. L’Assemblée nationale syrienne n’est pas l’Assemblée nationale française parce que leurs rapports aux autres institutions ne sont pas les mêmes. Propriété de structure, mais aussi appartenance à un univers où sont confrontées des forces politiques. Si la culture est le produit du passé, la situation est une configuration d’un présent auquel il n’est pas nécessaire de s’identifier pour en être l’acteur. Il suffit d’en apprendre très vite les règles particulières qui s’ajoutent au « droit commun » des situations, règles générales de la culture, dans laquelle on évolue. Quelques exemples illustrent cette idée. *L’Aveu* d’Arthur London montre comment un militant adopte progressivement de nouvelles règles du jeu dans sa situation inattendue de traître désigné : la « vérité » prend un sens différent, le repentir devient une stratégie. En France, après l’élection de M. Mitterrand à la présidence de la République, les militants de gauche s’adaptent par étapes au pouvoir, et aux « contraintes objectives ». Sur le marché des eurodollars, les militants islamiques de pays producteurs de pétrole acquièrent en quelques années le savoir-faire financier nécessaire pour gérer, malgré leurs traditions religieuses, une énorme fortune.

[277]

Dans toute situation la logique des rôles est très prégnante. Non seulement elle permet une acquisition individuelle rapide des règles d’interaction mais elle assure à la société, grâce au cloisonnement des « champs » ou des « systèmes d’action concrets » une souplesse et une liberté de fonctionnement que n’aurait aucune organisation culturelle intégrée sur le modèle du marché unifié, monétisé, transparent, concurrentiel [[434]](#footnote-434). Ainsi peut-on avoir simultanément une politique sociale généreuse et une politique économique de rigueur ; une politique étrangère « instrumentale » et une politique de l’enseignement « expressive » ; ou encore : une position dans le champ des conflits industriels et une autre dans le champ des conflits ethniques. Une culture « de gauche » se doit d’être cohérente ; la situation tolère néanmoins de telles inconséquences existentielles.

Le jeu des oppositions entre culture, nature, structure, situation, est particulièrement clair dans le monde arabe où la logique des rôles et celle des combinaisons structurales n’empêchent pas le recours à une matrice de réponses inscrites dans les structures anthropologiques idéales (les modèles « comme si » dans le langage d’Edmund Leach). « Nous ne disons pas que toute la réalité arabe est structurée par des liens de parenté, encore moins que les seules formes de loyautés authentiques dans les pays arabes soient des loyautés de consanguinité, de filiation ou d’alliance. Mais il est probable que la mémoire collective dispose d’un répertoire limité de structures cognitives parmi lesquelles la parenté joue un rôle prépondérant : les relations interpersonnelles sont ainsi pensées très spontanément sur ce modèle de représentation sociale du monde même quand elles expriment tout le contraire – par exemple un clivage horizontal, une loyauté de groupe ou de classe, une loyauté religieuse au sein de la communauté des croyants dont la constitution obéissait précisément au besoin d’outrepasser les liens de sang » (Leca, Schemeil, 1983, p. 462). Aussi l’affectif et l’instrumental sont-ils intimement mêlés au point que des relations instrumentales sont phrasées dans l’idiome de la parenté tandis que des relations affectives (piété filiale ou religieuse) peuvent l’être dans le langage comptable. On observe, certes, une visibilité croissante du versant instrumental des interactions, mais la plupart des acteurs s’obstinent à les classer dans des catégories de parenté ou d’apparentement étendu, nonobstant l’invention de termes nouveaux et péjoratifs qui ôtent à la relation de clientèle toute noblesse filiale ou religieuse pour mettre au jour les calculs stratégiques qu’elle favorise (et qui autorisent le remplacement d’un patron par un autre, ou la concurrence entre patrons, par opposition à une « monogamie » qui fait du patron le « parrain » obligé de tout rapport politique quelle que soit la nature de la demande et donc de la prestation fournie au client).

On perçoit derrière cette contradiction essentielle qui confère une identité indubitable aux Arabes (par ailleurs désunis, divisés en États ou vivant dans des États non arabes, voire non musulmans ; et, surtout, de confession différente) un code culturel commun grâce auquel la signification est commune à tous même si les [278] stratégies politiques sont antagonistes. Pour en revenir à Leach, l’aire culturelle est un espace de signification où sont comprises les règles – et les règles rituelles – que les nécessités politiques (affirmer une sous-identité, défendre un intérêt propre) obligent à transgresser. Les rituels arabes sont le plus souvent des rituels d’affiliation qui font « comme si » les affiliés étaient affectivement proches du groupe auquel ils sont intégrés même quand ils le sont par calcul. Les clans démographiquement faibles et écologiquement menacés étaient autrefois absorbés dans une généalogie commune quelque peu embellie : ils reconnaissaient la suprématie *(ghalaba)* d’un clan plus solide. Une fois islamisés, ils acceptèrent les affranchissements d’esclaves et les conversions en les habillant d’un vocabulaire impliquant une *allégeance (wala, mawali)* aussi noble que le serment prêté par la communauté au successeur de l’envoyé de Dieu *(bayaa).*

Passés sous gouvernement impérial (dirigé de Damas, Bagdad, Le Caire ou Istanbul), les militaires (souvent d’origine servile, en tout cas non musulmane, tels les Janissaires ou les Mamelouks) organisèrent l’espace politique sur un mode patrimonial [[435]](#footnote-435) avec attribution d’un droit d’usufruit de la terre *(iqta)* aux vétérans dotés d’un petit commandement local *(zaama).* La tradition de l’allégeance personnelle ou clanique fut de la sorte maintenue dans trois types différents et successifs d’organisation sociale, bien proches des systèmes *Gumlao* (ordre tribal), *Gumsa* (ordre islamique primitif) et *Shan* (ordre ottoman). La confiance, élément essentiel d’une culture politique, ne fut jamais accordée qu’aux acteurs sociaux considérés comme de proches parents, des cousins (les parentés à plaisanterie entraînent aujourd’hui encore l’usage du sobriquet « cousin » au-delà de ce que prescrivent les règles de parenté). L’idiome de la clientèle et de l’allégeance mesure en fait la proximité, comme tous les systèmes symboliques selon Edmund Leach. La « nature de la guerre » (Leach, 1980, pp. 299-320) est semblable à celle du sacrifice ou de la religion : elle consiste en un échange avec le monde extérieur proche (les clans auxquels ont prend et on donne des femmes, ceux avec lesquels on commerce) et lointain (l’univers des dieux, des âmes, des morts) vécus tout à la fois comme hostiles et nécessaires. Le système de repérage repose sur une pyramide de positions dans un espace de signification où se développent des stratégies politiques d’agressions et d’accommodements avec « les autres » : on se les concilie par les rites appropriés *avec* leur « accord » (sacrifice, religion) ou *sans* (chasse aux têtes, qui permet de réduire les âmes des ennemis en esclaves, à les mettre au service du « chasseur »). Dans le monde arabe, les rites sont ceux de l’apparentement sur un modèle endogamique, seul moyen de résoudre la contradiction fondamentale des Sémites entre le repli idéalisé sur le groupe consanguin (mariage préférentiel avec la cousine parallèle patrilinéaire ou *bint amm)* et l’ouverture réaliste sur l’environnement (Leach, 1980, p. 168, à propos de « la légitimité de Salomon »).

La seconde contradiction fondamentale que doit résoudre le monde arabe grâce aux rituels clientélistes est celle d’une opposition irréductible entre les unités [279] politiques autonomes égalitaires, consanguines, et les unités politiques centrales, hiérarchiques, hétérogènes (ethniquement, linguistiquement confessionnellement ou fonctionnellement). En bref, il s’agit d’une opposition entre fédérations tribales et empires, les deux formules politiques que les peuples arabes ont connues. Ici aussi, les pratiques autonomistes, anti-étatiques et le plus souvent dynastiques (dynastie est le premier sens du mot qui désigne l’État moderne : *dawla)* s’accommodant d’une circulation des élites liée à la bonne fortune, au bienfait divin, constituent les catégories d’un idiome indigène grâce auquel les catégories juridiques de l’État impérial (romain, byzantin, égyptien, éthiopien) et son administration prennent un tout autre sens. Ainsi le califat central, à la fois religieux et temporel, est-il miné par les résurgences de sultanats locaux dont l’espérance de vie est plus courte et l’autorité moins affirmée. Associée à la prégnance du clientélisme dans les formes étatiques contemporaines, ce « communalisme » d’origine tribale modifie ou amplifie les effets des structures économiques : la centralisation économique dans un but productif en est affectée (Chatelus, Schemeil, 1984) tandis que les stratégies de cartellisation en sont renforcées (Schemeil, 1980). Mais l’économie industrielle n’est pas davantage conforme au modèle occidental présidant à sa construction que l’opep n’est un cartel de producteurs classiques et rationnels, ou que les institutions assumant le bien-être social, voire les fonctions régaliennes des États arabes, ne sont semblables aux structures traditionnelles des États occidentaux dont ces institutions sont importées.

D. À L’ÉRUDITION

Le prisme du sens commun corrompt en effet tous les mécanismes conçus en théorie. Car la culture n’est pas accumulation noble de connaissances artistiques, littéraires ou scientifiques qui font l’érudition d’un « honnête homme ». Elle est composée des « pratiques reçues, des croyances acceptées, des jugements habituels, et des émotions non inculquées » (Geertz, 1983, p. 74) : tout ce qui compose *le sens commun* lorsqu’on y voit « un corpus relativement organisé » de pensée réfléchie, qui peut être mis en doute, contesté, affirmé, développé, formalisé, contemplé et même enseigné (p. 76), et se présente comme « naturel, pratique (rustique), dépourvu de méthode, accessible » à tous (p. 85). Tout le contraire d’une *Kultur* (cf. *infra),* au point qu’il paraît impossible de prendre celle-ci pour celle-là.

La confusion des genres anthropologique et littéraire reste pourtant fréquente dans les disciplines sociales. Des jugements de goût, des jugements moraux ne sont-ils pas à la fois inspirés par le sens commun et par le patrimoine esthétique ou éthique d’un pays dans lequel on trouve par conséquent des catégories sociales ou des individus qui se présentent avec succès comme plus « cultivés » que d’autres ? Dire, en anthropologie, qu’un peuple est plus « cultivé » qu’un autre n’a pas de sens, comme l’ont montré Claude Lévi-Strauss dans [*La pensée sauvage*](https://monoskop.org/images/f/f6/Levi-Strauss_Claude_La_Pensee_sauvage_1962.pdf)*,* ou Clifford Geertz. Selon ce dernier auteur, un potier Zandé dont la terre cuite se fendille alors qu’il a pris toutes les précautions voulues pour l’éviter est parfaitement logique en imputant cet échec à la magie. Mais cette magie implique elle-même que l’ordre normal des choses est bien conforme aux « explications » communément admises par tous les Zandés (Geertz, 1983, p. 78 et s.).

[280]

Indifférentes à ces démonstrations, les sciences sociales continuent souvent d’identifier culture et… culture. Quand elles portent le débat sur le terrain politique (par exemple, dans le n° 128 de la revue *Projet* (« Les cultures et le politique », 1978) ou dans les *Actes* du colloque organisé à Annecy par l’association Peuple et Culture (Peuple et Culture, 1981)), elles parviennent encore moins aisément à effectuer la distinction. Cultures politiques et politiques culturelles se mêlent dans les discours, sans doute parce qu’elles ne sont pas sans lien (Ridley, 1978, est très convaincant dans le cas britannique). La création culturelle n’est jamais purement artistique. En tant que stratégie, elle favorise la constitution d’un groupe social, de sa contre-culture, de sa sous-culture, voire de son idéologie (cf. *infra).* De même, le « champ culturel » (champ des activités esthétiques et cognitives) est l’enjeu d’une lutte pour la domination qui donne aux jugements des uns la légitimité (il faut écouter la musique classique ou la musique de jazz ; il faut faire de la photographie abstraite ; il faut être « engagé », etc.) dont les autres sont simultanément dépouillés (Bourdieu, 1979). En aimant ce qui est beau, en respectant ce qui est bon, en sachant ce qui est vrai, on devient « cultivé », « à la mode », « in », ou « branché » (les variations de langage illustrant bien l’argument de fond), on revendique un patrimoine, ou cherche à la détruire par un coup de force à la bourse des légitimités sociales. *Aussi peut-on* « *posséder » un capital culturel ou en être dépossédé, alors qu’on ne possède pas une culture politique : on est possédé par elle.* La ligne de partage entre ce que le sens commun nomme culture et la culture comme sens commun se situe très précisément ici.

E. AUX STÉRÉOTYPES

Il n’est pas étonnant que le sens commun donne d’autres noms à la culture politique (qui veut dire, dans son langage : connaissance de la politique) tels que « caractère national », « tempéraments ethniques » (Siegfried, 1913), « génie de la race ». Tout le contraire de ce qui fait une nation, selon Ernest Renan : expression d’une volonté, elle manifeste « la fusion des populations qui la composent ». En Europe, « rien d’analogue à ce que vous trouverez en Turquie, où le Turc, le Slave, le Grec, l’Américain, l’Arabe, le Syrien, le Kurde sont aussi distincts aujourd’hui qu’au jour de la conquête » puisque, « quand le vainqueur adopte la religion du vaincu », comme ce fut le cas des envahisseurs germaniques, « le système turc, la distinction absolue des peuples d’après la religion, ne peut plus se produire ». Les conquérants oublient leur langue, les vaincus oublient leur histoire [[436]](#footnote-436) et leurs descendants se fondent en une communauté. Ainsi est écartée de la constitution des États la « raison ethnographique », la race, jamais « pure » (les Allemands, qui l’affirment, n’ont-ils pas été « fondus avec les Slaves dans la grande masse indistincte des Scythes ? ») (Renan, 1882, 1947, p. 897). La nation n’est déterminée par aucune nécessité ethnique, linguistique, religieuse, géographique ou économique. Elle est un *principe moral.* « Avoir des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le [281] présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple » (p. 904). La nation naît d’un principe universel, non de spécificités locales [[437]](#footnote-437). Dans la philosophie du xixe siècle s’affrontent ainsi deux conceptions radicalement opposées de la culture politique : l’une, déterministe, l’autre, volontariste, avec un avantage à la première, mieux acceptée par un sens commun imprégné de préjugés et de stéréotypes sur les étrangers : les Arabes, fourbes, les Chinois cruels ou grégaires, les Italiens menteurs, les Mexicains paresseux, les Américains « grands enfants », les Britanniques flegmatiques, les Allemands disciplinés ; mais aussi les chrétiens charitables, les musulmans fatalistes. On en trouve autant qu’on en cherche sous les plumes les plus éclairées [[438]](#footnote-438), y compris chez Marx (les Allemands ont la tête philosophique, les Français la tête politique, les Anglais la tête économique). Sans être dénuée de signification, l’image qui s’est historiquement imposée, condensée en un symbole unique que véhicule l’épithète, révèle des rapports de force (il vaut mieux être « charitable » que « fataliste »), des relations économiques (il est préférable d’être une nation jeune et en bonne santé – une nation de grands enfants – qu’une nation jeune et malade – une nation de paresseux), des systèmes d’alliance (les « flegmatiques » sont moins dangereux que les « disciplinés »), voire la direction du changement social (les aristocrates sont-ils « décadents » ou les riches « parvenus » ? Les ouvriers sont-ils « honnêtes » ou les immigrés « ingrats » ?).

Les raccourcis du sens commun présentent cependant le défaut essentiel de nous abuser sur l’existence d’une culture, nationale, raciale ou religieuse. De plus, ils survivent très longtemps aux causes qui les ont produits (l’image des paysans de l’Ouest, en France, date du tournant du siècle ; les travaux sur la Vendée, ou la Sarthe le montrent bien [[439]](#footnote-439)). Les Libanais sont toujours « cosmopolites », même quand une très grande majorité d’entre eux ne sont aujourd’hui jamais sortis de leur pays déchiré depuis 1975 (étant donné que la moitié de la population a moins de 15 ans [[440]](#footnote-440) et que les plus jeunes appartiennent en proportion croissante à des couches sociales et confessionnelles défavorisées). Il arrive pourtant que ces caricatures disent quelque chose sur les stratégies politiques : la détermination et le sens de l’honneur des Britanniques sont légendaires, et le syndrome churchillien doit les conduire le plus souvent aux Malouines (mais ils sont aussi allés à Munich). Peu fiables, réducteurs, en retard sur le présent, les stéréotypes sont donc des éléments parmi d’autres d’une analyse de culture politique. Sans les condamner par une « rupture épistémologique » désormais obsolète – il ne faut jamais oublier que la connaissance scientifique [282] n’est souvent que le prolongement de la connaissance commune ainsi que Robert Parle l’a souligné (Schemeil, 1983, pp. 636-637) – il convient d’en limiter la portée aux données culturelles générales.

D’autant que la confusion entre culture au sens anthropologique et culture au sens habituel du terme est plus facile dès lors qu’interviennent les stéréotypes : le « génie du christianisme » n’est-ce pas son apport à l’humanité tout entière, donc son patrimoine ou son « capital culturel » ? C’est la raison pour laquelle l’ « idée de culture » impose à certains « d’établir une base commune sur laquelle puisse se fonder l’emploi technique et non technique du terme culture ; qui permette aux anthropologues et aux ethnologues, d’une part, aux philosophes et sociologues, d’autre part, d’avoir le même réfèrent en dépit de toutes les différences » (Hell, 1981, p. 9). Et cette idée, Victor Hell croit la trouver dans « l’ensemble des œuvres, des réalisations, des institutions qui déterminent l’originalité et l’authenticité de la vie d’un groupe humain » (Hell, 1981, p. 51).

2. Concepts rivaux

A. CIVILISATION

[Retour au sommaire](#sommaire)

La culture, au sens littéraire, c’est la *Kultur* mais aussi la *Bildung* allemandes (Hell, 1981), « c’est-à-dire la formation intellectuelle, morale et esthétique de l’homme » (du verbe *bilden).* Dans les deux cas on retient le sens originel du mot : cultiver, c’est édifier, bâtir, accéder à la civilisation. Les idées de labeur et d’action s’opposent ainsi à leur résultat « naturel » : à la fin du xixe siècle, « on reconnaissait aux Allemands l’originalité de leur culture ; mais ils ne savent pas, pensait-on, ce qu’est la civilisation » (Hell, 1981, p. 98). Car la civilisation est celle dont témoigne la reconnaissance d’un droit naturel – les droits de l’homme – au-dessus de la constitution d’un droit civil, droit du citoyen, membre d’une communauté politique particulière. Selon Victor Hell, le premier auteur qui ait compris cette distinction est Pufendorf, quand il sépare le citoyen du monde *(Weltsburger)* du citoyen d’un État *(Staatsburger)* (Hell, 1981, p. 17 et s.) allant dans la même direction que Leach aujourd’hui quand il oppose la culture de l’homme comme espèce et celle de l’homme comme membre d’une société originale (cf. *supra). La,* civilisation, stade suprême de la culture ? Cette paraphrase n’est pas injustifiée. Elle insiste assez sur l’évolutionnisme qui préside à la distinction, mais reste discrète sur les jugements de valeur qui classent au-dessus des autres les sociétés dont l’histoire est écrite. Elle sépare l’objet des historiens et celui des anthropologues [[441]](#footnote-441).

Les arts, la littérature, sont les premiers acquis d’une civilisation. Les cultures sont juste un peu plus « sauvages », parce qu’analphabètes ou tout simplement plus « jeunes ». En quelque sorte, il y aurait la culture à l’état de nature, la culture à l’état de société, et la culture à l’état d’État… ou d’Humanité. Cette dernière seule serait politique : « L’exemple de l’Allemagne, de la richesse de sa culture, de la difficile [283] réalisation, au cours du xixe siècle, de son unité politique, compromise, en une dizaine d’années, par un régime totalitaire, révèle les dangers d’un divorce entre culture et politique » (Hell, 1981, p. 16). La réconciliation de ces deux ordres passerait par la constitution d’un bloc entre État et société civile, propre à engendrer une civilisation.

B. MENTALITÉS

Quand historiens, philosophes et écrivains réconcilient culture et politique – dans le double sens du mot culture – ils se baptisent « civilisationnistes ». Quand ils abandonnent cette ambition pour une approche plus modeste des sociétés concrètes, ils nous parlent de « mentalités ». En devenant plus scientifique avec l’école des *Annales* et les « nouveaux historiens », l’Histoire est aussi devenue plus littéraire : elle fait parler les témoins, reconstruit la culture politique d’un groupe social à partir de textes connus (les discours de ses porte-parole) ou moins connus (d’humbles témoignages paroissiaux, ouvriers, paysans). Elle veut connaître l’idée de vie, l’idée de mort, les conceptions de l’univers, et des sociétés, bref les cosmogonies et leurs effets sur l’édification nationale et la construction des États. La préférence pour la longue durée, pendant laquelle s’élaborent lentement des mentalités collectives, induit une préférence pour l’idéologie, le contexte cognitif ou religieux. Les premiers « sondages » sur le bonheur, l’amour, la paix, la peur de la guerre, la solidarité, etc., ne sont pas administrés aux électeurs de notre temps mais aux acteurs du passé dans les cahiers de doléance, les registres paroissiaux, les journaux intimes, les archives nationales, militaires, épiscopales, les correspondances, et même les objets quotidiens, ce qui nous ramène aux conceptions anthropologiques de la culture [[442]](#footnote-442).

Au premier abord, les mentalités ne se distinguent pas de la culture. Comme elle, on en parle beaucoup mais on se demande toujours « si l’expression recouvre une réalité scientifique » [[443]](#footnote-443) et cette imprécision même est son principal attrait car elle désigne « les résidus de l’analyse historique, le je ne sais quoi de l’histoire », ce qui lui permet d’atteindre le niveau le plus stable, le plus immobile des sociétés. Comme l’ont affirmé Almond, Verba ou Pye, pour la culture politique, l’histoire des mentalités « se situe au point de jonction de l’individuel et du collectif, du temps long et du temps quotidien, de l’inconscient et de l’intentionnel, du structural et du conjoncturel, du marginal et du général » (Le Goff, 1974, pp. 76-79). Plus encore que les analyses de culture, elle semble souligner l’importance du « quotidien et de l’automatique », « ce qui semble dénué de racines, né de l’improvisation, du réflexe, gestes machinaux, paroles irréfléchies » et qui traduit un « succédané populaire de la *Weltanschauung* allemande, la vision du monde de tout un chacun, un univers mental [284] stéréotypé et chaotique à la fois ». En témoignent ces gestes de rois ou d’évêques devant leur mort ou celle des autres, gestes libérateurs ou répressifs en contradiction avec la hauteur d’âme ou de vue attachée à leurs fonctions : non point moments de folie, mais résurgences d’un vieux fonds français, ou goth (Le Goff, 1974, pp. 80-83).

Toutefois, l’histoire des mentalités s’écarte des analyses culturelles lorsqu’elle prend plus exclusivement pour objet « le domaine de l’irrationnel et de l’extravagant », dont l’exemple le plus connu est l’histoire médiévale des sacres ou des guérisons miraculeuses. Les historiens eux-mêmes l’affirment distincte de la culture à laquelle elle serait « étroitement liée » car les mentalités « se sont élaborées, ont vécu et évolué » au sein des systèmes culturels, systèmes de croyances, de valeurs, d’équipement intellectuel » (Le Goff, 1974, pp. 77, 84 et 89). Les mentalités collectives semblent s’inscrire à l’intérieur des cultures. En quoi les cultures seraient-elles plus enveloppantes ? L’anthropologue serait bien en peine de le dire. Le politologue, pour sa part, pourrait regretter la place excessive des phénomènes inconscients et irrationnels lesquels font peu de cas de la volonté politique, en particulier lorsqu’elle s’exprime à contre-courant de l’histoire (la Pologne du maréchal Jaruzelski en est sans doute l’exemple le plus évident, ou l’Iran de Rezah Shah Pahlevi). Sans doute, le *mental* est-il un domaine de la culture plus intériorisé que la culture elle-même, *a fortiori* la culture globale, la différence étant davantage de degré que de nature.

*Kultur,* civilisation, mentalités, *Weltanschauung,* ont des connotations plus laudatives que la *social culture* anglo-saxonne. Dans la mesure où la civilisation s’oppose aux simples traditions culturelles, et les mentalités aux évènements historiques, ces concepts traduisent un effort pour prendre une certaine hauteur de vue, une distance très académique avec la réalité, un « dépaysement » [[444]](#footnote-444) que ne recherchent pas les politologues travaillant sur la culture politique, le terroir, le folklore, l’enracinement des peuples.

C. MYTHES, IMAGINAIRE

L’opposition de la culture et de la situation semble reproduire celle du mythe et du rite. Le mythe serait-il l’équivalent de la culture ? Indissociables des comportements, dont font partie les conduites rituelles, les mythes sont des représentations collectives de la réalité sociale destinées à en résoudre les contradictions dans un langage moins logique que poétique, tandis que les actes rituels infléchissent la signification du mythe en le faisant pencher vers l’expression des intérêts plutôt que vers l’expression des identités qu’il a pour objet de servir. L’identité collective la plus profonde est mythique. Les identités culturelles participent, en revanche, de la culture politique car elles révèlent des tricheries avec le mythe de référence (chacun s’accommode, selon ses intérêts, de la Convention, de Robespierre ou du Directoire). Ces tricheries constituent à leur tour de nouvelles versions du mythe, considérées comme les armes d’un groupe face aux autres groupes de son environnement immédiat (Leach, 1972) ; ainsi en va-t-il de la Commune, des camps de concentration, [285] de Mai 68, etc.). Autrement dit, *les cultures politiques peuvent être à la rigueur considérées comme des mythes, mais des mythes diviseurs et non rassembleurs, des mythes évolutifs et non intangibles* (Mullins, 1972, p. 504). Elles reposent toutefois sur des mythes de fondation qui expriment les marques totémiques de l’identité (fondation de la République, Résistance, Constitution de 1958 dans notre pays, guerre de Sécession, Concordats, Traités d’Amitié et de Fraternité, sous d’autres horizons).

Le mythe (ce qui fut, et n’aurait pas dû changer) produit l’utopie (ce qui devrait être, et n’arrivera pas) (Mullins, 1972, p. 504). Il éloigne de l’évènement qu’il resitue dans un contexte suscitant ou préservant une conscience historique dont l’aboutissement construit est idéologie. L’imaginaire emprunte au mythe comme à l’utopie. Il les raconte, les récite, les projette (Sansot, 1982, p. 186), invente une harmonie (p. 188) dans laquelle nos pas « possèdent le pouvoir énigmatique de coïncider, d’épouser à peu près les pas des autres hommes qui nous ont précédé » sur ce qui devient alors un chemin (Sansot, 1983, p. 163). Mais il existe aussi « à l’état brut, effervescent, commençant, qui ne s’est pas ankylosé sous la forme d’une institution et dont on ne sait comment le gérer » (Sansot, 1982, p. 167). Bref, c’est un mythe du présent ou du futur dans lequel chacun puise sa part de rêve. Une culture volatile, futile (contrairement à la culture, qui est utilitaire), irréaliste (la culture explique la réalité), une culture de fuite, de dérive, d’évitement.

D. IDÉOLOGIE

Alors que le mythe cherche à *résoudre* les contradictions sociales (et l’imaginaire collectif, à les *éviter),* l’idéologie *les formule* explicitement. Elle milite, véhicule un projet social, constitue une force politique. Certes, des idéologies non politiques peuvent exister (comme le taylorisme) [[445]](#footnote-445). Il serait d’ailleurs abusif de distinguer culture globale et idéologie en considérant celle-ci comme la version politique de celle-là (la « culture politique »). Orientée vers l’action, non pas orientation envers l’action, l’idéologie est l’arme avec laquelle chaque acteur tente de convaincre les autres qu’ils doivent partager ses propres valeurs, que ses croyances sont universelles malgré leur spécificité évidente puisque seules des minorités en sont porteuses – comme les religions. L’idéologie peut être conservatrice ou favoriser le changement [[446]](#footnote-446) : sa fonction ne se réduit pas à transformer le monde en le pensant. Elle n’existe néanmoins que dans l’affrontement public, la délimitation tranchée de camps antagonistes, si bien que le contenu d’une idéologie est nié par une idéologie contraire sans compromis possible. Ainsi les idéologies sont-elles plus cohérentes que les cultures, mais aussi moins réalistes (Sartori, 1969), plus partisanes mais moins globales, plus faciles d’approche, mais moins intéressantes comme objet scientifique.

Il serait cependant illusoire de supposer la cohérence globale de l’idéologie, formation moins profonde et moins stable que la culture. Des adhésions militantes et des acquisitions passives peuvent y coexister, voire se fondre en une configuration plus vaste, comme le conçoit Marx. Ou encore, de manière bien différente, Robert [286] Lane étudiant l’ensemble des attitudes et opinions d’ouvriers et employés américains, dégagés par entretiens en profondeur et reproduits sous forme de récits quasiment analytiques – entrecoupés de réflexions générales sur les thèses de la science politique américaine. « L’idéologie politique latente du citadin américain moyen » se découvre en lisant le discours de quinze « auteurs politiques » anonymes sur la guerre, la pauvreté, la politique, « la signification de la liberté, de l’égalité, de la démocratie, des us et abus du gouvernement » (Lane, 1962, p. 15). Pratiquant une analyse « contextuelle » (« écoutant avec une troisième oreille »), Robert Lane synthétise leurs convictions politiques qui « portent sur les valeurs centrales et les institutions ; elles sont des rationalisations d’intérêt (…) ; et elles servent de justifications morales aux croyances et aux actes quotidiens » (p. 16). On saisit mal la différence entre cette conception de l’idéologie et celle de la culture politique, surtout lorsqu’on apprend (p. 25) que la liberté est moins un droit imprescriptible d’expression politique que le loisir d’acheter ce que l’on veut, de travailler où l’on en a envie, de se déplacer selon son humeur, d’être en bonne santé (p. 38).

Davantage qu’une idéologie c’est un « cosmos politique » (p. 31), où la confusion saisit des esprits assaillis d’opinions conflictuelles entre lesquelles il apparaît obligatoire (civique ?) de choisir (« peut-être leur en demande-t-on trop ? »). Le sens commun, s’exprimant par leurs voix, reconnaît qu’il est difficile de trancher entre les propositions contradictoires de la culture américaine, laquelle prétend à la fois que les hommes sont nés égaux et que chacun doit rivaliser avec les autres pour leur être supérieur (p. 61). Leur « idéologie politique » n’est alors qu’une combinaison personnelle de choix entre ces énoncés incompatibles. Sans doute est-ce là sa fonction : quand les « auteurs » dont nous parle Lane ont des idées politiques claires, elles constituent une idéologie. Quand ils trichent avec la réalité – par exemple, lorsqu’ils refusent de comparer leur position socio-économique avec celles des autres, ou qu’ils minimisent l’importance de l’argent (« L’argent procure le bonheur à l’homme moyen mais pas aux riches », p. 65), ils rejettent la nécessité idéologique du choix. S’ils reconnaissent l’existence de l’injustice et de l’exploitation, ils l’attribuent à des nécessités fonctionnelles (le mérite et sa reconnaissance sont indispensables au fonctionnement d’une société démocratique, p. 72 et s.). En autres termes, *à la cohérence idéologique* ex ante, *ils préfèrent souvent la rationalisation culturelle* ex post. L’idéologie, *stricto sensu,* doit être composée d’énoncés spécifiques (« le système démocratique est le meilleur » ; « la fin de l’exploitation est le but de l’homme ») mais « un individu peut avoir un ensemble d’expériences dans une société, lesquelles, sans concerner réellement l’ordre politique, engendrent cependant pour lui une impression *générale* de satisfaction qui le conduit à accepter et assumer le système politique de cette société ». Ainsi en va-t-il des Italo-Américains qui ne sont pas venus aux États-Unis par amour de la liberté comme le postule une interprétation répandue du peuplement du Nouveau Monde, puisque la plupart étaient des soutiens actifs de Mussolini (pp. 90-91). Leur satisfaction provient en fait d’un principe social plus encore que politique : le gouvernement de la majorité est tempéré par les droits des minorités (droits religieux, droits scolaires, droits d’association). Lane est alors en mesure de séparer l’ « idéologie » de ses sources : « Dans toute société une *base existentielle* créant certaines *expériences communes* interprétées grâce à certaines *prémisses culturelles* [287] par des hommes ayant des *qualités personnelles* données à la lumière de certains *conflits* sociaux produit une *idéologie particulière »* (Lane, 1960, p. 213, souligné dans le texte).

Abstraction faite de son titre, *Political Ideology* (paru un an avant *The Civic Culture),* le livre de Robert Lane reconnaît cette distinction entre idéologie et culture et montre que le passage de celle-ci à celle-là s’effectue par l’articulation cohérente d’idées : « Si l’on pense à l’espace psychique comme (…) un enclos occupé par un jeu de forces entre les idées, on peut imaginer qu’une structure fermement organisée, très dense, et étroitement articulée remplisse cet espace – ou pas. Une idéologie complétée et bien pensée (…) remplirait cet espace psychique avec une structure rigide. Cette métaphore (…) serait illustrée pour (…) n’importe laquelle des conceptions du monde. Elles ont une « position » sur la plupart des problèmes ; en ce sens, l’espace est rempli d’idées. Elles établissent des connexions logiques entre une idée et une autre (…) ; en ce sens elles sont étroitement articulées. Elles impliquent un ensemble de préceptes moraux ; en ce sens, elles sont ancrées à des valeurs universelles – du moins c’est ainsi pour leur porte-parole. Pour toutes ces raisons, elles excluent les opinions contradictoires (…). Mais dans l’espace psychique des hommes d’Eastport, il n’y a qu’une structure faiblement articulée, dont les interconnexions entre un champ, par exemple le fonctionnement des institutions représentatives, et un autre, disons le pouvoir du grand patronat, sont rarement établies de manière achevée. Dans cet espace, de nombreuses positions sont « inoccupées » (Qui le *political boss* représente-t-il ? Y a-t-il un enjeu spécifiquement chrétien en politique ?). Par conséquent, on n’est pas sûr de savoir quelles prises de position sont déviantes ou bien, si l’on en est sûr, on sait à peine quelle conclusion (en) tirer » (Lane, 1962, p. 464).

Il est difficile de mieux résumer les rapports entre idéologie et culture, distinctes et liées, puisque « l’idéologie comme système culturel » est de même nature que la religion [[447]](#footnote-447), l’art, ou le sens commun (Geertz, 1973, pp. 293-233 ; 1983, pp. 78-120) : elle se compose de « mécanismes extrapersonnels de perception, compréhension, jugement, et manipulation du monde » (Geertz, 1973, p. 226). Refusant les thèses péjoratives sur l’idéologie *(i.e. :* « J’ai une philosophie sociale ; vous avez des opinions politiques ; il a une idéologie » (p. 194), Clifford Geertz rejette les interprétations cliniques de l’idéologie. Selon ces interprétations, le conflit social ou les tensions personnelles poussent l’individu à chercher refuge dans l’idéologie, à quitter la réalité en cessant d’être pragmatique. L’idéologie est alors à la pensée politique ce que la superstition est à la religion. Dans la théorie de l’idéologie comme produit d’un intérêt (de classe, par exemple), les hommes recherchent le pouvoir ; dans la théorie de l’idéologie comme remède à une tension, ils fuient l’anxiété. Or, « l’image très champ-de-bataille de la société comme conflit d’intérêts à peine déguisés en affrontements de principes détourne l’attention du rôle que jouent les idéologies en définissant (ou en obscurcissant) les catégories sociales, stabilisant (ou activant) les attentes sociales, maintenant (ou minant) les normes sociales, renforçant (ou affaiblissant) [288] le consensus social, soulageant (ou exacerbant) les tensions sociales » (p. 203). Selon Geertz les idéologies naissent plus facilement sur un terrain où la culture s’affaiblit, surtout lorsque cet affaiblissement s’accompagne de tensions personnelles : elles constituent alors des « cartes de la réalité sociale problématique et des matrices pour la création de conscience collective » (p. 220). Cette seconde partie de la définition renvoie à la culture, et la première partie, à la culture politique. Si bien qu’en fin de compte, l’idéologie est une forme rationalisée, aiguisée de culture politique : expression publique des valeurs latentes dont se compose aussi une culture, « elle en fait une propriété publique, un fait social, plutôt qu’un ensemble d’émotions privées non réalisées » (p. 232).

Les vecteurs de ces « émotions privées » sont culturels, leur aboutissement public est idéologique. Le monde occidental prend peut-être son individualisme pour l’un des universaux que sa philosophie postule. Et pourtant, rien n’est plus culturel, pour ne pas dire idéologique, que le pragmatisme du soutien apporté en Amérique au régime des droits de tous, permettant à chacun d’assumer ses propres responsabilités sans passer par un groupe d’identification ou de référence qui médiatiserait ce soutien [[448]](#footnote-448). Contraste formidable avec le monde sémitique, où seule la religion monothéiste (c’est-à-dire impitoyablement idolâtrophobe et iconoclaste) peut lutter contre la force des structures anthropologiques classiques : additionner des groupes lignagers ou territoriaux ne permet jamais de constituer une société dont l’Islam tente de forcer la naissance par la création d’une *umma,* d’une communauté unie dans le culte d’un Dieu unique (le *tawhid,* si opposé à la Trinité, à la Vierge Marie, aux saints) et la légitimité d’une seule forme de soumission *(islam) :* celle de l’homme à Dieu, non celle d’un groupe d’hommes à un autre groupe d’hommes. Pour constituer une société, il faut des *individus,* donc une idéologie individualiste dont Louis Dumont a bien analysé la naissance en Europe (Dumont, 1983).

En France, si l’on en croit Jesse Pitts, la reconnaissance limitée du pouvoir professoral légitime, mais pondéré par la « communauté culturelle » qu’il forme avec les élèves quand il a « du style », ou contrarié par la « communauté délinquante » des chahuteurs, sert de modèle culturel à la vie politique. Le gouvernement est supposé tricher, le citoyen aussi. Par conséquent, « le système politique français est plus enclin que les autres systèmes démocratiques européens à des manifestations collectives débouchant souvent sur une violence qui reste contenue et qui ne met pas en danger les cadres symboliques et administratifs » ; il « permet au citoyen de jouir des bénéfices de l’ordre républicain sans avoir à s’engager personnellement (…). Le Français parle beaucoup de participation, car en parler c’est se plaindre qu’elle n’existe pas (officiellement), mais ce qu’il désire réellement c’est l’unanimisme de la communauté culturelle ou de la communauté délinquante » (Pitts, 1981, p. 298). Le problème politique essentiel – la légitimité des gouvernants – se pose ainsi en termes très culturels. L’idéologie de chacun le pousse à faire son choix entre deux catégories de politiques et deux catégories de gouvernants : ceux qui sont légitimes et les autres. *La culture est moins rationalisatrice et moins homogène* (Rosanvallon, Viveret, [289] 1977) pp. 33-34) ; eue favorise moins l’anathème et, pour tout dire, *rend compte du rapport au pouvoir en général et non à un pouvoir particulier.* C’est la raison pour laquelle une idéologie peut rassembler des acteurs sociaux dont les cultures sont différentes.

E. SYSTÈME DE VALEURS

*Public mood,* « opinion publique » ou « univers politique » ; et, quand elle n’est pas explicitement et directement politique, « éthos » : l’idéologie à l’état naissant émerge de ces systèmes de croyances *(belief-systems)* exclusivement formés de *discours.* En d’autres termes, quand la culture politique se réduit à un discours, elle devient idéologie si ce discours est militant et articulé ; opinion publique ou univers politique s’il s’agit d’un système d’attitudes contradictoires (incluant non-dits, réponses partielles aux pressions croisées, pratiques déconnectées de la vision du monde que l’on prétend avoir, et réciproquement). Ce qui n’est pas de l’ordre du discours échappe à ces concepts : les analyses perdent de la profondeur anthropologique bien qu’elles gagnent en précision. Elles rendent compte de « thématiques » [[449]](#footnote-449) communes, par exemple à des classes moyennes, bien que celles-ci soient très différentes les unes des autres (Lavau Grunberg, Mayer, 1983, p. 24). Représentations du monde, les thématiques de, ou liées à, ces classes ne sont pas simplement des mentalités ou purement de l’idéologie. Elles sont enjeux stratégiques de nature diverse, dont la commune caractéristique est d’être, ou chercher à être des mythes fondateurs.

On retrouve ici la conception que Robert Lane se fait de l’idéologie, particulièrement quand on apprend que le vote à gauche des classes moyennes en 1981 en France s’explique par l’adhésion à une conception du monde que l’on peut baptiser « libéralisme culturel », « un ensemble de valeurs qui, sans être ni contradictoires avec les valeurs anti-capitalistes ou celles de défense collective des intérêts des salariés, ni non plus nécessairement impliquées par elles, sont davantage centrées sur les notions de liberté et d’épanouissement de l’individu. Cet ensemble de valeurs anti-autoritaires et hédonistes a inspiré, au cours des dernières décennies, de nombreux mouvements sociaux et de nombreux types de luttes, féministes, étudiants, anti-militaristes, écologiques et, notamment, tout ce que l’on a parfois appelé le mouvement associatif » [[450]](#footnote-450). L’univers politique, cosmogonie d’une catégorie sociale, n’est donc qu’une idéologie encore peu différenciée, et les auteurs de *L’univers politique des classes moyennes* parlent en fait de la naissance (difficile ? impossible ? monstrueuse ?) d’une idéologie que l’absence de cohérence et d’enracinement historique autorise à qualifier de culture politique. Si l’ouvrage n’est pas intitulé « la culture politique des classes moyennes » c’est sans doute parce que les dimensions non verbales et non symboliques de la culture politique en sont absentes. Seules sont en [290] cause, dans cette notion diffuse, ce que l’on appelait autrefois des « familles politiques », et que le théoricien identifie d’abord comme une forme particulière de sous-culture.

3. Concepts gigognes

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les cultures nationales n’existent sans doute pas, ou du moins pas seules. Parler de convictions communes ou de valeurs partagées serait une fiction : les objets d’une culture ne peuvent être que *centraux,* visibles, compris par tous les membres d’une société, même quand ils adhèrent à des croyances et ont des représentations en contradiction avec les éléments de la culture dominante. Il en va de la culture comme de la langue : tous ceux qui la comprennent ne sont pas pour autant monolingues, ils peuvent maîtriser des langues étrangères, des parlers régionaux, ou des dialectes. La langue commune est entendue de tous, les différences de parlers instituent – ou révèlent – des identités différentes. Il convient donc d’attribuer à chaque société des cultures politiques, plus ou moins centrales, de sorte que la culture globale contienne la culture politique, que celle-ci inclue des sous-cultures, et que parmi ces dernières on puisse distinguer de véritables contre-cultures. Les familles politiques doivent être considérées comme transversales, relevant de la sous-culture ou de la contre-culture, et s’ordonnant sur un axe droite-gauche.

A. SOUS-CULTURES

Les exemples les mieux étudiés de sous-cultures sont les cultures d’élite (distinctes des cultures de masse) ou les cultures régionales (distinctes de la culture nationale). Ainsi l’élite bureaucratique suédoise possède-t-elle une identité et des intérêts spécifiques, véhiculés par des systèmes d’attitudes et de conduites particulières (Anton, 1980). Elle peut être appréhendée plus sociologiquement qu’une culture « Scandinave », ou même suédoise, parce qu’elle repose sur des rôles sociaux (les hauts fonctionnaires, les ministres) et non sur des orientations psychologiques. Si la société suédoise peut sembler « s’auto-corriger » (p. 4), c’est parce qu’elle dispose d’une élite bureaucratique admirée et ancienne dont le « style traditionnel (…) met l’accent sur l’empirisme, la rationalité et la consultation » (p. 9), c’est-à-dire sur le réformisme (p. 16). Homogène, l’élite bureaucratique est constituée des « fils de Suédois de classe moyenne ou supérieure (…) passés par l’université pour y être instruits en droit, sciences sociales ou technologie. Ils rejoignent (alors) des organisations non universitaires (…) et en deviennent souvent des piliers. Un grand nombre d’entre eux deviennent leaders de la principale organisation étudiante, le *Kar,* ou syndicat étudiant ». Plus tard ils conserveront un intérêt pour ces associations, excepté le *Kar,* quoique d’autant moins marqué qu’ils gravissent plus vite les échelons de la fonction publique et de la politique (p. 33). Et ceci depuis longtemps, bien avant le début de la période social-démocrate, de telle sorte qu’il « est difficile de ne pas souscrire à la conclusion que l’élite publique suédoise est virtuellement indistincte sur aucun point important de ce qu’elle devait être cinquante ans – ou même cent ans – auparavant » (p. 35).

[291]

L’élite suédoise n’est conservatrice que dans sa démarche, pas dans ses objectifs (elle sait innover et s’intéresser aux problèmes sociaux). Un fonctionnaire sur six interrogés par Thomas Anton aspire à d’importants changements politiques, un sur trois ne veut rien transformer du tout (p. 38), prenant simplement plaisir à faire partie d’une élite administrative où la difficulté de choisir une carrière a conduit ces brillants universitaires à l’issue de leurs études supérieures, par une sorte de « dérive » naturelle (p. 55). La plupart sont des « activistes modérés » *(soft activists),* des généralistes même s’ils ne sont plus depuis longtemps de simples sages apolitiques, des fonctionnaires soucieux de la qualité des contacts humains. Ils ont un goût prononcé pour les problèmes de sociabilité (p. 65 et s.) à l’intérieur de leur administration (faire coexister leurs subordonnés) ou à l’extérieur (résoudre les problèmes personnels des usagers). Savoir déléguer son autorité ou trouver des solutions de compromis, telles sont les qualités majeures qu’ils reconnaissent au bon administrateur. En bref, leur *activisme* est le produit d’une responsabilité élevée et d’une grande autonomie de décision, mais ils l’exercent en conciliateurs et personnalisent leurs décisions. En ce sens, et en ce sens seulement, ils diffèrent des autres hauts fonctionnaires et grands commis des États occidentaux (pp. 129-157) : résoudre des problèmes cas par cas, non trancher entre des théories opposées ; trouver des solutions aux conflits sociaux, non au conflit social ; poursuivre la *justice sociale,* non la réforme politique (comme les administrateurs italiens), le bien-être matériel (comme les Français et les Britanniques) ou la sécurité (comme les Allemands) (Anton, 1980, p. 151). Sur tous ces points, les hauts fonctionnaires suédois se distinguent non seulement de leurs collègues européens mais aussi de leurs propres concitoyens, lesquels cherchent moins à s’accommoder les uns des autres (« *umgas med folk »,* p. 65) qu’à se concurrencer. Ils tranchent en particulier avec ceux d’entre eux qui font de la politique professionnelle, autre élite, dépourvue d’une culture aussi solidement enracinée. On le constate en comparant l’image de l’administrateur idéal selon les fonctionnaires et selon les politiciens, ou l’image de l’homme politique idéal qu’ils ont respectivement. Les qualités que les hommes politiques prêtent aux bureaucrates sont d’abord des qualités intellectuelles, et la neutralité nécessaire à la mise en œuvre des politiques choisies, alors que les fonctionnaires s’imaginent plutôt bons organisateurs particulièrement sociables (pp. 86-87).

On peut aussi baptiser la culture d’une élite « culture dominante » et lui attribuer une fonction précise dans le système social : organiser la distinction (Bourdieu, 1979). On opère alors des subdivisions au sein des élites entre dominants-dominants et dominants-dominés, ceux-ci tentant de supplanter ceux-là en inventant de nouvelles légitimités. Ici, l’acception ordinaire et l’acception sociologique du mot culture se réconcilient, les stratégies culturelles (que faut-il connaître, aimer, pratiquer) se confondant avec des stratégies politiques (ceux qui dominent « font » le goût et la mode pour assurer leur pouvoir). Mais très vite, la superposition hiérarchique des cultures livre place aux juxtapositions, aux cultures de « champ » (artistique, scientifique, religieux, politique), et à leurs divisions (dominante-dominante, dominante-dominée, dominée-dominée). Ce principe de cloisonnement des champs résume les caractéristiques majeures des sous-cultures : partielles, elles ne répondent pas à tous les besoins d’une société. Il leur manque le plus souvent ce [292] qui caractérise les idéologies (les valeurs militantes) et les orientations politiques qu’elles stipulent sont simples (le rapport à la culture centrale est vécu sur le mode de la subordination).

Faire l’hypothèse qu’une sous-culture régionale existe, par exemple, c’est déjà présupposer que le clivage principal est territorial et plutôt économique. On le voit bien au Canada, objet de plusieurs études de culture politique (Elkins, Simeon, 1974 ; Wilson, 1974 ; Bell, Tepperman, 1979 ; Ornstein, Stevenson, Williams, 1980) toujours suspectes de « détourner l’attention de la constitution en classes de la société canadienne ainsi que de la spécificité du Québec dans le système politique canadien » (Ornstein, Stevenson, Williams, 1980, p. 227). Parler de cultures régionales éviterait de reconnaître la subordination de la principale région francophone, et supposerait résolu le problème des rapports de causalité entre variables culturelles et variables socio-économiques. Lorsque l’on s’y essaye (comme Ornstein, Stevenson, Williams, 1980), on s’aperçoit que les variables régionales ne jouent pleinement que pour les objets « régionaux » (le fédéralisme canadien et les rapports entre niveaux de souveraineté) ; pour ce qui concerne le sens de l’efficacité, la participation, les choix idéologiques, les variables socio-économiques expliquent une plus grande part de la variance de distribution des réponses (p. 246) contrairement à ce que prétendent, par exemple, Simeon et Elkins (Simeon, Elkins, 1974). À la rigueur, le régionalisme est parfois conçu comme un mode d’expression des clivages de classe ou un obstacle à cette expression, rarement comme une représentation valorisant les facteurs réels du comportement (Dulong, 1975).

Peut-il exister des sous-cultures politiques régionales dont le politologue devrait impérativement effectuer l’analyse pour expliquer la réalité ? Lorsque coïncident les enjeux sociaux majeurs et les questions de compétence territoriale ou les considérations ethniques, linguistiques, confessionnelles, la réponse ne fait guère de doute. Dans la ville de New York, en 1973, la participation aux activités politiques « communales » s’expliquait pour un tiers par la seule identité ethnique une fois contrôlées les autres variables tels l’âge, le sexe, l’ancienneté de la résidence dans le quartier. Seules les variables socio-économiques jouaient un rôle important dans la formation des attitudes ; toutefois, les effets de l’appartenance ethnique et de l’appartenance de classe étant mathématiquement indépendants les uns des autres, il apparaissait que « l’ethnicité témoignait d’une capacité explicative toujours supérieure à la classe sociale. Ainsi, l’ethnicité s’avérait-elle plus efficace pour prédire des attitudes » (Nelson, 1979, p. 1036). Au Liban, nous avions pu vérifier à la même époque que l’appartenance communautaire permettait de prédire avec un fort taux de probabilités la distribution des attributs socio-économiques et des attitudes ou comportements politiques (Schemeil, 1979, p. 74). Toutefois, connaître les facteurs explicatifs du militantisme dans une organisation chiite ou maronite ne suffit pas pour induire de vagues influences statistiques l’existence d’une sous-culture. Il faut encore connaître les systèmes de croyances spécifiques à l’aide desquels les membres d’un groupe confessionnel définissent une situation et résolvent leurs problèmes politiques, ainsi que les nuances et différences réelles entre ces systèmes communautaires ou communaux et le système le plus central. Le localisme était certes plus marqué dans les zones rurales que dans les villes islamisées, et davantage dans les campagnes [293] chiites, puis la montagne druze et maronite que dans les vallées sunnites ou orthodoxes. Mais à un degré ou un autre, tous les Libanais présentaient des signes de localisme, parmi lesquels le plus révélateur d’entre eux : la privauté généralisée, autrement dit le refus de reconnaître la légitimité de l’État dans la gestion de la société (zones rurales) ou celle des organisations politiques et syndicales dans l’administration des quartiers (zones urbaines). Au Liban, tout était affaire privée bien avant la guerre civile (Schemeil, 1979, pp. 121 et s.). Ainsi l’identification de cinq sous-cultures devait-elle davantage à une combinaison de facteurs qu’à une appartenance ethnique ou régionale. La relation centre/périphérie était un point de passage obligé du raisonnement [[451]](#footnote-451).

Peut-être est-il plus facile d’isoler un trait de comportement particulier (par exemple, les jugements portés sur le Parti communiste français par ses anciens adhérents : Derville, Lecomte, 1983) qui unisse en un même univers politique les membres et les anciens membres d’une sous-société. Les adhérents communistes, qu’ils payent ou non leur cotisation, ou bien les chrétiens, qu’ils militent dans l’Église ou dans des organisations de gauche, conservent plus de points communs que l’on ne pourrait le croire. L’influence durable d’une sous-culture se ferait, ici, davantage sentir qu’au travers d’analyses factorielles complexes. Il reste que « le village du Vaucluse » et le « village d’Anjou » (Wylie, 1968 et 1970) sont bien différents l’un de l’autre, ainsi que des villages lorrains dont le particularisme régional n’est qu’une forme exacerbée d’un nationalisme de frontière qui rattache progressivement une province à la France jusqu’à en faire la province tout court (Bonnet, 1972, p. 14 et 486), malgré des caractéristiques géographiques et historiques propres, et une permanence remarquable des comportements en dépit de bouleversements économiques majeurs (pp. 432-433). Le lotharingisme apparent ne résiste pas au rapprochement des comportements politiques belges, luxembourgeois, sarrois et lorrains. Ces régions frontalières sont moins proches les unes des autres que de leur système culturel et de leur « éventail politique » de référence [[452]](#footnote-452) (pp. 488-454, 476).

B. CONTRE-CULTURE

Il semble donc abusif de postuler l’existence de sous-cultures qui ne soient pas des *contre-cultures,* parce que dans ce dernier cas seulement elles sont facilement isolables par l’observateur : chaque composante culturelle centrale a une réplique opposée, contradictoire. Rien ne saurait être pareil. Si le système social repose sur le patriarcat, la contre-culture impose le matriarcat (exemple des cultures caraïbes) ; [294] si celle-ci prêche la tolérance, c’est que celui-là la refuse (hippies). Nous sommes alors dans le domaine des stratégies. Des conduites choisies, et non pas simplement apprises, des conduites modifiées selon les informations transmises par le réseau de communication et d’interaction spécifique à un ou plusieurs groupes sociaux qui constituent plusieurs sous-sociétés, mais une seule « sous-culture », active et orientée (Fine, Kleinman, 1979). Voici une contre-culture, ou mieux encore, une *culture contre :* une culture de jeunes, avec leur langage (le verlan), modèle de réplication systématique, de valeurs symétriquement opposées ; leurs modes (les jeux électroniques) ; leurs lieux (la rue, la salle de jeux, la télévision et la vidéo, les boîtes). Leur culture ne s’ajoute pas à la culture centrale en la nuançant ; elle ne constitue même pas une interprétation différente du monde, encore moins une idéologie, puisqu’elle manifeste un refus évident d’imposer aux non-jeunes ce que seuls les jeunes peuvent comprendre. Il en va de même pour les pauvres d’origine hispanique aux États-Unis : ils pourraient ne plus être pauvres, comme les jeunes devront se résigner à ne plus être jeunes ; ils sont Portoricains, Dominicains, Cubains, Mexicains mais tous appellent « Losaida » l’un de leurs quartiers de prédilection dans Manhattan (le « Lower East Side ») [[453]](#footnote-453). Cette « culture de la pauvreté » (Lewis, 1959, 1965, 1966, 1968) est, certes, critiquée parce qu’elle occulterait des facteurs de classe, une sous-culture peut correspondre à l’un des composants de la « classe » sociale (la pauvreté, l’immigration), ou bien à l’ensemble des facteurs d’appartenance à cette classe (Valentine, 1968, pp. 104-127) à moins qu’elle ne prête, au contraire, une homogénéité trop grande aux groupes de pauvres (Valentine, 1958, p. 16). C’est une culture de « rupture, violence, brutalité, peu de prix de la vie, manque d’amour, manque d’éducation, manque d’assistance médicale » (Lewis, 1968). Être pauvre durant plusieurs générations crée une culture spécifique : c’est du moins ce qu’affirme Oscar Lewis (Lewis, 1966).

Les effets politiques de cette culture sont toutefois difficilement saisissables. Le désir de s’inscrire sur les registres électoraux ne l’emporte pas toujours sur le poids des habitudes. Un point ressort néanmoins de telles analyses : le refus du système central conduit à l’œcuménisme. Les jeunes acceptent ceux qui vivent et pensent comme des jeunes, les pauvres ceux qui font vœu de pauvreté, les immigrés d’une ethnie ceux des autres ethnies non suspects de racisme. *Contrairement aux effets politiques des sous-cultures, les contre-cultures unissent et ne divisent pas ;* elles ne tiennent pas compte des frontières politiques. L’exemple des Juifs tunisiens et marocains, de culture « méditerranéenne » plutôt qu’arabe, coupés de leurs compatriotes par leur culture française et donc liés volontairement au colonisateur (Tessler, Hawkins, 1980), témoigne de cette incapacité à l’enracinement dont les sous-cultures se nourrissent (Occitans, Basques, Corses, etc.).

La volonté de s’assembler, voire de rassembler, ne produit une idéologie politique qu’accompagnée d’un prosélytisme dont les contre-cultures ne font jamais preuve. Tout au plus imposent-elles à leur siècle des valeurs nouvelles (le jazz, le rock, le [295] pop’art, le livre de poche, le désintérêt pour les élections, et l’attrait de l’action directe, etc.) (Clarke, 1974, p. 440) qui les rapprochent parfois de ce que l’on peut appeler des *familles politiques.*

C. FAMILLES POLITIQUES

La notion de familles politiques suggère l’existence de regroupements par affinités électives. Expression forgée pour la France (Deutsch, Lindon, Weill, 1966) elle suppose, de surcroît, la polarisation des systèmes d’attitudes sur une échelle ordre/progrès, conservation/mouvement, tradition/modernité qui se traduit en Europe occidentale par un clivage droite/gauche. Les Français, par exemple, sont habituellement ventilés par les instituts de sondage en six catégories : les deux extrêmes, la gauche et la droite modérées, le centre et le « marais ». Le critère de distinction est, on le voit, l’intensité de l’identification à des orientations politiques. Le sociologue électoral recherche alors les facteurs de ces orientations (âge, sexe, résidence, occupation, religion, etc.). Sur un plan culturel, toutefois, seule la cohérence des catégories nous concerne dans ce chapitre. Une première réflexion vient mettre en doute la simplicité du schéma polaire : s’agit-il d’un cadre dichotomique dont l’évidence quasiment structurale s’imposerait en premier ressort partout où des observations ethnographiques sérieuses sont disponibles ? ou bien faut-il considérer que les attitudes se répartissent sur un continuum allant du rejet du moindre changement au désir de tout bouleverser ? En second lieu, la multiplicité des clivages ouvre toutes les possibilités d’assortiment à tout moment et à chaque individu qui peut être à la fois antisémite et pro-arabe, contre l’avortement et contre l’ordre moral, avoir « le cœur à gauche et le portefeuille à droite », etc. Comment distinguer des apparentements culturels quand les combinaisons de jugements sur le monde (sans parler du niveau de connaissance et de compréhension de la réalité politique) sont innombrables ?

On peut verser au dossier de la polarisation de nombreux faits d’histoire : « organisations dualistes », bédouins du Sud et du Nord (*Yamani* et *Qaisi*),guerre des Deux-Roses, légitimistes et orléanistes, bourgeois et prolétaires, démocrates-chrétiens et laïcs, etc. Il est toujours possible de procéder à des regroupements autour d’un clivage dominant dans un pays donné et historiquement spécifié. Dans ce cas, la notion de familles politiques est sans intérêt : mieux vaut parler de deux cultures antagonistes. En revanche, lorsque des regroupements s’imposent sans artifice ni rationalisation *a posteriori,* il semble légitime d’utiliser l’expression. On pourrait également en faire l’économie pour lui préférer le concept de sous-culture, sauf à préciser qu’une polarisation diffuse permettant d’échelonner ces regroupements, ils deviennent alors des *sous-cultures orientées,* c’est-à-dire des familles politiques. Il convient donc de réserver l’expression aux contextes historiques dans lesquels les membres d’une société se pensent spontanément comme plus ou moins proches d’un système d’attitudes rigides et cohérentes, parfaitement antagonistes d’un système exactement inverse. Ainsi la notion de familles politiques ajoute-t-elle au concept de sous-culture un *marquage politique* certain et une connotation de *proximité.*

Encore est-ce plus simple à concevoir qu’à mettre en œuvre. La religion, par [296] exemple, peut être la source d’une conception conservatrice du monde qui infléchit les attitudes vers les tenants de l’ordre ou les garants de la tradition (qui, de plus, ne sont pas toujours les mêmes). Mais elle peut aussi signifier que dès sa formation dans une période de crise, la famille politique conservatrice a constitué sa conception du monde en un système religieux qui commande toujours les conduites. Les clivages public/privé (faut-il laisser les mères avorter, les couples divorcer, les médecins prescrire des méthodes contraceptives quand le déclin démographique implique un déclin national ?) ; Église/État (faut-il être laïque, et dans quels domaines) ; ordre providentiel/ordre électif (faut-il être républicain ?) sont multiples, quoique tous liés à une conception religieuse du monde. On ne peut affirmer l’existence absolue et permanente d’une famille politique catholique en oubliant allègrement ces divisions.

Il paraît plus simple de rechercher des clivages spécifiquement politiques et non pas logiques ou historiques. Une fois les enjeux du moment écartés (l’indépendance, la république, la révolution, etc.), il ne reste qu’un clivage incontournable : à l’intérieur du système politique le libéralisme et son absence (que l’on a pu baptiser, « illibéralisme », Stern, 1975) ou la sortie du système (utopie, millénarisme, etc.) : trois familles (libérale, qui vote ; conservatrice, qui est fidèle ; révolutionnaire, qui se situe hors des règles de jeu, si l’on retient les catégories d’Hirschman) sont alors apparentes, quels que soient les groupes politiques multiples auxquels elles servent de support, et sans qu’il soit besoin de s’interroger sur la validité du clivage droite-gauche hors du contexte dans lequel il est né (la Révolution française). Ouverture, fermeture, dépassement : la triade hégélienne est perceptible dans cette distinction néanmoins concevable sans référence aux complexités de la pensée germanique. Dans ses essais sur l’« illibéralisme » germanique, Fritz Stern définit ainsi le caractère de l’Allemagne impériale après 1878 : « J’appelle (refus) de libéralisme non seulement la structure du régime politique, les restrictions de suffrage, ou la chicanerie de classe, mais un état d’esprit. Car si le libéralisme traduit un état d’esprit, il en va de même de sa négation. Le (non)-libéralisme constitua d’abord un engagement (…) contre toute nouvelle concession à la démocratie, fût-ce au prix de l’indépendance politique. La moindre concession dans n’importe quel domaine pouvait saper l’autorité, le prestige et le statut du système tout entier » (Stern, 1975, p. xvii). Certes, ajoute l’auteur, on trouve de telles attitudes partout, voire en chacun de nous, mais « la société allemande, loin de refréner les tendances (non-) libérales, les a encouragées » (p. xviii) y compris en politique étrangère : quand on n’est pas libéral pour soi, on ne l’est pas pour les autres (p. xxiv). Cette philosophie puise ses sources dans la constitution d’une culture allemande au sens littéraire, philosophique et artistique du terme *Kultur :* le repli sur la culture traduit un dépit pour la politique, le retour au « *Sturm und Drang,* au classicisme, au romantisme et à la philosophie idéaliste » (p. 6). Il manifeste un refus frileux « de la société de masse, de la démocratie, du libéralisme, de la modernité, en fait de toutes les prétendues importations de l’Occident » (p. 18). Cet idéalisme vulgaire *(Vulgäridealismus)* dénonce « le matérialisme et l’utilitarisme anglais, la corruption juive, la cupidité socialiste » (p. 108) et, par-dessus tout, l’intérêt pour l’argent (p. 32). Telle serait, selon Fritz Stern, la culture politique d’un peuple « non politique » : ainsi pensé, le refus du libéralisme [297] érigé en état d’esprit abrite une famille politique lorsqu’il survit aux conditions historiques qui l’ont produit comme culture dominante pour devenir l’un des systèmes de jugements rivaux offerts sur le marché idéologique de la société contemporaine.

Cet exemple montre bien que les frontières les mieux tracées sur le plan intellectuel – à supposer qu’elles existent – ne sont pas toujours aussi précises dans la réalité observée. La famille politique conservatrice est aussi – ou fut aussi ? – une culture (celle de l’Allemagne wilhelmine), une sous-culture d’élite (celle des Junkers), une sous-culture régionale (celle de la Prusse), une contre-culture européenne (répliquant à la philosophie des Lumières). La *Kultur* est aussi une *political culture,* en même temps qu’un sens commun des intellectuels germanophiles et germanophones de l’Europe à la fin du xixe, et peut-être encore au xxe siècle, plus marqué par la philosophie allemande que par l’empirisme anglo-saxon.

Une occasion de connaître le sens commun européen nous est donnée par une enquête récente sur neuf pays de la gee (Stoetzel, 1983) [[454]](#footnote-454). Les familles politiques repérées en 35 questions, concernant la politique (contre 45 questions sur le travail, 43 sur la famille, 44 sur le sujet, etc.), s’ordonnent selon l’axe droite-gauche habituel. Cet axe, sur lequel les orientations politiques se distribuent, selon un modèle aléatoire (p. 46), oppose aussi deux valeurs de la triade républicaine : liberté-égalité ; en même temps que deux options : ordre-individualisme.

« Invités à choisir entre la liberté et l’égalité, les Européens ont choisi la liberté en proportion de 49 %, 35 % ont choisi l’égalité, 9 % ont dit ni l’un ni l’autre et 7 % n’ont pas répondu (…) : plus un groupe se situe à droite, plus il choisit la liberté plutôt que l’égalité. La corrélation entre ces deux variables est exceptionnellement élevée (*n* = 0,994) » (p. 76). Il est vrai que Jean Stoetzel croit trouver une autre « corrélation positive de 0,31 entre les préférences pour la liberté et le solde affectif moyen dans (un) pays », qu’il attribue « aux différences de tempérament national »… (p. 81) malgré les difficultés d’interprétation des écarts entre pays (la Grande-Bretagne, où la liberté est trois fois, et la France, une fois et demie plus souvent citée que l’égalité, se distinguent de l’Irlande ou de la République fédérale allemande où l’égalité l’emporte de peu sur la liberté). Des phénomènes de culture viennent ainsi fausser les variations entre familles politiques ou entre catégories sociales (« la conclusion évidente est que sur une option fondamentale telle que la liberté, plus souvent elle est choisie dans un pays, moins les catégories socio-économiques associées à ce choix sont en désaccord entre elles », p. 81), cependant que la classe sociale (mesurée en termes de revenus, mais aussi d’interaction ou d’occupation), fortement corrélée aux positions sur l’échelle gauche-droite, est à la fois responsable de l’orientation politique et de la préférence pour la liberté. On ne saurait donc affirmer avec certitude que cette préférence est un fait de famille politique.

[298]

Mais surtout, à la lecture des résultats on ne saurait affirmer que les valeurs « européennes » sont différentes des valeurs non européennes. Un rapprochement de l’enquête européenne et d’enquêtes libanaises le montrera aisément. Lorsqu’on compare les classements établis respectivement en 1974 et en 1981 par les Libanais et les Européens entre l’autorité qu’ils reconnaissent et la confiance qu’ils accordent aux institutions, les rangs attribués à la police, la justice, le parlement et l’administration sont exactement les mêmes (1, 3, 6, 7, compte tenu de trois catégories de réponses propres à l’enquête libanaise ; Stoetzel, 1983, p. 84 ; Schemeil, 1979, p. 126). L’intérêt pour la politique s’ordonne en trois rubriques très comparables (des moins intéressés aux plus motivés : 31, 27 et 36 en Europe, contre 23, 33 et 42 au Liban) qui varient de la même manière selon l’âge (avec un pic autour de 30 ans et une décroissance régulière ensuite) et les familles politiques (courbe en forme de U). Enfin, la satisfaction générale (Europe) ou l’optimisme (Liban) soulevé par le système social s’ordonnent assez sensiblement de la même manière de gauche à droite : l’Europe, en indice, s’échelonne entre 656, 683, 719, 728 et 780 ; le Liban, en pourcentages, va à l’inverse de 63,3 % à 42,5 ; 40,8 ; 35,5, l’extrême droite manifestant ainsi la satisfaction éprouvée envers le système traditionnel menacé. Seule l’extrême gauche, avec 16,62 % d’optimistes, vient fausser cette comparaison (Stoetzel, 1983, p. 83 ; Schemeil, 1979, p. 200).

En termes plus qualitatifs, nous aurions pu, à une réserve près, signer pour le Liban une conclusion générale comme celle de Jean Stoetzel sur l’identité européenne : « La famille apparaît comme l’institution qui atteint la plus haute valeur. Là, l’individu, quel que soit son statut, est reconnu comme une personne, il s’y détend et s’y repose, il y passe ses moments de loisir, il y vit en sécurité, il y trouve le bonheur. C’est un fait qu’à la plupart des Européens, la famille apporte les satisfactions les plus hautes » (Stoetzel, 1983, p. 292). Notre réserve se limite au concept d’individu, peu pertinent dans un pays arabe (voir *supra).* Seul ce fait de culture est réellement spécifique aux valeurs occidentales. L’analyse des valeurs européennes aussi bien que l’histoire des idées allemandes montrent bien que le repérage des sous-cultures, contre-cultures, familles politiques, pose autant de problèmes qu’il en résout. Le débat universalité-spécificité, entamé par Tylor et Boas, poursuivi jusqu’à Almond et Verba en passant par Leach et Geertz est loin d’être clos.

Conclusion

[Retour au sommaire](#sommaire)

Au terme de ce bilan, sommes-nous parvenus à quelques conclusions solides ? Avons-nous répondu aux critiques habituelles du concept ? Il nous semble que quatre grands problèmes sont apparus clairement : peut-être sera-t-il plus facile d’y apporter des réponses dans des recherches ultérieures.

1. *La complexité d’un système culturel,* telle qu’en témoignent tous les schémas analytiques qui en décomposent les éléments et leurs relations, rend innombrables les combinaisons possibles puisque le nombre de variables en jeu est très important. [299] Non seulement les *systèmes* d’identités, d’attitudes, de conduites, et la situation qu’ils permettent de traiter sont différemment constitués et liés de manière non univoque, mais encore ils recouvrent des *catégories* culturelles multiples (représentations, valeurs, opinions, comportements, etc.), dont le rôle et la signification varient d’un *acteur* à l’autre et d’un *moment* à l’autre. Les regroupements opérés par l’observateur, dans ces conditions, ne peuvent avoir de valeur scientifique – sauf à préciser les usages que l’on attend du concept, usages que nous avons négligés (soutiens) ou évités (participation politique, socialisation).

*2. La relation fondamentale est celle qui unit culture et situation* en un couple aussi insécable que les deux parties d’un sablier. La culture permet aux acteurs de déterminer leur position dans des situations qui font problème. L’objet de la recherche ne peut pas être la découverte d’une hypothétique et volatile culture « politique » séparée de la culture globale, mais le dessin des rapports changeants et divers entre situation (politique) et culture. Penser ce couple de concepts, c’est déjà donner à la culture un sens politique : la structure n’est pensée que pour penser l’évènement, l’identité pour mieux cerner l’intérêt, le contexte pour comprendre la conduite.

*3. La multiplicité des systèmes culturels* dépasse les attentes produites par le titre de ce chapitre : « Les cultures politiques » sont aussi nombreuses que les acteurs ou les groupes d’acteurs concernés par une situation ou un problème. *La logique des niveaux,* si elle complique à souhait la réflexion épistémologique, est inscrite dans une réalité qui l’appelle et aucune volonté scientifique ne pourrait s’en abstraire. Selon l’acteur concerné, le niveau de son action (sur l’axe micro-macro social), un système culturel pourra être nommé de différentes manières, rivales ou complémentaires, chaque nuance de vocabulaire correspondant à une nuance d’analyse : sens commun, idéologie, sous-culture, contre-culture, etc., peuvent et doivent prendre une valeur qui dépende de leur position dans la constellation sémantique dont le centre de gravité est la culture au sens anthropologique du terme.

*4. L’étude des systèmes culturels (politiques) se développe en trois dimensions :* une temporalité produite par l’histoire (mais est-ce de *l’histoire ?* ou une perspective génétique ?) ; un espace clos d’affrontement, prisonnier des *logiques* antagonistes ; une *structure* des catégories intellectuelles et linguistiques qui commande les choix culturels ou politiques. Les idées banales sur la classification des modes de connaissance (l’histoire, la sociologie, l’anthropologie structurale ; ou encore : la phénoménologie, l’interactionnisme, le structuralisme) n’en règlent pas moins notre rapport scientifique au monde. L’étude de la culture politique vient heureusement le rappeler lorsqu’on se penche périodiquement sur cet objet, plus fuyant que d’autres, de la réalité sociale. Sa complexité et sa totalité doivent-elles le rendre inutilisable empiriquement au moment même où elles le placent au centre de toute démarche cognitive ? Tel semble être le paradoxe incontournable de la culture. Un autre paradoxe lié à cet instrument devrait désormais être clair au lecteur : conçu pour théoriser les critères de la stabilité sociale (le « civisme »), la culture politique sert le plus souvent les études de systèmes qui ont changé de manière drastique (l’Allemagne et [300] les pays d’Europe orientale [[455]](#footnote-455), la Chine et Cuba, les pays décolonisés) ou évolutive (la Grande-Bretagne) (Kavanagh, 1980 ; Jessop, 1974). Les aires culturelles scandinave et méditerranéenne sont finalement restées peu attrayantes pour les comparatistes (Anton, 1980 ; Nielsen, 1976 ; Aarebrot, Urwin, 1979, respectivement consacrés à la Suède, au Danemark et à la Norvège ; Sani, 1980, sur l’Italie, et Opello, 1981, sur le Portugal, constituent de notables exceptions à cette règle) malgré l’intérêt que présentaient les démocraties « consociationnelles » comme terrain expérimental (Lijphart, 1980). La France, abandonnée pour l’Italie avant la mise en route de l’enquête sur la « culture civique » suite aux évènements de 1958, est restée à l’écart d’un mouvement qui fut toujours considéré comme un champ restreint des recherches sur les attitudes politiques [[456]](#footnote-456). Personne, à notre connaissance, ne fut tenté par une comparaison de la IVe et de la Ve République dans ce domaine, sinon des sociologues.

Comprendre le changement : cette ambition légitime est au cœur des études sur les cultures politiques. Si la culture *est acquise,* et si au même moment elle prescrit *ce qui doit être acquis,* comment le changement politique est-il possible ? Il ne s’agit pas ici d’instruire le procès de l’approche culturelle, critiquée pour son « conservatisme » ou son « statisme », mais de contribuer à penser les relations entre une culture à vocation stabilisatrice et des formules politiques instables. On suggérera, pour laisser ouverte la discussion, que le changement politique est facilité ou rendu possible par les inefficacités relatives des processus de socialisation et d’acculturation selon les groupes ; par la déperdition et le brouillage des mémoires collectives ou individuelles ; par la prédominance des logiques de situation sur les héritages culturels (marché, jeu, champ, système d’action concret, espace d’interactions).

Ainsi, le concept globalisant de « cultures politiques » tend-il, lorsqu’on l’utilise dans une procédure de recherche, à se dissoudre en une série d’approches moins ambitieuses, ou davantage « médianes » *(middle-range).* Là encore, sa complexité est une richesse et une contrainte. Ne se situant pas au niveau des grandes théories, sans être empiriquement utilisable dans la clarté, la culture souffre de ce qui fait son attrait : ne pas être prisonnière de cadres théoriques rigides. Problématique féconde, paradigme et non pas théorie ou modèle (Schemeil, 1978), elle ne se situe pourtant pas uniquement dans le champ de l’interprétation, plutôt que dans ceux de l’explication positiviste ou de la compréhension herméneutique. Sa vocation est d’anticiper, sinon de prédire des changements politiques. Pousser le raisonnement intellectuel jusqu’à la fiction, jusqu’au scénario des interactions entre systèmes d’identité culturelle et conflits d’intérêts politiques, tel pourrait être son apport à la science politique. Même ses « échecs » en la matière restent instructifs : « revisités », l’Allemagne [301] (Conradt, 1980, comparé à Verba, 1965 *bis),* la Grande-Bretagne (Kavanagh, 1980 ; Sanders, Tanenbaum, 1983 ; Studler, 1974 ; Tunteng, 1976, comparés à Almond, Verba, 1965) ou les États-Unis (Abramovitz, 1980 ; Verba, Nie, Kim, 1978 comparés à Almond, Verba, 1965, et Devine, 1972) montrent bien en quoi péchaient les études empiriques de la culture politique dans les années soixante, contribuant ainsi à en connaître les transformations (perte de sens civique, de la courtoisie, de la réserve britannique au bénéfice d’un goût nouveau pour l’action directe ; du sens démocratique et de la réserve en rfa ; crise de l’unanimisme constitutionnel américain).

D’autre part, les conduites adoptées dans ces situations de crise obéissent peut-être à des critères culturels de choix. Cette piste devrait être empruntée jusqu’au bout avant qu’il soit nécessaire de s’interdire toute prédiction culturelle. Comme l’a écrit Lucian Pye, « le test des hypothèses de culture politique (…) implique que l’on arrive à des types d’approximation qui rendent possible la forme particulière de prédiction en quoi consiste l’épreuve ultime des énoncés de culture politique. Il s’agit de prédictions qui ne sont pas des prévisions ni même des jugements de probabilité d’évènements futurs, mais bien plutôt des énoncés sur ce qui serait cohérent avec les caractéristiques sous-jacentes postulées de la culture politique » (Pye, 1972, p. 294). Les solutions apportées aux problèmes en temps de crise sont sans doute différentes d’une société à une autre, d’un groupe social à un autre. Sans vouloir juger l’intérêt du concept de culture à l’aune du succès de ses prévisions, il convient de s’interroger sur les solutions collectives acceptables dans une culture donnée, sans prétendre que des solutions inacceptables mais imposées par la violence ne l’emporteront jamais. Les *anticipations,* c’est-à-dire les craintes et les espoirs d’une collectivité, qu’on les nomme « culture », « opinion publique », « idéologie » ou « imaginaire », nous apporteront toujours suffisamment d’enseignements sur la réalité pour que l’on parte à leur recherche.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour au sommaire](#sommaire)

Aarebrot (Frank H.), Urwin (Derek W.), 1979, The Politics of Cultural Dissent : Religion, Language and Demonstrative Effect in Norway, *Scandinavian Political Studies,* 2 (2), pp. 75-98.

Abou (Sélim), 1981, [*L’identité culturelle*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/abou_selim/identite_culturelle/identite_culturelle.html)*. Relations interethniques et problèmes d’acculturation,* Paris, Anthropos, 235 p.

Abramowitz (Alan I.), 1980, The United States : Political Culture under Stress, pp. 177-211, *in* G. Almond et S. Verba, eds., *The Civic Culture Revisited.*

Alford (Robert R.), 1969, *Bureaucracy and Participation : Political Cultures in Four Wisconsin Cities,* Chicago, Rand McNally, 224 p.

Allport (Gordon W.), 1935, Attitudes, *in* Carl Murchison, ed., *A Handbook of Social Psychology,* Worcester, Clark University Press, pp. 798-844.

Almond (Gabriel), 1956, Comparative Political Systems, *Journal of Politics* (18/3), août.

Almond (Gabriel), Verba (Sidney), 1963, 1965, *The Civic Culture, Political Attitudes in Five Countries,* Princeton, Princeton University Press, xi-562 p. ; éd. abrégée, *The Civic Culture, Political Attitudes and Democracy in Five Nations,* Boston, Little, Brown, xvi-379 p.

Almond (Gabriel), Verba (Sidney), éd., 1980, *The Civic Culture Revisited,* Boston, Little, Brown, 421 p.

Almond (Gabriel), 1980, The Intellectual History of the Civic Culture Concept, *in* G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture Revisited,* pp. 1-36.

[302]

Almond (Gabriel), 1983, Communism and Political Culture Theory, *Comparative Politics,* 15 (2), janvier, pp. 127-138.

Anton (T. J.), 1980, *Administered Politics, Elite Political Culture in Sweden,* M. Nijhoff.

Association internationale de Science politique, 1977, *Table ronde de l’AISP sur la culture et le développement politique : IPSA Round Table on Political Culture and Development,* aisp, 29 août-3 septembre 1971, Cracovie, Silver Spring, National Micrographies Association, 7 microfiches de 98 images.

Badie (Bertrand), 1983, *Culture et politique,* Paris, Economica, 140 p.

Baker (Kendall L.), Dalton (Russel J.), Hildebrandt (Kai), 1981, *Germany Transformed, Political Culture and the New Politics,* Cambridge, Harvard University Press.

Barry (Brian), 1970, *Sociologists, Economists and Democracy,* London, Collier-Macmillan.

Bauman (Sygmund), 1973, *Culture as praxis,* Londres, Routledge & Kegan Paul.

Beer (Samuel H.), Ulam (Adam B.), 1962, *Patterns of Government,* New York, Random House, 2e éd., xiii-780 p. ; 3e éd. 1974.

Bell (David V.), Tepperman (Lorne), 1979, *The Roots of Disunity, A look at Canadian Political Culture,* Toronto, McClelland & Steward, ix-262 p.

Benedict (Ruth), 1946, *The Chrysantemum and the Sword : Patterns of Japanese Culture,* Boston, Houghton Mifflin.

Benedict (Ruth), 1950, *Échantillons de civilisations,* Paris, Gallimard, 368 p., trad. franç, de *Patterns of Culture,* Boston, Houghton Mifflin, 1934.

Berg-Schlosser (Dick), 1980, Politische Kultur der Bundessrepublik, *Politische Vierteljahresschrift,* 21, pp. 36-42.

Berg-Schlosser (Dirk), 1981, Forum « Politische Kultur » der pvs, *Politische Vierteljahresschrift,* 22, pp. 110-117.

Berger (Peter), Luckmann (Thomas), 1967, *The Social Construction of Reality, A Treatise in the Sociology of Knowledge,* Harmondsworth, Allen Lane.

Bertsch (Gary K.), Zaninovich (M. George), 1974, A Factor-Analytic Method of Identifying Different Political Cultures : The Multinational Yugoslav Case, *Comparative Political Studies,* janvier, pp. 219-244.

Boas (Franz), 1940, *Race, Language and Culture,* New York, The Free Press, xx-647 p.

Boas (Franz), 1955, *Primitive Art,* New York, Dover, 372 p. (1re éd., 1927). Bon (Frédéric), Schemeil (Yves), 1980, La rationalisation de l’inconduite : comprendre le statut du politique chez Pierre Bourdieu, *Revue française de Science politique,* 30 (6), décembre, pp. 1198-1228.

Bonnet (Serge), 1972, *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine,* Paris, A. Colin, 506 p.

Boudon (Raymond), 1981, L’intellectuel et ses publics : les singularités françaises, pp. 465-480, *in* J. D. Reynaud, Y. Grafmeyer, *Français, qui êtes-vous ?*

Bourdieu (Pierre), 1965, *Un art moyen. Essai sur les usages sociaux de la photographie,* Paris, Éditions de Minuit, 359 p.

Bourdieu (Pierre), 1973, L’opinion publique n’existe pas, *Temps modernes,* 318, janvier, pp. 1292-1309.

Bourdieu (Pierre), 1979, *La distinction, critique sociale du jugement,* Paris, Éditions de Minuit, 670 p.

Bourdieu (Pierre), 1980, *Le sens pratique,* Paris, Éd. de Minuit, 475 p.

Brown (Archie), Gray (Jack), 1979, *Political Culture and Political Change in Communist States,* New York, Holmes & Meier, 2e éd.

Brown (Archie), 1979, Introduction, pp. 1-24, *in* A. Brown, J. Gray, *Political Culture and Political Change in Communist States.*

Brown (Archie), Wightman (Gordon), 1979, Czechoslovakia : Revival and Retreat, pp. 159-196, *in* A. Brown, J. Gray, *Political Culture and Political Change in Communist States.*

Buchanan (William), 1968, Identification, Political, *International Encyclopedia of the Social Sciences,* vol. 7, pp. 57-61.

Cayrol (Roland), Reif (Karlheinz), 1983, Conscience individuelle et discipline partisane : la culture politique des militants de l’Europe de l’Ouest, *International Political Science Review,* 4 (1), pp. 36-47.

[303]

Chatelus (Michel), Schemeil (Yves), 1984, Towards a New Political Economy of State Industrialization in the Arab Middle East, *International Journal of Middle East Studies,* février.

Clarke (M.), 1974, On the Concept of Sub-Culture, *British Journal of Sociology,* décembre, pp. 428-441.

Conradt (David P.), 1974, West Germany : A Remade Political Culture, *Comparative Political Studies,* 7(2), juillet, pp. 230-236.

Conradt (David P.), 1980, Changing German Political Culture, *in* G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture Revisited,* pp. 212-272.

Craig (Ann L.), Cornelius (Wayne A.), 1980, Political Culture in Mexico : Continuities and Revisionist Interpretations, *in* G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture Revisited*, pp. 325-393.

Derville (Jacques), Lecomte (Patrick), 1983, Le Parti communiste français au miroir de ses partisans : une image contrastée, *Revue française de Science politique,* 33 (4), août, pp. 651-679.

Deutsch (Émeric), Lindon (Denis), Weill (Pierre), 1966, *Les familles politiques aujourd’hui en France,* Paris, Éditions de Minuit, 126 p.

Devine (Donald J.), 1972, *The Political Culture of the United States,* Boston, Little, Brown, xxi-383 p.

Dion (Léon), 1981, Jalons théoriques pour l’étude empirique des cultures politiques, *Revue canadienne de Science politique,* 14 (4), décembre, pp. 701-724.

Dittmer (Lowell), 1977, Political Culture and Political Symbolism : Toward a Theoretical Synthesis, *World Politics,* 24 (4), juillet, pp. 552-583.

Dulong (Renaud), 1975, *La question bretonne,* Paris, A. Colin, 207 p.

Dumont (Louis), 1983, *Essais sur l’individualisme,* Paris, Seuil, 267 p.

Düring (Herbert), Smith (Gordon), 1982, *Party Government and Political Culture in Western Germany,* Londres, Mac Millan.

Dyker (David A.), 1979, Yugoslavia : Unity out of Diversity ?, *in* A. Brown et J. Gray, *Political Culture and Political Change in Communist States, pp.* 66-100.

Elkins (David J.), Simeon (Richard E. B.), 1974, *Canadian Journal of Political Science,* 7 (3), septembre, pp. 397-437.

Elkins (David J.), Simeon (Richard E. B.), 1979, A Cause in Search of its Effect, What does Political Culture Explain ?, *Comparative Politics,* 11, pp. 127-145.

Fagen (Richard), 1969, *The Transformation of Political Culture in Cuba,* Stanford, Stanford University Press, xii-271 p.

Fine (Gary), Kleinman (Sherryl), 1979, Rethinking Subculture : An Interactionist Analysis, *American Journal of Sociology,* 85 (1), juillet, pp. 1-20.

Geertz (Clifford), 1973, *The Interpretation of Cultures,* New York, Basic Books, 470 p.

Geertz (Clifford), 1983, *Local Knowledge. Further Essays in Interpretive Anthropology,* New York, Basic Books, 300 p.

Godelier (Maurice), 1982, *La production des grands hommes. Pouvoir et domination masculine chez les Baruya de Nouvelle-Guinée,* Paris, Fayard, 370 p.

Gray (Jack), 1979, China : Communism and Confucianism, *in* A. Brown et J. Gray, *Political Culture and Political Change in Communist States, pp.* 197-230.

Gray (Jack), 1979 *bis,* Conclusions, *in* A. Brown et J. Gray, *Political Culture and Political Change in Communist States, pp.* 253-272.

Greiffenhagen (Martin et Sylvie), 1979, *Ein schwieriges Vaterland, Zur politischen Kultur Deutschlands,* Munich, List Verlag.

Grieger (P.), 1955, Essai d’une analyse caractérologique des peuples : cas de l’ethnotype libanais, *Revue de Psychologie des Peuples,* 10 (3), pp. 269-287.

Habermas (Jürgen), 1976, *Connaissance et intérêt,* Paris, Gallimard, 383 p. (éd. Allemande, 1968).

Hatch (Elvin), 1973, *Theories of Man and Culture,* New York, Columbia University Press, 384 p.

Hell (Victor), 1981, *L’idée de culture,* Paris, puf, 126 p.

[304]

Héritier (Françoise), 1977, L’identité Samo, in *L’identité, séminaire dirigé par Claude Lévi-Strauss,* Paris, Grasset, 344 p., pp. 51-71.

Inkeles (Alex), Levinson (Daniel), 1969, National Character : The Study of Modal Personality and Sociocultural Systems, *in* Gardner Lindzey et Elliot Aronson, *The Handbook of Social Psychology,* vol. 4, Reading (Mass.), Addison, Wesley, pp. 428-507.

Jessop (B.), 1974, *Traditionalism, Conservatism and British Political Culture,* London, Allen & Unwin, 287 p.

Kaase (Max), 1983, Sinn oder Unsinn des Konzepts « Politische Kultur » für die vergleichende Politikforschung. Oder auch : der Versuch, einen Pudding an die Wand zu Nageln, *in* Max Kaase, Hans D. Wingemann, *Wahlen und Politisches System,* Opladen, Westdeutsches Verlag, pp. 144-172.

Kanth (Rajani), 1978, Political Culture Revisited, Notes on a Coercive Ideology, *Indian Journal of Political Science,* 39 (1), janvier-mars, pp. 89-98.

Kardiner (Abram), 1949, 1969, *The Individual and His Society : The Psychodynamics of Primitive Social Organization,* New York, Columbia University Press, xxx-503 p. Trad. franç. : *L’individu dans sa société. Essai d’anthropologie psychanalytique,* introduction de Claude Lefort, Paris, Gallimard, 536 p.

Kavanagh (Dennis), 1972, *Political Culture,* Londres, Mac Millan, 80 p.

Kavanagh (Dennis), 1980, Political Culture in Great Britain : The Decline of the Civic Culture, *in* G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture Revisited*, pp. 124-176.

Kim (Y. C.), 1964, The Concept of Political Culture in Comparative Politics, *Journal of Politics,* 26 (2), mai, pp. 313-336.

Knapp (Dorothy), Paul (David W.), Sher (Gerson), 1972, Digest of the Conference on Political Culture and Comparative Communist Studies, *Newsletter on Comparative Studies of Communism,* 5, mai, pp. 2-17.

Kolankiewicz (George), Taras (Ray), 1979, Poland : Socialism for Every man ?, *in* A. Brown et J. Gray, *Political Culture and Political Change in Communist States*, pp. 101-130.

Lambert (Francis), 1979, Cuba : Communist State or Personal Dictatorship ?, *in* A. Brown et J. Gray, *Political Culture and Political Change in Communist States,* p. 252.

Lane (Robert E.), 1962, *Political ideology,* New York, The Free Press.

Lavau (Georges), Grunberg (Gérard), Mayer (Nonna), 1983, *L’Univers politique des classes moyennes,* Paris, Presses de la fnsp, 389 p.

Leach (Edmund R.), 1954, 1972, *Les systèmes politiques des hautes terres de Birmanie. Analyse des structures sociales Kachin,* Paris, Maspero, 399 p. Trad. franç, du texte de 1954. (Les références dans le texte renvoient à l’édition anglaise.)

Leach (Edmund R.), 1976, *Culture and Communication : The Logic by Which Symbols are Connected, An Introduction to the Use of Structuralist Analysis in Social Anthropology,* Cambridge, Cambridge University Press, 105 p.

Leach (Edmund R.), 1980, *L’unité de l’homme et autres essais,* Paris, Gallimard, 389 p.

Leca (Jean), Schemeil (Yves), 1983, Clientélisme et patrimonialisme dans le monde arabe, *International Political Science Review,* 4 (4), pp. 455-494.

Le Goff (Jacques), 1974, Les mentalités, une histoire ambiguë, *in* Pierre Nora et Jacques Le Goff, *Faire de l’Histoire,* III : *Nouveaux objets,* Paris, Gallimard, 3 vol., pp. 76-94.

Lerner (Daniel), 1958, *The Passing of Traditional Society, Modernizing the Middle East,* Glencoe (Ill.), The Free Press, xiii-466.

Les cultures et le politique, 1978, *Projet,* 128, septembre-octobre, pp. 927-972.

Lesser (Alexander), 1968, Boas, Franz, *International Encyclopedia of the Social Sciences,* New York, Macmillan, vol. 2, pp. 99-110.

Levine (D. H.), 1974, Issues in the Study of Culture and Politics, A View from Latin America, *Publius,* 4 (2), pp. 77-104.

Lewis (Oscar), 1959, *Five Families. Mexican Case Studies in the Culture of Poverty,* New York, Basic Books, 351 p.

Lewis (Oscar), 1965, 1969, *La Vida, a Puerto Rican family in the culture of poverty, San Juan and New York,* New York, Random House, lv-669 p. Trad. franç. : *La Vida : Une famille portoricaine dans une culture de pauvreté,* Paris, Gallimard, 819 p.

[305]

Lewis (Oscar), 1966, The Culture of Poverty, *Scientific American,* 215 (4), pp. 19-25.

Lewis (Oscar), 1968, *A Study of Slum Culture, Backgrounds for La Vida,* New York, Random House, xiv-240 p.

Lijphart (Arend), 1980, The Structure of Inference, *in* G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture Revisited,* pp. 37-56.

Linton (Ralph), 1968, *Le fondement culturel de la personnalité,* Paris, Dunod, 139 p. (éd. Anglaise, 1952).

Malinowski (Bronislaw), 1931, Culture, *International Encyclopedia of the Social Sciences,* New York, Macmillan, vol. 4, pp. 621-646.

Malinowski (Bronislaw), 1963, [*Les Argonautes du Pacifique occidental*](http://classiques.uqac.ca/classiques/malinowski_bronislaw/les_argonautes/les_argonautes.html)*,* Paris, Gallimard, 606 p.

Malinowski (Bronislaw), 1968, [*Une théorie scientifique de la culture et autres essais*](http://classiques.uqac.ca/classiques/malinowski_bronislaw/theorie_culture/theorie_culture.html)*,* Paris, Maspero, 183 p.

Malinowski (Bronislaw), 1976, [*La sexualité et sa répression dans les sociétés primitives*](http://classiques.uqac.ca/classiques/malinowski_bronislaw/sexualite_repression/sexualite_repression.html)*,* Paris, Payot, 232 p.

Mannheim (Karl), 1940, 1956, *Ideology and Utopia,* Londres, Kegan Paul, xxii-318 p. (2e éd.). Trad. franç. : [*Idéologie et utopie*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.ide1)*,* Paris, Rivière, 240 p.

Mauss (Marcel), 1950, 1980, [Essai sur le don. Forme et raison de l’échange dans les sociétés archaïques](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mam.ess3), in *Sociologie et anthropologie,* Paris, puf, (1re éd., 1950), pp. 143-279.

Mead (Margaret), 1963, [*Mœurs et sexualité en Océanie*](http://classiques.uqac.ca/classiques/mead_margaret/moeurs_sexuelles/moeurs_sexuelles.html)*,* Paris, Plon, 526 p.

Mead (Margaret), 1963, Trois sociétés primitives de Nouvelle-Guinée, in *Mœurs et sexualité en Océanie* (1re éd. anglaise, 1935), pp. 1-289.

Mead (Margaret), 1963, Adolescence à Samoa, préface de Franz Boas, in *Mœurs et sexualité en Océanie* (1re éd. anglaise, 1928), pp. 293-526.

Mead (Margaret), 1977, *Du givre sur les ronces. Autobiographie,* Paris, Seuil, 295 p.

Merle (Marcel), 1983, Sur la « problématique » de l’étude des relations internationales en France, *Revue française de Science politique,* 33 (3), juin, pp. 403-427.

Miguelez (Roberto), 1977, [*La comparaison interculturelle. Logique et méthodologie d’un usage empiriste de la comparaison*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030174411)*,* Montréal, Presses de l’Université de Montréal, 294 p.

Mullins (Willard A.), 1972, On the Concept of Ideology in Political Science, *American Political Science Review,* 66 (2), juin, pp. 498-510.

Nelson (Dale C.), 1979, Ethnicity and Socio-economic Status as Sources of Participation, the Case for Ethnic Political Culture, *American Political Science Review,* 73, décembre, pp. 1024-1038.

Nielsen (H. J.), 1976, The Uncivic Culture : Attitudes towards the Political System in Denmark, and Vote for the Progress Party, 1973-1975, *Scandinavian Political Studies,* 11, pp. 147-155.

Opello (Walter C. Jr.), 1981, Local Government and Political Culture in a Portuguese Rural Country, *Comparative Politics,* 13 (3), avril, pp. 271-289.

Ornstein (Michael D.), Stevenson (H. Michael D.), Williams (A. Paul), 1980, Region, Class and Political Culture in Canada, *Canadian Journal of Political Science,* 13, juin, pp. 227-271.

Park (Robert Ezra), 1950, *Race and Culture,* Glencoe, The Free Press, xxii-403 p.

Pateman (Carol), 1971, Political Culture, Political Structure and Political Change, *British Journal of Political Science,* 1 (9), juillet, pp. 291-305.

Pateman (Carol), 1980, The Civic Culture : A Philosophic Critique, *in* G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture Revisited,* pp. 57-102.

Paul (David W.), 1973, A further Empirical Note on Communist Political Culture, *Newsletter Comparative Studies of Communism,* 6 (4), août, pp. 6-11.

Paul (David W.), 1973, *Nationalism, Pluralism, and Schweikism in Czechoslovakia’s Political Culture,* Princeton, Ph.D. Thesis.

Perrineau (Pascal), 1975, Sur la notion de culture en anthropologie, *Revue française de Science politique,* 25 (5), octobre.

Peuple et Culture, 1981, *Du citoyen à la citoyenneté. Quelle culture politique,* Actes du Ve Congrès Peuple et Culture, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

[306]

Pitts (Jesse R.), 1981, Les Français et l’autorité : la vision d’un Américain, *in* J. D. Reynaud et Y. Grafmeyer, *Français, qui êtes-vous ?,* pp. 285-300.

Pye (Lucian W.), 1962, *Politics, Personality and Nation Building. Burma’s Search for Identity,* New Haven, Yale University Press.

Pye (Lucian W.), Verba (Sidney), 1965, *Political Culture and Political Development,* Princeton. Princeton University Press, x-574 p.

Pye (Lucian W.), 1965, Introduction : Political Culture and Political Development, *in* L. W. Pye et S. Verba, *Political Culture and Political Development,* pp. 3-26.

Pye (Lucian W.), 1968, *The Spirit of Chinese Politics : A Psychocultural Study of the Authority Crisis in Political Development,* Cambridge, The mit Press.

Pye (Lucian W.), 1968 *bis,* Political Culture, *International Encyclopedia of the Social Sciences,* vol. 12, pp. 218-225.

Pye (Lucian W.), 1972, Culture and Political Science : Problems in the Evaluation of the Concept of Political Culture, *Social Science Quarterly,* 53 (2), septembre, pp. 285-296.

Radcliffe-Brown (A. R.), 1969, [*Structure et fonction dans les sociétés primitives*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.raa.str)*,* Paris, Éditions de Minuit (éd. Anglaise, 1952).

Rausch (Heinz), 1980, *Politische Kultur in der Bundesrepublik Deutschland,* Berlin, Colloquium Verlag.

Reichel (Peter), 1980, Politische Kultur : mehr als ein Schlagwort ? Anmerkungen zu einem Komplexen Gegenstand und fragwürdigen Begriff, *Politische Vierteljahresschrift,* 21 (4), décembre, pp. 382-399.

Reichel (Peter), 1981, Politische Kultur zwischen Polemik und Ideologiekritik, *Politische Vierteljahresschrift,* 22, pp. 415-422.

Reichel (Peter), 1981 *bis, Politische Kultur der Bundesrepublik,* Opladen, Leske.

Renan (Ernest), 1882, 1947, Qu’est-ce qu’une nation ?, *Œuvres complètes,* t. 1, Paris, Calmann-Lévy.

Reynaud (Jean-Daniel), Grafmeyer (Yves), 1981, *Français, qui êtes-vous ?,* Paris, La Documentation française.

Ridley (F. F.), 1978, State patronage of the Arts in Britain : The Political Culture of Cultural Politics, *Social Science Information,* 17 (3), pp. 449-486.

Rokeach (Milton), 1968, Attitudes, Nature, *International Encyclopedia of the Social Science,* New York, Mac Millan, vol. 1, pp. 449-458.

Rosanvallon (Pierre), Viveret (Patrick), 1977, *Pour une nouvelle culture politique,* Paris, Le Seuil, 196 p.

Rosenbaum (Walter A.), 1975, *Political Culture,* New York, Praeger, 181 p.

Sanders (David), Tanenbaum (Eric), 1983, Direct Action and Political Culture : The Changing Political Consciousness of the British Public, *European Journal of Political Research,* 11, pp. 45-61.

Sani (Giacomo), 1980, The Political Culture of Italy : Continuity and Change, *in* G. Almond et S. Verba. *The Civic Culture Revisited,* pp. 273-324.

Sansot (Pierre), 1982, 1983, Chronique de l’imaginaire, *Esprit,* 1982 (7-8), pp. 160-169 ; (9) pp. 184-189 ; 1983 (8/9), pp. 160-164.

Sapir (Edward), 1934, Symbolism, *International Encyclopedia of the Social Sciences,* pp. 492-495. Trad. franç. : « Le symbolisme », p. 49, in *Anthropologie,* Paris, Seuil, 1971.

Sartori (Giovanni), 1969, Politics, Ideology, and Belief-Systems, *American Political Science Review,* 43, juin, pp. 398-411.

Schemeil (Yves), 1978, Les élites politiques au Proche-Orient : quelques exemples d’analyse comparative, *Revue française de Science politique,* 28 (3), juin, pp. 537-573.

Schemeil (Yves), 1979, *Sociologie du système politique libanais,* Grenoble, grt, 577 p.

Schemeil (Yves), 1980, Une nouvelle stratégie de coalition ? L’exemple du cartel pétrolier, *Revue française de Science politique,* 30 (2), avril, pp. 356-387.

Schemeil (Yves), 1983, D’une sociologie naturaliste à une sociologie politique : Robert Park, *Revue française de Sociologie,* 24 (4), décembre, pp. 631-651.

Schissler (Jakob), 1978, Zu einigen Problemen der politischen Kultur der Bundesrepublik Deutschland, Zeitschrift *für Politik,* 25, pp. 154-167.

[307]

Schissler (Jakob), éd., 1981, *Politische Kultur und politisches System in Hessen,* Francfort, Insel Verlag.

Schöpflin (George), 1979, Hungary : An Uneasy Stability, *in* A. Brown et J. Gray, *Political Culture and Political Change in Communist States,* pp. 131-158.

Siegfried (André), 1913, *Tableau politique de la France de l’Ouest,* Paris, A. Colin.

Skilling (Gordon), 1977, Stalinism and Czechoslovak Political Culture, *in* Robert C. Tucker, éd., *Stalinism : Essays in Historical Interpretation.* New York, pp. 257-280.

Solomon (Richard H.), 1971, *Mao’s Revolution and the Chinese Political Culture,* Berkeley.

Stern (Fritz), 1975, *The Failure of Illiberalism : Essays on the Political Culture of Modern Germany,* Chicago, University of Chicago Press.

Stoetzel (Jean), 1983, *Les valeurs du temps présent : une enquête européenne,* Paris, puf, 309 p.

Studler (Donley T.), 1974, Political culture and Racial Policy in British Politics, *Patterns of Prejudice,* 8.

Tessler (Mark), Hawkins (Linda L.), 1980, The Political Culture of Jews in Tunisia and Morocco, *International Journal of Middle East Studies,* 11, pp. 59-86.

Tunteng (P. K.), 1976, Ideology, Racism, and Black Political Culture, *British Journal of Sociology,* 27 (2), juin, pp. 237-250.

Tylor (Edward B.), 1876, *La civilisation primitive,* Paris, Reinwald, 2 vol. (éd. Anglaise, 1873).

Valentine (Charles A.), 1968, *Culture and Poverty, Critique and Counter-proposals,* Chicago, The University of Chicago Press, xii-215 p. Verba (Sidney), 1965, Comparative Political Culture, *in* L. W. Pye et S. Verba, *Political Culture and Political Development,* pp. 512-560.

Verba (Sidney), 1965 *bis,* Germany : the Remaking of Political Culture, *in* Lucian W. Pye et Sidney Verba, *Political Culture and Political Development,* Princeton, Princeton University Press, pp. 103-170.

Verba (Sidney), Nie (Norman H.), Kim (Jae-on), 1978, *Participation and Political Equality,* Princeton, Princeton University Press.

Verba (Sidney), 1980, On Revisiting the Civic Culture : A Personal Postscript, *in* G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture Revisited,* pp. 394-410.

Vernon (Richard), 1975, The Secular Political Culture : Three Views, *Review of Politics,* 37 (4), octobre, pp. 490-512.

Von Grunebaum (Gustav), 1964, *Modern Islam, The Search for Cultural Identity,* New York, Vintage Books.

Wei (Y.), 1976, A Methodological Critique of Current Studies on Chinese Political Culture, *Journal of Politics,* 38 (1), février, pp. 114-140.

White (James W.), 1981, Civic Attitudes, Political Participation, and System Stability in Japan, *Comparative Political Studies,* 14 (3), octobre, pp. 371-400.

White (Stephen), 1979, The ussr : Patterns of Autocracy and Industrialism, *in* A. Brown et J. Gray, *Political Culture and Political Change in Communist Countries,* pp. 25-65.

White (Stephen), 1979 *bis, Political Culture and Soviet Politics,* London, Macmillan.

Wiatr (Jerzy J.), 1980, The Civic Culture from a Marxist Sociological Perspective, *in* G. Almond et S. Verba, *The Civic Culture Revisited,* pp. 103-123.

Wilson (J.), 1974, The Canadian Political Culture : Towards a Redefinition of the Nature of the Canadian Political System, *Canadian Journal of Political Science,* 7 (3), septembre, pp. 438-483.

Wylie (Laurence), 1968, *Village du Vaucluse,* Paris, Gallimard.

Wylie (Laurence), 1970, *Chameaux, Village d’Anjou,* Paris, Seuil, 496 p.

Wylie (Laurence), 1981, Joindre le geste à la parole, *in* J. D. Reynaud et Y. Grafmeyer, *Français, qui êtes-vous ?,* pp. 317-325.

[308]

[309]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

Chapitre V

“PARTICIPATION  
ET COMPORTEMENT  
POLITIQUE.”

Par Alain LANCELOT  
et Dominique MEMMI

[Retour au sommaire](#sommaire)

Deux dimensions fondamentales structurent le champ des comportements politiques : l’engagement et l’orientation. La première régit le rapport de l’acteur *à* la politique, la seconde régit la direction de son action *dans* la politique.

Bien qu’elles concernent les mêmes acteurs et qu’elles soient intimement liées, ces deux dimensions renvoient à des mécanismes différents et font généralement l’objet d’études séparées. Nous n’innoverons pas en la matière. Les deux parties du présent chapitre ont été conçues de manière à constituer deux ensembles articulés mais distincts. L’originalité de l’objet de chacune et l’inégal développement des travaux qui leur ont été consacrés commandaient deux approches différentes. La première partie, rédigée par D. Memmi, est davantage « problématique » car la notion même de participation pose problème. La seconde, rédigée par A. Lancelot, est plus « synthétique », car la masse des études consacrées aux orientations rendait absolument nécessaire une synthèse, présentée ici sous la forme d’un modèle explicatif général mais simple.

La bibliographie a été mise en commun et placée à la fin du chapitre.

[310]

Section 1

L’engagement politique

par Dominique Memmi

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les attitudes politiques peuvent être étudiées sous l’angle de l’orientation ou celui de l’intensité du comportement. Et c’est bien ainsi que s’est structurée la production politologique. En partie en raison de la clarté commode de cette distinction, en partie parce que peu de variables semblent déterminantes à la fois pour l’orientation *et* l’intensité du comportement, les chercheurs travaillent de préférence à la description et à l’explication de l’une des deux grandes dimensions du comportement politique (Rose, 1974). Ainsi l’intensité de l’engagement politique a suscité, autour de la notion de « participation politique », une production scientifique qui a son autonomie et sa cohérence. C’est d’elle dont nous nous occuperons particulièrement ici.

Notons dès à présent que cette étude sur l’engagement portera sur la participation dans les démocraties occidentales. Pas seulement en raison de la disponibilité des données : certaines recherches comparatives prennent en compte en effet des pays en voie de développement, ou certaines démocraties populaires. Le choix se fonde avant tout sur le fait que l’émergence de cette notion de participation est inséparable historiquement de l’idéologie fondatrice des régimes occidentaux. Or, ce contexte nous semble indispensable à la compréhension des comportements eux-mêmes comme de la production scientifique qui les prend en compte : il modèle en partie l’une et les autres. Au demeurant, l’« exportation » de cette notion de participation à des régimes ou des pays par trop neufs ou périphériques par rapport à cette idéologie ne nous paraît devoir être faite qu’avec d’infinies précautions.

Nous nous demanderons ici, en premier lieu, ce qu’il faut entendre par participation ou plutôt ce que le champ scientifique qui s’est constitué autour de cette notion entend définir comme tel. On examinera ensuite les principaux acquis du champ scientifique ainsi constitué. On verra en troisième lieu qu’en raison même de la façon dont elle définit son objet, la production scientifique sur la « participation » n’a pris en compte que très récemment, et dans certains cas délaissé, des caractéristiques importantes ou nouvelles de l’engagement politique. On proposera [311] enfin de la participation une interprétation qui s’efforcera de restituer l’importance cruciale du rôle, inhibant ou encourageant, que jouent, dans l’action politique, les mots.

1. La participation, une représentation normative

[Retour au sommaire](#sommaire)

Que doit-on entendre par participation ? Il est deux manières d’aborder ce problème. On pourrait proposer une définition à priori de la participation, qui s’ajouterait aux autres. On préférera ici circonscrire notre objet en examinant comment il est défini à l’intérieur du champ scientifique concerné. On considérera donc, dans un premier temps, essentiellement les ouvrages prenant explicitement pour objet la « participation politique ».

A. ACCEPTIONS LARGES  
ET FRONTIÈRES IMPLICITES

Il apparaît alors qu’il est peu de notions aussi faussement claires que celle-là : c’est ce que révèle la confrontation entre les définitions proposées de la participation et les analyses empiriques auxquelles elle a donné lieu. Le contenu de cette notion apparaît ainsi comme extrêmement large, voire imprécis, tout en connaissant à certains égards des frontières fort rigides, encore que souvent implicites.

1. Définitions

Les différentes définitions de la participation politique proposées par les politologues renvoient à une *représentation* plutôt qu’à un *objet* aux contours aisément délimitables.

Quelques critères cependant émergent des définitions qui suivent. On constatera que :

*a)* On nous parle de participation à propos des *individus ;*

*b* La participation renvoie à un processus *volontaire ;*

*c)* II s’agit d’une *activité ;*

*d)* Cette activité est *orientée :* elle vise à avoir une influence sur le gouvernement.

Ainsi (parmi ceux des auteurs proposant une définition):

– « Nous définissons simplement la participation politique comme une *activité* opérée par des *citoyens privés (private citizens)* et qui vise à influencer la formation des décisions *gouvernementales »* (Huntington, Nelson, 1976, p. 4).

– « La participation politique désignera les *activités volontaires* par lesquelles les *membres* d’une société prennent part à la sélection des dirigeants, et directement ou indirectement, à la formation de la *politique publique »* (McClosky, 1968, p. 252).

– « La participation politique renvoie à ces *activités* exercées par des *citoyens privés* qui *visent,* plus ou moins directement, à influencer la sélection du *personnel gouvernemental et/ou des actions* qu’il entreprend » (Verba, Nie, 1972, p. 2).

[312]

– « Activités *volontaires* de *citoyens en tant qu’individus (individual citizens)* qui *visent* à influencer, soit directement, soit indirectement les *choix politiques* à différents niveaux du système politique » (Barnes, Kaase, 1979, p. 42).

« Le comportement politique [c’est en renvoyant à ce concept que l’auteur entend définir la participation] est un comportement qui affecte ou *vise à affecter* les décisions du *gouvernement »* (Milbrath, 1965, p. 1).

D’après ces définitions, une notion, donc relativement claire apparemment : elle présuppose un individu volontaire, visant à travers son action à avoir une influence sur le gouvernement (représentation sur laquelle on reviendra).

2. La « participation »

C’est à la confrontation des analyses empiriques de la participation que l’ambiguïté de ces définitions apparaît. Ces dernières s’en voient en effet tantôt élargies, tantôt réduites. Et cette dilatation de fait de la définition initiale se produit à l’égard du terme de « participation » comme de celui de « politique ».

Le terme de « participation » d’abord. Il connaît dans les analyses empiriques une extension horizontale, pourrait-on dire, considérable. Alors que dans les définitions qui précèdent, participer c’est avoir une *activité* politique, dans les descriptions du phénomène la notion de participation recouvre en fait un champ qui va de l’action véritable à la simple attitude, ou à son résultat : le niveau d’information politique, ou l’intérêt pour la politique par exemple. On a, ainsi, pu utiliser cette dernière manifestation comme critère unique, en dehors du vote, de la « participation » (Berelson, Lazarsfeld, McPhee, 1954).

La notion de participation connaît également une extension verticale importante. Les définitions supposent l’activité de « citoyens privés » visant à « influencer la sélection du personnel et/ou des actions qu’il entreprend ». Ceci suppose en d’autres termes une intervention extérieure à la classe politique. La description de la participation inclut en fait, le plus souvent, tous les niveaux du système politique : de l’électeur à l’élu, de celui qui fait « de » la politique à celui qui « fait » la politique. Confusion contre laquelle s’insurge D. Gaxie par exemple en proposant de distinguer à la suite de Weber entre « activité politique », c’est-à-dire l’exercice du pouvoir au sein du groupement politique, et « activité politiquement orientée » qui vise à influencer l’activité du gouvernement (Gaxie, 1978).

Une dernière ambiguïté apparaît à la confrontation des définitions et des analyses de la participation. Les premières laissent à penser, en raison d’un certain flou dans l’expression que toutes les formes, légalistes ou non de la participation, seront prises en compte : « prennent part directement ou indirectement », « visent, plus ou moins directement à influencer », « visent à influencer plus ou moins directement »… Or il s’avère que jusqu’à très récemment (Marsh, 1977 ; Barnes, Kaase, 1979) la littérature sur la participation excluait de son champ toute activité illégale, voire simplement ressentie comme illégitime (manifestations par exemple).

Soit explicitement, comme chez Verba et Nie notamment qui, dans la définition [313] de leur objet d’étude, excluent « un large répertoire d’actions – émeutes, assassinats et toutes autres formes de violence civile – par lesquelles des citoyens privés pourraient tenter d’influencer le gouvernement » (Verba, Nie, 1975, p. 3). Soit implicitement : après avoir passé en revue toutes les formes possibles de « conduite politique », Milbrath exclut de sa pyramide de l’engagement politique tout comportement « qui vise à rompre le fonctionnement normal du processus démocratique »… ajoutant pourtant qu’ « aucune activité politique ne pourrait être considérée comme normale ou de routine […] » (Milbrath, 1965, p. 18). De même, Verba et Nie précisent que, pour être exclus de leur définition de la participation, les modes illégaux d’action politique n’en sont pas « moins significatifs ou moins dignes d’être objet d’étude que les activités légales » *(loc. cit.).*

L’ambivalence théorique des auteurs est donc forte, mais, dans les faits, l’analyse de la participation qui recouvrait dans les deux premiers cas celle du comportement des hommes politiques autant que celle de l’électeur, celle des attitudes autant que des actions politiques, se réduit ici sagement à sa définition stricte : participer c’est « prendre part » au jeu tel qu’il est institutionnalisé ; la participation, en science politique, obéit au dictionnaire : c’est la « collaboration », le « concours » allant jusqu’à la « connivence »et la « complicité ».

La science politique étudie donc comme participation l’activité légale exercée en direction du système politique par les catégories autorisées à le faire ici et maintenant. Plus que légaliste (puisque grèves et manifestations ne sont pas *a priori* interdites) l’étude de la participation est normative. Et la seule proposition de définition de la participation prenant en compte, explicitement, d’autres actions politiques que celles habituelles ou légales était précédée, de manière révélatrice, par une dénonciation de l’acception généralement normative de ce terme par la science politique :

– « J’utiliserai le concept de participation politique pour me référer à toute action volontaire, réussie ou non, organisée ou non, épisodique ou continue, employant des moyens légitimes ou illégitimes, visant à influencer le choix des politiques, l’administration des affaires publiques ou le choix des leaders politiques à tout niveau du gouvernement, local ou national » (Weiner, 1971, p. 164).

3. Le « politique »

L’hésitation quant au champ de l’étude de la participation ou des comportements, tient aussi au terme de *politique.* Faut-il entendre ce qualificatif en son sens spécial de « relatif à l’organisation et à l’exercice du pouvoir » (Robert, 1970, p. 1367) ? Alors ne seraient prises en compte que les activités en relation avec la lutte pour le pouvoir (militantisme, participation à des campagnes électorales, vote, actions diverses en faveur des partis) ou avec son exercice (décisions gouvernementales). Dans les faits, beaucoup d’autres activités sont prises en considération : adhésion à toute organisation visant à obtenir des décisions en faveur de la collectivité, ou d’un groupe (associations de défense, groupes de pression), voire à gérer une partie de la vie collective (associations de parents d’élèves, conseils de quartiers) ou encore à la penser simplement (clubs de réflexion, sociétés [314] de pensée) (Vedel, 1962 ; Lancelot, 1961 ; colloque France-Forum, 1963). Ici le terme de politique est plutôt pris en son sens général de « relatif à la cité, à la chose publique » (Robert, 1970, p. 1367). À la limite toute activité ayant un lieu de contiguïté avec la sphère du « public », comme le simple fait de contacter un fonctionnaire ou un homme politique, afin même d’obtenir une satisfaction individuelle, fait ainsi partie de l’analyse de la participation politique (Lane, 1959 ; Milbrath, 1965 ; Woodward, Roper, 1950 ; Verba, Nie, 1975 ; Barnes, Kaase, 1979). La participation finit ainsi par renvoyer à « l’intervention des citoyens dans le domaine spécialisé des affaires publiques » (Lancelot, 1974a, p. 6).

Et pourtant certaines activités collectives, fortement organisées, et procédant d’une évidente analyse politique du social, sont curieusement exclues des analyses de la participation. On veut parler de l’appartenance à des organisations, syndicales ou autres, sur les lieux de travail. Sans doute qualifiée de « participation », cette activité n’apparaît point comme « politique ». Ainsi elle est significativement traitée comme variable indépendante, explicative, de la participation « politique » – et non comme un de ses éléments constitutifs – dans un des premiers travaux comparatistes en la matière (Almond, Verba, 1963), comme dans un des derniers (Barnes, Kaase, 1979) : elle n’est envisagée que comme catalyseur de l’activité « politique ». Elle est également exclue du répertoire des activités politiques dans la synthèse de L. Milbrath (Milbrath, 1965, pp. 18-29) et n’est très difficile de discerner si elle y est incluse chez les autres, n’étant presque jamais citée expressément – contrairement par exemple à l’appartenance à des « clubs » politiques (Woodward, Roper, 1950, p. 274 ; Campbell *et al.,* 1954, p. 30 ; Lane, 1959, pp. 74-75 ; Verba, Nie, 1975).

La participation sur les lieux de travail apparaît donc en quelque sorte en dehors de la sphère du public et du politique, alors même qu’elle est de fait fortement « orientée », investie par les forces politiques, qu’elle est un lieu privilégié d’expression des conflits sociaux et politiques, et une incitation importante aux autres activités politiques, militante notamment.

4. Procédés définitoires

En définitive, l’objet « participation », qui se veut assez large au niveau explicite des définitions, se voit implicitement soit *réduit,* soit *étendu* au sein des analyses empiriques qu’il suscite. Étendu par la diversité des pratiques et des acteurs pris en compte effectivement, de l’action à l’attitude et du simple citoyen au leader. Réduit par une acception légaliste de la « participation » (« prendre part ») et socialement limitée du « politique » (le système politique).

Si bien que, il faut bien le reconnaître, on ne sait pas au juste quelles sont les limites de ce dont on parle à propos de participation, de l’avis des auteurs eux-mêmes : « un ensemble complexe d’actes qu’il est difficile de repérer et encore plus de mesurer » (Lancelot, 1974 *a*, p. 8), « un de ces termes [la participation] qui peuvent avoir tant de significations qu’il finit par perdre son utilité » (Verba, Nie, 1975).

D’où certaines démarches d’investigation du sujet déroutantes pour l’esprit [315] scientifique. La *summarizing method* pratiquée par Milbrath qui fait de la participation politique la somme de comportements politiques inventoriés intuitivement, ce qui le conduit, on l’a vu, à en exclure les pratiques illégales (Milbrath, 1965, pp. 5-39) ou « l’approche instrumentale » de Barnes-Kaase qui construisent un « répertoire politique défini comme la somme de toutes les capacités politiques que l’individu a acquises […] » afin d’éviter toute « limitation *a priori* de [la] perspective théorique » (Barnes, Kaase, 1979, p. 39) : ceci conduit à proposer là encore une liste d’activités politiques dont la justification n’est pas explicite. Dans les deux cas une telle méthode intuitive permet de faire l’économie d’une définition de la participation.

Par ses définitions soit inexistantes soit démenties dans les faits, la participation serait ainsi l’illustration type d’un des problèmes majeurs de la science politique : ses difficultés à définir son objet.

B. UN IMPÉRATIF CATÉGORIQUE

C’est que cet objet est toujours-déjà défini. Il apparaît en définitive comme clair, évident. Pourquoi ? Parce que la « participation » est avant tout une représentation : une des représentations de la vie politique les mieux partagées.

1. Une représentation située

Rappelons-nous l’image commune qui se profile derrière les définitions de la participation : celle d’individus volontairement tendus à exercer, par la somme de leur action singulière, une influence sur ceux qui gouvernent. Tous les systèmes politiques contemporains tirent leur légitimité de cette représentation, quelle que soit sa conformité au réel. Nul aujourd’hui ne songerait à justifier l’usage du pouvoir… par la jouissance qu’il procure, l’intérêt du plus petit nombre ou le droit divin. Partout les citoyens sont appelés régulièrement à ratifier des choix politiques, quel que soit leur contrôle effectif de la classe politique : et les coups d’État eux-mêmes se font par défaut, avec la promesse d’élections toujours différées.

Peu importe alors que la participation « réelle » varie énormément dans le temps et dans l’espace : les régimes se distinguent depuis quarante ans plutôt par les degrés de mise en application de cette norme admise que par la production d’idéologies alternatives.

Or la généralisation de l’idée selon laquelle les citoyens ont en tant que tels un droit de regard sur la conduite des affaires publiques est chose relativement neuve. Elle est l’héritage de l’aspiration bourgeoise, au xviiie siècle, à contrôler la gestion de l’État : la « haute politique » ne devrait plus être entièrement abandonnée à un souverain, aussi éclairé fût-il ou laissée à un petit nombre d’initiés spécialisés par naissance dans cette fonction. D’où l’attribution légitimante à l’« individu » – c’est-à-dire, au même titre que d’autres, aux membres privilégiés du tiers état – d’une compétence politique. L’étude d’Habermas sur *L’espace public* constitue une excellente description indirecte de cette formation [316] de la participation comme représentation. Dans cet ouvrage, l’auteur retrace en effet l’émergence et le développement d’un principe de « publicité » comme principe légitime de contrôle de l’autorité politique offert à l’individu – dans les faits à l’individu bourgeois et cultivé. Le sociologue allemand dessine ainsi la lente formation d’un « espace » politique, investi d’institutions telles que les élections, les structures de l’État constitutionnel, la presse, qui constitue une médiation entre l’État et les individus, un frein apporté à la domination de l’un sur les autres. Mais cette médiation suppose à son tour que soit progressivement accréditée la notion d’« opinion publique », c’est-à-dire notamment la représentation d’une aptitude et d’une légitimité, individuelle et collective, au jugement, à la critique rationnelle à l’égard de l’autorité politique (Habermas, 1978). On assiste là, en d’autres termes, à la naissance de l’idée de compétence politique collective.

Ainsi, « le xviiie siècle apparaît comme un hiatus majeur dans l’histoire européenne. Avant cette époque la masse du peuple était entièrement exclue de l’exercice des droits publics », écrit Bendix (cité *in* Verba, Nie, 1975, p. 31). Habermas montre avant tout qu’elle est exclue de cette *représentation* même.

La participation est donc une production culturelle historiquement datée, géographiquement et politiquement située, ce qui n’est pas sans effet pour la compréhension des comportements et de la production politologique. De plus la participation n’est pas une représentation neutre : c’est une norme. Les effets n’en sont pas négligeables, là encore, pour les comportements eux-mêmes, comme pour la science politique.

2. Une norme

Que la participation soit une représentation normative apparaît d’abord au comportement de ceux qui sont censés la partager.

*a)* De nombreux indices en font foi. L’écart d’abord entre le chiffre des abstentions avouées dans les sondages et celui, toujours supérieur, de l’abstentionnisme réel. La divergence aussi entre explications données à l’abstentionnisme électoral selon qu’il s’agit de celui de la personne interrogée, ou de celui des autres citoyens. La confrontation de deux enquêtes montre en effet que dans le premier cas, les motifs invoqués sont dans l’ordre : la « force majeure », des « raisons diverses », enfin le « manque d’intérêt » pour la politique. Mais lorsqu’il s’agit d’interpréter l’abstention d’autrui, l’ordre des motifs invoqués s’inverse moins pudiquement, le manque d’intérêt prenant la première place, et la force majeure la troisième (Lancelot, 1968 *b*). Autre indice, enfin, l’écart considérable entre le pourcentage de ceux qui approuvent telle activité politique ou se sentent aptes et prêts à s’y livrer et ceux qui le font effectivement. Un exemple saisissant en est donné par la comparaison du nombre de ceux qui, confrontés à tel acte politique, « approuvent » qu’on le fasse, de ceux qui « le feraient » et de ceux qui « l’ont fait » (ici en Italie) (voir tableau 1 ci-contre).

De même aux États-Unis, 67 % des citoyens disent se sentir compétents pour agir politiquement, mais 33 % seulement ont réellement tenté d’exercer [317] une influence au moins sur l’élite politique locale. Et les chiffres sont respectivement de 57 et 18 % pour la Grande-Bretagne (Almond, Verba, 1963, pp. 186-188). Ces comportements traduisent un évident conflit entre l’être et le devoir être politiques.

Tableau 1. –

Attitudes différentielles à l’égard des formes  
de participation (1975) (Sani, 1980, p. 312)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | *% de ceux qui approuvent* | *% de ceux qui* « *le feraient »* | *% de ceux qui* « *l’ont fait »* |
| Manifestation pacifique | 75,4 | 35,9 | 16,9 |
| Signature de pétitions | 49,4 | 27,3 | 9,8 |
| Occupation de locaux, *sit-in* | 33,3 | 15,8 | 4,2 |
| Refus de payer des traites | 23,1 | 12,7 | 1,4 |
| Blocage de la circulation | 13,9 | 6,0 | 2,2 |
| Grèves sauvages | 6,5 | 3,1 | 1,1 |
| Inscription de slogans sur les murs | 6,1 | 1,9 | 1,9 |
| Atteinte à la propriété | 1,1 | 0,4 | 0,5 |
| Violence sur la personne | 1,5 | 0,4 | 0,3 |

Ce conflit se révèle à d’autres indices, moins inventoriés. On a peu analysé jusqu’ici la tension, l’ambivalence que nous paraît provoquer l’évocation du politique : au sein de différents milieux certes, mais également au sein des mêmes groupes. « Politique mène à politiquer et à politicien », notait déjà Maurras en relevant que le terme sous-entend « l’intérêt général et supérieur de la ville, de la cité, de la patrie, or l’usage constant est de le traîner dans la boue » (cité *in* Merle, 1962, p. 53). Peu d’analyses sur ce point : on a relevé cependant en termes généraux les connotations contradictoires attachées à ce vocabulaire : « On emploie le mot de politisation pour se plaindre, de même qu’on ne parle en général de dépolitisation que pour s’en inquiéter » (Calvez, 1962, p. 41), ainsi que les origines sociales diverses, mêlées, de ces résistances au politique que traduisent par exemple les apolitismes théoriques (Merle, 1962, pp. 43-61). La représentation, attachée chez les mêmes individus, à l’idée de « faire de la politique » de quelque chose à la fois noble et dérisoire, nécessaire et inutile, bénéfique et suspect mériterait investigation (cf. cependant le chapitre « La politique dans le langage commun » dans le présent ouvrage). On peut noter à cet égard l’ambivalence qui paraît caractériser, par exemple, le comportement militant. Ainsi on a pu souligner la succession chez les mêmes individus de phase de dédication totale à la militance et de retrait total, accompagné éventuellement de dénigrement de l’engagement antérieur (Hirschman, 1983, p. 201).

*b)* La tension qui se traduit ainsi dans le comportement politique et le langage procède en fait de la duplicité même des représentations qui accompagnent, chez les acteurs eux-mêmes, l’idée de participation. La description, depuis les [318] années 1950, « de l’ensemble des croyances, attitudes, normes, perceptions et autres qui encouragent la participation » le montre bien (Almond, Verba, 1963, p. 178). À travers la diversité des termes employés on retrouve, au fond, au sein des analyses empiriques, deux notions constantes.

Ainsi pour Lane, la participation s’avère liée à l’« image du gouvernement démocratique » d’une part, *et* à l’« image du moi » d’autre part (Lane, 1959, p. 149). Almond et Verba parlent d’« attitudes à l’égard du système » *et* d’« attitudes envers le rôle de soi-même dans le système » (Almond, Verba, 1963, p. 13). Or, cette appréciation sur le rapport de l’acteur au système politique est double : elle porte à la fois sur la légitimité et sur la crédibilité de son action. La participation résulterait, outre de stimuli extérieurs, de « prédispositions » : les « attitudes » qui sont des « *appréciations* positives ou négatives » devant un objet ou une action, et les « croyances de base » qui traduisent un sentiment de *crédibilité* face à celle-ci (Milbrath, 1965, pp. 28-38). Plus précisément, l’engagement politique découlerait d’un sentiment « *d’obligation* à participer » en même temps que « *d’efficacité* politique » (Almond, Verba, 1963 ; Inkeles, 1969 ; Verba, Nie, 1972). Ou encore : d’un « sens du *devoir* civique » et d’un « sens de *l’efficacité* politique » (Campbell *et al.,* 1954, pp. 187-194).

Sentiment d’efficacité et d’obligation, crédibilité et valorisation : ceci traduit la double nature de la représentation démocratique de la participation : à la fois jugement sur la réalité de la chose, et sur sa valeur. La représentation sous-jacente à la notion de participation est double : elle renvoie à un « pouvoir » et un « devoir ». Tout individu possède *de fait* une compétence politique, et *doit* l’exercer.

La croyance en l’efficacité accompagne « normalement » – quand la participation existe – le sentiment de devoir la mettre en œuvre. Plusieurs auteurs ont montré en effet que, dans la détermination de l’engagement politique de l’individu, « la croyance en sa propre compétence est une attitude politique clef » et que « le citoyen confiant en lui-même se révèle être le citoyen démocratique » (= participant ; Almond, Verba, 1963, p. 257). Certes, dans une certaine mesure – dans la mesure où la participation se vérifie – devoir et pouvoir sont liés : il existerait une relation entre l’intériorisation d’un sentiment de compétence politique, et le fait d’être « attaché aux valeurs démocratiques » : la conviction, par exemple, selon laquelle les élections sont « *nécessaires »*, ou celle selon laquelle les citoyens ordinaires « *devraient* jouer un rôle actif dans la communauté » *(op. cit.).*

Mais l’ambivalence qui accompagne l’évocation de l’activité politique s’explique par le fait que la réunion de ces deux éléments est difficilement, et en fin de compte rarement réussie. Alors que le sentiment d’obligation, la représentation normative de la participation se sont progressivement diffusés avec l’idéologie démocratique, ils ne s’accompagnent pas toujours, de la part de l’individu, de la croyance en son efficace politique. D’où les contradictions constatées entre comportements et opinions.

[319]

3. Une norme pour la science politique

Norme, la participation l’est aussi pour la science politique elle-même. « Nous devons, écrit J.-Y. Calvez – en s’interrogeant précisément sur le caractère normatif des termes de politisation et de dépolitisation – associer étroitement l’idée de participation à celle de contrôle populaire par des citoyens personnellement engagés et prêts à payer de leur personne dans le cadre d’institutions établies qu’il n’est pas question de renverser » (Calvez, 1962, p. 35). Cette définition, différente de celles proposées jusqu’ici de par son caractère *explicitement* normatif, dénonce bien le double à priori sur lequel repose l’idée de participation : devoir (« personnellement engagés », « prêts à payer ») et pouvoir (« contrôle populaire ») de l’individu quant à la surveillance de l’autorité politique…

La duplicité normative de la notion de participation en science politique se vérifie surtout à l’évolution de cette dernière. Car elle aussi paraît habitée de la tension entre réel et souhaitable. L’histoire scientifique de la participation peut en effet être interprétée comme celle d’une distanciation progressive à l’égard de la composante normative d’une telle notion.

Lorsqu’on prend en compte en effet, non plus seulement les ouvrages faisant explicitement de la « participation politique » leur objet, mais plus généralement ceux qui abordent le problème de l’action politique sous l’angle de son intensité, on retrouve le même dialogue entre devoir et pouvoir qui mène à une démystification progressive de la participation comme norme : à mesure qu’elle était identifiée à un pur produit culturel, qu’on en relevait l’inadéquation au réel, enfin qu’on en soulignait le caractère relatif et socialement déterminé.

On a choisi d’observer cette évolution à travers les productions tant française qu’anglo-saxonne : la première parce qu’elle concerne plus particulièrement notre pays, la seconde parce qu’elle est évidemment particulièrement fournie (l’intérêt pour ce problème de la « participation » étant fort inégal selon les pays : il était presque inexistant, par exemple, jusqu’à récemment, en Italie, où l’attention se porterait plutôt sur le fonctionnement interne du système politique).

*a)* Avant les années soixante, dans les pays anglo-saxons comme en France, on s’intéresse à la participation et aux comportements tels qu’ils *doivent* être, conformément à l’idéal démocratique. On suppose un comportement rationnel à l’électeur qui traduit, par ses choix, ses préférences. Les tentatives de confrontation de ce modèle à la réalité du fonctionnement démocratique sont alors rares. Elles sont en tout état de cause axées exclusivement sur le vote (cf. par exemple Tingsten, 1937, ou Gosnell, 1927 : *Getting out the Vote,* 1930 : *Why Europe votes).* Elles se limitent éventuellement à l’étude des institutions (cf. en France, Pelloux, 1955). Elles sont, surtout, volontaristes *(De l’abstention en matière électorale, principaux moyens d’y remédier,* Segot, 1906 ; ou *Non voting. Cause and methods of control,* Merriam, Gosnell, 1924). Quant à l’analyse des facteurs individuels et sociaux des comportements, elle n’est alors pas véritablement entamée.

[320]

*b)* Une rupture importante dans ce mode de pensée se manifeste par la mise en avant, au début des années 1960, du thème de la *dépolitisation.* Le numéro de la *Revue internationale des Sciences sociales* consacré en 1960 à la participation des citoyens à la vie politique est axé, écrit S. Rokkan en introduction, « sur l’une des grandes questions qui se posent actuellement en matière de tendance politique : il s’agit de […] l’apathie croissante des masses à l’égard des affaires publiques » (*Revue internationale des Sciences sociales,* 1960).

Traduction d’une retombée réelle de l’intérêt d’après-guerre pour la politique, ou d’une transformation internationale de la conscience scientifique sur le sujet, l’inquiétude en France quant à la « dépolitisation » (Vedel, 1962) qui deviendrait synonyme d’une « démocratie à refaire » (Colloque France-Forum, 1963) conduit à une première tentative de synthèse pour chiffrer la participation et en distinguer les formes (opposition entre « participation électorale » et « participation organisée », thème du « transfert » et des « mutations » de l’activité politique). Le souhait de repousser l’idée de dépolitisation conduit à reconnaître enfin le faible degré de participation dans ses différentes formes (cf. Lancelot, Meynaud, 1961), à faire l’inventaire des apolitismes (Vedel, 1962), et bientôt à prendre comme objet d’étude ce qui n’apparaissait autrefois que comme des « bavures » du fonctionnement démocratique : l’abstentionnisme électoral notamment (Lancelot, 1968 *b).* Mais ces travaux continuent à se placer dans une perspective de soutien de l’idéal démocratique : il s’agit de mieux connaître ses dysfonctionnements, pour, explicitement, y remédier.

*c)* Au milieu des années soixante-dix, une troisième « génération » de travaux français sur la participation se place dans une perspective toute différente. Résultant peut-être de cette seconde retombée de ferveur politique que marque l’après-68, elle reste tributaire surtout de la distanciation héritée de cette période pour la politique institutionnelle, et les constructions idéologiques en place. Ses représentants, marqués notamment par l’influence de P. Bourdieu, reflètent une idéologie plus radicale.

Cette nouvelle approche se concrétise à notre sens par une double offensive à l’égard de l’idéal démocratique sous-jacent aux travaux antérieurs. Offensive d’abord contre l’idée de participation comme norme : les « dysfonctionnements » du système sont la règle et non l’exception, la clef de compréhension du système démocratique. Offensive ensuite contre la notion corollaire d’« opinion » politique : elle ne serait qu’un artefact construit par la science politique. La référence négative à cet égard aux travaux pionniers, ceux de Siegfried notamment, est ici sans ambiguïté (Bon, 1979).

L’analyse des phénomènes d’engagement politique menée par ces auteurs vise surtout à mettre en valeur ce qui n’était *qu’un* des éléments d’une description plus générale opérée par leurs prédécesseurs : la faiblesse de la participation. On montre que celle-ci est réservée à des « professionnels » peu nombreux (Gaxie, 1973), que cette « politique professionnelle » est non pas le signe de la participation de certains, mais de l’exclusion du plus grand nombre comme par un nouveau « cens caché » (Julliard, 1977 ; Gaxie, 1978). On constate que les différentes [321] catégories décrites jusque-là comme manifestant peu d’intérêt pour la politique, ont un caractère commun : leur situation d’exclus économiques et sociaux. Le déni d’intérêt pour la politique ne serait qu’une consécration subjective de l’assignation des rôles et des statuts sociaux (Michelat, Simon, 1977, 1983), une reconnaissance implicite d’une situation d’exclusion sociale objective (Bourdieu, 1977). L’attention est donc attirée, non plus sur les causes de telle ou telle manifestation de non-participation, mais sur l’ensemble du système politique comme excluant.

D’où une interrogation sur le mode même d’appréhension politologique et journalistique de la participation : elle contribuerait à masquer l’étendue du dessaisissement politique des individus. La prise de connaissance de l’« opinion » par les sondages ou le vote procède d’un questionnement des individus sur des thèmes et, en des termes, des lieux, des moments, qu’ils n’ont pas choisis, questionnement pré-construisant ainsi une opinion publique qui sans cela « n’existerait pas » (Bourdieu, 1973). Produit du discours *sur* le politique, l’opinion publique est aussi produit du discours politique lui-même : elle y est en effet omniprésente, et la variété des rôles qu’on fait jouer à cet artefact sont autant de manières de fonder la compétence de ses différents porte-parole (Landowski, 1980).

Ces diverses conceptions conduisent assez naturellement leurs auteurs à minimiser la participation « positive » lorsqu’elle existe – « qu’est-ce qu’un vote ? », se demande F. Bon avec scepticisme (Bon, 1979) – au profit de signes négatifs comme les non-réponses aux questions politiques (Bourdieu, 1977 ; Collomb, 1977 ; Michelat, Simon, 1983). Et si l’on refuse ainsi au vote, notamment, sa fonction traditionnelle de traduction d’une « opinion », son sens devra être recherché ailleurs. Il sera interprété comme « rituel » par exemple (Bon, 1979) ou comme exorcisation d’« exigences phantasmatiques » (Braud, 1980).

Ces différents auteurs identifient, en définitive, au sein du social, ce qui les caractérise par opposition à leurs prédécesseurs : une distanciation assez forte à l’égard des formes de la démocratie représentative. Cette distanciation se vérifie au registre métaphorique employé : la plupart des citoyens seraient par rapport au politique dans une situation d’extériorité et d’exclusion du même ordre que celle qu’ils connaissent par rapport à d’autres activités de type culturel ou symbolique. Ainsi la participation politique peut être assimilée à un « spectacle » Schwartzenberg, 1975) : c’est une représentation théâtrale, antique, avec ses divisions fonctionnelles : *koilon,* orchestre, *logeion* (Landowski, 1980). Ou moderne : on nous parle alors de « mise en scène », de « représentation politique », de « scène » et de « héros » (Bourdieu, 1981, 1977 ; Braud, 1980), de cérémonie religieuse (Bon, 1979), voire de contemplation de l’art (Bourdieu, 1980).

La dichotomisation fonctionnelle de l’action politique s’accompagne d’une dissociation géographique : on se met à distinguer les différents lieux et temps du politique, et on insiste davantage ici sur les ruptures du tissu politique que sur sa linéarité. On retrouve ici, il est vrai, la représentation élaborée auparavant par Milbrath d’une scène politique opposant des « gladiateurs », seuls véritables protagonistes du combat politique à ceux qui, « dans les gradins applaudissent, communiquent avertissements et encouragements, et à certains moments votent [322] pour décider qui l’a emporté » (Milbrath, 1965, p. 20). Mais cette perspective se trouve ici systématisée, et accompagnée surtout d’une critique de la réalité du fonctionnement démocratique. Cette tendance se trouve confortée d’ailleurs par certains travaux historiques qui vont dans ce même sens d’explication du pouvoir comme représentation : P. Veyne dans *Le pain et le cirque* (1976), L. Marin dans *Pouvoir du récit et récit du pouvoir* (1979), J. M. Apostolides dans *Le roi-machine, spectacle et politique au temps de Louis XIV* (1981).

*d)* Enfin, un dernier type d’approche collective de la participation peut être identifié en France, à travers des ouvrages datant du début des années 1980 et ayant eu une double influence repérable.

Il s’agit en premier lieu des travaux des historiens sur la culture populaire : les soulèvements populaires, les « façons de dire et façons de faire » villageoises, le carnaval ou la sorcellerie sont autant de pratiques renvoyant à une représentation du monde et du *polis* assez différentes des représentations aujourd’hui dominantes.

Il s’agit en second lieu d’études sur les modes de résistance culturelle à la constitution des États en Afrique. Cette double inspiration scientifique ne peut en effet qu’inciter à une plus grande distanciation encore à l’égard des représentations politiques – la participation en est une – mises en œuvre par le discours politique « central », et le discours politologique classique. Cette nouvelle génération de politologues de l’action politique mettent donc l’accent sur les formes de résistance – que leurs aînés auraient eu au contraire tendance à déplorer – à la « participation politique ». Celle-ci n’est plus envisagée que comme un schème culturel imposé d’en haut et du centre, dans un mouvement d’intégration des comportements périphériques (Coulon, 1981, 1982 ; Berges, 1982). On assiste ainsi à la proposition du concept de « Modes populaires d’action politique » (Bayart, 1981) réunissant tous les modes d’expression ou d’action échappant précisément aux comportements politiques attendus, ceux dictés par l’État, par l’idéologie dominante ou encore par la « contre-bureaucratie politique » (partis, mouvements institutionnalisés).

De la première à cette ultime approche française de la participation politique, en définitive, le renversement de perspective est total : ce qui était l’objet essentiel de la première – l’engagement comme norme – est précisément ce que la dernière exclut *a priori* de son champ.

4. La science politique américaine

La science politique américaine connaît une évolution du même ordre (on renverra à cet égard les lecteurs au riche résumé bibliographique proposé par Inglehart, 1983, dont on s’est souvent inspiré ici). Elle fait au début des années soixante deux découvertes, sous l’influence d’ouvrages déterminants : *Political Man* (Lipset, 1960), *The American Voter* (Campbell *et al.,* 1960) et *The Civic Culture* (Almond, Verba, 1963).

[323]

*a)* La notion de comportement *rationnel* des individus en politique ne permettait pas, jusque-là, d’expliquer le fonctionnement divergent, inégalement « satisfaisant », dans certains pays, d’institutions pourtant similaires. Il fallait se rabattre sur des stéréotypes comme celui du « caractère national ». C’est alors qu’on découvre le rôle déterminant de la *culture politique* (cf. dans ce volume le chapitre IV par Yves Schemeil). Ainsi, pour Almond et Verba, si la démocratie a échoué en Allemagne et en Italie, c’est en raison de l’absence d’une culture politique de participation, dont les auteurs s’attachent longuement à décrire les composantes, et les raisons d’être.

Une première forme de prise de distance à l’égard de l’approche normative des comportements a donc consisté en l’identification de la participation à un simple phénomène culturel (cf. aussi Eckstein, 1961 ; Inkeles, 1969). Une telle perspective a favorisé par la suite de nombreuses analyses des attitudes à l’égard des institutions dans différents pays : sur le déclin de la confiance dans le gouvernement aux États-Unis (Miller, 1974 ; Abramson, 1983) et semble-t-il en Grande-Bretagne (Marsh, 1977), son renforcement en Allemagne (Baker *et al.,* 1981), sa faiblesse en Italie (Inglehart, Rabier, 1982).

*b)* La seconde prise de distance à l’égard de l’appréhension rationaliste des comportements procède de manière plus générale de ce qu’il est convenu d’appeler *la révolution* « *behaviouriste »*, c’est-à-dire l’étude détaillée des comportements réels à l’aide de techniques quantitatives. Il devenait possible de passer de la philosophie politique à des hypothèses testables empiriquement. Il en résulta trois constatations.

– La première, c’est que la participation s’est révélée l’exception, et non la règle.

– La seconde, c’est que le vote n’est qu’un des aspects, le plus répandu, de la participation.

– Enfin, celle-ci par son intensité comme sa direction dépend surtout de déterminations sociales et culturelles. Les comportements politiques et la participation sont davantage induits par le milieu que par la rationalité des individus.

Les comportements politiques seraient même essentiellement le produit d’une transmission inter-générationnelle passive (Campbell *et al.,* 1960). D’où l’intérêt apporté désormais à la socialisation politique, plutôt qu’aux conflits politiques et à leur résolution grâce à l’intervention électorale d’individus raisonnants. Cette approche est poussée à l’extrême dans Converse (1969) qui fait de l’identification partisane la résultante de la transmission intergénérationnelle conjuguée à la durée pendant laquelle l’individu a déjà voté…

Le refus de participation devient ainsi un phénomène triplement digne d’être objet scientifique : par son ampleur, par ses dimensions socio-culturelles, et par la diversité de ses formes dont la plupart des auteurs tentent de rendre compte (Lane, 1959 ; Keniston, 1960 ; Campbell *et al.,* 1960 ; Dahl, 1961 ; Milbrath, 1965 ; Butler, Stokes, 1969).

*c)* Une autre étape de distanciation à l’égard de la notion de participation apparaît à notre sens, au milieu des années soixante, quand, après avoir noté la [324] faiblesse de la participation réelle, on met en valeur ce qu’il y a de prescrit dans celle-ci. Ou bien on s’interroge sur la légitimité de cette norme : la participation est-elle une bonne chose ou non ? Doit-on vraiment chercher à la maximiser, ou bien une intensité moindre est-elle préférable ? (Lippmann, 1965 ; Dahl, 1966 ; Walker, 1966). Ou bien encore, on met en valeur les présupposés sur lesquels repose, dans la production politologique, une représentation si peu conforme au réel : on montre ainsi que les théoriciens de la participation ont tendance à tenir pour acquis que les citoyens sont des juges compétents de leurs propres intérêts (Thompson, 1970). D’où toute une production sur la réalité du modèle rationnel de comportement : les citoyens choisissent-ils réellement en « connaissance de cause » ? Quelles sont les limites de leur compétence effective ? (Key, 1966 ; Riker, Ordeshook, 1968 ; Shapiro, 1969 ; Pomper, 1972 ; Boyd, 1972 ; Kessel, 1972 ; Brody, Page, 1972).

C’est le moment aussi où les formes originales d’opposition à la guerre du Vietnam, les évènements du printemps et de l’été 1968, incitent à se détacher quelque peu de la définition réductrice et normative de la participation comme conformité à des pratiques légales ou vécues comme telles (Verba, Brody, 1970 ; Lipsky, 1970 ; Converse, Pierce, 1970).

*d)* Mais la reconnaissance du caractère relatif de « la » participation provient surtout de l’importance prise dans les années soixante-dix, du débat (déjà lancé par Almond et Verba) autour de ce phénomène : ce sont les citoyens dotés d’un statut économique et social élevé qui participent le plus. De nombreuses études vont en ce sens, que Milbrath, Goel (1977) passent en revue. Comment expliquer ce fait ? Qu’est-ce que ce monopole politique doit au statut économique en tant que tel, ou à ce qui l’accompagne : c’est-à-dire au patrimoine culturel ? (Nie, Powell, Prewitt, 1969 ; Inglehart, 1977 ; Dalton, 1982). Produit de la culture, et de la culture de certains milieux, la « participation » devenait deux fois déterminée et relative.

*e)* Enfin, signe le plus récent de la distanciation politologique américaine à l’égard de la notion de participation, celle-ci tend, comme en France, à subir *une dissociation de son contenu.* Mais alors que celle-ci s’articule en France sur une opposition entre groupes sociaux, séparés par une stricte division du travail politique (spectateurs-gladiateurs), elle se fait moins radicale dans la science politique américaine (cf. à cet égard la critique de Pateman, 1980) et se moule sur des distinctions fonctionnelles ou culturelles, et non sociales.

Ainsi on distinguera entre des activités politiques « faciles », comme le vote essentiellement, et d’autres « difficiles » comme la participation à des campagnes électorales, et on étudiera les effets de la contrainte institutionnelle, ou de l’existence des partis sur les unes ou sur les autres (Verba, Nie, Kim, 1978).

On oppose également un mode traditionnel de participation suscitée par l’élite politique (syndicats, partis) et un mode, plus récent, entrant en concurrence avec l’élite *(elite-directed mode* et *elite-challenging mode).* Ce premier mode d’association des individus au politique, qui était capable, à la fin du xixe siècle [325] et au début du xxe siècle, de mobiliser des masses importantes, se caractériserait par un faible niveau qualitatif de participation. La seconde forme de participation révélerait davantage les préférences des individus, viserait à traduire des choix sur des points précis plutôt qu’une adhésion idéologique, et réclamerait un haut niveau de compétence cognitive (Inglehart, Klingemann, 1976).

On en vient enfin à distinguer entre participation « conventionnelle » et « non conventionnelle » ; cette dernière traduirait plutôt qu’un statut socio-économique certaines compétences cognitives et elle exprimerait de préférence des aspirations qualitatives (Barnes, Kaase, 1979).

Cette désagrégation de « la » participation en modèles de « comportements participants » différents et datés, sinon socialement situés, n’est que la manifestation ultime de la distanciation progressive à laquelle nous avons assisté à l’égard d’une représentation de la participation à l’origine très unifiée et homogène.

5. Le réel et le souhaitable

Abandon du modèle rationnel de comportement (on notera cependant que certains tendent à y revenir aujourd’hui), contestation de la norme par le fait, relativisation de celle-ci par son contexte social et culturel, voire négation (on lui substitue comme objet précisément la résistance à la norme), distinction entre participations plus ou moins « faciles » et donc plus ou moins effectives : les analyses de l’engagement politique reproduisent bien ce même *dialogue entre réel et souhaitable, idéal et réalité* que les comportements traduisaient.

La résistance conflictuelle de cet idéal de participation – dans l’histoire, dans les comportements, dans les analyses empiriques, dans l’hésitation des définitions qu’elles proposent – traduit les enjeux considérables auxquels il renvoie : c’est-à-dire à un modèle de société, la démocratie. La « participation » en est inséparable, voire la définit. « La démocratie *est la participation* à droit égal, à titre égal à la délibération de la loi et du gouvernement de la nation », écrivait déjà Lamartine. « Il est bien clair, déclare aujourd’hui le politologue, *qu’il ne peut y avoir de démocratie* […] sans intérêt pour la vie politique et sans *participation d’une manière ou d’une autre* à la gestion des affaires communes » (Rémond, 1963, p. 16).

La participation se confond avec la démocratie dans la même valorisation implicite, la même absence définitoire. On a ainsi pu faire remarquer à propos du premier grand ouvrage comparatiste sur la participation (celui d’Almond et Verba, en 1963) qu’ « un des traits les plus frappants de ce livre est que quoique la culture civique [culture de la participation] soit décrite à la première phrase du premier chapitre comme « la culture politique de la démocratie », le sens de la démocratie elle-même n’est jamais discuté » (Pateman, 1980, p. 61).

Fondement théorique de la démocratie, la participation est non seulement légitime : elle est souhaitable. Impensé social, elle a pour elle l’évidence.

D’où l’inconsistance relative des efforts définitoires à son propos, le caractère imprécis et restreint à la fois du contenu à elle attribué.

[326]

2. De la réalité de la participation

[Retour au sommaire](#sommaire)

La mise en valeur du caractère normatif de la participation ne nous a pas permis d’expliquer comment certains passent malgré tout du comportement prescrit au comportement réel.

Si le contenu obligé, la composante *devoir* de la notion de participation, n’a guère été souligné dans les analyses de l’engagement politique, plusieurs auteurs ont, malgré des approches très différentes (Almond-Verba, Sniderman, Bourdieu), accordé en revanche une place essentielle comme facteur de la participation à l’intériorisation d’un sentiment d’efficacité politique, de pouvoir faire. Restait à s’interroger sur l’origine d’un tel sentiment de compétence.

C’est peut-être ce à quoi les analyses empiriques de la participation répondent aujourd’hui le mieux, quoique de manière désordonnée : l’approche résolument quantitative de la science politique depuis les années soixante l’a fait en effet se pencher essentiellement sur les problèmes de mesure de la participation et de ses facteurs.

On découvre alors que l’actualisation de l’idéal de participation, la jouissance effective de la compétence politique formellement attribuée à l’individu, est finalement rare, limitée à certaines pratiques, et socialement déterminée.

A. L’INTROUVABLE PARTICIPATION

Lorsqu’on étudie précisément les pratiques effectives en matière de participation, le plus étonnant apparaît sans doute la difficulté, une fois de plus, du passage du virtuel au réel en cette matière, et sa rareté relative. Les analyses empiriques de l’engagement politique le montrent caractérisé en effet par trois éléments : faiblesse, concentration et cumul.

1. La faiblesse de la participation

Nous avons tenté ici une synthèse des informations dont nous disposons sur différentes pratiques politiques des principales démocraties occidentales. Ces activités sont classées avant tout par intensité croissante de leur pratique, notre souci essentiel ayant été de n’exclure *a priori* aucune des activités sur lesquelles on pouvait disposer d’informations. On a cependant fait, par souci d’homogénéité, une place à part aux pratiques entrées plus récemment dans les analyses empiriques de l’engagement politique.

Quelles informations livre le tableau 2 (pp. 328-329) ? Avant tout celle de la médiocrité générale des pratiques réelles en matière de participation.

Les activités politiques qu’on pourrait qualifier de « publiques », c’est-à-dire celles orientées vers le système partisan, ne mobilisent environ que 10 % des individus, avec des extrêmes allant de 1 à 30 % : détention d’une fonction publique (≃ 1 %), participation à des campagnes électorales (2 à 4 %), versement de fond à des organisations (≃ 10 %), contact avec des hommes politiques à propos de [327] problèmes collectifs (≃ 10 %), activité effectuée en faveur d’un parti (≃ 10 à 25 %), participation à des meetings (10 à 30 %), appartenance à un parti (2 à 30 %), appartenance à un syndicat (15 à 25 %), appartenance à une organisation visant la résolution d’un problème collectif (15 à 20 %).

Les activités politiques qui ne supposent pas, en second lieu, un contact direct avec le système politique, ses parties ou ses représentants, et qui peuvent se pratiquer à l’intérieur de la sphère communément vécue comme privée, sont pratiquées par environ 30 à 50 % des individus, avec des extrêmes de l’ordre de 20 à 70 % (les chiffres fournis dans le tableau, renvoyant cette fois à des *abstentions* d’activité sont ici traduits en leur contraire) : pratique des discussions politiques (20 à 40 %), tentative de convaincre des gens de voter pour un parti (≃ 30 %), recherche de l’information politique écrite (≃ 50 %) ou audiovisuelle (≃ 50 %), intérêt manifesté pour la politique (30 à 50 %) et intérêt manifesté pour les élections (50 à 70 %). Notons que ces derniers chiffres sont quelque peu surévalués dans la mesure où ils résultent d’une opération négative, de l’exclusion de ceux qui ne s’intéressent « pas du tout » ou « très peu » à la politique ou aux élections. Ils ont tendance à dissimuler le fait que la quasi-totalité des autres (40 %), de ceux qui « s’intéressent » à la politique… ne s’y intéressent qu’« un peu ». Ceux qui se déclarent « très » intéressés par la politique ne sont guère en France, en Belgique, en Italie, aux Pays-Bas, ou en rfa respectivement que 10, 7, 7, 11 et 16 % en 1963.

En définitive, la seule activité politique publique qui mobilise clairement plus de la moitié de la population est le vote. Il faut ici faire la part, dans certains cas, de la contrainte légale (Belgique) ou de la quasi-contrainte (Italie) que constitue cette activité. Encore faut-il noter surtout qu’une abstention de l’ordre de 25 à 30 % des inscrits est chose fréquente. Elle est notamment à un minimum d’environ 40 % aux États-Unis, si bien que, dans ce modèle de démocratie libérale, paradoxe souvent relevé, « un tiers des individus [adultes] peuvent être considérés comme apathiques ou passifs dans la plupart des cas, ils sont inconscients, littéralement, des aspects politiques du monde autour d’eux » (Milbrath, 1965, p. 21).

Quant aux autres élections, du moins en France, en dehors de celles concernant les comités d’entreprises (qui connaissent une abstention inférieure à 30 %), elles sont en majorité ignorées par ceux qu’elles concernent.

Enfin, des activités non sollicitées directement par le système politique, seule la pratique des pétitions mobilise de 20 à 30 % des individus, avec des maxima (États-Unis, 58 %) et des minima (Italie, 10 %) intéressants. Seules les manifestations légales sont capables de recruter environ 10 % des individus. Toutes les autres pratiques concernent moins de 5 % d’entre eux.

2. Concentration au profit de quelques-uns

Une autre caractéristique de la participation est *sa concentration au profit de quelques-uns.* Elle se marque par deux phénomènes : certaines activités sont pratiquées par peu d’individus, et peu d’individus pratiquent plusieurs activités à la fois.

Les activités politiques pratiquées en public n’attirent guère, on l’a vu, que

[328]

Tableau 2. – Pratiques politiques (en %)

**I. En relation avec des organisations**

| *États-Unis* | *France* | *Grande-Bretagne* | | *RFA* | *Hollande* | *Autriche* | *Italie* | *Norvège* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| – *Détention d’une fonction politique* | | | | | | | | |
|  |  | | 0,3B |  |  |  |  |  |
| – *Participation à une campagne électorale* | | | | | | | | |
| 4RC | 2 à 4D | 3B | |  |  |  |  | 3RC |
| – *Versement de fonds en faveur d’une organisation politique* | | | | | | | | |
| 4 à 10RC 10AB à 10F |  | 14B | |  |  |  |  |  |
| – *Prise de contact avec un homme politique à propos d’affaires publiques* | | | | | | | | |
| 14L 13VN | 11L |  | | 11CO | 6VN | 5VN | 10L |  |
| – *Activité effectuée en faveur d’un parti* | | | | | | | | |
| 5F 25VN |  |  | | 10CO | 10VN | 10VN |  |  |
| – *Participation à des meetings* | | | | | | | | |
| 7CA à 14F 9AB à 19AB | 11C | | 8B | 8RC 25 à 35CO | 9VN | 22VN |  | 8RC |
| – *Appartenance à un parti politique* | | | | | | | | |
| 2 à 4F 2 à 3CA 8VN | 2 à 4D | 20RC 25B | | 15CO | 13VN | 28VN |  | 20RC |
| – *Appartenance à un syndicat* | | | | | | | | |
| 15BA | 17 à 20L | 26BA | | 17BA |  | 27BA |  |  |
| – *Appartenance à une organisation visant au traitement d’un problème collectif* | | | | | | | | |
| 32VN |  | 20L | | 18CO | 15VN | 9VN |  |  |
| – *Travail effectué en faveur d’une telle organisation* | | | | | | | | |
| 30VN |  |  | | 14CO1 | 16VN | 3VN |  |  |
| *– (Appartenance à une organisation quelconque)* | | | | | | | | |
| 64CA 57A |  | 47A | | 59CO |  |  |  |  |

**II. Autres (ici abstention de pratiques)**

| *États-Unis* | *France* | *Grande-Bretagne* | *RFA* | *Hollande* | *Autriche* | *Italie* | *Norvège* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| – *Pratique des discussions politiques* (ne pratiquer « jamais » ou « rarement » des discussions politiques) | | | | | | | |
| 70 à 80L | 57S | 64BI | 39A *21*CO1 |  |  |  |  |
| – *Tentative pour convaincre d’autres gens de voter pour un parti* | | | | | | | |
| 27 À 28CA 32AV |  |  |  |  |  |  |  |
| – *Recherche de l’information politique* | | | | | | | |
| \* Lire « rarement » ou « jamais » les informations politiques dans les journaux | | | | | | | |
| 51A | 44L | 57A | 47A |  |  |  | 84A |
| \* Suivre « rarement » ou « jamais » les informations politiques à la radio ou à la TV | | | | | | | |
| 42A |  | 64A | 48A |  |  |  | 80A |
| – *Intérêt manifesté pour la politique* | | | | | | | |
| *« Très peu » ou « pas du tout » ou « pas spécialement »* | | | | | | | |
|  | 56SS 50 à 60G |  | 43SS 41CO1 à 49CO2 | 46SS |  |  | 67SS |
| *« Très intéressés » par la politique* | | | | | | | |
|  | 10SS |  | 16SS | 11SS |  |  | 7SS |
| – *Intérêt manifesté pour les élections* | | | | | | | |
| Se déclarent « pas du tout » intéressés par les élections | | | | | | | |
| 30CA | 15 à 25G |  |  |  |  |  |  |

[329]

**III. Abstention électorale**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *États-Unis* | *France* | *Grande-Bretagne* | *RFA* | *Hollande* | *Autriche* | *Italie* | *Norvège* |
| – *Élections politiques* R | | | | | | | |
| 1944-1972 | 1945-1968 | 1945-1970 | 1949-1972 | 1946-1972 | 1945-1971 | 1946-1974 | 1945-1963 |
| 37 à 49 | 18 à 31 | 16 à 28 | 9 à 21 | 4 à 21 | 3 à 8 | 6 à 11 | 14 à 24 |
| (37,2 à 48,9) | (17,9 à 31,2) | (16,4 à 28,0) | (8,9 à 21,5) | (4,4 à 20,9) | (3,2 à 8,2) | (6,1 à 10,9) | (14,6 à 23,6) |
| – *Élections professionnelles* (en France) | | | | | | | |
| *Chambre de commerce* (1) | | *Chambre de métiers* (1) | | *Chambre d’agriculteurs* (1) | |  |  |
| 1967, 1974, 1976 77p, 59GM. 66gm  (77, 59,4. 66,2) | | 1968 70P | | 1970, 1976 53GM, 44GM (53,5) (43,9) | |  |  |
| *Comités d’entreprise :* | | 1er collège | | 2e collège | | *Conseils de Prud’hommes* | |
| 1966-1974 | | Ouvriers/Employés 26 à 29 (26,5 à 29,0) | | Cadres/Maîtrise 26 à 29  (26,2 à 28,6) | | 1966 49 à 88p | |
| *Élections universitaires* (2) | | | | | | | |
| 1970-1977 | |  |  |  |  |  |  |
| 69 à 72 | |  |  |  |  |  |  |
| (68,8 à 72,2) | |  |  |  |  |  |  |

(1) Collège des chefs d’exploitation,

(2) Étudiants.

**IV. Participation «  non conventionnelle  » ba co**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *États-Unis* | *Grande-Bretagne* | *RFA* | *Hollande* | *Autriche* | *Italie* |
| *Pétition* | 58 | 22 | 31 | 21 | 34 | 10 |
| *Manifestation légale* | 11 | 6 | 9 | 7 | 6 | 17 |
| *Boycott* | 15 | 5 | 4 | 5 | 2 |  |
| *Grève de loyer* | 2 | 21 | 3 | 1 | 1 |  |
| *Grève sauvage* | 2 | 5 | 1 | 2 | 1 | 1 |
| *Occupation de locaux* | 2 | 1 | 0 | 2 | 0 | 4 |
| *Blocage de la circulation* | 1 | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 |
| *Inscription sur les murs* | 1 | o | 1 | 2 | 1 | 2 |
| *Atteinte aux biens* | 1 | 1 | o | 1 | 0 | 0 |
| *Violence sur la personne* | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Sources

|  |  |
| --- | --- |
| D | Dupeux, in *Revue internationale* (1958). (*Revue internationale,* 1960, p. 50.) |
| F | Flanigan (1968). (Flanigan, 1976, p. 155.) |
| AG | Rokkan et Campbell (1956 : États-Unis ; 1957 : Norvège). (Rokkan et Campbell, 1960, p. 96.) |
| B | Butler et Stokes (1964). (Butler et Stokes, 1969, p. 21.) |
| S | Sondages (1960). (Revue *Sondages,* 1960, n° 4, pp. 36-39.) |
| SS | Sondages (1963). (Revue *Sondages,* 1963, n° 1, p. 40.) |
| A | Almond et Verba (1959). (Almond et Verba, 1963, p. 94 et s.) |
| BI | Birch (1953-1954). (Birch, 1959, p. 55.) |
| L | Lancelot (1953-1954 : Italie, 1962 : France). (Lancelot, 1974 *a*, p. 41.) |
| CA | Campbell (1952). (Campbell *et al.*, 1954, p. 30.) |
| LA | Lane (1946 à 1952). (Lane, 1959.) |
| G | Gaxie (1958 à 1969). (Gaxie, 1978, pp. 54-58.) |
| BA | Barnes et Kaase (1) (1974). (Barnes et Kaase, 1979, p. 128 et s.) |
| CO | Conradt (1) (1974 ou 1975CO1 ou 1977CO2). (Conradt, 1980, pp. 212-265.) |
| VN | Verba et Nie (1) (1970). (Verba et Nie, 1975, pp. 24-25.) |
| R | Rose (1) (1944 à 1974). (Rose, 1974.) |
| AB | Abramowitz (1) (1964 et 1972). (Abramowitz, 1980, pp. 177-212.) |
| GR | Grunberg et Mouriaux (1) (1970 à 1977). (Grunberg et Mouriaux, 1979, p. 106.) |

(1) Enquêtes postérieures à 1969.

[330]

10 % des individus, c’est aussi le pourcentage de ceux qui se déclarent « très » intéressés par la politique. On a là, au moins suggérée, l’existence d’un groupe homogène, mais fort réduit, d’agents sociaux politiquement actifs (Gaxie, 1978, p. 57). Quant aux professionnels de la politique *stricto sensu* – militants actifs et détenteurs de fonctions politiques – ils n’excèdent pas 2 à 4 % de la population.

Comment interpréter une distribution aussi restrictive de l’activité politique ? On a tenté de l’expliquer en présumant – intuitivement – l’existence d’une hiérarchie des coûts en énergie et en temps des types d’activités. Il y aurait à cet égard des pratiques plus ou moins économiques (Lane, 1959 ; Milbrath, 1965 ; Dahl, 1961 ; Verba, Nie, Kim, 1978 ; Barnes, Kaase, 1979), raison pour laquelle « plus la participation est active, moins les citoyens participent » (Dahl, 1961, p. 276). Ceci pose d’ailleurs quelques problèmes d’interprétation car les activités politiques semblent ne pas présenter les mêmes « coûts » d’une nation à l’autre. Adhérer à un parti politique s’avère par exemple avoir un sens différent aux États-Unis et en Norvège (Rokkan, Campbell, 1960).

Peu d’individus par ailleurs pratiquent plusieurs activités à la fois. La moitié des habitants interrogés à New-Haven en 1958 déclaraient voter *et* pratiquer une ou deux activités politiques supplémentaires, un sur six en pratiquait trois ou quatre en plus du vote, un sur seize en pratiquait cinq ou plus (Dahl, 1961, pp. 276-277). Une échelle de participation du même ordre, appliquée à cinq pays différents, donne des résultats équivalents. Prenant en compte sept activités politiques différentes, elle va de o (pas de participation) à 7 (utilisation de tout le répertoire d’activités) :

Tableau 3. –

Pratique d’activités multiples dans cinq démocraties occidentales

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *0* | *1* | *2* | *3* | *4* | *5* | *6* | *7* | *Inclassable* |
| Pays-Bas | 29 | 21 | 30 | 8 | 5 | 2 | 1 | 4 | (1) |
| Grande-Bretagne | 28 | 25 | 31 | 7 | 4 | 1 | 1 | 3 | (2) |
| États-Unis | 16 | 18 | 24 | 12 | 9 | 8 | 7 | 6 | (0) |
| Allemagne | 23 | 32 | 17 | 9 | 5 | 4 | 4 | 6 | (1) |
| Autriche | 34 | 23 | 22 | 7 | 4 | 3 | 2 | 5 | (0) |

On vérifie, d’une part, qu’un tiers des individus est totalement exclu de la participation politique ; d’autre part, et surtout, que le taux de participation baisse notablement au-delà de deux activités pratiquées : 20 % des individus seulement demeurent alors concernés (Barnes, Kaase, 1979, p. 85).

3. Une pyramide cumulative

La conjonction de l’évidente concentration de l’activité politique et de la hiérarchie présumée de ses coûts a conduit à la représentation de la participation comme une *pyramide cumulative :* celui qui est engagé dans une activité politique exigeante en énergie et en temps est *a fortiori* capable de se livrer aux activités moins « difficiles » de la hiérarchie, le contraire n’étant pas vrai (Lane, 1959, pp. 93-94 ; Campbell *et al.,* 1960, p. 51 ; Dahl, 1961, pp. 276-277 ; Milbrath, 1965, pp. 16-21 ;

[331] Butler, Stokes, 1969, pp. 24-25). C’est la hiérarchie naturelle, objective entre actions politiques qui favoriserait le cumul.

Résumons graphiquement les différentes représentations possibles de la distribution de la participation. Le tableau des différentes pratiques politiques proposé plus haut peut être figuré de la manière suivante :

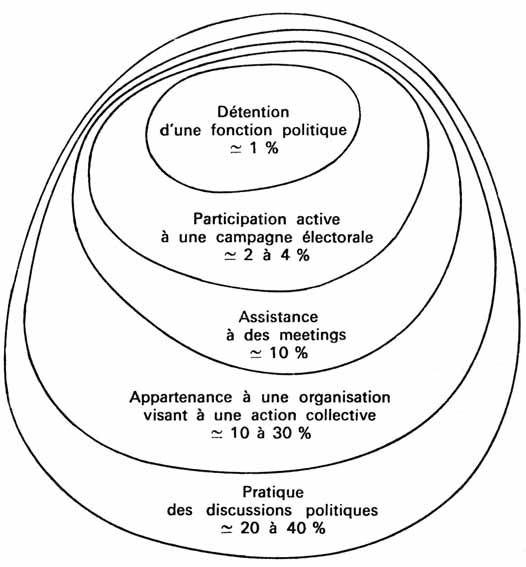


Schéma I

La première lecture possible de cette figure consiste à se la représenter dans un espace à deux dimensions, un cercle contenant l’autre. Ceux, par exemple, qui détiennent une fonction politique participeront activement par là même aux campagnes électorales. C’est l’hypothèse du cumul.

Une seconde lecture consiste à imaginer ces cercles dans un espace à trois dimensions, comme des disques juxtaposés, sans qu’il y ait nécessairement liaison de l’un à l’autre, chaque disque renvoyant simplement à une activité distincte. C’est l’hypothèse de la spécialisation, dont l’illustration pyramidale montre tout au plus que les activités « exigeantes » tendent à être délaissées par le plus grand nombre.

Enfin, une troisième interprétation est possible. Celle de la division du travail politique. Cette représentation consiste à « saucissonner » la construction précédente essentiellement en deux morceaux. Les pratiques politiques, non seulement [332] ne sont pas de même intensité : elles ne seraient pas de même nature. « La candidature à une élection, l’exercice d’une responsabilité politique ou le militantisme au sein d’un parti ne sont pas des formes d’intervention qui différeraient simplement des précédentes par un engagement plus coûteux en temps et en énergie […] Parler d’une hiérarchie des formes de participation politique allant de l’intervention infinitésimale par le vote à l’exercice d’une profession politique conduit à occulter la conséquence de la division du travail, et de l’apparition d’un champ politique différencié » (Gaxie, 1978, p. 42).

Les enjeux auxquels renvoient de telles représentations ne sont pas négligeables. La thèse de la simple spécialisation suppose des professionnels, non de la politique, mais de certaines activités politiques caractérisées par le temps et l’investissement qu’elles réclament.

L’hypothèse du cumul conduit à une estimation de la participation encore plus réduite que celle suggérée par les chiffres figurant dans notre tableau puisque ces pourcentages renverraient en partie aux mêmes personnes. Quant à l’idée, plus précisément, de *hiérarchie* cumulative – une pratique appelant l’autre – elle suppose en effet que les actions politiques sont de même nature et se différencient surtout par les intensités différentes d’engagement qu’elles réclament.

La troisième hypothèse, enfin, celle de la division du travail, suppose au contraire des activités – et des populations – radicalement opposées et étrangères par leur fonction sociale et politique.

Qu’en est-il ? Débarrassons-nous d’abord de l’idée de *hiérarchie* cumulative. Elle est pourtant fréquemment reprise, sans être à vrai dire démontrée. « On considère souvent la participation politique comme cumulative », écrit ainsi Milbrath, sans discuter ce point (1965, p. 17). « Nos chiffres suggèrent que ces formes de participation politique renvoient à une hiérarchie cumulative » (Butler, Stokes, 1969, p. 21) : or ces auteurs construisent, comme nous l’avons fait, un classement des pratiques politiques en fonction du pourcentage d’individus qu’elles concernent, mais sans fournir de témoignage quant à l’existence d’une liaison obligée entre elles. De même, Dahl montre simplement que la quantité des activités politiques auxquelles se livrent les individus est inversement proportionnelle à leur nombre, sans qu’un ordre, une *hiérarchie* de ces activités soient proposés (Dahl, 1961, pp. 126-277).

Certes, il apparaît évident, en vertu d’une certaine logique de l’action politique, que celui qui, par exemple, est membre d’un parti politique – encore peut-on se demander à quel niveau – participera aux campagnes électorales et votera. Mais au-delà de ce *cumul* grossier, rien n’est en fait venu confirmer l’existence d’une chaîne complexe de relations successives comme celle reportée à l’origine – pour deux comtés de Caroline du Nord, et pour certaines activités seulement, il est vrai (Harris, 1955, pp. 1-7) – par Lane : un individu se présentant aux élections sera presque certainement présent à des meetings ; sa présence à des meetings implique de manière presque certaine qu’il sera parmi ceux qui contactent les fonctionnaires et les hommes politiques ; celui qui se livre à de tels contacts est presque certainement membre d’une association politiquement orientée ; et celui-ci, très certainement, votera (Lane, 1959, pp. 93-94).

[333]

La reprise de cette idée, séduisante il est vrai, procède en fait de la confusion entre la notion de cumul (avéré) et celle de hiérarchie cumulative (à prendre avec précaution). Des travaux plus récents montrent en effet qu’il existe une corrélation positive entre certaines activités (donc un cumul certain), mais non une échelle hiérarchique absolue. Il fallait, pour le vérifier, comparer la distribution de ces activités à une échelle hiérarchique (en l’occurrence l’échelle de Guttman), c’est-à-dire à une échelle dans laquelle la pratique d’une activité impliquerait la pratique d’une autre, dans un ordre non réversible. Or il s’avère, lorsqu’on a fait cette opération pour cinq pays différents à propos des pratiques politiques « conventionnelles » d’une part, « non conventionnelles » d’autre part (manifestations, boycotts, occupations de locaux, etc.), que les relations entre celles-ci sont assez éloignées d’une structure progressivement cumulative (Barnes, Kaase, 1979, pp. 81-92). En particulier, en ce qui concerne ces activités conventionnelles pour lesquelles une hiérarchie cumulative est habituellement supposée, on constate que deux activités se trouvent toujours au début de l’échelle : il s’agit (avec l’absence de toute participation) de la lecture d’informations politiques dans les journaux et de la pratique des discussions politiques. Selon les pays, de 60 à 80 % des populations sont concernées par ces deux pratiques. Mais au-delà « presque toutes les séquences possibles d’activités peuvent se présenter » *(loc. cit.)* alors même que les individus les pratiquant sont peu nombreux.

En d’autres termes, si ces deux activités apparaissent comme des pratiques minimum de la participation (il faut s’y adonner pour accéder aux autres), cette structure montre surtout que les deux tiers des personnes interrogées dans les cinq pays ne vont pas au-delà dans l’engagement… Quant à ceux qui le font, ils connaissent une certaine liberté dans la combinaison de leurs pratiques politiques.

La vérification par l’échelle de Guttman suggère donc, plutôt qu’un cumul ordonné, une forte division du travail, opposant une grande majorité de « spectateurs » qui lisent et discutent de politique en privé, et environ 10 % de « gladiateurs » cumulant, mais avec des spécialisations possibles, des activités politiques publiques.

En définitive la faiblesse de la participation générale, sa concentration, en ce qui concerne les activités les plus exigeantes, aux mains d’un petit nombre tantôt spécialistes, tantôt cumulants, confirme que la compétence politique demeure pour le plus grand nombre – et sauf en ce qui concerne le vote – purement virtuelle. La représentation du devoir se passe de la vérification du pouvoir. C’est ce qu’une des premières analyses comparatives de la participation appelle « le mythe démocratique de la compétence citoyenne » (Almond, Verba, 1963, p. 487).

B. LA DISTRIBUTION SOCIALE  
DE L’ENGAGEMENT POLITIQUE

Les comportements politiques effectifs viennent relativement peu souvent authentifier la compétence politique théorique : dans le cas cependant où cette dernière se vérifie, quels facteurs sont à l’œuvre ?

[334]

1. La démarche quantitativiste

La démarche quantitativiste de la science politique depuis les années soixante s’est traduite par un croisement systématique des variations de l’engagement politique avec un grand nombre de variables.

*a)* Les études politiques ont ainsi depuis longtemps montré que les diverses formes de participation varient de manière significative en fonction de l’âge, du sexe, du niveau d’instruction, de revenu, du lieu de résidence. Mais la tentation était alors grande, parce qu’on prenait comme unité d’analyse l’individu, de mettre en avant une multiplicité de relations agissant sur l’engagement politique individuel, sans qu’un *modèle général* d’explication soit proposé (typiques à cet égard : Lane, 1959 ; Almond, Verba, 1963 ; Milbrath, 1965).

Les choses changent au début des années soixante-dix. Il apparaît alors que l’engagement politique obéit à une logique sociale spécifique. Ainsi en 1972, dans un de leurs premiers ouvrages communs, Verba et Nie définissent un « modèle de base » d’explication de la participation en Amérique. Mettant en relation un indice général de participation avec une mesure du statut socio-économique conjuguant un ensemble de variables, ils constatent la constante « surreprésentation de groupes sociaux dominants dans la population participante » (Verba-Nie, 1972, p. 336). Ceux-ci sont les hommes citadins d’âge moyen, de niveau socio-économique élevé, ayant acquis un niveau d’étude supérieur, et de race blanche. Cette relation fondamentale a une logique propre : l’engagement politique traduit la conscience des avantages réels qu’il comporte pour les différents groupes sociaux. « La participation favorisant ceux qui sont déjà favorisés » (Verba, Nie, 1972, p. 338).

À propos plus précisément de l’intérêt manifesté pour la politique, Bourdieu (1973, 1977) parvient en France aux mêmes conclusions. La distribution de l’opinion selon l’âge, le sexe, etc., vérifiée en ce cas n’est pas aléatoire. Elle reproduit l’opposition entre « d’une part ceux qui, n’ayant pas les moyens réels d’exercer les droits formels reconnus au citoyen abstrait, admettent que la politique n’est pas leur affaire, d’autre part ceux qui, ayant le monopole de la compétence, se sentent en droit de prétendre à une « opinion personnelle » ou à une opinion autorisée » (Bourdieu, 1977, p. 91). L’opinion est fonction de la position sociale et du pouvoir politique effectif qu’elle confère.

Cette organisation sociale de la participation est extraordinairement rigide. Elle se vérifie d’une part à propos d’activités politiques très différentes, ainsi que Verba et Nie l’ont montré pour le vote, la participation à des campagnes électorales, et l’appartenance à des groupes visant à la résolution de problèmes collectifs. On parvient aux mêmes conclusions à propos de l’intérêt manifesté (Bourdieu, 1977 ; Michelat, Simon, 1983) ou avoué pour la politique, les activités militantes ou syndicales, etc. (Gaxie, 1978).

Elle est capable d’autre part de se reproduire au sein d’un même groupe socio-économique. Alors que l’intérêt pour la politique, par exemple, que manifestent les ouvriers est insensible à des variables telles que la taille de l’établissement où exerce l’individu, ou sa mobilité géographique ou professionnelle, il caractérise en revanche avec constance le haut de la stratification sociale ouvrière : hommes, [335] ayant de vingt-cinq à cinquante ans, résidant dans une grande ville (Paris ou commune de plus de 100 000 habitants), ayant acquis – par rapport à l’ensemble de ce groupe – un niveau d’études supérieur (ceux qui ont obtenu le cap par opposition à ceux qui ont suivi la filière plus traditionnelle du bep), et de revenu et/ou de catégorie professionnelle élevés (ouvriers qualifiés, techniciens et agents de maîtrise ; Adam, Bon, Capdevielle, 1970, pp. 207-208). La syndicalisation, à une exception près (elle baisse au-delà d’un certain revenu), obéit à la même logique sociale d’exclusion *(op. cit.,* p. 18).

Mieux : cette structure se reproduit à l’intérieur même de l’univers politique, au sein de l’ensemble social formé par ceux qui « participent » et qui est déjà tant tributaire pour sa formation de cette distribution sociale de l’engagement. Ainsi en est-il des militants : l’ensemble des recherches portant sur les différents partis politiques en France s’accordent à montrer la surreprésentation des catégories sociales favorisées aux échelons les plus élevés des hiérarchies partisanes (Subileau, 1981 ; cf. pour le ps et l’udr : Kesselman, 1972 ; le ps et le rpr : Schonfeld, 1980 ; le pg et le ps : Lacorne, 1980 ; le pg seul : Gaborit, 1973 ; le ps : Bacot, 1979 ; et le psu : Nania, 1966). Ainsi en est-il aussi du personnel politique et notamment des députés (cf. Gaxie, 1980 ; Cayrol, Parodi, Ysmal, 1973 ; cf. bibliographie *in* Subileau).

Enfin et surtout, on a pu montrer que, contrairement à ce à quoi on pouvait s’attendre, le recours à des formes « non conventionnelles » d’engagement politique ne dérangeait pas fondamentalement la distribution sociale de la participation. Certes, les participants « activistes » qui ont recours à une multiplicité d’activités politiques, y compris illégales, s’opposent aux « réformistes » qui se limitent aux pratiques légales institutionnelles. Mais ils appartiennent aux mêmes milieux sociaux et culturels, à peu près aux mêmes groupes d’âge, et se distinguent plutôt par leurs préférences idéologiques (attitude face au changement). Certes, on peut affirmer que les techniques d’action directe du début des années soixante-dix étaient avant tout un moyen de promouvoir l’influence des classes moyennes sur la prise de décision politique. L’inactivité politique continue cependant de caractériser les vieux, les femmes, les individus aux niveaux d’éducation les plus modestes (Barnes, Kaase, 1979, pp. 171-189).

*b)* *Sens du devoir et de l’efficacité politiques* accompagnent on l’a vu la participation effective : on ne s’étonnera donc pas de les voir connaître la même distribution sociale.

Les chercheurs de l’Université de Michigan ont vérifié la double relation entre ces deux représentations et différents niveaux de participation : le vote, le fait d’exercer des « pratiques de spectateurs » (vote + participation à des discussions politiques ou port de badges) ou bien « au moins une pratique de gladiateur » (assistance à des meetings, appartenance à un club politique, travail ou contribution financière en faveur d’un parti, Campbell, 1960).

On vérifiera ici ce que nous avions suggéré dans notre première partie : le sens du devoir civique est deux fois *plus répandu* chez les non-votants que le sentiment de compétence. Mais on vérifie aussi que l’une et l’autre représentation sont des fonctions croissantes de la participation :

[336]

Tableau 4. –

Pourcentages d’individus à différents niveaux  
de participation suivant leur rang sur une échelle d’efficacité

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Rang sur l’échelle d’efficacité* | | | | | |
| *Bas* |  |  |  | *Haut* |  |
| *0* | *1* | *2* | *3* | *4* | *Total* |
| Degrés de pratique politique : |  |  |  |  |  |  |
| Non-votants | 46 | 38 | 23 | 15 | 6 | 25 |
| Activités de spectateur | 51 | 54 | 65 | 64 | 66 | 61 |
| Au moins une activité de gladiateur | 3 | 8 | 12 | 21 | 28 | 14 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| Nombre de cas | (265) | (343) | (463) | (503) | (197) | (1 772) |

Tableau 5. –

Pourcentages d’individus à différents niveaux  
de participation suivant leur rang sur une échelle de devoir civique

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Rang sur l’échelle de devoir civique* | | | | | |
| *Bas* |  |  |  | *Haut* |  |
| *0* | *1* | *2* | *3* | *4* | *Total* |
| Degrés de pratique politique : |  |  |  |  |  |  |
| Non-votants | 82 | 57 | 45 | 23 | 13 | 25 |
| Activités de spectateur | 15 | 42 | 48 | 63 | 68 | 61 |
| Au moins une activité de gladiateur | 3 | 1 | 7 | 14 | 19 | 14 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Bourdieu a pressenti que le sentiment de compétence politique n’était rien d’autre que la traduction subjective de la position sociale. Et on a pu montrer en effet l’existence d’une corrélation entre cette représentation de compétence et les catégories dominantes socialement, et – nous l’avons vu – politiquement : hommes (Almond, Verba, 1963 ; Campbell, 1954), Blancs (Campbell, 1954), milieux socio-économiques et niveaux d’études supérieurs (Campbell, 1960 ; Dahl, 1961 ; Eulau, 1962 ; Litt, 1963).

Cette liaison entre origine sociale et compétence politique subjective commence d’ailleurs très tôt. Ainsi, parmi les enfants ou pré-adolescents de dix à seize ans, ce qui distingue essentiellement, du point de vue des représentations politiques, [337] les enfants d’ouvriers des enfants de cadres supérieurs ou d’individus exerçant des professions libérales, c’est l’appréciation portée sur les pouvoirs des gouvernés face aux gouvernants. L’idée que les premiers pourraient avoir gain de cause, imposer leurs exigences aux seconds est beaucoup moins répandue chez les fils d’ouvriers. Qui plus est, une orientation politique commune à ces groupes d’enfants, par exemple une sympathie pour la droite, peut bien effacer chez les uns comme chez les autres d’autres représentations, comme la perception du conflit politique entre gouvernant et gouvernés : elle laisse invarié en revanche l’écart dans les estimations du pouvoir *effectif* des gouvernés dans ce conflit (Percheron *et al.,* 1978, p. 263).

Mieux : le sentiment de compétence traduit les espérances sociales autant que le statut social. Il varie avec la trajectoire sociale, l’expérience de l’ascension et du déclin (Bourdieu, 1977). Ainsi un enfant d’ouvrier, mais élève de lycée, manifeste une plus grande compétence politique, concrétisée par son savoir politique et sa représentation des *possibilités* d’agir en ce domaine (Percheron, 1978, p. 271). L’indifférence en matière de politique traduit bien l’impuissance sociale, actuelle et/ou future.

Ce qu’on a moins commenté, c’est que l’autre représentation associée à la participation, le sens du devoir politique, est strictement, elle aussi, socialement distribuée. Les mêmes catégories, qui sont conscientes de leur compétence politique et la mettent en pratique, valorisent ce comportement et s’en font un devoir collectif : hommes, jeunes, de race blanche, de milieu socio-économique et de niveau d’étude supérieurs (Campbell, 1954 ; Campbell, 1960 ; Eulau, 1962 ; Almond, Verba, 1963).

D’où l’idée que cette participation que nous avons montrée comme une représentation, puis comme une représentation inégalement distribuée, doit de plus être décomposée selon les groupes pris en compte : participants ou non-participants. On a ainsi pu reprocher à l’ouvrage d’Almond et Verba sur la culture de participation de prendre pour acquis l’idée simple qu’« il existe un modèle de culture civique. Et pourtant la découverte que les orientations de la culture civique sont distribuées selon le statut économique et social suggère que s’il n’y a pas deux cultures politiques, la *civic culture* est au moins une culture systématiquement divisée » (Pateman, 1980, p. 76). L’auteur montre que cette représentation divergente du bien-fondé de la participation renvoie notamment à des rationalités différentes : d’un côté, on trouve des individus chez lesquels le mythe de la compétence politique fonctionne, des citoyens qui trouvent rationnel de participer et considèrent l’engagement politique comme un « bénéfice » compensant un coût en temps et en énergie. D’un autre côté, majoritaire, on a une population qui trouve plus « rationnel » de ne pas payer le « coût » de la participation. Et ces rationalités très différentes pourraient fort bien traduire, comme en micro-économie, des bénéfices et des coûts « réels », divergents selon la position sociale occupée.

*c)* Mais peut-on préciser les attributs de la position sociale qui catalyse la participation ?

Il s’agit d’abord du revenu, même si cette relation n’est pas absolue dans la mesure où il existe notamment une « sorte de productivité marginale décroissante [338] du revenu par rapport au vote » (Lane, 1959, p. 326) : la supériorité du point de vue de la participation entre individus à revenu moyen et individus à revenu faible est beaucoup plus forte que celle entre titulaires de haut et moyen revenu (Jensen, 1960).

Il s’agit ensuite de la catégorie professionnelle, même si la relation entre niveau d’emploi et intensité de la participation est quelque peu controversée dans les ouvrages américains, ceci notamment en raison des difficultés de la catégorisation, l’opposition entre cols bleus et cols blancs conduisant à des conclusions opposées (Allardt, Bruun, 1956, *contra* Jensen, 1960).

L’engagement dans la politique est lié en troisième lieu à l’appartenance de classe, notamment à la conscience que l’individu en a. Ceci est valable pour les différentes formes de pratiques politiques puisque, aux États-Unis, d’une classe « subjective » à l’autre – supérieure –, le nombre de ceux qui votent, autant que le nombre de ceux qui se livrent à des pratiques plus actives en faveur des partis, augmente (Milbrath, 1965, p. 116).

Toutes ces relations sont avérées et ont donné lieu à des analyses nombreuses. Mais la plus évidente, celle qui a été l’occasion de la plus imposante des productions bibliographiques (nous nous contenterons de renvoyer à cet égard à la synthèse de Milbrath : 23 ouvrages cités en 1965), concerne le niveau d’étude. Le rôle déterminant de ce dernier a d’ailleurs été remis en valeur plus récemment lorsqu’on a cherché à déterminer l’autonomie de ce facteur. Ainsi on a montré par exemple que si le développement économique accroît la participation politique, c’est par le biais notamment de la transformation du niveau culturel et politique des classes moyennes (Nie, Powell, Prewitt, 1969). On a calculé également que l’influence sur l’engagement politique du statut social *en tant que tel* serait modeste. Si les individus placés au sommet de l’échelle sociale participent davantage, c’est en raison essentiellement des « orientations civiques » dont ils sont dotés (sens de l’efficacité, attention portée au politique, niveau élevé d’information). Certes, statut social et « orientations civiques » vont de pair : mais ces dernières expliquent huit fois mieux la variation de l’activité politique (Verba, Nie, 1972). Enfin, on a souligné l’importance de l’éducation comme facteur de développement de compétences « cognitives » déterminantes pour l’engagement politique (Inglehart, 1977 ; Dalton, 1982). Si bien que pour d’aucuns l’éducation en tant que telle pourrait compenser le développement inégal (entre nations) de la culture de participation (Almond, Verba, 1963).

2. Éducation et nature de l’activité politique

Comment expliquer le rôle écrasant de ce facteur ? Ceci revient à s’interroger sur la nature même de l’activité politique. Nous proposons à cet égard une thèse que nous n’aurons pas le loisir de longuement développer ici (Memmi, 1983 *b*) : toute pratique politique est de caractère éminemment intellectuel, elle se résume le plus souvent au maniement de mots et de concepts.

En dehors des décisions politiques, émanant d’un très petit nombre de professionnels de la politique ayant un pouvoir d’initiative, en quoi consiste, en effet, [339] l’activité politique ? En une production ou une reproduction de discours. Il existe d’une part un monopole (État) ou un oligopole (partis) de la communication politique, de la production de sens. La nature même du pouvoir politique n’est pas sans rapport avec ce déséquilibre de la communication. « Si les vaches pouvaient parler, dit Brecht, l’abattoir n’en aurait plus pour longtemps. » Cela n’est pas sûr, mais une part importante de la domination politique repose assurément sur la confiscation de la parole politique collective. La participation pourrait donc s’interpréter, y compris du point de vue de son intensité relative, comme une association plus ou moins réussie des citoyens à cette production discursive.

*a)* Le degré zéro de la participation est la réception des signes politiques. On peut considérer aujourd’hui que pratiquement personne, sinon volontairement, ne s’en trouve exclu dans les sociétés occidentales. Le plus marginalisé des citadins, le plus isolé des ruraux n’échappent pas au message politique (affiche, journal, meeting). La télévision a totalement transformé la problématique du rapport entre centre et périphérie dans la réception du discours. Reste cependant le problème fondamental de l’intensité de perception intellectuelle de ces messages.

*b)* La participation connaît un degré supérieur lorsque les citoyens sont ceux qui « répondent ». C’est la situation la plus courante, correspondant à l’investigation des opinions par le vote, ou son succédané, le sondage. Dans les deux cas, le dessaisissement politique de l’individu reste cependant très important. Celui-ci n’est maître ni du moment, ni du contenu, ni des formes du « dialogue », dont l’extériorité par rapport à son univers et sa vie quotidienne est aussi géographique (le bureau de vote dans un lieu « public ») et temporelle (on vote un jour inhabituel, le dimanche (Bon, 1979). À ce moment pourtant, la production de signes à son intention atteint son degré maximum : la règle démocratique étant précisément qu’il n’y échappe pas (il doit « être informé »). L’individu concerné, quant à lui, se borne à faire, le terme est éloquent, entendre sa « voix » : répartie unique et d’autant plus précieuse. À l’issue de cet acte laconique, il est de nouveau dessaisi de tout pouvoir de communication : c’est aux hommes politiques de « traduire », par leurs choix et leurs décisions, les volontés « exprimées ».

*c)* L’engagement à la base auprès d’un parti politique constituerait un degré supplémentaire dans la participation « discursive ». Les militants savent quelle place tient le discours dans leur activité. Il s’agit de participer à son élaboration : réunions « à la base » destinées dans le meilleur des cas à provoquer l’accord des opinions par un dialogue afin de permettre l’émergence d’un discours collectif, et dans le pire des cas à permettre une bonne assimilation du discours préexistant, le jeu consistant alors à se laisser convaincre. Mais militer, c’est surtout participer, autant qu’à l’assimilation, à la *reproduction* du discours de parti : diffusion orale (porte à porte, discussions) et écrite (collage d’affiches, distribution de tracts, vente du journal). Cette activité suppose d’avoir dépassé le stade précédent : celui de l’assimilation, dans leur cohérence, des signes émis par le parti.

[340]

Autre exemple : la manifestation. Elle est aussi un moment privilégié de « participation » en ce qu’elle est un moyen important de communication politique. Elle vise surtout à faire *entendre* et à faire *voir* le non-dit habituel des citoyens. L’exigence d’expression fait feu de tout bois, écrit (banderoles) et oral (slogans repris). Ce qui est trop peu ou mal perçu habituellement, ce jour-là peut se hurler et surtout se répéter. Longuement contenu, le discours politique citoyen s’exhale en cris.

Il s’agit d’être le plus expressif possible (la manifestation ne sera « silencieuse » que lorsque le lieu ou le moment qu’elle choisit est suffisamment « éloquent »). Il s’agit aussi d’être le plus nombreux possible : le postulat démocratique un homme une « voix » trouvant là une traduction physique immédiate.

La manifestation est le mime d’un dialogue avec les titulaires du pouvoir, qui prend sa revanche dans une familiarité symbolique : on apostrophe « Chariot », « Fon-Fon », ou la « mère Michel ». Discours cette fois à l’initiative des citoyens qui demandent (« Des sous ! »), exigent (« Le fascisme ne passera pas »), refusent (« Fon-Fon-tanet, Assez »…), repoussent enfin la terminologie qui leur est imposée par une émission unilatérale de signes politiques (« Participation ? piège à cons »). Élaboration ou reproduction d’un contre-discours – il ne serait pas indifférent d’étudier à cet égard la marge de spontanéité réelle dans toutes ces pratiques –, la manifestation a, comme son nom l’indique (on parle de *protester* ou de *démonstrations* chez les Anglo-Saxons), une fonction essentiellement expressive.

Cette expression est simplement d’une nature un peu différente de la communication politique habituelle : son véhicule est la présence physique, l’occupation de l’espace, et lorsque la contradiction entre discours et contre-discours est par trop importante, les formes que prend la manifestation rappellent que le pouvoir politique ne se définit pas seulement des deux côtés comme capacité d’émettre des signes, mais aussi comme pouvoir de contrainte physique. Mais avec son rituel de lieu ou de temps (« de la Bastille à la Nation ») la manifestation n’est plus qu’une image lointaine, détournée, de la marche au pouvoir.

« Manifester », témoigner de son adhésion individuelle à un discours politique, est aussi la fonction d’autres actes politiques : signature de pétitions, port de badges, assistance à des meetings.

*d)* Certaines pratiques politiques illégales peuvent s’interpréter également comme volonté de « participer » ou de s’opposer à l’exercice trop exclusif du pouvoir de communication, en substituant pour un temps un discours au discours dominant. Qu’on songe par exemple à l’enlèvement d’Aldo Moro en 1978 (cf., pour une intéressante analyse, Saudan, 1983). Dans cette perspective (et à condition d’exclure l’hypothèse de ravisseurs manipulés par l’État), les étapes de « l’Affaire » peuvent se traduire ainsi :

– 16 mars 1978 : soustraction de la scène politique d’un homme, Aldo Moro, dont la stature politique provient en partie du fait qu’il est porteur d’un *discours* spécifique : sur l’organisation du pouvoir en Italie (projet de « compromis historique »).

– 18 mars : premier communiqué des Brigades Rouges, revendication de l’enlèvement : promotion des « br » comme *interlocuteurs* politiques ; la classe politique [341] italienne, afin de récupérer l’un des siens, c’est-à-dire afin de restaurer son intégrité physique et symbolique, se voit contrainte de « discuter » avec les br. Un des nœuds du débat entre partis à propos de l’Affaire Moro tourne autour du point de savoir s’il faut ou non accepter les br comme « interlocuteurs ».

– 24 mars : communiqués successifs : promotion des br comme *producteurs* de discours. Il y a élaboration d’un mode brigadiste de discours politique : les « messages ». Discours sur le mode laconique, intermittent. Par sa rareté, et parce qu’il est attendu, il prend du prix par rapport au discours politique dominant, inflationniste. Les Brigades Rouges ont réussi pour un temps à concurrencer les grandes sources institutionnelles de production de signes.

– 4 avril-9 mai : récupération et *détournement du discours politique institutionnel.* Moro redevient au bout de quelque temps producteur de sens (les lettres) mais de sens non conforme aux normes du discours politique institutionnel (il ne s’insurge pas contre ses ravisseurs) ; il en conteste même la *légitimité* (il s’interroge sur le bien-fondé de la raison d’État). D’où la suspicion qu’il n’est plus lui-même : est politique celui qui *tient un discours politique.* Cessant de tenir ce type de discours, Moro est disqualifié comme homme politique. Il cesse par là même d’être une monnaie d’échange intéressante pour les deux parties. Il peut disparaître.

Cet aperçu trop rapide montre que l’intensité de l’activité politique peut donc souvent s’interpréter comme une association plus ou moins intime à la production de discours. Comme telle, elle réclame une véritable acculturation. Elle pourrait ainsi se comparer aux différentes étapes de l’alphabétisation telle qu’elle était conçue avant la fin du xixe siècle en France : le degré zéro de l’activité politique étant de « savoir lire », c’est-à-dire d’identifier les signes (ici comme politiques) et de reconstituer leur sens. Une deuxième étape consisterait à « savoir écrire », c’est-à-dire à reproduire les signes perçus dans leur cohérence originelle : ceci suppose une maîtrise beaucoup plus forte du discours, consacrant le passage du spectateur au gladiateur, plus ou moins public.

Sans doute la simple perception des signes suppose une prédisposition (Milbrath, 1965), une capacité de reconstruire leur cohérence (Barnes, Kaase, 1979), l’acquisition d’un matériel verbal et conceptuel autorisant la maîtrise des catégories politiques, tous éléments que le système scolaire favorise (Gaxie, 1978, pp. 167-170).

Mais la reproduction cohérente, détaillée, voire critique et autonome du discours politique nécessite un degré supplémentaire de maîtrise du discours, de maniement de mots et de concepts.

Ainsi l’influence déterminante du niveau d’étude sur la participation, sans productivité marginale décroissante, ne peut se concevoir qu’en tenant compte de l’importance du discours dans la vie politique et de la complexité progressive des processus intellectuels engagés aux différents niveaux de l’activité politique.

3. Distribution socio-biologique de la participation

L’activité politique est donc liée à une position socialement dominante, et notamment à l’un de ses attributs, la détention d’un capital culturel.

Comment expliquer alors la distribution socio-biologique (âge et sexe) de la [342] participation ? Celle-ci nous permet en fait d’approfondir cette notion de domination sociale et politique.

Le comportement féminin est la meilleure introduction à ce problème. Comment expliquer par exemple ce phénomène : les hommes ouvriers, ayant acquis un niveau d’étude primaire, révèlent un niveau d’intérêt pour la politique – mesuré aux non-réponses à des sondages – égal à celui des femmes de cadres supérieurs ou cadres elles-mêmes, passées par l’enseignement moyen ou supérieur ? La supériorité de la position statutaire (et de ses corrélats économiques, culturels, relationnels, etc.) de celles-ci sur ceux-là est pourtant indubitable (Michelat, Simon, 1983, p. 84). Pourquoi, à niveau d’instruction égal, les femmes sont-elles nettement plus dépourvues que les hommes de la connaissance des idéologies et des enjeux politiques ?

La différenciation par âge et par sexe en matière d’activité politique est, avec celle qui se manifeste en fonction du niveau d’étude, une des propositions les plus documentées des études sur la participation. Elle se vérifie pour au moins neuf pays, et toutes les formes d’activités politiques (vote, intérêt pour la politique, disponibilité à l’information politique, pratique de la discussion, familiarisation avec les acteurs et les enjeux politiques, affirmation d’une préférence partisane). Plus forte chez les hommes, la participation est aussi une fonction croissante de l’âge jusqu’à cinquante ans, et nettement décroissante après soixante ans. (Pour une imposante bibliographie : américaine, cf. Milbrath, 1965, p. 134-136 ; ou plus récente : Gaxie, 1978, pp. 122-145.)

Sachant que ces courbes, sensiblement identiques dans des pays et à des moments différents, ne peuvent pas être interprétées simplement comme un effet de génération, et que la différenciation sexuelle a été contrôlée à niveau socio-culturel identique, pourquoi les femmes, les jeunes et les plus âgés participent-ils moins ? Parce que ce sont des groupes « socialement dominés », répond Gaxie, qui met en valeur à cet égard l’homologie de position entre les sexes, les classes d’âge et les classes sociales.

On peut dire, plus précisément, qu’il est un point commun entre ces différents groupes sociaux. C’est leur rôle secondaire, au niveau réel ou symbolique, dans le système de production et notamment : leur rapport au *travail* productif. La position socialement dominante se caractériserait avant tout par un rapport au travail – dévalorisé ou pas –, qu’elle contribue d’ailleurs à définir comme tel. C’est *stricto sensu* que la « division du travail politique » dont parle Bourdieu traduit la division sociale du « travail ». Ceux qui participent le moins sont les individus qui ne travaillent pas (retraités), se livrent à une activité qui n’est pas qualifiée socialement comme travail (jeunes, femmes), ou qui effectuent un travail socialement dévalorisé (couches populaires). Cette exclusion du système productif, confiscatrice de statut social, s’accompagne d’un dessaisissement d’autorité réelle ou subjective, et d’un sentiment amoindri d’appartenir à une collectivité et de devoir souscrire, en compensation, à certaines obligations.

Une analyse plus précise de la distribution des représentations de compétence et de devoir politique par âge et par sexe est à cet égard éloquente. L’inactivité politique des femmes et des plus âgés s’accompagne d’une baisse du « sens des [343] devoirs civiques » – pas toujours pour les seconds, mais lorsqu’elle se produit elle est très forte – et d’une perte de confiance en l’efficacité politique individuelle – particulièrement sensible chez les femmes (Campbell *et al.,* 1954, pp. 187-194). La faible participation juvénile, en revanche, n’empêche pas une forte assimilation de la représentation des devoirs civiques et une foi solide en l’efficacité politique : en dépit de leur faible participation, les jeunes en ont déjà intégré les catégories idéologiques. C’est que cette participation n’est pour eux que différée, promise, en même temps que l’intégration dans le monde du travail.

Autre indice : le vieillissement s’accompagne soit d’une perte totale du sens des valeurs civiques, soit de son accroissement : la participation à l’univers politique subit ainsi les effets des différences de trajectoires sociales qui se font particulièrement sensibles en fin de vie. L’attitude face à l’univers politique traduit celles adoptées face au travail lui-même : retrait ou accroissement des responsabilités selon que celui-ci est plus ou moins gratifiant.

En ce qui concerne les femmes, enfin, on a pu montrer que leur intensité de participation politique variait surtout en fonction de leur rapport au travail. Elle oppose en effet les femmes au foyer à celles qui travaillent *ou* qui ont travaillé, c’est-à-dire à toutes celles qui ont été à un moment ou à un autre partie prenante dans le système productif : soit que l’arrêt au moment de l’enquête est vécu simplement comme une interruption, c’est-à-dire comme du travail et de la participation sociale différés ; soit que les sentiments de compétence et de devoir civique, acquis à l’occasion de l’accomplissement d’une activité professionnelle, soient durables. L’entrée dans le monde du travail rapproche ainsi notablement les femmes de l’univers politique masculin, du point de vue de l’opinion (les actives ou anciennes actives sont davantage capables de se placer sur l’axe gauche-droite et disposées à avouer leurs préférences politiques) comme du point de vue de la pratique (les femmes qui travaillent sont davantage disposées à envisager des activités politiques autres que le vote) : en d’autres termes, « il existerait un fond politique commun à tous ceux qui travaillent ou ont travaillé indépendamment de leur sexe » (Mossuz-Lavau, Sineau, 1983, p. 37).

De manière plus générale, on a vérifié, pour cinq pays différents, l’existence d’une très forte relation entre la participation aux institutions ou aux pratiques collectives sur le lieu de travail et le sentiment de compétence politique subjective. Un tel rapport entre travail et compétence se vérifie pour tous les niveaux d’éducation. La participation à d’autres activités qualifiées de « non politiques » par les auteurs (concernant l’école ou la famille par exemple) joue un rôle beaucoup moins important dans la détermination d’un sentiment d’efficacité politique (Almond, Verba, 1963, pp. 365-367).

Il serait intéressant, là encore (comme à propos du niveau d’étude), d’inventorier avec précision les raisons d’une telle relation : le travail confère un statut ; il familiarise les individus avec les problèmes et le savoir politiques ; il est probablement aussi l’occasion d’une socialisation à des normes de comportement collectif volontaristes valables *aussi bien* à l’égard du travail que de la politique. De ce point de vue, on notera que la valorisation du travail et des travailleurs dans le mouvement ouvrier va de pair avec un surinvestissement dans la politique, un encouragement [344] à la participation (cf. le portrait du communiste, bon ouvrier et bon militant politique, chez Werth, 1981).

L’analyse de l’engagement politique réel et de sa distribution sociale nous a donc fait retrouver deux des explications essentielles de la progressive distanciation du champ scientifique à l’égard de la notion de participation : la contestation de la « norme » au sens moral par la « norme » au sens statistique (c’est la non-participation qui devient la règle, et donc l’objet scientifique digne d’intérêt) ; le rapprochement de cette non-participation avec d’autres indices d’exclusion sociale (la participation cesse là encore d’être une norme désirable, elle se dissocie de l’idéal démocratique, puisqu’elle traduit la suprématie sociale de quelques-uns).

C. LA REVANCHE COMMUNAUTAIRE

La participation politique est donc loin d’être, contrairement à sa représentation, la chose du monde la mieux partagée : sa distribution obéit à des déterminations sociologiques rigides. Il est pourtant un élément qui vient déranger cette logique implacable. Il s’agit de l’appartenance à une communauté. Mais, et ce point à notre connaissance a été peu précisé et débattu, cette appartenance doit être consciente, voire recherchée, valorisée, en tout état de cause construite, même si elle est à l’origine naturelle. Étudions-en les manifestations, des plus simples à la plus élaborée.

*a)* *L’appartenance religieuse* d’abord. Une analyse exhaustive de la distribution de l’abstention montre l’importance pour la participation électorale de l’intégration à la société globale *ou* à des milieux homogènes culturellement ou idéologiquement : le monde catholique par exemple (Lancelot, 1968 *b*). Ainsi, en Italie, la pratique religieuse combat efficacement chez les femmes la marginalisation sociale : elles votent davantage que les hommes (Memmi, 1983 *a*).De même, aux États-Unis, les juifs s’avèrent globalement plus actifs politiquement que les catholiques, qui le sont davantage que les protestants (Korchin, 1946 ; Campbell, Kahn, 1952 ; Verba, Nie, 1972). Ceci a pu être attribué – sans confirmation empirique il est vrai – à la cohésion interne de groupes minoritaires en situation de défense dans un univers majoritairement protestant (Milbrath, 1965, p. 137).

*b)* Autre exemple plus révélateur, car on y voit se former une conscience communautaire : *l’appartenance ethnique aux États-Unis.*

On sait que la participation des Noirs américains est plus faible que celle des Blancs, traduction attendue d’une sévère exclusion socio-économique (Campbell *et al.,* 1954 ; Campbell *et al.,* 1960 ; Woodward, Roper, 1950). Ce phénomène se vérifie d’ailleurs pour une multiplicité d’activités politiques en dehors du vote : présence à des meetings, adhésion à des clubs politiques, prosélytisme politique, etc. (enquête sur l’élection politique de 1956, citée par Milbrath, 1965).

Des études monographiques portant sur des villes ou des quartiers révèlent pourtant que le taux de participation des Noirs est dans certains cas supérieur à celui [345] des Blancs (Jensen, 1960 ; Dahl, 1961 ; Agger *et al.,* 1964). Ces résultats apparemment contradictoires traduisent le caractère compensatoire d’une conscience de groupe existante ou en formation. On a ainsi pu montrer le rôle déterminant, pour la participation électorale des Noirs, au sud des États-Unis, de l’existence d’une organisation noire capable d’annuler les effets – ailleurs inhibants – de la violence raciale, ou de l’existence d’une forte organisation blanche (Matthews, Prothro, 1963 ; Price, 1955).

À *niveau socio-économique égal,* par ailleurs, on constate aujourd’hui que les Noirs sont un peu plus actifs politiquement que les Blancs. Et ceux qui se caractérisent par un fort degré de conscience de groupe – mesurée ici au fait qu’ils placent les problèmes ethniques aux premiers rangs parmi les problèmes collectifs – participent encore davantage. Cette correction aux déterminations socio-économiques de la participation apparaît avec évidence dans le schéma suivant (Verba, Nie, 1972, p. 161) :

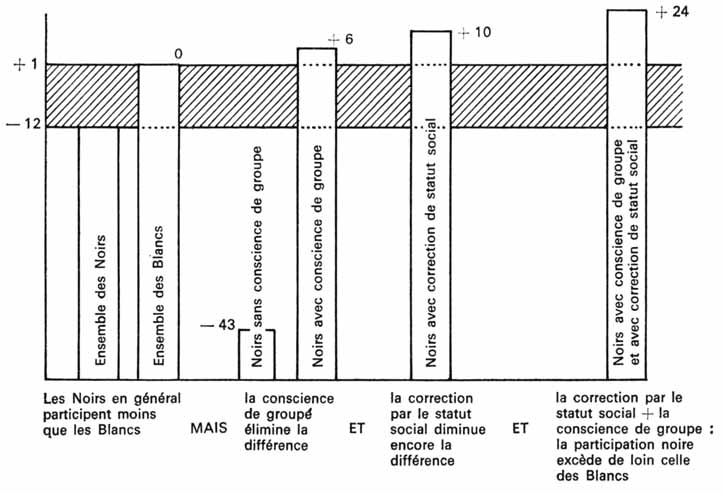


Schéma 2. –

Effet de la conscience de groupe et du statut social  
sur l’écart de participation entre Blancs et Noirs

Cette figure révèle qu’autant qu’une égalisation socio-économique, une conscience de groupe qui se répandrait dans l’ensemble de la communauté noire suffirait à compenser, du point de vue de la participation, les handicaps sociaux. On est d’ailleurs parvenu à des conclusions similaires à propos de la caste des Intouchables en Inde (Verba, Ahmed, Bhatt, 1971).

[346]

*c)* *Le comportement politique féminin* fournit de nouveau un exemple *a contrario* de ce phénomène. Ainsi la persistance (sauf pour le vote) des écarts d’intensité dans l’engagement politique masculin et féminin, y compris dans les mêmes milieux sociaux ou idéologiques, et sur le *lieu de travail* lui-même (cf. plus loin), peut s’interpréter en partie comme provenant des obstacles qu’oppose à une identification de groupe la condition féminine elle-même caractérisée par un surinvestissement prescrit sur le privé, voire une claustration effective.

De manière plus générale, l’importance pour l’engagement politique du passage d’un groupe naturel – ici biologique – au groupe construit, conscient, peut nous aider ici à réinterpréter les effets de l’intégration dans le monde du travail sur les variations « biologiques » (âge et sexe) de la participation. Cette intégration favorise en effet la conscience de groupe (même si elle n’y suffit pas : femmes), notamment par le rassemblement géographique qu’elle suppose (rôle de l’usine et de sa géographie interne dans la formation de la conscience ouvrière). Ce rassemblement fait dans l’ensemble défaut aux femmes et aux gens âgés, et ne compense pas la faiblesse de leur participation relative : alors qu’il pourrait expliquer dans certains cas cette incitation à l’engagement politique parmi les plus jeunes que constitue leur regroupement dans le système scolaire ou universitaire (prise de conscience collective de la « misère étudiante » et lycéenne en 1968).

*d)* Enfin, c’est évidemment lorsque l’appartenance communautaire prend le caractère élaboré, construit, volontariste de *l’idéologie* que ses effets sur la participation paraissent le plus évidents. Elle peut alors totalement corriger dans certains cas l’effet inhibant du revenu et du niveau d’étude sur l’engagement politique. Ainsi « le moins instruit et le plus populaire des groupes d’autoposition (ou des électorats) se révèle le plus performant politiquement. Cette contradiction rarement explicitée (bien que présente à l’état latent dans nombre d’études) serait évidemment insurmontable si les relations entre performance politique et statut socio-culturel (ou socio-professionnel) s’exerçaient sur un mode quasi mécanique […] » (Michelat, Simon, 1983, p. 94). Or, un de ces auteurs avait montré auparavant que l’intérêt politique est le plus élevé en France dans l’électorat communiste, alors qu’il est celui où la proportion de « ceux caractérisés par un « niveau d’études primaires » ou « pas d’étude » est la plus forte » (Michelat, 1965).

Ceci incite à réhabiliter en effet le rôle des *idéologies* – ce que nous ferons – mais également celui des partis, *indépendamment de l’univers idéologique* dont ils sont porteurs.

Il apparaît ainsi qu’il existe une forte relation entre la puissance d’une identification partisane, quelle qu’elle soit, et l’intensité de l’engagement politique. Ce point a été vérifié aux États-Unis, par l’équipe de l’Université de Michigan, à propos des partis démocrate et républicain.

Mais c’est surtout à un ouvrage récent (Verba, Nie, Kim, 1978) qu’on doit d’avoir montré que l’existence des associations et des partis politiques favorisait chez leurs membres une hausse de la participation politique générale *particulièrement* forte chez ceux destinés à être normalement dépourvus de compétence politique, en raison de leur statut économique ou culturel. Il s’avère même que les individus [347] de niveau socio-culturel supérieur voient réduire leur participation au-dessous du taux que leur attribut socio-culturel leur conférerait normalement, lorsqu’ils n’ont aucune affiliation partisane. Les auteurs en concluent que les membres des strates socialement défavorisées peuvent devenir participants ou adhérents à ces organisations, alors que leurs « compétences cognitives » politiques réelles demeurent faibles.

Mais ceci suppose certaines conditions, sans lesquelles le système partisan peut fort bien perpétuer, voire accentuer l’inégalité d’origine socio-économique de la participation par un recrutement de ses membres parmi les nantis, culturellement et économiquement. L’effet égalisateur de l’affiliation partisane ne joue qu’à deux conditions : le parti concerné doit être en relation avec des segments déterminés de la population ; et ceux-ci doivent constituer un des pôles principaux de contestation dans une société où existe par ailleurs un conflit clairement articulé entre groupes sociaux. Plus les partis ont des bases politiques distinctes, plus ils contrecarrent le déterminisme socio-culturel de la participation.

Ainsi l’affiliation partisane, relativement importante aux États-Unis, ne corrige pas l’inégalité de la participation en raison du recrutement « attrape-tout » et similaire des partis américains. En revanche, en Autriche par exemple, l’existence d’un « parti du peuple » (üvp) et d’un parti socialiste (spü) fortement liés respectivement aux agriculteurs catholiques et aux ouvriers athées provoque dans ces deux segments de population des taux de participation générale plus élevés que celui que leur niveau socio-économique aurait laissé prévoir.

La redistribution de la participation grâce aux *partis* dépendrait donc en quelque sorte de la conflictualité sociale « récupérable » : « Le conflit social, tout particulièrement quand il est structuré par des partis politiques, favorise l’égalité politique » (Verba, Nie, 1975, p. 55). D’autres auteurs ont confirmé que les classes populaires participent davantage quand le conflit social est intense et qu’existent des partis de classe (Rokkan, 1970 ; Powell, 1981).

De plus, l’effet redistributeur des partis ne vaut que pour certaines activités : celles qui sont le plus contrôlées par le système partisan, ou en rapport avec lui (vote, participation à des campagnes électorales). Par contre, le fait de participer à des activités communautaires, ou des attitudes plus « privées » comme la participation à des discussions politiques et l’intérêt pour la politique semblent devoir rester l’apanage des nantis, sans que l’identification partisane parvienne à combattre ce phénomène.

En définitive, ce qui vient d’être dit revient à imputer la perpétuation de ce déterminisme social à son intériorisation « réaliste » par les acteurs (Bourdieu) ou à renvoyer la rupture de celui-ci à l’émergence d’une conscience de groupe (Verba, Nie). Ceci, notons-le en passant, ne fait que repousser l’explication des variations de la participation. Les conclusions d’une analyse précise sur la distribution de l’intérêt pour la politique le montrent bien : « Les attitudes ne se réduisent pas au simple redoublement vécu des caractéristiques sociologiques […] Une femme, un primaire, un rural, réputés n’avoir pas à s’occuper de politique, peuvent accepter le rôle qui leur est assigné, l’auto-exclusion qui en résulte entretient les handicaps [initiaux]. Mais ils peuvent aussi se sentir concernés par la politique et refuser de [348] se cantonner dans le rôle qui leur est socialement imposé […] » (Michelat, Simon, 1983, p. 88). Comment expliquer le passage d’une position à l’autre ? Il est certes facilité par certaines influences idéologiques, comme le montrent ces auteurs. Mais le fait que celles-ci soient reçues demeure non élucidé.

Il resterait donc à savoir ce qui fait naître, ici et maintenant, dans tel groupe marginalisé, une représentation mettant en lumière son dessaisissement politique et social, et favorisant un engagement politique visant à neutraliser celui-ci. Les facteurs, inhibants ou favorables, de l’engagement politique renvoient donc en définitive aux difficiles et classiques débats sur la conscience de groupe.

3. Les remises en cause

[Retour au sommaire](#sommaire)

Tel qu’il est entendu, de manière relativement restrictive, par les travaux empiriques existant sur ce sujet, l’engagement politique renvoie en fait implicitement à un modèle unifié et homogène de comportement. Jusqu’ici en effet nous avons présenté, à l’exemple des ouvrages cités, la participation comme un tout, phénomène inégalement distribué, mais uniformément interprétable. Quelles pourraient donc être, quelles sont déjà dans certains cas, les voies s’ouvrant aujourd’hui à des travaux renouvelés sur l’engagement ? Elles consistent à penser la participation en quelque sorte au pluriel : à s’émanciper d’une représentation par trop monolithique de l’engagement politique.

Les analyses empiriques sur « la » participation considèrent en effet leur objet comme univoque (tous les comportements ont fondamentalement la même signification, s’interprètent avec la même clef), comme unidimensionnelle (tous les comportements sont des variantes d’un même modèle) et normative (ne sont pris en compte que les comportements qui correspondent à certaines règles). Il peut sembler très fructueux au contraire de se pencher systématiquement sur « les » participations, c’est-à-dire les conceptions divergentes, les pratiques distinctes et les modèles de légitimité différents de l’engagement politique.

A. UNIVOCITÉ DE LA PARTICIPATION

La participation est un terme commode permettant de mesurer à la même aune des comportements différents ; ce qui suppose que ceux-ci aient le même sens pour tous les individus. Or, c’est loin d’être toujours le cas.

L’exemple le plus évident, et le mieux mis en valeur jusqu’ici, est celui de la participation électorale. On a noté dans le chapitre précédent le décalage entre les chiffres concernant cette dernière et ceux retraçant d’autres formes de participation politique. L’Italie par exemple connaît l’un des plus forts taux de vote d’Europe et les indices les plus bas quant à l’intérêt pour la politique (Di Palma, 1970). Elle montre par ailleurs le plus faible taux de satisfaction de toute l’Europe quant à son système politique (Rabier, 1981). La participation électorale peut donc autant s’interpréter comme un signe d’intérêt pour la politique que le contraire : comme une véritable tentative pour se « débarrasser » de la manière la plus économique [349] possible, en temps et en énergie, de l’accomplissement de la norme de participation. C’est pourquoi on reconnaît aujourd’hui que le vote n’est pas un bon indice de la participation (Lancelot, 1968 *b* ; Verba, Nie, Kim, 1978 ; Barnes, Kaase, 1979).

De même, on sait que l’abstention peut être dans certains cas un acte politique, au même titre que le vote : « S’abstenir, c’est agir », proclament les communistes entre le 1er juin et le 15 juin 1969.

Pour d’autres, et dans d’autres circonstances, l’abstention n’est pas chargée d’exprimer un choix circonstanciel, fût-il négatif : elle est négation totale du système. « Élections = trahison » scandaient en juin 1968 les groupes anarchistes et pro-chinois.

Ce qui importe donc ici, pour la bonne interprétation *d’une* pratique politique, c’est sa combinaison avec d’autres qui lui donnent un sens, dans un contexte déterminé.

Cette combinaison nous dit s’il s’agit d’une participation active ou passive, pourrait-on dire, l’interprétation de celle-ci – comme celle de l’abstention – variant selon que l’on se place sur un axe de ce type :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *Abstention passive ou sociologique* | PARTICIPATION --- PASSIVE --- | PARTICIPATION --- ACTIVE ---> | *Abstention active ou idéologique* |
| Interprétations  : |  |  | Interprétations  : |
| Abstention = isolement géographique ou social | Devoir électoral + intérêt nul pour la politique + pratique politique  : nulle | Vote + intérêt pour la politique + autres pratiques politiques | Abstention = un acte politique |
| Abstention = manque d’intérêt pour la politique | Abstention = refus de la légitimité du système politique |

Or, la combinaison de ces différents actes renvoie en fait à de véritables constructions idéologiques, distinctes, élaborées. Sans elles il nous semble difficile de saisir le sens « des » participations.

Ce qui vient d’être dit pour le vote vaut également pour d’autres pratiques : le fait de se syndiquer par exemple. L’adhésion à un même syndicat peut traduire des attitudes idéologiques différentes. En France, un tiers des syndiqués ne se rendent jamais à une réunion syndicale (Adam, Bon, Capdevielle, 1970, p. 22). Un sixième des syndiqués cgt disent ne jamais discuter de politique (femmes, 24 % ; hommes, 9 %) et la moitié d’entre eux ne sont pas allés à une seule manifestation en deux ans (hommes, 47 % ; femmes, 62 %) (Mossuz-Lavau, Sineau, 1983, pp. 46-47). La syndicalisation n’a donc pas le même contenu pour tous, notamment hommes et femmes. Au-delà de la plus ou moins grande activité de ces syndiqués, il y a la [350] prégnance plus ou moins forte de l’idéologie présidant, même faiblement, à leur choix syndical.

Il s’avère en effet, ainsi que le suggère l’analyse du vote, qu’il n’y a pas *un,* mais des modèles de participation entendus comme des représentations différentes de combinaison des pratiques politiques. Ces constructions idéologiques font sentir leur influence à trois niveaux : celui des théories de la participation, celui des analyses empiriques qui en sont faites, enfin celui des comportements eux-mêmes. Les pratiques de certains groupes apparaissent ainsi non distribuées au hasard, mais conformes en fait à des représentations de la démocratie et de l’action politiques identifiables et pré-construites. Voyons-en les principales.

1. Conception « libérale » de la participation

Ainsi en est-il de la conception « libérale » de la participation. Elle apparaît dans les constitutions de la fin du xviiie et du xixe siècle. La participation s’y présente avant tout comme un *moyen* pour contrôler l’exécutif, pour garantir les libertés individuelles. Son extension est essentiellement fonction de son efficacité, puisqu’elle n’est pas une *fin* en soi. Il n’est point nécessaire qu’elle soit générale, une démocratie censitaire permettant un contrôle suffisant de l’exécutif. On peut donc, on doit, renoncer dans certains cas à la participation : lorsque la volonté irrationnelle des citoyens risque d’être contradictoire avec le bien commun (Fetscher, 1967, p. 2).

Cette approche repose en effet sur une méfiance profonde à l’égard de la validité du jugement des citoyens en ce qui concerne l’intérêt collectif. Cette méfiance est à l’origine des résistances successives à l’égard de l’octroi, puis de l’extension du suffrage universel. Une telle conception de la participation peut être considérée comme « démocratique » seulement en ce sens que ses porte-parole sont attachés à l’idée d’un contrôle de ceux qui gouvernent par le moyen d’élections. C’est une approche élitiste en revanche en ce que ces auteurs entendent exclure toute autre forme de participation, et même limiter fortement cette dernière. On trouve ces théories développées chez un Mosca à l’origine, et plus récemment chez Schumpeter et Lippmann. La fameuse description, chez le premier, du citoyen comme « consommateur » politique, désarmé et passif, renvoie explicitement chez cet auteur à ce qui *doit* être autant qu’à ce qui est (Schumpeter, 1954). Quant à Lippmann, on retrouve chez lui la défiance à l’égard du plus grand nombre qui fonde leur exclusion de la sphère politique : le jugement de l’individu est caractérisé par une « faiblesse » naturelle qui l’empêche de saisir la complexité des enjeux politiques ; il faut donc laisser à ceux qui en ont le temps et l’aptitude le soin de faire face aux réalités politiques (Lippmann, 1965).

Or, cet univers idéologique a laissé des traces dans la recherche empirique elle-même. Le phénomène de « myopie » à l’égard de l’exclusion politique de fait du plus grand nombre (première génération d’ouvrages sur la participation) ou la légitimation, plus ou moins explicite, qui accompagne sa reconnaissance procèdent de la même inspiration. Ainsi, pour certains politologues, des niveaux modérés de participation sont souhaitables afin d’éviter que la société ne se voie investie d’une [351] politique totale (Martin, 1961, pp. 97-98 ; Jones, 1954, p. 25 ; Milbrath, 1965, pp. 147-149). À d’autres, une faible participation apparaît en définitive comme une source d’équilibre entre consensus et dissension (Berelson, Lazarsfeld, McPhee, 1954 ; Almond, Verba, 1963). Pour d’autres encore, le caractère illusoire de l’idéal de participation a une fonction bénéfique, satisfaisante en soi (Almond, Verba, 1963 ; McClosky, 1968 ; Milbrath, 1965). Enfin, certains politologues se font explicitement les porte-parole d’une conception élitiste de la démocratie, en défendant l’idée selon laquelle la seule participation électorale serait un garant suffisant du bon fonctionnement de la démocratie (Sartori, 1973).

Une telle représentation limitée, exclusive de l’engagement, a laissé ses marques également dans les milieux, les courants politiques qui mettent l’accent sur la participation électorale et découragent de fait toute autre forme de participation : on songe à l’apolitisme revendiqué qui caractérise ou a caractérisé une partie de la droite française (Merle, 1962), mais surtout aux milieux catholiques.

Ainsi, on sait que la participation électorale s’accroît avec la pratique religieuse en France (Lancelot, 1968 *b,* pp. 205-217), et ceci traduit une influence idéologique plutôt qu’une bonne intégration sociale par exemple, puisque le phénomène ne se vérifie pas chez les protestants. On sait par ailleurs que la pratique religieuse catholique s’accompagne d’un intérêt moindre pour la politique (marqué par le refus de répondre aux sondages : Michelat, Simon, 1983) : les catholiques remplissent leur « devoir » électoral, mais intériorisent le pessimisme concernant leur propre compétence politique qui leur est dicté, en même temps que le sens des devoirs civiques, par la conception libérale de la participation. De même, aux États-Unis, deux études ont montré que la fréquentation d’une église s’accompagne d’une tendance à voter davantage, mais non à s’engager dans d’autres activités politiques (étude sur les élections de 1956, citée *in* Milbrath, 1965).

2. La conception démocratique de la participation

La conception démocratique de la participation fait au contraire de cette dernière une fin en soi : « Une forme d’accomplissement et d’activité des possibilités de l’être humain. Sans participation politique, l’homme adulte ne serait ni libre ni heureux, même si par hasard la forme actuelle de la communauté correspondait par ailleurs à ses désirs […]. Dans la mesure où cette sorte d’activité entre jusqu’à un certain point en compétition avec les intérêts privés et de groupe des individus, l’exigence *morale* de la *supériorité du bien commun* sur les intérêts privés joue un rôle déterminant […] le *démocratisme* est toujours lié à un *moralisme* marqué » (Fetscher, 1967, pp. 2-3. C’est l’auteur qui souligne).

*a)* *Ce moralisme* se retrouve chez J. Locke et S. Mill, pour lesquels la participation n’a plus une simple valeur instrumentale, mais est précieuse en soi. On le retrouve aussi chez des théoriciens contemporains (G. Wallas, C. Merriam, J. Dewey, H. Kelsen, C. Friedrich), dont les constructions traduisent l’idée que la participation est désirable en tant que telle et donc aussi son accroissement quantitatif (plus de citoyens) et qualitatif (diversification des modes d’intervention [352] politique). Cette norme repose sur deux présupposés communs à tous ces développements : la croyance en l’autonomie et en l’amélioration possible du jugement des citoyens. Ces auteurs placent leur confiance – que les précédents accordaient à la seule élite – en la compétence politique actuelle et potentielle des individus (Thompson, 1970, p. 10-53).

*b)* Or ce point est incontestablement le présupposé théorique dominant dans le champ scientifique délimité par les études sur la participation. L’idée selon laquelle l’activité politique du plus grand nombre est souhaitable sous-tend, on l’a vu, la plupart des recherches empiriques sur le sujet.

Cette approche « démocrate » de la participation se reconnaît à ce que ses porte-parole, comme les théoriciens cités plus haut, tendent à « demeurer insatisfaits du faible niveau d’engagement politique dans les démocraties modernes et à insister sur l’importance et la possibilité d’étendre la citoyenneté » (Thompson, 1970, p. 2). La mise en valeur dans les années soixante de l’insuffisance de la participation, la recherche de ses facteurs, et, plus ou moins explicitement, de solutions dans un système perfectible, procède de cette inspiration (cf. par exemple Lane, 1959; pp. 337-357 ; Lancelot, 1968 *e*, pp. 252-260 ; Verba-Nie, 1975, pp. 60-70). On retrouve même ici ou là, dans cette production, la valorisation pure de la participation qui caractérise Locke ou Mill, ou les théoriciens plus contemporains : ainsi l’idée inspirée de Mill selon laquelle la participation politique est désirable en tant qu’elle représente une éducation de l’intelligence et du caractère (Duncan-Lukes, 1963). Procède enfin de la même inspiration « démocrate » la réhabilitation récente – par l’attention au moins qui lui est accordée – de la diversité des activités politiques, de celles notamment qui apparaissent plus directes et significatives que la délégation à des professionnels que constitue le vote (Verba, Nie, Kim, 1978 ; Barnes, Kaase, 1979).

En fait, la science politique paraît connaître une forte tension entre conception libérale et conception démocrate de la participation. Cette tension, nous l’avons vue se manifester chez l’individu partagé entre son essence et son existence *d’homo politicus :* c’est celle résultant de l’affrontement entre le désirable et le possible, entre la norme et le réel. La science politique est partagée entre la tentation de déplorer sans cesse l’insuffisante participation et en même temps de l’accepter comme inévitable, voire souhaitable. « La participation maximum étant toujours souhaitable, la réalité sera toujours en deçà », annonce-t-on (Rémond, 1963, p. 18). Cette contradiction interne oppose les auteurs mais se manifeste aussi à l’intérieur des mêmes ouvrages. Le glissement du descriptif (la réalité malheureuse) au prescriptif (« tout est bien qui finit bien ») y est fréquent et subtil.

Chez Milbrath, par exemple, il pourrait être analysé au niveau du vocabulaire : « Cela [la division du travail politique de fait] *permet* à quelques-uns […] d’accorder toute leur attention aux problèmes politiques compliqués de nos sociétés modernes. Cette division du travail *autorise* d’autres hommes (la plus grande part des citoyens) à prêter relativement peu d’attention aux affaires publiques ». (C’est nous qui soulignons.) Ou bien encore : « Le plus que nous *pouvons attendre* du citoyen [descriptif, prescriptif ?] est qu’il participe au choix des décideurs et demande à être [353] entendu si une question s’avère avoir une grande importance pour lui. » Ce qui conduit l’auteur à passer du réel au possible (ou plutôt à l’impossible : « En fait, il est *impossible* d’échapper au moins à un rôle passif dans le choix des décideurs ») puis au souhaitable de nouveau, le non-pouvoir devenant devoir : « Nous devons garder à l’esprit que les citoyens jouent deux rôles en même temps. Dans le moment même où ils tentent de faire répondre le gouvernement à leurs vœux, les citoyens *doivent* aussi jouer le rôle de sujets obéissants […] et il *est important* que [ces deux rôles] soient maintenus en équilibre » (Milbrath, 1965, pp. 142-145). La boucle est bouclée : de la norme irréalisable, on est retourné, après passage empirique au réel douloureux, à une norme plus réaliste.

Le dialogue entre norme et réalité, le glissement du descriptif au prescriptif, est plus subtil encore, car plus construit chez Almond et Verba. Ils sont parmi les premiers à montrer que l’adhésion des individus à l’idée d’une citoyenneté active et d’une influence effective de celle-ci sur l’élite dirigeante n’est qu’un « mythe ». Ils s’empressent cependant d’ajouter que « celui-ci ne peut pas être un pur mythe. Il doit être une idéalisation de structures *réelles* de comportement » puisqu’il renvoie à une influence « potentielle ». Mais surtout ce mythe est bénéfique dans la mesure où il constitue une menace pour les élites politiques : elles se conduiront de manière responsable, non pour répondre à l’activité des citoyens, mais pour qu’ils ne s’y livrent pas. Si bien que les individus n’ont *pas besoin de voir actualiser ce mythe :* il travaille pour eux (Almond, Verba, 1963, pp. 481-485).

Le glissement d’une approche démocrate à l’approche libérale de la participation traduit donc une transformation de l’objet de la valorisation sous-jacent à ces analyses : de la norme au réel qui la dément.

*c)* Mais la conception démocrate de l’engagement politique est identifiable également *au niveau des comportements.* On la retrouvera dans les milieux où règne une assez forte valorisation de l’activité politique de l’individu : en France dans les milieux de gauche et d’extrême gauche notamment.

Ceci revient à s’interroger sur la relation entre orientation politique et engagement. Nous avons vu dans le chapitre précédent que l’intensité de l’identification partisane était un facteur important de participation. Mais, nous référant essentiellement à des ouvrages anglo-saxons – qui évacuent ce problème –, nous n’avons pas pris en compte jusqu’ici le *contenu* de cette orientation. Or, procédant aux mêmes types de calcul que l’équipe d’A. Campbell et de l’Université de Michigan, l’équipe de la Société française d’enquêtes par sondages met en valeur la liaison entre l’orientation à gauche, à l’extrême gauche surtout, et l’intensité de l’engagement (mesuré à l’intérêt pour la politique : Deutsch, Lindon, Weill, 1966) :

Pourcentage des sujets de chaque tendance s’intéressant,  
beaucoup ou un peu, à la politique

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Extrême gauche | Gauche | Centre | Droite | Extrême droite | Ne savent pas se classer |
| 63 | 46 | 33 | 43 | 47 | 3 |

[354]

Cette relation n’a curieusement guère été étudiée systématiquement. On la trouve confirmée cependant par différentes monographies. Chez les ouvriers par exemple, plus l’intérêt pour la politique augmente, plus la probabilité de se situer à gauche est forte (Adam, Bon, Capdevielle, 1970, pp. 59-60). Chez les cadres, de même, le faible intérêt pour la politique – que manifeste par exemple la tendance à l’abstention lors des élections professionnelles, ou l’attitude de rejet à l’égard de la syndicalisation – est lié le plus souvent à une idéologie conservatrice, même s’il existe, dans une certaine mesure, un apolitisme de gauche (Grunberg, Mouriaux, 1979, pp. 155-156). Enfin, on notera qu’il existe dès l’enfance ou la pré-adolescence une relation entre une préférence idéologique pour la droite – verbalisée ou non – et une moindre reconnaissance de l’univers politique et de sa légitimité (Percheron, 1978, pp. 176-183).

Mais ce qui est moins étudié encore, et nous intéresse davantage, est la relation entre idéologie et choix des pratiques, et donc significations différentes attribuées à ces dernières. On s’aperçoit alors que la valorisation du politique qui prédomine à gauche, en France, s’accompagne d’une représentation des pratiques politiques qui est une assez bonne traduction de la conception démocrate de la participation, non seulement en ce qu’elle présente, on vient de le voir, l’engagement politique comme légitime ou désirable, mais aussi parce qu’elle en favorise le caractère diversifié et égalitaire.

Diversifié : là où l’assistance à des meetings, à des manifestations, et le militantisme sont des activités plus répandues et/ou valorisées qu’ailleurs, le vote n’apparaît plus que comme une des formes de « participation » possibles. On notera par exemple que chez les ouvriers à 40 % favorables au pcf ou au socialisme, si l’abstention électorale – mélange d’abstention, d’hostilité et d’indifférence – est plus forte que chez les agriculteurs et les cadres, d’autres pratiques politiques en revanche rencontrent un accueil plus favorable qu’ailleurs, comme la grève (Adam, Bon, Capdevielle, 1970, p. 71). De même, à degré de politisation égal, les cadres de gauche sont plus favorables que ceux de droite à l’exercice d’activités politiques autres que le vote (Grunberg, Mouriaux, 1979, p. 161).

La participation est aussi « démocrate », à gauche, en ce qu’elle est et se veut plus égalitaire. Dans les représentations : la distribution inégalitaire du sentiment de compétence politique selon le niveau d’étude ou l’origine géographique est moins forte chez ceux qui votent pour le Parti communiste, et diminue alors qu’augmente la force électorale départementale du pcf (Michelat, Simon, 1983, pp. 95-106). Dans les pratiques : l’inégalité de représentation au sein des partis selon l’origine sociale ou le sexe est moins forte à gauche qu’à droite : en France, et de manière plus précise encore en Italie, elle décroît régulièrement à mesure que l’on passe de droite à gauche de l’arc parlementaire.

Une conception, donc, égalitaire, diversifiée et moraliste de la participation, et une autre, favorisant de fait ou tenant pour seule possible une participation minimum, électorale, délégante et inégalitaire, se partagent en définitive, et de manière parfois difficile à dissocier, la production politologique comme les comportements.

[355]

3. La conception « hyperdémocratique »  
de la participation

Mais on peut parler également d’une conception « hyperdémocratique » de la participation. La compétence politique de l’individu est considérée ici comme si puissante et sûre qu’elle n’a guère besoin pour se concrétiser de médiation, électorale ou partisane. De telles représentations sont véhiculées notamment par le gauchisme : il y a ici, comme dans la conception démocratique, forte valorisation de l’engagement politique, mais en même temps incrédulité à l’égard des modes de participation institutionnels, notamment le vote et le militantisme.

*a)* L’analyse des pratiques cohérentes avec une telle représentation de la « participation » sera présentée plus loin. Prenons cependant, pour illustrer cet éthos politique, un seul exemple : celui des réactions de l’équipe du journal *Libération,* depuis sa création (1973) à l’occasion des scrutins nationaux successifs. Dès les élections de 1974, l’équipe de *Libération* se montre profondément partagée quant aux modes de participation institutionnelle, et surtout électorale. Cette ambivalence s’exprime par exemple dans l’article de P. Gavi : « De mai 1968 à mai 1974, les gauchistes qui votent Mitterrand », où il peut écrire notamment : « L’histoire évolue et parfois le vote peut être un vote de combat. » Même ambiguïté, même ton désabusé à l’égard des règles du jeu démocratique sous la plume de S. July en 1978 qui, après une défense « absolue » du suffrage universel, ajoute : « Tout ce pour quoi nous nous battons depuis des années, souvent plus, devrait ainsi se jouer sur deux tours de scrutin […]. Si cela était cela voudrait dire que ces batailles, ces ruptures, ces déchirures n’étaient rien d’essentiel. Que l’on nous cite aujourd’hui, dans une démocratie occidentale, une élection qui depuis un siècle a profondément modifié le cours de l’histoire, instauré une société nouvelle, bouleversé les mentalités, des-étatisé une société. » Même hésitation enfin en 1981, où, après avoir accueilli avec enthousiasme la victoire de François Mitterrand, *Libération* se met à ironiser sur les « Blum Blum tralala », anciens gauchistes ralliés au pouvoir (cf. l’analyse de Bernard, 1982, pp. 81-83).

Cette attitude s’accompagne d’une hostilité plus ou moins larvée à l’égard des partis. L’anticommunisme de *Libération* est en partie un anti-bureaucratisme, un refus des formes institutionnalisées de la lutte politique. Elle se traduit par exemple par le soutien aux formes d’action qui échappent le plus au contrôle partisan. Grève sauvage des o.s., séquestrations, affaire Lip, luttes des femmes (Bernard, *op. cit.)* sont autant d’occasions d’expression d’une hostilité réelle à l’égard de la politique institutionnelle.

*b)* Quant à la science politique elle-même, elle a traduit à sa manière cette ambivalence ou cette résistance à l’égard du système partisan et de ses règles de fonctionnement : en dénonçant depuis le début des années soixante-dix l’exclusion politique de fait et plus généralement « l’idéologie de la participation » dont le système partisan s’accompagne (Gaxie, 1978, pp. 42-43). Il est révélateur à cet égard que l’encouragement à la détention d’une opinion et à la pratique d’une activité politique que suscite la présence des partis – de gauche surtout – [356] intéresse si peu cette « génération » de politologues. Elle pourrait être interprétée avant tout comme une correction au déterminisme social en matière de politique. Elle est au contraire analysée, par Bourdieu notamment, comme une autre forme de dépossession de compétence politique : il parle à ce propos de « délégation », d’effet d’« allodoxa » ou d’« opinion politique par procuration » (Bourdieu, 1977). Enfin, cette méfiance à l’égard des règles du jeu et du système partisan culmine dans les travaux français les plus récents sur la participation, ceux qui sont inspirés par l’anthropologie : n’ont-ils pas tendance à faire des partis une excroissance d’une « bureaucratie politique » aliénante ? A rejeter du côté de l’idéologie dominante des comportements dictés d’« en haut » (Berges, 1982) ?

4. Autres conceptions

Rappelons enfin pour mémoire (cette revue des conceptions de la participation ne se veut pas exhaustive) que certains milieux, fortement minoritaires il est vrai, ne partagent pas du tout l’idéologie valorisant l’activité politique. Ce refus est basé sur une remise en question de l’idée de compétence individuelle en matière politique, d’aptitude de chacun à avoir une « opinion » fondée, à reconnaître ses propres intérêts, et, en même temps, sur une dénégation de la valeur et de l’efficacité d’une telle distribution de la compétence politique. On retrouvera ces vues en France, par exemple, dans l’extrême droite, chez les disciples de Maurras, pour qui la masse n’a pas « besoin de délibérer sur les affaires générales dont elle n’a pas la connaissance ni le jugement […] » (cité dans Vedel, 1962, p. 54). Ici le vote lui-même n’est pas justifié. Le terme de « participation » n’a donc pas de sens, puisqu’on assiste chez les maurrassiens à un retour explicite à l’ère pré-démocratique comme système de référence.

Il existe donc des représentations fort différentes de l’action politique. Elles reposent sur des attitudes divergentes face au fonctionnement démocratique : laissez-faire libéral, volontarisme démocrate, méfiance anarchiste. Elles s’accompagnent d’évaluations dissemblables de la compétence politique et d’interprétations différentes des mêmes pratiques.

Pourquoi faudrait-il alors interpréter celles-ci à l’aune de l’un de ces systèmes idéologiques, fût-il dominant ? On a affaire à « des » participations : structures, combinaisons différentielles de pratiques politiques elles-mêmes vécues et interprétées différemment. Leur unification au sein « d’une » participation à l’échelle unique n’a pu passer pour une évidence qu’en raison de la prédominance, au sein du champ scientifique de la participation, de la science politique américaine et de ses modes d’investigation. Cette représentation homogène de l’engagement traduirait à la fois les faibles clivages idéologiques existant aux États-Unis et le besoin d’une échelle unificatrice que suscite la démarche résolument comparatiste des travaux américains sur le comportement politique.

Si cette approche est loin d’avoir été sans fruits, elle peut paraître aujourd’hui présenter l’inconvénient d’unifier des comportements, dont la signification est profondément différente en dépit de formes extérieures identiques. Ainsi il ne [357] suffit pas de savoir que la participation n’est pas sans lien avec certaines préférences politiques, il s’agira de réinterpréter celle-là à la lumière de celles-ci. La forte participation électorale italienne, par exemple, pourrait s’interpréter dans une certaine mesure comme la conjonction sur un point précis (le vote) de deux univers idéologiques par ailleurs radicalement différents : celui, communiste, favorable à un engagement politique de masse et multiforme, et celui, démocrate-chrétien et catholique, encourageant cette forme minimale de participation qu’est le vote. La diffusion, dans un pays où le niveau d’information politique est faible, de l’idée selon laquelle le vote est obligatoire proviendrait autant de cette conjonction idéologique que de la connaissance de dispositions juridiques, ambiguës, au demeurant.

De même que nous avons pu reconstruire les présupposés idéologiques présidant aux différentes acceptions de l’engagement politique dans la littérature politologique, il s’agirait de savoir ce que « participer » veut dire pour les *intéressés eux-mêmes.* Sans doute ces constructions idéologiques sont-elles digérées, traduites différemment selon les individus. Encore faut-il ne pas négliger ces traductions. Il est symptomatique qu’on dispose aujourd’hui de si peu d’informations sur les *motivations individuelles* présidant à l’entrée (ou à la non-entrée) en politique. Après avoir présupposé une conduite rationnelle à l’individu, on est passé en effet sans transition à l’analyse de données agrégées susceptibles d’expliquer les comportements.

Oublier de réinterpréter ces derniers comme résultant, également, de l’influence de systèmes de représentation politique divergents, c’est désidéologiser artificiellement la vie et les comportements politiques.

B. UNIDIMENSIONNALITÉ DE LA PARTICIPATION

Après s’être intéressée essentiellement au vote comme indice de la participation politique, la science politique s’attache dès les années soixante à mettre en valeur la diversité des pratiques politiques. Mais celles-ci ne se distinguent que par *l’intensité* différentielle d’engagement qu’elles traduiraient, puisqu’il existe des modes faciles et difficiles d’activité politique. « La » participation se voit alors décomposée, mais il se produit une assimilation de ses différents modes à différents degrés d’un même phénomène, l’engagement. Comme tels ces derniers sont théoriquement interchangeables (Berelson, Lazarsfeld, McPhee, 1954), même si l’échelle de participation constitue en fait une pyramide (Lane, 1959 ; Campbell, Converse, 1960 ; Dahl, 1961 ; Milbrath, 1965 ; Butler, Stokes, 1969).

Cette tendance à assimiler ce qui pourrait être appréhendé comme des pratiques diverses (différentes par leur nature et leur fonction) à différents degrés d’un même phénomène – « la » participation – se retrouve également dans les travaux sur l’activité militante. Ainsi M. Duverger et J. Chariot « établissent des échelles de participation (électeurs, sympathisants, militants, responsables) sur lesquelles repose partiellement leur typologie des partis mais ils ne s’intéressent guère en revanche aux différents aspects du militantisme » (Subileau, 1981, p. 1038). Seul S. Moscovici aurait proposé une échelle ordonnant les sujets, non [358] selon un principe *a priori* d’intensité de la participation, mais selon des *types* d’activité (Moscovici, 1954).

L’unidimensionnalité apparente de la participation n’est, on le voit, pas sans rapport avec son univocité présumée : pressentir la participation comme une du point de vue de la signification conduit à mesurer ses différentes manifestations à la même échelle.

Or, les différentes pratiques politiques n’apparaissent pas parfaitement interchangeables.

*a)* D’une part, parce que ce sont *différents types de citoyens qui pratiquent différentes formes de participation.* Ceci transparaît lorsqu’on procède à une nouvelle lecture des analyses portant sur les facteurs de la participation. Les individus et les groupes ne se distinguent pas seulement par l’intensité de leur activité politique, mais aussi par ses formes.

Prenons encore une fois l’exemple des femmes comme révélateur. Leur exclusion sociale se traduit non seulement par un engagement politique moindre, mais aussi par l’adoption de pratiques spécifiques. Ainsi à niveau socio-économique égal à celui des hommes, les femmes américaines militent moins (Jensen, 1960), elles ont moins de chances d’occuper une fonction politique, voire simplement d’y être, candidates (Rokkan, Campbell, 1960). Enfin, elles pratiquent moins le prosélytisme – port de badge ou tentative de convaincre d’autres individus au cours de discussions politiques (Milbrath, 1965).

Lorsqu’elles se réclament d’un univers idéologique identique à celui des hommes, les femmes françaises, de même, marquent leur réticence à l’égard de certaines pratiques : celles qui sont en relation avec la politique institutionnelle, partisane ou syndicale. Ainsi, lorsqu’on prend la précaution de n’envisager que le groupe homogène de ceux qui travaillent, et qui se situent eux-mêmes « à gauche », on constate que les femmes persistent à être moins prêtes que les hommes à considérer comme « très grave » une éventuelle suppression des partis politiques (51 contre 58 %), ou une éventuelle suppression du droit de grève (59 contre 74 %). Et en ce qui concerne les pratiques effectives, les femmes actives de gauche sont moins syndiquées, elles manifestent moins et discutent de politique près de trois fois moins que les hommes (Mossuz-Lavau, Sineau, 1983, pp. 40-48). Les auteurs de cette enquête ont vérifié que ces divergences de pratiques ne sauraient être attribuées entièrement à la spécificité du contexte économique (taille de l’entreprise), ou politique (travail à temps partiel, donc faible syndicalisation) dans lequel travaillent les femmes ; ces pratiques politiques renvoient donc à une véritable culture politique de groupe, quelle qu’en soit l’origine.

D’autres groupes se distinguent par leur mode spécifique de participation. Ainsi les individus caractérisés par un revenu élevé ; aux États-Unis, ils s’avèrent particulièrement portés vers les activités suivantes : rejoindre un club politique, travailler pour un parti, faire du prosélytisme (discussion politique), porter des badges. Ces pratiques – dont toutes ne sont pas « difficiles » – traduisent plutôt une tendance à l’extériorisation de l’opinion. L’aisance sociale semblerait l’encourager (Milbrath, 1965, p. 121).

[359]

De même, la relation entre niveau d’étude et « la » participation s’avère particulièrement forte quand celle-ci est mesurée à l’intérêt pour la politique ou la pratique des discussions. Cette relation privilégiée se vérifie dans sept pays différant quant à leur organisation économique, politique et sociale (Verba, Nie, 1975). On peut comprendre que cette relation soit moins forte, voire inexistante, quand il s’agit du vote, qui demande peu d’investissement. Il est plus inattendu, en revanche, que les activités menées en faveur d’un parti (participation à une campagne électorale), particulièrement exigeantes en temps et en énergie, donc « difficiles », caractérisent peu le comportement des individus à niveau d’étude élevé.

Les formes de pratiques politiques varient également selon la religion. Aux États-Unis, si le fait d’être juif s’accompagne d’une participation accrue à tous les niveaux, l’appartenance au milieu catholique, on l’a vu, encourage essentiellement le vote (Milbrath, 1965). Ici l’intérêt d’étudier les formes de la participation par groupes rejoint celui, déjà souligné, de réinsérer ces pratiques dans leur contexte idéologique.

De même, les Noirs ont par rapport aux Blancs des pratiques politiques spécifiques : leur participation, lorsqu’elle existe, est davantage orientée vers les problèmes locaux et ethniques que nationaux (Lane, 1959, pp. 235-255), et vers des pratiques moins respectueuses des règles du jeu démocratique.

« On vote plus au nord de la Loire, on fait plus de politique au sud » (Fauvet, *in* Lancelot, Meynaud, 1961, p. 52) : les modes de participation varient aussi selon les régions. Et selon les pays : dans l’analyse qu’ils ont menée à propos de cinq nations différentes, Verba et Nie montrent, par exemple, que tandis que le Japon « vote », l’Autriche « milite », les Yougoslaves ont volontiers recours aux groupes de pression, et les Hollandais aux contacts avec les hommes politiques…

De manière générale, une telle approche par les groupes et leurs pratiques tend à conforter, comme l’approche « plurivoque » de la participation, l’idée d’une culture politique différentielle, mais d’une culture surtout socialement située (alors que les travaux d’Almond et Verba sur la culture « civique » étudiaient ses variations essentiellement de pays à pays).

Et, notamment, la « culture systématiquement divisée » qu’on a vue opposer l’ensemble de ceux qui « participent » à ceux qui « ne participent pas » ne se réduit pas en fait à l’antinomie pure entre absence et présence de participation. Elle se caractérise aussi, il ne faut pas l’oublier, par une dissemblance de pratiques : engagement multiforme au sommet pour les uns, simple accomplissement du devoir électoral pour les autres. La relation entre choix des pratiques et univers idéologiques qu’elles traduisent mériterait ainsi d’être analysée plus précisément.

Il ne s’agit pas ici, en définitive, de contester les acquis essentiels des études sur la participation : la distribution des différents groupes cités en fonction de leur degré *d’intensité* dans l’engagement politique. Il s’agit d’attirer l’attention *également* sur les différents modes d’être au politique, les pratiques divergentes qui accompagnent ces intensités inégales, et qui traduisent, comme elles, des situations sociales.

[360]

*b)* Une seconde raison milite en faveur de l’idée de multidimensionnalité de la participation : les différentes formes d’activité politique paraissent effectivement, en elles-mêmes, dissemblables quant à leur contenu et à leur fonction. Verba, Nie et Kim (Verba, Nie, 1972 ; Verba, Nie, 1975 ; Verba, Nie, Kim, 1978) ont proposé de distinguer les pratiques politiques selon le type d’influence qu’elles exercent sur le gouvernement (pression ou simple information), leur finalité (collective ou particulière), le degré de conflictualité qu’elles supposent, et la quantité d’initiative qu’elles réclament. Quatre pratiques furent réanalysées dans cette perspective : le vote, le contact avec des hommes politiques, l’appartenance à des groupes de pression, la participation aux campagnes électorales.

Les auteurs ont d’abord pu montrer la relation très inégale de ces pratiques, quelle que fût leur « difficulté », avec l’intensité de la participation générale. Ainsi le fait de contacter des hommes politiques est peu lié aux variations des indices de participation. Et en ce qui concerne le vote, cette relation varie beaucoup de pays à pays. L’échelle de « difficulté » des pratiques politiques ne semble donc pas devoir être unique. Les auteurs relativisent par ailleurs l’idée d’une pyramide de participation : la diversité des pratiques politiques qui sont à la disposition des individus permet que celui qui est engagé dans l’une ne l’est pas forcément dans l’autre. Il y a moins de « superactivistes » que l’idée de pyramide le ferait supposer : selon les pays considérés par l’enquête, de 36 à 62 % des populations pratiqueraient, en plus du vote, une activité politique *ou* une autre.

Il s’avère par ailleurs que ces pratiques ne sont pas interchangeables. Elles renvoient à des attitudes différentes à l’égard des partis ou de la collectivité. Les auteurs montrent en effet que si la participation à des campagnes électorales est en relation avec un fort engagement psychologique à l’égard des affaires politiques, *et* une forte identification partisane, l’appartenance à un groupe de pression ne renvoie qu’au premier sentiment et le vote au second, tandis que le fait de contacter des hommes politiques n’est en relation ni avec l’un ni avec l’autre… Si bien qu « un citoyen qui contacte un homme politique pourra ne pas assister à un meeting – même si cet acte est plus facile – simplement parce qu’il ou elle n’est pas intéressé par ce type d’activité. Certains individus peuvent se spécialiser dans des pratiques partisanes, d’autres des activités non partisanes » (Verba, Nie, 1975, p. 28).

Il ressort de ce qui précède que si : 1) les individus ne sont pas automatiquement induits, par leur degré d’engagement politique, à se livrer à telle ou telle pratique politique ; si, par ailleurs, 2) ces pratiques se distinguent par des caractéristiques identifiables (du point de vue de leur conflictualité, de l’identification partisane qu’elles supposent, du degré d’initiative qu’elles réclament), il est concevable que des individus caractérisables, fût-ce par situation, par leur disponibilité à l’égard de la chose publique, à l’initiative ou au conflit s’engageront en effet dans certains modes de participation plutôt que d’autres.

C’est encore par souci de comparatisme, en grande partie, que les études classiques de science politique américaines ont eu tendance à ne pas tenir compte des disparités entre modes de participation d’un groupe social à l’autre. Une meilleure représentation des Noirs, par exemple, dans l’ouvrage pionnier d’Almond [361] et Verba, aurait sans doute favorisé une prise de conscience des divergences entre pratiques de la participation (Abramowitz, 1980, p. 181).

Appréhender les pratiques sociales de l’engagement suppose en effet d’inverser le mode habituel d’approche de la participation : de partir non d’un modèle général de participation, mais des groupes sociaux eux-mêmes. C’est ce que permet désormais, en France, la multiplication depuis le début des années soixante-dix de monographies portant sur des groupes sociaux différents (cf. ouvriers : Adam-Bon-Capdevieille, 1970 ; jeunes : Coutrot, 1971 ; agriculteurs : Tavernier *et al.,* 1972 ; adolescents : Percheron, 1978 ; cadres : Grunberg, Mouriaux, 1979 ; classes moyennes : Lavau, Grunberg, Mayer, 1983 ; femmes : Mossuz-Lavau, Sineau, 1983). Si ces travaux ne portent qu’accessoirement et fort inégalement sur la participation (lacunes pour les classes moyennes, les paysans, les jeunes), ils tendent à la reconstitution des univers politiques respectifs de ces groupes et par là même constituent un premier jalon indispensable à la compréhension du choix de leur pratique.

C. NORMALITÉ

Penser l’engagement politique au pluriel, enfin, c’est en appréhender, non seulement les représentations idéologiques et les pratiques, mais les modèles différents de légitimité.

Ce n’est que très récemment que des formes d’activité politique non conformes à l’idéal démocratique de la participation ont été introduites dans le champ des études sur l’action politique (Marsh, 1977 ; Barnes, Kaase, 1979).

Pour intégrer ces pratiques, il fallait apparemment abandonner la taxinomie en vigueur dans les travaux sur l’engagement : le premier ouvrage important sur les nouvelles formes d’activité politique parle encore de « participation » conventionnelle et de « participation » non conventionnelle mais s’intitule de manière symptomatique « l’*action* politique ». Il fallait aussi cesser de sentir ces pratiques comme en totale contradiction avec le système politique existant : un des principaux points de l’ouvrage précité consiste de façon symptomatique à montrer l’accroissement de légitimité qui entoure ces pratiques nouvelles, et de continuité – dans les mentalités et les comportements – entre ces pratiques et les activités politiques traditionnelles.

Or, ne prendre en compte que les formes conventionnelles d’engagement politique, c’est négliger une des caractéristiques les plus intéressantes des comportements politiques récents : la remise en question de cet idéal de participation qui fait l’objet de la science politique classique et du modèle démocratique auquel celui-ci renvoie. La prise en compte des activités politiques non conventionnelles est ainsi doublement fructueuse pour les études sur l’engagement politique. D’abord parce qu’elles intègrent ainsi la nouveauté des comportements. Ensuite parce qu’elles obligent, par là même, la science politique à repenser son objet.

Si la question de l’objet de la science politique se pose aujourd’hui avec une singulière acuité à l’occasion de l’étude des comportements c’est en raison de la transformation récente de ces derniers. L’attitude des acteurs, autant que les hésitations [362] des observateurs de l’action politique, suscite une réflexion accrue quant au caractère « politique » d’un comportement.

Que la qualification politique d’un comportement soit historiquement, socialement, géographiquement située, on s’en doutait déjà. Telle pratique sociale, religieuse, telle œuvre d’art peut devenir ou cesser d’être un acte politique en fonction du « contexte » (règles du jeu édictées par le système politique) aussi bien que du « texte » (intention politique des acteurs)… ce qui est une menace en soi pour l’identité de la science politique. Mais le problème cesse d’être abstrait lorsqu’on assiste de la part des acteurs comme du système politique à une requalification du champ politique. C’est ce qui nous semble s’être produit dans les années récentes.

Depuis le début des années soixante-dix, un nombre impressionnant d’ouvrages s’accordent à décrire la transformation du contenu des revendications politiques, des justifications à l’action sur le plan politique. Certes, cette évolution n’a pas touché tout le monde. Elle est surtout le fait à l’origine de la génération née dans l’après-guerre, et notamment des éléments les plus aisés de chacune de ces classes d’âges : de ceux dont la formation s’est faite dans des conditions de sécurité physique et économique relative. Amorcée dans les années soixante, une telle évolution cependant aurait cessé de caractériser surtout la jeunesse intellectuelle, pour se répandre au cours des années soixante-dix dans les élites politiques. Cette évolution décrite notamment par Inglehart (1971, 1977, 1979) a été vérifiée pour 16 pays d’Europe de l’Ouest, aussi bien que pour les États-Unis, le Japon, la Turquie, Israël et l’Australie (cf. dans la bibliographie citée par Inglehart : Ike, 1973 ; Kerr, Handley, 1974 ; Marsh, 1975, 1977 ; Kmieciak, 1976 ; Lafferty, 1975 ; Knutsen, 1982 ; Hildebrandt, Dalton, 1978 ; Zetterberg, 1977 ; Watanuki, 1979 ; Kaase, Klingemann, 1979 ; Jennings, Allerbeck, Rosenmayr, 1979 ; Pesonen, Sankiaho, 1979 ; Kemp, 1979 ; Flanagan, 1979, 1980, 1982 ; Nardi, 1980 ; Baker, Dalton et Hildebrandt, 1981 ; Leonardi, 1983 ; Fietkau-Kessel eds. (à paraître).

Ces auteurs s’accordent à décrire la substitution, dans le contenu des revendications politiques, à des valeurs « matérialistes » (recherche de la sécurité physique et économique), de valeurs « post-matérialistes » donnant la priorité à des éléments qualitatifs plutôt que quantitatifs, et à l’expression individuelle et sans médiation.

Un tel phénomène, outre l’intérêt qu’il peut présenter en tant que tel par son ampleur et son caractère simultané, oblige aussi – ce qui est moins commenté – ou devrait obliger la science politique à repenser son champ. Dans la mesure où elle est confrontée à de nouveaux *acteurs,* proposant de nouveaux *objets,* et conséquemment de nouvelles *pratiques,* mais surtout dans la mesure où ces acteurs ont cette caractéristique, en raison de leur origine sociale et culturelle, d’avoir été capables de poser, et en partie de faire accréditer, ces objets et ces pratiques comme *politiques.*

*a)* La plupart de ces *nouveaux acteurs sociaux* apparus au cours des années soixante – les femmes, les jeunes, les minorités ethniques (Noirs aux États-Unis), [363] sexuelles (homosexuels) ou nationales (Bretons, Corses, Occitans en France) ont en effet su poser en termes politiques leurs revendications. Le « Ne faites pas confiance aux plus de trente ans » du Free Speech Movement de Berkeley qui illustre la « sécession » des jeunes dans les années soixante s’est accompagné d’une critique de la société industrielle et de ses valeurs plus ou moins élaborée politiquement selon que l’on passe des beatniks ou des hippies aux mouvements étudiant ou lycéen. Le féminisme de même s’articule sur une critique de la société capitaliste. « Le sexe est une catégorie politique, écrit par exemple Kate Millet dans *La politique du mâle* en 1970, les relations entre hommes et femmes procèdent du même principe que l’exploitation capitaliste, le colonialisme, le racisme. » L’anti-capitalisme caractérise aussi souvent les mouvements régionalistes : les militants occitans ne sont-ils pas en lutte contre un « État français, lui-même outil entre les mains d’un capitalisme dont les forces principales sont au nord de la France » (R. Laffont, *Clefs pour l’Occitanie,* 1979, p. 125) ? Ne s’avouent-ils pas favorables à une « révolution » qui « sera multinationale ou ne sera pas » (M. Le Bris, *Occitanie : volem vivre !,* 1974 ; cf. pour cette analyse et les textes cités Schwarzenberg, 1977, pp. 394-454) ?

*b)* L’irruption de ces nouveaux acteurs a élargi considérablement la représentation commune du champ politique. En proposant à son assimilation des objets dont la nouveauté procédait en partie de leur caractère qualitatif, comme la qualité de la vie ou de l’environnement. En bouleversant surtout la géographie implicite de l’action politique sur laquelle cette représentation était fondée. Lorsque les féministes italiennes proclament : « *Il privato è politico »*, elles reconnaissent, en la transgressant, l’existence d’une frontière entre public et privé sur laquelle s’articulait jusque-là celle opposant le politique à ce qui ne l’est pas. Revendication d’une continuité du politique dans la vie sociale que l’on retrouve également dans le gauchisme : « Ceux qui parlent de révolution et de lutte des classes sans se référer explicitement à la vie quotidienne […] ceux-là ont dans la bouche un cadavre », écrit-on sur les murs de la Sorbonne. Des domaines laissés jusque-là à l’appréciation de l’individu sont proposés comme collectifs, et politiques : le bonheur, l’esthétique (« La révolution combat aussi pour la beauté »), ou la sexualité surtout, jusque-là privé par excellence : « Plus j’ai envie de faire la révolution, plus j’ai envie de faire l’amour. »

Ce qui importe ici pour la science politique ce n’est pas tant, encore une fois, la proposition de nouvelles valeurs que leur interprétation en termes politiques, c’est-à-dire le fait que la revendication concernant l’objet (sexualité, esthétique) s’accompagne d’une réflexion portant sur l’ensemble du système politique. Cette aptitude à établir des liens entre un problème spécifique et la totalité sociale supposait en effet un certain niveau culturel.

*c)* La requalification de l’objet s’accompagne d’une *requalification de la pratique,* d’une redéfinition et d’un élargissement du comportement « politique ». Il y a réinvestissement explicite du politique non seulement sur le lieu de travail mais dans le travail lui-même (cf. notamment la redécouverte dans les années soixante-dix de « la triche, du sabotage, de la fauche », de l’absentéisme comme pratiques politiques [364] par la presse de gauche (Bernard, 1982, pp. 81-82) ou, à la même époque, par les historiens du travail ouvrier. Réinvestissement du politique aussi dans le privé : réaménagement volontariste de la vie quotidienne au sein de communes aux références idéologiques explicites, recherche de rapports sociaux désaliénés, investissement de l’énergie militante dans toutes les zones de la personnalité… Ces pratiques sans doute ont touché peu d’individus (cf. cependant l’existence d’une véritable société « alternative » en Allemagne), mais ceux-ci, par leur origine sociale privilégiée, et leur qualité de producteurs de discours, ont donné à cette expansion du politique dans le quotidien et le social une visibilité particulière. La banalisation, par exemple, dans les années soixante-dix, de l’idée selon laquelle « tout est politique » en serait un indice.

Plus visible sans doute, et tout aussi menaçant pour une définition trop simple du comportement « politique », le recours croissant à des pratiques délaissant les canaux habituels de l’expression et de l’action politiques. La seconde édition, vingt ans après, de *The civic culture,* les travaux comparatistes récents sur la participation « non conventionnelle » montrent qu’il s’agit là d’une évolution commune à l’ensemble des démocraties occidentales (Almond, Verba, 1980 ; Barnes, Kaase, 1979)-

Ces pratiques ont en commun de signifier un refus de la médiation politique. Quant à l’expression : l’accroissement du nombre des manifestations (le nombre d’incidents à la suite de manifestations au cours d’une seule année entre 1960 et 1967 aux États-Unis a excédé le nombre de ceux enregistrés pendant toute la décennie 1950-1960 : Abramowitz, 1980, p. 199), la signature de pétitions, l’inscription de slogans sur les murs visent à « court-circuiter » les canaux institutionnels de l’expression politique (partis, Parlement…). Quant à l’action : les grèves de loyers, d’impôts, l’occupation ou le sac de locaux, les boycotts, le blocage des chemins de fer ou des routes traduisent une tendance à la satisfaction directe et immédiate des revendications. On passe de l’idéologie du « faire faire », de la délégation, à celle du « faire ». C’est la tentation de l’« action directe ». Évolution favorisant l’activité de groupes restreints, dont la création est d’initiative locale (2 millions d’individus appartiennent ainsi en rfa, à la fin des années 1970, à de tels groupes : 3 000 environ totalisant ainsi en moyenne 600 individus ; cf. Conradt, 1980, p. 249). La multiplication, en France, des associations d’initiatives locales (30 000 associations aujourd’hui) procède de la même tendance à prendre « les choses en main ».

*d)* Autre contestation, par les faits, des limites trop claires qu’on pourrait apporter à la définition du comportement « politique » : le flirt croissant des acteurs qui se revendiquent comme politiques avec ce qu’il est convenu d’appeler la délinquance. Le refus de la médiation décrit plus haut traduit déjà un certain irrespect pour les règles du jeu politique. Mais d’autres pratiques (manifestations interdites, grèves sauvages), ainsi que toutes les formes de violence politique contre les biens ou les personnes (attentat à la bombe, assassinat, « jambisation » en Italie, kidnapping, agression contre les forces de l’ordre ou les bâtiments publics) sont l’expression d’une contestation explicite des limites légales du comportement politique. Où placer la frontière objective entre action politique et délinquance ? Comment le p 38 parvient-il [365] à se distinguer de l’arme des truands ? En vertu du discours politique qui lui confère son sens. Or, pour appréhender ce dernier, il nous faut nous référer à ce qu’en disent les acteurs eux-mêmes.

Mais la confusion possible des frontières du politique s’accroît lorsque les acteurs s’avèrent eux-mêmes ambigus quant à la qualification de leurs actes : or c’est ce qui caractérise précisément certains mouvements actuels, postérieurs à Mai 68. C’est le cas des « autonomes » français par exemple. Ils ont recueilli une partie de l’héritage de Mai 1968, et se revendiquent toujours de l’idéologie révolutionnaire, mais leur marginalité sociale et politique revendiquée leur interdit de proposer un projet politique structuré dans lequel insérer, comme leurs aînés, leur malaise spécifique. L’action chargée d’exprimer ce dernier reste cependant collective et dirigée contre l’État qu’il s’agit aux mieux de déstabiliser (Action directe) et au minimum de « chaparder » (attentats contre des bâtiments publics, bris de parcmètres ou de vitrines, squatts ; cf. Greilsamer, 1981, pp. 144-149). L’interprétation politique demeure ici, mais ténue.

Que faire alors du comportement des « Indiens métropolitains » italiens qui vise essentiellement, par son extravagance, à exprimer leur refus des règles du jeu et à dire en quelque sorte : « Regardez comme nous allons mal » ? À quel moment l’expression de la marginalité sociale devient-elle politique ?

Ceci nous ramène également au problème connu, mais réactivé aujourd’hui, du banditisme social. Il est significatif que, nouveau Mandrin, Jacques Mesrine ait été pour un temps un acteur politique : c’est à partir du moment où, de sa situation singulière, il se met à élaborer en termes généraux la critique des quartiers de haute sécurité que « le taulard rebelle devient gangster de gauche, et ses *Mémoires* le best-seller de certains groupes autonomes » *(loc. cit.).*

Ce qui nous importe ici, encore une fois, ce n’est pas la marginalité sociale ou la délinquance, mais sa capacité d’auto-interprétation en termes politiques.

Une telle aptitude, manifestée par des acteurs sociaux différents, constitue une contestation majeure d’une définition restrictive de l’engagement politique telle qu’on l’a trouvée dans les ouvrages de science politique l’ayant pris explicitement comme objet.

Contestation non secondaire, et peut-être pas éphémère : certaines des pratiques politiques que nous venons de citer ne sont après tout pas plus minoritaires que celles activement exercées auprès des institutions politiques (le pourcentage de militants, de syndiqués actifs, de ceux qui accordent temps ou argent à un parti… ne dépasse guère celui des manifestants). Elles bénéficient par ailleurs d’une visibilité autrement importante : en raison, on l’a vu, de la qualité sociale de leurs acteurs capables de les proposer comme politiques ; en raison aussi de leur caractère frondeur, voire illégal, donc spectaculaire ; en raison enfin de leur fonction même puisqu’elles visent précisément à concurrencer le monopole étatique ou partisan de la production de sens, à attirer sur elles l’attention et l’intérêt politiques. Visibilité, d’ailleurs, que traduit et renforce l’accroissement de la légitimité de ce type d’action dans la plupart des pays occidentaux bouleversant la « culture de participation » : « Ce qui s’avère s’être vraiment produit – ce qui est réellement significatif – [366] c’est que ce qui était extrémisme dans les années 1960 est devenu légitimité dans les années 1970 » (Barnes, Kaase, 1979, p. 135).

L’engagement politique est donc à géométrie variable. Sa géographie est évolutive, et ses frontières ont eu précisément tendance depuis vingt ans à se déplacer du côté du privé et de l’illégalité, délaissant la référence au public et à la norme qui fait l’unité apparente du concept dans les ouvrages sur la participation. Investissant le quotidien, désinvestissant les lieux où s’opère le rituel politique (le Parlement, les partis, voire la rue), l’engagement politique s’est ainsi dilué dans le temps et dans l’espace. Une analyse de la participation devrait aujourd’hui pouvoir prendre en compte des phénomènes apparemment aussi peu « participants » ou aussi peu « politiques » que le communautarisme, le terrorisme, la société alternative, le féminisme, l’autonomie, la multiplication des associations, les actions écologistes, la « grève du sexe » ou celle « des éviers »… Elle aurait aussi à s’interroger sur les déterminations politiques – et pas seulement sociales – de telles pratiques (évolution de l’État, du système partisan).

Or, ceci ne peut se faire qu’en agréant en effet les idées de plurivocité, pluri-dimensionnalité, pluri-légitimité de l’engagement : ces nouvelles pratiques étant souvent exclusives des pratiques traditionnelles, incompréhensibles sans le système de légitimité politique qui les dicte, adaptées à des catégories politiquement dominées (jeunes, femmes, même si, on l’a vu, la redistribution en leur faveur de la participation reste faible).

Mais cette prise en compte de groupes refusant explicitement de « prendre part » incite surtout à se détacher du terme même de participation (sauf à parler, avec un certain goût du paradoxe, de participation par le refus ou de participation destructrice…) si l’on veut que la norme, quelle que soit encore aujourd’hui sa prégnance idéologique, cesse de dissimuler le réel.

Au total, l’analyse de l’engagement politique selon les différents contextes idéologiques, dans les formes spécifiques que les groupes lui confèrent, enfin jusque dans ses aspects déviants par rapport aux règles du jeu politique : voilà qui constitue la suite logique de la progressive prise de distance de la science politique à l’égard du « mythe démocratique de la participation ».

[367]

Section 2

L’orientation du comportement politique

par Alain Lancelot

[Retour au sommaire](#sommaire)

En traitant de la participation politique, ou de l’action politique, nous ne nous sommes pas préoccupés de son orientation. Peu importait jusque-là que cette action soit progressiste ou conservatrice, de gauche ou de droite, dirigée vers le soutien ou la critique de tel ou tel parti ou de tel ou tel candidat. Or c’est naturellement à cette question – que nous appellerons question de l’orientation – que l’on pense en premier lieu quand on évoque le comportement politique. Pour la traiter ici nous nous référerons à un modèle simple. La direction dans laquelle s’engage toute action politique individuelle – le vote par exemple – nous paraît résulter d’un double conditionnement : celui d’une orientation personnelle relativement stable d’une part, celui d’une situation conjoncturelle d’autre part. Nous nous tournerons d’abord vers la première que nous définirons (§1) avant d’en analyser les variables explicatives (§2) et d’en étudier le conditionnement social (§3) et culturel (§4). Nous nous tournerons ensuite vers le jeu de la conjoncture pour étudier le passage de l’orientation politique individuelle à l’action politique (§5) et récapituler en conclusion les variables du changement (§6).

1. L’orientation politique individuelle

A. QUELQUES RAPPELS SUR L’ORGANISATION  
DES ACTIVITÉS PSYCHOLOGIQUES

Sans prétendre à la moindre originalité mais pour fixer notre vocabulaire et préciser dans quel cadre conceptuel s’inscrit notre démarche, rappelons quelques notions de base. La première est celle de *comportement motivé.* Le comportement de l’adulte se distingue de celui de l’enfant en ce qu’il est organisé, orienté vers la réalisation de buts individuels ou collectifs. On dit que c’est un comportement motivé. Ce type de comportement apparaît à la suite d’un apprentissage qui met en œuvre des mécanismes psychologiques complexes dont les plus importants sont l’acquisition [368] des connaissances et la valorisation des objets. L’individu apprend à la fois à reconnaître ces objets et à apprécier leur valeur, suivant qu’ils lui paraissent bons ou mauvais, beaux ou laids, vrais ou faux, etc. La combinaison de ces deux processus d’acquisition et de valorisation a de grandes conséquences du point de vue des connaissances et du point de vue de l’action. Au point de vue cognitif, cette combinaison entraîne la formation de *croyances,* dont on verra le rôle dans la perception. Au point de vue de l’action (on dit aussi parfois du point de vue « conatif »), la combinaison de l’acquisition et de la valorisation entraîne la formation des *attitudes.* On peut définir l’attitude comme une disposition relativement persistante à présenter une réaction organisée d’une certaine façon, c’est-à-dire à manifester un certain type de comportement motivé, vis-à-vis d’un objet (ou d’une situation donnée) quand cet objet est en cause. L’attitude ainsi définie est un concept purement opératoire qui rend compte de l’organisation des comportements qui sont seuls observables. Il faut donc la construire à partir des régularités observées dans les comportements, l’inférer ou l’induire de ces comportements. Chaque attitude peut être caractérisée par deux propriétés : la direction, positive ou négative, qui correspond à l’adhésion ou au refus, à l’attirance ou à la répulsion, et l’intensité qui correspond à la plus ou moins grande valorisation ou dévalorisation de l’objet en cause. Intellectuellement, ces deux propriétés sont distinctes. Statistiquement elles sont généralement liées : les individus qui ont des attitudes extrêmes du point de vue de la direction ont aussi des attitudes plus intenses. L’existence de cette liaison permet de ramener les deux caractéristiques principales des attitudes à une seule dimension. On représente commodément cette dimension par un continuum où chaque position correspond à un certain degré dans la direction et dans l’intensité. Ce qu’on appelle improprement « mesurer » l’attitude d’un individu consiste à repérer sa position dans cette dimension fondamentale. Cette opération est généralement effectuée à l’aide d’une *échelle d’attitude* constituée d’une série de questions étalonnées dont les réponses permettent de classer les individus en fonction de l’attitude considérée du degré le plus bas au degré le plus élevé.

*Les attitudes politiques* ne se distinguent des autres attitudes que par leur objet. Ce sont les attitudes formées vis-à-vis d’une certaine classe d’objets ou de situations, celle des objets et des situations politiques. Décrire cette classe suppose qu’on précise sa conception du politique. On a évoqué la difficulté d’une telle entreprise au début de ce chapitre. Dans leur acception la plus courante les attitudes politiques sont celles qui sont formées vis-à-vis des différents éléments du système politique : attitudes vis-à-vis de la communauté politique (le nationalisme ou le séparatisme régional par exemple), du régime politique (attitudes vis-à-vis de la démocratie, du Parlement, du fonctionnement de la justice, etc.), des autorités (le Président de la République, les parlementaires, etc.) ou des forces politiques (partis, syndicats, groupes de pression, etc.) (cf. Lancelot, 1968 *a* et 1974 *a*).

Les attitudes sont un principe d’organisation des comportements, mais elles ne constituent pas le degré ultime de l’organisation psychologique. De même que plusieurs comportements d’un individu peuvent être reliés entre eux et former un système dont une attitude sous-jacente donne la clé, les attitudes d’un individu peuvent également être reliées et former un véritable système : c’est une constatation [369] d’évidence que nous faisons tous les jours quand nous sommes confrontés aux attitudes de ceux avec qui nous sommes en relations. Dans le domaine politique par exemple on admettra sans peine qu’une attitude favorable aux nationalisations ira plus souvent de pair avec des attitudes favorables à M. Mitterrand, au Parti socialiste, ou à l’intervention de l’État, qu’à des attitudes favorables à M. Chirac, au rpr ou au libéralisme économique. On peut ainsi parler de *système d’attitudes politiques individuel.*

B. L’ÉQUILIBRE DYNAMIQUE  
DU SYSTÈME D’ATTITUDES POLITIQUES INDIVIDUEL

Revenons un instant sur la formation de ce système d’attitudes. Pour cela faisons une brève incursion dans le domaine cognitif. Nous avons évoqué plus haut les connaissances et les croyances. Elles aussi sont reliées entre elles. Par le jeu combiné de la perception, de la mémorisation et de la valorisation, chaque individu se forme un ensemble lié de connaissances et de croyances. Cet ensemble lié peut être qualifié de système en ce qu’il est régi par un principe d’équilibre dynamique qui vise à lui maintenir une certaine cohérence et une certaine stabilité. Lorsqu’une contradiction menace de mettre en cause ce système, l’individu tend plus ou moins consciemment à diminuer le trouble qui peut en résulter. Il peut le faire en refusant de voir la contradiction ou en ne lui prêtant qu’une importance marginale. Ce mécanisme s’apparente à celui du refoulement. Il peut aussi tenter de réduire la contradiction en réaménageant ses croyances. L’expérience montre que cette seconde réaction est rarement la plus immédiate.

Dans le domaine politique, le système de connaissances et de croyances d’un individu constitue ce qu’on appelle parfois le *champ politique* de cet individu. Du champ politique on passe aisément au système d’attitudes politiques individuel. Non seulement parce que le champ politique fournit l’objet – plus ou moins ordonné – des attitudes politiques mais aussi parce que l’un et l’autre obéissent au même principe de structuration dans la mesure où c’est le même processus de valorisation qui engendre les croyances et les attitudes.

Le système d’attitudes politiques individuel est également régi par le même principe d’équilibre dynamique qui défend la cohérence – on dit parfois la congruence – des attitudes comme il défend celle des connaissances et des croyances. Ici encore cela peut se faire par refoulement des contradictions, même au prix d’un certain malaise. Cela peut aussi résulter d’un réaménagement cognitif, si le sujet isole les deux attitudes contradictoires en déconnectant consciemment leur objet ou modifie leur importance respective. Cela peut enfin résulter de la modification de l’attitude la moins solide.

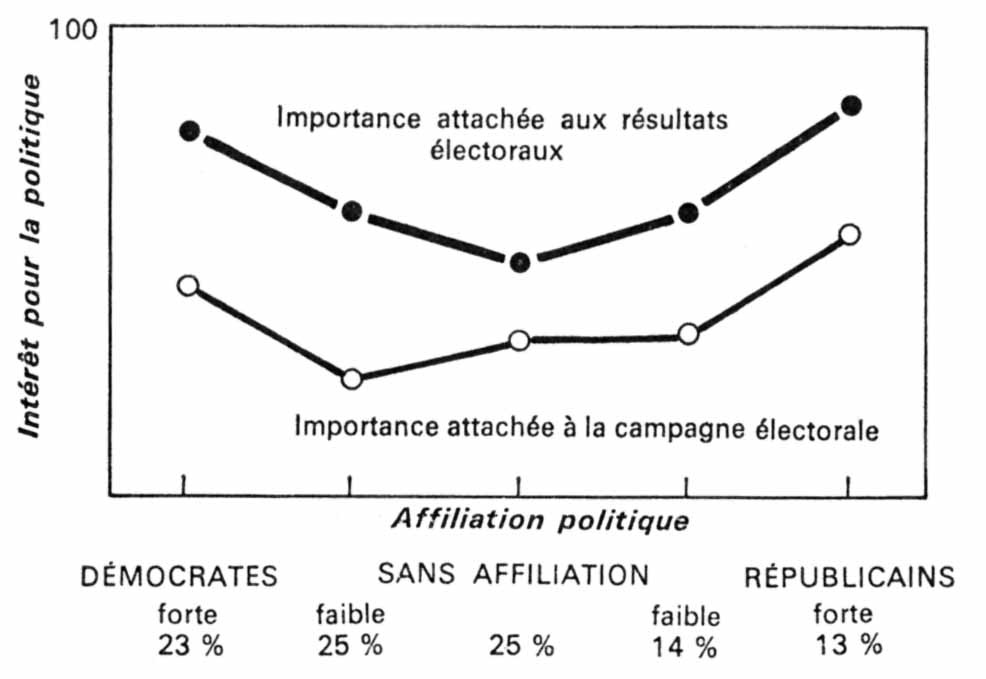
Cet équilibre dynamique répond à la nécessité de maintenir l’identité de l’individu dans le temps. Cette identité se construit dans une certaine permanence mais elle ne peut échapper à la loi du changement interne et externe. Rester un alors qu’on change et que tout change autour de soi ne se fait pas sans quelque concession au changement.

On peut noter dès maintenant qu’un tel mécanisme de protection-adaptation conditionne les relations de l’individu à l’information et donc à l’influence politique. [370] Dans la mesure où la perception peut être très sélective, elle est en quelque sorte le gardien des attitudes politiques. Un individu ne voit que ce que ses attitudes antérieures lui permettent de voir et de comprendre. C’est l’une des limites les plus sérieuses de la propagande politique qui peut plus facilement renforcer les attitudes de ceux qui sont déjà convaincus que convertir des adversaires. Ce n’est pas le moindre paradoxe de l’information politique que par le jeu de l’attention et de la perception sélectives, elle ne parvienne vraiment qu’à ceux qui sont le moins susceptibles d’être touchés parce que leur choix est déjà fait. Les indécis qui n’ont pas d’opinion arrêtée ou qui hésitent entre deux opinions contraires et seraient les mieux à même d’être influencés sont aussi ceux que l’information touche peu ou mal parce qu’ils ne s’y intéressent que très faiblement (Lane et Sears, 1964, pp. 43-71).

C. LA DIMENSIONNALISATION DU SYSTÈME  
D’ATTITUDES POLITIQUES INDIVIDUEL

Le degré d’organisation et de cohérence du système d’attitudes politiques individuel varie beaucoup d’un individu à l’autre. Il semble cependant que deux dimensions fondamentales ordonnent les attitudes de presque tous les sujets. Elles apparaissent à l’analyse statistique des corrélations entre les différentes attitudes. La première structure les préférences à l’égard des principaux enjeux et des principaux acteurs de la vie politique. La seconde structure les attitudes à l’égard de la politique elle-même et commande le degré de participation. Ces deux dimensions rappellent les deux propriétés de base de toute attitude : la direction, pour les préférences, et l’intensité, pour l’engagement. On est ainsi tenté de considérer qu’elles correspondent à une sorte d’attitude politique générale qu’on appellera désormais *l’orientation politique individuelle.*

Pas plus que celles des attitudes, les deux caractéristiques générales des orientations ne sont indépendantes : l’engagement et les préférences sont liés. Plus les préférences d’un individu se portent vers les extrêmes, plus son engagement est intense. Cette relation, qui a déjà été signalée dans la première partie de ce chapitre, a été maintes fois mise en évidence aux États-Unis par l’équipe d’A. Campbell à l’Université du Michigan. Cette équipe a montré que l’identification à l’un des deux grands partis était sans doute la variable qui ordonnait le mieux l’ensemble des préférences politiques des électeurs américains. Ainsi que l’indique A. Campbell : « Des enquêtes répétées ont montré que ce sentiment d’identification reste stable, qu’il se transmet généralement de génération en génération au sein d’une même famille et qu’il se montre remarquablement résistant à l’influence des évènements. La plupart des Américains conservent la même identification partisane toute leur vie et leur attachement au parti augmente avec l’âge » (Campbell, 1966 *b,* p. 583). Pour faire de l’identification partisane l’équivalent de la direction de l’orientation politique il ne suffit pas, dans un système bipartisan, d’enregistrer l’identification à l’un des partis. Pour obtenir une « mesure » plus fine on prend en compte le degré de l’identification, la force de l’attachement au parti. On obtient alors « une échelle allant d’un extrême à l’autre en passant par une position centriste. Les partisans des deux partis se placent à gauche et à droite d’un centre non partisan et les plus [371] fortement partisans se trouvent aux extrémités de l’échelle » *(ibid.,* p. 583). Pour mesurer le degré d’engagement, on mesure généralement l’intérêt pour la politique ou pour l’une de ses manifestations. Aux États-Unis par exemple, A. Campbell et ses associés utilisent concurremment l’attention prêtée aux campagnes électorales et l’importance attachée aux résultats d’une élection. Si l’on met en relation ces mesures de l’intérêt pour la chose publique et la mesure de l’identification à un parti telle qu’elle a été explicitée ci-dessus, on obtient une courbe très significative (graphique 1). A. Campbell insiste sur l’importance de « la relation, révélée par le gra-



Graphique 1. –

Courbe des orientations politiques  
du corps électoral américain (1960-1964)

phique, entre l’extrémisme du caractère partisan et l’intensité de l’intérêt porté aux affaires politiques. La courbe suit en effet approximativement la forme que l’on obtiendrait en représentant simultanément la direction et l’intensité d’une échelle d’attitude, les taux les plus élevés d’indifférence se faisant jour au centre de la courbe chez les non-partisans et les taux les plus forts d’intérêt aux extrémités chez les partisans les plus convaincus » *(ibid.,* p. 584). Une relation du même type peut être observée dans les pays à systèmes de partis multiples. Mais le modèle doit être modifié pour tenir compte de cette multiplicité. Dans ces pays une dimension principale, d’ordre idéologique, ordonne généralement les partis et les attitudes politiques entre un pôle progressiste et un pôle conservateur ou réactionnaire. Là où le système des partis est stable et traduit assez bien cette dimension idéologique, l’identification partisane tend à jouer le même rôle structurant qu’aux États-Unis et est reliée de la même façon à l’intérêt pour la politique. A. Campbell a montré par exemple qu’en Scandinavie il existe une relation positive très nette entre le degré d’extrémisme du parti auquel un individu s’identifie et le degré d’engagement politique de cet individu.

Dans d’autres pays, en revanche, le système de partis est trop instable ou trop éloigné de la dimension idéologique fondamentale (par suite de la concurrence [372] d’autres lignes de clivages – ethniques, religieux, etc. – ou de l’influence d’une personnalité par exemple) pour que l’identification à un parti soit retenue comme un bon indicateur des préférences et donc de la direction de l’orientation politique individuelle. Dans ce cas il faut faire intervenir la dimension idéologique elle-même.

Le cas français constitue un très bon exemple. La distinction droite-gauche est, en effet, née en France lors de la Révolution et elle ne semble pas avoir perdu de sa pertinence comme principe de structuration des orientations politiques. Quelle que soit la technique utilisée pour structurer les résultats des enquêtes d’opinion (analyse factorielle, analyse typologique, etc.), les études effectuées à ce jour dégagent régulièrement un facteur ou une dimension principale qu’on peut interpréter suivant la distinction droite-gauche. Cette distinction, pertinente pour étudier les opinions et les images (Michelat et Simon, 1977), éclaire même la distribution des « sans réponse » aux questions d’opinion (Michelat et Simon, 1983). Elle est également des plus pertinentes quand il s’agit de rendre compte de l’organisation des comportements électoraux. Effectuant une analyse factorielle des correspondances entre intentions de vote (mesurées par le cumul de dix enquêtes par sondage) et catégories socio-professionnelles, G. Michelat et M. Simon mettent ainsi en évidence un facteur qui explique à lui seul 61 % de la variance totale et qui s’interprète aisément en termes de distinction droite-gauche (Michelat et Simon, 1975). F. Bon arrive pour sa part à des résultats comparables en utilisant des statistiques électorales par département. « J’ai réalisé, écrit-il, une analyse en composantes principales sur les résultats par département de tous les scrutins nationaux (élections législatives, référendum, élections présidentielles) de 1956 à 1978. La période est l’une des plus instables de l’histoire électorale française ; elle est marquée par de nombreux « raz de marée ». À l’exception de la période 1973-1978, la distribution des forces politiques semble transgresser les frontières droite-gauche. Pourtant, malgré ces caractéristiques, le premier axe, qui s’interprète à l’évidence comme un axe droite-gauche représente 48 % de la variance totale, tandis que le second axe, avec 13 % de la variance, est polarisé par les variables d’abstention » (Bon, 1979, pp. 112-113). Cette structuration s’observe chez les étudiants (Michelat et Thomas, 1966) et même chez les préadolescents (Percheron *et al.,* 1979).

La distinction droite-gauche est si vivante dans la population qu’il est possible de la saisir directement en demandant aux Français de se situer sur le continuum droite-gauche. Les résultats montrent régulièrement que plus de 90 % des électeurs n’ont aucun mal à se situer sur cet axe. Dans la grande enquête effectuée par le Centre d’Étude de la vie politique française contemporaine (cevipof) de la Fondation nationale des Sciences politiques sur les élections de 1978 (Capdevielle *et al.,* 1981), la question sur la position des interviewés sur l’axe droite-gauche donne les résultats suivants (en pourcentage) :

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 2 | 15 | 25 | 26 | 21 | 6 | 1 |  | 4 |
| Gauche |  |  |  |  |  | Droite |  | Ne sait pas |

[373]

Si on regroupe les cases extrêmes pour éviter les effectifs trop peu nombreux, on peut découper le corps électoral français de cette époque en cinq familles : l’extrême gauche (17 %), la gauche (25 %), le centre (26 %), la droite (21 %) et l’extrême droite (7 %).

Ce découpage correspond bien à des attitudes politiques très différenciées comme le montrent les trois tableaux ci-dessous. Il est même assez pertinent pour ordonner de façon significative les positions des électeurs au sein de l’électorat d’un même parti. Considérons par exemple l’attitude vis-à-vis des nationalisations dans l’électorat du Parti communiste et du Parti socialiste en distinguant suivant la position des électeurs sur l’axe droite-gauche. La distinction est très significative au sein du Parti socialiste comme l’indique le tableau de la page suivante.

Position sur l’axe droite-gauche et préférence partisane (1978)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 100 %→ | *PSU-Extrême gauche* | *PCF* | *PS-MRG* | *UDF* | *RPR* | *Extrême droite* |
| Extrême gauche | 15 | 57 | 22 |  |  |  |
| Gauche | 6 | 14 | 66 | 2 | 1 |  |
| Centre | 1 | 1 | 17 | 33 | 16 |  |
| Droite |  |  | 3 | 39 | 43 | 1 |
| Extrême droite |  |  | 1 | 26 | 58 | 7 |

Attitude vis-à-vis de l’élargissement du secteur nationalisé (1978)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 100 %→ | *Favorable* | *Défavorable* |
| Extrême gauche | 77 | 14 |
| Gauche | 58 | 27 |
| Centre | 21 | 61 |
| Droite | 18 | 68 |
| Extrême droite | 22 | 63 |

Attitude vis-à-vis de la libération des mœurs (1978)

« Une fille doit pouvoir prendre la pilule avant sa majorité, c’est-à-dire avant 18 ans. »

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 100 %→ | *D’accord* | *Pas d’accord* |
| Extrême gauche | 71 | 23 |
| Gauche | 59 | 33 |
| Centre | 44 | 46 |
| Droite | 41 | 52 |
| Extrême droite | 36 | 60 |

[374]

Attitude vis-à-vis de l’élargissement du secteur nationalisé (1978)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 100 % ---» | *Favorable* | *Défavorable* | *(Effectifs)* |
| Électeurs communistes |  |  |  |
| Se situant à l’extrême gauche | 79 | 12 | (437) |
| Se situant à gauche | 74 | 13 | (163) |
| Électeurs socialistes |  |  |  |
| Se situant à l’extrême gauche | 76 | 12 | (185) |
| Se situant à gauche | 59 | 27 | (687) |
| Se situant au centre ou à droite | 39 | 40 | (181) |

Le choix d’une position sur l’axe droite-gauche apparaît ainsi comme un très bon indicateur des préférences politiques d’un individu. Comme on pouvait s’y attendre ce choix est aussi fortement corrélé à l’intérêt pour la politique, ce qui montre qu’il correspond bien à une des dimensions de base de l’orientation politique en France :

L’intérêt pour la politique suivant la position  
sur l’axe droite-gauche (SOFRES, 1966 et 1983)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *1966 100 % ↓* | *Extrême gauche* | *Gauche* | *Centre* | *Droite* | *Extrême droite* | *Ne sait pas* |
| *(Effectifs)* | (16 %) | (19%) | (31%) | (17%) | (7%) | (10%) |
| S’intéressent beaucoup et un peu | 63 | 46 | 33 | 43 | 47 | 3 |
| Très peu et pas du tout | 37 | 54 | 67 | 57 | 53 | 97 |
| *1983 100 %* *↓* |  |  |  |  |  |  |
| *(Effectifs)* | (12%) | (21%) | (31%) | (24%) | (7%) | (5%) |
| S’intéressent beaucoup et un peu | 66 | 59 | 40 | 62 | 66 | 32 |
| Très peu et pas du tout | 34 | 41 | 60 | 38 | 34 | 68 |

Comme on le voit sur ces tableaux, les électeurs qui se situent aux extrêmes s’intéressent plus à la politique que ceux qui se situent au centre. Ils sont aussi plus informés et leurs attitudes sont sans doute plus cohérentes et plus stables. Si bien que ce sont les hésitations et les variations des électeurs situés plus près du centre qui tendent à décider du partage des voix dans une élection. La décision politique dans une démocratie est ainsi remise entre les mains des électeurs les moins convaincus, [375] donc les moins informés et les moins cohérents. En raison de son importance stratégique, cette catégorie d’« indépendants apathiques » retient de plus en plus l’attention des observateurs. C’est ainsi que dans son étude sur *Les familles politiques aujourd’hui en France,* l’équipe de la sofres lui fait une place particulière en regroupant sous le nom de « marais » les 10 % de sujets qui ne parviennent pas à se situer sur la dimension droite-gauche et les 22 % de sujets qui se placent au centre mais déclarent ne s’intéresser que très peu ou pas du tout à la politique (Deutsch *et al.,* 1966).

Le fait que l’axe droite-gauche structure les attitudes et les comportements et soit assez connu pour que plus de 90 % des électeurs acceptent de se situer par rapport à lui ne signifie pas nécessairement que les électeurs « pensent » la politique en ces termes, en utilisant consciemment des concepts idéologiques. Toutes les études effectuées sur la façon dont la masse des citoyens se représente la politique ont fait apparaître au contraire le faible degré de « conceptualisation idéologique » (Converse, 1964 ; Butler et Stokes, 1974 ; Inglehart et Klingemann, 1976 ; Nie *et al.*, 1979, perçoivent une évolution discutée dans Gaxie, 1982) : la proportion d’électeurs ayant un niveau élevé de conceptualisation idéologique, c’est-à-dire qui utilisent effectivement et en connaissance de cause les concepts de droite et de gauche, est très faible. Dans l’étude déjà citée qui porte sur cinq nations *(Political Action),* H. Klingemann conclut que cette proportion s’établit à 5 % aux États-Unis et aux Pays-Bas, à 4 % en Allemagne, à 2 % en Autriche et à 1 % en Grande-Bretagne (Klingemann, 1979, p. 246). Mais il observe également que l’axe droite-gauche est assez présent dans l’esprit des électeurs des cinq pays considérés pour qu’une proportion beaucoup plus forte du public puisse comprendre un message politique conçu en termes idéologiques : 56 % de la population seraient dans ce cas en Allemagne, 48 % aux Pays-Bas, 39 % en Autriche, 34 % aux États-Unis et 23 % en Grande-Bretagne *(ibid.,* p. 233).

2. Les variables explicatives  
de l’orientation politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

Avant d’examiner en détail dans les deux sections suivantes le jeu des principales variables sociologiques qui conditionnent l’orientation politique, il peut être utile de présenter le modèle explicatif dans lequel elles s’insèrent. Nous envisagerons successivement les conditionnements externes et interne de l’orientation avant de souligner l’importance de la variable temporelle.

A. LES CONDITIONNEMENTS EXTERNES  
ET INTERNE DE L’ORIENTATION POLITIQUE

L’action sociale et les attitudes sociales qui la commandent s’inscrivent dans le cadre général de l’interaction. Celle-ci n’est pas totalement libre. Elle est conditionnée par toute une série de règles plus ou moins formelles dont elle doit s’inspirer. L’ensemble de ces règles constitue *le système culturel.* La notion de système culturel permet de mettre l’accent sur la structuration des règles qui le composent. [376] Les normes élémentaires qui guident tous les comportements élémentaires se structurent en effet en *rôles sociaux,* sortes de modèles spécifiques liés à chaque position dans la société. Ces rôles se structurent à leur tour en *modèles culturels* plus larges qui guident de proche en proche toute manière de penser, de sentir et d’agir. Ces modèles s’inspirent de *valeurs* souvent manifestées par des choses ou des actes qui les expriment de façon symbolique. La même structuration existe dans le domaine politique : les attitudes politiques sont également conditionnées par un ensemble de règles qui se structurent en rôles et en modèles et s’inspirent de valeurs. La culture politique est ainsi partie intégrante de la culture tout court. Tout comme la culture est intériorisée par l’individu au cours du processus d’acculturation ou de socialisation, la culture politique s’inscrit dans le système des attitudes politiques par le processus de socialisation politique. Ce processus apporte en quelque sorte à l’individu les matériaux de base et les principes de construction de ses attitudes politiques.

Si l’on s’en tient aux grandes « options de valeurs », le choix de ces principes n’est d’ailleurs pas infini. Deux auteurs américains (Kluckhohn et Strodtbeck, 1961) ont ainsi proposé de retenir les cinq problèmes fondamentaux de l’existence humaine, à savoir : la définition de la nature humaine, les relations de l’homme avec la nature, les fins de l’activité humaine, les relations entre les hommes et la relation au temps.

Sur une grille de cette nature on peut opposer sans trop de mal les valeurs de la gauche et celles de la droite. On peut même tenter de caractériser l’inspiration d’une position originale comme celle de l’écologie :

Options de valeurs

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | *Gauche* | *Droite* | *Écologie* |
| Nature humaine | Perfectible | Pas perfectible | Déchue |
| Relation à la nature | Transformer | Imiter | Retrouver |
| Fins de l’activité | Changement | Possession | Identité |
| Relations entre hommes | Égalité | Hiérarchie | Spécificité |
| Relation au temps | Table rase | Héritage | Temps vital |
| Pour résumer | Faire | Avoir | Être |

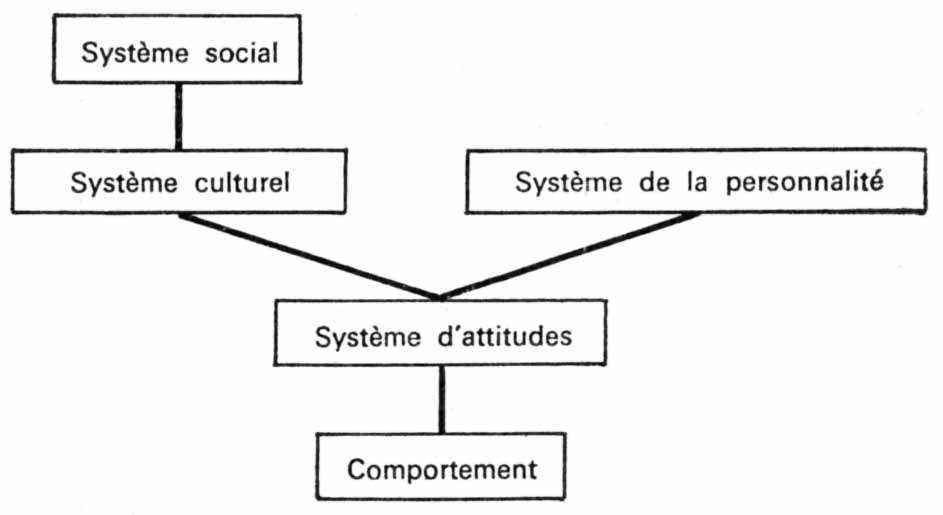
Le débat sur la nature humaine est fondamental ; tout paraît en découler. Pour la gauche l’homme est indéfiniment perfectible, pour la droite il est marqué par le péché originel. Vieux débat : on le trouve tout entier, presque sous ses formes actuelles, dans la querelle du pélagianisme au ve siècle (Moulin, 1976 ; 1981). Pour les relations avec la nature, la gauche est volontariste : pour elle la nature est le champ de l’expérience humaine ; pour la droite, la nature est une contrainte : on ne peut la maîtriser qu’en obéissant à ses lois. Pour la gauche, le changement est la fin de l’activité : changer la vie, faire progresser l’humanité, etc. ; pour la droite il s’agit plutôt d’accroître le patrimoine de cette humanité. Pour la gauche les relations entre les hommes doivent être égalitaires ; pour la droite, il n’est pas de justice sans ordre ni hiérarchie. La gauche chante enfin « Du passé faisons table rase », la droite croit que l’humanité est faite de plus de morts que de vivants et trouve qu’il y a plus [377] de raison sociale dans certains préjugés traditionnels que dans les théories rationnelles des innovateurs.

Le système culturel ne se réduit évidemment pas à une grille aussi schématique. La culture politique peut être analysée avec beaucoup de finesse en combinant plus ou moins l’analyse qualitative et quantitative (Almond et Verba, 1963 ; Verba, 1965 ; Michelat, Simon, 1977 ; Gathelat, 1977 ; Donegani *et al.,* 1980 ; Vulpian, 1981). Il s’agit donc bien d’une réalité observable. Mais elle est de nature symbolique. Comme telle, elle renvoie à une réalité sociale à laquelle elle donne une signification. Même si cette réalité sociale joue à travers le filtre culturel elle doit être prise elle-même en considération.

Il est évidemment encore moins question de décrire ici le système social que de décrire le système culturel. On se contentera d’en rappeler les principaux éléments qui peuvent conditionner le système d’attitudes à travers le système culturel avec lequel le système social est en interaction constante. Par commodité on peut grossièrement distinguer deux grandes classes d’éléments dans le système social. La première renvoie aux bases matérielles de la société, ce qu’on peut appeler avec M. Mauss la « morphologie sociale » : on y trouve le volume de la population, sa répartition sur le territoire (milieu urbain, milieu rural, type d’habitat, etc.) ainsi que toutes les choses qui conditionnent les relations collectives comme le réseau des voies de communication par exemple. La deuxième classe d’éléments du système social renvoie aux structures de la division du travail social : groupes primaires, organisations sociales de toutes sortes et classes sociales. En termes d’attitudes individuelles, l’évocation du système social pose le problème de l’identité sociale. Cette identité a des bases objectives, mais on verra qu’elle obéit au conditionnement culturel à travers les processus de formation de l’habitus de classe ou de l’identification.

Nous dirons que le système social et le système culturel constituent les conditionnements externes de l’orientation politique individuelle pour les opposer au conditionnement interne qui traduit l’influence de la personnalité de chaque individu. Pour l’étude de ce conditionnement interne nous renvoyons au chapitre « Psychologie et politique » de ce traité. Nous rappellerons seulement que si les comportements d’un individu peuvent être généralement considérés comme des réponses à une « stimulation » en provenance de son environnement on peut difficilement admettre que l’environnement détermine le comportement : plusieurs individus ne réagissent pas de la même façon au même environnement et un même individu réagit avec une certaine constance dans une grande variété de situations. Force est donc de faire intervenir l’organisme comme une variable active, de trouver dans la personnalité un principe d’organisation des comportements sous forme de prédispositions. Le système des prédispositions individuelles a été évoqué plus haut quand on a examiné les attitudes. On peut se le représenter commodément comme un système à quatre étages. Du plus superficiel au plus profond on trouve ainsi : 1) Le système perceptif ; 2) Le système des croyances et des attitudes ; 3) Les structures fonctionnelles de la personnalité ; 4) Les fondements biologiques (stock héréditaire et accidents physiologiques). L’étage des structures fonctionnelles de la personnalité est sans doute le plus important du point de vue du conditionnement interne du système d’attitudes. Il a fait l’objet d’études particulièrement éclairantes (Smith *et al.,* 1956 ; [378] Greenstein, 1969 et 1975) qui mettent l’accent sur trois besoins fondamentaux de la personne qui commandent trois fonctions d’adaptation : le besoin de comprendre l’environnement, qui demande que lui soit attachée une signification valorisante, commande la fonction d’adaptation au réel ; le besoin d’entretenir des relations interpersonnelles commande la fonction d’adaptation sociale ; le besoin de traiter avec ses conflits intérieurs pour tenter de les apaiser ou de vivre avec eux commande enfin la fonction d’adaptation aux pulsions du moi. Ces fonctions sont presque toujours remplies concurremment par l’orientation politique. Cependant, chez chaque individu, prévaut d’ordinaire un style d’adaptation qui privilégie l’une de ces trois grandes fonctions. Pour en finir avec la personnalité, nous rappellerons qu’elle est inséparable de l’histoire de l’individu, qu’elle n’est dans une certaine mesure rien d’autre que cette histoire. Formée dans les temps forts de la petite enfance et de l’adolescence, elle se construit sans cesse en tentant de protéger ses acquis et chaque solution qu’elle retient, chaque forme qu’elle revêt, conditionnent à leur tour ses réactions et ses configurations ultérieures. (Pour une interprétation du comportement électoral en termes de psychologie de la personnalité, cf. Braud, 1973.)

Au total, il est maintenant possible de mettre en place les différents éléments de notre modèle explicatif (graphique 2).



Graphique 2

B. L’IMPORTANCE DE LA VARIABLE TEMPORELLE

Le temps, que nous venons d’évoquer à propos de la personnalité, constitue une dimension si importante de l’action qu’il est nécessaire de lui faire une place à part dans l’organisation des variables explicatives. Nous distinguerons le temps des évènements et le temps des acteurs.

Le *temps des évènements* est celui de la transformation permanente mais irrégulière, des objets politiques et sociaux vis-à-vis desquels se forment les attitudes politiques. Ces objets prennent au cours du temps une série de configurations uniques qui conditionnent fortement la chaîne des transformations ultérieures. On oublie trop souvent aujourd’hui le poids de la contrainte irréversible de l’évènement dans [379] l’histoire. Les contraintes structurelles que dégagent les sciences de l’homme et de la société peuvent être renforcées, annulées ou contredites par celles des formes évènementielles. Nous le verrons quand nous analyserons dans les dernières sections de ce chapitre les contraintes de la conjoncture.

Le *temps des acteurs* ne se confond pas avec le temps des évènements. Il comporte certes une dimension historique qui renvoie aux évènements de l’histoire vécue par les acteurs. Mais il comporte aussi une dimension biologique, celle du cycle de vie. Chacun d’entre nous appartient à la fois à une génération (temps des évènements) et à une classe d’âge (temps biologique). Ainsi entendu, le temps des acteurs intervient de trois façons dans le conditionnement de l’orientation politique. Il intervient d’abord tout au long de la vie en confrontant l’individu qui se développe, s’épanouit et se sclérose avec une situation toujours renouvelée. C’est ce qu’on pourrait appeler le temps de l’âge ou *le temps de la vie.* Dans ce temps de la vie, il faut faire une place à part au *temps de l’apprentissage* qui est le temps fort du temps des acteurs, la deuxième façon par laquelle il conditionne l’orientation. Ce temps de l’apprentissage correspond à peu près aux vingt premières années de la vie. C’est le moment où se fixent les styles d’adaptation personnelle (solution des conflits intérieurs par refoulement, sublimation, projection, etc. ; adaptation sociale par le choix des groupes de référence ; acquisition des valeurs) et où s’acquièrent les connaissances et les rôles fondamentaux. Cet apprentissage se déroule dans un environnement historique particulier dont la configuration marque durablement l’orientation de la génération qui la découvre dans ses « années sensibles ». La dernière voie par laquelle le temps des acteurs intervient dans le conditionnement des orientations est celle de la transmission intergénérationnelle qu’on pourrait appeler *le temps de l’héritage.* La transmission des orientations d’une génération à l’autre – par la famille notamment – est en effet une condition fondamentale de la continuité et de la réalité contraignante de la culture. Par le temps de l’héritage, le temps des acteurs est ainsi lié au temps de leurs parents – ou plus largement de leurs éducateurs – et notamment au temps fort de l’apprentissage de ceux-ci. Le temps apparaît ainsi moins simple, moins linéaire qu’il n’y paraît. C’est une chaîne dont les maillons n’ont pas tous la même importance.

Système social et système culturel d’une part, système de la personnalité d’autre part, immergés les uns et les autres dans le temps des évènements et dans le temps des acteurs et conditionnant les orientations qui structurent les systèmes d’attitudes, tels sont les principaux éléments de notre schéma explicatif. La plupart de ceux dont on dispose aujourd’hui s’inspirent de principes voisins. On pourra par exemple rapprocher notre schéma avec profit de ceux que proposent S. Rokkan, L. Milbrath, ou F. Greenstein (Rokkan, 1970, p. 24 ; Milbrath, 1965, p. 28 ; Greenstein, 1975, p. 14).

3. Le conditionnement social de l’orientation politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

Après avoir montré comment les clivages socio-économiques se retrouvent dans les orientations politiques nous mettrons en lumière la concurrence d’autres clivages sociaux.

[380]

A. LES CLIVAGES SOCIO-ÉCONOMIQUES  
ET L’ORIENTATION POLITIQUE

Quel que soit l’indicateur retenu la relation entre les clivages socio-économiques et les orientations politiques est évidente dans tous les pays. Nous allons la considérer dans le cas français en retenant comme indicateurs de l’orientation politique la position sur l’axe droite-gauche et le comportement électoral, et comme indicateur du clivage socio-économique l’appartenance à un groupe socio-professionnel.

En ce qui concerne la position sur l’axe droite-gauche nous utiliserons les données de l’enquête du cevipof citée plus haut (Capdevielle *et al.,* 1981) qui a l’avantage de porter sur un échantillon nombreux (4 500 individus interrogés en 1978).

Par groupe socioprofessionnel du chef de ménage, la répartition des électeurs entre les diverses familles idéologiques s’établit ainsi :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 100 % ---» | *Extrême gauche* | *Gauche* | *Centre* | *Droite* | *Extrême droite* |
| Ouvriers | 26 | 32 | 18 | 15 | 5 |
| Cadres moyens | 21 | 30 | 23 | 18 | 5 |
| Employés | 20 | 31 | 22 | 18 | 6 |
| Salariés agricoles | 19 | 30 | 24 | 19 | 3 |
| Cadres supérieurs, professions libérales | 16 | 23 | 29 | 23 | 5 |
| Inactifs, retraités | 14 | 23 | 29 | 21 | 9 |
| Patrons de l’industrie et du commerce | 6 | 18 | 36 | 29 | 6 |
| Agriculteurs exploitants | 6 | 10 | 37 | 35 | 8 |

Les couches salariées sont particulièrement favorables à la gauche – notamment les petits salariés – alors que les non-salariés se situent massivement au centre et à droite. Les mêmes enseignements peuvent être tirés de l’étude des comportements électoraux.

Considérons par exemple la répartition (en pourcentage des suffrages exprimés) des votes pour F. Mitterrand et V. Giscard d’Estaing au deuxième tour de l’élection présidentielle de 1981. L’enquête post-électorale de la sofres qui nous fournit les données porte sur 2 000 cas. Elle permet de caractériser le milieu social des électeurs en distinguant le groupe socio-professionnel du chef de ménage, d’une part, et de la personne interrogée, d’autre part. Les résultats figurent sur le tableau suivant.

La relation est évidente. La ligne de clivage paraît opposer les salariés de niveau modeste aux indépendants et aux salariés aisés. Dans l’ensemble des salariés (profession du chef de ménage) F. Mitterrand l’emporte par 65 % contre 35.

L’enquête post-électorale effectuée par le cevipof en 1978 permet d’affiner l’analyse en raison de la taille de l’échantillon qui autorise de descendre au niveau [381] de la catégorie socio-professionnelle détaillée dans un certain nombre de cas (Grunberg et Schweisguth, 1981). Sur le tableau suivant figure le rapport gauche-droite au premier tour des élections législatives de 1978 dans toutes les catégories socio-professionnelles (profession de la personne interrogée) dont l’effectif dans l’échantillon atteint 50 personnes. Le rapport gauche-droite est calculé sur les seules personnes ayant déclaré qu’elles avaient voté pour un parti de gauche pu un parti de droite, à l’exclusion de ceux qui ne déclarent pas de vote ou déclarent avoir voté pour un candidat écologiste. Il concerne au total 85,7 % de l’échantillon.

Vote au deuxième tour de l’élection présidentielle de 1981

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *GSP du chef de ménage* | | *GSP de la personne interrogée* | |
| 100 % ---» | *Mitterrand* | *Giscard* | *Mitterrand* | *Giscard* |
| Ouvrier | 67 | 33 | 72 | 28 |
| Cadre moyen, employé | 58 | 42 | 62 | 38 |
| Inactif, retraité | 45 | 55 | 45 | 55 |
| Petit commerçant, artisan | 40 | 60 | 36 | 64 |
| Cadre supérieur, profession libérale, industriel, gros commerçant | 38 | 62 | 45 | 55 |
| Agriculteur, salarié agricole | 33 | 67 | 32 | 68 |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 100 % ---» | *Gauche* | *Droite* |
| Ensemble inactifs | 43 | 57 |
| Ensemble actifs | 57 | 43 |
| Dont : |  |  |
| Ouvriers (sans précision) | 87 | 13 |
| o.s | 77 | 23 |
| Professeurs | 75 | 25 |
| o.q. | 74 | 26 |
| Instituteurs | 69 | 31 |
| Employés de bureau | 67 | 33 |
| Techniciens | 66 | 34 |
| Contremaîtres | 65 | 35 |
| Services médicaux et sociaux | 59 | 41 |
| Cadres administratifs moyens | 56 | 44 |
| Personnels de service | 56 | 44 |
| Employés de commerce | 46 | 54 |
| Artisans | 42 | 58 |
| Petits commerçants | 32 | 68 |
| Agriculteurs | 26 | 74 |

[382]

À ce niveau de précision la relation est encore plus évidente. On doit prendre garde cependant que les tableaux comme ceux qui figurent ci-dessus n’expliquent qu’une partie de la variance. Aucune case de ces tableaux n’est vide en effet. Pour peu que les effectifs soient assez nombreux on trouve toujours une partie des membres d’une catégorie pour choisir une position contraire à la norme de leur groupe. La proportion des ouvriers qui se situent au centre ou à droite sur l’axe gauche-droite en 1978 (38 %) ou qui votent à droite en 1981 (28 %*)* est loin d’être négligeable. Surtout quand on pondère chaque groupe social par ses effectifs. Sur la base du recensement de 1975, les ouvriers représentent 19,8 % du corps électoral, les agriculteurs et les salariés agricoles en représentent 5,6 %. Admettons, pour ne pas compliquer le calcul, que ces proportions se retrouvent au niveau des suffrages exprimés. Une simple règle de trois montre alors que les 28 % de suffrages ouvriers qui se sont reportés sur M. Giscard d’Estaing représentent 5,5 % du total des suffrages exprimés alors que les 68 % de suffrages « agricoles » qui se sont portés sur lui n’en représentent que 3,8 %. En d’autres termes, contrairement à ce qu’une lecture trop rapide des tableaux ci-dessus pourrait laisser croire, M. Giscard d’Estaing compte plus d’ouvriers que d’agriculteurs dans son électorat. Cela apparaît clairement quand on change la base des pourcentages et qu’on calcule les résultats non plus « en pénétration » sur 100 électeurs ouvriers ou agriculteurs mais « en composition » sur 100 électeurs Giscard d’Estaing :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 100 % ↓  *GSP de la personne interrogée (regroupements)* | *Composition des électorats au deuxième tour de l’élection présidentielle de 1981* | |
| *Mitterrand* | *Giscard* |
| Indépendants et gros salariés | 11 | 20 |
| Petits salariés | 48 | 27 |
| Inactifs et retraités | 41 | 53 |
|  | 100 | 100 |

Si l’on veut améliorer la relation entre l’appartenance sociale objective et l’orientation politique, *il faut enrichir l’indicateur social.* Guy Michelat et Michel Simon ont construit de la sorte un « indice d’appartenance objective à la classe ouvrière » combinant le groupe socio-professionnel de la personne interrogée et celui de son père pour les hommes chefs de ménage, le groupe socio-professionnel de la personne interrogée, celui de son père et celui du chef de ménage pour les femmes mariées non chefs de ménage (Michelat et Simon, 1977, p. 167 s.). Cet indice varie de o attribut ouvrier à 2 attributs ouvriers pour les hommes chefs de ménage et de 0 à 3 pour les femmes mariées non chefs de ménage. Le croisement de cet indice avec les orientations politiques est très éclairant. Considérons d’abord la relation de l’indice à l’autoposition sur l’axe droite-gauche puis sa relation aux intentions de vote à des élections (l’enquête est de décembre 1966 et porte sur 1 780 personnes) :

[383]

Autoposition sur l’axe droite-gauche  
en fonction de l’appartenance objective à la classe ouvrière

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 100 % ---» | *Extrême gauche + gauche* | *Centre gauche à centre droit* | *Droite + extrême droite* | *Sans réponse* |
|  |  | *Hommes chefs de ménage* | |  |
| *(nombre d’attributs ouvriers) :* |  |  |  |  |
| 0 | 25 | 51 | 7 | 17 |
| 1 | 37 | 38 | 8 | 16 |
| 2 | 51 | 27 | 8 | 14 |
|  | *Femmes mariées non chefs de ménage* | | | |
| *Nombre d’attributs ouvriers :* |  |  |  |  |
| 0 | 12 | 48 | 19 | 22 |
| 1 | 15 | 31 | 18 | 36 |
| 2 + 3 | 22 | 30 | 11 | 36 |

Intention de vote en fonction du nombre d’attributs ouvriers

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | *Parti communiste + gauche non communiste* | *Centriste + gaullistes* | *Sans réponse* |
|  | *Hommes chefs de ménage* | | |
| *Nombre d’attributs ouvriers :* |  |  |  |
| 0 | 30 | 45 | 25 |
| 1 | 40 | 38 | 22 |
| 2 | 55 | 26 | 19 |
|  | *Femmes mariées non chefs de ménage* | | |
| *Nombre d’attributs ouvriers :* |  |  |  |
| 0 | 18 | 50 | 32 |
| 1 | 26 | 39 | 35 |
| 2 + 3 | 36 | 32 | 31 |

La conclusion s’impose : plus l’indice est chargé en attributs ouvriers, plus l’orientation à gauche est affirmée. N. Mayer a repris et enrichi la même démarche pour étudier les élections de 1978 (Mayer, 1983, p. 334 s.). Pour tous les électeurs elle calcule en effet deux indices d’appartenance sociale – un indice d’appartenance à la classe ouvrière et un indice d’indépendance – en combinant trois [384] critères d’intégration sociale (la profession actuelle de la personne interrogée, sa profession lors de son premier emploi et la profession de son conjoint) et deux critères de socialisation (la profession du père et la profession de la mère). Le nombre des attributs ouvriers et le nombre des attributs indépendants varient ainsi de 0 à 5. Ces deux indices sont très fortement corrélés avec le vote au premier tour des élections législatives de 1978 :

Vote au premier tour de 1978  
suivant le nombre d’attributs ouvriers et indépendants

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Ensemble des votes Nombre d’attributs ouvriers | | | | | |  | Rapport gauche/droite Nombre d’attributs ouvriers | | | | | |
| 100 % ↓ | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |  | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Gauche | 30 | 46 | 52 | 60 | 67 | 71 | Gauche | 37 | 54 | 62 | 71 | 80 | 85 |
| Droite | 52 | 39 | 32 | 25 | 17 | 13 | Droite | 63 | 46 | 38 | 29 | 20 | 15 |
| Écologistes | 3 | 2 | 2 | 0 | 18 |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sans réponse | 14 | 13 | 14 | 15 | 15 | 8 |  |  |  |  |  |  |  |
|  | Ensemble des votes Nombre d’attributs indépendants | | | | | |  | Rapport gauche/droite Nombre d’attributs indépendants | | | | | |
| 100 % ↓ | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |  | 0 | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 |
| Gauche | 53 | 39 | 31 | 29 | 17 | 19 | Gauche | 64 | 47 | 37 | 33 | 21 | 22 |
| Droite | 30 | 44 | 52 | 59 | 64 | 66 | Droite | 36 | 53 | 63 | 67 | 79 | 78 |
| Écologistes | 2 | 4 | 2 | 1 | 1 | 1 |  |  |  |  |  |  |  |
| Sans réponse | 14 | 13 | 16 | 11 | 18 | 13 |  |  |  |  |  |  |  |

L’introduction de la profession des parents conduit à s’interroger sur l’effet de *la mobilité sociale* sur l’orientation politique. D. Butler et D. Stokes l’ont étudié pour la Grande-Bretagne. Dans ce pays, on observe comme en France une forte relation entre la position socio-professionnelle et l’orientation politique (Butler et Stokes, 1974, p. 78) :

Identification à l’un des deux grands partis britanniques  
par statut socio-professionnel (1963)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 100 % ↓ | *Dirigeants* | | *Cadres moyens* | *Employés* | *Manuels* | |
| *Couche supérieure* | *Couche inférieure* | *Qualifiés* | *Non qualifiés* |
| *(I)* | *(II)* | *(III)* | *(IV)* | *(V)* | *(VI)* |
| Conservateurs | 86 | 81 | 77 | 61 | 29 | 25 |
| Travaillistes | 14 | 19 | 23 | 39 | 71 | 75 |

[385]

Cette relation est particulièrement forte chez les électeurs « socialement stables », c’est-à-dire dont les parents et les grands-parents provenaient du même milieu qu’eux, et particulièrement faible au contraire chez les électeurs « socialement mobiles », appartenant aujourd’hui à un autre milieu social que leurs parents *(ibid.,* p. 101).

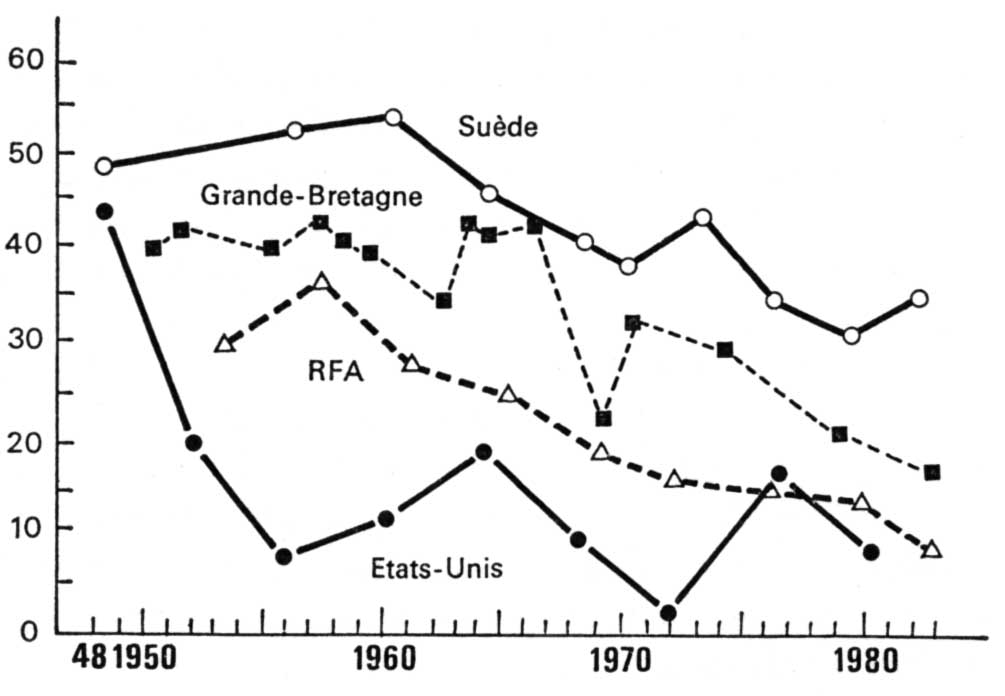
Rapport conservateurs/travaillistes en 1970 suivant le statut socio-professionnel des électeurs et celui de leurs ascendants

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Électeurs socialement stables* | | |  | *Électeurs socialement mobiles* | | |
|  | *Statut socio-professionnel* | |  |  | *Statut socio-professionnel* | |
| 100 % ↓ | *I-IV* | *V-VI* |  |  | *I-IV* | *V-VI* |
| Conservateurs | 87 | 29 |  | Conservateurs | 56 | 50 |
| Travaillistes | 13 | 71 |  | Travaillistes | 44 | 50 |

Dans une étude qui passe en revue les différentes recherches dans ce domaine, D. Boy observe (Boy, 1978, pp. 74-75) qu’il apparaît « que le mobile ascendant, plus conservateur que son groupe d’origine, l’est en même temps moins que son groupe d’accueil et que le mobile descendant, plus conservateur que son groupe d’accueil, l’est en même temps moins que son groupe d’origine. Ou, en d’autres termes, que le mobile social, quel que soit le sens de ses déplacements, adopte un comportement politique intermédiaire entre son groupe d’origine et son groupe d’accueil ». L’étude de D. Boy permet de pousser assez loin l’analyse. Considérons avec lui par exemple le cas des techniciens. Suivant qu’ils sont issus de familles ouvrières ou employées d’une part, de cadres moyens ou supérieurs d’autre part, ils affichent des préférences très différentes pour la gauche : 48 % dans le premier cas, 35 % dans le second. Mais la distinction ne s’arrête pas là. Comme le note D. Boy (*ibid.,* p. 92), « il semble que parmi les techniciens d’origine ouvrière et employée deux populations s’opposent : les uns, plus âgés, disposant par conséquent d’un revenu plus élevé, ont suivi la filière classique de recrutement des techniciens au sein de l’entreprise et n’ont accédé à ce poste qu’après un passage par l’échelon ouvrier et peut-être contremaître. Leur niveau d’études est plus bas et ils occupent plus fréquemment des postes d’encadrement. Ceux qui composent le second groupe se caractérisent, à l’inverse, par un niveau d’études plus élevé et un âge moyen plus bas ; ils ont plus souvent débuté directement comme technicien et occupent plus fréquemment des postes dans les services des laboratoires ou de recherche (loin, par conséquent, des tâches d’encadrement). De ces deux groupes, le second se caractérise à la fois par un plus grand intérêt pour la politique et par une sympathie plus affirmée pour les partis de gauche. Cet exemple nous semble illustrer, conclut D. Boy, la complexité du faisceau de facteurs qui entrent en jeu et la difficulté que l’on éprouve à saisir, par des indicateurs relativement sommaires, la réalité d’un type de trajet social ».

[386]

D’une manière générale, compte tenu du fait que les sociétés contemporaines sont des sociétés relativement mobiles, *la relation entre la stratification socio-économique et l’orientation politique n’est-elle pas en train de s’affaiblir ?* La question est une des plus controversées aujourd’hui, la réponse variant souvent en fonction des indicateurs retenus. L’un des indicateurs les plus commodes, et apparemment les plus neutres, est « l’indice de vote de classe » *(index of class voting)* établi par R. Alford en 1963 (Alford, 1963). Cet indice est calculé en faisant la différence entre le pourcentage de « non-manuels » votant pour la gauche et le pourcentage de « manuels » votant pour la gauche. S. Lipset (Lipset, 1981) et R. Inglehart (Inglehart, 1983) ont prolongé les calculs d’Alford pour quatre pays sur une trentaine d’années. Le graphique 3 qui traduit ces calculs fait apparaître un certain déclin du vote de classe, déjà souligné pour la Grande-Bretagne par D. Butler et D. Stokes (« The aging of the class alignment », Butler and Stokes, *1*974, p. 193 s.). On notera cependant que dans les douze pays étudiés par les collaborateurs de R. Rose (Rose, 1974), une analyse de segmentation effectuée suivant la technique de l’aid *(Automatic interaction detector)* montre que la classe sociale reste une des variables les plus discriminantes du comportement électoral. Elle vient en premier parmi les variables explicatives dans cinq pays (Finlande, Norvège, Suède, Australie, Grande-Bretagne) et en second dans quatre autres (Allemagne, Irlande, Italie, Pays-Bas) généralement derrière la religion.



Graphique 3. –

Indice de vote de classe de Alford  :  
les tendances dans quatre démocraties occidentales, 1948-1983

Adapté de Seymour Martin Lipset, *Political Man* (2e éd.), Baltimore, Johns-Hopkins University Press, 1981, p. 505. Mise à jour par R. Inglehart avec les résultats des dernières élections suédoises et allemandes.

Sources : données britanniques : Books et Reynolds (1975), Finer (1980) ; données suédoises : Stephens (1981), Zetterberg (1983) ; données allemandes : Baker, Dalton and Hildebrandt (1981), Dalton (1984) ; données américaines basées sur les seuls Blancs : Abramson *et al.* (1982). Données britanniques estimées par R. Inglehart à partir de l’*Eurobaromètre,* n° 19 (avril 1983). Pour plus de détails sur l’ensemble des sources, voir Inglehart, 1983.

[387]

B. LA CONCURRENCE  
D’AUTRES LIGNES DE CLIVAGE

Les caractéristiques socio-économiques n’épuisent pas – il s’en faut – l’identité sociale d’un individu. D’autres caractéristiques (sexe, âge, localisation, appartenance à une église, etc.) entrent en compte. Nous retiendrons les plus importantes afin d’analyser leur influence sur l’orientation politique.

1. L’âge

Suivant une règle qui ne souffre pratiquement pas d’exception, les jeunes constituent une des catégories les moins conservatrices de la population. Considérons par exemple comment chaque classe d’âge se répartit sur l’axe droite-gauche en France en 1978 :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *100 %→* | *Extrême gauche* | *Gauche* | *Centre* | *Droite* | *Extrême droite* |
| 18-29 ans | 27 | 30 | 18 | 17 | 4 |
| 30-39 - | 19 | 26 | 25 | 21 | 6 |
| 40-59 - | 14 | 26 | 28 | 21 | 8 |
| 60 ans et plus | 10 | 19 | 34 | 24 | 9 |

L’extrême gauche et la gauche décroissent régulièrement des classes les plus jeunes aux classes les plus âgées tandis que progressent le centre, la droite et l’extrême droite.

L’indicateur électoral donne des résultats comparables ainsi que le montre, par exemple, le sondage postélectoral effectué par la sofres lors de l’élection présidentielle de 1981 (Lancelot, 1982) :

Votes à l’élection présidentielle (principaux candidats)  
suivant l’âge en 1981

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 100  % ---» | *Premier tour* | | | | | | *Deuxième tour* | |
| Extrême gauche | Marchai (PC) | Mitterrand (PS) | Lalonde (Écolo) | Giscard (UDF) | Chirac (RPR) | Mitterrand | Giscard |
| 18-24 ans | 6 | 24 | 22 | 11 | 23 | 11 | 63 | 37 |
| 25-34 ans | 6 | 23 | 27 | 6 | 16 | 18 | 63 | 37 |
| 35-49 ans | 3 | 15 | 27 | 2 | 27 | 20 | 51 | 49 |
| 50-64 ans | 2 | 11 | 26 | 2 | 28 | 24 | 47 | 53 |
| 65 ans et plus | 1 | 7 | 28 | 1 | 48 | 11 | 40 | 60 |

[388]

On notera que le mouvement écologiste jouit, plus encore que l’extrême gauche, d’une faveur exceptionnelle chez les jeunes.

L’effet de l’âge est sensible quel que soit le milieu social comme le montre ce tableau construit d’après l’enquête du cevipof en 1978 (Grunberg et Schweisguth, 1981) :

Part de la gauche dans le rapport gauche/droite  
chez les hommes actifs suivant l’âge dans trois groupes sociaux

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | *Agriculteurs, petits commerçants, artisans* | *Couches moyennes salariées* | *Ouvriers* |
| 18-39 ans | 35 % | 78 % | 82 % |
| 40 ans et plus | 27 - | 59 - | 70 - |

2. Le sexe

Globalement les femmes sont plus conservatrices que les hommes. Cette différence tend à se réduire, mais reste encore assez visible, quand on choisit comme indicateur de l’orientation politique la position sur l’axe droite-gauche.

Position sur l’axe droite-gauche suivant le sexe en 1978 et 1983

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *100 % ---»* | *Extrême gauche* | *Gauche* | *Centre* | *Droite* | *Extrême droite* | *Moyenne des écarts* |
| ***1978*** | | | | | | |
| Hommes | 20 | 27 | 27 | 17 | 5 |  |
| Femmes | 15 | 24 | 25 | 24 | 8 |  |
| Écarts | 5 | 3 | 2 | 7 | 3 | 4 |
| ***1983*** | | | | | | |
| Hommes | 14 | 23 | 29 | 23 | 7 |  |
| Femmes | 10 | 19 | 33 | 26 | 7 |  |
| Écarts | 4 | 4 | 4 | 3 | 0 | 3 |

Si on prend comme indicateur le comportement électoral, la réduction des écarts entre hommes et femmes est moins apparente. Si l’on s’en tient ainsi au deuxième tour de l’élection présidentielle en France en 1974 et 1981, le même écart s’observe entre le vote des hommes et celui des femmes. F. Mitterrand progresse d’un même nombre de points dans l’électorat masculin et dans l’électorat féminin, où il reste minoritaire d’après les enquêtes postélectorales de la sofres :

[389]

Deuxième tour de l’élection présidentielle : 1974 et 1981

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 100 % ---» | *1974* | | *1981* | |
| *Mitterrand* | *Giscard* | *Mitterrand* | *Giscard* |
| Hommes | 53 | 47 | 56 | 44 |
| Femmes | 46 | 54 | 49 | 51 |
| Écarts | 7 | 7 | 7 | 7 |

Le croisement du sexe et de l’âge fait apparaître la réduction du pouvoir discriminant du sexe à mesure qu’on descend dans l’échelle des âges comme en témoigne le tableau suivant tiré de l’enquête postélectorale de la sofres en 1974 :

Deuxième tour de l’élection présidentielle de 1974

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *100 %→* |  | *Mitterrand* | *Giscard* |
| 21-34 ans | Hommes | 59 | 41 |
|  | Femmes | 58 | 42 |
| 35-49 | Hommes | 54 | 46 |
|  | Femmes | 44 | 56 |
| 50-64 | Hommes | 47 | 53 |
|  | Femmes | 45 | 55 |
| 65 ans et plus | Hommes | 44 | 56 |
|  | Femmes | 38 | 62 |

Chez les jeunes de 21 à 34 ans, les femmes sont pratiquement aussi nettement orientées à gauche que les hommes ; dans la classe de 35 à 49 ans, les hommes restent en majorité à gauche tandis que les femmes basculent à droite ; les hommes basculent à leur tour à droite de façon majoritaire dans la classe de 50 à 64 ans ; chez les plus âgés enfin, la majorité de droite est encore plus nette chez les hommes et devient écrasante chez les femmes. Comment interpréter ce jeu différent du sexe en fonction de l’âge ? Deux réponses sont possibles suivant qu’on considère l’âge comme un facteur bio-social ou comme un facteur historique. Dans le premier cas on considérera par exemple que les femmes se soucient plus vite que les hommes de protéger les acquis et de garantir la sécurité et l’on s’attendra qu’elles virent à droite plus vite que les hommes. Dans le second cas on considérera plutôt que la mixité dans laquelle a grandi la jeune génération, l’entrée massive des jeunes femmes dans la vie active et la diffusion des thèmes féministes tendent à effacer les différences entre les sexes et que les jeunes femmes d’aujourd’hui resteront demain moins conservatrices que leurs aînées. En vérité, les deux explications doivent sans doute être combinées. L’effet de l’âge ne se réduit pas à un simple effet de génération mais il n’est pas possible non plus de la réduire à un simple effet biosocial. C’est un effet composé, combinant dans des proportions variables, suivant [390] les époques, les classes et les individus, l’influence du cycle de vie, de l’histoire individuelle et de l’histoire collective.

L’influence du sexe sur l’orientation politique ne varie pas seulement en fonction de l’âge mais aussi de l’insertion dans la vie active. Les femmes actives sont à peine moins à gauche que les hommes actifs. C’est chez les femmes sans profession et les retraitées que l’écart se creuse en faveur de la droite comme en témoigne le tableau suivant extrait de l’enquête du cevipof de 1978 (Grunberg et Schweisguth, 1981) :

Rapport gauche/droite au premier tour des élections législatives de 1978

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 100 %→ | *Gauche* | *Droite* |
| Hommes actifs | 58 | 42 |
| Femmes actives | 56 | 44 |
| Femmes sans profession | 45 | 55 |
| Hommes retraités | 43 | 57 |
| Femmes retraitées | 35 | 65 |

Dans une enquête effectuée à la même date auprès d’un échantillon de 2 200 personnes construit pour permettre une étude détaillée des relations des femmes à la vie active, J. Mossuz-Lavau et M. Sineau poussent plus loin l’analyse (Mossuz-Lavau et Sineau, 1983). Elles introduisent en effet une catégorie supplémentaire entre les femmes actives et les femmes au foyer, celle des femmes ex-actives, qui sont revenues au foyer, généralement pour s’occuper de leurs enfants, après un stage plus ou moins long dans la vie professionnelle. Que l’on considère le vote au deuxième tour de l’élection présidentielle de 1974 ou le vote au premier tour des élections législatives de 1978 le score de la gauche décroît régulièrement quand on passe des hommes actifs aux femmes actives, aux femmes ex-actives, puis aux femmes au foyer :

Vote pour la gauche en 1974 et 1978 suivant le sexe et l’activité

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Hommes  actifs* | *Femmes  actives* | *Femmes ex-actives* | *Femmes  au foyer* |
| Vote Mitterrand |  |  |  |  |
| 2e tour de 1974 | 53 % | 47 % | 40 % | 29 % |
| Vote pour la gauche |  |  |  |  |
| 1ertour de 1978 | 61 - | 54 - | 51 - | 47 - |

L’insertion dans la vie professionnelle est bien la variable clé : elle l’emporte sur le niveau d’éducation et sur l’appartenance de classe qui « discrimine moins la population féminine sans profession que celle qui gagne sa vie » *(ibid.,* p. 145). Si on contrôle la variable sociale, en ne s’intéressant qu’au milieu ouvrier par exemple, la discrimination par l’activité est très forte :

[391]

Proportion se situant à gauche  
sur l’axe droite/gauche en milieu ouvrier

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Ouvrières actives* | *Ouvriers actifs* | *Femmes d’ouvriers ex-actives* | *Femmes d’ouvriers au foyer* |
| Position extrême gauche et gauche | 70 % | 55 % | 47 % | 36 % |

3. L’intégration religieuse

Le degré d’intégration religieuse, mesuré par la pratique, est très discriminant du point de vue de l’orientation politique. En 1978, par exemple, les électeurs sont d’autant plus portés à se situer au centre ou à droite qu’ils sont intégrés à l’église catholique :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 100 %→ | *Extrême gauche* | *Gauche* | *Centre* | *Droite* | *Extrême droite* |
| Catholiques pratiquants réguliers | 3 | 10 | 34 | 36 | 14 |
| Catholiques pratiquants occasionnels | 8 | 23 | 28 | 29 | 9 |
| Autres religions | 13 | 30 | 30 | 17 | 5 |
| Catholiques non pratiquants | 18 | 29 | 26 | 18 | 5 |
| Sans religion | 43 | 33 | 12 | 5 | 2 |

La même structure se retrouve, élection après élection, dans le vote des Français dont la religion demeure le meilleur prédicteur à l’orée des années quatre-vingt, comme en témoignent ces résultats tirés d’enquêtes postélectorales de la sofres :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *1978 (1er tour)* | | *1981 (2e tour)* | |
| 100 % ---» | *Gauche* | *Droite* | *Mitterrand* | *Giscard* |
| Catholiques pratiquants réguliers | 16 | 70 | 20 | 80 |
| Catholiques pratiquants occasionnels | 31 | 61 | 40 | 60 |
| Catholiques non pratiquants | 57 | 37 | 61 | 39 |
| Sans religion | 84 | 10 | 88 | 12 |

[392]

Des structures aussi fortes sont fascinantes. Peut-être même au sens propre du mot : fasciné par la régularité des relations d’ordre mises en évidence, on risque de ne pas assez critiquer les conditions de leur production. À cet égard on veillera à ne pas oublier de pondérer les résultats par les effectifs de chaque classe (Peyrefitte, 1978). Ce calcul, effectué pour 1978, aboutit au tableau suivant :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| En % *de l’ensemble* | *Base* | *Gauche* | *Droite* |
| Catholiques pratiquants réguliers | 170 | 27 | 119 |
| Catholiques pratiquants occasionnels | 140 | 43 | 85 |
| Catholiques non pratiquants | 500 | 285 | 185 |
| Sans religion | 150 | 126 | 15 |

Cette nouvelle façon de présenter la relation change évidemment beaucoup l’impression qu’elle produit. Au lieu d’être porté à considérer par exemple que la pratique catholique explique le vote de droite, on est amené à prendre en compte le fait que près de la moitié des électeurs de droite (200 sur 404) sont soit non pratiquants soit sans religion. En d’autres termes, il y a presque autant de chances qu’un électeur de droite soit non pratiquant ou sans religion que catholique pratiquant, régulier ou occasionnel. Même si elles sont fortement liées du point de vue statistique, plus fortement en tout cas que toutes les autres variables, la variable politique et la variable religieuse n’en conservent pas moins une irréductible autonomie.

Nombre d’attributs ouvriers, pratique religieuse  
et intention de vote communiste (1966)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Nombre d’attributs ouvriers* | | | |
| *0* | *1* | *2 et plus* | *Écarts* |
|  | % *communiste par case* | | | |
| *Hommes chefs de ménage* | | | | |
| Catholiques pratiquants réguliers | 0 | 3 | 8 | 8 |
| Catholiques pratiquants irréguliers | 4 | 12 | 20 | 16 |
| Catholiques non pratiquants | 21 | 27 | 41 | 20 |
| Sans religion | 31 | 61 | 55 | 24 |
| Écarts | 31 | 58 | 47 |  |
| *Femmes mariées non chefs de ménage* | | | | |
| Catholiques pratiquants réguliers | 0 | 9 | 11 | 11 |
| Catholiques pratiquants irréguliers | 2 | 9 | 8 | 6 |
| Catholiques non pratiquants | 20 | 27 | 33 | 13 |
| Sans religion | 45 | 63 | 62 | 17 |
| Écarts | 45 | 54 | 51 |  |

[393]

L’intégration religieuse n’est pas seulement liée à l’orientation politique. Elle est aussi modulée par l’appartenance de classe. Quand on combine la variable religieuse et la variable de classe, il apparaît cependant que la première est plus fortement liée que la seconde aux orientations politiques. G. Michelat et M. Simon ont très bien montré par exemple que le vote de gauche variait davantage en fonction de la pratique religieuse qu’en fonction de l’appartenance objective à la classe ouvrière (Michelat et Simon, 1977, p. 421). On voit sur le tableau ci-dessus, extrait de leur étude, que là où elle introduit le plus de différence, chez les sans-religion, la variable de classe fait monter le pourcentage communiste de 24 points chez les hommes et de 17 points chez les femmes alors que là même où elle introduit le moins de différence, chez ceux qui n’ont aucun attribut ouvrier, la variable religieuse engendre des différences de 31 points chez les hommes et de 45 points chez les femmes.

Un simple coup d’œil comparatif sur la sociologie électorale des démocraties pluralistes montre que *la religion et la classe sont les variables les plus discriminantes dans presque tous les pays.* Nous avons signalé plus haut les segmentations effectuées pour le manuel comparatif sur le comportement électoral dirigé par R. Rose (Rose, 1974). Dans cinq pays sur douze la religion l’emporte sur les autres variables explicatives. Pour donner une estimation chiffrée de l’importance de la variable la plus explicative dans chaque système politique, on a fait figurer ci-dessous la part de la variance expliquée par cette variable et la part de la variance expliquée par la segmentation :

1. *Groupe des pays où la religion est la variable la plus discriminante :*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | *Part de la variance expliquée par la religion* | *Part de la variance totale expliquée par la segmentation* |
| Pays-Bas | 50,1 % | 51,2 % |
| Belgique | 23,3 % | 34,5 % |
| Italie | 20,3 % | 28,3 % |
| Allemagne | 12,0 % | 19,7 % |
| Canada | 8,0 % | 15 % |

*2. Groupe des pays où la classe sociale est la variable la plus discriminante :*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | *Part de la variance expliquée une variable de classe* | *Part de la variance totale expliquée par la segmentation* |
| Suède | 32 % | 37,9 % |
| Finlande | 31,8 % | 33,2 % |
| Norvège | 24,3 % | 37,9 % |
| Australie | 8,9 % | 14,6 % |
| Grande-Bretagne (1) | 7,1 % | 12 % |

(1) En utilisant la propriété du logement comme indicateur de la condition sociale.

[394]

Au total, on le voit, la proportion de la variance totale expliquée par les variables de religion et de classe est souvent très grande par rapport à la proportion de la variance totale expliquée parla segmentation. Mais celle-ci est, somme toute, assez faible. Le comportement électoral et l’orientation politique se laissent difficilement réduire à quelques variables explicatives.

Peut-on parler d’un *déclin du* « *vote religieux »* comme on parle du déclin du « vote de classe » ? On ne peut manquer de se poser la question en voyant le déclin rapide, sinon parfois la chute brutale, de la pratique religieuse dans les démocraties occidentales. On a vu plus haut que le déclin de la pratique ne paraît pas encore très perceptible dans le vote des Français en 1981. Certains exemples étrangers peuvent faire penser que ce n’est que partie remise. Selon R. Inglehart : « Un déclin général du rôle de l’église et de la foi religieuse dans la vie quotidienne des citoyens avait effectivement précédé l’affaiblissement dramatique du vote religieux qui s’est produit aux Pays-Bas dans les années soixante-dix (Miller et Stouthard, 1975 ; Dutter, 1978). La chute s’est produite soudainement. Le vote en faveur des partis confessionnels avait été fort pendant des décennies, 63 % des électeurs hollandais votant encore pour un parti confessionnel en 1963. Aux élections de 1972, ce pourcentage est tombé à 36 %. En Belgique, le vote pour les chrétiens sociaux a connu un déclin comparable, de 47 % en 1958 à 34 % en 1974. Les fondements individuels du vote religieux peuvent se désagréger progressivement pendant une longue période avant que cela ne se traduise au niveau institutionnel » (Inglehart, 1983, p. 443). Pour traiter convenablement ce type de problème il faut dépasser l’analyse des seules variables sociales et s’interroger sur la façon dont elles sont prises en compte par le système culturel.

4. Le conditionnement culturel  
de l’orientation politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

Nous envisagerons successivement dans cette section le mécanisme de l’identification subjective, le changement dans les systèmes de valeurs et la pesanteur des traditions culturelles.

A. LE MÉCANISME  
DE L’IDENTIFICATION SUBJECTIVE

L’identité individuelle est vécue comme une identité sociale par le mécanisme de l’identification qui permet à chacun de se reconnaître et de trouver sa place dans un monde social complexe où de nombreuses « personnes sociales » sont en interaction. Le mécanisme de l’identification est un mécanisme psychosocial. Il est conditionné à la fois par la société – réalité sociale et culture – et par la personnalité de l’individu. Aussi ne faut-il pas s’étonner si l’identification subjective apparaît en même temps comme proche et différente de l’appartenance objective déterminée par l’observateur.

Considérons par exemple l’identification à une classe sociale. Un sondage de la sofres effectué en mars 1983 pour le compte de *L’Expansion* (échantillon national [395] de 1 000 personnes représentatif de la population âgée de 18 ans et plus) permet de prendre la mesure des identifications subjectives en France à partir de deux questions : « Avez-vous le sentiment d’appartenir à une classe sociale ? » et, dans le cas d’une réponse positive, « A quelle classe sociale avez-vous le sentiment d’appartenir ? ». Les résultats détaillés de ces deux questions figurent sur les tableaux ci-dessous. On voit sur ces tableaux que plus de six Français sur dix forment une identification subjective à une classe sociale, que cette identification croît avec l’âge, jusqu’à la retraite, à mesure que l’individu s’ancre dans son milieu et qu’elle varie d’un groupe social à l’autre sans jamais descendre au-dessous de 56 %. On voit aussi que la « classe ouvrière » et la « classe moyenne » constituent les catégories les plus souvent retenues pour l’identification subjective. La part de la subjectivité est maximale dans les milieux sociaux dont la situation objective est ambiguë, comme les cadres moyens parmi lesquels 25 % de ceux qui ont le sentiment d’appartenir à une classe sociale s’identifient à la classe ouvrière et 6 % à la bourgeoisie.

*Cette identification subjective,* sans doute parce qu’elle est subjective, *paraît plus explicative que l’appartenance objective* pour rendre compte des orientations politiques. L’observation de ce fait remonte aux recherches de R. Centers et à celles d’A. Campbell et de ses associés au début des années cinquante (Centers, 1949 ; Campbell *et al.,* 1960). Des études plus récentes ont montré que leurs conclusions n’ont rien perdu de leur pertinence. C’est ainsi que D. Butler et D. Stokes

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ► *Question :* « Avez-vous le sentiment d’appartenir à une classe sociale ? », sofres, 1983 | | | |
| 100 % ---» | Oui | Non | Ne sait pas |
| Total | 62 | 32 | 6 |
| Sexe : |  |  |  |
| Hommes | 66 | 29 | 5 |
| Femmes | 57 | 35 | 8 |
| Âge : |  |  |  |
| 18-24 ans | 56 | 37 | 7 |
| 25-34 - | 62 | 33 | 5 |
| 35-49 - | 64 | 31 | 5 |
| 50-64 - | 70 | 24 | 6 |
| 65 ans et plus | 54 | 37 | 9 |
| Profession : |  |  |  |
| Ouvrier | 71 | 22 | 7 |
| Cadre supérieur, profession libérale, industriel | 67 | 26 | 7 |
| Cadre moyen | 66 | 33 | 1 |
| Petit commerçant, artisan | 65 | 33 | 2 |
| Employé | 62 | 33 | 5 |
| Inactif, retraité | 57 | 36 | 7 |
| Agriculteur, salarié agricole | 56 | 35 | 9 |

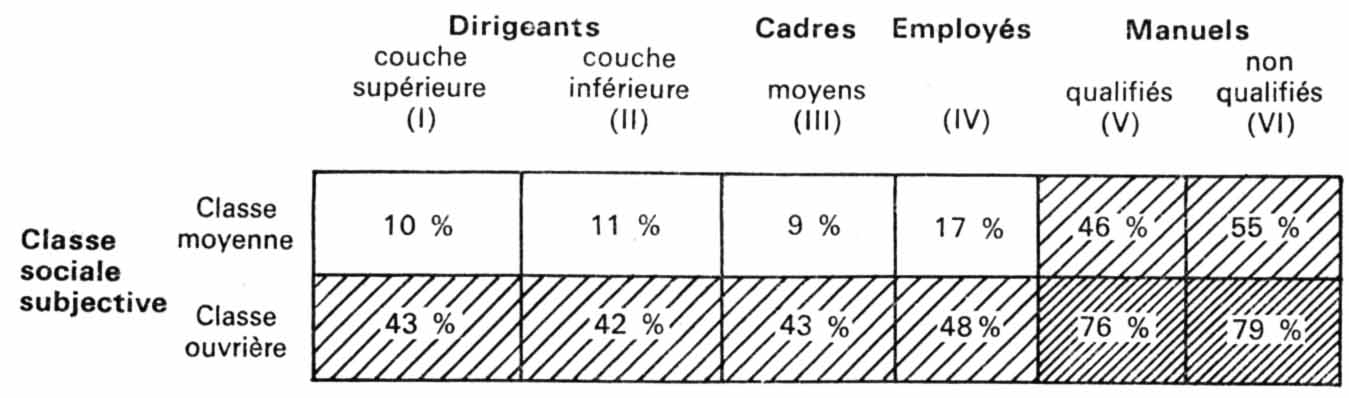
[396]

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ► *Question :* « À quelle classe sociale avez-vous le sentiment d’appartenir ? » (Réponses spontanées. Sur 100 personnes qui ont le sentiment d’appartenir à une classe sociale.) | | | | | | |
| 100 % ---» | Classe ouvrière, travailleurs, salariés | Classes moyennes | Cadres | Bourgeoisie, classes dirigeantes | Agriculteurs, paysannerie | Divers |
| Total | 40 | 33 | 3 | 4 | 5 | 8 |
| Sexe : |  |  |  |  |  |  |
| Hommes | 42 | 28 | 3 | 3 | 7 | 10 |
| Femmes | 38 | 37 | 3 | 5 | 3 | 6 |
| Âge : |  |  |  |  |  |  |
| 18-24 ans | 48 | 25 | 1 | 9 | 2 | 8 |
| 25-34 | 48 | 31 | 1 | 3 | 1 | 6 |
| 35-49 | 34 | 34 | 7 | 3 | 7 | 10 |
| 50-64 | 43 | 30 | 3 | 3 | 8 | 7 |
| 65 ans et + | 30 | 40 |  | 4 | 5 | 10 |
| Profession : |  |  |  |  |  |  |
| Ouvrier | 71 | 13 | 1 | 3 |  | 5 |
| Employé | 43 | 45 |  | 3 | 1 | 2 |
| Inactif, retraité | 38 | 36 | 2 | 5 | 4 | 7 |
| Cadre moyen | 25 | 42 | 10 | 6 |  | 8 |
| Agriculteur | 20 | 3 |  |  | 64 | 10 |
| Petit commerçant, artisan | 12 | 38 |  |  | 42 |  |
| Cadre supérieur, profession libérale, industriel | 3 | 56 | 13 | 8 |  | 15 |

ont établi que l’identification à la classe ouvrière dans la strate sociale supérieure et l’identification à la classe moyenne dans la strate sociale inférieure se traduisaient dans près de la moitié des cas par une orientation politique contraire à l’orientation dominante dans la strate considérée : dans la couche supérieure de la classe dirigeante la part des travaillistes dans le rapport travaillistes/conservateurs s’établit en moyenne à 14 % en 1963 ; il monte à 43 % chez ceux qui s’identifient à la classe ouvrière. À l’autre bout de l’échelle, la part des travaillistes s’établit en moyenne à 75 % chez les travailleurs manuels non qualifiés ; il s’élève à 79 % chez ceux qui s’identifient à la classe ouvrière mais tombe à 55 % chez ceux qui s’identifient à la classe moyenne (cf. graphique 4) (Butler et Stokes, 1974, p. 79).

Dans le cas français, G. Michelat et M. Simon arrivent à des résultats comparables (Michelat et Simon, 1977). Ils construisent un indice de « classe sociale subjective » qui distingue ceux qui ne s’identifient à aucune classe, ceux qui s’identifient à une autre classe que la classe ouvrière et ceux qui s’identifient à la classe ouvrière. Cet indice paraît plus explicatif du comportement électoral

[397]



Graphique 4. –

Proportion de travaillistes parmi les partisans des deux grands partis britanniques suivant le statut socio-professionnel et la classe sociale subjective, 1963

que l’indice d’appartenance objective (nombre d’attributs ouvriers). Considérons par exemple les variations des intentions de vote communiste chez les hommes chefs de ménage suivant ces deux dimensions de l’intégration sociale :

Classe subjective, classe objective   
et intention de vote communiste (1966)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Nombre d’attributs ouvriers* | | | *Écarts* |
| *Hommes chefs de ménage* | *0* | *1* | *2* |
|  | % *communiste par case* | | |  |
| Pas d’identification | 9 | 12 | 22 | 13 |
| Identification à une autre classe | 9 | 20 | 30 | 21 |
| Identification à la classe ouvrière | 31 | 33 | 43 | 12 |
| Écarts | 22 | 21 | 21 |  |

On observe sur ce tableau un double effet de renforcement : le vote communiste se renforce en fonction de l’appartenance objective et de l’appartenance subjective. De ce point de vue, l’identification à une classe sociale – même différente de la classe ouvrière – suffit d’ailleurs à déclencher une augmentation du vote communiste comme si la conceptualisation en termes de classe comportait en soi un élément de polarisation sociale favorable à l’engagement à gauche. Mais ce qui est frappant c’est que le renforcement dû à l’identification subjective est plus important que celui qui tient à l’appartenance objective. Le vote communiste ne gagne que 12 points quand on fait passer de 0 à 2 le nombre des attributs ouvriers chez ceux qui s’identifient subjectivement à la classe ouvrière. Mais il gagne 21 points chez ceux qui comptent 2 attributs ouvriers quand on passe de l’absence d’identification de classe à l’identification subjective à la classe ouvrière.

L’identification sociale n’est pas une simple croyance ou un sentiment. Elle se traduit dans des pratiques, elle commande des stratégies qui sont elles-mêmes [398] fortement corrélées au comportement politique. J. Capdevielle et E. Dupoirier l’ont excellemment montré en étudiant les implications politiques des « stratégies patrimoniales » dans l’enquête effectuée par le cevipof en 1978 (Capdevielle et Dupoirier, 1981). Ces deux auteurs montrent en effet que, si la possession d’un patrimoine plus ou moins diversifié joue apparemment assez peu dans l’orientation idéologique, elle est très fortement corrélée, en revanche, avec le choix des électeurs en matière de décision politique : choix d’un député, intention de vote à une élection présidentielle, préférence pour telle ou telle coalition gouvernementale. En mars 1978, le niveau de revenu ne joue qu’un rôle très secondaire dans la détermination du vote, c’est la structure plus ou moins diversifiée du patrimoine – commandée, quel que soit le niveau de revenu, par une stratégie ou même une « idéologie patrimoniale » – qui départage partisans et adversaires d’une éventuelle « alternative de gauche ». Quel que soit le revenu, la gauche l’emporte toujours sur la droite chez ceux qui n’ont aucun élément de patrimoine et la droite l’emporte toujours sur la gauche chez ceux qui ont un patrimoine comportant deux ou trois éléments :

L’effet patrimoine : vote au premier tour de 1978

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Revenu* | *Nombre d’éléments de patrimoine* | *Gauche* | | | *Droite* |
| Faible | Ensemble | 100 % ---» | 47 | 39 | |
|  | 0 |  | 55 | 29 | |
|  | 1 |  | 46 | 38 | |
|  | 2 |  | 45 | 48 | |
|  | 3 et + |  | 18 | 74 | |
| Moyen | Ensemble |  | 49 | 36 | |
|  | 0 |  | 54 | 27 | |
|  | 1 |  | 53 | 32 | |
|  | 2 |  | 44 | 43 | |
|  | 3 et + |  | 29 | 58 | |
| Élevé | Ensemble |  | 34 | 51 | |
|  | 0 |  | 44 | 37 | |
|  | 1 |  | 42 | 45 | |
|  | 2 |  | 32 | 50 | |
|  | 3 et + |  | 21 | 60 | |

L’idéologie patrimoniale n’est évidemment qu’un des éléments de la *conscience sociale* des individus. Cette conscience, A. Touraine avait cherché à la « dimensionnaliser » quand il étudiait la conscience ouvrière (Touraine, 1966). Il distinguait alors un principe d’identité, un principe d’opposition et un principe de totalité. La conscience de classe serait, de ce point de vue, le moment de la conscience ouvrière où ces trois principes coïncident : les ouvriers ont acquis un sentiment d’identité sociale dans l’opposition au patronat et ils considèrent que leur lutte constitue le conflit central de la société, celui autour duquel la totalité de la société [399] peut choisir de donner un sens à son histoire. A. Touraine a poursuivi sa réflexion sur l’identité sociale (Touraine, 1974). Au point de départ, il insiste sur le préalable d’une lecture de la société en termes de conflit social et d’historicité : « La formation de l’identité sociale, écrit-il, n’est possible que si l’ordre social n’apparaît plus à l’acteur comme un système impersonnel, mais comme l’œuvre des hommes, comme la projection des rapports sociaux, par lesquels une société donne forme à l’emprise de l’historicité sur les pratiques sociales » (p. 183). Aussi « la recherche de l’identité n’est pas un comportement réflexif, la découverte des coordonnées sociales, des statuts et des rôles assumés ; elle est la naissance d’un mouvement social » (p. 185). Ces mouvements sociaux changent de nature avec les conflits sociaux. Aujourd’hui, la « question sociale » ne se réduit pas à la « question ouvrière ». Mais *un mouvement social ne peut se développer qu’à travers la conscience politique :* « L’engagement dans les luttes sociales crée une conscience d’identité sociale. Mais cette conscience n’est ni simple ni intégrée. Chacun des adversaires agit dans plusieurs directions à la fois : une classe dirigeante est à la fois innovatrice et réactionnaire ; une classe dominée est à la fois conservatrice et progressiste. Elle est aussi soumise, dans sa conscience même, à l’aliénation, c’est-à-dire à la participation dépendante telle que la définit pour elle la classe dominante. Celle-ci de son côté fuit la conscience d’elle-même en s’identifiant au progrès, à la rationalité et à l’intérêt général (…). Le passage à une conscience « positive » ne peut se produire que quand l’acteur se définit par rapport à un principe d’unité, à l’expression du pouvoir, à l’État. Le conflit social prend une visibilité plus grande, la position et la nature des adversaires deviennent reconnues quand ils se situent dans un combat pour le pouvoir politique. (…) C’est bien l’enjeu concret, la capacité d’orienter une partie ou le tout de la vie de la collectivité, bref, le rapport au pouvoir qui constitue solidement l’identité des acteurs historiques » (p. 196). L’identification sociale et l’orientation politique finissent ainsi par n’être que les deux faces d’une même conscience historique.

B. LE CHANGEMENT  
DANS LE SYSTÈME DE VALEURS

Invité le 30 juin 1981 de l’émission « Questionnaire » à tf1, pour y traiter de la question « Les électeurs de gauche sont-ils conservateurs ? », B. Cathelat y a défendu l’idée, de plus en plus courante chez les spécialistes de l’opinion publique, que les groupes socio-professionnels ne permettent plus d’expliquer les différences d’orientation des Français. « Jamais, déclare-t-il, il n’y a eu autant de différences entre deux cadres, entre deux jeunes, entre deux femmes actives, entre deux agriculteurs. » Alors qu’on observait au début du siècle une relative homogénéité des valeurs et une grande diversité des conditions de vie, on observe aujourd’hui une relative homogénéisation des conditions de vie et une grande diversification des valeurs ou, comme dit Cathelat, des « styles de vie » (Cathelat, 1977).

Le déclin du « vote de classe » a certainement entraîné la science politique à explorer cette direction en étudiant le changement des systèmes de valeur. Le

[400]

« Matérialistes » (M) et « Post-matérialistes » (PM) en 1973 (Inglehart, 1977)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | France | | Italie | | | Allemagne | | | Belgique | | | | Pays-Bas | | |
| 100% | M | PM | | M | PM | M | PM | | M | | PM | | M | PM | |
| **Age** | | | | | | | | | | | | | | | |
| 19-28 | 22 | 20 | 26 | | 16 | 24 | 19 | 18 | | 23 | | 27 | | | H |
| 29-38 | 28 | 17 | 41 | | 8 | 39 | 8 | 20 | | 17 | | 22 | | | 17 |
| 39-48 | 39 | 9 | 42 | | 7 | 46 | 5 | 22 | | 10 | | 28 | | | 9 |
| 49-58 | 39 | 8 | 48 | | 6 | 50 | 5 | 25 | | 10 | | 40 | | | 10 |
| 59-68 | 50 | 3 | 49 | | 4 | 52 | 7 | 39 | | 3 | | 4' | | | 12 |
| 69 et + | 55 | 2 | 57 | | 5 | 62 | 1 | 39 | | 5 | | 51 | | | 5 |
| **Chef de ménage** | | | | | | | | | | | | | | | |
| Classe moyenne | 34 | 16 | 27 | | 13 | 4i | 12 | 26 | | 20 | | 28 | | | 17 |
| Classe ouvrière | 41 | 9 | 36 | | 11 | 45 | 9 | 36 | | 10 | | 36 | | | 10 |
| Agriculture | 45 | 7 | 48 | | 6 | 48 | 5 | 3\* | | h | | 38 | | | 8 |
| **Autoposition politique à gauche** | | | | | | | | | | | | | | | |
|  | 43 | 86 | 64 | | 94 | 44 | 83 | 53 | | 68 | | 38 | | | 72 |

« Matérialistes » (M) et « Post-matérialistes » (PM) en 1974 (Inglehart, 1979)

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Pays-Bas | | Grande-Bretagne | | États-Unis | | Allemagne | | Autriche | |
|  | M | PM | M | PM | M | PM | M | PM | M | PM |
| **Age** | | | | | | | | | | |
| 16-29 | 11 |  | 28 | 21 |  | 13 | 28 |  | 17 | 32 |
| 30-39 | 18 |  | 27 | 27 |  | 8 | 38 |  | 11 | 50 |
| 40-49 | 21 |  | 13 | 25 |  | 9 | 49 |  | 4 | 56 |
| 50-59 | 26 |  | 17 | 29 |  | 10 | 45 |  | 8 | 64 |
| 60-69 | 23 |  | XI | 40 |  | 6 | 51 |  | 3 | 65 |
| 70 et + | 38 |  | XI | 46 |  | 2 | 42 |  | 4 | 74 |
| **Éducation** (1) | | | | | | | | | | |
| Primaire | 41 | | 25 | | 27 | | 10 | | 16 | |
| Secondaire | 49 | | 36 | | 25 | | 14 | | 25 | |
| Supérieure | 64 | | 37 | | 36 | | 32 | | 33 | |
| **Vote** (1) | | | | | | | | | | |
| Gauche | 63 | | 35 | | 37 | | 21 | | 24 | |
| Droite | 37 | | 26 | | 22 | | 11 | | 21 | |

(\*) Post-matérialistes et mixtes à majorité post-matérialiste.

[401]

modèle le plus souvent testé dans ce domaine au cours des dix dernières années est certainement celui proposé par R. Inglehart (Inglehart, 1971, 1977, 1979). Ce modèle a été évoqué dans la première partie de ce chapitre où on a noté que les jeunes générations, formées dans un environnement d’abondance et de sécurité physique et matérielle, avaient tendance à accorder la priorité à des valeurs moins matérialistes que leurs aînés marqués par les privations de la crise et de la guerre. Le modèle de R. Inglehart s’inspire des théories d’A. Maslow (Maslow, 1954) suivant lesquelles la hiérarchie des valeurs d’un individu dépend du degré de satisfaction de ses besoins. Pour Maslow, ces besoins s’organisent de façon hiérarchique : à la base, les besoins quasi physiologiques de subsistance et de sécurité demandent à être satisfaits en premier. Ils donnent naissance à des valeurs « matérialistes ». Quand ces besoins sont satisfaits, des besoins non matériels prennent la relève : besoin d’appartenance, besoins affectifs, besoins d’estime, et même, au sommet, besoins esthétiques et intellectuels. L’ensemble de ces besoins, que Maslow qualifie de « réalisation personnelle », engendrent des valeurs « postmatérialistes ». Ces nouveaux besoins peuvent être ressentis de façon aussi impérieuse et susciter des valeurs aussi intenses que les besoins matériels. Il ne faut donc pas s’attendre à un apaisement des conflits dans la société « postindustrielle » : tout simplement, le conflit risque de changer d’enjeux et d’acteurs. Les groupes sociaux les plus portés à la contestation ne sont plus les couches les plus pauvres – portées à la conservation des acquis – mais les jeunes générations qui ne connaissent pas le prix de ces acquis et réclament la satisfaction de nouveaux besoins. Pour opérationnaliser ce modèle, Inglehart et ses émules ont construit un « indice des valeurs » *(Values Index)* en demandant aux sujets de leurs enquêtes de choisir les priorités les plus importantes sur une liste combinant des priorités « matérialistes » (maintenir un taux élevé de croissance économique, maintenir l’ordre dans le pays, par exemple) et des priorités « post-matérialistes » (garantir la liberté d’expression, aller vers une société où les idées comptent plus que l’argent, par exemple). L’indice initial était assez pauvre (4 items) ; il a été enrichi pour combiner 10 puis 12 items. Les résultats corroborent dans l’ensemble les hypothèses de R. Inglehart (cf. tableaux p. 400). Ils ont été recueillis dans 16 pays d’Europe occidentale, aux États-Unis, en Australie, au Japon, en Israël, en Turquie ainsi qu’en Pologne et en Hongrie (références dans Inglehart, 1983). Ils font apparaître que les « post-matérialistes » se recrutent essentiellement parmi des jeunes qui, bien qu’ils viennent de milieux favorisés, soutiennent les partis de gauche, ou les mouvements sociaux de protestation (mouvements écologiste, féministe, régionaliste, etc.) pour exprimer leur frustration vis-à-vis d’une société qui ne satisfait pas leurs besoins de « réalisation personnelle ». On peut évidemment se demander si ce modèle ne s’appliquait pas davantage à la situation politique à l’ère de l’abondance qu’à la situation actuelle d’un Occident rongé par la crise. Il peut expliquer assez bien les mouvements étudiants de la fin des années soixante mais risque peut-être d’être moins prédictif à l’avenir. Du moins pour ce qui est des alignements majoritaires. Quand il s’agit du choix « contestation-répression » autour de la protestation « extra-parlementaire » le modèle Inglehart reste sans doute pertinent. Rappelons en effet que les « matérialistes » et les « post-matérialistes » [402] ont des positions totalement opposées sur les échelles de « potentiel protestataire » et de « potentiel répressif » (Inglehart, 1979) :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Pays-Bas* | *Grande-Bretagne* | *États-Unis* | *Allemagne* | *Autriche* |
| *% ayant une note élevée sur l’échelle* | | | | | |
| *Potentiel protestataire* |  |  |  |  |  |
| Purs matérialistes | 27 | 21 | 38 | 23 | 17 |
| Purs post-matérialistes | 74 | 55 | 72 | 74 | 48 |
| *Potentiel répressif* |  |  |  |  |  |
| Purs matérialistes | 32 | 56 | 47 | 56 | 57 |
| Purs post-matérialistes | 6 | 23 | 15 | 8 | 15 |

C. LA PESANTEUR DES TRADITIONS CULTURELLES

Nous avons examiné dans la section précédente l’influence de la variable d’appartenance de classe et celle de la variable d’intégration religieuse et nous avons montré dans la présente section que l’identification subjective à une classe sociale l’emportait sur l’appartenance objective. Nous avons tenté d’expliquer ce fait en analysant, avec A. Touraine, le mécanisme de formation de la conscience socio-politique. Si ce mécanisme était pleinement « explicatif », l’identification subjective à une classe sociale devrait l’emporter non seulement sur l’appartenance de classe objective mais aussi sur l’intégration religieuse. Or, il n’en est rien. Nous savons, grâce à l’étude très poussée de Michelat et Simon (Michelat et Simon, 1977), que la variable religieuse est plus explicative que la classe sociale subjective. La segmentation de l’électorat des hommes chefs de ménage dans le but d’analyser les intentions de vote communiste (19 % en moyenne) fait apparaître que la première variable discriminante est la variable religieuse qui oppose le groupe des pratiquants (réguliers et irréguliers) avec 7 % de votes communistes et le groupe des non-pratiquants et sans-religion avec 32 % de votes communistes. Au sein de chacun de ces deux groupes la variable la plus discriminante est ensuite la classe sociale subjective qui oppose ceux qui ne s’identifient à aucune classe ou s’identifient à une autre classe et ceux qui s’identifient à la classe ouvrière. Dans le groupe des pratiquants, le pc tombe à 3 % chez ceux qui ne s’identifient pas à la classe ouvrière et s’établit à 19 % chez ceux qui s’identifient à elle ; dans le groupe non pratiquant et sans religion le pc s’établit à 25 % chez ceux qui ne s’identifient pas à la classe ouvrière et monte à 48 % chez ceux qui s’identifient à elle. Enfin, dans chacun des quatre groupes ainsi déterminés, l’appartenance de classe objective permet de distinguer de nouveau deux socio-populations (pas d’attribut ouvrier d’une part, 1 et 2 attributs d’autre part) qui s’étagent régulièrement du point de vue du vote communiste : 2 %, 6 %, 13 %, 21 % pour les pratiquants ; 19 %, 32 %, 40 % et 52 % pour les non-pratiquants [403] et sans-religion. Le tableau suivant montre qu’on retrouve pratiquement la même structure quand on considère l’ensemble du vote de gauche :

Intention de vote de gauche en fonction de la religion  
de la classe subjective et de la classe objective  
(Hommes chefs de ménage, 1966)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Pratiquants réguliers et irréguliers* | | *Attributs ouvriers* | | *Non-pratiquants et sans-religion* | |
| 0 | 1 et 2 | | 0 | | 1 et 2 |
| Pas de sentiment de classe ou autre classe | 14 | 13 | | 48 | | 58 |
| Identification ouvrière | 30 | 44 | | 53 | | 73 |

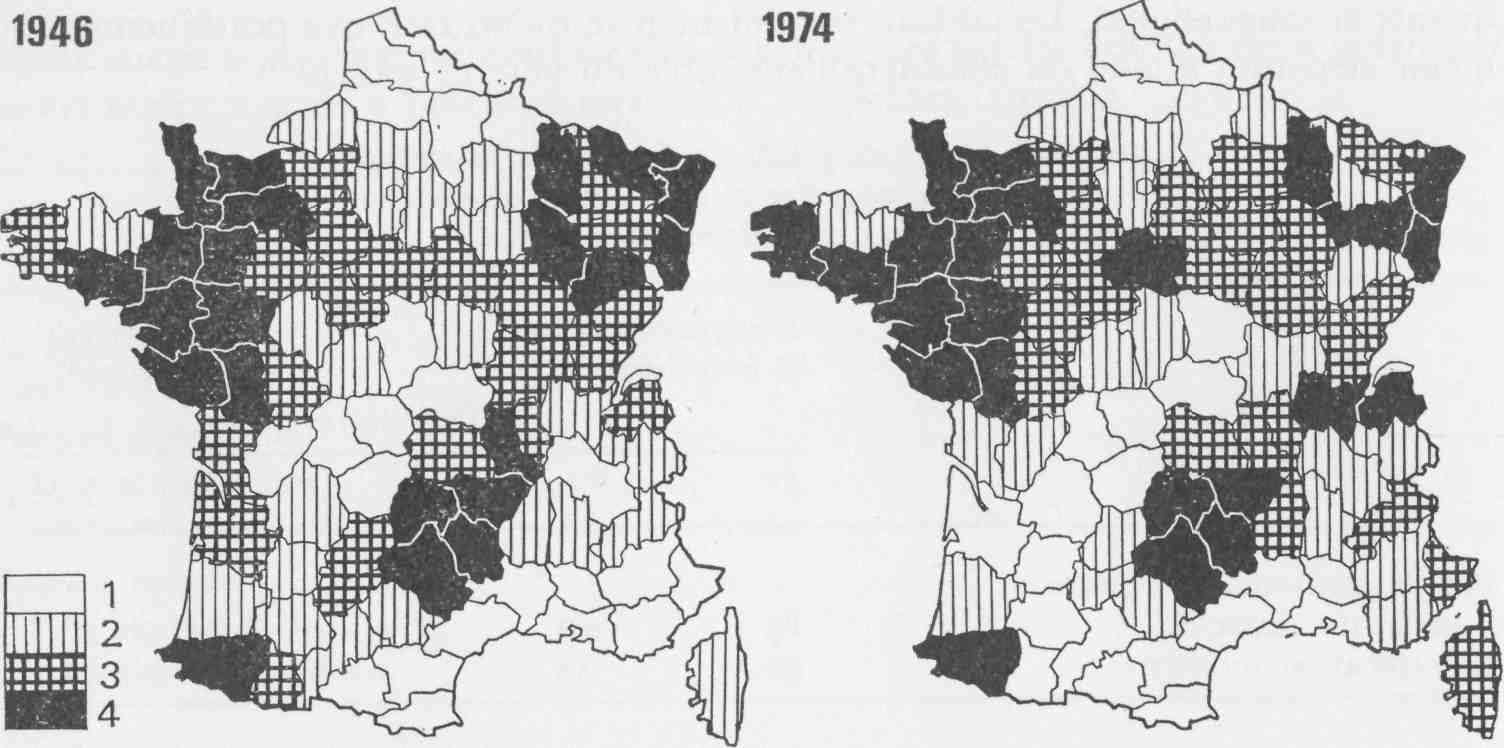
Pourquoi la variable religieuse est-elle encore si prégnante ? Poser la question revient à s’interroger sur la pesanteur des traditions culturelles dont le modèle d’identification individuelle fait trop bon marché.

De cette pesanteur on trouve la trace dans la permanence extraordinaire de la géographie électorale des grandes tendances de l’esprit public au cours des trente dernières années, ces « trente glorieuses » dont J. Fourastié a montré qu’elles ont plus changé la France que les cent ou cent cinquante ans qui les ont précédées (Fourastié, 1979). Pour prendre la mesure de la permanence des structures géographiques de la distribution des votes il suffit d’examiner les cartes de la droite à deux consultations distantes de vingt-huit ans où elle est rassemblée : le référendum du 5 mai 1946 où elle prône le non au premier projet de Constitution de la IVe République et où elle l’emporte par 53 % des suffrages exprimés, et le second tour de l’élection présidentielle de 1974, le 19 mai, où V. Giscard d’Estaing l’emporte par 50,7 % (Goguel, 1983 ; Lancelot, 1974 *b*).

La ressemblance est frappante (cf. cartes, p. 404). Surtout si l’on pense aux changements qui sont intervenus durant cette trentaine d’années dans les variables clés du comportement électoral ! La France, urbaine à 53 % seulement en 1946, l’est à 68 % en 1975. Pendant la même période, la répartition de la population active a été profondément modifiée, le secteur primaire passant de 36 à 10 % et le secteur tertiaire de 32 à 51 % ! La pratique religieuse elle-même a beaucoup baissé, notamment au cours des dix dernières années : en 1946, on compte environ 33 % de catholiques pratiquants réguliers dans la population et 8 % seulement de « sans-religion ». Trente ans plus tard la proportion des pratiquants réguliers a diminué de moitié (17 %) et celle des « sans-religion » a pratiquement doublé (15 %).

Doit-on en conclure que la permanence géographique est un artefact créé par une cartographie départementale qui privilégie la superficie du territoire, et donc la France rurale par rapport à la France urbaine ? La question mérite d’être posée car on observe souvent, à un niveau plus fin que le département, des changements

[404]



|  |  |
| --- | --- |
| 1. Votes *non* au référendum du 5 mai 1946 | 2. Votes *Giscard d’Estaing* au 2e tour de l’élection présidentielle le 19 mai 1974 |

Pourcentages exprimés classés par quartile des plus petits  
aux plus grands. Chaque quartile compte 22 ou 23 départements

électoraux qui correspondent assurément à des changements d’ordre sociologique. Pourtant l’objection est loin d’être décisive parce que la France urbaine connaît également des cas frappants de pérennité des structures de la géographie électorale comme J. Ranger l’a très bien montré pour Paris de 1876 à 1977 (Ranger, 1977) et parce que les changements électoraux paraissent souvent comme amortis par rapport aux changements économiques et sociaux sur le plan local. Les résultats électoraux témoignent sur la longue période d’une indéniable « viscosité » sur un territoire donné. C’est que la variable géographique n’est pas une variable neutre ; c’est une variable active. D’une façon plus ou moins directe, chaque circonscription territoriale renvoie à une collectivité locale. Derrière l’agrégation statistique, une société se cache, avec ses réseaux d’interrelations, ses courants d’influence, ses idées dominantes, souvent liées à la densité de tel ou tel groupe social (cf. Klatzmann, 1957, et toutes les « analyses contextuelles » des votes comme Derivry et Dogan, 1971 ; Michelat, 1975, ou Mayer et Michelat, 1981, ou encore Bonnet, 1972. Cf. également Taylor et Johnston, 1979, véritable « somme » de la géographie électorale).

Cette société est relativement stable si l’on songe au renouvellement démographique qui l’affecte en permanence. Ce renouvellement est d’une très grande ampleur. Revenons par exemple à la comparaison du référendum de 1946 et de l’élection présidentielle de 1974 : le partage des voix est apparemment immuable alors que près de deux électeurs sur trois ont changé. Résultat d’autant plus remarquable qu’il contredit apparemment l’accent mis par certains auteurs sur la [405] relève démographique pour expliquer le changement électoral (Butler et Stokes, 1974, critiqué sur ce point par Favre, 1976). Les hommes changent, les structures électorales demeurent. Le phénomène est encore plus frappant là où le jeu des migrations s’ajoute au mouvement naturel de la population : P. Favre note ainsi que J. Ranger a relevé que « dans la 31e circonscription de Paris, comprenant en 1965 40 000 inscrits, on compte environ, entre 1965 et 1974, 40 000 radiations des listes électorales et 38 000 inscriptions nouvelles. Il y a, dans ce cas extrême, (…) un renouvellement à peu près total de la population d’une circonscription » (Favre, 1979, p. 898). Or les deux quartiers qui composent cette circonscription du 20e arrondissement – Charonne et le Père-Lachaise – ont appartenu constamment pendant cette période à la zone de force de l’extrême gauche à Paris, comme ils lui appartiennent depuis le début de la IIIe République. Les « vecteurs individuels » ont été remplacés mais l’« esprit des lieux » demeure car il s’agit d’une tradition culturelle enracinée dans une société.

Cette tradition culturelle constitue le code symbolique par lequel chacun peut interpréter la réalité politico-sociale, lui donner une signification. Suivant l’aspect qu’on veut privilégier – ou la discipline scientifique à laquelle on se réfère – on peut appeler ce code symbolique de différentes façons : conscience (Fougeyrollas, 1963), mémoire (Nora, 1979), mythe (Lévi-Strauss, 1958), rite (Bon, 1979) ou idéologie (Touchard *et al.,* 1975). Peu importe ; l’essentiel est de reconnaître son rôle fondamental dans la détermination du comportement politique. La société ne voit pas s’affronter « classe contre classe » des groupes sociaux dont les intérêts antagonistes seraient évidents « en soi ». Elle voit s’affronter en revanche des forces collectives qui véhiculent des systèmes de signification, c’est-à-dire des interprétations de la société et des modèles d’action collective et individuelle. Ces systèmes symboliques définissent les intérêts, les droits et les devoirs des uns et des autres et c’est leur configuration et leurs « rapports de force » qui structurent la scène politique locale.

Ces configurations et ces rapports de force s’inscrivent dans la société et en épousent la morphologie. Les intérêts liés à la stratification sociale sont parmi ceux qu’il est le plus facile de mobiliser. Mais la liaison n’est pas automatique. Surtout, les systèmes d’interprétation, figés en traditions culturelles, peuvent entretenir des divisions périmées, porter la trace de clivages qui ne s’imposent plus. Car ces systèmes symboliques se modifient assez lentement et peuvent perdurer, par transmission culturelle, sans autre justification que leur évidence historique. Pour suivre le développement et retrouver les origines de ces traditions culturelles, le recours à l’histoire s’impose. C’est ainsi que la thèse de P. Bois permet de comprendre la naissance de la tradition conservatrice dans l’Ouest (Bois, 1971), et celle de M. Agulhon la naissance de la tradition républicaine dans le Sud-Est (Agulhon, 1970). Thèses paradoxales puisque celle de P. Bois montre que la tradition conservatrice s’enracine dans la frustration sociale et la conscience de classe alors que celle de M. Agulhon montre le rôle décisif du « patronage démocratique » des élites progressistes dans le ralliement du petit peuple aux idées avancées !

Peut-on s’arrêter aux ébranlements de la Révolution française pour trouver les évènements-matrices qui ont fait cristalliser des structures mentales assez fortes [406] pour venir jusqu’à nous ? Les historiens et les spécialistes du développement politique invitent à remonter plus loin, au moins jusqu’à la Réforme (voir bilan dans Goguel, 1951 ; Lipset et Rokkan, 1967 ; Badie, 1983). M. Lagrée établit pour sa part de façon tout à fait convaincante la filiation historico-géographique sur quatre siècles de la tradition politique contre-révolutionnaire, depuis les guerres de Religion jusqu’à nos jours dans la région de Vitré en Ille-et-Vilaine. « Il est rare, écrit-il, de pouvoir vérifier à ce point le rôle de rétroaction que peut jouer le domaine de la conscience, donc de la superstructure idéologique, par rapport à la réalité matérielle, et sa considérable inertie. Ligue, chouannerie, hostilité à Louis-Philippe, résistance aux Inventaires, enseignement libre, peur des Rouges, chaque époque pose ses questions, qui trouvent des réponses différentes, mais tout se passe comme si seule changeait la trame, la chaîne restant continue » (Lagrée, 1976, p. 407).

Certains auteurs n’hésitent pas à chercher plus loin encore les sources des traditions politiques : H. Le Bras et E. Todd recherchent par exemple « les structures élémentaires de la politique française » dans la matrice anthropologique des structures de la parenté. À chaque type de structure familiale correspondrait ainsi un type de système idéologique, une tradition politique qui subsisterait ainsi sur la très longue durée (Le Bras et Todd, 1981 ; Todd, 1983).

La pérennité des systèmes d’interprétation qui structurent la scène politique est naturellement assurée par les forces politiques qui entretiennent en permanence le pouvoir intégrateur et réducteur des idéologies. F. Bon a remarquablement démonté ce processus : « Le travail du discours politique est de réduire les conflits multi-formes à l’opposition droite-gauche. Cléricaux et anticléricaux, révolutionnaires et contre-révolutionnaires, républicains et royalistes, bourgeois et prolétaires, dreyfusards et antidreyfusards, résistants et collaborateurs, tous ces clivages ont été tour à tour ou simultanément rabattus sur l’axe droite-gauche. Ces opérations mobilisent des ressources intellectuelles considérables et une rhétorique très élaborée (…). Mais, comme le récit mythique, les idéologies politiques sont structurées pour gérer et réduire les contradictions. Ce travail du discours s’effectue parfois contre la volonté des acteurs, car il est commandé d’abord par les structures de la langue politique. Le parti communiste dont l’idéologie est organisée selon d’autres principes a longtemps été très réservé quant à l’usage des termes de droite et de gauche. Il a pourtant dû payer son insertion comme partenaire actif du jeu politique par l’alignement de son propre système de pensée sur les catégories du langage politique dominant. » Et F. Bon conclut que « les catégories de la gauche et de la droite existent d’abord comme formes de l’expression politique avant de se définir par un contenu » (Bon, 1979, pp. 113-114). La prise en considération de la pesanteur des traditions culturelles débouche ainsi sur la mise en lumière des contraintes spécifiques que le discours politique, en tant que discours, apporte dans le conditionnement de l’orientation politique.

[407]

5. De l’orientation politique à l’action politique :  
le jeu des facteurs conjoncturels

[Retour au sommaire](#sommaire)

En ouvrant la partie de ce chapitre consacrée au comportement politique sous l’angle de l’orientation nous avons annoncé la *summa divisio* de notre modèle qui considère la direction dans laquelle s’engage toute action politique comme le fruit d’un double conditionnement : celui d’une orientation politique individuelle relativement stable d’une part, celui de facteurs conjoncturels d’autre part. Le moment est venu de se tourner vers ceux-ci. Nous le ferons en montrant d’abord leur place dans le modèle le plus répandu du comportement électoral, le modèle de Michigan. Nous montrerons ensuite comment ce modèle a été critiqué et enrichi. Nous nous interrogerons enfin sur les problèmes de méthode que soulève l’interprétation du changement électoral à partir de l’exemple français.

A. LES FACTEURS DU COMPORTEMENT ÉLECTORAL  
DANS LE MODÈLE DE MICHIGAN

Nous avons évoqué plus haut à plusieurs reprises les travaux d’A. Campbell et de ses associés du Survey Research Center de l’Université de Michigan. Dans une série d’ouvrages désormais classiques (Campbell *et al.,* 1954 ; Campbell *et al.,* 1960 ; Campbell *et al.,* 1966 ; Miller et Levitin, 1976), cette équipe a mis au point un modèle du comportement électoral qui repose sur la distinction des forces à long terme et des forces à court terme dans le conditionnement de la décision de l’électeur. Les forces à long terme se résument dans l’identification partisane dans le cas des États-Unis. La corrélation entre l’identification partisane et le vote est apparue assez forte dans les années cinquante et soixante pour qu’on puisse voir dans cette identification la première variable explicative du comportement électoral. Au point que Ph. Converse a pu proposer d’appeler « vote normal » le vote qui serait émis si l’identification partisane était la seule variable explicative du vote (Converse, 1966) : à chaque degré d’identification à un parti est associée une probabilité de voter pour ce parti, de voter pour le parti adverse ou de s’abstenir et on peut calculer à tout moment, à partir de la répartition des identifications partisanes, la répartition du vote normal dans l’électorat. Cette répartition a constamment été favorable au Parti démocrate (par 54 % environ contre 46) au cours de la période 1952-1974. Pendant la même période, les résultats des élections au Congrès n’ont pas dévié en moyenne de plus de 2,5 % par rapport à cette répartition « normale » (Miller et Levitin, 1976, p. 40). Les élections présidentielles enregistrent en revanche des écarts beaucoup plus grands. C’est ici qu’intervient le jeu des forces à court terme qui se compensent dans une certaine mesure au niveau des élections législatives. Les deux forces les plus importantes à cet égard sont la personnalité des candidats et les problèmes du moment qui déterminent l’enjeu de la consultation. La personnalité des candidats est appréciée par les électeurs de façon comparative : Nixon n’a pas le même attrait face à Kennedy, à Humphrey ou à McGovern. Ils s’efforcent également d’apprécier de la même [408] façon les positions prises par les candidats sur les problèmes qui leur tiennent à cœur. Il n’est pas sûr qu’ils y parviennent toujours très clairement mais la plus ou moins grande conformité entre la position de l’électeur et la position qu’il prête au candidat sur un problème clé constitue naturellement un des éléments qu’il faut prendre en considération.

Les forces à long terme et à court terme ne jouent pas avec la même intensité dans chaque élection. Campbell distingue de ce point de vue les élections de continuité *(maintaining elections)* essentiellement marquées par les orientations à long terme, les élections de déviation *(deviating elections)* marquées par l’importance temporaire d’un facteur conjoncturel (candidat ou problème) et les élections de réalignement *(realigning elections)* qui traduisent un nouveau partage des identifications partisanes et marquent le point de départ d’un nouvel équilibre (Campbell, 1966 *a ;* cf. aussi Burnham, 1970 ; Seiler, 1982).

B. CRITIQUE ET ENRICHISSEMENT  
DU MODÈLE ÉLECTORAL DE MICHIGAN

Un premier ordre de critiques portées au modèle de Michigan concerne le rôle de l’identification partisane. Sans doute a-t-on montré qu’elle était un excellent prédicteur du vote dans la plupart des pays occidentaux (Budge et Farlie, 1976). Mais on a noté que son influence tendait à décliner depuis une dizaine d’années. C’est notamment la conclusion à laquelle arrivent, pour la Grande-Bretagne, D. Butler et D. Stokes et, surtout, I. Crewe, B. Sarlvik et J. Alt. L’identification partisane qui reproduisait en partie l’identification à une classe sociale décline à mesure que le vieux clivage de classe perd de sa pertinence. Ce double déclin porte en germe un réaménagement du système de partis. Il pouvait laisser prévoir par exemple la scission du Parti travailliste et la création d’un Parti social-démocrate allié aux libéraux (Butler et Stokes, 1974 ; Crewe *et al.,* 1977).

Mais c’est aux États-Unis que l’analyse du déclin de l’identification partisane a été la plus poussée et a suscité le plus d’interprétations. La réalité de ce déclin n’est pas douteuse (Pomper, 1972 et 1975 ; Converse, 1975 ; Miller et Levitin, 1976 ; Nie *et al.,* 1979). Elle apparaît bien sur le graphique 5 extrait de Nie *et al.,* 1979 (p. 83). On lit sur ce graphique que le nombre des « indépendants » a fait un premier saut en 1952 puis est resté remarquablement stable jusqu’en 1964 pour s’envoler enfin à partir de 1968. Les analyses par cohorte (génération) effectuées par divers auteurs montrent que la montée des indépendants tient moins à la conversion ou plutôt au « désalignement » d’électeurs ayant une identification partisane qu’à l’arrivée dans l’électorat de jeunes générations ne s’identifiant à aucun des partis. Suivant Nie, Verba et Petrocik, par exemple, les cohortes qui atteignent l’âge électoral depuis 1960 se répartissent lors de leur première élection (Nie *et al.,* 1979, p. 86) comme on le voit page suivante.

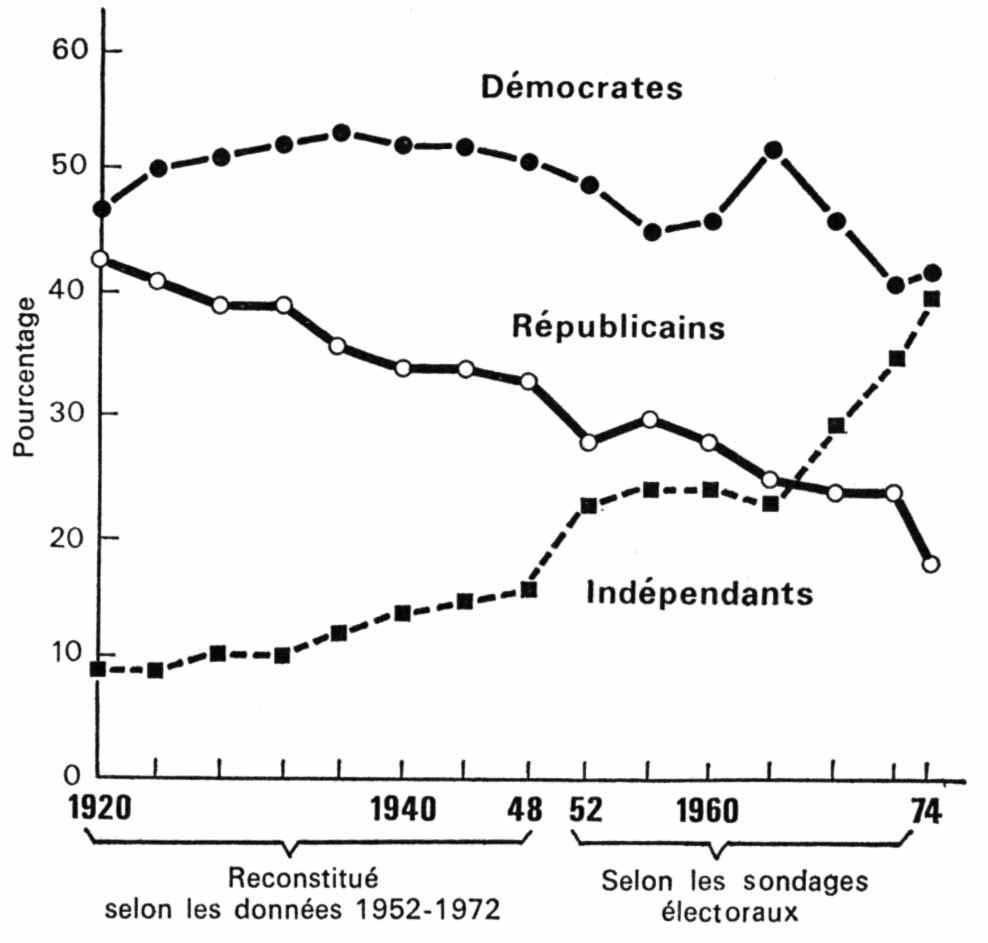
En 1976, la proportion d’indépendants chez les nouveaux votants serait redescendue à 47 % *(ibid.,* p. 365), ce qui reste très important.

Ce « désalignement partisan » va de pair avec un accroissement du rôle des facteurs à court terme dans l’orientation des votes : le « vote de parti » recule

[409]

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | *Identification partisane* | | |
| *Démocrates* | *Républicains* | *Indépendants* |
| Cohorte votant pour la première fois en : |  |  |  |
| 1960 | 47 | 26 | 28 |
| 1964 | 42 | 20 | 39 |
| 1968 | 37 | 17 | 47 |
| 1972 | 34 | 14 | 51 |

devant le « vote sur les enjeux » *(issue voting).* Le mouvement paraît net de 1956 à 1972 aux États-Unis. En 1956, 38 % des électeurs américains émettent un pur « vote de parti », ou si l’on préfère votent uniquement en fonction de leur identification partisane, tandis que 13 % émettent un pur « vote sur les enjeux ». En 1972, la proportion des purs « votes de parti » est tombée à 23 % tandis que celle des purs « votes sur les enjeux » s’est élevée à 26 % (Nie *et al.,* 1979, p. 302). Cette transformation correspond à un important changement du paysage politique à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix aux États-Unis, comme d’ailleurs dans de nombreux pays développés. Ce changement est caractérisé par l’apparition de nouveaux problèmes (débat sur la contre-culture, débat sur les droits civils et l’égalité des races, débat sur la guerre du Vietnam, etc.) et par



Graphique 5. –

Identification partisane, 1920-1974

[410]

un changement des préoccupations des citoyens (Scammon et Wattenberg, 1970 ; Miller et Levitin, 1976). W. Miller et T. Levitin centrent ainsi leur analyse du comportement politique des électeurs américains au début des années soixante-dix sur le débat de deux minorités convaincues qu’on retrouve dans l’électorat comme dans les forces politiques : la nouvelle gauche protestataire *(New Liberals)* et la droite répressive *(Silent minority)* (Miller et Levitin, 1976). Ces nouveaux enjeux et ces nouveaux courants ont suscité l’apparition de nouveaux comportements chez les leaders politiques ou les candidats, qui ont été amenés à prendre position sur les nouveaux problèmes et à proposer des programmes de plus en plus articulés et cohérents pour tenter de les résoudre. Cette « polarisation » autour des enjeux a également entraîné une certaine polarisation des candidatures. Alors que la procédure de sélection des candidats tend à favoriser dans les deux partis les candidats centristes qui ont une plus grande capacité de rassemblement, on a vu chaque camp investir des candidats plus extrêmes : Goldwater chez les républicains en 1964 et McGovern chez les démocrates en 1972 par exemple. Cette polarisation extrême est un peu retombée en 1976 avec le retour à des candidatures plus « centristes » (Ford contre Carter), ce qui explique sans doute que le modèle traditionnel du vote américain ait un peu repris ses droits. Le « vote de parti » remonte un peu à cette 4ate, en effet, mais sans vraiment effacer les bouleversements de la période antérieure (Nie *et al.,* 1979, chap. 20).

La montée du « vote sur les enjeux » s’est accompagnée d’une certaine élévation du niveau de conceptualisation idéologique dans l’électorat. L’ampleur de ce mouvement est controversée. Nie, Verba et Petrocik estiment qu’il est important (Nie *et al.,* 1979), d’autres auteurs pensent qu’il a été exagéré par des artifices de mesure (Leblanc *et al.,* 1977 ; Bishop *et al.,* 1978 ; Sullivan *et al.,* 1979). Mais on ne peut nier la réalité d’une certaine élévation. Reste à savoir s’il s’agit d’un véritable approfondissement des conceptions de l’électorat, traduisant une plus grande maîtrise intellectuelle de son environnement ou seulement d’une sorte de mimétisme idéologique, ce que D. Gaxie qualifie d’idéologie par procuration (Gaxie, 1982), les électeurs se contentant de véhiculer, sans en comprendre réellement les implications, le langage de plus en plus idéologique des candidats et des professionnels de la politique. Pour reprendre l’expression imagée de V. O. Key Jr., la « voix du peuple » ne serait-elle qu’un « écho » (Key, 1966) ? Nie, Verba et Petrocik n’écartent pas totalement cette problématique. Dans la conclusion de la version élargie de leur travail (dont la première édition remonte à 1976), ils passent de la notion de *Changing American Voter* à celle de *Changeable American Voter,* insistant sur la nouvelle malléabilité de cet électorat, sa plus grande sensibilité aux sollicitations des candidats et des problèmes de la conjoncture (Nie *et al.,* 1979, chap. 20).

Peut-être faut-il distinguer suivant la nature des problèmes en cause. Quand ceux-ci sont complexes, qu’ils font appel à des connaissances et à des raisonnements sophistiqués et qu’ils ne concernent pas directement l’électeur, la seule idéologie possible au niveau du plus grand nombre reste, en dépit de l’élévation du niveau d’éducation, une idéologie mimétique, une idéologie par procuration. Quand les problèmes sont plus simples et comportent des implications concrètes pour chacun, [411] les électeurs peuvent être davantage portés à les prendre en compte et à s’intéresser à leur solution. Ils tendent alors à formuler sur ces enjeux des prises de position politiques cohérentes idéologiquement et leur propension à « voter sur les enjeux » tend à croître. Ce serait ainsi l’apparition de problèmes « faciles » – certes pas dans le sens où ils seraient faciles à résoudre, mais dans le sens où il est facile d’en ressentir les implications – comme le problème de l’intégration raciale par exemple, qui pourrait expliquer la polarisation de la scène politique, la montée de l’idéologie et celle du « vote sur les enjeux » dans les États-Unis de la décennie 1964-1974 (Converse, 1975 ; Carminés et Stimson, 1980).

En dehors même de ces périodes de forte tension politique, certains éléments de la conjoncture – et plus particulièrement de la conjoncture économique – semblent avoir un effet sur les votes. Dans une étude célèbre, G. Kramer a calculé par exemple qu’un changement important dans le revenu réel des électeurs pouvait entraîner des changements de l’ordre de 4 à 5 % dans le résultat des élections aux États-Unis (Kramer, 1971). Des études du même ordre, effectuées aux États-Unis et en Europe (Tufte, 1975, 1978 ; Fiorina, 1981 ; Himmelweit *et al.,* 1981) et parfois étendues à d’autres indicateurs socio-économiques comme le chômage (Lafay, 1982), paraissent suggérer l’opportunité de prendre en compte le calcul économique rationnel dans l’explication des élections, dans la ligne du modèle d’A. Downs (Downs, 1957). Mais ce serait sans doute faire trop bon marché des pesanteurs du mécanisme de l’identification à une tradition culturelle. Sans compter que certaines corrélations établies au niveau d’unités collectives, à partir de données agrégées, peuvent difficilement être interprétées en termes individuels (cf. critique de Kramer dans Converse, 1975, p. 135).

C. L’INTERPRÉTATION DU CHANGEMENT ÉLECTORAL :  
L’EXEMPLE FRANÇAIS

L’étude du comportement électoral a longtemps été placée sous le signe de la continuité. A. Siegfried, le père de la géographie électorale, recherchait, sous l’apparente diversité des étiquettes et derrière les changements conjoncturels, la permanence des grands courants d’opinion (Siegfried, 1913, 1949 ; Lancelot, 1977). Pour lui, les principales variations que l’on constate d’une consultation à l’autre traduisent des différences de mobilisation : poussée de la participation dans une conjoncture de lutte, poussée de l’abstentionnisme dans une conjoncture d’apaisement. Le seul élément trouble-fête dans cette mécanique bien réglée est la résurgence périodique d’un phénomène « de nature éruptive », le bonapartisme, qui échappe à l’explication rationnelle. De nos jours au contraire les études électorales, en France comme à l’étranger, tendent à mettre l’accent sur le changement ou même la « volatilité » de l’électorat (Pedersen, 1979). Ce changement – que l’on mesure mieux dans les enquêtes par sondage que dans les analyses géographiques –, il n’est cependant pas simple de l’interpréter. Le meilleur moyen de le faire est sans doute de partir des résultats électoraux eux-mêmes et de dégager successivement les différents problèmes qu’ils posent pour une interprétation dynamique. Cette façon de procéder permet en effet de ne pas couper [412] l’électeur de l’élection, de ne pas séparer la réponse de l’acteur des questions que lui pose le système politique, bref d’établir un va-et-vient permanent entre les niveaux micro et macro-sociologiques dont la combinaison est nécessaire pour la compréhension du comportement électoral et de tout comportement politique (Rokkan, 1970). Car le comportement électoral est moins encore que d’autres comportements politiques un comportement totalement autonome ou expressif. C’est un comportement sollicité, instrumental vis-à-vis du système politique et qu’on peut considérer comme un « comportement sous contrainte ». Toute interprétation des résultats électoraux et du changement qu’ils manifestent exige qu’on prenne au préalable une juste mesure des contraintes du système qui ont conditionné leur production.

La première de ces contraintes, c’est l’objet, voire l’existence même de la consultation dont on étudie les résultats. Contrairement à ce qu’on semble croire quand on compare deux consultations successives, toutes les élections ne sont pas interchangeables. Elles ne sont pas de simples recensements du corps électoral mais des questions dont la formulation varie avec l’objet de la consultation : quel candidat choisissez-vous comme Président de la République ? Comme député ? Comme conseiller général ? Comme conseiller municipal ? Quelle réponse donnez-vous à tel référendum ? Comment ne pas imaginer que chacune de ces questions n’appelle pas, pour une part, une réponse spécifique ? Il convient de ne pas l’oublier quand on compare deux consultations de nature différente. Le cas des élections locales est exemplaire de ce point de vue. Pendant longtemps leur spécificité s’est imposée aux observateurs (cf. par exemple Lancelot, 1971 ; Bon et Ranger, 1972 ; Dupoirier et Grunberg, 1972). Elles ont été marquées cependant au cours des dix dernières années par un phénomène de « nationalisation » qui les a certainement rapprochées des consultations nationales (cf. par exemple Dupoirier et Grunberg, 1978). Elles n’en conservent pas moins des caractéristiques particulières. Sans nier aujourd’hui leur signification politique on est souvent amené à les considérer comme des élections « intermédiaires », en entendant par là des élections qui se situent entre deux élections où se joue la dévolution du pouvoir national. Cette caractéristique paraît commander dans tous les pays des comportements particuliers (moindre mobilisation des partisans du gouvernement, « vote d’avertissement » en faveur de l’opposition, etc.) dont on doit tenir compte pour apprécier exactement la portée du « changement » que manifestent les résultats d’une élection locale (Parodi, 1983 ; Lancelot, 1984 ; et, pour l’application du même raisonnement aux élections partielles, Martin, 1981).

Un second ordre de contraintes tient aux conditions juridiques de la consultation électorale : définition du suffrage et définition du mode de scrutin. Les règles qui fixent les conditions et l’usage du droit de vote sont loin d’être invariables : on ne peut comparer l’élection présidentielle de 1974 et celle de 1981 sans prendre en compte l’abaissement à 18 ans de l’âge de la majorité, ni comparer les législatives de 1973 et celles de 1978 sans tenir compte des nouvelles dispositions qui règlent le vote des Français de l’étranger. Quant au mode de scrutin il ne modifie pas seulement la répartition des sièges, il conditionne aussi la répartition des voix, soit indirectement en commandant la configuration des candidatures, soit [413] directement en donnant aux votes une portée particulière. Suivant qu’il existe ou non un second tour par exemple, l’électeur peut être amené ou non à choisir entre le « vote de témoignage » et le « vote utile ».

Mais la principale contrainte que le système électoral impose au comportement tient aux candidatures, qui jouent le rôle de l’offre dans le marché électoral. Avant d’interpréter en termes de changement électoral la comparaison des résultats de deux élections, il importe absolument de contrôler la variable des candidatures. Chaque configuration de candidatures entraîne en effet des contraintes spécifiques, qui sont plus apparentes si on se trouve dans un système de partis multiples. La présence ou l’absence d’un parti dans une circonscription, qui peuvent tenir à son implantation locale ou à son système d’alliances (candidat investi par plusieurs partis au premier tour, accord de désistement au second), conditionnent très fortement le choix de ses partisans. Il en va de même de « l’équation personnelle » fort variable des candidats. Certains candidats sont si peu attirants qu’ils ne mobilisent pas l’électorat habituel de leur parti, certains sont transparents au point de mobiliser ni plus ni moins que cette clientèle partisane (« vote normal » selon Ph. Converse), d’autres, en revanche, ont une influence qui déborde largement les frontières de leur électorat potentiel. Le remplacement progressif d’une vie politique médiatisée par les notables par une vie politique médiatisée par les partis a sans doute fait reculer ce phénomène dans la plupart des pays développés. Mais il reste encore très important, surtout dans le cadre d’un mode de scrutin uninominal comme celui qui a été rétabli en France en 1958. La notabilité a d’ailleurs changé de nature. Il ne s’agit plus, ou plus seulement, de l’appartenance à une catégorie privilégiée du point de vue de la richesse ou de la culture, mais aussi de l’appartenance à une « classe politique » nationale ou locale dont le signe est la détention d’un mandat. Comparer les voix d’un député sortant et d’un nouveau venu, du maire d’une grande ville et d’un candidat « parachuté », c’est comparer des clientèles qui n’ont pas été rassemblées suivant le même principe. Il convient de ne pas l’oublier et de ne pas interpréter toute différence comme une évolution. Le poids de la notoriété locale a été remarquablement mis en lumière par V. O. Key Jr. dans son tableau électoral du sud des États-Unis. Key montre qu’en s’appuyant sur ses amis et ses voisins *(friends and neighbours),* chaque candidat obtient de bien meilleurs résultats dans la région où il vit, et même dans celles où il a vécu naguère, voire où sa femme ou ses parents ont été élevés que dans le reste de l’État ou de la circonscription (Key, 1949). Pour la France, la plupart des études de géographie électorale tiennent compte de ce facteur qui apparaît de façon très nette quand on peut comparer les résultats de deux élections qui font appel à des circonscriptions de dimensions différentes. C’est ainsi par exemple que chacun des quatre grands partis français obtient de moins bons résultats aux élections européennes de 1979 qu’aux élections législatives de 1978 dans la majorité des circonscriptions qu’il représente à l’Assemblée nationale. Ce résultat apparemment paradoxal s’explique bien quand on considère que le mode de scrutin national utilisé pour les élections européennes efface la prime personnelle que vaut au député de chaque parti le fait d’être solidement implanté au niveau local (Lancelot, 1979). Dans des élections de même nature – deux élections [414] présidentielles par exemple – ou organisées dans la même circonscription – élection présidentielle et élections européennes par exemple –, l’influence de l’implantation locale des candidats peut être également très perceptible : toutes les analyses des élections présidentielles de 1974 et 1981 prennent ainsi en compte le jeu des clientèles locales de certains candidats (J. Chaban-Delmas, J. Royer en 1974, J. Chirac en 1981) dans l’analyse des « mouvements » de l’électorat d’un tour à l’autre ou d’une élection à l’autre (cf. par exemple Goguel, 1983). La même démarche a été utilisée pour comparer l’élection présidentielle de 1974 et les élections européennes de 1979 (Jaffre, 1979).

Au total, toute étude des structures électorales et, plus encore, du changement électoral qui ne prendrait pas en compte les caractéristiques spécifiques de l’offre électorale – objet de la consultation, réglementation du suffrage, distribution des candidatures – serait frappée d’un vice fondamental. Avant de chercher la raison du changement électoral dans la conversion des électeurs, il convient toujours de s’interroger sur les modifications éventuelles de la question qui leur était posée. Est-ce à dire qu’une fois contrôlées ces trois variables de l’offre, la décision électorale échappe au système politique pour dépendre exclusivement des orientations des électeurs ? Certainement pas. L’interaction entre l’acteur et le système est plus complexe et plus constante. L’exemple français va nous permettre de le montrer en faisant apparaître le rôle que peuvent jouer les institutions dans la formulation des termes de l’enjeu électoral.

Lorsque le système politique fonctionne avec une logique proportionnaliste (représentation proportionnelle pour la désignation des députés, proportionnelle de fait pour la désignation de l’exécutif), l’enjeu des élections est rarement réduit au choix d’une majorité de gouvernement. Il s’agit plutôt de représenter dans toutes leurs nuances les familles spirituelles de l’électorat : les « systèmes d’interprétation » dont nous parlions plus haut tendent alors à se multiplier et les forces qui les proposent privilégient leur spécificité par rapport à leur éventuelle parenté avec d’autres systèmes d’interprétation. Pour l’électeur, l’élection est une sorte de recensement où il peut faire reconnaître ses intérêts catégoriels les plus précis et ses attaches culturelles les plus nuancées. Tout change lorsque les institutions sont organisées au contraire autour du principe de majorité. L’enjeu des élections devient alors directement décisif du point de vue du choix d’une majorité de gouvernement. Cela entraîne une réduction progressive de l’enjeu à l’alternative majorité-opposition. Les « systèmes d’interprétation » tendent alors à privilégier leurs ressemblances et à se fondre dans des synthèses plus larges. L’histoire électorale de la France sous la Ve République illustre parfaitement le passage d’une situation à l’autre : c’est ce qu’on a appelé la « mutation majoritaire » du système français (Lancelot et Ranger, 1964 ; Lancelot, 1967 ; Bon, 1978 ; Lancelot, 1983). Cette mutation majoritaire a d’abord marqué l’évolution du gaullisme. Elle s’est traduite par deux mouvements de sens contraire : la dégradation de l’unanimité présidentielle de 1958 et la promotion de la minorité législative incarnée par l’unr. Au point d’arrivée, point de rencontre de ces deux mouvements, on trouve une majorité politique qui se dégage dans les deux types de consultations où s’exprime la volonté nationale : l’élection présidentielle et les élections législatives. [415] Le tournant décisif intervient dès 1962. En 1958, le général de Gaulle refuse de s’engager dans les élections législatives. À partir de 1962, au contraire, il ne cesse de demander à chaque élection que la majorité qui le soutient personnellement se retrouve à l’Assemblée nationale. Cet appel majoritaire est entendu par un nombre croissant d’électeurs, venus pour l’essentiel du centre et de la droite non gaulliste, et entraînés le cas échéant par le ralliement de leurs leaders (V. Giscard d’Estaing, M. Schumann ou E. Faure par exemple). Le même principe guide l’action de G. Pompidou qui élargit les bases du rassemblement majoritaire en intégrant une partie des centristes d’opposition (le cdp de J. Duhamel et J. Fontanet) dans sa majorité en 1969.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *La mutation majoritaire du gaullisme : 1958-1969 Gaullisme présidentiel* | | | | | | |
| *Référendum septembre 1958* | *Référendum octobre 1962* | | *Présidentielle décembre 1965* | | *Référendum avril 1969* | *Présidentielle juin 1969* |
| 79,2 | 61,8 | | 43,7/54,5 | | 48,8 | 43,9/57,6 |
| *Gaullisme législatif* | | | | | | |
| *Législatives novembre 1958* | | *Législatives novembre 1962* | | *Législatives mars 1967* | | *Législative  juin 1968* |
| 20,6 | | 36 | | 38,5 | | 46,4 |

La même mutation majoritaire marque l’évolution de l’opposition de gauche : par le regroupement de la gauche non communiste d’une part, l’union entre cette gauche et le Parti communiste d’autre part. Ici encore, il faut opposer la dispersion – et les querelles intestines – de 1958 aux regroupements qui s’annoncent à partir du second tour des législatives de 1962 et s’affirment lors de l’élection présidentielle de 1965. À partir des législatives de 1967 la gauche non communiste est fédérée (fgds puis nouveau Parti socialiste et ugsd avec les radicaux de gauche) et passe avec son partenaire communiste un accord électoral (1966) puis un accord de gouvernement (1972). Ce qui est frappant dans cette évolution, c’est l’étroite interaction entre le changement des électeurs et celui des forces politiques. Les deux changements se sont renforcés mutuellement parce que l’un et l’autre obéissaient à la même logique des institutions majoritaires.

Entre les gaullistes et la gauche, les forces du centre ont également tenté de se regrouper en formations à vocation majoritaire. Cet effort n’a pas été complètement couronné de succès mais il s’inscrit dans la même dynamique : constitution du centre démocrate derrière J. Lecanuet en 1966, fédération de ce centre avec le Parti radical de J.-J. Servan-Schreiber en 1971 au sein du Mouvement réformateur. En 1974 V. Giscard d’Estaing conduit à son terme la mutation majoritaire en [416] regroupant autour de lui l’ancienne majorité gaulliste élargie à une fraction du centre par G. Pompidou et ce qui reste du centrisme d’opposition. La bipolarisation est achevée : la « majorité » qui comprend une tendance centriste-libérale incarnée par l’udf après 1978 et une tendance gaulliste incarnée par le RPR se trouve seule face à la gauche. Celle-ci devient à son tour la majorité en 1981. Que de chemin parcouru depuis 1958 :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | *Référendum du 28 septembre 1958* | *Élection présidentielle du 10 mai 1981* | |
| OUI | 79,2 | Giscard | 47,8 |
| NON | 20,8 | Mitterrand | 52,2 |

Le moteur de cette évolution est le changement des institutions à partir de la réforme de 1962 qui introduit l’élection du Président de la République au suffrage universel. C’est ce changement qui mobilise en quelque sorte toutes les virtualités majoritaires des institutions constitutionnelles et électorales établies en 1958. C’est par lui qu’on passe de la fragmentation proportionnaliste de la IVe République, encore nettement perceptible derrière la synthèse unanimiste du début de la Ve, à une configuration binaire autour de l’opposition droite-gauche. Changement certain, mais aussi retour aux tendances fortes de la culture politique française. L’histoire des « systèmes d’interprétation », tributaire à la fois de l’histoire des idées politiques et de l’histoire des forces politiques – inséparable à son tour de celle des institutions – innove peu. Comme le dit fort bien F. Bon, dans un article déjà cité : « Le changement d’un schéma mental est une opération très coûteuse dans laquelle les cultures ne s’engagent qu’en dernière nécessité : (…) cette vision n’implique pas que les formes de l’expression politique soient immuables. Elle rappelle simplement que le rythme de leur évolution n’est pas directement articulé sur celui des changements sociaux. Il faut donc tenir pour inévitable un certain archaïsme du discours politique » (Bon, 1979, p. 115). Ainsi le changement lui-même s’inscrit-il dans une certaine continuité. Le flot électoral, apparemment détourné de son cours, retrouve le lit d’une ancienne rivière.

Cette résistance des « schémas mentaux » au changement n’exclut pas totalement l’apparition de synthèses politiques originales. Le communisme avant guerre, la démocratie chrétienne, le poujadisme et le gaullisme après guerre ont ainsi proposé de nouveaux « systèmes d’interprétation » et ont fait cristalliser des clientèles spécifiques. Mais tous ces courants ont été soit « de l’ordre éruptif », pour parler comme A. Siegfried (Siegfried, 1913, p. 473), soit récupérés par l’une ou l’autre des grandes tendances de l’esprit public dans lesquelles l’historien exigeant retrouve leurs racines (Kriegel, 1964 ; Touchard, 1977, 1978 ; Rémond, 1982). Récupération qui demande parfois du temps et ne va pas sans quelque altération comme l’histoire électorale du gaullisme et celle du communisme l’ont montré. On trouve dans la période récente un cas particulièrement intéressant d’apparition d’un nouveau « système d’interprétation » sur la scène électorale. Il s’agit du mouvement écologiste qui apparaît [417] pour la première fois dans les élections françaises avec la candidature de R. Dumont à l’élection présidentielle de 1974. Le vote écologiste est naturellement fonction de l’enjeu de la consultation. Il prospère dans les élections locales où le cadre de vie est directement en question et dans les élections sans enjeu décisionnel apparent comme les élections européennes. Mais il peut prendre aussi le sens d’un vote de lassitude ou de protestation à l’égard de la bipolarisation. Ce peut être une sorte de vote refuge pour ceux qui rejettent la « sempiternelle comédie » du combat droite-gauche (Parodi, 1979). Cet exemple montre une fois de plus qu’on ne saurait analyser le comportement électoral exclusivement en termes d’orientation idéologique univoque. Sans doute le vote écologiste correspond-il largement à l’option de valeur « post-matérialiste » évoquée plus haut mais il correspond aussi à une réaction à une configuration particulière du « système électoral ». On ne peut l’interpréter correctement sans prendre en compte ces deux ordres d’explication. Pas plus qu’on ne peut interpréter correctement l’évolution du vote de gauche de 1958 à 1981 sans tenir compte du fait que ce vote a changé entre-temps de portée et de signification.

6. En guise de conclusion :  
les variables du changement

[Retour au sommaire](#sommaire)

Au terme de cette analyse du comportement politique sous l’angle de l’orientation, il nous semble souhaitable de récapituler les principales variables explicatives qui permettent de rendre compte des manifestations de cette orientation et plus encore de leurs changements. Pour rester le plus près possible de l’analyse concrète nous ferons cette récapitulation pour le changement électoral.

A. POUR MÉMOIRE :  
LE RENOUVELLEMENT DÉMOGRAPHIQUE

On ne peut comparer les comportements politiques dans le temps, et encore moins en tirer des conclusions en termes de changement, sans contrôler le renouvellement démographique éventuel de la population considérée. C’est-à-dire sans tenir compte du nombre et des caractéristiques des électeurs qui entrent dans le système (électeurs atteignant l’âge de la majorité ou immigrant dans l’unité territoriale considérée disposant du droit de vote) et de ceux qui en sortent (par décès ou émigration) . Le remplacement de la cohorte qui sort par celle qui entre est loin d’être neutre comme on l’a vu plus haut à propos du changement dans les identifications partisanes aux États-Unis.

B. LE CHANGEMENT DES VARIABLES  
DE L’OFFRE POLITIQUE

Il s’agit de contrôler d’abord *les variables juridiques* qui conditionnent l’expression des comportements et qui varient plus qu’on ne le croit, même dans le court terme. Dans le cas du comportement électoral on contrôlera ainsi : *1)* L’objet de la [418] consultation : référendum, élection d’un homme ou d’une assemblée, élection générale ou partielle, nationale ou locale, etc. ; *2)* L’extension du suffrage : droit de vote (âge, sexe, nationalité, etc.), suffrage direct ou indirect, renouvellement partiel ou général, procédure d’inscription, etc. ; *3)* Le mode de scrutin : nature et dimension de la circonscription électorale, droit de la candidature conditionnant le nombre de candidats, nombre de tours de scrutin, etc.

Il convient de contrôler ensuite l’offre de candidatures : *1)* Personnalité des candidats : notabilité individuelle, identification politique, composition et identification des listes le cas échéant, etc. ; *2)* Configuration des candidatures : présence ou absence de tel ou tel courant, investitures multiples, permanence ou modification de cette configuration.

C. LES ÉCHANGES AVEC L’ABSTENTIONNISME

Les abstentionnistes ne constituent pas une population à part sans relation avec les électeurs qui participent aux scrutins. Il y a, au contraire, des échanges nombreux entre eux. Gela est vrai dans la courte période : entre les deux tours d’un scrutin, par exemple, le renouvellement de l’abstentionnisme atteint souvent le quart et parfois le tiers des abstentions. Sur une plus longue période, les échanges sont encore plus nombreux : moins de la moitié des inscrits participent régulièrement à tous les scrutins et moins de 10 % s’abstiennent constamment (Lancelot, 1968 *b ;* Mossuz-Lavau et Sineau, 1978 ; Toinet, 1978).

D. LES VARIABLES  
DE LA « CONVERSION POLITIQUE  »

Quand toutes les variables précédentes ont été contrôlées, il est possible de considérer le changement électoral ou politique sous l’angle de la « conversion » des individus. L’argumentation que nous avons présentée dans ce chapitre renvoie l’explication de cette conversion à un changement de « système d’interprétation ». Ce changement peut tenir à son tour à trois types de changements : *1)* Un changement dans « l’offre » des systèmes d’interprétation dont le nombre et la signification varient suivant les différents états du système politique ainsi qu’en témoigne l’histoire de la « mutation majoritaire » des élections françaises ; *2)* Un changement dans le système de valeurs et l’orientation culturelle des électeurs : détachement de la matrice catholique-conservatrice, adoption de valeurs « post-matérialistes », etc. ; *3)* Un changement dans la situation socio-économique objective des électeurs : mobilité socio-professionnelle, entrée dans la vie active ou chômage, etc.

Pour résumer ce que nous avons tenté de montrer tout au long de ce chapitre, la condition objective des individus ne s’exprime pas directement dans leur comportement politique. Cette condition objective est d’abord perçue et interprétée par l’individu en fonction de son orientation culturelle. Cette orientation le rattache à une tradition inscrite dans l’histoire, véritable système d’interprétation auquel les forces politiques donnent une expression. Les formes de cette expression varient suivant la conjoncture et suivant l’agencement du système politique qui commandent [419] la formulation des questions posées aux citoyens. Et cette formulation façonne en retour leur réponse. La question ne crée certes pas la réponse *ex nihilo :* l’orientation politique individuelle n’est pas une simple virtualité qui s’actualiserait arbitrairement au gré de la conjoncture. Mais cette orientation ne peut être séparée de son fondement culturel – enraciné dans l’histoire collective – et ne peut s’exprimer que dans les formes façonnées par le système politique, seul à même de lui donner, dans une conjoncture donnée, un sens pour l’action, une valeur d’historicité. Si l’approche du comportement met l’individu au cœur de ses interrogations, elle ne prétend pas l’isoler, on le voit, du système dans lequel il s’insère, et, plus particulièrement, du système politique qu’il anime mais qui l’anime aussi en retour.

[420]

BIBLIOGRAPHIE

[Retour au sommaire](#sommaire)

Abramowitz (Alan L), 1980, The United States : Political Culture under Stress, *in* Almond et Verba, pp. 177-212.

Abramson (Paul R.), 1983, *Political Attitude in America : Formation and Change,* San Francisco, Freeman.

Adam (Gérard), Bon (Frédéric), Capdevielle (Jacques), Mouriaux (René), 1970, *L’ouvrier français,* Paris, Presses de la fnsp.

Agger (Robert E.), Goldrich (Daniel), Swanson (Bert E.), 1964, *The Rulers and the Ruled. Political Power and Impotence in American Communities,* New York, Wiley.

Agulhon (Maurice), 1970, *La République au village. Les populations du Var, de la Révolution à la Seconde République,* Paris, Plon.

Alford (Robert R.), 1963, *Party and Society : the Anglo-American Democracies,* Chicago, Rand McNally.

Allardt (Erik), Brunn (Kettil), 1956, Characteristics of the Finnish Non Voter, *Transactions of the Westermarck Society,* 3, pp. 55-76.

Almond (Gabriel), Verba (Sidney), 1963, *The Civic Culture,* Princeton, Princeton University Press.

Almond (Gabriel A.), Verba (Sidney), dir., 1980, *The Civic Culture Revisited,* Boston-Toronto, Little, Brown & Company.

Bacot (Paul), 1979, *Les dirigeants du Parti socialiste, histoire et sociologie,* Lyon, Presses Universitaires de Lyon.

Badie (Bertrand), 1983, *Culture et politique,* Paris, Economica.

Baker (Kendall L.), Dalton (Russel), Hildebrandt (Kai), 1981, *Germany transformed,* Cambridge, Harvard University Press.

Barnes (Samuel H.), Kaase (Max), dir., 1979, *Political Action. Mass Participation in Five Western Democracies,* Beverley Hills, Sage.

Bayart (Jean-François), 1981, La politique par le bas en Afrique noire, *Politique africaine,* 1, janvier, pp. 53-82.

Berelson (Bernard), Lazarsfeld (Paul F.), McPhee (William N.), 1954, *Voting,* Chicago, University of Chicago Press.

Berges (Michel), 1982, *Pour une politologie contre-hégémonique : à la recherche des modes populaires d’action politique,* Journée d’étude du groupe « Modes populaires d’action politique », Paris, 25 mars.

Bernard (Jean-Pierre), 1982, Libération, je t’aime moi aussi…, *in* Paul Bacot et Claude Journès, dir., *Les nouvelles idéologies,* Lyon, Presses Universitaires de Lyon, pp. 73-90.

Birch (A. H.), 1959, *Small Town Politics,* London, Oxford University Press.

Bishop (George F.), Oldendick (Robert W.), Tuchfarber (Alfred J.), Bennet (Stephen E.), 1978, The changing structure of Mass Belief Systems : Fact or Artifact ?, *The Journal of Politics,* 40, n° 3, August, pp. 781-790.

Bois (Paul), 1971, *Paysans de l’Ouest.* Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l’époque révolutionnaire dans la Sarthe, Paris, Flammarion.

Bon (Frédéric), 1978, *Les élections en France. Histoire et sociologie,* Paris, Ed. du Seuil.

Bon (Frédéric), 1979, Qu’est-ce qu’un vote ?, *H. Histoire,* n° 2, juin, pp. 105-121.

Bon (Frédéric), Ranger (Jean), 1972, Bilan des élections municipales de mars 1971 dans les villes de plus de 30 000 habitants, *Revue française de Science politique,* 22, n° 2, avril, pp. 213-237.

Bonnet (Serge), 1972, *Sociologie politique et religieuse de Lorraine,* Paris, A. Colin.

Bourdieu (Pierre), 1973, L’opinion publique n’existe pas, *Les Temps modernes,* XXIX, 318, janvier.

Bourdieu (Pierre), 1977, Questions de politique, *Actes de la recherche en Sciences sociales,* 16 septembre, pp. 55-89.

Bourdieu (Pierre), 1980, *Questions de sociologie,* Paris, Éditions de Minuit.

[421]

Bourdieu (Pierre), 1981, La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique, *Actes de la recherche en Sciences sociales,* 36-37, février-mars, pp. 3-24.

Boy (Daniel), 1978, Origine sociale et comportement politique, *Revue française de Sociologie,* XIX, n° 1, janvier-mars, pp. 73-102.

Boyd (Richard W.), 1972, Popular Control of the Public Policy : a Normal Vote Analysis of the 1968 Elections, *American Political Science Review,* 66, pp. 979-995.

Braud (Philippe), 1973, *Le comportement électoral en France,* Paris, Presses Universitaires de France.

Braud (Philippe), 1980, *Le suffrage universel contre la démocratie,* Paris, Presses Universitaires de France.

Brody (Richard A.), Page (Benjamin I.), 1972, Policy voting and the electoral process, *American Political Science Review,* 66, pp. 979-995.

Budge (Ian), Farlie (Dennis), 1976, A Comparative Analysis of Factors Correlated with Turnout and Voting Choice, *in* Ian Budge, Ivor Crewe, Dennis Farlie, *Party Identification and Beyond,* Londres, Wiley, 1976, pp. 103-126.

Burnham (Walter Dean), 1970, *Critical Elections and the Mainsprings of American Politics,* New York, Norton.

Butler (David), Stokes (Donald), 1974, *Political Change in Britain,* London, Mac Millan, 2e éd.

Calvez (Jean-Yves), 1962, L’idée de dépolitisation, jugement de valeur, *in* Vedel, pp. 35-43.

Campbell (Angus), Kahn (Robert), 1952, *The People Elect a President,* Ann Arbor, University of Michigan, Survey Research Center.

Campbell (Angus), Gurin (Gerald), Miller (Warren E.), 1954, *The Voter Decides,* Evanston, Row, Peterson.

Campbell (Angus), Converse (Philip E.), Miller (Warren E.), Stokes (Donald E.), 1960, *The American Voter,* New York, Wiley.

Campbell (Angus), 1966 *a,* A classification of Elections, *in* Campbell *et al.*, pp. 63-77.

Campbell (Angus), 1966 *b*, À la recherche d’un modèle en psychologie électorale comparative, *Revue française de Sociologie,* VII, pp. 579-597.

Campbell (Angus), Converse (Philip E.), Miller (Warren E.), Stokes (Donald E.), 1966, *Elections and the Political Order,* New York, Wiley.

Capdevielle (Jacques), Dupoirier (Élisabeth), Grunberg (Gérard), Schweisguth (Étienne), Ysmal (Colette), 1981, *France de gauche, vote à droite,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Capdevielle (Jacques), Dupoirier (Élisabeth), 1981, L’effet patrimoine, *in* Capdevielle *et al.,* pp. 169-227.

Carmines (Edward G.), Stimson (James A.), 1980, The Two Faces of Issue Voting, *American Political Science Review,* 74, n° 1, March, pp. 78-91.

Cathelat (Bernard), 1977, *Les styles de vie des Français : 1978-1998,* Paris, Stanké.

Cayrol (Roland), Parodi (Jean-Luc), Ysmal (Colette), 1973, *Le député français,* Paris, Colin.

Centers (Richard), 1949, *The Psychology of Social Classes,* Princeton, Princeton University Press.

Collomb (Philippe), 1977, Les non-réponses aux questions d’opinion sur la politique de la population, *Population,* 32 (4-5), juillet-octobre, pp. 835-865.

Colloque France-Forum, Saint-Germain-en-Laye, 27 et 28 janvier 1962, *La démocratie à refaire,* Les Éditions Ouvrières, 1963.

Conradt (David P.), 1980, Changing German Political Culture, *in* Almond et Verba, pp. 212-272.

Converse (Philip E.), 1966, The Concept of a Normal Vote, *in* Campbell *et al.,* pp. 9-39.

Converse (Philip E.), 1969, The Nature of Belief Systems in Mass Publics, pp. 206-262, *in* David Apter, dir., *Ideology and Discontent,* New York, Free Press.

Converse (Philip E.), Pierce (Roy), 1970, Basic Cleavages in French Politics and the Disorders of May and June 1968., 7*th World Congress of Sociology,* Varna.

Converse (Philip E.), 1975, Public Opinion and Voting Behavior, *in* Greenstein et Polsby, vol. 4, pp. 75-169.

Coulon (Christian), 1981, *Le Marabout et le Prince,* Paris, Pédone.

[422]

Coulon (Christian), 1982, *La science politique et les modes populaires d’action politique : la descente aux enfers comme voie de salut,* Journée d’étude du groupe « Modes populaires d’action politique », Paris, 25 mars.

Coutrot (Aline), 1971, *Jeunesse et politique,* Paris, Colin.

Crewe (Ivor), Sarlvik (Bo), Alt (James), 1977, Partisan Dealignment in Britain 1964-1974, *British Journal of Political Science,* 7, pp. 129-190.

Dahl (Robert A.), 1961, *Who governs ? Democracy and Power in an American City,* New Haven, Yale University Press.

Dahl (Robert A.), 1966, Further reflections on the elitist theory of democracy, *American Political Science Review,* 60, pp. 296-305.

Dalton (Russel J.), 1982, Partisan Realignment and Cognitive Mobilization in Advanced Industrial Democracies, *EPCR Workshop on Problems of Party Government,* Aarhus, Denmark, mars-avril.

Derivry (Daniel), Dogan (Mattei), 1971, Unité d’analyse et espace de référence en écologie politique, le canton et le département français, *Revue française de Science politique,* 21, n° 3, juin, pp. 517-570.

Deutsch (Émeric), Lindon (Denis), Weill (Pierre), 1966, *Les familles politiques aujourd’hui en France,* Paris, Éd. de Minuit.

Di Palma (Giuseppe), 1970, *Apathy and Participation,* New York, The Free Press.

Downs (Anthony), 1957, *An Economic Theory of Democracy,* New York, Harper & Row.

Duncan (Graeme), Lukes (Steven), 1963, The New Democracy, *Political Studies,* 11, pp. 156-177.

Dupoirier (Élisabeth), Grunberg (Gérard), 1972, Vote municipal et vote législatif. Évolution de 1965 à 1971 dans les villes de plus de 30 000 habitants, *Revue française de Science politique,* 22, n° 2, avril, pp. 238-268.

Dupoirier (Élisabeth), Grunberg (Gérard), 1978, Qui gouverne la France urbaine ? Les élections municipales de mars 1977 dans les communes de plus de 9 000 habitants, *Revue française de Science politique,* 28, n° 1, février, pp. 27-54.

Dutter (Lee E.), 1978, The Netherlands as a Plural Society, *Comparative Political Studies,* 10, n° 4, January, pp. 555-588.

Eckstein (Harry), 1961, *A Theory of Stable Democracy,* Princeton, Princeton University Press.

Eulau (Heinz), 1962, *Class and Party in the Eisenhower Years,* New York, The Free Press of Glencoe.

Favre (Pierre), 1976, La mort de l’électeur, *Revue française de Science politique,* 26, n° 5, octobre, pp. 865-898.

Fetscher (Irving), 1967, L’idée de participation politique aujourd’hui, VIIe Congrès mondial, aisp, Bruxelles, pp. 18-23.

Fiorina (Morris P.), 1981, *Retrospective Voting in American National Elections,* New Haven (Conn.), Yale University Press.

Flanigan (William H.), 1976, *Political Behaviour of the American Electorate,* Boston, Allyn & Bacon (1re éd. 1968).

Fougeyrollas (René), 1963, *La conscience politique dans la France contemporaine,* Paris, Denoël.

Fourastié (Jean), 1979, *Les trente glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975,* Paris, Fayard.

Gaborit (Pierre), 1973, *Contribution à une théorie générale des partis politiques : l’exemple du Parti communiste français pendant la Ve République,* thèse Science politique, Université de Paris I (multig.).

Gaxie (Daniel), 1973, *Les professionnels de la politique,* Paris, Presses Universitaires de France.

Gaxie (Daniel), 1978, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique,* Paris, Seuil.

Gaxie (Daniel), 1980, Les logiques du recrutement politique, *Revue française de Science politique,* 30 (1), février, pp. 5-45.

Gaxie (Daniel), 1982, Mort et résurrection du paradigme de Michigan. Remarques sur quelques résultats récents de la sociologie des comportements politiques aux États-Unis, *Revue française de Science politique,* vol. 32, n° 2, avril, pp. 251-269.

Goguel (François), Esquisse d’un bilan, *in* François Goguel et Georges Dupeux, 1951, *La sociologie électorale : esquisse d’un bilan, guide de recherche,* Paris, A. Colin, pp. 1-24.

[323]

Goguel (François), 1983, *Chroniques électorales.* 3 : *La Ve République après de Gaulle,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques (notamment : « Du 5 mai 1946 au 19 mai 1974 », pp. 39-58, et « L’élection présidentielle des 26 avril-10 mai 1981 », pp. 141-176).

Greenstein (Fred I.), 1969, *Personality and Politics,* Chicago, Markham.

Greenstein (Fred I.), 1975, Personality and Politics, *in* Greenstein et Polsby, pp. 1-92.

Greenstein (Fred I.), Polsby (Nelson W.) dir., 1975, *Handbook of Political Science,* Reading (Mass.), Addison-Wesley, 8 vol.

Greilsamer (Laurent), 1981, Les autonomes à la recherche d’un label de ralliement, *Autrement,* n° 29, février, pp. 144-148.

Grunberg (Gérard), Mouriaux (René), 1979, *L’univers politique et syndical des cadres,* Paris, Presses de la fnsp.

Grunberg (Gérard), Schweisguth (Étienne), 1981, Profession et vote : la poussée de la gauche, *in* Capdevielle *et al.,* pp. 139-167.

Habermas (Jürgen), 1978, *L’espace public,* Paris, Payot (1re éd. Allemande 1962).

Harris (Frederick H.), 1955, A study of Political Participation in two North Carolina Countries, *Research Previews,* 3, pp. 1-7.

Himmelweit (Hilde) *et al.,* 1981, *How Voters Decide,* London (ny), Academic Press.

Hirschman (Albert), 1983, *Bonheur privé, action publique,* Paris, Fayard.

Huntington (Samuel P.), Nelson (Joan M.), 1976, *No Easy Choice : Political Participation in Developing Countries,* Cambridge, Harvard University Press.

Inglehart (Ronald), 1971, The Silent Revolution in Europe : Intergenerational Change in Post-Industrial Societies, *American Political Science Review,* 65, n° 4, december, pp. 991-1017.

Inglehart (Ronald), Klingemann (Hans D.), 1976, Party Identification, Ideological Preference, and the Left-Right Dimension Among Western Mass Publics, *in* Ian Budge, Ivor Crewe, Dennis Farlie, dir., *Party Identification and Beyond,* London, Wiley, pp. 243-273.

Inglehart (Ronald), 1977, *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles among Western Publics,* Princeton, Princeton University Press.

Inglehart (Ronald), 1979, Value Priorities and Socio-economic Change ; Political Action : The Impact of Values, Cognitive Level and Social Background, *in* Barnes et Kaase, pp. 305-380.

Inglehart (Ronald), Rabier (Jacques-René), 1982, Trust Between Nationalities, *International Political Science Association,* Rio de Janeiro, août.

Inglehart (Ronald), 1983, Changing Paradigms in Comparative Political Behavior, *in* Ada Finifter, dir., *Political Science : The State of the Discipline,* Washington, apsa, pp. 429-469.

Inkeles (Alex), 1969, Participant citizenship in six developing nations, *American Political Science Review,* 61, pp. 1120-1141.

Jaffré (Jérôme), 1979, L’élection européenne du 10 juin 1979. Les prolégomènes de l’élection présidentielle, *Pouvoirs,* 11, pp. 155-172.

Jensen (Jack), 1960, *Political Participation. A Survey in Evanston, Illinois,* Northwestern University.

Jones (W. H. Morris), 1954, In Defence of Political Apathy, *Political Studies,* février, pp. 25-37.

Julliard (Jacques), 1979, *Contre la politique professionnelle,* Paris, Seuil.

Kaase (Max), 1984, The challenge of the ‘participatory revolution’ in the pluralist democracies, *International Political Science Review,* 5, 3, pp. 299-318.

Keniston (Kenneth), 1965, *The Uncommited. Alienated Youth in the American Society,* New York, Harcourt, Brace & World.

Kessel (John), 1972, Comment : the Issues in Issue Voting, *American Political Science Review,* 66, pp. 459-65.

Kesselman (Mark), 1972, Systèmes de pouvoir et cultures politiques au sein des partis politiques français, *Revue française de Sociologie,* octobre-décembre, pp. 485-515.

Key Jr. (V. O.), 1949, *Southern Politics,* New York, Knopf.

[424]

Key Jr. (V. O.), 1966, *The Responsible Electorate. Rationality in Presidential Voting, 1936-1960,* Cambridge (Mass.), Harvard University Press.

Klatzmann (Joseph), 1957, Comportement électoral et classe sociale. Étude du vote communiste à Paris et dans la Seine, *in* Maurice Duverger *et al.,* dir., *Les élections du 2 janvier 1956,* Paris, A. Colin, pp. 254-285.

Klingemann (Hans D.), 1979, Measuring Ideological Conceptualizations, *in* Barnes et Kaase, pp. 215-254.

Kluckhohn (Florence R.), Strodtbeck (Fred L.), 1981, *Variations in Value Orientations,* Evanston (Ill.), Row, Peterson.

Korchin (Sheldon J.), 1946, *Psychological Variables in the Behaviour of Voters,* Unpublished doctoral dissertation, Harvard University.

Kramer (Gerald H.), 1971, Short-Term Fluctuations in us Voting Behavior, 1896-1964, *The American Political Science Review,* 65, 1, pp. 131-143.

Kriegel (Annie), 1964, *Aux origines du communisme français, 1914-1920,* Paris, Mouton, 2 vol.

Lacorne (R.), 1980, *Les notables rouges,* Paris, Presses de la fnsp.

Lafay (Jean-Dominique), 1982, Chômage et comportements politiques : bilan des analyses économétriques, *Revue française de Science politique,* 32, n° 4-5, août-octobre, pp. 692-702.

Lagrée (Michel), 1976, La structure pérenne, évènement et histoire en Bretagne orientale, xvie et xxe siècles, *Revue d’Histoire moderne et contemporaine,* XXIII, juillet-septembre, pp. 394-407.

Lancelot (Alain), Meynaud (Jean), 1961, *La participation des Français à la politique,* Paris, Presses Universitaires de France.

Lancelot (Alain), 1967, Les élections des 5 et 12 mars 1967, *Projet,* n° 15, mai, pp. 549-562.

Lancelot (Alain), 1968 *a,* Attitudes politiques, in *Encyclopaedia Universalis,* Paris, Encyclopaedia Universalis, pp. 777-780.

Lancelot (Alain), 1968 *b, L’abstentionnisme électoral en France,* Paris, A. Colin.

Lancelot (Alain), 1971, Les élections municipales (14 et 21 mars 1971), *Projet,* n° 56, juin, pp. 645-655.

Lancelot (Alain), 1974 *a, Les attitudes politiques,* Paris, Presses Universitaires de France, 2e éd. (1re éd. 1965).

Lancelot (Alain), 1974 *b,* La relève et le sursis, *Projet,* n° 88, septembre-octobre, pp. 941-958.

Lancelot (Alain), 1977, Les problèmes électoraux, in *L’œuvre scientifique d’André Siegfried,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, pp. 48-55.

Lancelot (Alain), 1979, Europe numéro zéro. Les premières élections européennes des 7 et 10 juin 1979, *Projet,* n° 138, septembre-octobre, pp. 1002-1020.

Lancelot (Alain), 1982, L’élection présidentielle : les résultats, in *Universalia 1982,* Paris, Encyclopaedia Universalis, pp. 258-264.

Lancelot (Alain), 1983, *Les élections sous la Ve République,* Paris, Presses Universitaires de France.

Lancelot (Alain), 1984, Les élections municipales. Résultats et conséquences, *Universalia 1983,* Paris, Encyclopaedia Universalis, pp. 251-257.

Lancelot (Alain), Ranger (Jean), 1964, Développements récents de la recherche électorale en France, *Il Politico,* 29, n° 4, pp. 763-787.

Landowski (Éric), 1980, L’opinion publique et ses porte-parole, *Actes sémiotiques. Documents,* II, 12.

Lane (Robert E.), 1959, *Political life : Why and How People Get Involved in Politics,* New York, the Free Press.

Lane (Robert), Sears (David O.), 1964, *Public Opinion,* Englewood Cliffs, Prentice Hall.

Lavau (Georges), Grunberg (Gérard) et Mayer (Nonna), éd., 1983, *L’Univers politique des classes moyennes,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Leblanc (Hugh L.), Merrin (Mary Beth), 1977, Mass Belief Systems Revisited, *The Journal of Politics,* 39, n° 4, novembre, pp. 1082-1087.

Le Bras (Hervé), Todd (Emmanuel), 1981, *L’invention de la France. Atlas anthropologique et politique,* Paris, Librairie générale française.

Lévi-Strauss (Claude), 1958, *Anthropologie structurale,* Paris, Plon.

[425]

Lippmann (Walter), 1965, *The Essential Lippmann. A Political Philosophy for Liberal Democracy,* Rossiter & Lare éd., New York, Random House.

Lipset (Seymour M.), Rokkan (Stein), 1967, Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments : An Introduction, *in* Seymour M. Lipset et Stein Rokkan, *Party Systems and Voter Alignments : Cross-National Perspectives,* New York, The Free Press, pp. 1-64.

Lipset (Seymour M.), 1981, *Political Man,* Baltimore, Johns-Hopkins University Press, 2e éd.

Lipsky (Michael), 1970, *Protest in City Politics : Rent Strikes, Housing and the Power of the Poor,* Chicago, Rand McNally.

Litt (Edgar), 1963, Political Cynicism and Political Futility, *The Journal of Politics,* 25, pp. 312-323.

Marsh (Alan), 1977, *Protest and Political Conciousness,* Beverley Hills, London, Sage Publications.

Martin (Christopher), 1967, *The Bored Electors,* London, Darton, Longman and Todd.

Martin (Pierre), 1981, Les élections législatives partielles en France de 1973 à 1980 : mécanismes et enseignements, *Revue française de Science politique,* 31, n° 3, juin, pp. 535-562.

Maslow (Abraham H.), 1954, *Motivation and Personality,* New York, Harper.

Matthews (Donald R.), Prothro (James W.), 1963, Social and Economic Factors and Negro Voter Registration in the South, *American Political Science Review,* 57, pp. 24-44.

Mayer (Nonna), Michelat (Guy), 1981, Les choix électoraux des petits commerçants et artisans en 1967. L’importance des variables contextuelles, *Revue française de Sociologie,* XXII, n° 4, octobre-décembre, pp. 503-521.

Mayer (Nonna), 1983, L’ancrage à droite des petits commerçants et artisans indépendants, *in* Lavau, Grunberg et Mayer, pp. 330-350.

McClosky (Herbert), 1968, Political participation, in *International Encyclopaedia of the Social Sciences,* vol. 12, New York, Mac Millan and The Free Press, 1972 (1re éd. 1968), p. 252.

Memmi (Dominique), 1983 *a,* Le divorce et l’Italienne : partis, opinion féminine et référendum du 12 mai 1974, *Revue d’Histoire moderne et contemporaine,* XXX, septembre, pp. 476-509.

Memmi (Dominique), 1983 *b*, *Vota ! Parti et électeur : du discours au système politique,* dea d’Études politiques, Paris, iep.

Merle (Marcel), 1962, Inventaire des apolitismes en France, *in* Vedel, pp. 43-61.

Michelat (Guy), 1965, Attitudes et comportements politiques à l’automne 1962, in *Le référendum d’octobre et les élections de novembre 1962,* Paris, A. Colin.

Michelat (Guy), Simon (Michel), 1974, Systèmes d’opinions, choix politiques, caractéristiques socio-démographiques : résultats d’une analyse typologique, *Revue française de Science politique,* 24, n° 1, février, pp. 5-32.

Michelat (Guy), 1975, Votes des groupes socio-professionnels et variables contextuelles, *Revue française de Science politique,* 25, n° 5, octobre, pp. 901-918.

Michelat (Guy), Simon (Michel), 1975, Catégories socio-professionnelles en milieu ouvrier et comportement politique d’après 10 enquêtes de l’ifop, *Revue française de Science politique,* 25, n° 2, avril, pp. 291-316.

Michelat (Guy), Simon (Michel), 1977, *Classe, religion et comportement politique,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques et Éditions Sociales.

Michelat (Guy), Simon (Michel), 1983, Les « sans réponse » aux questions politiques : rôles imposés et compensation des handicaps, *L’Année sociologique 1982,* pp. 81-114.

Michelat (Guy), Thomas (Jean-Pierre H.), 1966, *Dimensions du nationalisme,* Paris, A. Colin.

Milbrath (Lester W.), 1965, *Political Participation,* Chicago, Rand McNally.

Milbrath (Lester W.), Goel (M. L.), 1977, *Political Participation,* Chicago, Rand McNally.

Miller (Arthur H.), 1974, Political Issue and Trust in Government, 1964-1970, *American Political Science Review,* 68, 3, pp. 951-972.

Miller (Warren E.), Levitin (Teresa E.), 1976, *Leadership and Change, the New Politics and the American Electorate,* Cambridge (Mass.), Winthrop.

Miller (Warren E.) Stouthard (Philip C.), 1975, Confessional Attachment and Electoral Behavior in the Netherlands, *European Journal of Political Research,* 1975, n° 3, pp. 219-258.

[426]

Moscovici (Serge), 1954, L’analyse hiérarchique. Sur une contribution importante à la construction des échelles, *L’Année psychologique,* pp. 83-110.

Mossuz-Lavau (Janine), Sineau (Mariette), 1978, Sociologie de l’abstention dans huit bureaux de vote parisiens, *Revue française de Science politique,* 28, n° 1, février, pp. 73-101.

Mossuz-Lavau (Janine), Sineau (Mariette), 1983, *Enquête sur les femmes et la politique,* Paris, Presses Universitaires de France.

Moulin (Léo), 1976, Le temps dans les utopies et les idéologies de progrès, *Revue générale,* n° 12, décembre, pp. 1-12.

Moulin (Léo), 1981, Les gauches et le péché originel. Essai de méthode comparative. Les « courroies de transmission » du pélégianisme aux idéologies de progrès, *Revue européenne des Sciences sociales* et *Cahiers Vilfredo Pareto,* XIX, n° 54-55, pp. 123-137.

Nania (Guy), 1966, *Un parti de la gauche,* Le psu, Paris, Gedalge.

Nie (Norman H.), Powell (Bingham G.), Prewitt (Kenneth), 1969, Social Structure and Political Participation : Developmental Relationships, parts 1 and 2, *American Political Science Review,* 63, pp. 361-378, pp. 808-832.

Nie (Norman H.), Verba (Sidney), Petrocik (John R.), 1979, *The Changing American Voter,* Cambridge (Mass.), Harvard University Press, enlarged edition 1979 (1re éd. 1974).

Nora (Pierre), 1979, Quatre coins de la mémoire, *H. Histoire,* n° 2, juin, pp. 9-31. Parodi (Jean-Luc), 1979, Essai de problématique du mouvement écologiste : les écologistes et la tentation politique, *Revue politique et parlementaire,* n° 878, janvier-février, pp. 25-43.

Parodi (Jean-Luc), 1983, Dans la logique des élections intermédiaires, *Revue politique et parlementaire,* 903, mars-avril, pp. 11-41.

Pateman (Carole), 1980, The Civic Culture : A Philosophical Critique, *in* Almond et Verba, pp. 57-102.

Pedersen (Mogens N.), 1979, The Dynamics of European Party Systems : Changing Patterns of Electoral Volatility, *European Journal of Political Research,* 7, pp. 1-26.

Pelloux (Robert), 1955, *Le citoyen devant l’État,* Paris, Presses Universitaires de France. Percheron (Annick), dir., 1978, *Les 10-16 ans et la politique,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Peyrefitte (Christel), 1978, Religion et politique, *in* sofres, *L’opinion française en 1977,* Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, pp. 117-134.

Pomper (Gerald M.), 1972, *Elections in America,* New York, Dodd, Mead & Co.

Pomper (Gerald M.), 1972, From Conclusion to Clarity : Issues and American Voters, 1956-1968, *American Political Science Review,* 66, pp. 415-428.

Pomper (Gerald M.), 1975, *Voter’s Choice. Varieties of American Electoral Behavior,* New York, Dodd, Mead & Co.

Powell (G. Bingham Jr.), 1981, *Political Performance in Contemporary Democracies,* Cambridge, Mass., Harvard University Press.

Price (Hugh D.), 1955, The Negro and Florida Politics, *The Journal of Politics,* 17, pp. 198-220.

Rabier (Jacques-René), 1981, Opinions et attitudes des Européens : dix années de recherches internationales comparatives, *Futuribles,* avril, pp. 3-20.

Ranger (J.), 1977, Droite et gauche dans les élections à Paris (1965-1977). Le partage d’un territoire, *Revue française de Science politique,* 27, n° 6, décembre, pp. 789-819.

Rémond, 1963, *in* Colloque France-Forum.

Rémond (René), 1982, *Les droites en France,* Paris, Aubier-Montaigne, 4e éd. *Revue internationale des Sciences sociales,* 1960, XII, n° 1, pp. 7-112.

Riker (William H.), Ordeshook (Peter C.), 1968, A Theory of the Calculus of Voting, *American Political Science Review,* 62, pp. 24-42.

Robert (Paul), 1970, *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française,* Paris.

Rokkan (Stein), Campbell (Angus), 1960, Norway and the United States of America, in Citizen Participation in Political Life, *International Science Journal,* XII, n° 1, pp. 69-99.

Rokkan (Stein), 1970, The Comparative Study of Political Participation, *in* Stein Rokkan, *Citizens, Elections, Parties,* Oslo, Universitets Forlaget.

Rose (Richard) dir., 1974, *Electoral Behavior : A Comparative Handbook,* New York, The Free Press.

[427]

Sanguinetti (Gian Franco), 1980, *Du terrorisme et de l’État,* Paris, Gamma, 1980 (1re éd. Italienne 1979).

Sani (Giacomo), 1980, The Political Culture of Italy : Continuity and Change, *in* Almond et Verba, pp. 273-324.

Sartori (Giovanni), 1973, *Théorie de la démocratie,* Paris, A. Colin (éd. Américaine 1962).

Saudan (Alain), 1983, D’un possible traitement de la prise d’otages, *Actes sémiotiques. Documents,* vol. 41.

Scammon (Richard M.), Wattenberg (Ben J.), 1970, *The Real Majority. An Extraordinary Examination of the American Electorate,* New York, Coward McCann.

Schonfeld (W. R.), 1980, La stabilité des dirigeants des partis politiques : le personnel des directions nationales du Parti socialiste et du mouvement gaulliste, *Revue française de Science politique,* 30, n° 3, juin, pp. 477-505.

Schumpeter (Joseph A.), 1954, *Capitalism, Socialism and Democracy,* London, New York, Harper.

Schwartzenberg (Roger-Gérard), 1975, *L’État-spectacle,* Paris, Flammarion.

Schwartzenberg (Roger-Gérard), 1977, *Sociologie politique,* Paris, Montchrestien.

Seiler (Daniel-Louis), 1982, *La politique comparée,* Paris, A. Colin.

Shapiro (Michael), 1969, Rational Political Man : a Synthesis of Economic and Social Psychological Perspectives, *American Political Science Review,* 66, pp. 1106-1119.

Siegfried (André), 1913, *Tableau politique de la France de l’Ouest sous la IIIe République,* Paris, A. Colin.

Siegfried (André), 1949, *Géographie électorale de l’Ardèche sous la IIIe République,* Paris, A. Colin.

Skolnik (Jérôme), 1969, *The Politics of Protest,* Staff Report to the National Committee on the Causes and Prevention of Violence, New York, Ballantine.

Smith (M. Brewster), Bruner (Jerome S.), White (Robert W.), 1956, *Opinions and Personality,* New York, Wiley.

Sniderman (Paul M.), 1975, *Personality and Democratic Politics,* Berkeley-London, University of California Press.

Subileau (Françoise), 1981, Le militantisme dans les partis politiques sous la Ve République. État des travaux de langue française, *Revue française de Science politique,* 31, n° 5-6, octobre-décembre, pp. 1038-1068.

Sullivan (John L.), Piereson (James E.), Marcus (George E.), 1979, The More Things Change, the More They Remain the same : the Stability of Mass Belief Systems, *American Journal of Political Science,* 23, February, pp. 176-186.

Tavernier *et al.,* 1972, *L’univers politique des paysans dans la France contemporaine,* Paris, Colin.

Taylor (P. J.), Johnston (R. J.), 1975, *Geography of Elections,* Harmondsworth, Penguin Books.

Thompson (Dennis F.), 1970, *The Democratic Citizen : Social Science and Democratic Theory in the 20th Century,* Cambridge, England, Cambridge University Press.

Tingsten (Herbert), 1937, *Political Behaviour : Studies in Election Statistics,* Totowa, nj.

Todd (Emmanuel), 1983, *La troisième planète. Structures familiales et systèmes idéologiques,* Paris, Ed. du Seuil.

Toinet (Marie-France), 1978, Remarques sur l’inscription et la participation électorales à Paris, *Revue française de Science politique,* 28, n° 1, février, pp. 102-116.

Touchard (Jean), 1977, *La gauche en France depuis 1900,* Paris, Éditions du Seuil, 1977.

Touchard (Jean), 1978, *Le gaullisme (1940-1960),* Paris, Ed. du Seuil.

Touchard (Jean) *et al., 19*75, *Histoire des idées politiques,* Paris, Presses Universitaires de France, 7e éd.

Touraine (Alain), 1966, *La conscience ouvrière,* Paris, Ed. du Seuil.

Touraine (Alain), 1974, *Pour la sociologie,* Paris, Ed. du Seuil.

Tufte (Edward R.), 1975, Determinants of the Outcomes of Midterm Congressional Elections, *The American Political Science Review,* 69, n° 3, septembre, pp. 812-826.

Tufte (Edward R.), 1978, *Political Control of the Economy,* Princeton, Princeton University Press.

Vedel (Georges) *et al.,* 1962, *La dépolitisation, mythe ou réalité ?,* Paris, A. Colin.

Verba (Sidney), 1965, Conclusion : Comparative Political Culture, *in* Lucien W. Pye et Sidney Verba dir., *Political Culture and Political Development,* Princeton, Princeton University Press, pp. 512-560.

[428]

Verba (Sidney), Ahmed (Bashiruddin), Bhatt (Anil), 1971, *Race, Caste and Politics : A Comparison of lndia and the United States,* Berverley Hills, California, Sage.

Verba (Sidney), Brody (Richard), 1970, Participation, Preferences and the War in Vietnam, *Public Opinion Quarterly,* 34, pp. 325-332.

Verba (Sidney), Nie (Norman H.), 1972, *Participation in America : Social Equality and Political Democracy,* New York, Harper & Row.

Verba (Sidney), Nie (Norman H.), 1975, Political participation, *in* Greenstein et Polsby.

Verba (Sidney), Nie (Norman H.), Kim (Jae-on), 1978, *Participation and Political Equality,* Cambridge, Cambridge University Press.

Vulpian (Alain de), 1981, L’évolution des mentalités : conformisme et modernité, *in* Jean-Daniel Reynaud et Yves Grafmeyer, *Français, qui êtes-vous ?,* Paris, La Documentation française, pp. 301-308.

Walker (Jack), 1966, A critique of the Elitist Theory of Democracy, *American Political Science Review,* 60, pp. 285-295.

Weiner (Myron), 1971, *Political Participation : Crisis of the Political Process, in* Binder *et al., Crisis and Sequences in Political Development,* Princeton, New Jersey, Princeton University Press.

Werth (Nicolas), 1981, *Être communiste en URSS sous Staline,* Paris, Gallimard. Woodward (Julian L.), Roper (Elmo), 1950, Political Activity of American Citizens, *American Political Science Review,* 46, pp. 872-885.

[429]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

Chapitre VI

“LES GROUPES POLITIQUES  
DANS LEUR ENVIRONNEMENT.” [[457]](#footnote-457)\*

Par Jean et Monica CHARLOT

Introduction :  
le choix des approches et des concepts

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le seul fait d’accepter d’écrire les deux chapitres de ce manuel sur les partis et les groupes de pression implique des choix méthodologiques qu’il vaut mieux expliciter d’emblée pour marquer la signification et les limites de l’entreprise.

Partir des groupes, c’est-à-dire des structures, plutôt que des fonctions, c’est déjà faire un pari sur la comparabilité de ces structures des systèmes politiques les plus simples aux plus complexes, des plus libéraux aux plus autoritaires. Il fut un temps où ce pari était vu comme impossible. Lorsque l’Association internationale de Science politique organisa, en 1957, une table ronde sur les groupes d’intérêts dans quatre continents, l’incomparabilité des groupes de pression d’une culture à l’autre semblait d’avance acquise pour la plupart des spécialistes réunis et la suggestion d’Almond de penser en termes d’activités et de fonctions – « quelles sortes d’institutions remplissent quelles sortes d’activités : les partis, les groupes de pression, l’administration, etc. ? » (Ehrmann, 1958, p. 287) – plutôt qu’en termes d’institutions ou de structures apparaissait aux yeux de beaucoup comme la seule issue possible. Le fait que des anthropologues (cf. Smith, 1966) aient persisté dans la défense de la comparaison politique par les structures nous inciterait cependant à une certaine prudence sur l’opportunité d’abandonner cette approche traditionnelle de la science politique. Mais notre conviction sur la validité de l’entreprise a été davantage encore confortée par les résultats de la plus grande enquête comparative menée à ce jour sur les partis politiques, celle de Northwestern University, sous la direction de Kenneth Janda (Janda, 1980). Il s’agissait de rien moins qu’étudier [430] systématiquement – à travers une douzaine de concepts fondamentaux et quelque 111 indicateurs – dans 53 pays, sur une douzaine d’années, 158 grands partis représentatifs de la totalité des partis dans le monde. Projet considérable qui demanda trois ans de recherches bibliographiques, cinq ans de codage, deux ans de contrôle de la validité des données ainsi élaborées [[458]](#footnote-458). Non seulement le projet postulait la comparabilité des partis dans des pays aussi différents que les États-Unis, la France, le Luxembourg, le Pérou, El Salvador, l’Indonésie, l’urss, le Soudan, la Haute-Volta ou le Tchad, pour n’en citer que quelques-uns, mais son maître d’œuvre prétendait fonder cette comparaison sur un ensemble de concepts inspirés d’une approche essentiellement « organisationnelle », dans la ligne de celle qu’avait préconisée Maurice Duverger dans son étude pionnière des partis politiques du début des années 1950 (Duverger, 1951). L’entreprise aurait pu tourner court, en l’absence des données recherchées pour certains types de partis dans certaines aires culturelles. Il n’en a rien été. Les données sur les partis « occidentaux » ont certes été, dans l’ensemble, plus complètes que sur les autres partis, mais la différence n’a pas été « considérable » (Janda, 1981, p. 141). Et, surtout, la base conceptuelle du projet a pu être validée *a posteriori* d’une façon qui ne laisse aucun doute sur la pertinence de l’application à l’ensemble des partis du monde d’un modèle marqué par les réalités « occidentales » : sur les douze concepts de base du projet, un seul s’est finalement révélé inopérant [[459]](#footnote-459) et plus des trois quarts des 111 indicateurs choisis pour ces concepts ont effectivement pu être intégrés dans les échelles qu’ils étaient censés former (Janda, 1981, p. 161). L’hypothèse qu’il était possible et profitable pour le développement de la théorie des partis de comparer entre elles des organisations différentes et non pas seulement semblables était du même coup *empiriquement* vérifiée, selon le vœu de l’auteur du projet (Janda, 1980, p. xii). Il y a tout lieu de penser qu’une comparaison semblable des groupes de pression dans le monde donnerait le même résultat.

Nous nous hasarderons donc à partir des structures – groupes de pression et partis politiques – dans cette contribution sur l’étude de l’action politique aujourd’hui. Ce choix n’implique pas le rejet d’autres approches comme le fonctionnalisme par exemple dont nous ne contestons pas la valeur heuristique. Il postule, simplement, la pertinence de la comparaison par les structures dans des aires politico-culturelles très différentes. Il implique aussi la prise en compte de ces différences d’environnement [431] qu’il ne saurait évidemment être question de nier. Les structures politiques sont inséparables de leur environnement, dont elles subissent les contraintes mais qu’elles peuvent également, dans certains cas, contraindre à leur convenance : « Soit elles s’adaptent, soit elles le modifient afin qu’il puisse leur convenir » – c’est souvent une question de vie ou de mort (Bailey, 1971, p. 23). Ce chapitre sera consacré à la réflexion sur les partis et les groupes de pression comme structures dépendantes et indépendantes à la fois de leur environnement socioculturel et politique.

Encore nous faut-il préciser nos concepts – groupe, groupe de pression, parti… Se situent-ils sur un continuum, ou sont-ils de nature différente ? Peut-on ignorer les acteurs politiques en deçà des groupes ?

Le mot *groupe* est rien moins que clair, du fait de la variété des réalités sociales auxquelles il renvoie [[460]](#footnote-460). Il peut s’appliquer aussi bien à un agrégat plus ou moins statistique (exemple : groupe d’âge) qu’à une communauté sociale nettement constituée (exemple : groupe familial). Si l’on veut s’en tenir aux groupes sociaux, excluant les simples agrégats statistiques, il faut inclure dans la définition du concept l’idée que le tout du groupe n’est pas égal à la somme de ses membres, que l’ensemble a une réalité en soi et une influence sur les comportements des individus qui le constituent. La définition sera complétée, selon les auteurs, soit par le critère *d’interaction* – souvent préféré par les anthropologues – soit par celui de *lien commun,* conscient ou non – davantage répandu dans la littérature sociologique (Mitchell, 1968, p. 86 ; Grawitz, 1981, p. 178 ; Boissevain, 1968, p. 545). Sans interaction – par isolement et dispersion par exemple – point de groupe. Le groupe peut donc se définir comme un ensemble d’individus ayant entre eux davantage de relations qu’avec les autres (Homans, 1951, p. 84) ou, à tout le moins, un certain niveau d’interaction. L’inconvénient est que le fait d’avoir des relations interpersonnelles ne suffit pas à créer un groupe social, une communauté. Il y faut en plus le ciment d’un lien commun, d’un « intérêt » commun (Sapir, 1933, p. 179). Des intérêts dont la variété n’a d’égale que celle des groupes qu’ils fondent : territoriaux, ethniques, matériels, professionnels, ludiques, religieux, idéologiques, etc. L’essence du groupe social serait donc d’être un tout (un « système ») fondé sur un intérêt commun et sur l’interaction de ses membres. Il reste à fixer le degré d’interaction et la nature du lien groupal que l’on veut retenir. Dans une définition large du groupe on admettra un niveau d’interaction faible et un simple lien objectif entre les membres. Dans une définition plus étroite on exigera un niveau d’interaction élevé – ce qui supposera, en pratique, une structuration, une organisation formelle du groupe ; le lien entre les membres du groupe, de plus, devra être conscient, c’est-à-dire subjectif et non plus objectif. Le groupe ne pourra donc être qu’organisé, [432] sur la base d’une conscience de groupe. Ces distinctions peuvent paraître un tantinet byzantines. Elles ne sont pas inutiles dans la mesure où elles impliquent des découpages différents de la réalité sociale, donc des éclairages différents.

Soit le *groupe de pression.* On s’accorde en général – comme nous le verrons ci-après – à le définir par la volonté d’influencer les décisions politiques publiques. Mais la gamme des groupes de pression sera plus ou moins étendue suivant qu’on se référera, implicitement ou explicitement, à la conception large ou étroite des *groupes.* Dans la définition la plus large on considérera comme des groupes de pression, pour reprendre la typologie d’Almond et Powell (Almond et Powell, 1966, p. 75 sq.), des groupes aussi différents que :

– des manifestations, des jacqueries, des émeutes (groupes d’intérêt anomiques) ;

– des groupes de parenté, des groupes ethniques, des groupes régionaux (groupes non associationnels) ;

– des associations d’anciens combattants, des syndicats, des groupements de défense de commerçants, des associations contre le nucléaire (groupes associationnels) ;

– des cliques au sein de l’armée ou de l’administration, des intergroupes parlementaires (groupes institutionnels).

Partant en réalité de la fonction d’expression des intérêts et croisant les deux variables informel/formel et volontaire/non volontaire, Almond et Powell ramènent dans leur matrice pratiquement toutes les sortes de groupes possibles. Sans aller jusque-là David Truman, qui a relancé l’intérêt scientifique pour les groupes de pression au début des années 1950, élargit l’étude des groupes organisés – à forte interaction et conscience de groupe – à celle des groupes de pression « potentiels » – à qui l’on prête un intérêt commun objectif mais dont l’interaction entre les « membres » est faible, voire nulle (Truman, 1951, pp. 34-36). La plupart des spécialistes, cependant, restreignent la notion de groupe de pression aux groupes associationnels, dûment organisés sur la base de la conscience d’un intérêt commun (Salisbury, 1975, p. 175). On gagne en clarté ce qu’on perd en extension.

Le même problème se pose à propos des *partis politiques.* Presque tous les spécialistes, comme pour les groupes de pression, limitent le concept aux groupes associationnels, organisés cette fois pour la conquête ou l’exercice du pouvoir politique. Ce que les quatre critères formulés par La Palombara et Weiner (La Palombara et Weiner, 1966, p. 6) précisent clairement : tout parti suppose une organisation durable, une organisation différenciée, à la recherche d’un soutien populaire, pour la conquête ou l’exercice direct du pouvoir politique (cf. Chariot, 1971, pp. 5-8). Ainsi défini le parti politique est, comme le groupe de pression mais dans d’autres fonctions, un phénomène relativement récent lié à la modernisation politique. Il suffit cependant d’abandonner trois des quatre critères de La Palombara et Weiner en ne conservant que le seul trait véritablement distinctif des partis – la quête du pouvoir politique direct (dans l’optique weberienne du parti vu comme une « entreprise politique ». Cf. Weber, 1971, pp. 292-295) – pour qu’un ensemble varié de groupes, voire de quasi-groupes, soient englobés dans le concept de parti et que, du même coup, le phénomène partisan remonte le courant de l’histoire. Si l’on [433] accepte, par exemple, la définition d’Epstein pour qui « les partis politiques sont tous les groupes, quels qu’ils soient, qui donnent des étiquettes sous lesquelles se présentent des candidats au pouvoir gouvernemental » (Epstein, 1975, p. 230), une clique, une faction, une clientèle, une camarilla, un syndicat ou un autre groupe de pression, un simple groupe parlementaire ou un éphémère comité de patronage électoral, un club politique peuvent être considérés, à l’occasion, comme un parti politique, ce qui n’est évidemment pas le cas dans la définition plus stricte de La Palombara et Weiner [[461]](#footnote-461). On en arrive ainsi à l’éclatement du concept pourtant bien large de groupe, si l’on considère avec Jeremy Boissevain que factions, clientèles, camarillas et cliques – dans la mesure où il s’agit de systèmes d’interaction centrés autour d’un individu – sont des non-groupes ou, au mieux, des quasi-groupes (Boissevain, 1968, pp. 542-543, 550-551). Mais peut-on ignorer, au nom des associations modernes bien organisées, les protos-partis ou les groupes d’intérêt non associationnels ?

Il est tentant de résoudre la difficulté en considérant que toutes ces espèces d’unités sociales se distribueraient sur un continuum qui irait des systèmes d’interaction personnalisés (clientèles, camarillas) aux quasi-groupes (cliques, factions), aux groupes « potentiels », aux groupes anomiques, aux groupes non associationnels, pour en arriver aux groupes associationnels – groupes de pression et partis modernes. La tentation est d’autant plus forte qu’il est clair que les mêmes clivages ou « intérêts » peuvent engendrer, selon les circonstances, des unités sociales différentes sur ce continuum hypothétique. L’identification à la Corse, par exemple, peut sous-tendre aussi bien une flambée de révolte, des relations de clientèle, une clique, une faction, un groupe de pression ou un parti. De même telle fonction – comme celle d’opposition politique – que le pouvoir tentera de contrôler par l’interdiction d’un type de groupe (parti politique d’opposition) trouvera le moyen de s’incarner dans un autre type de groupe (syndicat, Église, en Espagne franquiste ou dans la Pologne communiste). L’hypothèse du continuum, cependant, nous semble invalidée sur un point fondamental : elle nie les différences de nature existant entre les unités sociales considérées. Il y a plus qu’une différence de degré, une différence de nature entre un réseau clientéliste, une faction et un parti « moderne », même si dans tel parti – comme le Parti démocrate-chrétien italien – il existe des clientèles et dans tel autre – comme le Parti libéral-conservateur japonais, des factions. N’est-il pas plus clair et plus juste, dès lors, de distinguer soigneusement les types d’unités sociales et, en l’état actuel de l’évolution politique et sociale de privilégier l’étude des groupes *associatifs* – s’agissant des groupes de pression et des partis, tout en gardant en mémoire les autres types de groupes ou quasi-groupes afin de pouvoir apprécier les traits de traditionalité dont on sait depuis Almond et Coleman l’existence et l’importance dans les systèmes et les structures politiques les plus modernes (Almond et Coleman, 1960) ? De la même façon, on n’aura garde d’oublier la différence de nature entre des associations comme les partis, en quête *du* pouvoir et les [434] groupes de pression, avide *de* pouvoir politique. S’il est vrai que des associations syndicales ou religieuses peuvent servir, dans une certaine mesure, de substitut fonctionnel à un parti d’opposition, il est clair que le substitut se heurte rapidement à des limites que ne connaît pas un véritable parti d’opposition. Les cas limites entre groupes d’intérêts et partis politiques mériteraient de ce point de vue une étude systématique : cas des groupes de pression transformés en partis (Mouvement Poujade en France), des syndicats ouvriéristes désireux de se substituer politiquement aux partis ouvriers (syndicalisme révolutionnaire), des partis créés et contrôlés par les syndicats (Parti travailliste britannique), des partis fondés sur une base socioprofessionnelle étroite et spécialisée (certains partis agraires), etc. Notre sentiment est qu’une telle étude confirmerait l’irréductibitilé fondamentale des partis aux groupes de pression, et inversement. Nous semblent aller dans ce sens : l’espérance de vie limitée des partis nés de la mutation d’un groupe de pression et l’impossible retour à l’état antérieur en cas d’échec du groupe de pression devenu parti ; la fin du mythe de la grève générale et le fait qu’aucun État ne se soit jamais fondé sur le pouvoir syndical ; le pouvoir des dirigeants et milieux non syndicaux dans un parti comme le Parti travailliste britannique ; la disparition des partis agraires en Scandinavie… Nous postulerons donc une différence de nature entre les groupes de pression – définis comme des « associations volontaires organisées pour promouvoir l’intérêt commun de leurs membres auprès des pouvoirs publics » – et les partis politiques – conçus comme des « associations volontaires organisées pour la mobilisation d’un soutien populaire en vue de la conquête ou de l’exercice direct du pouvoir politique ».

Section 1

L’adaptation à l’environnement

[Retour au sommaire](#sommaire)

« Comprendre un système politique, c’est construire des hypothèses vérifiables concernant la dépendance réciproque de la structure politique et de son environnement » (Bailey, 1971, p. 31). S’agissant des structures de partis et de groupes de pression cette recherche d’hypothèses peut, nous semble-t-il, s’ordonner autour de quatre idées essentielles :

– le degré d’institutionnalisation des groupes politiques dépend du degré de *développement politique* du système sociopolitique dont ils font partie ; à l’inverse, la naissance de partis ou groupes d’intérêt associatifs contribue à la modernisation de ce système ;

– la gamme et la force des partis et des groupes de pression sont liées aux *clivages* sociopolitiques préexistants ; mais l’institutionnalisation d’un clivage en groupes de pression ou/et partis politiques tend à renforcer ce clivage ;

– la légitimité des organisations politiques, de leurs fins, des moyens qu’elles emploient pour les atteindre, est largement tributaire de la *culture* politique du [435] système, que ces organisations, par leur idéologie et leurs comportements, contribuent pour leur part à faire évoluer ;

– le développement, voire l’existence même des groupes politiques sont subordonnés aux *règles du jeu politique* instituées dans chaque système politique, quitte à ce qu’ils les transforment à leur tour, le cas échéant.

1. L’institutionnalisation des groupes politiques

[Retour au sommaire](#sommaire)

La stabilisation et la valorisation des groupes politiques et de leurs règles de fonctionnement, par le développement, la dépersonnalisation et la « routinisation » de leur organisation interne, donnent à ces groupes une réalité en quelque sorte tangible, une existence en soi *(le* parti, *le* syndicat). Elles les institutionnalisent (Huntington, 1965, p. 394 ; McDonald, 1955, pp. 16-17 ; Janda, 1980, p. 19).

A. « RÉALITÉ » DES PARTIS

Dans l’échelle de Janda sur l’institutionnalisation des partis politiques, les partis les plus fortement institutionnalisés sont les plus anciens (facteur durée), qui ont fréquemment changé de dirigeants sans que ces changements provoquent de crises internes (facteur dépersonnalisation) et connaissent une grande stabilité électorale et parlementaire s’ils sont dans un système représentatif (facteur stabilité) (Janda, 1980, p. 144). Nous préférons à ce dernier facteur – qui n’est pas universellement valable dans sa définition opératoire – celui d’articulation (Duverger, 1951, pp. 59-72) que Janda mesure également mais dans une autre optique [[462]](#footnote-462). Il est clair, en effet, qu’une organisation vague et diffuse, changeante, sans niveaux nettement différenciés et articulés entre eux est une organisation faiblement institutionnalisée (facteur différenciation organisationnelle). Sur ces divers facteurs la compilation des données effectuée par l’équipe de Northwestern University nous donne une idée relativement précise de l’état des partis dans le monde (tableau 1).

Des trois facteurs d’institutionnalisation examinés, celui de la *durée* est naturellement le plus exigeant. À s’en tenir à lui seul plus d’un quart des partis mondiaux (25,9 %) seraient de création trop récente (fondés entre 1950 et 1962 alors que l’étude Janda porte sur les années 1950-1962 précisément) pour avoir pu prendre durablement forme ; encore faut-il leur ajouter 19,1 % de partis datant, au mieux, de treize ans et, au pire, d’un an seulement au moment de leur mise sous observation scientifique par Northwestern University. On objectera qu’il était par définition impossible pour les nouveaux États d’Afrique, nés de la vague décolonisatrice de 1960, d’avoir comme les États-Unis avec le Parti démocrate une organisation partisane remontant à 1828, ou comme le Royaume-Uni avec le Parti conservateur un parti né en 1832. L’objection, cependant, ne vaut pas dans la mesure où, juste-

[436]

Tableau 1.

– Le degré d’institutionnalisation des partis dans le monde  
(d’après Janda, 1980) (Pourcentages du nombre total de partis)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| *Échelle (1)* *(degrés croissants d’institutionnalisation)* | *Durée de l’organisation* (2) | *Dépersonnalisation de l’organisation* (3) | *Différenciation organisationnelle* (4) |
| *1* | 25,9 | 3,2 | 0,7 |
| *2* | 29,1 | 26,5 | 0,7 |
| *3* | 13,9 | 2,6 | 8,1 |
| *4* | 10,1 | 3,2 | 0,7 |
| *5* | 7,6 | 3,2 | 17,0 |
| *6* | 5,1 | 0,6 | 3,7 |
| *7* | 3,2 | 2,6 | 8,1 |
| *8* | 1,9 | 1,3 | 9,6 |
| *9* | 0,6 | 1,9 | 3,0 |
| *10* | 1,3 | 8,4 | 8,9 |
| *11* | 1,3 | 11,6 | 14,8 |
| *12* |  | 9,0 | 24,4 |
| *13* |  | 5,8 |  |
| *14* |  | 7,1 |  |
| *15* |  | 1,9 |  |
| *16* |  | 11,0 |  |
| *Total* | *100* | *100* | *100* |
| (Nombres de partis) | (158) | (155) | (135) |

(1) Nombre d’échelons variable selon le codage choisi par Janda.

(2) Variable 1.01, « année d’origine » du parti (Janda, 1980, p. 20).

(3) Variable 1.04, « compétition pour la direction » du parti (Janda, 1980, pp. 24-25).

(4) Variable 8.01, « articulation structurelle » du parti (Janda, 1980, pp. 99-100) ; pour cette variable Janda distingue deux périodes (1950-1956 et 1957-1963). Les chiffres de ce tableau sont ceux de la deuxième période.

ment, la fragilité des partis jeunes est liée à la fragilité des systèmes politiques récents. En examinant les chances de survie des partis de son échantillon sur la période 1950-1978, Janda établit une corrélation très nette entre l’ancienneté des partis et leur chance de survie : même s’ils meurent parfois de vieillesse (par disparition pure et simple, par éclatement ou par fusion), voire, plus rarement, d’accident (comme le Parti libéral cubain, fondé en 1905, disparu en 1959 dans la Révolution castriste), les partis de vingt-cinq ans et plus ont une espérance de survie supérieure à 80 %, ceux de moins de vingt-cinq ans une espérance de survie qui va de 39 à 54 % seulement (Janda, 1980, p. 167). Toutefois, les vieux partis ne sont pas le privilège des pays industriels mais des vieilles nations – qu’elles soient ou non économiquement développées : les taux de mortalité (et de natalité) des partis sont particulièrement élevés en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique centrale, mais ils sont pratiquement aussi faibles en Amérique latine que dans les pays occidentaux. Le facteur déterminant n’est pas le développement économique mais bien le développement institutionnel, l’existence ou non d’un vieil État-nation (Janda, 1980, p. 169). Si l’ancienneté des partis constitue un bon indicateur de leur institutionnalisation, il n’en demeure pas moins que bon nombre de partis nouveaux perdureront [437] et qu’il est donc intéressant de déceler très vite les traits qui les prédisposent à durer. La *dépersonnalisation* est sans doute un élément essentiel de continuité d’une organisation dans la mesure où elle permet à celle-ci de dépasser l’espérance de vie de son fondateur, si prestigieux soit-il. Tant qu’un parti (ou une association quelconque) n’a pas surmonté la crise de succession de son fondateur, tant qu’il ne s’est pas doté de règles de succession légitimes aux yeux de ses membres, son « institutionnalisation » reste frappée de précarité. Notons au passage qu’il peut exister aussi dans les vieux pays industriels de grands partis faiblement « institutionnalisés » de ce point de vue. L’exemple du Parti gaulliste en France jusqu’à la retraite politique (1969) et la mort (1970) du général de Gaulle est tout à fait frappant (Chariot, 1970, pp. 41-52). L’échelle de dépersonnalisation construite par Janda, à partir de la combinaison de trois critères (identification d’un leader, fréquence des changements de leader et degré de participation des membres au processus de changement de direction), enregistre à cet égard une assez forte dispersion des partis. Les plus faiblement institutionnalisés (deux premiers échelons de l’échelle : absence de direction nationale claire ou reconnue / pas de changement de leader depuis la fondation du parti) représentent quelque 30 % du total des partis mondiaux, tandis qu’à l’autre extrême (échelons 8-16 : deux changements de direction au moins, selon une procédure plus ou moins démocratique, mais publique) on compte 58 % des partis. Ces chiffres sont à rapprocher de ceux de l’échelon de *différenciation organisationnelle.* Un peu plus de 10 % des partis n’ont qu’une organisation embryonnaire (échelons 0-3 de l’échelle : organisation vague et diffuse, ou exclusivement locale, ou exclusivement nationale) et, à l’opposé, 51 % des partis possèdent une organisation nettement différenciée et bien articulée (échelons 8-11 : quatre niveaux d’organisation au moins avec des fonctions et des procédures de recrutement plus ou moins définies). Il semblerait, à comparer ces trois critères d’institutionnalisation, que les difficultés s’accroissent quand on passe de la construction d’une association différenciée à son sevrage par rapport à son ou ses fondateurs et, plus encore, à son insertion dans la durée politique. Cela dit, il est évident que le pourcentage des partis peu ou pas institutionnalisés (10 % selon le critère de différenciation organisationnelle, 30 % selon celui de dépersonnalisation, 26 à 55 % selon celui de la durée) est *inférieur* au pourcentage des partis du Tiers Monde qui, dans l’échantillon Janda, atteint presque 60 %. En d’autres termes, même si certains traits caractéristiques des partis de pays en voie de développement sont loin d’avoir disparu – leaders charismatiques de nombreux partis latino-américains (Manigat, 1969, p. 17) et africains (Lavroff, 1970, pp. 69-70), machines partisanes quelque peu formelles (cf. outre les auteurs cités ci-dessus, Scott, 1966, p. 337, pour l’Amérique latine ; Pye, 1966, pour l’Asie du Sud-Est), le processus de construction de partis modernes est nettement engagé jusque dans les États-nations les plus récents d’Afrique, d’Asie ou du Moyen-Orient. L’intérêt des recherches, dès lors, se déplace des études plus ou moins descriptives sur la « réalité » des organisations politiques des pays en voie de développement (problématique de l’institutionnalisation des groupes) à celles qui portent sur l’adaptation des structures nouvelles (partis, groupes de pression et autres associations volontaires spécialisées) à la variété des sociétés et des cultures où elles se trouvent projetées (problématique de la greffe des groupes associatifs).

[438]

B. CLIENTÈLES ET FACTIONS

Le concept de clientélisme politique ou de patronage, du fait peut-être de son origine ethnologique, a connu chez les politistes un succès aussi grand que tardif. C’est autour de lui que s’articulent les débats sur la modernisation politique par les groupes associatifs. Dans la littérature ethnologique le rapport de clientèle est défini de façon précise comme une relation directe entre deux personnes (bilatérale ou dyadique), asymétrique (c’est-à-dire inégale – un patron et un client), mais d’échange (affectif et matériel) donc réciproque (Médard, 1976, pp. 1, 5, 115 ; Graziano, 1976, pp. 151-155). Le « patron » offre protection – militaire ou judiciaire –, assistance – alimentaire, économique… – et intercession en cas de besoin ; le « client », en contrepartie, rend des services bénévoles, fait des dons en nature, témoigne reconnaissance, fidélité, soutien à son patron. Ainsi défini, le clientélisme est en principe caractéristique de la société traditionnelle et étranger à la société moderne. Il suffit pour s’en rendre compte de lui appliquer les cinq critères de différenciation de ces deux types idéaux de société tels que les a énoncés Talcott Parsons (Parsons, 1951, p. 196) ; la relation de clientèle est particulariste et non pas universaliste (elle lie des particuliers à la recherche de faveurs), elle est diffuse et non pas spécifique (les échanges sont de nature diverse et leur prix n’est pas spécifié), elle est affective et non pas purement instrumentale (au point d’être souvent transformée en parenté fictive – comme dans le cas du « parrain »), elle est inspirée par l’intérêt particulier et non pas collectif. Sa seule dimension « moderne » est d’être choisie et non pas imposée. Les correspondances entre cette relation de clientèle et certaines pratiques de patronage politique (interventions, favoritisme, corruption…) que l’on trouve dans les pays industriels avancés n’ont cependant pas manqué de frapper les politistes les plus au courant des travaux ethnologiques. C’est ainsi qu’Alex Weingrod a créé le concept de « parti clientéliste » et que Sidney Tarrow a étudié, dans cette optique, le Parti démocrate chrétien dans l’Italie du Sud (Weingrod, 1968 ; Tarrow, 1967). En migrant de l’ethnologie à la science politique, des seules sociétés primitives aux sociétés plus avancées et plus complexes, le concept de clientélisme, cependant, a perdu – par adaptations successives et multiples – de sa précision initiale. Des acteurs individuels de la dyade traditionnelle on est passé à l’idée d’acteurs collectifs, élargissant ainsi la relation de clientèle aux groupes (parti-patron/groupes d’intérêts-clients ; cf. Caciagli, 1977 ; Graziano, 1973), voire aux États (État-patron/États-clients dans les relations de type néocolonialiste ou impérialiste ; cf. Lemarchand, 1973), sans parler des administrations publiques (où il est parfois difficile de dire qui du groupe de pression ou du service administratif est le patron ou le client ; cf. Powell, 1970). La structure clientéliste, du même coup, s’est compliquée. De la dyade primitive on en est venu aux « chaînes de clientèles », par l’intervention de « médiateurs » ou « courtiers » (« patrons » dont la seule ressource est d’avoir des relations qu’ils mettent au service de leurs « clients », en s’entremettant) ou par une hiérarchisation du type « patrons de patrons / patrons intermédiaires ou patrons-clients / clients ». Il suffira d’une nouvelle extension du concept, avec l’admission d’alliances *horizontales* entre patrons, pour glisser de la clientèle *aux factions* (Scott, 1977). Les ressources échangées ont également [439] connu une mutation d’importance : dans le clientélisme traditionnel les notables disposent pour leur patronage de leur prestige social et de leur patrimoine personnel, notamment foncier, dont ils peuvent tirer argent, emplois, influence ; dans le « nouveau clientélisme », les hommes de pouvoir se servent de l’argent et des emplois publics pour alimenter leurs faveurs. Quant aux « clients » modernes ils ont la ressource nouvelle du « vote » comme dispensateur de pouvoir (Caciagli et Belloni, 1981, pp. 36-38). Selon certains spécialistes le concept de clientélisme, au fil de ces transformations, a perdu toute consistance (Moore, 1977 ; p. 257 ; Gilsenan, 1977, p. 167). Il faut convenir que l’usage qui en est fait, parfois, manque de rigueur. Peut-on ramener au clientélisme, par exemple, la totalité de la politique municipale du Parti communiste français quitte à parler de « clientélisme diffus » et à préciser que ce clientélisme n’est finalement pour le parti qu’un moyen de pédagogie politique et idéologique ? (Donneur et Padioleau, 1982, pp. 76-81). Il y a, certes, au niveau des relations entre pouvoir national et pouvoir local des pratiques clientélistes. Encore faut-il les circonscrire en les définissant clairement et en les établissant nettement pour en apprécier à la fois les effets et les limites. Luigi Graziano, pour garder au concept de clientélisme sa logique classificatoire, le fonde sur l’échange politique direct par opposition à la concurrence idéologique (cf. Graphique 1).

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Échange (extrinsèque\* : avantages instrumentaux) | | Idéologie (intrinsèque\* : avantages expressifs) |
|  |  |  |
| Échange dyadique direct | Échange indirect (médiatisé par des valeurs) |  |
|  |  |  |
| Échange clientéliste (asymétrique) |  |  |

Graphique 1. –

Clientélisme ancien et nouveau (Graziano, 1976, p. 158)

\* Les bénéfices extrinsèques sont séparables de l’association qui les procure, les bénéfices intrinsèques sont inséparables (l’association est vue comme un moyen dans le premier cas – instrumentalité –, et comme une fin en soi dans le second – expressivité).

Dans cette optique, le clientélisme – en glissant de la structure dyadique simple de ses origines à celle plus complexe des machines politiques – demeure caractérisé par une association bilatérale et inégale fondée sur un échange de faveurs (Graziano, 1976, p. 165). Si l’on abandonne cette logique taxinomique – où le concept est défini par opposition (ou bien… ou bien…) – pour une logique [440] gradualiste – où le concept est défini en termes de plus ou de moins (cf. par exemple Lemarchand, 1981, pp. 13-15, et Médard, 1976, pp. 116-117), le risque de confusion intellectuelle est naturellement accru.

Les conditions favorables au développement et au maintien du clientélisme politique dégagées par la plupart des auteurs relient cette pratique à une situation de modernisation politique : systèmes politiques où les structures institutionnelles sont faibles et s’avèrent incapables de remplir leur office, notamment au niveau local (Wolf, 1966, p. 17) ; systèmes politiques « transitionnels » où le besoin de protection individuelle n’est plus satisfait par les groupes primaires (familles, ethnies) mais ne l’est pas encore par des associations de solidarité « horizontale », entre égaux, de type syndical (Graziano, 1976, p. 163) ; système à faible légitimité où gouvernés et gouvernants manquent du minimum de confiance réciproque nécessaire à l’institutionnalisation de l’autorité. C’est ainsi que de multiples études sur le clientélisme politique dans le *Mezzogiorno* italien expliquent sa persistance par un processus d’industrialisation incomplet (Allum, 1973 ; Tarrow, 1967 ; Graziano, 1973). Mario Caciagli et Frank Belloni, qui croient pouvoir ériger en type (le « parti de masses clientéliste ») le Parti démocrate chrétien sicilien [[463]](#footnote-463), l’associent à l’urbanisation rapide d’une société traditionnelle, toujours faiblement industrialisée (Caciagli et Belloni, 1981, p. 50). La « machine politique » américaine du début du siècle, de même, véritable pyramide de clientèles avec ses responsables de quartier *(precinct captains)* et son patron (le *boss),* aurait été le fruit de l’instabilité sociale et politique créée par l’immigration dans les grandes villes américaines aux débuts du suffrage universel (Médard, 1976, pp. 124-125). Le « parti de cadres » de Maurice Duverger, avec ses notables qui tiennent du médiateur et du patron, est également présenté comme un type archaïque de structures de partis, destiné à disparaître avec la société de suffrage censitaire (Duverger, 1951, pp. 37 et 84-85).

Pour certains spécialistes ces structures clientélistes remplissent des fonctions utiles de modernisation politique. Elles confortent une intégration sociale verticale qui, dans les sociétés en mutation, a bien besoin de l’être (Médard, 1976, pp. 127-128). Elles permettent, par l’intermédiaire des réseaux de clientèles, d’articuler entre eux des sous-systèmes sociaux jusque-là isolés, de relier les périphéries au centre d’un système politique (Boissevain, 1969 ; Kenny, 1968, etc.). D’autres spécialistes analysent au contraire le clientélisme comme un frein à la modernisation politique. Produit d’une société en décomposition il tend à la maintenir en l’état ; s’il intègre certains individus ou groupes à un système plus large, cette mobilisation politique demeure très sélective dans la mesure où il jette des exclusives (Graziano, 1973, p. 5). Bien pis, il masque en les légitimant des structures de domination plus ou moins archaïques (Gilsenan, 1977). En transformant enfin des associations volontaires [441] comme les partis en simples instruments d’utilité personnelle, le clientélisme nuit à leur institutionnalisation et à leur légitimation (Graziano, 1976, pp. 169-170). Qu’ils dressent un bilan négatif ou positif du clientélisme, ces spécialistes ont cependant pour caractéristique commune de considérer la relation de clientèle, sous ses formes modernes aussi bien que traditionnelles, comme un archaïsme, une solution nécessairement transitoire. Si elle subsiste dans des systèmes sociopolitiques modernes (patronage, corruption, trafic d’influence…) ce ne peut être que d’une façon subsidiaire, comme des « addenda » (Lande, 1977, p. xviii), en parallèle et pour remédier à quelque déficience de fonctionnement d’une structure plus développée.

Une poignée de spécialistes renversent totalement ces perspectives et font du clientélisme un élément *permanent* de l’action politique (Eisenstadt et Roniger, 1981, p. 272 ; Zuckerman, 1979, pp. 27-28). Le fait qu’il perdure au cœur de systèmes économiques et politiques développés comme celui du Japon, ou au sein d’organisations rationnelles (partis, groupes de pression, administration…) de pays surdéveloppés comme les États-Unis, ou l’urss (Linden, 1966), donne une crédibilité empirique à ce renversement de perspective. Quant à son fondement théorique il est simple : si le clientélisme politique se ramène à l’échange par favoritisme de biens ou services rares, échange créateur d’obligations réciproques, il n’y a pas lieu de s’attendre à son dépérissement dans les sociétés industrielles. Les ressources à la disposition du pouvoir politique (aides financières, autorisations administratives, emplois réservés), tout en étant en forte augmentation dans les pays les plus riches, demeurent évidemment limitées par rapport aux demandes. Rien de plus rare, surtout, que les positions de pouvoir au sein d’un parti, d’un groupe, du système politique local ou national. Il y a toujours des individus et des groupes prêts à s’épargner la concurrence économique ou démocratique par le biais de passe-droits. Il y a, surtout, toujours des hommes politiques soucieux d’assurer leur carrière et de renforcer leur position en se créant une clientèle. Aux logiques collectives, marxiste ou développementaliste, qui postulent le caractère éphémère des groupes clientélistes, on peut aisément opposer la logique individualiste de Gaetano Mosca sur la classe dirigeante qui implique au contraire la prédominance de factions clientélistes dans les positions de pouvoir, un exercice égoïste du pouvoir par ces factions aux dépens d’intérêts plus généraux et la recherche d’un quasi-monopole des ressources politiques disponibles (Zuckerman, 1979, pp. 33-45). En abandonnant l’idée de fonder le clientélisme de façon exclusivement économique, on est amené à l’analyser aussi politiquement et culturellement. Selon Alan Zuckerman, par exemple, son importance dans un système politique dépend de deux facteurs essentiels : l’existence de ressources gouvernementales importantes que des élites politiques concurrentes cherchent à contrôler et/ou une culture sociétale favorable à des échanges clientélistes. Quand les deux conditions – concurrence politique et prédispositions culturelles – se cumulent, comme en Italie, au Japon ou en Inde, le factionnalisme clientéliste envahit le système politique et, d’abord, l’élite politique (Zuckerman, 1979, pp. 32-33). La dimension culturelle du phénomène a été soulignée par de nombreux auteurs (cf. Boissevain, 1966, pour les pays très catholiques ; Weiner, 1957, pour l’Inde ; Scalapino et Masumi, 1962, pour le Japon). C’est ainsi, par exemple, que Jean Leca et Yves Schemeil montrent combien « la tradition arabe [442] du clientélisme est liée à une représentation de la réalité fondée sur la parenté » : les « patrons » intercèdent et protègent comme les parents (Leca et Schemeil, 1983). Quand ces prédispositions culturelles n’existent pas les pratiques clientélistes peuvent être plus efficacement dénoncées, donc limitées.

C. GROUPES DE PRESSION  
ET DÉVELOPPEMENT POLITIQUE

La plupart des questions que nous nous sommes posées valent autant pour les groupes de pression que pour les partis, même si les études de partis sont plus nombreuses et plus systématiques que celles des groupes de pression quant à leur réalité et leur évolution, des sociétés traditionnelles aux sociétés industrielles avancées. Le doute sur les possibilités de transplantation des groupes de pression dans les sociétés non industrielles semble cependant avoir été plus immédiat et plus tenace que dans le cas des partis politiques. Dans l’enquête comparative pionnière de l’Association internationale de Science politique, les neuf études de cas présentées [[464]](#footnote-464) portent toutes sur des pays industriels (Ehrmann, 1958). La question que se posent alors les spécialistes n’est pas de savoir si les groupes de pression peuvent avoir une réalité au-delà des pays industriels – elle est résolue d’avance par la négative – mais au-delà… des États-Unis. Certains politistes européens se demandent en effet sérieusement si le concept de groupe de pression n’est pas un artifice intellectuel inspiré de la seule réalité américaine (cf. Meynaud, 1957) et les politistes américains sont tout occupés à réfuter cette accusation d’ethnocentrisme (La Palombara, 1960, pp. 29-30 ; Ehrmann 1958, p. viii). Gabriel Almond distingue alors quatre aires sociopolitiques pour l’étude des pressions politiques : anglo-américaine, Scandinave, européenne, et celle des pays en voie de développement (Almond, 1958). Les pays sous-développés, traités en bloc, sont qualifiés par la fragmentation et l’hétérogénéité de leur culture politique et de leur société, où clivages traditionnels (ethnies, tribus) et modernes (villes-campagnes, générations…) se superposent. Dans ces systèmes peu différenciés et faiblement structurés les intérêts sont normalement articulés par des cliques militaires ou administratives, des structures traditionnelles de parenté et de castes plus, à l’occasion, des explosions anomiques et violentes (jacqueries, émeutes urbaines). Les groupes d’intérêts associatifs, s’ils existent, sont réduits à un rôle marginal (cf., dans la même ligne de pensée, Castles, 1967). Cette typologie nous semble par trop réductrice et simplificatrice. Elle conduit à classer dans un seul et même type des systèmes sociopolitiques aussi différents que ceux des vieux États-nations d’Amérique latine et des États neufs d’Afrique du sud du Sahara, des pays du Quart Monde et des nouveaux pays industriels ; elle postule, surtout, que la seule force de différenciation structurelle de ces systèmes est la révolution industrielle. C’est faire bon marché d’autres types de bouleversements comme la Réforme – Mac Iver date la naissance des sociétés modernes et de leurs multiples groupes sociaux, en Europe, de l’éclatement au xvie siècle de l’Église unique (Mac Iver, 1947, pp. 52 et 71) ; de la révolution des transports et des médias, qui précède bien [443] souvent l’industrialisation ; des phénomènes de modernisation par mimétisme, etc. Les syndicats, par exemple, se sont répandus par le monde avec un succès qui n’est pas loin d’égaler celui des partis politiques, quittes à devenir dans certains cas, comme les partis d’ailleurs, des instruments au service exclusif du pouvoir en place. Si l’on estime avec David Truman que tout dérèglement durable des habitudes de comportement établies génère des groupes associatifs (Truman, 1951, pp. 104-105), on conviendra que les occasions ne manquent pas dans les pays en voie de développement ; si l’on préfère chercher l’origine des groupes de pression au niveau plus modeste de l’innovation, incarnée par des « entrepreneurs » créateurs d’associations nouvelles (Salisbury, 1975, pp. 193-195), il est clair que de tels entrepreneurs existent aussi dans les pays en voie de développement même s’ils ont du mal à trouver sur place les capitaux nécessaires au lancement d’organisations volontaires. En 1933, R. M. Mac Iver semble même considérer, à l’inverse d’Almond un quart de siècle plus tard, que les groupes de pression seraient caractéristiques non seulement des sociétés industrielles mais aussi des sociétés hétérogènes en cours de mutation dans la mesure où ces sociétés offrent « des occasions spécifiques d’exploitation économique des conditions nouvelles et de formation de groupes expressifs instables plus ou moins reliés à l’ordre établi » (Mac Iver, 1932, p. 348). Finalement, seule une enquête empirique du type de celle faite sur les partis politiques dans le monde par Kenneth Janda pourrait établir la réalité institutionnelle des groupes associatifs de pression dans les pays en voie de développement. Une telle enquête, malheureusement, n’existe pas encore.

2. Groupes et clivages

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les groupes d’intérêt sont spontanément associés aux conflits d’intérêts ; les partis politiques le sont moins dans la mesure où ils peuvent rassembler et transcender des intérêts divers. Mais un parti, en dernière analyse, n’est jamais qu’un rassemblement partiel et partial, en concurrence effective ou potentielle avec d’autres rassemblements. La lexicologie nous le rappelle, qui associe le mot « parti » à une partition, avec des connotations guerrières (Chariot J., 1971, pp. 4-5) ; l’histoire nous le démontre, qui ne sépare jamais les partis des conflits. Il est dès lors naturel de lier les groupes politiques aux conflits. Sans conflits ni groupes d’intérêts ni partis, même si la réciproque n’est pas vraie.

A. GENÈSE DES PARTIS

La première explication qui ait été avancée de l’origine des partis est d’ordre politico-institutionnel : ils seraient nés à partir des Parlements de l’extension du droit de vote et des prérogatives parlementaires au xixe siècle (Duverger, 1951, pp. 1-2 et 8). Cette thèse se heurte cependant à deux objections majeures. La première est que l’analyse empirique ne confirme pas, dans les vieux États-nations, la coïncidence postulée entre l’élargissement du suffrage et l’apparition des partis. Si les deux phénomènes semblent en effet se suivre de près dans le temps en Grande-Bretagne [444] et en Allemagne, par exemple, par contre, en Norvège et en Suède, la création des partis *précède* l’extension du suffrage, tandis qu’au Danemark et en France elle la suit avec des décennies de retard (Svăsand, 1978, pp. 7-8). La seconde objection, plus dirimante, est que dans la plupart des pays en voie de développement les partis sont apparus en même temps que l’État, dans une sorte de vide institutionnel, en l’absence ou indépendamment de tout système de représentation politique. C’est ainsi que sur 72 partis africains recensés par Kenneth Janda, 3 seulement sont d’origine parlementaire, la majorité ayant été fondée, au départ, à l’initiative de chefs ethniques ou pour la défense d’un enjeu précis et unique (Janda, 1964, p. 24). Si l’on veut garder l’idée de Maurice Duverger, il faut donc la modifier en l’élargissant : la genèse de partis politiques ne présuppose pas toujours et partout le suffrage universel mais plus généralement un besoin et une volonté de *mobilisation politique* au-delà du cercle restreint des politiciens. Les partis, de fait, sont rarement créés d’en bas, même s’ils ne sont plus fondés – pour les deux tiers d’entre eux – à partir de l’institution parlementaire ou gouvernementale. C’est ainsi que 34,6 % des partis de l’échantillon mondial de l’enquête de Northwestern University ont été fondés, à l’origine, par des hommes au pouvoir (parlementaires de la majorité en place ou gouvernants, y compris les rebelles victorieux) ; 21,8 % par d’autres membres de l’élite politique ou administrative ; 30,2 % par des dirigeants de groupes sociaux divers ; 7,7 % par des dirigeants politiques hors la loi ; 1,9 % par des étrangers et 3,8 % seulement par des citoyens de base, sans soutien organisationnel particulier (Janda, 1980, p. 39). Le recours aux formes d’organisation collective et volontaire – partis et groupes de pression – est inséparable de la croyance en l’utilité et l’efficacité de ces modes d’action (cf. Blondel, 1978, pp. 17-19). Leur développement en un siècle dans toutes sortes de régimes et sur la totalité de l’éventail des options idéologiques prouve assez l’universalité de cette croyance. Dès que le processus est lancé, il se nourrit de lui-même. Aux partis (et groupes de pression) mis en place par les plus dynamiques s’opposent bientôt des groupes défensifs (cf. Nedelmann, 1975). Sans parler de la multiplication des organisations par scission et de leur renouvellement par fusion.

Nécessaires à la création de groupes politiques, les motivations des fondateurs n’y suffisent évidemment pas. Il y faut, en plus, un terrain favorable à l’enracinement de l’organisation. On ne crée pas durablement un parti sur un enjeu passager (cf. le parti des réfugiés en Allemagne fédérale) ou perçu comme sans grande importance dans le pays ; on ne s’établit pas facilement sur un terrain déjà occupé par plusieurs organisations… Soucieux de dépasser le simple inventaire des enjeux et des partis qui leur sont associés, certains politistes ont cherché à établir des typologies explicatives de familles d’enjeux, donc de partis. La plus connue est celle de Rokkan (chapitre I, Lipset et Rokkan, 1967), inspirée de Talcott Parsons et fondée sur l’idée que les partis politiques sont à la fois des agents de conflit et des moyens d’intégration politique. Rokkan, dans la masse des conflits concrets, distingue quatre clivages fondamentaux : deux nés de la révolution *nationale,* au moment de la Réforme, le clivage État/Église, et le clivage centre/périphérie, auxquels s’ajouteront, avec la révolution *industrielle,* le clivage urbain/rural et le clivage possédants/travailleurs (Lipset et Rokkan, 1967, pp. 10-14). Rokkan complétera plus tard par [445] un clivage semblable à l’opposition Occidentaux/Orientaux de Maurice Duverger, engendrée par la révolution *bolchevique* (Duverger, 1951 ; Rokkan, 1970). Ces cinq clivages types systématisent les nombreux conflits sur lesquels se sont greffés des partis.

Le modèle développementaliste de la genèse des partis par les crises (La Palombara et Weiner, 1966, pp. 20-22) peut assez facilement être ramené à ces cinq clivages types : la crise de légitimité renvoie au clivage centre-périphérie, s’il s’agit de la contestation d’un pouvoir colonial, au clivage urbain-rural s’il s’agit de la contestation d’un pouvoir aristocratique ; la crise de participation, au clivage possédants-travailleurs ; la crise d’intégration, enfin, au clivage centre-périphérie. Ce dernier clivage, qui constitue sans aucun doute l’apport le plus original de Stein Rokkan, rassemble en un principe unique les oppositions ethniques, linguistiques, raciales et régionales entre un centre édificateur d’une culture nationale et les populations assujetties de la périphérie. Il est clair qu’à partir de ces clivages on peut dresser une typologie des familles de partis. Rokkan, davantage intéressé par l’étude de la construction des États-nations que par celle des partis, ne s’y est pas systématiquement employé. Daniel-Louis Seiler a relevé le défi en combinant intelligemment le concept marxiste des contradictions, le paradigme de Stein Rokkan et la thèse de Maurice Duverger sur le caractère « naturel » des oppositions dualistes (Seiler, 1980). Les contradictions sociétales engendrent des conflits profonds qu’une société ne peut traiter que de deux façons : par la révolution, en éliminant radicalement la contradiction, ou par l’intégration de ces conflits transformés en clivages institutionnalisés dont on s’accommodera, tout en tentant d’en atténuer peu à peu les effets (Seiler, 1980, pp. 108-112). Postulant avec Maurice Duverger que chaque clivage fondamental ne peut donner naissance qu’à deux familles potentielles de partis politiques (binarité « naturelle » des affrontements en pour/contre), Seiler définit à partir des quatre clivages de Stein Rokkan, huit familles potentielles de partis dont sept existent effectivement en Occident : partis bourgeois / partis ouvriers (clivage possédants/travailleurs) ; partis centralistes / partis populistes (clivage centre/ périphérie) ; partis démo-chrétiens / partis anticléricaux (clivage Église/État) ; partis agrariens enfin (clivage rural/urbain), le versant urbain n’ayant pas donné naissance à une famille spécifique de partis. Seiler ajoute à cette liste la famille communiste, née après 1917 d’un sous-clivage.

La situation de chaque parti concret dans cette grille est déterminée non pas en fonction du nom ou du discours du parti considéré, mais du clivage qui l’engendre et de celui qu’il exprime actuellement (apprécié d’après la structure de son électorat et les relations qu’il entretient avec les grands groupes d’intérêts). C’est ainsi que la cdu-gsu allemande et l’övp autrichien ne sont pas classés parmi les partis démo-chrétiens mais parmi les partis bourgeois ; le Parti gaulliste, en France, est avec les partis centralistes, l’udf avec les partis bourgeois, tandis que le mrg est assimilé aux partis ouvriers et non pas anticléricaux ; les paysans aux Pays-Bas sont « bourgeois » et les progressistes en Islande sont classés « agrariens ». Sur les 137 partis des 24 pays occidentaux considérés, près des deux tiers (88 soit 64 %) se rattachent au clivage possédants/travailleurs ; un peu plus d’un cinquième (30 soit 22 %) au clivage centre/périphérie ; moins de 10 % (13 soit 9,5 %) au clivage Église/État et une poignée seulement (6 partis, 4,5 %) au clivage rural/urbain (cf. tableau 2).

[446] [447]

Tableau 2. –

Partis et clivages politiques (Seiler, 1980, pp. 128-129)

| *Clivages* | *Possédants / Travailleurs* | | *Centre/Périphérie* | | *Église / État* | | *Rural* |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| *Familles de partis* | *Partis bourgeois* | *Partis ouvriers* | *Partis centralistes* | *Partis populistes* | *Partis démo-chrétiens* | *Partis anti-cléricaux* | *Partis agrariens* |
| *Allemagne* | CDU-CSU  Lib. | SD |  |  |  |  |  |
| *Autriche* | ÔVP | SD | FPÔ |  |  |  |  |
| *Belgique* | Lib.  UDRT | Soc. Com. |  | vu  FDF-RW | CVP PSC |  |  |
| *Danemark* | Progrès Cons. Lib. Rad. | CD SD  Soc. Pop.  Soc. de gauche |  |  | Chr. pop. |  | Justice |
| *Espagne* | Centre dém. Alliance pop. | Soc. Com. |  | Nat. basques Nat. catalans | DCC |  |  |
| *Finlande* | Union nat.  Lib.  Petits paysans | SD  Com. |  | Pop. Suédois | Chr. |  | Centre |
| *France* | UDF | Rad. de gauche  Soc.  Com. | Gaullistes |  |  |  |  |
| *Grèce* | Union dém. centriste | Soc. Com. | Nouv. dém. |  |  |  |  |
| *Irlande* |  | Trav. | FG | FF |  |  |  |
| *Islande* |  | SD  Soc. | Indépendance |  |  |  | Progressistes |
| *Italie* | Lib.  Ext. droite | SD  Soc.  Com.  Ext. gauche |  | SVP | dc | Rép.  Rad. |  |
| *Luxembourg* |  | SD  Soc. Com. |  |  | dc | Dém. |  |
| *Malte* |  | Trav. | Nat. |  |  |  |  |
| *Norvège* | Cons. | Trav. Joe. pop. Com. |  | Ch. pop. Lib. |  |  | Centre |
| *Pays-Bas* | Lib.  Paysans | SD  Trav. Soc. Com. Dém.  PPR |  | Protestants | DC |  |  |
| *Portugal* | Cons.  SD | Soc.  Com.  Ext. gauche |  |  |  |  |  |
| *Royaume-Uni Suède* | Cons. Lib.  Cons. Lib. | Trav.  SD  Com. | uuuc | SNP  P. Cymru  SDLP |  |  | Centre |
| *Suisse* | Ext. droite Rép. Lib. Indép. | Soc. Com. | Rad. | Evangélistes | DC |  | Centre |
| *Canada Québec* | Créditiste Cons. | SD | Cons. Lib. | Lib. |  |  |  |
| *États-Unis* |  |  | Rép. | Dém. |  |  |  |
| *Israël* | Lib. | Trav. Mapam  PC | Hérout | Agudat | Mafaal |  |  |
| *Australie* | Lib. Country | Trav. |  |  |  |  |  |
| *Nouvelle-Zélande* | Nat. | Trav. |  |  |  |  |  |

[448]

On ne peut que louer cet effort de taxinomie, préalable nécessaire à toute étude comparative – voire nationale – scientifique et approfondie. Contrairement à la typologie traditionnelle « gauche-droite » ou à la typologie marxiste, dans laquelle les partis ne peuvent être que l’expression et la reproduction au niveau politique des divisions en classes et couches sociales, la typologie Rokkan-Seiler est multi-dimensionnelle et relie les partis à des clivages aussi bien superstructurels (Église/État ; centre/périphérie) qu’infrastructurels (possédants/travailleurs ; urbain/rural) – ce qui lui donne une force explicative sans commune mesure avec les typologies unidimensionnelles. D’autant qu’inspirée à la fois d’études temporelles et spatiales de la naissance et du développement des partis, elle recèle une capacité prédictive que n’ont pas les synthèses empiriques effectuées à un moment précis et unique de l’histoire. On peut cependant lui faire un certain nombre de critiques, d’importance inégale. Le regret le plus évident est que cette typologie n’ait été conçue qu’à partir de l’expérience historique des pays industriels pluralistes de civilisation judéo-chrétienne. Il semble cependant que son degré d’abstraction lui donne une force prédictive qui dépasse largement son aire d’origine. La preuve en est que lorsque Janda analyse son échantillon de partis *mondiaux* du point de vue de leurs soutiens sociaux, sur les six dimensions qu’il retient cinq s’intègrent sans problème à la typologie fondamentale de Rokkan : statut socio-économique (clivage possédants/ travailleurs) ; religion (clivage Église/État) ; ethnicité, langue et race (clivage centre/ périphérie) ; région (clivage centre/périphérie) ; opposition villes/campagnes (clivage urbain/rural). Reste l’éducation, qui renvoie au statut socio-économique et qui, d’ailleurs, s’avère être l’indicateur social le moins prédictif, c’est-à-dire celui qui différencie le moins bien les partis politiques (Janda, 1980, p. 52). En d’autres termes, la grille d’analyse Rokkan-Seiler vaut pour les pays en voie de développement comme pour les pays industriels. La seule différence est qu’appliquée aux premiers elle ne donne pas les mêmes résultats qu’avec les seconds : le clivage possédants/travailleurs, qui est le facteur de différenciation n° 1 des pays industriels, perd de son importance avec les pays en voie de développement au profit du clivage centre/périphérie. Sur les 147 partis de son échantillon mondial, pour la période 1957-1962, Janda parvient à en classer 122 (83 %) sur la dimension régionale auxquels on peut ajouter ceux des 45 partis (31 %) identifiés par un soutien ethnique, linguistique ou de race qui n’étaient pas situés par ailleurs sur les dimensions locales ; il classe 129 partis (88 %) sur la dimension socio-économique ; 101 sur la dimension urbain-rural (69 %) ; 76 sur la dimension religion (52 %) et 72 (49 %) sur la dimension éducation (Janda, 1980 ; p. 51 ; sur les facteurs de différenciation des partis dans les pays en voie de développement, cf. encore Janda, 1980, p. 45, et Anderson *et al.,* 1967).

Une critique plus fondamentale de la typologie Rokkan-Seiler peut être faite à propos de l’introduction tardive d’un cinquième clivage fondamental visant à isoler les partis communistes des autres partis ouvriers. Solution évidente intuitivement, mais que ni Rokkan ni Seiler ne justifient vraiment sur le plan théorique, comme c’est souvent le cas dans les rajouts à un modèle déjà constitué. Seiler reprend cette idée de Rokkan, comme en passant, mais l’oublie lorsqu’il dresse son tableau des familles de partis et considère finalement les partis communistes comme une [449] sous-variété de la famille des partis ouvriers qu’elle a durablement divisée (Seiler, 1980, pp. 128-129, 131, 261). Les traits distinctifs des partis communistes – idéologie prétendument scientifique, internationalisme clientélaire, organisation de type léniniste, relation également clientélaire avec les syndicats et autres associations sociales – sont tous de nature *politique* dans la mesure où ils touchent tous à une conception globale du pouvoir. Or, la typologie Rokkan-Seiler, sans l’exclure en principe, écarte en fait l’explication politique des phénomènes politiques ; elle s’est certes dégagée de l’économisme infrastructuriste marxiste mais non pas d’un certain sociologisme dans lequel le politique n’a qu’une autonomie limitée au regard de l’économique et du culturel. Si l’on se libère de cet *a priori* et si l’on considère par ailleurs, à la lumière des études sur le totalitarisme (cf. notamment Arendt, 1951 ; Friedrich et Brzezsinski, 1967), que l’essence du Parti communiste – au sens de caractère fondamental sans lequel le parti ne pourrait exister comme Parti communiste – n’est pas son statut revendiqué et plus ou moins effectif de parti ouvrier mais son aspiration à un pouvoir absolu, on peut, en effet, rattacher les partis communistes à un nouveau clivage fondamental. Nous nommerions volontiers ce clivage, nous inspirant de Gramsci, le clivage « État/Société civile ». Sur le versant « État » se situeraient les partis pour qui tout étant politique, la société civile doit être tout entière absorbée ou du moins contrôlée par l’État comme les associations par le parti-État ; sur le versant « Société civile » les partis de défense d’une certaine autonomie de la société civile, par rapport au politique et à l’État, avec, à l’extrême, les partis anarchistes – s’il en est – pour qui toute forme d’organisation politique est oppressive et doit être du même coup supprimée. Sur ce clivage nouveau, côté État, se placent non seulement les partis communistes mais aussi un certain nombre de partis d’extrême droite comme, par exemple, le Parti nazi de l’Allemagne hitlérienne. Maurice Duverger, à qui l’on en revient toujours, avait eu l’intuition de ce clivage fondamental dans sa distinction entre « partis spécialisés » et « partis totalitaires » – ces derniers définis par « le caractère de la doctrine du parti de n’être point bornée au seul domaine politique et économique, mais de constituer un système général d’explication du monde, exclusif de tout autre » (Duverger, 1951, pp. 143-144). On reprocha à cette classification de mettre dans la même catégorie partis communistes et partis fascistes. Mais cet inconvénient peut être aisément surmonté à l’aide d’une autre intuition de Maurice Duverger, celle de la non-superposition des clivages dans les partis qui les expriment. Maurice Duverger part des clivages historiques propres à la France – laïcs/cléricaux, dirigistes/libéraux, Orientaux/Occidentaux – pour dessiner, par le jeu complexe de ces dualismes, le schéma des grandes familles politiques françaises sous la IVe République : communistes (Orientaux, dirigistes, laïcs) ; socialistes (Occidentaux, dirigistes, laïcs) ; républicains populaires (Occidentaux, dirigistes, cléricaux) ; radicaux (Occidentaux, libéraux, laïcs) ; modérés (Occidentaux, libéraux, cléricaux) (Duverger, 1951, pp. 261-262). Il suffit de substituer à la grille empirique et historiquement datée de Maurice Duverger, la grille typologique des clivages de Rokkan-Seiler (modifiée dans le sens que nous avons indiqué) pour dessiner de la même façon, par superposition, une classification générale des familles de partis politiques (cf. notre schéma 1). Dans ce schéma les partis communistes se situent généralement dans le type (1) des partis centralistes, laïcs, populaires, tota-

[450]

Schéma 1. –

Schéma théorique pour une classification générale  
des partis politiques

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| *Matrice Clivages* | *Centre) Périphérie* | *II*  *État/Église* | *III*  *Travailleurs/ Possédants* | *V (1)*  *État/Société civile* |
| Classification simple | Parti centraliste (+) *ou* parti périphérique (-) | Parti laïc (+) *ou* parti religieux (-) | Parti populaire (+) *ou* parti bourgeois (-) | Parti totalitaire (+) *ou* parti spécialisé (-) |
| Classification combinée : |  |  |  |  |
| (Partis communistes) (2) (1) | + | + | + | + |
| (Partis socialistes) (2) | + | + | + | - |
| (Partis fascistes) (3) | + | + | - | + |
| (Partis nationalistes libéraux) (4) | + | + | - | - |
| (Partis religieux totalitaires de gauche) (5) | + | - | + | + |
| (Partis religieux populistes) (6) | + | - | + | - |
| (Partis religieux totalitaires de droite) (7) | + | - | - | + |
| (Partis démo-chrétiens) (8) | + | - | - | - |
| (Partis communistes de libération nationale) (9) | - | + | + | + |
| (Partis socialistes de libération nationale) (10) | - | + | + | - |
| (Partis fascistes de libération nationale) (11) | - | + | - | + |
| (Partis libéraux de libération nationale) (12) | - | + | - | - |
| (Partis religieux totalitaires de libération nationale) (13) | - | - | + | + |
| (Partis religieux populistes de libération nationale) (14) | - | - | + | - |
| (Partis religieux totalitaires de droite de libération nationale) (15) | - | - | - | + |
| (Partis démo-chrétiens de libération nationale) (16) | - | - | - | - |

(1) Pour simplifier la typologie et compte tenu du fait qu’il n’existe pas concrètement de partis « urbains » et peu de partis agraires, nous n’avons pas intégré directement dans la grille le clivage IV. Il suffit de préciser, le cas échéant, qu’il s’agit d’un parti agraire. Mais on peut évidemment développer la grille en 32 types par l’intégration du clivage IV.

(2) L’identification de certains ensembles de partis aux types (1), (2), etc., est placée entre parenthèses pour bien marquer qu’il s’agit d’une identification hypothétique et en tout cas de nature statistique. La classification des ensembles de partis passe en effet par la classification préalable de chaque parti concret sur la base objective de sa représentativité sur chaque clivage et de ses liens avec les groupes d’intérêts liés à ce clivage. De plus, certains clivages peuvent s’avérer non pertinents dans certains systèmes politiques concrets.

[451]

litaires et le Parti nazi hitlérien dans le type (3) des partis centralistes, laïcs, bourgeois, totalitaires. Cette caractérisation de chaque parti sur plusieurs dimensions évite l’aspect simplificateur et parfois contestable de leur qualification sur un seul critère, selon la méthode de Daniel-Louis Seiler. Il est par exemple plus satisfaisant de désigner le Mouvement des radicaux de gauche, en France, comme un parti « centraliste, laïc, populaire et spécialisé » que comme un « parti ouvrier » pur et simple (cf. tableau 2). Daniel-Louis Seiler a bien créé une grille multidimensionnelle de classification des partis, mais quand il s’agit d’y faire entrer un parti concret il le place sur la base d’une seule dimension, en principe fondamentale ; cela l’oblige à décider ce qui constitue l’essence du parti à sa fondation et au moment où il le classe – ce qu’il croit, à tort selon nous, objectivement possible dans tous les cas (cf. sa critique du concept de partis médiatisant des volontés multiples : Seiler, 1980, p. 99). Reste la difficulté toujours présente, qu’on ait recours à des critères de classification multiples ou simples, de classer les partis en fonction de ce qu’ils sont et non pas de ce qu’ils prétendent être, ou de la nature qu’on leur prête. Un parti « ouvrier » n’est pas défini socialement par le simple discours idéologique de ses dirigeants en faveur de la classe ouvrière, ou par l’image prolétarienne que l’on se fait de lui. Le problème est d’affiner les moyens de mesurer objectivement la représentativité sociale des partis.

B. LA MESURE DE LA REPRÉSENTATIVITÉ  
DES PARTIS

La représentativité sociale des partis n’est pas simplement une question de fait. Elle se charge en effet d’idéologie dans la mesure où certains groupes sociaux sont valorisés par certains partis – les ouvriers par les partis communistes, par exemple, tandis que d’autres partis valorisent le pluralisme social et se vantent d’être dans leur électorat, plus rarement dans leurs membres, l’exact reflet de la population adulte du pays (cf. le Parti gaulliste : Chariot, 1970, p. 67). Parti de classe, parti inter-classiste mais aussi parti ethnique, parti multi-ethnies, etc., prennent ainsi, selon l’idéologie de l’observateur, une valeur positive ou négative. Le politiste aura évidemment le souci de se dégager de ces connotations normatives. Ce n’est pas si facile : il suffit, pour s’en rendre compte, de lire dans la production occidentale les débats sur l’affaiblissement des partis de classe. La situation se complique, dans les systèmes pluralistes, du fait que les partis, même « monodirectionnels », n’ont généralement pas intérêt, dans la concurrence électorale, à miser effectivement sur un seul groupe social. Un groupe de pression peut trouver des ressources politiques ailleurs que dans la force numérique de sa clientèle potentielle (exemple : les aiguilleurs du ciel) ; un parti ne peut pas vivre, électoralement, sur une base sociale trop étroite. On trouve l’illustration pratique de cette constatation dans la transformation de la plupart des partis agraires Scandinaves en partis du centre – tournés à la fois vers les paysans et vers les travailleurs indépendants des villes – dès lors que la population rurale diminuait comme une peau de chagrin. Quand bien même le groupe privilégié par le parti serait numériquement très important, une double limite apparaît bientôt à sa monopolisation par un seul parti : elle est contraire au bon rendement du parti monopoliste, tant sur le plan électoral (empilement des majorités [452] dans certaines circonscriptions, marginalisation dans les autres) que sur le plan gouvernemental (refus de coopérer des autres groupes sociaux) ; elle suscite naturellement une contre-offensive des autres partis qui ne peuvent ignorer, sous peine d’être condamnés au non-pouvoir, un groupe social dominant (cf. l’importance du vote ouvrier conservateur en Grande-Bretagne). Il ne faut pas croire que ce dilemme tactique se pose uniquement pour les élections, donc aux seuls partis des pays pluralistes. Il se pose en fait toujours pour la sélection des élites partisanes et gouvernementales que ce soit par cooptation ou par investiture préélectorale. Quand bien même l’idéologie pousse à la sélection de dirigeants issus des catégories sociales dominées (ouvriers, par exemple), l’efficacité incite à puiser dans le réservoir restreint des élites et privilégiées du savoir (cf. Chariot, 1973). Pour toutes ces raisons la spécificité sociale d’un parti n’est jamais que relative : il est plus ou moins ouvrier, plus ou moins religieux, plus ou moins ethniquement pur, etc. Les instruments de mesure du politiste doivent tenir compte de cette essence gradualiste de la clientèle des partis.

Pour apprécier la représentativité sociale de l’électorat d’un parti – du point de vue socioprofessionnel, religieux, ethnique, régional, urbain ou rural… – deux procédés simples viennent immédiatement à l’esprit. On peut mesurer l’impact relatif du parti (en pourcentage des intentions de vote exprimées) dans les diverses catégories sociales étudiées – mesure *de pénétration ;* ou l’on peut mesurer le poids relatif de ces mêmes catégories (toujours en pourcentages) au sein de l’électorat du parti – mesure de *structure.*

Dans le premier cas – pourcentages de pénétration –, on notera par exemple qu’en 1960 en Grande-Bretagne 61,8 % des travailleurs manuels votaient travailliste (29,5 % conservateur et 8,7 % libéral), contre 30,2 % des commerçants et artisans, 24,1 % des employés et 8,5 % des cadres et professions libérales [[465]](#footnote-465). Il suffira de calculer l’écart entre ces quatre pourcentages respectifs et le pourcentage moyen d’intentions de votes du Parti travailliste (44,7 % au même moment et dans la même enquête) pour situer d’emblée les points faibles et les points forts de la pénétration électorale travailliste dans les catégories socioprofessionnelles étudiées : +17,1 chez les travailleurs manuels (61,8 – 44,7) ; -14,5 chez les commerçants et les artisans ; -20,6 chez les employés et -36,2 chez les cadres et les professions libérales. Si l’on veut avoir un indice de l’inégalité de pénétration du parti dans les diverses catégories socioprofessionnelles, on pourra faire la moyenne de ces écarts ; plus elle sera élevée, plus la pénétration du parti sera inégale. Elle est, dans notre exemple, de 22,1 points pour le Parti travailliste contre 20,3 points pour le Parti conservateur et 3,6 points seulement pour le Parti libéral. En d’autres termes, le Parti travailliste a l’impact électoral le plus inégal et le Parti libéral l’impact le plus égal des partis britanniques dans les diverses catégories socioprofessionnelles de l’électorat, au moment de l’enquête tout au moins. Dans les études monographiques ces mesures simples de pénétration sociale d’un parti sont tout à fait suffisantes. Toutefois, si [453] l’on travaille sur des partis de force électorale inégale (petits et grands partis) et sur des nomenclatures sociales dont le nombre de catégories est variable, il faut recourir à des indices de pénétration sociale statistiquement plus sophistiqués. Il est aisé de comprendre, en effet, qu’un écart d’un point pour un parti qui rassemble 50 % de l’électorat n’est pas équivalent à un écart d’un point pour un parti qui n’attire en moyenne que 5 % des électeurs. De même le mélange d’échelles de classification sociales à 2, 3, 4, 5… catégories selon les cas fausse les comparaisons si l’on n’en tient pas compte. Kenneth Janda propose, pour mesurer le degré d’égalité de pénétration d’un parti dans diverses catégories sociales, un *indice d’*« *attraction sociale »* [[466]](#footnote-466) qui varie de 0 à 1 ; le zéro représente l’inégalité maximale d’attraction d’un parti (100 % des intentions de votes d’une catégorie vont à ce parti qui ne bénéficie par ailleurs d’aucune intention de vote d’une quelconque catégorie restante), le 1 marque au contraire une égalité d’attraction parfaite (le parti reçoit le même pourcentage de votes dans toutes les catégories). Sur cet indice d’attraction sociale, les trois partis britanniques étudiés ci-dessus se situent à 0,67 pour le Parti travailliste, 0,84 pour le Parti conservateur mais, compte tenu notamment de sa faiblesse électorale, 0,69 seulement pour le Parti libéral (Janda, 1980, p. 198).

L’étude de pénétration ou attraction sociale d’un parti ne dispense pas de l’étude de sa structure ou concentration sociale. Rappelons qu’il s’agit dans ce dernier cas d’apprécier le poids respectif des différentes catégories sociales considérées au sein de l’électorat (ou plus largement de la clientèle) du parti. Pour reprendre l’exemple britannique de 1960, on relèvera ainsi que sur 100 intentions de votes travaillistes, 79,5 viennent de travailleurs manuels (contre 38,2 % pour 100 conservateurs et 46,3 % pour 100 libéraux), 11,9 % d’employés, 6,6 % de commerçants et artisans, 2 % de cadres et professions libérales. Il est clair que les 46,3 % d’électeurs libéraux ouvriers représentent en fait un nombre d’ouvriers *inférieur* à celui des 38,2 % d’électeurs conservateurs ouvriers, du fait de la différence de force électorale entre les Partis libéral et conservateur – ce qui justifie le recours à deux mesures différentes pour la structure et la pénétration sociales d’un parti. Pour un même parti on peut naturellement s’attendre à une relation inverse entre son indice d’attraction sociale (pénétration) et son indice de concentration sociale (structure) : s’il tire tous ses électeurs d’une seule catégorie sociale (attraction = 0), son électorat sera nécessairement concentré dans cette catégorie sociale [454] (forte concentration). Toutefois si les catégories sociales considérées sont *d’inégale* importance, comme c’est souvent le cas (déséquilibre entre secteurs primaire, secondaire et tertiaire, par exemple, selon le degré de développement économique), il n’est pas du tout impossible de trouver des partis avec des indices élevés (ou faibles) et d’attraction et de concentration (Janda, 1981, p. 44). Raison de plus pour mesurer les partis sur les deux dimensions. Comme pour l’attraction, on peut apprécier la concentration sociale de l’électorat d’un parti de façon grossière, en première analyse. Il suffit de calculer l’écart en pourcentages entre le poids de chaque catégorie dans l’électorat du parti et ce qu’il devrait être si toutes les catégories avaient le même poids dans cet électorat : si l’on reprend l’exemple du Parti travailliste britannique en 1960, les quatre catégories socioprofessionnelles considérées constitueraient chacune un quart de l’électorat du parti dans l’hypothèse de la plus faible concentration sociale possible ; au lieu de quoi les ouvriers en représentent plus des trois quarts (79,5 %, soit +54,5), les employés 11,9 % (-13,1), les commerçants et artisans 6,6 % (-18,4) et les cadres ou professions libérales 2 % (-23). Si l’on veut comparer la concentration sociale de l’électorat travailliste avec l’électorat des autres partis britanniques, on peut faire la moyenne de ces écarts (27,25 contre 8,85 pour le Parti conservateur et 15,0 pour le Parti libéral). Il vaudra cependant mieux utiliser un indice plus fiable qui évite les distorsions dont nous avons parlé ci-dessus. Kenneth Janda propose là aussi un *indice* dit de *concentration* sociale, qui varie de 0 (concentration minimale : le parti est constitué d’apports égaux de toutes les catégories sociales considérées) à 1 (concentration maximale : le parti est tout entier constitué de l’apport d’une seule des catégories sociales considérées). La concentration mesure donc le degré d’inégalité dans la structure sociale d’un parti [[467]](#footnote-467). D’après l’indice Janda de concentration sociale, en 1960 les partis britanniques se rangent ainsi (Janda, 1980, p. 198), de la plus faible à la plus forte concentration socioprofessionnelle : conservateur (0,05), libéraux (0,13) et travaillistes (0,53). On notera que comme dans le cas de l’attraction sociale le recours à une mesure plus fine modifie l’ordre des libéraux et des conservateurs.

Aux études de pénétration-attraction des partis dans les diverses catégories sociales, ou de structure-concentration sociale de leur clientèle, il faut encore ajouter l’analyse de la représentativité sociale globale des partis, autrement dit comparer leur structure à celle de la société dans laquelle ils se trouvent. Là encore on peut recourir à des analyses grossières : calcul des écarts entre pourcentages de structure sociale d’un parti et pourcentages de structure sociale de l’électorat tout entier, puis moyenne des écarts pour comparaisons entre partis par exemple. Kenneth Janda propose un *indice de reflet sociétal* pour lequel les pourcentages utilisés sont calculés sur l’effectif total de la population considérée (ensemble des électeurs) [455] au lieu de l’effectif total d’une catégorie sociale (ensemble des ouvriers) ou de l’effectif total d’un parti (ensemble des électeurs travaillistes) (cf. notre schéma 2). Autrement dit, les scores du parti considéré sont pondérés soit par rapport aux effectifs des catégories sociales (dans le cas des pourcentages de pénétration), soit par rapport

Schéma 2. –

Trois pourcentages pour trois indices

|  |  |
| --- | --- |
| *Pourcentage de pénétration :* indice d’attraction sociale | *Pourcentage*  *d’ensemble*  *sociétal* |
| *Pourcentage de structure :* indice de concentration sociale |
| *Pourcentage d’ensemble :* indice de reflet sociétal |

à la force relative du parti lui-même (pour les pourcentages de structure). L’indice de reflet sociétal de Janda ne saurait avoir la belle simplicité de ses indices d’attraction ou de concentration sociales, dans la mesure où il n’y a pas de limite extrême normalisable à la déformation de l’image d’une société par un parti. Il peut prendre des valeurs négatives dans les cas d’inégalité extrêmes – par exemple lorsqu’une catégorie sociale très minoritaire dans la population fournit la quasi-totalité de la clientèle d’un parti ; normalement il se situe cependant entre 0 et 1, le point zéro représentant le cas où la population se distribue également entre les catégories mais où un parti tire la totalité de sa force d’une seule de ces catégories (exemple : un parti catholique à 100 % dans une société partagée à moitié entre catholiques et protestants). Autrement dit, plus l’indice est faible par rapport à 1, plus le parti considéré offre une vue déformée de la société du point de vue de la dimension sociale considérée, les valeurs négatives croissantes exprimant des déformations de plus en plus extrêmes [[468]](#footnote-468). En Grande-Bretagne, au début des années 1960, les trois [456] principaux partis ont un indice de reflet socioprofessionnel positif : 0,67 pour le Parti travailliste, 0,70 pour le Parti conservateur et 0,77 pour le Parti libéral (Janda, 1980, p. 198) ; ils sont cependant moins élevés que les indices des partis français en 1958 : 0,74 pour le mrp ; 0,84 pour le Parti communiste ; 0,87 pour les indépendants et paysans ainsi que les radicaux ; 0,92 pour le Parti socialiste et 0,96 pour le Parti gaulliste (Janda, 1980, p. 342). En Australie, en 1967, le Parti agraire *(Country Party)* n’obtient sur cet indice que 0,04 point (Janda, 1980, p. 213).

Les trois indices Janda – d’attraction, de concentration et de reflet social – peuvent s’appliquer à l’étude des partis sur n’importe quel clivage (socioprofessionnel ; religieux ; ethnique, linguistique ou racial ; régional ; urbain-rural, etc.), à condition que ces clivages soient pris un à un. La difficulté est de trouver une base de comparaison entre systèmes pluralistes – où l’on peut examiner les partis d’après leurs pourcentages de voix (ou d’intentions de vote, ou encore de proximité partisane dans les enquêtes par sondage) et les systèmes à un seul parti, où les élections ne sont pas libres. Janda résout la difficulté en remplaçant pour ces derniers les électeurs par les membres du parti unique, pour les caractériser sociologiquement par rapport à la population non admise dans le parti. À comparer ainsi des partis de toutes régions du monde et de tous régimes, il apparaît que l’ethnicité puis la religion, loin devant la condition professionnelle, sont les clivages les plus infranchissables au sein d’un système politique. L’ethnicité est ainsi le clivage pour lequel on trouve en moyenne l’indice d’attraction le plus faible (0,47, contre 0,53 pour la religion, 0,66 pour la profession, 0,67 pour la région et 0,70 pour le clivage urbain-rural) – ce qui est un signe d’inégalité de pénétration partisane plus grande pour les ethnies (puis les religions) ; l’ethnicité est également associée à l’indice moyen de concentration le plus fort (0,56 contre 0,40 pour la religion, 0,22 pour la profession, 0,23 pour la région et 0,26 pour le clivage urbain-rural) – signe d’une tendance à la domination d’une seule ethnie (puis d’une seule religion) dans la structure des partis considérés ; ce qui fait que l’indice de reflet sociétal est de loin le plus médiocre pour les partis mesurés sur le clivage ethnique (0,01 en moyenne, contre 0,29 pour la religion, 0,50 pour la profession, 0,67 pour la région et 0,62 pour le clivage urbain-rural) [[469]](#footnote-469). Les divisions ethniques, linguistiques ou raciales se transcendent donc plus difficilement que les divisions religieuses, qui elles-mêmes se transcendent plus difficilement que les divisions socioprofessionnelles ; à l’inverse, les barrières sociales les plus aisément franchies par les partis, en moyenne, sont les barrières villes-campagnes ou régionales.

La relative faiblesse du clivage socioprofessionnel pour la différenciation sociale des partis est confirmée par de nombreuses études portant sur les seuls pays occidentaux industrialisés. La plus approfondie est sans doute celle de Richard Rose et Derek Urwin (Rose et Urwin, 1971) sur les 76 partis les plus importants de [457]16 démocraties occidentales et d’Irlande du Nord [[470]](#footnote-470). Rose et Urwin partent d’une conception et d’une mesure de la cohésion sociale des partis différente de celle de Janda : ils éliminent de leurs décomptes, chaque fois que nécessaire, les attributs sociaux définis négativement (exemple : non-sudistes pour les États-Unis) et les caractéristiques sociales universellement répandues dans le pays (exemple : le catholicisme en République d’Irlande) ; ils limitent autant que possible, par des regroupements, le nombre de catégories exprimant un clivage social donné ; ils fixent enfin des seuils de signification pour la prise en compte d’une caractéristique sociale comme facteur de cohésion d’un parti (proportion des deux tiers pour qu’on puisse dire d’un parti qu’il est défini par un attribut unique ; pour un parti à double attribut, religion-classe par exemple, nécessité que les membres possédant ces deux attributs sociaux forment dans le parti le groupe le plus nombreux, etc.). Sur la base de ces critères, appliqués aux 76 partis de l’étude, Rose et Urwin établissent que le clivage religieux, et non pas le clivage de classe, constitue au moment de l’enquête le facteur objectif de cohésion sociale des partis le plus fréquent. Aux 20 partis (26 %) de classe et rien que de classe – comme les communistes finlandais, les travaillistes britanniques et les socialistes Scandinaves côté partis ouvriers, ou les conservateurs, libéraux et agrariens des pays Scandinaves côté partis bourgeois – s’ajoutent 13 partis pour lesquels la classe sociale se combine soit avec le clivage laïc/religieux (10 cas dont ceux des partis communistes français et italien, des socialistes autrichiens et allemands), soit avec un ou plusieurs autres clivages (langue, région). Les partis objectivement fondés sur le clivage religieux et lui seul (Démocratie chrétienne italienne, mais pas allemande, mrp français, partis religieux néerlandais, Unionistes d’Irlande du Nord, etc., côté cléricaux ; sfio en France, libéraux belges et allemands, etc., côté laïcs) sont presque aussi nombreux (18 soit 24 %) que les partis de classe purs et la division cléricaux-laïcs intervient plus fréquemment que la division bourgeois-ouvriers dans les attributs de renforcement des partis à attributs multiples. Une vingtaine de partis, enfin, dont les conservateurs britanniques et la cdu allemande, sont de composition sociale trop hétérogène pour être nettement typés… Richard Rose a poussé plus loin pour la Grande-Bretagne cette réflexion sur la cohésion sociale des partis. Dans ce pays où le bipartisme travaillisme-conservatisme est réputé s’enraciner dans une opposition de classe, Rose en croisant les quatre clivages – nationaux (Angleterre/Pays de Galles et Écosse), religieux (protestants/catholiques), urbains (villes-campagnes) et de classe (manuels-non manuels) – décèle un manque frappant de polarisation sociale des électorats des partis en 1979 : le groupe social dominant des Anglais-protestants-urbains-manuels (39,5 % de l’électorat) partage exactement par moitié ses voix entre conservateurs et travaillistes ; le Parti travailliste n’obtient une majorité absolue de suffrages que dans trois des huit groupes sociaux à la définition desquels participent les manuels : chez les manuels catholiques des villes d’Angleterre, les manuels protestants et les manuels catholiques des villes [458] galloises ou écossaises (Rose, 1980, pp. 46-47). Bien plus, le vote de classe (vote conservateur des classes moyennes, vote travailliste des manuels) tend à reculer : 49 % de l’électorat britannique s’y conformait en 1979, contre 54 % en 1970 et 57 % en 1964 (Rose, 1980, p. 19).

Ces études – dont on ne peut nier le sérieux et le caractère stimulant – ont pour défaut essentiel d’évaluer pour les généraliser des situations sociales et politiques nettement situées dans le temps et l’espace. Rose et Urwin, à la lumière de leur inventaire de la fin des années 1960, concluaient à tort au déclin durable du clivage centre/périphérie (« nationalisme communal » dans leur vocabulaire) dans les démocraties occidentales. Rien ne prouve que le clivage de classe, s’il décline aujourd’hui comme facteur de cohésion interne des partis, ne retrouvera pas aussi une nouvelle vigueur dans l’avenir. Les travaux de Rose et Urwin, en tout cas, ont le mérite de nous rappeler qu’un parti peut, selon ses propres options stratégiques et leur succès tactique, rechercher l’appui d’un seul groupe social, ou de deux, voire davantage encore.

La notion de parti socialement multidimensionnel a été élevée au statut de « type idéal » par Otto Kirchheimer avec son concept de « parti attrape-tout » *(Catch-All Party),* caractérisé par le faible encombrement de son bagage idéologique ; une grande latitude d’action de ses dirigeants et marginalisation de ses adhérents ; des relations suivies avec la plus grande variété de groupes d’intérêts ; la volonté de mobiliser un électorat dans l’ensemble des catégories sociales et non pas dans un secteur spécifique de la société (Kirchheimer, 1966, p. 190). Parti souple de compromis et de rassemblement, le « parti attrape-tout » gagne en extension ce qu’il perd en intensité et cohésion. Essentiellement instrumental il suppose une société relativement homogène, culturellement, pour pouvoir se développer. Si l’on se réfère aux indices de Janda, un « parti attrape-tout », objectivement, est un parti qui obtient des scores élevés sur les indices d’attraction sociale (forte pénétration dans les diverses catégories sociales) et de reflet sociétal (reflet fidèle de la société tout entière), un score minimal sur l’indice de concentration sociale. Gillies et Janda ont pu démontrer sur la base des données de l’enquête de Northwestern University que, conformément au modèle de Kirchheimer, les partis politiques à forte diversité sociale sont effectivement des partis d’intensité idéologique faible, en Occident du moins (Gillies et Janda, 1975) et qu’il existe bien une corrélation entre diversité sociale et succès électoral, mais avec un lien de causalité réciproque et non pas dans le sens unique de la diversité sociale à l’efficacité électorale (Gillies, 1979). Limité à son statut de « type idéal », le concept de « parti attrape-tout » a donc certainement une valeur heuristique. L’idée de Kirchheimer qu’il est la forme normale des partis occidentaux dans la phase d’évolution sociale actuelle est évidemment beaucoup plus contestable.

C. INTÉRÊTS ET GROUPES D’INTÉRÊTS

On peut raisonnablement chercher, à partir des enjeux politiques durables, les lignes de clivages fondamentales sur lesquelles se greffent des partis politiques. Il serait déraisonnable de croire que sous l’immense variété des « intérêts » se cache [459] une structure simple à partir de laquelle on pourrait classer et les intérêts et les familles de groupes d’intérêts. Quand les théoriciens s’essaient à découvrir cette structure simple dont tout procéderait, ou bien elle se dérobe à leurs recherches, ou bien ils proposent des typologies qui forcent la réalité sans l’éclairer. La notion même *d’intérêt* s’avère évanescente. Pour Bentley un intérêt qui ne se manifeste pas en activité de pression n’existe pas : l’intérêt c’est l’activité de pression, l’activité de pression c’est le groupe (Bentley, 1967, pp. 175-176, 180, 211). Ce parti pris « behavioriste » [[471]](#footnote-471) a l’avantage méthodologique d’éviter au politiste de travailler sur de simples présupposés d’intérêts communs, ou présupposés de groupes d’intérêts (intérêts de classe et classe sociale par exemple). Les seuls intérêts et groupes d’intérêts qu’il prendra en compte seront ceux qu’il pourra observer empiriquement et il se méfiera des pseudo-groupes généraux, abstraits, potentiels (Bentley, 1967, p. 213). Pour Truman, l’intérêt c’est une attitude commune du groupe sur ses besoins et ses exigences sociales (Truman, 1951, pp. 33-39). L’intérêt se trouve défini par les objectifs du groupe et non plus par ses activités. Pour Finer, les groupes d’intérêts expriment les intérêts particuliers, souvent exclusifs, de groupes sociaux spécifiques (Finer, 1958), idée reprise par Macridis qui en appelle à la vieille et bonne distinction entre intérêts et buts, intérêts publics (par essence généraux, larges, composites) et intérêts particuliers (spécifiques, étroits, plus ou moins exclusifs) (Macridis, 1961, p. 29). Quelle que soit la définition à laquelle on se réfère, dans tous les cas la prolifération des groupes n’a d’égale que l’infinie variété des intérêts, même si l’on s’en tient aux groupes effectivement constitués et aux intérêts effectivement en action. Joseph LaPalombara recense ainsi dans la ville de Rome, à la fin des années 1950, quelque 3 000 groupes de pression *nationaux* dûment constitués (LaPalombara, 1960, p. 37), tandis qu’un inventaire de l’*US Department of Commerce* en dénombre 4 000 en 1949 aux États-Unis (cf. Truman, 1951, p. 58). En Grande-Bretagne, en 1972, on a pu estimer à 2 500 le nombre des seules organisations patronales, dont 1 600 au moins seraient en pleine activité (cf. Kimber et Richardson, 1974, p. 10). Dans un article de presse de 1983 sur les relations entre ministères et associations, en France, Daniel Garcia parle d’un demi-millier d’associations à vocation technique, sociale ou culturelle en relation avec le ministère de l’Agriculture, quatre à cinq mille associations de défense en relation avec le ministère de l’Environnement *(Le Monde-Dimanche,* 13 février 1983). Le « répertoire des chercheurs sur les associations », édité en 1983 par la Société française des Chercheurs sur les associations, ne compte pas moins de 139 noms… « La diversité des intérêts est liée à la spécialisation des activités et la diversité des groupes est un moyen d’ajustement », comme le souligne David Truman (Truman, 1951, p. 502). Les groupes peuvent être plus facilement classés en fonction de leurs actions de pression, de leurs points d’accès dans le système politique – en nombre nécessairement limité – qu’en fonction des intérêts qu’ils expriment. Certains spécialistes [460] se sont cependant attachés à classer les groupes de pression sur la base des intérêts qu’ils tentent de promouvoir. Le plus souvent ces classifications se limitent à des inventaires purement descriptifs, comme le tableau en 14 secteurs de Jean Meynaud pour les groupes de pression français : organisations patronales des grandes entreprises d’une part, des petites et moyennes entreprises d’autre part ; organisations propres aux exploitations coopératives ; organisations agricoles ; organisations de défense de la propriété ; organisations propres aux professions libérales ; organisations des travailleurs ; organisations propres aux étudiants ; organisations d’anciens combattants ; organisations féminines ; organisations familiales et sociales ; organisations à buts idéologiques ; organisations religieuses et « organisations de superposition » (interprofessionnelles, de « classes moyennes », etc.) pour la catégorie « divers » (Meynaud, 1958, pp. 43-94). Tableau incomplet, déséquilibré et d’une utilité contestable car il semble tenir pour acquises des solidarités, dans chaque secteur, qui restent à prouver [[472]](#footnote-472). Percy Allum, dans le même esprit, propose à partir de la situation italienne un tableau plus synthétique des groupes d’intérêts : groupes économiques et professionnels (financiers, industriels, commerçants, agriculteurs, artisans et ouvriers) ; grandes sociétés et holdings (privés ou nationalisés) ; associations professionnelles (médecins, banquiers, journalistes, etc.) ; organisations religieuses et morales (exemple : l’Action catholique sous ses différentes formes organisationnelles) ; groupements d’intellectuels et clubs politiques (Allum, 1980, pp. 1056-105 7). Mais là encore l’inventaire est incomplet et demeure purement descriptif ; il reste également presque exclusivement fondé sur une division en secteurs socio-économiques. Quelques spécialistes se sont essayés à définir des types de groupes plus abstraits et moins nombreux. Samy Finer distingue ainsi les groupes de défense d’avantages matériels (*groupes d’intérêts* proprement dits) et les groupes voués à la promotion d’une cause idéologique, morale ou philanthropique (*groupes promotionnels d’idées* ou groupes de propagande) – groupes d’actions intéressées et groupes d’actions désintéressées en quelque sorte (Finer, 1958 *b,* p. 117). Typologie qu’Ehrlich, dans une optique marxiste, transpose dans le couple *groupes économiques - groupes non économiques ou sociaux* (Ehrlich, 1971). Harry Eckstein, dans la même veine mais en se fondant moins sur des motivations que sur des données objectives, oppose les *groupes catégoriels* (« groupes d’intérêts ») aux « *groupes d’attitudes »* idéologiques et moraux (Eckstein, 1960, pp. 9-10), opposition qu’Allen Potter traduit dans son propre vocabulaire en « *groupes d’intérêts sectoriels »* et « *groupes de défense d’une cause »* (Potter, 1961, p. 25). Les typologies de Finer et Eckstein ne se recoupent pas tout à fait : comme le fait remarquer Jean Meynaud, une association de Noirs luttant contre la discrimination raciale sera classée parmi les groupes d’idées par Finer et parmi les « groupes d’intérêts » catégoriels par Eckstein (Meynaud, 1962, p. 17). Leurs défauts sont d’ailleurs différents. La typologie de Finer repose sur deux critères qui sont loin d’être exclusifs, ce qui lui ôte l’essentiel de ses potentialités heuristiques : les groupes d’intérêts particuliers (groupes d’intérêts au sens strict) sont souvent porteurs d’une [461] idéologie qui confère à leur action quelque chose d’universel (mouvements patronaux et idéologie libérale, syndicats ouvriers et idéologie socialiste) ; à l’inverse, sous les groupes d’idées, se cachent souvent des intérêts matériels aussi puissants que discrets. L’exemple de sociétés contre la pollution ou le bruit financées, voire fondées par des représentants des industries dont elles peuvent assurer indirectement le développement n’est pas exceptionnel (cf. Kimber et Richardson, 1974 *b*). Autrement dit, la croyance dans des groupes de pression purement idéalistes conduit à des analyses naïves de la réalité politique, la croyance dans des groupes purement matérialistes induit un cynisme irréaliste sur les motivations des groupes et de leurs membres. Quant à la typologie d’Eckstein elle se heurte essentiellement, s’agissant des groupes catégoriels, à la critique de Truman selon laquelle toute définition d’un groupe sur la base d’une catégorie sociale qui le compose conduit à présupposer une communauté d’intérêts qui n’existe peut-être que dans l’esprit de l’observateur extérieur à cette catégorie (Truman, 1952, pp. 63-64). La faiblesse de ces typologies apparaît quand on cherche à vérifier les hypothèses qui se sont fondées sur elles. Les groupes catégoriels ou de défense d’intérêts matériels sont censés être plus durables, recourir à des tactiques plus discrètes, être davantage associés à l’appareil de décision gouvernemental et administratif que les groupes d’attitudes ou d’idées ; ces derniers étant plus faciles à créer, sinon à faire durer, se développeraient en outre plus librement dans les pays en voie de développement que dans les vieux États-nations où ils seraient quelque peu marginalisés (Salisbury, 1975, pp. 183, 195). Il est aisé de voir la fragilité de ces hypothèses. Elles sont notamment contredites par la floraison récente dans les démocraties industrielles, de groupes nouveaux – groupes féministes, groupes de défense de l’environnement, groupes de défense des droits individuels, etc., nés de la contestation des groupes établis (cf. Allum, 1980 ; Rosanvallon, 1977). La place que ces groupes nouveaux ont prise, notamment au niveau local, dans le processus de décision politique, irait jusqu’à remettre en cause, selon certains (Rosanvallon, 1981), cet État-Providence que d’autres spécialistes tenaient encore, il y a quelques années, pour responsable de la multiplication des groupes de pression et de leur pouvoir dans les démocraties avancées (cf. Béer, 1956 ; Meynaud, 1957 *b,* critiqués par La Palombara, 1960, p. 36). Les typologies fondées sur la nature des satisfactions données par les groupes à leurs membres – distinction de Bernard Cohen entre *intérêts tangibles* et *intangibles* (Cohen, 1957), typologie plus fine de Salisbury des *avantages de nature matérielle, solidaire* (satisfaction d’appartenance au groupe) ou *expressive* (satisfaction de voir populariser ses propres valeurs et idées) (Salisbury, 1975, pp. 184-185) – ne sont pas sans utilité pour les études de motivations dans l’appartenance aux groupes mais permettent difficilement de classer ces derniers – tout groupe offrant à ses membres, dans des proportions variables il est vrai, des avantages tangibles et intangibles, des satisfactions matérielles, solidaires et expressives. Le principe de classification des groupes d’intérêts en familles significatives reste à trouver, si tant est qu’il existe. Ce qui n’exclut pas la recherche de critères de différenciation limités mais utiles entre groupes. Nous proposerions volontiers, à ce niveau modeste, la distinction entre *groupes ad hoc,* fondés sur un objectif unique et nettement circonscrit (réforme électorale comme l’universalisation du droit de vote ou la représentation proportionnelle ; libéralisation de l’avortement ; mouvement [462] pour l’abandon unilatéral d’une force de frappe atomique ; mouvement de défense contre l’installation d’un aérodrome, d’une centrale nucléaire, etc.) et *groupes à vocation permanente,* aux objectifs multiples, diffus et sans cesse renouvelables – deux types de groupes qui sont exclusifs et objectivement repérables. On peut penser, de surcroît, qu’ils sont de nature différente. De façon paradoxale les groupes *ad hoc,* dans la mesure où leur objectif unique est souvent non négociable, ont volontiers recours à des moyens d’action violents alors qu’ils ne peuvent vraiment prospérer que dans des sociétés qui laissent ouverte la possibilité d’une remise en cause des décisions publiques et leur donnent ainsi la chance de parvenir à leurs fins avant de disparaître, ou de se mettre en sommeil.

La *représentation sociale* des groupes de pression ne peut évidemment pas s’apprécier comme celle des partis politiques. Dans la plupart des cas, en effet, les groupes de pression sont par vocation, et définition de leur clientèle, socialement concentrés sur une seule catégories : groupe socioprofessionnel, voire qualification professionnelle étroite et rigide, pour les syndicats ; femmes pour les associations féminines ; catholiques ou protestants, etc., pour les associations religieuses ; groupe ethnique pour les associations ethniques ; gens du lieu pour les associations locales, etc. La spécificité sociale est la règle, le mélange l’exception contrairement aux partis. Certains idéologues, répugnant aux amalgames sociaux et aux compromis politiques, s’appuient même sur la pureté naturelle des groupes d’intérêts pour leur conférer un rôle politique au lieu et place des partis : ainsi des ouvriéristes et syndicalistes-révolutionnaires qui préfèrent confier la révolution sociale aux ouvriers rassemblés dans leurs organisations qu’à des partis prétendument ouvriers. Avec les syndicats et autres groupes d’intérêts l’amalgame social, il est vrai, ne se fait pas au niveau du groupe comme dans les partis ; il se fait à l’extérieur, au niveau de l’individu qui peut appartenir à autant de groupes qu’il a de rôles sociaux (groupe syndical comme travailleuse, groupe féministe comme femme, groupe religieux comme croyante, groupe ethnique comme immigrée, association de parents d’élèves comme mère… par exemple). C’est d’ailleurs une des caractéristiques fondamentales des groupes de pression que de rassembler des membres à appartenances associatives multiples, voire contradictoires (cf. Truman, 1951, p. 64).

Dans ces conditions, la représentativité d’un groupe de pression s’analyse non pas du point de vue de sa cohésion ou de sa diversité sociale, mais du point de vue de son emprise réelle sur une clientèle potentielle précisément définie et circonscrite : taux de syndicalisation des diverses catégories socioprofessionnelles, taux d’adhésion des organisations de base – selon leur dimension, les secteurs, etc. – dans les confédérations, par exemple. Le critère des adhérents n’est pas, de ce point de vue, le seul possible ni même, dans certains cas, le plus significatif. Dans des cultures politiques à participation associationnelle relativement faible, comme la France, le taux d’identification subjective à un syndicat (mesuré par une question de sondage) et la capacité de mobilisation de ce syndicat lors d’un conflit (taux de grévistes) mesurent autant sinon plus la représentativité de l’organisation que le taux classique de syndicalisation.

[463]

3. La légitimité des groupes politiques

[Retour au sommaire](#sommaire)

Jean Meynaud s’étonnait en 1962 que les politistes adoptent sur les groupes de pression un ton différent d’un pays à l’autre : « Les auteurs français sont généralement critiques et parfois sévères. Il n’en va pas de même en Grande-Bretagne où, pourtant, les groupes de pression jouissent d’une puissance au moins aussi forte que dans n’importe quel autre pays (États-Unis compris) » (Meynaud, 1962, p. 347). La constatation est juste – Georges Lavau, qui parle des « méfaits » des groupes en France, attend des politistes des moyens efficaces de renforcement de l’indépendance gouvernementale vis-à-vis des intérêts (Lavau, 1958, pp. 60, 93-94) au moment même où, en Grande-Bretagne, J. D. Stewart se satisfait d’un équilibre des pouvoirs où le politique a l’autorité et les moyens nécessaires pour résister aux pressions des groupes mais où les représentants des intérêts peuvent effectivement exprimer leurs vues, c’est-à-dire celles des gens directement touchés par les décisions gouvernementales (Stewart, 1958, pp. 238-244 ; cf. aussi Ehrmann, 1958, p. 269). L’étonnement de Meynaud devant ces manifestations d’ethnocentrisme vient de sa méconnaissance du contexte culturel de la recherche comme de l’action politiques (cf. sa critique sans nuance des études sur le « caractère national » : Meynaud, 1962, p. 168). Tout en reconnaissant la fragilité de certains développements généraux plus ou moins intuitifs sur les caractéristiques nationales, voire de typologies culturelles générales plus élaborées comme celle d’Almond et Verba sur culture paroissiale, culture de sujétion et culture de participation (Almond et Verba, 1963), il serait vain de nier l’existence dans chaque système politique de règles normatives généralement acceptées qui, sans prescrire aucun type particulier d’action, « délimitent… de façon assez large le champ des actions possibles » (Bailey, 1971, p. 18). Cette structure de règles communes, qu’on désigne parfois par le terme de *consensus* et dans la problématique marxiste par celui *d’idéologie dominante,* ne doit évidemment pas être simplement postulée mais constatée, ni décrite de façon générale et vague mais inventoriée avec précision et rigueur. Elle ne doit pas, enfin, être considérée comme intangible, mais analysée dans ses évolutions voire dans ses contradictions dès lors qu’il existe au sein du système une contre-culture, avec des règles normatives concurrentes. Il n’est pas douteux que la variable « culture politique fragmentée ou homogène », mise en avant par Almond pour l’étude comparative des groupes d’intérêts et des partis (Almond, 1958), est utile pour la compréhension du nombre et de la nature de ces groupes d’un pays à l’autre. C’est ainsi, par exemple, qu’on peut expliquer l’extrême prolifération des groupes de pression en Italie par la fragmentation du pays en sous-cultures concurrentes (communiste, socialiste, catholique, libérale, fasciste…) qui génèrent chacune leurs propres groupes associatifs, étant entendu que ces sous-cultures sont inégalement développées (domination des cultures catholique et marxiste) et qu’aucune n’est ni complète ni homogène (existence d’un consensus national au-delà de l’opposition des sous-cultures) (Allum, 1980, pp. 1055-1056, et La Palombara, 1960, p. 37). Les limites de développement de certains partis, de même, sont souvent de nature culturelle comme le montre l’importance des clivages religieux, nationalistes, linguistiques étudiés ci-dessus. [464] L’opposition culturelle entre communisme et catholicisme en France, par exemple, a été fortement établie par Guy Michelat et Michel Simon (Michelat et Simon, 1977). La démonstration, certes, est d’autant plus probante que les auteurs opposent les valeurs *catholiques* et *communistes* dans un pays où, pour des raisons qui remontent à la Révolution de 1789, la force du clivage Église/État a rejeté les catholiques à *droite* et les laïcs à *gauche.* Michelat et Simon attribuent le conservatisme des catholiques à certains traits de la culture catholique (individualisme, respect de la famille et de la hiérarchie), sans tenir compte d’autres traits de cette même culture qui forment un terrain favorable à la gauche, sinon au communisme (rejet de l’argent, fraternité du Christ au-delà de l’autorité du Père, sens de la pitié de la Vierge mère) et ont d’ailleurs permis au catholicisme de s’enraciner à gauche dans d’autres cultures politiques que la France (Angleterre, Irlande du Nord, Amérique latine…). Autrement dit, Michelat et Simon expliquent par l’essence du catholicisme ce qui n’est sans doute que le résultat d’un conflit historique propre à la France. Quoi qu’il en soit, la fracture est d’origine culturelle.

La légitimité des groupes – partis et groupes de pression – varie d’une culture politique à l’autre, d’une phase culturelle historique à l’autre. Les partis politiques ont été contestés à peu près partout, à l’origine, au nom de l’unité sociale (partis-factions vus comme diviseurs) ou de la liberté individuelle (partis-organisations vus comme totalitaires) ; mais ils se sont plus vite et mieux intégrés dans certaines cultures politiques (Grande-Bretagne, États-Unis…) que dans d’autres (France…) où le thème du remplacement des partis – par les « forces vives » associatives, par les « clubs », par la « démocratie directe » – conserve aujourd’hui encore une popularité certaine dans l’opinion (cf. Chariot, 1971, pp. 148-156). Pour apprécier objectivement, de façon comparative, le niveau global de légitimité des partis, on dispose d’indicateurs fournis par les sondages, à commencer par l’identification ou proximité partisane popularisée par l’école électorale de Michigan (Campbell *et al.,* 1960). Les variations de la proportion des personnes refusant de s’identifier à un parti quelconque, en forte hausse depuis le milieu des années 1960 aux États-Unis (cf. Nie *et al.,* 1976) et en forte baisse de la IVe à la Ve République en France, nous rappellent que cette légitimité globale n’est pas intangible et dépend aussi de la performance politique des partis. L’enquête d’opinion approfondie effectuée en Grande-Bretagne fin 1975, en pleine crise du bipartisme, pour la Commission Houghton, prouve cependant que l’image globale des partis politiques peut demeurer largement positive alors même qu’on doute de leur efficacité immédiate : 86 % des Britanniques les jugent alors indispensables à l’exercice national du pouvoir ; 84 % estiment qu’ils sont « une bonne chose » pour la Grande-Bretagne ; 17 % seulement les estiment inutiles (« ne font rien ou presque », 7 %) ou nuisibles (« font du mal, mettent la pagaïe », 4 % ; « ne font que se déchirer entre eux, ne pensent qu’à leur intérêt », 6 %) (Houghton, 1976, Annexe G, p. 211 s.).

Les groupes de pression sont confrontés aux mêmes blocages culturels que les partis, plus un : l’illégitimité relative de la richesse et, plus généralement, des biens matériels dans certaines cultures (latino-catholiques par exemple). L’éternel et vain débat des spécialistes sur le choix du mot pour désigner la chose est un bon révélateur de la permanence de ces images culturelles : certains, tel Meynaud, [465] récusent le mot « groupe d’intérêt » pour ses connotations matérialistes donc péjoratives, et parce qu’il semble exclure les groupes d’idées ; comme si les idées étaient pures et les intérêts par essence mauvais. D’autres, tel Truman, ne veulent pas du mot « groupe de pression » qui renverrait à des pratiques d’intimidation du pouvoir ; comme si la simple énonciation des points de vue d’un groupe n’était pas déjà une pression et comme si les pressions sur le pouvoir étaient par essence mauvaises [[473]](#footnote-473). L’acceptation des groupes d’intérêts dans les diverses cultures politiques dépend en partie de l’histoire vécue des idées politiques. Béer suggère que les groupes de pression sont mieux accueillis dans les systèmes politiques les moins marqués par les théories de Jean-Jacques Rousseau et les idées populistes ou jacksoniennes de la représentation politique, hostiles à l’action collective de groupe *(in* Ehrmann, 1958, p. 272). Finer leur oppose le pragmatisme d’un Bentham pour qui l’intérêt public n’est rien d’autre que la somme des satisfactions maximales que l’on peut donner à chaque intérêt particulier : les administrateurs et les gouvernants, en Grande-Bretagne, s’inspireraient, en fait, dans leur comportement, de Bentham beaucoup plus que de Rousseau *(in* Ehrmann, 1958, pp. 278-279 ; cf. aussi Latham, 1952, sur le pluralisme britannique et D. Smith, 1964, sur le pragmatisme américain). Ces spéculations n’auraient pas grand intérêt si le degré et le type de légitimité conférés aux groupes politiques dans chaque culture n’avaient pas une influence directe sur leur accès au processus de décision politique. Qui peut croire à la neutralité d’un système culturel comme celui de la France, qui privilégie la décision publique au point que les litiges entre les particuliers et l’État ressortent de juridictions et d’un droit différents des litiges entre particuliers (séparation du droit administratif et du droit civil) et qui socialise les hauts fonctionnaires dans l’idée d’un intérêt public opposé et supérieur aux intérêts particuliers ? Un système culturel plus ouvert, donc plus favorable à l’expression et l’intégration des groupes d’intérêts, n’est pas davantage « neutre ». C’est ainsi que Lowi relève que le libéralisme à l’américaine conduit à privilégier les groupes de pression établis et puissants aux dépens des groupes latents, marginaux et faibles – ce qui bloque des changements nécessaires selon lui ; les intérêts constitués, quels qu’ils soient (ouvriers ou patronaux, ruraux ou urbains, etc.), sont en effet, par nature, conservateurs des situations acquises (Lowi, 1969).

Sans nier une certaine utilité à ces analyses globales, il est cependant bon de ne pas s’y limiter. Si hostile que leur soit l’environnement culturel dans certains cas, les groupes de pression, comme les partis, n’en existent pas moins et tentent d’atteindre leurs objectifs du mieux qu’ils peuvent. Au-delà du problème de la légitimité globale des groupes de pression et de la pression des groupes, il faut donc s’interroger sur la légitimité particulière de chaque catégorie de groupes et de chaque moyen de pression dans une culture politique donnée. Les mêmes groupes ne jouissent pas du même statut social d’un pays à l’autre. Si l’on en juge par les sondages, les Britanniques, depuis des années, ont une image nettement plus négative des syndicats [466] ouvriers que des groupements patronaux, contrairement aux Français. Au point qu’en Angleterre, même les syndiqués estiment que les syndicats ont « trop » de pouvoir. Dans la même catégorie de groupes, tel aura un prestige social sur lequel il pourra compter en cas de conflit (cf. les mineurs de fond), tel autre traînera derrière lui une image négative (fonctionnaires par exemple). Ces images sociales, en partie héritées, peuvent se modifier. Leur formation, leur évolution, leur influence n’ont guère été étudiées. Existe-t-il pour les groupes de pression certains seuils de pouvoir à ne pas dépasser sous peine d’être culturellement sanctionnés (les syndicats en Grande-Bretagne) ? S’agit-il plutôt, ou par ailleurs, de certains moyens d’action culturellement réprouvés (la grève des hôpitaux par exemple) dont l’emploi lors d’une crise déconsidère les groupes qui ont osé défier le jugement de l’opinion ? Il est peu douteux qu’une image de parti « violent » (Parti communiste) dans un pays et une conjoncture où l’immense majorité des électeurs rejettent la violence politique dans tous les cas (France en 1973) sont un handicap électoral majeur (cf. Lindon et Weill, 1974). Les études comparatives de la corruption politique, de même, ont montré l’importance politique de la signification culturelle du phénomène. Ce qui est « normal » dans la culture de nombreux pays en voie de développement (pratique systématique du pot-de-vin aux fonctionnaires par exemple) est réprouvé et réprimé dans les pays industriels (cf. Heidenheimer, 1970, pp. 3-28). Même si l’on constate avec Michaël Pinto-Duschinsky que, contrairement aux thèses de l’école développementaliste, la corruption politique est loin d’avoir disparu dans les démocraties industrielles avancées (Pinto-Duschinsky, 1976 ; cf. aussi Deysine, 1980), il reste que les formes et le contrôle de la corruption varient avec le degré de développement politique et la culture nationale de chaque État, qu’il existe bien une opposition entre les normes de moralité fondées sur l’intérêt particulier *(private-regarding ethos)* et celles qui sont fondées sur l’intérêt public *(public-regarding ethos)* (Banfield et Wilson, 1971).

Richard Rose oppose de façon suggestive *modèle consensuel* et *modèle conflictuel* de l’action des partis. Selon le modèle consensuel les partis s’opposent en réalité moins sur des politiques que sur des personnalités et pour la distribution du pouvoir. Comme déclarait en 1964 l’ancien ministre des Finances conservateur Reginald Maudling : « Il est bien vrai que le gouvernement travailliste a hérité nos problèmes. Ils semblent avoir hérité nos solutions. » D’après le modèle conflictuel, au contraire, les partis s’opposent au pouvoir comme dans l’opposition, ils incarnent effectivement des projets et des pratiques politiques différents. La question est de savoir dans quelles circonstances et à quel niveau chacun de ces modèles s’applique (Rose, 1980 *b,* pp. 20-32). Rose montre qu’en 1979 en Grande-Bretagne, dans le contexte d’une élection pourtant chaudement disputée entre des conservateurs et des travaillistes durcis sur leurs positions, le degré de *consensus* des *électeurs* était étonnamment élevé sur les enjeux politiques qui divisaient le plus les *partis :* 95 % des électeurs conservateurs et 91 % des électeurs travaillistes approuvaient l’aggravation de la répression des délits de violence et de vandalisme ; 85 % et 79 %, respectivement, approuvaient l’idée conservatrice d’obliger les syndicats à consulter leurs membres à bulletins secrets avant toute grève ; 73 % et 65 % refusaient la proposition travailliste de mettre fin à la vente des hlm à leurs locataires, etc. L’indice de désaccord [467] entre électeurs conservateurs et travaillistes (différence entre leurs pourcentages de réponses positives) sur les dix enjeux majeurs de l’élection variait de 3 à 39 et s’établissait, en moyenne, au niveau modeste de 18 points. Les enjeux sur lesquels les électorats des partis étaient les plus proches étaient des enjeux de nature culturelle : crime et châtiment, démocratie syndicale, propriété (Rose, 1980 *b,* pp. 40-41, d’après un sondage nop). Un parti, un groupe de pression peut toujours choisir d’aller à contre-courant de l’opinion ; mais dans un régime démocratique c’est se condamner à l’échec, dans l’immédiat tout au moins. La force des contraintes culturelles, dans certains cas, ne laisse pas d’être impressionnante : abandon par les syndicats ouvriers et les partis socialistes européens, dès la déclaration de guerre en 1914, de leur engagement de recourir à la grève générale contre la guerre, pour voler au secours de leurs nations en péril ; passage de l’internationalisme prolétarien au nationalisme russe du Parti bolchevique quelques années après la Révolution d’Octobre… Un parti, un groupe peuvent, avec le pouvoir et le temps, fonder de nouvelles légitimités – la légitimité « socialiste » des pays communistes, la légitimité du droit de grève imposée par le mouvement syndical, etc. Mais ces légitimités nouvelles sont souvent partielles et durement acquises, si bien que les groupes politiques ont généralement intérêt, pour parvenir à leurs fins, à se couvrir de légitimités anciennes et bien établies. Le communisme doit l’essentiel de ses progrès après la deuxième guerre mondiale à son combat sous la bannière des nationalismes antinazis ou anticoloniaux. Comme le souligne justement Jean Blondel, les partis politiques tirent souvent leur légitimité de groupes préexistants : tribus, ethnies, religions, classes (Blondel, 1978, pp. 62-69). Mais ils contribuent dans la plupart des systèmes à « nationaliser » les contraintes culturelles en « nationalisant » les enjeux et les luttes politiques, parce que leur organisation est nationale et qu’en s’identifiant à eux on s’identifie à une certaine idée de la nation (cf. Lowell, 1896, I, pp. 220-223). Les partis, de ce fait, sont des instruments essentiels mais parfois fragiles de construction nationale dans les nouveaux États-nations (Apter, 1965, pp. 182-187).

4. Les contraintes institutionnelles

[Retour au sommaire](#sommaire)

Dans leur volonté d’affirmer l’autonomie de leur discipline et de leur profession face à la concurrence du droit et des juristes, les politistes font parfois la part trop belle aux pesanteurs sociales et trop faible aux effets prévus et imprévus des règles du jeu politique. Quand Maurice Duverger insiste en 1951 sur les effets des lois électorales sur les partis et systèmes de partis, Georges Lavau le conteste un peu vite au nom de la supériorité des explications tirées de l’histoire et de la sociologie (Duverger, 1951 ; Lavau, 1953). Nous reviendrons sur cette querelle à propos des systèmes de partis. Contentons-nous de rappeler ici l’effet décisif sur la dévolution du pouvoir qu’ont parfois les lois électorales. L’importance politique majeure des mesures juridiques *d’interdiction* de partis ou de groupes de pression prises dans de nombreux systèmes politiques suffit d’ailleurs, s’il en est besoin, à marquer la réalité des contraintes institutionnelles auxquelles les groupes politiques peuvent être soumis. Dans un relevé systématique et hiérarchisé des mesures discriminatoires [468] prises à l’égard des partis dans le monde des années 1950, Kenneth Janda trouve que les trois cinquièmes des partis (61,5 % en 1950-1956 ; 59,2 % en 1957-1962) ne sont pas traités de façon neutre par les gouvernements sous lesquels ils vivent. Ou bien ils font l’objet de brimades politiques, ou bien ils sont avantagés par le pouvoir. Dans l’échelle Janda de discrimination gouvernementale des partis politiques, on trouve, dans l’ordre croissant des brimades : un découpage électoral *(gerrymandering)* ou un mode de scrutin biaisés ; le refus d’accès du parti aux médias contrôlés par le pouvoir, ou la censure des informations en provenance du parti ; l’intimidation et le harcèlement des membres et des manifestations du parti ; l’interdiction totale de propagande ; l’interdiction de présenter des candidats aux élections ou l’invalidation de ces candidats une fois élus ; la mise hors la loi du parti et l’emprisonnement de ses dirigeants. L’échelle des discriminations positives, dans le même esprit, va de l’avantage indu par le biais d’une loi électorale à l’établissement d’un parti officiel avec interdiction de tous ses concurrents. Le niveau extrême de favoritisme, l’institution d’un seul parti légal, était atteint dans six cas sur 135 (4,4 %) en 1950-1956, 14 cas sur 147 (9,5 %) en 1957-1962 – un doublement largement dû à l’émergence des partis uniques dans les nouveaux États d’Afrique ; à l’autre extrême, du côté de la discrimination négative, on relevait 13 cas d’interdiction de partis (9,6 %) dans la première période considérée, autant dans la seconde (8,9 %). Au total quelque 10 % de partis interdits plus 10 % de partis uniques, un parti sur cinq totalement brimé ou totalement favorisé… Encore faut-il ajouter à ces statistiques des extrêmes, côté brimades, 10 à 14 partis, selon l’époque (6,8 à 10,3 %), interdits de publications et 6 à 10 (3,7 % à 6,8 %) interdits de réunions, pour ne pas mentionner les discriminations moins radicales (Janda, 1980, p. 32). La libre concurrence des partis n’est donc pas la règle mais l’exception au niveau mondial, elle ne se développe pas mais tend au contraire à perdre du terrain. Il n’est pas besoin de statistiques équivalentes sur les groupes de pression pour savoir que là où les partis sont censurés, interdits, limités au seul parti acceptable pour le pouvoir, les groupes de pression et, d’abord, les syndicats sont de même censurés, interdits ou limités à un groupe officiel et unique. Le cas de la Pologne communiste est à cet égard tout à fait probant. Les quatre premiers points du programme de revendications en 21 points du mks (comité de grèves inter-entreprises) de Gdansk, le 16 août 1980, définissent clairement, *a contrario,* la situation du syndicalisme en Pologne avant *Solidarność :* reconnaissance de syndicats libres, indépendants du Parti communiste et du propriétaire étatique de l’outil de travail ; droit de grève ; liberté d’expression, de publication, de réunion ; réintégration des grévistes licenciés en 1970 et 1975 et libération des prisonniers politiques *(Pour la Pologne,* 1982). L’effondrement du syndicat officiel (crzz) et le succès de *Solidarność* (10 millions d’adhérents en quelques semaines) après les « accords de Gdansk », le 31 août 1980, sur ce programme de revendications, attestent à la fois la légitimité de *Solidarność* et l’absence de représentativité du syndicat officiel. La fin brutale de l’expérience de *Solidarność,* avec le recours des dirigeants communistes à l’état de guerre, le 13 décembre 1981, montre enfin l’impossibilité de conjuguer liberté syndicale et parti unique, dans un système communiste à tout le moins. Mais il en allait de même dans les systèmes fascistes, avec le corporatisme d’État. La tolérance d’embryons de syndicats libres dans l’Espagne franquiste, à la fin du [469] règne de Franco, n’est pas une exception mais la marque d’un régime sur le point de disparaître. Nous verrons que groupes d’intérêts et partis restent toujours maîtres, à leurs risques et périls, de leur stratégie. Il faut cependant convenir que les contraintes institutionnelles qui pèsent sur eux dans de nombreux régimes ne sont pas sans influence sur leurs choix. On peut distinguer, avec Janda, les stratégies de compétition ouverte et loyale qui caractérisent les partis pluralistes ; les stratégies de compétition tronquée – avec intimidation des concurrents et recours à des moyens d’action frauduleux ou injustes – propres aux partis monopolistiques ; les stratégies de subversion, enfin, qui vont de l’agitation permanente et brutale pour la déstabilisation d’un système à l’assassinat politique, au coup d’État et à la guérilla et définissent les partis subversifs (Janda, 1980, pp. 78-84). Compte tenu de la faible proportion de partis traités équitablement, de façon neutre, par les pouvoirs en place (40 % environ), on ne peut qu’être surpris de trouver une nette majorité de partis pluralistes dans un monde qui ne l’est pas (68 à 73 %) et finalement peu de partis subversifs (6 % ; 14 % si on inclut les partis qui hésitent entre la subversion et la compétition politique normale) (Janda, 1980, p. 90).

Les tactiques des groupes de pression, généralement plus prosaïques et souvent moins dramatiques que celles des partis sont également partiellement définies par les contraintes institutionnelles dont ils doivent tenir compte. Dans la mesure où tout groupe de pression cherche par définition à influencer le pouvoir politique, les groupes gravitent naturellement autour des centres de décision, tels qu’ils sont distribués dans chaque système. Au point que l’adaptation des tactiques et des moyens des groupes d’intérêts aux règles, normes, procédures et lieux de décision politique et, bien entendu, à leur évolution, nous en dit finalement davantage, comme le remarque Salisbury, sur le fonctionnement et les changements des institutions politiques que sur les groupes de pression eux-mêmes (Salisbury, 1975, p. 208). Dans son avant-propos sur sa seconde version des groupes de pression en France, parue en 1962, Jean Meynaud avoue avoir rencontré deux difficultés pour l’établir : le manque de monographies et « les changements apportés par la Ve République au fonctionnement des institutions » (Meynaud, 1962, p. 1). Ce changement de République, de fait, est associé à une réorientation des groupes de pression français du parlement vers le gouvernement et la haute administration. La distribution spatiale (ensembles supra-nationaux comme la cee ; États fédéraux ou unitaires ; systèmes centralisés ou décentralisés, etc.) et la distribution fonctionnelle du pouvoir (exécutif, administratif, législatif, judiciaire) dessinent les points d’accès recherchés par les groupes et conditionnent leur style d’action dès lors qu’ils sont autorisés à se former et à agir. La plupart des études de pressions s’articulent autour des quatre lieux essentiels du pouvoir politique : parlement, administration centrale et gouvernement au niveau de l’État ; partis et opinion publique au niveau de la société civile. À chaque lieu correspond un mode d’action spécifique, plus ou moins efficace selon son pouvoir du moment. L’information-désinformation pratiquée par les groupes au niveau des commissions parlementaires, par exemple, est plus ou moins efficace selon le niveau d’assistance technique et documentaire dont bénéficient les parlementaires (assistants et fonctionnaires parlementaires, banques de données informatisées, etc.). La concentration des groupes d’intérêts italiens [470] sur le Parlement vient non seulement de la faiblesse de l’Exécutif dans ce pays souvent assimilé à la IVe République en France, mais aussi de la pratique unique en Europe des « petites lois » *(leggine)* votées en commissions, sous certaines conditions, pour régler les problèmes catégoriels ou locaux qui forment l’essentiel des préoccupations des groupes de pression. Les trois quarts de la législation italienne consistent en *leggine* et avec l’appui de 50 députés et 30 sénateurs un groupe d’intérêts peut contrôler la législation dans son secteur (Allum, 1980, p. 1059). Plus les majorités sont floues et instables, mieux les groupes de pression peuvent agir sur le terrain parlementaire ; à défaut, le contrôle direct et plus ou moins ouvert d’un groupe parlementaire (pratique travailliste des députés « parrainés » par les syndicats en Grande-Bretagne) pourra permettre à un groupe d’exercer son influence dans les meilleures conditions. L’accès des groupes d’intérêts dans les ministères est en général plus facile dans les ministères spécialisés, à responsabilité sectorielle, de création souvent récente (agriculture, industrie, commerce intérieur ou extérieur…) – où il est souvent souhaité et organisé par les administrations elles-mêmes, soucieuses de renforcer leur pouvoir au sein du gouvernement ; il semble au contraire plus malaisé et moins rémunérateur dans les ministères à vocation générale, à commencer par les Finances. La parcellisation des tâches gouvernementales favoriserait ainsi l’influence des groupes d’intérêts. Jean Meynaud insiste ajuste titre sur la nécessité d’examiner en détail les règles de procédures et méthodes de travail des diverses instances de décision politique si l’on veut véritablement mesurer l’influence des institutions sur l’action des groupes (Meynaud, 1962, p. 325). De la même façon que pour les groupes de pression, le pouvoir des partis, dès lors qu’ils sont libres, est conditionné dans une mesure non négligeable, parfois décisive, par la distribution du pouvoir dans le système politique tout entier (systèmes présidentiels, semi-présidentiels et parlementaires avec ou sans majorité disciplinée, centralisés ou décentralisés, etc.) ; par le détail des règles de dévolution du pouvoir (modes de scrutin avec déformation plus ou moins forte dans la transformation des voix en sièges ; ordre de succession des divers types d’élections et durée des mandats ; cohérence ou incohérence dans leurs effets politiques des diverses règles institutionnelles), etc. Il faut bien voir qu’au-delà des règles fondamentales de l’organisation politique (lois constitutionnelles ou organiques), n’importe quelle forme de réglementation publique peut peser sur la tactique, les chances de réussite, voire l’organisation interne des partis ou des groupes de pression. Toute législation ou réglementation mérite de faire l’objet, en ce sens, d’une analyse fonctionnelle de ces effets prévus et imprévus sur les forces politiques et sociales dans le système. Prenons, à titre d’exemple, deux législations sur le contrôle des finances électorales des partis : le système américain, qui repose sur le plafonnement des contributions individuelles, a pour conséquence de renforcer la décentralisation et le manque de cohésion des partis en multipliant les organismes de collecte de l’argent ; le système britannique, fondé sur le plafonnement des dépenses électorales des candidats dans chaque circonscription, favorise au contraire la centralisation et la cohésion des appareils de parti, en les incitant à affecter l’essentiel de leurs moyens financiers à leur campagne nationale (de « marque » en quelque sorte) puisqu’à ce niveau les dépenses électorales ne sont pas contrôlées. De la même façon un financement des partis par [471] l’État, sur la base de leurs résultats électoraux (Allemagne fédérale, Italie) favorise les partis pluralistes (électoralistes) et électoralement représentatifs, aux dépens de partis antisystèmes, extra-parlementaires (cf. plus largement sur ce sujet Paltiel, 1979). Au bout du compte les dispositions institutionnelles peuvent aller jusqu’à changer la nature d’un groupe d’intérêt ou d’un parti. L’intégration permanente des représentants syndicaux au processus de décision de l’État génère un nouveau type de syndicalistes (proche de celui des hauts fonctionnaires avec lesquels ils négocient), favorise la « récupération » politique des syndicats antisystèmes et crée, par contrecoup, des contradictions au sein de l’appareil syndical (opposition en Grande-Bretagne entre délégués d’atelier et responsables syndicaux nationaux et locaux). La présidentialisation du système politique français, en 1958, avait été conçue par le général de Gaulle comme un moyen d’ôter le pouvoir d’État aux partis divisés et impuissants de la IVe République ; elle a favorisé une transformation des partis (gaulliste, giscardien, socialiste) dans un sens présidentialiste (leaders présidentialisables, organisation interne de type présidentiel, programmes de large rassemblement, alliances), ce qui leur a permis déjouer de nouveau un rôle important mais très différent de leur rôle d’autrefois dans le système politique français (cf. Quermonne, 1980 ; Portelli, 1980). Maurice Duverger, dès 1951, avait pressenti ce mimétisme institutionnel des partis dans leur propre structure interne. À l’aide des données réunies par Northwestern University, une thèse conclut, de fait, à une nette corrélation entre centralisation interne des partis et facteurs externes d’organisation des systèmes politiques dont ils forment les éléments. Selon cette thèse la distribution du pouvoir dans les partis s’expliquerait mieux par la distribution du pouvoir dans l’État que par des facteurs propres aux partis eux-mêmes – comme leur idéologie, leur structure sociale, etc. (Harmel, 1977).

La nature et l’action des groupes politiques – partis et groupes d’intérêts – sont donc inséparables de leur environnement institutionnel, culturel, social et économique. L’adaptation des groupes à l’environnement est un phénomène naturel et constant que les études historiques, notamment des groupes antisystèmes, mettent bien en lumière. Ainsi du Parti communiste français – section française de l’Internationale communiste à sa fondation en 1920 – qui a fini par assumer totalement les valeurs nationales françaises, en 1936, puis les valeurs démocratiques françaises, et les règles du jeu essentielles de la Ve République, en 1972… Ce qui ne l’empêche pas de rester au sein du système politique français un parti révolutionnaire profondément différent des autres partis (cf. Lavau, 1981). Variables dépendantes des systèmes où ils sont plongés, partis et groupes de pression conservent toujours une existence propre, une autonomie suffisante pour en faire aussi des variables indépendantes.

[472]

Section 2

La marge d’autonomie des parti  
 et groupes de pression

[Retour au sommaire](#sommaire)

Dépendants de leur environnement, les partis et les groupes de pression n’en définissent pas moins de façon autonome leurs objectifs et les moyens qu’ils privilégient pour les atteindre ; leurs règles d’appartenance et la gamme des rôles dans leur organisation ; leurs règles de discipline et les hiérarchies de pouvoir en leur sein. Autonomie des idéologies, autonomie de recrutement, autonomie d’organisation font de chaque groupe, tel qu’en lui-même, un système en soi qu’on ne peut ignorer dans l’étude empirique de ses relations avec les autres groupes ou avec son environnement politique, économique et social.

1. L’autonomie des idéologies

« Un parti, écrit Edmund Burke en 1770, est un ensemble organisé d’hommes unis pour œuvrer en commun dans l’intérêt national, d’après le principe particulier sur lequel ils se sont mis d’accord » (Burke, 1770, I, pp. 530-536). Faisant ainsi des partis les vecteurs collectifs d’idéal indispensables dans un pays libre, le philosophe britannique se proclamait fièrement « homme de parti » au moment où les partis naissants étaient presque unanimement rejetés comme un mal. Il croyait, il est vrai, que la détermination des fins propres du pouvoir revenait aux philosophes – pour le bien de l’humanité – tandis que leur mise en œuvre (la *praxis* en termes marxistes) serait du ressort des hommes politiques, « philosophes en action ». Les politistes contemporains, davantage avertis des « ravages de la passion idéologique », qu’elle soit inspirée par des idéologues ou fomentée par des praticiens de la politique, savent que les idées peuvent déchirer profondément une communauté politique. Il n’empêche, comme l’écrit Samuel Béer, que « la vision qu’ont les hommes de l’autorité légitime et du bien commun a un pouvoir d’entraînement, parfois terrible, sur leur comportement » (Béer, 1965, pp. 389-390). Bref, « la politique, ce sont des idées » et les partis comme les groupes, dans leurs divisions et articulations, révèlent quelque chose des familles d’idées politiques du moment et du lieu (Thibaudet, 1932, p. 7). Gela dit, il est des partis et des groupes sans doctrine ou qui oublient, par opportunisme, leur doctrine dans l’action. La dimension idéologique n’a pas la même importance pour tous les groupes politiques. Kenneth Janda différencie les partis de son échantillon mondial de ce point de vue de l’intensité doctrinale. Le résultat de ses décomptes est étonnant : plus de la moitié des partis n’ont aucun texte fondamental auquel se référer dans l’action ; on peut ajouter un bon quart de partis dotés d’une doctrine dont ils n’usent que de façon intermittente. Restent, il est vrai, 12 à 13 % de partis qui se réfèrent constamment à leurs textes doctrinaux, plus 10 % qui se donnent de surcroît le rôle d’interprète autorisé de la doctrine [473] (Janda, 1980, p. 131). On sait, à cet égard, la volonté des chefs du Parti communiste de l’Union soviétique, depuis Lénine, de se poser en défenseurs et créateurs du marxisme-léninisme. Dans ce type de partis la fonction idéologique est le fondement suprême du pouvoir. Plus l’idéologie d’un parti est intense, plus elle est cohérente dans ses dogmes, plus son rôle directif est grand. Ce n’est pas un hasard si les échelles de « marxisme » (gauche-droite), d’« engagement » (militantisme) et d’« organisation » (institutionnalisation), conçues indépendamment les unes des autres, figurent parmi les rares échelles de Janda qui se trouvent être corrélées entre elles (Janda, 1980, pp. 158-160). Le parti idéologique devient vite une sorte d’Église où la fidélité au dogme est plus impérative que la prise en compte des circonstances. Il possède à tous les échelons ses gardiens de la foi qui le rappellent au respect du dogme. Il forme les nouveaux militants – 28 à 30 % des partis selon Janda (Janda, 1980, p. 85), ont des écoles de parti, les initient au rituel et à la langue du mouvement (cf. la « langue de bois » des partis communistes). Cela ne signifie pas que les partis à forte idéologie ne changent pas en fonction des contraintes de leur environnement. Mais ils doivent, pour changer, ruser avec leur idéologie. Le changement, parfois, peut être légitimé par le seul fait d’être décrété d’en haut, par le chef idéologue du parti (cf. l’abandon par le Parti communiste français, à l’initiative soudaine de Georges Marchais, du dogme de la dictature du prolétariat). Une solution plus fréquente consiste à distinguer le court terme, qui impose le détour, du long terme où l’objectif traditionnel est réputé plus valable que jamais. Un parti à idéologie moins précise et moins intense est évidemment plus libre de s’adapter aux circonstances en changeant de ligne politique. Ce qui ne veut pas dire que les partis à idéologie lâche et peu contraignante sont dénués de tout principe. En réalité un parti, si souple soit-il, a toujours quelque(s) valeur(s) fondamentale (s). Le repérage de ces seuils infranchissables, non négociables, à travers les ruptures d’alliances avec d’autres partis, les exclusions de membres du parti, etc., est fondamental pour la connaissance de la nature d’un parti. On peut noter ainsi, par exemple, que le *Mouvement républicain populaire* en France, sous la IVe République, avec tout le laxisme de sa discipline interne et sa facilité à justifier sa présence permanente au pouvoir, n’en a pas moins marqué par ses rares exclusions et ruptures d’alliances gouvernementales que son seul tabou idéologique était la défense de l’intégration européenne.

Jean Touchard est sans doute le politiste français qui a le mieux formalisé l’étude classique – dans la tradition historico-littéraire – des idéologies politiques. Sa distinction des quatre niveaux de structuration idéologique d’une même organisation – niveau des intellectuels et de la doctrine (exemple : Marx et Engels pour le Parti communiste de l’Union soviétique), niveau des dirigeants et de la *praxis* (Lénine, Staline, etc.), niveau des militants et de la foi (les militants de base du pcus), niveau des sympathisants et de l’attirance – sorte de pyramide déformable dont les étages superposés communiqueraient plus ou moins entre eux, garde toute sa valeur heuristique et didactique (Touchard, 1969, pp. 84-87). Ce modèle permet notamment de distinguer, comme le recommande Samuel Barnes, l’idéologie des élites éduquées et conscientes de l’« idéologie par répétition » (tradition) et, surtout, de l’« idéologie par procuration » de ceux qui se contentent de réciter le catéchisme de leur parti sans même le comprendre (Barnes, 1966).

[474]

L’étude des idéologies partisanes a été renouvelée par la linguistique structurale appliquée aux discours politiques et, notamment, aux discours collectifs que représentent les textes des résolutions adoptées dans les congrès de partis. Dominique Labbé, dans une analyse des résolutions communistes du XXe (1972) au XXIIIe (1979) Congrès du Parti communiste français, décèle ainsi, sous la diversité apparente des textes, une structure commune en trois tableaux : le pouvoir (grand capital, pouvoir, résistance du peuple de France) ; l’union (démocratie, union du peuple de France, union de la gauche) ; le parti (politique du parti, organisation du parti). Mais, ce qui est plus intéressant, il montre que selon les circonstances certains thèmes sont mis en veilleuse (crise générale du capitalisme, solidarité internationale, parti d’avant-garde, lutte idéologique au plus fort de l’union entre communistes et socialistes) ou remaniés (passage de la dictature du prolétariat au thème du rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la transition au socialisme) ; mais que le « noyau dur » de l’idéologie communiste ne disparaît jamais complètement, qu’il est simplement refoulé au bénéfice de l’union de la gauche en 1972-1974, pour reparaître ensuite et « exploser » en 1979 (Labbé, 1980). Ces analyses linguistiques confirment les conclusions des analyses fonctionnalistes de Roland Tiersky sur la capacité des partis communistes occidentaux d’osciller selon les circonstances entre des rôles contraires (rôles politique d’avant-garde révolutionnaire et de parti de gouvernement ; rôles sociaux de contre-communauté et de tribun du peuple), sans jamais abandonner complètement l’un quelconque de ces rôles (Tierksy, 1973, pp. 310-327). Il n’est pas facile, en tout cas, d’obtenir une révision ouverte des mythes idéologiques d’un parti soucieux de doctrine. Les révisionnistes ont réussi leur opération au sein du spd en Allemagne fédérale, en 1959 ; ils ont échoué avec les Gaitskellites dans le Parti travailliste britannique, en 1960-1961 (cf. Haseler, 1969). Depuis lors, le mythe de la fin des idéologies est bel et bien mort.

La *distance idéologique* entre partis d’un même système et de systèmes différents peut être mesurée si on place chaque parti sur une échelle gauche-droite. La même opération permet d’apprécier l’intensité idéologique relative d’un parti. On peut par exemple demander par sondage aux sympathisants des divers partis d’un pays de situer leur parti sur l’axe gauche-droite. Cela revient à traiter les personnes interrogées comme un groupe de juges-experts pour l’établissement d’une échelle *subjective* des distances idéologiques entre formations politiques. Inglehart et Klingemann utilisent ainsi des *Euro-Surveys* de septembre-octobre 1973 pour situer sur un axe gauche-droite divisé en dix graduations (1 à 10) les 46 partis des 9 pays qui sont alors membres de la Communauté économique européenne. Il apparaît ainsi que les partis italiens, puis français, sont ceux qui se dispersent le plus sur l’axe gauche-droite, les partis irlandais et allemands ceux qui s’y resserrent le plus. Le Parti communiste italien est classé à l’avant-dernière graduation à l’extrême gauche (graduation n° 2), le Parti communiste français une graduation plus à droite (n° 3) ; les partis socialistes et travaillistes sont normalement situés sur la graduation 4, mais le sdp allemand est près du centre dans la case 5 et le Parti travailliste irlandais en plein centre. Les partis de droite ne dépassent pas la graduation 8, où ils se concentrent, sauf le cas du *Movimento Sociale* / *Destra Nazionale* italien qui fait pendant sur la droite, dans la case 9, au Parti communiste à gauche (Inglehart [475] et Klingemann, 1976, p. 255). Kenneth Janda a construit une série d’échelles pour situer *objectivement* les partis, de l’extrême gauche (score : + 5) à l’extrême droite (score : - 5), en fonction de leurs positions programmatiques sur les nationalisations, la planification économique, la redistribution des richesses, la sécurité sociale, la laïcité, la confrontation Est-Ouest et l’anticolonialisme. Ces sept variables bien corrélées entre elles définissent une « échelle gauche-droite » que Janda dénomme « échelle de marxisme » ; une sous-échelle de « gauchisme économique » peut en être valablement tirée à partir des seules variables économiques : nationalisations, planification économique, redistribution des richesses et sécurité sociale. Quatre variables initialement prévues pour la définition de l’échelle gauche-droite se situaient en fait sur une autre dimension et ont permis *a posteriori* la construction d’une échelle de « libéralisme » : attitude vis-à-vis de l’armée et de la police, participation électorale, défense des droits civils, attitude vis-à-vis des libertés civiles. Deux autres variables, enfin, ne s’intégraient finalement ni à l’échelle gauche-droite ni à l’échelle libéralisme et ont été écartées : il s’agissait de l’intégration nationale et de l’intégration supranationale. L’échelle gauche-droite de Janda s’est avérée fortement corrélée avec les classifications de partis établis par ailleurs tant par le département d’État américain que par les services soviétiques (Janda, 1980, pp. 149, 156). Pour les calculs d’échelles les scores bruts des partis (- 5 à + 5) sur une échelle donnée (les nationalisations…) sont normalisés pour tenir compte à la fois de la tendance moyenne (écart par rapport à la moyenne) et de la dispersion (rapport à l’écart type). On pourra passer des scores normalisés sur chaque échelle à un score global, à un moment donné, en faisant la moyenne de ces scores pour chaque parti [[474]](#footnote-474). Monica Chariot s’est inspirée de l’échelle Janda pour mesurer la distance idéologique entre conservateurs et travaillistes britanniques, d’après leurs manifestes électoraux, de 1945 à 1970. Elle a pu montrer de cette façon que si les deux grands partis britanniques s’étaient bien rapprochés de 1945 à 1966, le rapprochement était autant dû à l’évolution vers la gauche des positions conservatrices qu’à l’évolution vers la droite du Parti travailliste ; que ce rapprochement, de plus, remis en cause unilatéralement par le Parti conservateur en 1970, n’avait rien d’automatique ou d’inéluctable (Chariot, 1975). Les partis sont toujours, en dernière analyse, des variables indépendantes : leurs choix idéologiques, stratégiques (compétition démocratique, compétition tronquée, subversion), ou tactiques demeurent leur affaire dès lors qu’ils sont prêts à en assumer totalement les risques. Étant entendu que ces risques, comme nous l’avons vu, peuvent aller, selon les régimes politiques, de l’échec électoral à la prison et la mort…

Les *groupes de pression,* comme les partis, ont à définir eux-mêmes leurs priorités et leurs modes d’action. Leur situation peut paraître *a priori* plus simple : soucieux d’influencer le pouvoir sans le prendre pour l’exercer, ils n’auraient guère à s’encombrer de bagages idéologiques. Les choses, en réalité, sont plus complexes. Les groupes sociaux aussi peuvent être porteurs, tels les syndicats, d’un projet politique [476] qui leur interdit de se limiter à des revendications idéologiquement neutres. Et il est des groupes de pression spécialement formés pour la défense d’idées…

Quand un syndicat exige la nationalisation d’une entreprise en crise qui menace de fermer ou de débaucher, *a fortiori* quand il lance des actions pour le désarmement, la paix, contre un régime militaire, etc. – il entre dans le champ des luttes idéologiques. Mais le franchissement de cette frontière entre revendication professionnelle et revendication politique est souvent plus imperceptible. Des revendications de salaire très supérieures aux salaires effectivement versés à un moment donné, par exemple, n’ont souvent d’autre valeur que symbolique : on n’espère pas vraiment aboutir mais l’on veut entretenir le mécontentement à la base en marquant son désaccord fondamental avec un pouvoir qui rémunère aussi mal les travailleurs (Adam, 1966, p. 851). On peut étendre à l’ensemble des groupes de pression la distinction proposée par Gérard Adam pour les syndicats entre *revendications professionnelles* – qui, concernant une catégorie particulière, renforcent et justifient à la fois ses particularismes, et *revendications sociales* (interprofessionnelles) – qui dépassent le cadre étroit de la catégorie, de la branche d’activité ou de la profession. Les revendications professionnelles renforcent les particularismes, poussent au corporatisme et à l’apolitisme, tandis que les revendications sociales politisent et idéologisent les pressions de groupes. Mais les revendications sociales aboutissent souvent à la division ou à la démobilisation au sein même des catégories intéressées, du fait même de la politisation, tandis que les revendications professionnelles – plus mobilisatrices – conduisent à la division entre catégories et au renforcement du pouvoir d’arbitrage de l’État. Quand les revendications sociales jouent un rôle dominant dans les actions du groupe d’intérêt, celui-ci se conduit lui-même en groupe parapolitique ou en vient rapidement à s’allier étroitement, de façon organique parfois, avec un parti politique. Quand les revendications professionnelles dominent, le groupe de pression se contente d’un pouvoir d’influence ou d’un pouvoir contractuel, il récuse l’engagement politique au nom même de l’efficacité de la pression politique (d’après Adam, 1966). On retrouve ici l’intéressante distinction de Joseph La Palombara entre parentèle *(parentela)* et clientèle *(clientela).* Dans la situation de parentèle, un rapport privilégié existe entre un ou plusieurs groupes de pression et un parti, ou une tendance dans un parti, pour des raisons idéologiques. Ce qui donne aux groupes de pression un pouvoir sur le parti et, à travers lui, sur l’État. Des antagonismes idéologiques et sociaux marqués, une centralisation poussée favorisent cette relation. L’exemple le plus extrême en est le « trade-unionisme » à l’anglaise dans lequel des syndicats, des coopératives, des sociétés de pensée fondent et soutiennent un parti travailliste auquel ils donnent mission de les représenter et de défendre leurs intérêts au Parlement et, si possible, au pouvoir. Dans la situation inverse de clientèle, le pouvoir politique, à un niveau ou à un autre (Cabinet, ministère, région, municipalité, etc.), considère un ou plusieurs groupes de pression comme les plus représentatifs et établit avec eux des liens privilégiés (cf. ci-dessus l’analyse de la relation de clientèle). Le pouvoir gaulliste, aux débuts de la Ve République, avait ainsi hé une relation de clientèle avec les jeunes agriculteurs du Centre national des Jeunes Agriculteurs et la Fédération nationale des Syndicats d’Exploitants agricoles. Du point de vue des groupes de pression, comme [477] le souligne La Palombara, la clientèle est d’habitude supérieure à la parentèle car elle repose sur une position de force (représentativité) des groupes et n’oblige pas à de difficiles rétablissements lorsque le pouvoir politique change de bord (La Palombara, 1964). Mais l’idéologie a ses raisons que la raison ne connaît pas. Elle s’impose parfois de façon irrésistible, indépendamment des intérêts immédiats du groupe. Elle ne conduit cependant pas toujours à la politisation partisane. Ainsi des mentalités et idéologies des mouvements d’anciens combattants qui dépassent et transcendent leurs revendications matérielles d’indemnités et retraites. Antoine Prost a dressé un inventaire méticuleux et vivant des idées des anciens combattants de 14-18 en France : républicanisme teinté d’antiparlementarisme, moralisme tolérant et humaniste, aspiration à l’union et à la réconciliation au-delà des différences de classes et de religion, pacifisme idéaliste et tenace – toutes idées qui les poussent à un engagement politique en dehors des partis, perçus comme diviseurs, sur une base d’unanimité nationale comme au front : les rares associations proches d’un parti ont un recrutement médiocre. Bref les associations d’anciens combattants se conduisent comme des groupes d’idées hostiles à toute parentèle (Prost, 1977, vol. 3).

Dans les groupes ouvertement et totalement voués à la défense d’une cause ou d’une idée, l’idéologie joue évidemment un rôle encore plus grand comme le montrent les exemples de groupes antinucléaires, des groupes qui s’affrontent sur la peine de mort ou la libéralisation de l’avortement, des groupes écologistes, etc. Selon Henry Steck, le cnd *(Campaign for Nuclear Disarmament)* a marqué en Grande-Bretagne, en 1957, une renaissance des luttes idéologiques – dans la tradition des mouvements de contestation politique (du chartisme des années 1830 aux marches des chômeurs des années 1930, en passant par la ligue contre les lois céréalières ou les suffragettes), et dans la foulée de l’effort de rénovation du socialisme par les intellectuels et les revues de la « Nouvelle Gauche » (Steck, 1974). La lutte des groupes favorables et hostiles à la peine de mort ou à l’avortement dépasse de beaucoup l’objectif simple et précis qu’ils se donnent pour toucher aux conceptions de la vie, de la justice, de l’égalité entre femmes et hommes, etc. De la même façon Alain-Gérard Slama a mis en évidence la spécificité et la nouveauté de l’idéologie écologiste qui sous-tend l’action des nombreuses associations de défense de l’environnement – idéologie individualiste, voire égoïste, de l’« être-sujet », qui répudie à la fois le « faire » de la gauche et l’« avoir » de la droite, et dont le maître mot est la libre réalisation de soi (Slama, 1980). L’étude des idéologies politiques, de toute évidence, ne peut s’arrêter aux portes des partis politiques.

2. L’autonomie de recrutement

[Retour au sommaire](#sommaire)

Chaque groupe volontaire est libre – en dernier ressort – de fixer et modifier ses règles d’appartenance, de définir lui-même sa clientèle, bref de tracer la frontière entre l’en-groupe et le hors-groupe. Le groupe se définit par ses membres effectifs et potentiels, ceux qui l’ont rejoint et ceux qu’il cherche à enrôler. Certains groupes sont totalement ouverts dans la mesure où ils ne posent aucune condition particulière ou générale d’entrée, hormis l’adhésion à leurs objectifs. C’est le cas de la [478] plupart des groupes d’intérêts fondés pour la défense d’une cause contrairement aux groupes sectoriels. Les partis politiques, hérauts de causes plus générales encore, devraient normalement être tout aussi ouverts. Il leur arrive cependant d’imposer aux candidats à l’adhésion une période probatoire, une sorte de noviciat, pour juger de la réalité de leur attachement et de leur dévouement à la cause. Selon Janda, 13 % des partis mondiaux prennent cette précaution à l’égard des nouveaux venus (Janda, 1980, p. 127). Le criblage des demandes d’adhésion n’est pas rare non plus, qu’il soit officiellement institué ou non. Certains partis tiennent des listes noires d’organisations dont les membres sont déclarés indésirables dans le parti. C’est une pratique fréquente des partis socialistes, soucieux de lutter contre l’« entrisme » de groupuscules communistes ou gauchistes (cf. le débat en 1982-1983, au sein du Parti travailliste britannique, sur la mise à l’index et l’expulsion de la tendance trotskyste *Militant).* Cette précaution est utilisée par d’autres partis, pour les mêmes raisons : en 1947, le *Rassemblement du Peuple français,* fondé par le général de Gaulle, crible les demandes d’adhésion pour éviter à la fois tout noyautage communiste et l’afflux d’anciens collaborateurs de guerre soucieux de se refaire une réputation nationale ; en 1958, l’*Union pour la Nouvelle République,* nouvelle incarnation politique du gaullisme, fait de même pour empêcher la mainmise sur l’organisation des activistes de l’Algérie française (Chariot J., 1983, pp. 88-89, et 1967, pp. 115-117).Dans tous les partis ou groupes de pression parapolitiques l’adhésion individuelle d’un membre notoire d’une organisation concurrente – députés transfuges par exemple – implique une décision politique en termes de sécurité et d’opportunité. On pourrait penser que les partis les plus ouverts sont ceux où aucune condition n’est mise à l’entrée, ni formalité administrative d’inscription ni même obligation financière d’une cotisation. Selon Janda, 16 à 17 % des partis mondiaux seraient dans ce cas. Mais il est des formalités qui démocratisent et facilitent les adhésions, en les normalisant, alors que l’absence de formalités ne garantit pas l’absence de règles sociales non écrites de parrainage, de présentation, d’introduction dans des cercles qui, vus de l’extérieur, peuvent sembler exclusifs et fermés. La majorité des partis mondiaux, d’ailleurs, enregistrent leurs adhérents et leur font verser une cotisation (50 à 51 % des cas), à moins qu’ils ne se contentent d’enregistrer les cotisants (13 %) ou d’enregistrer les adhérents sans les faire cotiser (6 à 7 %) (Janda, 1980, p. 127). Aux États-Unis, du fait de la réglementation des élections primaires et du financement des partis, on peut distinguer les adhérents officiels (qui déclarent officiellement appartenir à un parti pour voter aux primaires) et les adhérents officieux (définis par le versement d’une cotisation). Ce qui peut permettre à un candidat aux élections d’obtenir l’investiture d’un parti par la grâce de ses adhérents officiels contre la volonté de l’appareil et des adhérents qui font vivre le parti. Certains syndicats, au lieu de limiter en les triant le nombre des nouveaux membres ont recours, au contraire, à l’obligation d’appartenance. Il leur suffit d’imposer ou d’obtenir un monopole d’embauché *(closed shop) :* seuls les membres du syndicat peuvent entrer (ou, plus souvent, demeurer après engagement) dans la profession. En Grande-Bretagne, c’est un quart de la population active salariée qui se trouve ainsi syndiqué par obligation. Une telle transformation d’associations volontaires en associations imposées ne va pas sans soulever des controverses. Ses adversaires font valoir l’atteinte qu’elle [479] porte aux libertés et consciences individuelles (une loi britannique de 1980 institue une clause de conscience qui permet en principe d’échapper individuellement au monopole syndical d’embauché pour raisons religieuses ou « convictions profondes »), ainsi que le pouvoir qu’elle donne aux appareils syndicaux (cf. l’exemple classique des ouvriers du livre). Ses partisans objectent que dans certains secteurs socioprofessionnels il serait extrêmement difficile, voire impossible, de faire vivre une organisation syndicale sans l’adhésion de la totalité du personnel ; que les non-syndiqués, tout en entravant l’action collective lorsqu’ils acceptent des conditions de travail et de rémunération au-dessous des normes syndicales, ou refusent de participer aux luttes syndicales, n’en bénéficient pas moins des avantages obtenus par les syndicats pour l’ensemble des travailleurs (conventions collectives, etc.). Le fait est que, s’agissant de la Grande-Bretagne, même le gouvernement de Margaret Thatcher a maintenu, tout en la contrôlant plus sévèrement, la pratique du *closed shop.* [[475]](#footnote-475)La question du monopole syndical d’embauché pose le problème plus général de la rationalité de l’appartenance à une organisation dès lors que celle-ci n’est pas imposée d’une façon ou d’une autre (pression morale du milieu social, pressions physiques, institutionnalisation d’une obligation d’appartenance). Mancur Olson a mis en valeur, dans cette optique, la menace que représente pour les grandes organisations anonymes et volontaires la tentation individuelle logique de faire « cavalier seul » (Olson, 1965). Dès lors qu’un avantage est « collectif » ou « public », autrement dit qu’il est accessible à la totalité des membres d’un groupe ou d’une collectivité faute de pouvoir être divisé et réparti inégalement, la rationalité individuelle pousse chacun à laisser aux autres membres du groupe ou de la collectivité le soin et la peine de créer ou d’obtenir cet avantage pour la communauté. Sauf à être poussé à l’engagement personnel par des considérations morales, une pression sociale ou institutionnelle. Pourquoi prendre le risque de se syndiquer et de faire la grève quand on est par avance sûr de partager les bénéfices de l’action syndicale ? La rationalité de l’égoïsme individuel contredit la rationalité de l’action collective, selon laquelle les gains que l’on peut espérer faire collectivement dépassent normalement n’importe quels gains individuels (cf. Chamberlain, 1961). Olson en tire la conclusion que, pour survivre, les associations volontaires d’une certaine dimension doivent offrir à leurs membres, au-delà de leurs avantages collectifs et publics, des avantages spécifiques qui leur soient réservés. Le fait est que les premiers syndicats ont souvent rempli le rôle de mutuelles protégeant leurs membres contre l’accident du travail, la maladie, le chômage ou la vieillesse avant que la Sécurité sociale ne prenne le relais. Certains partis politiques, de même, ont des activités d’entraide [480] et de loisirs au bénéfice de leurs adhérents. Selon Janda, 12 à 14 % des partis mondiaux assurent ainsi régulièrement à leurs membres une assistance alimentaire ou vestimentaire et les aident à trouver un toit ; 16 à 21 % des partis offrent les mêmes avantages de façon plus occasionnelle ; 9 à 10 % des partis, de même, s’occupent régulièrement ou occasionnellement de trouver un emploi à leurs membres ; quant aux activités de loisirs organisées par les partis elles sont encore plus répandues : 31 à 35 % des formations en assurent régulièrement, 16 à 18 % de façon intermittente (Janda, 1980, pp. 87-89). Ces solutions, cependant, ne sont jamais qu’un pis-aller. Dans les pays développés les fonctions d’assurance sociale ou de loisirs sont assumées par d’autres structures ; les partis ou les groupes de pression (associations religieuses, etc.) qui veulent les maintenir pour leur propre compte se heurtent à trop forte concurrence. De plus et surtout, l’esprit mutualiste s’accorde mal avec l’esprit revendicatif et risque fort de dévoyer les groupes politiques de leurs buts. Le syndicalisme moderne, pour prendre totalement en charge la défense des intérêts collectifs de ses membres, a été conduit à abandonner de lui-même, à la fin du siècle dernier, les activités traditionnelles de loisirs et de mutuelles – quitte à les confier à des structures parallèles (cf. par exemple pour la Grande-Bretagne : Chariot M., 1970, pp. 29-35). Et pourtant les groupes politiques trouvent des membres, de moins en moins dans les vieux États-nations il est vrai, et qui militent. Il faut donc pousser plus loin l’analyse logique d’Olson. Les satisfactions non matérielles que l’identification et l’appartenance à un groupe peuvent procurer – satisfaction de nature « expressive » ou « conviviale » dont nous avons déjà parlé – sont un élément de solution du paradoxe d’Olson (cf. Clark et Wilson, 1961 ; Salisbury, 1969). Les nombreuses études existantes sur le militantisme (cf. un inventaire des travaux de langue française : Subileau, 1981) permettent par ailleurs de préciser et de nuancer la notion de bénéfices matériels tirés de l’adhésion à divers groupes politiques. Et de montrer qu’en procurant à certains de leurs membres des satisfactions qui leur sont réservées, les associations secondaires se donnent les moyens en personnels d’agir pour l’intérêt collectif qui constitue leur raison d’être. On sait la complexité des variables explicatives de l’engagement politique : variables nationales dégagées par l’école culturaliste (cf. Verba *et al.,* 1978) ; variables sociologiques, qui commandent la compétence politique, objective et subjective, des individus et des catégories sociales et limitent l’égalité démocratique d’accès au pouvoir (cf. Gaxie, 1978) ; variables psychologiques, motivations personnelles, qui font qu’à égalité de ressources politiques, les individus réagissent différemment aux occasions d’engagement politiques qui se présentent et les sollicitent (cf. Lane, 1972 ; Marvick, 1968). De toutes ces variables, une fois le pas de l’engagement franchi, les variables individuelles et d’abord les ambitions personnelles sont sans doute celles qui expliquent le mieux la persévérance dans l’action au sein de l’organisation ; en contrepoint, l’intérêt qu’a l’organisation de maintenir en activité un nombre minimum de ses membres la pousse à donner aux plus actifs des satisfactions spécifiques. Bref, tout militantisme suppose et trouve sa rétribution. Dans un article fort stimulant Daniel Gaxie montre l’importance, pour la théorie des partis, de la pratique des rétributions du militantisme (Gaxie, 1977). Loin de se limiter au pouvoir de patronage dont disposent tous les partis de quelque importance (investitures électorales, nationales et locales, [481] dans ses bastions ; emplois parapolitiques, politiques, administratifs et industriels, nationaux et locaux, etc.), les distributions de postes – forme première des rétributions militantes – se développent presque à volonté au sein de l’appareil lui-même : postes rémunérés, à temps plein ou partiel, de « permanents » ; fonctions bénévoles de responsabilité de tous niveaux… Chaque parti a la faculté de multiplier pour la satisfaction de ses membres ces fonctions internes, surtout quand elles sont bénévoles, par l’augmentation des échelons hiérarchiques et niveaux de responsabilité, l’inflation des postes à chaque échelon, la prolifération des conseils et experts, voire la création de factions ou tendances institutionnalisées. C’est ainsi que le Parti communiste français, bien que ne tolérant pas les organisations fractionnelles, peut se targuer d’avoir un cadre pour quatre adhérents. « L’aptitude d’un parti à vivre en autarcie dépend… toujours pour une part de sa capacité à produire ses propres mécanismes de rémunération » (Gaxie, 1977, p. 135). De ce point de vue la pratique française de cumul des mandats (députés ou sénateurs cumulant une présidence de conseil général, un mandat de maire, etc.) est une aberration dans la mesure où elle limite les places disponibles et ne permet pas une différenciation des carrières politiques locales et nationales. Les partis, cependant, n’ouvrent pas que des carrières politiques ; ils peuvent favoriser d’autres réussites et permettre des passe-droits par la notoriété qu’ils confèrent, les relations qu’ils donnent, la compétence qu’on acquiert en leur sein. Et le militant de base, à défaut d’y trouver du pouvoir, peut y éprouver les satisfactions de l’identité, de la solidarité, de la camaraderie, autrement dit de l’intégration à une communauté. Daniel Gaxie va plus loin et tente d’intégrer ces gratifications militantes à la théorie des partis. Liant rétribution des militants et hiérarchie partisane, il se demande si le maintien de l’ordre partisan ne dépend pas de l’aptitude de l’organisation à assurer la mobilité de ses cadres (profils de carrières politiques) et à ajuster la demande et l’offre de rétribution ; ce qui permettrait d’expliquer la tendance des « partis de masses » à être des « partis passoires » (dévalorisation des positions basses), surtout après un afflux conjoncturel d’adhésions (augmentation de la demande de gratifications sans élévation correspondante de l’offre). Gaxie suggère l’existence d’une relation entre les fonctions d’intégration des partis, les mécanismes de rétribution qui leur sont liés et la structure de « parti de masses » : taille réduite des unités de base, gamme d’activités diversifiée ne se limitant pas aux seules activités électorales, militantisme soutenu, recrutement populaire (les gens modestes se contentant de gratifications modestes). Inversement, « l’électoralisme des organisations faiblement articulées, reposant sur des unités de base de grande dimension, serait une conséquence nécessaire de leur incapacité à produire des gratifications et à obtenir, par conséquent, davantage qu’une activité occasionnelle au moment des élections ». Gaxie ajoute enfin que les militants ou permanents les mieux rétribués par un parti sont aussi les plus conformistes et les plus fidèles, tandis que les plus critiques, ceux qui sont tentés par l’opposition factionnelle ou une scission, ne le sont jamais sans arrière-pensées d’intérêts personnels (Gaxie, 1977, pp. 131-135, 138-142). La thèse est séduisante, elle est quelque peu forcée. Elle repose sur le postulat contestable que l’idéologie est d’abord occultation d’intérêts personnels (cf. Gaxie, 1977, p. 151). On peut, à la rigueur, penser avec Olson que l’idéalisme philanthropique ou politique est l’exception et l’égoïsme la règle ; [482] on ne peut nier, par contre, l’existence de conduites politiques suffisamment risquées pour n’être pas dictées par l’intérêt personnel immédiat et rationnel (fidélités de notables élus à un parti en déclin, rébellions et scissions qui brisent net une carrière politique, etc.). Pour être complète la typologie des rétributions militantes doit ajouter les satisfactions idéologiques tirées de l’action de l’organisation aux satisfactions matérielles et psychologiques (cf. Clark et Wilson, 1961, p. 134). Ou distinguer, suivant la typologie de Robert Presthus, les différentes stratégies individuelles d’adaptation à une organisation bureaucratique : stratégie de mobilité ascendante *(Upward-Mobiles) ;* stratégie d’indifférence *(Indifferents)* et stratégie d’ambivalence *(Ambivalents),* sans parler des stratégies de rupture (cf. Presthus, 1965). Gaxie, de plus, tend à assimiler implicitement « parti de masses » et « partis communistes » (taille réduite de l’unité de base, mobilisation permanente des militants), tout en sous-estimant, à l’inverse, les capacités de mobilisation et de rétribution des partis de notables (activités de gestion politique, activités de réflexion politique, lutte pour le pouvoir au sein du parti…). Selon Janda, les partis « militants », dont la plupart des adhérents assistent pratiquement à toutes les réunions et sont toujours prêts à assurer les tâches politiques qu’on leur confie, représentent 12 % seulement de l’ensemble des partis mondiaux ; les partis « participants », dont les membres sont fidèles aux réunions mais mobilisables de façon occasionnelle, quelque 19-20 % des partis ; les partis à participation intermittente, qu’il s’agisse de réunions ou de tâches politiques concrètes, entre 25 et 29 % ; les partis à participation pratiquement nulle (parmi lesquels les organisations dépourvues d’enregistrement des adhérents) 40 à 43 % (Janda, 1980, p. 128). Même si le militantisme est plus répandu à gauche qu’à droite, il est clair que tous les partis de gauche ne sont pas des partis « militants » ou même « participants », ni tous les partis de droite des partis à participation nulle. Le fait que les partis de droite ne soient pas la copie organisationnelle et fonctionnelle conforme des partis communistes ni même socialistes n’implique pas le manque de militants ou l’incapacité de les « rétribuer » (cf. Lagroye et Lord, 1974 ; Lagroye *et al.,* 1976). Comme le note Françoise Subileau, les études de militants, en France du moins, partent toutes d’une définition du militantisme qui renvoie au modèle du révolutionnaire léniniste ou à celui du militant autogestionnaire et excluent *a priori,* contre toute évidence, l’idée d’un militantisme de droite (Subileau, 1981, pp. 1040-1041). Les rares explorations en dehors des chemins de la gauche nous y ramènent aussitôt (cf. l’étude du militantisme chrétien de gauche par Donegani, 1979). Gaxie, comme Duverger, ne se départit pas de l’image d’Épinal du parti de masses de gauche socialement et financièrement défavorisé qui compense son handicap par le militantisme, face au parti de cadres conservateur, bien pourvu de notables et de richesses, qui peut se payer des « mercenaires » politiques pour mener ses actions. Comme si les grands partis de gauche pouvaient vivre des cotisations et du bénévolat de leurs membres et n’avaient pas eu recours finalement aux professionnels des communications de masse et des campagnes en publicité… (Gaxie, 1977, pp. 124-126, 154).

Dès lors qu’on la dépouille de ses connotations idéologiques en cessant de l’assimiler à l’opposition gauche-droite, la distinction entre activités bénévoles ou de permanents et activités sous-traitées à l’extérieur sur une base financière est utile [483] pour la compréhension d’un groupe politique et de son fonctionnement. Une organisation se définit en effet dans sa répartition des responsabilités et des rôles. Les degrés de participation que l’on a coutume de distinguer dans les partis depuis Maurice Duverger – électeurs, sympathisants, militants (Duverger, 1951, pp. 113-139) – sont conçus dans une autre optique et ne nous renseignent que grossièrement sur les rôles au sein de l’organisation. Notons simplement au passage qu’électeurs et adhérents de partis sont davantage étudiés – pour des raisons de commodité, probablement, dans la quête des données – que les sympathisants et les militants, bien que ceux-ci aient un rôle plus décisif dans la vie des partis. Du point de vue de la définition des tâches dans le groupe, une distinction entre adhérents et militants de base, permanents, dirigeants est déjà plus opératoire. Les permanents sont à la fois des professionnels et des « fonctionnaires » ; le professionnalisme leur confère un pouvoir que limite normalement leur subordination aux dirigeants élus ou cooptés, surtout si ceux-ci sont eux-mêmes permanents et stables. Leur nombre dépend très largement de l’aisance financière du groupe. Ils se comptent ainsi par centaines dans les deux grands partis britanniques, par dizaines dans les partis français à l’exception du Parti communiste [[476]](#footnote-476). Dans les groupes de pression, surtout syndicaux, ils jouent un rôle nettement plus important. Aux États-Unis la profession de *lobbyist* – professionnels, salariés d’un groupe ou indépendants, spécifiquement chargés de faire les couloirs du Congrès et dûment enregistrés au Parlement comme tels – s’est développée et différenciée à un point inconnu en Europe : les décideurs politiques sont cultivés de façon informelle mais soutenus par les « hommes de contact », informés et documentés par les « informateurs » des groupes ; ceux-ci sont alertés dès que nécessaire par les « chiens de garde » qui suivent de près les développements administratifs et politiques pouvant les concerner et ils sont conseillés pour leurs campagnes d’action législative par les « stratèges » (Salisbury, 1975, pp. 205-206). Mais même en Europe les permanents de groupes d’intérêts sont plus nombreux et plus puissants que ceux des partis et constituent une véritable bureaucratie des groupes face à la bureaucratie de l’État. Une bureaucratie souvent anonyme, parce que davantage tolérée qu’acceptée. Le flou des évaluations du nombre des permanents syndicaux en France en est un bon exemple (cf. Capdevielle et Mouriaux, 1972, pp. 567-568).

Nous avons raisonné, depuis le début de ces développements sur l’autonomie de recrutement des partis et groupes de pression, comme si leurs membres étaient toujours des individus. Ce n’est évidemment pas le cas. Maurice Duverger distingue ainsi le parti indirect – « constitué par l’union de groupes sociaux de base (professionnels ou autres) », auquel on adhère collectivement par l’entremise des groupes adhérents – du parti direct, à adhésion individuelle et volontaire (Duverger, 1951, p. 23) ; il cite comme exemple de partis indirects (ou partiellement indirects) des partis socialistes, comme le Parti travailliste britannique ou l’ancien parti ouvrier belge, et des partis catholiques, comme le Parti populaire autrichien et l’ex-bloc [484] catholique belge. Il semble cependant que la formule ne soit guère répandue : Janda, dans son échantillon mondial, ne trouve que 5 à 6 % de partis totalement indirects, plus de 3 à 4 % de partis partiellement indirects – presque tous des partis de type travailliste, fondés sur des syndicats (Janda, 1980, pp. 93-94). Parmi les groupes de pression les adhésions collectives sont beaucoup plus répandues et jouent souvent un rôle essentiel. Graham Wootton distingue ainsi trois types d’organisations selon leur niveau et la nature de leurs membres : les unités opérationnelles de base *(operational units),* qui rassemblent les adhérents individuels ; les unités du second degré *(second-order units),* qui regroupent les unités collectives de base (fédérations syndicales et professionnelles par exemple) ; les unités du troisième degré *(third-level units* ou *peaks),* coiffant le tout, véritables « organisations d’organisations » qui représentent au plus haut niveau, coordonnent et informent les organisations adhérentes de tout un bloc d’intérêts (confédérations patronales et syndicales, chambres de commerce, Internationales, etc.) (Wootton, 1970, p. 37). La classification a le mérite de distinguer nettement les niveaux fédéraux et confédéraux (2 et 3), souvent confondus, qui ont en réalité des fonctions, voire des personnels, de natures différentes et parfois contradictoires. Les conflits internes entre adhérents à la base et dirigeants d’organisations ont plus de chances d’opposer les niveaux 1 et 3 que les niveaux 1 et 2, comme l’attestent par exemple les grèves sauvages liées aux accords de salaires acceptés par le tug en Grande-Bretagne par solidarité avec un gouvernement travailliste et, plus généralement, la difficulté qu’ont les confédérations patronales et syndicales à représenter fidèlement et à contrôler leurs organisations-membres.

3. L’autonomie d’organisation

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les organisations sont libres de distribuer le pouvoir en leur sein selon leur propre conception de l’efficacité et de la légitimité politiques. Mais si l’on en croit la thèse classique de Robert Michels, qui domine la théorie des organisations depuis la parution en 1911 de ses *Partis politiques,* peu importent leurs intentions, leurs statuts ou l’idée qu’elles se font de leur système de pouvoir, elles sont *toutes* de nature oligarchique : « L’organisation est la source d’où naît la domination des élus sur les électeurs, des mandataires sur les mandants, des délégués sur ceux qui les délèguent. Qui dit organisation, dit oligarchie » (Michels, 1971, p. 296). La tendance oligarchique des grandes organisations – celles dont le nombre de membres est tel qu’il rend impossible toute forme directe de gouvernement démocratique – est une « loi d’airain » à laquelle nul parti, nul syndicat ou groupe d’intérêt ne peut échapper.

*TYPOLOGIES*

L’étude empirique et la théorie des organisations confirment la thèse de Michels sur un point fondamental : le pouvoir, dans toutes les organisations, appartient à une élite très restreinte de dirigeants professionnels intellectuellement, socialement et économiquement supérieurs à ceux qu’ils dirigent. De même qu’en économie « il n’est pas de repas gratuit », en politique il n’est pas de « ministère des masses ». [485] De telles constatations seraient superflues, parce que évidentes, si elles n’étaient constamment obscurcies par des discours normatifs et les croyances qu’ils entretiennent. Robert Michels a eu le double mérite de prévoir, avant que l’histoire ne le démontre, l’irréalisme de la transparence organisationnelle dont rêvait Rousseau et du dépérissement du pouvoir qu’annonçait Marx. À l’époque où écrit Michels, un autre pionnier de la théorie des partis, Moïseï Ostrogorski, croit possible comme Rousseau d’éviter l’institutionnalisation d’une élite dirigeante, en remplaçant les associations permanentes par des groupements *ad hoc* qui se dissoudraient une fois leur objectif atteint. Ce qui aurait pour effet d’empêcher la professionnalisation dés dirigeants et leur vénération par les dirigés, bref la séparation des statuts et des rôles qui est, selon Michels, à la base des tendances oligarchiques du pouvoir organisationnel (cf. Ostrogorski, 1903, t. 2, pp. 618-619 ; cf. aussi, plus récemment : Weil, 1943, pp. 24-26). Contrairement à l’esprit individualiste de son temps, Michels est d’ailleurs favorable à l’encadrement des citoyens dans de grandes organisations : « La démocratie ne se conçoit pas sans organisation… L’organisation est, entre les mains des faibles, une arme de lutte contre les forts » (Michels, 1971, p. 25). Surtout, il tient la démocratie directe pour impossible et démontre la vanité des moyens utilisés pour limiter le pouvoir des chefs : référendum, déclassement volontaire ou rotation des dirigeants des partis prolétaires, ouvriérisme anarcho-syndicaliste et refus des principes d’organisation et de discipline par les anarchistes (Michels, 1971, pp. 243-267). Par ailleurs s’il assimile, comme Marx, démocratie et socialisme, Robert Michels ajoute que « le problème du socialisme n’est pas seulement un problème économique » (Michels, 1971, p. 287) ; le Parti communiste ou socialiste est soumis à la loi commune de toutes les organisations : « Le parti, en tant que formation extérieure, mécanisme, machine, ne s’identifie pas nécessairement avec l’ensemble des membres inscrits, et encore moins avec la classe. Devenant une fin en soi, se donnant des buts et des intérêts propres, il se sépare peu à peu de la classe qu’il représente » (Michels, 1971, p. 289). Quant à l’État socialiste ou communiste, il n’échappe pas davantage à la loi d’airain de l’oligarchie : « Le gouvernement ou, si l’on préfère, l’État ne saurait être autre chose que l’organisation d’une minorité » (Michels, 1971, p. 290). Bref, tout en acceptant la perspective marxiste de la suppression de la classe dominante bourgeoise, Michels prédit l’existence d’une classe politique quel que soit le système socio-économique. Et ne craint pas d’annoncer que « la victoire des socialistes ne sera pas celle du socialisme, lequel périra au moment même où triompheront ses sectateurs » (Michels, 1971, pp. 291-292). On peut aisément critiquer l’inspiration normative, le flou des concepts et le caractère littéraire des démonstrations de Robert Michels (cf. May, 1965 ; Linz, 1968 ; Hands, 1972 ; Schonfeld, 1980) ; son *Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties* n’en conserve pas moins une actualité qui fait honneur à son imagination créatrice et à sa prescience de l’évolution des organisations politiques.

Les études du pouvoir dans les associations et les typologies qu’elles ont dégagées sont plus que d’autres encombrées de jugements de valeur explicites ou implicites qui entachent leur rigueur scientifique et limitent la possibilité de les intégrer peu à peu, de façon cumulative, dans une théorie générale. Quelques exemples suffiront à le montrer. Prenons l’enquête approfondie de Joseph Goldstein sur le plus important [486] des syndicats ouvriers britanniques, le Syndicat général des Transports (t & gwu), une monographie qui est aux syndicats – avec des méthodes d’investigation plus modernes – ce que l’étude du Parti socialiste allemand faite par Michels était aux partis (Goldstein, 1952). Goldstein établit de façon rigoureuse la faiblesse de la participation des syndiqués au fonctionnement démocratique de leur organisation : l’assistance aux réunions de sections est négligeable et ne s’accroît même pas en période de conflit ; 2 à 6 % des membres, pour la plupart des permanents syndicaux, font marcher l’appareil local ; les élections internes pour la désignation des dirigeants nationaux du syndicat sont ternies par de nombreuses irrégularités, se font dans l’ignorance des politiques préconisées par les candidats et dans l’apathie de la base – 62 % d’abstentions en moyenne sur 80 scrutins nationaux entre 1937 et 1947, dispersion des voix entre candidatures multiples, tant et si bien qu’en contrôlant 3 % des électeurs on peut s’assurer la direction de l’organisation. L’apathie des adhérents conduit ainsi au noyautage de l’organisation par des minorités actives. La faiblesse des motivations d’adhésion *(closed shop* et *contracting in),* l’instabilité des adhérents – qui contraste avec la stabilité des dirigeants au sommet de l’appareil [[477]](#footnote-477), la dimension des sections – plus elles comprennent de membres, plus l’apathie y est forte, constituent, selon Goldstein, les facteurs explicatifs essentiels de la faible participation des syndiqués à la vie de leur syndicat. Lipset, dans une autre étude sur la démocratie syndicale, énumère, à l’inverse, les conditions favorables à une participation plus active des syndiqués : communauté d’intérêts, cohésion sociale, divergences idéologiques, légitimité depuis longtemps établie de la contestation interne, statut de l’opposition interne, volonté de mobilisation de la base (Lipset *et al.,* 1956). Les dirigeants syndicaux britanniques, selon Goldstein, s’accommodent fort bien d’une apathie des syndiqués qui leur assure la stabilité au pouvoir et leur permet, avec le recours au traditionnel « vote bloqué » (la totalité des mandats de l’organisation jetés dans la balance, d’un seul côté, à chaque vote), de peser lourdement sur les décisions du congrès des syndicats (tuc) ou du Parti travailliste. Tirant les conclusions de ce manque de démocratie interne dans les syndicats Goldstein, tout comme Michels à propos des partis, y voit un danger pour la démocratie du système politique dans son ensemble. C’est postuler que la démocratie du tout suppose la démocratie, et non pas seulement la concurrence, des éléments – groupes de pression et partis ; que chaque organisation peut reproduire en son sein, de façon efficace et concrète, l’appareil complexe du système démocratique (avec ses divisions fonctionnelles, son système d’information contradictoire, etc.). C’est également supposer résolu le difficile problème de la base de légitimité de ces sous-sociétés démocratiques : électeurs ou adhérents, militants, ou notables pour le parti ? clientèle potentielle, membres, militants pour le groupe de pression ? Les conflits de légitimité, donc de pouvoir, entre élus du peuple (le cercle des dirigeants parlementaires) [487] et élus des militants (l’exécutif de l’appareil du parti), dans les partis socialistes en particulier, prouvent assez que le problème de la base de légitimité d’un parti n’est pas aussi simple à résoudre que celui de la base de légitimité d’un État démocratique. Au point que nous avons cru pouvoir fonder une typologie sur ce critère du choix de sa base de légitimité par un parti en distinguant les partis de notables, les partis de militants et les partis d’électeurs (Chariot, 1970, pp. 63-66). L’idée de Goldstein que la démocratie dans un syndicat se mesure à l’aune de la participation de ses membres – fortement exprimée dès avant le début du siècle par les Webb (Webb, 1897) – est tout aussi contestable : « Le but de l’activité syndicale est de protéger et d’améliorer le niveau de vie de ses membres et non pas d’offrir aux travailleurs un moyen de s’exercer au gouvernement démocratique » (Allen, 1954, p. 15). Autrement dit, la satisfaction des attentes et des besoins des membres d’une organisation, ou l’absence de contestation active de sa direction, constituent sans doute de meilleurs indicateurs de la *représentativité* démocratique de son élite dirigeante que le niveau de participation des adhérents à son fonctionnement. On s’empêtre dans les mêmes problèmes normatifs quand avec Maurice Duverger (Duverger, 1951) on n’imagine qu’un seul mode d’organisation « moderne » des partis – le parti de masses militant incarné par les partis sociaux-démocrates européens, à moins qu’avec Epstein (Epstein, 1967 et 1975) et Eldersveld (Eldersveld, 1964) on ne jure que par le parti « stratarchique », uniquement voué à l’efficacité électorale, où chaque niveau (strate) d’organisation a du pouvoir, sur le modèle américain – un modèle que certains politistes locaux voulaient autrefois réformer en l’adaptant au modèle européen (sur cette « école du parti responsable » – *the responsible-party school* – cf. Schattschneider, 1942 ; American Political Science Association, 1950 et, pour une critique : Kirkpatrick, 1971). On trouve dans ce mouvement le précurseur américain de l’engagement des politistes français de gauche et du centre d’opposition dans le mouvement des clubs, pour une réforme des vieux partis de la IVe République, dans les années 1960 (cf. notamment Club Jean-Moulin, 1965, et Mossuz, 1970). William Wright a beaucoup fait pour sortir la théorie des partis de ces vains débats en montrant qu’en réalité les typologies des organisations de partis s’ordonnaient autour de deux logiques, de deux modèles opposés – le modèle de la démocratie interne et celui de la rationalité et de l’efficacité – qu’il suffit de considérer comme les deux points extrêmes d’un continuum pour construire une typologie complète, multidimensionnelle et libérée de toute préférence normative du politiste parce que multinormes (Wright, 1971, pp. 17-54). Les deux types idéaux extrêmes du continuum, le type « efficace-rationnel » *(rational-efficient model)* et le type de « parti démocratique » *(party democracy model)* s’opposent sur tous les plans : structures, fonctionnement, fonctions. La recherche prioritaire de l’efficacité conduit ainsi à l’adaptation souple des structures aux nécessités et besoins de l’organisation, à une centralisation tempérée par une large autonomie des échelons inférieurs, à un style d’organisation professionnel. L’aspiration à une organisation démocratique mène au contraire à une forte structuration, à une décentralisation contrôlée, à un style d’amateurisme organisationnel – tous traits qui rappellent l’opposition « parti de masses - parti de cadres » de Maurice Duverger (Wright, 1971, p. 40). Le parti « rationnel-efficace » privilégie, dans son fonctionnement, le [488] groupe parlementaire, lui laissant une large autonomie et plaçant en quelque sorte les autres organisations du parti à son service ; il tend à considérer la participation des adhérents comme dysfonctionnelle et se désintéresse de l’élaboration d’une ligne politique ou d’un programme. Le Parti « démocratique », à l’inverse, accorde une importance primordiale à l’élaboration de sa politique ; mobilise toutes ses organisations à cet effet, tout en contrôlant de près l’action du groupe parlementaire en ce domaine ; encourage ses adhérents à participer et se glorifie de son fonctionnement démocratique (Wright, 1971, p. 46). Bref, les fonctions du « Parti démocratique » sont nombreuses – idéologique, électorale, gouvernementale, étant entendu que la fonction idéologique prime ; ses activités sont à la fois étendues et continues ; il agit pour le bénéfice premier de ses adhérents, pour des motifs idéologiques. Les fonctions du parti « rationnel-efficace », de l’autre côté, sont pratiquement réduites ou en tout cas subordonnées à la fonction électorale ; ses activités sont limitées et intermittentes ; il agit essentiellement dans l’intérêt de ses électeurs (ou de ses élus), de façon pragmatique, pour des raisons d’intérêt pratique et matériel (Wright, 1971, p. 32). Au parti lâchement organisé, électoraliste, pragmatique, modéré, de compromis, qui miserait tout sur l’efficacité, s’opposerait ainsi le parti fortement organisé, programmatique, idéologique, cohérent, tout entier voué à instaurer son propre système démocratique interne avant de le transposer au niveau de l’État, si possible. Le tableau peut sembler bien proche de celui de Maurice Duverger ; il diffère cependant de l’opposition « parti de cadres - parti de masses » sur deux points fondamentaux : là où Duverger croit voir des partis concrets (le Parti radical comme parti de cadres, le Parti socialiste comme parti de masses), Wright voit deux types idéaux extrêmes, deux pôles *entre* lesquels les partis concrets se distribuent ; et alors que Duverger ne peut s’empêcher de choisir le modèle « démocratique/de masse » et de rejeter dans les poubelles de l’histoire le modèle « efficace/de cadre », Wright laisse aux partis eux-mêmes le soin de donner la primauté à la démocratie interne ou à l’efficacité politique. L’attitude de Wright est non seulement plus satisfaisante sur le plan de la neutralité scientifique, elle est, surtout, plus réaliste dans la mesure où aucun parti, ni groupe d’intérêts, ne peut se désintéresser totalement ni de son efficacité politique ni de sa cohésion interne. Tous les groupes politiques, autrement dit, sont continuellement tiraillés entre démocratie et discipline, représentation et administration de leurs membres, pouvoir « pour » et pouvoir « sur » leur base (cf. sur ce thème et à propos des syndicats Hemingway, 1978, pp. 3-5). Si l’on tient à une typologie des organisations de partis, de ce point de vue, la meilleure solution consiste sans doute à définir une série de types *intermédiaires* entre le type idéal de « parti démocratique » et celui de « parti efficace-rationnel ». Wright lui-même propose, à titre d’exemple, le continuum : (parti démocratique) - parti socialiste européen traditionnel, parti-club américain, parti conservateur britannique ou chrétien-démocrate allemand, parti républicain ou démocrate américain, parti-machine américain d’autrefois - (parti efficace-rationnel) (Wright, 1971, p. 18). Mais il s’agit là d’illustrations concrètes, trop exclusivement tirées de l’expérience américaine, et non pas de types de partis. Kay Lawson – en croisant la variable « participation des adhérents » (« faible » = ni rôle dans la conception, ni rôle dans l’exécution de la politique du parti ; « modérée » = rôle d’exécution sans rôle [489] de conception politique ; « forte » = rôle de conception et d’exécution politique) et la variable « dispersion/concentration du pouvoir » – propose l’intégration des types de partis proposés ici et là par divers auteurs dans une typologie à six types que l’on peut, quoiqu’elle ne le fasse pas, ordonner sur l’axe « parti démocratique » - « parti efficace-rationnel » (Lawson, 1976, pp. 77-79) :

– « *Parti-club »*, défini par James Wilson par opposition à la vieille machine partisane américaine comme structure d’accueil d’« amateurs » éclairés fortement motivés pour l’action politique programmatique (Wilson, 1962), un type de parti ou mouvement probablement exceptionnel, transitoire et dépendant, du fait notamment des insuffisances de l’amateurisme pour l’action politique permanente (cf. Ware, 1981 ; Mossuz, 1970).

– « *Parti de masses »* tel que le définit Duverger (1951, p. 84), à participation forte et pouvoir concentré.

– « *Parti de conscription » (convocation party)* ou organisation *ad hoc* comme les organisations électorales référendaires ou présidentielles (cf. Epstein, 1975, pp. 254-256), dont les membres sont occasionnellement mobilisés pour une action décidée en dehors d’eux.

– « *Parti d’avant-garde »* où la ligne est fixée d’en haut, mais son illustration et sa défense assurées par la mobilisation permanente de militants dévoués à la cause, fortement encadrés et disciplinés (Lénine, 1902).

– « *Parti de comités »* animés à la base par d’étroites oligarchies qui cumulent pouvoirs d’initiative et d’exécution politiques dans un système fortement décentralisé – proche du concept de parti « stratarchique » d’Eldersveld – où le parti est mal défini, faiblement articulé et structuré, par volonté d’adaptation à tous les milieux et à toutes les situations, le pouvoir étant distribué entre les différentes strates d’organisation ou, plus exactement, se prenant pratiquement à la demande et à volonté, à tous les niveaux (Eldersveld, 1964).

– « *Parti de cadres »*, davantage centralisés, au bénéfice des notables qui les dirigent (Duverger, 1951, pp. 84-85).

Une typologie suggestive, que l’on peut compléter, du côté du pôle « rationnel-efficace », par l’adjonction d’un dernier type :

– Le « *parti clientéliste »*, de la machine urbaine américaine des débuts du siècle au « parti clientéliste de masse » moderne (cf. ci-dessus).

Les groupes d’intérêts étant soumis à la même pression contradictoire des nécessités de la démocratie et de l’efficacité immédiate, ils peuvent être distribués tout comme les partis sur un axe « démocratie-efficacité ». Il est aisé de transposer aux groupes d’intérêts, par exemple, la typologie « organisations de masses - organisations de cadres ». On la retrouve d’ailleurs, sous d’autres formes, dans l’opposition que fait David Truman entre groupes fondés sur le « moule démocratique » et groupes à tendances autocratiques *(corporate tendencies),* qui naîtraient, selon lui, des nécessités du secret dans l’action (Truman, 1951, p. 129). Le groupe « catalyseur » *(catalytic group)* de Riggs (1950) est l’équivalent du « parti de conscription ». Les mêmes auteurs voient les groupes d’intérêts comme ils voient les partis. Ainsi Eldersveld qui, dans l’esprit de ce qu’il définira plus tard comme le « parti stratarchique », [490] décrit le nouveau type de « groupe gestionnaire » *(managerial group),* avec ses experts de haut niveau professionnel et technique au sommet et sa réserve de supplétifs à la base, que l’on fait donner quand le besoin s’en fait sentir (Eldersveld, 1958, p. 193).

Quel que soit l’intérêt de ces efforts de classification, on en touche cependant assez vite les limites. Si nombreux, en effet, que soient les types finalement définis, le rattachement empirique de partis ou de groupes d’intérêts concrets à l’un d’eux s’avère toujours plus ou moins difficile et arbitraire. Lorsque Kay Lawson, par exemple, s’attache à typer les trois partis qu’elle confronte systématiquement dans son étude comparée, elle n’y parvient qu’imparfaitement : si le *Parti démocratique de Guinée* est à coup sûr un « parti d’avant-garde », l’*Union des Démocrates pour la République* – en France – est un mélange de « parti de cadres » et de « parti d’avant-garde », le *Parti démocrate américain* un cocktail de parti « de comités » et de parti « de conscription » (Lawson, 1976, p. 228). Plutôt que de figer la réalité complexe des organisations politiques dans des types organisationnels rigides, il est sans doute préférable d’étudier concrètement les relations entre leur direction, plus ou moins mais toujours oligarchique et leur base, plus ou moins mais toujours dominée – pour déterminer les ressources dont disposent malgré tout les membres des groupes d’intérêts et des partis pour peser, dans certaines circonstances, sur ceux qui les représentent et les gouvernent.

4. Le contrôle des dirigeants par les dirigés

[Retour au sommaire](#sommaire)

L’étude des conflits internes des organisations peut apporter un éclairage significatif sur le contrôle des dirigeants par les dirigés. John Hemingway, par exemple, a disséqué trois conflits internes dans des syndicats britanniques : une révolte de la base contre le pouvoir autocratique de permanents nationaux, au début des années 1960, au Syndicat national des Marins *(The National Union of Seamen) ;* une révolte d’une section locale de conducteurs d’autobus contre le pouvoir central de leur Syndicat national des Cheminots *(The National Union of Railwaymen),* dans la seconde moitié des années 1960 ; une révolte, enfin, à la même époque, d’une petite organisation syndicale – les agents d’assurances des coopératives *(The Co-operative Insurance Agents)* – intégrée, avec une forte marge d’autonomie, dans le Syndicat plus puissant des Employés de commerce et Travailleurs associés *(The Union of Shop Distributive and Allied Workers).* Ces monographies mettent en évidence la variété des moyens de lutte, au sommet et à la base, dans de telles confrontations, ainsi que le risque permanent d’escalade – des moyens institutionnels (opposition au niveau des discours, des motions, des résolutions, des élections internes…), à la constitution d’alliances et contre-alliances internes, puis externes (appels à la presse, à d’autres organisations, y compris les organisations normalement adverses – patronat pour une direction syndicale menacée, groupuscules politiques extrémistes pour une base syndicale en révolte…), jusqu’à l’action directe, antistatutaire (occupation du siège de l’organisation et prise de dirigeants en « otages », grève des cotisations, etc.), du côté de la base, refus de reconnaissance des grèves [491] « sauvages », mise en quarantaine, voire punition des contestataires (exclusion et perte d’emploi notamment) du côté des dirigeants (Hemingway, 1978, pp. 18-19). Ces crises peuvent aboutir à une réforme de l’organisation dans le sens d’une meilleure prise en compte des attentes et besoins de la base, comme dans le cas du Syndicat des Marins, mais aussi à une scission, donc à l’affaiblissement de l’organisation, comme dans celui des agents d’assurances ou des conducteurs d’autobus. Un conflit, quelle que soit son issue, coûte toujours quelque chose aux parties en présence (Hemingway, 1978, pp. 79, 123-125, 168-175). Mais il n’est pas de pouvoir sans conflits, au sein des organisations comme ailleurs. Albert Hirschman a tenté avec bonheur de synthétiser dans un modèle à la fois simple et étonnamment suggestif les ressources dont disposent les membres d’une organisation pour protester contre son mauvais fonctionnement. Il les réduit à la trinité *Exit* (la rupture par la sortie, la fuite, l’évasion), *Voice* (la protestation interne), *Loyalty* (la fidélité) (Hirschman, 1970). Parmi les organisations dont traite l’auteur, les associations volontaires comme les partis et les groupes de pression ont ceci de particulier qu’elles permettent, par définition, la « sortie » volontaire de leurs membres si bien que le modèle s’applique pleinement et en toute liberté – dans un environnement pluraliste tout au moins [[478]](#footnote-478). En réalité, le choix des mécontents est prioritairement celui de partir ou de lutter de l’intérieur. Et Hirschman montre les liens qui existent dans chaque organisation entre les possibilités de contestation interne et l’hémorragie des membres. Faciliter, voire encourager ou provoquer le départ des contestataires, renforce le pouvoir des dirigeants contestés en isolant et décourageant l’opposition interne. La simple possibilité de fuite peut aboutir au même résultat. La contestation de l’intérieur suppose un espoir raisonnable de changer les choses. On peut compliquer en le précisant le schéma d’Hirschman en distinguant, par exemple, avec Brian Barry, le silence sans départ (le retrait sur l’Aventin si fréquent chez les militants déçus) ; le départ en silence (par découragement ou du fait d’un reste de loyauté envers l’organisation) ; la contestation de l’intérieur et la contestation de l’extérieur (Barry, 1973, pp. 91-92).

La question du pouvoir dans les groupes politiques peut également être étudiée d’en haut, à travers les modes de décision ou la concurrence des rôles de direction. À ce niveau la décision politique est une affaire de petits groupes primaires influents. Dans une monographie portant sur la section de Berne du Parti démocratique libre, en Suisse, Steiner et Dörff distinguent quatre types de décision [[479]](#footnote-479) en cas de divergences : la *décision majoritaire, l’arrangement à l’amiable,* la *décision par interprétation* et la *non-décision* (Steiner et Dörff, 1980, p. 23). L’originalité de la typologie vient de la définition du mode de « décision par interprétation », fort utilisé aux échelons suprêmes du pouvoir (décisions gouvernementales notamment) mais curieusement non conceptualisé jusque-là : un (ou plusieurs) participants à la réunion (le secrétaire [492] ou le président de séance, par exemple, un personnage influent en tout cas) interprète les débats, en les résumant le cas échéant, et cette interprétation est tacitement acceptée par les participants, ce qui clôt la discussion ; contrairement à la décision majoritaire, une décision par interprétation ne donne pas nécessairement raison à la majorité et laisse un certain flou sur la division réelle des opinions dans le groupe ; elle ne se confond pas davantage avec un arrangement à l’amiable dans la mesure où une acceptation tacite n’équivaut pas à un accord formel et peut couvrir un désaccord qui n’ose pas se manifester publiquement (Steiner et Dörff, 1980, pp. 56-62). À l’aide d’une analyse statistique approfondie des données réunies sur 466 conflits soulevés dans quelque 111 réunions de comités divers du parti qu’ils ont observé, Steiner et Dörff démontrent que le choix du mode de décision au sommet d’une organisation partisane semble dépendre essentiellement de la taille du groupe (7 membres ou moins, 8 à 20 membres, plus de 20 membres) ; du niveau politique des membres dans la hiérarchie partisane (groupes de hautes personnalités du parti, groupes de personnalités d’importance secondaire, groupes mixtes) ; de la nature du conflit (conflits de valeurs : accord sur les buts, désaccord sur les moyens ; conflits d’objectifs : désaccord sur les buts). Dans les petits groupes de haut niveau engagés dans un conflit de valeurs, l’accord à l’amiable est le plus fréquent, la décision à la majorité la moins fréquente. Dans les petits groupes de haut niveau ayant à traiter un conflit d’objectifs, la non-décision est fréquente, la décision par interprétation un peu moins, les décisions à l’amiable ou à la majorité peu probables. Autrement dit les petits cercles influents sont essentiellement déterminés, dans le choix d’un mode de décision, par la nature de l’enjeu. Dans les groupes plus larges et moins influents le rôle des individus, voire le hasard, pèsent beaucoup plus sur la façon dont le groupe se détermine (Steiner et Dörff, 1980, pp. 159-170). Quant aux effets de ces divers modes de décision ils varient selon que l’on se place du point de vue de la participation des membres (favorisée par les décisions à la majorité et, à la rigueur, par les accords amiables), de l’innovation et de l’adaptation du groupe (également favorisée par le mode de décision majoritaire), ou de l’unité et de la paix interne (entretenue au contraire par les types de décisions non majoritaires) (Steiner et Dörff, 1980, pp. 184-194). La théorie « consociationnelle » – réduction des conflits et limitation de la violence politique interne par entente à l’amiable des *élites* du pouvoir (cf. Lijphart, 1969 ; Lehmbruch, 1974) – s’applique aux partis et autres groupes politiques aussi bien qu’aux États.

L’étude des modes de décision des dirigeants d’organisations conduit à préciser le modèle par trop schématique de Robert Michels. Le pouvoir, selon l’autorité du dirigeant principal du groupe, est plus ou moins solitaire. William Schonfeld distingue ainsi *pouvoir monocratique* – caractérisé par l’influence prédominante d’une seule personne sur les décisions du groupe, même si elle s’appuie sur d’autres, et *pouvoir oligarchique* – dans lequel une petite coalition de dirigeants tend à exercer une influence disproportionnée sur les décisions collectives du groupe. Dans le système oligarchique, note Schonfeld, les renouvellements du personnel dirigeant sont limités, les promotions sont lentes, la désignation d’un nouveau chef est collective, consensuelle et n’entraîne normalement pas de bouleversement de stratégie, de style d’action, de personnel dirigeant – sauf, évidemment, crise grave dans [493] l’organisation. La direction des partis communistes est un bon exemple de fonctionnement oligarchique. Dans le système monocratique, par contre, la stabilité des élites dirigeantes est beaucoup moins assurée. Le monocrate, pour réduire le nombre de sous-leaders indépendants et diminuer leur influence dans les instances de direction, bouleverse la composition des élites dirigeantes à son accession au pouvoir, quitte à limiter les changements de personnes dans les années suivantes ; les promotions (et démotions) rapides sont courantes ; la succession du chef se traduit toujours par une crise de personnel, de stratégie politique, voire de style d’action (Schonfeld, 1980, pp. 858-860). L’instabilité périodique du cercle dirigeant d’un groupe serait donc un indice de pouvoir monocratique, sa stabilité relative – y compris dans les périodes de succession au sommet – un indice de pouvoir oligarchique (terme préférable, de beaucoup, à celui de direction collective qui implique plus ou moins l’égalité et l’unité des dirigeants). Le contraste entre l’instabilité sanglante du cercle dirigeant du Parti communiste de l’Union soviétique sous Staline et son extraordinaire stabilité sous les successeurs de Staline va bien dans le sens de cette règle. Tout dirigeant d’organisation a besoin de soutiens, mais ses soutiens viennent d’alliés qui sont plus ou moins ses égaux selon les groupes. Frederick Bailey distingue ce qu’il nomme le *noyau* – composé de soutiens moraux et affectifs – de *l’entourage* d’un dirigeant, dont le soutien est de nature plus transactionnelle, donc plus critique (Bailey, 1971, pp. 59-60). La manipulation des instances dirigeantes du groupe par un chef monocratique a précisément pour objet d’étendre le noyau de ses fidèles aux dépens de l’entourage.

Kenneth Janda a établi l’existence d’une double échelle de « structuration du pouvoir » et de « personnalisation du pouvoir » dans les partis, les deux phénomènes étant donc de nature différente. Le niveau de différenciation et de structuration de l’organisation, le contrôle central ou local de l’information en son sein, celui de la discipline de ses adhérents définissent le degré de *centralisation* du pouvoir dans le parti ; le mode de sélection du leader national, le niveau où la politique du parti est élaborée et le degré de concentration des pouvoirs de direction sont corrélés à la *personnalisation* du pouvoir à la tête du parti (Janda, 1980, pp. 109-117, 153-157). Janda nous apprend au passage que la définition de la politique des partis est une affaire nationale (elle se fait dans 20 à 23 % des cas au niveau du Congrès national, dans 44 % des cas au niveau de l’exécutif national et dans 26 à 31 % des cas à celui du leader national du parti) et que près de 40 % des partis dans le monde sont contrôlés par un seul homme (Janda, 1980, pp. 114, 117). Ces tendances sont sans doute encore accentuées dans les groupes de pression.

La différenciation des rôles dans les groupes est un facteur important du partage conflictuel du pouvoir. La distinction établie par Frank Sorauf entre organisation partisane proprement dite (l’appareil), le parti-de-gouvernement (groupes parlementaires et cercle ministériel) et le parti-dans-l’électorat (communauté des citoyens qui s’identifient au parti) est reprise, sous une forme ou une autre, par la plupart des spécialistes avec l’idée, comme l’écrit Sorauf, que « la complexité du comportement des partis peut être expliquée, pour l’essentiel, par le jeu des relations entre ces trois secteurs du parti et la nécessité où ils sont de coordonner des motivations et des objectifs différents » (Sorauf, 1967, p. 38 ; pour un ouvrage [494] fondé sur cette problématique, cf. aussi Rose, 1974). Autrement dit, la complexité du fonctionnement des partis, et autres groupes politiques, vient des conflits de rôles que la division du travail ne peut manquer de susciter en leur sein. Les exemples de tels conflits abondent : conflits entre ministres et députés ; entre élus, permanents et militants ; dirigeants locaux et nationaux ; dirigeants politiques et représentants des groupes d’intérêts qui leur sont proches ; délégués d’atelier et responsables géographiques d’une section ; experts et politiciens ; représentants des divers « appareils » au sommet d’un parti-État de type communiste : le parti, l’armée, l’administration d’État, la police politique, la bureaucratie, l’organisation et la jeunesse, la commission du Plan et les syndicats (cf. Ionescu, 1967, pp. 25-28), etc.

Une bonne partie du temps et des efforts des dirigeants de groupes politiques est consacrée au maintien de l’unité du groupe. Janda montre ainsi que 69 à 70 % des partis ne respectent pas totalement la discipline de vote au Parlement ; 17 % ont des fractions *personnelles* organisées – cliques et autres formations centrées sur une personnalité (auxquelles s’ajoutent 15 à 17 % de cliques informelles) ; 16 % des fractions *idéologiques* organisées (plus 23 % de fractions informelles mais repérables). D’où des problèmes permanents de cohésion dans la mesure où ces conflits de tendances ne sont réglés par des purges que dans une toute petite minorité de partis – 11 à 14 % au maximum (Janda, 1980, pp. 119, 121-122, 125). Le fait que le fractionnisme est un gage de démocratie interne n’enlève rien aux problèmes de gouvernement qu’il pose aux dirigeants de partis (cf. l’essai d’application de la théorie des coalitions aux alliances et aux luttes de courants du Parti socialiste français de 1971 à 1981 : Sevin, 1982). Certains politistes vont plus loin et voient dans les tendances centralisées et personnalisées, avec leur sectarisme et les ambitions personnelles qu’elles couvrent, une « autre caricature de démocratie » qui fait pendant à la caricature communiste du centralisme démocratique (cf. Cayrol, 1978, p. 173).

Conclusion

[Retour au sommaire](#sommaire)

L’autonomie d’un groupe politique volontaire – exprimée dans son organisation interne, ses règles d’appartenance, le choix de ses objectifs et de sa tactique – n’est jamais que relative. Janda établit ainsi que 60 % des partis mondiaux sont financièrement dépendants de groupes d’intérêts – dont 20 % qui dépendent d’un seul secteur social (commerce et industrie, syndicalisme ouvrier, organisations agricoles, aristocratie foncière, etc.) (Janda, 1980, pp. 92-93). De nombreux groupes d’intérêts, à l’inverse, sont explicitement ou implicitement liés à des partis pour la défense de leurs objectifs. Un groupe peut toujours en cacher un autre. L’environnement dans lequel évolue le groupe politique – environnement socio-économique, socio-politique, culturel et institutionnel – agit souvent plus sur lui qu’il n’est dans son pouvoir de le transformer, le poussant à s’adapter de façon continue à ses contraintes. On peut illustrer ces réalités par des anecdotes significatives. Un chercheur [495] américain raconte ainsi qu’enquêtant sur les dirigeants socialistes français, il lui suffit de recopier une lettre d’introduction d’un dirigeant *gaulliste* en remplaçant le mot « compagnon » par « camarade », le « vous » par « tu » et « mouvement » par « parti » pour être félicité sur son excellente compréhension de la mentalité des *Socialistes* (Schonfeld, 1983, p. 41). Plus sérieusement on ne peut manquer d’être frappé par les similitudes de fonctionnement de deux partis opposés lorsqu’ils se trouvent dans une même situation (cf., par exemple, les relations entre dirigeants gaullistes puis socialistes de l’appareil, du groupe parlementaire et du gouvernement, en situation de parti dominant, sous la Ve République : Chariot J., 1983*b).* Il reste que les associations, comme les individus, conservent toujours une certaine latitude d’action au sein du réseau d’obligations et de contraintes où elles se trouvent. Chacune d’elles se mesure aux autres telle qu’en elle-même, avec ses forces et faiblesses particulières.

[496]

[497]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

Chapitre VII

“L’INTERATION DES  
GROUPES POLITIQUES.”

Par Jean et Monica CHARLOT

[Retour au sommaire](#sommaire)

À l’exception, d’importance il est vrai, de certains systèmes de parti unique, les partis politiques et les groupes de pression sont en perpétuelle concurrence : interaction des partis au sein de chaque système de partis, des groupes de pression au sein de chaque système d’intérêts, des partis et des groupes de pression au sein de chaque système politique. Sur ces divers champs politiques les groupes s’affrontent cependant avec des ressources très inégales, les plus démunis pouvant pallier leur faiblesse, dans une certaine mesure, par des alliances. Pour appréhender les fonctions des groupes d’intérêts et des partis dans un système politique, il faut donc au préalable connaître leurs rapports de forces et leurs tactiques d’alliances.

Section 1

L’inégalité des groupes politiques

1. Des ressources politiques  
inégalement réparties

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les ressources politiques des partis sont plus nettement caractérisées et plus faciles à mesurer que celles des groupes de pression. Elles sont cependant bien souvent de même nature. Si l’on entend avec Robert Dahl, par « ressource politique », tout moyen par lequel une personne ou un groupe peut influencer le comportement des autres (Dahl, 1973, p. 94), la liste des ressources des groupes de pression va de l’argent à la combativité, en passant par le nombre, l’organisation, la compétence, l’information, les relations, l’image sociale, l’utilité sociopolitique et, le cas échéant, des armes – tous moyens d’action qui définissent également la force des partis, sous réserve de quelques spécifications et de différences d’emphase dans leur utilisation.

[498]

A. INVENTAIRE DES RESSOURCES

*L’argent* est sans doute à la fois la ressource la plus nécessaire et la moins facilement légitimée des groupes de pression et des partis (voir au chapitre précédent les contraintes culturelles qui s’exercent sur les groupes politiques). Pour se financer certains partis se placent dans la dépendance plus ou moins absolue et permanente de groupes d’intérêts (partis travaillistes et syndicats ouvriers, partis conservateurs et milieux d’affaires, partis agraires et organisations paysannes, voire partis subversifs et puissances étrangères, etc.). Le problème, dans ces cas de corruption collective *diffuse*, est de démêler ce qui l’emporte, de la dépendance financière ou de la parenté idéologique qu’elle suppose : tant que le parti n’est pas amené à dévier de sa ligne politique pour des raisons opportunistes de financement, on ne peut en effet conclure de la dépendance *financière* à la dépendance *politique*. L’appréciation globale de ce type de situation ne peut être tentée qu’à partir d’études précises des conflits entre les groupes qui financent et les groupes financés. Contrairement aux croyances dans la toute-puissance de l’argent, ces études ne confirment pas l’hypothèse de la suprématie inéluctable de ceux qui tiennent les cordons de la bourse – ne serait-ce qu’à cause de la difficulté de rompre ce genre d’association compte tenu de la *réciprocité* des bénéfices procurés (cf. les conflits entre le Parti travailliste britannique et les syndicats qui le financent dans les années 1960.) Les exemples de corruption collective *ponctuelle* sont plus faciles à caractériser, mais généralement plus difficiles à connaître. Lorsque les coopératives laitières américaines versent les deux tiers d’un million de dollars au comité électoral de Richard Nixon et que celui-ci, une fois réélu Président, fait augmenter le prix du lait, comment ne pas diagnostiquer un cas patent de corruption politique ? (Alexander, 1976, pp. 118-120 ; cf. aussi pour la France, Jeanneney, 1981). Quant à l’idée complaisante ou optimiste du « nouveau lobby » dont l’action de pression politique aurait naturellement cessé, avec le développement politico-économique, d’agir en sous-main par la corruption *individuelle* caractérisée (Herring, 1929 ; Meynaud, 1962, pp. 211-212), elle s’est trouvée infirmée par des scandales internationaux comme celui de Lockheed en 1976 (cf. Williams, 1979, p. 248 ; Pinto-Duschinsky, 1976). La grande différence entre les pays industriels avancés et les pays les plus démunis est la faiblesse de l’État dans ces derniers – par manque d’autonomie financière et institutionnelle. Laurence Whitehead montre ainsi, à propos de la Bolivie, combien dans un État fiscalement et commercialement dépendant de sources de revenus très peu nombreuses (une compagnie minière, les États-Unis puis, plus récemment, du pétrole et du gaz), sans cesse menacé donc agressif – la corruption, la violence et l’instabilité politiques dominent les rapports entre les intérêts (syndicats, paysans, entreprises, forces armées), sans aboutir véritablement à une situation stable au profit de l’un d’eux (Whitehead, 1975). Plus les groupes d’intérêts, dans leur utilisation de l’argent comme moyen de pression, sont motivés par des raisons d’efficacité, plus la disparité est forte dans la distribution des fonds, au profit des candidats et des partis les plus crédibles, donc les plus puissants. Cette hypothèse de bon sens a été démontrée, pour les élections au Congrès des États-Unis en 1974 et 1976, par W. P. Welch : les groupes économiques avantagent les candidats ou les partis les mieux placés pour l’emporter, spécialement quand ils sont [499] proches de leurs intérêts et menacés par un adversaire hostile à ces intérêts (Welch, 1979). Cette tendance a beau être atténuée, surtout dans les systèmes à partis multiples, par des placements de précaution sur certains partis ou candidats secondaires (cf. Ehrmann, 1959), il reste que le financement des élections et des partis par les groupes d’intérêts – à droite comme à gauche – joue dans le sens de la conservation des positions acquises. Les petits partis (et les grands partis extrémistes) ne peuvent généralement compter que sur des contributions individuelles, exclusivement motivées par l’idéologie, à moins de recourir à des soutiens institutionnels étrangers au système ; les grands partis établis, au contraire, trouvent toujours – quoi qu’ils disent – l’argent dont ils ont besoin pour saisir leur chance d’exercer le pouvoir.

L’inégalité financière n’est pas moins grande parmi les groupes de pression que parmi les partis. L’aisance de la plupart des groupes d’intérêts économiques, fondée sur les bénéfices matériels qu’ils peuvent apporter à leurs membres et les moyens dont ils disposent pour forcer ou presser l’adhésion, tranche avec le manque de moyens des groupes d’idées – encore que ceux-ci aient parfois l’occasion de mobiliser – comme les partis – des soutiens spécifiques dans les milieux économiques et financiers ou syndicaux.

Il va de soi que l’argent n’est pas seulement une ressource politique directe, utilisée à travers la gamme étendue et subtile des divers modes de corruption du pouvoir, mais aussi une ressource politique indirecte dans la mesure où il permet de renforcer ou de suppléer à l’absence d’autres moyens d’action. Lorsque le Parti conservateur britannique, pour citer un seul exemple, consacre 80 000 livres l’année précédant les élections législatives de 1983, à l’achat d’un ordinateur icl me 29 qui permettra, notamment, d’envoyer un demi-million de lettres personnalisées dans une soixantaine de circonscriptions marginales, il est clair qu’il renforce et modernise son organisation de propagande et compense en partie le nombre et les compétences limités de ses militants-là où ils seraient les plus utiles [[480]](#footnote-480).

Le *nombre* est une ressource politique généralement plus légitime que l’argent. Les groupes politiques cachent ou minimisent leurs moyens financiers, ils gonflent et étalent volontiers leur force numérique, considérée comme un gage de représentativité, dans leurs statistiques générales et spécialisées d’adhérents, leurs manifestations de masses, etc. La force d’une organisation se mesure presque toujours uniquement au nombre des personnes ou des groupes qu’elle réussit à mobiliser sur divers terrains d’action. Pour les partis la distinction de Maurice Duverger entre champ électoral, champ parlementaire et champ gouvernemental (Duverger, 1951, pp. 364-370) – auxquels on peut ajouter le champ militant – est fondamentale. L’enjeu, sur chacun de ces terrains de lutte, est d’une importance cruciale du point de vue du pouvoir : la force militante d’un parti (nombre d’adhérents actifs) mesure sa capacité de mobilisation politique ; sa force électorale (nombre d’électeurs), sa légitimité politique – dans les systèmes démocratiques du moins ; sa force parlementaire (nombre de sièges), son pouvoir de contrôle politique ; sa force gouvernementale (nombre et importance de ses positions exécutives), son pouvoir de décision politique. Ces champs, notamment les trois derniers, sont étroitement liés sans que, du fait [500] des lois électorales, des alliances et des interdictions de partis, la force d’un parti soit la même sur chacun d’eux. Kenneth Janda a classé les partis de son échantillon mondial dans l’ordre croissant de leur force sur les terrains électoraux, parlementaires et gouvernementaux (cf. tableau 1). Considérées séparément ces statistiques n’ont guère de signification : Janda élimine au départ la plupart des petits partis, qui sont donc très sous-représentés dans ses tableaux ; de plus, les partis ne s’affrontant que dans les limites de leur système national de partis, la mesure de leur force relative au niveau planétaire est dénuée de sens. La comparaison, par contre, de la distribution des mêmes partis (147 au total) sur les quatre dimensions définies par leur part de suffrages législatifs recueillis, de sièges législatifs occupés, de portefeuilles ministériels et de présidences du gouvernement ou de l’État détenus révèle des disparités politiquement cruciales. Pour quelque 18,4 % de partis qui approchent ou dépassent 50 % des *suffrages* exprimés aux élections législatives (auxquels il faut ajouter les partis uniques), on en trouve 24 % qui approchent ou dépassent 50 % des *sièges* à la Chambre basse, 52 % qui disposent au gouvernement de la majorité – ou presque – des *portefeuilles*, 33,3 % qui assument la *direction suprême* du pouvoir. Les grands partis,

Tableau 1. –

La force inégale des partis dans le monde  
aux niveaux électoral, parlementaire et gouvernemental,  
1957-1963 (Janda, 1980)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Distribution des partis (en %) selon leur force croissante* | | | |
| *Échelle de puissance* | *Électorale* (1) | *Parlementaire* (2) | *Gouvernementale* (3) | |
| (3 *a*) | (3 *b*) |
| 0 à 5  % | 8,2 | 16,5 | 30,1 | 55,7 |
| 6 à 15  % | 19,3 | 25,3 | 1,4 | 1,4 |
| 16 à 25  % | 20,2 | 16,4 | 7,5 | 4,1 |
| 26 à 35  % | 12,8 | 9,6 | 8,2 | 4,8 |
| 36 à 45  % | 21,1 | 8,2 | 0,7 | 0,7 |
| 46 à 55  % | 9,2 | 6,2 | 4,1 | 2,7 |
| 56 à 65  % | 3,7 | 3,4 | 0,7 | 0,7 |
| 66 à 75  % | 0,9 | 4,8 | 6,8 | 5,4 |
| 76 à 85  % | 3,7 | 4,1 | 2,1 | 1,4 |
| 86 à 95  % | 0,9 |  | 0,7 | 0,7 |
| 96  % et + |  | 5,5 | 37,7 | 22,4 |
| Total | 100 | 100 | 100 | 100 |
| (Nombre) | (147 partis) | (147 partis) | (147 partis) | (147 partis) |

(1) Variable 2.06 « *Electoral Strength* » (Table 4.6 *b*, p. 38) : moyenne des pourcentages des suffrages exprimés lors des élections de la période à la Chambre basse (ou, à défaut, des élections présidentielles). Les partis uniques sont exclus du tableau par Janda.

(2) Variable 2.05 « *Legislative Strength* » (Table 4.5 *b*, p. 37) : moyenne annuelle des sièges détenus par le parti à la chambre basse.

(3) 3 a : variable 2.03 « *Cabinet Participation* » (Table 4.3 *b*, p. 34) : moyenne des portefeuilles ministériels détenus par le parti ; 3 *b* : variable 2.02 « *Government Leadership* » (Table 4.2 *b*, p. 33) : moyenne des années durant lesquelles le parti détient le poste suprême de l’exécutif (chef de gouvernement ou Président selon les cas).

[501]

électoralement parlant, ont plus de pouvoir qu’ils ne devraient en avoir à la proportionnelle des suffrages qu’ils recueillent.

En 1951 Maurice Duverger appelait les politistes, de ce point de vue, à ne « pas minimiser (…) l’influence d’un facteur général d’ordre technique : le système électoral » (Duverger, 1951) et Georges Lavau lui rétorquait : « Le mode de scrutin demeure une bien petite chose au regard des facteurs complexes et infiniment divers qui, combinés différemment dans chaque société nationale ou chaque groupe de sociétés nationales, conditionnent la vie politique » (Lavau, 1953). Ce débat classique, où juristes et sociologues semblent poursuivre un dialogue de sourds, s’est trouvé tranché vingt ans plus tard, empiriquement, par l’étude systématique de 121 scrutins législatifs, de 1945 à 1965, dans 20 démocraties occidentales (Rae, 1971). Apparemment, Rae donne raison à Lavau contre Duverger quand il constate que l’effet des lois électorales sur la force parlementaire des partis est finalement marginal : tous les systèmes électoraux, certes, avantagent les grands partis (20 % et plus des voix) dans la transformation des voix en sièges parlementaires, et désavantagent les petits ou moyens partis ; mais le bonus ou malus en sièges (apprécié en soustrayant le pourcentage des sièges du pourcentage des voix d’un parti donné) que l’on constate alors, se limite à 2,39 points en moyenne pour 115 élections, avec des écarts qui dépassent de façon rarissime 5 points de pourcentages. Bref, le mode de scrutin ne fait pas la force parlementaire d’un parti, il peut tout au plus la gonfler ou la rogner quelque peu. Cependant Rae rend justice à Duverger contre Lavau en montrant que ce coup de pouce du mode de scrutin sur la distribution des sièges est souvent décisif, bien que marginal, pour la dévolution du pouvoir : sur l’ensemble des consultations législatives étudiées, Rae en trouve 63 % dont aucune majorité ne sort, 14 % dans lesquelles un parti (ou une alliance de partis) obtient à la fois la majorité des sièges et la majorité des voix et, surtout, 23 % avec majorité des sièges sans majorité des voix. Près d’une élection sur quatre, autrement dit, aboutit à une « majorité fabriquée » par le mode de scrutin [[481]](#footnote-481) (sur les effets des modes de scrutin, cf. aussi Cadart, 1983).

Quant à la force militante de certains partis et groupes de pression, elle leur permet notamment de se manifester dans des rassemblements et manifestations de rues plus ou moins imposants, ou par diverses techniques d’action directe. Pour être bien utilisée, la force numérique suppose le recours à une autre ressource politique : l’organisation.

*L’organisation* est à la base du développement et du pouvoir des associations politiques modernes. Elle s’exprime dans une division hiérarchique, géographique et fonctionnelle des tâches. Elle assure, malgré d’inéluctables déperditions de moyens qu’analyse la théorie de la bureaucratie (pour une introduction, cf. Pugh, 1971), la continuité, la cohérence et l’adaptation de l’action aux circonstances. Bref, une bonne organisation est une ressource politique fondamentale pour tout parti ou groupe d’intérêts. Ayant longuement traité des problèmes d’institutionnalisation, de distribution du pouvoir et autres questions touchant à l’organisation des groupes politiques, [502] nous nous contenterons de rappeler ici que la valeur d’une organisation s’apprécie selon divers critères, dont les principaux sont sans doute la différenciation des structures, la formation et la spécialisation des membres, le contrôle hiérarchique – plus ou moins souple – des activités.

*La compétence* est une ressource organisationnelle peu voyante mais d’une grande efficacité, surtout dans les sociétés industrielles avancées. Certains groupes ont la matière grise de leurs membres pour ressource essentielle. C’est le cas des clubs politiques et autres groupes de pression d’intellectuels, par définition, mais aussi de nombreuses associations patronales dont les experts financiers et techniques sont toujours prêts à documenter l’administration gouvernementale, les commissions parlementaires et les groupes de réflexion des partis politiques. Les groupes de pression et les partis les plus attachés à l’action de masses ne peuvent se passer d’experts économiques, financiers, sociaux, juridiques, sans parler des spécialistes des relations publiques et des organisations. L’attitude des partis de masse à l’égard des conseils en campagnes politiques est significative à cet égard : ils les ont le plus souvent rejetés, dans un premier temps, au nom de la supériorité supposée que la masse et le dévouement de leurs militants leur donnaient sur les partis de cadres ; devant l’efficacité du professionnalisme des conseils en campagnes politiques, ils ont, dans un second temps, fait appel à l’aide bénévole des spécialistes qui se trouvaient être en même temps membres du parti ; les inconvénients du bénévolat au plus haut niveau d’une organisation – manque de contrôle de l’appareil sur les « conseils » bénévoles – les ont finalement conduits, dans bien des cas, à s’adresser tout comme les partis de cadres à des agences commerciales de conseils (cf. M. Charlot, 1970 *b* et 1983). Ce qui montre, soit dit en passant, la vanité des typologies de groupes politiques à partir de critères d’organisation : les formules d’organisation efficaces finissent toujours par être adoptées par tous les partis et tous les groupes de pression, même si elles cadrent mal, au départ, avec leur idéologie.

*L’information* est une ressource politique liée à la compétence et à l’organisation des groupes. Les informations spécialisées sont les munitions des experts dans les confrontations d’intérêts : l’accès à l’information, sa distribution et sa rétention sont des moyens de lutte et de pouvoir. C’est particulièrement vrai chaque fois que la décision politique dépend de données d’une haute technicité, comme dans le cas des innovations techniques. Michel Callon, dans son étude de l’État français face au projet technologique d’un véhicule électrique, montre ainsi comment le monopole d’expertise dont dispose l’Électricité de France lui permet d’évaluer techniquement, pour les décideurs politiques, en fonction de critères correspondant à ses propres convictions, les projets différents du sien et de jeter au bon moment les interdits qui favorisent les intérêts particuliers de l’industrie électrique : « L’administration n’a pas les moyens de décoder les controverses purement techniques pour faire apparaître les enjeux politiques qu’elles expriment et dissimulent » (Callon, 1979, p. 446). La distinction de Nadel et Rourke entre expertise « absolue » (monopole des données par un groupe d’experts) et expertise « relative » (appréciation de la viabilité du coût et de l’utilité d’un projet) marque bien la force politique de l’expertise et de l’information [503] dans certains domaines d’action (Nadel et Rourke, 1975, p. 379). L’industrie des armements et, plus généralement, les industries de pointe sont les champs naturels de l’expertise « relative », sinon « absolue ». L’inégalité d’information, mais non d’expertise, constitue un cas de figure classique dans le couple majorité de gouvernement-opposition. Elle justifie, pour partie, certains écarts entre les promesses faites dans l’opposition et la politique menée au pouvoir. Nous reviendrons sur le sujet dans la deuxième partie de ce chapitre.

*Les relations*, c’est-à-dire l’accès aux pouvoirs et aux moyens d’influencer les pouvoirs (les médias notamment), représentent la ressource politique la plus souvent mentionnée s’agissant des groupes d’intérêts. De fait, si elles peuvent jouer un certain rôle dans l’action des partis – notamment dans leurs activités de patronage et de clientèle, elles sont au cœur de l’action de pression des groupes d’intérêts. Elles prennent des formes variées : réseaux amicaux entre représentants du groupe et prescripteurs d’opinions ou décideurs politiques ; audiences plus ou moins régulières devant des organisations partisanes, des inter-groupes, des groupes ou des commissions parlementaires (procédure américaine des *hearings*), des hauts fonctionnaires, des membres des cabinets ministériels, des ministres, des chefs de gouvernements et d’État ; voire contacts institutionnels entre groupes et gouvernement. Eldersveld propose de mesurer l’intégration d’un groupe à l’appareil de décision gouvernemental sur une échelle à six échelons :

– association directe du groupe à la formulation d’une politique (intégration institutionnelle) ;

– liens étroits de consultation et de soutien entre le groupe et le pouvoir politique ;

– pouvoir de veto absolu du groupe sur les décisions du pouvoir politique, qu’il soit accepté ou subi (concept intéressant des « groupes-veto ») ;

– reconnaissance du groupe comme représentatif et prise en considération de son point de vue par le pouvoir politique ;

– relations fondées sur la prise en compte des capacités de représailles du groupe ;

– rejet du groupe par le pouvoir, le poussant aux actions d’agitation et de résistance (Eldersveld, 1958, p. 187).

Comme le suggère le premier barreau de l’échelle on assiste dans certains cas à une véritable institutionnalisation publique des groupes d’intérêts privés. Ainsi, en France, des « ordres » (d’avocats, de médecins, d’architectes, de pharmaciens, de sages-femmes, de chirurgiens-dentistes) qui ont le privilège d’organiser leur profession et bénéficient à cet effet de prérogatives de la puissance publique (cotisation obligatoire à l’ordre, contrôle d’accès à la profession, attributions juridictionnelles, etc.). On peut les rapprocher des agences publiques chargées, aux États-Unis, de la réglementation d’une profession ou d’une région (*Tennessee Valley Authority*, par exemple), et du quango britannique (*Quasi Autonomous Non Governmental Organization*, « organisation non gouvernementale quasi autonome »), qu’il soit de type exécutif (*Arts Council*, *National Enterprise Board*, *British Overseas Trade Board*, etc.), consultatif, ou judiciaire (*Police Arbitration Tribunal*, *Agricultural Land Tribunals*, *Supplementary Benefit Appeals Tribunals*, etc.). Dans les trois cas il s’agit d’organisations non gouvernementales [504] financées par l’État pour exercer certaines prérogatives de l’État sans être soumises au contrôle quotidien d’un ministère ou de la fonction publique. Les commissions du plan, de même, réunissent en France plusieurs milliers de syndicalistes, hommes d’affaires et hauts fonctionnaires pour l’élaboration des plans de modernisation et d’équipement. Mais elles sont loin d’être le seul lieu de concertation institutionnelle des groupes avec l’État. Selon Ehrmann il n’y avait pas moins de 500 conseils, 1 200 comités (dont 120 au ministère des Finances) et 3 000 commissions établis, dans la France du milieu des années 1970, au seul niveau national (Ehrmann, 1976, p. 197). Quant aux conseils économiques et sociaux ils exercent plus ou moins, dans divers pays, une triple fonction de contrôle de l’interventionnisme économique de l’État, d’affirmation du pouvoir politique des groupes d’intérêts mais aussi d’intégration de ceux-ci dans le système politique (Vito, 1958, p. 275-276).

Selon toute une série d’études récentes, l’institutionnalisation croissante des rapports entre groupes d’intérêts et État, dans les démocraties industrielles avancées, créerait une véritable situation de *néo-corporatisme* (Schmitter et Lehmbruch, 1979 ; Harrison, 1980 ; Berger, 1981 ; Lehmbruch et Schmitter, 1982). Comme le montre cependant Frank Wilson, à partir d’une enquête empirique sur l’interaction entre groupes d’intérêts et gouvernement en France sous la Ve République, la participation des groupes à des instances de nature corporatiste est d’autant moins exclusive d’autres formes d’action que la plupart des représentants de groupe – à l’exception peut-être des agriculteurs – jugent inefficaces ces instances corporatistes (Wilson, 1983, p. 252).

*La combativité* d’un groupe politique n’est pas la moindre de ses ressources. Le défaitisme conduit à une défaite certaine en la devançant. La volonté, le moral élevé d’un candidat, d’un parti, d’un groupe d’intérêts peut lui faire tirer des bénéfices inattendus de ressources limitées et médiocres. La combativité est naturellement une question de caractère, donc de personnel, et de foi, donc d’idéologie. Mais elle peut également dépendre de la situation des intérêts en présence : un groupe menacé dans son existence même, ou ses intérêts les plus fondamentaux, est normalement plus combatif qu’un groupe ou parti bien établi et nanti. La combativité d’un groupe se mesure notamment à sa capacité de résistance aux pressions dans les négociations et de poursuite de l’action entreprise, si besoin est, après un premier échec. Il n’existe guère d’études sur cette ressource pourtant décisive dans bien des conflits.

*L’image* du groupe politique est également une donnée avec laquelle il faut compter dans une situation conflictuelle. Il s’agit, comme l’avait noté Graham Wallas dès le début de ce siècle, « des réactions émotives » suscitées par le seul nom du groupe et ses connotations immédiates (Wallas, 1908, pp. 83-84). Ou, si l’on préfère, du statut sociopolitique du groupe. Certains groupes peuvent tirer crédit de leur bonne image dans l’opinion (ou/et dans les cercles du pouvoir) ; d’autres doivent compenser une image négative. Dans la mesure où une image politique est la résultante d’un long processus d’accumulation historique et de socialisation politique, c’est une ressource relativement inélastique (cf. au chapitre précédant nos développements sur les « contraintes culturelles » des groupes).

[505]

Nous ne mentionnerons que pour mémoire la *force armée* des groupes, comme ressource politique. Si l’on excepte certains moyens de fortune (pavés, billes d’acier, fourches…), utilisés lors de manifestations violentes, les groupes ne sont normalement pas armés dans un État constitué. Quand l’État perd le monopole de la violence politique, il n’y a plus d’État mais des factions en lutte pour sa conquête. La situation, cependant, n’est pas toujours aussi simple. L’équipement de certains manifestants (casques, masques, armes de combat rapproché, etc.) dans des pays où la sécurité de l’État ne semble pas en jeu (Japon par exemple), donne aux affrontements entre les contestataires et les forces de l’ordre l’allure d’une bataille rangée. Mais dans l’escalade des moyens de combat l’État conserve un avantage financier et technologique tel que force reste normalement à la loi. Il est clair qu’il est plus difficile de faire la révolution ou de réussir une émeute, du fait du déséquilibre des armes, dans les États industriels avancés que dans les démocraties européennes du xixe siècle et les nouveaux États économiquement sous-développés d’aujourd’hui… à moins de se gagner le concours de l’armée.

*L’utilité socio-politique* d’un groupe est, finalement, de toutes ses ressources politiques, celle qui dépend le moins de lui bien que pesant lourdement sur ses chances de succès. Claus Offe souligne justement que les groupes d’intérêts situés au cœur du système de production (entrepreneurs, cadres, ouvriers, fonctionnaires, exploitants agricoles, etc.) sont favorisés par le pouvoir politique car ils sont dotés de moyens de chantage économiques et politiques importants ; les groupes de pression en marge du système productif (chômeurs, femmes mariées, retraités, étudiants, etc.) sont, au contraire, défavorisés. Ce qui a une double conséquence : les besoins spécifiques des groupes avantagés (salaires, profits, investissements) sont mieux assurés que ceux des groupes désavantagés (besoins sociaux collectifs comme le logement, la santé, l’instruction, les transports publics…) ; les groupes défavorisés, dès lors, sont tentés par l’action directe qui semble seule susceptible d’amener le pouvoir à prendre leurs revendications en considération (Offe, 1977). Notons que certains groupes peuvent tirer un avantage considérable de leur position stratégique dans le système de production (exemple des grèves « bouchon » des « aiguilleurs du ciel »).

B. TACTIQUES ET STRATÉGIES

Les ressources politiques des groupes sont non seulement diverses mais très inégalement réparties entre eux. Le système de compensation entre ressources définit à la fois des types de groupes et, peut-être, des modes d’action. L’opposition la plus simple est celle des groupes politiques de masses et des groupes politiques de cadres, dans la ligne de la typologie de Maurice Duverger sur les seuls partis politiques. Les « groupes de cadres » ont l’argent, les relations, la compétence et l’information, l’utilité économique et financière ; les « groupes de masses » le nombre, l’organisation, une image favorable, l’utilité sociopolitique. Aux derniers les manifestations, les grèves et autres actions directes, les campagnes d’opinion, et, à la rigueur, les négociations-confrontations ; aux premiers, les pressions personnelles et discrètes, voire les tentatives de corruption plus ou moins caractérisées… Ce tableau bien contrasté est [506] trop beau pour être vrai, il dénature plus qu’il n’éclaire la réalité. La distribution des ressources politiques est plus complexe que ne le laisse à penser cette typologie binaire. L’organisation n’est pas liée à la seule force numérique – les groupes patronaux ne sont pas moins bien organisés que les syndicats ouvriers. L’image publique des « groupes de cadres » n’est pas uniquement négative (exemple : les médecins), ni celle des « groupes de masses » constamment positive (exemple : les syndicats en Grande-Bretagne) ; toutes les organisations, en réalité, tendent de plus en plus à se préoccuper de leur image et à développer leurs relations publiques. L’expertise n’est pas réservée aux « groupes de cadres » et se développe dans tous les groupes qui sont amenés à participer de façon institutionnelle aux commissions créées par l’État. Certains groupes sont d’ailleurs largement pourvus de ressources, prétendument spécifiques, de l’un et l’autre de ces types. Antoine Prost le montre bien à propos des anciens combattants en France dans l’entre-deux-guerres : ils ont à la base le nombre (quelque 3 millions d’adhérents), la représentativité (5 titulaires de la carte du combattant sur 7 font partie d’une association) et l’organisation d’un mouvement de masses, largement populaire (fêtes, entraide, sociabilité et pressions de masses) ; mais ils disposent aussi, au sommet, d’excellents experts issus de la petite bourgeoisie (spécialistes, notamment, des problèmes de pensions et dommages de guerre), de relations faciles et constantes à tous les niveaux du système politique (commissions des finances et des pensions au Parlement ; ministères des Finances et des Pensions, présidence du Conseil, etc.), sans parler de leur intégration dans le système à travers les groupes interparlementaires ou le ministère des Anciens Combattants. À cette forte organisation multifonctionnelle s’ajoute enfin une position morale qui décourage toute critique publique de leurs actions et revendications (Prost, 1977, vol. 2, pp. 41-58, 235-245). Quant à la relation attendue entre type de groupe et style de pression elle est également démentie par les faits. L’exemple de la campagne victorieuse de *Tate & Lyle* contre la nationalisation de l’industrie sucrière, lors des élections britanniques de 1950, est instructif : évitant de paraître riche, la firme avait renoncé aux coûteuses campagnes d’affichage commercial et fait passer son message par les moyens du bord (emballages des sucres, camions de livraison *Tate & Lyle*, affichettes dans les commerces de détail) ; s’attachant à donner l’image du faible agressé par le fort, elle avait entrepris sa campagne à la demande des « petits » actionnaires du groupe et l’avait placée sous le symbole du faible « Mister Cube » (le morceau de sucre cubique transformé en une sorte d’Astérix anglais) injustement attaqué par l’État Léviathan (cf. M. Charlot, 1972). En fait, comme le montre Frank Wilson, les groupes de pression puisent tous dans un large éventail de moyens pour influencer les décisions publiques et ils changent de méthodes selon les problèmes soulevés et le contexte politique. Il faut se méfier, dans ce genre de questions, des différences entre le discours et les actes. Les responsables des syndicats ouvriers, dans l’enquête Wilson, déclarent croire avant tout dans l’efficacité des « rapports de forces », mais 42 % environ disent par ailleurs participer « souvent » à des commissions gouvernementales ou des rencontres officielles avec des représentants du gouvernement, contre 22 % seulement qui disent recourir « souvent » à des manifestations, des grèves et autres formes d’action directe (Wilson, 1983, p. 231-232). Des trois modèles d’activités des groupes d’intérêts testés par Wilson dans la France de la Ve République – le *modèle pluraliste* [507] (primauté des contacts personnels), le *modèle néo-corporatiste* (primauté des contacts institutionnels) et le *modèle protestataire* (primauté des actions directes) – aucun ne s’applique parfaitement, les groupes assurant une « politique de présence » partout où ils pensent pouvoir peser sur les décisions ; mais le modèle le plus approprié n’est ni le modèle protestataire, ni le modèle néo-corporatiste, mais bien le modèle pluraliste (Wilson, 1983, p. 251). Bref, la distinction « groupes de cadres - groupes de masses » est peu adaptée à la prévision des modes d’action des groupes d’intérêts. Les hypothèses de Claus Offe le sont davantage ; il semble assez probable, en effet, que la prise en considération d’un intérêt par les décideurs politiques dépende essentiellement de sa capacité à s’organiser (organisation), de sa capacité à tenir bon (combativité) et de son utilité socio-économique (Offe, 1977). Ce qui revient à dire que la meilleure approche pour l’étude de la mise en œuvre de leurs ressources politiques par les groupes de pression est une approche du genre « tactique et stratégie » et non pas « typologique ».

Pour les groupes d’intérêts, Henry Salisbury rappelle à juste titre que la gamme des tactiques possibles ne se limite pas au « *lobbying* », c’est-à-dire à la pression individuelle (plus ou moins organisée et professionnalisée) assortie, en cas de besoin, d’une mobilisation des soutiens à la base. Les groupes disposent également des tactiques de *représentation* – de droit ou de fait – au niveau des instances de décision politique, voire de *mobilisation systémique (*« *Comprehensive Mobilization* »*)* par la création d’un bloc solidaire avec un parti et des administrations publiques, selon le système de « parentèle » (Salisbury, 1975, p. 209 s.).

Maurice Duverger, dans un de ses cours, s’est attaché, quant à lui, à dégager une problématique pour l’étude des stratégies partisanes (Duverger, 1959). Il distingue les objectifs ou enjeux, les acteurs, le terrain, la durée et les règles de l’affrontement ; insiste sur le rôle des personnalités, le choix des moyens, le poids de la doctrine ; centre son analyse stratégique sur la question des alliances (aller seul au combat, ou s’allier ? S’allier avec qui ? à quel prix ? à quel niveau : électoral, parlementaire, gouvernemental ? Jusqu’à quel point : dépendance, fusion, absorption ?). Nombre de ces questions, qui font le quotidien de l’action politique, restent peu documentées et étudiées faute, souvent, d’être perçues par les politistes. Dans une campagne électorale, par exemple, le choix de l’adversaire (tactiques de l’affrontement direct et de l’ignorance délibérée), celui des enjeux que l’on va privilégier (cf. Budge et Farlie, 1977, p. 504) est moins évident qu’il ne paraît. Le mérite de Maurice Duverger est ici de soulever certaines de ces questions peu ou mal formulées. Dans son *Introduction à la stratégie* le général Beaufre va plus loin et nous offre un début de théorie des tactiques et stratégies. En donnant à la stratégie, vue comme « l’art de la dialectique des volontés employant la force pour résoudre leur conflit », le but suprême d’ « atteindre les *objectifs* fixés par la politique en utilisant *au mieux* les *moyens* dont on dispose », le général Beaufre suggère utilement d’organiser la réflexion stratégique autour de trois problématiques : celle des objectifs, des moyens et de l’habileté tactique des acteurs en lutte (Beaufre, 1963, pp. 16-18).

Les *objectifs*, nous l’avons vu, sont pour une large part à la discrétion des groupes. Leur analyse dans un contexte stratégique, permet de soulever quelques problèmes [508] intéressants comme celui des écarts entre objectifs déclarés et objectifs réels (marchandages, objectifs positifs et objectifs négatifs, objectifs inavoués, demandes excessives et non négociables visant à discréditer, déstabiliser, voire détruire l’adversaire, etc.), ou celui de la cohérence des buts d’une organisation. Gunar Sjöblom propose, sur ce dernier point, un modèle d’analyse qui met bien en évidence les problèmes de pondération et de priorité qui se posent aux dirigeants de partis dans le choix de leurs objectifs. Considérant qu’on peut ramener les objectifs des partis (occidentaux) à quatre choix essentiels : réalisation du programme (motivation idéologique), maximation des suffrages et maximation des sièges parlementaires (motivation politique), unité du parti (motivation organisationnelle), Sjöblom en déduit l’existence de seize tactiques élémentaires et théoriques (par la combinaison des pertes (–) ou des gains (+) par rapport à chacun des quatre objectifs considérés). Nombre de ces tactiques sont improbables, comme la recherche d’un avantage simultané sur les quatre objectifs visés (hautement souhaitable mais difficilement réalisable) ou, à l’inverse, celle d’un échec tous azimuts (peu probable). Ce qui revient à constater que l’atteinte d’un ou plusieurs objectifs suppose toujours un *coût* en ce qu’elle rend plus difficile, voire impossible, la réalisation des autres objectifs visés (Sjöblom, 1968, p. 88-92). Gouverner un groupe politique, comme un État, c’est choisir.

La problématique des *moyens* c’est aussi celle des contraintes stratégiques : contraintes liées à l’environnement, contraintes dues à l’inégalité des ressources politiques des groupes. Parmi les questions qui se posent de ce point de vue, on relèvera celle de la « crédibilité » des acteurs – qui ne dépend pas seulement de facteurs objectifs – et, plus généralement, la difficulté pour tout acteur d’apprécier objectivement sa force propre face à celle de ses adversaires (double risque de l’optimisme stratégique – s’exagérer ses ressources politiques–, et du défaitisme – surestimer l’adversaire). Dans un contexte mouvant, l’estimation correcte des forces en présence s’avère particulièrement délicate. Les partis centristes (*Mouvement Républicain Populaire*, radicaux) de la IVe République en France, par exemple, ont mis des années, sous la Ve République, à comprendre que leur position au centre ne faisait plus d’eux, dans le nouveau système, les partis charnières indispensables pour la constitution des majorités gouvernementales. Comme le soulignait le chef du Parti communiste français, Maurice Thorez, devant les dirigeants de son parti, lors de l’avènement de la Ve République : « Il n’est pas admissible pour un marxiste d’oublier l’adversaire. Singulier stratège que celui qui s’imagine qu’il suffit d’avoir préparé de beaux plans, d’avoir élaboré son ordre de bataille et mis tout son dispositif en marche pour que tout soit réglé… Tenir compte chaque fois de la situation, c’est le propre d’un vrai Parti communiste » [[482]](#footnote-482). Le conseil vaut évidemment pour tous les groupes politiques.

La problématique de l’habileté tactique, enfin, pour être délicate n’en est pas moins nécessaire. Nul doute que certains acteurs sachent tirer un meilleur parti que d’autres des ressources dont ils disposent. Savoir utiliser ses atouts, surtout quand ils sont peu nombreux (cas des petits partis), savoir prendre et garder l’initiative dans un [509] affrontement – en choisissant le moment, le terrain, l’adversaire…, savoir changer de terrain en cas de faiblesse sur un terrain donné représentent incontestablement des qualités et compétences qui, comme les ressources politiques, sont inégalement réparties.

Combinant les apports théoriques de Clausewitz, Liddell Hart, Mao Tsé-toung, Lénine, Staline, de l’école stratégique américaine d’aujourd’hui, etc., le général Beaufre propose une typologie de *cinq modèles stratégiques* qu’il est stimulant de transposer à l’étude des partis et groupes d’intérêts avec l’aide, notamment, des travaux de Dahl (Beaufre, 1963 ; Dahl, 1966, p. 105-109). Les deux premiers modèles supposent une position de force, les trois suivants des moyens plus limités :

– « *L’attaque frontale*», fort contre fort, vise à forcer la victoire selon le modèle Clausewitz de la guerre : concentration des efforts, décision recherchée sur le théâtre principal de l’engagement. En matière électorale c’est la stratégie majoritaire des deux partis (ou alliances de partis) à vocation majoritaire dans les systèmes bipartisans (ou bipolaires) (stratégie n° 1 de Dahl). Les grands mouvements de grèves et manifestations de masses en sont l’équivalent du côté des groupes d’intérêts. Ils peuvent être remplacés par une stratégie de négociation (conventions collectives, etc.).

– « *La menace directe*», fort contre faible, vise à dissuader, intimider, réduire l’adversaire par la seule utilisation de la menace : menace de le combattre, donc de le réduire, s’il n’accepte pas une alliance ; utilisation des pressions physiques pour l’instauration d’un pouvoir totalitaire, etc. Les groupes de pression dans leur lutte permanente pour la représentativité utilisent volontiers la menace directe.

– « *La pression indirecte*», faible contre fort, consiste à rompre, esquiver, se dégager pour mieux riposter, en changeant de terrain. Incapable de peser sur le terrain politique, l’opposition agira sur le terrain socio-économique à travers des groupes de pression ; un petit parti au plan électoral tirera le maximum de son utilité marginale (petit parti d’appoint) ou de sa position centrale (parti charnière) au Parlement, etc. (stratégies n° 2 et n° 3 de Dahl). De même un groupe d’intérêts mal introduit au niveau de l’exécutif y renforcera indirectement sa position par une pression de masses (action sur l’opinion) ou une pression électorale et parlementaire (action sur le pouvoir de contrôle).

– « *Les actions successives*», faible contre fort, où la faiblesse relative des moyens est compensée non plus en jouant dans l’espace, comme dans la stratégie précédente, mais sur le facteur temps : fatiguer, surprendre, rompre, feindre, tromper, poursuivre l’adversaire. C’est le modèle Liddell Hart d’approche indirecte d’un adversaire plus puissant, dans des actions imprévues, sur des théâtres secondaires, des sites non décisifs où le rapport des forces est plus équilibré. Un petit parti, par exemple, cherchera à accroître sa crédibilité électorale en mobilisant toutes ses ressources lors d’élections partielles ou locales (cf. le Parti libéral puis l’alliance sdp-libéraux en Grande-Bretagne). Faute de pouvoir affronter l’adversaire face à face, on cherche à le déstabiliser peu à peu (stratégie n° 4 de Dahl). Les groupes protestataires ont souvent recours à la guerre d’usure.

– « *La lutte totale par la guérilla*», faible contre fort, en jouant, cette fois, dans l’espace et dans le temps selon le modèle de Mao Tsé-toung : repli en cas d’avance ennemie mais avance en cas de retraite ennemie, stratégie à un contre cinq mais [510] tactique à cinq contre un, ravitaillement sur l’adversaire, solidarité absolue entre l’armée et la population (le poisson dans l’eau). Stratégie révolutionnaire qui suppose une forte illégitimité du pouvoir en place (stratégie n° 6 de Dahl).

Cette typologie vaut surtout pour les affrontements d’une certaine durée, dans lesquels il n’est pas question d’écraser mais de soumettre, au moins temporairement, l’adversaire. Hugues Lagrange, à propos des grèves, distingue le « conflit » – processus organisé, du type duel, sans paroxysme unique, étalé sur une période longue marquée par des avances et des reculs –, de la « crise » – processus multipolaire, qui s’étend par contagion, relativement bref, avec un paroxysme (exemples : les vagues de grèves de 1936 et 1968 en France ; cf. Lagrange, 1982). La typologie des tactiques s’applique bien, en ce sens, aux « conflits » où l’emploi de la violence demeure contrôlé parce que instrumental et qui sont interprétables en termes d’enjeux ; elle ne vaut guère pour les « crises » – sortes de conflits sans objet, sans gagnant ni perdant, de nature presque exclusivement expressive.

L’analyse stratégique, par ailleurs, est essentiellement fondée sur le rapport de forces des adversaires (fort contre fort, fort contre faible, faible contre fort). L’étude de la dimension des acteurs et de son évolution y est fondamentale (cf. la distinction de Maurice Duverger entre grands partis à vocation majoritaire, grands partis sans vocation majoritaire et petits partis, complétée par les notions d’évolution lente et mutations brusques, Duverger, 1951, p. 315-357). Les stratégies des petits partis, qu’ils cherchent à monnayer au mieux leur faible force en jouant sur leur valeur arbitrale (partis charnières) ou leur valeur marginale (partis d’appoint), à moins qu’ils ne se réservent pour un avenir meilleur (partis prophètes), sont particulièrement intéressants. Mais leur analyse est largement liée à celle des alliances et coalitions.

2. Systèmes de partis et coalitions

A. TYPOLOGIES DES SYSTÈMES DE PARTIS

[Retour au sommaire](#sommaire)

L’étude des effets des systèmes de partis – définis comme l’ensemble des partis en interaction dans un système politique donné – sur le fonctionnement des régimes politiques constitue l’une des préoccupations les plus anciennes de la science politique. A. Lawrence Lowell, dès 1896, oppose bipartisme et multipartisme ; recherche dans la loi électorale, les règles du jeu parlementaire et gouvernemental, les clivages économiques et sociaux, l’intensité des oppositions idéologiques et les accidents de l’histoire (rôle des personnalités, crises et révolutions, etc.), les fondements des systèmes de partis existants en France, en Italie, en Allemagne, en Suisse, etc. ; établit, enfin, un lien de causalité entre multipartisme et instabilité gouvernementale, par le biais de la fragilité des coalitions gouvernementales, en posant comme double axiome que « les gouvernements de coalition durent moins longtemps que les gouvernements homogènes » et que « le système parlementaire ne donne des gouvernements forts et efficaces que dans le cas où un seul parti détient la majorité » (Lowell, 1896, vol. 1, pp. 73-74). En un sens, comme le souligne Lawrence Dodd, les politistes, depuis [511] Lowell, n’ont fait que reprendre sa thèse de la supériorité du gouvernement d’un seul parti majoritaire – de Lord Bryce (1921) à Maurice Duverger (1951), Jean Blondel (1968) et Jean-Claude Colliard (1978) (cf. Dodd, 1976, pp. 6-10). Dès le début des années 1930 Arthur Holcombe distingue parti unique, bipartisme et multipartisme ; note l’engouement des politistes pour le bipartisme ; observe que dans un tel système les deux grands partis tendent à se rapprocher ; redit, à propos du multipartisme, que « les coalitions sont plus instables que les partis » (Holcombe, 1933, p. 590). L’apport le plus durable de Maurice Duverger, dans cette ligne de pensée, aura été la relation qu’il établit entre mode de scrutin, systèmes de partis et alliances de partis :

– la représentation proportionnelle *tend* à un système de partis multiples, rigides et indépendants les uns des autres ;

– le scrutin majoritaire à deux tours *tend* à un système de partis multiples, souples et dépendants les uns des autres ;

– le scrutin majoritaire à un seul tour *tend* au dualisme des partis (Duverger, 1951 » pp. 246-286).

Compte tenu du caractère exclusivement français du scrutin à deux tours, les débats sur les « lois » de Maurice Duverger se sont pratiquement limités à l’opposition entre représentation proportionnelle et scrutin majoritaire à un seul tour, de type britannique. Douglas Rae, dans son analyse systématique des élections législatives dans une vingtaine de pays entre 1945 et 1964, nuance et précise la formulation des lois de Maurice Duverger mais ne les infirme pas. Sur 107 scrutins, 96 (soit 89,7 %) sont conformes au modèle de Maurice Duverger : 23 élections au scrutin majoritaire (sur 27) sont associées au bipartisme, 73 élections sous un autre mode de scrutin (sur 80) le sont au multipartisme. Les « exceptions » à la règle sont concentrées dans deux pays : en Autriche pour les 4 scrutins proportionnels néanmoins associés au bipartisme, au Canada pour les 7 scrutins majoritaires à un tour pourtant liés au multipartisme (Rae, 1971, p. 93). Il suffit de reformuler – comme le fait Rae – la première et la troisième « loi » de Duverger en les modifiant légèrement pour intégrer ces exceptions :

« Le scrutin à la majorité simple est toujours associé avec l’affrontement de deux partis sauf s’il existe de puissantes minorités locales organisées en parti (cas du Canada). L’affrontement de deux partis coïncide avec d’autres modes de scrutin quand, et seulement quand, les partis minoritaires concernés sont très faibles (cas de l’Autriche) » (Rae, 1971, p. 95).

Il reste, quoi qu’en dise Douglas Rae, que le modèle Duverger résiste fort bien à l’épreuve des faits, beaucoup mieux que la plupart des « lois » formulées dans les sciences humaines. Dans une note de recherches, William Riker résout même une autre « exception » à la règle du bipartisme en système majoritaire, celle de l’Inde, en montrant que lorsque le parti le plus fort est situé au centre, comme le parti du Congrès, le vote tactique (éviter la victoire de l’autre grand parti de la gauche, ou de la droite) perd sa raison d’être et les votes de déception grossissent sans cesse les petits partis de gauche et de droite auxquels la position centrale du parti du Congrès interdit, en fait, toute alliance (Riker, 1976).

[512]

Quant aux effets aggravateurs du scrutin majoritaire à deux tours, dans un système de multipartisme, la Ve République est venue les confirmer après la IIIe République. Certains spécialistes ont affiné l’analyse première de Maurice Duverger, notamment François Goguel avec le concept de « tour décisif » (Goguel, 1965, pp. 306-316) ; ils ne l’ont pas infirmée (cf. Charlot, 1983 *c* ; Goldey et Williams, 1983). On aura simplement noté que par le jeu d’une bipolarisation à chaque tour – au sein de la gauche et de la droite au premier tour, entre gauche et droite au second tour – le scrutin uninominal majoritaire à deux tours tend vers le *quadripartisme* dans le cadre d’une opposition gauche-droite.

Ce double niveau de polarisation des partis selon le tour de scrutin, en France, suggère – plus largement – une hypothèse qui, à notre connaissance, n’a été à ce jour ni avancée ni vérifiée, à savoir l’existence dans certains systèmes de partis de *sous-systèmes de partis* qui démultiplient les niveaux d’interaction des partis (interaction au sein du sous-système et au sein du système de partis) selon une double logique de situation (interdépendance des partis dans chaque sous-système, interdépendance des partis au sein du système de parti global). Dans le cas de la France, l’existence d’un sous-système de partis de *gauche* et d’un sous-système de partis de *droite* vient ainsi compliquer les relations entre partis au sein du système de partis français tout entier (cf. notre schéma 1). Dans d’autres cultures, d’autres types de sous-systèmes de partis peuvent jouer le même rôle (exemple : sous-système de partis religieux et sous-système de partis non religieux). Il va de soi qu’il ne suffit pas de postuler l’existence et la pertinence de tels sous-systèmes, il faut la démontrer en établissant leur institutionnalisation et leur (relative) autonomie : un sous-système (gauche/droite ou religieux/non religieux, etc.) suppose un degré élevé d’interaction entre les partis de ce sous-système (entre partis de gauche / entre partis de droite ; entre partis religieux / entre partis non religieux, etc.), ainsi qu’un rapport d’interdépendance entre les actions respectives de ces partis – bref des réseaux de relations et de dépendance qui tendent normalement à s’institutionnaliser. Pour distinguer et mesurer les niveaux d’interaction au sein des sous-systèmes on peut, par exemple, s’inspirer de l’échelle de Konglan *et al.* : perception d’un ou plusieurs autres partis du sous-système (*awa-*

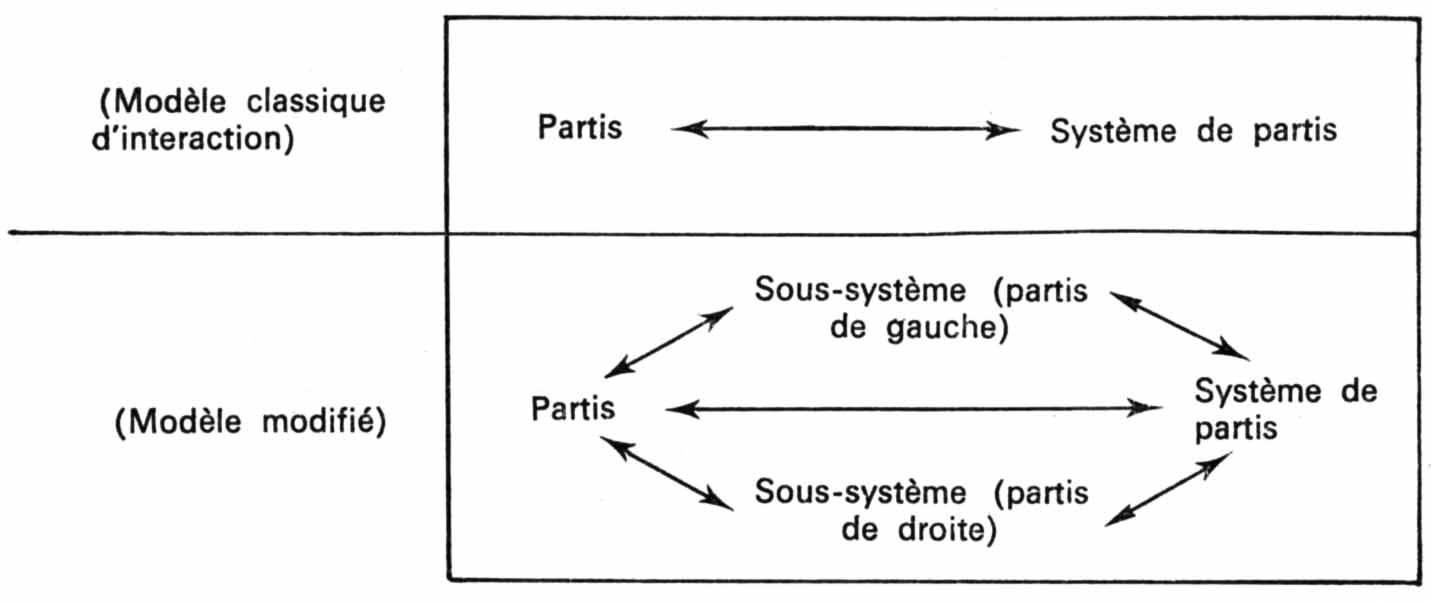


Schéma 1. –

Système et sous-systèmes de partis

[513]

*reness*), puis reconnaissance (*acquaintance*) définiraient un degré zéro d’interaction ; dialogue (*interaction*), échange d’informations (*information exchange*), échange de moyens (*resources exchange*), le degré 1 d’interaction ; directions mixtes (*overlapping board membership*), programmes et actions communs (*joint programme*), accords écrits (*written agreement*), le degré 2 d’interaction (Konglan *et al.*, 1976). L’histoire de la gauche (et de la droite) en France montre que ce dernier degré, le plus élevé, a été souvent atteint (délégation des gauches, programmes communs, etc.), avec des formules plus ou moins durables d’institutionnalisation des relations entre les partis considérés. On peut également démontrer, dans le cas de la France, que le sous-système des partis de gauche (ou celui des partis de droite) a une autonomie suffisante pour exister au-delà des alliances tactiques et temporaires des partis qui le composent et leur imposer des contraintes : force des traditions électorales de « discipline républicaine » à gauche, structuration sociopolitique des électorats (extrême-gauche, gauche modérée, droite), force des références idéologiques opposant gauche et droite… Ce qui ne veut pas dire qu’un parti de gauche (de droite) ne peut aller à l’encontre des pesanteurs historiques, idéologiques et institutionnelles qui l’enferment au sein de la gauche (de la droite) – mais que toute tentative de sortie du sous-système gauche (droite) s’avérera, dans un tel contexte, coûteuse (sur le plan idéologique, militant et électoral) et difficile à mener à bien.

La typologie classique des systèmes de partis selon leur degré de fractionnement – parti unique, bipartisme, multipartisme (Duverger, 1951) – a été raffinée par Jean Blondel avec la distinction entre bipartismes parfait et imparfait (deux partis et demi, comme en République fédérale d’Allemagne), multipartismes parfait et imparfait (parti dominant, comme en Suède) (cf. Blondel, 1968 ; sur le concept de parti dominant : Charlot, 1970 *b* ; sur la domination globale d’un parti, cf. Key, 1956). Elle a été renouvelée, surtout, par Giovanni Sartori (Sartori, 1976) grâce à la séparation des « formes » ou catégories (définies par la *fragmentation*) et des « types » de systèmes de partis (définis en plus par le degré de *polarisation* idéologique du système de partis). Ce qui permet notamment de distinguer au sein de la « catégorie » parti unique des « types » aussi différents que le parti unique totalitaire, le parti unique autoritaire ou le parti unique pragmatique ; ou d’opposer, parmi les formes de multipartisme, le pluralisme modéré des Pays-Bas, de la Suisse, du Canada, d’Israël, etc. (faiblement polarisé, sans parti anti-système, à compétition centripète), au pluralisme à pôles de l’Allemagne de Weimar ou de la France sous la IVe République (fortement polarisé, avec parti(s) anti-système, à compétition centrifuge) (cf. aussi sur l’importance cruciale de la présence ou non de partis anti-systèmes : Taylor et Herman, 1971). Sartori, par d’autres voies, rejoint l’école consociationnelle (Lijphart, 1969 ; Lehmbruch, 1974) qui, déjà, cherchait à expliquer la stabilité politique de pays multipartisans comme la Suisse, l’Autriche, les Pays-Bas (pour une critique, cf. Steiner et Dörff, 1980, pp. 3-21). En termes sartoriens la France, en changeant de République, est passée du pluralisme polarisé de la IVe à un pluralisme modéré, avec (1962-1973 ; 1981-     ) ou sans (1974-1980) parti dominant. La différence entre pluralisme modéré (gouvernable) et pluralisme polarisé (instable et ingouvernable) prend toute sa signification si l’on songe, avec Lawrence Dodd, que le multipartisme, même au niveau parlementaire, est la règle (75 % de toutes les [514] assemblées législatives occidentales de 1918 à 1974), le parti majoritaire l’exception ; que dans ces assemblées multipartites, surtout, des coalitions gouvernementales stables peuvent se former (80 % des gouvernements de quarante mois et plus en émanent), contrairement à une idée reçue depuis Lowell. Le facteur critique pour la durée gouvernementale n’est pas l’existence d’un parti majoritaire ou d’une assemblée multipartite mais l’existence d’une polarisation faible ou modérée par opposition à une polarisation forte. Le système de partis parlementaires influence donc bien la durée et la stabilité gouvernementale, mais il le fait de façon indirecte – en conditionnant le degré de certitude de l’information des partis sur leur force parlementaire réelle et leur volonté d’alliance (plus les partis représentés au Parlement sont instables et nombreux, plus l’incertitude s’accroît) et en définissant, selon la polarisation idéologique du système, les alliances possibles et celles qui ne le sont pas (Dodd, 1976, p. 20, 239). L’analyse des systèmes de partis et de leurs effets conduit tout naturellement à celle des coalitions [[483]](#footnote-483).

B. THÉORIE DES COALITIONS

Rares sont les partis qui peuvent gouverner seuls dans les systèmes concurrentiels des démocraties. Dès lors l’explication et si possible la prévision des coalitions de partis les plus probables est fondamentale pour la compréhension du fonctionnement de ces systèmes. La théorie des coalitions politiques, lancée en 1962 par William Riker (Riker, 1962) n’a cessé depuis lors de s’enrichir. Si l’on se place au niveau parlementaire, où se forment les coalitions gouvernementales, et si l’on raisonne en sièges parlementaires, toute coalition représentant la majorité absolue des sièges (la moitié plus un) est par définition une *coalition victorieuse (critère V)*. On peut, en s’inspirant de Laver et Taylor (Laver et Taylor, 1973, pp. 206-207), présenter analytiquement la théorie des coalitions, avec ses enrichissements successifs, en ajoutant au critère de base V des critères complémentaires, combinables à volonté :

– le *critère M* de *Coalition Minimale*, tel que tout membre superflu, c’est-à-dire non nécessaire pour atteindre la majorité absolue des coalitions victorieuses, est exclu. Ce qui implique la transformation de la *coalition minimale victorieuse* (mv) en coalition perdante dès lors qu’un seul membre s’en retire (concept de *Minimal Winning Coalition* : Riker, 1962) ;

– le *critère A* de *Coalition Avantageuse* : chacun des membres veut avoir le plus grand poids possible dans la coalition ; les partis les plus puissants, notamment, préfèrent s’allier à plus faibles qu’eux pour mieux dominer l’alliance. C’est la notion de *coalition minimale victorieuse avantageuse* (mva) (*Cheapest Minimal Winning Coalition* : Gamson, 1961) ;

[515]

– le *critère N* du *Nombre des partenaires*, qui sera aussi limité que possible pour faciliter les marchandages internes, donc accroître les chances de formation et de durée de l’alliance (Leiserson, 1968). Ce qui n’exclut plus – contrairement au critère A – l’hypothèse d’alliances entre grands partis.

Ces trois critères, bien que différents, sont tous de nature dimensionnelle. Ils sont fondés sur le postulat de conduites purement utilitaires et rationnelles dans lesquelles les partis cherchent à tirer le maximum de profit en choisissant dans la gamme des coalitions victorieuses possibles, celle qui les avantage le plus (coalitions minimales à nombre ou à coût limité). La faiblesse, sur le plan théorique, de ces présupposés est évidemment qu’ils ne tiennent aucun compte de la dimension idéologique des luttes politiques, comme s’il n’existait pas d’alliances « contre nature » ou, en tout cas, d’alliances naturelles entre partis proches. Leiserson échappe à ce reproche dans la mesure où il fait l’hypothèse de coalitions minimisant la distance politique entre leurs membres. Ce qui introduit un nouveau critère, d’une autre nature que les précédents :

– le *critère C* de *Connexité idéologique* selon lequel la coalition gagnante la moins hétérogène idéologiquement sera préférée à toute autre coalition gagnante. Idée qu’Axelrod opérationnalise de la façon la plus simple, d’après la contiguïté des partis sur une dimension idéologique quelconque, avec le *concept de coalition minimale victorieuse connexe* (mvc) (*Minimal Connected Winning Coalition* : Axelrod, 1973).

Taylor et Laver ont vérifié sur 132 gouvernements de coalition dans 12 pays d’Europe occidentale (1945-1971), par des procédures statistiques, la valeur prédictive des différents modèles explicatifs obtenus en combinant les divers critères ci-dessus. Dans tous les cas, sauf un, la combinaison de plusieurs critères donne de meilleurs résultats que l’utilisation d’un seul ; l’exception concerne les diverses combinaisons possibles avec le critère A, ce qui tend à exclure des modèles utiles pour la prévision des coalitions, celui de « coalition minimale victorieuse avantageuse » (mva) de Gamson. Le modèle le plus prédictif, selon Laver et Taylor, est celui de « coalition minimale victorieuse connexe » (mvc) d’Axelrod, devant celui de « coalition minimale victorieuse » (mv) de Riker (Laver et Taylor, 1973, p. 226).

Telle quelle, la théorie des coalitions est loin de rendre compte de toutes les formes d’alliances effectivement conclues au niveau parlementaire et gouvernemental. Elle ignore les coalitions qui aboutissent à des gouvernements de minorité (cf. Herman et Pope, 1973). Comment expliquer – à l’opposé – les « grandes coalitions » en temps de paix comme en rfa ? Pourquoi, en France, le parti gaulliste en 1968 et le Parti socialiste en 1981, bien que majoritaires à eux seuls à l’Assemblée nationale, se sont-ils associés au pouvoir avec, respectivement, le parti giscardien et le Parti communiste ? La tactique et la stratégie des partis ne se laissent pas enfermer en un seul terrain (parlementaire) et quatre critères, dont trois purement dimensionnels. Ces insuffisances ont conduit certains auteurs à renverser la perspective en proposant des modèles fondés en priorité non plus sur l’appétit de pouvoir des partis mais sur leur attachement à certaines politiques (cf. Budge et Farlie, 1983). La preuve de la supériorité [516] de cette approche reste à apporter. La théorie des coalitions, tout en dégageant des lois probabilistes, a eu l’avantage de préciser certains concepts utiles pour la compréhension de la stratégie des partis. Ainsi de la notion de *parti charnière*, que Riker définit comme le dernier et indispensable partenaire d’une coalition minimale victorieuse (gmv) – un partenaire privilégié, du fait de sa valeur marginale, dans le partage des bénéfices de l’alliance (Riker, 1962, p. 125 ; cf. aussi Browne et Franklin, 1973). À quoi Abram de Swaan oppose le concept de parti charnière par sa position au centre de la coalition, après avoir émis l’hypothèse que seuls les partis extrêmes favorisent la constitution de coalitions minimales victorieuses, les partis centristes préférant des coalitions équilibrées sur leur gauche et leur droite qui assurent leur permanence au pouvoir (Swaan, 1973 et 1975). On parlera plutôt dans l’optique de Riker de *parti appoint*, pour mieux le distinguer du *parti pivot* de Swaan (cf. l’inventaire conceptuel de Rémy, 1975). Ce qui manque le plus, finalement, à la théorie des coalitions comme à celle des systèmes de partis, c’est une dimension dynamique qui explique les changements – de plus en plus nombreux dans les démocraties occidentales (cf. Pedersen, 1979) – de types de systèmes de partis et la succession des coalitions là où elles sont nécessaires pour gouverner (voir cependant Daalder et Mair, 1983).

C. LES ALLIANCES DE GROUPES D’INTÉRÊTS

La théorie des coalitions s’applique mal aux groupes de pression. À l’exception des groupes para-politiques, ils se classent difficilement sur un axe idéologique et, surtout, contrairement aux partis politiques, ils s’affrontent sur des « marchés » multiples et spécialisés définis par les intérêts qu’ils représentent. On peut, certes, voir les groupes de pression se battre pour limiter le nombre de ceux d’entre eux qui seront reconnus comme représentatifs, à divers niveaux, par les décideurs politiques, de même que les partis préfèrent les coalitions minimales qui maximisent leur part de bénéfices politiques. Mais l’analogie ne va pas très loin et ne saurait servir de fondement à une théorie des alliances spécifiques des groupes d’intérêts.

Le phénomène qui est au cœur des alliances de groupes de pression, en réalité, n’est pas d’ordre idéologique et n’a pas pour seuls acteurs les groupes concernés. Il est plutôt d’ordre institutionnel et met aux prises l’ensemble des parties en présence – groupes d’intérêts mais aussi élus, fonctionnaires et gouvernants – pour chaque champ d’intérêts particuliers. Aux coalitions gouvernementales de partis correspondent, autrement dit, des *sous-systèmes de pouvoir et d’influence* qui se créent autour de chaque intérêt organisé (dès lors que la liberté d’organisation des intérêts existe). Pour comprendre la création de ces sous-systèmes de pouvoir il faut se débarrasser de l’idée fausse que seuls les représentants des intérêts ont avantage à tisser des liens avec les décideurs publics ; ceux-ci ont également besoin de ceux-là et la relation s’établit d’autant mieux que les avantages retirés sont réciproques (informations réciproques, reconnaissance réciproque, influences réciproques). Les administrations publiques, pas plus que les groupes de pression, ne peuvent fonctionner dans le vide. Elles se créent toujours une base de soutien, quitte à susciter elles-mêmes les groupes de pression dont elles ont besoin pour cela (cf. Nadel et Rourke, 1975, pp. 390-394 ; [517] cf. aussi Hayward, 1979, pp. 37-38). Le pouvoir politique peut être manipulé par des groupes d’intérêts mais il arrive souvent que l’inverse soit vrai et plus souvent encore que les concessions soient partagées. Il n’est pas toujours facile de dire qui manipule qui, ni où commence le secteur privé et finit le secteur public… On parle volontiers aux États-Unis des « triangles de fer » constitués par l’alliance entre un groupe d’intérêts, une agence gouvernementale chargée de suivre les problèmes qui intéressent ce groupe et la commission parlementaire correspondante (ou de « l’axe » formé par le groupe et l’agence publique au cas où le niveau parlementaire, pour une raison ou une autre, n’a pas d’importance). De telles coalitions sont souvent en mesure de bloquer les initiatives extérieures (du pouvoir gouvernemental ou de groupes concurrents) jugées néfastes. Plus le sous-système d’influence et de pouvoir est spécialisé et le nombre de personnes impliquées faible, moins il est voyant et susceptible d’être contré dans ses actions de promotion ou de blocage des politiques qui l’intéressent.

Il est difficile d’aller plus loin dans la formalisation des alliances de groupes de pression. Les études de cas montrent la complexité des regroupements qui se font à l’occasion de tel ou tel conflit d’intérêts : combinaisons souvent lâches, de durée limitée, où il n’est pas rare – contrairement aux alliances de partis – de voir des alliances « contre nature » se former en vertu du principe d’accord avec les adversaires de ses adversaires (cf. Meynaud, 1958, p. 246-254). Ce qui limite considérablement, soit dit en passant, la valeur des conclusions générales que l’on tire volontiers des études monographiques.

Section 2

Les fonctions des groupes politiques

[Retour au sommaire](#sommaire)

Supposons un instant, contre toute vraisemblance, que l’on puisse et veuille obliger à se dissoudre la *totalité* des partis politiques, ou des groupes de pression, dans un système politique donné – suivant la volonté des adversaires – individualistes anarchistes ou autres – des groupes politiques en général, ou de certains types de groupes. Que se passerait-il ? À en croire certains spécialistes, tel Léon Epstein, la disparition des partis, sinon des groupes de pression, n’aurait pas de conséquences majeures, la plupart de leurs fonctions pouvant être assurées de meilleure façon par d’autres moyens (Epstein, 1975, pp. 236, 270-271). Quant aux spécialistes des groupes d’intérêts, surtout dans les cultures politiques où ceux-ci soulèvent une certaine méfiance, ils s’attachent généralement à montrer les limites de leur pouvoir. En somme les partis et les groupes de pression seraient, plus ou moins, inutiles. La réalité est plus complexe.

[518]

1. La fonction gouvernementale

A. L’INFLUENCE DES PARTIS AU POUVOIR

Si l’on veut aller à l’essentiel il faut se poser la question de l’*influence des partis au pouvoir* sur la politique de leur pays. Richard Rose a cherché les moyens d’y répondre objectivement à propos de la Grande-Bretagne où l’alternance dans le cadre d’un bipartisme à partis disciplinés, depuis 1945 au moins, donne au parti au pouvoir la capacité et la responsabilité d’agir (Rose, 1980 *b*). Les deux grands partis britanniques, se demande Rose, élaborent-ils chacun un programme précis (et différent) de gouvernement ? Une fois au pouvoir respectent-ils leurs promesses électorales ? Il établit que de 1957 à 1979 en tout cas – la période sur laquelle porte son étude – conservateurs et travaillistes ont défendu des manifestes électoraux précis (une centaine de propositions concrètes environ à chaque élection), complets et – quoique trop chargés pour une simple législature – réalistes du point de vue de leur transformation éventuelle en décisions gouvernementales (Rose, 1980 *b*, pp. 62-64). Au pouvoir les partis britanniques réalisent l’essentiel de leurs promesses électorales ; les retournements complets sont rarissimes, l’inaction un peu plus fréquente (Rose, 1980 *b*, p. 65). Bref, les partis influent sur la façon dont la Grande-Bretagne est gouvernée. Mais Richard Rose montre aussi que 78 % des projets de loi présentés par les gouvernements conservateur ou travailliste, sont adoptés pratiquement sans opposition ; il s’agit certes souvent de projets de loi de nature administrative et technique, sans grande portée politique. Mais les deux tiers des projets les plus politiques, de 1970 à 1979, ont été également adoptés sans opposition marquée aux Communes (Rose, 1980 *b*, pp. 80-83). Ce qui conduit Richard Rose à distinguer l’univers des programmes de celui de la législation–« les élections portent sur les désirs du peuple… le gouvernement sur les satisfactions possibles du peuple » (Rose, 1980 *b*, pp. 9-10). Et de conclure que le rapprochement des partis au Parlement est l’effet de la nécessité beaucoup plus que de l’idéologie : à côté des pressions qu’exercent sur lui ses militants, surtout dans le cas du Parti travailliste, un parti au pouvoir, quel qu’il soit, est contraint de tenir compte des effets électoraux de sa politique (risque de grossir l’électorat du parti adverse des déçus de cette politique), des pressions des groupes d’intérêts que sa politique gêne et des contraintes internationales – notamment dans les domaines monétaires et économiques (Rose, 1980 *b*, pp. 141-150). Les renversements de politique, par rapport aux promesses électorales, sont d’ailleurs plus fréquents dans le domaine économique et monétaire où les contraintes internationales sont particulièrement fortes (cf. McCarthy, 1978). Richard Rose fait à juste titre remarquer que le pouvoir d’un groupe « n’est pas seulement fonction de ses ressources mais aussi du domaine politique » (Rose, 1980 *b*, p. 307). Il avait opposé dans un autre ouvrage le pouvoir d’une poignée de responsables politiques de niveau gouvernemental en politique extérieure ; le pouvoir de veto des syndicats dans les relations du travail ; la lutte pour le pouvoir entre responsables politiques, responsables des grands groupes d’intérêts, hauts fonctionnaires en matière d’économie intérieure ; le poids de l’opinion publique dans les questions ethniques ou les problèmes de consommateurs, etc. (Rose, 1980 *c*, pp. 306-307). Erik Damgaard, à propos de l’action législative [519] des partis dans un système multipartisan (le Danemark de 1953 à 1970), montre de la même façon que les trois quarts des projets de loi sont soutenus par l’ensemble des grands partis, qu’ils soient au gouvernement ou dans l’opposition, le pourcentage des lois adoptées par la seule majorité gouvernementale variant entre 4,5 % (1960-1964) et 15,7 à 16 % (1968-1970 et 1957-1960). Une proportion modeste que Damgaard attribue à divers facteurs qui recoupent plus ou moins les conclusions de Rose pour l’Angleterre : de nombreux projets de loi n’ont pas de signification politique véritable ; un parti au gouvernement peut aussi réaliser son programme par des voies non législatives (décrets, règlements, etc.) ; le pouvoir d’un parti au gouvernement est peut-être davantage matérialisé par les mesures qui ne sont *pas* prises du fait de sa présence que par celles qui sont traduites en lois par lui-même et ses alliés (pouvoir de *veto* législatif) ; dans le cas des gouvernements de coalition en système multipartisan, enfin, il n’est pas déraisonnable de penser que les compromis législatifs réalisés entre les partis au pouvoir puissent constituer une base d’accord pour les autres partis (Damgaard, 1973, p. 45 ; cf. pour la Belgique les conclusions très proches de Dewachter *et al*., 1977). En poussant plus loin l’analyse, Damgaard montre que le clivage entre majorité et opposition, au Parlement danois, se fait surtout à propos des lois fiscales – comme si l’action fiscale était le prix à payer par les partis au pouvoir devant l’opinion publique. Il découvre par ailleurs qu’il arrive qu’un parti – le Parti libéral en l’occurrence – soit pratiquement de toutes les majorités, quelles qu’elles soient, dès lors qu’il s’agit d’une question spécifique – la politique agricole dans le cas cité ; qu’il soit, autrement dit, « indispensable » à tout accord dans un domaine donné, dans l’opposition comme au gouvernement (Damgaard, 1973, p. 59-61). L’impact des partis sur les politiques publiques, autrement dit l’existence effective d’un gouvernement-de-parti, pose la question plus générale du poids des facteurs politiques dans la décision publique, au-delà des contraintes économiques. Sans entrer dans le détail d’un débat qui relève de l’analyse systématique des politiques publiques, on notera qu’après une série d’études concluant à une influence marginale du politique (Cutright, 1965 ; Haniff, 1976 par exemple), de nouvelles recherches ont singulièrement nuancé ce tableau et montré que les effets du développement économique dépendent des choix politiques dictés par des considérations idéologiques (Heidenheimer *et al.*, 1976 ; Dryzek, 1978 ; Peters *et al.,* 1977 ; Paige, 1978 ; Castles et McKinlay, 1979, etc.). La politique, finalement, ça compte.

Le gouvernement-de-parti, cependant, n’a rien d’inéluctable. Les systèmes politiques antérieurs à la naissance des partis modernes étaient gouvernés par d’autres moyens et le pouvoir effectif d’un ou plusieurs partis au pouvoir dépend de divers facteurs qui définissent, précisément, l’étendue et les limites du gouvernement-de-parti. La neutralité politique de la haute fonction publique, la subordination des groupes d’intérêts à l’ « intérêt général » incarné – par principe – dans le programme de gouvernement du ou des partis au pouvoir, la légitimité du gouvernement-de-parti (liée à ses performances et à la culture politique du système : cf. Smith, 1982) conditionnent l’existence ou plutôt le degré du pouvoir gouvernemental exercé par les partis et leurs représentants.

[520]

B. L’INFLUENCE DES GROUPES DE PRESSION

Le *pouvoir effectif des groupes de pression* n’est pas facile à mesurer. Les études de décision politique ont pour le moins établi la complexité d’un phénomène que l’on tendait à croire beaucoup plus simple et l’irréalité de l’idée de rationalité directe, de cause à effet, entre la volonté initiale des décideurs individuels et les décisions finales (cf. Sfez, 1972). Dans la plupart des cas il est pratiquement impossible d’isoler les effets politiques des pressions d’un groupe donné au sein de l’écheveau de pressions diverses, de nature différente (*lobbying*, mais aussi représentation de type corporatiste, alliances du genre « parentèle » avec des partis, etc.). Quand bien même une action de pression est isolable et semble efficace, dans la mesure où la décision finale est conforme à l’attente du groupe qui a fait pression, le parallélisme d’intentions entre décideurs politiques et représentants du groupe, s’il existe, interdit de conclure à une relation de cause à effet. L’étude des *échecs* des groupes d’intérêt est peut-être une bonne façon de saisir les limites de leur pouvoir politique. La piste de recherches ouverte de ce côté par Daniel Chabanol, avec le soutien de Jean Meynaud, au début des années 1960, n’a malheureusement guère été prolongée depuis lors (Chabanol, 1960 ; Meynaud et Chabanol, 1962). Certes, la notion d’échec est aussi difficile à clarifier que celle de succès des groupes de pression. Il n’en demeure pas moins qu’on peut isoler des cas d’échecs flagrants, sur des enjeux importants : grèves remises ou arrêtées sans résultats ; nationalisations effectuées en dépit de campagnes hostiles ; création de la Communauté européenne du Charbon et de l’Acier contre la volonté des sidérurgistes ; échec des écologistes après 1981 dans leurs pressions pour l’arrêt du programme nucléaire civil français, etc. Selon Chabanol, les défaites des groupes d’intérêts s’expliqueraient par trois types de causes, d’ailleurs cumulables. Insuffisance de la pression d’abord : pour des raisons liées aux groupes intéressés (manque de moyens, démobilisation des militants ou des responsables), à leurs adversaires (contre-mobilisation efficace des groupes d’intérêts adverses) ou à l’État (pressions publiques sur les groupes protestataires par la remise en question des relations antérieures ou tout autre moyen). Résistance des faits, ensuite, qu’il s’agisse de l’état d’esprit des différentes parties, des données économiques ou financières du problème, des réticences et mesures dilatoires de l’administration, etc. Volonté des pouvoirs publics, enfin, trop souvent sous-estimée : choix idéologiques, promesses électorales précises et récentes, hostilité de principe à certains groupes… Face à l’échec, les groupes d’intérêts ont trois réactions possibles. Le tenir pour définitif et repartir sur de nouvelles bases, comme les propriétaires des mines de charbon britanniques, en 1945, qui, une fois la nationalisation perçue comme inéluctable, participent à l’élaboration du projet de loi travailliste d’organisation des houillères nationales. Les groupes, au contraire, peuvent se contenter de mettre leurs revendications en sourdine, compte tenu du rapport de forces, sans abandonner l’espoir d’un retour en arrière le moment venu. C’est le cas, en Grande-Bretagne toujours, des groupes patronaux de la sidérurgie qui refusèrent d’entériner la nationalisation en collaborant à sa mise en œuvre, ouvrant ainsi, avec la complicité du parti conservateur, une ère de nationalisation-dénationalisation-renationalisation de l’acier (Chester, 1958, p. 285). Les groupes de pression, enfin, ont toujours la ressource de continuer la lutte, soit pour tenter d’annuler [521] ou d’entraver au stade de l’application les mesures prises malgré eux, soit pour arracher leur remise en cause – en en appelant, par exemple, à une autre autorité (le Parlement…) ou en mobilisant sur un autre terrain (le terrain social…). En fin de compte le pouvoir d’un groupe de pression dépend de la volonté et de la capacité d’action du pouvoir politique (volonté politique, mobilisation administrative, ressources disponibles) ; de l’équilibre des soutiens et des oppositions dans l’ensemble des groupes d’intérêts concernés (système de coalitions) ; de la cohésion interne du groupe (au niveau des dirigeants, au niveau des adhérents : rôles, intérêts et pressions contradictoires liés à des appartenances sociales multiples). De son côté, l’État face aux intérêts, est loin de former un bloc cohérent et uni : même dans les États totalitaires de type communiste, où le contrôle social et politique exercé par un parti unique de type « polymorphe » (cf. Lowit, 1979) pousse à l’extrême la centralisation de tous les pouvoirs, les conflits d’intérêts non réprimés s’expriment et se règlent au sommet de la hiérarchie du parti-État et parti-société, entre représentants d’appareils fonctionnellement différenciés en lutte pour le pouvoir (Ionescu, 1967, pp. 25-28). Dans les systèmes démocratiques l’unité de l’État face aux pressions est évidemment un postulat encore plus irréaliste (cf. Nizard *et al.*, 1977). De plus, la capacité de contrôle des groupes par le pouvoir, bien que réelle, est également limitée dans les polyarchies. L’exemple du pouvoir socialiste, en France, de 1981 à 1983, est à cet égard très révélateur. Usant des subventions accordées aux associations (financement réduit pour la fnsea, au profit d’organisations agricoles peu représentatives mais proches de la gauche), de son pouvoir de réglementation (réformes des chambres d’agriculture), de son pouvoir législatif (lois Auroux accroissant le pouvoir et les capacités de recrutement des syndicats ouvriers), voire de l’ « entrisme » dans les organisations hostiles (maintien de l’adhésion au cnpf des entreprises nationalisées par la gauche) – le gouvernement socialiste a tenté de modifier, en 1981-1982, le rapport de forces entre groupes d’intérêts à l’avantage de ceux qui lui étaient favorables par principe (pour une généralisation sur ce thème, cf. Salisbury, 1975, p. 180). Il n’en a pas moins dû, dès 1983, sous l’empire de la nécessité gouvernementale, changer d’attitude et de discours vis-à-vis de la fnsea et du cnpf en passant de l’affrontement à une tentative de modus vivendi. Le pouvoir n’appartient en totalité ni aux hommes politiques ni aux représentants des intérêts. Les premiers en ont plus ou moins selon divers facteurs que nous n’avons pu qu’évoquer ici. Mais ils ont toujours la supériorité sur les seconds de pouvoir requérir, s’ils le veulent, la force publique pour imposer leur point de vue.

2. Utilité des partis et des groupes de pression

[Retour au sommaire](#sommaire)

Dans la théorie fonctionnaliste les groupes de pression, au moins dans les systèmes politiques développés, assument l’essentiel de la formulation publique des exigences politiques en disant, criant, « articulant » les besoins et revendications de leurs membres à l’attention des autorités politiques (fonction d’ « articulation » des intérêts). Les partis politiques, quant à eux, ont la charge de faire le tri entre les multiples exigences présentées, de mobiliser les soutiens, d’agréger les intérêts avant de les transformer [522] en politiques puis, quand ils parviennent au pouvoir, en décisions politiques (cf. Almond et Coleman, 1960). Mais cette belle épure, six ans seulement après avoir été proposée, était déjà corrigée et obscurcie par Almond lui-même dès lors qu’il suggérait que le rôle des groupes de pression constitués ne se limitait pas à l’articulation des intérêts et débordait sur toutes les fonctions d’alimentation *(input)* du système politique : socialisation politique, mobilisation politique, communication politique, recrutement des élites politiques et, même, agrégation des intérêts (Almond et Powell, 1966). Quant aux partis, l’idée s’est répandue qu’ils auraient une utilité de plus en plus marginale tout en étant présents dans presque tous les systèmes politiques. C’est ainsi qu’Anthony King suggère que les partis politiques jouent certes un rôle, mais un rôle secondaire et en tout cas jamais crucial, dans les six fonctions fondamentales qu’on leur attribue généralement : structuration des votes, mobilisation et intégration des masses, recrutement des élites politiques, organisation gouvernementale, élaboration des politiques publiques et agrégation des intérêts. Sur la plupart de ces points, Anthony King reçoit l’aval de Léon Epstein, spécialiste des études de partis (King, 1969 ; Epstein, 1975). Dans cette optique les partis ne seraient rien de plus que des pourvoyeurs d’étiquettes, fonction à peine indispensable. Il existe des candidats indépendants des partis et des élections non partisanes ; de nombreuses consultations se font sur la base de coalitions plus ou moins durables qui dépassent les partis même s’ils y jouent un certain rôle (élections présidentielles, référendum) ; les clivages électoraux et à plus forte raison les clivages d’opinions sont loin de recouper les clivages de partis ; des partis impopulaires divisent ou aliènent davantage les masses qu’ils ne les mobilisent et les intègrent ; l’agrégation des intérêts, enfin, se fait à travers de multiples structures dont les partis ne sont qu’un élément qui n’est pas nécessairement le plus important.

Cette thèse, fort en vogue dans les années 1960, est en partie liée à des idées comme la fin des idéologies et des partis de masses, le rapprochement inéluctable des systèmes politiques antagonistes de l’Ouest et de l’Est – toutes idées qui ont eu un succès plus journalistique que scientifique. Elle néglige certains faits d’importance qui la contredisent. Le fait, d’abord, que les systèmes totalitaires ou autoritaires aient conservé, en la poussant à l’extrême de ses potentialités, la structure partisane – comme meilleur moyen, à la fois, de concentrer les pouvoirs au sommet de l’État et de mobiliser les masses à la base. Le pouvoir communiste, par exemple, ne s’est pas institutionnalisé dans un syndicat mais dans un parti unique, tentaculaire et – contrairement aux hommes – durable. Le fait aussi que dans la plupart des démocraties modernes les partis aient acquis le quasi-monopole du recrutement des élites législatives et exécutives, au plan national et au plan local ; que leurs dirigeants soient la source essentielle de création de nouvelles politiques, même si le contrôle de la diffusion de ces informations tend à leur échapper ; qu’ils jouent, dès lors, un rôle dirigeant dans la formation et l’évolution des opinions politiques. L’« offre » politique, en fait, est très largement dominée par les partis qui sont ainsi en mesure de structurer la « demande » des individus et des groupes.

[523]

Conclusion  :  
la théorie « groupale  » de la vie politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

L’élévation des groupes au statut d’unité d’analyse privilégiée dans la théorie politique est liée au livre pionnier d’Arthur Bentley, *The Process of Government*, paru en 1908, pratiquement ignoré jusqu’à ce que David Truman, en 1951, le redécouvre et s’en inspire dans son propre ouvrage sur *The Governmental Process*.

Si Bentley a dû attendre près d’un demi-siècle pour être reconnu ce n’est évidemment pas un hasard. Son analyse du politique était en effet doublement révolutionnaire à son époque. D’abord parce qu’elle concevait la politique en termes dynamiques et non plus statiques, comme un processus, un système d’action. En ce sens on peut dire que Bentley préfigure l’analyse systémique du politique, qui ne se développera véritablement qu’en 1965 avec la parution des deux livres de David Easton, *A Framework for Political Analysis* et *A Systems Analysis of Political life*. Bentley est un prophète, ensuite, en ce qu’il rompt délibérément avec toute approche normative du politique comme avec la réduction de la science politique à l’étude de l’État – annonçant ainsi l’école de Chicago du milieu des années 1920 (Charles Merriam) et le triomphe, après la seconde guerre mondiale, de l’école du comportement (behavioralism). Il pose ainsi la science politique en véritable discipline scientifique, à l’instar des sciences de la nature. Ce faisant il s’inspire des idées de son temps, que d’autres n’ont pas su transposer à l’étude du politique, le positivisme comtien et le darwinisme social. Il reconnaît, plus directement, sa dette envers le sociologue polonais Ludwig Gumplowicz pour qui toutes vie et formes sociales naissent de l’interaction des groupes, interaction qui aurait, notamment, engendré l’État aux débuts de l’histoire de l’humanité (Gumplowicz, 1899).

Dans sa théorie politique Bentley ignore l’individu, l’action individuelle, pour ne considérer que l’action collective incarnée dans le groupe. La matière première du système politique n’est pas l’intérêt individuel manifesté dans les comportements individuels mais l’intérêt partagé par les membres des groupes, objectivé dans les actions de groupes : « Un intérêt, dans la définition de ce livre, est l’équivalent d’un groupe… Le groupe et l’intérêt sont inséparables. Il n’existe qu’une réalité, un certain nombre d’hommes solidaires dans ou à propos d’une certaine action » (Bentley, éd. 1967, p. 211). David Truman, sur ce point, suit entièrement Bentley : « L’individu est ignoré ? On ne trouve pas, en fait, d’individus en dehors des groupes » (Truman, 1951, p. 48). Le groupe constitue donc bien, pour cette école, le fondement de toute théorie politique. Et tout système politique naît seulement de l’interaction des groupes. À ce niveau Bentley postule clairement la plus large autonomie des groupes, donc la fluidité permanente de leurs agencements. Il note, certes, que dans certaines sociétés traditionnelles des rigidités peuvent exister qui désavantagent ou avantagent certains groupes – d’ethnies, de races, de classes – mais, rejetant pour les États-Unis en tout cas la théorie marxiste des classes, Bentley, au niveau élémentaire de l’organisation collective, voit les groupes comme s’alliant ou se séparant librement, [524] dans un processus sans fin, en fonction de leurs intérêts. Le changement politique et social vient précisément des modifications dans les rapports et les équilibres toujours provisoires entre groupes. Le système politique, dès lors, est défini de façon totalement a-structurelle comme « le processus d’ajustement d’un ensemble de groupes d’intérêts… en dehors de toute activité ou organe spécifique sur lequel on pourrait se fixer pour comprendre ce qui se passe » (Bentley, 1967, p. 260-261). Bref, l’État se dilue dans le système politique, le système politique se confond avec le système d’intérêts au niveau de la société. En ce sens Bentley rejoint Marx en niant toute autonomie à l’État et au politique. David Truman, sur ce point, se démarque de Bentley. Pour lui, le système politique ne se limite pas à la somme des groupes d’intérêts dans la société – qui sont soumis à des contraintes culturelles et institutionnelles dans le cadre de l’État. Le constitutionnalisme, les libertés, la responsabilité parlementaire, etc., sont des intérêts, structurant au moins potentiellement des groupes d’intérêts et les institutions publiques limitent et canalisent le flux des intérêts (Truman, 1951, pp. 51 et 322). Pour l’essentiel le système politique, tel qu’il apparaît dans cette théorie « groupale » de la politique, ne s’en limite pas moins, au bout du compte, à une sorte de parallélogramme des forces qui convainc Jean Meynaud : « Idée d’une multiplicité des forces de pression agissant simultanément sur les organes de décision politique et dont les intérêts peuvent se combiner ou s’opposer de façon extrêmement variée » (Meynaud *et al.*, 1965, p. 375). C’est le Rousseau-isme transposé de l’individu au groupe.

Visions simplistes et peut-être stériles du politique, comme l’ont souligné nombre de critiques. En ignorant ou minimisant la régulation culturelle et politique des exigences des groupes (contrairement à David Easton), cette école pré-systémique fait la part beaucoup trop belle au poids des pressions dans l’action politique : « (Bentley) assume trop vite que les accords passés dans l’arène politique sont la simple résultante de pressions particulières opposées, une vue qui semble difficilement compatible avec la stabilité relative du système politique et son développement apparemment ordonné sur la longue période. La façon dont se combinent les facteurs de coopération avec les facteurs de conflits et de rivalité est perdue de vue, de sorte que les actions de pression se voient assigner un rôle dont l’importance et le caractère positif dépassent leurs possibilités » (Mac Iver, 1933, p. 347). De plus, écrit plus récemment Olivier Garceau (Garceau, 1958), les faits ne vérifient pas cette vision simpliste du processus politique. Il n’est pas vrai que l’action collective soit la seule forme d’action politique : le vote, à la base, le *leadership*, au sommet, sont des comportements politiques fondamentaux et intrinsèquement individuels. Il n’est pas davantage évident que la lutte pour le pouvoir se réduise au conflit des intérêts incarnés dans les groupes de pression, dans le cadre théoriquement neutralisé de l’État, sous couvert de valeurs et idéologies ramenées à une simple fonction de camouflage, comme des masques. L’étude des conflits d’intérêts ne peut faire l’économie de celle des valeurs culturelles, des clivages sociaux et des institutions politiques qui structurent, expriment et régulent ces intérêts. La vision bentléienne de la vie politique est à la fois trop mécanique et exagérément réductrice.

Roy Macridis a été plus loin dans la critique en prophétisant dès le départ que l’engouement pour les recherches sur les groupes de pression, dans les années 1960, [525] mènerait la science politique dans une impasse parce qu’il susciterait un effort démesuré et d’avance voué à l’échec d’inventaire empirique des groupes : « l’idée que l’agencement des groupes et l’interaction des groupes est un continuum, qui remonte jusqu’à l’État et à ses instances de décision politique doit être acceptée si la théorie a un sens. Mais dès lors d’où partir et, ce qui est plus important encore, où s’arrêter dans l’inventaire et la mesure du pouvoir et de l’interaction des groupes… On ne peut connaître la structure du pouvoir dans une société sans en avoir étudié tous les groupes dans leur interaction et, cela fait, on ignore encore la raison pour laquelle certains groupes ont des modes d’interaction spécifiques » (Macridis, 1961, p. 33). L’explication ne peut venir que d’ailleurs – consensus ou dissensus culturel, système de partis, partage institutionnel du pouvoir d’État, etc. Il faut bien avouer que la retombée rapide des études sur la pression des groupes, après la flambée du début des années 1960, donne à l’argumentation de Macridis une certaine force.

En réalité, les études plus récentes des groupes politiques – comme celles de Robert Dahl, Grant McGonnell, Théodore Lowi ou Philippe Schmitter – d’inspirations très différentes, voire opposées, ont néanmoins en commun de situer toutes les interactions de groupes dans un système de contraintes. Dahl insiste ainsi sur le poids, dans le jeu des groupes, des normes politiques – lorsqu’elles sont largement considérées comme légitimes, sans parler du rôle essentiel des élites et des citoyens actifs dans la vie politique (Dahl, 1971). McConnell souligne l’importance de la structuration du marché des intérêts, dans de nombreux secteurs, par des groupes oligopolistiques (McConnell, 1966). Lowi va plus loin encore dans la critique du modèle pluraliste de dynamique concurrentielle des groupes en postulant le caractère conservateur de tous les groupes établis (Lowi, 1969 et 1971 ; pour une analyse plus approfondie de Lowi, McConnell et Dahl dans l’optique de la théorie des groupes, cf. Greenstone, 1975, pp. 267-307). Quant à Philippe Schmitter, son modèle néo-corporatiste d’interaction des groupes redonne à l’État une réalité… pour mieux la nier de l’intérieur, il est vrai. L’ensemble de ces constructions théoriques, plus ou moins poussées, est au total décevant. Ni la multiplication des études empiriques dans les années 1960, ni le foisonnement des modèles plus récemment n’ont réussi à dégager ne serait-ce qu’une grille d’analyse convaincante permettant de situer les groupes d’intérêts dans un processus politique d’ensemble où les groupes politiques, les partis, ont des ressources que les autres groupes n’ont pas.

[526]

BIBLIOGRAPHIE

[Retour au sommaire](#sommaire)

Adam (Gérard), 1966, Stratégies syndicales et types d’organisation, *Revue française de Science politique*, 16, 5, octobre, p. 845-868.

Alexander (Hubert E.), 1976, *Financing Politics, Money, Elections and Political Reforms*, Washington (dc), Congressional Quarterly Press.

Allen (V. L.), 1954, *Power in Trade Unions*, London, Longmans.

Allum (Percy), 1973, *Politics and Society in Post-war Naples*, Cambridge, Cambridge University Press.

Allum (Percy), 1980, Les groupes de pression en Italie, *Revue française de Science politique*, XXX, 5, octobre, p. 1048-1072.

Almond (Gabriel A.), 1958, A comparative study of Interest groups and the political process, *The American Political Science Review*, pp. 270-282.

Almond (Gabriel), Coleman (James), ed., 1960, *The Politics of the Developing Areas*, Princeton University Press.

Almond (Gabriel), Powell (G. Bingham), 1966, *Comparative Politics : A Developmental Approach*, Boston, Little, Brown.

Almond (Gabriel), Verba (Sidney), 1963, *The Civic Culture*, Princeton University Press.

American political Science association, 1950, Toward a more responsible two-party system, *American Political Science Review*, 44 (supplément).

Anderson (C. W.), Von der Mehden (F. R.), Young (C.), 1967, *Issues of Political Development*, Englewood Cliffs, nj, Prentice Hall.

Apter (D. E.), 1965, *The Politics of Modernization*, Chicago, The University of Chicago Press.

Arendt (Hannah), 1951, *The origins of Totalitarianism*, New York, Harcourt, Brace & O.

Axelrod (Robert), 1973, *Conflict of Interest, A theory of divergent goals with application to politics*, Chicago, Markham.

Badie (Bertrand), Gerstlé (Jacques), 1979, *Lexique de sociologie politique*, Paris, Presses Universitaires de France.

Bailey (Frederick George), 1971, *Les règles du jeu politique*, Paris, Presses Universitaires de France (trad. de *Stratagems and Spoils. A social anthropology of Politics*, Oxford, Blackwell, 1969).

Banfield (E. C.), Wilson (J. Q.), 1971, Political Ethos Revisited, *American Political Science Review*, p. 1057 s.

Barnes (Samuel), 1966, Participation, Education and Political Competence, *American Political Science Review*, 60, June, pp. 348-353.

Barry (Brian), 1973, Review Article : Exit, Voice and Loyalty, *British Journal of Political Science*, pp. 79-107.

Basso (Jacques), 1983, *Les groupes de pression*, Paris, Presses Universitaires de France (« Que sais-je ? », n° 895).

Beaufre (général André), 1963, *Introduction à la stratégie*, Paris, Armand Colin.

Beer (Samuel H.), 1956, Pressure Groups and Parties in Britain, *American Political Science Review*, L, 1, March, pp. 1-23.

Beer (Samuel H.), 1965, *Modern British Politics. A Study of Parties and Pressure Groups*, London, Faber & Faber.

Belloni (Frank), Caciagli (Mario), Mattina (Liberio), 1979, The Mass Clientelism Party : the Christian Democratic Party in Catania and in Southern Italy, *European Journal of Political Research*, vol. 7, pp. 253-275.

Bentley (Arthur F.), 1908 (rééd. 1967), *The Process of Government*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.

Berger (Suzanne), ed., 1981, *Organizing Interests in Western Europe, Pluralism, Corporations, and the Transformation of Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.

Blondel (Jean), 1968, Party Systems and Patterns of Government in Western Democracies, *Canadian Journal of Political Science*, I (2), June, pp. 183-190.

[527]

Blondel (Jean), 1978, *Political Parties : a Genuine Case for Discontent ?,* London, Wildwood House.

Boissevain (Jeremy), 1965, *Saints and Fireworks : Religion and Politics in Rural Malta*, London, Althone Press.

Boissevain (Jeremy), 1966, Patronage in Sicily, *Man*, October, pp. 18-33.

Boissevain (Jeremy), 1968, The place of Non-Groups in the Social Sciences, *Man*, vol. 3, n° 4, December, pp. 542-556.

Browne (E. C.), Franklin (M. N.), 1973, Aspects of Coalition Payoffs in European Parliamentary Democracies, *American Political Science Review*, 67, pp. 453-469.

Bryce (James, Lord), 1921, *Modern Democracies*, New York, Mac Millan (2 vols.).

Budge (Ian), Fairlie (Dennis), 1977, *Voting and Party Competitions, A Theoretical Critique and Synthesis Applied to Surveys from Ten Democracies*, London, John Wiley.

Budge (Ian), Fairlie (D. J.), 1983, *Explaining and Predicting Elections : Party Strategies and Issues Outcomes in Twenty-three Democracies*, London, Allen & Unwin.

Burke (Edmund), 1770, *Thoughts on the Cause of the Present Discontents*.

Caciagli (Mario), 1977, *Democrazia cristiana e potere nel Mezzogiomo, Il sistema democristiano a Catania*, Firenze, Guaraldi.

Caciagli (Mario), Belloni (Frank P.), 1981, The « new » Clientelism in Southern Italy : the Christian Democratic Party in Catania, in S. N. Eisenstadt, René Lemarchand, *Political Clientelism, Patronage and Development*, Beverley Hills, Sage, pp. 35-55 (Contemporary Political Sociology, 3).

Cadart (Jacques), éd., 1983, *Les modes de scrutin des dix-huit pays libres de l’Europe occidentale, leurs résultats et leurs effets comparés. Élections nationales et européennes*, Paris, Presses Universitaires de France.

Callon (Michel), 1979, L’État face à l’innovation technique. Le cas du véhicule électrique, *Revue française de Science politique*, 29 (3), juin, pp. 426-446.

Campbell (Angus), Converse (Philip), Miller (Warren), Stokes (Donald), 1960, *The American Voter*, New York, Wiley.

Capdevielle (Jacques), Mouriaux (René), 1972, Le militantisme syndical en France, esquisse bibliographique, *Revue française de Science politique*, 22, 3, juin, pp. 566-581.

Castles (F. G.), 1967, *Pressure Groups and Political Cultures*, London, Routledge & Kegan Paul.

Castles (F. G.), McKinlay (Robert D.), 1979, Does Politics matter : an analysis of the public welfare commitment in advanced democratic states, *European Journal of Political Research*, 7, pp. 169-186.

Cayrol (Roland), 1978, Courants, fractions, tendances, in Pierre Birnbaum, Jean-Marie Vincent, éd., *Critique des pratiques politiques*, Paris, Éditions Galilée.

Chabanol (Daniel), 1960, *L’échec des groupes de pression*, Paris, Institut d’Études politiques (mémoire sous la direction de J. Meynaud. Cf. la critique de ce mémoire, par J. Meynaud, dans la *Revue française de Science politique*, X, 4, décembre 1960, pp. 891-893).

Chamberlain (N. W.), 1961, The Determinants of Collective Bargaining Structures, in A. Weber, ed., *Structure of Collective Bargaining*, Glencoe, Ill., Free Press.

Charlot (Jean), 1967, *L’Union pour la Nouvelle République, étude du pouvoir au sein d’un parti politique*, Paris, Armand Colin (Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, 153).

Charlot (Jean), 1970 a, *Le phénomène gaulliste*, Paris, Fayard (trad. en anglais : *The Gaullist Phenomenon*, London, Allen & Unwin, 1971).

Charlot (Jean), 1970 b, Du parti dominant, *Projet*, 48, septembre-octobre, pp. 941-952 (extraits reproduits dans Charlot, 1971, pp. 239-250).

Charlot (Jean), éd., 1971, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, coll. « U prisme ».

Charlot (Jean), 1973, Les élites politiques en France de la IIIe à la Ve République, *Archives européennes de Sociologie*, XIV, pp. 78-92.

Charlot (Jean), 1983, Le gaullisme d’opposition, 1946-1958, *Histoire politique du gaullisme*, Paris, Fayard.

Charlot (Jean), 1983 b, Le Président et le parti majoritaire : du gaullisme au socialisme, *Revue politique et parlementaire*, 905, juillet-août, pp. 27-42.

[528]

Charlot (Jean), 1983 c, Rapport sur les modes de scrutin en France depuis 1945, in Jacques Cadart, éd., *Les modes de scrutin de dix-huit pays libres de l’Europe occidentale*…, Paris, Presses Universitaires de France, pp. 35-55.

Charlot (Monica), 1970, *Le syndicalisme en Grande-Bretagne*, Paris, Armand Colin, coll. « U 2 ».

Charlot (Monica), 1970 b, *La persuasion politique*, Paris, Armand Colin (Dossiers U 2).

Charlot (Monica), 1972, *La démocratie à l’anglaise*, Paris, Armand Colin.

Charlot (Monica), 1975, The Ideological Distance Between the Two Major Parties in Britain, *European Journal of Political Research*, 3, pp. 173-180.

Charlot (Monica), 1978, Sociologie de l’électorat britannique, La permanence des structures sociales du vote, in Monica Charlot, éd., *Élections de crise en Grande-Bretagne*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, pp. 15-54.

Charlot (Monica), 1983, Les élections britanniques : la querelle des Anciens et des Modernes, *Revue politique et parlementaire*, 905, juillet-août, pp. 73-86.

Chester (Norman), 1958 (Round Table Conference, International Political Science Association), in Henry W. Ehrmann, *Interest Groups on Four Continents*, Pittsburgh, University of Pittsburg Press.

Clark (Peter B.), Wilson (James Q,.), 1961, Incentive Systems : A Theory of Organizations, *Administrative Science Quarterly*, 6, pp. 129-166.

Club Jean-Moulin, 1965, *Un parti pour la gauche*, Paris, Seuil.

Cohen (Bernard), 1957, *Political Process and Foreign Policy*, Princeton, Princeton University Press.

Colliard (Jean-Claude), 1978, *Les régimes parlementaires contemporains*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Cutright (P.), 1965, Political structure, economic development and national security programs, *American Journal of Sociology*, 70, pp. 537-550.

Daalder (Hans), Mair (P.), ed., 1983, *Western European Party Systems. Continuity and change*, London, Sage.

Dahl (Robert A.), 1966, *L’avenir de l’opposition dans les démocraties*, Paris, sedeis (trad. franc. de *Political Oppositions in Western Democracies*, 1965).

Dahl (Robert), 1971, *Qui gouverne ?,* Paris, A. Colin (trad. franc. de *Who governs ? Democracy and Power in an American City*, 1961).

Dahl (Robert A.), 1973, *L’analyse politique contemporaine*, Paris, Robert Laffont (trad. franc. de *Modern Political Analysis*, 1963).

Damgaard (Erik), 1973, Party Coalitions in Danish Law-Making 1953-1970, *European Journal of Political Research*, 1, pp. 35-66.

Dewachter (Wilfried), Lismont (Edith), Tegenbos (Guy), 1977, The Effect of the Opposition Parties on the Legislative Output in a Multiparty System. The Belgian Case from 1965 to 1971, *European Journal of Political Research*, 5, pp. 245-265.

Deysine (Anne), 1980, Political Corruption : A Review of the Literature, *European Journal of Political Research*, 8, pp. 447-462.

Dodd (Lawrence G.), 1976, *Coalitions in Parliamentary Government*, Princeton (nj), Princeton University Press.

Donegani (Jean-Marie), 1979, Itinéraire politique et cheminement religieux, *Revue française de Science politique*, 29, 4-5, août-octobre, pp. 693-738.

Donneur (André P.), Padioleau (Jean G.), 1982, Local clientelism in Post-Industrial Society, the example of the French Communist Party, *European Journal of Political Research*, vol. 10, pp. 71-82.

Donovan (The Rt Hon. Lord), 1968, *Report of the Royal Commission on Trade Union and Employers’ Associations, 1965-1968*, London, hmso, June (Cmnd 3623).

Dryzek (John), 1978, Politics, economies and inequality : a cross-national analysis, *European Journal of Political Research*, 6, pp. 399-410.

Duverger (Maurice), 1951, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin (nos références à la 3e éd., 1958).

Duverger (Maurice), 1959, *Introduction à l’étude des stratégies politiques*, Pans, Cours du Droit (Cours de science politique, multigraphié).

[529]

Eckstein (Harry), 1960, *Pressure Group Politics : the Case of the British Medical Association*, London, Allen & Unwin.

Ehrlich (Stanislas), 1971, *Le pouvoir et les groupes de pression, études de la structure du capitalisme*, Paris, Mouton.

Ehrmann (Henry W.), ed., 1958, *Interest Groups on Four Continents*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press (Edited for the International Political Science Association).

Ehrmann (Henry W.), 1976 (3e éd.), *Politics in France*, Boston, Little, Brown.

Eisenstadt (S. N.), Roniger (L.), 1980, *Patron-client relations as a model for structuring social exchange, Comparative Studies in Society and History*, pp. 42-77.

Eldersveld (Samuel J.), 1958, American interest groups : a survey of research and some implications for theory and methods, in Henry Ehrmann, ed., *Interest groups in Four Continents*, Pittsburgh, University Press, pp. 173-196.

Eldersveld (Samuel J.), 1964, *Political Parties : A Behavioral Analysis*, Chicago, Rand McNally.

Epstein (Léon D.), 1967, *Political Parties in Western Democracies*, New York, Frederick A. Praeger.

Epstein (Léon D.), 1975, Political Parties, in Fred I. Greenstein, Nelson W. Polsby, ed., *Handbook of Political Science*, Reading, Mass., Addison-Wesley, vol. 4, pp. 229-277.

Finer (Samuel H.), 1958, Anonymous Empire. A Study of the Lobby in Great Britain (rev. éd. 1966), London, Pall Mall Press.

Finer (Samuel H.), 1958 b, Interest Groups and the Political Process in Great Britain, in Henry W. Ehrmann, ed., *Interest Groups on Four Continents*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, pp. 117-144.

Friedrich (C. J.), Brzezinski (Z. K.), 1967, *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, New York, Praeger.

Gamson (William), 1961, A Theory of Coalition Formation, *American Sociological Review*, 26 (3), June, pp. 373-383.

Garceau (Oliver), 1958, Interest group Theory in Political Research, *Annals of the American Academy of Social and Political Science*, 319, September, pp. 104-112.

Gaxie (Daniel), 1977, Économie des partis et rétributions du militantisme, *Revue française de Science politique*, XXVII, 1, février, pp. 123-154.

Gaxie (Daniel), 1978, *Le cens caché, inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil.

Gillies (R.), Janda (K.), 1975, *Social Aggregation, Articulation, and Representation of Political Parties : A cross-national Analysis*, Paper for the Annual meeting of the American Political Science Association, San Francisco.

Gillies (R.), 1979, *Social Diversity of Political Parties : Sources and Consequences*, Ph.D. dissertation, Northwestern University.

Gilsenan (Michaël), 1977, Against Patron-Client relations, in Ernest Gellner, John Waterbury, ed., *Patrons and Clients*, London, Duckworth, pp. 167-184.

Goguel (François), éd., 1965, *Le référendum d’octobre et les élections de novembre 1962*, Paris, Armand Colin (Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, 142).

Goldey (David), Williams (Philip), 1983, France, in Vernon Bogdanor, David Butler, ed., *Democracy and Elections, Electoral Systems and their political consequences*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 62-83.

Goldstein (Joseph), 1952, *The Government of British Trade Unions, A Study of Apathy and the Democratic Process in the Transport & General Workers Union*, London, Allen & Unwin.

Grawitz (Madeleine), 1981, *Lexique des sciences sociales*, Paris, Dalloz.

Graziano (Luigi), 1973, Patron-Client Relationships in Southern Italy, European *Journal of Political Research*, vol. 1, pp. 3-34.

Graziano (Luigi), 1976, A Conceptual Framework for the Study of Clientelist Behavior, *European Journal of Political Research*, vol. 4, pp. 149-174.

Greenstone (J. David), 1975, Group Theories, in Fred I. Greenstein, Nelson W. Polsby, ed., *Handbook of Political Science*, Reading, Mass., Addison-Wesley, vol. 2, pp. 243-318.

Gumplowicz (Ludwig), 1899, *Outlines of Sociology* (Gundriss der Soziologie) (réédité 1963), New York, Peine-Whitman.

Hands (Gordon), 1972, Robert Michels Political Parties, *British Journal of Political Science*, vol. 1, part 2, April, pp. 155-172.

[530]

Haniff (Ghulam H.), 1976, Politics, Development and social policy : a cross-national analysis, *European Journal of Political Research*, 4, pp. 361-376.

Harmel (R.), 1977, *Relative Impacts of Contextual and Internal Factors on Party Decentralization : a cross-national analysis*, Ph.D. dissertation, Northwestern University.

Harrison (Reginald J.), 1980, *Pluralism and Corporation, The Political Evolution of Modern Democracy*, London, Allen & Unwin.

Haseler (Stephen), 1969, *The Gaitskellites-Revisionism in the British Labour Party*, London, Macmillan.

Hayward (Jack), 1979, Interest groups and the Demand for State Action, in Jack Hayward, R. N. Berki, ed., *State and Society in Contemporary Europe*, Oxford, Martin Robertson, pp. 23-41.

Heidenheimer (Arnold J.), 1970, *Political Corruption : Readings in Comparative Analysis*, New Brunswick, nj, Transaction Books.

Heidenheimer (Arnold J.), Heclo (Hugh), Adams (C. T.), 1976, *Comparative Public Policy*, London, Macmillan.

Hemingway (John), 1978, *Conflict and Democracy, Studies in Trade Union Government*, Oxford, Clarendon Press.

Herman (V. M.), Pope (J.), 1973, Minority Governments in Western Democracies, *British Journal of Political Science*, 3, pp. 191-212.

Herring (E. P.), 1929, *Group Representation Before Congress*, Baltimore, Hopkins Press.

Hirschman (Albert Otto), 1970, Exit, *Voice and Loyalty, Responses to decline in firms, organizations and states*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press.

Holcombe (Arthur N.), 1933, *Parties (Political) Theory, in Encyclopaedia of the social sciences*, vol. 2, New York, Macmillan, pp. 590-594.

Homans (George C.), 1951, *The Human Group*, London, Routledge & Kegan Paul.

Houghton (Lord), 1976, *Report on Payment of Political Parties*, London, hmso (Cmnd. 6601) (Parliamentary Committee under the Chairmanship of Lord Houghton of Sowerby).

Huntington (Samuel), 1965, Political Development and Political Decay, *World Politics*, 17, April, pp. 386-430.

Inglehart (Ronald), Klingemann (Hans D.), 1976, Party Identification, Ideological Preference and the Left-Right Dimension among Western Mass Publics, in Ian Budge, Ivor Crewe, Dennis Farlie, ed., *Party identification and Beyond*, London, Wiley & Sons, pp. 243-273.

Ionescu (Ghita), 1967, *L’avenir politique de l’Europe orientale*, Paris, sedeis (Futuribles, 7).

Janda (Kenneth), 1964, *Information Retrieval, Application to Political Science*, Indianapolis, Bobbs-Merril.

Janda (Kenneth), 1970, *A Conceptual Framework for the Comparative Analysis of Political Parties*, Beverly Hills, Calif., Sage (Sage Professional Papers in Comparative Politics 01-006).

Janda (Kenneth), 1980, *Political Parties, a cross-national survey*, New York, The Free Press.

Jeanneney (Jean-Noël), 1981, *L’argent caché, milieux d’affaires et pouvoirs politiques dans la France du xxe siècle*, Paris, Fayard.

Kenny (Michaël), 1968, Parallel Power Structures in Castile : the Patron-Client Balance, in J. G. *Peristiany, ed., Contributions to Mediterranean Sociology : Mediterranean Rural Communities and Social Change*, The Hague, Mouton.

Key (V. O. Jr.), 1942, *Politics, Parties and Pressure Groups* (new ed. 1964), New York, Thomas Y. Crowell.

Key (V. O. Jr.), 1950, *Southern Politics in State and Nation*, New York, Knopf.

Kimber (Richard), Richardson (J. J.), ed., 1974 a, *Pressure Groups in Britain : A Reader*, London, Dent.

Kimber (Richard), Richardson (J. J.), ed., 1974 b, *Campaigning for the Environment*, London, Routledge & Kegan Paul.

King (Anthony), 1969, Political Parties in Western Democracies : some sceptical Reflections, *Polity*, 2, Winter, pp. 111-141.

Kirchheimer (Otto), 1966, The Transformation of the Western European Party Systems, in J. LaPalombara, M. Weiner, ed., *Political Parties and Political Development*, Princeton, nj, Princeton University Press, pp. 177-200.

[531]

Kirkpatrick (E. M.), 1971, Toward a more responsible two-party system : political science, policy science, or pseudo-science ?, *American Political Science Review*, 65, pp. 965-990.

Konglan, Warren, Winkel Pleck, Paulson, 1976, Interorganizational Measurement in the Social Service Sector : Differences by Hierarchical Model, *Administrative Science Quarterly*, 21, pp. 675-687.

Labbé (Dominique), 1980, Le discours communiste, *Revue française de Science politique*, XXX, 1, février, pp. 46-77.

Lagrange (Hugues), 1982, La crise et le conflit : morphologie des vagues de grèves, *Revue française de Science politique*, 32 (4-5), août-octobre, pp. 768-794.

Lagroye (Jacques), Lord (Guy), 1974, Trois fédérations de partis politiques : esquisse de typologie, Revue française de Science politique, XXIV, 3, juin, pp. 559-595.

Lagroye (J.), Lord (G.), Mounier-Chazel (L.), Palard (J.), 1976, *Les militants politiques dans trois partis français, Parti communiste, Parti socialiste*, Union des démocrates pour la République, Paris, Pédone.

Landé (Carl H.), 1977, Introduction : the dyadic basis of clientelism, in S. Schmidt, J. C. Scott, C. H. Landé, L. Guasti, ed., *Friends, followers and factions*, Berkeley, Univ. of California Press, pp. xiii-xxxvii.

Lane (Robert E.), 1972, *Political Man*, New York, The Free Press.

LaPalombara (Joseph), 1960, The utility and limitations of interest group theory in non-American field situations, *The Journal of Politics*, vol. 22, pp. 29-49.

LaPalombara (Joseph), 1964, *Interest Groups in Italian Politics*, Princeton, Princeton University Press.

LaPalombara (Joseph), Weiner (Myron), ed., 1966, *Political Parties and Political Development*, Princeton, nj, Princeton University Press (Studies in Political Development, 6).

Latham (Earl), 1952, The group basis of politics : notes for a theory, *American Political Science Review*, 46, pp. 376-398.

Lavau (Georges), 1953, *Partis politiques et réalités sociales*, Paris, Armand Colin.

Lavau (Georges), 1958, Political Pressure by Interest Groups in France, in Henry W. Ehrmann, ed., *Interest Groups on Four Continents*, Pittsburgh, University Press, pp. 60-95.

Lavau (Georges), 1981, *À quoi sert le Parti communiste français ?,* Paris, Fayard.

Laver (Michaël), Taylor (Michaël), 1973, Government Coalitions in Western Europe, *European Journal of Political Research*, 1, pp. 205-248.

Lavroff (Dmitri Georges), 1970, *Les partis politiques en Afrique noire*, Paris, Presses Universitaires de France (« Que sais-je ? », n° 1380).

Lawson (Kay), 1976, *The Comparative Study of Political Parties*, New York, St Martin’s Press.

Leca (Jean), Schemeil (Yves), 1983, Clientélisme et patrimonialisme dans le monde arabe, *International Political Science Review*, 4, 4, pp. 455-494.

Lehmbruch (Gerhard), 1974, A non competitive Pattern of Conflit Management in Liberal Democracies : the Case of Switzerland, Austria and Lebanon, in Kenneth McRae, ed., *Consociational Democracy : Political Accommodation in Segmented Societies*, Toronto, McClelland & Stewart (Carleton Library, 79).

Lehmbruch (Gerhard), Schmitter (Philippe C.), 1982, *Patterns in Corporatist Intermediation*, London, Sage.

Leiserson (Michaël A.), 1968, Factions and Coalitions in One-Party Japan : An Interpretation Based on the Theory of Games, *American Political Science Review*, 62, pp. 770-787.

Lemarchand (René), 1973, Political Exchange, Clientelism and Development in Tropical Africa, *Culture et développement* (Bruxelles), vol. 4, n° 3, pp. 483-516.

Lemarchand (René), 1981, Comparative Political Clientelism : Structure, Process and Optic, in S. N. Eisenstadt, René Lemarchand, ed., *Political Clientelism, Patronage and Development*, Beverly Hills, Sage, pp. 7-32 (Contemporary Political Sociology, 3).

Lénine (V.), 1902, *Que faire ?* (éd. franç. 1966), Paris, Seuil.

Lijphart (Arend), 1969, Consociational Democracy, *World Politics*, 21, January, pp. 207-225.

Linden (Carl), 1966, *Khruschev and the Soviet leadership, 1957-1964*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.

[532]

Lindon (Denis), Weill (Pierre), 1974, *Le choix d’un député, Un modèle explicatif du comportement électoral*, Paris, Éditions de Minuit.

Linz (Juan), 1968, Robert Michels, *International Encyclopaedia of the Social Sciences*, New York, Macmillan, pp. 265-271.

Lipset (Seymour M.), Trow (Martin A.), Coleman (James S.), 1956, Union Democracy, *The internal politics of the International typographical union*, Glencoe (Ill.), Free Press.

Lipset (Seymour), Rokkan (Stein), 1967, *Party Systems and Voter Alignments*, New York, Free Press, pp. 1-64.

Lowell (A. Lawrence), 1896, *Governments and Parties in Continental Europe*, Cambridge, Mass., Harvard University Press (2 vols.).

Lowi (Theodore J.), 1969, *The End of Liberalism*, New York, Norton.

Lowi (Theodore J.), 1971, *The Politics of Disorder*, New York, Basic Books.

Lowit (Thomas), 1979, Le parti polymorphe en Europe de l’Est, *Revue française de science politique*, XXIX, 4-5, août-octobre, pp. 812-846.

Mac Iver (Robert Morrison), 1933, Pressures, social, in R. A. Seligman, ed., *Encyclopaedia of the Social Sciences*, vol. 12, New York, Mac Millan, pp. 344-348.

Mac Iver (Robert Morrison), 1947, *The Web of Government*, New York, Mac Millan.

Macridis (Roy C.), 1961, Interest Groups in Comparative Analysis, *Journal of Politics*, 23, pp. 25-46.

Manigat (Leslie F.), 1969, Introduction, in Jean-Pierre Bernard et al., *Tableau des partis politiques en Amérique du Sud*, Paris, Armand Colin (Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, 171), pp. 9-24.

Marvick (Dwaine), 1968, Political Recruitment and Careers, in International *Encyclopaedia of the Social Sciences*, New York, Mac Millan.

May (John D.), 1965, Democracy, Organization and Michels, *The American Political Science Review*, 59 (2), June, pp. 417-429.

Mayer (Adrian), 1966, The significance of quasi-groups in the Study of Complex Societies, in M. Banton, ed., *The social Anthropology of Complex Societies*, London, Tavistock.

McCarthy (Lord), 1978, The Politics of Incomes Policy, in David Butler, A. H. Halsey, ed., *Policy and Politics, Essays in Honour of Norman Chester*, London, Mac Millan.

McConnell (Grant), 1966, *Private Power and American Democracy*, New York, Knopf.

McDonald (N. A.), 1955, *The Study of Political Parties*, Garden City, ny, Doubleday.

Médard (Jean-François), 1976, Le rapport de clientèle, du phénomène social à l’analyse politique, *Revue française de Science politique*, vol. XXVI, n° 1, février, pp. 103-131.

Meynaud (Jean), 1957, I gruppi d’interesse in Francia, *Studi Polici* IV, juillet-septembre, pp. 433-444.

Meynaud (Jean), 1957 b. Essai d’analyse de l’influence des groupes d’intérêts, *Revue économique*, 2, pp. 3-46.

Meynaud (Jean), 1958, *Les groupes de pression en France*, Paris, Armand Colin (Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, 95).

Meynaud (Jean), 1962, [*Nouvelles études sur les groupes de pression en France*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030163875), Paris, Armand Colin (Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, 118).

Meynaud (Jean), Chabanol (Daniel), 1962, Comportement des groupes dans les situations d’échec, *Revue française de Science politique*, XII, 1, mars, pp. 27-37.

Meynaud (Jean), Ladrière (Jean), éd., *La décision politique en Belgique*, Paris, A. Colin.

Michelat (Guy), Simon (Michel), 1977, *Classe, religion et comportement politique*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques et Éditions Sociales.

Michels (Robert), 1971, *Les partis politiques, Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion (1re éd. en allemand, 1911).

Mitchell (G. Duncan), 1968, *A Dictionary of Sociology*, London, Routledge & Kegan Paul.

Moore (C. H.), 1977, *Clientelist Ideology and Political Change*, in Ernest Gellner, John Waterbury, ed., *Patrons and Clients*, London, Duckworth, pp. 255-274.

Mossuz (Janine), 1970, *Les clubs et la politique en France*, Paris, Armand Colin.

Nadel (Mark V.), Rourke (Francis E.), 1975, Bureaucracies, in Fred I. Greenstein, Nelson W. Polsby, ed., *Handbook of Political Science*, Reading (Mass.), Addison-Wesley, vol. 5.

[533]

Nedelmann (Brigitte), 1975, Handlungsreum politischer Organizationen, in R. Wildenmann, éd., *Sozialwissenschaftliches Jarhbuch für Politik*, Band 4, München, Günther Olzog Verlag, pp. 9-118.

Nie (N. H.), Verba (S.), Petrocik (J. R.), 1976, *The Changing American Voter*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.

Nizard (Lucien), Jobert (Bruno), Muller (Pierre), 1977, *Éléments pour une nouvelle approche de l’État dans la France d’aujourd’hui*, Grenoble, cerat.

Odegard (Peter H.), 1928, *Pressure Politics : the Story of the Anti-Saloon League*, New York, Columbia University Press.

Offe (Claus), 1977, *Lo Stato nel Capitalismo maturo*, Milano, Etas libri… recueil d’essais (traduit de l’allemand).

Olson (Mancur), 1965, *The Logic of Collective Action*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.

Ostrogorski (Moïseï), 1903, *La démocratie et l’organisation des partis politiques*, Paris, Calmann-Lévy (2 vol.).

Paige (Glenn D.), 1978, The Rediscovery of Politics, in P. G. Lewis, D. C. Potter, F. Castles, ed., *The Practice of Comparative Politics*, London, Longman.

Paltiel (Khayyam Z.), 1979, The Impact of Election Expenses Legislation in Canada, Western Europe, and Israël, in Herbert E. Alexander, ed., *Political Finance*, London, Beverley Hills, Sage (Sage Electoral Studies Yearbook, 5).

Panebianco (A.), 1982, *Modelli di partito*, Bologne, Il Mulino.

Parsons (Talcott) et al., 1951, *Toward a General Theory of Action*, Cambridge, Mass., University Press.

Pedersen (Mogens N.), 1979, *The Dynamics of European Party Systems*, Changing Patterns of Electoral Volatility, *European Journal of Political Research*, 7, pp. 1-26.

Peters (B. G.), Doughtie (J. C.), McCulloch (M. K.), 1977, Types of democratic Systems and types of public policy, *Comparative Politics*, 9, pp. 327-355.

Pinto-Duschinsky (Michaël), 1976, The *Survival of Political Corruption in Advanced Democracies*, Paper for the Xth World Congress of the International Political Science Association, Edinburgh.

Portelli (Hugues), 1980, La présidentialisation des partis français, *Pouvoirs*, 14, pp. 97-106.

Potter (Allen), 1961, *Organized Groups in British National Politics*, London, Faber.

*Pour la Pologne*, 1982, Paris, Éditions du Seuil.

Powell (John D.), 1970, Peasant society and clientelistic politics, *American political science review*, vol. LXIV, n° 2, June, pp. 411-425.

Presthus (Robert), 1965, *The Organizational Society, An Analysis and a theory*, New York, Vintage Books.

Prost (Antoine), 1977, *Les Anciens Combattants et la Société française, 1914-1939, 1 : Histoire ; 2 : Sociologie ; 3 : Mentalités et idéologies*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Pugh (D. S.), ed., 1971, *Organization Theory, Selected Readings*, Harmondsworth, Penguin Books.

Pye (Lucien W.), 1966, Party Systems and national development in Asia, in Joseph LaPalombara, Myron Weiner, *Political Parties and Political Development*, Princeton, nj, Princeton University Press (Studies in Political Development, 6), pp. 369-398.

Quermonne (Jean-Louis), 1980, Pouvoir présidentiel et pouvoir partisan sous la Ve République, *Projet*, 150, décembre, pp. n 77-1188.

Rae (Douglas W.), 1971 (revised ed. ; 1st ed. 1967), *The Political Consequences of Electoral Laws*, New Haven (Conn.), Yale University Press.

Rémy (Dominique), 1975, The Pivotal Party : Definition and Measurement, *European Journal of Political Research*, 3, pp. 293-301.

Riggs (Fred W.), 1950, *Pressure on Congress, A Study of the Repeal of Chinese Exclusion*, New York, King’s Crown Press.

Riker (William H.), 1962, *The Theory of Political Coalitions*, New Haven, Yale University Press.

[534]

Riker (William H.), 1976, The Number of Political Parties, A Reexamination of Duverger’s Law, *Comparative Politics*, October, pp. 93-106.

Rokkan (Stein), 1970, *Citizens, Elections*, Parties, Oslo, University Press.

Rosanvallon (Pierre), Viveret (Patrick), 1977, *Pour une nouvelle culture politique*, Paris, Seuil.

Rosanvallon (Pierre), 1981, *La crise de l’État-providence*, Paris, Seuil.

Rose (Richard), Urwin (Derek), 1971, Social Cohesion, Political Parties and Strains in Regimes, in M. Dogan, R. Rose, ed., *European Politics*, London, Mac Millan, pp. 218-224.

Rose (Richard), 1974, *The Problem of Party Government*, London, Mac Millan.

Rose (Richard), 1980 a, *Class does not equal Party, The Decline of a Model of British Voting*, Glasgow, University of Strathclyde (Studies in Public Policy, 74).

Rose (Richard), 1980 b, *Do Parties make a difference ?,* London, Mac Millan.

Rose (Richard), 1980 c, *Politics in England, An Interpretation for the 1980s*, London, Faber & Faber (3e éd.).

Salisbury (Robert H.), 1969, An exchange Theory of Interest Groups, Midwest *Journal of Political Science*, 13, pp. 1-32.

Salisbury (Robert H.), 1975, Interest Groups, in Fred I. Greenstein, Nelson W. Polsby, ed., *Handbook of Political Science, Reading*, Mass., Addison-Wesley, vol. 4, pp. 171-228.

Sapir (Edward), 1933, Groups, in Edwin R. A. Seligman, ed., *Encyclopaedia of the Social Sciences*, New York, Mac Millan, (1963, 15th ed.), vol. 7, pp. 178-182.

Sartori (Giovanni), 1976, *Parties and Party Systems*, New York, Harper & Row.

Scalapino (Robert), Masumi (Junnosuke), 1962, *Parties and Politics in Contemporary Japan*, Berkeley, University of California Press.

Schattschneider (E. E.), 1942, *Party Government*, New York, Rinehart.

Schmitter (Philippe C.), Lehmbruch (Gerhard), éd., 1979, *Trends toward Corporatist Intermediation*, London, Sage.

Schmitter (Philippe), 1982, *Patterns of Corporatist Policy-making*, London, Sage.

Schonfeld (William R.), 1980, La stabilité des dirigeants des partis politiques : la théorie de l’oligarchie de Robert Michels, *Revue française de Science politique* (30), 4, août, pp. 846-865.

Schonfeld (William R.), 1983, Scène de la vie politique française, *La Revue Tocqueville*, V, 1, Spring-Summer, pp. 39-73.

Schonfeld (William R.), 1985, *Ethnographie du PS et du RPR, Les éléphants et l’aveugle*, Paris, Economica.

Scott (James C.), 1977, Patron-Client Politics and Political Change in South East Asia, in Stephen Schmidt et al., ed., *Friends, Followers and Factions*, Los Angeles et Berkeley, University of California Press, pp. 123-146.

Scott (Robert E.), 1966, Political Parties and Policy-Making in Latin America, in Joseph LaPalombara, Myron Weiner, *Political Parties and Political Development*, Princeton, nj, Princeton University Press (Studies in Political Development, 6), pp. 331-367.

Seiler (Daniel-Louis), 1980, *Partis et familles politiques*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Thémis ».

Sevin (Henri), 1982, *La coalition majoritaire du Parti socialiste de 1971 à 1975*, Paris, Institut d’Études politiques (thèse de doctorat d’État en science politique, sous la direction de S. Hurtig).

Sfez (Lucien), 1972 (3e éd. 1981), *Critique de la décision*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Sjöblom (Gunnar), 1968, *Party Strategies in a Multiparty System*, Lund, Studentlitteratur.

Slama (Alain-Gérard), 1980, *L’idéologie du mouvement écologiste*, Rapport à la Journée d’études sur l’écologie politique, 26 septembre 1980, Association française de Science politique, Paris.

Smith (David), 1964, Pragmatism and the group theory of Politics, *American Political Science Review*, 58, pp. 600-611.

Smith (Gordon), 1982, *Party Government – adaptation and survival : a typological presentation*, Presented at the European Consortium for Political Research Joint Session of Workshops, Aarhus.

Smith (M. G.), 1966, A structural Approach to Comparative Politics, in David Easton, ed., *Varieties of Political Theory*, Englewood Cliffs, nj, Prentice Hall, pp. 113-128.

[535]

Sorauf (Frank J.), 1967, Political Parties and Political Analysis, in W. N. Chambers, W. D. Burnham, ed., *The American Party Systems, Stages of Political Development*, Oxford, Oxford University Press.

Steck (Henry J.), 1974, The Re-Emergence of Ideological Politics in Great Britain : the Campaign for Nuclear Disarmament, in Richard Kimber, J. J. Richardson, *Pressure Groups in Britain : A Reader*, London, Dent, pp. 120-142 (reprinted from the *Western Political Quarterly*, 18, 1, March 1965, pp. 87-103).

Steiner (Jürg), Dörff (Robert H.), 1980, *A Theory of Political Decision Modes, Intraparty Decision Making in Switzerland*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press.

Stewart (J. D.), 1958, British *Pressure Groups : Their Role in Relation to the House of Commons*, Oxford, The Clarendon Press.

Subileau (Françoise), 1981, Le militantisme dans les partis politiques sous la Ve République, *Revue française de Science politique*, XXXI, 5-6, octobre-décembre, pp. 1038-1068.

Svasand (Lars), 1978, *On the Formation of Political Parties : Conditions, Causes and Patterns of Development*, Colchester, ecpr, Paper (ecpr Workshop, Mass Political Organizations, Grenoble, 6-12 April 1978).

Swaan (Abram de), 1973, *Coalitions Theories and Cabinet Formations : A study of formal theories of coalition formation applied to nine European parliaments after 1918*, Amsterdam, Elsevier.

Swaan (Abram de), 1975, A classification of Parties and Party Systems according to Coalitional Options, *European Journal of Political Research*, 3, pp. 361-375.

Tarrow (Sydney), 1967, *Peasant Communism in Southern Italy*, New Haven, Yale University Press.

Taylor (Michaël), Herman (V. M.), 1971, Party Systems and government stability, *American Political Science Review*, 65, pp. 28-37.

Thibaudet (Albert), 1932, *Les idées politiques de la France*, Paris, Stock.

Tiersky (R.), 1973, *Le mouvement communiste en France (1920-1972),* Paris, Fayard, « L’histoire sans frontières ».

Touchard (Jean), 1969, Introduction à l’idéologie du Parti communiste français, in *Le communisme en France*, Paris, Armand Colin (Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, 175).

Truman (David B.), 1951, *The Governmental Process : Political Interests and Public Opinion*, New York, Alfred A. Knopf.

Verba (Sidney), Nie (Norman H.), Kim (Jae-on), 1978, *Participation and Political Equality, A Seven-Nation Comparison*, Cambridge, Mass., Cambridge University Press.

Vito (Francesco), 1958 (Intervention), *Fifth Session, in Henry W. Ehrmann, ed., Interest Groups on Four Continents*, Pittsburgh, The University Press, pp. 275-276.

Wallas (Graham), 1908 (cité dans une édition de 1920), *Human nature in politics*, London, Constable.

Ware (Alan), 1981, Why Amateur Party Politics has Withered Away : the Club Movement, Party Reform and the Decline of American Party Organizations, *European Journal of Political Research*, 9, pp. 219-236.

Webb (Sydney et Beatrice), 1897, *Industrial Democracy*, London, Longmans, Green & Co.

Weber (Max), 1971, *Économie et société*, Paris, Plon.

Weil (Simone), 1950, *Note sur la suppression générale des partis politiques*, La Table ronde, 26, février.

Weiner (Myron), 1957, *Party Politics in India*, Princeton, Princeton University Press.

Weingrod (Alex), 1968, Patrons, Patronage and Political Parties, *Comparative Studies in Society and History*, vol. 10, n° 3, July, pp. 377-400.

Welch (W. P.), 1979, Patterns of Contributions : Economic Interest and Ideological Groups, in Herbert Alexander, ed., *Political Finance*, London, Beverley Hills, Sage, pp. 199-220.

Whitehead (Laurence), 1975, The State and Sectional Interests : the Bolivian Case, *European Journal of Political Research*, 3, pp. 115-146.

Williams (Roger), 1979, The Multinational Enterprise : A 1977 Perspective, in Jack Hayward, R. N. Berki, ed., *State and Society in Contemporary Europe*, Oxford, Martin Robertson, pp. 237-252.

[536]

Wilson (Frank L.), 1983, Les groupes d’intérêt sous la Ve République, Test de trois modèles théoriques de l’interaction entre groupes et gouvernement, *Revue française de Science politique*, 33 (2), avril, pp. 220-254.

Wilson (James Q.), 1962, *The Amateur Democrat*, Chicago, The University of Chicago Press.

Wolf (Eric R.), 1966, Kinship, Friendship, and Patron-Client Relations in Complex Societies, in Michaël Banton, ed., The *Social Anthropology of Complex Societies*, London, Tavistock, pp. 1-2 (asa Monographs, 4).

Wooton (Graham), 1970, Interest Groups, Englewood Cliffs, nj, Prentice Hall.

Wright (William E.), 1971, Comparative Party Models : Rational-Efficient and Party Democracy, in William E. Wright, ed., *A comparative study of party organization*, Columbus, Ohio, Charles E. Merrill.

Zuckerman (Alan S.), 1979, *The Politics of Faction, Christian Democratic Rule in Italy*, New Haven, Yale University Press.

[537]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

Chapitre VIII

“COMMUNICATION  
ET ACTION POLITIQUE.”

Section 1

Langage et politique

par Frédéric Bon

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les phénomènes observés dans le champ politique semblent, dans une proportion écrasante, relever des faits de langage. Le politiste a le sentiment que la presque totalité des matériaux qu’il traite sont d’ordre linguistique ; même ceux qui échappent à cette catégorie renvoient, le plus souvent, à l’univers des signes et des symboles. Des textes des philosophes politiques aux discours des hommes d’État, des autojustifications des acteurs aux interviews sur les motivations de l’électeur, matière et langue semblent se confondre. L’évènement est appréhendé à travers le récit qui en a été fait. Même lorsque la matérialité du fait peut être établie, la dérive naturelle du politiste le renvoie dans l’univers symbolique : plus que de savoir ce qui s’est réellement passé, le politiste s’intéresse aux formes sous lesquelles l’évènement a été représenté. Contrairement au détective d’un roman policier célèbre (Tey, 1961), peu lui chaut d’apprendre que Richard n’a pas tué les enfants d’Édouard ; l’important est que cela ait pu être dit, et surtout cru.

L’action politique elle-même semble avoir pour objet la production de langages et de symboles : les textes juridiques, les circulaires ministérielles, les ordres, mais aussi les discours, les plans, les motions, les programmes et les cérémonies.

Même lorsqu’il compte, le politiste ne saurait céder à l’illusion de la matérialité du nombre. Ce qu’il peut dénombrer, sans tomber dans l’artefact statistique, ce sont les faits que l’activité politique elle-même a homogénéisés et classifiés. Si un électeur qui a voté pour le candidat X peut être permuté avec un autre électeur du même [538] candidat, c’est au terme d’un long travail du discours politique qui les aura rendus homogènes et à travers un mécanisme institutionnel codifié par des textes. De même, l’efficacité d’une politique économique ne se juge pas en fonction de la hausse des prix, mais des résultats des indices du coût de la vie. Non que l’indice des prix puisse être manipulé impunément, ni qu’il n’ait pas de relation avec la hausse des prix ; mais celle-ci ne peut peser dans le débat politique que sous la forme codée d’un indicateur.

Seule la violence nue échappe à cette prégnance du langage. Comme le remarquait Merleau-Ponty à propos de la guerre de Corée, elle impose le silence : « C’est la force nue qui décidera : pourquoi parler puisqu’elle n’a pas d’oreilles » (rapporté par Sartre, 1961, p. 338). Mais sommes-nous encore dans la politique ? Max Weber, qui enracine la politique dans la violence, prend le soin de nous rappeler qu’il s’agit de la violence légitime. Or, que peut désigner le terme « violence légitime » sinon une violence habillée, réinterprétée et magnifiée par les mots, les signes et les symboles.

Le 31 juillet 1977, lors des manifestations contre la construction du surgénérateur *Phénix*, un manifestant, Vital Michalon, est tué à Creys- Mal ville par l’explosion d’une grenade offensive. Le principe juridique selon lequel la responsabilité de la puissance publique est engagée par les actes de ses agents s’étend aussi sur le plan moral. C’est le préfet de l’Isère, M. Jeannin, qui est accusé de cet « assassinat » ; quelques années plus tôt, le meurtre de Pierre Overney devant les portes de la régie Renault est, lui, directement imputé au vigile qui l’a accompli, Pierre Tramoni. Mais, ce qui est sans doute le plus fortement reproché au préfet Jeannin, ce sont ses déclarations effectuées la veille du drame à Bourgoin. Dénonçant l’arrivée massive de manifestants d’outre-Rhin, le préfet s’est exclamé : « Comme il y a vingt ans, Morestel est à nouveau occupé par les Allemands. »

Dans une analyse très fine des évènements de mai 1968, Olivier Burgelin compare le rôle de la force dans la politique à celui que remplit l’encaisse métallique de la Banque centrale dans la défense d’une monnaie. « En faisant matraquer jour après jour les étudiants sans obtenir de résultats concrets, c’est-à-dire sans réussir à rétablir l’ordre, le gouvernement se trouve dans une situation comparable à celle d’une banque centrale débloquant jour après jour des quantités importantes d’or sans réussir à consolider sa monnaie. Dans ce cas, en effet, la force entre les mains du gouvernement apparaît, comme l’or dans les caves d’une banque centrale, une quantité finie. La seule mesure radicalement efficace dans la situation financière à laquelle nous nous référons est, on le sait, la *dévaluation* de la monnaie. C’est une mesure comparable que va prendre Georges Pompidou en cédant aux revendications immédiates des étudiants, ce qui revient en fait à procéder à une véritable « dévaluation du pouvoir » (Burgelin, 1968, p. 33). Tous les détenteurs d’une autorité formelle voient leur pouvoir diminuer, alors que ceux qui possèdent une autorité réelle le voient augmenter. Ainsi, par un effet mécanique, l’ensemble des rapports de force politiques et sociaux est transformé. Si un tel effet est possible, c’est que circulent dans la vie politique, non la violence, mais les symboles de la violence. « Dans la société policée où nous vivons, les transactions politiques supposent certes la force, mais s’exercent normalement sans recours explicite à la force – de même que les transactions [539] financières s’exercent normalement sans recours à l’or » (Burgelin, 1968, p. 33).

Cela ne signifie ni que la politique puisse être réduite à des phénomènes symboliques, ni que l’on soit condamné à avoir recours au concept hybride de violence symbolique. Tout pouvoir peut être, à certaines échéances, contraint au « paiement en espèces ». Certes, une puissance peut disposer du « crédit » suffisant pour n’être pas contrainte à la démonstration pratique de sa force. De Trafalgar à la – première – bataille des îles Falkland, nul n’a demandé à la Grande-Bretagne de démontrer qu’elle possédait la maîtrise des mers. Mais cette possibilité est à l’origine de toute épreuve de force ; elle fonde la puissance symbolique. En revanche, l’ensemble des rapports de force ne s’expriment dans le champ politique que sous une forme symbolique.

Les supports symboliques auxquels a recours la vie politique peuvent être extrêmement variés ; les images, la musique, les objets, l’uniforme, l’architecture, les emblèmes, mais aussi le vêtement – comme dans la Turquie de Mustapha Kemal ou l’Iran de l’Iman Khomeiny –, la boisson ou l’alimentation. À la limite, tous les produits de l’activité humaine ou en relation avec l’activité humaine peuvent être repris et valorisés par l’action politique. La saga de la résistance a conservé la mémoire de ces Français qui, sous l’occupation, se promenaient avec deux cannes à pêche : mauvais calembour, mais marque incontestable de patriotisme. La dimension symbolique de la vie politique ne se limite pas à la langue naturelle. Mais celle-ci y joue un rôle particulier et privilégié.

En 1923, à la suite de l’occupation de la Ruhr par les troupes françaises, le Parti communiste s’engage dans une vive campagne anti-belliciste sur le thème « Poincaré-la-Guerre ». Or, l’actualité fournit au pc un argument de poids : lors de l’inauguration d’un monument aux morts, une photo fut prise où le président du Conseil semblait rire. Cette photo fut reproduite sous forme d’affiche avec pour seule légende : « Poincaré, l’homme qui rit dans les cimetières. »

Un débat eut lieu à l’Assemblée nationale. Poincaré expliqua qu’il ne riait pas dans un lieu aussi respectable. Placé de telle sorte qu’il recevait le soleil dans les yeux, il avait le visage tiraillé par un léger rictus, image interprétée par des esprits malveillants comme un rire.

À l’époque, une troisième version de l’affaire courut dans les salles de rédaction parisiennes. Des reporters, présents lors de la fameuse inauguration, confirmèrent que le Président avait effectivement souri. Mais nul mépris dans cet acte : une tombe avait été fraîchement creusée ; un photographe, qui cherchait le meilleur angle de vue pour immortaliser la cérémonie, serait, en se reculant, tombé dans cette fosse ouverte.

Ces trois versions à propos d’un même document permettent d’expliciter la fonction de la légende. En apparence, le commentaire proposé par le pcf est purement redondant par rapport à l’image qu’il illustre. Il se contente d’écrire ce que chacun peut voir sur la photographie. À la limite, il est parfaitement inutile puisque tout le monde peut constater que Poincaré est en train de rire dans un cimetière.

Cependant, cette opération n’est pas innocente. En disant ce qui est vu, la légende bloque par avance tout discours interprétatif sur l’image qui est offerte et [540] sur l’évènement qu’elle représente. Puisque quelque chose a été dit, et qu’il ne s’agit de rien d’autre que du contenu immédiat de la scène montrée, c’est que celle-ci se réduit à l’évidence de l’acte sacrilège. Elle acquiert la pesanteur d’un fait brut, que la technique utilisée indexe d’une connotation de vérité : *c’est vrai, puisque c’est une photographie*. Le même effet aurait pu être obtenu par une légende du type « sans commentaire », locution qui constitue la plus redoutable des gloses. Le langage impose une signification : la photographie représente un évènement complet réel et clos.

En revanche, Poincaré, comme les reporters qui assistent à l’inauguration s’efforcent de développer un récit. Hors du champ de l’appareil photographique, un microcosme se peuple d’acteurs et d’évènements signifiants. Pour saisir le sens de l’épisode, il faut prendre en compte un élément extérieur à la scène fixée par la photographie. Le discours interprétatif se développe à partir d’un contexte, *spatial* pour l’un – le soleil –, *temporel* pour les autres – le photographe tombé dans la boue.

L’usage politique de la musique obéit à la même logique. Sa forme privilégiée est le chant. Qu’il s’agisse du condensé schématique d’une doctrine – comme dans l’*Internationale* –, d’un récit exemplaire – comme dans *Les braves soldats du 17e* – ou d’une allégorie – comme dans *Le temps des cerises* –, la parole vient fixer le sens de l’émotion créée par la musique. À la haute époque du jdanovisme, les autorités culturelles conseillèrent vivement aux compositeurs soviétiques d’écrire des opéras ou, au moins, de la musique à « programme » : les censeurs s’inquiétaient d’avoir à juger des partitions symphoniques selon les canons du « réalisme socialiste ».

Pour que l’image, comme la musique puissent devenir les véhicules d’un message, il est nécessaire de codifier leur interprétation. La langue naturelle est l’intermédiaire indispensable pour lever l’ambiguïté liée à la polysémie de ces moyens d’expression. On a coutume de répéter, après Napoléon, qu’un petit croquis vaut mieux qu’un long discours ; mais le petit croquis ne vaut que par son mode d’emploi et peut toujours être décrit par un long discours. La langue naturelle, parce qu’elle est instrument spécialisé dans la communication, peut toujours reprendre et transmettre les informations véhiculées par d’autres supports. Seul le codage digital, qui n’en est au fond que la copie mécanique, possède les mêmes propriétés.

1. Le lourd héritage du maître de Genève

[Retour au sommaire](#sommaire)

Le problème auquel est confronté le politiste qui s’efforce d’étudier en tant que telle la dimension symbolique des phénomènes politiques est au fond de même nature que celui qu’affronte Ferdinand de Saussure lorsque, à la fin de sa vie, il s’efforce de jeter les fondements d’une science nouvelle. Les phénomènes qu’il se propose d’étudier sont si variés et si hétérogènes, les liens qui les unissent sont à la fois si complexes et si lâches qu’une réduction, analogue à la réduction galiléenne qui résout la mécanique à la force, à la masse, à l’espace et au temps, est nécessaire.

Saussure remarque que le terme langage recouvre un ensemble confus de faits à la fois d’ordre physique, physiologique et mental. Plus grave encore, « le phénomène [541] linguistique présente perpétuellement deux faces » (Saussure, 1967, p. 23). À un niveau élémentaire, le langage apparaît comme un ensemble de sons. Mais on ne saurait « détacher le son de l’articulation buccale. Réciproquement on ne peut pas définir les mouvements des organes vocaux si l’on fait abstraction de l’impression acoustique » (Saussure, 1967, p. 24). Ainsi, le son constitue une « unité complexe acoustico-vocale ». À un second niveau, celle-ci se combine avec l’idée qu’évoque le son pour définir une « unité complexe, physiologique et mentale ». De même, le langage est à la fois social et individuel. Il suppose « à la fois un système établi et une évolution ; à chaque moment, il est une institution actuelle et un produit du passé » (Saussure, 1967, p. 24).

Confronté à un ensemble de faits hétéroclites et multiformes, le linguiste doit effectuer un tri. Saussure procède d’abord par élimination. Il retranche d’emblée toutes les dimensions qui relèvent d’autres disciplines ; la dimension physique – transmission des ondes sonores –, mais aussi la dimension physiologique dans son aspect articulatoire – production des sons – et auditif – réception des sons. Ainsi les phénomènes que se propose d’étudier le linguiste se situent tout entiers dans la sphère des phénomènes mentaux, cette portion du circuit du langage « où une image auditive vient s’associer à un concept » (Saussure, 1967, p. 31).

Toutefois, cette opération reste insuffisante. À ce stade, il n’est plus possible de procéder par partition : il faut recourir à l’abstraction. Il ne s’agit plus d’éliminer des phénomènes mais de prendre un point de vue sur un ensemble de faits homogènes relevant de l’univers mental. Car, « bien loin que l’objet précède le point de vue, on dirait que c’est le point de vue qui crée l’objet » (Saussure, 1967, p. 23) ; cette démarche permet à Saussure de poser la distinction entre langage et parole.

La langue est à la fois « un produit social de la faculté du langage et un ensemble de conventions nécessaires, adoptées par le corps social pour permettre l’exercice de cette faculté chez les individus ». C’est un tout en soi et un principe de classification (Saussure, 1967, p. 25), « un trésor déposé par la pratique de la parole dans les sujets appartenant à une même communauté, un système grammatical existant virtuellement dans chaque cerveau, ou plus exactement dans les cerveaux d’un ensemble d’individus ; car la langue n’est complète dans aucun, elle n’existe parfaitement que dans la masse » (Saussure, 1967, p. 30).

La parole relève de l’exécution ; elle est la mise en œuvre pratique de la faculté de la langue. C’est un acte individuel de volonté et d’intelligence. Ainsi la langue est sociale et passive, tandis que la parole est individuelle et active. La langue est ce qui reste lorsqu’on a éliminé du langage toutes ses déterminations particulières, c’est-à-dire un système universel d’équivalence entre des images phoniques et – pour reprendre le vocabulaire de Saussure – des concepts. Ainsi, l’opposition langue/parole recouvre-t-elle celle de l’essentiel et de l’accidentel ou plutôt du *système* et de l’*évènement*.

Il n’est pas excessif de dire que l’édifice de la linguistique moderne s’est fondé sur cette distinction. Certes, les discussions sur la définition de la langue, les limites entre faits de langue et faits de parole ont été nombreuses et passionnées. Mais le principe de la distinction et le sens général de la démarche qui la fondent n’ont pas été remis en cause. Même la grammaire générative, qui procède à une réévaluation [542] complète des concepts linguistiques au point de substituer aux termes langue et parole le couple compétence et performance, ne remet pas en cause le noyau de la démarche saussurienne.

Par « grammaire générative », j’entends, écrit Noam Chomsky, une description de la compétence tacite du locuteur-auditeur, compétence qui sous-tend la performance effective dans la production et la perception (compréhension) du discours. Une grammaire générative idéale spécifie un couplage des représentations phonétiques et sémantiques sur un domaine infini ; elle constitue ainsi une hypothèse pour expliquer comment le locuteur-auditeur interprète les énoncés, abstraction faite des nombreux facteurs qui se mêlent à la compétence tacite pour déterminer la performance effective » (Chomsky, 1969, p. 16).

Certes, le contenu de la notion de compétence est très différent de celui de la notion de langue. Chomsky substitue le terme « tacite » au terme « passif » car il veut mettre en évidence le caractère créateur de la langue. À une conception taxinomique de la langue, il oppose l’aspect générateur de la compétence. À partir d’un nombre fini de règles, le locuteur est capable d’émettre – et l’auditeur de comprendre – un nombre infini de phrases qu’il n’a auparavant jamais entendues. Cette capacité de « former de nouveaux énoncés qui expriment des pensées nouvelles, adaptés à des situations nouvelles » (Chomsky, 1969, p. 19), est spécifique de l’humanité. Telle est la puissance du langage qui « offre des moyens finis mais des possibilités infinies » (Chomsky, 1969, p. 56).

De même, Chomsky évite le terme social, parce qu’il estime que les structures fondamentales du langage sont innées. Il récuse la notion de convention pour les mêmes raisons : « Le langage est plutôt une propriété naturelle de l’esprit humain » (Chomsky, 1969, p. 33).

Ainsi, Chomsky procède-t-il à une rectification de frontière (la phrase qui pour Saussure relève de la parole est pour Chomsky au cœur de la compétence) et renouvelle le contenu de l’opposition langue/parole. Mais la démarche est fondamentalement identique : même souci d’écarter les phénomènes hétérogènes (« ces nombreux facteurs qui se mêlent à la compétence ») ; même opposition entre l’acte de parler et l’ensemble de ressources qui fondent la capacité de parler ; même opposition entre le système et l’évènement.

D’un certain point de vue, on pourrait considérer que Chomsky mène à son terme logique ultime la démarche inaugurée par Saussure. Le terme « performance », si l’on songe à son acception anglaise, est beaucoup plus précis que le terme « parole ». Plus nette, plus riche et plus rigoureuse l’opposition compétence/performance appartient à la même démarche méthodologique. Au niveau de généralité qui nous concerne, on peut, sous bénéfice d’inventaire, considérer les deux oppositions comme équivalentes.

Depuis plus d’un demi-siècle, la démarche inaugurée par Saussure a démontré une extraordinaire fécondité : dans le domaine phonologique d’abord, avec les travaux de Troubetskoy et Jakobson, puis dans le domaine morphologique, enfin, après la réévaluation chomskienne, dans le champ syntaxique.

[543]

En revanche, le succès a été beaucoup plus limité dans le domaine sémantique. Comme le remarquait Georges Mounin il y a une dizaine d’années, « on en est encore à chercher s’il est possible de structurer un lexique, ou même un champ restreint de signification : comment prouver de façon linguistique objective qu’il y a un rapport sémantique – et lequel ? – entre *écornifleur* et *pique-assiette* ? » (Mounin, 1972, p. 5). La production ultérieure, quelle qu’ait été son abondance, ne conduit pas à réviser le diagnostic. Pour l’essentiel, les difficultés que rencontrent les sciences humaines et sociales pour traiter objectivement les faits de langage tiennent à l’absence d’une théorie linguistique cohérente de la signification.

Dans le cours de linguistique générale, Saussure établit une symétrie parfaite entre les deux plans de la langue. Celle-ci découpe simultanément deux masses qui sans elle seraient amorphes : la substance phonique et la pensée. « La langue, précise Saussure, est (…) comparable à une feuille de papier : la pensée est le recto et le son le verso » (Saussure, 1967, p. 157). Poursuivant cette intuition, Louis Hjelmslev a montré dans un texte célèbre que le découpage des couleurs, homogène dans la plupart des langues européennes, n’était pas effectué de la même manière en gallois. Le terme « glas » recouvre ce que le français désigne comme bleu mais aussi une partie du gris ou du vert. De même « llwyd » correspond au brun mais recouvre aussi une partie du gris, terme qui n’a pas d’équivalent en kymrique (Hjelmslev, 1968, pp. 76-77). Cette voie de recherche n’a guère été explorée. Des goûts et des couleurs, les linguistes n’ont point discuté.

La dynamique même des recherches linguistiques a rapidement conduit à des observations qui remettent en cause l’hypothèse de symétrie de la langue. La première, connue depuis l’invention de l’écriture alphabétique, a été mise en valeur par André Martinet qui en fait le trait distinctif du langage humain : il s’agit de la double articulation du langage (Martinet, 1966, ppp. 17-21). À un premier niveau, le langage se décompose en une série d’unités élémentaires comme « chat », « mal » ou « tête » qui unissent un son et une forme vocale. Mais ces unités peuvent elles-mêmes s’analyser en unités plus petites les phonèmes comme /t/ et /e/ qui permettent de construire la séquence /tet/. Ces unités n’ont qu’une seule face et se réduisent à des formes vocales (ou phoniques). Au niveau de cette seconde articulation, le découpage de la substance phonique n’a pas d’équivalent dans le domaine de la pensée ; la feuille de papier ne se fragmente que sur le verso. Il était donc pensable que, science d’un phénomène asymétrique, la linguistique se développe de façon asymétrique.

Les générativistes se trouvent confrontés à un autre niveau à un problème semblable. La compétence linguistique est définie comme l’aptitude à former et à comprendre des phrases en fonction de règles syntaxiques. Dans ces conditions, la notion de grammaticalité, c’est-à-dire de conformité aux règles de construction des phrases, ne se superpose pas à la notion de signification.

Pour reprendre les exemples de Chomsky, on peut émettre des phrases grammaticalement correctes mais dénuées de sens « colorless green ideas sleep furiously » et des phrases douées de sens mais grammaticalement incorrectes (« Read you a book on modern music ? ») (Chomsky, 1969 *b*, pp. 17 et sq.).

Le statut de la première catégorie (phrases grammaticales dénuées de sens) [544] soulève des problèmes particulièrement délicats. Leur existence est cohérente avec la théorie générative. Si l’on admet que le nombre des phrases possibles est infini, que le langage permet de construire des expressions jamais dites ou entendues auparavant, susceptibles de rendre compte, de décrire ou d’exprimer des situations, des actes et des sentiments nouveaux, il est normal que la capacité de la langue soit, en quelque sorte, excédentaire ; que les phrases susceptibles de s’appliquer à des situations futures que nous ne pouvons concevoir ou à des situations passées que nous avons oubliées soient pour nous dénuées de signification. L’écriture ésotérique, comme la poésie ont fait un large usage de cette propriété.

Normale, et d’un certain point de vue logique, l’existence de cette classe de phrases introduit, à un autre niveau, une asymétrie dans le langage ; elle souligne la difficulté de l’entreprise sémantique. Celle-ci avait déjà été perçue par le linguiste américain Bloomfield. Dans une remarque pénétrante, trop facilement écartée en raison du behaviorisme de son auteur, celui-ci soulignait que « pour donner une définition scientifiquement exacte de la signification de chaque forme d’une langue, il nous faudrait posséder un savoir scientifiquement exact de tout ce qui forme l’univers du locuteur (…). L’établissement de la signification est donc le point faible de l’étude de la langue et le restera tant que nos connaissances ne seront pas plus avancées qu’elles ne le sont aujourd’hui. En pratique, nous définissons la signification d’une forme linguistique, partout où nous le pouvons, dans les termes d’une autre science. Là où c’est impossible, nous sommes obligés d’avoir recours à des expédients » (Bloomfield, 1970, pp. 132-133).

Comme l’avènement de tous les grands paradigmes, la « révolution » saussurienne a un coût. La linguistique s’est développée rapidement dans un champ strictement délimité à l’abri de frontières « sûres et reconnues ». Mais la constitution de cet univers d’ordre et de mesure a pour contrepartie l’abandon d’un vaste terrain vague ; le domaine de la parole concédé volontairement, mais aussi la sémantique, citadelle mal défendue. Certes, Saussure appelait de ses vœux la naissance d’une linguistique de la parole. Mais il abandonnait par avance ce bébé à son triste sort sans même esquisser les moyens qui lui permettraient de survivre et de se développer.

Comme la nature, la science a horreur du vide. Ce territoire abandonné par la linguistique s’est rapidement peuplé d’une foule de disciplines, de théories, de réflexions et d’études empiriques. Ce champ intellectuel a été investi par les spécialités les plus diverses : les linguistes, ceux qui s’intéressent à des phénomènes qui relèvent en partie ou en totalité à l’univers de la parole et notamment les spécialistes du vocabulaire (rédacteurs de dictionnaires, lexicomètres, lexicographes et lexicologues) ; mais aussi tous ceux dont la discipline est confrontée aux problèmes du langage, sociologues, psychologues, anthropologues, mythographes, historiens et bien d’autres ; les philosophes enfin, qui habitent souvent les marches du savoir : comme il est fréquent en pareil cas, leur discours est loin d’être le moins intéressant. Ce terrain a donné naissance à de nombreuses disciplines (psycholinguistique, sociolinguistique, analyse de contenu, analyse du discours, sciences de la communication, etc.) et aux théories les plus disparates.

[545]

Le diagnostic du maître genevois était exact : à la diversité et à l’hétérogénéité des faits étudiés correspond le foisonnement des disciplines, des théories et des méthodes. Se côtoient les « brodeurs au petit point » et les amateurs de vastes fresques, l’écriture la plus claire et le jargon le plus rebutant.

La place du politiste qui s’efforce de percer les secrets du langage politique est ici. Pour progresser, il convient d’essayer de mettre un peu d’ordre, même sans l’espoir d’y parvenir tant la tâche est difficile et nos moyens limités.

2. Redoubler l’opposition langue/parole

[Retour au sommaire](#sommaire)

Observons la formule canonique qui, au début de la Ve République, ponctuait les discours des dirigeants communistes : « Le pouvoir gaulliste est l’expression renforcée de la domination des monopoles » (Rochet, 1961, p. 15). Il s’agit d’une phrase conforme aux règles de la langue française. Elle est, sinon élégante, du moins grammaticalement correcte. En termes linguistiques, cet énoncé prend une valeur dans le système de référence constitué par une langue naturelle.

Cependant, la simple compétence en langue française ne suffit pas. Si l’on se tient strictement à la dénotation linguistique, la phrase n’a guère de sens. Pour qu’elle soit émise et comprise, il est nécessaire de recourir à un second système de valeurs sémantiques, le discours communiste. Traduite dans une autre langue naturelle, elle continuerait d’être interprétable comme discours communiste et ne changerait pas de contenu.

Inversement, une locution comme « il y a un renouveau dogmatique parmi les sectaires » peut prendre, suivant le système auquel il est référé, des significations totalement différentes. Insérée dans un discours religieux, elle signifie que les sectes font un effort de recherche théologique. Rapportée aux canons de la pensée communiste, elle équivaut à la formule : les courants sectaires du marxisme cèdent une fois de plus à leur vice favori.

Claude Lévi-Strauss développe une hypothèse semblable à propos du mythe : « Sans doute (les mythes) font-ils, en tant qu’ils sont discours, usages de règles grammaticales et de mots du vocabulaire. Mais une autre dimension s’ajoute à l’habituelle, parce que règles et mots y servent à construire des images et des actions qui sont, à la fois, des signifiants « normaux » par rapport aux signifiés du discours, et des éléments de signification par rapport à un système significatif supplémentaire qui se situe sur un autre plan : disons, pour éclairer cette thèse, que dans un conte un « roi » n’est pas seulement un roi, et une « bergère » une bergère, mais que ces mots et les signifiés qu’ils recouvrent deviennent des moyens sensibles pour construire un système intelligible formé des oppositions : *mâle/femelle* (sous le rapport de la *nature*), et : *haut/bas* (sous le rapport de la *culture*), et de toutes les permutations possibles entre les six termes » (Lévi-Strauss, 1973, pp. 169-170).

En d’autres termes, lorsque le conte énonce qu’un roi épouse une bergère, la signification peut être saisie à deux niveaux différents. À l’aune de la langue naturelle, elle se réduit au contenu dénotatif de la phrase. Mais cet ensemble signifiant [546] est repris dans un autre système plus vaste – les mythologies – où il s’inscrit dans une nouvelle sphère d’intelligibilité.

Le conte exploite une propriété fondamentale de la langue naturelle : la récursivité. Saussure, reprenant la terminologie et la tradition stoïcienne, définit le signe linguistique comme une unité à deux faces réunissant une image phonique – *le signifiant* – et un concept – *le signifié*. La terminologie linguistique dans ce domaine n’est pas stable : Hjelmslev conçoit la langue comme l’articulation du *plan de l’expression* qui renvoie à la notion de signifiant et du *plan du contenu* qui renvoie à celle de signifié.

Cette opération peut être redoublée. La langue permet de construire des signes dont les signifiants sont eux-mêmes des signes. Par exemple, une langue naturelle fournit les outils nécessaires pour sa propre description. Il est possible ainsi de construire un discours dont le plan de l’expression s’articule avec un plan du contenu décomposable lui-même en expression et contenu. Un dictionnaire ou une grammaire s’inscrivent complètement dans cette langue au second degré. Hjelmslev qualifie cet usage de la langue de métalinguistique (Hjelmslev, 1968, pp. 155 et s.).

Cette propriété est d’usage si fréquent qu’elle est devenue comme naturelle. Chacun fait du métalangage comme M. Jourdain parlait en prose. Une partie importante des plaisanteries et des jeux de langue sont fondés sur les confusions qui peuvent naître du passage d’un usage à un autre. Le discours politique (voir *infra*) a recours largement à cette possibilité qui donne, notamment au discours polémique, des ressources considérables.

Hjelmslev remarque que l’opération symétrique est possible ; la langue permet aussi de construire des signes dont les signifiants sont des signes. À la structure E/(E/C) se substitue la structure (E/C)/C. Hjelmslev dénomme cet usage connotatif. Bien que Lévi-Strauss utilise le terme de métalangage, son analyse relève de ce deuxième cas de figure. Le sens du mythe s’organise de façon redoublée : à un premier stade – l’usage dénotatif de la langue –, « roi » signifie roi, et « bergère » signifie bergère. Mais le mythe transforme ce degré zéro de la signification pour construire un nouvel univers de sens à travers lequel sont pensées les relations de la nature et de la culture. Il s’agit bien d’un redoublement du contenu (forme caractéristique de la connotation) et non d’un redoublement de l’expression (forme du métalangage).

Ces opérations peuvent être répétées. Le lecteur attentif aura déjà identifié deux niveaux de langage dans le mythe (connotatif et dénotatif), ainsi qu’un premier métalangage à travers lequel Lévi-Strauss l’analyse. Si l’on ajoute le commentaire de Lévi-Strauss effectué dans ce texte (deuxième métalangage) et l’analyse de ce commentaire que je suis en train de faire (troisième métalangage), on enregistre ici pas moins de cinq paliers. Beaucoup de soins pour un roi et une bergère.

L’énoncé politique obéit à la même dynamique que celle du conte, mais il la porte à son terme ultime. Dans le champ dénotatif l’expression est pratiquement sans contenu. La phrase : « Le pouvoir gaulliste est l’expression renforcée de la domination des monopoles », n’est compréhensible que si l’on sait que les monopoles ne sont pas ce que l’on appelle habituellement monopole, que le pouvoir gaulliste ne se limite ni au pouvoir du général de Gaulle, ni à celui du mouvement politique qui s’en réclame, etc. En d’autres termes, le plan dénotatif est immédiatement [547] absorbé par le second système de référence, à savoir l’idéologie communiste. Dès le départ, pour saisir cet énoncé il faut à la fois parler français mais aussi parler « communiste ».

Et, à y regarder de plus près, en est-il autrement du roi et de la bergère dont nous parle le conte ? Est-il aussi évident qu’un « roi » soit un roi et une « bergère » une bergère en dehors précisément des oppositions mâle/femelle, haut/bas et de toutes celles qu’une culture peut organiser autour de ces deux termes. Vidés de leurs connotations les mots de la langue naturelle ont-ils encore un contenu ? En d’autres termes, pour qu’un roi soit un roi et une bergère une bergère, il est nécessaire qu’un système intellectuel ait codifié les états et les professions, les ait organisés selon une hiérarchie. Ce système est peut-être différent de celui qui organise le système mythique ; mais, même différent, il est de même nature. Peut-être convient-il d’inverser la problématique : les mythèmes sont-ils « *des mots de mots* », qui fonctionnent simultanément sur deux plans, celui du langage où ils continuent de signifier chacun pour soi, et celui du métalangage où ils interviennent comme éléments d’une supersignification, qui ne peut naître que de leur union » (Lévi-Strauss, 1973, p. 171) ou n’est-ce pas le métalangage qui crée le contenu du langage ?

Ainsi serait-on amené à poser comme axiome que *tout énoncé pour être émis et transmis doit prendre valeur dans deux systèmes différents, le premier étant une langue naturelle*. Soit, mais les énoncés concrets comme *la neige est blanche* échappent-ils à cette règle ? Ce serait oublier que le champ perceptif est culturellement et historiquement structuré, que le spectre des couleurs n’est pas découpé de façon identique selon les cultures. Bref, la perception nous fournit d’emblée un champ de phénomènes organisés ; c’est à ce prix qu’il peut être décrit par le langage.

Je propose d’appeler *idéosystèmes* ces structures qui s’articulent sur les langues naturelles et surajoutent leurs propres règles de signification. Elles peuvent être de natures très diverses : les religions, les mythologies, les savoirs théoriques, théorico-pratiques et pratiques, les sciences constituent de tels idéosystèmes. Une classe particulière nous intéresse : les idéosystèmes qui organisent la perception du champ politique, structurent le discours de ses agents et, plus généralement, organisent une vision du monde en fonction ou en vue de notions politiques. Faute de mieux, et parce que la science politique n’est pas encore en mesure de renier ses origines, j’utiliserai le terme *idéologie* pour désigner cette classe d’idéosystèmes.

L’introduction de cette notion équivaut à répéter la distinction langue/parole à l’intérieur de ce que les linguistes définissent comme l’univers de la parole. Une langue naturelle permet de générer une infinité de phrases : à l’intérieur de ce vaste ensemble, un sous-ensemble – sans doute lui aussi de taille infinie – comprend les phrases construites selon les règles d’une idéologie particulière, par exemple la « langue » communiste.

La métaphore pourrait être filée. De même qu’il y a des phrases grammaticalement correctes ou incorrectes, il y aurait, selon les canons de la « langue » communiste, des énoncés bien ou mal formés. Il serait possible d’apprendre le communiste, de [548] la même façon que deux auteurs facétieux proposèrent une méthode pour assimiler le « Roland Barthes sans peine » (Burnier et Rambaud, 1978).

Mais il convient d’être prudent, car la métaphore fonctionne trop bien. Les différences sont nombreuses ; la langue fonctionne principalement au niveau de l’expression, les idéosystèmes structurent d’abord des contenus. L’élément commun relève de la démarche théorique. Il consiste à distinguer l’ « outillage mental », pour reprendre l’expression de Lucien Febvre (Febvre, 1968) qui permet de prononcer un énoncé politique de la mise en œuvre effective de cette compétence ; en d’autres termes, isoler progressivement les structures qui à la fois contraignent le locuteur mais aussi – car ce sont là les deux faces d’une même réalité – lui permettent de s’exprimer. Les linguistes ont défini, et pour une part décrit, celles de la langue naturelle. Il s’agit ici de mettre en évidence des contraintes de second niveau. Cela ne signifie pas que le discours de l’acteur politique soit entièrement prédéterminé. Circonscrire les faits de langue équivaut à définir le champ de la parole. Le locuteur politique dispose d’un espace de liberté. Mais, comme toute liberté, celle-ci est gouvernée par des règles.

Comme dans le cas de la réduction saussurienne, l’intérêt de cette opération est de mettre un peu d’ordre dans un champ de phénomènes foisonnants et confus, de circonscrire un objet d’études précis et homogène et de désigner un lieu d’intelligibilité des faits symboliques de l’ordre politique. Toutefois, cette opération serait vaine si l’objet devait se révéler évanescent et le lieu d’intelligibilité inexistant.

Un jugement définitif ne saurait être formulé qu’en fonction de la fécondité de la théorie. Mais des arguments peuvent être avancés. Ils concernent l’intérêt de la démarche pour résoudre deux problèmes de l’étude du langage politique : expliquer l’inertie des structures mentales et reformuler les problèmes de sémantique.

Si l’on récuse l’existence d’idéosystèmes – ou de leur équivalent –, les régularités que l’on observe dans l’usage de langue – c’est-à-dire au niveau de la parole au sens linguistique – ne peuvent s’expliquer que par les conditions psychologiques, sociales, historiques ou politiques d’émission du discours. Mais l’ensemble de ces hypothèses rendent très mal compte de l’extraordinaire dispersion spatiale et de la profonde inertie temporelle des visions et des représentations du monde. Les anthropologues et les « mythologues » ont été les premiers à observer que les mêmes schémas mentaux se retrouvent dans des conditions sociales et historiques fondamentalement différentes.

La démarche de Georges Dumézil est particulièrement éclairante. Frappé par les parentés entre les mythologies indienne, grecque et romaine, Dumézil démontre que ces mythologies s’organisent autour de trois fonctions ; la souveraineté magique et juridique, la force physique, la fécondité. Dans ses travaux ultérieurs, Dumézil montrera que cette vision tripartite du monde est commune à l’ensemble des peuples indo-européens. Dans ses premiers travaux, Dumézil formule l’hypothèse que cette représentation renvoie à une division en classes : prêtres, guerriers et éleveurs-agriculteurs. L’Inde fournirait la trace encore visible de cette organisation sociale originaire des sociétés indo-européennes (Dumézil, 1969). Mais, remarque Dumézil, « un progrès décisif fut accompli le jour où je reconnus, vers 1950, que l’ « idéologie tripartite » ne s’accompagne pas forcément, dans la vie d’une société, de la division [549] tripartite *réelle* de cette société, selon le modèle indien : qu’elle peut au contraire, là où on la constate, n’être (ne plus être ; peut-être n’avoir jamais été) qu’un idéal et, en même temps, un moyen d’analyser, d’interpréter les forces qui assurent le cours du monde et la vie des hommes » (Dumézil, 1968, p. 15). Ainsi, la dynamique même de la mythologie comparée conduit d’une interprétation sociale à une interprétation idéologique : c’est-à-dire une interprétation qui compare le mental au mental sans postuler une homologie entre le mental et le social ; qui déconnecte, sur le plan méthodologique, les systèmes de pensée des pratiques sociales qu’ils informent et organisent.

Les historiens des mentalités se sont trouvés confrontés aux mêmes difficultés : « Les cadres mentaux, écrit Fernand Braudel, sont prisons de longue durée » (Braudel, 1969, p. 51). Cette inertie, les historiens l’enregistrent et la décrivent plus qu’ils ne l’expliquent. La place qu’occupe le problème dans l’ouvrage de Michel Vovelle, *Idéologies et mentalités*, comme la prudence des conclusions qu’il formule sont là pour en témoigner (Vovelle, 1982). De même, la longue enquête de Paul Bois sur la partition politique du département de la Sarthe se clôt sur une énigme : « La tradition survit longtemps après que sa véritable nature tombe dans l’oubli (…). L’idéologie, qui naît un jour, cristallise d’une façon simple et forte toute une personnalité complexe en l’affirmant contre une autre. Cette idéologie dure aussi longtemps qu’un apport nouveau de populations, ou des modifications profondes des conditions de vie n’ont pas altéré, effacé la personnalité collective qu’elle symbolise » (Bois, 1971, pp. 363-364).

Le politiste est confronté au même problème. Je crois avoir démontré, avec Michel-Antoine Burnier, dans une étude sur la querelle du révisionnisme, que le débat Bernstein-Kautsky fournit la matrice de tous les débats ultérieurs – petits ou grands – sur la révision des doctrines socialistes ou communistes (Bon et Burnier, 1974). Or, ces débats se sont déroulés dans les conditions politiques, historiques et sociales les plus diverses : l’hypothèse d’une filiation directe ne résiste pas à l’examen. Tout se passe comme s’il existait des règles canoniques du débat marxiste qui dictent par avance et inconsciemment aux protagonistes le contenu de leur pensée. Ces pesanteurs « idéelles » sont si fortes que l’analyse a une valeur prédictive. Le Congrès de Metz du Parti socialiste en 1979 s’est déroulé, jusque dans ses détails les plus futiles, conformément à un scénario dont la « première » avait eu lieu quatre-vingts ans plus tôt dans la social-démocratie allemande.

De même, l’analyse de la théorie communiste des régimes occidentaux souligne l’extraordinaire stabilité des schémas d’analyse du Parti communiste français (Bon, 1969). Les modifications de jugement porté sur le gaullisme, inspirées par les impératifs de la conjoncture politique, entre 1958 et 1966, sont formulées à partir d’un schéma invariant qui ne commande pas directement le discours produit mais la gamme – limitée – des discours possibles parmi lesquels le dirigeant politique ou le « théoricien » sont amenés, en fonction des nécessités de l’heure, à choisir leur parole.

Plus révélatrice encore est la façon dont réagit l’idéologie communiste à des phénomènes apparemment contradictoires avec ses présupposés. La polémique sur la paupérisation des travailleurs français en fournit une illustration exemplaire.

[550]

Le coup d’envoi de cette campagne est donné par une étude de Maurice Thorez, datée du 25 janvier 1955 : « La situation économique de la France : mystifications et réalités » (Thorez, 1961, pp. 27-58). La période est révélatrice : après la reconstruction de l’économie et l’exécution du Ier Plan de Développement (Plan Monnet), la France a connu en 1952-1953 une période de stagnation économique, contrecoup de la stabilisation monétaire de M. Antoine Pinay ; la crise sociale de l’été 1953 en est la conséquence directe. En 1954, la reprise s’amorce. C’est au moment où l’expansion devient un fait incontestable que le pcf se lance dans une difficile bataille idéologique où il s’agira de montrer que « dans la France d’aujourd’hui les salaires horaires ont, en général, un pouvoir d’achat inférieur de moitié environ à ce qu’il était avant guerre » (Thorez, 1961, p. 43) ou que le travailleur parisien mange moins de viande que sous le Second Empire (Thorez, 1961, p. 64).

L’affirmation de la théorie est d’autant plus virulente que les faits la contredisent. La paupérisation tient une place limitée dans la propagande du pcf tant que le thème de la pauvreté ouvrière due à la crise d’abord, à la guerre ensuite est plausible. Au moment où le niveau de vie augmente, une « démonstration » théorique s’impose, destinée à dévoiler derrière la logique apparente des faits le mécanisme du capitalisme monopoliste d’État. La défense de l’intégrité de la doctrine implique que la violence de la réaction soit à la mesure de celle qui est faite à l’expérience quotidienne.

Il serait faux de croire que ce mécanisme est spécifique à la « langue de bois » communiste. Il est simplement dans ce contexte particulièrement grossi et donc plus facile à observer. Comme la mouche drosophile des généticiens, le communisme offre à l’analyste des idéologies un matériau de choix.

Dans les années soixante, s’est répandu en France un courant d’idées que l’on peut qualifier, faute de mieux, de « technocratique ». Sa thématique s’organise autour des thèses de la fin des idéologies et de l’atomisation des conflits sociaux. Les évènements de mai 1968 ont atteint de plein fouet cette idéologie et, comme l’avoue avec mélancolie Raymond Aron, « ont démenti ces analyses vraisemblables » (Aron, 1968, note pour la réédition, p. 7).

Pourtant, ce courant idéologique va s’efforcer de maintenir ses thèmes essentiels en analysant la crise de mai comme le résultat du heurt entre archaïsme et modernisme dans la France de 1968. Dès lors le conflit se trouve exorcisé puisqu’il n’est que la marque d’un retard, d’une présence du passé qui obère les potentialités de la société industrielle. La pensée technocratique digère la crise de mai 1968 en la ramenant au seul type de conflit qu’elle puisse concevoir, celui du passé et du futur. Ce faisant elle se voile d’avance la face devant les conflits que peut faire naître la société post-industrielle en tant qu’elle est modernité. Le discours sur la société bloquée prononcé par Jacques Chaban-Delmas le 18 septembre 1969 devant l’Assemblée nationale illustre de façon admirable ce type d’explication.

Ainsi la réaction ordinaire d’une idéologie face à un évènement n’est pas de réévaluer l’ensemble de ses schémas explicatifs à la lumière du fait nouveau et perturbateur. Au contraire, la réaction s’apparente beaucoup plus à celle d’un organisme vivant face aux modifications de son milieu : le mouvement adaptatif est d’abord un phénomène d’autodéfense.

[551]

Postuler l’existence d’idéosystèmes ne résout pas le problème de la « viscosité » du discours politique. Mais cette thèse définit un cadre qui permet de penser le phénomène, de le décrire et de désigner les facteurs qui expliquent sa stabilité, et, par voie de conséquence, les évènements susceptibles de le transformer. Thomas Kuhn remarque, à propos du développement des sciences, que, « aussi longtemps que les outils fournis par un paradigme se montrent capables de résoudre les problèmes qu’il définit, la science se développe plus vite et pénètre plus profondément les faits en employant ces outils avec confiance. La raison en est claire. Il en est des sciences comme de l’industrie – le renouvellement des outils est un luxe qui doit être réservé aux circonstances qui l’exigent » (Kuhn, 1972, p. 98).

Ce qui est vrai des paradigmes scientifiques, schémas de pensée plus vulnérables au démenti des faits, l’est *a fortiori* des idéologies politiques. Ces dernières peuvent rendre compte d’un grand nombre de situations. Tant qu’elles sont en mesure d’interpréter les expériences auxquelles sont confrontés les acteurs politiques et d’organiser leurs pratiques, rien ne justifie leur abandon. *Elles peuvent donc survivre aux conditions historiques et sociales qui les ont engendrées*. Seule une expérience suffisamment forte pour les ébranler et une situation suffisamment nouvelle pour qu’elles ne soient pas en mesure de l’interpréter peuvent conduire à leur remplacement, leur disparition ou leur métamorphose.

L’hypothèse de l’existence d’idéosystèmes permet de repenser le problème de la sémantique. Reprenons l’exemple des deux catégories de phrases paradoxales que signale Chomsky : phrases grammaticales dénuées de sens, phrases douées de sens mais grammaticalement incorrectes. La première catégorie correspond à des énoncés qui ne prennent valeur que dans la langue naturelle et qui ne s’inscriraient pas dans un *idéosystème*. Les secondes seraient suffisamment structurées par le second système de références pour pouvoir tolérer au niveau de la langue une dégradation des règles grammaticales.

En d’autres termes, les tâches assignées en général à la sémantique, et notamment la structure du lexique, ne relèveraient pas de la description de la langue mais de l’analyse des idéosystèmes. Certes, il est nécessaire qu’il existe une sémantique linguistique pour que l’articulation entre langue naturelle et idéosystèmes soit pensable. Mais celle-ci opère sur des catégories très générales et très abstraites – des universaux de langage ou, peut-être, de la pensée humaine – véhiculées de préférence par des formes syntaxiques plutôt que par des éléments lexicaux.

L’irritant problème de la synonymie, qui a mobilisé si souvent l’énergie des linguistes et des philosophes du langage, peut être redéfini dans la même perspective. L’existence de synonymes dans une langue choque le principe d’économie. Si deux mots « veulent dire » la même chose, pourquoi existent-ils simultanément et surtout se maintiennent-ils durablement. La linguistique ne peut se construire, comme le remarque Bloomfield, qu’à partir du postulat selon lequel deux formes phonétiquement différentes ont des significations différentes : à la limite, « il n’y a pas de synonymes réels » (Bloomfield, 1970, pp. 137-138).

En revanche, les synonymes peuvent avoir un rôle essentiel dans le fonctionnement [552] des idéosystèmes : constituer des « réserves de sens » susceptibles d’être mobilisées en fonction des exigences du moment. Les idéologies politiques exploitent largement cette ressource de la langue naturelle.

Ainsi en est-il des politiques de rigueur et d’austérité. Lorsqu’il se réfère aux objectifs et aux moyens mis en œuvre, l’économiste a bien du mal à définir les critères qui distinguent la rigueur de l’austérité. Mais lorsque la gauche a été contrainte à l’été 1982 d’adopter une politique de ce type, il lui a fallu trouver un terme qui pût désigner cette nouvelle orientation. Le mot austérité était trop marqué à droite, à la fois parce qu’il avait été utilisé par les gouvernements précédents, mais surtout parce qu’il possédait une valeur de droite au sein même de l’idéologie commune à la gauche. La langue a fourni le terme rigueur, qui pouvait dire la même chose mais avec une connotation de gauche. Il serait erroné de croire que cette opération est un pur artifice intellectuel. Après tout, la pensée commune distingue souvent une action selon qu’elle est accomplie par des hommes, par des animaux, ou même par une espèce particulière. L’anglo-canadien possède le terme *pushup*, qui désigne le trou que fait, dans la glace, le rat musqué pour venir respirer, à ne pas confondre avec *aglu* qui s’utilise lorsque le trou a été creusé par un phoque (Avis, 1967, pp. 5 et 598). Il n’est ni choquant, ni même inutile qu’une politique se nomme austérité quand elle est faite par la droite et rigueur lorsqu’elle est accomplie par la gauche.

La sélection des synonymes ne s’effectue pas librement. Le couple de termes utilisé a été investi à des époques antérieures par d’autres systèmes de pensée. La matière sémantique n’est jamais donnée de façon brute, mais sous la forme d’objets déjà ouvrés et déjà usés, chargés d’une masse de connotations. La distribution entre gauche et droite de l’austérité et de la rigueur ne s’est pas faite au hasard : l’austérité renvoie à la morale, la rigueur au savoir. Le second terme était par avance plus facilement intégrable par l’idéologie de gauche. Bloomfield a tort – il existe des synonymes – et raison : toute différence dans l’expression correspond à une différence de contenu ; ou, plus exactement, une différence dans l’expression est le réceptacle potentiel d’une différence de contenu. Le phénomène s’étend au-delà de la synonymie ; il concerne aussi bien la construction de néologismes que la formulation de paraphrases. Si l’on admet que la langue naturelle fournit en surabondance des formes d’expression, toute différence pensable de contenu est de ce fait exprimable. Searle reconnaît dans cette propriété un trait fondamental du langage humain qu’il énonce comme *principe d’exprimabilité* (Searle, 1972, pp. 55 et s.).

Tous les idéosystèmes recourent à ces possibilités. Les sciences, par exemple : deux flexions peuvent être utilisées en français pour créer un adjectif à partir d’un substantif abstrait, les suffixes al et el. Comme *structurel* est utilisé dans la langue courante, Claude Lévi-Strauss a créé *structural* pour marquer l’usage spécifique du terme structure. De même la philosophie a créé idéel pour se démarquer de la confusion et des connotations trop *riches* de l’adjectif idéal et de sa nominalisation.

Dans toutes les langues naturelles, la création de mots est possible et gouvernée par des règles qui s’apparentent à celles de la syntaxe. Les idéosystèmes ne sélectionnent pas simplement les phrases qui peuvent être émises, ils organisent aussi l’exploitation des ressources très vastes du lexique.

[553]

3. Structure des idéologies politiques

[Retour au sommaire](#sommaire)

Tout processus de communication suppose qu’il existe, à une étape ou à une autre, des indices qui permettent de savoir quel est le code qui est utilisé. La règle vaut pour les langues naturelles. Il existe un mécanisme qui permet à un auditeur ou à un lecteur d’identifier la langue dans laquelle on s’adresse à lui. Il n’est d’ailleurs pas forcément nécessaire de maîtriser une langue pour la reconnaître. Ces processus restent mal connus, mais leur existence est indéniable.

De même, il doit exister des *marqueurs* qui, dans le discours, permettent de saisir quel idéosystème de référence utilise le locuteur. Ces marqueurs sont d’autant plus nécessaires qu’un même discours fait souvent référence à plusieurs idéosystèmes, ne serait-ce qu’à travers la part nécessairement concédée au langage commun. Les efforts considérables que doivent accomplir les mathématiciens pour épurer leur langage témoignent de la quasi-impossibilité de construire des énoncés qui ne se réfèrent qu’à un seul mode de pensée.

Le locuteur doit être en mesure d’indexer son discours de telle sorte qu’à tout moment son auditeur soit capable d’identifier les systèmes de référence qu’il utilise. Les marqueurs utilisés peuvent être de nature très différente. Une bonne partie de ces indices ne sont pas linguistiques : le lieu, le décor, l’habillement du locuteur peuvent être autant de préparations à un décodage efficace du message. Il s’agit de *marqueurs de situation*. Leur diversité défie le recensement. Mais il existe aussi des marqueurs linguistiques qui à l’intérieur même du discours permettent de savoir quelle idéologie est « parlée ».

Leur présence la plus directement visible se situe au niveau lexical. Les différentes idéologies n’utilisent pas le même vocabulaire. Il y a des mots qui signent un discours et qui permettent de savoir en quelques secondes si un locuteur est communiste ou démocrate-chrétien. L’analyse de la synonymie nous a déjà fourni un exemple de ce mécanisme. L’un des apports essentiels de la lexicométrie est de fournir une description exhaustive de ce vocabulaire d’identification. Telle est la richesse, mais aussi la limite de cette discipline.

La lexicométrie est tout entière fondée sur la notion de fréquence. Elle a d’ailleurs abouti à des progrès notables dans l’élaboration de cette notion délicate ; cet apport est, *mutatis mutandis*, comparable à celui de la démographie (Lafon, 1981). Il en résulte un effet paradoxal. La théorie de l’information démontre que la quantité d’informations que véhicule un signal est inversement proportionnelle à sa probabilité d’apparition. Les mots que révèle l’analyse lexicométrique sont précisément ceux dont le contenu informatif est le plus faible. Il s’agit de mots symboles au contenu syncrétique, dont le pouvoir dénotatif ne cesse de s’affaiblir tandis que grandit l’étendue de leurs connotations. Ces *marqueurs lexicaux* fonctionnent à la façon d’emblèmes : ils permettent aux idéologies de s’autodésigner et de définir leurs références, leurs origines et leurs parentés. Comme les emblèmes, on les met partout.

Ce fait, qui n’a pas toujours été suffisamment souligné, explique les malentendus [554] que ce type d’études a pu provoquer. La statistique du vocabulaire, par sa démarche même, ne nous donne que peu de renseignements sur le contenu du message. Il en résulte, pour ceux qui attendent ce type d’informations, un double sentiment de frustration ; d’un côté, la pauvreté des conclusions auxquelles conduit une artillerie méthodologique et mécanique lourde ; de l’autre, une divergence entre l’examen objectif du texte et les enseignements d’une lecture compréhensive. Jean Touchard, dans ses cours sur le gaullisme, a souvent souligné l’importance des métaphores maritimes dans les textes du général de Gaulle. On n’en trouve aucune trace dans le décompte fréquentiel du vocabulaire des discours du général de Gaulle (Gotteret et Moreau, 1969). Une telle divergence d’interprétation est tout à fait naturelle. L’importance d’une métaphore ne se juge pas à sa répétition, mais à la place qu’elle occupe dans l’économie du discours. Le poids d’une figure de rhétorique s’apprécie au fait qu’elle intervient à une étape décisive de l’argumentation, comme clef de voûte du raisonnement. Il n’y a aucune raison pour qu’il se traduise de façon significative dans la statistique lexicale. Au contraire, trop fréquemment répétées, les métaphores nautiques cesseraient déjouer un rôle stratégique dans le développement du discours pour connoter le marin.

Certes, la lexicométrie fait apparaître, à côté des *spécificités positives* – mots employés plus fréquemment par un émetteur – des *spécificités négatives*, mots employés plus rarement ou totalement « refusés ». Ainsi Maurice Tournier comparant le vocabulaire politique de 1848 et celui de la Révolution française montre qu’il y a « *inflation* » du mot (peuple) dans le discours politique jacobin et *sous-emploi* dans le discours ouvrier des mutuelles et des compagnonnages » (Tournier, 1975, p. 8).

Mais l’interprétation des spécificités négatives obéit à la même logique que celle des spécificités positives. La lexicométrie a démontré qu’il n’existe pas de norme de langue dans la distribution statistique du vocabulaire. Dans ces conditions, l’appréciation des fréquences observées dans un corpus ne peut s’effectuer que par comparaison avec celles d’un autre corpus de même nature. L’observation du sous-emploi d’un mot par un émetteur ne peut s’effectuer qu’en relation avec un suremploi par un autre émetteur. En d’autres termes, les mots dont la lexicométrie note l’absence dans un discours sont en fait les *marqueurs lexicaux* d’une autre idéologie. À travers le vocabulaire spécifique positif, une idéologie s’efforce de définir ce qu’elle est ; les spécificités négatives lui servent à indiquer ce qu’elle n’est pas. Tournier remarque, dans les dix corpus qu’il étudie : le jeu systématiquement inversé des termes « peuple » et « ouvriers » (Tournier, 1975, p. 9).

Comme dans le cas de synonymes, le choix des *marqueurs lexicaux* n’est pas libre de toutes contraintes. Les mots sélectionnés ont déjà reçu une valeur, produit de leur histoire. Il y a ainsi des marqueurs positifs, neutres ou négatifs, le discours politique étant par essence polémique, les mots symboles font l’objet d’une concurrence et sont l’enjeu d’un débat. Une part importante du discours politique est mobilisée pour disqualifier les *marqueurs* utilisés par un adversaire ou pour annexer un mot à forte connotation positive. Par exemple, l’usage du terme « socialo-communiste » identifie un discours de droite, en général rpr ; mais il vise en même temps à déstabiliser les termes par lesquels la gauche s’autodéfinit. De même, le Comité national d’Action laïque, à travers le slogan : « Une seule école libre, l’école [555] publique », s’efforce, sans grand succès, d’arracher à l’enseignement confessionnel le terme « école libre » connoté positivement.

C’est pourquoi les plus intéressantes des études de lexicométrie politiques ont été consacrées à des corpus relevant d’idéologies diverses en compétition dans un champ politique et dans une conjoncture historique déterminés.

Les indices linguistiques qui désignent une idéologie ne se limitent pas au lexique. Il existe aussi des constructions syntaxiques qui révèlent les références idéologiques du locuteur. Ici encore, la langue communiste fournit quelques beaux spécimens. Ainsi la construction du terme *alternative* avec la préposition *à* à la place de la préposition *entre* comme dans *l’alternative à la politique des monopoles* – construction qui s’est répandue dans l’ensemble du discours de gauche ; *en direction de* comme dans *le travail du parti en direction des femmes* ; l’usage du génitif à la place d’un adjectif comme dans un *intense effort politique, idéologique et d’organisation*.

Plus subtils, ces *marqueurs syntaxiques* sont encore peu étudiés et mal identifiés. Pourtant, leur importance est fondamentale puisque ce sont eux qui produisent « la musique » qui caractérise si bien certaines classes du discours.

La première fonction des idéologies est d’ordonner le monde ; les notions élémentaires qu’elles manipulent sont le produit de taxinomies. Ces classifications s’organisent autour d’oppositions binaires dont la combinaison permet de générer un nombre considérable de catégories. Par exemple, dans les années soixante, l’idéologie communiste partage les régimes politiques occidentaux entre deux classes fondamentales : les « pouvoirs des monopoles » et les « pouvoirs populaires ». Cette polarité au niveau du contenu se manifeste à travers un critère formel : l’absence ou la présence des communistes au gouvernement (Bon, 1969, p. 113).

Cette bipartition de l’univers politique a fonctionné de façon univoque et brutale dans les premières années de la IIIe Internationale : le communisme ne connaît alors que deux formes de régimes politiques, la dictature du capital et celle du prolétariat. Elle s’est ensuite enrichie d’une série d’oppositions mineures qui ont permis de créer des sous-variétés qui autorisent des jugements plus nuancés. La montée du fascisme a revalorisé le critère du respect des libertés « formelles » ; puis, au lendemain de la seconde guerre mondiale, le multipartisme est devenu une variable pertinente ; enfin, la critique du stalinisme comme « culte de la personnalité » a créé une différence entre l’exercice personnel et l’exercice collectif du pouvoir. Ces trois oppositions mineures permettent de moduler la bipartition fondamentale de l’univers politique, dont l’économie reste identique à travers le temps. Elles permettent de construire toute une gamme de régimes politiques possibles (16 catégories au total) qui s’individualisent soit par la limitation plus ou moins grande apportée au pouvoir des monopoles, soit par l’extension plus ou moins forte de la puissance des forces populaires, soit par la distinction entre les formes régulières de pouvoir populaire (exercice collectif du pouvoir) et les formes perverties liées au culte de la personnalité.

L’explicitation des principes générateurs de ces taxinomies donne les moyens de décrire certaines dynamiques idéologiques. Elle éclaire des jeux byzantins qui, [556] pour n’intéresser que le petit nombre, ne sont jamais politiquement innocents. Dans les années cinquante, les docteurs de la loi marxiste ont longuement disserté sur la différence entre la *démocratie populaire*, régime pluripartisan, et la *dictature du prolétariat*, fondée sur le parti unique.

Elle permet aussi de comprendre pourquoi des régimes magnifiés comme incarnations du socialisme peuvent être métamorphosés en quelques mois en régimes fascistes. Il suffit que la qualité de communiste soit déniée à un parti au pouvoir pour qu’un système politique passe d’une catégorie fortement valorisée comme la dictature du prolétariat à l’espèce la plus méprisable. Les avatars du jugement porté sur la Yougoslavie relèvent directement de cette logique.

Enfin, si l’on admet que ce schéma est, dans son économie d’ensemble, toujours applicable à l’idéologie communiste des années quatre-vingt, la crise actuelle du discours communiste révèle un dysfonctionnement du système de catégories. En fonction des critères qu’elle définit elle-même et qui fondent l’économie de son discours, l’idéologie communiste classe la gauche au pouvoir en France dans le groupe des pouvoirs populaires. Or, ce régime ne présente pas l’un des traits distinctifs de ce type de pouvoir : l’élargissement régulier du rôle et de l’influence des communistes. En d’autres termes, la participation communiste à l’expérience de gauche depuis 1981 « émet » un message contradictoire en fonction de la logique interne de l’idéologie communiste.

Les taxinomies construites par les idéologies doivent satisfaire à des exigences opposées. D’un côté, il faut qu’elles soient aussi simples que possible pour répondre aux principes d’économie et d’intelligibilité ; de l’autre, elles doivent être suffisamment fines pour rendre compte d’une grande variété de situations.

La classification communiste des régimes politiques résout cette antinomie en posant une opposition essentielle qui se réfracte à travers une série d’oppositions secondaires. Mais d’autres procédés peuvent être utilisés : deux d’entre eux sont d’usage courant, le redoublement et la réplication.

L’idéologie actuelle du Parti socialiste est fondée sur une bipartition de l’espace politique en termes de droite et de gauche. Mais cette opposition peut se redoubler immédiatement et permettre de distinguer, au sein de la gauche, la véritable gauche (la gauche-gauche) et la gauche qui emprunte certains de ces traits à la droite (la gauche-droite). Les débats internes du parti socialiste sont, pour une part, fondés sur ce procédé récurrent. L’opération peut être répétée autant de fois qu’il est nécessaire. D’un point de vue logique, ce jeu présente deux avantages : le premier est de créer un grand nombre de catégories avec un instrument simple et de gérer des conflits complexes avec une argumentation élémentaire. Le second est de créer un espace continu avec des instruments intellectuels discontinus. Redoublée un nombre suffisant de fois, l’opposition droite/gauche crée une échelle de type métrique qui permet d’ordonner les différents acteurs de la vie politique selon un continuum. Du point de vue de la démarche, comme du résultat, le redoublement des oppositions joue un rôle analogue à celui de la numération dans la pensée mathématique.

Si le redoublement permet avec du simple de créer du complexe, la réplication réalise l’opération symétrique qui va du complexe vers le simple. La tradition de la gauche française résume une longue série de conflits qui mettent aux prises des [557] protagonistes différents sur des enjeux différents. Ces conflits sont pensés sous la forme d’oppositions qui se répliquent les unes les autres : cléricaux et laïcs, monarchistes et républicains, patrons et salariés, gros et petits, gens des châteaux et gens du peuple, tous ces couples de contraires se superposent comme les expansions du combat éternel de la droite et de la gauche. Ici encore, le bénéfice est double : l’opération manichéise le combat politique et dissimule, sur le plan symbolique, maints conflits d’intérêts. Elle conserve, en même temps, un minimum de souplesse au système classificatoire. Les oppositions qui ont été superposées les unes sur les autres constituent une « réserve de différences ». Toujours actif sur le discours politique, l’un de ces clivages peut s’autonomiser. Soit comme opposition fondamentale : dans ce cas, l’ensemble de la taxinomie se déplace. Soit, le plus souvent, comme opposition secondaire : l’opération permet de nuancer un schéma trop rigide. Par exemple, la renaissance de la bataille laïque peut être mobilisée comme critérium de la vraie gauche face à la fausse gauche.

Bien que l’on ait tendance à les décrire à travers ce modèle, les taxinomies construites par les idéologies politiques n’ont pas la sobre architecture des classifications botaniques. Les idéologies construisent leurs catégories en définissant des couples de contraires, par exemple le capital et le travail, la démocratie et le totalitarisme, la droite et la gauche, etc.

Poursuivant la réflexion des stoïciens sur les propositions universelles et particulières, Robert Blanché montre que l’opposition entre deux notions contraires ne génère pas deux mais six termes. Par exemple, si l’on oppose les relations *plus petit que* et *plus grand que*, il est possible d’ajouter le contradictoire de plus petit, *plus grand ou égal*, et celui de plus grand que, *plus petit ou égal*. Blanché montre que ces quatre termes peuvent être organisés selon un schéma semblable à celui du carré d’Apulée : les deux contradictoires fonctionnent comme des subcontraires. Mais ce schéma, observe Blanché, n’est pas encore complet. On peut encore introduire une cinquième catégorie qui correspond à ce qui n’est ni plus grand, ni plus petit, *la relation d’égalité*, puis un sixième, son contradictoire, la relation d’inégalité (Blanché, 1966).

Ainsi se construit l’hexagone logique (schéma 1), ensemble de six termes unis par des relations de contrariété (traits pleins), de contradiction (traits doubles), de subcontrariété (pointillés) et d’implication (flèches).

Sur cet exemple issu des mathématiques, l’hexagone logique fonctionne de façon univoque. Pour chaque couple de relations contradictoires, si l’une est vraie, l’autre est fausse et réciproquement (de deux choses l’une). Si l’une des relations de la triade des contraires est vraie, les deux autres sont fausses (de trois choses l’une) ; en revanche, si l’une des relations subcontraires est fausse, les deux autres sont vraies (de trois choses deux)… Quant aux relations d’implication, elles sont nettement orientées : chaque contraire implique deux subcontraires. Par exemple, si deux termes vérifient la relation *plus grand que* ils vérifient en même temps la relation d’*inégalité* et la relation *plus grand ou égal*.

Comme tous les schémas logiques, l’hexagone de Blanché relève de la tautologie. Il se limite à l’explicitation des catégories générées par l’opposition de contraires et à l’analyse des opérations logiques qui les ordonnent. L’hexagone logique peut d’ailleurs être ramené à un cas particulier de l’algèbre des parties d’un ensemble

[558]

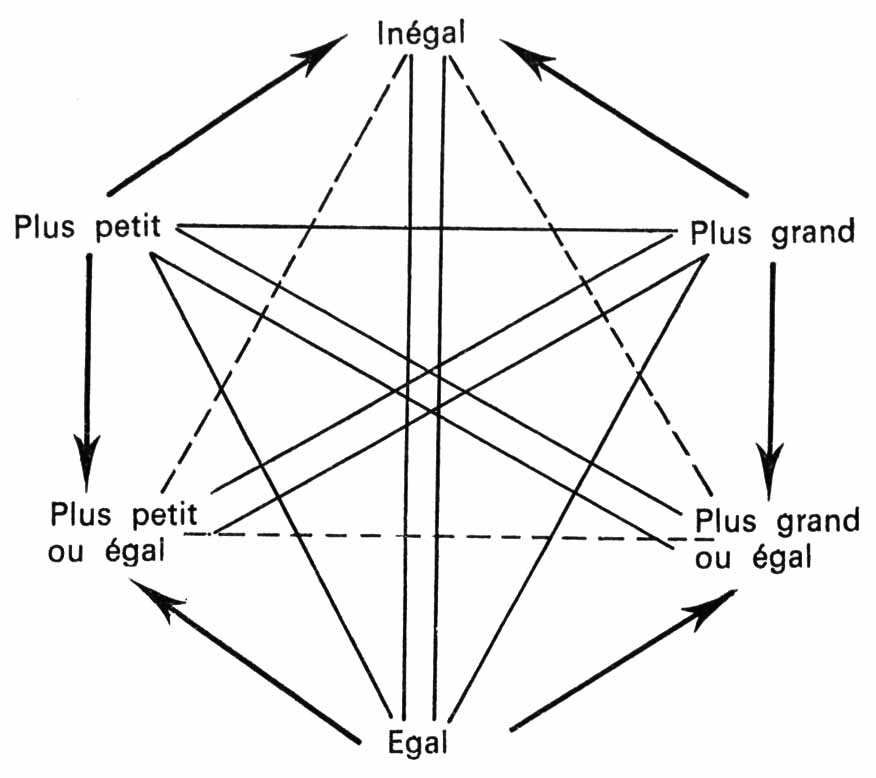


Schéma 1. – Hexagone logique

(les deux sous-ensembles de départ sont disjoints). En d’autres termes, Blanché énonce les conséquences de l’acte logique que nous avons accompli en posant deux contraires, c’est-à-dire, dans l’exemple retenu, deux relations qui *ne peuvent être vérifiées simultanément*. Il n’est rien dans l’hexagone logique qui ne soit déjà contenu, implicitement, dans la relation de contrariété posée au départ.

Toutefois, lorsque la pensée non formelle mobilise cette structure intellectuelle, elle introduit dans la rigueur de l’ordonnancement des écarts significatifs. Elle détruit ainsi la cohérence du schéma et ouvre la voie à une série de paralogismes ; mais en même temps elle lui donne souplesse et dynamisme.

Appliquons le modèle hexagonal à la classification des couleurs.

Si l’on pose le *blanc* et le *noir*, il est possible de construire le contradictoire du blanc, le *non-blanc* et celui du noir, le *non-noir*. La cinquième catégorie est évidente : ce qui n’est ni blanc, ni noir, *la couleur*. Enfin, notre culture cinématographique nous fournit le contradictoire de la couleur, le *noir-et-blanc*. Ainsi construit, l’hexagone des couleurs semble vérifier toutes les propriétés logiques posées antérieurement : les implications, le coloré impliquent le non-blanc et le non-noir ; l’alternative entre les contradictoires, un objet est soit noir, soit non-noir. Mais la règle des contraires (de trois choses l’une) voudrait que tout objet puisse être classé soit parmi les noirs, soit parmi les blancs, soit parmi les colorés : que faire des objets en noir-et-blanc ? La catégorie est présente mais elle appartient à la triade des subcontraires. À ce niveau aussi la règle ne fonctionne pas. Elle implique (de trois choses deux) que tout objet puisse être affecté simultanément dans deux des trois catégories subcontraires. Or un objet noir-et-blanc ne peut être classé, de façon générale, ni dans le non-noir, ni dans le non-blanc.

Où se situe le glissement sémantique qui conduit au paradoxe ? Il s’amorce dès

[559]

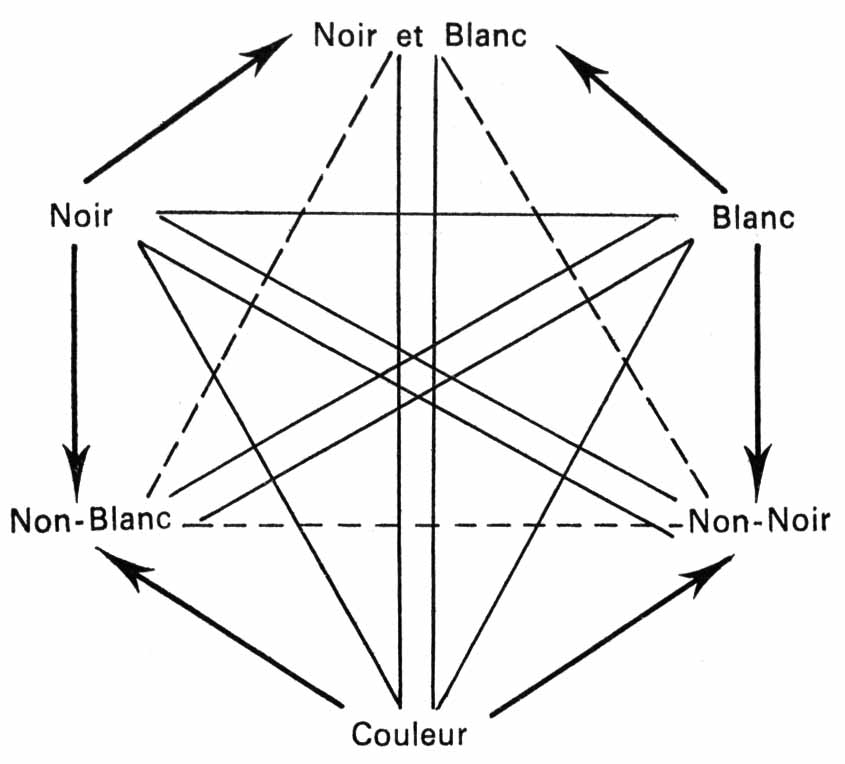


Schéma 2. – Hexagone des couleurs

l’introduction de la couleur. En effet, la notion est relativement floue ; le noir et le blanc pourrait être considérés comme des couleurs. La cohérence d’ensemble est toutefois maintenue si l’on spécifie que, dans la perspective de cette classification particulière, le noir et le blanc ne sont pas des couleurs. Mais le système bascule lorsque, faisant appel à un autre savoir, le contradictoire de la couleur est défini comme noir et blanc. Car la classe attendue à cette place de l’hexagone est celle qui regroupe les objets noirs et les objets blancs, c’est-à-dire noir ou blanc. En introduisant la notion de noir et blanc, nous avons oublié le postulat de départ qui définit le blanc et le noir comme contraires, c’est-à-dire qui exclut qu’un objet puisse être à la fois noir et blanc.

L’opération réalisée a un coût, la perte de la rigueur logique, mais elle a aussi un bénéfice. Le glissement sémantique nous a fait passer d’une structure organisée autour de l’opposition noir/blanc à une autre fondée sur l’opposition du polychrome et du noir-et-blanc. En d’autres termes, le schéma intellectuel obtenu ouvre une structure que la démarche logique a pour principe de clore. Il permet d’articuler plusieurs classifications, car l’opération peut être répétée. Il ouvre enfin des possibilités considérables à la dialectique. Il est, en effet, possible soit de rabattre les uns sur les autres les hexagones logiques et de rendre ainsi unidimensionnelles des classifications multiples : soit de parcourir de façon articulée des taxinomies différentes.

Cette seconde possibilité permet de gérer, sur le plan symbolique, la contradiction de la légitimité élective que l’on pourrait énoncer ainsi : le processus qui fonde le pouvoir légitime, c’est-à-dire l’unité, est lui-même organisé sur la base de la division. Depuis 1974, cette contradiction est particulièrement apparente en France. Pour être élu Président de la République, un candidat doit s’investir totalement dans la division droite-gauche non seulement en termes partisans mais aussi et [560] surtout en termes symboliques. La « langue » dans laquelle s’écrit le processus électoral est entièrement dominée par cette dichotomie (Bon, 1979). Par une curieuse – et prodigieuse – alchimie, le candidat élu par une petite moitié des électeurs devient le Président de tous les Français. Le modèle s’est diffusé dans tout le corps politique : il n’est pas de si petite commune dont le maire ne se croit obligé de proclamer qu’il est le maire de tous les habitants.

La dialectique qui permet d’énoncer cette série de transformations se fonde sur l’articulation « hexagonale » de deux oppositions. Le couple de contraires droite/gauche, principe du combat électoral, appelle un troisième terme : ce qui n’est ni droite, ni gauche, c’est-à-dire *ce qui rassemble*. Le contradictoire s’en déduit naturellement : c’est la classe qui regroupe *ce qui divise*, c’est-à-dire la gauche et la droite. Le discours peut parcourir une structure logique qui permet de passer de l’opposition droite/gauche à la polarité rassemblement/division. Ainsi, peuvent coexister des énoncés qui s’ancrent dans la compétition électorale – le thème de la fidélité aux engagements souscrits qui n’ont en fin de compte été ratifiés que par une partie du corps social – et des énoncés qui mobilisent les valeurs de rassemblement contre les facteurs de division. Ce double jeu n’est possible que dans la mesure où des propositions qui s’étagent sur des registres différents peuvent être ordonnées selon un principe unique.

La seconde opération susceptible d’ouvrir la structure logique s’exerce sur la relation d’implication. Quiconque a enseigné les mathématiques sait que le sens dans lequel s’effectue une implication est la chose la moins naturelle qui soit. Le souvenir désagréable de ces problèmes où il convenait de démontrer « la réciproque » est un rappel de cette difficulté.

Les idéologies peuvent donc, à bon compte, retourner les relations d’implication. Il en résulte des possibilités sophistiques étendues. Lors de la montée du nazisme, le mouvement communiste international définit le champ politique à partir de l’opposition fascisme/communisme. Il suffit d’inverser l’une des implications entre contraires et contradictoires pour assimiler au fascisme tout ce qui n’est pas communiste, et plus particulièrement la social-démocratie. La stratégie d’union anti-monopoliste du pcf dans les années soixante résulte du même procédé mais appliqué en sens inverse. Si la relation de contrariété s’établit entre les monopoles et les forces populaires, tout ce qui n’est pas monopole rentre, bon gré mal gré, dans la catégorie des forces populaires. D’une façon générale, tous les raisonnements, si fréquents en politique, de la forme « qui n’est pas avec moi est contre moi » ou de son inverse « qui n’est pas contre moi est avec moi » reposent sur la même opération intellectuelle : le retournement d’une implication, qui permet de projeter une relation de contradiction sur une relation de contrariété.

Éric Landowski a appliqué avec bonheur le schéma de l’hexagone logique à l’analyse de l’exaltation nationaliste d’un exploit sportif ou à l’économie intellectuelle des manuels d’histoire de l’école élémentaire (Landowski, 1971 et 1970). De même Georges Lavau a montré comment l’idéologie communiste gère, à travers un schéma de ce type, les relations ambivalentes et conflictuelles entre le Parti communiste et le Parti socialiste (Lavau, 1978).

[561]

4. Rhétorique et idéologies

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les catégories que produisent les taxinomies idéologiques se manipulent au moyen d’opérateurs intellectuels et de règles de transformation. Ces modes de raisonnements ne sont pas explicités ; ils ne relèvent pas de l’art de la démonstration. Le discours politique est construit pour plaire et convaincre ; il entretient avec la rhétorique une vieille liaison à peine dissimulée. Cette affinité est particulièrement marquée dans les régimes qui requièrent une mobilisation de masse ou s’organisent autour d’assemblées délibératives. Elle devient indissoluble dans les démocraties contemporaines qui réunissent les deux attributs.

Le discours politique n’utilise pas les ressources de la rhétorique comme la philosophie ou la littérature. Il n’est pas réservé à une élite éclairée. Orienté, de façon médiate ou immédiate, vers la sensibilité populaire, il exploite les analogies entre les formes de la « logique rhétorique » et celles de la pensée commune.

Cet accord naturel avait été clairement perçu par les derniers grands théoriciens de la rhétorique : comme le remarquait avec finesse Dumarsais, « il se fait dans un jour de marché à la halle plus de figures qu’en plusieurs jours d’assemblées académiques » (cité par Dubois *et al.*, 1970, p. 17). Il suffit de lire Fontanier pour observer que l’objet de l’enseignement de la rhétorique dans l’enseignement secondaire au cours de la première moitié du xixe siècle n’est pas d’apprendre à faire des figures de style : cette faculté est la chose du monde la mieux partagée. Il s’agit, tout au contraire, d’essayer d’en limiter le nombre, d’en contrôler l’usage et d’écarter les mauvaises figures pour mettre en valeur les bonnes. « Pourquoi tant d’ouvrages intéressants… sont-ils insupportables pour tout homme de sens et de goût ? La cause, suivant Laharpe, c’est une prétention, une recherche continuelle ; c’est l’ambition des figures, et leur accumulation sans choix, la manie des métaphores, et leur hardiesse bizarre, sans justesse et sans vérité… Or, ces défauts, ces travers… quoi de plus propre à les détruire, ou du moins à en prévenir le danger, que la connaissance des figures, que des notions justes et vraies sur leur nature, sur leur usage, sur leur abus » (Fontanier, 1968, p. 68).

Les idéologies politiques assignent à la rhétorique des fonctions différentes. Les figures du discours mettent en contact les catégories idéologiques avec celles de la pensée commune pour permettre leur diffusion et leur manipulation ; elles les transforment pour rendre possibles ou, au contraire, limiter les investissements affectifs dont elles peuvent être l’objet. L’orateur politique ignore souvent les mises en garde de la rhétorique savante : il ne recule ni devant l’abondance ni devant la surcharge du trait.

Le procédé central du discours politique est, sans doute, la Prosopopée. Cette figure, « qu’il ne faut confondre, selon Fontanier, ni avec la Personnification, ni avec l’Apostrophe, ni avec le Dialogisme, qui l’accompagnent presque toujours, consiste à mettre en quelque sorte en scène les absents, les morts, les êtres surnaturels, ou même les êtres inanimés ; à les faire agir, parler, répondre, ainsi qu’on l’entend ; ou tout au moins à les prendre pour confidents, pour témoins, pour garants, pour accusateurs, pour vengeurs, pour juges, etc. ; et cela, ou par feinte, ou sérieusement, [562] suivant qu’on est ou qu’on n’est pas le maître de son imagination » (Fontanier, 1968, pp. 103-104).

Les idéologies construisent des entités abstraites. Pour en parler à un public peu familiarisé avec leur manipulation, il faut leur donner vie. La Prosopopée, doublée par la Personnification, rend sensible et intelligible le monde formel de la politique. La France, qui ne veut que la paix ; la Liberté, qui guide nos pas ; la Classe ouvrière, qui te bottera les fesses ; la République, qui nous appelle ; la Terre, qui, elle, ne ment pas ; les Monopoles, qui n’ont pas de patrie ; le Tiers État, qui n’est rien et veut être quelque chose : l’univers de la politique est plus peuplé que le Panthéon grec.

Le rapprochement n’est pas accidentel. La situation du citoyen est comparable à celle de l’individu devant le cosmos. La vie politique lui apparaît comme un monde d’une extraordinaire complexité : une multiplicité de groupes, de sous-groupes et de personnalités entrent en conflits qui s’organisent selon un nombre considérable de dimensions. Or, le temps et l’investissement intellectuel qu’il peut consacrer à cet examen sont extrêmement limités.

La Prosopopée a d’abord un effet simplificateur. Les problèmes de la Cité sont pensés sur le mode familier des relations entre personnes. La théorie de l’exploitation est chose subtile et les docteurs de la loi marxiste en discutent encore longuement. Elle est avantageusement remplacée par la personnification du Capital et la saturation d’attributs malfaisants.

En second lieu, la Prosopopée donne une dimension affective aux représentations collectives. Reconstruites comme êtres de chair et de sang, ces notions abstraites peuvent solliciter les mouvements du cœur. Jamais, la métamorphose n’est aussi complète que lorsqu’elle transforme les représentations de la collectivité nationale. La rhétorique produit alors des symboles. De Marianne à John Bull et à l’oncle Sam, à travers leurs animaux éponymes – le coq gaulois, le lion britannique ou l’aigle américain –, les nations ont construit les images qui synthétisent leur existence et leurs caractères.

L’analyse de Fontanier est pertinente jusque dans ses détails. La Prosopopée politique n’est jamais feinte ; elle est sérieuse dans la mesure où son auteur n’est pas le « maître de son imagination ». Reflet plutôt que créateur, l’homme politique sollicite l’imagination populaire, s’efforce d’en épouser les mécanismes et d’en canaliser les effets.

La reine des figures, la Métaphore, remplit les mêmes fonctions que la Prosopopée. Elle en a les vertus simplificatrices. « Il y a, pour ce qui est de la France, déclare le général de Gaulle en 1965 au cours de l’un de ses entretiens avec Michel Droit, ce qui se passe dans une maison : la maîtresse de maison, la ménagère, veut avoir un aspirateur, elle veut avoir un frigidaire, elle veut avoir une machine à laver et même, si c’est possible, une auto ; cela c’est le mouvement. Et, en même temps, elle ne veut pas que son mari s’en aille bambocher de toute part, que les garçons mettent les pieds sur la table et que les filles ne rentrent pas la nuit ; ça c’est l’ordre » (de Gaulle, 1970, pp. 434-435).

Ce texte, qui ajoute peu à la gloire littéraire de son auteur, mérite de ce fait l’attention. Il a été prononcé entre les deux tours de l’élection présidentielle de 1965, [563] à un moment où le général de Gaulle essaie de reprendre contact avec l’opinion. Le chef de l’État ne « fait pas dans la nuance ». Voilà les conflits séculaires de la politique française, cette opposition entre gauche et droite dont tant d’analystes ont cherché le secret, ramenés à la dimension de querelles de ménages. Voilà surtout les espoirs de l’ascension sociale et de l’accès au bien-être mobilisés au profit du « mouvement », les menaces qui planent sur l’harmonie familiale au profit de l’ « ordre ».

Pour obtenir ce résultat, l’orateur ne s’embarrasse guère des exigences de la métaphore littéraire. Celle-ci se veut noble, lumineuse, brève et frappante. La métaphore politique sera vulgaire, au sens étymologique du terme, et souvent laborieuse.

Comme la Prosopopée, la Métaphore politique joue à la fois sur le registre de l’intelligibilité – passage du complexe au simple – et sur celui de l’affectivité. Elles visent le même objectif : rendre compréhensibles et manipulables par la pensée commune des notions complexes et abstraites ; surcharger ces notions de connotations affectives.

Le discours politique est souvent confronté au problème inverse. Certaines notions sont trop bien et trop immédiatement comprises par les citoyens. Issues de l’expérience quotidienne, elles sont saturées dans toutes leurs dimensions émotives. Tant qu’elles renvoient à des situations gratifiantes, elles nourrissent le discours politique ordinaire. Qu’elles évoquent des expériences négatives, elles deviennent explosives, difficiles à contrôler et dangereuses à manipuler. Il convient d’urgence de les rejeter dans l’univers désincarné des abstractions.

La rhétorique dispose du procédé adéquat : l’Euphémisme. Ainsi les chômeurs deviennent-ils des *demandeurs d’emploi*, la terreur stalinienne, *culte de la personnalité*, la bombe atomique, *force de frappe* ou mieux *force de dissuasion*. La politique militaire abonde en figures de ce type. La guerre, sauf rares exceptions, n’ose plus se présenter dans le monde contemporain sous son véritable nom. Coloniale, elle s’habille du terme de *pacification*. Les corps expéditionnaires deviennent *conseillers techniques*, les unités d’élite se métamorphosent en *soldats de la paix*. Il n’est pas jusqu’à l’invasion d’un pays étranger qui ne puisse s’énoncer sous la forme plus décente de l’*aide apportée à un pays frère*.

Prosopopée, Métaphore et Euphémisme constituent les figures de base de la rhétorique politique. Mais toutes les figures peuvent être exploitées. Les différentes idéologies politiques orientent leur utilisation et manifestent avec certaines d’entre elles une affinité particulière. La Tautologie épouse avec bonheur le mouvement des pensées qui valorisent la tradition et se déplacent dans l’univers immuable des essences. Le général de Gaulle devra à cette figure les plus efficaces de ses formules – l’ « Algérie algérienne » et l’ « Europe européenne », mais aussi les plus étranges comme « je salue Fécamp, port de mer et qui entend le rester », « Lyon n’a jamais été aussi lyonnaise » et « je puis vous assurer que la Loire continuera à couler dans son lit » (cité *in* Lacouture, 1968, p. 52).

La pensée révolutionnaire, en revanche, opère sur les contrastes. Le chiasme abonde dans les œuvres du jeune Marx : « En même temps que le monde devient philosophie, la philosophie devient monde » ; « La bureaucratie est la société civile de l’État, les corporations sont l’État de la société civile » ; « La critique n’est pas [564] une passion de la tête, elle est la tête de la passion » (Marx, 1963, pp. 24, 33 et 40). Le chiasme souligne la dialectique d’une pensée qui a pour objectif de renverser l’ordre social aux deux sens du terme : le détruire, mais aussi l’inverser. Le paradoxisme comme dans la phrase de Proudhon : « La propriété, c’est le vol », l’antithèse, comme dans ce vers de l’*Internationale* : « Nous ne sommes rien, soyons tout », remplissent la même fonction : dévoilement de l’ordre établi, dénonciation de la misère, du prolétariat, exaltation de la société future qu’il est appelé à créer.

Lorsque la pensée révolutionnaire se dégrade en scolastique, ces figures cèdent la place à l’Antiphrase qu’affectionne le communisme contemporain : « La position de notre parti est claire » est la phrase qui régulièrement annonce les explications les plus confuses sur la Tchécoslovaquie, la situation polonaise ou la politique économique du gouvernement de la gauche unie.

La technicité croissante des problèmes politiques, la sécularisation de la vie sociale, le développement des moyens de communication de masse auraient, dit-on, transformé le contenu et le style du discours politique contemporain. Cela n’apparaît guère au niveau des formes rhétoriques.

Examinons, par exemple, comment procède Valéry Giscard d’Estaing dans l’un de ses meilleurs discours. Au début de l’année 1978, tout annonce une victoire de la gauche aux élections législatives prévues pour le début du mois de mars : les sondages, mais aussi les résultats des élections générales ou partielles qui, depuis 1976, ponctuent la vie politique française. À Verdun-sur-le-Doubs, le 27 janvier 1978, le Président de la République se propose de recommander aux Français le « bon choix ». « Je comprends bien que certains d’entre vous soient tentés de voter contre la crise. Vous qui travaillez dur, vous qui avez peur que vos enfants ne trouvent pas facilement un emploi, et auxquels on explique que tout s’arrangerait si vous vous contentiez de changer ceux qui gouvernent, je vous comprends, c’est vrai, d’être tentés de voter contre la crise ! Et d’ailleurs, si c’était si simple et si on pouvait s’en débarrasser par un vote, pourquoi ne pas le faire ? Malheureusement, il n’est pas plus efficace de voter contre la crise que de voter contre la maladie. La crise se moque des bulletins de vote. La crise est comme l’épidémie, elle nous vient du dehors. Si nous voulons la guérir, il faut bien choisir le médecin. Et si nous pensons nous en débarrasser par la facilité, l’économie se vengera, et elle se vengera sur vous ! Regardez où nous en sommes : au mois de décembre, le dernier mois connu : un commerce en excédent, une hausse des prix ramenée à 0,3 %, un chômage qui recule alors qu’on vous annonçait bruyamment le contraire » (Giscard d’Estaing, 1978).

La démonstration se déroule en trois étapes. D’abord, nommer le mal pour qu’il puisse être pensé au-delà de ses manifestations protéiformes, déconnecté de ses aspects les plus douloureux et ainsi exorcisé. « Le vocabulaire politique offre le terme crise, le mot le plus confus de la pensée sociale contemporaine. Parce qu’il n’a aucun contenu, parce que son usage n’est réglé par aucune discipline, il peut désigner n’importe quelle situation » (Jouet, 1984).

Toutefois cette métamorphose a un coût : le terme crise est trop vague pour construire un raisonnement. Le recours à la métaphore médicale – seconde étape – permet d’introduire une valeur sémantique dans l’espace vide ainsi créé. L’idée [565] n’est pas originale, mais elle est efficace. Cette métaphore connote la scientificité et ancre la démonstration sur la solidité du savoir médical. En même temps, elle articule l’expérience sociale sur l’expérience vécue la plus intime : la maladie. L’orateur peut maintenant filer longuement la trame qu’il vient de nouer. La crise est comme la maladie, comme l’épidémie elle vient du dehors et, comme elle, elle suppose le recours à un bon médecin.

Troisième étape : le nombre. Malgré la technicité des problèmes abordés, l’usage du nombre n’est pas fréquent dans le débat politique. Le discours de Verdun-sur-le-Doubs n’échappe pas à la règle. Un seul nombre, le dernier indice des prix : le chiffre du commerce extérieur n’est mentionné que par son signe. Mais son rôle est stratégique. Déconnecté de la démarche intellectuelle et du processus social qui l’ont produit, il n’a qu’une fonction : attester la véracité du discours tenu. Le médecin a bien été choisi puisque la température baisse. La conclusion s’inscrit naturellement en filigrane. Si l’on ne peut pas voter contre la crise, c’est que l’on ne saurait voter contre moi.

Les figures du discours politique sont immuables. Pour employer cette rhétorique de la halle que condamne l’Académie : « C’est dans les vieux pots que l’on fait les meilleures soupes. » La formule de Napoléon III, « *L’Empire, c’est la paix* » – bel exemple de paradoxisme – n’a rien à envier à « *La force tranquille* ». Certains spécialistes de la communication réinventent dans un vocabulaire pesant ce que Dumarsais, Fontanier et tant d’autres avaient clairement exposé dans la langue du xviiie siècle. Jacques Durand a montré, au terme d’une analyse systématique, que tous les procédés à l’œuvre dans l’image publicitaire peuvent être ramenés aux figures de la rhétorique classique (Durand, 1970).

Le général de Gaulle, qui s’adapta comme naturellement à la télévision, pratiquait la rhétorique la plus classique : celle de Cicéron, apprise dans son jeune âge à une époque où elle était encore enseignée. Cette fidélité à la tradition latine est allée jusqu’à l’exhumation de préceptes oubliés. Le général de Gaulle apprenait ses discours par cœur, comme le prescrit Cicéron dans la quatrième partie du *De Oratore*, apologie de cet art à la mémoire abandonné depuis la Renaissance (Yates, 1975).

La stabilité des formes de l’art oratoire est aussi étonnante que l’inertie des phénomènes de mentalité. Quel fil d’Ariane relie l’orateur politique de l’âge nucléaire à celui de la guerre du Péloponnèse ? Si, comme le discours politique, on prend les figures de la rhétorique *au sérieux*, il est possible de formuler une hypothèse : les tropes seraient la mise en forme pratique, l’effet de surface des structures logiques de l’esprit occidental.

5. Pensée sauvage et pensée politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les similitudes entre les formes d’expression de la vie politique et celles de sociétés qu’étudie l’ethnographie sont suffisamment nombreuses pour avoir été fréquemment soulignées par les anthropologues. Dans un texte célèbre, Ralph Linton montre, à partir d’une anecdote personnelle, comme la construction [566] d’emblèmes dans les sociétés contemporaines reproduit les mécanismes observés à propos du totémisme. Mobilisé pendant la première guerre mondiale, il avait été affecté à la 42e division appelée « division Arc-en-Ciel » par l’état-major, parce que ses unités étaient originaires de plusieurs États. Linton raconte comment l’Arc-en-Ciel devint d’abord un symbole d’identification des membres de la division avant que ne s’élabore tout un ensemble de croyances et de rites autour de ce phénomène éponyme. « Des représentations de l’arc-en-ciel furent peintes sur les objets appartenant à la division et furent portées plus tard comme insignes sur l’épaule, usages qui s’accompagnèrent d’un intérêt accru pour le phénomène naturel lui-même. La division commença à prêter attention aux arc-en-ciel, et en huit ou neuf mois de temps il était devenu coutume de croire qu’il y avait toujours un arc-en-ciel au firmament quand la division entrait en action. À telle occasion précise, l’apparition d’un arc-en-ciel au-dessus des lignes ennemies au moment de l’attaque fut immédiatement prise comme présage de victoire et accueillie avec un enthousiasme délirant » (Linton, 1968, p. 454). Il suffit d’avoir assisté au rituel de la rose dans les meetings socialistes de la campagne présidentielle de 1981 pour penser que cet exemple a une valeur générale.

Même un auteur comme Pierre Clastres, qui marque aussi fortement la coupure entre nos sociétés et les sociétés « contre l’État », décrit le chef indien en des termes qui pourraient sans difficulté s’appliquer à l’orateur politique moderne. « Nombreuses sont les tribus où le chef doit tous les jours, soit à l’aube, soit au crépuscule, gratifier d’un discours édifiant les gens de son groupe : les chefs pilaga, sherenté, tupinamba exhortent chaque jour leur peuple à vivre selon la tradition. Car la thématique de leur discours est étroitement reliée à leur fonction de « faiseur de paix » (Clastres, 1974, p. 29).

Claude Lévi-Strauss est plus explicite encore. « Rien ne ressemble plus à la pensée mythique que l’idéologie politique. Dans nos sociétés contemporaines, peut-être celle-ci a-t-elle seulement remplacé celle-là » (Lévi-Strauss, 1958, p. 231). On regrette que l’auteur des *Mythologiques* n’ait pas développé cette intuition. Car les affinités sont profondes : le rapprochement est plus qu’une métaphore.

La Pensée sauvage, indique Lévi-Strauss, fonctionne de façon analogue au bricolage. « Le propre de la pensée mythique est de s’exprimer à l’aide d’un répertoire dont la composition est hétéroclite et qui bien qu’étendu reste tout de même limité ; pourtant il faut qu’elle s’en serve, quelle que soit la tâche qu’elle s’assigne, car elle n’a rien d’autre sous la main. Elle apparaît ainsi comme une sorte de bricolage intellectuel (…). Le bricoleur est apte à exécuter un grand nombre de tâches diversifiées ; mais, à la différence de l’ingénieur, il ne subordonne pas chacune d’elles à l’obtention de matières premières et d’outils, conçus et procurés à la mesure de son projet : son univers instrumental est clos, et la règle de son jeu est de toujours s’arranger avec les « moyens du bord », c’est-à-dire un ensemble à chaque instant fini d’outils et de matériaux, hétéroclites au surplus, parce que la composition de l’ensemble n’est pas en rapport avec le projet du moment, ni d’ailleurs avec aucun projet particulier, mais est le résultat contingent de toutes les occasions qui se sont présentées de renouveler ou d’enrichir le stock, ou de l’entretenir avec les résidus de [567] constructions et de destructions antérieures. L’ensemble des moyens du bricoleur n’est donc pas définissable par un projet » (Lévi-Strauss, 1962, pp. 26-27).

François Bourricaud a remarqué la fécondité de l’analogie et l’a appliquée à l’analyse de la production des intellectuels français (Bourricaud, 1980). Mais la démarche peut être étendue à l’ensemble du discours politique. Comme la pensée sauvage, les idéologies réorganisent et restructurent les éléments fournis par le processus de construction-déconstruction des idéologies antérieures. Dans l’objet issu du bricolage classique – celui qui contrairement au kit ne singe pas les produits industriels – on doit pouvoir à la fois saisir la fonction de chaque élément par rapport à l’ensemble et reconnaître à quel objet il avait antérieurement appartenu : ainsi voit-on, à la forme de leur fourche, que les roues de ce Charlot à transporter le mobilier de jardin sont des roues avant de bicyclette ; que les crochets auxquels sont suspendus les fauteuils sont les patères d’un ancien porte-manteau et que le casier destiné à recevoir les bouteilles est un bidon coupé à mi-hauteur.

De même, les éléments que réagencent les idéologies politiques portent la marque de leur origine. Dans l’idéologie socialiste aujourd’hui il est possible de repérer le poids de la Révolution française, l’écho de Lamartine et de 1848, la trace de la Commune, l’ombre de Karl Marx et le ton de l’anticléricalisme : héritage contingent de l’histoire dont le discours politique doit à chaque instant réorganiser la cohérence. Le propre de l’idéologie est d’articuler des éléments qui n’étaient pas a priori destinés à cohabiter. Jean-Jacques Rousseau et Voltaire sont irréconciliables. Mais l’idéologie de la Révolution française a pourtant été formée par la tradition et la conjonction de leurs deux œuvres. Et par bien plus encore.

Cet ensemble d’objets hétérogènes n’est cependant pas la simple accumulation de strates successives ; l’idéologie n’est pas, comme le laisse penser François Bourricaud, un magma qui charrie « des propositions non vérifiées ou même invérifiables » tout en comportant « des énoncés scientifiques ou quasi scientifiques » (Bourricaud, 1980, p. 27). L’idéologie, comme la pensée mythique construisent des ensembles structurés dont la cohérence et la rationalité, quoique de nature différente, n’ont rien à envier à celles de la pensée scientifique. Le produit du bricolage ne tient pas, comme le veut la caricature, « avec des bouts de ficelle ». Au contraire, il est en général plus solide, plus gros et plus lourd que son équivalent industriel. La raison est simple : comme il ne dispose pas de matériaux spécifiquement adaptés à son projet, le bricoleur est contraint de toujours calculer les propriétés mécaniques des éléments qu’il combine par excès. De même, la parole mythique, comme le discours idéologique sont toujours surabondants par rapport à la concision de l’expression scientifique. Grossièrement, le degré d’avancement d’une discipline scientifique varie en raison inverse de la taille des thèses de doctorat qu’elle certifie.

Faute d’avoir pris en compte le double aspect de la pensée mythique et de son homologue le bricolage (hétérogénéité du matériau, systématicité de la construction), François Bourricaud est amené à formuler de façon curieuse le rapprochement qu’il établit entre le problème posé par Lévi-Strauss et celui qu’il se propose d’aborder : « Expliquer pourquoi la pensée d’hommes par ailleurs normaux a tant de peine à se constituer en pensée rationnelle ou même plus simplement en pensée raisonnable » (Bourricaud, 1980, p. 28). Je ne reconnais guère l’inspiration de l’auteur de [*Tristes* *tropiques*](http://www.prepagrandnoumea.net/TEXTES/LEVI-STRAUSS%20Claude%20Tristes%20tropiques.pdf) [568] qui dépense tant d’efforts pour montrer que la logique de la pensée mythique est aussi exigeante que celle de la pensée positive et que leur différence « tient moins à la qualité des opérations intellectuelles qu’à la nature des choses sur lesquelles portent ces opérations » (Lévi-Strauss, 1958, p. 255).

Mais les idéologies politiques ne tirent pas seulement leur matériau du passé. Elles sont nécessairement contraintes d’intégrer des classifications et des schémas de pensée issus d’autres idéosystèmes. Un problème ou un conflit n’émerge dans le champ politique que dans la mesure où il ne peut être résolu dans le champ où il trouve son origine : une question purement scientifique, purement juridique ou purement technique peut être pensée à travers le langage scientifique, juridique ou technique et résolue par des moyens purement scientifiques, juridiques ou techniques. Au contraire, lorsqu’un problème exige, comme l’on a coutume de dire, une « solution politique », cela signifie qu’il est multidimensionnel et qu’il appelle l’arbitrage entre des valeurs incommensurables. Pour le rendre intelligible, l’idéologie doit établir des équivalences et trouver des articulations entre des notions et des modes de pensée issues de systèmes différents. Ici encore, la matériel est hétéroclite, produit contingent de la dynamique sociale ; le bricolage à nouveau s’impose. S’il en était autrement, la politique serait une technique, et l’idéologie une science.

Plus généralement, les idéologies politiques, comme l’activité politique, ne sont pas créatrices de valeurs. Elles établissent des relations, opèrent des conversions et mobilisent à leur profit des valeurs qui leur sont données de l’extérieur. C’est le cas en particulier des valeurs de vérité. Les idéologies politiques ne sauraient se fonder elles-mêmes et définir les critères de leur propre vérité en dehors d’un discours purement instrumental qui ne saurait être que discours sur la politique et non de la politique. Même dans cette hypothèse, le pari ne saurait être tenu jusqu’à son terme : les maximes du *Prince* de Machiavel ne se justifient qu’à la lumière du dernier chapitre, cet appel à l’unité nationale italienne qui fonde en *valeur* tous les développements qui l’ont précédé. Ce fait explique les relations à la fois nécessaires et conflictuelles que les idéologies politiques entretiennent avec la pensée religieuse et, dans les sociétés sécularisées, avec la pensée scientifique. Une idéologie ne saurait survivre durablement si elle échoue à mobiliser à son service les formes dominantes de la vérité. Plus encore que la pensée mythique, les idéologies sont condamnées à vivre d’emprunt.

Comme la pensée sauvage, et à l’inverse de la pensée scientifico-technique, les idéologies ne différencient pas les aspects évaluatifs et esthétiques des aspects instrumentaux de la démarche intellectuelle. La pensée sauvage « répond à des exigences intellectuelles, avant ou au lieu de satisfaire à des besoins. La vraie question n’est pas de savoir si le contact d’un bec de pic guérit les maux de dents, mais s’il est possible, d’un certain point de vue, de faire « aller ensemble » le bec de pic et la dent de l’homme (congruence dont la formule thérapeutique ne constitue qu’une application hypothétique parmi d’autres) et, par le moyen de ces groupements de choses et d’êtres, d’introduire un début d’ordre dans l’univers » (Lévi-Strauss, 1962, p. 16). C’est pourquoi pensée sauvage et pensée scientifique ne sauraient s’opposer comme deux stades ou deux phases de l’évolution du savoir ; la magie n’est pas « une forme timide et balbutiante de la science » (Lévi-Strauss, 1962, p. 21). Il s’agit bien plutôt [569] de « deux formes parallèles de la connaissance », ce qui explique qu’elles puissent coexister dans nos sociétés. Chacune paie le coût de son efficacité : « La pensée mythique n’est pas seulement la prisonnière d’évènements et d’expériences qu’elle dispose et redispose inlassablement pour leur découvrir un sens ; elle est aussi libératrice, par la protestation qu’elle élève contre le non-sens, avec lequel la science s’était d’abord résignée à transiger » (Lévi-Strauss, 1962, p. 33).

De même que le juge ne saurait invoquer l’obscurité de la loi, la pensée mythique ne peut se prévaloir de l’incohérence du monde pour refuser de lui donner un sens. La science se propose de réduire les contradictions ; elle écarte de son champ d’activité celles qu’elle n’est pas en mesure de traiter. L’idéologie, comme le mythe, a une tâche en définitive plus exigeante ; gérer les contradictions qu’elle ne peut résoudre. Le mythe d’Œdipe exprimerait, selon Lévi-Strauss, « l’impossibilité où se trouve une société qui professe de croire à l’autochtonie de l’homme (…) de passer, de cette théorie, à la reconnaissance du fait que chacun de nous est réellement né de l’union d’un homme et d’une femme. La difficulté est insurmontable. Mais le mythe d’Œdipe offre une sorte d’instrument logique qui permet de jeter un pont entre le problème initial – naît-on d’un seul, ou bien de deux ? – et le problème dérivé qu’on peut approximativement formuler : le même naît-il du même ou de l’autre ? » (Lévi-Strauss, 1958, p. 239). L’idéologie politique est confrontée au même type de problèmes : elles les résout avec les mêmes moyens (cf. *supra* l’analyse des paradoxes de la légitimité démocratique).

Se limiter, comme je le faisais il y a quinze ans, à observer que les énoncés idéologiques sont invérifiables – ou, selon la terminologie plus rigoureuse de Popper, infalsifiables – est se condamner à ne voir qu’un aspect du phénomène (Bon, 1969, p. 139). Cette propriété, négative au regard des canons de la science, est la contrepartie d’une propriété essentielle à l’organisation des pratiques sociales. L’idéologie se donne ainsi les moyens de donner un sens à tous les évènements de la vie politique et de structurer les modalités d’action.

Il reste cependant, entre pensée sauvage et idéologie, une différence formelle. Le mythe s’exprime à travers un récit ; le discours politique se présente, le plus souvent, comme une argumentation. Cette divergence s’explique peut-être par la prégnance, dans les sociétés contemporaines, du modèle scientifique. Remarquons cependant que lorsqu’une idéologie se cristallise et se diffuse massivement elle tend à substituer la narration à la démonstration. Au début des années cinquante, au point culminant du stalinisme, les nouveaux adhérents du Parti communiste français recevaient un « colis de littérature » – saluons l’antiphrase – composé pour l’essentiel de deux récits exemplaires : *l’Histoire du PC(b)* *US* et l’« auto »biographie de Maurice Thorez, *Fils du peuple*. Les textes fondateurs du gaullisme sont, pour l’essentiel, des récits : *Les mémoires de guerre*, bien sûr, mais aussi, *La France et son armée* et *La discorde chez l’ennemi*. La crise actuelle de l’enseignement de l’histoire est liée à la divergence croissante entre l’évolution d’une discipline qui se construit sur le modèle scientifique et la fonction sociale qui l’a fait naître : fournir à la nation et au corps politique leurs mythes d’origine.

[570]

6. Du langage comme action  
à l’action comme langage

[Retour au sommaire](#sommaire)

La perspective saussurienne adoptée jusqu’ici a l’immense avantage de différer l’examen des relations entre les mots et les choses qu’ils désignent, entre le langage et le monde ou, selon la terminologie linguistique courante, entre les signes et leurs référents. Mais problème écarté n’est pas problème résolu ; et celui-ci est à la fois d’une importance primordiale et d’une redoutable complexité. Déjà délicat dans un cas relativement simple comme les noms propres (cf. Kripke, 1972) ou des énoncés élémentaires comme « le petit chat est mort », il peut exiger des dizaines de pages de commentaire pour des phrases en apparence limpides comme : « Le Roi de France est chauve », l’un des sujets de réflexion favoris de Bertrand Russell (Russell, 1969). C’est dire que les énoncés politiques, qui sont d’une tout autre complexité, soulèvent des questions encore plus délicates.

La philosophie grecque avait déjà observé qu’il existe des énoncés dont la vérité peut être établie sur des critères purement internes. Il n’est pas nécessaire d’avoir recours à la référence pour établir la vérité ou la fausseté des propositions comme : « Un célibataire est un homme non marié. » Il n’est même pas requis que la référence soit possible : « La licorne est un cheval avec une corne sur le front », est une phrase qui peut être vraie même s’il n’existe pas de licorne. Ces jugements, que la tradition logique dénomme analytique, ont constitué un vaste sujet de réflexion philosophique, d’Aristote à Kant et Bertrand Russell.

Austin a remarqué qu’il existe d’autres phrases qui ont le même type de propriété. Prononcées dans les conditions adéquates et par la personne qualifiée des propositions comme : « Je déclare la séance ouverte » ou : « Vous êtes unis par les liens du mariage », crée la réalité à laquelle elles se réfèrent. Elles deviennent vraies dès lors qu’elles ont été – bien – prononcées. Austin appelle ces énoncés *performatifs*. L’univers politique est peuplé de ce type de phrases, notamment dans le langage juridique et administratif.

La classe des performatifs est relativement bien circonscrite par des conditions juridiques ou des règles d’usage. En revanche, la notion peut être généralisée à toutes les constructions syntaxiques qui s’articulent sur des verbes comme promettre, exiger, menacer, demander : Austin propose d’appeler *illocutoires* ces usages de la langue qui créent les conditions de leur propre vérité (Austin, 1970). Searle démontre que même les énoncés dénotatifs relèvent de cette catégorie puisqu’ils peuvent être ramenés à une assertion : la référence est un acte de langage et doit être analysée comme telle (Searle, 1972). À l’évidence, le discours politique relève de l’illocutoire.

Comme l’ensemble des pratiques sociales s’accompagnent de productions linguistiques, la tentation est forte de voir dans le discours un lieu privilégié où se réfracte l’ensemble des rapports sociaux. Si le langage est action, il peut être considéré comme le miroir du monde. La philosophie analytique redonne consistance à un vieux rêve des sciences sociales et humaines : ramener la matérialité sociale à la matérialité discursive, réduire la science au commentaire.

Inversement, l’action sociale se réduit souvent à sa dimension symbolique. [571] Leach remarque que dans de nombreux pays d’Amérique latine, d’Afrique ou d’Asie, le coup d’État est une action dont la portée militaire et pratique est réduite. « Dans la grande majorité des cas l’effusion de sang est limitée. L’insurrection s’accomplit en quelques heures et les dirigeants du gouvernement battu partent à l’étranger pour un exil confortable. La forme de tels coups est presque standardisée : elle consiste en un assaut militaire du Palais présidentiel » (Leach, 1976, pp. 31-32). De même, le vote peut difficilement être interprété comme une action instrumentale et doit plutôt être considéré, au sens plein du terme, comme un rituel (Bon, 1979).

La tentation est forte de considérer cette forme comme le modèle général de l’action politique. Lorsque le gouvernement français, en mars 1984, envoie quelques unités de l’armée pour dégager une autoroute occupée par les transporteurs routiers, il ne vise pas à rétablir en pratique la circulation. Mais il exprime ainsi sa fermeté, en montrant qu’il est prêt, le cas échéant, à utiliser l’armée dans un conflit social, acte rare dans la tradition politique française et ayant, de ce fait, un contenu informatif élevé.

Dans cette perspective, l’ensemble des sciences sociales tend à se résorber dans une anthropologie symbolique. L’œuvre de Kenneth Burke s’inscrit dans cette dynamique : « L’homme, en tant qu’homme, est un utilisateur de symboles. En ce sens tout aspect de sa « réalité » peut être vu à travers un brouillard de symboles. Il n’est pas jusqu’à la dure réalité des faits économiques de base qui soit insuffisante pour percer ce voile symbolique (…). La pensée humaine en tant qu’organe d’un animal utilisateur de symboles, est « antérieure » à toute structure de propriété *particulière* – et en ce sens les lois des symboles sont antérieures aux lois économiques » (cité par Roig, 1977, p. 152). Charles Roig s’est proposé d’appliquer ces théories à la science politique (Roig, 1977 et 1980). Les recherches de Murray Edelman peuvent être classées dans le même courant (Edelman, 1964, 1971, 1977).

L’analyse du langage politique est à la croisée des chemins. Les problèmes les plus délicats de la linguistique, de la philosophie du langage ou de l’anthropologie symbolique s’illustrent à l’envi dans le discours politique. Ces problèmes peuvent être abordés de deux façons différentes : *par en bas*, en imitant la prudence des linguistes, c’est-à-dire en circonscrivant des questions limitées dont les réponses exigent des moyens limités, au risque de ne jamais retrouver la perspective d’ensemble ; *par en haut*, en posant d’emblée le problème dans toutes ses dimensions, au risque de ne jamais le maîtriser.

Le choix entre ces deux approches ne saurait être fondé exclusivement sur des arguments rationnels. Il s’agit d’une option entre des stratégies de recherche dont la fécondité ne peut être jugée qu’*a posteriori*. Il est probable que les politistes emprunteront les deux voies. Bonne chance ! Le premier arrivé attend l’autre.

[572]

BIBLIOGRAPHIE

[Retour au sommaire](#sommaire)

Aron (Raymond), 1968, *L’opium des intellectuels*, Paris, Gallimard.

Austin (J.-L.), 1970, *Quand dire, c’est faire*, Paris, Seuil.

Avis (Walter S.), 1967, *A dictionary of Canadianisms on historical principles*, Toronto, W. J. Gage.

Blanché (Robert), 1966, *Structures intellectuelles*, Paris, Vrin.

Bloomfield (Léonard), 1970, *Le langage*, Paris, Payot.

Bois (Paul), 1971, *Paysans de l’Ouest*, Paris, Flammarion.

Bon (Frédéric), 1969, Structure de l’idéologie communiste, in *Le communisme en France*, Paris, A. Colin.

Bon (Frédéric), Burnier (Michel-Antoine), 1971, *Les Nouveaux intellectuels*, Paris, Seuil.

Bon (Frédéric), Burnier (Michel-Antoine), 1974, Qu’elle ose paraître ce qu’elle est, *in* Eduard Bernstein, *Les présupposés du socialisme*, Paris, Seuil.

Bon (Frédéric), 1979, Qu’est-ce qu’un vote, *H-Histoire*.

Bon (Frédéric), 1984, L’essence de la trahison, *Silex*, n° 26.

Bourricaud (François), 1980, *Le bricolage idéologique. Essai sur les intellectuels et les passions démocratiques*, Paris, puf.

Braudel (Fernand), 1969, *Écrits sur l’histoire*, Paris, Flammarion.

Burgelin (Olivier), 1968, La naissance du « pouvoir étudiant », *Communications*, n° 81.

Burnier (Michel-Antoine), Rambaud (Patrick), 1978, *Le Roland Barthes sans peine*, Paris, Balland.

Chomsky (Noam), 1969 *a*, *Structures syntaxiques*, Paris, Seuil.

Chomsky (Noam), 1969 *b*, *La linguistique cartésienne*, Paris, Seuil.

Clastres (Pierre), 1974, *La société contre l’État. Recherches d’anthropologie politique*, Paris, Minuit.

Cotteret (Jean-Marie), Moreau (René), 1969, *Recherches sur le vocabulaire du général de Gaulle. Analyse statistique des allocutions radiodiffusées, 1958-1965*.

Dubois (Jacques) *et al.*, 1970, *Rhétorique générale*, Paris, Larousse.

Dumézil (Georges), 1968, *Mythe et épopée*. I : *L’idéologie des trois fonctions dans les épopées des peuples indo-européens*, Paris, Gallimard.

Dumézil (Georges), 1969, *Idées romaines*, Paris, Gallimard.

Durand (Jacques), 1970, Rhétorique et image publicitaire, *Communications*, n° 15.

Edelman (Murray), 1964, *The symbolic uses of politics*, Chicago, University of Illinois Press.

Edelman (Murray), 1971, *Politics as symbolic action*, Chicago, Markham.

Edelman (Murray), 1977, *Political language : words that succeed and politics that fail*, New York, Academic Press.

Febvre (Lucien), 1968, *Le problème de l’incroyance au xvie siècle*, Paris, Albin Michel.

Fontanier (Pierre), 1968, *Les figures du discours*, Paris, Flammarion.

Gaulle (Charles de), 1970, *Discours et messages. Pour l’effort, 1962-1965*, Paris, Plon.

Giscard d’Estaing (Valéry), 1978, Discours de Verdun-sur-le-Doubs, *Le Matin*, numéro hors série.

Hjelmslev (Louis), 1968, *Prolégomènes à une théorie du langage*, Paris, Éditions de Minuit.

Jouet (Françoise), 1984, *Le bon usage du mot crise*, Grenoble, Institut d’Études politiques.

Kripke (Saul), 1982, *La logique des noms propres*, Paris, Minuit.

Kuhn (Thomas S.), 1972, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion.

Lacouture (Jean), 1968, *Citations du président de Gaulle*, Paris, Seuil.

Lafon (Pierre), 1981, *Automatisation des dépouillements de textes et études statistiques sur le vocabulaire*, Paris, Université de la Sorbonne Nouvelle-Paris III.

Landowski (Éric), 1970, *L’image du Parlement dans quelques manuels d’histoire de l’enseignement primaire*, Paris, cnrs.

Landowski (Éric), 1971, Rhétorique de la prouesse sportive, *Cahiers de Lexicologie*, n° 19 (II).

Lavau (Georges), 1978, L’historiographie communiste : une pratique politique, *in* Pierre Birnbaum *et al.*, *Critique des pratiques politiques*, Paris, Galilée.

[573]

Leach (Edmund), 1976, *Culture and Communication*, Londres, Cambridge University Press.

Lévi-Strauss (Claude), 1958, Anthropologie structurale, Paris, Plon.

Lévi-Strauss (Claude), 1962, [*La pensée sauvage*](https://monoskop.org/images/f/f6/Levi-Strauss_Claude_La_Pensee_sauvage_1962.pdf), Paris, Plon.

Lévi-Strauss (Claude), 1973, *Anthropologie structurale deux*, Paris, Plon.

Linton (Ralph), 1968, [*De l’homme*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Linton_Ralph/de_lhomme/de_lhomme.html), Paris, Minuit.

Martinet (André), 1966, *Éléments de linguistique générale*, Paris, Armand Colin.

Marx (Karl), 1963, *Œuvres choisies*, 1, Paris, Gallimard.

Mounin (Georges), 1972, *Clefs pour la sémantique*, Paris, Seghers.

Rochet (Waldeck), 1961, *Rapport du Comité central du XVIe Congrès du Parti communiste français*, Cahiers du Communisme.

Roig (Charles), 1977, *Symboles et société*, Berne, Lang.

Roig (Charles), 1980, *La grammaire politique de Lénine*, Lausanne, L’Âge d’Or.

Russell (Bertrand), 1969, *Signification et vérité*, Paris, Flammarion.

Sartre (Jean-Paul), 1961, Merleau-Ponty vivant, *Les Temps modernes*, nos 184-185.

Saussure (Ferdinand de), 1967, *Cours de Linguistique générale*, Paris, Payot.

Searle (John R.), 1972, Les *actes de langage*, Paris, Hermann.

Tey (Joséphine), 1971, *The daughter of time*, Londres, Heinemann Educational Books.

Thorez (Maurice), 1961, *Une tragique réalité : la paupérisation des travailleurs français*, Paris, Éditions Sociales.

Tournier (Maurice), *Le mot peuple en 1848 : désignant social ou instrument politique ?*, in Romant*i*sme, n° 9, 1975, pp. 6-20.

Vovelle (Michel), 1982, *Idéologie et mentalités*, Paris, Maspero.

Yates (France), 1975, *L’art de la mémoire*, Paris, Gallimard.

[574]

Section 2

Médias et politique

par Francis Balle

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les études sur les médias sont nées de la montée des propagandes, après 1933 et pendant la seconde guerre mondiale. Et leur histoire a été marquée, depuis cette date, par une alternance de replis et de renouveaux. Elle a suivi, en un sens, toutes les variations de l’opinion quant aux « pouvoirs » des médias sur les comportements ou les opinions de tous et de chacun : vraie ou fausse, cette opinion ne pouvait pas manquer d’infléchir l’attention de tous, hommes de pensée et hommes de la rue, acteurs politiques et chercheurs en sciences sociales.

Après avoir constitué longtemps une discipline américaine (Katz, 1977, p. 8), la recherche sur les « communications » et, plus précisément, l’étude des relations entre les médias –- la presse, la radio et la télévision – et la politique, entendue au sens large – à la fois légitimation de l’autorité et agrégation des intérêts particuliers – s’est consacrée presque exclusivement, à la suite de Lazarsfeld et Lasswell, à la question des effets. La préoccupation principale des chercheurs consistait à répondre à la question de savoir quelle influence les grands médias avaient sur les opinions individuelles, notamment dans le cadre des campagnes électorales.

Simultanément, les hommes publics rêvaient de faire de l’utilisation des médias non plus un art mais une science. Avec le secours de la psychologie sociale, de ses spécialistes, de son langage, ce que Aristote avait conçu comme un art devenait miraculeusement ce qu’il est aujourd’hui convenu d’appeler une technique. Et la « recherche de tous les moyens possibles de persuasion », pour reprendre la définition que le philosophe donnait de la rhétorique, constituait désormais l’objet d’une discipline, en même temps que s’étendait chaque jour un peu plus le champ de ses applications.

Amer ou heureux, le constat pourtant s’impose : la question de l’influence des médias sur la politique ne peut être tranchée aussi sommairement que le voudrait, trop souvent, notre ardeur à être rassuré. Et aucune théorie ne permet de penser, même lorsqu’elle intègre les médias au nombre de ses paramètres, les relations réciproques entre la société et les pouvoirs qui la traversent (Ellul, 1962, p. 17), ni celles entre les gouvernants et les gouvernés (Cotteret, 1973, p. 22).

Au tournant des années soixante, plusieurs ouvrages, au premier rang desquels [575] figurent ceux de Ellul (1962) et de McLuhan (1962, 1964), mettent en cause la pertinence et la validité du paradigme lasswellien, à l’origine d’études ponctuelles nombreuses et dispersées. En s’alliant objectivement avec ce que Edgar Morin appellera le front « linguistico-séméiologico-structural », cette mise en cause ne peut pas ne pas s’intégrer comme une critique de l’orientation empirique des travaux américains consacrés aux médias. Et la critique méthodologique, en dépit ou à cause de ses faiblesses et de ses contradictions, glisse au jugement de valeur sur la société, désormais sous l’empire d’une tyrannie douce, heureuse ou maléfique selon les cas, celle des grands médias et de leurs régents.

Le retour des essais spéculatifs, contemporain de l’avènement de nouveaux médias qui démultiplient et parfois contournent ou supplantent leurs prédécesseurs, contribue à orienter autrement l’étude des relations réciproques entre les médias et la politique. Ceux-là sont de moins en moins perçus comme les instruments toujours disponibles entre les mains de celle-ci, à mesure que leur action paraît plus incertaine ou imprévisible, et que les hommes politiques, de leur côté, découvrent à nouveau les vertus des réseaux informels de communication (Cazeneuve, 1972 et 1974).

La contestation des anciens médias (Schaeffer, 1970 et 1972) et les promesses encore équivoques des nouveaux médias (Balle et Eymery, 1984) se conjuguent aujourd’hui pour considérer la question des médias et de leurs relations avec la politique sous l’angle de la liberté d’expression, de la liberté de parole ou de création. Insatiable devant les miracles de la technique, la soif de parler et de connaître change les perspectives : les médias sont considérés plus souvent comme des moyens de communication dont les modalités sont nombreuses et diverses, et moins en tant que simples instruments de persuasion.

Nouvel objet pour la description sociologique, les formes de la communication par les médias et l’étude simultanée de leurs relations réciproques font surgir de nouvelles questions pour l’analyse logique : à quelles conditions les sociétés démocratiques occidentales, héritières de l’inspiration libérale du xviiie siècle, peuvent-elles réduire cet écart toujours trop grand entre les nouvelles exigences de la « liberté de parole et de création », pour reprendre la formule de Michel de Gerteau, et les réalités de son exercice ? Aux instruments de la technique juridique, susceptibles de déterminer les conditions nécessaires de cette liberté, s’ajoutent bien entendu d’autres moyens, qui ressortissent au domaine des mœurs et des idées reçues. Ce sont ceux-ci qui font l’objet, depuis 1980-1981, à propos des pays sur-développés et des plus démunis, à la fois d’une description sociologique de la « communication politique » et de son analyse logique, si l’on consent à la définir, à la suite de Jean-Marie Cotteret (1973, p. 12), comme un « échange d’informations entre les gouvernants et les gouvernés, par des canaux de transmission structurés ou informels ».

1. Les médias et les opinions politiques

[Retour au sommaire](#sommaire)

Bien avant quelques autres, c’est le thème de la presse dite d’élite et de son influence sur les acteurs politiques responsables ou simples électeurs – citoyens –, qui constitua pendant longtemps le centre d’intérêt privilégié du politologue. C’est [576] à Harold D. Lasswell que l’on doit la première délimitation du champ des études sur les médias et la communication. Selon lui, on peut décrire « convenablement une action de communication en répondant aux questions suivantes » : « Qui dit quoi, par quel canal, à qui, et avec quel effet ? » Proposée dès 1948 dans l’ouvrage dirigé par Lyman Bryson, *The Communication of Ideas,* la question-programme de Lasswell est l’héritière, en droite ligne, du paradigme qu’il suggéra pour la science politique en 1936. Paradigme qui, selon lui, définissait l’interrogation majeure de la discipline : « Who get what, when, how » ; qui obtient quoi, quand et comment ? Appliquée à l’étude des médias, la formule de 1948, simple comme l’était celle de 1936, présente également l’avantage irrésistible de découper le domaine étudié en champs de recherche bien distincts. Elle ordonne une suite d’interrogations qui entendent circonscrire le champ des études sur les médias.

Au premier « qui » de la question correspond l’étude sociologique des milieux et des organismes émetteurs : journalistes, vedettes de la radio ou de télévision et entreprises de presse ou de radio-télévision. Les « messages » eux-mêmes, produits par ces usines d’un genre nouveau, sont justiciables d’une analyse de contenu et correspondent au « quoi » de la question de Lasswell. L’étude des « canaux » constitue un troisième chapitre : elle concentre l’attention sur l’ensemble des techniques qui, à un moment donné et pour une société déterminée, diffusent à la fois l’information et la culture. Mais le secteur à la fois le plus développé et le plus célèbre concerne le second « qui » de la formule : il vise les audiences, les publics ou, si l’on préfère, la clientèle des divers organismes de diffusion, entreprises de presse ou station de radiotélévision. Enfin, la question-programme du politicologue invite les chercheurs à l’identification et à l’évaluation des « effets » de la communication.

Moins qu’un modèle permettant l’intelligibilité parfaite de ce qu’il nomme une « action de communication », mais plus, à coup sûr, qu’un simple schéma récapitulant les différents éléments de celle-ci, la formule de Lasswell rappelle immanquablement la théorie de l’information, formalisée dans le langage mathématique pour rendre compte des phénomènes de la transmission télégraphique ou téléphonique.

Le modèle de la communication issu de la théorie de l’information a été formulé une première fois en 1947 dans le *Bell System Technical Journal* : il concernait plus particulièrement les processus de communication électronique. Mais Claude E. Shannon et Waren Weaver devaient donner de ce modèle une formulation définitive en 1949, dans leur ouvrage *The Mathematical Theory of Communication.* Il comprend cinq éléments : une source de l’information, qui est riche d’un nombre plus ou moins élevé de messages à communiquer ; un transmetteur ou un émetteur, capable de transformer le message en un signal, afin de le rendre transmissible ; un canal ou média, qui assure le transport du signal ; un récepteur qui décode le signal afin de retrouver le message initial ; enfin, une « destination », qu’il s’agisse d’une personne ou d’un support physique, à laquelle le message est censé s’adresser effectivement.

Aux perturbations physiques dues à la transmission, au codage et au décodage du message, le linguiste a ajouté deux notions supplémentaires : le bruit sémantique, perturbation qui s’introduit naturellement entre la source et le transmetteur, et le [577] récepteur sémantique, où de nouvelles déperditions ou perturbations sont dues à la plus ou moins grande capacité du récepteur.

Ainsi, le modèle de la théorie de l’information constitue pour les chercheurs une invitation à concentrer successivement l’attention sur trois éléments inhérents à toute communication. D’abord, sur toute intervention extérieure au contenu de ce que l’on veut dire mais qui est susceptible d’en modifier le sens (bruit sémantique). Ensuite, sur le nombre de répétitions nécessaires pour qu’un message soit correctement transmis (redondance sémantique). Enfin, sur la capacité du canal de transmission, évaluée à la fois qualitativement et quantitativement.

L’étude de Lazarsfeld, menée en 1940 à l’occasion de l’élection présidentielle américaine, demeure aujourd’hui encore le prototype des études consacrées à l’influence des médias sur les électeurs. Cette recherche fut beaucoup plus élaborée que celle dont l’Amérique des années 1930 était familière. Lazarsfeld entendait mettre en lumière non plus seulement l’évolution de l’électorat tout au long d’une campagne, mais les raisons et les circonstances des changements d’opinion d’un entretien à l’autre. Chaque fois qu’une personne modifiait ses intentions de vote, elle était invitée par les enquêteurs à en donner les raisons. C’était la première fois qu’une observation d’opinion fournissait autant d’informations sur « les caractéristiques personnelles de chaque électeur, sa philosophie sociale, son passé politique, ses traits de personnalité, ses relations avec ses parents et ses amis, son affiliation à des associations, son appartenance religieuse et ses opinions sur les affaires courantes ».

La conclusion la plus célèbre de Lazarsfeld concerne la détermination sociale de la décision électorale. Comme l’avait déjà souligné plusieurs années auparavant André Siegfried, le vote est une expérience de groupe. Ou, pour reprendre les termes des sociologues américains, « il y a de très fortes chances pour que les gens qui travaillent ou vivent ensemble ou encore partagent les mêmes loisirs votent pour les mêmes candidats ». Les auteurs de *The People’s choice* ont, en effet, noté que la combinaison d’un niveau socio-économique élevé, de l’appartenance à la religion protestante et d’une résidence rurale prédisposait fortement au vote républicain, cependant que la combinaison inverse inclinait nettement à un vote démocrate.

Pour l’observateur des médias, leur conclusion la plus importante est néanmoins ailleurs : ils ont en effet montré que les groupes étaient de plus en plus homogènes, dans leurs intentions de vote, à mesure que se déroulait la campagne et que jour J était proche. Cela signifie que dans une famille, entendue au sens large ou étroit, la proportion des indécis comme celle des dissidents diminue progressivement jusqu’au dernier jour. « Et quand les membres de familles aux intentions de vote divergentes changèrent d’opinion, ils le firent dans le sens du parti qui avait la faveur du reste de la famille. » Ou encore, « qu’elle qu’en ait été la raison, que ce fût par sincère conviction ou loyalisme de famille, ce fut cette dernière qui imprima le sens (…) du vote, et il en résulte que l’homogénéité politique (…) de la famille (…) ne fit que s’accroître, au fur et à mesure que progressait la campagne ».

Les sociologues furent eux-mêmes étonnés par les résultats de leur enquête : ils avaient sous-estimé l’importance des groupes d’appartenance. Les personnes qui se décidèrent seulement à la veille du scrutin, comme les indécis qui changèrent d’opinion pendant la campagne, ont en effet indiqué, beaucoup plus souvent que [578] les autres, qu’ils avaient agi sous l’influence d’une personne donnée. Cette pression exercée par certains apparaît dans l’homogénéité croissante de groupes qui rassemblent les membres d’une même famille ou d’une communauté d’amis. Elle est corroborée également par la constatation que les indécis qui affirmèrent avoir participé à une discussion politique furent beaucoup plus nombreux, pendant la campagne, que ceux déclarant avoir écouté un discours électoral ou lu l’éditorial d’un journal.

Parallèlement à ce résultat, la constatation selon laquelle les « guides d’opinion » sont plus « exposés » que les autres aux médias a permis de préciser la manière dont s’articulent l’action des médias et celle des « contacts personnels » : l’importance de celle-ci est complémentaire et non pas exclusive de celle des médias en général. À la suite des travaux de Lazarsfeld, Elihu Katz établit que l’influence des médias s’exerce selon un modèle dit du « flux à deux temps » : c’est la célèbre découverte du *two step flow of communication.* Suivant cette interprétation, les messages des médias atteignent d’abord de façon effective certaines personnes plus impliquées et plus influentes que les autres ; ensuite, ces experts de la sociabilité, ces guides d’opinion, transmettent l’information reçue dans le cadre de relations en face à face et à l’intérieur de groupes plus ou moins restreints : ils sont un relais obligé entre les grands organes de diffusion et l’ensemble de leurs audiences.

Les conclusions de Lazarsfeld et de Berelson ont été accueillies avec un certain soulagement par des universitaires soucieux de préserver l’influence des cadres traditionnels de leur société et d’immuniser l’opinion contre le mythe de la toute-puissance des médias. Acquis dans le contexte électoral, ces résultats furent très vite étendus aux influences exercées par les médias dans des domaines autres que celui de la politique. Du même coup, l’image était sauvée d’un citoyen solidement armé contre les caprices des grands organes d’information. Mais cette réaction eut également pour effet, pendant longtemps, de dissuader les chercheurs d’entreprendre de nouvelles études concernant l’influence des médias. À quoi bon montrer que celle-ci est limitée, sinon négligeable, puisque la proposition a déjà été soumise à l’épreuve de la validation empirique ? Des observations ponctuelles limitent cependant la portée de ces résultats.

Tenus pour des classiques, les travaux de Lazarsfeld, dans le droit fil de la psychologie sociale et du paradigme de Lasswell, inaugurent une espèce d’âge d’Or pour la réflexion sur les médias et l’opinion, réflexion d’inspiration principalement américaine. Avec son ouvrage de 1960, *The Effects of Mass Communications,* Joseph T. Klapper présente un bilan des résultats de cette recherche : sur le renforcement ou le changement des opinions, sur les catégories de publics, sur les attitudes sociales et les convictions morales, sur les enfants. Psychosociologue, il s’occupe principalement des effets, accordant ainsi la priorité à l’ultime interrogation où conduit naturellement le schéma de Lasswell. Dans cette voie, il tire le meilleur parti possible du modèle dit de la « piqûre hypodermique ». C’est en ce sens que culmine avec son livre le modèle psychosociologique de la communication, en même temps que s’achève une étape essentielle de la réflexion sur les médias. Étape dont la conception dominante fut qualifiée de « phénoménistique » par Klapper lui-même, parce qu’elle [579] invitait les chercheurs à porter leur attention sur les conditions de perception et de réception des messages transmis par les médias.

Si fécond et heuristique soit-il, un paradigme a pourtant ses limites. Comme le souligne James Halloran : « Il est utile de se rappeler que la méthode, pour essentielle qu’elle soit, n’est en somme qu’une façon parmi d’autres de voir et d’interpréter le monde qui nous entoure » *(Les moyens d’information dans la société. Nécessité de développer la recherche,* Études et documents Unesco, 1977).

Ce qui fait l’attrait de ces études ponctuelles, c’est malheureusement beaucoup plus une grande rigueur dans le détail que le souci réel d’expliquer l’influence des nouvelles techniques sur l’ensemble des comportements sociaux. Dès 1959, le pionnier le plus célèbre de cette sociologie, P. Lazarsfeld, avouait lui-même sa déception. « Malgré le développement quantitatif des enquêtes sociologiques sur la presse dans le monde, les progrès restent, en ce domaine, peu apparents, et les problèmes sont abordés d’une manière trop superficielle. »

Plus récemment, le sociologue britannique James Halloran disait de cette recherche « administrative » qu’elle se caractérisait essentiellement par « un choix de variables assez limité, par des classifications et des analyses qui demeurent assez rudimentaires et, dans l’ensemble, par le fait qu’elle ne repose sur aucune théorie sociologique ou psychologique ».

À l’évidence, il s’agit beaucoup plus d’une sociographie descriptive que d’une véritable sociologie. On est ici tenté de rappeler l’une des remarques de Raymond Boudon à propos de la sociologie contemporaine : « Beaucoup d’enquêtes sociologiques ou psychologiques actuelles valent davantage pour l’information qu’elles apportent sur une situation sociale définie ici et maintenant, que pour leur contribution à la connaissance des lois générales qui régissent les sociétés. »

En bref, toutes ces observations quantifiées sur les publics n’aboutissent qu’à des conclusions tout à fait décevantes. En outre, le rapprochement des résultats obtenus dans plusieurs pays, si tentant pour l’observateur, ne peut être effectué qu’avec une extrême prudence. Les conditions diverses de la réalisation des enquêtes, depuis la constitution des échantillons jusqu’à la manière de collecter les résultats, en passant par la date d’administration des questionnaires, rendent malaisées, voire impossibles, les comparaisons des résultats obtenus.

Plusieurs raisons expliquent l’unanimité de la communauté des chercheurs, européens et américains, autour de l’interrogation de Lasswell et du modèle de la piqûre hypodermique comme représentation de l’action des médias sur la politique : les unes résultant des orientations suivies à l’époque par les recherches en sciences sociales ; les autres ressortissent à l’univers plus indécis de l’opinion.

Les raisons non scientifiques, d’abord. La première tient à son affinité avec un préjugé : celui de la toute-puissance des techniques de diffusion. Au lendemain de l’expansion de la radio-diffusion et lorsque les premiers récepteurs de télévision firent leur apparition, on créditait les nouvelles techniques de communication d’un pouvoir extraordinaire. On croyait volontiers qu’il était désormais possible de faire croire n’importe quoi à n’importe qui, à condition de savoir utiliser les nouveaux instruments. Or, l’interrogation de Lasswell corrobore implicitement le préjugé : elle suggère que l’émetteur constitue le seul élément agissant et que le récepteur, [580] c’est-à-dire le public, demeure totalement passif. La réponse était donc présente, subrepticement, dans la question posée, ou plutôt dans la manière d’interroger la réalité.

Mais surtout, la question-programme répondait à une demande sociale : l’inquiétude des observateurs, des politiques et des éducateurs. À des titres divers, les uns et les autres étaient soucieux d’évaluer, sinon de mesurer, l’influence des nouvelles « usines à messages ». Ces études s’accordaient à considérer les techniques de diffusion comme une drogue, anesthésiante ou stimulante au gré du praticien, et cherchaient donc surtout à en mesurer les effets.

D’autres raisons, scientifiques, expliquent la suprématie du paradigme lasswel-lien des effets. La première tient aux avantages inhérents à la formule elle-même : avec la force de l’évidence, elle semble n’omettre aucun des maillons principaux de tout fait de communication, quel qu’il soit. En outre, elle représente cette supériorité incontestable de découper le domaine étudié en objets d’analyse nettement spécifiés.

Les autres raisons scientifiques sont peut-être plus décisives : elles résultent des courants dominants de la psychologie et de la sociologie de l’immédiat après-guerre. Courants qui, au demeurant, se prêtent un mutuel appui. En psychologie, c’est le behaviourisme qui domine. À l’encontre de l’introspection, héritée du xixe siècle, le nouveau courant se propose de mettre l’accent sur « ce qui peut être observé ». Il veut ignorer les états de conscience subjectifs, exclusif objet de la psychologie classique. À la manière des sciences expérimentales, le behaviourisme observe donc les sujets du dehors, considérant leurs comportements comme des réactions aux sollicitations diverses de l’environnement. Il prétend traiter les faits psychologiques « comme des choses », ainsi que Durkheim souhaite que l’on fît avec les faits sociaux. La psychologie se contente alors d’enregistrer les phénomènes observables, et ceux-là seuls sur lesquels il est plus aisé aux psychologues de s’accorder.

À son apogée dans les années trente et quarante, sous la férule notamment de l’Américain John Watson, la vogue du behaviourisme marqua doublement les études sur l’opinion publique et les médias. Par l’apport, en premier lieu, de sa méthodologie d’observation. Avec pour obsession de ne prendre en compte que l’observable, Watson applique aux faits psychiques le mécanisme des sciences biologiques : un stimulus entraîne une réponse. Pour lui, le schéma de toute psychologie est le réflexe. Le comportement est un montage de réflexes qui se greffent les uns sur les autres. Dans cette perspective, l’apprentissage et l’adaptation désignent l’un et l’autre la manière dont fonctionne l’ensemble des réflexes acquis et innés. Cette psychologie mécaniste, par souci de rigueur, a ainsi de nombreux points communs avec la réflexologie d’un Pavlov : elle fait du réflexe conditionné le point de départ du comportement acquis.

La psychologie behaviouriste devait ensuite privilégier, selon une pente naturelle, les études de contenu. Dès lors en effet qu’est admise implicitement cette théorie mécaniste de l’apprentissage, il devient essentiel de connaître l’environnement du sujet. À force de ne vouloir observer que l’observable, on se représente en effet l’individu isolé comme soumis à un champ magnétique d’idées, de mots clés, de slogans ou de symboles. Situé dans ce champ, l’individu est conditionné, passivement, sans que lui soit offerte la moindre possibilité de résistance. Au surplus, tout [581] cet environnement offre une prise aisée à une observation quantifiable et quantifiée. L’analyse de contenu apparaîtra ainsi comme un instrument privilégié de la sociologie de l’opinion publique et des techniques de diffusion. On parle de propagande plutôt que d’influence. Prisonnier de la théorie behaviouriste du comportement, on ne suppose pas que l’individu puisse opposer des résistances nombreuses à son environnement.

Les courants dominants de la sociologie furent également un allié sûr pour le schéma de Lasswell. À mesure que s’imposaient les statistiques et la technologie des enquêtes par sondage, la sociologie s’engageait, sous le couvert de la science, dans la voie de l’observation empirique, de l’analyse et du quantitatif. Jamais la recommandation de Durkheim – « il faut considérer les faits sociaux comme des choses » – n’avait été à ce point suivie.

Bien plus : le schéma de Lasswell, ainsi que les premiers résultats auxquels il devait conduire, s’accommodaient parfaitement avec les représentations pourtant opposées que la sociologie se donnait de la société. Jusqu’au seuil des années soixante, et parfois au-delà, deux images de la société n’ont pas cessé de fasciner concurremment l’imagination des sociologues : d’un côté, celle d’une société de masse, parfaitement « atomisée » ; de l’autre l’image d’une société hétérogène composée de micro-groupes au sein desquels se déroule le jeu de la vie sociale.

2. La politique et les médias

[Retour au sommaire](#sommaire)

Alors que les raisons de convaincre ou de « manipuler » l’opinion se multiplient, grâce à l’explosion des médias, notamment à la place prépondérante de la télévision après 1960, l’évaluation de l’ « influence » des communications persuasives passe un moment par l’établissement de coefficients de corrélation : il s’agit de mesurer la coïncidence entre la fréquentation de certains médias et l’adhésion aux idées ou aux préférences dont ils sont les vecteurs favoris.

H. A. Simon et F. Stern ont procédé pour la première fois en 1952 à l’établissement de semblables coefficients de corrélation. Les sociologues avaient alors conclu, contre leur propre attente, qu’il n’existait pas de différences significatives entre les électeurs possédant un récepteur de télévision et les autres (The effect of télévision upon voting behaviour in Iowa in the presidential élection, in *American Political Science Review,* juin 1955).

René Rémond aboutit à la même conclusion, à l’occasion du référendum d’octobre 1962. Il avait choisi le cadre départemental pour établir le coefficient de corrélation entre le nombre des électeurs ayant voté oui – position que la télévision était censée défendre avec ardeur et partialité – et la densité des récepteurs. Le résultat obtenu – 0,016 – infirmait l’idée, très répandue à l’époque, selon laquelle la télévision se rendait coupable de manipuler l’électorat. À l’occasion de cette consultation, Guy Michelat établit également des corrélations de même type, en ayant recours cette fois à la technique du sondage d’opinion (Télévision, moyens d’information et comportement électoral, *Revue française de Science politique,* octobre 1964).

[582]

La question était la suivante : « Pouvez-vous me dire comment vous avez voté lors du dernier référendum, le 29 octobre 1962 ? »

Ces résultats autorisent plusieurs conclusions. La première concerne le non dont les pourcentages sont identiques, que les électeurs soient ou non détenteurs d’un récepteur de télévision. Il apparaît ensuite que le pourcentage de oui est sensiblement plus élevé chez ceux qui regardent la télévision : cela peut être dû, il est vrai, à d’autres facteurs ayant entraîné l’achat d’un récepteur ; il faut par conséquent se garder de tirer de ces résultats une conclusion trop hâtive. Enfin, le pourcentage des abstentions est plus élevé chez ceux qui n’ont pas de récepteur de télévision : pour des raisons analogues, rien ne permet de voir dans la variation de l’abstentionnisme l’effet exclusif de la détention ou de la non-détention d’un récepteur.

Jean Stoetzel, de son côté, a observé la variation des intentions de vote des Français à mesure que se déroulait la campagne présidentielle entre octobre et décembre 1965 (Les sondages et l’élection présidentielle de 1965, *Revue française de Sociologie,* avril-juin 1966) : le sociologue compara les intentions de vote des téléspectateurs et celles du reste de l’électorat. Les résultats obtenus suggèrent une conclusion qui aurait surpris l’opinion publique de l’époque : pendant la campagne, l’intention de voter pour le général de Gaulle a diminué encore plus chez les détenteurs d’un récepteur que chez les autres. Symétriquement, l’intention de voter pour M. Lecanuet a augmenté plus parmi les téléspectateurs que parmi les autres. En outre, l’indécision a diminué dans des proportions sensiblement plus élevées chez les téléspectateurs.

Certes, ces résultats n’accréditent nullement la thèse selon laquelle l’influence de la télévision est nulle : ils n’autorisent pas davantage à affirmer qu’elle est négligeable. Mais ils obligent à admettre que cette influence, pour le moins limitée, n’est pas exclusive d’autres influences, éventuellement plus efficaces.

Paradoxalement, cette technique des corrélations n’a été utilisée que très tardivement pour l’étude de l’influence de la presse écrite. À cet égard, les observateurs ont souvent noté que la presse majoritaire conservatrice n’avait pas empêché la victoire des travaillistes anglais en 1964 et en 1966. Aux États-Unis, l’obédience républicaine de la plupart des journaux n’a pas été un obstacle à la victoire des candidats démocrates aux présidentielles : Truman, Kennedy, Johnson et Carter. De même, l’hostilité de la presse française n’a pas interdit au Front populaire d’être victorieux aux élections de 1936.

Bien plus, les enquêtes classiques sur les lecteurs de journaux montrent que la coïncidence n’est jamais parfaite entre leur clientèle effective et celle qu’ils entendent viser en priorité. Ainsi, Butler et Stokes ont tenté d’évaluer l’influence de la presse anglaise sur les préférences partisanes. En effet, les grands quotidiens britanniques ne font pas mystère de leurs préférences politiques : cette habitude a permis aux sociologues de mettre en évidence l’exposition sélective de fait des lecteurs britanniques en fonction de leurs préférences partisanes en 1963 (Butler et Stokes, 1969).

Ainsi apparaît à l’évidence la non-coïncidence entre l’affiliation partisane des lecteurs britanniques et les tendances affichées de leurs journaux habituels : un cinquième environ des électeurs travaillistes lisent un journal conservateur, et un dixième des *tories* achètent régulièrement un quotidien proche du Labour Party.

[583]

Le constat, du même coup, s’impose : l’influence des grands organes d’information est plus limitée qu’on le croit ou qu’on le dit. Une autre façon d’évaluer les limites de cette influence consiste à montrer, *a contrario,* les déterminations d’autres instances, pareillement susceptibles d’agir sur les convictions ou les comportements de chacun. En ajoutant le paramètre de la tradition politique de la famille auquel appartiennent les personnes interrogées, D. Butler et D. Stokes montrent de quel poids pèsent les traditions politiques familiales sur les choix des électeurs. Ces résultats permettent d’apprécier l’influence de la tradition familiale à la fois sur les préférences politiques des personnes interrogées et sur le choix de leurs quotidiens. Cette influence est corroborée par la manière dont se répartissent les électeurs des familles à faibles traditions politiques : en ce cas, la connivence entre les préférences des lecteurs et leurs quotidiens diminue très sensiblement. Cette dernière constatation tendrait à montrer que la presse écrite vient seulement combler le vide éventuellement laissé par la pression familiale, ce qui limite beaucoup la portée de son influence.

Reste la distinction entre l’immédiat et le court ou le moyen terme : les médias n’agiraient-ils pas sur les comportements ou les opinions politiques à la faveur exclusive du temps et de la répétition ? À coup sûr, les journaux partisans ne défendent pas leurs convictions avec une ardeur égale ; il n’est donc pas sans intérêt d’évaluer les variations de l’influence de la presse. Les fluctuations de la presse conservatrice, à la veille des élections anglaises de 1964, créaient les conditions de cette expérimentation impossible. Alors que les journaux travaillistes demeuraient constants dans leur opposition au gouvernement, les journaux conservateurs adoptaient une attitude passablement versatile, pratiquant l’alternance des louanges et des critiques.

Jusqu’en 1963, la presse conservatrice critiqua sans ménagement la politique du gouvernement Mac Millan, cependant qu’éclataient divers scandales dont ceux de Profumo et de Vassal furent les plus célèbres. Mais l’année suivante, à la veille des élections, la presse conservatrice apporta à nouveau son soutien au gouvernement. Butler et Stokes purent ainsi comparer les variations du soutien de la presse avec les probabilités de changement d’opinion parmi les lecteurs de journaux. Chez les travaillistes, dont on considère que les journaux ont gardé une hostilité égale à l’égard de leurs rivaux, les probabilités de changement parmi les lecteurs sont sensiblement les mêmes en 1963 et en 1964. En revanche, les lecteurs de la presse conservatrice évoluent dans un sens comparable à celui que les sociologues ont cru déceler dans les colonnes de leurs journaux : leur parti gagne du terrain à mesure que la presse lui apporte son soutien.

Journaux et électeurs évoluent donc parallèlement. Certes, on peut penser qu’ils subissent les mêmes influences. Sans exclure cette éventualité, les résultats obtenus par les sociologues anglais suggèrent que la presse agit non pas immédiatement, mais à court terme. En montrant que les commentaires critiques de la presse conservatrice ont précédé quelque peu le discrédit relatif du parti au pouvoir, Butler et Stokes ont apporté un argument supplémentaire en faveur de la thèse selon laquelle les médias n’agissent jamais qu’avec la complicité du temps en la faveur d’un inlassable matraquage.

[584]

L’identification des « chemins de la persuasion », pour reprendre la formule de Jean-Noël Kapferer, ou de ce que l’on peut appeler la « persuadibilité » – la capacité à se laisser convaincre ou persuader – continue à suivre deux directions principales, qui empruntent l’une et l’autre les concepts de la psychologie expérimentale et de la psychologie sociale, en même temps que leurs problématiques : la première est tournée vers les caractéristiques psychologiques des récepteurs, la seconde étudie l’efficacité différentielle des messages selon les modalités de leur présentation. Le premier type de recherche s’est surtout attaché à identifier quelles pouvaient être les prédispositions psychologiques à la persuadibilité. Ce que suggère l’intuition n’est corroboré par aucune observation empirique : comme le souligne fort justement Gérard Namer : « On ne trouve aucune corrélation avec les facultés intellectuelles : un haut niveau culturel permet une persuasion plus facile du fait d’une bonne capacité d’apprentissage mais aussi un esprit critique développé ; un haut niveau d’inférences facilite la persuasion par de bons arguments mais est un obstacle à la persuasion affective et irrationnelle » (Cazeneuve, 1976, p. 326).

Hovland, Campbell et Brock se sont efforcés, dans la même voie, d’établir une corrélation entre certains traits de la personnalité et de la « persuadibilité » : ainsi, les inadaptés, les personnalités peu agressives ou dépressives étaient supposés plus faciles à convaincre que les personnes anxieuses et portées à l’agressivité. Rien, en fait, ne vient étayer cette hypothèse : seule est indiscutable la corrélation entre l’auto-considération et la résistance opposée à l’action persuasive des messages.

En 1957, Hovland et son équipe ont mesuré l’influence du *communient* (engagement) sur le changement d’opinion. Le bon sens nous apprend en effet que lorsqu’un individu a exprimé une opinion publiquement, il se sent engagé par sa parole et exprime une certaine réticence à admettre qu’il s’est trompé. Tout se passe alors comme si cet engagement public renforçait son opinion proclamée, voire son intime conviction. On est donc fondé à croire qu’il est d’autant plus difficile de faire changer quelqu’un d’opinion qu’il a exprimé celle-ci avec force auprès des autres (Hovland et *al.,* 1957). Les sociologues créent artificiellement les conditions de cet engagement public. À propos d’une question controversée, ils présentent à des individus une série d’arguments et leur proposent d’exprimer leur opinion. Ensuite, ils leur demandent de rédiger quelques lignes où ils devront exposer franchement leur position personnelle à ce sujet. À une partie seulement des personnes observées, on affirme que leur texte signé paraîtra ultérieurement dans un recueil, auquel une large diffusion sera assurée dans le cadre de l’établissement dont ils sont les élèves. Cette perspective simule par conséquent les circonstances de l’engagement public. Et enfin, on soumet à tous les individus une nouvelle série d’arguments allant dans un sens contraire à ceux de la première série. La suggestion du bon sens est vérifiée par l’expérimentation. Les individus, qui se sont crus engagés par la publication de leur opinion, ont été beaucoup moins influencés que les autres par le second plaidoyer, dont la thèse s’opposait à celle du premier.

Une autre série de recherches s’est longtemps attachée à identifier les traits caractéristiques du message persuasif. Très longtemps on s’est borné, à la suite de Hovland, à reconnaître une efficacité plus grande aux messages dont les aspects émotifs prévalent sur les aspects proprement rationnels. La proposition a d’ailleurs [585] connu une fortune d’autant plus grande qu’elle participait de l’idée de la toute-puissance des médias, idée que l’histoire immédiate illustrait tragiquement de ses multiples souffrances. En fait, cette thèse de la supériorité des aspects émotifs dans la communication persuasive se vérifie aisément lorsque le message constitue une invitation en vue d’une action immédiate et qu’elle émane d’une collectivité importante par le nombre. Elle apparaît en revanche tout à fait incertaine, dès lors que ces deux conditions ne sont pas réunies : en d’autres termes, si le message demande un effort prolongé, ou bien quand l’initiateur de la communication persuasive est constitué par un groupe moins nombreux.

L’identification des traits du message persuasif se prête admirablement bien à l’observation *in vitro,* à l’expérimentation de laboratoire. Le principe de telles expérimentations a été fixé dès 1925 par le psychologue américain F. H. Lund *(The psychology of belief).* L’expérimentation se déroule en trois étapes. On mesure d’abord l’opinion des individus au moyen d’un questionnaire, on les expose ensuite au message que l’on souhaite leur inculquer selon un procédé donné, puis on procède à une nouvelle mesure de leurs opinions. La différence entre la première et la seconde mesure est censée représenter l’effet de la communication ou l’efficacité du procédé utilisé.

Hovland a ainsi mesuré la force persuasive de la peur. Exemple d’argument : « Si vous n’achetez pas le dentifrice X, vous perdrez vos dents par la carie. » Contre toute attente, l’étude expérimentale montre que la force de l’argumentation décroît considérablement avec la crainte ainsi suscitée : la communication est donc à l’origine d’un effet boomerang. Conclusion imposée par l’observation expérimentale qui rejoint la conclusion de Lazarsfeld et de Merton. Conclusion ainsi formulée par Gérard Namer (*in* Cazeneuve, 1976, p. 325) : « Le message persuasif est celui qui canalise vers un comportement politique et économique des passions préexistantes plus qu’il ne crée ces passions. »

Carl Hovland s’est également attaché à répondre par l’expérimentation à la question suivante : « Pour mieux entraîner l’adhésion à une proposition, faut-il présenter seulement les éléments qui la justifient ou convient-il d’y joindre également les arguments tendant à l’infirmer ? »

L’expérience fut menée au cours des premières semaines de 1945. À l’époque, les militaires américains étaient convaincus que la guerre allait encore durer un certain temps. Il fallait accréditer cette opinion auprès des soldats qui étaient impatients de finir la guerre. On divisa les soldats en groupes. Les deux premiers furent soumis chacun à un type particulier de messages ; le troisième servait de témoin pour contrôler les effets éventuels sur le changement d’opinion d’autres communications reçues entre les deux mesures : le groupe témoin ne fut soumis par conséquent à aucun programme particulier.

La conclusion de ses expériences fut double. Il apparut tout d’abord que l’effet de chaque type de communication dépendait de l’opinion préalable des sujets expérimentaux. Parmi ceux qui étaient favorables à une cessation plus rapide des combats et qu’il convenait par conséquent de convaincre, les changements d’opinion furent plus nombreux lorsqu’ils furent soumis à une argumentation équilibrée (48 % contre 30 % chez ceux qui n’avaient entendu que des arguments favorables [586] à l’idée d’une guerre longue). En revanche, si les individus étaient déjà acquis à l’idée d’une guerre longue, mieux valait ne les soumettre qu’à une présentation unilatérale de la situation. 23 % dans cette dernière catégorie changent cependant d’avis ; après avoir entendu l’argumentation équilibrée, 52 % de ceux qui étaient pourtant convaincus de l’éventualité d’une guerre longue sont revenus sur leur opinion.

En outre, les observateurs ont noté que l’effet de chacun des deux types de programme dépendait également du niveau d’instruction des auditeurs. Les individus les plus instruits se laissent plus volontiers convaincre lorsqu’on leur présente également les arguments défavorables à la position qu’on veut leur faire adopter. Par ailleurs, le message bilatéral empêche la persuasion ultérieure d’un message adverse.

La question posée par Janis et Feierabend en 1957 est différente, mais la procédure de vérification est la même. Il s’agissait de savoir si, pour convaincre une personne, il est plus efficace de lui présenter en premier lieu les arguments favorables à la proposition qu’on veut lui faire adopter, ou bien, au contraire, s’il vaut mieux attaquer de front et présenter d’abord les arguments qui s’opposent à celle-ci.

Une population de 182 étudiants fut répartie en trois groupes : deux servaient à l’expérimentation et le troisième constituait le groupe témoin. Tous les individus des groupes expérimentaux ont reçu une brochure les exhortant à se porter volontaires pour la défense civile. Ce plaidoyer présentait deux versions différentes l’une de l’autre par l’ordre de présentation des arguments favorables et défavorables. Pour mesurer l’efficacité respective des deux types de messages, on soumettait ensuite les individus à un questionnaire permettant d’évaluer l’attitude de chacun à l’égard du volontariat pour la défense civile. La conclusion s’imposa aisément : les pourcentages d’individus convertis furent beaucoup plus élevés parmi ceux qui reçurent d’abord les arguments favorables à la proposition. La preuve semblait donc administrée qu’il vaut mieux, pour convaincre quelqu’un, lui présenter en premier les arguments auxquels on escompte l’adhésion.

Les sociologues ont interprété ce résultat en termes d’approche et d’évitement. La présentation d’arguments favorables renforcerait une attitude d’approche à telle enseigne que les arguments contraires ne parviendront pas à renverser la position. À l’inverse, lorsque les arguments défavorables sont présentés en premier, ils entraînent une attitude d’évitement qui immunise pour ainsi dire l’individu contre les arguments ultérieurement avancés.

3. Après Ellul et McLuhan,  
le retour de la politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les études empiriques sur les relations médias-politique sont toujours plus nombreuses, depuis 1945, des deux côtés de l’Atlantique, à mesure que la demande ou l’inquiétude des acteurs politiques augmente. Dans chacun des domaines circonscrits par Lasswell, les travaux se poursuivent. Mais ils ne s’ordonnent plus, après 1960, autour de l’unique question des effets et du modèle de la piqûre hypodermique qui lui correspond. En même temps que Lévi-Strauss et Roland Barthes ouvrent de [587] nouveaux horizons à la réflexion sur les médias et la politique, les essais de Jacques Ellul et de McLuhan amorcent ce que l’on peut appeler un retour de la politique dans ce domaine particulier de la recherche. Retour qui emprunte aujourd’hui deux voies : d’un côté, on met en cause les « pouvoirs » des médias sur la Cité, ceux que leur prêtent, à tort ou à raison, les experts et les profanes. D’un autre côté, on s’interroge sur les vocations, sur les « missions » qui doivent être assignées aux différents médias, grands ou petits, locaux ou planétaires, nouveaux ou anciens, afin d’ouvrir de nouveaux espaces à la démocratie et de préserver les formes de la démocratie représentative.

Un premier pont semble devoir être jeté vers l’anthropologie structurale de *La Pensée sauvage* (Lévi-Strauss, 1960). Première étape dans la démarche de son fondateur, l’essai entend démontrer que les sociétés archaïques, si diverses que soient les prescriptions et les distinctions par lesquelles elles pensent le monde, obéissent toutes, en réalité, à un même et universel mode de pensée. Selon l’anthropologue, cette pensée, à la fois abstraite et concrète, obéit à une certaine logique dont procèdent les systèmes sociaux d’échanges ou de communications : celui des biens et des services, qui définit l’économie ; celui des femmes-biens, qui constituent la parenté ; celui encore des mots, qui composent le langage. C’est l’application des méthodes de la linguistique structurale aux versions multiples des mythes dans l’enclos d’une même civilisation qui permet ainsi de mettre à nu ce que Lévi-Strauss appelle les « enceintes mentales » d’une culture. Soustraits à la fois « à l’accélération de l’histoire » et à l’appropriation individuelle, ces mythes sont un lieu privilégié d’observation pour l’ethnologue.

Ce coup d’éclat de l’anthropologie structurale ne pouvait manquer de suggérer un rapprochement : en irriguant notre univers culturel de mythes inlassablement renouvelés, pourquoi les médias – les mass média, comme on disait à l’époque – ne seraient-ils pas le lieu d’où l’on pourrait le mieux discerner les « enceintes mentales » de notre culture ? Rapprochement qui renvoie lui-même à cette « culture de masse », objet de *L’esprit du temps,* livre publié en 1962 par Edgar Morin. Leo Bogart, dans *The age of television* (1956), avait déjà souligné l’uniformisation croissante des sociétés industrielles : l’expansion de la télévision, l’avènement des sociétés industrielles et celui d’une culture également « moyenne » lui paraissaient conjuguer leurs efforts pour vouer les cultures « particulières » à la disparition.

Par ses travaux, Roland Barthes ouvre également un nouvel horizon : tandis que Lévi-Strauss interroge quelques-uns des mythes archaïques d’une aire amérindienne en les décomposant en petites unités élémentaires, Barthes interpelle les mythes inconstants et inconscients des temps modernes. Bien avant la parution de ses *Mythologies,* il était acquis à l’idée de Saussure selon laquelle la linguistique ne serait peut-être qu’une « première avancée » d’une science générale des signes, la séméiologie. Selon Edgar Morin, énumérant en 1958 les « nouveaux courants dans l’étude des communications de masse » (Balle et Padioleau, 1973, p. 97), « la séméiologie barthésienne vise non seulement à explorer les systèmes non linguistiques mais aussi à s’aventurer dans le discours, c’est-à-dire s’avancer au-delà du Rubicon de la phrase qu’il y a quelques années encore, nul linguiste n’osait franchir ». Et d’ajouter : « Aujourd’hui s’avancent sur les terres du discours aussi bien les [588] premiers contingents linguistiques que les mytho-structuralistes lévi-straussiens et les commandos séméiologiques. Or le discours, c’est en même temps le message, c’est-à-dire l’objet des analyses de contenu, du w*hat* lasswellien. »

Prenant acte du double apport de l’anthropologie structurale et de la séméiologie encore naissante, Edgar Morin se fait l’avocat, dans le même article, de ce qu’il nomme l’analyse linguistico-séméiologico-structurale : « Comme l’analyse de contenu, l’analyse linguistico-séméiologico-structurale, note encore le sociologue, est immanente, c’est-à-dire ne cherche rien hors du message lui-même, mais à la différence de l’analyse de contenu, elle pose que le message a sa propre organisation qu’il faut mettre à jour. »

Sans nul doute, ces différents apports sont la continuation, par d’autres moyens et dans une perspective élargie, des analyses classiques de contenu. Et ils en ont permis l’épanouissement. Mais Elihu Katz notait à propos de « la nouvelle séméio-logie », presque dix ans plus tard : « Ce nouvel axe de recherche aboutissait à un type nouveau d’analyse en profondeur des contenus. Mais la méthode est encore loin d’être au point ; il reste encore à démontrer sa fiabilité (et que des analystes différents peuvent arriver aux mêmes conclusions) » (Rapport pour la bbc, 1977).

Bien plus que ces passerelles avec les disciplines nouvelles de l’époque, quelques essais spéculatifs du début des années soixante marqueront un tournant décisif pour la recherche sur les médias. Il n’est sans doute pas excessif de dire qu’après Jacques Ellul et Marshall McLuhan, jamais plus, dans ce domaine de la réflexion sur nos sociétés, les choses ne seront comme avant. Chacun à sa façon, le juriste-philosophe français et le professeur de lettres canadien rompent aussi bien avec le paradigme lasswellien, à l’origine d’études ponctuelles nombreuses et dispersées, qu’avec le front « linguistico-séméilogico-structural ».

Le livre *Propagandes* de Jacques Ellul (1962) peut être interprété comme une critique de l’orientation empirique des travaux américains consacrés aux médias. Ce qu’il met en doute, c’est la pertinence du modèle de la piqûre hypodermique comme représentation de l’action des médias. Selon lui, cette représentation est l’image inversée de la réalité. Le propagandiste n’est pas cet apprenti sorcier, toujours prêt à guetter des innocents pour les propagander. En réalité, le « propagande » existe avant le propagandiste, car l’homme moderne a une soif inextinguible de propagande. Il en est le complice, voire la cause et non la victime.

Dans cette interprétation, c’est donc la société moderne qui offre les conditions psychologiques, sociologiques et « objectives » qui rendent impossible la manipulation des masses par la propagande. La dissolution des groupes « organiques », tels que la famille ou le milieu de travail, expose les individus désarmés à l’action des médias alors que la sur-information nourrit leur goût pour les idéologies et accroît leur vulnérabilité à cet endroit.

À coup sûr, l’interprétation de Jacques Ellul frappe d’invalidité à la fois la façon dont les sociologues et les psychosociologues se sont représenté l’action des médias et les nombreux résultats nés de leurs observations empiriques. Dans le même temps, elle invite à prêter attention aux diverses conditions sociales, politiques ou culturelles qui favorisent l’apparition des propagandes.

*Pour comprendre les médias* est publié en 1964, deux ans après *La Galaxie Gutenberg,* [589] dont le succès a été plus relatif, moins fracassant. Alors que la recherche sur les médias éclate en secteurs multiples, le sociologue canadien rappelle que le même message peut avoir des effets très différents selon le média qui en assure la transmission.

« Le message, c’est le médium » : ce qui importe, ce n’est pas le contenu du message, mais la façon dont celui-ci est transmis et, plus encore, le média grâce auquel il est transmis. Ou bien, dans un sens plus large, cela signifie que le mode de transmission d’une culture influe sur cette culture et la transforme. En d’autres termes encore, cela implique que les moyens de diffusion et de communication, loin d’être des moyens parfaitement neutres, déterminent les modes de penser, d’agir et de sentir de la société.

Au milieu des années soixante, l’aphorisme a valeur de nouveau paradigme : il opère un renversement dans la représentation qui prévalait à l’époque quant aux relations entre l’homme et les médias. Car non seulement ceux-ci servent les desseins de celui-là, mais ils agissent également sur lui en transformant sa sensibilité, sa manière de vivre, son système de valeurs. Prolongements technologiques de l’homme, les médias, depuis la presse à imprimer jusqu’à l’ordinateur, conspirent pour changer simultanément l’homme et la société.

Par leur outrance même, les intuitions de McLuhan brisent le cercle vicieux où Lasswell risquait d’enfermer les études sur les médias. D’abord, elles frappent d’invalidité le modèle de la piqûre ou, si l’on préfère, la façon dont on s’est représenté l’action des médias depuis les premières observations de Tchakhotine sur la propagande : les effets, selon McLuhan, ne sont pas là où l’on croit ordinairement les déceler. L’important, ce n’est pas la diffusion des messages, la divulgation des idées et des nouvelles, mais bien davantage, sinon exclusivement, le message exercé par les médias sur les modes d’appréhension et de perception à la fois du monde sensible et de la réalité humaine. Dans cette voie, le discrédit atteint les analyses de contenu tout autant que les études menées jusque-là sur les effets.

Ensuite et surtout, McLuhan invite le chercheur à mettre en évidence le lien qui existe entre la nature des médias et la société globale. Faisant un véritable dogme de la corrélation entre la technologie et la culture, il oriente notamment les études dans une double voie. D’une part, il appelle l’attention sur l’ « environnement » créé dans une société par la forme qu’y revêt la communication. D’autre part, il jette une lumière différente sur les conditions du renouvellement de l’univers artistique. Selon lui, cet univers est en effet déterminé par les innovations dans le domaine des médias : ce sont elles notamment qui bouleversent les académismes. Ce qui se trouve ainsi expliqué, en dernier ressort, c’est le changement social, sous le double aspect de ses agents et de ses modalités.

Pour le politologue, le constat s’impose : jamais, depuis Balzac, les organes « d’information » n’avaient été à ce point mis en accusation au sein des démocraties occidentales. Après 1980, la contestation étend à tous les grands médias les griefs que Balzac réservait à la presse. Et elle semble n’écarter aucun des chefs d’accusation retenus par l’écrivain. De la presse, l’écrivain disait : « Si elle n’existait pas, il ne faudrait pas l’inventer. » Et il ajoutait, dans la *Revue parisienne* d’août 1840 : « La presse est en France un quatrième pouvoir dans l’État ; elle attaque tout et personne [590] ne l’attaque. Elle blâme à tort et à travers. Elle prétend que les hommes politiques et littéraires lui appartiennent et ne veut pas qu’il y ait réciprocité ; ses hommes à elle doivent être sacrés. Ils font et disent des sottises effroyables, c’est leur droit ! Il est bien temps de discuter ces hommes inconnus et médiocres qui tiennent autant de place dans leur temps et qui font mouvoir une presse égale, en production, à la presse des livres. »

Implicite ou explicite, la contestation des médias, tout au long des années soixante-dix, semble avoir fait sienne cette charge de Balzac contre la presse. À l’instar de quelques autres institutions, les « mass média » ont été mis en cause par les étudiants de la fin des années soixante, mais ils n’étaient pas, à vrai dire, la cible favorite ou privilégiée de la contestation universitaire. Mieux vaut, semble-t-il, faire remonter la grande critique des médias, principalement de la télévision, au violent réquisitoire de Spiro Agnew, vice-président des États-Unis, au lendemain d’un discours télévisé présidentiel sur le Vietnam, le 3 novembre 1969.

Après avoir annoncé le retrait total des forces américaines du Vietnam, mais sans préciser les échéances de ce désengagement, le président Nixon lança un appel à l’unité nationale demandant notamment à la majorité silencieuse de lui apporter son soutien. Dès la fin de l’intervention du Président, les commentateurs ont exprimé leurs réserves devant l’audience exceptionnellement large qui était à l’écoute. C’est cette manière de faire que Spiro Agnew dénonça comme antidémocratique : le vice-président reprocha aux journalistes de dire leur hostilité à un discours présidentiel avant même que le peuple n’ait eu le temps de se faire lui-même une opinion. Et il saisit cette occasion pour critiquer l’ensemble de l’information télévisée : la surreprésentation des minorités bruyantes, le silence autour des travaux du Congrès américain, le monopole du commentaire par les milieux new-yorkais, le mépris pour la majorité silencieuse.

Certes, il ne faut pas surestimer l’importance des retombées de ce réquisitoire sur les responsables américains de l’information télévisée. L’essentiel réside dans le fait que les chefs d’accusation retenus par Agnew contre la seule télévision nourriront le débat public autour des médias, après 1970. Au reste, les griefs se sont internationalisés pendant cette période, tandis que s’estompait la démarcation entre le régime des télévisions américaines et celui de leurs homologues du continent européen : la psychose du nombre, le conformisme, la spectacularisation de la politique… Griefs qui, parfois, sont contradictoires : les uns reprochent aux médias de mettre l’accent sur ce qui ne va pas, les ruptures, les conflits, les minorités ; les autres, à l’inverse, voient en eux l’allié « objectivement » le plus sûr de tous les *establishments.*

Après s’être durcie et internationalisée, la contestation des grands médias adopte une perspective résolument politique pour culminer, au printemps 1979, avec la convergence à Paris des analyses de Régis Debray avec celles de ce que l’on appelait alors la « nouvelle » droite. Le sociologue-philosophe prend les intellectuels français pour premier objet d’étude, dans le sillage de Pierre Bourdieu, empruntant à ce dernier ses principaux outils conceptuels. Selon lui, l’observation du « *pouvoir intellectuel »* en France constitue le passage obligé de l’analyse de « la nouvelle technologie politique culturelle induite par les mass média modernes », introduisant par conséquent au « Traité de médiologie » dont il annonce la préparation (Debray, 1979).

[591]

Régis Debray distingue ainsi trois cycles dans l’histoire moderne de l’intelligentsia française : le cycle universitaire (1880-1930), le cycle éditorial (1920-1960) et le cycle média (1968 ?). Parlant de ceux qui monopolisent les grands médias, après 1968, il entend seulement établir un constat : « Ils s’entr’égorgent, s’entre-louent, s’entr’élisent, sélectionnent, consacrent, enterrent tout ce qui publie, invente, joue, opine, dépend d’eux (…). Courtisans-courtisés, hommes et promoteurs, touche-à-tout intouchables, ils dictent leurs lois à la République des lettres, des arts et des idées : la Terreur douce (…) Cette micro-société de pensée a désormais les moyens technologiques et politiques de faire penser la société entière. »

Le diagnostic de Debray rejoint celui de la nouvelle droite de l’époque, dont l’ambition est d’enlever à la gauche marxiste, paramarxiste ou social-démocrate, le monopole du discours politique. Dans *La politique du vivant* (1979), les auteurs du Club de l’Horloge affirment : « L’univers métapolitique est désormais accaparé par une minorité intellectuelle antilibérale. Quelque deux cents intellectuels font à eux seuls les modes idéologiques ; véritables couturiers de l’esprit, ils fabriquent les prêts-à-penser de toute une société. »

À cette contestation politico-scientifique des médias s’ajoute aujourd’hui une contradiction : le schéma linéaire de Lasswell permet en effet de distinguer deux types différents d’effets, chacun faisant l’objet d’une investigation particulière. D’un côté, les effets les plus directs, les plus immédiats et les plus visibles, ceux que l’on peut baptiser « primaires », en empruntant au vocabulaire de la psychologie : aisément mesurables, ces effets sont interprétés selon le schéma behaviouriste stimulus-réaction ou, si l’on préfère, selon la relation univoque cause-effet. D’un autre côté, les effets à plus long terme sont moins apparents, plus subreptices et sans doute plus profonds : à ce titre, ils peuvent être qualifiés de « secondaires ». À leur endroit, le chercheur et surtout l’essayiste sont attentifs à la façon dont les médias influent progressivement sur les modes de penser et les modes d’agir d’une société ; leur ambition est d’établir un diagnostic « global » sur le nouvel horizon culturel.

Ainsi, les résultats sont opposés selon qu’on considère l’impact des médias à court terme ou sur le plus long terme. À la suite des travaux de Lazarsfeld et de Katz, les chercheurs se plaisent à souligner que les effets « primaires » sont variables, limités, sinon négligeables : ils enseignent les complexités du fonctionnement des réseaux d’influences, exonérant du même coup les maîtres des médias de toute responsabilité vis-à-vis de la société. À l’opposé, les essayistes sont légion, de Riesman à Debray, en passant par Ellul, Marcuse ou McLuhan, qui considèrent ou démontrent que les médias transforment profondément le style des relations entre les hommes, la substance même de la vie politique. Moins conformes aux canons établis de la rigueur scientifique, leurs diagnostics rejoignent le préjugé, celui que partagent l’opinion du grand nombre et les idéologues inspirateurs des politiques.

[592]

4. De la dénonciation de la propagande  
à celle de la désinformation

[Retour au sommaire](#sommaire)

Depuis Tchakhotine, en vérité, la dénonciation de la propagande existe, au moins dans ceux des pays où elle est autorisée, par les lois ou par les mœurs. Depuis la parution de son livre *Le viol des foules par la propagande politique* (1939, 1re éd.), les démocraties libérales n’ont guère abandonné leur hantise pour une forme d’utilisation des médias dont les nazis ont eu le génie, démoniaque et tragique. C’est aujourd’hui le crédit attribué aux études sur les techniques de persuasion qui confère toute sa fortune aux disciples de l’école de Francfort, ceux qui dénoncent aujourd’hui l’industrialisation de la culture et la « barbarie stylisée », à la suite de Théodore W. Adorno. À quelles conditions un émetteur, un organe d’information ou un « communicateur » est-il crédible et, partant, capable de persuader ? Dans quel ordre et de quelle façon convient-il de présenter les arguments pour emporter l’adhésion ? Comment déterminer la communication persuasive en fonction des attributs de chacun des destinataires ? La seule formulation de ces questions accrédite immanquablement l’idée que la communication persuasive est une technique fondée sur une science, et pas seulement sur un art.

Mais le fait décisif, c’est moins, assurément, la transformation en science ou en technique de l’art de la rhétorique, que la généralisation spectaculaire de l’emploi des techniques de la persuasion. Pendant longtemps, l’activité commerciale fut la seule à bénéficier des résultats de ces études sur la persuasion : après le temps de la réclame advenait l’âge de la publicité. Aujourd’hui aucun secteur de l’action sociale ni aucune organisation particulière ne peuvent se soustraire longtemps à l’emploi des techniques de persuasion. Mais le fait nouveau réside moins, à cet égard, dans la recherche obsessionnelle des recettes pour persuader que dans la généralisation de l’emploi de celles-ci.

Dans les sociétés occidentales, c’est assurément le marketing électoral qui, le plus souvent, retient l’attention des observateurs politiques. Dans une époque où les élections se disputent à quelques centaines de milliers de voix, il n’est certes pas indifférent d’évaluer les implications du marketing électoral en même temps que son efficacité auprès des électeurs « flottants ». Il serait même essentiel de savoir dans quelle mesure l’application des techniques de la publicité à des fins politiques modifie tout à la fois le débat démocratique, la culture politique et le fonctionnement des mécanismes présidant à la désignation des gouvernants. L’art des hommes politiques ne consiste-t-il pas, à la veille d’une consultation importante, à parler pour ne rien dire, à seule fin de ne pas froisser ces derniers indécis qui sont aussi les plus indifférents aux affaires politiques ? L’utilisation des médias à des fins électorales ne modifie-t-elle pas l’image de la politique, la hiérarchie et le contenu de ses valeurs ? Enfin, la désignation des gouvernants ne revêt-elle pas une signification différente dès lors que le marché des électeurs a fait préalablement l’objet d’études quantitatives et qualitatives systématiques ? Sans doute. Mais les études sont dans ce domaine moins rigoureuses qu’on le croit. Et bien souvent, les commentateurs [593] en disent plus qu’ils n’en savent, cédant au goût de la polémique plus volontiers qu’à l’observation humble et nécessaires des faits.

En vérité, il s’agit là d’un domaine limité, celui de la conquête des électeurs dans le cadre d’une compétition organisée. Et le marketing électoral n’est que la continuation, par d’autres moyens, d’une pratique qui remonte à l’apparition des procédures démocratiques de désignation des gouvernants : pendant longtemps, les hommes politiques ont fait du marketing électoral, comme M. Jourdain faisait de la prose, sans le savoir. Ce qui a changé, c’est qu’ils ont tous recours, aujourd’hui, aux recettes de la publicité, parfois en le disant, souvent sans le dire. Et lorsqu’ils le disent, ils sous-estiment l’efficacité d’un tel recours pour eux-mêmes et la surestiment à l’endroit de leurs adversaires ou de leurs rivaux.

La propagande, au sens fort du terme, désigne en réalité autre chose : elle est l’autre nom du totalitarisme. Ce qu’elle exprime alors, comme l’ordre totalitaire, c’est cette ardeur farouche à faire de l’unanimité des esprits l’instrument de l’unité ou de l’uniformité sociale. Les médias, en pareil cas, remplissent une triple fonction. Ils propagent l’esprit du temps, le *Zeitgeist,* ordonnant ainsi les relations sociales autour des mêmes lieux communs, créant l’apparence d’une opinion unanime. Dans le même temps, ils illustrent des modèles culturels, des façons particulières d’employer le temps, l’espace et les choses : les modes d’emploi concernent la sphère privée au même titre que la sphère de la production ou de la vie publique. Enfin, les médias légitiment inlassablement l’État, ceux qui l’incarnent et leurs accomplissements quotidiens. Les communiqués, les comptes rendus d’inauguration, les réunions de décorations : les médias trouvent partout le prétexte pour défendre et illustrer l’ordre établi.

Dans la polémique sur l’information, un autre mot a fait son apparition, au cours des dernières années : celui de désinformation. Ce qu’il désigne, pour ceux qui l’emploient, c’est la conspiration du silence autour de certains faits, ou bien la déformation que les organes d’information leur font subir, délibérément et de façon plus ou moins dissimulée. Il fait partie, par conséquent, de la critique dont les organes d’information font l’objet, dans les pays développés et dans ceux qui ne le sont pas. Depuis la fin des années soixante-dix, les grands moyens de l’information, et notamment la télévision, ont été condamnés par les uns ou les autres, experts ou profanes, simples citoyens ou hommes publics, pour ce qu’ils disent et pour ce qu’ils ne disent pas, pour la manière dont ils le disent ou pour leurs diverses insinuations.

Au-delà de ce que font ou de ce que disent les grands organes d’information, c’est la liberté de l’information qui est en cause, dans ses fondements et dans ses éléments constitutifs. La désinformation désigne alors, par un mot maladroit, ce processus à la faveur duquel la liberté de l’information, c’est-à-dire la liberté d’émettre des messages et la liberté d’en recevoir, par la voie de l’imprimé ou par celle des ondes, passe insensiblement au second plan, de plus en plus loin derrière ce que l’État détermine, en son nom, comme étant l’intérêt du public. De l’idée juste selon laquelle les organes d’information exercent une influence sur la vie publique, de l’idée juste selon laquelle ils constituent l’un des signes les plus sûrs de vitalité pour une démocratie, on tire cette conclusion, au nom même de la liberté [594] de l’information, que l’intervention de l’État sur les organes d’expression, petits ou grands, ou sur les journalistes, indépendants ou salariés, vaut mieux, au total, que la concurrence entre des organes d’information totalement soustraits à son influence.

C’est cette dérive de l’information que l’on dénonce souvent sous le nom de désinformation. Lorsque, au nom d’une représentation erronée de l’information, réputée quatrième pouvoir ou contre-pouvoir, lorsque ce pouvoir n’est pas décrété tout-puissant, l’État se réserve le monopole des ondes. Lorsque, au nom de la responsabilité sociale de la radio-télévision, l’État assigne à celle-ci un certain nombre de missions, découpées selon l’idée qu’il se fait de l’intérêt public. Quand, au nom du droit du public à l’information, l’État prétend aider les grands organes d’information, faisant ainsi de chacun d’eux un assisté potentiel. Ou qu’au nom du pluralisme, il aide les journaux avec un tel égalitarisme que seuls les plus riches bénéficient de sa sollicitude. Ou bien qu’enfin, au nom du droit d’accès de tous aux médias, au nom de l’utopie de l’information par tous, conception des années cinquante de l’information pour tous, mise au goût du jour, l’État rêve de nationaliser l’ensemble des moyens de communication ou de transmission, à seule fin de garantir à tous le libre exercice de la parole ou de la libre expression.

5. Les nouveaux médias  
et la communication éclatée

[Retour au sommaire](#sommaire)

Au tournant des années quatre-vingt, des techniques et des technologies nouvelles sont apparues, qui ne peuvent manquer de changer les voies et les règles de l’information collective et de la communication politique, en même temps qu’elles invitent à identifier les formes diverses de la communication et à redéfinir les conditions d’exercice de la liberté de parole ou de création au sein des démocraties occidentales.

Ces nouveaux moyens de communication permettent à leurs usagers d’accéder sur commande à des services ou à des programmes plus nombreux et souvent inédits : des équipements domestiques, tels que les magnétoscopes et les cassettes vidéo ; des moyens originaux d’accès individuel à des images ou à des informations de toutes sortes, comme le télétexte diffusé, le vidéotex interactif et la télévision codée ; enfin, des réseaux nouveaux de communication, locaux ou planétaires, grâce aux câbles et à leurs combinaisons éventuelles avec les satellites.

Consacrés médias, ces nouveaux instruments inspirent en alternance les espérances et les craintes les plus extravagantes. Les uns prophétisent le triomphe de l’ubiquité, le jour où n’importe qui pourra enfin accéder à n’importe qui ou à n’importe quoi, n’importe quand, de n’importe où et n’importe comment : l’avènement de la société de communication ou du « village global » de McLuhan. Les autres, à l’inverse, voient dans la multiplication simultanée des anciens et des nouveaux médias la fin de la vie privée et de la liberté individuelle : le goulag électronique, à l’image du *1984* de George Orwell, l’absolue transparence de la société ou la possibilité techniquement illimitée pour quelques-uns de surveiller [595] et d’assujettir la multitude. Roses ou noirs, ces futurs imaginaires font partie, qu’on le veuille ou non, de notre réalité d’aujourd’hui. Et ils influent sur l’avenir des médias, en assignant une vocation aux nouveaux venus, ou en confirmant nos idées reçues à propos des anciens.

La multiplication des réseaux et des services advient alors que prend fin le monopole ou le quasi-monopole des journaux sur l’information des citoyens : elle affectera le monde de notre culture, le style des relations entre les hommes, la substance même de la vie sociale. Des œuvres qui autrefois étaient vouées à la communication par rassemblement ont eu soudain accès à la diffusion par les grands réseaux hertziens. La radiodiffusion a ainsi libéré des servitudes du rassemblement, la conférence, la musique et le théâtre. Aujourd’hui, les vidéogrammes sont des objets que l’on vend et non plus des œuvres que l’on offre à voir dans les salles de cinéma, ou que l’on diffuse sur les écrans de télévision.

Plus récente, l’abolition des frontières entre les médias est assurément plus spectaculaire. Pendant longtemps, les grands médias ont constitué chacun un univers particulier, à la fois technique, social et culturel. La presse écrite et le cinéma, la radio et la télévision, les télécommunications et l’informatique se sont développés, chacun, en spécialisant leurs activités respectives, selon la logique de la division du travail. Aujourd’hui, les liaisons se multiplient, imprévisibles ou à peine imaginables il y a quelques années seulement, avant 1980. Non seulement les instruments sont multifonctionnels et les canaux de transmission, dans une certaine mesure, polyvalents, mais certaines activités de création ignorent désormais les frontières entre les médias. Ainsi, la redistribution des tâches et l’abolition relative des frontières entre les médias marquent l’avènement d’un nouveau réseau : plus ou moins ramifié, il transmet des messages qui utilisent un langage universel, celui du codage numérique. D’un même mouvement, les ramifications de ce réseau favorisent l’expression de communautés restreintes, et elles transcendent les frontières, ouvrant ainsi de larges brèches dans les monopoles nationaux de diffusion et de télécommunications.

L’éclatement de la communication ou, si l’on préfère une autre formulation, la diversité accrue des formes que revêt la communication par les médias est une invitation à adopter une nouvelle problématique : plutôt que de tenter de mettre à nu les influences réciproques des médias et de la société, mieux vaut s’efforcer d’évaluer la part respective des différentes modalités de communication effectivement instaurées ou susceptibles d’être instaurées par les médias (Balle, 1984, p. 678).

Très souvent, les professionnels ou les chercheurs sont tentés d’établir une typologie des médias en fonction des modalités de la communication que ceux-ci instaurent entre les groupes ou entre les individus. Ainsi, on continue de distinguer les médias selon qu’ils établissent une communication « de masse » ou une communication « de groupe ». À la distinction chère à René Berger entre les mass média et les « meso média » (médias de groupe), Jean Cloutier ajoute la catégorie des « self média », désignant ainsi tous ceux des médias qui individualisent l’enregistrement et la diffusion des messages.

En fait, il n’y a pas nécessairement coïncidence entre la technique choisie (le média) et la modalité de communication instaurée grâce à elle. C’est du moins [596] ce qu’enseigne l’histoire récente des médias : les médias qui sont baptisés « de masse » s’adressent de plus en plus souvent – ou de plus en plus longtemps – à des publics spécifiques ou minoritaires ; de même, les vidéo-cassettes, réputées « self-media » ou « groupmedia », sont bien souvent le support de programmes destinés à des publics nombreux, hétérogènes et dispersés. À l’exception de ceux qu’on appelle les selfmedia, tous les médias peuvent en réalité s’adresser à tout le monde ou à quelques personnes, selon le gré de leurs utilisateurs : en ce sens, ils constituent tantôt des moyens de grande diffusion, tantôt l’instrument de communications interpersonnelles.

Au sein de la communication médiatisée, une double distinction est donc à opérer ; d’un côté, en fonction du caractère massif ou singulier de la communication, ou bien, si l’on préfère un autre langage, selon la stratégie qu’elle poursuit, « majoritaire » ou « minoritaire » ; et de l’autre, selon sa proximité et ses affinités avec l’une ou l’autre des deux formes opposées de la communication sociale, institutionnalisée ou interpersonnelle. Double distinction qui fait apparaître quatre situations distinctes.

*– Première situation :* le média prolonge et, le cas échéant, il amplifie une communication singulière, personnalisée et interpersonnelle dans son essence. Et simultanément, il touche un public différencié et aisément identifiable : ainsi, certaines lettres dites « confidentielles », les bulletins de liaisons. Et également certains micromédias dont le public est différencié et captif, et qui se consacrent à des centres d’intérêts nettement circonscrits, affermissant ainsi des solidarités préexistantes et permettant même à certaines d’entre elles de s’affirmer. Ou bien encore certaines rubriques ou certains programmes radiodiffusés très spécialisés. Instruments d’une communication plus ou moins interactive ces « minority-media » président à des échanges approximativement équitables : c’est du donnant-donnant. Avec interchangeabilité des rôles entre émetteurs et récepteurs de messages : les uns comme les autres sont alternativement informateurs et informés. Entre eux, le processus d’identification réciproque est à son comble. De façon asymptomatique, la communication tend vers le face-à-face.

*– Deuxième situation :* tout en prolongeant une communication de type interpersonnel, le média vise un public nombreux et indifférencié. Le support devient un lieu de paroles disparates, destinées à tout le monde ou à personne, sur un fond d’idées reçues. Ainsi, la presse dite « alternative », les radios locales, les télévisions dites « communautaires ». La permutation des rôles entre émetteurs et récepteurs de messages est due à la proximité géographique des usagers potentiels du support de la communication, non à leur appartenance à un univers culturel. Peut-être l’expression de diffusion communautaire conviendrait-elle moins mal que d’autres pour désigner cette forme particulière de communication.

– *Troisième situation :* le média constitue l’organe d’expression officiel d’une institution et il ne cherche à atteindre, de toute évidence, qu’un public composé d’initiés, d’avertis, de convertis, de fidèles. En pareil cas, le support est le faire-valoir d’une organisation : il prolonge en la servant une communication institutionnelle. Privées de pareils porte-voix, les organisations des sociétés modernes sont du reste menacées jusque dans leur existence. Ainsi, les journaux partisans écrits [597] pour les seuls militants, les revues d’experts écrites par des experts et pour des experts. La fonction des supports est de maintenir le moral des troupes, de consolider et de mobiliser éventuellement une solidarité préexistante. Il s’agit d’une situation de propagation institutionnelle. Car cette forme de communication se caractérise à la fois par son asservissement à une institution donnée et par le caractère singulier des relations qu’elle établit : une parole est dispensée, un discours unique est tenu.

– *Quatrième situation :* l’organe officiel d’une institution – un parti, une église, un courant de pensée, un syndicat –, entend s’adresser à tous, sympathisants ou non, rétifs ou captifs, public à convaincre ou public déjà converti. En pareil cas, la communication a pour unique finalité de convaincre. Le communicateur devient alors un véritable vulgarisateur, instituteur d’un public qu’il convient de captiver avant de l’instruire. Et le support qu’il utilise est un instrument de persuasion, de prosélytisme, de propagande. Persuasion qui se fait plus subreptice ou plus clandestine que dans le cas de figure précédent. Ainsi ces grands journaux des sociétés les plus riches, ceux-là mêmes qui se veulent organes d’information générale tout en affichant avec plus ou moins d’ostentation leur appartenance à un courant de pensée ou à un parti politique donné. Il s’agit alors d’une diffusion persuasive : les médias prolongent les institutions, leur servent de faire-valoir et ils espèrent rallier à leur cause le plus grand nombre possible d’indécis.

Ainsi, les médias sont les instruments de communications plus ou moins proches de l’une ou l’autre des deux autres modalités de la communication sociale : la communication interpersonnelle et la communication institutionnalisée. Selon les cas, ils les prolongent, les amplifient, les modifient ou les supplantent.

Les « mass média » – grands quotidiens, *news magazines,* radios et télévisions aux audiences étendues et hétérogènes – occupent cet espace laissé vacant, en chaque société, entre les autres modalités de la communication, soit, d’un côté, les prolongements de la communication interpersonnelle, et de l’autre, ceux de la communication institutionnalisée. C’est dans cet espace plus ou moins vaste qu’ils assument, en des proportions infiniment variables, diverses fonctions qui influent chacune sur la politique, entendue à la fois comme effort pour légitimer les formes diverses de l’autorité et comme l’agrégation plus ou moins spontanée des intérêts particuliers et leur transfiguration en intérêt public : informer la société sur elle-même, mettre en relation entre eux les groupes qui la constituent, permettre enfin à une culture de s’exprimer par la reproduction ou la création. Véritablement massive par le nombre de ses destinataires potentiels ou effectifs, cette communication entretient avec une hypocrisie et des succès variables l’illusion de son indépendance vis-à-vis des organisations qui constituent les cadres principaux de la société. Ce qui ferait la force de ces organismes d’information – leur crédibilité – est, en un sens, leur capacité à convaincre que le respect des procédures et de la moralité professionnelles les prémunit contre tout danger d’asservissement.

En même temps qu’elle préside à l’éclatement de la communication politique, l’arrivée des nouveaux médias invite à un examen différent des conditions d’exercice de la liberté de parole ou de création, des conditions de formation et d’expression [598] des opinions, quel qu’en soit l’objet. Pendant longtemps, la liberté de l’information s’est identifiée à la seule liberté de la presse écrite. La concurrence entre des sources et des organes d’information indépendants des gouvernants représentait et continue de représenter, dans les pays occidentaux, ce qu’est la compétition des partis pour leurs régimes politiques. Né de la représentation de l’*Aufklärung,* l’idéal de l’information pour tous justifie encore, dans nos démocraties, chacun des éléments du régime juridique s’appliquant à la presse : la liberté de créer des organes d’information, des agences ou des journaux, et les limitations de la liberté de publier ou de rendre publics certains faits, dès lors que cette publication porterait atteinte à d’autres libertés également garanties par la société. Aujourd’hui, la presse a perdu son monopole sur l’information, même au sens étroit du terme. Et les médias, plus nombreux et variés, ont diversifié les messages offerts au public : l’information désormais ne se confond plus avec les seules nouvelles de l’actualité.

La fin du monopole de la presse écrite, la multiplication et la différenciation des domaines de l’information : cette double évolution conduit tout à la fois à la contestation des monopoles publics de radio-télévision et à une formulation différente du problème de la liberté d’expression. Pourquoi ce qui est bon pour la presse écrite – la concurrence et l’initiative privée – serait-il nécessairement pervers pour la radio et la télévision ? Le constat en effet s’impose, à mesure que les capacités de transmettre le son et l’image augmentent : les monopoles érigés par les États européens demeurent ce qu’ils étaient, non par la nature des choses mais par la volonté des hommes. Jamais leur mise en accusation n’aurait atteint de tels sommets si les nouveaux médias n’avaient à ce point fait parler d’eux. Ainsi, les idées se mêlent aux faits pour inviter à penser différemment le problème de la liberté d’expression : la possibilité d’accéder sans discrimination et sur commande individuelle aux informations et aux œuvres de son choix apparaît désormais comme le pendant nécessaire à la liberté de rendre publiques des nouvelles ou des opinions. En d’autres termes, la liberté d’expression se définit à la fois par la liberté d’émettre des messages et par la liberté d’en recevoir. Et ce qui définit la démocratie, ce n’est pas la quantité de nouvelles ou de journaux, mais la lutte inlassablement menée contre des discriminations, toujours renaissantes, du côté de ceux qui parlent, et du côté de ceux qui écoutent.

L’irruption de nouvelles techniques nous interroge sur les pouvoirs des médias. Elle invite à définir pour la liberté d’expression une nouvelle problématique, pour parler dans la langue des pédants. En troisième lieu, elle pose le problème des relations entre l’État et les moyens d’expression et, du même coup, la question des principes dont celui-là se réclame pour exercer une action à l’endroit de ceux-ci. En aucune époque, ces principes n’ont été à ce point contradictoires. D’un côté, les démocraties pluralistes se soumettent aux lois du marché, aux commandements de la confiance dans les mécanismes d’ajustements réciproques de l’offre et de la demande. Ce sont ces commandements qui, en dernière analyse, apportent une légitimité au régime d’initiative et de concurrence auxquels sont soumis les médias, grands ou petits. Mais d’un autre côté, les mêmes démocraties, au fil des années, invoquent de façon toujours plus explicite la « responsabilité sociale » des médias, en même temps que le droit de tous à l’information ou à la culture. Joint à l’idée, [599] vraie ou fausse, du pouvoir des médias sur la société, le double argument commande aux États d’édicter des réglementations au nom de l’intérêt public. Dans ces pays, tout se passe donc comme si, dans un même élan, on proclamait son attachement au marché ou au dogme du client-roi, tout en affirmant sa détermination à soustraire de ces lois, au nom de la démocratie, une part toujours plus grande des moyens et des contenus de l’information. À ce point, la contradiction renvoie, de toute évidence, à la juxtaposition en notre époque de deux conceptions différentes des libertés publiques : la première, issue d’un certain xixe siècle, qui conçoit les libertés comme des résistances au pouvoir, ce qui limite l’intervention des gouvernants au seul maintien des règles du jeu ; la seconde, née et mise en œuvre au lendemain de la seconde guerre mondiale, qui tient l’État pour l’ultime garant de libertés qu’il convient de créer ou d’ « aménager », au profit des citoyens.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour au sommaire](#sommaire)

Albert (Pierre), 1978, *La presse française,* Paris, La Documentation française (Notes et Études documentaires).

Anderson (David), James (B. G.), 1976, *Privacy and public disclosures under the freedom of information act,* Tarlton library.

Antoine (Jacques), 1972, *Le pouvoir et l’opinion. Essai sur la communication sociale,* Paris, Denoël.

Aron (Raymond), 1957, *Signification politique de la radio-télévision dans le monde,* Cahiers d’études de radio-télévision.

Aron (Raymond), 1965, *Essai sur les libertés,* Paris, Calmann-Lévy.

Balandier (Georges), 1980, *Le pouvoir sur scènes,* Paris, Balland.

Balle (Francis), 1984, *Médias et société,* Paris, Éditions Montchrestien.

Balle (Francis), Eymery (Gérard), 1984, *Les nouveaux médias,* Paris, puf.

Balle (Francis), Padioleau (Jean), en coll., 1973, *La sociologie de l’information,* Paris, Larousse.

Baudrillard (Jean), 1972, *Pour une critique de l’économie politique,* Paris, Gallimard.

Berelson (Bernard), Lazarsfeld (Paul), Gaudet (Hazel), 1944, *The people’s choice,* New York, Columbia University Press.

Bertrand (Claude-Jean), 1982, *Les médias aux États-Unis,* Paris, puf, coll. « Que sais-je ? ».

Blumler (J. G.), éd., 1983, *Communication voters,* Beverly Hills, Sage.

Bogart (Leo), 1956, *The Age of television. A study of viewing habits and the impact of TV on American life,* New York.

Bogart (Leo), 1969, *Current controverse in marketing research,* Chicago, Markham Publ. Camp.

Boorstin (D.), 1963, *L’image,* Paris, Julliard.

Butler (D.), Stokes (D.), 1969, *Political change in Britain,* Londres, Mac Millan.

Cadet (A.), Cathelat (B.), 1968, *La publicité, de l’instrument économique à l’institution sociale,* Paris, Payot.

Campbell (A.), Converse (P.), Miller (W.), Stokes (D.), 1960, *The american voter,* New York, Wiley.

Cazenave (François), 1984, *Les radios libres,* Paris, puf.

Cazeneuve (Jean), 1972, *La société de l’ubiquité,* Paris, Denoël.

Cazeneuve (Jean), 1976, *Les communications de masse,* Paris, Denoël.

Chariot (Monica), 1970, *La persuasion politique,* Paris, A. Colin.

Comstock (G.), 1981, *Television in America,* Londres, Sage.

Cotteret (Jean-Marie), 1973, *Gouvernants et gouvernés. La communication politique,* Paris, puf.

Cotteret (Jean-Marie), Émeri (Claude), Gerstlé (Jacques), Moreau (René), 1978, *Giscard-Mitterrand, 54 174 mots pour convaincre,* Paris, puf.

[600]

Cotteret (Jean-Marie), Ayache (Gérard), Dux (J.), 1984, *L’image des multinationales en France dans la presse et l’opinion publique,* Paris, puf.

Debbasch (Charles), 1969, *Le droit de la radio et de la télévision,* Paris, puf, coll. « Que sais-je ? ».

Debray (Régis), 1979, *Le pouvoir intellectuel en France,* Paris, Ramsay.

Dichter (Ernest), 1961, *La stratégie du désir, une philosophie de la vente,* traduit de l’américain, Paris, Fayard.

Domenach (Jean-Marie), 1979, *La propagande politique,* 8e éd., Paris, puf, coll. « Que sais-je ? ».

Driencourt (Jacques), 1950, *La propagande, nouvelle force politique,* Paris, Armand Colin.

Durandin (Guy), 1956, *Propagande et publicité,* dans H. Piéron, *Traité de psychologie appliquée,* liv. V, Paris, puf.

Durandin (Guy), 1982, *Le mensonge en propagande et en publicité,* Paris, puf.

Ellul (Jacques), 1963, *Propagandes,* Paris, Armand Colin.

Ellul (Jacques), 1967, *Histoire de la propagande,* Paris, puf, coll. « Que sais-je ? ».

Ellul (Jacques), 1981, *La parole humiliée,* Paris, Éditions du Seuil.

Erickson (R.), Luttberg (N.), Tedin (K.), 1980, *American public opinion,* New York, J. Wiley.

Escarpit (Robert), 1976, *Théorie générale de l’information et de la communication,* Paris, Hachette.

Escarpit (Robert), 1978, *L’écrit et la communication,* Paris, puf, coll. « Que sais-je ? ».

Escarpit (Robert), 1981, *Théorie de l’information et pratique politique,* Paris, Éditions du Seuil.

Faucher (J. A.), Jacquemart (N.), 1969, *Le quatrième pouvoir, la presse française de 1830 à 1960,* Paris, Éditions Jacquemart.

Glowinski (A.), 1980, *Télécommunication, objectif 2000,* travail collectif, Paris, Dunod.

Grosser (Alfred), 1972, *Hitler, la presse et la naissance d’une dictature,* 3e éd., Paris, Armand Colin.

Habermas (Jürgen), 1978, *L’espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise,* trad. de l’allemand par M. B. Launay, Paris, Payot.

*Handbcok of political communication, e*d. by D. Nimmo et K. R. Sanders, 1981, London, Eagen.

Hess (S.), 1974, *The presidential campaign,* Washington, Brookings Institution.

Hoppenkamps (H.), 1977, *Information oder Manipulation ? Untersuchungen zur Zeitungsberichterstattung über eine Debatte des Deutsches Bundestages,* Tubinger, Max Niemeyer Verlag.

Hovland (Carl) *et al.,* 1957, *The order of presentation in persuasion,* New Haven, Yale Univ. Press.

Kapferer (Jean-Noël), 1984, *Les chemins de la persuasion. Le mode d’influence des médias et de la publicité sur les comportements,* nouv. éd., Paris, Dunod.

Katz (Elihu), Lazarsfeld (Paul), 1955, *Personal influence ; the part played by the people in the flow of mass communications,* Glencoe, Free Press.

Katz (Elihu), janvier 1977, *La recherche sociale sur la radiodiffusion ; propositions pour un nouveau développement.* Rapport établi par le Pr El. Katz, pour la bbc, trad. de l’anglais par S. Didelot, Londres-Paris, bbc, Radio-France, 1978.

Klapper (Joseph T.), 1960, *The effects of mass communication,* New York, Free Press (Foundation of Communication Research).

Koschwitz (Hans Jurgen), 1974, *Publizistik und politisches System,* München, Piper Verlag.

Lang (K.), Lang (G. E.), 1968, *Television and politics,* Chicago, Quadrangle.

Lasswell (Harold), Leites (Nathan), 1949, *The language of politics. Studies in quantitative semantics,* New York, Stewart.

Lemert (J. B.), 1981, *Does mass communication change public opinion after all ? : a new approach to effect analysis,* Chicago, Nelson-jall.

Lipset (Seymour Martin), 1981, *Political Man,* Expended Edition, John Hopkins.

Lipset (Seymour Martin), Schneider (William), 1983, *The Confidence Cap,* New York, Free Press.

Marcuse (Herbert), 1968, *L’homme unidimensionnel. Essai sur l’idéologie de la société industrielle avancée,* trad. de l’anglais par M. Wittig et l’auteur, New York, Free Press.

Mass Media et idéologie aux États-Unis, in *Revue française d’Études américaines,* vol. III, n° 6, octobre 1978.

McLuhan (Marshall), 1962, *La Galaxie Gutenberg,* Paris, Marne.

McLuhan (Marshall), 1964, *Pour comprendre les médias,* Paris, Le Seuil.

Megret (M.), 1956, *La guerre psychologique,* Paris, puf, coll. « Que sais-je ? ».

[601]

Merle (Marcel), 1979, Le rôle de l’information dans le processus de la communication internationale, in *Documents. Revue des questions allemandes,* décembre.

Miquel (Pierre), 1972, *Histoire de la radio et de la télévision,* Paris, Richelieu.

Morin (Edgar), *L’esprit du temps,* Paris, Grasset.

Nimmo (Dan), 1978, *Political communication and public opinion in America,* Santa Monica, Goodyear.

Nimmo (Dan), Combs (J.), 1980, *Subliminal politics,* Englewood Cliffs (nj), Prentice Hall.

Packard (Vance), 1984, *La persuasion clandestine,* nouv. éd. actualisée, Paris, Calmann-Lévy.

Paillet (Marc), 1974, *Le journalisme. Fonctions et langages du quatrième pouvoir,* Paris, Denoël.

Patterson (T. E.), 1980, *The mass media election,* New York, Praeger.

Perry (J. M.), 1958, *The News Politics. The expanding technology of political manipulations,* London, Weindenfeld & Nicholson.

Pigasse (Jean-Paul), 1975, *La difficulté d’informer. Vérités sur la presse économique,* Paris, A. Moreau.

Pool (Ithiel de Sola), Schramm (N.), *Handbook of communication,* Chicago.

Riesman (David), 1964, *La Foule solitaire. Anatomie de la société moderne,* Paris, Arthaud.

Rosenbloom (H.), 1979, *Politics and the média,* Fitzray Scribe Publications.

Rubin (B.), 1977, *Media, politics and democracy,* New York, Oxford University Press.

Sauvy (Alfred), 1949, *Le pouvoir et l’opinion,* Paris, Payot.

Schaeffer (Pierre), 1970, *Les machines à communiquer,* t. 1, 1972, t. 2, Paris, Éditions du Seuil.

Schmidt-Scheeder (G.), 1977, *Reporter des Hölle. Die Propaganda-Kompanien im 2. Weltkrieg. Erlebnis und Dokümentation,* Stuttgart, Motorbuch Verlag.

Schwartzenberg (Roger-Gérard), 1977, *L’État spectacle. Essai sur et contre le* « *star-system » en politique,* Paris, Laffont.

Servan-Schreiber (Jean-Louis), 1972, *Le pouvoir d’informer,* Paris, Laffont.

Smith (B.), Lasswell (H.), Casey (R.), 1946, *Propaganda, communication and public opinion. A comprehensive guide,* Princeton, Princeton up.

Sommerlad (E. Lloyd), 1975, *Systèmes nationaux de communication, questions de politiques et options,* Paris, Unesco.

Tchakhotine (Serge), 1939, *Le viol des foules par la propagande politique,* Paris, Gallimard.

Tchakhotine (Serge), 1952, *Le viol des foules par la propagande politique,* nouv. éd., Paris, Gallimard.

Terrou (Fernand), Solal (Lucien), 1951, *Le droit de l’information,* Paris, Unesco (La presse, le film et la radio dans le monde d’aujourd’hui).

Terrou (Fernand), 1955, *L’information et l’État,* Paris, École nationale d’Administration.

Terrou (Fernand), 1979, *L’information,* Paris, puf, coll. « Que sais-je ? ».

Toussaint-Desmoulins (Nadine), 1978, *L’économie de l’information,* Paris, puf, coll. « Que sais-je ? ».

Tunstall (Jeremy), 1971, *Journalists at work,* London, Consyable.

Tyrrel (R.), 1981, *The work of the television journalist,* 2nd ed., London, Focal Press.

Victoroff (David), 1978, *La publicité et l’image,* Paris, Denoël-Gonthier.

Voyenne (Bernard), 1980, *L’information aujourd’hui,* Paris, Armand Colin.

*What news : the media in American society,* Elie Abel ed., San Francisco, Institute for Contemporary Studies ; New Brunswick.

Winn (Marie), 1979, *TV Drogue ? (the Plug in drug),* traduit de l’américain par J. Chambert et J. Piveteau, Paris, Fleurus.

White (T. H.), 1961, *Comment on fait un président. La victoire de Kennedy,* Paris, Laffont.

Wyckoff (G.), 1968, *The image candidates. American politics in the age of television,* New York, Mac Millan.

Yorre (I.), 1978, *The technique of television news,* London, Focal Press.

[602]

[603]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

Chapitre IX

“ÉLITES ET LEADERS.”

Par Colette YSMAL

[Retour au sommaire](#sommaire)

Personnel politique, professionnels, élites ou leaders, ces termes (sans même parler de leurs équivalents anglo-saxons tels *decision-makers* ou *ruling class)* couramment employés les uns à la place des autres montrent sans doute l’absence d’une théorie systématique de l’ensemble des agents « qui participent à la lutte pour la conquête et l’exercice du pouvoir politique » (Gaxie, 1973). Personnel politique, voire *decision-makers,* sont sans doute les plus neutres ou les plus platement descriptifs : ils couvrent un recensement de tous ceux qui œuvrent à l’intérieur de l’entreprise politique opposé, en droit sinon en fait, aux autres entreprises de la société. Ils sont aussi ceux qui ouvrent le champ le plus vaste, des adhérents de parti aux ministres en passant par les dirigeants des formations politiques, les élus locaux ou les parlementaires… Certains auteurs proposent même d’y inclure les journalistes politiques ou les membres de l’Administration…

Professionnels, élites ou leaders renvoient, en revanche – et même si ceux qui l’emploient n’en ont pas toujours conscience – leader, par exemple, est purement et simplement employé comme synonyme de responsable ou de dirigeant –, à un univers théorique. Ils sont un parti pris sur la réalité, une manière d’opposer déjà des acteurs possédant certaines caractéristiques à d’autres qui ne les ont pas. « Professionnels » renvoie à son contraire : non-professionnel ou à amateur ; élite à masse et *leader* à *follower.* Quelles que soient les caractéristiques retenues, l’entreprise a pour première conséquence de réduire le groupe [[484]](#footnote-484). Dans sa synthèse de tous [604] les travaux consacrés aux élites politiques, Putnam (1976) réserve ainsi la dénomination d’élite à « ceux qui ont plus de pouvoir que d’autres », le pouvoir étant de son côté « la puissance d’influencer réellement (directement ou indirectement) la politique et l’activité de l’État » et ne traite effectivement que des parlementaires, des ministres ou présidents, voire de la Haute Administration. Réduction fâcheuse qui élimine notamment, sauf dans le cas des pays communistes où l’État tend à confondre avec le parti, les élites partisanes et à laquelle pour notre part nous ne céderons pas [[485]](#footnote-485). Plus profondément, cependant, l’usage des mots élites et leaders désigne l’existence d’une différence, voire d’une coupure entre ceux qui sont censés en être et ceux qui n’appartiennent pas au monde du pouvoir. Une fois dissipée l’illusion d’une représentativité absolue de l’élite politique par rapport à l’ensemble social dans lequel elle s’insère et qu’elle régit, se trouve peu ou prou mise en cause l’existence de la démocratie elle-même. Dès lors les élites règnent sur une masse plus ou moins indifférenciée et plus ou moins manipulée. On retrouve là les théories élitistes nées à la fin du xixe siècle et représentées par Pareto, Mosca ou Michels, théories qui fondent l’indépendance ou l’autonomie de l’élite politique par rapport au reste de la population. Ce n’est pas un hasard si la traduction en anglais des travaux de Gaetano Mosca porte le titre de *The ruling class,* classe renvoyant à un ensemble homogène, clos et porteur de caractéristiques spécifiques.

Les penseurs élitistes définissent largement l’horizon sous lequel se déploie la grande majorité des études empiriques concernant les élites politiques. Nous disons bien horizon et non pas cadre théorique tant est souvent tenu ou arbitraire le lien qui unit les enquêtes et les pères fondateurs de la sociologie des élites. Dans la plupart des cas, il ne s’agit pas d’en vérifier les hypothèses ou les axiomes. Toutefois les grands ancêtres continuent à façonner les problématiques générales : par exemple celle de l’autonomie qui parcourt l’examen des relations entre élite et structure sociale ou la recherche des qualités spécifiques de l’élite politique. On peut citer aussi la circulation des élites ou encore l’examen des différents types de leadership.

Section 1

L’autonomie des élites politiques :  
élite et masse

[Retour au sommaire](#sommaire)

La problématique de l’autonomie qui traverse toute étude des élites politiques et du leadership peut, toutefois, être entendue de manières différentes. On ne traitera pas ici de la traditionnelle querelle entre théoriciens monistes défenseurs [605] de l’unité d’une « classe dirigeante » (Miliband, 1969) ou d’une « élite du pouvoir » (Mills, 1969) dans laquelle se dissout la spécificité des dirigeants politiques par rapport à ceux de l’économie, de l’armée ou de l’Administration et théoriciens pluralistes qui, comme Robert Dahl (1971), constatent la pluralité des groupes dirigeants, la différenciation des rôles d’autorité et la perméabilité de la « strate politique » à tout individu qui « par ses intérêts et ses soucis se sent attiré par le mode de pensée politique particulier à la strate » (Dahl, 1971, p. 102) [[486]](#footnote-486). Comme le remarque Kornhauser (1961), il y a là l’opposition de deux portraits du pouvoir aux États-Unis. Si bien que la controverse trouve vite ses limites et tend plutôt à appauvrir les recherches sur le personnel politique ou à les enserrer dans le carcan des affrontements idéologiques sur le caractère de la démocratie américaine et le modèle qu’elle peut représenter pour l’analyse des pays industriels et avancés, voire de toutes les sociétés. En revanche, plus significatifs sont d’une part la tradition élitiste, d’autre part l’héritage weberien qui tous deux posent la question de l’objet élites politiques, de sa réalité et de ses conditions d’existence.

1. Mosca, Pareto, Michels  
et le fait oligarchique

[Retour au sommaire](#sommaire)

En contradiction avec les idées démocratiques du xixe siècle et l’idéal socialiste d’une démocratie totale dans une société sans classe, Vilfredo Pareto, Gaetano Mosca et Roberto Michels affirment tous trois la thèse de la séparation des gouvernants et des gouvernés et l’existence d’une couche particulière de personnes qui constituent l’élite, c’est-à-dire une oligarchie peu nombreuse et possédant des qualités propres.

A. LE FAIT OLIGARCHIQUE

Pour les deux auteurs italiens, il s’agit d’une pétition de principe tant ils posent en axiome que, dans toute société, existent une classe qui dirige et une autre qui est dirigée. Ainsi Pareto (1965), après avoir expliqué ce qu’il appelait élite et mis à part ce qui, au sein de l’ensemble global, constitue l’ « élite gouvernementale » ou ceux qui « jouent directement ou indirectement un rôle notable dans le gouvernement », conclut-il : « Nous avons donc deux couches dans la population : 1° la couche inférieure, la classe étrangère à l’élite (…) ; 2° la couche supérieure, l’élite qui se divise en deux : *a)*l’élite gouvernementale ; *b)*l’élite non gouvernementale. » À quoi fait écho Mosca (1939) lorsqu’il écrit : « Dans toutes les sociétés – depuis celles qui sont très peu développées et ont à peine atteint l’aube de la civilisation jusqu’aux sociétés les plus avancées et les plus puissantes – deux classes d’hommes [606] apparaissent, une classe qui dirige et une classe qui est dirigée. La première classe, toujours la moins nombreuse, remplit toutes les fonctions politiques, monopolise le pouvoir et profite des avantages qu’il procure alors que la deuxième, la plus nombreuse, est dirigée et commandée par la première d’une manière plus ou moins légale, plus ou moins arbitraire ou violente. »

En revanche, c’est à une longue et cohérente démonstration que se livre Roberto Michels (1914). Si le sociologue allemand tient pour prouvé que les régimes politiques de son époque et les partis conservateurs ne sont pas démocratiques, il lui reste à déterminer si l’absence de démocratie est liée à la nature particulière de ces régimes ou de ces partis ou bien s’il s’agit d’une loi plus générale. Pour ce faire il prend comme objet de son enquête le Parti social-démocrate allemand dans la mesure où celui-ci devrait être, au regard de son idéologie et de son programme, le cas le plus favorable à la réalité d’une pratique démocratique. Si les partis socialistes ne sont pas démocratiques, c’est que la démocratie elle-même n’est pas viable ou n’est pas réalisable. Or, au terme de son étude du spd, Michels montre la « loi d’airain de l’oligarchie ». « Qui dit organisation dit tendance à l’oligarchie », et division du groupe en une minorité dirigeante et une majorité dirigée. À mesure que l’organisation se développe, le droit de contrôle de la masse sur les dirigeants devient de plus en plus illusoire faute de temps, de compétence et de pouvoir. Il y a différenciation naturelle des organes et des fonctions. Dans le cas d’un parti politique, le gouvernement direct de la masse est supplanté par le pouvoir des comités. Les adhérents renoncent à diriger ou même à surveiller les affaires administratives et les choix politiques. Ils se voient obligés de confier ces tâches à des personnes sûres, spécialement désignées à cet effet (les dirigeants), voire à des fonctionnaires rétribués par l’organisation (les permanents). La masse est réduite à se contenter de comptes rendus de plus en plus sommaires. Bref, le pouvoir est accaparé par une classe de professionnels qui évincent les militants. En foi de quoi, Michels retrouve Mosca et Pareto pour affirmer la division générique de tout groupe social entre les gouvernants et les gouvernés ou entre l’élite et la masse.

En fait, derrière l’affirmation de l’existence incontournable d’une élite, se glisse celle de l’autonomie des gouvernants dans une mise en cause de la démocratie représentative et une critique approfondie de la souveraineté populaire. Mosca (1939) parle de la « fausseté de la légende parlementaire » et de l’absurdité de concevoir la représentation du peuple comme un transfert libre et spontané de la souveraineté des électeurs à un certain nombre d’élus. Cette conception supposerait, en effet, que l’action de la « classe politique » puisse être attachée à la volonté de la collectivité par des liens indissolubles. Or rien n’est plus faux dans la mesure où, une fois l’acte électoral accompli, le pouvoir des électeurs prend fin et l’élu est le seul maître du jeu. De son côté Pareto (1965) propose de ne pas s’en tenir « à la fiction de la représentation populaire » et « d’aller de l’avant pour voir quel fond se trouve sous les diverses formes du pouvoir de la classe gouvernante ». De fait, le peuple croit que ses représentants exécutent sa volonté ; or « le bon Démos fait, au contraire, celle de ses gouvernants. Mais très souvent, cela profite uniquement aux intérêts de ces gouvernants qui, depuis le temps d’Aristophane jusqu’au nôtre, usent largement de l’art de berner Démos ».

[607]

Les théories de Mosca et de Pareto, à travers leur critique de la représentation et de la démocratie parlementaire et l’affirmation que les élites gouvernementales suivent en fait la logique de leur intérêt propre et spécifique, conduisaient ces auteurs à s’opposer à la démocratie ou à défendre un gouvernement des élites. Au contraire Michels se rattache, sous la fausse apparence de thèmes communs, à une autre tradition. Lorsqu’il écrit (1914, p. 21) que « représenter signifie faire accepter, comme étant la volonté de la masse, ce qui n’est que volonté individuelle », il pense comme Rousseau et comme nombre d’auteurs du xviiie siècle, que la souveraineté ne se délègue pas. C’est pourquoi il précise que la délégation n’est compatible avec la démocratie que si elle concerne des « cas isolés » et que si, de surcroît, elle est de brève durée. En revanche, générale et permanente, elle équivaudra toujours à une hégémonie des représentants sur les représentés. En d’autres termes l’oligarchie naît de l’impossibilité technique de la démocratie directe dans des sociétés trop nombreuses. Toutefois il demeure vain de chercher à cette dernière un substitut dans l’idée de la représentation.

B. LES QUALITÉS DE L’ÉLITE

Unis sinon sur la forme du gouvernement idéal du moins sur le diagnostic, Pareto, Michels et Mosca ne le sont pas sur les raisons permettant d’expliquer la séparation entre la masse et l’élite, sur ce qui fonde « les qualités » de l’élite ou la supériorité d’une élite sur l’autre. C’est sans doute Pareto qui est le moins clair et le moins convaincant. Dans un texte célèbre (1965, pp. 1296 et s.), il propose en effet de donner le nom d’ « élite » à tous ceux qui, quelle que soit la branche d’activité où ils déploient leurs talents, ont les meilleures notes, sont donc les meilleurs et manifestent le plus de réussite. L’élite c’est donc aussi bien les marchands les plus prospères, les avocats ou les médecins qui ont le plus de clients que les citoyens les plus riches ou le voleur qui dépouille ses concitoyens avec le plus de constance ou en visant ceux qui possèdent le plus. Si on se réfère à la distinction seconde entre élite gouvernementale et élite non gouvernementale, Pareto se révèle moins prolixe en ce qui concerne la manière dont on pourrait construire l’indice d’appartenance à l’élite politique. Si on convient que celle-ci obéit à la loi générale ou si on considère les textes relatifs à la lutte des élites, on peut concevoir que celles-ci tirent leur supériorité de leur tempérament : ils sont les forts, différence naturelle qui explique la réussite qui donne le pouvoir.

Cette qualification toute psychologique ne saurait pourtant suffire. Mosca et Michels insistent sur la capacité propre aux dirigeants à s’organiser. Pour le premier (1939, p. 53 et s.), l’élite forme un bloc homogène du seul fait qu’elle est minorité tant il est vrai qu’il est plus facile d’avoir des intérêts et des buts communs, d’agir de conserve à cent qu’à des milliers. Pour le second, l’avantage de l’élite est la conséquence de la division du travail, de la différence des fonctions et de la spécialisation. Les dirigeants, en effet, disposent de leur connaissance supérieure de la machine, connaissance qui leur confère une grande capacité de manœuvre. Leur science des mécanismes internes, leur habileté à utiliser les règles les préservent des renversements de majorité et leur assurent une inamovibilité pratiquement absolue. De [608] même les dirigeants excellent à étouffer les initiatives qui pourraient venir de la base, à dissoudre les oppositions virtuelles, soit en absorbant leurs leaders, soit en les rejetant à l’extérieur de l’organisation.

Toutefois cette habileté manœuvrière ne serait peut-être pas suffisante si les chefs politiques ne disposaient pas en même temps du monopole de la compétence politique. C’est Michels (1914) qui développe particulièrement ce point. Seuls, en effet, parce qu’ils consacrent tout leur temps à l’exercice de la politique, ils sont à même de « s’initier à tous les détails de la vie publique » ou d’acquérir « une connaissance approfondie de l’engrenage social et surtout du mouvement et du fonctionnement de la machine politique » (1914, p. 18). Or, qui dit connaissance dit pouvoir de suggestion sur ceux qui sont incompétents. D’où il découle que les professionnels de la politique feront tout pour préserver leur monopole. Leur compétence, en effet, peut être réelle lorsqu’ils s’expriment sur des sujets difficiles et techniques ; mais elle peut aussi bien être factice… Nouvelle preuve de leur habileté, les « oligarques » s’emploient dès lors, à force de digressions, de périphrases et de subtilités terminologiques, à transformer la question la plus naturelle du monde en « un mystère sacré dont ils possèdent seuls la clé ».

Coupée d’une masse indifférenciée et amorphe, l’élite politique, quoi qu’il en soit, est absolument autonome dans la mesure où, définie comme l’écrit Meisel (1958) par les « trois C » : Conscience de groupe, Cohérence et Conspiration, elle n’obéit qu’à elle-même, ne prend en compte que ses propres lois ou ses propres volontés et ne se préoccupe pas des attentes ou des désirs des citoyens. Il en résulte que les théoriciens élitistes réduisent l’histoire à une lutte entre ceux qui sont au pouvoir et ceux qui, évincées, veulent prendre la place des premiers en utilisant, par de fallacieuses promesses, le « reste de la population ». Cette position, ainsi que le remarque Gaxie (1973), absorbe la dynamique sociale dans la dynamique politique et implique la primauté et l’autonomie du politique. Toutefois cette pétition de principes a au moins deux inconvénients. D’une part elle postule, du côté des élites, une claire conscience de leurs intérêts et du sens de leur action qui reste totalement à démontrer. Surtout, en insistant sur la domination de l’élite sur la masse, elle interdit de penser les relations qui nécessairement unissent l’une à l’autre, relations qui fondent le pouvoir de la première sur les réponses qu’elle est capable d’apporter aux besoins et demandes de la seconde.

2. L’autonomie relative des élites politiques

[Retour au sommaire](#sommaire)

Penser ces relations c’est poser l’autonomie relative des élites. En effet, si d’un côté il faut bien reconnaître la spécificité de l’activité politique et donc des agents qui s’exercent dans ce champ, de l’autre il faut aussi convenir que l’entreprise politique ne peut fonctionner sans échanges tant à l’intérieur du système politique qu’à l’extérieur de celui-ci en direction des couches sociales où elle cherche ses soutiens dans la lutte concurrentielle pour le pouvoir.

[609]

A. LA SPÉCIFICITÉ DU CHAMP  
ET DES ÉLITES POLITIQUES

Ce que ne disent pas les théoriciens élitistes c’est comment se constitue un pouvoir politique. La preuve en est qu’ils sont conduits à définir tout logiquement le pouvoir par la possession du pouvoir et à donner une explication psychologique ou organisationnelle à l’existence des élites (les forts et les faibles ; les organisés et les manœuvres ; les cyniques et les dupes…). Or, comme le montre Max Weber (1963), l’apparition d’une élite politique nommée par lui « nouvelle sorte d’hommes politiques professionnels », est corrélative du développement de l’État moderne ou de l’État rationnel. Dans la société féodale chaque seigneur doit faire face par ses propres moyens aux dépenses de l’administration, de la justice et de la guerre ; il possède donc en propre les instruments de la domination politique. Dans sa lutte contre la féodalité, la monarchie réussit à exproprier l’aristocratie de ces moyens de domination et à s’attribuer le « monopole de l’exercice de la violence légitime » qui définit l’État contemporain. De ce mouvement dont Weber, comme Marx (1963), montre qu’il s’accomplit parallèlement au développement de l’entreprise capitaliste expropriant petit à petit les producteurs indépendants, naît une division du travail au sein de la société ou une spécialisation des compétences dans des domaines originairement laissés aux mains des souverains. D’un côté on note l’ascension de fonctionnaires qualifiés constituant un corps administratif spécialisé dans la gestion et qui entre en lutte avec l’autocratie du prince. De l’autre, coupés des moyens de la gestion, les hommes politiques sont peu à peu obligés de tirer des revenus réguliers de leurs activités, de vivre non seulement « pour la politique » mais aussi « de la politique » (Weber, 1963, p. m) et de devenir ainsi des hommes politiques professionnels.

Dans un premier temps (*ibid.,* 1963, p. 108-109), ils se mettaient à la disposition d’un prince et « la gestion de ses intérêts politiques leur fournissait leur gagne-pain et le contenu moral de leur vie ». Les choses se modifièrent avec l’apparition des parlements et des partis politiques qui changèrent à la fois les fidélités et les compétences réclamées. Toutefois, il demeure que les hommes politiques sont engagés dans une activité de plus en plus spécialisée qui est la lutte pour le pouvoir, lutte conflictuelle et concurrentielle à l’intérieur de l’État. La définition du politique est assez large pour ne pas en laisser le monopole à l’État ; y participent également les forces diverses exerçant une influence sur le pouvoir (partis et presse notamment). Mais la spécialisation de l’action politique implique que les hommes qui en font leur profession possèdent des « marques » qui les constituent comme tels. Avec Schumpeter (1967), on peut dire que la caractéristique de l’entreprise politique est de jouer des doctrines, des principes et des programmes. Comme les entreprises économiques donnent une marque à leurs produits pour s’assurer le monopole d’une clientèle et dominer le marché, les divers acteurs du champ politique, dans leur lutte concurrentielle pour le pouvoir, cherchent à se démarquer de la concurrence et à attirer des électeurs ou des soutiens par leurs propositions. D’une manière plus générale, les hommes politiques doivent maîtriser un langage spécifique qui constituera « une compétence politique » dont ils auront le monopole. Monopole qui, [610] contrairement à ce qu’affirment les théoriciens élitistes, se définit moins contre les non-professionnels incompétents et dépossédés que contre d’autres formes de compétence dont sont porteuses les élites agissant dans d’autres secteurs (administratif, économique, militaire…). Cette compétence assure ce que Weber appelle la « vocation » de l’homme politique.

Pourtant, à la suite de Weber et avec Schumpeter (1967), il faut reconnaître que la spécialisation et la professionnalisation de l’activité politique font « que la politique devient inévitablement une carrière » et que la « profession politique développe des intérêts autonomes » (1967, p. 384). Gela signifie d’une part qu’au pouvoir un homme d’affaires ou un homme de loi cesse de l’être pour devenir membre d’une collectivité qui réagit en fonction des besoins de sa carrière et des règles en usage dans le monde politique. Cela explique d’autre part que l’homme politique puisse développer à l’égard de ceux qu’il représente une indépendance certaine. On imagine trop facilement que les parlementaires ou les dirigeants des partis suivent soit leurs mandants en général, soit les intérêts de certaines catégories. En fait, comme le remarque Schumpeter, énoncer cela ce n’est « énoncer que la moitié de la vérité ». Parce qu’ils sont des professionnels soumis aux règles de leur profession comme au poids de leurs ambitions, les politiciens peuvent « manquer à servir les intérêts de leur classe ou des groupes auxquels ils sont affiliés ».

B. ÉLITES ET POPULATION :  
LA LOGIQUE DU DON ET DU CONTRE-DON

S’il est vrai que cette indépendance établit une sorte de jeu dans la vie politique et évite de considérer la relation entre les élites et la masse comme une pure et simple représentation mécanique soit des demandes des citoyens en général, soit de celles de certains groupes sociaux, il est non moins certain qu’il ne faut pas oublier l’autre moitié de la vérité évoquée par Schumpeter. Quelles sont donc les relations entre les élites et leurs mandants, relations qui rendent leur indépendance relative ? Weber (1963) en donne une première démonstration dans le cas des partis politiques. Ainsi, dans ces organisations, les dirigeants qui cherchent la puissance pour eux-mêmes offrent-ils aux adhérents et aux militants des chances de réaliser leurs objectifs ou d’obtenir des avantages personnels. En échange des alliances ou des services que « la base » accorde aux dirigeants dans leur lutte concurrentielle pour le pouvoir, celle-ci reçoit des emplois, des honneurs et des biens. Ostrogorski (1903) a développé cette thématique dans le cas des partis américains, lorsqu’il montre que « les places dans les services publics de l’Union, des États et des municipalités fournissent la solde qui permet d’entretenir l’armée des politiciens qui servent la machine ». Gaxie (1977), dans le cas des partis français, a montré toutes les « rétributions » que pouvait recevoir le militant de son parti : de la simple chaleur familiale aux emplois municipaux en passant par des avantages divers. Pour s’assurer du soutien des électeurs, le parti ou son représentant candidat à l’élection peut prodiguer, comme l’écrit Ostrogorski (1903, p. 354), « mille faveurs qui impliquent l’heur ou le malheur de toute l’existence de beaucoup de petites gens ». Le cas le plus extrême est celui du clientélisme mais on connaît tous les menus services [611] qu’un candidat ou un élu peut offrir pour s’assurer la fidélité des électeurs… Ce qui est vrai des partis l’est aussi de l’État lorsqu’il donne les moyens matériels qui permettent de s’assurer le soutien de telle ou telle classe sociale : subventions, augmentations, postes, etc.

La logique du don et du contre-don, forme fondamentale de l’échange entre élites et masse, n’implique pas que les premières ne prennent pas en charge les demandes de la seconde ou tout au moins de certaines fractions de celle-ci. Au contraire, et précisément dans la mesure où la conquête et l’exercice du pouvoir placent les différentes élites – généralement divisées selon leur appartenance à un parti ou à une idéologie – en situation de concurrence, elles doivent s’assurer des soutiens en jouant des besoins et des revendications de ceux qui constituent leur clientèle voulue ou supposée. Si comme nous l’avons vu leur indépendance est réelle, elles ne peuvent toutefois risquer le conflit source d’échec et se couper brutalement des groupes qui assurent leur pouvoir. Pourtant le personnel politique retraduit aussi bien les demandes sociales en termes politiques ou les pense selon ses propres catégories. D’une part, comme le remarque Schumpeter (1967, p. 368), c’est lui « qui appelle à la vie des volitions vigoureuses et nettes restées souvent latentes des dizaines d’années ». Opération d’alchimie qui organise ces volitions, « en les surexcitant et en insérant finalement des articles appropriés dans son programme de concurrence électorale ». D’autre part, le travail idéologique tend à masquer les rapports sociaux ou les rapports de classe. Sauf exception, telle demande particulière passera pour l’ « intérêt général » : tout conflit d’intérêt entre des groupes sociaux divers et antagonistes sera interprété en termes politiques : ainsi en France droite contre gauche ou encore majorité contre opposition…

Il n’en reste pas moins qu’aux thèmes élitistes de la coupure et de la manipulation, la thèse de l’autonomie relative des élites substitue ceux de la spécificité et du contrôle. Bien que plus limitées dans leurs ambitions, les enquêtes empiriques se sont consacrées à explorer le vaste domaine des caractéristiques particulières aux élites politiques. Héritage sans doute diffus des théoriciens, cette problématique est néanmoins celle qui explique l’attention portée à la composition des élites et à ses variations dans le temps ainsi qu’à leur mode de recrutement.

Section 2

La spécificité des élites politiques

[Retour au sommaire](#sommaire)

Comme le remarque Putnam (1976, p. 21), on pourrait croire à un modèle d’ « indépendance absolue » des élites politiques où la corrélation entre le statut politique et le statut socio-économique serait négligeable. Tout citoyen aurait des chances égales d’entrer dans la carrière politique, quels que soient par ailleurs sa profession, son niveau d’études, son héritage familial, son âge ou son sexe. Chaque catégorie sociale ou socio-démographique serait représentée parmi les élites en [612] fonction de son poids dans la population. Or, déjà Mosca (1939, p. 53 et s.) nous avertit que c’est le modèle opposé qui est vrai. « Les minorités, dit-il, se distinguent de la masse des gouvernés par des qualités qui donnent aux individus une certaine supériorité matérielle, intellectuelle ou même morale (…). En d’autres termes, les membres de la minorité qui gouverne ont des attributs, réels ou apparents, qui sont très estimés et très importants dans la société dans laquelle ils vivent. » Ainsi la « classe politique » *(ruling class)* est-elle capable de contrôler les forces sociales qui, à un moment et dans une société donnée, sont essentielles pour la possession du pouvoir. Il ne faut pas croire, cependant, que n’importe qui peut acquérir ces compétences ou que tout le monde part à égalité. D’une part, note Mosca, l’influence sociale ou politique est toujours plus aisée d’accès aux riches qu’aux pauvres. D’autre part, la classe politique tend à « être héréditaire en fait sinon en droit ». Mosca est le premier à faire référence (1939, p. 61) à l’importance de ce qu’on pourrait appeler la socialisation politique. En effet, il remarque que la qualification pour des postes importants, l’habitude et, par extension, la capacité de s’occuper des affaires importantes s’acquièrent beaucoup plus aisément quand on en a eu une familiarité dans l’enfance. « Même quand des diplômes, des connaissances scientifiques, des aptitudes spéciales sont testés par des examens ouvrant la voie aux emplois publics rien n’est plus décisif, conclut-il, que les avantages spéciaux de certains individus – ceux que les Français appellent avantages des situations acquises. » En bref, richesse, appartenance aux groupes dominants de la société, expérience précoce de la politique sont des facteurs décisifs de l’appartenance à l’élite politique [[487]](#footnote-487). C’est ce que confirment toutes les études du personnel politique.

1. Composition et recrutement des élites :  
la sélection sociale

[Retour au sommaire](#sommaire)

Composition et recrutement n’appartiennent pas de droit à la même problématique. Alors que la première qui fonde les études les plus anciennes sur ceux qui occupent des positions de pouvoir s’intéresse à la description de leurs qualités, la seconde, au contraire, tente de répondre à la question des processus sociaux et politiques [613] selon lesquels de telles positions ont été atteintes. Si la première interroge : « Qui sont-ils ? », la seconde, en principe, se demande : « Pourquoi et comment sont-ils là ? » Pourtant les différences sont plus ténues qu’il n’y paraît. De toutes les analyses de la composition des élites ne sont jamais absentes les préoccupations de la sélection ; toutes celles qui visent le recrutement ne sont jamais non plus indifférentes à ce que sont les élites politiques dans l’exacte mesure où cela permet de les comparer soit à l’étude d’élites, soit surtout aux populations qu’elles dirigent. C’est pourquoi nous réunissons les deux thèmes.

A. EXCLUS ET PRIVILÉGIÉS

La figure du *wasp,* Américain blanc, d’origine anglo-saxonne et protestant qui, depuis les origines, gouvernerait les États-Unis peut servir d’archétype à toute investigation de la composition des élites politiques ou du rapport entre les élites et la structure sociale. Elle concrétise, en effet, l’éviction hors des postes de responsabilité de tous ceux qui, au sein d’une société donnée, soit occupent des rôles subordonnés, soit appartiennent à des groupes minoritaires. Tant et si bien que l’univers des élites est un monde à la fois d’exclus et de privilégiés. Les premières à être rejetées hors des postes de direction politique sont bien évidemment les minorités [[488]](#footnote-488) : Noirs et catholiques aux États-Unis, Canadiens français au Canada par exemple. Comme le note Toinet (1972), un seul Noir a réussi à s’immiscer au Sénat au cours du xxe siècle et si la communauté noire est un peu mieux représentée à la Chambre des représentants (12 députés en 1970), elle est loin d’avoir un poids comparable à celui qu’elle a dans l’ensemble de la population. De la même façon, les catholiques qui, selon Rossi-Landi (1973), étaient 37 % en 1962 dans la population américaine ne comptaient que pour, respectivement, 11 et 20 % au Sénat et à la Chambre dans les mêmes années. À l’inverse, les protestants dominent la vie politique. Encore voit-on, à l’intérieur de ce groupe, un autre mécanisme de domination. En effet les représentants des Églises prestigieuses (presbytériens et épiscopaliens) sont-ils plus nombreux et plus influents que ceux des sectes à rôle ou à position sociale plus faibles tels les baptistes ou les méthodistes.

1. Le monde politique :  
des hommes d’âge mûr

Les caractères ethniques ou religieux n’ont certes pas un caractère universel même s’ils éclairent déjà les mécanismes de sélection des élites. En revanche l’inégalité frappe, à peu près partout de la même manière, d’autres groupes dont le statut social est considéré comme marginal. D’une part la carrière politique semble être l’apanage des personnes d’âge mûr. En 1978 et 1981, les candidats aux élections législatives françaises avaient, selon Fabre-Rosane, Guédé et Rozenblum une moyenne d’âge de respectivement 46 et 48 ans (Fabre-Rosanne, Guédé, 1978 ; Guédé, [614] Rozenblum, 1981). Dans les deux assemblées élues aux mêmes dates, les députés (Véron, 1983) sont en moyenne âgés de 51 et 49 ans. Si on pense au Sénat, l’âge moyen est plus élevé encore : 61 ans après le renouvellement partiel de 1980. Plus significatif encore, l’accès à la carrière parlementaire mesuré par l’âge de la première élection demeure relativement tardif : 44 ans en 1978 dans le cas de la France (Véron, 1983). Les moyennes d’âge ne donnent cependant qu’une image partielle de la réalité même si, comme le montre le tableau 1, elles correspondent plus ou moins

Tableau 1. –

Répartition des candidats et des députés en 1981,  
France (en %)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | *Députés* | *Candidats* |
| Moins de 30 ans | 3 | 1 |
| 30 - 40 ans | 26 | 18 |
| 41- 49 ans | 32 | 26 |
| 50 – 59 ans | 27 | 37 |
| 60 – 64 ans | 7 | 18 |
| 65 ans et plus | 5 |

Sources  : Guédé et Rozenblum, 1981.

aux classes modales de la distribution. La répartition par âge des candidats et des élus montre, en effet, l’éviction des jeunes et des personnes âgées du monde des élites parlementaires. Les moins de 40 ans ne représentent que 29 % des postulants et 19 % des élus alors qu’ils sont 45 % dans la population électorale. Mieux traités, les plus de 60 ans ne sont que 12 % et 18 % contre 23 % chez les électeurs. La sous-représentation des deux catégories n’obéit sans doute pas totalement aux mêmes mécanismes. Dans le cas des jeunes, jouent les lois propres à la carrière parlementaire : nécessité avant d’accéder à la candidature d’avoir parcouru les divers échelons du parti politique, et d’y avoir fait ses preuves ; conditions d’âge légalement requises (23 ans pour l’Assemblée nationale et 35 ans pour le Sénat en France) ; enfin, pérennité de la carrière parlementaire. La reconduction assez systématique des députés sortants implique, en effet, d’une part que les jeunes candidats soient moins nombreux, d’autre part le vieillissement des candidats et des assemblées. En revanche, bien que nulle part ne soient prévues des règles systématiques de mise à la retraite, le caractère relativement marginal des personnes les plus âgées tient, d’un côté à la lassitude des acteurs, d’un autre aux amicales pressions des partis sur leurs élus pour qu’ils cèdent la place. Pourtant, ces explications ne sauraient suffire dans la mesure où la surreprésentation des personnes âgées de 40 à 60 ans corrélative de la marginalisation des jeunes et des vieux est aussi vraie à l’intérieur des partis politiques (tableau 2). Une étude menée par Roland Cayrol et Colette Ysmal auprès des délégués aux congrès des différents partis politiques français (à l’exception du Parti communiste) montre, en effet, que cette couche d’élites politiques qui représentent les militants et les responsables de ces partis est peu ouverte aux adhérents âgés de moins de 25 ans ou de plus de 65 ans. Cela implique que des positions de responsabilité même les plus modestes (telle la participation à l’élaboration de la [615] politique d’un parti) sont exclus en fait ceux qui, au sein de la société, sont tenus en lisière : les jeunes, toujours suspectés d’être incompétents, et qui doivent respectueusement se soumettre à la parole des adultes ; les vieux qui, sortis du monde du travail se trouvent rejetés hors de toute vie sociale.

Tableau 2. –

Répartition par âge des délégués   
aux congrès des partis politiques français (en %)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | PSU (1979) | PS (1981) | MRG (1979) | UDF (1979) | RPR (1978) | Front national (1978) |
| Moins de 20 ans | 1 |  |  |  | 1 | 3 |
| 20-24 ans | 7 | 4 | 5 | 6 | 3 | 20 |
| 25-34 ans | 50 | 40 | 28 | 18 | 20 | 34 |
| 35-49 ans | 30 | 38 | 38 | 33 | 32 | 23 |
| 50-64 ans | 10 | 15 | 22 | 30 | 39 | 15 |
| 65 ans et plus | 2 | 3 | 7 | 11 | 5 | 5 |

Ce lien entre participation au pouvoir et vision qu’une société a de la place respective des groupes sociaux au sein de l’ensemble social semble particulièrement décisif en ce qui concerne le monopole masculin du pouvoir et la marginalisation corrélative des femmes hors des rôles de responsabilité. Comme le note Sineau (1984), le décalage reste flagrant entre les responsabilités croissantes qu’occupent, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les femmes dans la vie économique et professionnelle et le rôle mineur qui est le leur dans la vie politique. L’idée que la place de la femme reste le foyer et que son rôle premier est de s’occuper de sa famille et de ses enfants, si elle est battue en brèche par les réalités, n’a pas cédé comme mythe ou comme idéologie. Il en résulte que « les femmes ne sont pas faites pour la politique » et qu’elles trouvent mal leur place au sein des partis comme des assemblées. Si on se souvient qu’elles représentent 52 % du corps électoral en France, on s’aperçoit rapidement de leur constante et grave sous-représentation : elles constituent, en effet, en 1984 moins de 5 % des députés, moins de 3 % des sénateurs ou encore moins de 4 % des conseillers généraux. S’il est vrai qu’elles semblent mieux loties au sein des conseils municipaux (14 % des élus de 1983 sont des femmes), encore faut-il préciser qu’elles accèdent difficilement à la fonction prestigieuse et chargée de pouvoir qu’est celle de maire : moins de 4 % d’entre elles, en effet, accèdent à cette magistrature locale. De la même manière on constate que parmi les délégués aux congrès des partis politiques, les femmes ne sont jamais plus de 20 %…

La publicité faite autour de la promotion de quelques femmes ministres en 1974, la présence depuis 1981 dans les cabinets dirigés par la gauche de six femmes (14 % de l’ensemble) ne doit pas plus faire illusion que les figures bien connues de Golda Meir, Indira Gandhi, Margaret Thatcher, voire Simone Veil. Même si la représentation politique des femmes en France apparaît dérisoire, elle est assez comparable à celle que Toinet (1972) relève dans le cas des États-Unis ou à ce qui, selon Blondel (1973) ou Butler et Pinto-Duschinsky (1971), existe en Grande-Bretagne, en Allemagne ou en Italie. En dépit de ces promotions de femmes Premiers Ministres [616] ou de l’institutionnalisation du suffrage féminin à mesure que le temps passe, le rôle des femmes tend partout à rester stable ou même à décroître depuis un quart de siècle. Gela est vrai de la France où, en 1946, on comptait 8 % de femmes députés ; cela est clair aussi en Allemagne (9 % de femmes au Bundestag en 1949, 5 % dans les années 1980) et dans les pays jeunes tels Israël (9 % en 1949, 4 % en 1975) ou l’Inde (6 % en 1960 ; 2 % en 1981). Seuls les Pays Scandinaves font figure d’exception. Conséquence d’un statut différent de la femme ou d’une meilleure égalité des sexes, les Suédoises siègent à raison de 30 % dans les différentes assemblées de leur pays ; les Norvégiennes occupent un quart des fonctions électives…

2. Des bourgeois

Si les élites politiques sont très majoritairement composées d’hommes possédant à la fois l’expérience et le prestige social que donne l’âge, elles sont avec encore plus d’évidence issues des couches les plus privilégiées des nations. Comme le note Putnam, présentant le modèle d’« agglutination » de Lasswell (1965) qui postule que les plus puissants sont aussi les plus riches, les plus prestigieux et en principe les plus sages, « une caste de privilégiés monopolise le leadership politique » ou encore « les leaders politiques sont d’une manière disproportionnée recrutés dans les professions à haut statut et les familles privilégiées » (Putnam, 1976, p. 22). Quelque soit l’indicateur retenu – profession exercée avant l’accession à la fonction politique, niveau d’instruction ou encore origines familiales –, le phénomène souffre si peu de contestation qu’il est devenu une sorte de lieu commun de toute étude des élites, lieu commun qu’on illustrera par quelques exemples. Le tableau 3 qui présente la répartition par profession des élites législatives dans quatre démocraties occidentales permet d’en prendre une première mesure. Dans les quatre pays, en effet, les travailleurs manuels sont totalement absents des chambres basses alors qu’ils représentent le groupe de loin le plus important dans les populations. *A contrario,* les industriels, les « managers », les membres des professions libérales qui composent dans la population un ensemble extrêmement minoritaire peuplent les assemblées. Si on tente, en utilisant les mêmes catégories générales, de regrouper les professions déclarées par les députés français élus en 1981, on constate que 55 % d’entre eux appartiennent à la catégorie des industriels, cadres supérieurs et professions libérales, 42 % à celle des travailleurs non manuels mais de statut moyen (professeurs, cadres moyens, employés) et 3 % à celle des ouvriers. L’exclusion des catégories

Tableau 3. –

Progression des députés dans quatre pays occidentaux (en %)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *États-Unis* | *Grande-Bretagne* | *Italie* | *RFA* | *Estimation de la population* |
| Industriels, cadres supérieurs, professions libérales | 74 | 78 | 57 | 82 | 5 |
| Autres non manuels | 25 | 20 | 40 | 17 | 30-35 |
| Manuels | 1 | 2 | 3 | 1 | 60-65 |

Sources : Putnam, 1976.

[617]

socio-professionnelles qui, en dépit de leur importance dans le processus de production, sont d’abord interdites de parole dans l’entreprise et, par conséquence en politique, est ainsi en France et même, dans les conditions *a priori* favorables d’une majorité de gauche, aussi nette qu’ailleurs. Elle est, de plus, si on en croit Dogan (1961, 1965), Cayrol, Parodi et Ysmal (1973) ou Gaxie (1980), un trait constant de l’histoire des élites parlementaires françaises.

Ce n’est pas dire toutefois que toutes les élites politiques se recrutent dans les mêmes segments des catégories privilégiées et dominantes. Au contraire, des différences apparaissent nettement en fonction des pays et des systèmes sociaux. Ainsi par exemple, d’après Zweigenhaft (1975), 70 % des membres du Sénat américain et 51 % de ceux de la Chambre des représentants élus en 1974 étaient-ils des juristes cependant que 8 et 17 % étaient, avant d’entrer en fonction, des hommes d’affaires. Cette domination des hommes de loi qui, dans la postérité de Weber (1963), a beaucoup alimenté la littérature sur le rôle des juristes en politique ou sur leur particulière aptitude à occuper des fonctions politiques (Matthews, 1954 ; Schlesinger, 1957 ; Eulau et Sprague, 1964) apparaît d’une part spécifiquement américaine. D’autre part elle renvoie, comme le rappelle Birnbaum (1984), à la situation particulière des juristes américains qui représentent presque toujours les intérêts du pouvoir industriel et ont donc directement des « intérêts communs » avec leurs collègues hommes d’affaires.

Il serait donc faux de passer partout de l’appartenance des élites aux catégories aisées à leur directe connivence avec le monde industriel ou le capital. D’une part parce que en Europe (Dogan, 1961 ; Beyme, 1971 ; Valen, 1966) les juristes sont loin d’être majoritaires dans les parlements ; en France, s’ils représentaient 24 % des députés entre 1919 et 1939 (Dogan, 1961) ils étaient seulement 13 % dans les parlements de la IVe République et composent environ 15 % de ceux de la Ve. D’autre part, parce qu’il n’y a pas grand-chose de commun entre les avocats américains et les avocats de province, souvent habitués aux petites causes, qui figurent dans tous les parlements européens. D’une manière générale, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, en Italie comme en France, l’éventail du recrutement, bien que respectant toujours la loi de la sélection sociale, semble concerner tout l’espace des catégories à bon statut social. Le tableau 4 qui montre la répartition par profes-

Tableau 4. –

Profession des députés français élus en 1968 et 1981

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | *1968* | *1981* |
| Agriculteurs | 7 | 2 |
| Industriels, commerçants | 17 | 6 |
| Professions libérales | 28 | 16 |
| Cadres administratifs supérieurs | 26 | 31 |
| Professeurs | 7 | 30 |
| Instituteurs | 4 | 5 |
| Cadres moyens | 7 | 5 |
| Employés | 2 | 2 |
| Ouvriers | 2 | 3 |

Sources  : Cayrol, Parodi, Ysmal, 1973 ; Cayrol, 1981.

[618]

sion des députés français élus en 1968 et 1981 le confirme. Bien que les conditions politiques soient extrêmement différentes, énorme majorité conservatrice d’un côté, non moins importante majorité de gauche de l’autre, on voit qu’aucune catégorie aisée n’est jamais absente du Parlement et qu’aucune n’y exerce une totale domination. Disons qu’en Europe, avec des variations dues soit aux pays, soit aux facteurs politiques, toutes les élites comprennent à la fois des industriels, des médecins, des avocats, des cadres supérieurs et des enseignants. Certes, très surreprésentés par rapport à leur poids dans la population, les industriels et commerçants ne composent, cependant, pas le groupe le plus important des « bourgeois ». Sans doute dans la mesure où, comme le note Grawitz (1958), la politique représente pour eux un investissement trop important eu égard d’une part à leur travail, d’autre part à la compétence politique personnelle.

L’appartenance à ce qu’il faut appeler des catégories favorisées plutôt que des catégories nécessairement dominantes est confirmée si on examine le niveau d’instruction des élites, niveau d’instruction qui, comme il a été souvent démontré, est lui-même fortement lié d’une part à la profession exercée, d’autre part à l’origine familiale. Putnam (1976) note ainsi que 88 % des membres du Congrès américain, 65 % des députés anglais, 76 % de ceux d’Italie et 59 % de ceux de l’Allemagne fédérale ont fait des études universitaires. Si ces pourcentages sont un peu inférieurs à ceux rencontrés dans le cas des élites administratives pour lesquelles le savoir ou la compétence sont des points de passage obligés, ils sont tout de même sans commune mesure avec ceux relevés dans les populations de référence. La situation est tout à fait comparable dans les pays en voie de développement. Ainsi Gruber (1971) rapporte-t-il que quatre cinquièmes des quatre-vingt-huit leaders politiques mexicains étudiés sont passés par l’Université ; ainsi Arora (1972) montre-t-il que les trois quarts des parlementaires indiens et plus des neuf dixièmes des ministres ont au moins suivi des études secondaires. Dans le cas de la France, la sur-représentation des personnes instruites est aussi une tradition. Dogan (1961) montre que 58 % des députés élus entre 1898 et 1940 ont fait des études supérieures cependant que 18 % étaient passés par l’enseignement secondaire ou technique et que 19 % seulement n’avaient fréquenté que l’école primaire. Si on en croit Cayrol, Parodi et Ysmal (1973), conséquence sans doute de la diffusion de l’instruction entre la fin du xixe siècle et les années 1960, le niveau d’instruction a plutôt eu tendance à croître : 68 % en effet des députés élus en 1968 avaient suivi des études universitaires, 27 % s’étaient arrêtés au baccalauréat ou au brevet supérieur alors que seuls 5 % n’avaient connu que les bancs de l’école primaire. La présence parmi les élites de personnes éduquées n’est pas propre aux cercles parlementaires ou ministériels. L’affaire, si l’on peut dire, commence très tôt, dès l’appartenance aux groupes influents des partis politiques. L’étude des délégués aux congrès qui, rappelons-le, constituent la frange des militants et des responsables, montre que dans tous les pays d’Europe occidentale les diplômés – université ou enseignement secondaire, représentent toujours au moins 60 % des congressistes.

La profession exercée par les élites politiques ou leur niveau d’instruction ne font, cependant, que reproduire leur origine sociale telle qu’on peut la mesurer par la profession exercée par leurs parents et le plus souvent par leur père. Sans doute [619] ne peut-on nier une certaine mobilité ascendante dans laquelle l’instruction a sa part. Toutefois, il n’en demeure pas moins que l’héritage social (tableau 5) apparaît comme un trait important de la composition des élites. Si les députés issus de milieux ouvriers sont mieux représentés, ils ne le sont tout de même pas en proportion équivalente à la population ; en revanche, les « bourgeois » nés dans les mêmes familles, sans toujours être majoritaires, sont tout de même très représentés. De plus, les échanges les plus importants semblent s’accomplir entre ce qu’on pourrait appeler la haute et la moyenne ou petite bourgeoisie. On manque malheureusement de données homogènes et récentes en ce qui concerne la France. Dogan (1961) note cependant, pour les députés élus en 1945, que 18 % venaient de la « haute bourgeoisie », 43 % de la « bourgeoisie moyenne », 19 % de la « petite bourgeoisie » et 17 % de la « classe

Tableau 5. –

Profession des pères de députés dans quatre pays occidentaux (en %)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *États-Unis* | *Grande-Bretagne* | *Italie* | *RFA* | *Estimation de la population* |
| Industriels, cadres supérieurs, professions libérales | 44 | 58 | 28 | 35 | 5 |
| Autres non manuels | 38 | 20 | 36 | 35 | 10-25 |
| Manuels | 18 | 22 | 36 | 30 | 70-75 |

Sources  : Putnam, 1976.

ouvrière ». De leur côté, jouant à la fois de la profession exercée par le député, par leur père et par leurs deux grands-pères. Cayrol, Parodi et Ysmal (1973) montrent que55 % des députés élus en 1968 avaient au moins soit leur père, soit l’un de leurs grands-pères, soit les deux qui appartenaient au monde des industriels, des gros commerçants, des professions libérales et des cadres supérieurs, 20 % étant issus des « classes moyennes », 6 % des catégories populaires (ouvriers et employés), le solde provenant de l’agriculture. Cette relation entre l’héritage social et le pouvoir politique n’est pas moins évidente dans les pays en voie de développement. Von der Mehden (1969), Obregon (1967), Rejai (1973), étudiant les leaders politiques en Asie, en Afrique et en Amérique latine, trouvent ainsi que leurs parents appartenaient généralement à la « haute » ou à la « moyenne » classe moyenne, la plupart d’entre eux étant des fils de commerçants, d’enseignants, de fonctionnaires ou d’élites traditionnelles. En bref et pour conclure, on peut dire que, tant par leur propre statut, leur éducation et leurs origines, les élites politiques appartiennent essentiellement à la « bourgeoisie ».

B. QUELQUES ÉLÉMENTS DE CLIVAGES

Jusqu’alors nous avons traité les élites politiques comme un tout, comme si rien ne permettait de les distinguer ou comme si elles étaient en toutes circonstances semblables. Illusion d’optique qui, sans remettre en cause ce qui précède, appelle quelques précisions. De fait les « qualités » qui, assez universellement, caractérisent [620] les dirigeants politiques, doivent être aussi modulées en fonction de variables qui, pour être parfois et notamment dans les études américaines traitées de secondes ou totalement ignorées, n’en sont pas moins importantes.

1. L’importance de la hiérarchie

Les premières pourraient être regroupées sous le titre de « Loi de la hiérarchie » pour résumer le fait que plus les postes de responsabilité politique sont importants, plus la sélection est effective. En d’autres termes, plus on parcourt le système de stratification politique, plus se renforcent les privilèges des hommes et des personnes de haut statut social. Ce phénomène peut être aisément observé d’abord en ce qui concerne la place des femmes. Mossuz-Lavau et Sineau (1983) montrent excellemment que, alors même qu’elles composent une fraction non négligeable des adhérents, les femmes (tableau 6) sont exclues des responsabilités et ce quel que soit le parti. Relativement admises dans les instances « législatives » (Comité central, Comité directeur ou Comité national), elles deviennent en revanche de moins en moins nombreuses au fur et à mesure qu’on passe des bureaux politiques aux secrétariats, organes effectifs du pouvoir au sein des partis.

Une semblable dynamique s’applique au niveau de la participation aux assemblées législatives. Parmi les candidats en 1978 ou en 1981, les femmes comptent – ce qui n’est déjà pas beaucoup – pour 8 % mais dans les assemblées élues

Tableau 6. –

Les femmes parmi les responsables  
des partis politiques en France (en %)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Adhérents* | *Instances législatives* | *Instances exécutives larges* | *Instances exécutives restreintes* |
| PCF | 36 | 21 | 18 | 17 |
| PS | 21 | 18 | 15 | 14 |
| Parti républicain | 40 | 32 | 20 | 6 |
| RPR | 43 | 8 | 8 | 8 |

Sources  : Mossuz-Lavau et Sineau, 1983.

elles sont moins de 5 %. Ce qui prouve qu’elles n’ont pas été placées dans les « bonnes » circonscriptions, celles qui sont sûres d’être gagnées ou celles tout au moins gagnables. En somme les partis se donnent toujours bonne conscience en mettant des femmes sur des listes mais en telle position qu’elles ne seront pas élues ; ou en telle position qu’elles puissent devenir conseillères municipales sans avoir la possibilité de revendiquer la fonction de maire. Rappelons que si 14 % des conseillers municipaux sont des femmes, 4 % seulement des maires appartiennent au « sexe faible ».

On pourrait invoquer la misogynie si cette élimination progressive au fur et à mesure que les fonctions politiques deviennent plus importantes n’était pas une règle qui frappe aussi les couches sociales défavorisées. Matthews (1954) remarque [621] que les gouverneurs d’État tendent, aux États-Unis, à provenir de couches sociales plus hautes que les législateurs d’État, que les membres de la Chambre des représentants de Washington ont des origines sociales plus « bourgeoises » que les gouverneurs mais plus basses que celles des sénateurs fédéraux, qu’enfin ce sont les présidents qui, de tout le personnel politique, ont le meilleur statut social. En Grande-Bretagne (Butler et Pinto-Duschinsky, 1971 ; Johnson, 1973), il est clair que si on prend comme indicateur le pourcentage de diplômés d’Oxford ou de Cambridge, celui-ci s’accroît considérablement de la population où il se situe à moins de 1 %, d’abord aux candidats aux élections (23 %), ensuite aux élus (37 %) puis aux membres des *shadow-cabinets* (67 %) ou du gouvernement (72 %) pour atteindre son maximum avec les Premiers Ministres (100 %). Quandt (1970) montre la même chose pour la Tunisie cependant que Hodnett (1965), Franck (1971) et Mickiewicz (1973) le font pour l’Union soviétique et les membres du Parti aux différents niveaux. On ne dispose pour la France de données globales ni sur les élites partisanes, ni sur les élites gouvernementales. Aussi faut-il se contenter d’exemples qui utilisent généralement la profession. On remarque d’une part (tableau 7) les différences sociales qui existent entre les candidats aux élections législatives et les élus. 61 % des premiers appartiennent aux catégories aisées ou privilégiées de la Nation alors

Tableau 7. –

Profession des candidats et des élus en 1981 (en %)

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | *Candidats* | *Députés* |
| Agriculteurs | 3 | 2 |
| Industriels, commerçants | 10 | 6 |
| Professions libérales | 14 | 16 |
| Cadres administratifs supérieurs | 18 | 31 |
| Professeurs | 19 | 30 |
| Instituteurs | 6 | 5 |
| Cadres moyens | 15 | 5 |
| Employés | 5 | 2 |
| Ouvriers | 8 | 3 |
| Autres | 2 |  |

Sources  : Guédé et Rozenblum, 1981 ; Cayrol, 1981.

que c’est le cas de 82 % des seconds. Le passage devant le suffrage universel a éliminé la plupart des candidats issus des couches sociales les moins favorisées : cadres moyens, employés et ouvriers qui, déjà peu nombreux, ont dû être placés dans des circonscriptions difficiles. Des députés aux ministres se met cependant en place, comme le montre Gaxie (1983) qui étudie la carrière gouvernementale entre 1958 et 1978 une « sélection sociale renforcée ». S’accentue alors la sur-représentation des classes supérieures et à l’intérieur de celles-ci des cadres supérieurs du secteur public (17 % dans les groupes parlementaires de droite mais 41 % dans les gouvernements). En fait, la probabilité de devenir ministre et de le rester dans plusieurs gouvernements apparaît, plus encore que celle d’être élu au Parlement, très liée à la position [622] sociale. Une autre illustration en est ce qui, d’après Cayrol et Jaffré (1980), se passe au sein du Parti socialiste français qui, comme dans les réflexions de Michels, pourrait être tenu comme un bon témoin de « La loi d’airain de l’oligarchie » muée ici en oligarchie sociale. Les auteurs (tableau 8) montrent, en effet, combien s’accentue la présence des cadres supérieurs dès lors qu’on passe des adhérents aux militants, des militants aux candidats et de ceux-là aux députés. Ce transfert s’effectue d’abord aux dépens des ouvriers et des employés qui, représentant 25 % des adhérents, ne sont plus que 1 % parmi les députés. Il se fait aussi au détriment des inactifs, ce qui rappelle le rôle marginal des femmes et des personnes âgées dans les partis. Kesselman (1971) dans le cas des responsables fédéraux socialistes et Bacot (1979) dans celui des membres du comité directeur, du bureau et du secrétariat confirment que l’embourgeoisement des dirigeants est de plus en plus évident au fur et à mesure qu’on parcourt la hiérarchie partisane.

Tableau 8. –

Professions des militants, responsables et députés socialistes (en %)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *Adhérents* | *Militants* | *Candidats* | *Députés* |
| *(1973)* | *(1977)* | *(1978)* | *(1978)* |
| Industriels | 9 | 2 | 4 | *7* |
| Cadres supérieurs, professions libérales | 14 | 47 | 63 | 66 |
| Cadres moyens | 29 | 37 | 28 | 26 |
| Employés | 9 | 2 | 2 | 1 |
| Ouvriers | 16 | 5 | 1 |  |
| Inactifs | 23 | 7 | 2 |  |

Sources  : Cayrol et Jaffré, 1980.

2. Origines sociales et clivages politiques

Un deuxième facteur de clivage entre les élites politiques tient à leur orientation politique ou à leur appartenance partisane. Sans doute les différences qui s’établissent entre les leaders politiques selon leur famille politique n’ont-elles pas un caractère universel. Czudonwski (1975), dans sa synthèse des travaux sur le recrutement politique note ainsi qu’il ne semble pas y avoir de différences significatives dans le statut socio-économique entre les dirigeants démocrates et républicains aux États-Unis. Les divergences observées par certains auteurs américains lui semblent relever davantage de variations régionales dans le degré d’industrialisation ou dans le degré de compétition à l’intérieur du système du parti. Toutefois, ajoute-t-il (1975, p. 182), « dans les pays qui connaissent une stratification sociale plus rigide, comme la Grande-Bretagne, l’Allemagne, la France ou l’Italie, il existe de grandes différences selon les partis entre les élites parlementaires ». En effet, même si dans ces pays, aucun parti ne représente une seule couche sociale particulière, il est clair que l’équilibre entre la représentation des groupes sociaux est loin d’être le même selon que les partis se réclament de la gauche ou de la droite ou peuvent être rattachés soit au conservatisme, soit au progressisme.

[623]

Notons tout d’abord la spécificité des partis communistes qui, en France comme en Italie, en Espagne comme au Portugal sont ceux qui représentent le mieux la classe ouvrière ou plus généralement les catégories populaires (ouvriers, employés et cadres moyens). Sartori (1963 ; 1967), Di Renzo (1967) montrent ainsi que plus de 50 % des députés communistes italiens sont des ouvriers. De même le Parti communiste français est seul en France et de tradition (Dogan, 1961 ; Cayrol, Parodi et Ysmal, 1973 ; Gaxie, 1980) à promouvoir parmi les élites politiques ceux qui habituellement sont privés de la parole et sont démunis de la plupart des attributs sociaux – profession, éducation, niveau des revenus… – qui ouvrent la carrière politique. Ainsi, comme on le voit à la lecture du tableau 9, le Parti communiste non seulement comprend, en 1981, 42 % d’élus populaires mais encore il monopolise la représentation de ces groupes sociaux puisque plus de 90 % des ouvriers et des employés présents à l’Assemblée nationale le sont grâce à ses soins. Même si on peut objecter qu’il s’agit en fait de permanents depuis longtemps éloignés de l’usine ou du bureau, il n’en demeure pas moins qu’ils sont issus de milieux défavorisés et qu’ils ont presque tout appris de la politique par l’intermédiaire du parti. Cette sélection sociale à rebours de ce qui se passe traditionnellement parmi les élites politiques est une conséquence du soin jaloux avec lequel le Parti communiste veille à la composition sociale de ses dirigeants. Si, en effet, on compte, selon l’enquête de 1980, 51 % d’ouvriers parmi les adhérents du pcf, ce pourcentage demeure à peu près constant dans la hiérarchie du Parti, des responsables fédéraux aux membres du Comité central, du bureau politique ou du secrétariat en passant par les délégués aux congrès.

Cela ne signifie pas que le Parti communiste n’ait pas connu des changements dans une période récente. Selon Dogan (1961), 50 % des députés communistes élus entre 1924 et 1940 étaient ouvriers et selon Gaxie (1980) 40 % l’étaient encore sous la IVe République contre 30 % en 1981. Corrélativement les élites parlementaires communistes se sont ouvertes aux enseignants (professeurs et instituteurs), voire aux cadres moyens. On ne saurait, cependant, parler d’un « embourgeoisement » réel. D’une part parce que le personnel politique communiste ne trouve en aucun cas

Tableau 9. –

Professions des députés français élus en 1981. Répartition par partis (en %)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *PCF* | *PS et MRG* | *UDF* | *RPR* |
| Agriculteurs | 10 |  | 7 | 3 |
| Commerçants, industriels |  | 3 | 10 | 16 |
| Professions libérales | 2 | 14 | 28 | 21 |
| Cadres administratifs supérieurs | 2 | 28 | 41 | 49 |
| Professeurs | 12 | 42 | 12 | 8 |
| Instituteurs | 16 | 5 |  | 3 |
| Cadres moyens | 16 | 6 | 2 |  |
| Employés | 12 | 1 |  |  |
| Ouvriers | 30 | 1 |  |  |

Source : Cayrol, 1981.

[624]

ses racines chez les industriels, les membres des professions libérales et les hauts cadres supérieurs. D’autre part parce que, comme le remarque Gaxie (1980), le « pôle intellectuel » l’emporte largement sur le « pôle économique », les enseignants sur toutes les autres fractions des couches supérieures. De plus ces enseignants ont, eux-mêmes, des caractéristiques particulières : les instituteurs, situés en bas de l’échelle, y sont plus nombreux que les professeurs du secondaire ou du supérieur, quant à ces derniers, « ils occupent des positions basses dans les hiérarchies ou les sous-hiérarchies académiques » (1980, p. 38).

L’originalité des partis socialistes par rapport à leurs homologues de droite est plus difficile à cerner. Valen (1966), Beyme (1971), Johnson (1973) rapportent cependant que les députés des partis socialistes norvégien, allemand et anglais comprennent beaucoup plus d’ouvriers – même si leur nombre a tendance à décroître depuis la fin de la seconde guerre mondiale – que les partis conservateurs et corrélativement moins d’agriculteurs et surtout d’industriels et de membres des professions libérales. De fait il faut sans doute, pour démêler l’écheveau des différences entre les élites de gauche et de droite, disposer de catégories plus fines que celles utilisées dans la plupart des études américaines ou américanisées : classe ouvrière *(working class* ou *blue collar) ;* cadres et employés *(white collars)* et indépendants *(self employéd).* Or cela n’existe, à notre connaissance, qu’en France où, à partir des catégories de Finsee, peuvent être et sont constitués des groupes ou des « fractions de classe » opératoires.

Si on retourne, en effet, au tableau 9 mais aussi à Cayrol, Parodi et Ysmal (1973) ou à Gaxie (1980), on peut dire en effet que les différences apparaissent *a priori,* ténues entre les députés socialistes et leurs collègues rpr ou udf. Si on s’en tient à 1981 87 % des premiers appartiennent en effet par leur profession aux catégories aisées de la nation contre 98 % à l’udf et 97 % au rpr. Il est bien vrai que le Parti socialiste n’assure guère mieux la promotion des couches défavorisées (cf. tableau 8) que les partis conservateurs : les employés et les ouvriers sont absents ou presque ; les cadres moyens à peine mieux représentés que dans la population active. Pourtant le Parti socialiste ne fait pas appel aux mêmes « fractions » des classes favorisées que les partis de droite. Alors que chez ces derniers on trouve une insertion privilégiée chez les industriels, membres des professions libérales et cadres supérieurs des secteurs public et privé, ce sont en revanche les professeurs qui tendent à être dominants au sein du PS. Comme on retrouve le même phénomène bien sûr chez les candidats aux élections législatives mais aussi parmi les délégués au congrès (Cayrol et Ysmal, 1982) et au sein des organismes dirigeants du Parti on peut conclure avec Gaxie (1980) à la domination du « pôle intellectuel ». Dépourvus de capital économique – absence des industriels ; faiblesse des cadres supérieurs et notamment de ceux du secteur privé – les élites socialistes, à quelque niveau que ce soit, sont ainsi les « dominés des dominants ». C’est l’inverse qui est vrai pour les élites conservatrices et là aussi à tous les niveaux (Ysmal, 1984). Si les enseignants sont pratiquement absents des élites parlementaires de droite comme des hiérarchies partisanes ou des élus locaux, celles-ci sont bien pourvues en industriels, commerçants, membres des professions libérales et cadres supérieurs, c’est-à-dire, pour reprendre le langage de Gaxie, en « dominants des dominants ».

[625]

Ces situations sociales différentielles mesurées par la profession exercée se trouvent, en outre, confirmées si on examine les origines familiales qui semblent, elles aussi, fortement diversifiées selon l’appartenance politique. Cayrol, Parodi et Ysmal (1973) montraient, ainsi, dans le cas de l’Assemblée élue en 1968 que les députés des partis de droite étaient à bien des égards des héritiers, cependant que les socialistes étaient en ascension sociale et les communistes des représentants des couches populaires eux-mêmes issus de ces mêmes catégories. On voyait que 60 % des élus giscardiens et 52 % de ceux du RPR, tous très représentatifs des catégories aisées, venaient en outre des familles dont le père et/ou les grands-pères appartenaient aux catégories dirigeantes, ce qui n’était le cas que de 2 % des communistes et 26 % des socialistes - 54 % des députés du PCF étaient issus de milieux populaires. Quant aux socialistes, 22 % d’entre eux étaient nés dans des familles ouvrières cependant que 37 % l’étaient dans des familles de classe moyenne. La mutation de la sfio en Parti socialiste n’a pas changé cet état de choses. Étudiant les délégués au Congrès de 1881, Cayrol et Ysmal (1982) montrent que si plus de la moitié d’entre eux exercent une profession qui peut en faire des « bourgeois », 26 % seulement ont une origine de même nature (pères industriels ou commerçants, membres des professions libérales, cadres supérieurs). Ils notaient, par ailleurs, que 64 % des professeurs socialistes, 52 % des instituteurs, 45 % des cadres supérieurs, 48 % des cadres moyens et même 45 % des employés sont issus de pères exerçant une profession moins privilégiée qu’eux. Encore une fois cette mobilité ascendante ne se retrouve pas à droite (Ysmal, 1984). 59 % des délégués au congrès de l’udf en 1979 et 53 % de ceux du RPR en 1978 qui, eux-mêmes sont à plus de 75 % des bourgeois, ont des origines au moins aussi aisées. De plus, 63 % des patrons militants d’un parti conservateur, 60 % des professions libérales, 61 % des cadres supérieurs, 50 % des enseignants et encore 48 % des cadres moyens ont vécu dans des foyers au moins aussi privilégiés qu’eux-mêmes.

C. LA TRANSFORMATION SOCIALE DES ÉLITES

Le privilège constamment et assez universellement accordé dans le recrutement des élites politiques aux personnes occupant des hautes positions dans la hiérarchie sociale n’est pas un phénomène récent. Cela ne signifie pas toutefois que, au cours du temps, les élites toutes issues de milieux privilégiés qu’elles soient, aient toujours appartenu au même type de « bourgeoisie ». Au contraire, elles ont été affectées de profonds changements qui ont permis ce que dans le langage traditionnel ou les théories classiques des élites on nomme la circulation des élites. Comme le notait déjà Mosca (1939, p. 65), les processus de recrutement apparaissent, sans que cela remette en cause les mécanismes généraux de sélection, liés à l’état du système social. En d’autres termes l’émergence de forces sociales nouvelles implique une transformation des élites dans la mesure où, rappelons-le, ces dernières doivent posséder les « qualités » qui sont considérées comme décisives au sein d’une société donnée. Ce lien entre nature des élites politiques et système social n’est pas non plus absent chez Marx même si c’est l’état des forces productives et des moyens de production qui déterminent en « dernière instance » la composition des élites politiques. Ce sont ceux [626] qui détiennent les moyens de production qui constituent la classe des gouvernants. Tout changement dans les détenteurs de la puissance économique détermine une transformation des dirigeants politiques. Complémentaires des thèses de Mosca ou de Marx apparaissent celles de Keller (1963) ou de Wright Mills (1956) qui insistent sur l’importance des besoins nouveaux, sans doute eux-mêmes dépendants des groupes sociaux, nés au sein de la société. Keller (1963, pp. 125-126) assure ainsi que « l’importance de tel type d’élites est généralement déterminée par le type de problèmes auxquels une société est confrontée, la priorité qui leur est accordée et les solutions qui leur sont apportées ». Wright Mills, de son côté, argue que l’importance relative des différentes élites dans la vie politique américaine « dépend de ce que sont les tâches de la période » (1956, p. 277).

1. Les transformations à long terme :   
le cas de l’industrialisation

Ce lien entre transformation sociale et changement au sein des élites politiques semble, en effet, caractériser les transformations à long terme dont tous les auteurs montrent le lien avec l’industrialisation. Dans le cas de la Grande-Bretagne, Guttsman (1963 ; 1974), étudiant les membres du Parlement et les cabinets, montre l’inexorable déclin dans la deuxième moitié du xviiie siècle des grands propriétaires terriens qui composaient 75 % des Communes avant 1840 mais ne sont plus que 40 % dans les années 1880. Parallèlement, au fur et à mesure qu’ils acquièrent le droit de suffrage, les membres supérieurs de la classe moyenne puis la classe des artisans urbains accèdent à l’élite politique. En 1914, les propriétaires terriens ne sont plus que 25 % aux Communes. Au sommet de la hiérarchie politique, la composition sociale des cabinets britanniques confirme les effets de la révolution industrielle. Selon Johnson (1973) l’aristocratie héréditaire et les propriétaires terriens qui occupaient trois quarts des postes avant 1892, ne sont déjà plus que 55 % dans les années 1868-1886, 49 % entre 1886 et 1916. Ils tombent à 23 % après la première guerre mondiale et 13 % après la seconde. En revanche, ils sont remplacés par les membres de la « classe moyenne » – entendue ici comme l’ensemble des membres des professions libérales, des cadres supérieurs et moyens – qui passent de 45 % à la fin du xixe siècle à 58 % entre 1914 et 1955 et à 72 % entre 1955 et 1970.

En Allemagne (Knight, 1952 ; Schmidt, 1963) comme en France (Dogan, 1961), le mouvement a été différé soit en raison du système politique et social de l’Allemagne impériale, soit des lenteurs de l’industrialisation en France. Pourtant il y a un parfait parallélisme avec ce qui se passe en Angleterre. D’une part – et c’est une confirmation de leur place subordonnée – le nouveau rôle des classes populaires dans le processus de production nouveau ne leur assure qu’une lente et faible ascension dans la hiérarchie politique, liée de plus aux aléas des partis censés les représenter : Parti travailliste en Grande-Bretagne, Parti socialiste en Allemagne ou en France puis partis communistes. En revanche, le remplacement de la noblesse et de la « haute bourgeoisie » par la « bourgeoisie moyenne » est clair en France (tableau 10). Dogan ne donne malheureusement pas les principes de construction de ses catégories mais, telles qu’on peut les reconstituer, il semble que ce soient les membres des professions libérales, les cadres supérieurs des secteurs privé ou public

[627]

Tableau 10. –

Origine sociale des députés français, 1871-1945 (en %)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *1871* | *1893* | *1919* | *1936* | *1945* |
| Noblesse | 34 | 23 | 10 | 5 | 3 |
| Haute bourgeoisie | 36 | 32 | 30 | 24 | 18 |
| Bourgeoisie moyenne | 19 | 30 | 35 | 36 | 43 |
| Petite bourgeoisie | 8 | 10 | 15 | 20 | 19 |
| Classe ouvrière | 3 | 5 | 10 | 15 | 17 |

Sources  : Dogan, 1961.

qui prennent le relais des grands propriétaires terriens et des industriels porteurs ou non de particules nobiliaires. Il faut, par ailleurs, noter que cette transformation des élites parlementaires en France s’est poursuivie : dans les années 1970 et 1980, ce sont environ 60 % des députés qui sont originaires de la « bourgeoisie moyenne », urbaine et insérée soit dans l’industrie, soit dans les administrations et les services.

2. Les transformations récentes :  
le problème de la technocratie

Les hypothèses ou théories sur les changements sociaux dans les sociétés post-industrielles n’ont pas non plus été sans influence sur les problématiques ou les études concernant les élites politiques. Burnham (1941), après avoir pronostiqué que le pouvoir économique passerait des mains des propriétaires des moyens de production à celles des « managers » qui, possédant le savoir technique et la compétence, dirigent les entreprises, pensait que « la révolution managériale » gagnerait les sphères de la politique. Galbraith (1969) lui aussi relie la transformation des élites aux caractères nouveaux du procès de production : la technologie et l’organisation. Dès lors, comme durant la première révolution industrielle, le pouvoir politique appartenait aux capitalistes et plus marginalement aux leaders ouvriers, la seconde révolution verra croître l’influence de ce qu’il nomme la « technostructure ». Comme l’assure Fainsod (1963), « dans la société post-industrielle, la compétence technique devient la base du pouvoir et l’éducation le mode d’accès à celui-ci ».

Les premières études empiriques se sont effectivement concentrées sur la croissance du niveau scolaire des élites politiques qui, pourtant, n’en manquaient déjà pas. Johnson (1973) montre ainsi, dans le cas de la Grande-Bretagne, que le pourcentage de députés diplômés de l’Université a considérablement augmenté depuis la fin de la première guerre mondiale et notamment au sein du Parti travailliste. Comme un tel phénomène existe aussi en France si on confronte les travaux de Dogan (1961) et de Cayrol, Parodi et Ysmal (1973), en Allemagne (Beyme, 1971) ou en Italie, on peut penser que, pour répondre aux nouveaux enjeux politiques et économiques, les partis socialistes ont, petit à petit, cessé de faire une absolue confiance aux ouvriers dépourvus de capital culturel et se sont ouverts à ceux qui avaient davantage de connaissances.

De telles généralités ne suffisent cependant pas à aborder la question de l’émergence de la « technostructure » ou de « la technocratie » mieux armées à comprendre [628] et à conduire la modernisation économique. Encore faut-il montrer, d’une part, que, au sein des catégories bourgeoises qui constituent l’essentiel des élites politiques, certains groupes ont eu tendance à conquérir, récemment, une place de plus en plus importante ; d’autre part, qu’ils ont suivi ce cursus universitaire qui leur confère une connaissance spécifique. Il n’y a malheureusement que peu d’études sur ce sujet dans les pays européens ou aux États-Unis. Les analyses principales concernent la France qui présente un modèle particulier de modernisation dans la mesure où, comme le note Birnbaum (1977), celle-ci a été conduite par l’État *via* des politiques économiques volontaristes et plus ou moins dirigistes.

Quoi qu’il en soit, et sans que l’exemple français puisse avoir un caractère général, on constate bien que depuis 1958, date à laquelle s’inaugure une période au cours de laquelle les structures socio-économiques ont plus changé en vingt ans que pendant le siècle précédent, les élites politiques ont eu une forte tendance à se transformer. Birnbaum (1977), Antoni (1976), Aubert et Parodi (1980), Cayrol et Perrineau (1982) notent ainsi l’irrésistible montée des hauts fonctionnaires et particulièrement de ceux qui appartiennent aux grands corps. Au sein de l’Assemblée nationale, ceux-ci qui ne comptaient que pour 4 % sous la IVe République, montent brusquement à 11 % pendant la période 1958-1978 et à environ 15 % en 1981 (Cayrol et Perrineau, 1982). Comme le précise par ailleurs Birnbaum (1977), leur progression a été pratiquement continue de la première législature de la Ve République (8 %) à celles de 1973 (11 %). C’est toutefois au sein du personnel ministériel que les hauts fonctionnaires conquièrent encore plus nettement les positions de pouvoir. En effet, toujours d’après Cayrol et Perrineau (1982), alors que seulement 8 % des ministres de la IIIe République et 12 % de ceux de la IVe étaient hauts fonctionnaires, 39 % le sont dans les années 1958-1974, 41 % dans la période 1974-1976. Ils se substituent ainsi (Birnbaum, 1977), non pas tant aux milieux industriels qui stagnent sous la Ve République, mais aux membres des professions libérales et particulièrement aux juristes. Cela indique, ce qui d’ailleurs n’est pas exclusif l’un de l’autre, soit que « la démocratie de la parole, des débats et des effets de manche, fondée sur la prépondérance du Parlement, a cédé la place à une démocratie plus technicienne et gestionnaire désormais fondée sur la prépondérance de l’exécutif » (Cayrol et Perrineau, 1982, p. 93), soit que les membres des professions libérales gardent peut-être un certain prestige social mais sont dépourvus de pouvoir (Birnbaum, 1977, p. 72).

Parallèlement, on remarque aussi qu’un type de formation tend à devenir dominant parmi les élites gouvernementales : la formation juridique et économique. Si on joint à ces filières données par les facultés de droit, celle de l’Institut d’Études politiques de Paris et de l’École nationale d’Administration, on constate que 30 % des députés élus entre 1958 et 1978, 59 % des ministres les ont suivies. Comme l’écrivent Cayrol et Perrineau (1982, p. 100), constatant par ailleurs que 58 % des membres des cabinets ministériels sont passés par les mêmes écoles, « le langage et les références des élites sont profondément unifiés par une formation largement commune qui est précisément une formation au fonctionnement de l’appareil d’État ». Remarquons que cette unification tend à modérer l’originalité des élites politiques par rapport à celle de l’Administration et à favoriser la circulation entre [629] les secteurs politique et administratif comme à mettre en cause les cursus traditionnels. Un certain nombre de ministres viennent ainsi directement de l’Administration sans passer par le Parlement ; un nombre croissant de députés ont commencé leur carrière politique par le cabinet ministériel et n’ont cherché « que plus tard soit l’élection parlementaire soit les mandats locaux ».

2. Composition et recrutement :  
la sélection politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

Dans la mesure où les hommes politiques ont à manier un langage spécifique, témoignent d’une compétence particulière et manifestent un degré maximum d’intérêt et de participation politiques – autant de caractéristiques qui, comme le montrent toutes les études sur la participation, ne sont guère répandues au sein de la population ou des « masses » –, il est légitime de s’interroger. Où et comment les ont-ils acquises ? Cela revient à se demander avec Patterson et Boynton (1969) si les élites législatives et plus généralement politiques diffèrent des citoyens et accessoirement d’autres élites par leurs expériences ou leur activités antérieures. En d’autres termes, les dirigeants présentent-ils un modèle de socialisation politique particulier ? Ont-ils été exposés plus précocement et plus continûment à la politique dans leur jeunesse de telle façon que cela aurait sinon déterminé du moins compté dans leur choix d’une carrière politique ?

A. UNE SOCIALISATION PRÉCOCE

Tout montre d’abord que les élites politiques se sont intéressées très tôt à la politique. Étudiant des représentants et des sénateurs, des militants et des leaders de parti dans l’Iowa, Patterson et Boynton (1969) montrent que 60 % d’entre eux déclaraient s’être intéressés à la politique dans l’enfance et dans l’adolescence, chiffres tout à fait confirmés par Eulau, Buchanan, Ferguson et Wahlke (1959) dans le cas des législateurs dans quatre autres États américains. Les députés français n’échappent pas à cette règle (tableau 11) puisque, sans qu’il y ait des différences fondamentales entre les partis politiques, 54 % des élus de 1968 disaient s’être intéressés pour la première fois à la politique avant 20 ans et encore 14 % entre 20

Tableau 11. –

Âge du premier intérêt pour la politique (en  %)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *PC* | *PS* | *PDM* | *UDR* | *RI* | *Ensemble* |
| Moins de 15 ans | 22 | 17 | 36 | 21 | 20 | 22 |
| 15-19 ans | 63 | 53 | 19 | 28 | 33 | 32 |
| 20-24 - | 8 | 27 | 16 | 14 | 13 | 14 |
| 25-39 - | 7 | 3 | 20 | 27 | 30 | 24 |
| 40 ans et plus |  |  | *6* | 8 | 4 | 6 |
| Sans réponse |  |  | 3 | 2 |  | 2 |

Source : Cayrol, Parodi et Ysmal, 1973.

[630]

et 24 ans. Parallèlement on remarquera que 61 % d’entre eux affirmaient avoir, pendant leur enfance, parlé politique avec leurs amis et camarades, ce qui indique un fort engagement dans l’univers de la politique. On aurait tort de penser que cette exposition précoce caractérise particulièrement soit les leaders de partis soit les élites législatives. Au contraire, elle semble être un des attributs fondamentaux de tout individu qui s’engage en politique même s’il n’exerce que de faibles responsabilités. Ainsi on constate que 69 % des délégués au congrès du RPR ou de l’udf, 75 % de ceux du congrès socialiste de Valence en 1981 avaient connu leur première expérience politique avant 20 ans.

B. L’INFLUENCE FAMILIALE

Le fait d’acquérir très tôt des valeurs politiques, voire des connaissances sur la communauté politique, le régime et ses institutions ainsi que, bien sûr, des orientations qui permettent de se repérer dans l’univers de la politique semble dépendre en premier lieu de la famille. Sans doute ne faut-il pas éliminer l’influence que peuvent avoir dans certains cas des enseignants ou des amis, voire des évènements (Parodi et Ysmal, 1971). Il n’en reste pas moins que celle-ci demeure marginale. En revanche, comme le montre Kornberg (1967), la corrélation est étroite entre l’âge de la socialisation et l’environnement familial. Alors que 67 % des députés canadiens qui ont vécu dans une famille très politisée se sont intéressés dans leur adolescence à la politique, ce n’est le cas que de 34 % de ceux qui avaient une famille faiblement politisée et 21 % de ceux dont les parents étaient totalement apolitiques.

Une première approche du rôle de la famille consiste à vérifier l’accumulation de postes politiques à l’intérieur d’un petit nombre de « familles politiques ». Ainsi Guttsman (1963) avance-t-il, dans le cas de la Grande-Bretagne aux xviiie et xixe siècles, que la transmission héréditaire des fonctions par mariage au sein de l’aristocratie était monnaie courante. De même Hess (1966) a-t-il décrit seize dynasties américaines d’où viennent 8 présidents, 3 vice-présidents, 30 sénateurs, 12 gouverneurs, 56 représentants. En outre, 700 familles ont envoyé chacune deux ou plus de leurs membres siéger aux congrès, ces familles comptant pour 17 % de tous les sénateurs et représentants depuis 1774. Toutefois, comme le remarquent Clubok, Wilenski et Berghorn (1969), ces dynasties ont tendu à devenir notablement moins fréquentes dans les temps modernes en liaison avec la modernisation politique. Dans le cas de la France on notera que ces dynasties n’ont jamais existé et que, depuis 1958, il n’y a jamais eu, par législature, plus d’une dizaine de députés à avoir eu un père lui-même député. C’est pourquoi l’importance de l’environnement familial dans le recrutement des élites relève plutôt du modèle de « surexposition » de Prewitt (1965). Un intérêt marqué des parents pour la politique, un taux d’activité nettement supérieur à la moyenne, la fréquentation des personnalités importantes au niveau local ou national peuvent susciter le goût d’une carrière ou la décision de l’engagement.

Le degré d’investissement des parents dans la politique peut être mesuré par la fréquence des discussions familiales. À la question : « Dans votre famille parlait-on [631] politique très souvent, assez souvent, de temps en temps, jamais ? », environ 40 % des leaders de l’Iowa (Patterson et Boynton, 1969) répondent très ou assez souvent et seulement 22 % jamais. Ces taux tout à fait exceptionnels par rapport à la population se retrouvent en France tant au niveau des délégués qu’à celui des parlementaires qui, d’après Cayrol, Parodi et Ysmal (1973), sont 43 % à avoir eu de fréquentes ou assez fréquentes discussions politiques avec leurs parents. D’un autre côté, le fait d’avoir eu un ou plusieurs parents actifs en politique semble marquer les élites politiques. Marvick et Nixon (1961) trouvent ainsi que parmi les militants républicains et démocrates de Los Angeles 40 % avaient eu un de leurs parents qui avaient participé aux campagnes électorales, geste accompli par seulement 10 % de la population américaine. L’exercice de fonctions électives n’est pas moins décisif pour montrer la très forte politisation des milieux dont sont issues les élites politiques. Clubok, Wilenski et Berghorn (1969), dans leur étude des membres du Congrès américain, rapportent que 54 % d’entre eux avaient des parents élus locaux ou nationaux : 26 % au niveau local seulement, 6 % à celui des États, 18 % à ceux des municipalités et des États, 6 % enfin au Congrès. Comme on le voit, à la lecture du tableau 12, 52 % des députés élus en 1968 sont dans le même cas. Si les députés de gauche et notamment les communistes ont eu moins d’élus dans leurs familles, ce n’est pas dû à une moindre politisation mais aux plus grandes difficultés qu’ils rencontrent pour se faire élire tant au Parlement que dans les communes rurales. En fait les députés de gauche ont davantage connu une socialisation familiale de type partisan : 56 % des communistes et 50 % des socialistes avaient un père membre d’un parti politique alors que ce n’était le cas que de 26 % des représentants du pdm, 18 % de ceux de l’udr et 20 % des républicains indépendants. Il n’en reste pas moins que 24 % des élus de 1968 avaient un père membre d’un parti politique, ce qui est considérable si on se souvient que 1 à 2 % de la population française sont dans le même cas.

Socialisation précoce, intérêt et activité politiques de la famille, qu’ils soient mesurés par la fréquence des discussions, l’exercice de fonctions politiques ou l’appartenance à un parti, il faut noter que ces éléments se cumulent, comme le font Cayrol, Parodi et Ysmal (1963), en une échelle de socialisation familiale. On constate alors que 36 % des députés se situent sur les positions les plus hautes de l’échelle alors que 29 % occupent les positions basses et 35 % les positions moyennes. Cette politisation héritée très tôt de la famille semble en tout cas caractériser les élites

Tableau 12. –

Exercice d’une fonction élective par un parent ou un proche (en %)

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | *PC* | *PS* | *PDM* | *UDR* | *RI* | *Ensemble* |
| Pas de fonction | 63 | 50 | 32 | 54 | 28 | 48 |
| Ministre |  |  | 7 | 4 | 2 | 3 |
| Parlementaire |  | 3 | 16 | 11 | 28 | 12 |
| Élu local | 22 | 40 | 45 | 28 | 40 | 33 |
| Autres | 15 | 7 |  | 3 | 2 | 4 |

Sources  : Cayrol, Parodi, Ysmal, 1973

[632]

politiques et les distinguer, d’une part, de la masse de la population, d’autre part, des autres élites. Browning (1968), comparant un groupe de dirigeants économiques et un groupe de politiciens, rapporte que 50 % des seconds ont eu un père actif en politique alors que ce n’est le cas d’aucun des premiers. En foi de quoi il faut bien conclure à l’influence décisive de la socialisation politique précoce et familiale dans le choix d’une carrière politique.

L’appartenance à des milieux favorisés et celle à des milieux politisés sont ainsi les deux clés qui ouvrent l’accession à la carrière politique et aux positions d’élites. On n’a pas étudié les liens entre les deux séries de caractéristiques. On peut cependant risquer l’hypothèse qu’elles sont relativement indépendantes l’une de l’autre et que, dans certains cas – celui du personnel politique de gauche, notamment en France –, la politisation de la famille vient corriger, dans les chances d’envisager une carrière politique et de la réussir, les désavantages d’un milieu social défavorisé.

Section 3

Des élites aux leaders et au leadership

[Retour au sommaire](#sommaire)

Comme le remarque Welsh (1979), les théories classiques sur les élites comme les études empiriques décrivent des positions au sein de la hiérarchie politique et sociale, font des hypothèses ou des études sur les correspondances à établir entre les deux systèmes. En établissant l’autonomie ou à tout le moins la spécificité des élites politiques, elles ne s’interrogent pas sur les relations qui unissent les élites et la masse. Au contraire, les termes de leaders et de leadership renvoient à un univers tout relationnel : celui, d’une part, des liens entre les leaders reconnus et les leaders potentiels ; celui, d’autre part, des relations d’influence ou d’autorité qui unissent les leaders et les *followers,* qui font que les seconds reconnaissent la légitimité des premiers, acceptent leur pouvoir et les suivent. En dépit des travaux de Weber (1963) et de ses trois types idéaux de leadership fondés sur trois formes de domination – traditionnelle, charismatique et rationnelle-légale – l’étude des leaders et du leadership est relativement absente de la sociologie ou de la science politique [[489]](#footnote-489). Longtemps on a confié à la psychologie le soin de répondre aux questions posées par l’autorité (par exemple Festinger, Riecken, Schachter, 1956 ; Petrullo et Bass, 1961).

D’un côté, psychosociologues, voire psychanalystes, se sont interrogés sur la personnalité du leader, sur les traits propres faisant que quelqu’un aspire particulièrement au pouvoir, réussit à y accéder et est admis par d’autres qui ne possèdent [633] pas les mêmes qualités [[490]](#footnote-490). Toutefois, certains ne se sont pas limités à comprendre « qui devient un leader ? ». D’autres psychosociologues se sont intéressés à la manière dont fonctionne le leadership. Baies (1950) étudie ainsi, au sein de groupes de discussion, le rôle spécifique du leader : compétence et adresse qui fondent la popularité auprès des membres du groupe ; capacité de composer ou d’établir des coalitions avec les autres leaders au sein d’un groupe où l’autorité est par essence collégiale. Lippitt et White (1947, 1954), travaillant sur des groupes expérimentaux d’enfants socialement, intellectuellement et psychologiquement homogènes, ont montré qu’à des styles divers de commandement correspondaient, chez les mêmes enfants, des types différents de comportement et de satisfaction. Ainsi s’élabore la théorie du « leader démocratique » (par opposition au leader autoritaire et au leader non interventionniste) qui (Bourricaud, 1961) réalise l’optimum du groupe en lui assurant l’efficacité instrumentale la plus élevée et en le plaçant au plus haut niveau de satisfaction expressive.

Ces études, sans doute parce qu’elles ne concernaient que des groupes expérimentaux et étaient donc limitées par les conditions de l’expérience – des petits groupes où on discute chez Baies ; des enfants qui n’ont pas choisi, eux-mêmes, leurs leaders chez Lippitt et White –, sont finalement restées sans postérité et notamment sans extension au domaine propre de la politique. Ce n’est que récemment que, généralement dans l’examen soit du pouvoir, soit de la décision (Paige, 1977) les politistes se sont intéressés aux formes multiples de la relation leaders-followers qui définissent différents styles ou types de leaders. Il s’agit alors, comme l’explique Welsh (1979), d’identifier les éléments importants des caractéristiques et des comportements des leaders, non à titre « spéculatif » mais dans la mesure où ces éléments sont en relation avec le contexte dans lequel s’exerce le leadership. En d’autres termes, l’analyse des formes de leadership permet, dans la mesure où elles ne sont pas sans influence sur la nature des systèmes politiques, de caractériser ceux-ci.

1. Leadership et recrutement

[Retour au sommaire](#sommaire)

La première approche est celle de Seligman (1971) qui lie recrutement, type de leadership et degré d’ouverture des décisions politiques. Les processus de recrutement des élites ou des leaders peuvent, en effet, si on prend en compte, d’une part, les conditions d’éligibilité et, d’autre part, les mécanismes de sélection des candidats, soit favoriser la participation du plus grand nombre soit au contraire l’entraver. D’un côté, lois électorales, facilités financières distribuées ou non à la population, postes de « secours » accordés soit dans l’appareil d’État soit dans les partis à ceux qui ont pris le « risque » de s’engager en politique mais n’ont pas connu le succès, enfin intérêt personnel des individus à briguer des fonctions politiques, toutes ces conditions d’éligibilité montrent les capacités différentielles d’un système politique à favoriser l’accession du plus grand nombre de citoyens au leadership politique. D’un autre côté, sont au moins aussi décisifs les processus de sélection ou les mécanismes [634] de choix par lesquels des individus peuvent émerger comme candidats des organisations politiques. De la cooptation où seules des personnes non politiques mais de haut statut social sont choisies à une désignation de fait sous « l’affectueuse pression » des amis, au choix des candidats par le seul chef du parti et enfin au choix « bureaucratique » où sont récompensés ceux qui ont longtemps et fidèlement servi leur organisation, ce ne sont pas les mêmes qui sont favorisés. Les trois premiers canaux de sélection tendent à donner le pouvoir à des élites plus ou moins traditionnelles formant une caste qui ne se renouvelle guère ; seul le dernier donne leurs chances à ceux qui n’auraient jamais, sans cela, pris le « risque » de la politique. Seligman postule par ailleurs des relations très étroites entre le recrutement et les comportements des leaders. Selon lui, le jeu des divers éléments du recrutement influence la distribution du pouvoir, la représentativité des élites, leur compétence, les décisions politiques et les normes collectives des leaders. En particulier, il suggère que les systèmes où chacun a une réelle possibilité d’accéder au leadership, où les risques politiques sont faibles et où les procédures de sélection sont très compétitives et ouvertes tendent à avoir des processus de décision politique eux-mêmes plus démocratiques, c’est-à-dire ouverts au plus grand nombre. Dans ces systèmes les leaders sont éminemment représentatifs ; il y a une large et pluraliste distribution du pouvoir politique et les décisions sont généralement en accord avec les désirs de la population. Bien que Seligman insiste sur le rôle des partis politiques par lesquels passe toute la sélection, il n’ignore pas, non seulement le rôle des mécanismes de choix, mais encore celui de la nature du parti lui-même. Plus un parti est un monde clos visant une base sociale privilégiée et une grande cohérence idéologique, plus est grande la recherche dans les décisions de ces intérêts particuliers. En revanche, plus les candidats du parti sont liés en même temps à des groupes politiques ou non, plus ils représentent les intérêts divers de groupes de pression spécialisés, plus le processus de décision politique servira ces multiples intérêts. Sans le dire explicitement, Seligman vise dans le premier cas, et sous couvert de recrutement, les partis et systèmes communistes. Tout cela pour finalement établir la supériorité du système américain.

2. Type de leaders et système politique

[Retour au sommaire](#sommaire)

Ce sont des auteurs travaillant sur l’Union soviétique ou sur l’Amérique latine qui, cherchant à dépasser la trop classique ou trop simpliste division entre systèmes pluralistes et totalitaires, ont élaboré les typologies les plus élaborées du leadership. Leur hypothèse est que les types de leaders affectent la nature des systèmes politiques beaucoup plus que l’inverse. Ce qui est une manière de dire que l’étude du leadership, bien loin d’être subordonnée ou seconde par rapport à d’autres problèmes (tels le pouvoir ou la décision), est au contraire l’unique manière de comprendre ce que sont les systèmes politiques.

C’est en situant au cœur de l’univers purement relationnel du leadership que Beck et Malloy (1964, 1973) établissent leur typologie. Bien qu’ils annoncent que l’analyse des élites doit tenir compte de quatre éléments – leurs perspectives, [635] les techniques qu’elles utilisent pour accéder et se maintenir au pouvoir qui toutes deux déterminent la structure de l’élite et ses normes de comportement – Beck et Malloy se meuvent, en fait, dans un espace à deux dimensions. La première, appelée « division/unité », définit les relations entre l’élite politique et les autres élites ; la seconde, nommée « imperméabilité/perméabilité », explicite, au contraire, les relations de l’élite à la non-élite ou du leader au follower. Combinées entre elles ces deux dimensions donnent naissance à quatre types idéaux dont seuls trois peuvent être décrits. À l’intérieur de ces trois types, les auteurs explicitent à la fois ce que sont les structures et les normes de comportement de l’élite.

Le premier type est celui d’une élite *divisée et perméable* qu’on pourrait aussi bien appeler pluraliste. Coexistent un grand nombre de leaders en compétition (gouvernement, leaders d’organisations politiques ou non), ce qui fait qu’il n’y a pas de cohésion chez les détenteurs des rôles d’autorité et que les relations élite-élite sont compétitives. Chacune d’entre elles représente les intérêts des groupes sociaux importants. En ce qui concerne les rapports de l’élite et de la non-élite, le système est doublement perméable. D’une part, en effet, la population détient une information suffisante qui lui permet de remettre en question le comportement des leaders et de les remplacer si elle perçoit que ceux-ci prennent des décisions inadéquates. D’autre part, existe une mobilité ascendante qui permet à de nouveaux groupes d’accéder au pouvoir. Sans doute celle-ci n’est pas illimitée mais le leadership est ouvert car il est normativement orienté vers l’accueil aux autres groupes. Inutile de préciser qu’on aura reconnu, ici, les « démocraties occidentales » et que, par d’autres voies, Beck et Malloy arrivent à des conclusions assez proches de celles de Seligman.

En opposition, le second type est celui d’une élite *unifiée et imperméable.* Les leaders politiques ont en commun un haut degré d’expériences politiques et de cohésion idéologique car ils sont issus d’une organisation politique unique qui contrôle d’une part toute la vie sociale et d’autre part tout l’accès aux positions de pouvoir. Cela ne signifie pas toutefois qu’il n’y ait pas conflit et compétition à l’intérieur de l’élite mais celle-ci se déploie en « factionnalisme » à l’intérieur du parti sans intervention réelle des citoyens. D’une part, ceux-ci ne peuvent accéder au leadership que de « manière très circonscrite » ; d’autre part, s’il peut y avoir mobilisation forte de la population sur des options, celle-ci n’influence ni la définition des buts poursuivis ni les formes de la mobilisation qui relève, en fait, de la manipulation. Les followers suivent parce qu’ils y sont contraints. Contrairement à ce qu’on pourrait penser, ce type ne décrit pas exactement l’Union soviétique mais reste un « type idéal » qui n’existe nulle part [[491]](#footnote-491).

Pays communistes, régimes d’Amérique latine relèvent plutôt du troisième type : une élite *divisée et imperméable* ou autoritaire. Coexistent de nombreux centres de pouvoirs plus ou moins autonomes au sein de la société (parti mais aussi selon les cas armée, Église, propriétaires terriens…) qui, s’ils ont une grande homogénéité [636] de formation, sont divisés sur la politique à suivre et notamment sur les problèmes économiques et la répartition des ressources. Ces conflits au sein de l’élite se règlent généralement soit par la purge soit, par manque de procédures institutionnelles de règlement (cas des pays en voie de développement), par la violence. Le citoyen est doublement marginalisé. D’une part, il y a une « claire ligne de démarcation entre les leaders et la population qui ne peut pas accéder aux positions de pouvoir » ; d’autre part, celle-ci est très faiblement mobilisée autour des enjeux politiques : ni participation *via* les groupes multiples qu’on trouve dans les régimes « démocratiques », ni mobilisation par la manipulation. L’engagement des masses est limité à des élections plus ou moins formelles où le parti unique assure le consentement.

Finalement Beck et Malloy articulent principalement leur réflexion sur l’extension et la nature de la participation au leadership des groupes importants de la société – participation qui se définit autant en termes d’accès aux fonctions qu’en termes d’intervention dans les décisions. On retrouve une même perspective chez Fleron (1973) qui, toujours à propos du leadership dans les pays communistes mais dans l’espoir d’aboutir à une typologie des systèmes de leadership politique, fait intervenir comme variables ceux des groupes sociaux qui ont prise sur la décision politique. Toutefois Fleron élargit son propos dans la mesure où la question des changements au sein du leadership et de son adaptation aux conditions socio-économiques qui fixent son pouvoir l’intéresse au moins autant que le problème des relations entre les leaders et la population ou entre les élites et la masse.

*A priori,* pourtant, il n’y a pas grande différence entre le leadership *monocratique* de Fleron et « l’élite divisée et imperméable » de Beck et Malloy ; entre le leadership *pluraliste* et « l’élite divisée et perméable ». Dans le premier cas, les postes politiques sont occupés par des professionnels appartenant à un parti cependant que les autres groupes politiques qui existent au sein de la société ont un rôle restreint au secteur particulier dans lequel ils sont spécialisés (culture, enseignement, économique par exemple). En conséquence, l’accès au leadership est contrôlé par les leaders en place et est structuré par l’organisation politique dominante. Lorsque, au contraire, le système de leadership est pluraliste, des élites spécialisées sont en concurrence pour le pouvoir politique, l’influence et la participation. La compétition joue à un large niveau et les « politiciens professionnels » ne jouissent pas d’avantages institutionnels garantissant leur maintien au leadership politique. Cette différence n’est toutefois, selon Fleron, qu’un des résultats possibles de l’industrialisation, de la division du travail et de la différenciation structurelle de la société qui en résulte. Le leadership « monocratique » correspond ainsi à un état où le pouvoir politique peut, y compris par des procédés coercitifs, faire appel à ceux qui ont les compétences nécessaires au bon fonctionnement de la société (les groupes spécialisés qui œuvrent théoriquement dans leur domaine propre) sans pour autant leur faire des concessions quant au leadership politique ou sans leur donner un pouvoir de décision. Le leadership « pluraliste » s’installe dès lors que les groupes spécialisés sont devenus trop conscients de leur pouvoir pour qu’on puisse leur extorquer leur savoir. Il faut cependant noter que, dans ce processus d’adaptation, Fleron distingue deux autres formes possibles de leadership, celui dit « monocratique-adaptatif » où l’élite politique, n’acceptant pas le transfert de parties de pouvoir à d’autres qu’elle-même, [637] est condamnée à former ses leaders et à leur donner la compétence technique nécessaire ; celui enfin dit « cooptatif » où des leaders des secteurs non politiques qui ont déjà fait une carrière sont absorbés dans l’élite politique.

3. Types de leaders et demandes de la société

[Retour au sommaire](#sommaire)

L’inconvénient des typologies de Beck et Malloy et de Fleron est d’être moins générales qu’elles ne paraissent ou d’être trop centrées sur les systèmes autoritaires dans leur opposition aux systèmes « démocratiques » dont les formes de leadership sont mal étudiées en dehors de l’idée assez mythique d’une participation étendue et généralisée. Focalisées sur les conditions d’accès au leadership ou sur l’intervention des groupes sociaux, elles s’interrogent assez peu, en définitive, sur le pouvoir des leaders et sur les moyens dont ceux-ci usent pour asseoir leur légitimité. C’est ce à quoi tente de répondre la typologie de Burns (1978).

L’idée fondamentale de Burns est de montrer que le vrai pouvoir politique n’est pas violent mais réside dans les relations humaines qui font le leadership. Ainsi le pouvoir n’est-il qu’un « processus dans lequel ceux qui détiennent le pouvoir, ayant certaines motivations et certains buts, peuvent provoquer des changements dans le comportement des citoyens et dans l’environnement en utilisant certaines ressources qui fondent leur pouvoir » (Burns, 1978, p. 13). Le leadership, qui n’est qu’un aspect du pouvoir, est exercé lorsque certaines personnes, porteuses de motivations et de buts, mobilisent en compétition ou en conflit avec d’autres des moyens institutionnels, politiques, psychologiques ou autres pour stimuler, engager et satisfaire les motivations des citoyens ou des followers. Dès lors les divers styles de leadership et de leaders se déterminent à la fois selon les demandes de la société auxquelles le leader répond pour obtenir des « effets désirés » et selon les moyens qu’il met en œuvre pour atteindre son but.

Ainsi se dégage un premier type de leadership dit *transformateur* où le leader reconnaît et exploite un besoin ou une demande existant plus ou moins consciemment chez un follower potentiel. Il s’agit, selon Burns, pour le leader de chercher à réaliser des fins plus élevées en transformant la société et ses structures. Il y a donc là nécessairement conflit entre ce qui est et ce que l’on veut faire advenir. Dans ce type de leadership, leaders et citoyens sont stimulés l’un par l’autre. Au sein de cet ensemble, s’opposent cependant leadership intellectuel, réformateur et révolutionnaire. Le premier, en effet, use des idées pour anticiper, médiatiser et finalement maîtriser l’expérience par l’imagination et l’intelligence au nom de « ce que les hommes devraient être ». Le second exige la compréhension et la perception des besoins, à un moment donné, de la société ou de la Nation en même temps que la volonté de les conduire vers l’état meilleur qu’elle devrait connaître. Quant au troisième il ne se distingue du second que par le fait qu’il n’opère pas sur des parties (des réformes) mais sur le tout (transformation entière d’un système social).

Alors que le leadership transformateur exige de saisir les besoins de la société, de mobiliser les citoyens par leurs nouvelles motivations, d’établir des relations réciproques entre le leader et eux, tout autre est le leadership *transactionnel* qui ne considère [638] les followers que dans l’idée d’échanger une chose contre une autre : des postes contre des voix ou des subventions pour les campagnes électorales ; du pouvoir contre des gratifications symboliques ou des récompenses. Ici la relation ne se fait plus autour de ce que Burns appelle des « valeurs », mais autour d’un échange de services qui, pourtant, répondent eux aussi à des demandes latentes au sein de l’opinion. Leadership d’opinion, de parti, de groupe, leadership législatif ou exécutif ne sont que des variantes selon le lieu où s’exercent la transaction et la nature des services rendus.

On remarquera que Burns retrouve là les théories de Weber ou de Ostrogorski sur la logique du don et du contre-don. Pourtant, pas plus que Weber, il ne se satisfait du leadership transactionnel, forme appauvrie de la relation politique. D’où un appel tout weberien à la restauration d’un vrai leadership politique dans lequel le leader transforme les demandes de la société en « valeurs », et où, grâce à une éducation politique des masses, le leader ne serait pas un simple manager. Devraient s’établir des relations réciproques entre leader et follower qui transformeraient dans un premier temps le leader en traducteur des aspirations des citoyens et dans un second temps aboliraient la différence. C’est souligner une dernière fois combien toutes les études sur les élites et les leaders engagent, consciemment ou non, des vues sur la démocratie. Les analystes empiriques du leadership devraient davantage avouer (sinon maîtriser) les penchants normatifs qui les animent.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour au sommaire](#sommaire)

Antoni (P.), Antoni (J. D.), 1976, *Les ministres de la Ve République*, Paris, puf.

Aron (Raymond), 1960, Classe sociale, classe politique, classe dirigeante, *Archives européennes de Sociologie*, vol. 1.

Arora (Satish, K.), 1972, Social background of the Indian Cabinet, *Economic and Political weekly*, numéro spécial, 7, p. 31-33.

Aubert (Véronique), Parodi (Jean-Luc), 1980, Le personnel politique français, *Projet*, n° 147.

Bachrach (Peter), Baratz (Morton), 1962, Two faces of power, *American Political Science Review*, 56, II, p. 947-952.

Bachrach (Peter), Baratz (Morton), 1963, Decisions and non-decisions, *American Political Science Review*, 57, p. 632-642.

Bacot (Paul), 1979, *Les dirigeants du Parti socialiste*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon.

Bales (Robert F.), 1950, *Interaction Process Analysis*, Cambridge, A. Wesley.

Barber (James, D.), 1965, *The Law Makers*, New Haven, Conn., Yale University Press.

Beck (Carl), Malloy (James), 1964, *Political Elites : a Mode of Analysis*, rapport présenté lors du VIe Congrès de l’Association internationale de Science politique, Genève.

Beck (Carl) et al., 1973, *Comparative Communist Political Leadership*, New York, David McKay Company.

Beyme (Klaus von), 1971, *Die Politische Elite in der Bundesrepublik Deutschland*, Munich, Piper.

Birnbaum (Pierre), 1977, *Les sommets de l’État. Essai sur l’élite au pouvoir en France*, Paris, Le Seuil, coll. « Points ».

Birnbaum (Pierre), 1984, Type d’élites et nature de l’État, *Pouvoirs*, n° 29.

Birnbaum (Pierre), Bellaiche (Michel), Barucq (Charles), Marie (Alain), 1978, *La classe dirigeante française*, Paris, puf.

Blondel (Jean), 1973, *Comparative Legislatures*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall.

Blondel (Jean), 1980, *World Leaders*, Beverly Hills (Cal.), Sage.

[639]

Bourricaud (François), 1961, *Esquisse d’une théorie de l’autorité*, Paris, Plon.

Bottomore (T. B.), 1964, *Élites et société*, Paris, Stock.

Browning (Rufus), 1968, The interaction of personality and political system in decision to run for office : some data and a simulation technique, *Journal of Social Issues*, n° 24.

Burnham (James), 1941, The Managerial Revolution, New York, John Day. Burns (James McGregor), 1978, *Leadership*, New York, Harper & Row.

Butler (David E.), Pinto-Duschinsky (Michael), ed., 1971, *The British General Election of 1970*, London, Macmillan.

Cayrol (Roland), 1981, Beaucoup plus d’enseignants, moins d’industriels et de paysans, *Le Monde*, 23 juin.

Cayrol (Roland), Jaffré (Jérôme), 1980, *Party Linkages in France : Socialist Leaders, Followers and Voters*, in Lawson.

Cayrol (Roland), Parodi (Jean-Luc), Ysmal (Colette), 1973, *Le député français*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Cayrol (Roland), Perrineau (Pascal), 1982, *Governing Elites in a Changing Industrial Society : The Case of France*, in Czudnowski.

Cayrol (Roland), Ysmal (Colette), 1982, Les militants du ps, *Projet*, n° 165.

Chariot (Jean), 1973, Les élites politiques en France de la IIIe à la Ve, *Archives européennes de Sociologie*, vol. 4.

Clubok (Alfred, D.), Wilenski (Norman, M.), Berghorn (Forest, J.), 1969, *Family Relationship. Congressional recruitment and political Modernization*, Journal of Politics, 31.

Czudnowski (Moshe), 1972, Sociocultural variables and Legislative recruitment, *Comparative Politics*, 4.

Czudnowski (Moshe), 1975, *Political Recruitment, in Greenstein, Polsby*, vol. 2, p. 155-242.

Czudnowski (Moshe), ed., 1982, *Does Who Governs Matter ?,* Northern Illinois University Press.

Czudnowski (Moshe), éd., 1983, *Political Elites and Social Change*, Northern Illinois University Press.

Dahl (Robert, A.), 1971, Qui gouverne ?, Paris, Armand Colin (trad. de Robert A. Dahl, 1961, *Who governs ? Democracy and Power in an American City*, New Haven, Conn., Yale University Press).

Di Renzo (Gordon), 1967, *Personality, Power and Politics*, Notre-Dame, Ind., University of Notre-Dame Press.

Dogan (Mattéï), 1961, *Political Ascent in a Class-Society : French Deputies 1870-1958*, in Marvick.

Dogan (Mattéï), 1967, Les filières de la carrière politique, *Revue française de Sociologie*, vol. 8.

Downton (James V.), 1973, *Rebel Leadership. Commitment and charisma in the revolutionary process*, New York, Free Press.

Eulau (Heinz), Buchanan (William), Ferguson (Leroy), Walhke (John C.), 1959, The Political Socialization of American State Legislators, Midwest *Journal of Political Science*, n° 3.

Eulau (Heinz), Sprague (John D.), 1964, *Lawyers in Politics*, Indianapolis, Bobs Merrill.

Fabre-Rosane (Gilles), Guédé (Alain), 1978, Sociologie des candidats aux élections législatives de mars 1978, *Revue française de Science politique*, 28, 5.

Fainsod (Merle), 1963, *How Russia is ruled*, Cambridge, Harvard University Press.

Festinger (Léon), Riecken (Henry), Schachter (Stanley), 1956, *When prophecy fails*, New York, Harper.

Fleron (Frederic J.), 1973, *System attributes and career attributes : the soviet leadership System, 1952 to 1965*, in Beck (Carl) et al.

Franck (Peter), 1971, The CPSU Okbom First Secretary. A Profile, *British Journal of Political Science*, vol. I.

Galbraith (John K.), 1969, *The New Industrial State*, Harmondsworth, Penguin Books.

Gaxie (Daniel), 1973, *Les professionnels de la politique*, Paris, puf (« Dossiers Thémis »).

Gaxie (Daniel), 1977, Économie des partis et rétributions du militantisme, *Revue française de Science politique*, 17, 1.

[640]

Gaxie (Daniel), 1980, Les logiques du recrutement politique, *Revue française de Science politique*, 20, I.

Gaxie (Daniel), 1983, Facteurs sociaux de la carrière gouvernementale sous la Ve République, 1959-1981, *Revue française de Sociologie*, XXIV, 3.

Gouldner (Alvin), 1960, The norm of reciprocity : a preliminary statement, *American Sociological Review*, 25, 2, p. 161-178.

Grawitz (Madeleine), 1958, Les conseillers municipaux de Lyon (1884-1953), *Annales de l’Université de Lyon*, fasc. 17.

Grawitz (Madeleine), 1960, La psychologie des candidats. Résultats d’une enquête menée à Lyon, in Goguel, éd., *Le référendum de septembre et les élections de novembre 1958*, Cahier 109 de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, A. Colin.

Grawitz (Madeleine), 1971, *La psychologie des candidats lors des élections législatives de 1967. Enquête menée dans le Rhône, la Loire, la Côte-d’Or, l’Isère et la Drôme*, Annales de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Lyon I.

Greenstein (Fred L), Polsby (Nelson W.), ed., 1975, *Handbook of Political Science*, New York, Addison Wesley Publishing Company.

Gruber (Wilfried), 1971, Career Patterns of Mexico’s Political Elite, *Western Political Quarterly*, vol. 24.

Guédé (Alain), Rozenblum (Serge-Allain), 1981, Les candidats aux législatives de 1978 et 1981, *Revue française de Science politique*, 31, 5.

Guttsman (W. L.), 1963, *The British Political Elite*, New York, Basic Books.

Guttsman (W. L.), 1974, *The British Political Elite and the Class Structure*, in Stanworth, Giddens.

Hess (Stephen), 1966, *America’s Political Dynasties*, New York, Doubleday.

Hodnett (Grey), 1965, The Obkom First Secretaries, *Slavic Review*, vol. 24.

Huntington (S. P.), 1968, *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press.

Hurewitz (J. C.), ed., 1983, *The Military in the Middle East*, Boulder (Col.), Westview Press.

Janowitz (Morris), 1964, *The Military in the Political Development of New Nations*, Chicago, The University of Chicago Press.

Johnson (R. W.), 1973, The British Political Elite, 1965-1972, *Archives européennes de sociologie*, vol. 14.

Keller (Suzanne I.), 1963, *Beyond the Ruling Class. Strategic Elites in Modern Society*, New York, Random House.

Kesselman (Mark), 1971, Systèmes de pouvoir et cultures politiques au sein des partis politiques français, *Revue française de Sociologie*, n° 14.

Knight (Maxwell), 1952, *The German Executive, 1890-1933*, Stanford University Press.

Kornberg (Allan), 1967, *Canadian Legislative Behavior*, New York, Holt, Rinehard & Winston.

Kornhauser (William), 1961, *Power Elite and veto groups*, in Lipset et Lowenthal.

Lagroye (Jacques), Lord (Guy), Mounier-Chazel (Lise), Palard (Jacques), 1976, *Les militants politiques dans trois partis français*, Paris, Pédone.

Lasswell (Harold D.), 1952, *Introduction : The Study of Political Elites*, in Lasswell, Lerner, Rothwell.

Lasswell (Harold D.), Lerner (Daniel), 1964, *World Revolutionary Elites*, Cambridge, mit Press.

Lasswell (Harold D.), Lerner (Daniel), Rothwell (C. Easton), 1952, *The Comparative Study of Elites*, Stanford, Stanford University Press.

Lawson (Kay), ed., 1980, *Political Parties and Linkage*, New Haven, Yale University Press.

Lippitt (Ronald), White (Ralph K.), 1947, *An Experimental Study of Leadership and Group Life, Readings in Social Psychology*, Michigan, Ann Arbor.

Lippitt (Ronald), White (Ralph K.), 1954, *Leader Behavior and member reaction in three « social climates »,* London, Tavistock.

Lipset (Seymour M.), Lowenthal (Leo), ed., 1961, *Culture and Social Character*, Glencoe, The Free Press.

Lipset (Seymour M.), Solari (Aldo), ed., 1967, *Elites in Latin America*, New York, Oxford University Press.

[641]

Marvick (Dwaine), ed., 1961, *Political Decision-Makers*, Glencoe, Free Press.

Marvick (Dwaine), Nixon (Charles R.), 1961, *Recruitment contrasts in rival campaign groups*, in Marvick.

Marx (Karl), 1963, [*Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/18_brumaine_louis_bonaparte/18_brumaine.html), Paris, Éd. Sociales (une des traductions d’un texte publié en 1852).

Matthews (Donald R.), 1954, *The Social Background of Political Decision-Makers*, New York, Random House.

Matthews (Donald R.), 1960, *US Senators and Their World*, New York, Vintage Books. Meisel (James H.), 1958, *The myth of the Ruling Class. Gaetano Mosca and the Elite*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

Michels (Roberto), 1914, *Les partis politiques*, rééd. Paris, Flammarion, 1971.

Mickiewicz (Ellen), 1973, *Handbook of Soviet Social Science* Data, New York, Free Press.

Miliband (Ralph), 1969, *The State in Capitalist Society*, Londres, Weidenfeld & Nicolson.

Mills (C. Wright), 1969, *L’élite du pouvoir*, Paris, Maspero (trad. de 1956, *The Power Elite*, New York, Oxford University Press).

Mosca (Gaetano), 1939, *The Ruling class*, New York, McGraw-Hill (trad. de *Elementi di Scienza Politica*, 1896).

Mossuz-Lavau (Janine), Sineau (Mariette), 1983, *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, puf (coll. « Recherches politiques »).

Obregon (Anibal Q.), 1967, *Contemporary Peasant Movements*, in Lipset (Seymour M.), Solari (Aldo).

Ostrogorski (Michel), 1963, *La démocratie et l’organisation des partis politiques*, Paris, Calmann-Lévy.

Paige (Glenn D.), 1977, *The Scientific Study of Political Leadership*, New York, The Free Press.

Pareto (Vilfredo), 1965, [*Traité de sociologie générale*](http://classiques.uqac.ca/classiques/pareto_wilfredo/traite_socio_generale/traite_socio_gen_original.html), Genève, Droz.

Parodi (Jean-Luc), éd., 1971, *La politique*, Paris, Hachette.

Parodi (Jean-Luc), Ysmal (Colette), 1971, *L’homme politique*, in Parodi.

Patterson (Samuel C.), Boynton (G. R.), 1969, Legislative Recruitment in a Civic Culture, *Social Science Quarterly*, 50.

Perlmutter (Amos), Bennett (Valérie), éd., 1980, *The political influence of the military*, New Haven, Yale University Press.

Petrullo (Luigi), Bass (Bernard), ed., 1961, *Leadership and interpersonal behaviour*, New York, Holt, Rinehart & Winston.

Prewitt (Kenneth), 1965, Political Socialization and Leadership sélection, *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n° 361.

Putnam (Robert, D.), 1976, *The Comparative Study of Political Elites*, New Jersey, Prentice Hall.

Quandt (William B.), 1970, *The Comparative Study of Political Elites*, Beverly Hills, Sage Professional Papers.

Rejai (Mostafa), 1973, *The Strategy of Revolution*, New York, Doubleday.

Rossi-Landi (Guy), 1973, *Les hommes politiques*, Paris, puf, coll. « sup ».

Rouquié (Alain), éd., 1981, *La politique de Mars. Les processus politiques dans les partis militaires*, Paris, Le Sycomore.

Rouquié (Alain), 1982, *L’État militaire en Amérique latine*, Paris, Le Seuil.

Rustow (Dankwart A.), éd., 1970, *Philosophers and Kings. Studies in Leadership*, New York, George-Braziller.

Sartori (Giovanni), 1963, Il *Parliamento Italiano, 1946-1963*, Naples, Edizioni Scientifiche.

Sartori (Giovanni), 1967, Italy : *Members of Parliament*, in Unesco.

Schlesinger (Joseph A.), 1957, Lawyers and American Politics : a clarified view, *Midwest Journal of Political Science*, I.

Schmidt (Hannelore), 1963, Die Deutsche Executive 1949-1960, *Archives européennes de sociologie*, vol. 4.

Schmidt (S.), Scott (J. C.), Lande (C.), Guasti (L.), ed., 1977, *Friends, Followers and Factions*, Berkeley, University of California Press.

Schumpeter (Joseph), 1967, [*Capitalisme, socialisme et démocratie*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_original.html), Paris, Payot.

Seligman (Lester G.), 1971, *Recruiting Political Elites*, New York, General Learning Press.

[642]

Selznick (Philip), 1957, *Leadership in Administration*, Evanston (Ill.), Row Peterson.

Sineau (Mariette), 1984, 1944-1984 : La résistible ascension, *Le Monde*, 29 février.

Stanworth (Philip), Giddens (Anthony), éd., 1974, *Elites and Power in British Society*, London, Cambridge University Press.

Suleiman (Ezra), 1978, *Elites in French Society : the Politics of Survival*, Princeton (nj)-Princeton University Press (trad. franç., *Les élites en France. Grands corps et grandes écoles*, Paris, Le Seuil, 1979).

Unesco, 1967, *Decisions and Decision-makers in the Modern State*, Paris et New York.

Tachau (Frank), éd., 1972, *Political Elites and Political Development in the Middle East*.

Toinet (Marie-France), 1972, Le *Congrès des États-Unis*, Paris, puf, coll. « Sup ».

Valen (Henry), 1966, The recruitment of parliamentary Nominees in Norway, *Scandinavian Political Studies*, I.

Veron (Jacques), 1983, Démographie du Parlement français de 1958 à 1980, *Population*, n° 3.

Von Der Mehden (Fred. R.), 1969, *Politics of the Developing Nations*, New Jersey, Prentice-Hall.

Weber (Max), 1963, [*Le savant et la politique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.wem.sav), Paris, Plon, coll. « 10/18 » (trad. de 1919, Gesammelte Politische Schriften).

Weber (Max), 1971, *Économie et Société*, Paris, Plon (trad. de 1922, Wirtschaft und gesellschqft).

Welsh (William A.), 1979, *Leaders and Elites*, New York, Holt, Rinehart & Winskin.

Ysmal (Colette), 1984, *Demain la droite*, Paris, Grasset.

Zartman (I. William), éd., 1980, *Political elites in the Middle East*, New York, Praeger.

Zweigenhaft (Ralph), 1975, Who represents America ?, *Insurgent Sociologist*, vol. 5 (3).

[643]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

Chapitre X

“L’ACTION DE L’ÉTAT  
DIFFÉRENCIATION  
ET DÉDIFFÉRENCIATION.”

Par Pierre BIRNBAUM

[Retour au sommaire](#sommaire)

Lieu par excellence de l’exercice du pouvoir, l’État a néanmoins longtemps presque disparu de la science politique contemporaine. C’est que, dans son histoire récente, d’autres notions paraissent essentielles pour analyser les phénomènes politiques : on a préféré ainsi se pencher sur le rôle des citoyens, la nature des classes, des élites, ou des groupes qui se disputent le pouvoir, ou analyser encore le type de régime qui résulte de leur affrontement. La difficile conciliation entre les principes de liberté et d’égalité a pour beaucoup rendu plus fragile le fonctionnement des sociétés démocratiques, confrontée par ailleurs à la montée des nationalismes et des totalitarismes. De plus, la naissance des partis de masse, la personnalisation extrême du pouvoir des dirigeants charismatiques, l’épanouissement des régimes totalitaire ou autoritaire et le déclin des structures démocratiques se marquant, par exemple, par la plus grande dépolitisation des citoyens se préoccupant davantage de la défense de leurs intérêts privés que des affaires de la cité ont davantage retenu l’attention des politologues. L’État fait alors figure de grand absent et les débats des siècles passés qui portaient souvent sur sa finalité et sa légitimité ne semblent plus de mise. De nos jours, il semble urgent de faire à nouveau de l’étude de l’État un objet essentiel, ne serait-ce que pour clarifier ses rapports avec la démocratie, la république, ou la nation, ses liens avec les classes ou les élites, son devenir en fonction de l’engagement ou de la passivité des citoyens, en raison aussi de la mobilisation de mouvements sociaux qui tentent de lui porter atteinte ou encore de l’émergence de pouvoirs partisans qui prétendent à leur tour incarner une nouvelle légitimité [[492]](#footnote-492).

[644]

*Section 1*

L’absence de l’État

[Retour au sommaire](#sommaire)

Un grand nombre de théories n’accordent pourtant que peu d’attention à l’État lui-même. Aussi diverses et opposées soient-elles, toutes, pour de multiples raisons, négligent de prendre en considération le principe de différenciation qui est pourtant le seul à pouvoir rendre compte de sa naissance.

1. La démocratie contre l’État

Les concepts de « démocratie » et d’« État » peuvent apparaître comme exclusifs l’un de l’autre. Une démocratie qui attribue véritablement le pouvoir tout entier au peuple ne saurait tolérer la formation d’un État, ensemble différencié et agissant en fonction de ses intérêts propres. Au mieux, elle se dote d’institutions représentatives, d’un gouvernement auquel elle accepte de déléguer un pouvoir qu’elle estime pouvoir contrôler. En un mot, dans la démocratie, c’est le peuple qui demeure souverain, non l’État. Pour Rousseau, le « gouvernement » n’est qu’une « commission » qui peut revêtir différentes formes, républicaine ou monarchique : peu importe, puisqu’elle demeure toujours révocable (Rousseau, 1943, III, p. 6). La démocratie, en ce sens, n’est pas compatible avec la différenciation d’un espace étatique. C’est pourquoi, pour C. J. Friedrich, « de manière stricte, l’État n’existe pas dans une démocratie » (cité par Dyson, 1980, p. 7). Cette conception de la démocratie contre l’État ne peut, de plus, être considérée comme propre à la perspective du seul Rousseau ; la tradition anglo-saxonne qui est presque toujours hostile à l’auteur du *Contrat social* et qui va dominer la science politique contemporaine établit elle aussi une sorte d’antinomie entre la démocratie et l’État : selon Sir Ernest Barker, « l’État en tant que tel n’agit pas en Angleterre, même le Premier Ministre ne dispose pas de l’autorité de l’État » (Barker, 1930, p. 173). Dans un tel contexte, l’État n’existe pas comme un lieu particulier à partir duquel des institutions fortement structurées exerceraient leurs actions sur l’ensemble de la société. Les sociétés à État comme la France ou la Prusse, et celles qui en ont limité le développement, tels les pays anglo-saxons, ont donc une conception différente de la souveraineté : les premiers ont tendance à voir dans l’État le représentant exclusif de la souveraineté nationale, les autres identifient plus strictement les notions de peuple et de souveraineté, préférant un simple régime représentatif aux multiples formes à un véritable État. Les idées de « puissance publique » ou de *Staatsgewalt* ne sont guère utilisées dans des sociétés façonnées davantage par l’individualisme lockien en fonction duquel, dans une société au passé non féodal, mobile et ouverte comme le sont les États-Unis (Hartz, 1955) a été imaginée une démocratie à la dimension essentiellement politique destinée précisément à rendre plus malaisée la différenciation de l’État que connaissaient certaines sociétés du vieux continent.

[645]

On peut trouver dans l’œuvre d’Alexis de Tocqueville une présentation très solide de l’opposition qui se fait jour dans les sociétés modernes entre d’une part, la force de la démocratie et d’autre part, celle de l’État. Pour lui, « dès l’origine, le principe de la souveraineté du peuple avait été le principe générateur de la plupart des colonies anglaises d’Amérique » (Tocqueville, 1961, I, pp. 54-55). La spécificité des États-Unis se révèle par conséquent à ses yeux dans cet unique « principe générateur » qui y est devenu « la loi des lois » reléguant à l’arrière-plan tout autre pouvoir et contenant à l’avance celui d’un État différencié. Pour Tocqueville, le principe de la souveraineté du peuple est « répandu dans la société tout entière » : c’est pourquoi, aux États-Unis « la société agit par elle-même et sur elle-même » car « il n’existe de puissance que dans son sein » (Tocqueville, 1961, I, p. 56). Pour lui, c’est parce que « chaque individu est donc censé aussi éclairé, aussi vertueux, aussi fort qu’aucun autre de ses semblables » que le peuple apparaît comme « la cause et la fin de toutes choses » (Tocqueville, 1961, I, pp. 56, 63). La force du « principe générateur » repose par conséquent sur la raison de chaque acteur : d’où la possibilité du self-government qui peut seule empêcher la différenciation. La théorie de l’intérêt bien entendu de chaque acteur tel que les Américains le conçoivent paraît proche de celle de Locke qui, par son refus de tout gouvernement absolu s’engage, dans une certaine mesure, dans la voie de l’auto-régulation. L’égalisation des conditions, en dépit de ses effets de désintégration et de séparation, jointe à la doctrine de l’intérêt bien entendu permet la conciliation entre l’égalité et la liberté.

Dans cette démocratie, « les associations forment, pour ainsi dire, les seuls particuliers qui aspirent à régler l’État » (Tocqueville, 1961, t. 2, p. 125). La décentralisation sous toutes ses formes brise les velléités despotiques de l’État (Lively, 1965 ; Zetterbaum, 1967). Comme les hommes sont égaux et libres, il se produit une sorte d’équivalence au sein de la société américaine entre le civique et le civil, entre le citoyen et l’homme social. En vivant ainsi librement avec leurs « semblables », les individus rendent désormais possible l’auto-régulation du corps social (Manent, 1982 ; Gauchet, 1980). En France, au contraire, la tradition absolutiste a façonné un État fort qui s’est renforcé sans cesse à travers tous les régimes y compris la Révolution française : pour Tocqueville, « sous l’Ancien Régime comme de nos jours, il n’y avait ville, bourg, village, ni si petit hameau en France, hôpital, fabrique, couvent ni collège qui pût avoir une volonté indépendante dans ses affaires particulières, ni administrer à sa volonté ses propres biens. Alors, comme aujourd’hui, l’Administration tenait donc tous les Français en tutelle » (Tocqueville, 1952, p. 122). La force de l’État paraît donc à ses yeux à la mesure de la faiblesse de la démocratie. Pour lui, comme pour les libéraux du xixe siècle, l’épanouissement de la démocratie empêche seule la différenciation étatique.

Une telle conception de la société fait pourtant problème dans des pays comme la France où la citoyenneté s’est construite à partir d’un système de rôles spécifiques qui traduit l’engagement de l’acteur dans l’espace étatique : le passage du civil au civique (Bendix, 1964 ; Kelly, 1979 ; Leca, 1983) exprime précisément la réalité de la différenciation étatique. Il témoigne de l’impossibilité de l’auto-régulation à laquelle participeraient, comme dans la société américaine, tous les acteurs également raisonnables. Préférant nier la réalité historique de la différenciation étatique, les [646] libéraux français, à la suite de Benjamin Constant ou de Guizot ne conçoivent l’État que comme la représentation juridique des individus. Ainsi Adhémar Esmein propose de voir dans l’individu la source de l’action de l’État (Esmein, 1909) ; d’autres juristes, plus tard, à partir d’une perspective moins volontariste mais tout autant libérale de l’État maintiendront pourtant cette relation entre l’individu, considéré cette fois comme faillible, et l’État capable de réaliser un ordre rationnel universel : l’État est alors davantage un phénomène moral et spirituel et non le résultat d’un processus incontournable, historique et empirique, de différenciation (Hauriou, 1927). La IIIe République s’efforce précisément de remettre en question la force de ce processus en voulant établir, dans la perspective libérale et individualiste, une adéquation entre la République et l’État ou encore, simplement, le gouvernement. Pour J. Berni, la République est une forme de gouvernement mais aussi la chose publique, c’est-à-dire « ce qui intéresse à la fois tous les membres d’une société constituée en État » ; pour lui, à cette même époque, « la république, c’est le peuple qui se gouverne lui-même, au lieu de se laisser gouverner par un maître… ou par une caste » (cité *in* Nicolet, 1983, pp. 410-411) et, *a fortiori,* par un État différencié. Le radicalisme exprime tout particulièrement ce refus de l’État : comme l’observe justement Claude Nicolet, sous la IIIe République, « il est encore quasiment impossible d’exposer de façon unitaire l’articulation des notions d’État, de nation, de régime, de peuple, de gouvernement dans le vocabulaire français : la République est comme flottante entre tous ces concepts » (Nicolet, 1983, p. 398). Dans une société d’auto-régulation comme la société américaine, ces difficultés sont moindres car l’État y est faible et la démocratie est censée rendre possible l’auto-régulation sans différenciation ; en France, le libéralisme semble vouloir revenir sur un phénomène historique qui caractérise tout particulièrement ce pays, à savoir un État différencié, pour réduire la spécificité de l’espace étatique. Mais si le libéralisme souhaite l’absence de l’État, il n’est pas certain qu’il puisse mener à bien, dans la réalité des choses, cette négation au profit de la seule démocratie.

2. Les pluralismes contre l’État

[Retour au sommaire](#sommaire)

La démocratie d’autorégulation limite la différenciation étatique dans la mesure où elle repose sur la participation de tous les acteurs au fonctionnement du système social. Confrontée au constat de leur dépolitisation et au fait que les acteurs préfèrent souvent se consacrer davantage à faire fructifier leurs intérêts privés, suscitant par contre-coup une spécialisation des rôles proprement politiques, la théorie de la démocratie a évolué : elle reconnaît maintenant le phénomène de la diversification des intérêts qui se manifeste soit par la naissance de multiples groupes d’intérêts, soit encore, par la présence de nombreuses élites aux intérêts spécifiques. Dans un cas comme dans l’autre, cette adaptation de la théorie démocratique et sa transformation en pluralisme supposent la non-différenciation de l’État.

C’est la théorie politique américaine qui la première a conçu la démocratie sous la forme d’un gigantesque et permanent échange fluctuant entre de nombreux groupes d’intérêts. Elle a ainsi doté le système politique américain d’un nouveau [647] type de légitimité. À l’époque contemporaine, d’Arthur Bentley (Bentley, 1908) à David Truman (Truman, 1951), on présente la négociation entre les divers groupes, leur « marchandage » comme la garantie d’un fonctionnement démocratique dans la mesure où chaque groupe peut librement s’organiser. Avec une telle analyse, on ne saurait concevoir l’État comme le représentant de la souveraineté nationale. Prenant acte de la quasi-absence de l’État aux États-Unis, cette théorie pluraliste confère tout au plus au gouvernement une fonction de « médiateur » (Bentley, 1908, p. 295). D’une certaine manière, les institutions politiques font figure de groupe de pression parmi d’autres. Légitimes, les nombreux groupes pénètrent les institutions politiques et participent à l’élaboration des décisions (Milbrath, 1963), réduisant très fortement l’institutionnalisation des autorités et la particularisation des rôles. Dans le même sens, les multiples conditions préalables à la formation d’une polyarchie demeurent muettes sur le rôle que devrait jouer un hypothétique État. À vrai dire, à nouveau, la polyarchie présuppose l’absence d’État : les décisions résultant de l’affrontement entre de nombreuses élites qui représentent chacune un groupe particulier. L’essentiel c’est d’assurer la circulation des élites afin « que le groupe des leaders politiques soit composé de tous les représentants des groupes importants dans le pays » (Dahl, 1978, p. 126). En définitive, la théorie pluraliste reconnaît l’existence du politique comme activité spécifique exercée par un groupe ou une élite qui puisse servir de porte-parole à tous les groupes n’ayant pas eux-mêmes une activité politique. La théorie pluraliste admet par conséquent la spécialisation du politique et souligne même la professionnalisation de ceux qui se livrent à cette activité. Pour elle, la politique est une action mise en œuvre par une élite particulière. Si, à ses yeux, l’État n’existe pas comme un lieu différencié, la politique est réservée à un groupe d’acteurs particuliers : pour la théorie pluraliste, le pouvoir conçu comme un affrontement de groupes ou, comme on le verra, comme un conflit entre élites est pourtant un lieu différencié même si l’État lui-même ne s’inscrit pas dans un lieu propre.

On comprend mieux dès lors le succès rencontré par les théories élitistes dans la science politique américaine. Par-delà l’arme qu’elle lui fournit contre la critique marxiste, la théorie élitiste permet de rendre compte de la survie des phénomènes de pouvoir dans une société démocratique qui prétendait s’auto-réguler tout en se révélant particulièrement adaptée à une société où l’État demeure quasi absent. Toutefois, pour être conformes à la théorie politique américaine et se trouver compatibles avec sa vision pluraliste, les modèles élitistes ont d’abord été l’objet de sévères critiques. Si elle refuse d’utiliser le concept d’État comme lieu différencié, cette théorie n’accepte pas non plus une conception unifiée de l’élite qui fait silence sur le pluralisme et ne permet plus de rendre compte du rôle de l’élite politique proprement dite. Cette perspective se révèle par exemple dans la définition de l’élite que donne Pareto. Après avoir inclus dans une définition générale de l’élite tous les individus qui réussissent le mieux dans tous les domaines, il estime que pour l’étude à laquelle nous nous livrons, celle de l’équilibre social, il est bien de diviser en deux cette classe. Nous mettons à part ceux qui, directement ou indirectement, jouent un rôle notable dans le gouvernement : ils constitueront l’élite gouvernementale. Le reste formera l’élite non gouvernementale… Nous avons donc deux couches dans la population : *1)*La couche inférieure, la classe étrangère à l’élite… *2)*La couche supérieure, [648] l’élite qui se divise en deux : *a)*L’élite gouvernementale ; *b)*L’élite non gouvernementale (Pareto, 1965, §§ 2032 à 2034). Cette définition tend à dénier toute spécificité à l’élite politique puisque tous ceux qui, directement ou indirectement, influencent le gouvernement, en font partie. Dans l’élite gouvernementale ainsi conçue, on peut donc inclure aussi bien les dirigeants du monde des affaires ou des syndicats, que les chefs de l’Église et de l’armée ou encore le personnel politique lui-même. Une telle définition nie à la fois la réalité de l’État, hypothèse acceptable par la sociologie politique américaine, mais aussi l’existence du pluralisme qu’elle considère quant à elle, au contraire, comme un principe essentiel. Dans le même sens, même s’il adopte une problématique moins psychologique de l’élite que celle de Pareto, Wright Mills considère à son tour l’élite du pouvoir qui dominerait la société américaine comme un ensemble homogène composé des leaders du monde des affaires, de ceux de l’armée ainsi que de l’élite politique mais comme ces trois élites sont, selon lui, en étroite interpénétration et que, de surcroît, l’évolution historique provoquerait le laminage du pouvoir politique, l’élite politique perd toute spécificité. Pour Mills, « seul l’ordre politique, en l’absence d’un véritable corps de fonctionnaires, est resté à la traîne, créant ainsi un vide administratif qui a attiré les bureaucraties militaires et les intrus de l’entreprise » (Mills, 1969, p. 902 ; Birnbaum, 1971). Là encore, la quasi-absence de l’État suscite plus aisément une théorie unifiée de l’élite qui dénie même à une élite politique pouvant néanmoins se former dans le cadre du système partisan, toute spécificité. En affirmant de plus qu’un industriel, par exemple, qui devient homme politique conserve dans l’exercice de son nouveau rôle politique, les valeurs liées à ses intérêts d’industriel, Mills nie radicalement la spécificité des rôles politiques grâce à laquelle pourraient se renforcer la professionnalisation et, du coup, la différenciation de l’élite politique.

La théorie politique américaine qui applique aux élites sa perspective pluraliste ne pouvait donc que récuser aussi bien le modèle de Pareto que la perspective de Mills en affirmant, de manière peut-être trop rigide, que l’un comme l’autre adhèrent à la formule des trois C (Conscience, Cohérence et Complot) en présentant une vue trop volontariste et unifiée d’une classe dirigeante qui serait, en réalité, aux États-Unis, profondément morcelée (Meisel, 1958). Par contre, elle peut adopter sans difficulté l’autre courant de la théorie élitiste d’inspiration cette fois pluraliste et non marxiste. Celui-ci trouve sa source dans l’œuvre de Mosca qu’on rapproche trop souvent de celle de Pareto. Selon Mosca, au contraire, la classe politique des sociétés libérales et représentatives se compose d’une pluralité de groupes politiques qui s’affrontent librement dans la conquête des suffrages des électeurs. On voit ainsi apparaître dans les théories élitistes la reconnaissance du rôle des organisations politiques que sont les partis politiques. C’est par ce biais que la spécificité du politique va se développer permettant sa professionnalisation (Mosca, 1939, pp. 409-412). Avec Mosca, la théorie pluraliste peut se concilier avec l’approche élitiste et reconnaître la particularité du politique. Notons, dans ce sens, qu’elle rejoint de la sorte la perspective de Weber qui soulignait déjà qu’« il y a deux façons de faire de la politique – ou bien on vit « pour » la politique, ou bien « de » la politique » (Weber, 1963, III). En insistant sur la naissance des « hommes politiques professionnels » vivant « de » la politique, Weber met l’accent sur « l’autonomie [649] du politique » dont la fonction revient à une élite spécifique dans des sociétés de démocratie représentative. Le courant Weber-Mosca se prolonge à l’époque contemporaine par les œuvres de Schumpeter, Raymond Aron ou Robert Dahl qui soulignent toutes la spécificité du politique et non celle de l’État. Pour Schumpeter, la démocratie est « le règne du politicien… certes, des hommes d’affaires ou des hommes de loi, par exemple, peuvent être élus membres d’un parlement… cependant, le succès personnel ou politique, quand il dépasse, notamment, la nomination occasionnelle à un poste ministériel, implique normalement une concentration sur la tâche du type professionnel et relègue les autres activités d’un homme au rang d’occupations accessoires ou de corvées… la politique devient une carrière » (Schumpeter, 1965, pp. 387-388). C’est la fin de la parabole de Saint-Simon car le politicien n’est plus conçu comme un parasite qu’il faut supprimer, rejeté par la théorie élitiste pluraliste, il peut seul au contraire assurer le gouvernement du système social. Et cela quelle que soit la « formule politique » ou l’idéologie du régime car, d’après Schumpeter, dans un régime socialiste également, « une profession politique aura sa place » (Schumpeter, 1965, p. 410). De nos jours, Raymond Aron prolonge ce type d’analyse en proposant de distinguer l’élite au sens de la définition générale de Pareto, de la « classe politique », terme qui devrait, selon lui, être réservé au groupe, à l’élite particulière qui « exerce effectivement les fonctions politiques du gouvernement ». Il utilise enfin le concept de « classe dirigeante » pour désigner le groupe composé de ceux qui ne remplissent pas strictement les fonctions politiques mais exercent malgré tout, grâce à leur pouvoir économique ou autre, une influence politique. Cette terminologie indique déjà que Raymond Aron entend bien souligner, à l’instar de Schumpeter, la spécificité du personnel politique. Il tente ainsi de montrer comment la variable politique permet de distinguer les multiples systèmes politique : pour ce faire, il compare les relations entre les diverses élites qui peuvent constituer une classe dirigeante lorsqu’elles sont unies. Avec des légères variations, Aron distingue ainsi cinq élites qu’il étudie séparément : ce sont les dirigeants politiques, les détenteurs du pouvoir économique, les syndicalistes, ceux qui détiennent un pouvoir spirituel et enfin les administrateurs ou fonctionnaires.

Dans *Démocratie et totalitarisme,* il tente de montrer comment les sociétés occidentales connaissent une pluralité d’élites qui rend impossible la formation d’une classe dirigeante. Pour lui, « tout régime comporte une classe politique, que ce régime soit démocratique ou soviétique. Une société ne comporte pas une classe dirigeante si les dirigeants de l’industrie, ceux des syndicats ouvriers, ceux des partis politiques, se considèrent comme ennemis les uns des autres, au point de n’avoir aucune conscience de solidarité » (Aron, i960). Pour Raymond Aron, il n’y a donc pas d’élite gouvernementale au sens de Pareto et la forte hétérogénéité sociale des sociétés occidentales modernes mène à un pluralisme des élites bien plus développé que dans le modèle de Mosca. La catégorie dirigeante ou élite que constitue le personnel politique est « une minorité qui, conformément à la formule de légitimité et à la traduction institutionnelle de celle-ci, est engagée dans la compétition dont l’exercice du pouvoir est l’enjeu ou encore, une minorité qui englobe les délégués de ceux qui détiennent le pouvoir » (Aron, 1965, p. 13). Le pouvoir est ici conçu comme spécifiquement [650] politique et les individus qui l’exercent forment une élite distincte. On trouve donc bien, comme chez Schumpeter, un lieu du politique au sein du système social ainsi que des dirigeants politiques qui l’occupent en se livrant à une compétition pour conquérir les suffrages des citoyens. Sauf dans le cas d’un système à parti unique (R. Aron utilise à nouveau une variable politique), ou encore dans celui où les diverses élites se recrutent dans une même classe sociale favorisée, il n’y a pas de classe dirigeante et la catégorie dirigeante politique une fois constituée entre en lutte et en négociation avec les autres catégories dirigeantes du système social.

Ce qui importe, c’est que le résultat de cette lutte ne découle pas, selon Raymond Aron, d’un strict déterminisme. La spécificité du politique est telle, dans sa conception, que les dirigeants politiques conservent toujours une grande latitude d’action face aux pressions des groupes d’intérêts de nature diverse : « Qu’un dirigeant de la Standard Oil ou de la General Motors intervienne auprès du State Department pour obtenir des commandes ou le soutien du gouvernement contre une menace de nationalisation, rien de plus normal et de plus vraisemblable. Le State Department cède-t-il à ses pressions ? C’est à voir. Ce qui serait intéressant, ce serait que les dirigeants politiques prissent des décisions parce que celles-ci seraient conformes aux intérêts soit de telle grande corporation influente, soit des grandes corporations ou des « monopoles » en tant que tels. Or c’est précisément ce fait qui n’est pas démontré et qui paraît même improbable » (Aron, 1960).

Dans une démocratie pluraliste, R. Aron exclut une fusion intégrale des élites dans laquelle l’élite politique perdrait son autonomie et il rejette du même coup un schéma semblable à celui proposé par Wright Mills. Appliqué à la France, le modèle de la classe dirigeante ou de l’élite du pouvoir se révèle, d’après Raymond Aron, inadéquat : pour lui, la France de la IVe République a connu une désunion totale des élites et donc, une forte spécificité du politique (Aron, 1950).

Cette approche qui combine les perspectives pluraliste et élitiste, en tentant dès lors de préserver la légitimité des démocraties où persiste la dichotomie gouvernants-gouvernes, tout en récusant la critique marxiste aboutit, par conséquent, à nouveau, à reconnaître la possibilité de la différenciation de l’élite politique mais non celle de l’État. De nos jours, c’est sans aucun doute l’ouvrage de Robert Dahl, *Qui gouverne ?,* qui présente la meilleure illustration de cette perspective élitiste-pluraliste. Appliquant, au niveau local, son modèle polyarchique, Dahl s’efforce d’apporter une réponse à la question suivante : « Les inégalités dans les moyens d’influence sont-elles cumulatives ou non cumulatives ? » (Dahl, 1971, p. 13). À partir de l’étude de trois décisions politiques essentielles pour tous (élection des candidats pour les partis politiques, transformation du système scolaire, restructuration de l’espace urbain), Dahl affirme l’existence d’élites spécialisées et concurrentielles qui n’interviennent le plus souvent que dans la limite de leur propre sphère d’action : pour lui, seuls le maire et ses adjoints ont la possibilité d’intervenir souvent dans l’élaboration de toutes les décisions. R. Dahl estime être ainsi en mesure de démontrer le rôle essentiel et autonome de l’élite politique composée de professionnels et bénéficiant de la légitimité que leur confère l’élection. La méthode décisionnelle utilisée dans *Qui gouverne ?* aurait donc l’avantage de montrer empiriquement le bien-fondé des théories pluralistes-élitistes, en soulignant la différenciation [651] croissante de l’élite politique. Cette méthode est pourtant loin d’être crédible et les critiques sévères qu’on lui a portées entachent également les conclusions auxquelles elle croit pouvoir parvenir. Rappelons rapidement qu’une telle approche demeure individualiste et se révèle incapable de mettre en lumière les phénomènes de pouvoir plus structurel, qu’il n’est pas certain que les questions choisies par les politologues soient réellement essentielles, par exemple, pour le monde des affaires et qu’en réalité, les vraies questions fondamentales restent peut-être des non-décisions, c’est-à-dire que leur résolution provoquerait de tels conflits que le système et les valeurs sur lesquels repose le consensus les éloignent de la scène politique : elles restent dans le silence politique. Pour Peter Bachrach et Morton Baratz, « le pouvoir s’exerce également quand A consacre son énergie à créer et à renforcer des valeurs sociales et politiques ou encore des pratiques institutionnelles qui limitent le champ du processus politique aux décisions qui ne représentent aucun danger pour lui » (Bachrach et Baratz, 1970, p. 7). À travers la « mobilisation des bias », certains acteurs particulièrement puissants font en sorte que « les non-décisions restreignent le champ d’application des décisions aux enjeux « sûrs », à l’aide de la manipulation des valeurs dominantes de la communauté, des mythes, des institutions et des pratiques politiques » (Bachrach et Baratz, 1970, p. 18). La thèse de la « deuxième face » du pouvoir met par conséquent sérieusement en cause la spécificité et le pouvoir propre à l’élite politique dont la différenciation n’aurait en fait que peu de signification (Lukes, 1974) ; Birnbaum, 1975). Notons surtout ici qu’aussi bien la méthode décisionnelle que la démarche non décisionnelle sont essentiellement formulées en terme d’acteur et d’élites et qu’élaborées par la science politique américaine, elles ne recourent ni l’une ni l’autre au concept d’État. Critiquables en elles-mêmes, ces méthodes ne sont, de plus, peut-être que peu applicables à des sociétés où des États différenciés ont été peu à peu construits comme des espaces publics presque clos.

3. Le système ou l’État

[Retour au sommaire](#sommaire)

L’analyse systémique occupe une place essentielle dans la théorie politique contemporaine : on peut la rapprocher des théories pluralistes dans la mesure où elle examine les échanges qui se produisent entre un sous-système particulier, à savoir le système politique et les autres groupes, éléments et sous-systèmes de la société globale ; on peut également voir en elle une théorie élitiste car elle attribue elle aussi un rôle essentiel à une élite politique spécialisée et professionnalisée, à savoir, les autorités. Les modèles de Karl Deutsch ou de David Easton mettent l’accent sur l’adaptation et la persistance du sous-système politique guidé par les autorités qui convertissent le soutien et les demandes en décision et actions afin de procéder à une allocation des valeurs qui assurent sa stabilité. Le système politique apparaît bien par conséquent comme un lieu autonomisé : pour Easton, « la professionnalisation des rôles politiques » résulte d’une « division minimale du travail politique » (Easton, 1974, p. 121). Pourtant, ce système servi par une élite n’exerce aucun pouvoir car, selon Deutsch, « le pouvoir n’est ni le centre ni même l’essence [652] de la politique » (Deutsch, 1966, p. 124) et pour Easton « la lutte pour le pouvoir ne décrit pas le phénomène essentiel de la vie politique » (Easton, 1953, p. 143). Dans ce sens, l’analyse systémique se distingue des problématiques pluralistes et élitistes dont elle est pourtant par ailleurs proche puisque ces dernières considèrent que l’élite politique détient bien une parcelle du pouvoir. En rejetant ainsi cette notion, l’analyse systémique devient incapable de rendre compte des conflits par lesquels les groupes sociaux s’affrontent et auxquels prend part le pouvoir politique. Selon elle, le système ne fait face qu’à des difficultés techniques dues, par exemple, à la trop grande quantité de demandes qui peuvent être, de plus, contradictoires, à une défaillance du leadership ou de la communication. Étant dans l’incapacité de prendre en considération l’origine des conflits plus structurels, elle ne peut *a fortiori,* adopter un point de vue historique. Pur instrument technologique d’un processus de communication adaptable à toute société moderne, le système politique, dans cette perspective, n’est en rien doté des attributs de l’État. Élaborée dans une société sans tradition étatique, l’analyse systémique nous détourne d’une sociologie de l’État. Seuls son déclin ainsi que l’apparition de traces étatiques dans la société américaine ont rendu possible l’éclosion d’une théorie politique américaine qui cherchera, à partir d’une relecture de Weber et de Marx, à réfléchir en termes d’État et non plus de système.

4. Les marxismes et l’État

[Retour au sommaire](#sommaire)

On ne peut trouver dans l’œuvre de Marx une théorie systématique du politique et il est par conséquent très difficile d’élaborer à partir de ce modèle une sociologie du pouvoir politique qui rendrait véritablement compte de l’action du personnel politique et de celle de l’État. Selon Althusser par exemple, « il faut bien dire que la théorie de l’efficace spécifique des superstructures et autres « circonstances » reste en grande partie à déterminer… cette théorie demeure comme la carte de l’Afrique avant les grandes explorations » (Althusser, 1965). Poulantzas reconnaît lui aussi que Marx et Engels « n’ont pas spécifiquement traité, au niveau de la systématicité théorique, la région du politique » ; pour lui, « Pas plus qu’on ne trouve dans *Le Capital* une théorie systématique de l’idéologie dans le mode de production capitaliste… on n’y trouve une théorie du politique » (Poulantzas, 1968). Il est de plus très important de remarquer que les textes dans lesquels Marx étudie le problème du pouvoir politique se situent presque tous dans ce qu’il est convenu d’appeler la période de « jeunesse », période durant laquelle Marx produira des travaux qu’il désirera par la suite abandonner aux « souris ». L’auteur des *Manuscrits de 1844* faisant encore œuvre de philosophe, les textes dans lesquels il s’interroge sur le rôle des hommes politiques et sur la fonction de l’État n’ont pas encore le caractère plus rigoureux des écrits sociologiques ou économiques qui marquent la période dite de « maturité ». Les œuvres politiques conservent ainsi un caractère philosophique qui s’efface parfois dans des textes de circonstances rédigées par un Marx faisant profession de journalisme ([*Le 18 brumaire de Louis*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/18_brumaine_louis_bonaparte/18_brumaine.html) [*Bonaparte,*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/18_brumaine_louis_bonaparte/18_brumaine.html) [653] *Les luttes de classes en France,* etc.). Dans les deux cas pourtant, la spécificité du pouvoir n’est pas analysée de façon complète.

Pour Marx, le pouvoir politique en tant que réalité particulière naît de la séparation de l’État d’avec la société civile : le pouvoir politique apparaît quand la société elle-même se scinde en groupes sociaux opposés. Dans un très bel article sur « Les vols de bois », Marx montre, par exemple, comment le droit conçu par l’État contredit la coutume qui exprime au contraire le sentiment de justice des individus eux-mêmes : l’État élabore en effet une jurisprudence favorable aux propriétaires fonciers qui transforme le ramassage traditionnel du bois mort en un vol pur et simple (Marx, 1939, t. V). Le pouvoir politique est ainsi l’instrument des possédants. Les individus qui exercent un pouvoir politique font figure, dans cette conception, d’exécutants au service de la classe possédante : ils ne disposent d’aucune autonomie car ils sont dépourvus de toute ressource propre. Cette conception du pouvoir politique a été exprimée par Marx à de nombreuses reprises, de façon journalistique ; elle sous-tend aussi toute l’œuvre de Marx et d’Engels. Ce dernier déclare par exemple : l’État est « l’État de la classe la plus puissante, de celle qui domine au point de vue économique et qui, grâce à lui, devient aussi classe politiquement dominante » (Engels, 1966).

Dans la conception matérialiste de l’histoire, « la structure économique de la société (est) la base concrète sur laquelle une superstructure juridique et politique » (Marx, 1957, p. 4). Le pouvoir politique n’est ainsi que l’expression d’un rapport de forces économiques, il est l’instrument de la domination d’une classe sur une autre classe. L’État ne possède dorénavant plus aucune légitimité universellement reconnue et la légalité qu’il impose est fondée sur la force et la manipulation : les hommes politiques ne seraient alors eux-mêmes que les serviteurs des intérêts économiques.

Examinant en « philosophe » ou en journaliste le problème du pouvoir politique, Marx semble aussi limiter la scission État-société civile à une certaine période historique pour laquelle se poserait seule la question du degré d’autonomie ou de détermination du pouvoir politique. Dans la période qui précède l’avènement du capitalisme, les classes sociales ne sont pas encore véritablement constituées et l’État ne se sépare pas de la société civile : il n’a pas d’existence distincte, de lieu spécifique. Le politique s’étend par conséquent à la société tout entière. Avec l’apparition de la société bourgeoise, les liens réels et véritables des hommes entre eux s’évanouissent sous l’influence de la propriété privée : « Le droit se substitue au privilège, l’homme bourgeois se scinde en homme réel et en citoyen abstrait. Cet homme réel, c’est l’homme du besoin, du travail, l’homme égoïste de l’intérêt privé : il fonde l’existence allégorique de l’homme politique abstrait » (Marx, 1948). Comme le remarque Jean-Claude Girardin, la séparation infrastructure-superstructure s’applique uniquement, selon Marx, à la période bourgeoise de l’histoire (Girardin, 1969). Avant cette époque, l’État ne se distingue pas de la société et les hommes politiques ne reçoivent par conséquent aucune fonction de domination ; après, selon les prévisions de Marx *(Critique du Programme de Gotha et d’Erfurt),* l’État disparaîtra car la société sera à nouveau réconciliée. Comme le note Engels, quand l’État finit par « devenir le représentant de toute la société, il se rend lui-même superflu. Dès qu’il n’y a plus de classe sociale à tenir dans l’oppression… il [654] n’y a plus rien à réprimer qui rende nécessaire un pouvoir de répression, un État… L’intervention d’un pouvoir d’État dans des rapports sociaux devient superflue dans un domaine après l’autre, et entre alors naturellement en sommeil. Le gouvernement des personnes fait place à l’administration des choses » (Engels, 1950). Le pouvoir politique perd ainsi toute raison d’être : « La société qui réorganisera la production sur la base d’une association libre et égalitaire des producteurs reléguera toute la machine d’État là où sera dorénavant sa place : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze » (Engels, 1966, p. 159). Le politique perd toute différenciation minimale : on retourne à la situation antérieure à la division en classes de la société. Une telle analyse de l’État présente un caractère profondément évolutionniste et réducteur.

Pourtant, à partir de l’analyse du despotisme oriental, de celle du bonapartisme et en fonction d’un grand nombre d’observations historiques particulières, on trouve par ailleurs dans l’œuvre de Marx une véritable introduction à une sociologie de l’État. Rappelons rapidement qu’en examinant les conséquences d’un contrôle rigoureux des eaux dans certaines régions comme l’Inde, Marx suggère que l’État auquel se trouve confiée cette tâche essentielle, exerce une action propre d’emprise sur l’ensemble du système social. Dans de telles circonstances, il apparaît bien comme un pouvoir propre organisé bureaucratiquement pour imposer aux propriétaires fonciers sa propre politique (Marx, 1967 ; Wittfogel, 1977 ; Godelier, 1969 ; Bailey et Llobera, 1981).

Cette position privilégiée qu’occupe l’État se manifeste également dans d’autres circonstances particulières. Dans [*Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/18_brumaine_louis_bonaparte/18_brumaine.html)*,* Marx décrit une situation où les divisions internes à la classe dirigeante sont fortes, où elle est incapable de dominer la classe ouvrière et où les paysans eux-mêmes ne peuvent se représenter politiquement car ils ne sont ni organisés, ni conscients de leur position de classe ; « le despotisme d’un homme » va s’imposer : « La lutte parut apaisée en ce sens que toutes les classes s’agenouillèrent également impuissantes et muettes devant les fusils » (Marx, 1964, p. 350). Pour Marx, en France, « l’État enserre, contrôle, réglemente, surveille et tient en tutelle la société civile ». Gomme « la machine d’État s’est si bien renforcée en face de la société bourgeoise », « l’État semble être devenu complètement indépendant de la société » (Marx, 1964, pp. 274, 348). Ce modèle qualifié de « bonapartiste » (Rouquié, 1975) a connu une grande fortune et a été appliqué aussi bien à l’urss qu’au gaullisme ou encore aux nombreux régimes militaires d’Amérique latine, car en liant le problème de l’autonomie de l’État non seulement à un rapport de classes mais également et surtout à la constitution d’une immense « machine d’État » bureaucratique, il permet, dans le cadre d’une perspective marxiste plus originale, de voir dans l’État un acteur spécifique ayant ses propres ressources de pouvoir.

Il existe aussi dans l’œuvre de Marx des éléments pour une analyse sociologique comparative des différents types d’État (Maguire, 1978 ; Badie et Birnbaum, 1979 ; Lefebvre, 1976). Selon Marx, « l’État actuel change avec la frontière. Il est dans l’empire prusso-allemand, autre qu’en Suisse et en Angleterre, autre qu’aux États-Unis ». Aux antipodes de toute conception évolutionniste et réductionniste, Marx souligne les profondes différences qui existent entre des États qui agissent pourtant [655] tous dans des sociétés capitalistes mais dont certains sont issus d’un système féodal que d’autres n’ont pas connu. Pour Marx, « Hegel part de la séparation de la « société civile » et de l’« État politique » comme de deux oppositions fixes, de deux sphères réellement différentes. Cette séparation existe, il est vrai, réellement dans l’État moderne » (Marx, 1948, p. 30).

Non seulement les États se distinguent les uns des autres mais, de plus, leur pouvoir respectif apparaît comme un fait essentiel ; il est d’ailleurs, pour Marx, plus accentué dans certains pays comme la France que dans d’autres, tels les États-Unis. Tout en estimant que la différenciation est un trait essentiel de l’État qui se marque pourtant moins dans certains États que dans d’autres, Marx persiste malgré tout à utiliser le même concept d’État pour rendre compte de ces différents types de pouvoir politique qu’il s’applique ainsi à analyser en tant que tels.

Bien qu’ils s’opposent sur plusieurs points, les différents courants qui se réclament du marxisme à l’époque contemporaine refusent tous de prendre véritablement en compte la théorie de la différenciation. On peut de ce point de vue schématiquement distinguer quatre grandes écoles : celle qui se réclame de la notion de capitalisme monopoliste d’État, celle qui s’inspire de la structure de l’économie elle-même et, en particulier, des difficultés produites par l’accumulation du capital, celle qui reconnaît l’autonomie de l’État et lui confère même une fonction essentielle, celle enfin, proche de la précédente qui, en s’inspirant aussi de l’analyse systémique, considère l’État comme un système exerçant des fonctions indispensables à la marche du système social tout entier.

La théorie du capitalisme monopoliste d’État s’inspire des travaux de Hilferding et de Lénine, lequel au moins à une reprise, met l’accent sur la fusion entre le pouvoir financier et celui de l’État (Lénine, 1917 *a*). De manière plus générale, pour Lénine, l’État est surtout un instrument de répression politique aussi bien vis-à-vis du prolétariat qu’à l’égard des peuples colonisés (Lénine, 1917 *b*)*.* Pour Boukharine comme pour Varga, l’État est lui-même capitaliste puisqu’une étroite fusion s’est réalisée entre le pouvoir économique et l’État. Il faut pourtant attendre la conférence des 81 partis communistes, en 1960, pour que, clairement, se trouve affirmée l’idée que « en renforçant le pouvoir des monopoles sur la vie nationale, le Capitalisme monopoliste d’État (cme) réunit la puissance des monopoles et celle de l’État en un mécanisme unique destiné à sauver le régime capitaliste, à augmenter au maximum les profits de la bourgeoisie impérialiste par l’exploitation de la classe ouvrière et le pillage des couches de la population ». Cette conception de l’État a été acceptée par tous les grands partis communistes même si certaines adaptations ou prolongements ont été réalisés ici ou là (pour la France, Boccara, 1976 ; pour la Grande-Bretagne, Fine et Harris, 1979 ; pour l’Allemagne fédérale, Jung et Schleifstein, 1979) qui soulignent le rôle politique et idéologique de l’État aidant à extraire la plus-value en se conciliant la social-démocratie, en renforçant le pouvoir exécutif et en jouant un rôle essentiel dans le contrôle idéologique (Jessop, 1982, chap. 2). En percevant l’action étatique comme une simple réponse aux besoins de la reproduction du capital, ces théoriciens présentent une conception économiste de l’État comme le simple instrument d’une catégorie homogène de monopoles oubliant que la classe dirigeante est divisée et qu’elle doit, en plus, tenir compte des intérêts du petit [656] capital. De plus, en négligeant les formes particulières propres à chaque État des sociétés capitalistes, ces théoriciens ne peuvent que confondre, de même que les dirigeants de la IIIe Internationale, les systèmes démocratiques et les systèmes fascistes. De manière plus globale, comme c’est l’État qui est capitaliste, c’est qu’il est partout identique dans toutes les sociétés occidentales, quelles que soient leurs histoires propres : il n’est pas le lieu d’un pouvoir spécifique et, finalement il ne résulte jamais d’un processus de différenciation. La perspective du *Staatsableitung* qui s’est essentiellement développée en Allemagne fédérale accentue encore davantage la conception purement économique de l’État dont le rôle se trouve expliqué par le processus de circulation des marchandises qui requiert son intervention. L’État est purement « déduit » des catégories générales de l’économie politique : comme les marchandises ne peuvent s’échanger d’elles-mêmes, leur circulation doit être organisée par des forces juridiques et politiques extra-économiques qui légalisent ce processus par leur dimension impersonnelle (Blanke *et al.,* 1976). L’existence et les fonctions de l’État sont donc « déduites » logiquement de la structure du marché alors que pour les tenants de la thèse du capitalisme monopoliste d’État, l’État est un instrument au service des monopoles. D’autres auteurs préfèrent déduire le rôle de l’État non de la sphère de la circulation des marchandises mais du cycle de production lui-même. Ainsi, pour Altvater, la « particularisation » de l’État en tant qu’institution « en dehors et au-dessus de la société bourgeoise » est provoquée par les besoins du capital et est susceptible de servir les intérêts collectifs du capitalisme (Altvater, 1973). Toutefois, cette autonomie ne signifie en rien une quelconque différenciation réelle, l’État étant entièrement intégré au cycle de production capitaliste. Selon Holloway et Picciotto, l’État et la sphère de production des marchandises se caractérisent par une « séparation à l’intérieur d’une unité », la « particularisation de l’État assurant la fétichisation de la séparation du politique et de l’économique qui facilite l’accumulation du capital et, par conséquent, l’exploitation sociale » (Holloway et Picciotto, 1977, pp. 79-81, 84, 85). Avec Elmar Altvater, Joachim Hirsch est l’un de ceux qui illustrent mieux les orientations de nombreuses études marxistes allemandes contemporaines. Hirsch estime que l’État remplit des fonctions générales nécessaires à l’accumulation du capital : pour lui la « particularisation » de l’État est à nouveau considérée comme indispensable à la reproduction capitaliste ; il insiste pourtant davantage que les autres auteurs membres de cette école, sur les luttes de classes qui se déroulent au sein de l’État. Hirsch pense par conséquent que l’État doit revêtir une structure pluraliste afin d’être capable de contrôler les actions des classes dominées qui trouvent en lui un lieu pour s’exprimer. En ce sens, l’État est conçu comme une forme qui s’impose aux classes sociales en lutte, capable de « sélectivité structurelle », c’est-à-dire apte à prendre des décisions et à façonner des non-décisions en faveur du capital. Cette capacité de l’État lui semble d’ailleurs de plus en plus problématique : d’où la crise actuelle, le déclin de la valorisation du capital et de son accumulation et enfin une loyauté incertaine des masses (Hirsch, 1977, 1980 ; Vincent, 1979). Hirsch intègre ainsi à l’analyse marxiste la plus économiste, la perspective radicale américaine issue de la critique de l’analyse systémique. Pour lui, « l’État bourgeois, en raison de sa forme spécifique et des modes de fonctionnement bureaucratique internes qui en découlent, se présente [657] concrètement comme un système, profondément échelonné, de filtres, de barrières et d’instances de transformation et de traitement des exigences politiques et d’articulation de besoins : ce système dans son mode de fonctionnement, a structurellement une double orientation, à savoir, d’une part se prémunir contre les exigences « dysfonctionnelles » du point de vue de la domination de la bourgeoisie et, d’autre part, formuler et imposer un intérêt général de classes en réalité proprement bourgeois (à long terme) ». Ce « processus de *bargaining »* à niveaux multiples entre des groupes de pression administratifs et des têtes de pont d’intérêts particuliers, processus marqué par le principe d’un *muddling through* bureaucratique au cas par cas se trouve pourtant, selon Hirsch, remis en question étant donné la crise structurelle suscitée par la baisse tendancielle du taux du profit (Hirsch, 1976).

Ce texte de Hirsch indique à quel point l’analyse marxiste parvient à se combiner avec les modèles de la théorie politique américaine, et en particulier, l’analyse décisionnelle et le modèle systémique. Le troisième courant de la pensée marxiste contemporaine intègre en effet l’analyse systémique et accepte par conséquent de considérer le politique comme un système en lui-même, exerçant des fonctions propres de régulation de demandes contradictoires. Pourtant, dans cette perspective, le système connaît non seulement des crises techniques mais il se trouve surtout, ce que ne percevaient pas les tenants de l’analyse systémique, confronté à des contradictions socio-économiques plus structurelles. Cette synthèse entre l’analyse marxiste et la perspective systémique se trouve tout particulièrement exprimée dans l’œuvre de Claus Offe. Dans la mesure où il considère la politique comme un objet spécifique, qui ne se déduit pas strictement du processus de production des marchandises, Offe de même que Nicos Poulantzas est sévèrement critiqué par les tenants du deuxième courant (Holloway et Picciotto, 1978, p. 3). Offe commence par rejeter aussi bien la théorie marxiste de l’État en tant que simple instrument de la classe capitaliste que l’interprétation plus structuraliste qui en surdétermine également la nature de classe. Dans un cas comme dans l’autre, ces perspectives marxistes affirment la détermination externe de l’État. Pour lui, au contraire, « on ne peut parler d’un « État capitaliste » ou d’un « capitalisme collectif idéal » que si l’on arrive à prouver que le système des institutions politiques exerce sa propre sélectivité spécifique de classe conforme aux intérêts de l’accumulation du capital » (Offe, 1974). En construisant des « relations de tutelle ou de contrôle hiérarchique » à l’égard des groupes capitalistes, l’État doit garder vis-à-vis d’eux une « certaine distance ». L’État protège le capital collectif éventuellement contre certains intérêts capitalistes spécifiques mais également contre ceux qui souhaitent s’en prendre au capitalisme. Pour être un « État de classe », l’État ne doit donc pas être subordonné à une classe. À cette seule condition, il peut tenter de protéger l’accumulation du capital tout en parvenant à préserver la légitimité des institutions. Pourtant, selon Offe, avec l’intervention croissante de l’État dans la vie économique, l’extension du secteur public, l’aide de plus en plus massive apportée par l’État au monde industriel pour favoriser l’expansion va limiter la baisse du taux du profit et le déclin de l’accumulation du capital qui susciterait en retour un ralentissement de la production et donc, une accélération du change et de la crise sociale, une crise de direction devient de plus en plus probable qui se marque également par le déclin de la légitimité [658] du système aux yeux des classes dominées. On assiste par conséquent à une crise fiscale de l’État, à une crise de la rationalité administrative, et à une crise de la loyauté des masses (Offe, 1975 a, 1975 e, 1976, 1981). Très explicitement, Offe s’inspire du travail de James O’Connor sur la crise fiscale de l’État. Selon O’Connor, en effet, l’État capitaliste doit remplir des tâches contradictoires : d’une part, il favorise l’accumulation du capital en diminuant les coûts de production, par la construction des routes, des ponts, en avançant des prêts financiers à de faibles taux, etc., tout en agissant pour conserver la loyauté des masses, en construisant des hôpitaux, des écoles, etc. De plus, la croissance et la concentration du capital suscitent la crise du petit capital et, en renforçant par ailleurs la productivité, augmentent dans les deux cas le chômage, rendant nécessaire l’augmentation des dépenses sociales de l’État (O’Connor, 1973). O’Connor souligne l’incapacité de l’État capitaliste de faire face à ces tâches contradictoires d’autant plus que si les aides de l’État aux entreprises sont publiques, les intérêts qu’elles procurent demeurent privés et le système fiscal ne permet pas à l’État de récupérer une partie importante des bénéfices que son action a rendu possibles mais qui restent de nature privée. D’où, selon O’Connor, le caractère quasi inévitable de la crise fiscale de l’État (Block, 1981), constat repris par Claus Offe et Jurgen Habermas en Allemagne fédérale, ce dernier proposant une systématisation de ces différentes crises. S’inspirant en effet des travaux de Offe et de O’Connor, Habermas tente une synthèse encore plus explicite du marxisme et de l’analyse systémique. Pour lui, « le système politique a besoin au départ, à l’entrée *(input),* d’une loyauté des masses qui soit la plus diffuse possible. La sortie *(output)* consiste en décisions administratives imposées de façon souveraine. Les crises de sortie prennent la forme d’une crise de rationalité : le système administratif ne parvient pas à rendre compatibles les impératifs de régulation qu’il reçoit du système économique et à satisfaire à ces impératifs. Les crises d’entrée prennent la forme d’une crise de légitimation : le système de légitimation ne parvient pas à maintenir, en satisfaisant aux impératifs de régulation qu’il a reçus du système économique, la loyauté des masses au niveau nécessaire » (Habermas, 1978, p. 70). S’éloignant toujours davantage de l’école de la dérivation de l’État, Habermas confère un rôle spécifique au système politique qu’il nomme État et qui se trouve mis en œuvre grâce à une bureaucratie particulière. Plus que Offe et O’Connor, il insiste sur les crises de loyauté qui s’accentuent dans le capitalisme avancé, les formes traditionnelles de légitimation étant fortement battues en brèche. Dans ce sens, les systèmes politiques font non seulement face à des crises de gouvernabilité dues au caractère contradictoire des demandes trop nombreuses face à des stocks restreints (Rose, 1980) mais ils se heurtent de plus tant à une crise fiscale produite par la distribution des rapports économiques qu’à une crise de légitimité ayant pour origine un déclin de l’hégémonie et du contrôle social. Affaibli, le système politique voit sa marge de manœuvre diminuer vis-à-vis des forces sociales contradictoires (Donolo et Fichera, 1981). À la différence des précédents, ce courant marxiste accorde par conséquent une importance propre au système politique qu’il conçoit comme un pouvoir spécifique doté d’une administration grâce à laquelle il mène sa stratégie particulière bénéfique au capital. Pourtant, en nommant État un tel système politique dont l’autonomie est en réalité fonctionnellement adaptée aux [659] besoins contradictoires du capitalisme, ces auteurs cumulent les inconvénients d’une démarche systémique a-historique, indifférente à la fonction propre à chaque État construits dans les multiples sociétés capitalistes et ceux des courants marxistes plus traditionnels dans la mesure où, en définitive, l’autonomie dont bénéficie l’État capitaliste est la condition de son bon fonctionnement dans l’intérêt collectif du capital. Bien qu’elles s’en défendent, ces adaptations du marxisme à la science politique anglo-saxonne nous ramènent au vieux problème de la détermination « en dernière instance » de l’État dont l’autonomie n’est guère que « relative » (Birnbaum, 1981). Les modèles du capitalisme monopoliste d’État et ceux de l’État comme « dérivation » du système économique s’en trouvent simplement améliorés sans que la perspective de la différenciation véritable de l’État, provoquée par un processus historique spécifique, ne soit véritablement abordée.

Le dernier courant marxiste trouve sa source dans la perspective structuraliste formulée par Althusser. Dans ce sens, l’œuvre de Nicos Poulantzas apparaît comme essentielle car, davantage encore que les auteurs que l’on vient d’évoquer, il a non seulement critiqué les modèles économistes comme ceux du cme et de l’école de la dérivation, mais il a tenté, de plus, de saisir le rôle de l’État dans une perspective plus historique, en lui attribuant, au fur et à mesure de l’élaboration de son œuvre, un rôle de plus en plus spécifique au sein de la société capitaliste. S’il commence par rejeter sévèrement le modèle réductionniste du cme, Nicos Poulantzas n’en adopte pas moins, au début de sa réflexion sur l’État, une conception qui situe son autonomie dans le cadre d’une structure économique : l’État apparaît comme « une instance régionale du mode de production capitaliste » et, dans ce cadre, il gère les intérêts des classes dominées, favorise ceux des classes dominantes, façonne des compromis entre ces classes en lutte et entre les diverses fractions de la classe dominante. Car, loin que l’État soit aux mains des seuls monopoles, il est en réalité, pour Poulantzas la représentation du « bloc au pouvoir » qui « constitue une unité contradictoire de classe et fractions politiquement dominantes sous l’égide de la fraction hégémonique » (Poulantzas, 1968, p. 259). Comme la bourgeoisie est incapable d’exercer directement le pouvoir, elle est souvent absente de la « scène politique » et l’État, qui n’est en rien un « arbitre » apparaît comme la « fraction régnante » même si, « en dernière analyse », c’est bien la « fraction hégémonique » qui détient le pouvoir politique sans l’exercer elle-même : elle le confie à son « commis » qu’est la « classe-tenant » de l’État et fait elle-même partie du bloc au pouvoir (Poulantzas, 1968, pp. 270-272, 310-311). Il s’agit bien là d’un « décalage fonctionnel » (Poulantzas, 1968, pp. 167, 268), la « condensation matérielle » d’un rapport de classes. Rejetant les déterminismes purement économiques, Poulantzas a le mérite de se pencher sur les rapports entre les classes elles-mêmes, sur leurs luttes et leur équilibre changeant. Mais, pour lui, « l’appareil d’État ne possède pas du pouvoir car on ne peut entendre par pouvoir d’État que le pouvoir de certaines classes et fractions aux intérêts desquelles correspond l’État » (Poulantzas, 1976, p. 38). Dans ce sens, on peut même soutenir que l’État exprime un rapport social mais qu’il peut apparaître aussi comme l’expression d’un compromis de classe lorsque les ouvriers eux-mêmes, cherchant à maximiser leurs bénéfices préfèrent l’amélioration du capitalisme. Dans ce cas, l’État reproduit le capitalisme dans l’intérêt à la fois des capitalistes et des [660] ouvriers (Przeworski et Wallerstein, 1982). Pour Poulantzas, c’est bien parce que l’État n’a pas de pouvoir que la nature de l’élite qui le dirige ne revêt guère d’importance : peu importe, pour lui, l’origine de classe des agents de l’appareil d’État dans la mesure où sa nature bourgeoise est « médiatisée » par l’État lui-même et par son rôle au sein du « bloc au pouvoir » (Poulantzas, 1968, pp. 360-370 ; 1974, pp. 197-203). C’est pourquoi Poulantzas s’en prend vivement à tous les théoriciens élitistes comme Wright Mills ou encore Ralph Miliband, lequel, dans une perspective marxiste, tente de prouver l’existence d’une classe dominante dans la société capitaliste en analysant l’origine de classe des diverses élites et leur interpénétration (Miliband, 1973). Rejetant toute analyse de l’origine sociale des acteurs composant l’élite politico-administrative dans la mesure où leur rôle se trouve déterminé non pas par leur origine de classe propre et encore moins par la position qu’ils occupent au sein de cette organisation mais bien par la nature de classe de l’État lui-même, Poulantzas estime que « la bureaucratie d’État, en tant que catégorie sociale relativement « unifiée » est le « serviteur » de la classe dominante non pas en raison de ses origines de classe, d’ailleurs divergentes, ni en raison de ses relations personnelles avec la classe dominante mais en raison d’une unité interne qui lui vient de sa fonction d’actualisation du rôle objectif de l’État : rôle qui, dans l’ensemble, répond aux intérêts de la classe dominante » (Poulantzas, 1970, p. 71). Une telle appréciation implique naturellement la prédétermination de l’action des membres de l’élite et ne permet guère d’expliquer que des politiques différentes soient suivies par des élites ayant des origines sociales identiques ou au contraire, opposées. En bref, elle reste muette aussi bien sur les valeurs liées à la socialisation politique des élites que sur celles auxquelles les membres de l’élite peuvent adhérer eux-mêmes en réaction à leurs origines de classes, valeurs qui orientent leurs actions aux sommets d’un État qui ne peut être simplement perçu comme la « condensation matérielle » d’un rapport de classe dans la mesure où il constitue lui-même un pouvoir spécifique disposant d’un lieu propre, de ressources spécifiques et d’appareils bureaucratiques institutionnalisés. Dans ses derniers travaux, Poulantzas admet un tel constat et estime que l’on assiste à la « croissance irrésistible de l’administration » qui se présente comme un pouvoir propre au sein duquel se déroulent pourtant d’âpres conflits sociaux (Poulantzas, 1978). Ainsi se trouve considérablement modifiée la perspective gramscienne qui inspire tout à la fois l’œuvre d’Althusser et celle de Poulantzas et qui récuse tout particulièrement dans les sociétés occidentales fonctionnant à l’hégémonie et non à la répression comme dans les sociétés de l’Est, l’existence d’une séparation entre l’État et la société civile, entre le public et le privé (Buci-Glucksmann, 1975 ; Bobbio, 1976 ; Portelli, 1972 ; Mouffe, 1979 ; Przeworski, 1980). Dans la mesure où pour Gramsci, l’État c’est « la société politique plus la société civile » (Gramsci, 1959), la différenciation de l’État est réduite à sa plus simple expression et les appareils idéologiques d’État comprennent aussi bien des organisations publiques que privées (Althusser, 1970 ; Poulantzas, 1970, p. 74). C’est pour rejeter dorénavant une telle conception tout en nuançant considérablement l’interprétation fonctionnaliste de l’autonomie de la classe régnante qui le rapproche par ailleurs de la perspective d’un Claus Offe, que Poulantzas accorde finalement davantage d’importance au phénomène de la différenciation de l’État (Jessop, 1982 ; Carnoy, 1984).

[661]

Section 2

La différenciation de l’État

[Retour au sommaire](#sommaire)

Pour appréhender le degré de différenciation qui affecte l’État en lui conférant son entière spécificité, on évoquera d’abord rapidement les théories dont s’inspire ce type de démarche pour présenter ensuite les indicateurs de la différenciation et aborder enfin le problème de son caractère général ou, au contraire, partiel.

1. Théories de la différenciation de l’État

On présentera ici de manière succincte les théories modernes qui tentent de prendre véritablement en compte le processus de différenciation par lequel l’État devient lui-même en insistant plus particulièrement, pour prolonger la comparaison avec les théories exposées auparavant, sur sa différenciation d’avec le pouvoir économique. En se tournant vers les théories de la division sociale du travail, on peut voir dans l’État une fonction du système social, distincte des autres fonctions même si toutes agissent de concert. Une telle interprétation fonctionnaliste de l’État nous éloigne des perspectives identiques proposées parfois par certains auteurs marxistes car l’État, cette fois, ne dispose plus seulement d’une autonomie fonctionnelle limitée à la seule classe hégémonique. Emile Durkheim estime ainsi que « plus les sociétés se développent, plus l’État se développe, ses fonctions deviennent plus nombreuses, pénètrent davantage toutes les autres fonctions qu’il concentre et unifie par cela même » (Durkheim, 1975, III, p. 190) car l’État est un « phénomène normal » qui résulte des progrès mêmes de la division du travail (Durkheim, 1960, p. 201). Si, dans la perspective de la lutte des classes, l’État est l’instrument fonctionnel d’une classe dominante, en abordant, à la suite des travaux d’Auguste Comte ou de Saint-Simon, l’étude de la société à partir de la division croissante du travail qui l’affecte, l’État se présente maintenant comme le lieu d’exercice d’une fonction qu’il détient en propre (Duguit, 1911). Pour Durkheim, l’État se concentre dans un appareil bureaucratique différencié : « voilà ce qui définit l’État, c’est un groupe de fonctionnaires *sui generis »* liés entre eux par un ordre hiérarchique et détenteur de l’autorité. Comme la division du travail fait de lui « un organe distinct de la société », l’État se trouve maintenant « au-dessus de tout », des « castes, classes, corporations, coteries de toute sorte, toutes personnes "économiques" » (Durkheim, 1975, III, p. 177). Ce qui caractérise par conséquent maintenant l’État, c’est essentiellement sa séparation d’avec le pouvoir économique dans son ensemble.

Si l’on se tourne maintenant vers l’œuvre de Weber, on constate à nouveau que, pour l’auteur d’*Économie et Société,* l’État résulte d’un long processus de [662] division du travail qui favorise la modernisation des sociétés occidentales. La naissance du pouvoir rationnel-légal marque la fin du processus par lequel l’État est devenu une institution bureaucratique, un système de rôles impersonnels qui s’est dégagé de toutes les formes de pouvoir personnel de type charismatique ou encore, qui est parvenu à se différencier du pouvoir économique en mettant un terme aux structures patrimoniales. Pour Weber, « le grand État moderne dépend techniquement de manière absolue de sa base bureaucratique. Plus l’État s’accroît et davantage il se trouve dans une telle situation » (Weber, 1958, p. 211). L’État réussit à mettre un terme à toute appropriation privée de la puissance publique dans la mesure où les ressources dont il dispose grâce, par exemple, à la fiscalité, lui permettent de rémunérer directement un personnel propre, en salaire et non en bien. Dans ce sens, l’État a bénéficié de l’expansion du capitalisme car l’économie monétaire lui permet d’exproprier « les puissances privées indépendantes » en brisant le patrimonialisme. Loin d’être capitaliste, l’État utilise l’économie capitaliste pour mener le plus loin possible sa propre différenciation. Pour Weber, par conséquent, l’État se présente comme « une entreprise politique de caractère institutionnel lorsque et tant que sa direction administrative revendique avec succès, dans l’application des règlements, le monopole de la contrainte légitime » (Weber, 1971, p. 57). Notons que de même que le personnel politique a pu, selon Weber, se professionnaliser en vivant désormais « de » la politique et constituer par conséquent une élite spécifique, de même, la fin du patrimonialisme permet aux fonctionnaires de se constituer en une autre élite dont l’autorité est d’autant plus forte que la puissance de l’État qu’ils servent est grande. Ainsi se trouve posé le problème de la nature des relations qui vont s’établir entre ces élites au pouvoir propre, dont l’une, issue des partis politiques nés dans le cadre de la démocratie représentative détiendra peut-être un pouvoir d’autant plus fragile que l’autre, fondée sur la différenciation d’un État aux ressources nombreuses, disposera pour mener à bien son action, des privilèges de la puissance publique. D’où les rapports difficiles déjà évoqués entre l’État et la démocratie que l’on retrouvera à nouveau plus loin. Ainsi apparaît également sous un autre jour le phénomène de la pluralité des catégories dirigeantes dont les théories élitistes rendaient compte sans prendre en considération le problème de l’État et dont les théoriciens marxistes, le plus souvent, négligeaient la signification en préférant s’exprimer en terme de fusion ou tout, au plus, d’autonomie permettant une action relative et fonctionnelle des élites politiques, partie prenante d’un bloc au pouvoir contrôlé par une fraction hégémonique. Les théories de la division du travail proposées par Durkheim ou par Weber ont le mérite d’introduire à une sociologie de l’État comme fait social spécifique. Mais dans la mesure où elles n’étaient pas dépourvues l’une et l’autre d’une orientation évolutionniste qui faisait de l’État le terme ultime de la civilisation vers lequel doivent marcher toutes les sociétés, elles ont suscité une théorie politique moderne fondamentalement évolutionniste et universaliste dont les travaux de T. Parsons, S. Eisenstadt ou encore E. Shils sont les meilleurs exemples. Ceux-ci ont aussi pour inconvénient de procéder de manière ethnocentrique en plaquant le modèle occidental sur des sociétés pourvues de cultures différentes et ayant connu des processus historiques propres résultant aussi de la nature particulière des liens [663] sociaux qui s’y sont constitués. Ils ont enfin pour défaut d’opposer mécaniquement le moderne au traditionnel en estimant, ce qui reste à démontrer, que seul l’État différencié, produit de l’histoire occidentale, se présente comme la forme moderne et unique de gouvernement efficace qui requiert par conséquent l’abolition des structures communautaires. Ils impliquent que les États des sociétés occidentales modernes sont tous également différenciés et qu’ils entretiennent par conséquent d’identiques relations avec les élites politiques ou encore le monde des affaires. Pour toutes ces raisons (Badie et Birnbaum, 1979) la sociologie de la différenciation de l’État interprétée comme la conséquence d’une division du travail aux effets et au rythme univoque présente de grandes insuffisances. Ce n’est qu’en examinant chacun des processus historiques de division du travail que l’on peut voir dans quelle mesure, en fonction de tel type d’organisation sociale ou encore, de tel code culturel, la division du travail social produit ou non une division du travail politique plus ou moins accentuée, et, par conséquent, un État fort ou un État faiblement différencié.

2. Les indicateurs de la différenciation

[Retour au sommaire](#sommaire)

Les États contemporains résultent de processus historiques qui se nouent presque toujours à la sortie de la féodalité. Rappelons brièvement que, confrontés à une forte résistance de structures communautaires périphériques, certains pouvoirs politiques furent dans l’incapacité de procéder à la centralisation du système social et cet échec suscita en contrecoup la naissance et le renforcement continu d’un pouvoir politique qui, sous une forme absolutiste ou à travers des structures républicaines se transforme en un État fortement différencié de l’ensemble des périphéries territoriales et sociales. Avec Charles Tilly, on peut estimer qu’« une organisation qui contrôle la population d’un territoire particulier est un État dans la mesure où : *1)* Elle est différenciée des autres organisations qui agissent sur le même territoire ; *2)* Elle est autonome ; *3)* Elle est centralisée et *4)* Ses multiples sous-divisions sont coordonnées les unes par rapport aux autres » (Tilly, 1975, p. 70). Les indicateurs les plus révélateurs de la différenciation étatique sont par conséquent ceux qui témoignent de la naissance d’un espace spécifique : une bureaucratie civile et militaire fermée sur elle-même, recrutée sur critères méritocratiques et agissant, à l’écart des influences multiples et, en particulier, de celle du pouvoir économique ou des diverses formes de clientélisme, en fonction de valeurs universalistes et non particularistes, un droit public qui défend la spécificité des structures étatiques et qui permet aussi à l’administration de juger elle-même les affaires dans lesquelles ses propres membres se trouvent impliqués, un système étatique de contrôle social et, en particulier, des écoles ou des universités de statut public qui échappent à l’emprise soit du monde des affaires, soit de l’Église ou encore d’intérêts périphériques tels ceux d’une caste, d’une ethnie ou encore d’une région à la structure linguistique spécifique ; la séparation à tous les niveaux d’avec le pouvoir de l’Église, c’est-à-dire, dans cette perspective, de l’Église catholique contre laquelle l’État s’est construit en imitant [664] par ailleurs l’organisation de ses appareils bureaucratiques privés (dans ce sens, la laïcité est un élément essentiel de la différenciation étatique) ; un territoire organisé administrativement de manière hiérarchique par un découpage artificiel qui rompt les structures régionales communautaires et permet le contrôle étatique par l’entremise d’une administration d’État déléguant ses propres représentants aux divers échelons du pouvoir local ; une participation forte et constante de la haute fonction publique d’État à l’exercice du pouvoir politique qui écarte le plus souvent le personnel politique professionnalisé des sommets de l’État et contribue à renforcer l’antagonisme déjà souligné entre l’État et la démocratie, le pouvoir exécutif l’emportant régulièrement sur le pouvoir législatif et le Parlement, qui représente l’ensemble des intérêts de la société civile, se voyant supplanter par le pouvoir exécutif qui prétend incarner l’intérêt général, ses fonctionnaires n’ayant souvent que peu de considération à l’égard du personnel politique professionnalisé qu’ils considèrent comme étant lié à des clientèles partisanes ; lorsque l’État se trouve ainsi différencié, l’élite politico-administrative qui le sert tend à adopter des stratégies économiques interventionnistes ou encore, une politique étrangère et, même, au xixe siècle, une action colonisatrice marquée par la prééminence du politique et qui se traduit par des institutions économiques (du mercantilisme à la planification) ou coloniales (organisation administrative identique du territoire colonisé, extension plus ou moins accentuée de la citoyenneté, c’est-à-dire du lien direct à l’État) spécifiques. Au contraire, les systèmes à État faible ou sans État (Nettl, 1968) favorisent davantage la démocratie car ils résultent de processus réussi de centralisation compatible avec les mécanismes de la représentation (Finer, 13, pp. 4-5). Dans la mesure où elles peuvent se faire « entendre », les catégories sociales et territoriales qui composent le territoire ne sont pas tentées par une stratégie de « sortie » et demeurent donc, depuis plusieurs siècles déjà et encore à l’époque contemporaine, « loyales » au centre qui ne devient donc pas un véritable État différencié (Hirschman, 1972). Comme la démocratie ne se heurte pas à un État fort avec lequel elle devrait compter, les pays à État faible connaissent au contraire des appareils bureaucratiques plus modestes, un droit public tardif et qui n’a guère de signification politique, une absence de laïcité, un système scolaire et universitaire qui, du moins à l’origine et dans une moindre mesure de nos jours, reste contrôlé par des intérêts privés et soumis parfois à l’influence des Églises, une administration territoriale non étatisée et qui préserve ses propres mécanismes d’autorégulation sans tomber sous le contrôle de l’administration étatique hiérarchisée, un personnel politique composé de représentants des diverses catégories sociale et territoriale qui contrôlent elles-mêmes le centre politique, la division du travail politique n’ayant pas ici les mêmes conséquences que dans les pays à État fort et les hauts fonctionnaires, agents privilégiés de l’action étatique, y étant cette fois presque absents ; du coup, ce type de pouvoir politique laisse davantage jouer les mécanismes proprement économiques du marché et, en matière de colonisation, pratique un contrôle du territoire et de la population colonisés qui accorde une large place au « self-government » (Badie et Birnbaum, 1979 ; Dyson, 1980). Comme on l’a déjà noté, c’est bien parce que la Grande-Bretagne et les États-Unis apparaissent comme dotés de pouvoirs politiques peu [665] différenciés (quels que soient par ailleurs les traits qui les opposent, le caractère centralisé de l’un et la dimension fédérale de l’autre), que la sociologie politique contemporaine qui s’y est développée a tendance à raisonner en terme de groupes, d’élites ou de système et à refuser d’utiliser le concept d’État dont, de Burke à T. H. Green et Ernest Barker jusqu’aux théoriciens américains précédemment étudiés, elle ne voit guère l’usage dans leur propre société (Poggi, 1978 ; Dyson, 1980).

Ces indicateurs de la différenciation peuvent être aisément mesurés à l’aide d’une approche sociologique comparative. Ainsi, si l’on prend la France comme exemple privilégié d’un État différencié et la Grande-Bretagne, au contraire, comme un cas particulièrement frappant de faible différenciation, on s’aperçoit que ces indicateurs conservent, de manière globale, leur dimension explicative, du xviie siècle à nos jours. En France, de l’État absolutiste à l’État contemporain, une immense machine bureaucratique a été mise en place qui couvre de manière très hiérarchisée l’ensemble du territoire découpé artificiellement, depuis la Révolution de 1789, en départements. On peut sans difficulté quantifier le nombre d’agents qui dépendent de la puissance publique dans les administrations civile et militaire ainsi que dans les administrations para-publiques, les entreprises nationalisées, les services publics, les services communaux, régionaux, etc. Les millions de fonctionnaires ont tous été recrutés sur concours, par une procédure méritocratique et ils ont souvent été formés par des écoles d’État, de l’École normale d’instituteurs à l’École des Impôts ou encore, à l’École nationale d’Administration ou l’École polytechnique où une fois reçus, ils bénéficient du statut de fonctionnaire, passent d’un grade à l’autre, s’intègrent le plus souvent dans des corps et voient leur carrière organisée et protégée par le statut général des fonctionnaires. Le droit administratif et les institutions hiérarchisées qui l’énoncent, des tribunaux administratifs au Conseil d’État, apparaît, par excellence, en France comme le droit de l’État dont il protège les frontières. C’est dire qu’un véritable système de rôles étatiques a pris naissance et s’est solidement institutionnalisé qui tend à couper le fonctionnaire de ses liens de classe, de religion ou de territoire, lui confère des valeurs de service public grâce à une socialisation profonde « à l’État », lui impose, à des degrés variables, une obligation de réserve qui garantit l’action universaliste et non partisane, en particulier, de la haute fonction publique, et se marque même parfois jusque dans l’exercice des rôles privés. Cette forte emprise de l’État sur ses propres agents renforce la différenciation de l’espace étatique et permet à l’État d’agir de manière d’autant plus efficace sur la société tout entière. Au niveau le plus élevé de la fonction publique, les grands corps de l’État lui fournissent un personnel compétent ayant particulièrement intériorisé les valeurs d’intérêt général et qui constitue une part importante du personnel politique. Dans ce sens, les sociétés à État fortement différencié apparaissent moins comme de cohérentes démocraties représentatives que comme des « républiques de fonctionnaires » qui sont censés agir de manière universaliste, comme de pures fonctions en action, comme des « hommes sans qualité » autre que celle liée à leur rôle institutionnel. Sous Napoléon III comme à d’autres moments de [666] poussée de la différenciation étatique, les hauts fonctionnaires constituent, par exemple, sous la Ve République gaulliste jusqu’à 30 % du personnel ministériel. Issus presque toujours des grands corps et ayant été recrutés au sein des cabinets ministériels, ces hauts fonctionnaires-ministres se présentent ensuite le plus souvent à la députation : d’où des filières politiques qui témoignent de la prééminence du centre étatique sur les périphéries et qui contribue à accentuer le déclin d’un parlement où sont représentés les intérêts locaux. En France, comme en Prusse ou encore dans l’Allemagne contemporaine ou dans tous les pays à État différencié, les hauts fonctionnaires l’emportent donc souvent sur le personnel politique professionnalisé, sur l’élite politique analysée par Weber, Schumpeter ou Dahl, de même qu’ils rejettent du pouvoir les représentants du monde des affaires qui sont, dans tous ces États, peu présents dans le personnel politique lui-même. Tout au contraire, on peut même estimer qu’une telle situation favorise l’entrée des hauts fonctionnaires à la direction d’un grand nombre d’entreprises publiques ou privées industrielles et commerciales. Ainsi, en France, par exemple, le pantouflage des hauts fonctionnaires assure la présence des agents de l’État dans le monde industriel qu’il contrôle, par ailleurs, à l’aide d’une politique interventionniste : dans ce sens, mercantilisme, *Zollverein* ou planification procèdent de la même stratégie de développement industriel « par le haut ». Dans tous les pays à État fort, comme la France, l’Allemagne, l’Espagne ou encore, dans des pays qui connaissent des régimes autoritaires comme en Turquie ou en Amérique latine, on ne peut donc analyser le pouvoir simplement en termes d’élites rivales, de groupes de pression, de système ou encore, à partir de l’un des quatre modèles marxistes précédemment exposés : lorsqu’il est différencié non seulement de l’Église catholique mais surtout du pouvoir économique, l’État se dote d’une élite qui lui est propre, et sa présence brise le pouvoir monolithique d’une hypothétique classe dirigeante. Pour comprendre la nature et le rôle des élites, il faut donc se pencher sur le type d’État ; dans le même sens, la présence d’un État différencié dont on ne peut apprécier le pouvoir à l’aide de formules comme celle de « l’autonomie relative », par le recours à une explication « en dernière instance » ou par les modèles mécaniques de l’« autonomie fonctionnelle », limite réellement l’étendue du pouvoir économique et rend inadéquates les explications de la structure du pouvoir inspirées par les travaux sur l’« élite au pouvoir » ou encore, ceux qui s’inspirent des seules théories de la classe dirigeante. *(Sur la France :* Legendre, 1968 ; R. Cayrol *et al.,* 1973 ; Darbel et Schnapper, 1972 ; Chevallier, 1975 ; Chevallier et Loschak, 1978 ; Antoni et Antoni, 1976 ; Birnbaum, 1977 ; Crozier *et al.,* 1974 ; Thœnig, 1973 ; De Baecque et Quermonne, 1981 ; Suleiman, 1976 ; Thuillier, 1983 ; Rémond *et al.,* 1983. *Sur l’Allemagne :* Zapf, 1965 ; von Beyme, 1971 ; Steinkemper, 1974 ; Ellwein, 1977 ; Broszat, 1981 ; Mommsen, 1966.)

Si l’on examine au contraire maintenant le cas des systèmes sociaux dans lesquels le phénomène de la différenciation de l’État ne s’est pas produit car une centralisation réussie facilitée par un autre contexte historique et un code culturel différent a rendu possible la représentation des périphéries sociales et territoriales, on se rend compte que grâce au caractère fonctionnel de ces « prises de parole » [667] non seulement la démocratie y est plus précoce et développée mais que, en revanche, les indicateurs de la différenciation étatique demeurent souvent négatifs. Comme on l’a déjà observé, la Grande-Bretagne apparaît comme un exemple particulièrement probant d’une société où la démocratie représentative s’est épanouie alors que l’État, comme structure différenciée, y reste largement inconnu ; même s’ils se sont dotés d’un système fédéral et non aussi centralisé que le système britannique, les États-Unis entrent également dans cette seconde catégorie de pays. Ainsi, en Grande-Bretagne, la fonction publique est infiniment moins développée, aujourd’hui encore, qu’en France ou en Allemagne ; elle est moins hiérarchisée, préservant de la sorte l’exercice du self-government. L’usage constant de la *Common Law* donne un caractère non étatique au droit administratif qui n’a pas ici, comme aux États-Unis, pour fonction, de défendre les frontières de l’État. Dans le même sens, les écoles de formation des fonctionnaires inspirées de l’exemple français sont assez récentes et bénéficient d’un faible prestige. De manière plus générale, la socialisation de l’ensemble des citoyens, de même que celle des fonctionnaires, ne se fait pas « à l’État », étant encore aujourd’hui souvent prise en charge par des institutions privées à caractère religieux, la laïcité demeurant presque inconnue dans la mesure où le pouvoir politique lui-même ne s’est pas totalement différencié du pouvoir religieux. Comme un système spécifique de rôles étatiques institutionnalisés ne s’est pas révélé indispensable, la division du travail politique revêt une tout autre dimension. En Grande-Bretagne, l’élite politique représente davantage les groupes et les classes de la société civile : l’absence de différenciation étatique a pour conséquence immédiate l’éviction des hauts fonctionnaires de l’élite politique à tous les niveaux du pouvoir et la présence de représentants des diverses catégories sociales. Non seulement les ouvriers se trouvent traditionnellement moins exclus du pouvoir politique qu’en France mais surtout, les dirigeants du monde des affaires qui sont très peu nombreux dans les rangs du personnel politique français jouent au contraire un rôle essentiel dans le personnel politique anglais ou américain. À nouveau, le type d’État influence le fonctionnement de la démocratie représentative et détermine le type d’élite ainsi que les rapports que les élites entretiennent entre elles. Comme l’élite politique britannique ou américaine échappe largement à la détermination étatique, on peut comprendre que les théories élitistes aient connu un tel succès, à tel point que même les auteurs radicaux comme Mills aux États-Unis ou pro-marxistes, comme Miliband en Grande-Bretagne, examinent en définitive seulement la nature de ces rapports et n’utilisent pas la notion d’État au sens où on l’a défini ici. Des systèmes à État non différencié connaissent presque inévitablement soit des phénomènes de fusion d’élites, soit des processus d’osmose entre le Parti et l’État, par exemple dans les pays de l’Est ou entre le pouvoir religieux et l’État comme dans la plupart des sociétés musulmanes où la communauté des croyants étant identique à la communauté politique, le rejet de l’État y est permanent et sa différenciation temporaire et non entière est la conséquence de réformes imposées et, comme en Turquie ou en Iran, d’autant plus fragiles qu’elles s’inspirent d’exemple de sociétés dans lesquelles le processus de différenciation étatique résulte du cours de l’histoire elle-même et d’un autre code culturel. Dans des pays occidentaux [668] comme la Grande-Bretagne ou les États-Unis, la fusion entre les élites prend un caractère différent même si elle témoigne là aussi de l’absence de l’État. Cette fusion se traduit cette fois par la formation d’une quasi-classe dirigeante baptisée *Establishment* en Grande-Bretagne et dans le cadre de laquelle les wasp jouent toujours un rôle essentiel aux États-Unis. Ajoutons que, dans un cas comme dans l’autre, les représentants du monde ouvrier s’intègrent parfois à cette classe dirigeante, par exemple, à travers la pairie en Grande-Bretagne ou participent à une concertation quasi permanente avec le pouvoir comme aux États-Unis. De manière quelque peu paradoxale, les sociétés à démocratie précoce n’ont pas d’État différencié mais une classe dirigeante traversée par des conflits internes et qui demeure assez cohérente alors que les sociétés à démocratie tardive comme la France ou encore l’Allemagne ont des États très différenciés qui excluent du même coup la présence d’une classe dirigeante homogène. *(Sur la Grande-Bretagne :* Self, 1973 ; Urry et Wakeford, 1973 ; Miliband, 1973 ; Stanworth et Giddens, 1974 ; Johnson, 1973 ; Crewe, 1974 ; Aaronovitch, 1961 ; Thomas, 1978. *Sur les États-Unis :* Zweigenhaft, 1975 ; Dye, 1976 ; Mintz, 1975 ; Domhoff, 1967, 1979, 1983 ; Baltzell, 1958 ; Sorel, 1980 ; Birnbaum, 1971.)

En cherchant par conséquent à mesurer les indicateurs de la différenciation, on parvient à mieux rendre compte tout à la fois, dans une perspective de sociologie historique comparative, de la nature et du rôle particulier des appareils bureaucratiques, de la composition et de l’action particulière des élites, des relations qu’elles entretiennent entre elles et enfin, de la possibilité ou de l’impossibilité de l’existence d’une classe dirigeante. (Pour une perspective comparative : voir Fischer et Lundgreen, 1975 ; Armstrong, 1973 ; Robins, 1976 ; Welsh, 1979 ; Badie et Birnbaum, 1979 ; Aberbach, Putnam, Rockman, 1981 ; Levi, 1981 ; Timsit, 1982.)

3. Des différenciations partielles ?

[Retour au sommaire](#sommaire)

Au lieu d’opposer, comme on vient de tenter de le faire, les systèmes sociaux qui connaissent une forte différenciation étatique à ceux qui ignorent quasiment un tel processus, on peut se demander si des différenciations partielles peuvent se produire dans des sociétés pourtant dotées de codes culturels tels qu’ils devaient en éviter l’apparition. Une telle interrogation a l’inconvénient de limiter peut-être l’intérêt d’une explication sociologique de l’État en fonction de sa propre histoire, c’est-à-dire à partir de structures de très longue durée qui conserveraient à travers le temps leur efficacité propre. Poser une telle question revient donc à remettre nécessairement en question le caractère explicatif unique de la sociologie de l’État pris comme un ensemble cohérent dont la nature est déterminée par un processus historique particulier et un code culturel spécifique. Elle a pourtant l’avantage d’attirer l’attention du sociologue sur l’existence de tels phénomènes relativement inattendus dans des sociétés où l’espace public n’est guère différencié. On connaît bien sûr des moments de l’histoire de ces sociétés où se produisent, au cours de crises politiques toujours violentes, des tentatives de différenciation brutales et dysfonctionnelles [669] par rapport à la nature de la société globale. Ainsi, pour conserver les mêmes exemples que dans le paragraphe précédent, en Grande-Bretagne la monarchie subit, au temps des *Stuarts,* une défaite violente et complète lorsqu’elle tente de se bureaucratiser et de s’étatiser selon le modèle absolutiste de certains pays continentaux : les armées du Parlement l’emportent, mettant un terme à la soudaine volonté monarchique de différenciation. Dans le même sens, la guerre de Sécession a rendu possible le renforcement temporaire de la machine étatique fédérale. Mais dans un cas comme dans l’autre, ces essais de différenciation ont été limités dans le temps. Au contraire, des travaux récents soulignent que dans un système peu différencié comme le sont les États-Unis, où les mécanismes de fusion des élites sont très marqués, on peut démontrer que la détermination de la politique étrangère par une administration spécifique échappe à l’ingérence des grandes entreprises industrielles et des banques. Analysant les décisions vitales pour le monde des affaires, celles concernant la stratégie ayant pour but l’acquisition des matières premières ainsi que les investissements qui sont nécessaires pour la mener à bien, Stephen Krasner met en lumière le rôle central joué par le pouvoir politique, White House et le State Department : « Ces rôles et ces institutions sont isolés des pressions sociales » (Krasner, 1978, p. ii. Dans le même sens, Katznelson et Prewitt, 1979). D’où l’hypothèse suivante qui justifie la possibilité de la différenciation partielle : « *A priori,* il n’y a aucune raison pour que les multiples politiques soient mises en œuvre par d’identiques structures fortes ou faibles » (Krasner, 1978, p. 58). Des structures administratives spécifiques fortement constituées peuvent imposer des politiques publiques qui contribuent à renforcer leur propre organisation (Wildavsky, 1974 ; Tarschys, 1975) et, dans un système social où les intérêts sociaux eux-mêmes sont dispersés et multiples, ces structures bureaucratiques peuvent être encore plus fortes que celles d’un État différencié faisant face à des groupes unifiés et cohérents (Nordlinger, 1981). Dans le même sens, Theda Skocpol et Kenneth Finegold parviennent à montrer, à partir de l’examen de la politique agricole menée par le *New Deal* que des décisions tout à fait autonomes peuvent être prises dans des États qui sont pourtant « faibles » : pour eux, à cette époque, le ministère de l’Agriculture était « un îlot d’État fort dans un océan de faiblesse » (Skocpol et Finegold, 1982). Alors que les réformes industrielles échouent, la National Recovery Administration trop faible étant dominée par les intérêts privés, le ministère de l’Agriculture, fondé pendant la guerre civile, et ayant réussi à s’institutionnaliser réussit à mener à bien son action en cette période du *New Deal* où l’État parvient, même de manière partielle, à se différencier, et à imposer sa propre intervention dans le domaine de la protection sociale (Skocpol et Ikenberry, 1983) même si une politique keynésienne aussi rigoureuse qu’en Suède n’a pu être mise en place à cause de la nature particulière de l’État américain (Weir et Skocpol, 1983). Imaginer la possibilité de différenciations partielles qui ne font que probablement se renforcer aussi bien en Grande-Bretagne qu’aux États-Unis (Zeitlin, 1980 ; Skowronek, 1982) avec la croissance contemporaine des structures indispensables à la mise en place du *Welfare State,* c’est se prononcer en faveur d’approches sociologiques multiples des différentes structures étatiques internes à chaque pays en nuançant peut-être de [670] cette manière les perspectives de la sociologie historique de l’État. Ces problématiques complémentaires qui se font jour à propos de la différenciation peuvent également être utilisées pour analyser la dédifférenciation.

Section 3

Dédifférenciation de l’État  
ou dédifférenciation partielle ?

[Retour au sommaire](#sommaire)

À un moment où certains théoriciens marxistes eux-mêmes en viennent à rejeter les hypothèses principales des courants examinés précédemment et à concevoir presque l’État dans une perspective weberienne dont l’action s’exerce au bénéfice du personnel qui le contrôle, en voyant du même coup son pouvoir augmenter au fur et à mesure où celui de l’État s’accroît (voir par exemple au sein du courant marxiste, Therborn, 1978, et Block, 1977), quand ces théoriciens expliquent le déclenchement des révolutions par la présence et l’action spécifique d’un certain type d’État particulièrement institutionnalisé (Trimberger, 1978 ; Skocpol, 1979), quand d’autres encore voient dans la nature de l’État, l’explication du mode de structuration des rapports sociaux (Stepan, 1978), les groupes et les classes se trouvant par conséquent obligés de s’organiser en fonction du type d’État qu’ils affrontent, de se doter d’idéologies qui témoignent de ce rapport particulier à un type d’État spécifique (Birnbaum, 1981), on peut être tenté de poser autrement le problème des rapports entre l’État et la société tout entière. Après avoir cherché dans la différenciation la marque véritable de l’État, après l’avoir essentiellement considérée comme l’expression d’un processus historique de très longue durée en courant le risque de retourner à un nouveau genre d’évolutionnisme pourtant si décrié, on s’est interrogé dans les pages qui précèdent, pour en écarter un peu le danger, sur les conditions de l’apparition de processus de différenciation partielle : dans des sociétés « sans État », on verrait pourtant se développer, surtout dans des moments de crise, des parcelles d’État. On voudrait, maintenant qu’il semble à peu près admis par la théorie politique contemporaine tout entière que l’État, comme structure globale ou partielle fait figure d’acteur collectif propre doté de ressources et de pouvoir particulier, s’interroger sur la possibilité de processus de dédifférenciation globale ou, de manière plus restrictive, de dédifférenciation partielle. Dans cette dernière section, on ne retiendra comme exemple que des États véritablement différenciés pour poser la question de leur possible dédifférenciation en écartant ainsi les dangers d’un nouveau type d’évolutionnisme qui affirmerait trop brutalement que l’État conserverait sa propre structure indéfiniment à travers l’histoire.

[671]

1. Vers une nouvelle fusion des catégories  
dirigeantes nationales et locales ?

[Retour au sommaire](#sommaire)

Dans la mesure où l’on a considéré l’exemple français comme particulièrement illustratif du processus de différenciation, il paraît normal de le conserver comme cas privilégié, pour analyser les problèmes de la dédifférenciation. Gomme cette dernière se marque particulièrement par la formation d’un espace public géré par une élite spécifique, on peut voir dans le retour de la fusion des catégories dirigeantes un symptôme essentiel de remise en question de la différenciation de l’État. Une fusion partielle des catégories dirigeantes peut se produire lorsque les hauts fonctionnaires perdent leur rôle privilégié à la tête de l’État, le personnel politique professionnalisé issu des grands partis parvenant à les évincer. Ainsi, sous la IIIe et la IVe République, la République semble ne plus s’identifier à l’État et la « République des députés » paraît porter atteinte à la différenciation de l’État. Dans la mesure où il occupe les « sommets de l’État », ce personnel politique réintroduit une logique de représentation des périphéries sociales et territoriales au sein de l’État (Birnbaum, 1977). Dans ce sens, on comprend que les théories élitistes ou encore les modèles décisionnels qui retiennent surtout l’action des groupes de pression pour expliquer le type de décision, soient davantage utilisés durant de telles périodes où les députés deviennent les « assistantes sociales » de leur département, les porte-paroles de groupes de pression ou encore ceux de partis politiques. Le retour au cursus politique propre aux démocraties représentatives précoces et qui mène le maire vers le mandat de député et enfin, parfois à la fonction de ministre, revient en force qui lamine la prétention universaliste de l’État. Cette politisation plus grande de l’État lui-même se répète durant le mitterrandisme qui, par diverses mesures, paraît vouloir accentuer une logique de représentation au détriment d’une logique d’État différencié : ainsi, on assisterait à la naissance d’un *spoil system* à la française, les détenteurs d’emplois publics perdant leurs attributions à dimension politique quitte à demeurer, contrairement à l’exemple américain d’État faible, au sein de l’appareil administratif, en rejoignant le plus souvent leur grand corps d’origine (Bodiguel et Quermonne, 1983) ; dans le même sens, la réforme de l’ena décidée par le gouvernement socialiste favorise également la représentation non plus des partis politiques au sein de l’État mais bien celle de groupes sociaux désavantagés et dont peu de hauts fonctionnaires étaient issus : à vouloir que la haute administration soit « le reflet social de la nation », on s’inspire nécessairement moins de l’idée de la nécessaire différenciation de l’État et l’on retrouve la perspective de la « proportzdémocracie ». La différenciation peut également se trouver menacée non pas par cette démocratie permettant une représentation quasi proportionnelle des divers groupes sociaux mais par la tentative de retour au pouvoir d’une classe dirigeante qui abolirait ou tout du moins menacerait, les frontières de l’espace étatique. Autant dans une société à État faible et peu différencié, une classe dirigeante peut occuper uniformément, quelle que soit l’intensité des conflits qui la traversent, le champ du politique qui se confond presque par exemple, dans le cas français, avec celui incarné [672] seulement par une élite, autant cette fois un tel processus constitue une remise en question de l’État, de la spécificité de son personnel et un retour à la fusion généralisée des élites. Certains travaux récents soulignent la place importante que l’aristocratie n’a cessé de jouer dans les différentes élites françaises, attirant ainsi l’attention sur un facteur de limitation ou de remise en question de la différenciation de l’État (Mayer, 1983), d’autres, à travers une étude de la multipositionnalité des élites, c’est-à-dire du nombre et du type des rôles détenus par les membres des diverses élites (Bourdieu *et al.,* p. 12-5 ; Lewandowski, 1974) soulignent la circulation des élites d’un secteur à l’autre du pouvoir, mobilité semblable à celle que décrit par exemple Wright Mills aux États-Unis et qui rapprocherait la France de la situation des sociétés à État faible où la fusion des élites empêche la différenciation de l’État. D’autres montrent à quel point les structures de l’État sont elles-mêmes pénétrées par les intérêts privés, l’administration intensifiant ses échanges avec les milieux sociaux et confiant même de plus en plus des responsabilités de gestion à des organismes du secteur privé, les dirigeants du secteur privé étant eux-mêmes parfois nommés dans des entreprises du secteur public et les patrons du monde industriel gérant parfois directement des fonds d’origine publique (Chevallier et Loschak, 1978, t. 2). Dans ce sens, on a vu se développer en France des phénomènes analogues à ceux décrits par Philip Selznick dans son ouvrage classique, *TVA and the grass-roots.* De même qu’aux États-Unis où la pénétration des intérêts privés est aisée, la formation d’un secteur important d’économie mixte, l’établissement d’une sorte de quasi intégration entre les segments administratifs périphériques et les intérêts socio-économiques qui leur sont liés, leur « cooptation » (Selznick) parfois extrêmement marquée comme dans le cas du ministère de l’Agriculture ont diminué la cohérence de l’administration française tout en lui fournissant des informations indispensables à son propre fonctionnement. De même, l’entrée des dirigeants du secteur privé dans des organismes de planification telles les commissions du Plan (Nizard, 1975) ou encore l’Institut de Développement industriel a diminué la distance qui sépare l’État des groupes sociaux spécifiques en dédifférenciant certaines des fonctions qu’il assurait auparavant.

Tous ces phénomènes renforcent la fusion entre des catégories dirigeantes et jettent un doute sur la réalité de la différenciation véritable de l’État. On peut pourtant nuancer ce constat en soulignant par exemple comment l’institutionnalisation de l’État protège son personnel qui continue à se recruter à travers les écoles d’État et reste défendu par la complète fermeture des grands corps aux intrus éventuels du secteur privé (Birnbaum *et ai,* 1978). Dans ce sens, même si une classe dirigeante existe en France comme espace social et culturel, l’État n’en maintient pas moins sa spécificité et la dédifférenciation ne l’atteint, par l’action des partis politique comme par celle de la classe dirigeante, que modérément. Notons de plus, brièvement, qu’au niveau local, la coopération qui s’instaure entre les représentants de l’État et les notables, les rapports d’associés-rivaux qu’ils entretiennent, incitent à remettre en question l’image d’Épinal de la différenciation absolue de l’État. Pourtant si, à la périphérie, les structures étatiques sont influencées dans leur fonctionnement par les clientèles locales (Grémion, 1976), si, par exemple, les préfets, agents par excellence de l’État différencié, se [673] trouvent dans l’obligation de coordonner leurs actions avec les notables locaux (Worms, 1966 ; Thoenig, 1975), si l’ensemble de l’administration française se trouve ainsi plongée dans l’espace social avec lequel elle doit composer en établissant des rapports étroits avec le pouvoir économique local et en créant, par exemple, de manière « pragmatique », des sociétés d’économie mixte pour assurer ces liaisons (Ashford, 1982), si elle ne peut donc plus être considérée comme un phénomène bureaucratique clos sur lui-même (Dupuy et Thoenig, 1983), au niveau local l’État préserve pourtant aussi sa propre différenciation. Comme au niveau national, la fusion des élites reste par conséquent limitée en France dans le cadre local alors qu’elle l’est moins dans les systèmes à État faible (Lagroye et Wright, 1979 ; Mény, 1982).

2. Le corporatisme contre l’État

[Retour au sommaire](#sommaire)

Dans les années soixante-dix, un certain nombre d’auteurs ont examiné les mécanismes par lesquels le pouvoir politique de chacune des sociétés occidentales faisant face à une crise fiscale, à des problèmes de « gouvernabilité », à un déclin du *Welfare State,* des protections sociales et des revenus qu’il garantissait, ont cru voir dans la formation d’un néo-corporatisme distinct de celui des sociétés d’Ancien Régime ou encore, de celui mis en place par les régimes totalitaires ou autoritaires du xxe siècle, le nouveau mécanisme par excellence des relations industrielles. Pour Philippe Schmitter, « le corporatisme peut être défini comme un système de représentation des intérêts dans le cadre duquel les acteurs sont organisés en un nombre limité de catégories fonctionnelles, obligatoires, disciplinées, hiérarchisées et à l’abri de toute concurrence ; elles sont reconnues et admises (sinon créées) par l’État et bénéficient d’un monopole de représentation dans la mesure où elles parviennent en retour à contrôler la sélection de leurs dirigeants, le type de demandes qui s’expriment et le soutien qu’elles reçoivent » (Schmitter, 1979, p. 13). Le corporatisme représente dès lors un système de régulation des conflits qui opposent le capital au travail en favorisant l’intégration des organisations qui les représentent au sein des structures étatiques et il n’apparaît donc pas seulement comme un type particulier de système économique. À travers un grand nombre d’organisations tripartites, l’État réussirait à intégrer le mouvement ouvrier, à susciter des négociations qu’il contrôlerait avec le patronat et atténuerait les risques de conflit social en limitant les conséquences de la crise fiscale. Dans ce sens, la social-démocratie apparaîtrait comme un mode fonctionnel de représentation de la classe ouvrière favorisant en réalité la stabilité du capitalisme. En fonction des remarques précédentes, on peut comprendre que la théorie du corporatisme ait été élaborée essentiellement dans des sociétés à État faible dans lesquels la représentation des multiples intérêts à travers des groupes de pression ou toute autre structure est courante et d’autant plus légitime que le système fonctionne ainsi « à la représentation » de tous les intérêts qui ont légalement le droit de déléguer leur porte-parole au sein des structures de pouvoir et non « à l’État ». Si le corporatisme ne parvient pourtant qu’à fonctionner de manière [674] instable (Crouch, 1978 ; Strinati, 1979) même dans des pays comme la Grande-Bretagne, c’est qu’il présuppose la différenciation minimale d’institutions étatiques capables de servir de cadre à cette intégration : or, celles-ci ne se sont pas véritablement développées (Jessop, 1980). Au contraire, pour que ce corporatisme puisse s’épanouir dans une société à État différencié comme la France, il est nécessaire d’assister à des dédifférenciations partielles qui porteraient atteinte à l’institutionnalisation de l’État en y faisant pénétrer les représentants d’intérêts partisans et en attribuant à leurs décisions une dimension légitime proprement incompatible avec le fondement supposé universaliste de l’État. On peut estimer qu’une telle dédifférenciation partielle qui remplacerait le fonctionnement « à l’État » par un fonctionnement « à la représentation » ne s’est pas produite en France, les institutions triparties n’ayant connu, sauf exception, qu’un pouvoir très limité. De même, les syndicats, sauf par exemple au ministère de l’Éducation nationale ne jouent pas réellement un rôle essentiel dans la gestion de l’administration. En dehors des autres raisons qui expliquent la faiblesse du corporatisme en France (organisations syndicales peu implantées, rivalités idéologiques : Schain, 1980 ; Lehmbruch, 1982), c’est donc bien la force de l’État qui prévient ce type de dédifférenciation limitée (Birnbaum, 1982).

3. La mobilisation contre l’État

[Retour au sommaire](#sommaire)

Confrontés à un État fortement différencié, des groupes sociaux qui ne disposent d’aucune représentation étant donné le caractère peu précoce de la démocratie représentative dans un tel contexte et dont les intérêts ne sont pas véritablement pris en considération par cet État ne peuvent que tenter de s’élever contre lui. Contrairement à la perspective d’un auteur comme Gramsci qui oppose les sociétés de l’Est où la classe ouvrière affronterait la force de l’État à celles de l’Ouest où elle subirait surtout le poids du contrôle social hégémonique, il faut distinguer, parmi les sociétés occidentales, celles où l’État est différencié de celles où il l’est moins pour comprendre comment se forment les mouvements de mobilisation collective : dans un cas, ils peuvent le plus souvent se trouver canalisés par les partis politiques et être ainsi « entendus » par le pouvoir, dans l’autre, les partis politiques, par exemple, parviennent moins facilement à agréger et à transmettre ces demandes car ils sont eux-mêmes à l’extérieur de l’État. Les pays qui parviennent à changer à travers essentiellement des réformes seraient-ils ceux qui ne connaissent pas de véritable différenciation étatique alors que ceux dont l’histoire est traversée de révolutions s’identifieraient à ceux qui sont dotés d’un État très différencié ? On peut même soutenir que seuls les pays pourvus d’un État bureaucratique fort voient se mobiliser contre eux les mouvements révolutionnaires : comparant la Révolution française de 1789, la révolution bolchevique de 1917 et la révolution chinoise à partir de 1911, Theda Skocpol estime que ces ruptures historiques se produisent lorsque des États bureaucratiques se trouvent en guerre contre des pays économiquement plus avancés et sont mis dans l’impossibilité de se moderniser à cause de la résistance d’une classe dirigeante accrochée à ses privilèges. C’est souligner que [675] la différenciation État-classe dirigeante représente un facteur important dans le mode de changement social. Pour Skocpol, « on ne peut étudier les transformations socio-révolutionnaires que dans la mesure où l’on considère sérieusement l’État comme une macro-structure » (Skocpol, 1979, p. 29). Dans le même sens, après avoir souligné à quel point la nature des rapports sociaux influence la mobilisation collective, celle-ci se déroulant à travers des structures sociales associatives ou communautaires, Charles Tilly fait de la présence d’un État différencié un élément essentiel de la mobilisation. Analysant le cas français, il souligne comment « l’énorme centralisation du pouvoir a probablement plus qu’ailleurs déterminé la nature des différentes luttes en France qui opposent l’État à ses ennemis » (Tilly *et al.,* 1975, p. 84). Tilly examine ainsi l’action de l’État d’origine absolutiste qui tente d’accroître sans cesse son emprise sur l’ensemble du système social, en provoquant par contrecoup des réactions violentes de la part de ceux qu’il s’efforce de dominer. Il estime pourtant qu’après 1848, les mouvements collectifs utilisent davantage les canaux de la démocratie représentative : la démocratie vient à nouveau limiter le fonctionnement « à l’État » (la mobilisation se trouvant véhiculée par les partis, les associations ou les syndicats : Tilly, 1978). Notons toutefois que dans tous les exemples historiques qui viennent d’être évoqués, on n’assiste ni à des dédifférenciations partielles et encore moins à une dédifférenciation généralisée : la mobilisation qui se déroule contre l’État réussit parfois à l’emporter mais la nouvelle élite s’adapte à la logique étatique qu’elle accroît même pour son propre profit, remarque qui rappelle la thèse de Tocqueville sur le renforcement continuel de l’État, de l’Ancien Régime à la Révolution ; la nouvelle élite s’insère dans les organisations démocratiques mais cela n’affecte alors que modérément le fonctionnement « à l’État ». Les mobilisations paysannes, ouvrières ou étudiantes n’entament pas, quelle que soit leur intensité, en 1789, en 1848 ou même en 1968, la différenciation de l’État qui perdure dans sa propre logique. On peut d’ailleurs tenter d’interpréter la faiblesse de la participation partisane ou syndicale, en dehors de période de crise, par la faible efficacité de ces organisations qui n’ont guère d’influence sur l’État. Celles-ci ont d’ailleurs conscience de leur relative incapacité à agir comme de véritables acteurs du changement social : du coup, elles orientent leur stratégie contre l’État. À la différence des pays anglo-saxons, les groupes sociaux et leurs organisations partisanes ou syndicales s’efforcent dès lors de remettre constamment en question le pouvoir de l’État : d’où, par exemple, la force en France, de la tradition anarchiste ou de l’anarcho-syndicalisme et la faiblesse de la social-démocratie qui présuppose une forte liaison syndicat-parti-parlement, ce dernier étant dans cette hypothèse le lieu du pouvoir réel. À l’époque contemporaine, la stratégie auto-gestionnaire implique peut-être également la déliquescence des institutions représentatives et la force d’un État en dehors duquel on souhaite s’organiser. Et l’euro-communisme lui-même qui s’est épanoui dans des sociétés à État assez différenciées comme la France, l’Espagne et, à un moindre degré, l’Italie, apparaît comme une tentative de changer la société non par la voie traditionnelle de la démocratie représentative mais bien par la prise de contrôle d’un État : pour Santiago Carrillo, par exemple, « le problème n’est pas seulement de parvenir au gouvernement. Il s’agit toujours de savoir comment transformer l’appareil d’État » (Carrillo, 1977 ; Wright, 1978). Remarquons enfin [676] que, de nos jours, dans un contexte où il participe lui-même au gouvernement, le Parti communiste français abandonne le modèle du cme auquel il est tellement attaché en estimant qu’il est possible de peser sur l’action et l’État, ce qui implique que lorsque l’État est à ce point différencié, il ne peut simplement se concevoir comme un État capitaliste mais qu’il est lui-même un acteur doté d’un pouvoir propre (Masson, 1982). On peut toutefois mettre en question cette hypothèse tant est également grande la différenciation de l’État à l’égard des partis qui occupent les sommets du pouvoir politique. Dans ce sens, ni la mobilisation révolutionnaire ni la mobilisation partisane ne parviennent à briser la différenciation de l’État. C’est pourquoi, même l’« espace public » à la Habermas (Habermas, 1978 ; Mastropaolo, 1981), c’est-à-dire la formation d’une opinion publique qui s’élabore à travers des institutions comme les élites, les cafés, la presse, etc., se montre incapable, en s’ouvrant à l’ensemble des classes sociales et en n’étant donc plus réservé à la seule bourgeoisie, d’abolir cet autre espace politique qu’est l’État différencié.

4. Le totalitarisme contre l’État

[Retour au sommaire](#sommaire)

On peut dès lors se demander dans quelle mesure la mobilisation totalitaire, la forme la plus radicale que peut revêtir un mouvement collectif, réussit à entamer les frontières d’un tel lieu institutionnalisé. Il ne saurait exister d’État totalitaire dans la mesure où le totalitarisme se donne explicitement pour but de détruire l’État pour le remplacer par un pouvoir totalitaire partisan qui prétend étendre son emprise sur toute la société, abolissant du coup la spécificité de l’État. Le totalitarisme « détruit toutes les frontières qui séparent l’État des groupes sociaux » (Ekstein et Apter, 1963, p. 434) ; dans ce sens, « le système totalitaire se caractérise par l’élimination de la distinction recherchée dans les démocraties occidentales entre l’État et la société » (Curtis, 1969, p. 59 ; Barret-Kriegel, 1979, chap. 6). Espace institutionnalisé, l’État limite la prétention totale de ce type de mobilisation extrémiste. C’est pourquoi, dans l’Allemagne hitlérienne, on veut le plus rapidement possible, « jeter l’État par-dessus bord » (Rauschning, 1980, p. 74). Le mouvement totalitaire nazi apparaît clairement comme une mobilisation radicale qui vise à dédifférencier l’État, à détruire l’État prussien qui est parvenu à un degré élevé de différenciation, à briser l’administration et son mode de gestion de type bureaucratique, à réduire les corps, les institutions, les systèmes de rôles étatiques, à anéantir les valeurs qui leur donnent leur propre légitimité. Ennemi absolu de l’État prussien qu’il va tenter d’abolir, le nazisme souhaite, du point de vue politique, revenir en deçà de la différenciation et rétablir la relation d’homme à homme caractéristique du Moyen Âge (Koehl, 1972). Le pouvoir hitlérien fait par conséquent figure de « non-État » (Neumann, 1944). On assiste progressivement à une politisation de l’État, à une pénétration de la fonction publique par le Parti nazi qui acquiert lui-même un statut public. Comme le proclame Hitler, dès le 6 juillet 1933, « le Parti est devenu l’État ». Celui-ci a tenté de préserver ses structures et son institutionnalisation en résistant plusieurs années, grâce à la compétence de ses agents et à son caractère fonctionnel, à la totale politisation nazie. Et face à un État qui [677] s’efforce de défendre son institutionnalisation, le pouvoir nazi se voit forcé de créer des structures parallèles, un ministère des Affaires étrangères *bis,* une police, des services économiques ou d’aménagement du territoire, etc., organisés en dehors de l’État sur une base partisane (Broszat, 1981). La mobilisation nazie va finalement réussir à abolir l’État prussien en créant une dictature dirigée par un homme qui contrôle seul une multitude de pouvoirs rivaux (Hildebrand, 1979). La dédifférenciation est alors poussée à son point extrême car c’est l’institutionnalisation de l’État elle-même qui se voit détruite.

La sociologie historique doit donc tenir compte du fait que des crises extrêmes (les guerres, etc.) peuvent mener à la fin de l’État (Shaw, 1984). Dans des circonstances moins dramatiques, le conflit entre deux groupes culturels conduit également, comme en Belgique, à une forte dédifférenciation d’un État institutionnalisé. Prendre en compte le surgissement de tels évènements diminue le risque de construire une nouvelle théorie évolutionniste de l’État qui considérerait le type d’État comme immuable à travers le temps. De nos jours, la rapide croissance des organisations internationales dont certaines sont dotées de prérogatives supranationales pourrait également porter atteinte à l’État mais, à l’heure actuelle, ce risque paraît toujours lointain (Tivey, 1981). Il semble plus urgent de réfléchir maintenant sur la vulnérabilité comparée des sociétés à État fortement différencié par rapport à celles qui ont limité l’ampleur de processus de différenciation (Evans, Reuschmeyer, Skocpol, 1985) ; les premiers suscitent-ils par contrecoup les révolutions et parfois, la remise en question de la différenciation mais aussi de la démocratie qui, dans un tel contexte, est demeurée plus fragile ? Les dédifférenciations partielles et la souplesse qu’elles pouvaient entraîner demeurent-elles dans un tel cadre peu probables car incompatibles avec la logique d’un tel type d’État ? Les sociétés à État moins différencié sont-elles tout à la fois moins efficaces du point de vue politique et moins vulnérables ? Peuvent-elles redouter dans une moindre mesure les mouvements révolutionnaires et la remise en cause d’une démocratie qui y est plus précoce et plus forte ? Sont-elles plus capables de faire face, par exemple, à la crise du *Welfare State,* en tolérant des processus de différenciation partielle qui resteraient compatibles avec la logique d’un type d’État qui ne leur est guère favorable ? Telles sont peut-être quelques-unes des directions de recherche vers lesquelles peut s’orienter aujourd’hui l’analyse socio-historique des États contemporains.

BIBLIOGRAPHIE

[Retour au sommaire](#sommaire)

Aaronovitch (S.), 1961, *The ruling class : a Study of British Finance capital,* Londres, Lawrence & Wishart.

Aberbach (Joël), Putnam (Robert) et Rockman (Bert), 1981, *Bureaucrats and Politicians in Western Democracies,* Cambridge, Harvard University Press.

Althusser (Louis), 1965, *Pour Marx,* Paris, Maspero.

Althusser (Louis), 1970, [Idéologie et appareils idéologiques d’État](http://dx.doi.org/doi:10.1522/030140239), *La Pensée,* juin.

[678]

Altvater (Elmar), Notes on some problems of State interventionism, *Kapilalistate,* 1 et 2.

Antoni (Pascal), Antoni (Jean-Dominique), 1976, *Les ministres de la Ve République,* Paris, puf.

Armstrong (John), 1973, *The European Administrative Elite,* Princeton, Princeton University Press.

Aron (Raymond), 1950, Social Structure and the ruling class, *British Journal of Sociology,* juin.

Aron (Raymond), 1954, Note sur la stratification du pouvoir, *Revue française de Science politique,* juillet-septembre.

Aron (Raymond), i960, Classe sociale, classe politique, classe dirigeante, *Archives européennes de Sociologie, 1.*

Aron (Raymond), 1965, Catégories dirigeantes ou classe dirigeante, *Revue française de Science politique,* février.

Ashford (Douglas), 1982, *British dogmatism and French pragmatism : central-local policy-making in the Welfare State,* Londres, Allen & Unwin.

Bachrach (Peter), Baratz (Morton), 1970, *Power and poverty,* London, Oxford University Press.

Badie (Bertrand), Birnbaum (Pierre), 1979, *Sociologie de l’État,* Paris, Grasset.

Baecque (Francis de), Quermonne (J.-Louis), 1982, *Administration et politique sous la Ve République,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Bailey (Anne), Llobera (Joseph), 1981, *The Asiatic mode of production,* Londres, Routledge & Kegan Paul.

Baltzell (D.), 1958, *The Philadelphia Gentleman,* Glencoe, Free Press.

Barker (Ernest), 1930, *Church, State and Study,* London, Methuen.

Barret-Kriegel (Blandine), 1979, *L’État et les esclaves,* Paris, Calmann-Lévy.

Bendix (Reihard), 1964, *Nation-Building and Citizenship,* Berkeley, University of California Press.

Bentley (Arthur), 1908, *The process of government,* Chicago, Chicago University Press.

Beyme (Klaus von), 1971, *Diepolitische Elite in der BRD,* Munich, Piper Verlag.

Birnbaum (Pierre), 1971, *La structure du pouvoir aux États-Unis,* Paris, puf.

Birnbaum (Pierre), 1975, *La fin du politique,* Paris, Le Seuil.

Birnbaum (Pierre), 1977, *Les sommets de l’État,* Paris, Le Seuil.

Birnbaum (Pierre) *et al.,* 1978, *La classe dirigeante française,* Paris, puf.

Birnbaum (Pierre), 1981, [*La logique de l’État*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/birnbaum_pierre/Logique_de_Etat/Logique_de_Etat.html)*,* Paris, Fayard.

Blanke (Bernhard) *et al.,* 1978, On the current marxist discussion on the analysis of form and Function of the Bourgeois State, *in* J. Holloway et S. Picciotto, ed., *State and Capital,* London, Edward Arnold.

Block (Fred), 1977, The ruling class does not rule, *Monthly Review.*

Block (Fred), 1981, The Fiscal crisis of the capitalist State, *Annual Review of Sociology,* 7-1.

Bobbio (Norberto) *et al.,* 1976, *Il Marxismo e lo stato,* Rome, Edizioni Avanti.

Boccara (Paul) *et al.,* 1976, *Traité d’économie politique : le capitalisme monopoliste d’État,* Paris, Éditions Sociales.

Bodiguel (J.-Luc), Quermonne (J.-Louis), 1983, *La haute fonction publique française sous la Ve République,* Paris, puf.

Bourdieu (Pierre) *et al.,* Les stratégies de reconversion, *Informations sur les sciences sociales,* 12 (5).

Broszat (Martin), 1981, *The Hitler State,* Londres, Longman.

Buci-Glucksmann (Christine), 1975, *Gramsci et l’État,* Paris, Fayard.

Carnoy (Martin), 1984, *The State and political theory,* Princeton, Princeton University Press.

Carrillo (Santiago), 1977, *Eurocomunismo y Estado,* Barcelone, Critica.

Cayrol (Roland) *et al.,* 1973, *Le député français,* Paris, A. Colin.

Chevallier (Jacques), 1975, L’intérêt général dans l’administration française, *Revue internationale des Sciences administratives,* 4.

Chevallier (Jacques), Loschak (Danièle), 1978, *Science administrative,* Paris, lgdj, I et II.

Crewe (Ivor), 1974, *Elites in Western Democracy,* Londres, Croom Helm.

Crouch (Colin), 1978, The changing role of the state in industrial relations in Western Europe, in *The resurgence of class conflict in Western Europe, e*d. Crouch et Pizzorno, Londres, Mac Millan.

[679]

Crozier (Michel) *et al.,* 1974, *Où va l’administration française ?,* Paris, Éditions d’Organisation.

Curtis (Michael), 1968, Retreat from Totalitarism, *in* C. Friedrich, M. Curtis, B. Barber, *Totalitarism in perspective,* Londres.

Dahl (Robert), 1971, *Qui gouverne ?,* Paris, A. Colin.

Dahl (Robert), Lindblom (Charles), 1978, Les conditions préalables à la polyarchie, *in* P. Birnbaum et F. Chazel, [*Sociologie politique*](http://classiques.uqac.ca/contemporains/birnbaum_pierre/sociologie_pol_t1/sociologie_pol_t1.html)*,* Paris, A. Colin.

Darbel (A.), Schnapper (D.), 1972, *Le système administratif,* Paris, Mouton, I et II.

Deutsch (Karl), 1966, *The nerves of government,* New York, Free Press.

Domhoff (William), 1967, *Who rules America ?,* New Jersey, Prentice Hall.

Domhoff (William), 1979, *The powers that be,* New York, Vintage Book.

Domhoff (William), 1983, *Who rules America now ?,* New Jersey, Prentice Hall.

Donolo (Carlo), Fichera (Franco), 1981, *Il governo debole,* Bari, De Donato.

Duguit (Léon), 1911, *Traité de droit constitutionnel,* Paris, Fontemoing.

Dupuy (François), Thoenig (J.-Claude), 1983, *Sociologie de l’administration française,* Paris, A. Colin.

Durkheim (Émile), 1950, [*Leçons de sociologie*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.due.lec)*,* Paris, puf.

Durkheim (Émile), 1960, [*De la division du travail social*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.due.del1)*,* Paris, puf.

Durkheim (Émile), 1975, [*Textes*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Durkheim_emile/durkheim.html)*,* Paris, Ed. de Minuit, t. III.

Dye (Thomas), 1976, *Who’s running in America,* Englewood Cliffs, Prentice Hall.

Dyson (Kenneth), 1980, *The State tradition in Western Europe,* Martin Robertson.

Easton (David), 1953, *The political system,* New York, A. Knopf.

Easton (David), 1974, *Analyse du système politique,* Paris, A. Colin.

Eckstein (Harry), Apter (David), 1963, *Comparative politics,* New York, Free Press.

Ellwein (Th.), 1977, *Das Regierungssystem der Bundes Republik Deutschland,* Opladen, Westdeutscher Verlag.

Engels (Friedrich), 1966, [*L’origine de la famille, de la propriété privée et de l’État*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.enf.ori1)*,* Paris, Ed. Sociales.

Esmein (Adhémar), 1909, *Éléments de droit constitutionnel français et comparé,* Paris, Larose & Tenin.

Evans (Peter), Reuschmeyer (Dietrich), Skocpol (Theda), éd., 1985, *Bringing the State back,* Cambridge (Mass.), Cambridge University Press.

Fine (Ben), Harris (Laurence), 1979, *Re-reading Capital,* Londres, Mac Millan.

Finer (Samuel), State Building, State boundaries and Border Control, *Social Sciences Information,* 13, 4-5.

Fisher (Wolfram), Lundgreen (Peter), 1975, The recruitment and training of administrative and technical personnel, *in* Charles Tilly, éd., *The Formation of National States in Western Europe,* Princeton, Princeton University Press.

Gauchet (Marcel), 1980, Tocqueville, l’Amérique et nous, *Libre,* 7.

Girardin (J.-Claude), 1969, Sur la théorie marxiste de l’État, *Les Temps modernes,* n° 315-316.

Godelier (Maurice), 1969, La notion de « mode de production asiatique » et les schémas marxistes d’évolution des sociétés, *in Sur* « *le mode de production asiatique »*, Paris, Éditions Sociales.

Gramsci (Antonio), 1959, *Œuvres choisies,* Paris, Éditions Sociales.

Gremion (Pierre), 1976, *Le pouvoir périphérique,* Paris, Le Seuil.

Habermas (Jiirgen), 1978, *Raison et légitimité. Problèmes de légitimation dans le capitalisme avancé,* Paris, Payot.

Hartz (Louis), 1955, *The liberal tradition in America,* New York, Harcourt, Brace & World.

Hauriou (Maurice), 1923, *Précis de droit constitutionnel,* Paris, Sirey.

Hildebrand (Klaus), 1979, *Das Dritte Reich,* Munich, Oldenburg.

Hirsch (Joachim), 1976, Remarques théoriques sur l’État bourgeois et sa crise, *in* N. Poulantzas, éd., *La crise de l’État,* Paris, puf.

Hirsch (Joachim), 1977, The state apparatus and Social Reproduction elements of a theory of the Bourgeois State, *in* J. Holloway et S. Picciotto, éd., *State and Capital,* London, Edward Arnold.

Hirsch (Joachim), 1980, *Der Sicherheitsstaat,* Francfort, Eva.

Hirschman (Albert), 1972, *Face au déclin des entreprises et des institutions,* Paris, Éditions Ouvrières.

[680]

Holloway (John), Picciotto (Sol), 1977, Capital, crisis and the State, *Capital and Class,* 2.

Holloway (John), Picciotto (Sol), 1977, *State and Capital,* Londres, Edward Arnold.

Jessop (Bob), 1980, The transformation of the State in Post-War Britain, *in* R. Scase, éd., *The State in Western Europe,* Londres, Croom Helm.

Jessop (Bob), 1982, *The Capitalist State,* Oxford, Martin Robertson.

Johnson (R.), 1973, The British Political Elite 1955-1972, *Archives européennes de Sociologie,* 14, 8.

Jung (Heinz), Schleifstein (Joseph), 1979, *Die Theorie des Staatsmonopolistischen Kapitalismus und ihre Kritiker,* Francfort, Verlag marxische Blätter.

Kelly (George Armstrong), 1979, Who needs a theory of citizenship ?, *Deadalus.*

Koehl (Robert), 1972, Feudal aspects of National Socialism, *in* Henry Turner Jr., *Nazism and the Third Reich,* New York, Quadrangle Book.

Katznelson (Ira), Prewitt (Kenneth), 1979, Constitutionalism, class and the limit of choice in us Foreign policy, *in* R. Fagen, éd., *Capitalism and the State in US-Latin American Relations,* Stanford, Stanford University Press.

Krasner (Stephen), 1978, *Defending the National Interest,* Princeton, Princeton University Press.

Lagroye (Jacques), Wright (Vincent), 1979, *Local government in Britain and France,* Londres, Allen & Unwin.

Leca (Jean), 1983, Questions sur la citoyenneté, *Projet,* janvier-février. Lefebvre (Henri), 1976, *De l’État,* uge, t. 2, « 10-18 ».

Legendre (Pierre), 1968, *Histoire de l’administration de 1750 à nos jours,* Paris, puf.

Lehmbruch (Gerhard), 1982, Neo-corporatism in comparative perspective, *in* G. Lehmbruch et P. Schmitter, éd., *Patterns of corporatist policy-making,* Londres, Sage.

Lénine (W. I.), 1917 *a*, *Guerre et révolution.*

Lénine (W. I.), 1917 *b*, *Un tournant dans la politique mondiale ?*

Levi (Margaret), 1981, The predatory theory of rule, *Politics and Society,* n° 4.

Lewandowski (O.), 1974, Différenciations et mécanismes d’intégration de la classe dirigeante. L’image sociale de l’élite d’après le *Who’s who* in France, *Revue française de Sociologie,* 15.

Lively (Jack), 1965, *The social and political thought of Alexis de Tocqueville,* Oxford, Clarendon Press.

Lukes (Steven), 1974, *Power, a radical view,* Londres, Mac Millan.

Maguire (John), 1978, *Marx’s Theory of Politics,* Cambridge, Cambridge University Press.

Manent (Pierre), 1982, *Tocqueville et la nature de la démocratie,* Paris, Commentaire Julliard.

Marx (Karl), 1939, *La loi sur les vols de bois*, Paris, A. Costes, t. 5.

Marx (Karl), 1948, *Critique de la philosophie de l’État de Hegel,* Paris, Costes.

Marx (Karl), 1964, [*Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/18_brumaine_louis_bonaparte/18_brumaine.html)*,* Paris, Pauvert.

Marx (Karl), 1968, *Fondements de la critique de l’économie politique,* Paris, Anthropos.

Masson (Gilles), 1983, Sur quelques aspects contradictoires de l’État aujourd’hui, *Cahiers du communisme,* avril.

Mastropaolo (Alfio), 1981, Stato, *Il Mondo contemporano,* La Nuova Italia, vol. 10.

Mayer (Arno), 1983, *La persistance de l’Ancien Régime,* Paris, Flammarion.

Meisel (James), 1958, *The myth of the ruling class,* Michigan, Ann Arbor.

Mény (Yves), 1982, *Dix ans de régionalisation en Europe, 1970-1980,* Paris, Cujas.

Milbrath (Lester), 1963, *The Washington Lobbyists,* Chicago University Press.

Miliband (Ralph), 1973, *L’État dans la société capitaliste,* Paris, Maspero.

Mills (Wright), 1969, *L’élite du pouvoir,* Paris, Maspero.

Mintz (Beth), 1975, The President Cabinet, 1897-1973, *Insurgent Sociologist* (5), 3.

Mommsen (Hans), 1966, *Beantemtum in Dritten Reich,* Stuttgart, Deutsche Verlag. Mosca (Gaetanno), 1939, *The ruling Class,* New York, McGraw-Hill.

Mouffe (Chantal), ed., 1979, *Gramsci and Marxist theory,* Londres, Routledge & Kegan Paul.

Nettl (Peter), 1968, The State as a conceptual variable, *World Politics,* juillet.

Neumann (Franz), 1944, *Behemoth,* New York, Oxford University Press.

Nicolet (Claude), 1983, *L’idée républicaine en France,* Paris, Gallimard.

Nizard (Lucien), 1975, Nécessaires régulations planificatrices de l’appareil d’État dans la France capitaliste d’aujourd’hui, *Revue française de Sociologie,* vol. 16.

[681]

Nordlinger (Eric), 1981, *On the autonomy of the democratic State,* Cambridge, Harvard University Press.

O’Connor (James), 1973, *The Fiscal crisis of the State,* New York, St Martin Press.

Offe (Claus), 1975 *a,* Theses on the theory of the State, *New German Critique,* Eve.

Offe (Claus), 1975 *b,* The Theory of the capitaliste State and the problem of policy formation, *in* L. Lindberg, éd., *Stress and contradiction in Modern Capitalism,* Lexington, D. H. Heath.

Offe (Claus), 1979, Les structures de l’État capitaliste : le rôle sélectif des institutions politiques, *in* P. Birnbaum et F. Chazel, *Sociologie politique,* Paris, A. Colin.

Offe (Claus), 1981, Some contradictions of the Modern Welfare State, *International Praxis,* 1 (3).

Pareto (Vilfredo), 1965, [*Traité de sociologie générale*](http://classiques.uqac.ca/classiques/pareto_wilfredo/traite_socio_generale/traite_socio_gen_original.html)*,* Genève, Droz.

Poggi (Gianfranco), 1978, *The development of the Modern State,* Londres, Hutchinson.

Portelli (Hugues), 1972, *Gramsci et le bloc historique,* Paris, puf.

Poulantzas (Nicos), 1968, *Pouvoir politique et classes sociales,* Paris, Maspero.

Poulantzas (Nicos), 1970, Sur l’État dans la société capitaliste, *Politique aujourd’hui,* mars.

Poulantzas (Nicos), 1974, *Les classes sociales dans le capitalisme contemporain,* Paris, Le Seuil.

Poulantzas (Nicos), 1976, Les transformations actuelles de l’État, la crise politique et la crise de l’État, *in* N. Poulantzas, éd., *La crise de l’État,* Paris, puf.

Poulantzas (Nicos), 1978, *État, pouvoir, socialisme,* Paris, puf.

Przeworski (Adam), 1980, Material bases of consent : economics and politics in a hegemonic system, in *Political power and Social theory,* jal Press, vol. 1.

Przeworski (Adam), Wallerstein (Michael), 1982, The structure of class conflict in democratic capitalist societies, *American political science review,* vol. 76.

Rauschning (Herman), 1980, *La révolution du nihilisme,* Paris, Gallimard.

Rémond (René) *et al.,* 1983, *Quarante ans de cabinets ministériels,* Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques.

Robins (Robert), 1976, *Political institutionalization and the integration of elites,* Londres, Sage.

Rose (Richard), 1980, *Challenge to governance. Studies in over loaded politics,* Londres, Sage.

Rouquié (Alain), 1975, L’hypothèse « bonapartiste » et l’émergence des systèmes politiques semi-compétitifs, *Revue française de Science politique,* décembre.

Rousseau (J.-J.), 1943, [*Du contrat social*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.roj.duc)*,* Paris, Aubier.

Schain (Martin), 1980, Corporatism and industrial relations in France, *in* P. Cerny et M. Schain, *French politics and public policy,* New York, Methuen.

Schmitter (Philippe), 1979, Still the century of corporatism ?, *in* P. Schmitter et G. Lehmbruch, *Trends toward corporatist intermediation,* Londres, Sage.

Schumpeter (Joseph), 1965, [*Capitalisme, socialisme et démocratie*](http://classiques.uqac.ca/classiques/Schumpeter_joseph/capitalisme_socialisme_demo/capitalisme_original.html)*,* Paris, Payot.

Self (Peter), 1973, *Administrative theories and Politics,* Londres, Allen & Unwin.

Shaw (Martin), 1984, *War, State and Society,* Londres, Mac Millan.

Skocpol (Theda), 1979, *States and Social Revolutions,* Cambridge University Press.

Skocpol (Theda), Finegold (Kenneth), 1982, State capacity and economic intervention in the Early New Deal, *Political Science Quarterly,* Eve.

Skocpol (Theda), Ikenberry (John), 1983, The political formation of the American Welfare State in historical and comparative perspective, *Comparative Social Research,* 6.

Skowronek (Stephen), 1982, *Building a New American State : the expansion of National Administrative capacities,* New York, Cambridge University Press.

Sorel (Michael), 1980, The Finance Capitalists, *in* Maurice Zeitlin, *Classes, class conflict and the State,* Cambridge, Winthrop.

Stanworth (Philip), Giddens (Anthony), 1974, *Elites and power in British Society,* Londres, Cambridge University Press.

Steinkemper (Bärbel), 1974, *Klassische und politische Bureaukraten in der ministerialverwaltung der Bundes Republik Deutschland,* Cologne, Heymanns.

Stepan (Alfred), 1978, *The State and Society : Peru in Comparative perspective,* Princeton, Princeton University Press.

Strinati (D.), 1979, Capitalism, the State and industrial relation, *in* C. Crouch, éd., *State and economy in Contemporary capitalism,* Londres, Croom Helm.

Suleiman (Ezra), 1976, *Les hauts fonctionnaires et la politique,* Paris, Le Seuil.

[682]

Tarschys (Daniel), 1975, The Growth of public expanditure, *Scandinavian Political Studies,* 10.

Therborn (Göran), 1978, *What does the ruling class when it rules ?,* London, New Left Books.

Thoenig (Jean-Claude), 1973, *L’ère des technocrates,* Paris, Éditions d’Organisation.

Thoenig (Jean-Claude), 1975, La relation entre le centre et la périphérie en France, *Bulletin de l’IIAP,* novembre-décembre.

Thomas (Keith), 1978, The United Kingdom, *in* Raymond Grew, éd., *Crises of political development in Europe and the United States,* Princeton, Princeton University Press.

Thuillier (Guy), 1983, *L’ENA avant l’ENA,* Paris, puf.

Tilly (Charles), 1975, Reflections on the History of European State-Making, *in* Tilly, ed., *The formation of National States in Western Europe,* Princeton, Princeton University Press.

Tilly (Charles) *et al.,* 1975, *The rebellious century 1830-1930,* Cambridge, Harvard University Press.

Tilly (Charles), 1978, *From mobilization to revolution,* Addison Wesley Publications, Reading.

Tilly (Charles), 1984, *Big structures, large processes, huge comparisons,* New York, Russel Sage Foundation.

Timsit (Gérard), 1982, Le modèle occidental d’administration, *Revue française d’Administration,* juillet-septembre.

Tivey (Leonard), 1981, States, nations and economies, *in* Tivey L. ed., *The nation State,* Oxford, Martin Robertson.

Tocqueville (Alexis de), 1952, [*L’Ancien Régime et la Révolution*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.anc)*,* Paris, Gallimard.

Tocqueville (Alexis de), 1961, [*De la démocratie en Amérique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.toa.dem1)*,* Paris, Gallimard.

Trimberger (Ellen Kay), 1978, *Revolution from above : military bureaucrats and development in Japan, Turkey, Egypt and Peru,* New Brunswick, Transaction Books.

Truman (David), 1951, *The governmental process,* New York.

Urry (John), Wakeford (John), 1973, *Power in Britain,* Londres, Heinemann.

Vincent (Jean-Marie), 1979, *Les mensonges de l’État,* Paris, Le Sycomore.

Weber (Max), 1958, *From Max Weber,* édité par H. Gerth et W. Mills, New York, Oxford University Press.

Weber (Max), 1963, [*Le savant et la politique*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.wem.sav)*,* Paris, Plon.

Weber (Max), 1971, É*conomie et société,* Paris, Plon.

Weir (Margaret), Skocpol (Theda), 1983, State structures and social keynesianism : responses to the Great Depression in Sweden and the United States, *International Journal of comparative sociology,* décembre.

Welsh (William), 1979, *Leaders and elite,* New York, Holt, Rinehart & Winston.

Wildavsky (Aaron), 1974, *The politics of the budgetary Process,* Boston, Little, Brown & Co.

Wittfogel (Karl), 1977, *Le despotisme oriental,* Paris, Ed. de Minuit.

Worms (J.-Pierre), 1966, Le préfet et ses notables, *Sociologie du travail,* juillet-septembre.

Wright (Erik Olin), 1978, *Class, crisis and the State,* Londres, New Left Book.

Zapf (Wolfgang), 1965, Sührungsgruppen in West und Ost Deutschland, in W. Zapf, *Wandleng der Deutschlen Elite,* Munich, Piper Verlag.

Zeitlin (Maurice), 1980, On classes, class conflict and the State : an introductory note, *in* M. Zeitlin, éd., *Classes, class conflict and the State,* Cambridge, Winthrop.

Zetterbaum (Marvin), 1967, *Tocqueville and the problem of Democracy,* Stanford, California. Zweigenhaft (R.), 1975, Who represents America, *Insurgent Sociologist,* 5 (3).

[683]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

INDEX  
des noms de personnes

[Retour au sommaire](#sommaire)

Aarebrot F. H., 300, 301.

Aaronovitch S., 668, 677.

Aberbach J., 668, 677.

Abou S., 241, 301.

Abraham K., 144, 160.

Abramowitz A. I., 301, 329, 361, 364, 420.

Abramson P. R., 323, 386, 420.

Acheson D., 48, 86, 87.

Ackerman N. N. W., 17, 119.

Adam G., 335, 349, 354, 361, 420, 476, 526.

Adams C. T., 530.

Adams S., 50, 62, 70, 71, 119.

Adelson I., 167, 221, 227, 229.

Adenauer K., 38, 80.

Adler A., xi, 11, 12, 13, 17, 20, 34, 119, 120, 133, 137.

Adorno T. W., 1, 23, 25, 26, 32, 90, 119, 142, 144, 147, 148, 160, 162, 223, 227, 592.

Adrian C., 120.

Agger R. E., 344, 420.

Agnew S., 590.

Agulhon M., 405, 420.

Ahmed B., 345, 427.

Albert P., 599.

Alcibiade, 38.

Alexander H. E., 498, 526, 533, 535.

Alexandre P., 64, 78, 120.

Alford R. R., 293, 301, 386, 420.

Alla J., 67, 120.

Allardt E., 338, 420.

Allen V. L., 487, 526.

Allerbeck K., 227, 231, 362.

Allport F. H., 120.

Allport G. W., 4, 5, 12, 16, 17, 23, 40, 101, 120, 242, 301.

Allum P. A., 440, 460, 461, 463, 470, 526.

Almond G. A., 30, 120, 167, 194, 217, 227, 233, 237, 238, 241, 242, 243, 251, 252, 254-257, 259, 260, 261, 262, 266, 267, 269, 273, 283, 293, 297, 298, 300-307, 314, 317, 318, 322-326, 329, 333, 334, 336, 337, 338, 343, 351, 353, 359, 360, 364, 377, 420, 421, 426, 429, 432, 433, 442, 443, 463, 522, 526.

Alsop J., 70.

Alt J., 408, 422.

Althusser L., 171, 215, 227, 652, 659, 660, 677.

Altvater E., 656, 678.

Amado-Lévy-Valensi E., 142, 154, 160.

Ancona L., 160.

Anderson C. W., 448, 526.

Anderson D., 599.

Anderson P., 60, 62, 63, 68, 69, 70, 74, 75, 76, 78, 79, 120.

André P., 38.

Andropov E. V., 89.

Angel P., 156, 160.

Angyal A., 13, 120.

Ansart P., 106, 107, 111, 120, 150, 160.

Ansbacher H. L., 120.

Antelme R., 157, 160.

Antoine J., 599.

Anton T. J., 290, 291, 300, 302.

Antoni J. D., 628, 638, 666, 670.

Antoni P., 628, 638, 666, 670.

Anzieu D., 156, 160.

Apostolides J. M., 322.

Apter D., 114, 228, 262, 421, 467, 526, 676, 679.

Aragon L., 36.

Ardrey R., 7, 120.

Arendt H., 8, 80, 81, 84, 101, 120, 449, 526.

Aristophane, 606.

Aristote, 256, 570, 574.

Armstrong J., 668, 678.

Aron R., 120, 148, 160, 550, 572, 599, 638, 649, 650, 678.

Aronson E., 129, 133, 234, 304.

Arora S. K., 618, 638.

Asgh S. E., 3, 31, 108, 120.

Ashford D., 673, 678.

Asquith H. H., 56.

Assoun P.-L., 161.

Astrid (reine de Belgique), 55.

Atkin C. K., 228.

Atkinson J. W., 90, 120.

Aubert V., 628, 638.

Augustin (saint), 144.

Auriol V., 120.

Auroux J., 521.

Austin J.-L., 570, 572.

Avis W. S., 552, 572.

Axelrod R., 515, 526.

Ayache G., 599.

Ayllon T., 148, 160.

Azrin N., 148, 160.

Bachelard G., 89, 159, 160, 239.

Bachrach P., 605, 638, 651, 678.

Bacot P., 335, 420, 622, 638.

[684]

Badie B., 238, 242, 256, 259, 271, 302, 406, 420, 459, 526, 654, 663, 664, 668, 678.

Baecque F. de, 666, 678.

Bagehot W., 257.

Bailey A., 654, 678.

Bailey F. G., 431, 434, 463, 493, 526.

Bainville J., 97.

Baker K. L., 300, 302, 323, 362, 386, 420.

Balandier G., 37, 47, 120, 158, 160, 599.

Bales R. F., 43, 120, 233, 633, 638.

Balfour A. J., 56.

Balint M., 155, 160.

Ball G., 84.

Balle F., xi, 574, 575, 587, 595, 599.

Balmary M., 160.

Baltzell D., 668, 678.

Balzac H. de, 589, 590.

Bandaranaike S., 44.

Banfield E. C., 466, 526.

Banton M., 536.

Baratz M., 605, 638, 651, 678.

Barber B., 679.

Barber J. D., 18, 19, 36, 38, 39, 43, 48, 50-53, 55, 58, 68, 69, 73, 79, 80, 120, 638.

Barker E., 644, 665, 678.

Barnes S., 227, 231, 312, 314,315, 325, 329, 330, 333, 335, 341, 349, 352, 361, 364, 366, 420, 423, 473, 526.

Barnet R. J., 81.

Barret-Kriegel B., 676, 678.

Barron F., 31, 120.

Barrows S., 96, 97, 98, 99, 101, 102, 120.

Barry B., 302, 491, 526.

Barthélémy M., 188, 189, 191, 195, 199, 200, 202, 205, 207, 217, 227.

Barthes R., 183, 548, 572, 586, 587.

Bartos O. J., 89, 120.

Baruch B., 79, 94.

Barucq. G., 638.

Baruk H., 147, 156, 160.

Bass B., 632, 641.

Basso J., 526.

Baudelot C., 216, 227.

Baudrillard J., 599.

Bauman S., 302.

Bayart J.-F., 322, 420.

Beaufre A., 507, 509, 526.

Beck C., 634, 635, 636, 637, 638.

Beck C. H., 231.

Beck H., 120.

Becker L., 228.

Béer S. H., 253, 276, 302, 461, 465, 472, 526.

Begin M., 89.

Bejin A., 142, 160.

Bell D., 120.

Bell D. V., 292, 302.

Bell W., 29, 132.

Bellaiche M., 638.

Bellan C., 228.

Belloni F., 439, 440, 526, 527.

Bendix R., 316, 645, 678.

Benedict R., 241, 260, 261, 262, 264, 266, 273, 302.

Bennet S. E., 420.

Bennett V., 612, 641.

Benoît J.-C., 156, 160.

Benoist A. de, 102, 120.

Bentham J., 465.

Bentley A. F., 459, 523, 524, 526, 647, 678.

Ben Yahmed B., 64.

Berelson B. R., 17, 30, 120, 121, 312,351, 357, 420, 578.

Berger P., 250, 302.

Berger R., 595.

Berger S., 504, 526.

Bergeron G., 153, 160.

Berges M., 322, 356, 420.

Berghorn F. J., 630, 631, 639.

Berg-Schlosser D., 255, 300, 302.

Bertsch G. K., 300, 302.

Berki R. N., 530, 535.

Berkowitz L., 131.

Bernard J.-P., 355, 364, 420, 532.

Berni J., 646.

Bernreuter, 42.

Bernstein B., 180, 227.

Bernstein E., 549, 572.

Bernstein P., 89, 121.

Berrington H., 56, 121.

Berta M., 156, 160.

Bertaux D., xiii, xiv, 57, 131.

Bertrand C.-J., 599.

Bettelheim B., 11, 16, 17, 131, 146, 157, 160, 275.

Beyme K. von, 617, 624, 627, 638, 666, 678.

Bhatt A., 345, 427.

Bibesco M. (princesse), 100.

Biddis M. D., 121.

Billon-Grand F., 170, 195, 234.

Binion R., 55, 112.

Binswanger L., 14, 121.

Bion W. R., 106, 121.

Binder L., 427.

Birch A. H., 329, 420.

Birnbaum P., xii, 527, 572, 617, 628, 638, 643, 648, 651, 654, 659, 663, 664, 666, 668, 670, 671, 672, 674, 678, 679, 681.

Birney R. C., 121.

Bishop G. F., 410, 420.

Bismarck O., 632.

Black G. S., 121.

Blair C., 121.

Blake, 56.

Blake Robert (Lord), 56, 121.

Blanche R., 557, 558, 572.

Blanchot M., 155, 160.

Blanke B., 656, 678.

Bloch E., 159, 160.

Block F., 658, 670, 678.

Block J., 29, 121.

Blondel J., 141, 160, 444, 467, 511, 513, 526, 527, 615, 638.

Bloom, 91, 92.

Bloomfield L., xi, 544, 551, 552, 572.

Bluhm T., 123.

Blumenfeld R., 28, 121.

Blumler J. G., 599.

Boas F., xi, xii, 261, 263-269, 271, 273, 275, 298, 302, 304, 305.

Bobbio N., 660, 678.

Bobrow D. B., 85, 121.

Boccara P., 655, 678.

Bodiguel J.-L., 671, 678.

Body-Gendrot S., 294.

Bogart L., 587, 599.

Bogdanor V., 529.

Bois P., 281, 405, 420, 549, 572.

Boissevain J., 431, 433, 440, 441, 527.

Bok S., 121.

Bokassa J.-B., 46.

Boltanski L., 227.

Bon F., xi, xiii xiv, 172, 227, 241, 302, 320, 321, 335, 339, 349, 354, 361, 372, 405, 406, 412, 414, 416, 420, 537, 549, 555, 560, 569, 571, 572.

Bonaparte (v. Napoléon), 61.

Bonnal F., 204, 227, 233.

Bonnet S., 293, 302, 404, 420.

Bonnin P., 228.

BooksJ. W., 386.

Boorstin D., 599.

Booth A., 139.

Borgatta E. F., 121, 132.

Boris G., 61.

Boss M., 14, 121.

Bottomore T. B., 639.

Boudon R., 148, 160, 240, 302, 579.

Boukharine N. I., 655.

Boulanger G., 100, 116.

[685]

Bourdieu P., xi, 3, 32, 85, 106, 121, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 184, 187, 205, 209, 216, 224, 227, 240, 241, 243, 280, 291, 302, 320, 321, 326, 334, 337, 342, 347, 356, 420, 590, 672, 678.

Bourget P., 97.

Bourguiba H., 39, 64.

Bourne P., 8, 9, 121.

Bourricaud F., 567, 572, 633, 639.

Boussac M., 37.

Bouvet M., 155, 160.

Bowles C., 38.

Bowles S., 216, 227.

Boy D., 204, 227, 233, 385, 421.

Boyd R. W., 324, 421.

Boyers, 142.

Boynton G. R., 629, 631, 641.

Brachfeld O., 121.

Bradley N., 82, 121.

Braud P., 154, 160, 321, 378, 421.

Braudel F., 549, 572.

Brecher M., 121.

Brecht B., 339.

Brehmer B., 90, 127.

Brejnev L., 39, 89, 121.

Brennan T., 216, 227.

Brim O. G., 29, 121.

Brinton C., 121.

Broch H., 119, 121.

Brock T., 584.

Brodie B., 121.

Brody R. A., 85, 121, 324, 421, 427.

Brookes M., 234.

Brosse J., 142, 147, 160.

Broszat M., 666, 677, 678.

Broué P., 39, 121.

Brown A., 256, 257, 258, 259, 302, 303, 304, 307.

Brown R. W., 96, 104, 121.

Browne E. C., 516, 527.

Browning R., 35, 42, 121, 632, 639.

Bruner J. S., 17, 40, 136, 426.

Bruun K., 338, 420.

Bryce J., 511, 527.

Bryson L., 576.

Brzezinski Z. K., 46, 126, 128, 449, 529.

Buchanan W., 85, 122, 247, 302, 629, 639.

Buci-Glucksmann C., 660, 678.

Bucksman J., 108, 122.

Budge I., 408, 421, 423, 507, 515, 527, 530.

Budner S., 29, 122.

Buffon G., 77.

Bullit W., 10, 54, 122, 125, 126, 147, 161.

Bullock A., 86, 122.

Burdeau G., 37, 122, 127.

Burgelin O., 538, 539, 572.

Burgess E. W., 101, 104, 134.

Burke E., 472, 527, 665.

Burke K., 571.

Burnham J., 627, 639.

Burnham W. D., 408, 421, 535.

Burnier M.-A., 548, 549, 572.

Burnus J. M., 71, 93, 122, 637, 638, 639.

Buron R., 122.

Butler D., 195, 200, 228, 323, 329, 331, 332, 357, 375, 384, 386, 395, 396, 405, 408, 421, 529, 532, 582, 583, 599, 615, 621, 639.

Butt A., 53, 122.

Caciagli M., 438, 439, 440, 526, 527.

Cadart J., 501, 527, 528.

Cadet A., 599.

Callon M., 502, 527.

Calvez J.-Y., 317, 319, 421.

Campbell A., 19, 26, 122, 166, 168, 212, 228, 314, 318, 322, 326, 329, 330, 335, 336, 337, 343, 344, 353, 357, 358, 370, 371, 395, 407, 408, 421, 426, 464, 527.

Campbell R., 228.

Campbell R. H., 584.

Camus A., 15.

Canetti E., 9, 94, 122.

Cantril H., 17, 111, 122.

Capdevielle J., 335, 349, 354, 361, 372, 380, 398, 420, 421, 423, 483, 527.

Carminés E. G., 411, 421.

Carnoy M., 660, 678.

Carrillo S., 675, 678.

Carstairs G. M., 8, 122.

Carter J., 51, 61, 78, 83, 89, 122, 128, 138, 139, 182, 410, 582.

Casey R., 601.

Caspard P., 216, 228.

Cassirer E., 158, 160.

Castles F. G., 422, 519, 527, 533.

Castoriadis C., 122, 161.

Castoriadis - Aulagnier P., 155, 161.

Castro F., 39, 88.

Cathelat B., 377, 399, 421, 599.

Cattell R. B., 12, 13, 23, 122.

Cayrac - Blanchard F., 39, 122.

Cayrol R., 302, 335, 421, 494, 527, 614, 617, 618, 619, 621, 622, 623, 624, 625, 627, 628, 629, 631,639, 666, 678.

Cazenave F., 599.

Cazeneuve J., 575, 584, 585, 599.

Centers R., 395, 421.

Cerny P., 681.

Certeau M. de, 575.

Chaban-Delmas J., 414, 550.

Chabanol D., 520, 527, 532.

Chaffee S. H., 228.

Chalmus P., 6.

Chamberlain N., 56, 57, 92, 479, 527.

Chambers W. N., 535.

Chance M. R. A., 9, 10, 122.

Chantraine P., 159.

Charcot J., 97.

Charlot J., xiii, 122, 357, 429, 432, 437, 443, 451, 452, 464, 478, 487, 495, 497, 527, 528, 639.

Charlot M., xiii, 429, 452, 475, 480, 497, 499, 502, 506, 512, 513, 528, 599.

Chasseguet-Smirgel J., 146, 161.

Chatelus M., 279, 303.

Chavez C., 199.

Chazel F., 113, 679, 681.

Chenot B., 122.

Chesen E. S., 55, 58, 122.

Chester N., 520, 528, 532.

Chevallier J., 161, 666, 672, 678.

Chirac J., 36, 69, 83, 162, 369, 387, 414.

Choï Balsan, 44.

Choisy M., 55.

Chombart de Lauwe M.-J., 228.

Chomsky N., 7, 542, 543, 551, 572.

Christiansen B., 122.

Christie R., 25, 27, 28, 122, 126, 129, 136.

Churchill W. L., x, 38, 41, 49, 52, 53, 55, 56, 83, 89.

Cicéron, 565.

Citrin J., 136.

Clark K. B., 59, 122.

Clark P. B., 480, 482, 528.

Clarke M., 295, 303.

Clastres P., 566, 572.

Clausen A. R., 86, 122, 228.

Clausewitz K., 151, 160, 161, 509.

Clemenceau G., 147.

[686]

Cléon, 38.

Clifford C., 63, 64, 68.

Clinch N., 58, 122.

Cloutier J., 595.

Clubok A. D., 630, 631, 639.

Coelho C. V., 126.

Cohen B., 461, 528.

Cohen S., 66, 67, 76, 78, 122.

Cohen S. F., 46, 138.

Coleman J. C., 39, 122.

Coleman James Samuel, 532.

Coleman J. S., 433, 522, 526.

Colliard J.-C., 511, 528.

Collomb P., 321, 421.

Colombani J.-M., 67.

Combs J., 600.

Comrey A. L., 30, 122.

Comstock G., 599.

Comte A., 661.

Confucius, 35.

Connell R. W., 167, 170, 171, 202, 221, 228.

Conradt D. P., 300, 301, 303, 329,364, 421.

Constant B., 151, 161, 646.

Converse P. E., 122, 169, 170, 192, 211, 225, 228, 237, 323, 324, 357, 375, 407, 408, 411, 413, 421, 527.

Cook P., 25, 122, 180, 228.

Coolidge C., 48.

Cooper D. G., 130.

Coopersmith S., 19, 123.

Corcoran T. G., 72.

Corman L., 149, 161.

Cornélius W. A., 303.

Corning P., 123.

Coser L., 123.

Cot J.-P., 171, 228.

Cotteret J.-M., 554, 572, 574, 575, 599.

Coulon C., 322, 421.

Courbage Y., 281.

Courtis K., 188, 189, 199, 205, 228.

Coutrot A., 228, 361, 421.

Couve de Murville M., 38.

Cowdry E. V., 123.

Craig A. L., 303.

Creenberg S. D., 123.

Crewe I., 408, 421, 422, 423, 530, 668, 678.

Crittenden B. S., 231.

Cronin T. E., 75, 123.

Crouch C., 674, 678, 681.

Crozier M., 159, 161, 277, 666, 678.

Crutchfield R. S., 31, 109, 123.

Curtis M., 676, 679.

Cutright P., 519, 528.

Czudnowski M. M., ix, 123, 622, 639.

Daalder H., 528.

Dahl R. A., x, 11, 123, 323, 324, 330, 332, 336, 344, 357, 422, 497, 509, 510, 525, 528, 605, 639, 647, 649, 650, 666, 679.

Dahrendorf R., x.

Dalton R. T., 300, 302, 324, 338, 362, 386, 420, 422.

Damgaard E., 518, 519, 528.

Danielian J., 91, 123.

Dansette A., 48, 128.

Darbel A., 666, 679.

Darwin C., 6, 123.

Davies A. F., 28, 29, 123, 228.

Davies J. C., 2, 17, 31, 113, 123.

Davis A., 199.

Davis E., 237.

Davis E. E., 90, 138.

Dawson R. E., 228, 232.

Debbasch C., 599.

Debray R., 590, 591, 599.

Debré M., 63.

Deconchy J. P., 26, 123.

Décret F., 151, 161.

De Gasperi A., 47, 64.

De Grazia S., 29, 123.

Dehan N., 207, 208, 217, 228, 233.

Delay J., 123.

Delbecque L., 63.

Deleuze G., 161.

Dennis J., 168, 169, 170, 171, 195, 202, 207, 228, 229, 232.

Derivry D., 404, 422.

Derville J., 293, 303.

Deschanel P., 59.

Desoille R., 158.

Destler I. M., 123.

Detienne M., 150, 163.

Deutsch E., 229, 295, 303, 353, 375, 422.

Deutsch K. V., 109, 110, 123, 154, 651, 652.

Deutsch M., 2, 123.

Devereux G., 123.

Devine D. J., 301, 303.

Dewachter W., 519, 528.

Dewey J., 351.

Deysine A., 466, 528.

Dichter E., 600.

Dicks H. V., 9, 16, 123, 147, 161.

Dion L., 244, 246, 249, 251, 255, 303.

Di Palma G., 109, 134, 348, 422.

Di Renzo G. J., 27, 31, 32, 124, 623, 639.

Disraeli B., 56.

Dittmer L., 250, 303.

Djilas M., 124.

Dodd L., 510, 511, 514, 528.

Dogan M., 124, 404, 422, 534, 617, 618, 619, 623, 626, 627, 639.

Dollard J., 11, 101, 124.

Domenach J. M., 600.

Domhoff W., 668, 679.

Donegani J. M., 225, 226, 229, 377, 482, 528.

Donneur A. P., 439, 528.

Donolo C., 658, 679.

Donovan (Lord), 479, 528.

Doress I., 31, 124.

Dörff R. H., 491, 492, 513, 535.

Doughtie J. C., 533.

Douglas A., 90, 124.

Downes P., 61, 124.

Downs A., 411, 422.

Dowse R., 229.

Downton J. V., 632, 639.

Drai R., ix, 94, 124, 141, 145, 148, 152, 153, 154, 161.

Dreyfus A., 102.

Driencourt J., 600.

Driver M. J., 85, 124.

Druckman D., 89, 90, 91, 124, 139.

Droit M., 562.

Dryzek J., 519, 528.

Dubois J., 561, 572.

Dubos R., 6, 8, 124.

Duby G., 112, 124.

Dufour R., 158, 161.

Dufrenne M., 112, 124.

Duguit L., 661, 679.

Duhamel O., 117, 124.

Duhamel J., 415.

Dulles F., 70, 86, 88, 93, 94, 128, 129, 137.

Dulong C., 79, 124.

Dulong R., 292, 303.

Dumarsais C. C., 561, 565.

Dumézil G., 150, 161, 548, 549, 572.

Dumont L., 288, 303.

Dumont R., 417.

Duncan G., 352, 422.

Dupeux G., 211, 228, 329, 422.

Dupoirier É., 212, 219, 229, 398, 412, 421, 422.

Dupront A., 124.

Dupuy F., 673, 679.

Durand J., 565, 572.

Durandin G., 82, 124, 600.

Düring H., 300, 303.

[687]

Duquesne J., 221, 229.

Durkheim E., 3, 60, 102, 103, 124, 130, 144, 162, 165, 166, 167, 173, 185, 229, 260, 273, 580, 581, 661, 662, 679.

Duroselle J.-B., 124.

Dustin R., 129.

Dutter L. E., 394, 422.

Duverger M., 357, 423, 430, 435, 440, 443-445, 449, 467, 471, 482, 483, 487, 488, 489, 499, 501, 505, 507, 510-513, 528, 534.

Duvignaud J., 124.

Dux J., 599.

Duyckaerts F. D., 156, 161.

Dye T., 668, 679.

Dyker D. A., 258, 259, 303.

Dyson K., 644, 664, 665, 679.

Eagleton T., 59.

Easton D., 3, 124, 167, 168, 169, 170, 171, 195, 202, 207, 229, 230, 523, 524, 534, 651, 652, 679.

Eckstein H., 323, 422, 460, 461, 529, 676, 679.

Edel L., 54, 124.

Edelman M., 124, 571, 572.

Edinger L. J., 26, 54, 57, 58, 124, 133.

Edwards L. A., 23.

Ehrlich H. J., 124.

Ehrlich S., 460, 529.

Ehrlichman E. D., 58.

Ehrmann H. W., 429, 442, 463, 465, 499, 504, 528, 529, 531, 535.

Eisenhower D. D., 38, 39, 47, 48, 50, 52, 53, 61, 62, 64, 68, 70-75, 79, 80, 86, 100, 119, 127, 129, 170, 422.

Eisenstadt S. N., 149, 161, 441, 527, 529, 531, 662.

Eldersveld S. J., 487, 489, 490, 503, 529.

Eleftherion B. E., 121.

Eliade M., 149, 161.

Elkins D. J., 240, 252, 253, 292, 303.

Ellenberger H. F., 141, 161.

Ellsberg D., 58, 82, 124.

Ellul J., 157, 161, 574, 575, 586, 587, 588, 591, 600.

Ellwein T., 666, 679.

Elms A., 28, 31, 42, 50, 55, 59, 125.

Émeri C., 599.

Engels F., 473, 652, 653, 654, 679.

Enriquez E., 125, 143, 161.

Epstein L. D., 433, 487, 489, 517, 522, 529.

Erdmann B., 6.

Erickson R., 600.

Erikson E. H., 23, 54, 125, 147, 161, 179, 186, 187, 229, 632.

Ervin S., 10.

Escarpit R., 600.

Esmein A., 646, 679.

Espinas V. A., 97.

Establet R., 216, 227.

Etheredge L., 18, 125.

Eulau H., 336, 337, 422, 617, 629, 639.

Evans C., 54.

Evans-Pritchard E. E., 263.

Exner J. E. Jr., 124, 131, 137.

Ey H., 161.

Eymery G., 575, 599.

Eysenck H. J., 7, 11, 13, 22, 26, 27, 28, 29, 32, 122, 125, 134.

Faber D., 61, 125.

Fabre-Rosane G., 613, 639.

Fagen R., 256, 303, 680.

Fainsod M., 627, 639.

Falk A., 161.

Falkowski L. S., 86, 87, 92, 125.

Fallaci O., 28, 125.

Fargue P., 281.

Farlie D., 408, 421, 423, 507, 515, 527, 530.

Farnen R., 235.

Farreil B. A., 125.

Faucher J. A., 600.

Faure E., 78, 415.

Fauvet J., 359.

Favre P., 125, 405, 422.

Fearing F., 125.

Febvre L., 112, 125, 548, 572.

Feierabend Ralph P., 586.

Feldman K., 229.

Fenno R. F., 125.

Ferenczi T., 144, 161.

Ferguson L., 629, 639.

Ferraroti F., 57, 125.

Ferri E., 97.

Ferro M., 216, 229.

Fesbach S., 3, 129.

Festinger L., 110, 125, 632, 639.

Fetscher I., 350, 351, 422.

Fiacks R., 125.

Fichter J. H., 215, 229.

Fichera F., 658, 679.

Fietkau, 362.

Fillenbaum S., 28, 125.

Fine B., 655, 679.

Fine G., 294, 303.

Finegold K., 669, 681.

Finer S. H., 386, 459, 460, 465, 529, 664, 679.

Finifter A., 226, 229.

Finifter B., 226, 229.

Finlay D. J., 93, 125.

Fiorina M. P., 411, 422.

Fischer G., 36, 39, 44, 122, 125.

Fischer W., 668, 679.

Fitzgerald R., 125.

Flacks R., 232.

Flanagan, 362.

Flanigan W. H., 329, 422.

Fleron F. J., 230, 636, 637.

Foccart J., 66.

Fontanet J., 340, 418.

Fontanier P., 561, 562, 565, 572.

Ford G., 71, 78, 410.

Fornari F., 161.

Forrestal J., 68, 89, 134.

Forrester J., 161.

Fougeyrollas R., 405, 422.

Fouraker L. E., 91, 136.

Fourastié J., 403, 422.

Fournial H., 98, 125.

Frankfort H., 149, 161.

Franck P., 621, 639.

Franckl V., 157, 161.

Franco F., 89, 469.

Franklin M. N., 516, 527.

Frenkel-Brunswick E., 23, 29, 119, 125, 227.

Freud S., 1, 5, 10, 11, 12, 13, 41, 54, 59, 60, 95, 101, 103, 116, 125, 126, 141, 142, 143, 144, 146, 147, 149, 150, 152-154, 156, 159-163, 266, 274, 275.

Freund J., 151, 161.

Frey F. W., 43, 126.

Friedberg E., 161, 277.

Friedmann L. N., 126.

Friedrich C. J., 46, 114, 126, 351, 449, 529, 644, 679.

Froman L. A., 223, 229.

Fromm E., 1, 5, 11, 23, 101, 126, 147, 161, 288.

Furet F., 126.

Gabennesh H., 92.

Gaborit P., 335, 422.

Galbraith J. K., 627, 639.

Galilée, 6.

Gallatin J., 167, 229.

Gamson W., 514, 515, 529.

Gandhi, 32, 34, 54, 63, 123, 125, 139, 147, 161, 632.

Gandhi I., 63, 615.

Garaudy R., 95.

Garceau O., 136, 524, 529.

[688]

Garcia D., 459.

Garcia F. C., 170, 229.

Gardner J. F., 38, 126.

Garraty J. A., 126.

Gauchet M., 645, 679.

Gaulle A. de, 63.

Gaulle Ch. de, 1, 10, 39, 40, 47. 48, 51, 52, 57, 59, 60, 62-67, 77, 78, 79, 82, 83, 88, 89, 100, 115-117, 120, 122-124, 126, 128, 133, 134, 138, 182, 203, 415, 422, 437, 471, 478, 546, 554, 562, 563, 565, 572, 582, 632.

Gavi P., 355.

Gaxie D., 161, 171, 177, 229, 312, 320, 329, 330, 332, 334, 335, 341, 342, 355, 375, 410, 422, 480, 481, 482, 529, 603, 608, 610, 617, 621, 623, 624, 639, 640.

Geertz C., xi, 188, 229, 231, 259, 269, 271-274, 279, 287, 288, 298, 303.

Geis F. L., 28, 122.

Gellner E., 529, 532.

George A. L., 17, 20, 47, 54, 58, 59, 126, 128.

George J. L., 17, 20, 47, 54, 126.

Gerstlé J., 459, 526, 599.

Gerth H., 17, 126, 682.

Giddens A., 640, 642, 668, 681.

Gilbert G. M., 126.

Gillies R., 458, 529.

Gilsenan M., 439, 440, 529.

Gintis H., 216, 227.

Girardin J.-C., 653.

Giroud F., 36, 37, 43, 44, 64, 69, 74, 78, 83, 90, 126, 145, 161.

Giscard d’Estaing V., 9, 10, 36, 38, 47, 61, 64, 67, 69, 76, 78, 79, 83, 100, 122, 134, 138, 182, 380, 381, 382, 387, 389, 391, 403, 404, 415, 416, 564, 572, 599.

Gitelman Z., 226, 229.

Glad B., 54, 60, 126.

Gladstone W. E., 63.

Glenn E. S., 126.

Glowinski A., 600.

Godelier M., 262, 303, 654, 679.

Goel M. L., 324, 425.

Goffman E., 227.

Goguel F., 64, 403, 406, 414, 422, 512, 529, 640.

Gold A. R., 126.

Goldey D., 512, 529.

Goldfried M. R., 17, 126.

Goldrich D., 420.

Goldstein J., 485, 486, 487, 529.

Goldstein K., 13, 126.

Goldwater B., 58, 410.

Goot M., 171, 228.

Gordon A., 20, 133.

Goslin D. A., 231.

Gosnell H. F., 319.

Gouldner A., 603, 640.

Grafmeyer Y., 302, 306, 307, 427.

Graham H., 8, 126.

Gramsci A., 449, 660, 674, 678, 679, 680, 681.

Grawitz M., xiv, xv, 13, 22, 31, 34, 35, 36, 38, 39, 42, 45, 55, 69, 81, 113, 127, 141, 161, 229, 431, 529, 618, 633, 640.

Gray J., 256, 257, 259, 302, 303, 304, 307.

Graziano L., 438, 439, 440, 441, 529.

Greeley A., 225, 229.

Green B., 227.

Green T. H., 665.

Greenberg E. S., 230.

Greenstein F. I., 1-5, 25, 53, 57, 70, 119, 120, 125, 126, 127, 133, 134, 139, 169, 170, 195, 223, 230, 234, 378, 379, 421, 422, 427, 529, 533, 534, 639, 640.

Greenstone J. D., 525, 529.

Greiffenhagen M., 300, 303.

Greiffenhagen S., 300, 303.

Greilsamer L., 365, 423.

Grémion P., 672, 679.

Grevy J., 39, 50.

Grew R., 681.

Grieger P., 262, 281, 303.

Grignon C., 172, 177, 230.

Grosser A., 600.

Gruber W., 618, 640.

Grunberg G., 207, 208, 228, 233, 289, 304, 329, 354, 361, 381, 388, 390, 412, 421, 423, 424, 425.

Grunebaum G. von, 241, 307.

Guasti L., 531, 603, 641.

Guattari F., 161.

Guédé A., 613, 614, 621, 639, 640.

Guetzkow H., 85, 91, 127, 135, 136.

Guichard O., 66, 127.

Guilford J. P., 13, 127.

Guilhot J., 147, 160.

Guillaume II, 151.

Guitry S., 18.

Guizot F., 97, 646.

Gumperz J., 180, 228.

Gumplowics L., 523, 530.

Gurin G., 228, 421.

Gurr T., 8, 113, 126, 127.

Gurvitch G., 104, 127.

Gustafsson G., 218, 230.

Guterman S. S., 28, 127.

Guttman, 333.

Guttsman W. L., 626, 630, 640.

Haas E. B., 89, 128.

Habermas J., 1, 127, 239, 303, 315, 316, 423, 600, 658, 676, 679.

Hagerty J., 79.

Hail E. T., 127.

Halberstam D., 36, 38, 51, 62, 64, 66, 68, 69, 74, 78, 80, 82, 84, 93, 127.

Halbwachs M., 230.

Haldane J. B. S., 7.

Halderman R., 62, 71.

Hall C. S., 14, 15, 127.

Halloran J., 579.

Halsey A. H., 532.

Hammond K. R., 90, 127.

Hampden-Turner C., 29, 31, 127.

Handley D., 362.

Hands G., 485, 530.

Haniff G. H., 519, 530.

Hanley G., 134.

Hardin C., 71, 127.

Harding H. F., 137.

Harding W., 36, 39, 48, 50.

Hargrove E. G., 36, 47, 48, 49, 52, 68, 70, 73, 74, 76, 79, 127.

Harlow H. F., 17, 127.

Harlow M. K., 17, 127.

Harmel R., 471, 530.

Harriman W. A., 68, 80.

Harris F. H., 332, 423.

Harris L., 655, 679.

Harrisson R., 504, 530.

Harrisson T., 131.

Hart L., 509.

Hartz L., 645, 679.

Haseler S., 474, 530.

Hass H., 128.

Hatch E., 263, 265, 266, 303.

Hauriou M., 646, 679.

Hawkins L. L., 294, 307.

Hayek F. A. von, 148, 163.

Hayward J. E. S., 110, 128, 516, 530, 535.

Head K., 30.

Heclo H., 530.

Hegel G. W. F., 144, 148, 159, 161, 162, 655, 680.

Heidegger M., 14.

[689]

Heidenheimer A. J., 466, 519, 530.

Hell V., 282, 283, 303.

Hemingway J., 488, 490, 451, 530.

Hennessy B., 42, 128.

Héritier F., 247, 304.

Herman V. M., 513, 515, 530, 535.

Hermann C. F., 86, 128, 133.

Hermann M. G., 45, 85, 88, 89, 91, 92, 124, 128, 137.

Hermann R., 32, 128.

Herring E. P., 498, 530.

Herriot E., 47.

Hess R. D., 169, 170, 188, 197, 202, 207, 223, 229, 230.

Hess S., 60, 68, 73, 74, 128, 600, 630, 640.

Hicker W., 71.

Hicks J. M., 30, 128.

Hildebrandt K., 300, 302, 362, 420, 677, 679.

Hilferding R., 655.

Himmelweit H., 411, 423.

Hirsch H., 230.

Hirsch J., 656, 657, 679.

Hirschman A. O., 118, 128, 151, 161, 296, 317, 423, 491, 530, 664, 679.

Hitler A., 24, 46, 63, 86, 88, 91, 92, 102, 114, 115, 118, 122, 125, 130, 138, 147, 160, 258, 600, 676, 678.

Hjelle L. A., 128.

Hjemslev L., xi, 543, 546, 572.

Hô Chi Minh, 44, 80, 130.

Hodnett G., 621, 640.

Hoff D. B., 2g, 121.

Hoffman L. W., 231.

Hoffman M. L., 231.

Hoffmann I., 77, 128, 632.

Hoffmann S., 77, 81, 86, 112, 128, 632.

Hofstadter R., 94, 95.

Hoggart R., 177, 230.

Holcombe A., 511, 530.

Holleaux A., 153, 162.

Holloway J., 656, 657, 678, 679.

Holsti O. R., 45, 93, 94, 128.

Homans G. G., 431, 530.

Hook S., 46, 128.

Hoover H. C., 48, 49, 51, 79.

Hopkins H., 60, 61, 72.

Hoppenkamps H., 600.

Horkheimer M., 1, 23, 24, 128, 142, 144, 148, 162.

Horney K., 11, 40, 41, 57, 128.

Horton J. E., 29, 137.

Hoskin M. B., 235.

Houghton L., 464, 530.

House E. M., colonel, 47, 54, 61, 126.

Hovland G., 584, 585.

Hughes C. E., 86, 126.

Hughes J., 229.

Hugo V., 149, 162.

Hummel R., 116, 128.

Humphrey H. H., 407.

Hunt R., 232.

Hunter E., 108, 128, 129.

Huntington S. P., 311, 423, 435, 530, 612, 640.

Hurewitz J. C., 612, 640.

Husserl E., 14.

Hurtig S., 534.

Hutschneker A., 58, 129.

Hyman H., 33, 129, 165, 168, 170, 195, 212, 221, 230.

Ike N., 362.

Ikenberry J., 669, 681.

Ikle F. C., 91, 129.

Immerman R., 129.

Inglehart R., 129, 322-325, 338, 362, 375, 386, 394, 400, 401, 402, 423, 474, 530.

Inkeles A., 112, 129, 281, 304, 318, 323, 423.

Ionescu G., 494, 521, 530.

Iremonger L., 55, 56, 129.

Irish M. D., 70, 129.

Jackman A., 28, 125.

Jacob H., 35, 42, 121.

Jacobson L. F., 135.

Jacquemart N., 600.

Jaffré J., 414, 423, 622, 639.

Jahoda G., 230.

Jahoda M., 17, 25, 119, 122, 129, 136.

Jakobson R., 542.

James B. G., 599.

James H., 45.

James W., 27, 91, 129.

Janda K., 429, 430, 433, 435, 436, 437, 443, 444, 448, 452-458, 468, 469, 472, 473, 475, 478, 480, 482, 484, 493, 494, 500, 529, 530.

Janet Pierre, 148.

Janis I. L., 3, 87, 92, 129.

Janis James P., 586.

Janowitz M., 16, 17, 121, 129, 612, 640.

Jaros D., 170, 218, 230, 231.

Jaruzelski W. (général), 284.

Jaspers K., 14.

Jay M. E., 144, 162.

Jean I., 216, 231.

Jeanneney J.-N., 498, 530.

Jeannin M., 538.

Jean-Paul II, 10.

Jefferson T., 34.

Jennings M. K., 169, 192, 193, 195, 197, 205, 210-214, 216, 225, 227, 231, 233, 362.

Jensen J., 338, 344, 358, 423.

Jessop B., 300, 304, 655, 660, 674, 679.

Jésus-Christ, 47, 114, 147, 269.

Jinnah M. A., 44.

Jobert B., 533.

Jobert M., 76.

Johansson O., 202, 231.

Johnson A., 63.

Johnson D. W., 90, 129.

Johnson L. B., 36, 40, 46-53, 57, 58, 61-64, 68, 70, 71, 73-76, 78, 79, 80, 84, 87, 129, 170, 582.

Johnson R., 61.

Johnson R. T., 62, 70, 71, 72, 74, 75, 129.

Johnson R. W., 621, 624, 626, 627, 640, 668, 680.

Johnston R. J., 404, 427.

Jones E., 144, 148, 162.

Jones W. H., Morris, 351, 423.

Joseph M. L., 89, 129.

Jouanna A., 149, 162.

Jouet F., 564, 572.

Journès C., 420.

Jouvenel B. de, 129.

Julliard J., 320, 423.

July S., 355.

Jung C. G., 11.

Jung H., 655, 680.

Jungk R., 152, 162.

Kaase M., 227, 231, 238, 255, 256, 304, 312, 314, 315, 325, 329, 330, 333, 335, 341, 349, 352, 361, 362, 364, 366, 420, 423.

Kahn R., 344, 421.

Kalb B., 28, 129.

Kalb M., 28, 129.

Kant E., 570.

Kanth R., 260, 304.

Kapferer J.-N., 584, 600.

Kaplan A., 130.

Kaplan B., 57, 129, 136.

Kardiner A., 260, 261, 262, 344.

Kassem K., 44.

Katz D., 22, 23, 33, 115, 129.

Katz E., 129, 574, 578, 588, 591, 600.

[690]

Katznelson I., 669, 680.

Kaufman P., 162.

Kautsky K., 549.

Kavanagh D., 170, 231, 240, 243, 254, 300, 301, 304.

Kearns D., 73, 129.

Keller S. I., 626, 640.

Kelly G. A., 645, 680.

Kelman H. C., 85, 91, 92, 129, 135, 139.

Kelsen H., 351.

Kemal M., 539.

Kemp, 362.

Keniston K., 31, 129, 130, 231, 323, 423.

Kennan G. F., 88, 130.

Kennedy J., 61.

Kennedy J. F., 36, 38, 44, 47-51, 53, 61-64, 66, 68, 69, 71, 73-76, 78, 79, 80, 84, 86, 87, 89, 92, 93, 100, 122, 130, 135, 136, 137, 170, 182, 199, 407, 582, 601.

Kennedy Robert, 92.

Kennedy Rose, 61.

Kennedy T., 199.

Kenny M., 440, 530.

Kerpelman L., 31, 130.

Kerr H., 362.

Kessel J., 324, 362, 423.

Kesselman M., 335, 423, 622, 640.

Key V. O., 324, 410, 413, 423, 460, 513, 530.

Khomeiny R. (Iman), 539.

Khrouchtchev N., 64, 83, 86, 92, 130, 188, 532.

Kierkegaard S., 14.

Killian L. M., 138.

Kim Jae-on., 301, 307, 324, 330, 346, 349, 352, 360, 427, 535.

Kim Y. C., 244, 266, 276, 304.

Kimber R., 459, 461, 530, 535.

King A., 522, 531.

Kirchheimer O., 458, 531.

Kirkpatrick E. M., 487, 531.

Kirkpatrick J., 43, 130.

Kissinger H., 28, 33, 53, 86, 92, 93, 94, 121, 125, 128, 129, 130, 136, 137, 138, 152, 162, 632.

Klapper J. T., 578, 600.

Klatzmann J., 404, 423.

Klein M., 152, 162.

Klein W. W., 19, 133.

Kleinman S., 294, 303.

Kliman G., 235.

Klingemann H. D., 325, 362, 375, 423, 474, 475, 530.

Kluckhohn C., 130, 260.

Kluckhohn F. R., 376, 423.

Kmieciak, 362.

Knapp D., 300, 304.

Knight M., 626, 640.

Knutsen, 362.

Knutson J., 2, 4, 13, 23, 25, 30, 33, 39, 57, 91, 115, 126, 127, 129, 130, 135, 223, 231, 232.

Koch S., 129.

Koehl R., 676, 680.

Kœnig G., 72, 73, 76, 130.

Kœnig K., 232.

Kœnigsberg R., 130.

Kogan N., 90, 130.

Kohl H., 9, 63.

Kohlberg L., 130, 167, 231.

Kohut H., 130.

Kojève A., 142, 162.

Kolakowski L., 113, 130.

Kolankiewicz G., 258, 304.

Kolson K. L., 170, 231.

Konglan, 513, 531.

Korchin S. J., 344, 423.

Kornberg A., 630, 640.

Kornhauser W., 104, 130, 288, 605, 640.

Koschwitz H. J., 600.

Krasner S., 669, 680.

Kramer G., 411, 424.

Kriegel A., 95, 416, 424.

Kripke S., 570, 572.

Kroeber A. L., 264.

Krogh E., 58.

Kourilsky R., 127.

Kroupskaia, 64.

Krulak V., 80.

Kuhn T., 7, 551, 572.

Kundera M., 107.

Kuroda Y., 231.

Labbé D., 474, 531.

La Boétie É., de, 144, 151, 162.

Laborit H., 130.

Lacan J., 144, 154, 155, 162.

Lacorne D., 335, 424.

Lacouture J., 37, 44, 49, 65, 130, 563, 572.

Lacroix B., 60, 162.

Lacroix J., 130.

Ladrière J., 532.

Lafay J.-D., 411, 424.

Lafferty W., 362.

Laffont R., 363.

Lafforgue R., 51, 130, 158, 162.

Lafon P., 553, 572.

Lagache J., 130.

Lagrange H., 510, 531.

Lagrée M., 406, 424.

Lagroye J., 482, 531, 640, 673, 680.

Laharpe J.-F. de, 561.

Laing R. D., 130.

Lalonde B., 387.

Lamartine A. de, 325, 567.

Lambert F., 259, 304.

Lambert J., 127.

Lambert W. W., 121, 132.

Lancelot A., 133, 234, 309, 314, 316, 320, 329, 344, 349, 351, 352, 359, 367, 368, 387, 403, 411-414, 418, 424.

Landau D., 92, 130.

Landé C. H., 441, 531, 603, 641.

Landowski É., 216, 231, 321, 424, 560, 572.

Lane R., 15, 17, 19, 20, 39, 40, 42, 91, 130, 225, 231, 286, 287, 288, 289, 304, 314, 318, 323, 329, 330, 332, 334, 338, 352, 357, 359, 370, 424, 480, 531.

Lang G. E., 103, 130, 600.

Lang K., 103, 130, 600.

Langton K. P., 216, 231.

Laniel J., 39.

LaPalombara J., 252, 432, 433, 442, 445, 459, 461, 463, 476, 477, 531, 533, 534.

Lapierre J.-W., 156, 162.

Laplanche J., 50, 130, 142, 148, 149, 150, 162.

Lapouge G. Vacher de, 102, 130.

Lasswell H. D., 1, 18, 29, 39, 40, 42, 43, 52, 54, 55, 58, 109, 130, 131, 132, 162, 223, 225, 260, 574, 576, 578, 579, 581, 586, 589, 591, 601, 616, 640.

Latham E., 465, 531.

Launey J., 162.

Lavau G., 289, 304, 361, 424, 425, 463, 467, 471, 501, 531, 560, 572.

Laver M., 514, 515, 531.

Lavroff D. G., 437, 531.

Lawson K., 488, 489, 490, 531, 639, 640.

Lazarsfeld P., 8, 30, 111, 118, 120, 131, 312, 351, 357, 420, 574, 577, 578, 579, 585, 591, 600.

Leach E., xi, 241, 259, 269, 270, 272, 273, 276, 277, 278, 282, 284, 298, 304, 571, 572.

Leahy W. D., 53.

Leblanc H. L., 410, 424.

Le Bon G., 5, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 111, 118, 131, 137.

Le Bras H., 406, 424.

Le Bris M., 363.

[691]

Leca J., x, 162, 277, 304, 441, 442, 531, 645, 680.

Lecanuet J., 415, 582.

Leclaire S., 156, 162.

Lecomte P., 293, 303.

Lefebvre G., 101.

Lefebvre H., 654, 680.

Lefort C., 304.

Lefranc P., 66.

Legendre P., 144, 162, 666, 680.

Le Goff J., 112, 131, 283, 284, 304.

Lehmbruch G., 492, 504, 513, 531, 534, 674, 680, 681.

Leiserson M. A., 515, 531.

Leites N. C., 38, 131.

Lemarchand R., 438, 440, 527, 531.

Lemert J. B., 600.

Lénine V. I., x, 26, 34, 39, 46, 51, 54, 63, 86, 113, 115, 116, 130, 139, 473, 489, 509, 531, 655, 680.

Leonardi, 362.

Léopold II de Belgique, 55.

Le Pen J.-M., 95.

Lerner D., 2, 4, 5, 16, 43, 120, 125, 126, 127, 131-134, 139, 266, 304, 640.

Lesser A., 264, 275, 304.

Levert M., 47, 131.

Levi M., 668, 680.

Lévine R., 231, 232, 235, 252, 260, 304.

Levinson D. J., 23, 90, 112, 119, 129, 131, 227, 281, 304.

Lévi-Strauss C., xi, 246, 260, 262, 271, 273, 274, 275, 279, 405, 424, 545, 546, 547, 552, 566-569, 572, 573, 586, 587.

Levitin T. E., 407, 408, 410, 425.

Lewandowski O., 672, 680.

Lewin K., 14, 40, 131.

Lewis O., 294, 304, 305.

Lewis P. G., 533.

Liebert R. S., 31, 54, 131.

Lifton R. J., 50, 108, 131.

Lijphart A., 240, 300, 305, 492, 513, 531.

Likert R., 21, 25.

Lincoln A., 34, 47, 78.

Lind A. E., 234.

Lindberg L., 228, 229, 680.

Lindblom C., 679.

Linden C., 441, 532.

Lindon D., 229, 295, 303, 353, 422, 466, 532.

Lindsey G., 14, 15, 121, 127, 129, 133, 234, 305.

Linton R., 112, 131, 260, 305, 565, 566, 573.

Lintott J. T., 124.

Linz J., 485, 532.

Lippitt R., 633, 640.

Lippman W., 2, 70, 131, 324, 350, 424.

Lipset S. M., 29, 32, 131, 322, 386, 406, 424, 444, 445, 486, 532, 600, 640, 641.

Lipsky M., 324, 424.

Lismont E., 528.

Litt E., 216, 232, 336, 424.

Little G., 131.

Littman R. A., 2, 3, 131.

Lively J., 645, 680.

Llobera J., 654, 678.

Lloyd George D., 56, 57.

Locke J., 351, 352, 645.

Lodge M., 80, 138.

Lord G., 482, 640.

Lombroso C., 97, 98.

London A., 276.

London H., 124, 131, 137.

Lord G., 531.

Lorenz K., 7, 10, 131.

Loschak D., 162, 666, 672, 678.

Louis Napoléon Bonaparte (v. Napoléon III), 641, 653, 654, 680.

Louis-Philippe, 406.

Lowell A. L., 467, 510, 511, 514, 532.

Lowenthal L., 640.

Lowi T., 465, 525, 532.

Lowit T., 521, 532.

Loye D., 30, 131.

Luckmann T., 250, 302.

Lukács G., 158, 162.

Lukes S., 352, 422, 651, 680.

Lund F. H., 585.

Luther M., 54, 125, 147, 161.

Lundgreen P., 668, 679.

Luttberg N., 600.

Lyotard J.-F., 142, 162.

Mac Arthur D., 50, 62, 82, 88.

Maccoby E. E., 225, 232.

Mac Iver R. M., 442, 443, 524, 532.

Mackenzie W. J. M., 141, 162.

Mac Namara R., 36, 63, 69, 80, 81.

Mac Millan M. H., 583.

Machiavel N., 28, 60, 65, 144, 568.

Macridis R. C., 459, 524, 525, 532.

Madelin A., 97.

Madge C., 131.

Madison J., 293.

Maguire J., 654, 680.

Maherzi (capitaine), 64.

Mair P., 528.

Malamud I., 131.

Malinowski B., xi, xii, 262, 263, 264, 266, 267, 268, 271, 273, 305.

Malloy J., 634, 635, 636, 637, 638.

Man H. de, 12, 47, 131.

Mandrin L., 365.

Mandrou R., 131.

Manent P., 645.

Manheim J. B., 131.

Manigat L. F., 437, 532.

Mannheim K., 285, 305.

Mao Tsé-Toung, 116, 147, 163, 259, 307, 509.

Marchais G., 387, 473.

Marchi L. de, 18, 132.

Marcus G. E., 39, 132, 427.

Marcuse H., 1, 132, 143, 162, 591, 600.

Marie A., 638.

Mariet F., 232, 233.

Marin L., 322.

Markus G. B., 231.

Marlborough J. C., 55.

Marsh A., 312, 323, 361, 362, 424.

Marsh D., 170, 171, 232.

Martin C., 424.

Martin E. D., 101, 132.

Martin J.-C., 132.

Martin P., 351, 412, 424.

Martinet A., 543, 573.

Maruani G., 146, 160, 162.

Marvick D., 480, 532, 631, 640, 641.

Marx K., 60, 113, 119, 144, 150, 162, 281, 285, 473, 485, 524, 563, 564, 567, 573, 609, 625, 626, 641, 652-655, 677, 680.

Maslow A., 13, 15, 16, 18, 20, 21, 23, 29,30, 132, 401, 424.

Masmoudi M., 64.

Masson G., 676, 680.

Masters R. D., 132.

Mastropaolo À., 676, 680.

Masumi J., 441. 534.

Matthews D. R., 42, 43, 132, 345, 424, 617, 620, 641.

Matthews R. E., 232.

Mattina L., 526.

Maudling R., 466.

Mauroy P., 78, 615.

Maurras C., 317, 356.

Mauss M., 132, 260, 273, 275, 305, 377.

[692]

May J. D., 485, 532.

May R., 132.

Mayer Adrian, 532.

Mayer Arno, 670, 680.

Mayer N., 289, 304, 361, 383, 404, 424, 425.

Mayeur J.-M., 289.

Mayeur M., 228.

Mazlioh B., 32, 47, 55, 57, 83, 116, 121, 132.

Mazrui A., 132.

McCarry J. L., 132.

McCarthy (Lord), 518, 532.

McClelland D. C., 20, 132.

McClosky H., 26, 29, 86, 109, 132, 134, 311, 351, 425.

McConahay J. B., 135, 218, 234.

McConaughy J. B., 39, 42, 132.

McConnell G., 525, 532.

McCrone D., 228, 229.

McCulloch M. K., 533.

McDill E. L., 29, 132.

McDonald N. A., 435, 532.

McDougall W., 100, 132.

McGarry J. L., 135.

McGinnis J., 58, 59, 60, 132.

McGovern G. S., 9, 59, 407, 410.

McGuire W. J., 132.

McKinlay R. D., 519, 527.

McLeod J. M., 228.

McLeod R. B., 132.

McLuhan M., 575, 586, 587, 588, 591, 594, 600.

McMary J. L., 132.

McNeil E. B., 132.

McPhee W. N., 30, 120, 312, 351, 357, 420.

McRae K., 531.

Mead M., 112, 132, 260, 261, 262, 264, 273, 305.

Médard J.-F., 438, 440, 532.

Mégret M., 600.

Mehden F. R. von der, 526, 619, 642.

Meier D. L., 29, 132.

Meir G., 63, 64, 615.

Meisel J. H., 608, 641, 648, 680.

Melich A., 188, 189, 202, 232.

Memmi D., xiii, 309, 310, 338, 344, 425.

Mendel G., 144, 150, 162.

Mendenhall J. A., 80.

Mendès France P., 10, 50, 51, 61, 83.

Mény Y., 673, 680.

Merelman R. M., 132, 167, 232.

Merkl P., 246.

Merle M., 132, 239, 305, 317, 351, 425, 600.

Merleau-Ponty M., 15, 538, 573

Merriam G., 1, 132, 167, 216, 232, 319, 351, 523.

Merrin M. B., 424.

Merritt R. L., 109, 121, 123.

Merton R. K., 29, 133, 144, 162, 251, 585.

Mesrine J., 365.

Metternich K., 94.

Meyer P., 232.

Meynaud J., 133, 320, 359, 424, 442, 460, 461, 463, 464, 469, 470, 498, 517, 520, 524, 527, 532.

Michelat G., 133, 165, 176, 193, 194, 232, 321, 334, 342, 346, 348, 351, 354, 372, 377, 382, 393, 396, 402, 404, 425, 464, 532, 581.

Michelet J., 152, 162.

Michels R., 484, 485, 486, 492, 530, 532, 534, 604, 605, 606, 607, 608, 622, 641.

Mickiewicz E., 621, 641.

Middleton R., 225, 232.

Miguelez R., 239, 305.

Milbrath L. W., 19, 29, 34, 40, 133, 312-315, 318, 321-324, 327, 330, 332, 334, 338, 341, 342, 344, 351, 352, 353, 357, 358, 359, 379, 425, 647, 680.

Milgram S., 108, 133.

Miliband R., 605, 641, 660, 667, 668, 680.

Mill J. S., 35I, 352.

Miller A. H., 323, 254.

Miller G., 162.

Miller N. E., 11, 101, 124.

Miller W. E., 228, 394, 407, 408, 410, 421, 425, 527.

Millet K., 363.

Millis W., 133.

Mills C. W., 605, 626, 641, 648, 650, 660, 667, 672, 680, 682.

Minkowski Eugène, 148.

Mintz B., 668, 680.

Miquel P., 600.

Miroglio A., 112.

Mitscherlich A., 133, 162.

Mitchell G. D., 431, 532.

Mitchell W. C., 133.

Mitscherlich A., 142, 162.

Mitterrand F., 9, 44, 47, 64, 67, 83, 116, 138, 276, 355, 369, 380, 381, 382, 387, 388, 389, 390, 391, 416, 599.

Mizruchi E. H., 29, 133.

Modelski G., 89, 133.

Moïse, 114, 115.

Moley R. G., 72.

Mollet G., 39.

Mollo S., 216, 232.

Mommsen H., 667, 680.

Monnet J., 550.

Montagu A., 8, 133.

Montesquieu G. de, 41, 144.

Montgomery B. L., 82.

Moore C. H., 439, 532.

Moreau R., 554, 572, 599.

Moret A., 150, 162.

Morin E., 575, 587, 588, 589, 600.

Moro A., 340, 341.

Morrison E. E., 135.

Morton A. S., 232.

Mosca G., xii, 350, 441, 604, 605, 606, 607, 612, 625, 626, 641, 648, 649, 680.

Moscovici S., 101, 111, 133, 357, 358, 425.

Mossadegh M., 44.

Mossuz-Lavau J., 223, 232, 343, 349, 358, 361, 390, 418, 425, 487, 489, 532, 620, 641.

Mouffe C., 660, 680.

Moulin L., 376, 425.

Mounier J.-P., 171, 228.

Mounier-Chazel L., 531, 640.

Mounin G., 543, 573.

Mouriaux R., 329, 354, 361, 420, 423, 483, 527.

Moyers B., 62.

Muller P., 533.

Mullins W. A., 285, 305.

Mumford L., 133.

Murchison C., 301.

Murphy C., 21, 23, 133.

Murphy L. B., 21, 23, 133.

Murphy T. G., 138.

Murray A. H., 2, 4, 12, 23, 130, 133.

Mussolini B., 102, 114, 286.

M’Uzan M. de, 143, 151, 155, 162.

Nadel M. V., 502, 503, 516, 533.

Nakamura C., 31, 136.

Namer G., 584, 585.

Nania G., 335, 425.

Napoléon (v. Bonaparte), 114, 540.

Napoléon III (v. Louis Napoléon Bonaparte), 565, 665.

Nardi R., 362.

Nasser G. A., 44, 49, 258.

Nedelmann B., 444, 533.

Neher A., 162.

Nehru, 44, 121.

[693]

Nelson D. C., 292, 305.

Nelson J. M., 311, 423.

Nelson J. S., 232.

Nettl P., 664, 680.

Nettler G., 29, 133.

Neumann F., 676, 680.

Neustadt R. E., 33, 38, 46, 47, 53, 58, 63, 68, 71, 75.

Newcomb T., 21, 23, 120, 133, 225, 229, 232.

Nicolet C., 646, 680.

Nicolson H., 90, 133.

Nie N. H., 301, 307, 311-314, 316, 318, 324, 329, 330, 334, 338, 344-347, 349, 352, 359, 360, 375, 408, 409, 410, 425, 427, 464, 533, 535.

Nielsen S., 202, 232, 300, 305.

Niemi R. G., 169, 195, 197, 205, 211, 212, 214, 225, 230, 231, 232, 233, 234, 235.

Nietzsche F., 12, 41.

Nimmo D., 133, 600.

Nisbet R., 20, 133.

Nixon C. R., 631, 641.

Nixon R., 9, 10, 38, 40, 46-55, 57, 58, 59, 61, 62, 68, 70, 71, 73, 76, 77, 78, 80, 82, 84, 88, 89, 92, 122, 123, 132, 133, 138, 170, 199, 407, 498, 590.

Nizard L., 521, 533, 672, 680.

Noël L., 133.

Nora P., 120, 131, 304, 405, 425.

Nordlinger E., 669, 680.

Nozick R., 19, 133.

Nye R. A., 133.

Oakeshott M., 19, 133.

Obregon A. Q,., 619, 641.

O’Connor J., 658, 680.

Odegard P. H., 465, 533.

Offe C., 505, 507, 533, 657, 658, 660, 680, 681.

Ogler H., 34, 133.

Okamura T., 170, 233.

Oldendick R. W., 420.

Olson M., 29, 133, 239, 479, 480, 481, 533.

O’Neil R. P., 167, 227.

Opello W. C. Jr, 300, 305.

Oppenheim A. N., 235.

Oppo A., 195, 200, 205, 206, 207, 211, 216, 232.

Opton E., 135.

Ordeshook P. C., 324, 426.

Ornstein M. D., 292, 305.

Ortega y Gasset J., 133.

Orwell G., 155, 594.

Osgood C. E., 233.

Osgood R. E., 91, 133.

Ostrogorsky M., 485, 533, 610, 638, 641.

Oury J., 141, 162.

Overney P., 538.

Ozouf J., 120.

Packard V., 601.

Padioleau J., 180, 233, 439, 528, 587, 599.

Page B. I., 324, 421.

Paige G. D., 86, 133, 134, 519, 533, 633, 641.

Paillet M., 601.

Palard J., 531, 640.

Paltiel K. Z., 471, 533.

Panebianco A., 533.

Paper L. I., 62, 134.

Pareto V., xii, 101, 144, 425, 604, 605, 606, 607, 641, 647, 648, 649, 681.

Pareyson R., 160.

Park R. E., 101, 104, 134, 274, 275, 282, 305, 306.

Parkin F., 31, 134.

Parnes S. J., 137.

Parodi J.-L., 117, 124, 335, 412, 416, 417, 421, 425, 617, 618, 619, 623, 624, 625, 627-631, 638, 639, 641.

Parsons T., 85, 110, 120, 134, 167, 233, 239, 251, 254, 438, 444, 533, 662.

Pasanella A. K., 131.

Passeron J.-C., 172, 177, 205, 216, 222, 223, 227, 230, 233.

Pateman C., 171, 233, 238, 240, 243, 251, 254, 276, 305, 324, 325, 337, 426.

Patterson S. C., 629, 631, 641.

Patterson T. E., 601.

Patton G., 82.

Patty D., 217, 233.

Paul D. W., 300, 304, 305.

Paulson, 531.

Pavlov I. P., 10, 11, 580.

Pedersen M. N., 411, 426, 516, 533.

Pellissier P., 79, 134.

Pelloux R., 319, 426.

Perceval S., 56.

Percheron A., xi, xiii, 165, 166, 167, 170, 188-193, 195-208, 211-214, 217, 219, 221, 223, 225-229, 233, 234, 337, 354, 361, 372, 426.

Périclès, 38.

Peristiany J. G., 530.

Perlmutter A., 612, 641.

Perrineau P., 260, 305, 628, 639.

Perrot M., 228.

Perroux F., 149, 162.

Perry J. M., 601.

Perry S., 131.

Pesonen P., 362.

Pétain P., 138.

Peters B. G., 519, 533.

Petrocik J. R., 408, 410, 425, 533.

Petrullo L., 632, 641.

Peyrefitte C., 234, 392, 426.

Piaget J., 167, 176, 178, 180, 183, 186, 190, 201, 222, 230, 234.

Picciotto S., 656, 678, 679.

Pichot P., 123.

Pierce R., 324, 421.

Piereson J. E., 427.

Piéron H., 600.

Pigasse J.-P., 601.

Pilleul G., 62, 63, 65, 66, 67, 122, 134.

Pinay A., 115, 550.

Pinto-Duschinsky M., 466, 498, 533, 615, 621, 639.

Pitts J., 288, 306.

Pleck, 531.

Poggi G., 655, 681.

Poincaré R., 115, 539, 540.

Poirier L., 150, 163.

Polsby N., 127, 234, 421, 422, 427, 529, 534, 639, 640.

Pomper G. M., 324, 408, 426.

Pompidou G., 36, 38, 47, 61-67, 76, 78, 79, 120, 138, 415, 416, 538.

Pontalis J.-B., 50, 130.

Pool I. de Sola, 601.

Pope J., 515, 530.

Popper K., 19, 134, 569.

Porcher L., 232.

Porte J., 67.

Portelli H., 471, 533, 660, 681.

Potter A., 460, 533.

Potter D. C., 533.

Poulantzas N., 652, 657, 659, 660, 679, 681.

Powell G. B., 324, 338, 347, 425, 426, 432, 522, 526.

Powell J. D., 438, 533.

Presthus R., 482, 533.

Prewitt K., 228, 232, 324, 338, 425, 630, 641, 669, 680.

Price H. D., 345, 426.

Prost A., 477, 506, 533.

Prothro J. W., 345, 424.

[694]

Proudhon J.-J., 564.

Przeworski A., 660, 681.

Pucheu P., 63.

Pufendorf S., 282.

Pugh D. S., 501, 533.

Purdom T., 59, 134.

Putnam R. D., 604, 611, 616, 618, 619, 641, 668, 677.

Putney S., 225, 232.

Pye L. W., 147, 153, 163, 230, 244, 245, 248, 251, 252, 253, 259, 266, 267, 269, 272, 273, 283, 301, 306, 307, 427, 437, 533.

Quandt W. B., 621, 641.

Quermonne J.-L., 471, 533, 666, 671, 678.

Quillet P., 76.

Rabier J.-R., 323, 348, 423, 426.

Racamier P. C., 157, 163.

Rachman S. J., 11.

Radcliffe-Brown A. R., 263, 306.

Rae D. W., 501, 511, 533.

Rahman M., 44.

Rambaud P., 548, 572.

Ranger J., 404, 405, 412, 420, 424, 426.

Rappoport L., 90, 127, 134.

Rashman S., 11, 125.

Rausch H., 300, 306.

Rauschning H., 676, 681.

Rawls J., 19, 134, 135, 239.

Ray J. J., 8, 134.

Rayburn S., 44.

Ready G., 46.

Reagan R., 36, 78, 151, 199.

Reedy G. E., 60, 70, 72, 74, 134.

Reigh W., 5, 23, 101, 134, 144, 163.

Reichel P., 244, 255, 256, 300, 306.

Reif K., 302.

Reinwald P., 134.

Rejai M., 619, 641.

Rémond R., 102, 134, 325, 352, 416, 426, 581, 666, 681.

Remy D., 516, 533.

Renan E., 280, 281.

Renshon S. A., 134, 223, 234, 235.

Rentchnick P., 89, 134.

Reston J., 70.

Reuchlin M., 134.

Revel J.-F., 134.

Reynaud J. D., 302, 306, 307, 427.

Reynolds J. B., 386.

Rezah Shah Pahlevi, 284.

Ribière R., 66.

Richard J., 66.

Richardson J. J., 459, 461, 530, 535.

Ricœur P., 142, 163.

Ridley F. F., 280, 306.

Riecken H., 632, 639.

Riesman D., 5, 104, 110, 134, 591, 601.

Riggs F. W., 489, 533.

Riker W., 3, 134, 324, 426, 511 514, 515, 516, 533, 534.

Rivera J. de, 82, 87, 88, 92, 134.

Roazen P., 143, 163.

Robert P., 313, 314, 426.

Roberts A. H., 29, 134.

Robespierre M. de, 284.

Robins R. S., 134, 668, 681.

Robinson J. A., 44, 86, 92, 134, 136.

Robinson J. N., 134.

Robinson J. P., 26, 30, 134.

Rocard M., 64.

Rochet W., 545, 573.

Rockman B., 668, 677.

Rodgers W. L., 122.

Rogers G., 13, 134.

Rogow A. A., 54, 57, 89, 134.

Roig C., 170, 195, 234, 571, 573.

Rokeagh M., 21, 26-31, 125, 134, 135, 215, 234, 242, 306.

Rokkan S., 237, 320, 329, 330, 347, 358, 379, 406, 412, 424, 426, 444, 445, 448, 449, 532, 534.

Roniger L., 441, 529.

Roosevelt E., 61.

Roosevelt F., 38, 47, 48, 51, 52, 53, 60, 61, 63, 64, 68, 71-76, 79, 80, 88, 89, 93, 100, 139.

Roosevelt T., x, 20, 41, 47, 48, 52, 78, 79, 135.

Roper E., 314, 344, 427.

Rorschach H., 25.

Rosanvallon P., 241, 259, 288, 306, 461, 534.

Rose R., 310, 329, 386, 393, 426, 452, 456, 457, 458, 466, 467, 494, 518, 519, 534, 658, 681.

Rosen E. W., 136.

Rosenau J. N., 85, 89, 92, 128, 132, 135.

Rosenbaum W. A., 249, 306.

Rosenberg J. et E., 93.

Rosenberg M., 19, 20, 131, 135.

Rosenberg N. G., 137.

Rosenblatt P. C., 92, 135.

Rosenbloom H., 601.

Rozenblum S. A., 613, 614, 621, 640.

Rosenmayr L., 227, 231, 362.

Rosenthal R., 20, 135.

Rosolato G., 155, 163.

Rossi-Landi G., 613, 641.

Rossiter C., 68, 70, 135.

Rouleau E., 49, 135.

Rouquié A., 612, 641, 654, 681.

Rourke F. E., 502, 503, 516, 533.

Rousseau J.-J., 19, 144, 465, 485, 524, 567, 607, 644, 681.

Rowena R., 120.

Royer J., 414.

Rubin B., 601.

Rucquoy G., 156, 163.

Rude G., 96, 101, 135.

Rufus P., 121.

Rusk D., 30, 64, 75, 80, 81, 134.

Russell B., 142, 163, 570, 573.

Rustow D. A., 632, 641.

Rutherford B., 39, 40, 135.

Sacher-Masoch Leopold von, 153, 163.

Sacco N., 93.

Sade (marquis de), 144, 148, 153, 163.

Sahlins M., 135.

Said E., 251.

Saint-Simon C. (comte de), 649, 661.

Salinger P., 135.

Salisbury G. C. de, 56.

Salisbury R. H., 431, 443, 461, 469, 480, 483, 507, 521, 534.

Salter B., 216, 235.

Sampson E. E., 31, 135.

Sanders D., 301, 306.

Sanders K. R., 600.

Sanford R. N., 23, 25, 119, 135, 227.

Sanguinetti G. F., 426.

Sani G., 300, 306, 317, 426.

Sankiaho R., 362.

Sansot P., 285, 306.

Sapir E., 179, 209, 234, 250, 264, 306, 431, 534.

Sarason L G., 28, 135.

Sarf H., 2, 135.

Sarlvik B., 408.

Sartori G., 285, 306, 351, 426, 513, 534, 623, 641.

Sartre J.-P., 15, 130, 538, 573.

Saudan A., 340, 426.

Saussure F. de, xi, 540-544, 546, 573, 587.

[695]

Sauvy A., 601.

Sawyer J., 91, 135.

Scalapino R., 441, 534.

Scammon R. M., 410, 426.

Scase R., 679.

Sghaar J. H., 29, 132.

Schachter S., 632, 639.

Schaeffer P., 575, 601.

Schain M., 674, 681.

Schapiro L., 46, 135.

Schattschneider E. E., 487, 534.

Scheflin A., 135.

Schein E., 108, 135.

Scheler M., 149, 163.

Schelling T., 159, 163.

Schemeil Y., xi, xiii, 172, 227, 237, 241, 266, 275, 277, 279, 282, 292, 293, 298, 300, 302, 303, 304, 306, 323, 441, 442, 531.

Schilder P., 163.

Schissler J., 300, 306, 307.

Schleifsten J., 655, 680.

Schlesinger A. M. Jr, 68, 72, 79, 93, 135.

Schlesinger J. A., 35, 135, 617, 641.

Sghmidt H., 626, 641.

Schmidt S., 531, 534, 603, 641.

Schmidt-Scheeder G., 601.

Schmitt C., 151, 152, 163.

Schmitter P. C., 504, 525, 53i, 534, 673, 680, 681.

Schnapper D., 244, 666, 679.

Schneider W., 600.

Schonfeld W. R., 207, 234, 335, 426, 485, 492, 493, 495, 534.

Schöpflin G., 258, 307.

Schramm N., 601.

Schubert G., 135.

Schumacher K., 124.

Schuman R., 39, 47.

Schumann M., 415.

Schumpeter J., 257, 350, 426, 603, 609, 610, 611, 641, 649, 650, 666, 681.

Schur M., 156, 163.

Schwartz D. C., 121, 134, 135, 234.

Schwartz J. J., 234.

Schwartz S., 134, 234.

Schwarzenberg R. G., 77, 135, 321, 363, 426, 601.

Schweisguth E., 289, 381, 388, 390, 421, 423.

Scott J. C., 438, 531, 534, 603, 641.

Scott J. P., 121.

Scott R. E., 252, 437, 534.

Searing D. D., 170, 234.

Searle J. R., 552, 570, 573.

Searles H., 155, 163.

Sears D. O., 135, 167, 168, 169, 170, 195, 199, 207, 218, 224, 234, 370, 424.

Seeman M., 29, 135.

Segall M. H., 135.

Segot R., 319.

Segré M., 216, 234.

Seiler D. L., 408, 426, 445, 446, 448, 449, 451, 534.

Self P., 668, 681.

Seligman L. G., 633, 634, 635, 641.

Seligman R. A., 532, 534.

Selznick P., 632, 641, 672.

Serres M., 83.

Servan-Schreiber J.-J., 415, 601.

Sfez L., 520, 534.

Sevin H., 494, 534.

Shaknazarov G., 238.

Shannon C. E., 576.

Shapiro M., 324, 426.

Shaver P., 26, 134.

Shaw M., 177, 681.

Sheatsley P. B., 129.

Sheehan N., 81.

Sheldon W. F., 11, 136.

Shils E. A., 25, 114, 136, 662.

Sher G., 300, 304.

Sidey H., 136.

Siegel S., 91, 136.

Siegfried A., 11, 136, 280, 307, 320, 411, 416, 424, 426, 577.

Sigel R., 139, 169, 234, 235.

Siger T., 130.

Sighele S., 97, 98, 99, 100, 101, 136.

Sihanouk N., 39, 44, 46.

Silbiger S., 235.

Sills D. L., 129, 134.

Silvern L., 31, 136.

Simeon R. E. B., 240, 252, 253, 292, 303.

Simon H. A., 581.

Simon M., 165, 176, 193, 194, 232, 321, 334, 342, 346, 348, 351, 354, 372, 377, 382, 393, 396, 402, 425, 464, 532.

Simpson G. G., 136.

Sineau M., 223, 232, 343, 349, 358, 361, 390, 418, 425, 615, 620, 641, 642.

Singer M., 136.

Singly F. de, 205, 222, 223, 233.

Siwek-Pouydesseau J., 136.

Sjöblom G., 508, 534.

Shilling G., 300, 307.

Skinner B. F., 11, 59, 136.

Skocpol T., 669, 670, 674, 675, 679, 681, 682.

Skolnik J., 426.

Skowronek S., 669, 681.

Slama A. G., 477, 534.

Slater P. E., 43, 120.

Small M., 136.

Smelser N., 136.

Smith A. B., 136.

Smith B., 601.

Smith D., 465, 534.

Smith G., 86, 136.

Smith G., 303, 519, 534.

Smith H. P., 136.

Smith M. B., 17, 21, 22, 40, 136, 377, 426.

Smith M. G., 429, 534.

Sniderman P., 20, 136, 326, 426.

Snyder R. C., 44, 85, 86, 92, 134, 136.

Sohm R., 114.

Solal L., 601.

Solari A., 640.

Soljenitsyne A., 95, 107.

Solomon R. H., 259, 307.

Somit A., 7, 9, 10, 132, 135, 136.

Sommerlad E. L., 601.

Sophocle, 53.

Sorauf F., 493, 535.

Sorel G., 101, 102, 136.

Sorel M., 668, 681.

Sorensen T. C., 74, 75, 76, 136.

Sorokin P. A., 110, 113, 136.

Soudière M. de La, 228.

Soustelle J., 63, 136.

Spaeth J., 225, 229.

Speer A., 163.

Spencer H., 97.

Spengler O., 261.

Sperber M., 12, 137.

Spinoza B., 34.

Spiro M., 226, 235.

Sprague J. D., 617, 639.

Srole L., 29, 137.

Stagner R., 23, 137.

Staline J., 46, 64, 83, 86, 88, 93, 94, 115, 130, 138, 427, 473, 493, 509.

Stanton A., 131.

Stanton E. M., 63.

Stanworth P., 640, 642, 668, 681.

Stark S., 137.

Stark W., 114, 137.

Starr H., 87, 93, 137.

Steck H., 477, 535.

Steele R. S., 132.

Stéfane A., 142, 163.

Stein A., 102.

[696]

Stein C., 156, 163.

Steiner G. A., 17, 121.

Steiner J., 491, 492, 513, 535.

Steinkemper B., 666, 681.

Stepan A., 670, 681.

Stephens, 386.

Stephens J., 137.

Stern Frederick, 581.

Stern Fritz, 296, 307.

Stevens O., 221, 235.

Stevenson A., 64, 78, 116.

Stevenson H. M. D., 292, 305.

Stevenson H. W., 231.

Stewart A. J., 137.

Stewart J. D., 463, 535.

Stewart J. H., 264.

Stewart L. H., 34, 137.

Stiefbold R., 228.

Stierlin H., 142, 163.

Stimson H. L., 72.

Stimson J. A., 411, 421.

Stoetzel J., 102, 137, 297, 298, 307, 582.

Stone W. F., 28, 32, 137.

Stores D., 195, 200, 228, 323, 329, 331, 332, 357, 375, 384, 386, 395, 396, 405, 408, 421, 527, 582, 583, 599.

Stouffer S. A., 16, 137.

Stouthard P. C., 394, 425.

Stradling R., 170, 235.

Strauss E. W., 14, 137.

Strauss O., 68.

Strickland D. A., 54, 137.

Strinati D., 674, 681.

Strodtbeok F. L., 376, 423.

Stuart D., 87, 93, 137.

Studler D. T., 301, 307.

Subileau F., 202, 218, 219, 233, 335, 357, 427, 480, 482, 535.

Suci G. J., 233.

Sukarno A., 39, 122.

Suleiman E., 37, 137, 604, 642, 666, 681.

Sullivan E. V., 231.

Sullivan J. L., 410, 427.

Summers D. A., 90, 127, 137.

Sutton-Smith B., 137.

Svăsand L., 444, 535.

Svensson P., 202, 232.

Swann A. de, 516, 535.

Swanson B. E., 420.

Swanson G., 120.

Swingle P. G., 137.

Taohau F., 642.

Taft R., 48, 53, 61, 137.

Taine H., 96, 97, 98, 100, 137.

Tanenbaum E., 301, 306.

Tannenbaum P. H., 233.

Tapp J. L., 230, 235.

Tapper T., 216, 235.

Taras R., 258, 304.

Tarde G., 97, 98, 99, 100, 101, 118, 125, 137.

Tarrow S., 230, 438, 440, 535.

Tarschys D., 669, 681.

Tavernier Y., 361, 427.

Taylor C. W., 31, 137.

Taylor J. A., 28, 137.

Taylor Maxwell, 82.

Taylor Michael, 513, 514, 515,, 531, 535.

Taylor P. J., 404, 427.

Tchakhotine S., 137, 589, 592, 601.

Tedin K. L., 212, 235, 600.

Tegenbos G., 528.

Teitgen J., 137.

Teitgen P. H., 67.

Templeton F., 29.

Tepperman L., 292, 302.

Terhune K. W., 137.

Terrou F., 601.

Tessler M., 294, 307.

Testanière J., 217, 235.

Tey J., 537, 573.

Thatcher M., 63, 479, 615.

Therborn G., 670, 681.

Thibaudet A., 472, 535.

Thiec Y. J., 101, 138.

Thœnig J. C., 666, 673, 679, 681.

Thom R., 148, 163.

Thomas E. L., 225, 235.

Thomas J.-P., 133, 372, 425.

Thomas K., 668, 681.

Thompson D. F., 324, 352, 427.

Thompson W. E., 137.

Thorez M., 508, 550, 569, 573.

Thorson T., 137.

Thuillier G., 666, 681.

Tiersky R., 474, 535.

Tilly C.,, 28l, 663, 675, 679, 682.

Timasheff N. S., 137.

Timsit G., 668, 682.

Tinbergen N., 7.

Tingsten H., 319, 427.

Tipton L. P., 228.

Tito J., 86, 89.

Tivey L., 677, 682.

Toch H., 133.

Tocqueville A. de, 112, 113, 137, 257, 645, 675, 679, 680, 682.

Todd E., 406, 424, 427.

Toinet M.-F., 207, 234, 418, 427, 613, 615, 642.

Tolley H. Jr, 235.

Tomkins S. S., 28, 138.

Torney J., 169, 188, 197, 202, 207, 216, 223, 230, 235.

Touchard J., 405, 416, 427, 473, 535, 554.

Touraine A., 398, 399, 402, 427.

Tournier M., 554, 573.

Tournon J., 285.

Tournoux R., 77, 82, 138.

Toussaint-Desmoulins N., 601.

Tramoni P., 538.

Treanton J. R., 101, 138.

Treserra M., 235.

Trevor-Roper H. R., 65, 138.

Triandis H. C., 90, 138.

Tricot B., 65, 67, 138.

Trimberger E. K., 670, 682.

Trotsky L., 19, 26, 39, 46, 51, 54, 138, 139.

Troubetskoy N. S., 542.

Trow M. A., 532.

Truman D. B., 431, 432, 443, 459-462, 465, 489, 523, 524, 535, 647, 682.

Truman H. S., 36, 50, 53, 62, 63, 68, 71, 72, 73, 74, 79, 80, 86, 87, 88, 138, 582.

Tuchfarber A. J., 420.

Tucker R. C., 32, 46, 54, 55, 86, 114, 115, 116, 138, 307.

Tufte E. R., 411, 427.

Tugwell R. G., 72, 138.

Tunstall J., 601.

Tunteng P. K., 301, 307.

Turckle S., 142, 163.

Turner H. Jr, 680.

Turner P. H., 138.

Turner R. W., 83, 138.

Tyler S., 271.

Tylor E. B., 263-268, 271, 273, 298, 307.

Tyrrel R., 601.

Ulam A. B., 253, 276, 302.

Urry J., 668, 682.

Urwin D. W., 300, 301, 456, 457, 458, 534.

Vaillancourt P. M., 169, 235.

Valbert R., 99, 138.

Valen H., 617, 624, 642.

Valentine C. A., 294, 307.

Valéry P., 82.

Van Kaam A., 14, 138.

Vanzetti B., 93.

Varga I., 655.

Vedel G., 314, 320, 356, 421, 425, 427.

Veil S., 615.

Verba S., 85, 93, 113, 138, 194, 217, 227, 233, 237, 241, [697] 243, 246-249, 251-256, 258-262, 266, 267, 269, 273, 283, 293, 297, 298, 300, 301, 303-307, 311-314, 316, 317, 318, 322-326, 329, 330, 333, 334, 336, 337, 338, 343-347, 349, 351, 352, 353, 359, 360, 361, 364, 377, 408, 410, 420, 421, 425, 426, 427, 463, 480, 526, 533, 535.

Verdiglione A., 144, 163.

Vernant J.-P., 143, 150, 158, 163.

Vernon R., 262, 307.

Véron J., 614, 642.

Verrier P., 138.

Veyne P., 322.

Victoroff D., 601.

Viderman S., 155, 163.

Vincent G., 235.

Vincent J.-M., 527, 656, 682.

Vinci L. de, 54, 125, 126.

Viros R., 235.

Vito F., 504, 535.

Viveret P., 241, 259, 288, 306, 534.

Voltaire F. M., 567.

Voorhis J., 138.

Vovelle M., 549, 573.

Voyenne B., 601.

Vulpian A. de, 377, 427.

Vygotsky L. S., 204, 235.

Wackman D. B., 228.

WahlkeJ. C., 138, 629, 639.

Wakeford J., 668, 682.

Walker J., 324, 427.

Walker S. G., 138.

Wallach M. A., 90, 130.

Wallas G., 351, 504, 535.

Wallerstein M., 660, 681.

Wallon H., 178, 210, 235.

Walter J. A., 54, 60, 138.

Wann T. W., 15, 132, 138.

Ward D., 86, 138.

Ward L. S., 228.

Ware A., 489, 535.

Warren, 531.

Warwick D., 232.

Washington G., 47.

Wasmund K., 228.

Watanuki J., 362.

Waterbury J., 529, 532.

Watson J. B., 10, 138.

Wattenberg B. J., 410, 426.

Watson J., 580.

Watzlawick P., 160, 162.

Weaver W., 576.

Webb B. et S., 487, 535.

Weber A., 527.

Weber M., 60, 114, 115, 116, 138, 142, 144, 248, 278, 312, 432, 535, 538, 609, 610, 617, 632, 638, 642, 648, 652, 661, 662, 682.

Webster C., 229.

Wei Y., 259, 307.

Weil S., 485, 535.

Weill A. M., 234.

Weill C., 117, 138.

Weill P., 229, 295, 303, 353, 422, 466, 532.

Weiner M., 313, 427, 432, 433, 445, 441, 531, 533, 534, 535.

Weingrod A., 438, 535.

Weinstein E. A., 139.

Weir M., 669, 682.

Welch S., 139.

Welch W. P., 498, 499, 535.

Welles O., 79.

Welsh W. A., 632, 633, 642, 668, 682.

Werth N., 343, 427.

Wheeler H., 90, 139.

White E. S., 235.

White J. W., 293, 307.

White L. A., 264.

White R. K., 85, 139, 633, 640.

White R. W., 17, 40, 136, 138, 139, 426.

White S., 258, 300, 307.

White T. H., 601.

Whitehead L., 498, 535.

Whiting A. S., 89, 128.

Wiatr J., 237, 238, 256, 307.

Wicker T., 139.

Wightman G., 258, 259, 302.

Wildavsky A., 115, 139, 669, 682.

Wildenmann R., 533.

Wilenski N. M., 630, 631, 639.

Wilkie W., 60.

Wilkinson R., 216, 235.

Williams A. P., 292, 305.

Williams P., 512, 529.

Williams R., 498, 535.

Willis P., 217, 235.

Willis R. H., 89, 129.

Wilson E., 139.

Wilson F., 504, 506, 507, 536.

Wilson G. D., 7, 30, 125, 139.

Wilson J., 292, 307.

Wilson J. Q., 41, 139, 466, 480, 482, 489, 526, 528, 536.

Wilson W., 17, 20, 28, 34, 39, 47-52, 54, 55, 59, 61, 76, 79, 80, 87, 88, 89, 121, 125, 126, 138, 139, 147, 161.

Windish U., 139.

Winkel, 531.

Winn M., 601.

Winnicott D. W., 157, 163.

Winter D. G., 139.

Wise D., 80, 139.

Wisnitzer L., 139.

Wittfogel K., 654, 682.

Wolf E. R., 440, 536.

Wolfenstein E. V., 19, 54, 64, 134, 139.

Wolfenstein M., 235.

Wolff W., 39, 139.

Wolowitz H. M., 18, 139.

Woodward B., 121.

Woodward J. L., 314, 344, 427.

Wooton G., 484, 536.

Worms J. P., 673, 682.

Wright E. O., 675, 682.

Wright J. H., 30, 128.

Wright V., 673, 680.

Wright W., 487, 488, 536.

Wyatt E., 139.

Wyckoff G., 601.

Wylie L., 112, 139, 241, 293, 307.

Yarmolinshy A., 139.

Yates F., 565, 573.

Yorre I., 601.

Young C., 526.

Young K. T., 90, 139.

Ysmal C., xii, xiii, 35, 335, 421, 603, 614, 617, 618, 619, 623, 624, 625, 627, 629, 630, 631, 639, 641, 642.

Zaninovitch M. G., 300, 302.

Zapf W., 666, 682.

Zartman I. W., 642.

Zechmeister K., 90, 139.

Zeitlin M., 669, 681, 682.

Zeldin T., 112, 139.

Zetteberg H. L., 362, 386.

Zetterbaum M., 682.

Ziegler D. J., 128.

Zola E., 97, 98, 102.

Zou En-Lai (ou Chou En Laï), 39, 44.

Zuckerman A., 441, 536.

Zweig S., 150, 163.

Zweigenhaft R., 617, 642, 668, 682.

[698]

[699]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

INDEX THÉMATIQUE [[493]](#footnote-493)\*

[Retour au sommaire](#sommaire)

Abstentionnisme, 418.

Action politique, 312.

Accès au pouvoir politique (des groupes politiques), 469-470, 503-504.

Accomplissement, 20-21.

Acculturation politique (modes d’–), 173-177, 203-204.

Acteurs politiques (nouveaux –), 362-363.

Activité professionnelle : – et orientation politique, 390-391 ; – et participation politique, 338.

Adhésion aux groupes politiques, 478, 479-480, 499-501.

Administration, 663-668. Affectivité, 106-107, 114-115 ; – et socialisation politique, 176, 186.

Âge : – et élites, 613-614 ; – et orientation politique, 387, 388 ; – et socialisation politique, 221-222 ; – et sur représentation politique, 613-614.

Agrégation des conduites individuelles, 237, 250-251.

Agressivité, 85, 93, 145. Aliénation-anomie, 29.

Anthropologie (–et politique), 545-547, 548-549, 566.

Anthropologie historique (– et culture politique), 259, 260-274.

Anxiété, 27, 28-29.

Appartenance de classe (– et participation politique), 338.

Appartenance ethnique : – et culture, 292-293 ; – et participation politique, 344-345, 354,

Appartenance religieuse : – et groupe politique, 456-457 ; – et participation politique, 344, 359.

Appartenance sociale : – et groupe politique, 456-458 ; – objective, 380-86, 393 ; – subjective, 395-397.

Attitude : direction de l’–, 370 ; intensité de l’–, 370-371.

Attitudes politiques, 22 ; – (définition), 368 ; échelle et système d’–, 368-375 ; systèmes d’–, 243, 244-245, 247-251, 270.

Attraction sociale des partis (indice d’–), 452-456.

Autocensure, 149-151.

Axe gauche/droite, 30-31 372-376, 380.

Base sociale (des partis), 451.

Behaviorisme, 10-11 ; 167-169 ; – et médias, 580.

Besoins, 15-22.

Bipartisme, 464, 510-511, 513.

Capitalisme monopoliste d’État, 655.

Caractérologie des hommes politiques, 147.

Censure, 145, 149-151.

Champ politique : diversification du –, 362-363 ; – d’un individu, 369.

Changement électoral, 411 -417, 418-419.

Changements politiques (– et culture), 300.

Charisme, 113-118.

Chef de l’Exécutif (psychologie politique), 44-60.

Civilisation, 282-283.

Classe dirigeante, 605, 667-668 ; – et classe politique, 649-650.

Classe sociale : – et socialisation politique, 207, 220 ; – et surreprésentation politique, 616-619.

Clientèle/parentèle (– et groupes de pression), 438, 441-442, 476-477.

[700]

Clientélisme politique (– et partis), 438-442.

Clivage politique (– et partis), 443-463.

Clivage socio-économique (– et orientation politique), 380-386.

Coalitions (théories des –), 514-516.

Code politique, 180.

Collégial (modèle–), 75-76.

Communication : – et politique, 153-158 ; – politique, *537-601.*

Compétence des groupes politiques, 502.

Compétence politique, 174-175, 315-316, 318, 326, 333, 356, 608-609 ; – et préférence politique, 204 ; – et intérêt pour la politique, 205-206 ; – et origine sociale, 335-337 ; – et position sociale, 207 ; – et rapport au travail, 343.

Compétitif (modèle –), 72-74.

Comportement, 243, 247-248, 270.

Comportement motivé (définition du –), 367-368.

Compréhension, 249, 266.

Concentration sociale des partis (indice de –), 453-456.

Concurrence entre partis, 468-497.

Concurrence politique, 609-610.

Conduite : systèmes de –, 245 ; 247-251 ; – verbale/non verbale, 249, 289.

Confiance en soi, 47.

Conflits infantiles, 39-41, 54.

Conflits politiques (– et partis), 466-467.

Conformisme, 108-111.

Consensus politique (– et partis), 466-467.

Conservatisme, 30.

Consultations électorales, 412.

Contagion, 192, 194, 215.

Contexte : – et engagement politique, 34-35 ; – et socialisation,  
181-183, 194, 196-197, 218-219.

Contrainte (intériorisation/extériorisation), 237, 246.

Contraintes institutionnelles, 467-471.

Contrat (– et politique), 153.

Contre-culture, 290, 293-295.

Contrôle des dirigeants (– et groupes politiques), 490-494.

Contrôle social (– et État), 663.

Corporatisme, 673-674 ; – et néo-corporatisme, 504.

Corruption politique, 498.

Crise : – des groupes politiques, 490-491 ; – fiscale, 658.

Croyances, 368 ; – politiques *(Belief-systems),* 248, 252, 253.

Culturalisme, 273.

Culture (définition de la –), 260-261, 263-272, 273-274, 298 ; – et *Kultur,* 204-241, 279-280.

Culture civique, 256-257.

Culture (s) politique (s), *237-309,* 376-377, 394-406, 416-417 ; – et intensité de l’engagement politique, 324, 355-356, 359 ; – et pratiques politiques, 323.

Cultures régionales, 292.

Décision, 91-92 ; – dans les partis politiques, 491-492.

Délinquance (– et pratiques politiques), 364-365.

Démocratie : – et État, 644-646 ; – et médias, 598-599 ; – et participation politique, 318-329, *325, 351-354 ;* – représentative, 606-607.

Démographie (– et orientation politique), 404-405, 417.

Dépolitisation, 320.

Désinformation, 593.

Développement politique (– et groupes de pression), 442-443.

Déviance (des pratiques politiques), 361-366.

Dialogue, 157.

Différenciation organisationnelle, 437.

Diffusionnisme, 265.

Discours politique, 38-39, 339-341, *538-575 ;* – et orientation politique, 406 ; – et participation, 338-341, 365.

Discussion politique, 193, 578, 630-631.

Distance idéologique, 474-475, 515.

Distribution sociale (– et participation), 327-330, 333-344.

Division du travail, 607-608 ; – politique, 342.

Dogmatisme, 26-27.

Domination (sociale / symbolique), 172, 178.

Don, 610-611, 638.

Échange politique, 610-611.

Échange social (– et culture), 275.

Échec (politique), 49-52.

École (– et famille), 173-177, 209-217.

Élites, 647-651 ; 659-660, 662, 663-668, 671-672 ; – et culture, 290-291.

Élites politiques, *603-642 ;* autonomie des –, 604-611 ; définition des –, 603-604.

Élitisme (– et participation politique), 350-351.

Élitistes (théories), 647-651.

Engrenage politique, 80.

Enjeux politiques (– et orientation politique), 408-411.

Ennemi, 92-95, 151-153.

Entourage politique, 60-77.

Espace politique, 149.

Estime de soi, 19-30.

État : définition de l’–, 663 ; – différenciation et dédifférenciation, *643-682 ;* – et économie, 656, 662 ; – et lutte des classes, 655-656 ; – typologie, 654-655, 663.

Éthologie (– et politique), 6-10.

Éthos, 248, 289.

Évènement (– et structure), 246, 275-277.

Évolutionnisme, 264, 265.

[701]

Exclusion du politique, 321.

Exclusion politique, 611-629.

Existentialisme, 14.

Expérience historique (– et culture), 257-258.

Explication, 266.

Factions, 495.

« Familiarisation » (aux valeurs), 175, 187.

Famille : – et école, 173-177, 209-217 ; – et orientation politique, 406 ; – et politique, 577-583 ; – et socialisation politique, 630-632.

Familles politiques, 295-298.

Fidélité, 61-63.

Financement des groupes politiques, 498-499.

Fonction (des groupes politiques), 517-522.

Fonctionnalisme, 266-268.

Fonction gouvernementale, 518-521.

Foule (s) : définition des –, 96, 99 ; psychologie des –, 95-104.

Frustration, 39-41, 55-57, 116.

Gauchisme, 30-31.

Géographie politique, 403-404.

Gouvernants / gouvernés, 207, 605-608.

Gouvernement (– et partis politiques), 468.

Groupe (s), 104-108 ; – à vocation permanente, 462 ; – *ad hoc,* 461 ; définition des –, 43i, 523-525 ; – et individu, 523.

Groupes de pression : définition des –, 432-434 ; échec des –, 504, 520-521 ; fonctions des –, 521-522 ; intérêts des –, 431, 458-462.

Groupes d’intérêts, 458-462 ; alliance des –, 516-517.

Groupes politiques, *429-536 ;* force numérique des –, 499-501.

Guide d’opinion, 578.

*Habitus,* 173.

Hauts fonctionnaires, 662, 663-668.

Hiérarchique (modèle –), 70-71.

Histoire (– et psychologie politique), 1-3, 55, 111-112.

Homosexualité, 18.

Idéal (– et culture), 287-288.

Identification : et socialisation, 176, 179-180 ; – communautaire (– et participation), 344-348 ; nationale/partisane, 192 ; – nationale (symbole de l’–), 187-188.

Identification partisane, 168-170, 370-371, 407-408, 481 ; – des enfants, 193-194 ; – et engagement, 346-347 ; – et idéologie, 195-197 ; – et participation, 353-354 ; – typologie, 195.

Identité, 241, 243, 244, 254, 269, 284 ; – sociale et politique, 199 ; – sociale et orientation politique, 398-399.

Idéologie(s), 24, 285-289, 547-552 ; analyse linguistique des –, 553-555 ; – et groupes de pression, 475 ; – et intensité de l’engagement politique, 349-350 ; – et mythes, 548 ; – politiques et orientations politiques, 410 ; – et participation, 310-346 ; – et partis politiques, 472-475 ; stabilité des –, 549-551 ; structuration des –, 555-560.

Image du groupe politique, 504-505.

Imaginaire, 285.

Inconscient (– et politique), 141-148.

Influence : – des groupes de pression, 520-521 ; – des médias, 575-586 ; – des partis au pouvoir, 518-520.

Information, 87-89 ; – et groupes politiques, 502-503.

Institutionnalisation (des groupes politiques), 435-443.

Interdits culturels, 274-275.

Intérêts, 241, 243, 244, 254 ; – et groupes politiques, 459, 521-522.

Intérêt pour la politique, 205-206.

Interlocution (psychanalytique), 154-157.

Interprétation, 246, 247.

Investissement affectif, 147-148.

Langage : composantes du –, 541-545 ; – et politique, *537-572.*Langage politique, 339-341, 537-545, 560-572 ; – et action politique, 570-571 ; – et violence, 538-539.

Langue et parole, 541-545 ; – politiques, 545-552.

Institutions : – et partis politiques, 471 ; signification culturelle des –  
276-279.

Intégration sociale (– et socialisation), 179-180, 182.

Intensité doctrinale (– et partis politiques), 472-473.

Interaction, 431.

Lapsus (politique), 145.

Leaders, *603-642 ;* – et psychologie politique, 44-60, 114-118.

Leadership : fonctionnement du –, 633 ; typologie du –, 633-638.

Législation et programme, 518.

Légitimité des groupes, 463-467, 499 ; – et culture, 463-465.

Lexicologie politique, 553-555.

Libéralisme, 296-297.

Lois électorales : – et systèmes de partis, 501, 511-512.

Loyauté politique, 61-63, 256-258, 276.

Machiavélisme, 28.

Manichéisme, 94-95.

Manipulateur, 81.

Marketing politique, 592-593.

Marxisme, 652-660.

Masses, 96.

Matérialistes et post-matérialistes (valeurs), 401-402.

Mensonge politique, 81.

[702]

Mentalités, 112, 283-284.

Méta-langage politique, 546-552.

Militantisme : des syndicats, 486-487 ; et partis politiques, 480, 482-483 ; rétribution du –, 480-481.

Mobilisation 674-676 ; – politique, 444.

Mobilité sociale : – et orientation politique, 384-385 ; – et politique, 625.

Modèles de référence (– et psychologie politique), 47.

Moi (défense du –), 49-52.

Monopole d’embauche *(closed shop),* 478-479.

Multipartisme, 510-511, 513.

Mythe (s), 259, 284-285, 545-547 ; – et médias, 587.

Nationalisme, 112-113, 188-191.

Naturalisme, 265, 273.

Nature humaine (– et culture), 268.

Nazisme, 676-677.

Négociation politique (– et psychologie politique), 89-91.

Niveau d’instruction : – et élites, 616-619, 627- 629 ; – et participation, 338-341, 359 ; – et surreprésentation politique, 616-619, 627, 629.

Œdipe, 142, 148, 149-150.

Offre électorale et orientation politique, 407, 413-414, 417-418.

Oligarchie, 484-485, 606-607.

Opinion (production d’–), 175.

Opinion publique, 289.

Organisation et groupes politiques, 484-490, 501-502.

Orientation politique, 251, 367-*419 ;* définition de l’–, 367 ; facteurs de l’–, 407-408 ; – individuelle, 367-375.

Origine sociale (des élites), 616-619, 625-629.

Paradigme lasswellien (– et médias), 576-581.

Participation politique, 206, *311-366 ;* – comme norme, 313, 316-318, 319, 322, 327, 351\_353, 366 ; conception de la –, 350-357 ; définition de la –, 311-315 ; – et participation électorale, 327, 348-349 ; – et évolution de la notion, 319-325 ; – et formes, 312-313, 330-333, 335, 358-360 ; intensité de la –, 326-327, 357 ; logique sociale de la –, 334-335 ; représentation de la –, 311-312, 315-325.

Parti : appoint, 516 ; – « attrape-tout », 458 ; – charnière, 516 ; – clientéliste, 489 ; – club, 489 ; – d’avant-garde, 489 ; – de cadres, 482, 488, 489, 505 ; – de comités, 489 ; de conscription, 489 ; – de masses, 482-487, 488-489, 505 ; – direct, 483 ; – indirect, 483-484 ; – pivot, 516 ; – stratarchique, 487 ; unique, 513.

Partis politiques, 429-436 ; définition des –, 432-434 ; dépersonnalisation des –, 437 ; durée d’existence des –, 435-436 ; – et psychologie politique, 106 ; fonctions des –, 488, 521-522 ; genèse des –, 443-451.

Pathologie, 39-41, 98 ; – de la vie politique, 145-148.

Patrimoine (– et orientation politique), 397-398.

Pensée sauvage (– et pensée politique), 565-569.

Permanents : – des groupes et partis, 480-483.

Personnalité : définition de la –, 4-5, 22, 23 ; – autoritaire, 23-26 ; – et engagement politique, 34-41 ; – politique et persuasion, 584 ; système de la –, 377-378.

Persuasion : – et interlocuteur, 588 ; – et message, 584-585 ; – et  
personnalité politique, 584.

Pluralisme, 646-651.

Polarisation (– des systèmes d’attitude), 295.

Politique : autonomisation du –, 648-651, 654, 657 ; définition du 313\_314 ; définition du – et culture, 254, 270-271 ; repérage du –, 202.

Politique publique, 669.

Pouvoir, 142, 148-152 ; attirance du –, 36-39. – charismatique, 114-118 ; – dans les groupes politiques, 492-494 ; – et langage, 539 ; – et psychologie politique, 46, 114-119 ; sous-systèmes de – 516-5l7.

Pratiques politiques : cumul des –, 331-333 ; diversité des –, 357-361 ; hiérarchie des –, 332-333 ; légitimité des –, 315, 361, 365-366.

Pratique religieuse : – et orientation politique, 391-394, 402-403 ; – et socialisation politique, 201, 220-221.

Préférences partisanes, 192-197.

Presse, 79-80 ; – et politique, 582-583.

Professionnels de la politique, 41, 609-610.

Propagande, 588. Psychanalyse et politique, 11 -15, 101, *141-160.*

Psychologie politique, *1-139 ;* – collective, 84-119 ; – comme discipline, 103 ; – et élites, 632-633 ; – et histoire, 55, 111-112 ; – et révolution, 32-33, 113.

Pulsions (– de vie et de mort), 148-153.

Rationalité politique, 323-324.

Recrutement (– des groupes politiques), 477-484.

Refus de la participation, 323, 355-356.

Relations internationales (– et psychologie politique), 84-95.

Représentations, 249.

Représentativité : – des groupes de pression, 451-458 ; – des partis politiques, 462.

[703]

Reproduction des élites, 611-632 ; – du Parti communiste, 623-624 ; – des Partis conservateurs, 624-625 ; – du Parti socialiste, 624-625.

Reproduction idéologique, 184.

Reproduction politique, 184, 210-218 ; – et famille, 210-215 ; – par l’école, 215-218.

Ressources politiques (– des groupes politiques), 461, 487-510.

Revendications sociales et professionnelles, 476.

Revenus (– et participation politique), 337-338, 358.

Rêves, 146, 153-159.

Révolution, 675 ; – et psychologie, 32-33, 113.

Rhétorique politique : figures de –, 561-564 ; fonctions de la –, 561 ; permanence de la –, 564-565.

Rigidité (–psychologique), 23-26.

Rites et rituels, 270, 272-273, 284.

Rôle politique, 45-60.

Sectarisme, 26.

Sécurité, 16-17.

Sémantique, 543-545.

Sémiologie politique, 339-341.

Sens commun, 280-282, 297.

Sexe : et élites, 615-616 ; – et engagement politique, 43 ; et orientation politique, 388-391 ; – et participation, 342, 346-348 ; – et socialisation politique, 222-223 ; – et surreprésentation, 615-616.

Signifiant/signifié, 546.

Situation, 244-247, 276-279, 299.

Socialisation, 260-261.

Socialisation politique, *165-235 ;* – des élites, 629-632.

Société civile/politique (– et État), 653-655, 660.

Sous-culture, 253, 290-293.

Souveraineté, 644-646.

Stratégie : – des groupes de pression, 506-507 ; – des groupes politiques, 469-470, 505-510 ; – des partis politiques, 507.

Structure : – et évènement, 246, 275-277.

Structurelle (approche – des groupes politiques), 429-430.

Style national, 112.

Style politique, 77-80, 247-248.

Surmoi, 50.

Surreprésentation politique, 611-629.

Susceptibilité, 64.

Symbole, 187-188, 250 ; – et politique, 537-539.

Système électoral, 412-413.

Système partisan (– et orientation politique), 371-372.

Système social, 377.

Systèmes de partis, 510-517 ; – et lois électorales, 511-512 ; – et sous-systèmes de partis, 512-513 ; typologie des –, 510-514.

Systèmes politiques : – et orientation politique, 412-415, 418-419.

Systémiques (approches –), 651-652, 657.

Tactique : – des groupes de pression, 506-507 ; – des groupes politiques, 469-470, 509-510 ; – des partis politiques, 507.

Taxinomies politiques (logique des –), 555-560.

Technocratie, 627-629.

Télévision (– et politique), 581-582.

Temps (– et orientation politique), 378-379.

Tolérance, 27.

Totalitarisme, 676-677.

Tradition(s) : – culturelles et orientation politique, 402-406 ; – et psychologie politique, 110 ; – politique, 549-551.

Traits psychologiques : – et politique, 21, 43.

Types psychologiques, 20-21, 24-25, 43.

Typologie : – des familles de partis, 445-451 ; – des groupes politiques, 484-490 ; – des partis, 489.

Univers culturel (– et culture politique), 252-253, 268.

Univers politique, 289.

Valeurs, 175, 187, 247-249, 289-290 ; systèmes de –, 376, 399-402.

Violence, 148-152 ; – et langage politique, 538-539.

Vote : – et classe sociale, 386 ; – et pratique religieuse, 391-394.

[704]

[705]

**TRAITÉ DE SCIENCE POLITIQUE.**

Tome 3. L’action politique

Table des matières

[Retour au sommaire](#sommaire)

[Auteurs de ce volume](#Traite_t3_auteurs) 3 [IV]

[Sommaire](#Traite_t3_sommaire) [V]

[Plan général](#Traite_t3_plan_general) du *Traité de science politique* [VI]

[PRÉSENTATION](#Traite_t3_presentation), *par M. Grawitz* [IX]

[**CHAPITRE I**](#Traite_t3_chap_I)**.  
PSYCHOLOGIE ET POLITIQUE**,  
*par M. Grawitz* [1]

[*Introduction*](#Traite_t3_chap_I_intro)[1]

1. [Causes du retard et des récents progrès de la psychologie politique](#Traite_t3_chap_I_intro_1) [1]

2. [Psychologie et personnalité](#Traite_t3_chap_I_intro_2) [4]

*Section 1* - [*Psychologie générale et comportement politique*](#Traite_t3_chap_I_Sec_1) [6]

1. [Théories et recherches à partir d’une conception de la nature humaine](#Traite_t3_chap_I_Sec_1_1) [6]

*A. Théories faisant appel à la biologie et à l’éthologie* [6]

*B. Théories privilégiant l’environnement : le behaviorisme* [10]

*C.* *Théories privilégiant le psychisme et les besoins de l’être humain* [11]

*D. Les besoins* [15]

1. Le besoin de sécurité [16]

2. Le besoin d’affection et d’appartenance [17]

3. Le besoin d’estime de soi [19]

4. Le besoin d’accomplissement [20]

2. [Théories et recherches sur les attitudes, opinions, traits de personnalité et typologies](#Traite_t3_chap_I_Sec_1_2) [21]

*A. La personnalité autoritaire* [23]

*B. Dogmatisme [26]*

*C. Dureté-tendresse* [27]

[706]

*D. Machiavélisme* [28]

*E. Anxiété et intolérance à l’ambiguïté* [28]

*F. Anomie, aliénation* [29]

*G. Libéralisme, conservatisme, droite, gauche* [30]

*Section* 2 - [*L’homme politique*](#Traite_t3_chap_I_Sec_2) [34]

1. [Qui fait de la politique et pourquoi ?](#Traite_t3_chap_I_Sec_2_1) [34]

*A. Les conditions* [34]

*B. Les motivations* [35]

2. [Caractéristiques personnelles des hommes politiques](#Traite_t3_chap_I_Sec_2_2) [41]

*A. La classe politique* [42]

*B. Présidents et leaders* [44]

*C. Entourage : collaborateurs et conseillers* [60]

1. Recrutement [65]

2. Commandement et organisation [69]

*a) Modèle hiérarchique* [70]

*b) Modèle compétitif* [72]

*c) Modèle collégial* [75]

3. Style [77]

4. Rapports avec la presse [78]

*D. Engrenage et désinformation* [80]

*Section 3* - [*La psychologie et les groupes*](#Traite_t3_chap_I_Sec_3) [84]

1. [Psychologie et relations internationales](#Traite_t3_chap_I_Sec_3_1) [84]

*A. L’information* [87]

*B. La négociation* [89]

*C. La décision* [91]

*D. L’ennemi* [92]

2. [La psychologie collective](#Traite_t3_chap_I_Sec_3_2) [95]

*A. La psychologie des foules* [95]

*B. Les groupes* [104]

*C. Changement et résistance* [108]

*D. Histoire et psychanalyse* [111]

3. [Le leader et le peuple : le charisme](#Traite_t3_chap_I_Sec_3_3) [113]

[*Bibliographie*](#Traite_t3_chap_I_biblio) [119]

[**CHAPITRE II**](#Traite_t3_chap_II)**.  
SCIENCE POLITIQUE ET PSYCHANALYSE**,  
*par R. Drai* [141]

1. [Raisons d’un dialogue](#Traite_t3_chap_II_1) [141]

*A. L’inconscient problème politologique ?* [141]

*B. Étayage méthodologique* [142]

2. [L’identification d’un inconscient politique](#Traite_t3_chap_II_2) [143]

*A. Pressentiments* [143]

*B. Psychopathologie de la vie politique quotidienne* [145]

*C. L’investissement inconscient du système politique* [146]

3. [Approche psychanalytique du pouvoir et de l’ennemi](#Traite_t3_chap_II_3) [148]

*A. Pouvoir œdipien et logique de la castration* [148]

*B. L’ennemi et la régression au stade kleinien de la relation politique* [151]

4. [L’enjeu psychanalytique de la communication politique](#Traite_t3_chap_II_4) [153]

*A. L’élaboration d’une alternative politologique* [153]

*B. Les apports de la psychanalyse de la communication* [154]

[Perspectives](#Traite_t3_chap_II_perspectives): l’avenir de l’inconscient politique [159]

[*Bibliographie*](#Traite_t3_chap_II_biblio) [160]

[**CHAPITRE III**](#Traite_t3_chap_III)**.  
LA SOCIALISATION POLITIQUE ;  
DÉFENSE ET ILLUSTRATION**,  
*par A. Percheron* [165]

*Section 1* - [*Définitions et approches des phénomènes de socialisation politique*](#Traite_t3_chap_III_Sec_1) [166]

1. [L’approche américaine des phénomènes de socialisation politique](#Traite_t3_chap_III_Sec_1_1) [166]

*A. L’installation d’un courant dominant* [166]

*B. L’approche behavioriste des phénomènes de socialisation politique dans les années 1960* [168]

*C. Contestation des premiers résultats* [169]

1. La formation d’identifications partisanes précoces [169]

2. Tous les présidents sont-ils également bienveillants ? [170]

3. Existe-t-il un modèle universel de socialisation politique ? [170]

4. Une vision contestable de la société [171]

2. [À la recherche d’une alternative : Bourdieu et la socialisation politique](#Traite_t3_chap_III_Sec_1_2) [171]

3. [La socialisation comme processus d’insertion sociale](#Traite_t3_chap_III_Sec_1_3) [178]

*A. Le point de vue du sujet* [179]

*B. Les contraintes du système* [181]

*C. Les conséquences de cette conception de la socialisation politique* [182]

1. Toute socialisation politique est datée [182]

2. La socialisation est lieu, enjeu de conflits [182]

3. La socialisation n’est pas une simple accumulation de connaissances [182]

4. La socialisation n’est pas un apprentissage de comportements [183]

5. La socialisation politique n’est pas reproduction à l’identique [184]

*Section 2* - [*Illustrations des phénomènes de socialisation politique*](#Traite_t3_chap_III_Sec_2) [185]

1. [La construction du politique, les dimensions politiques de l’identité sociale](#Traite_t3_chap_III_Sec_2_1) [185]

*A. L’identité nationale* [185]

*B. Dimension politique, idéologique de l’identité sociale* [191]

*C.* *Dimensions politiques et non politiques de l’identité sociale* [199]

[708]

2. [L’acquisition d’un outillage politique](#Traite_t3_chap_III_Sec_2_2) [201]

*A. Perception et définition du politique* [201]

*B. Reconnaissance et connaissance des objets politiques* [202]

*C. Positions de l’acteur face au politique* [205]

1. L’intérêt pour la politique [205]

2. Attitude face à la participation [206]

3. Sentiment d’efficacité ou d’impuissance par rapport au gouvernement [207]

3. [Mécanismes, lieux et facteurs de socialisation politique](#Traite_t3_chap_III_Sec_2_3) [208]

*A. Mécanismes et processus* [208]

*B. Les milieux de socialisation* [209]

1. La reproduction familiale et ses limites [210]

2. La place et le rôle de l’école [215]

3. Le contexte [218]

*C. Les facteurs individuels* [219]

1. Classe sociale et religion [220]

2. L’âge [221]

3. Le sexe [222]

[*Conclusion*](#Traite_t3_chap_III_Sec_2_conclusion) [223]

[*Bibliographie*](#Traite_t3_chap_III_biblio) [227]

[**CHAPITRE IV**](#Traite_t3_chap_IV)**.  
LES CULTURES POLITIQUES**,  
*par Y. Schemeil* [237]

*Section 1* - [*Culture* / *Politique*](#Traite_t3_chap_IV_Sec_1) [242]

1. [Culture et situation : un schéma analytique](#Traite_t3_chap_IV_Sec_1_1) [244]

2. [Systèmes d’attitudes et systèmes de conduite](#Traite_t3_chap_IV_Sec_1_2) [247]

3. [Ordre culturel et ordre politique](#Traite_t3_chap_IV_Sec_1_3) [251]

4. [La culture politique vue par ses objets](#Traite_t3_chap_IV_Sec_1_4) [253]

5. [Loyautés et fidélités](#Traite_t3_chap_IV_Sec_1_5) [256]

*Section 2 -* [*Des sources anthropologiques contradictoires ?*](#Traite_t3_chap_IV_Sec_2) [260]

1. [Chronologie d’un usage : deux traditions](#Traite_t3_chap_IV_Sec_2_1) [263]

2. [Rapprochements contemporains : Edmund Leach et Clifford Geertz](#Traite_t3_chap_IV_Sec_2_2) [269]

*Section 3 -* [*Une définition difficile*](#Traite_t3_chap_IV_Sec_3) [274]

1. [À quoi s’oppose la culture ?](#Traite_t3_chap_IV_Sec_3_1) [274]

*A. À la nature* [274]

*B. À la structure* [275]

*C. À la situation* [276]

*D. À l’érudition* [279]

*E. Aux stéréotypes* [280]

2. [Concepts rivaux](#Traite_t3_chap_IV_Sec_3_2) [282]

*A. Civilisation* [282]

*B. Mentalités* [283]

*C. Mythes, imaginaire* [284]

*D. Idéologie* [285]

*E. Système de valeurs* [289]

3. [Concepts gigognes](#Traite_t3_chap_IV_Sec_3_3) [290]

*A. Sous-cultures* [290]

*B. Contre-culture* [293]

*C.* *Familles politiques* [295]

[*Conclusion*](#Traite_t3_chap_IV_Sec_3_conclusion) [298]

[*Bibliographie*](#Traite_t3_chap_IV_biblio) [301]

[**CHAPITRE V**](#Traite_t3_chap_V)**.  
PARTICIPATION ET COMPORTEMENT POLITIQUE**,  
*par A. Lancelot et D. Memmi* [309]

*Section 1 -* [*L’engagement politique*](#Traite_t3_chap_V_Sec_1)*, par D, Memmi* [310]

1. [La participation, une représentation normative](#Traite_t3_chap_V_Sec_1_1) [311]

*A. Acceptions larges et frontières implicites* [311]

1. Définitions [311]

2. La « participation » [312]

3. Le « politique » [313]

4. Procédés définitoires [314]

*B. Un impératif catégorique* [315]

1. Une représentation située [315]

2. Une norme [316]

3. Une norme pour la science politique [319]

4. La science politique américaine [322]

5. Le réel et le souhaitable [325]

2. [De la réalité de la participation](#Traite_t3_chap_V_Sec_1_2) [326]

*A. L’introuvable participation* [326]

1. La faiblesse de la participation [326]

2. Concentration au profit de quelques-uns [327]

3. Une pyramide cumulative [330]

*B. La distribution sociale de l’engagement politique* [333]

1. La démarche quantitativiste [334]

2. Éducation et nature de l’activité politique [338]

3. Distribution socio-biologique de la participation [341]

*C. La revanche communautaire* [344]

3. [Les remises en cause](#Traite_t3_chap_V_Sec_1_3) [348]

*A. Univocité de la participation* [348]

1. La conception « libérale » de la participation [350]

2. La conception démocratique de la participation [351]

3. La conception « hyperdémocratique » de la participation [355]

4. Autres conceptions [356]

*B. Unidimensionnalité de la participation* [357]

*C. Normalité* [361]

[710]

*Section 2 -* [*L’orientation du comportement politique*](#Traite_t3_chap_V_Sec_2)*, par A. Lancelot* [367]

1. [L’orientation politique individuelle](#Traite_t3_chap_V_Sec_2_1) [367]

*A. Quelques rappels sur l’organisation des activités psychologiques* [367]

*B. L’équilibre dynamique du système d’attitudes politiques individuel* [369]

*C. La dimensionnalisation du système d’attitudes politiques individuel* [370]

2. [Les variables explicatives de l’orientation politique](#Traite_t3_chap_V_Sec_2_2) [375]

*A. Les conditionnements externes et internes de l’orientation politique* [375]

*B. L’importance de la variable temporelle* [378]

3. [Le conditionnement social de l’orientation politique](#Traite_t3_chap_V_Sec_2_3) [379]

*A. Les clivages socio-économiques et l’orientation politique* [380]

*B. La concurrence d’autres lignes de clivage* [387]

1. L’âge [387]

2. Le sexe [388]

3. L’intégration religieuse [391]

4. [Le conditionnement culturel de l’orientation politique](#Traite_t3_chap_V_Sec_2_4) [394]

*A. Le mécanisme de l’identification subjective* [394]

*B. Le changement dans le système de valeurs* [399]

*C. La pesanteur des traditions culturelles* [402]

5. [De l’orientation politique à l’action politique : le jeu des facteurs conjoncturels](#Traite_t3_chap_V_Sec_2_5) [407]

*A. Les facteurs du comportement électoral dans le modèle de Michigan* [407]

*B. Critique et enrichissement du modèle électoral de Michigan* [408]

*C. L’interprétation du changement électoral : l’exemple français* [411]

6. [En guise de conclusion : les variables du changement](#Traite_t3_chap_V_Sec_2_6) [417]

*A. Pour mémoire : le renouvellement démographique* [417]

*B. Le changement des variables de l’offre politique* [417]

*C. Les échanges avec l’abstentionnisme* [418]

*D. Les variables de la* « *conversion politique »* [418]

[*Bibliographie*](#Traite_t3_chap_V_biblio) [420]

[**CHAPITRE VI**](#Traite_t3_chap_VI)**.  
LES GROUPES POLITIQUES DANS LEUR ENVIRONNEMENT**,  
*par J. et M. Charlot* [429]

[*Introduction*](#Traite_t3_chap_VI_intro)*: le choix des approches et des concepts* [429]

*Section 1 -* [*L’adaptation à l’environnement*](#Traite_t3_chap_VI_Sec_1) [434]

1. [L’institutionnalisation des groupes politiques](#Traite_t3_chap_VI_Sec_1_1) [435]

*A.* « *Réalité »* *des partis* [435]

*B. Clientèles et factions* [438]

*C. Groupes de pression et développement politique* [442]

2. [Groupes et clivages](#Traite_t3_chap_VI_Sec_1_2) [443]

*A. Genèse des partis* [443]

*B. La mesure de la représentativité des partis* [451]

*C. Intérêts et groupes d’intérêts* [458]

3. [La légitimité des groupes politiques](#Traite_t3_chap_VI_Sec_1_3) [463]

4. [Les contraintes institutionnelles](#Traite_t3_chap_VI_Sec_1_4) [467]

*Section 2 -* [*La marge d’autonomie des partis et groupes de pression*](#Traite_t3_chap_VI_Sec_2) [472]

1. [L’autonomie des idéologies](#Traite_t3_chap_VI_Sec_2_1) [472]

2. [L’autonomie de recrutement](#Traite_t3_chap_VI_Sec_2_2) [477]

3. [L’autonomie d’organisation](#Traite_t3_chap_VI_Sec_2_3) [484]

*Typologies* [484]

4. [Le contrôle des dirigeants par les dirigés](#Traite_t3_chap_VI_Sec_2_4) [490]

[*Conclusion*](#Traite_t3_chap_VI_Sec_2_conclusion) [494]

[**CHAPITRE VII**](#Traite_t3_chap_VII)**.  
L’INTERACTION DES GROUPES POLITIQUES**,  
*par J. et M. Charlot* [497]

*Section 1 -* [*L’inégalité des groupes politiques*](#Traite_t3_chap_VII_Sec_1) [497]

1. [Des ressources politiques inégalement réparties](#Traite_t3_chap_VII_Sec_1_1) [497]

*A. Inventaire des ressources* [498]

*B. Tactiques et stratégies* [505]

2. [Systèmes de partis et coalitions](#Traite_t3_chap_VII_Sec_1_2) [510]

*A. Typologies des systèmes de partis* [510]

*B. Théorie des coalitions* [514]

*C. Les alliances des groupes d’intérêts* [516]

*Section 2 -* [*Les fonctions des groupes politiques*](#Traite_t3_chap_VII_Sec_2) [517]

1. [La fonction gouvernementale](#Traite_t3_chap_VII_Sec_2_1) [518]

*A. L’influence des partis au pouvoir* [518]

*B. L’influence des groupes de pression* [520]

[712]

2. [Utilité des partis et des groupes de pression](#Traite_t3_chap_VII_Sec_2_2) [521]

*Conclusion : la théorie « groupale » de la vie politique* [523]

[*Bibliographie*](#Traite_t3_chap_VII_biblio) [526]

[**CHAPITRE VIII**](#Traite_t3_chap_VIII)**.  
COMMUNICATION ET ACTION POLITIQUE** [537]

*Section 1 -* [*Langage et politique*](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_1)*, par F. Bon* [537]

1. [Le lourd héritage du maître de Genève](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_1_1) [540]

2. [Redoubler l’opposition langue/parole](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_1_2) [545]

3. [Structure des idéologies politiques](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_1_3) [553]

4. [Rhétorique et idéologies](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_1_4) [561]

5. [Pensée sauvage et pensée politique](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_1_5) [565]

6. [Du langage comme action à l’action comme langage](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_1_6) [570]

[*Bibliographie*](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_1_biblio) [572]

*Section 2 -* [*Médias et politique*](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_2)*, par F. Balle* [574]

1. [Les médias et les opinions politiques](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_2_1) [575]

2. [La politique et les médias](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_2_2) [581]

3. [Après Ellul et McLuhan, le retour de la politique](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_2_3) [586]

4. [De la dénonciation de la propagande à celle de la désinformation](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_2_4) [592]

5. [Les nouveaux médias et la communication éclatée](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_2_5) [594]

[*Bibliographie*](#Traite_t3_chap_VIII_Sec_2_biblio) [599]

[**CHAPITRE IX**](#Traite_t3_chap_IX)**.  
ÉLITES ET LEADERS**,  
*par C. Ysmal* [603]

*Section 1 -* [*L’autonomie des élites politiques : élite et masse*](#Traite_t3_chap_IX_Sec_1) [604]

1. [Mosca, Pareto, Michels et le fait oligarchique](#Traite_t3_chap_IX_Sec_1_1) [605]

*A. Le fait oligarchique* [605]

*B. Les qualités de l’élite* [607]

2. [L’autonomie relative des élites politiques](#Traite_t3_chap_IX_Sec_1_2) [608]

*A. La spécificité du champ et des élites politiques* [609]

*B. Élites et population : la logique du don et du contre-don* [610]

*Section 2 -* [*La spécificité des élites politiques*](#Traite_t3_chap_IX_Sec_2) [611]

1. [Composition et recrutement des élites : la sélection sociale](#Traite_t3_chap_IX_Sec_2_1) [612]

*A. Exclus et privilégiés* [613]

1. Le monde politique : des hommes d’âge mûr [613]

2. Des bourgeois [616]

*B. Quelques éléments de clivage* [619]

1. L’importance de la hiérarchie [620]

2. Origines sociales et clivages politiques [622]

*C. La transformation sociale des élites* [625]

1. La transformation à long terme : le cas de l’industrialisation [626]

2. Les transformations récentes : le problème de la technocratie [627]

2. [Composition et recrutement : la sélection politique](#Traite_t3_chap_IX_Sec_2_2) [629]

*A. Une socialisation précoce* [629]

*B. L’influence familiale* [630]

*Section 3 -* [*Des élites aux leaders et au leadership*](#Traite_t3_chap_IX_Sec_3) [632]

1. [Leadership et recrutement](#Traite_t3_chap_IX_Sec_3_1) [633]

2. [Type de leaders et système politique](#Traite_t3_chap_IX_Sec_3_2) [634]

3. [Types de leaders et demandes de la société](#Traite_t3_chap_IX_Sec_3_3) [637]

[*Bibliographie*](#Traite_t3_chap_IX_biblio) [638]

[**CHAPITRE X**](#Traite_t3_chap_X)**.  
L’ACTION DE L’ÉTAT, DIFFÉRENCIATION  
ET DÉDIFFÉRENCIATION**,  
*par P. Birnbaum* [643]

*Section 1 -* [*L’absence de l’État*](#Traite_t3_chap_X_Sec_1) [644]

1. [La démocratie contre l’État](#Traite_t3_chap_X_Sec_1_1) [644]

2. [Les pluralismes contre l’État](#Traite_t3_chap_X_Sec_1_2) [646]

3. [Le système ou l’État](#Traite_t3_chap_X_Sec_1_3) [651]

4. [Les marxismes et l’État](#Traite_t3_chap_X_Sec_1_4) [652]

*Section 2 -* [*La différenciation de l’État*](#Traite_t3_chap_X_Sec_2) [661]

1. [Théories de la différenciation de l’État](#Traite_t3_chap_X_Sec_2_1) [661]

2. [Les indicateurs de la différenciation](#Traite_t3_chap_X_Sec_2_2) [663]

3. [Des différenciations partielles](#Traite_t3_chap_X_Sec_2_3) [668]

*Section 3 -* [*Dédifférenciation de l’État ou dédifférenciation partielle ?*](#Traite_t3_chap_X_Sec_3) [670]

1. [Vers une nouvelle fusion des catégories dirigeantes nationales et locales ?](#Traite_t3_chap_X_Sec_3_1) [671]

2. [Le corporatisme contre l’État](#Traite_t3_chap_X_Sec_3_2) [673]

3. [La mobilisation contre l’État](#Traite_t3_chap_X_Sec_3_3) [674]

4. [Le totalitarisme contre l’État](#Traite_t3_chap_X_Sec_3_4) [676]

[*Bibliographie*](#Traite_t3_chap_X_biblio) [677]

[Index des noms de personnes](#Traite_t3_index_noms) [683]

[Index thématique](#Traite_t3_index_thematique) [699]

Imprimé en France

Imprimerie des Presses Universitaires de France

73, avenue Ronsard, 41100 Vendôme

Juin 1985 – N° 30 787

21405165 / 6 / 85

1. Cf. M. M. Czudnowski (1982, p. 177) pour une opinion semblable. [↑](#footnote-ref-1)
2. Seul le chapitre II de R. Drai sur la psychanalyse échappe à ce schéma car il se place sur un plan plus, général. [↑](#footnote-ref-2)
3. R. Darhendorf (*Homo sociologicus*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1973) distingue l’*homo economicus*, l’*homo sociologicus*, le *psychological man* et l’*homo politicus*, mais alors qu’il précise les caractéristiques des trois premiers, il cite seulement le quatrième sans doute pour éviter de définir le politique (cf. vol. 1, chap. II de J. Leca). [↑](#footnote-ref-3)
4. Alors que R. A. Dahl (*Qui gouverne ?*, A. Colin, trad. 1971) distingue l’argile apolitique de l’*homo civicus* de l’engagement de l’acteur politique : *homo politicus*. [↑](#footnote-ref-4)
5. « Écrire la sociologie », *Information sur les sciences sociales*, Londres et Beverly Hills, Sage, 19, 1, 1979, p. 7-25. [↑](#footnote-ref-5)
6. Abus des termes : champ, questionnement (néologisme), espace, donner à voir, sens, incontournable, problématique, utilisés souvent de façon aberrante, sans parler d’occulter, tombé aujourd’hui dans le langage commun. [↑](#footnote-ref-6)
7. Les politologues américains constatent qu’au maximum 5 % de leurs étudiants s’y intéressent (Greenstein, I972). [↑](#footnote-ref-7)
8. L’auteur de ce chapitre en a fait lui-même l’expérience. [↑](#footnote-ref-8)
9. Je ne puis oublier qu’en 1970, créant avant les États-Unis le premier Centre de Recherche de Psychologie politique, je me suis vu reprocher par le cnrs cette dénomination jugée « réactionnaire ».

   À ces difficultés théoriques s’ajoutent, pour les étudiants, des raisons pratiques : la préoccupation des débouchés. Les psychologues déjà trop nombreux trouvent des postes dans les services sociaux, les entreprises ou le marketing, les politologues s’orientent vers l’administration, mais la psychologie politique ne pénètre que faiblement le marché dans les postes auxquels elle pourrait prétendre. Le rêve de devenir conseiller du prince demeure en France inaccessible. [↑](#footnote-ref-9)
10. Allport (1937) en dénombre au moins 50. [↑](#footnote-ref-10)
11. Agrégation au sens utilisé par les économistes. [↑](#footnote-ref-11)
12. À noter que l’expression française nature humaine est plus riche, plus complète que les termes human nature. Elle fait allusion non seulement aux propriétés mentales de l’homme, mais également à sa structure physique avec ses particularités anatomiques héréditaires ou acquises et ses diverses fonctions (P. Chalmus, in Dubos, 1965, p. 14). [↑](#footnote-ref-12)
13. Cf. sa théorie du *hard and soft core altruism*. Signalons en passant que l’influence du systémisme sur la science politique en général renforçait la tentation de comparaisons entre science politique et biologie. [↑](#footnote-ref-13)
14. Pourquoi la Finlande s’est-elle battue ? Pas d’explication possible ailleurs que dans des millions d’années de son passé. [↑](#footnote-ref-14)
15. Bel exemple de présupposés pour renouveler la fameuse liste de Lazarsfeld (1949). [↑](#footnote-ref-15)
16. Pathological togetherness. [↑](#footnote-ref-16)
17. La tendance récente à rapprocher la biologie de la science politique nous incite à donner des indications sur ce thème mais personnellement nous partageons le point de vue d’Hanna Arendt : « Avons-nous besoin de découvrir chez les fourmis, les poissons ou les singes des instincts d’attachement « au territoire du groupe », pour savoir que des peuples sont disposés à se battre pour leur terre natale ? Et avions-nous besoin d’expériences pratiquées sur des rats pour apprendre que le surpeuplement donne lieu à des phénomènes d’irritation et d’agressivité (…). De plus, si nous considérons que l’espèce humaine fait partie du règne animal, pourquoi voudrions-nous qu’elle emprunte ses types de comportement à telle ou telle espèce ? Il me semble que la réponse est malheureusement fort simple : il est plus facile d’expérimenter sur l’animal que sur l’homme, et cela non seulement pour des raisons humanitaires, à savoir que la mise en cage est à proscrire ; l’ennui est que les hommes peuvent tricher » (Arendt, 1972, pp. 168-169). [↑](#footnote-ref-17)
18. Bourne parle du lancement de bombes comme d’un acte dépersonnalisé… cependant les réactions des pilotes des bombardiers d’Hiroshima laissent penser qu’il en va souvent autrement. [↑](#footnote-ref-18)
19. Tous déclarent avoir obéi aux ordres… Quelle autre excuse pouvaient-ils trouver ? Est-ce suffisant pour confirmer l’hypothèse de Dicks ? [↑](#footnote-ref-19)
20. Par exemple pour les chiens se mettre sur le dos. [↑](#footnote-ref-20)
21. Le chancelier Kohl est suffisamment grand pour impressionner et jouer le géant débonnaire alors que F. Mitterrand se croira obligé pour en imposer malgré sa petite taille de prendre souvent un masque de César impérator. [↑](#footnote-ref-21)
22. « Vingt ans, c’est assez », criait-on en 1968 à Paris. Si en 1981 Giscard avait tenu compte de ce facteur, il aurait prolongé sa retraite pour avoir une chance de retenir plus tard à nouveau l’attention. [↑](#footnote-ref-22)
23. Le col roulé, l’accordéon, le déjeuner chez l’habitant, de Giscard, ne semblent pas avoir été des surprises mais des gadgets a-t-on dit. Lors du Watergate, ce n’était plus Nixon qui retenait l’attention. Elle se partageait entre d’autres acteurs (Comité Ervin) et surtout l’issue de l’affaire. En revanche, le pape Jean-Paul II sait retenir l’attention par un mot *(Basta)*, une variété d’attitudes inattendues. [↑](#footnote-ref-23)
24. Auquel on reproche de confondre parfois facteurs physiques et facteurs innés. [↑](#footnote-ref-24)
25. « Chassez le symptôme et vous aurez guéri la névrose » (Eysenck et Rachman, 1965). [↑](#footnote-ref-25)
26. André Siegfried (1973) avait de façon plus intuitive émis une hypothèse semblable. [↑](#footnote-ref-26)
27. « Personality *is* something and *does* something… It is what lies *behind* specific acts and *within* the individual » (1937, p. 48). [↑](#footnote-ref-27)
28. En réaction contre les théories atomistiques et mécanistes affirme que le monde dans lequel nous vivons ne nous est pas donné sous la forme de sensations élémentaires indifférenciées que notre cerveau organiserait, mais de formes significatives non apprises, appréhendées dès le premier instant en tant que *Gestalt*. [↑](#footnote-ref-28)
29. À notre grande satisfaction (Grawitz, 1983, p. 220). [↑](#footnote-ref-29)
30. L’origine est allemande. Cf. Søren Kierkegaard, Martin Heidegger, Karl Jaspers, E. Husserl. [↑](#footnote-ref-30)
31. C’est pourquoi, malgré son succès aux États-Unis, elle suscite chez les psychologues, à peine libérés de la philosophie, une certaine méfiance. [↑](#footnote-ref-31)
32. R. Lane (1981) fait allusion à l’influence de l’existentialisme sur le politique et pense qu’on l’a sous-estimée. [↑](#footnote-ref-32)
33. Dans la mesure où la politique permet de protéger ce que l’on possède. [↑](#footnote-ref-33)
34. « L’enfant mal aimé deviendra un adulte sans amour se détestant lui-même » (Berelson et Steiner, 1964, p. 75). [↑](#footnote-ref-34)
35. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-35)
36. Cf. p. 54 et s. [↑](#footnote-ref-36)
37. À noter tout de même dans la pièce Désiré de S. Guitry, le valet de chambre déconseille à sa patronne d’épouser son amant ministre : « Il est banal pour un ministre d’avoir une épouse, il est flatteur d’avoir pour maîtresse une belle actrice »… démodé ? [↑](#footnote-ref-37)
38. Ou d’auto-estimation. [↑](#footnote-ref-38)
39. J.-J. Rousseau distingue amour de soi et amour-propre. [↑](#footnote-ref-39)
40. D’après Wolfenstein (1967), Trotsky ne voulait pas seulement être le plus intelligent mais aussi que les autres paraissent stupides. [↑](#footnote-ref-40)
41. Cf. Pygmalion (Rosenthal, 1969). [↑](#footnote-ref-41)
42. Seulement 1 % des Américains, parmi lesquels 24,2 % des libéraux, 14,5 % des conservateurs et 54,9 % des modérés. [↑](#footnote-ref-42)
43. Nombre que comporte un dictionnaire anglais. Cattell (1950) l’a réduit à 4 504 puis à 171, d’où une analyse factorielle a tiré 5 facteurs. [↑](#footnote-ref-43)
44. Le titre de personnalité autoritaire n’a été choisi qu’une fois l’enquête terminée. [↑](#footnote-ref-44)
45. Christie et Jahoda, 1954 ; Christie et Cook, 1958 ; N. Sanford, 1959, 1973 ; Greenstein, 1969 ; Knutson, 1971. [↑](#footnote-ref-45)
46. E. A. Shils (1954), *in* Christie et Jahoda. [↑](#footnote-ref-46)
47. En 1956, six ans après la parution, on comptait 260 références bibliographiques (Christie et Cook, 1958). [↑](#footnote-ref-47)
48. Le stalinien dogmatique appréciera le trotskysme non à partir de l’œuvre de Trotsky, mais en fonction de ce qu’en dit le Parti. [↑](#footnote-ref-48)
49. Ceci est d’autant plus surprenant que les sectes sont très nombreuses aux États-Unis. Mais elles grandissent sur un terrain d’irrationalisme plus que d’idéologie et dans une atmosphère de réussite commerciale et de concurrence plus que d’affrontement d’idées. [↑](#footnote-ref-49)
50. Rokeach découragé aurait abandonné cet aspect de la recherche. [↑](#footnote-ref-50)
51. Cf. l’opposition école publique - école privée. [↑](#footnote-ref-51)
52. Bien que contraire aux résultats habituels (di Renzo, 1967). [↑](#footnote-ref-52)
53. Affirmation qui nous paraît fondée seulement lorsque l’attitude dogmatique constitue véritablement une défense contre une menace réelle ou imaginaire. Ce n’est pas toujours le cas. [↑](#footnote-ref-53)
54. Mais le contenu est également inspiré par *The book of Lord Shang*, œuvre d’un politicien chinois vivant il y a plus de deux cents ans et de *Arthasastra*, œuvre d’un Premier Ministre indien de la même époque. [↑](#footnote-ref-54)
55. H. Kissinger a paru à certains un exemple de machiavélisme (Fallaci, 1972 ; Kalb et Kalb, 1974 ; Blumenfeld, 1974). [↑](#footnote-ref-55)
56. Ce mélange d’étiquettes politiques et économiques est fréquent chez les auteurs américains. [↑](#footnote-ref-56)
57. On peut se demander combien d’heures de travail a coûté une telle découverte… d’ailleurs discutable sous cette forme. [↑](#footnote-ref-57)
58. Elle était sans doute la seule à pouvoir le tenter grâce à sa double formation de psychologue et de politologue. [↑](#footnote-ref-58)
59. Aux États-Unis, radicaux = gauche. [↑](#footnote-ref-59)
60. Nous ne citons pas cette abondante bibliographie qui ne concerne pas directement notre sujet. [↑](#footnote-ref-60)
61. Ouvrage intéressant mais partial. [↑](#footnote-ref-61)
62. Plus les relations avec les parents sont mauvaises plus l’individu risque de devenir gauchiste. [↑](#footnote-ref-62)
63. Les étudiants de gauche sont un peu ; plus à gauche que leurs parents (cf. Keniston,. 1968 ; Elms, 1972 ; Grawitz, 1980). [↑](#footnote-ref-63)
64. Sauf sur la personnalité autoritaire qui a donné lieu à de nombreuses mises en garde concernant surtout les techniques. [↑](#footnote-ref-64)
65. Nous mettrions le verbe au futur. [↑](#footnote-ref-65)
66. Par exemple quelle sera l’influence de l’usage des ordinateurs sur la façon de raisonner, d’acquérir des connaissances, des générations futures ? Dans quelle mesure, sur quels points et sur qui observera-t-on une « rigidification » des modes de pensée, la perte du sens des nuances ou chez quels types d’individus une fuite compensatrice dans le magique et l’irrationnel ? [↑](#footnote-ref-66)
67. *Journal of the International Society of Political Psychology*, Los Angeles, 1979. [↑](#footnote-ref-67)
68. Adler avait déjà indiqué l’importance de ce facteur (Ogler, 1968). [↑](#footnote-ref-68)
69. La présence de sœurs semble également exercer une influence (cf. Lincoln, Wilson, Jefferson). [↑](#footnote-ref-69)
70. Cf. C. Ysmal, chap. IX de ce volume 3. [↑](#footnote-ref-70)
71. « Le choix dépend des attentes et perceptions autant que des motifs » (R. Browning et H. Jacob, 1964). [↑](#footnote-ref-71)
72. Dans nos enquêtes (1960, 1977) nous avons pu poser aux candidats aux élections législatives quelques questions personnelles qui les ont surpris, mais posées en période électorale par des étudiants, et au milieu d’un entretien ayant déjà établi une atmosphère de sympathie, elles n’ont pas provoqué de refus. [↑](#footnote-ref-72)
73. Formule utilisée par Aragon. [↑](#footnote-ref-73)
74. À propos de Mac Namara : « Il ne parlait jamais de pouvoir et ne semblait pas le convoiter. La vérité toutefois était bien différente. Il adorait le pouvoir et le recherchait frénétiquement et il pouvait se montrer un bien farouche adversaire quand il s’agissait de pouvoir » (Halberstam, 1974, p. 255). [↑](#footnote-ref-74)
75. F. Giroud dans son livre aux observations souvent fort perspicaces écrit : « Je n’ai jamais cru qu’un ministre, où qu’il se trouve, était en situation de transformer le cours des choses ; je l’ai vérifié » (1977, p. 11). [↑](#footnote-ref-75)
76. « Le pouvoir s’est laïcisé sans pour autant cesser d’être sacré » (Burdeau, 1979). [↑](#footnote-ref-76)
77. À la question : « Aimez-vous le risque ? » nos enquêtes (Grawitz, 1960) ont hésité. Répondre oui, n’était-ce pas paraître irresponsable ? dire non : craintif ? finalement la notion leur a paru s’associer à l’image du député actif et la plupart ont répondu par l’affirmative. [↑](#footnote-ref-77)
78. Elle ne peut se déterminer que par rapport au but poursuivi lui-même lié à une hiérarchie de valeurs. Une erreur économique : le refus de licenciement peut n’être pas une erreur politique ou sociale. [↑](#footnote-ref-78)
79. « Qui est responsable ? Personne. Si vous prononcez un nom, celui que vous désignez proteste aussitôt et cite à son tour les noms des deux ou trois prédécesseurs » (P. André), Assemblée nationale, 19 novembre 1957, *JO*, pp. 48-69. [↑](#footnote-ref-79)
80. « Un homme qui ne s’est jamais perdu dans une cause plus grande que lui a manqué une des expériences les plus élevées de la vie », aurait dit Nixon (*in* Barber, 1977), et Churchill dans ses *Mémoires* écrivait : « Ce sont des temps où il fait également bon vivre ou mourir. » [↑](#footnote-ref-80)
81. Pendant la présidence d’Eisenhower, personne semblait-il n’avait envie de prendre une vraie responsabilité » (Halberstam, 1974, p. 171). [↑](#footnote-ref-81)
82. « Le pouvoir du Président, c’est le pouvoir de persuader », écrit R. E. Neustadt (1980), et Adenauer déclarait : « J’adore les campagnes électorales. J’aime pouvoir me battre pour ce que je crois, affronter ceux qui me critiquent, leur donner la réplique » (*in* Nixon, 1984, p. 176). « Il n’y a rien que j’aime autant qu’une bonne bagarre », disait F. Roosevelt (*in* Barber, 1977, p. 78). [↑](#footnote-ref-82)
83. Périclès et Alcibiade comme Cléon devaient leur influence à leur talent oratoire (Gardner, 1974). Bowles s’exprimait en longues phrases quasi théologiques, et l’équipe Kennedy « parlait en sténo, c’était presque un code (…) la sécheresse et la brièveté montraient qu’on comprenait le code, qu’on était dans le coup » (Halberstam, 1974, p. 29). [↑](#footnote-ref-83)
84. Règle générale qui comporte bien des exceptions : Laniel, R. Schuman, Eisenhower n’aimaient pas parler. Les candidats interrogés sur les qualités nécessaires à un député plaçaient l’éloquence en dernier… et pourtant ! (Grawitz, 1960). [↑](#footnote-ref-84)
85. [↑](#footnote-ref-85)
86. À titre d’exemple : « Orateur chaleureux et convaincant, c’est par la puissance du verbe qu’il s’est efforcé tout au long de sa vie de cimenter l’unité de la nation et de conduire le pays dans la voie d’un « socialisme à l’indonésienne » » (Françoise Cayrac-Blanchard, *in* Fischer, 1980). [↑](#footnote-ref-86)
87. Rutherford (1966) s’appuie sur une recherche en milieu psychiatrique, pour confirmer l’hypothèse de Lasswell. Les maniaco-dépressifs et schizophrènes étaient plus nombreux que les autres patients à participer au conseil de gestion de l’hôpital. Constatation du même ordre en Scandinavie. [↑](#footnote-ref-87)
88. Cas de Nixon, Johnson et de Gaulle. [↑](#footnote-ref-88)
89. S’il n’y avait pas eu la guerre, Churchill serait demeuré une personnalité originale mais un homme politique quelconque. On doit aussi tenir compte du fait que le pouvoir en développant le sens des responsabilités peut limiter de lui-même l’excès d’ambition qu’il suscite. Ce fut le cas pour Th. Roosevelt pendant sa présidence. [↑](#footnote-ref-89)
90. Il s’agit bien entendu de l’image qu’ils veulent donner. [↑](#footnote-ref-90)
91. S’agit-il d’une présélection, un profil particulier serait nécessaire pour adhérer au Parti, ou d’une formation efficace. [↑](#footnote-ref-91)
92. L’idée de commandement est dans leur esprit liée au fascisme. [↑](#footnote-ref-92)
93. Sans doute les partis de droite, plus souples, éprouvent-ils le besoin d’hommes de caractère alors qu’au Parti communiste, outre la sélection, la discipline peut en tenir lieu. [↑](#footnote-ref-93)
94. Seul un candidat communiste distingue l’hostilité politique allant de soi et l’hostilité dans le Parti, difficile à supporter. [↑](#footnote-ref-94)
95. Cette résistance est-elle une aptitude réelle de l’homme politique, une attitude qui s’acquiert ou une façade ? [↑](#footnote-ref-95)
96. Il ne devait pas les connaître ! Le droit privilégie la rationalité et favorise le refoulement des problèmes psychologiques. [↑](#footnote-ref-96)
97. Cependant F. Giroud note fort justement que les femmes sont moins comblées que les hommes par la jouissance du pouvoir. C’est que généralement « le pouvoir ajoute à la séduction des hommes, alors qu’il retranche à celle des femmes » (1977, p. 233). [↑](#footnote-ref-97)
98. Nous ne pouvons ici étudier, malgré son intérêt, la psychologie des militants des différents partis. [↑](#footnote-ref-98)
99. Il est intéressant de constater que les hommes politiques à la base déclarent que les caractéristiques personnelles de ceux du sommet ont peu d’importance, alors que les responsables au niveau supérieur estiment au contraire leur part personnelle capitale (Snyder et Robinson, 1961). [↑](#footnote-ref-99)
100. Expropriation des futures concessions de l’Irak Petroleum Company. [↑](#footnote-ref-100)
101. Cf. dans ce *Traité*, vol. 2, chap. II. [↑](#footnote-ref-101)
102. Sauf les dossiers de Nuremberg. [↑](#footnote-ref-102)
103. Cf. bibliographie *in* Tucker (1965). [↑](#footnote-ref-103)
104. Sans Lénine il n’y aurait pas eu la Révolution d’Octobre (Hook, 1943 et Trotsky 1953). [↑](#footnote-ref-104)
105. On les connaît rapidement par les nombreux collaborateurs et informateurs qui en font les frais. [↑](#footnote-ref-105)
106. Cf. Wilson persuadé que s’il n’était pas Jésus-Christ il était tout de même l’envoyé de Dieu pour accomplir sa mission sur la terre. Trop sûr de sa vérité, il n’écoutait jamais personne. À un supporter : il disait : « Comprenez que je ne vous dois rien, Dieu a ordonné que je sois le prochain Président des États-Unis » (*in* Hargrove, 1966, p. 36). [↑](#footnote-ref-106)
107. C’était le cas de Wilson. Le colonel House l’avait bien compris : « Je commence par des compliments pour encourager sa confiance en lui souvent faible, après il est plus facile de lui faire des suggestions » (Georges et Georges, 1956). [↑](#footnote-ref-107)
108. Le fou du roi était une sage institution (Balandier, 1980 ; Levert, 1983). [↑](#footnote-ref-108)
109. Comme ne cesse de le noter l’opposition. [↑](#footnote-ref-109)
110. Cf. Le coup d’État permanent. [↑](#footnote-ref-110)
111. « De Gaulle n’a ni prédécesseurs ni successeurs. » [↑](#footnote-ref-111)
112. Et Acheson répondait : « Parce que vous n’êtes pas vraiment quelqu’un que l’on puisse aimer » (Barber, 1977, p. 93). [↑](#footnote-ref-112)
113. Nous y avons puisé de nombreuses informations. [↑](#footnote-ref-113)
114. Mais elle ne révèle qu’indirectement des traits de personnalité : les dynamiques et les conservateurs. [↑](#footnote-ref-114)
115. Dans son ouvrage, Wilson (1908, p. 68) indique que le Président représente tout le peuple et qu’en interprétant sa volonté il devient « irrésistible ». Il voyait le leadership comme un *one man show* (Barber, 1972). [↑](#footnote-ref-115)
116. L’échec correspond à un résultat, à des critères objectifs : le but proclamé n’est pas atteint. L’erreur qualifie les moyens utilisés qui aboutissent à l’échec. Elle s’apprécie en fonction d’une échelle de valeurs. Elle est donc d’interprétation plus souple et subjective. Erreur pour les uns sur le plan pratique elle peut être justifiée par d’autres sur le plan moral (cf. *super ego stripping*, p. 50). [↑](#footnote-ref-116)
117. On peut distinguer les échecs suivant leur nature : international, économique, de politique intérieure, suivant leur importance ou leur précision. Buts proclamés : victoire au Vietnam, ou souhaités, baisse de l’inflation, enfin leur évidence : bataille perdue ou leur possibilité d’interprétation : négociation, élection. [↑](#footnote-ref-117)
118. Nixon (1968, p. xxviii), mais il donnait également ce conseil que Nixon n’a pas suivi. « Le signe du bon perdant c’est qu’il défoule sa colère sur lui et pas sur ses concurrents victorieux ni sur son équipe. » [↑](#footnote-ref-118)
119. Le *fighting spirit* des Kennedy. [↑](#footnote-ref-119)
120. « H. Hoover était incapable d’agir comme un homme politique doit le faire : admettre qu’il peut se tromper et accepter un compromis » (*in* Hargrove, 1966, p. 113). [↑](#footnote-ref-120)
121. Pour être aussitôt plébiscité par le peuple. Cf. le passionnant passage dans E. Rouleau (1967) et Lacouture (1969). [↑](#footnote-ref-121)
122. Ce qui lui valut 82 % d’indice de popularité dans les sondages. Mais son prestige professionnel fut tout de même atteint. [↑](#footnote-ref-122)
123. Pour Johnson tout était complot de l’urss et des communistes. [↑](#footnote-ref-123)
124. Le directeur de la cia fut remplacé. [↑](#footnote-ref-124)
125. Truman limogea Mac Arthur. Eisenhower congédia Adams. [↑](#footnote-ref-125)
126. *Super ego* = surmoi, instance qui incarne une loi et interdit qu’on la transgresse (Laplanche et Pontalis, 1968). *Super ego stripping* signifierait le déshabillage du surmoi. C’est-à-dire une certaine façon de le dévoiler. [↑](#footnote-ref-126)
127. Peut-on appliquer la notion de *super ego stripping* au président Carter ? Sans doute pas dans la mesure où le processus n’était pas chez lui inconscient mais en quelque sorte connu d’avance. Ce n’était pas une justification *a posteriori* mais un principe. « La perfection évangélique ne conduit pas à l’Empire », disait de Gaulle (de Gaulle, 1932). [↑](#footnote-ref-127)
128. Son médecin déclarait qu’il avait une attirance pour la mort et son service de sécurité se plaignait de ne pouvoir protéger un Président qui voulait être tué (*in* Barber, 1972, p. 484). [↑](#footnote-ref-128)
129. « Je sais que j’ai un cœur assez grand pour être président, mais je me demande si j’ai assez d’intelligence et d’habileté. Je me demande s’il existe quelqu’un en ayant assez » (Sidey, 1968, p. 283). [↑](#footnote-ref-129)
130. « C’est cette insécurité qui le rendait si humain, si intéressant » (Halberstam, 1974, p. 462). [↑](#footnote-ref-130)
131. Le fait que Nixon ait dit : « Le plus important je dois être moi-même » confirme l’idée qu’il ne l’était pas naturellement (*New York Times*, April, 21, 1970). [↑](#footnote-ref-131)
132. On ne peut oublier son sourire de triomphe lorsqu’il prêta serment. [↑](#footnote-ref-132)
133. Cf. le Vietnam. [↑](#footnote-ref-133)
134. « Th. Roosevelt, un des caractères les plus complexes à la présidence, qui combattait ses tendances dépressives par l’action » (Barber, p. 218). [↑](#footnote-ref-134)
135. Après son impressionnante victoire en 1904, il écrit : « Ne soyez pas dupe du fait que pour l’instant les gens disent du bien de moi. Ils ne tarderont pas en dire du mal » (*Lettres*, t. iv, p. 1328). [↑](#footnote-ref-135)
136. Intraduisible : l’exercice du pouvoir me plaît beaucoup. [↑](#footnote-ref-136)
137. [↑](#footnote-ref-137)
138. « Who the hell is Truman ? », aurait dit l’amiral Leahy en apprenant sa nomination à la vice-présidence (Barber, 1972, p. 250).

     Churchill le jugea un homme d’un caractère exceptionnel ayant une grande confiance en lui et l’esprit de décision (Barber, p. 278). [↑](#footnote-ref-138)
139. Il écrivait à sa femme : « La politique me dégoûte » (*in* Barber, 1972, p. 176). En fait, il détestait les conflits, le militantisme… et il était paresseux ! [↑](#footnote-ref-139)
140. « Il faut attendre le soir pour savoir combien belle a été la journée » (Sophocle). [↑](#footnote-ref-140)
141. Et Eisenhower : « On ne peut comprendre la présidence tant que l’on n’a pas été Président. » [↑](#footnote-ref-141)
142. Churchill écrivait : « Aucune partie de l’éducation d’un homme politique n’est plus indispensable que sa participation à une bataille électorale » (*in* Nixon, 1983). [↑](#footnote-ref-142)
143. Nous ajouterions le bon sens, mais dans quelle situation est-ce le plus nécessaire ? Est-ce compatible avec le goût du pouvoir et les besoins du peuple ? [↑](#footnote-ref-143)
144. Suivi de l’ouvrage de Bullitt et Freud sur Wilson (1967). On ignore la part prise par Freud dans cette étude. Vraisemblablement très faible (cf. Erikson, 1967 ; Strickland, 1967 ; Tucker, 1977). [↑](#footnote-ref-144)
145. On ne peut s’empêcher de penser en réaction : « II y a tout de même des gens qui ouvrent leur parapluie simplement parce qu’il pleut. » [↑](#footnote-ref-145)
146. Si Gandhi a éprouvé des difficultés avec son père, sa sexualité, ses conflits intérieurs, on ne trouve rien de semblable chez Lénine et Trotsky pour expliquer leurs activités révolutionnaires. Wolfenstein ne peut le démontrer (1967). [↑](#footnote-ref-146)
147. Comme le dit Edel (1961) : « C’est de la part immergée de l’iceberg que dépend la forme de la partie supérieure. Cependant c’est celle-ci qui est confrontée au monde… et c’est la relation entre les deux parties qui est importante. » [↑](#footnote-ref-147)
148. Pour la sdn, une légère modification de son texte aurait suffi pour obtenir l’approbation du Congrès. [↑](#footnote-ref-148)
149. Les délinquants aussi ! [↑](#footnote-ref-149)
150. Balfour, Asquith, Lloyd George. Il faut tenir compte aussi du puritanisme anglo-saxon. Le « scandale » anglais vaudrait en France trois lignes dans *Le Canard enchaîné*. [↑](#footnote-ref-150)
151. Cf. p. 41. [↑](#footnote-ref-151)
152. Nous avons vu que c’était le cas pour Nixon, Johnson… et de Gaulle, mais il faut tenir compte de l’isolement que crée le prestige de la fonction de Président. [↑](#footnote-ref-152)
153. Il a tout de même été amené à réviser sa position (*in* Knutson, 1972, p. 445). [↑](#footnote-ref-153)
154. Ceci est d’autant plus regrettable que nous assistons à un soudain intérêt pour les biographies (plus ou moins sérieuses) mais surtout pour les histoires de vie qu’étudient les sociologues (Bertaux, 1980 ; Ferraroti, 145. Cf. p. 41. [↑](#footnote-ref-154)
155. Pourtant les biographes ont plus d’imagination que les sociologues et surtout sont moins hantés par le modèle des sciences exactes. [↑](#footnote-ref-155)
156. On a donné comme exemple de succès électoraux acquis grâce aux conseils des psychologues les campagnes de Nixon en 1968 et 1972. Mais en fait, il s’agissait de moyens techniques plus que de raffinement psychologique (McGinnis, 1969). [↑](#footnote-ref-156)
157. Ils représentent un cinquième des psychiatres interrogés. Quatre cinquièmes n’avaient pas répondu. [↑](#footnote-ref-157)
158. À signaler qu’avec l’autorisation d’Ehrlichman, conseiller du président Nixon pour les affaires intérieures, l’équipe des « plombiers » d’Egil Krogh « fouilla les dossiers du psychiatre d’Ellsberg (ancien haut fonctionnaire du département de la Défense qui livra un rapport au *New York Times*) pour trouver des renseignements pouvant le discréditer » (Neustadt, 1980). [↑](#footnote-ref-158)
159. Elle a d’ailleurs rapporté à Goldwater 75 000 dollars de dommages-intérêts et gêné le développement des recherches psychologiques sérieuses en déclenchant une prudente autocensure. [↑](#footnote-ref-159)
160. Deschanel en France. [↑](#footnote-ref-160)
161. Richard Nixon « haïssait » les psychiatres et « ne supportait pas qu’il y en ait un dans la même pièce que lui » (McGinniss, 1969). Wilson également détestait discuter des motifs profonds des comportements. Il pensait qu’une autodiscipline rigoureuse apportait la solution aux problèmes personnels (Georges). Il est bien connu que plus les individus ont besoin d’être soignés, plus ils refusent de l’être.

     Le Comité pour l’avancement de la psychiatrie (1973) après avoir reconnu la nécessité de contrôler les personnalités officielles a buté sur les difficultés de trouver les psychiatres compétents indépendants, etc., et la difficulté d’obtenir l’acceptation des intéressés. [↑](#footnote-ref-161)
162. McGovern, candidat à la présidence, avait choisi comme vice-président Thomas Eagleton, sans savoir qu’il avait subi un traitement psychiatrique. Ce fut parmi beaucoup d’autres une des causes de son échec. [↑](#footnote-ref-162)
163. Utilisé également pour justifier la vente d’armes.

     Cf. les romans de science-fiction de Purdom (1972) et de B. F. Skinner (1948). [↑](#footnote-ref-163)
164. Auquel nous empruntons une part de ces informations. [↑](#footnote-ref-164)
165. À noter la difficulté de l’interprétation des propos tenus. De Gaulle demandait qu’il ne soit tenu compte que de ses écrits. Ceux qui le connaissaient savaient faire la part des choses. Cependant ne peut-on considérer comme révélatrices sur le plan psychologique les phrases des moments d’abandon, de défoulement ou d’incitation à faire réagir de son interlocuteur. [↑](#footnote-ref-165)
166. « Ils ont eu une affection pour lui dès le premier instant », dit Freud (1910). [↑](#footnote-ref-166)
167. Cf. B. Lacroix sur Durkheim (1981). [↑](#footnote-ref-167)
168. À W. Wilkie reprochant à F. Roosevelt de garder H. Hopkins auprès de lui, alors qu’il n’était pas populaire, Roosevelt répondit : « Si un jour vous êtes assis à ma place comme Président des États-Unis (…) vous regarderez cette porte là-bas et vous saurez que pratiquement tous ceux qui y passeront attendent quelque chose de vous. Vous apprendrez quel travail solitaire c’est là et découvrirez le besoin de quelqu’un comme Harry Hopkins qui ne demande rien d’autre que de vous servir » (Anderson, 1968, p. 7). De Gaulle écrivait dans les *Mémoires de guerre* : « Dans le tumulte des hommes et des évènements, la solitude était ma tentation. Maintenant elle est mon amie. De quelle autre se contenter quand on a rencontré l’Histoire ! » [↑](#footnote-ref-168)
169. Rose Kennedy, Rebecca Johnson (Faber, 1968). Chez les Kennedy, John prendra la place de son frère aîné Joe tué pendant la guerre. Chez les Giscard, Valéry savait, dit-on, à 15 ans qu’il serait Président. [↑](#footnote-ref-169)
170. Nixon évoque dans son allocution d’adieu le souvenir de ses parents. À distinguer des différences dans le rôle des épouses : la femme de Taft, plus ambitieuse que son mari, le pousse à être candidat. Eleonor Roosevelt joue un rôle important, Kennedy se déclare « le mari de Jackie » tandis qu’en France les femmes des présidents jouent un rôle plus effacé. [↑](#footnote-ref-170)
171. Sauf quand elle complique la vie. Cf. le frère de Carter. En France, en Hollande, en Belgique, en Grande-Bretagne, on trouve des exemples du même ordre. [↑](#footnote-ref-171)
172. G. Boris et Pierre Mendès France. Le colonel House avec Wilson, enfin H. Hopkins auprès de Roosevelt. [↑](#footnote-ref-172)
173. Comme on lui demandait ce qu’il entendait par loyauté, Johnson avec sa grossièreté bien connue répondit : « I want them to kiss my ass in Macys window at high noon and tell me it smells like roses… I want their peckers in my pocket » (R. Johnson, 1974, p. 180). [↑](#footnote-ref-173)
174. Assistant d’Eisenhower qui lui rendit de très grands services. Il eut le tort d’accepter un manteau de vigogne d’un industriel. [↑](#footnote-ref-174)
175. « Le *staff* de la Maison-Blanche sous Truman était le plus nombreux dans l’histoire et en capacité le plus faible de la décennie » (Anderson, 1968, p. 87). [↑](#footnote-ref-175)
176. F. Roosevelt détestait se séparer d’un collaborateur.

     À noter d’une part la distinction entre la liberté du Président en ce qui concerne ses collaborateurs privés et l’évolution de la procédure face au Congrès pour les membres du Cabinet.

     Le président A. Johnson (1865-1869) révoqua Stanton, ministre de la Guerre que le Sénat voulait maintenir. Mis en accusation pour violation de la Constitution (*Civil Tenure Act*), il ne fut acquitté qu’à une voix de majorité. Par la suite, le Président (abolition du *Civil Tenure Act*) fut libre de révoquer, mais le consentement du Sénat fut nécessaire pour la nomination du successeur. Le Président français peut changer de Premier Ministre. En principe il n’a pas un droit d’intervention direct sur les autres membres du gouvernement. Pour Gladstone la première qualité d’un Premier Ministre était de savoir se séparer d’un collaborateur. [↑](#footnote-ref-176)
177. Il laisse fusiller Pucheu : « Je le dois à la France », aurait-il dit en refusant de signer la grâce (Pilleul, 1979, p. 53)) tout en écrivant à sa femme qu’il lui garde son estime. Il se sépare de ses Premiers Ministres, M. Debré, puis G. Pompidou, enfin ne semble pas témoigner la moindre reconnaissance à J. Soustelle et L. Delbecque pourtant efficaces lors de son voyage en Algérie. [↑](#footnote-ref-177)
178. La difficulté consiste parfois à déterminer où est l’intérêt national. Cf. la situation du chancelier Kohl en Allemagne en janvier 1984. [↑](#footnote-ref-178)
179. À noter cependant les larmes de la dame de fer lorsque son play-boy de fils se perdra quelques jours dans le désert, alors que le sort des Irlandais la laisse intraitable ; l’indulgence d’Indira Gandhi pour son fils. Mais comment ne pas comparer l’attitude de Golda Meir ignorant sa petite-fille mongolienne, à celle des de Gaulle vis-à-vis de leur fille Anne souffrant du même handicap et objet de toute leur sollicitude. [↑](#footnote-ref-179)
180. Face au tsarisme, c’est le *Kto Kogo* : qui tuera qui ? [↑](#footnote-ref-180)
181. Le capitaine Maherzi. [↑](#footnote-ref-181)
182. Bechir Ben Yahmed et Mohammed Masmoudi. Celui-ci tout de même nommé ambassadeur à Paris. [↑](#footnote-ref-182)
183. « Le général de Gaulle avait imaginé un chef de l’État qui ne fût pas le représentant d’une majorité, d’un parti. Il s’est heurté à la réalité », explique F. Goguel (Alexandre, 1970). De même le ton utilisé dans *Mémoires d’espoir* (1971) pour évoquer l’opposition au référendum sur l’élection du Président au suffrage universel. [↑](#footnote-ref-183)
184. Mitterrand n’a pas non plus apprécié la candidature de Rocard à la présidence. [↑](#footnote-ref-184)
185. « G. Pompidou gardait dans sa poche une feuille gainée de cuir où il consignait les noms de ceux qui avaient monté ou alimenté ou exploité l’opération Markovitch, destinée à le disqualifier en déshonorant son épouse » (Giroud, 1977, p. 291). Mais il semble que ce fut surtout l’absence de réaction de la part de ses amis qui le blessa le plus. [↑](#footnote-ref-185)
186. La façon dont Kennedy s’était fait traiter par Khrouchtchev à Vienne devint probablement un des facteurs qui le décida à engager les États-Unis au Vietnam. [↑](#footnote-ref-186)
187. Il ne pardonna pas à la presse qui l’admirait pendant la guerre de lui avoir ensuite préféré Stevenson. [↑](#footnote-ref-187)
188. Il en voulut à Clark Clifford de l’avoir contraint à regarder honnêtement la situation au Vietnam. [↑](#footnote-ref-188)
189. Elle ne pardonna jamais à de Gaulle son attitude vis-à-vis d’Israël en 1967. [↑](#footnote-ref-189)
190. Qu’il y soit parvenu est une autre question. Mais il était conscient de ses réactions et savait les dominer en fonction de. son objectif : la Révolution. [↑](#footnote-ref-190)
191. Il n’accepta pourtant pas la façon dont Staline traita Kroupskaïa mais il était très malade et saisissait ainsi l’occasion de marquer sa désapprobation de la politique de Staline sur le problème des nationalités, et peut-être aussi de freiner son ascension. [↑](#footnote-ref-191)
192. H. R. Trevor-Roper (1947) écrit des nazis « qu’ils ne formaient pas un gouvernement mais une cour, aussi incapable de diriger que douée d’une capacité incalculable pour l’intrigue comme un sultanat oriental ». [↑](#footnote-ref-192)
193. G. Pompidou, O. Guichard, J. Foccart, Ribière, Richard, Lefranc. [↑](#footnote-ref-193)
194. Le secrétaire général de la présidence, le directeur de cabinet, le secrétaire général à la présidence pour la Communauté et les Affaires africaines et malgaches et le chef d’état-major particulier. [↑](#footnote-ref-194)
195. « Le collaborateur n’est ni un conseiller à l’américaine ni un simple exécutant : il est un compagnon qui, au sein d’une équipe, assume pleinement sa responsabilité dans la fonction qui lui a été confiée » (Pilleul, 1979, p. 23).

     « Personne n’a d’équipe, et c’est bien mieux ainsi. Le chef doit être seul », disait un jour de Gaulle à un de ses vieux compagnons (Cohen, 1980). [↑](#footnote-ref-195)
196. Les qualités requises étaient d’après les témoins de l’époque : la fidélité, la compétence et la transparence. Le dernier terme ambigu a été discuté (cf. Pilleul, 1970). [↑](#footnote-ref-196)
197. Sauf en Mai 68. [↑](#footnote-ref-197)
198. Pour lui, l’administration c’était comme l’armée : « Ça marche, ça sert l’État. Rien de plus beau et de plus haut que l’administration » (Cohen, 1980, p. 44). [↑](#footnote-ref-198)
199. « Je n’estime que ceux qui me résistent, aurait confié le Général à P.-H. Teitgen, malheureusement je ne peux pas les supporter. » [↑](#footnote-ref-199)
200. « C’était une oie comme toutes les femmes qui font de la politique », aurait dit de Gaulle à propos de Mme Porte. Interview accordée à L’*Express* le 31 octobre 1977 (Pilleul, 1980, p. 97).

     Question d’éducation, de caractère, et probablement de génération. [↑](#footnote-ref-200)
201. Un secrétaire général adjoint de l’Élysée au temps de Pompidou déclarait : « Les intellectuels sont hors du coup, ne sont plus au même rythme ; ils datent, il est difficile de les intégrer dans l’action quotidienne. Puis ils sont têtus, ils ont une ou deux idées qu’ils ressassent jusqu’à leur mort » (Cohen, 1980, p. 45). [↑](#footnote-ref-201)
202. J.-M. Colombani, *in* Un semestre de pouvoir socialiste. III : L’entrée en force du militantisme à l’Élysée, *Le Monde*, 15-16 novembre 1981. [↑](#footnote-ref-202)
203. Les études si intéressantes de S. Cohen sur l’Élysée et les conseillers des présidents ne franchissent malheureusement pas cette limite (1979, 1980). [↑](#footnote-ref-203)
204. Ce terme recouvre une réalité différente aux États-Unis, en France et en Grande-Bretagne, où le Cabinet représente le gouvernement. [↑](#footnote-ref-204)
205. W. Averell Hariman est nommé secrétaire du Commerce en remerciement de son aide financière dans la campagne électorale. [↑](#footnote-ref-205)
206. En 1906, O. Strauss est nommé au Commerce sans doute pour apporter aux Républicains des votes juifs. Le cabinet de Kennedy comprenait deux juifs, sept protestants et seulement un catholique. [↑](#footnote-ref-206)
207. Il semble avoir confié les tâches importantes aux plus compétents (Clifford, Harriman, Forrestal) et s’être contenté de médiocres pour les postes secondaires. [↑](#footnote-ref-207)
208. Un journaliste du journal *New Republic* décrivait ce cabinet comme composé de huit millionnaires et un plombier. [↑](#footnote-ref-208)
209. Il hérita d'abord de la brillante équipe de Kennedy. [↑](#footnote-ref-209)
210. Auquel il faut ajouter ceux de Hargrove (1966), Neustadt (1966), M. Anderson (1968), Barber (1972). [↑](#footnote-ref-210)
211. « Il était intelligent, énergique et courageux, convenable, en fait tout sauf avisé » (Halberstam, 1974, p. 150). « Non seulement (...) il croyait à la rationalité, il l'adorait. C'était sa seule passion. Si on le heurtait à une réunion, on n'avait pas simplement tort, on avait violé quelque chose de bien plus grand, on avait violé son sens de l'ordre rationnel. C'est comme quand on heurte la religion de quelqu'un » (Halberstam, 1974» P- 273). [↑](#footnote-ref-211)
212. M. D. Irish (1958, p. 139) déclare qu’Eisenhower ne veut connaître que le résultat, pas la discussion, et sa confiance en S. Adams est telle qu’il apprécie surtout un « mémo » d’une page, se terminant par « o.k. S. A. » auquel il peut ajouter sa signature « D. D. E. ». [↑](#footnote-ref-212)
213. Le refus de rencontrer des hommes comme W. Lippman, J. Reston ou J. Alsop l’empêcha de voir un aspect de la réalité. [↑](#footnote-ref-213)
214. Les décisions d’aider le Pakistan contre le Bengla Desh, de bombarder Hanoï pour Noël, furent prises par Nixon contre l’avis de ses conseillers. [↑](#footnote-ref-214)
215. Halderman chargé des rendez-vous était surnommé « le mur de Berlin ».

     Le ministre de l’Intérieur Walter Hicker abandonna son poste en novembre 1978. Il n’avait pu approcher Nixon que deux fois en quinze mois (Neustadt, 1976, p. 321, n. 16). [↑](#footnote-ref-215)
216. Eisenhower interrompit cette pratique après sa crise cardiaque. Kennedy, Johnson et surtout Nixon n’eurent aucune envie de la reprendre. Seul Ford pour marquer le changement se montre plus accessible surtout envers les membres du Cabinet. [↑](#footnote-ref-216)
217. Il revendiquait pour lui seul les décisions de lâcher la bombe atomique et d’envahir la Corée (Hardin, 1974, p. 53). [↑](#footnote-ref-217)
218. Reedy (1970, p. 97) rapporte que chaque membre du staff avait fait l’expérience, en apportant un rapport à Roosevelt, de s’apercevoir que le Président détenait déjà trois autres documents de sources différentes sur le même sujet. [↑](#footnote-ref-218)
219. En 1944 il supervisait 47 commissions pour la guerre (R. Johnson, 1974, p. 85). [↑](#footnote-ref-219)
220. Certains hommes de valeur comme R. G. Moley, T. G. Corcoran quittèrent la Maison-Blanche pour ces raisons. [↑](#footnote-ref-220)
221. H. Hopkins éloignait tout le monde de Roosevelt et se faisait traiter de « femme jalouse ». [↑](#footnote-ref-221)
222. C’est seulement vis-à-vis des militaires qu’il réfrénait son goût de la compétition (R. Johnson, 1974, p. 28). [↑](#footnote-ref-222)
223. Le secrétaire Stimson déclare : « Roosevelt est le plus mauvais administrateur avec lequel j’aie jamais travaillé… il ne sait pas choisir les hommes ni les faire travailler ensemble » (R. Johnson, 1974, p. 35). D’autres (Reedy, 1970, Kœnig, 1975, p. 192) sont plus élogieux, pensent au contraire que « la méthode de Roosevelt est le meilleur modèle inventé pour maximaliser l’influence personnelle (…) et libérer les énergies comprimées par la routine bureaucratique ». [↑](#footnote-ref-223)
224. « Rien ne le réjouissait plus que la surprise de découvrir quelque chose et ne le mettait plus en colère que d’apprendre que d’autres le savaient déjà » (Hargrove, 1974, p. 39). [↑](#footnote-ref-224)
225. Cf. sa conception de la loyauté (p. 62). [↑](#footnote-ref-225)
226. « Une semaine un collaborateur pouvait être invité à participer à tous les aspects du travail et de la vie, même la plus intime, de Johnson, la semaine d’après il recevait un accueil glacial » (Kearns, 1976, p. 249). [↑](#footnote-ref-226)
227. « Il connaissait l’usage de la force, de la flatterie, de la menace, fonçant droit sur la faiblesse comme un missile guidé par la chaleur, cataloguant le point faible de chaque homme dans cette incroyable mémoire pour l’évoquer ensuite quand c’était nécessaire (…). Il adorait le Congrès et l’étudiait. Il pouvait dresser le catalogue des points forts et des points faibles de tous ceux qui y siégeaient. La force d’un homme le rebutait, mais ses faiblesses l’attiraient. Cela voulait dire que c’était un homme dont on pouvait se servir » (Halberstam, 1974, p. 449). [↑](#footnote-ref-227)
228. Hess (1976) cependant pense qu’il était le plus accessible des présidents depuis Roosevelt. [↑](#footnote-ref-228)
229. « Plus la fonction est élevée, plus il devient héroïque – pour ne pas dire surhumain – d’écouter ce que l’on peut se dispenser d’entendre » (Giroud, 1977). [↑](#footnote-ref-229)
230. « He shapped down those who sang out of tune » (Hargrove, 1974, p. 19). [↑](#footnote-ref-230)
231. Il était d’ailleurs plus attentif à faire voter une loi qu’à contrôler son application. [↑](#footnote-ref-231)
232. On a prétendu qu’il devait cette compréhension en partie à de pénibles expériences subies dans sa jeunesse. Son frère aîné en avait fait son souffre-douleur, l’empêchant peut-être ainsi de devenir un jeune milliardaire prétentieux (Anderson, 1960, p. 201). [↑](#footnote-ref-232)
233. Cas de Dean Rusk qui ne supportait pas la désinvolture de Kennedy. [↑](#footnote-ref-233)
234. On voit ici la différence entre le Cabinet américain et la France où s’imposent les notions de responsabilité collective du gouvernement et de solidarité ministérielle.

     « Nous ne tenions pas assez compte des canaux existants dans le gouvernement et délibérément ignorions trop les membres du Cabinet » (R. Johnson, 1974, p. xix). [↑](#footnote-ref-234)
235. Anderson (1968, p. 204) le compare sur ce point à W. Wilson. [↑](#footnote-ref-235)
236. Des postes sont créés, des effectifs sont réduits mais ce ne sont que des modifications mineures (Cohen, 1980). [↑](#footnote-ref-236)
237. Ses collaborateurs ou ses partisans ont été qualifiés de « barons » pour l’arrogance ou de « godillots » pour l’obéissance. [↑](#footnote-ref-237)
238. Ceci écrit en mai 1984 ne tient pas compte des ouvrages parus ensuite. [↑](#footnote-ref-238)
239. À noter que I. Hoffmann est psychologue. [↑](#footnote-ref-239)
240. « De Gaulle n’a pas besoin de programme, il a un nom » (Tournoux, 1979, p. 141). [↑](#footnote-ref-240)
241. « Souvenez-vous de ceci : les évènements me donnent tort dans l’immédiat, mais l’histoire me donnera raison » (Tournoux, 1979, p. 141). [↑](#footnote-ref-241)
242. Plus ou moins appréciées. Mais il attachait de l’importance à l’impression qu’il produisait. « Dès le début du septennat, le Président nous a demandé de nous occuper de son image. Il faut constamment réfléchir aux différentes manifestations qui lui permettraient de mieux communiquer sa pensée, de la rendre plus accessible au public » (Cohen, 1980, p. 65). [↑](#footnote-ref-242)
243. Et mérite peut-être une autre remarque de Pompidou : « La manière, le style, il ne faut pas en être prisonnier. Regardez les peintres : lorsqu’ils ont trouvé leur style, ils se condamneront à le respecter perpétuellement et à se copier eux-mêmes, alors leur peinture devient mauvaise » (Alexandre, 1970, p. 435). [↑](#footnote-ref-243)
244. On ne peut s’empêcher de rapprocher également, malgré des connotations différentes, les deux remarques suivantes : Stevenson disant de Kennedy : « Ce jeune homme ne dit jamais je vous en prie, il ne dit jamais merci, il ne demande jamais quelque chose, il l’exige » (Halberstam, 1974, p. 38), de la remarque d’E. Faure froissé de la désinvolture de V. Giscard d’Estaing et disant : « Il est temps que ce jeune homme apprenne à vivre » (Giroud, 1977, p. 204).

     « Les gens de Kennedy (…) estimaient que la pire chose qu’on pouvait faire c’était de professer ouvertement un idéalisme élevé » (Halberstam, 1974, p. 38). Anderson (1968, p. 199) les qualifie de politiciens froids, pratiques et rudes. [↑](#footnote-ref-244)
245. « La grâce sous la pression », telle était la formule qu’il souhaitait se voir appliquer. [↑](#footnote-ref-245)
246. On ne peut parler de véritable éloquence dans la mesure où ses discours étaient si soigneusement préparés. [↑](#footnote-ref-246)
247. Un jour, au Conseil des Ministres, quelqu’un parlait de la presse d’opposition : « Il n’y en a pas d’autre, interrompit le général » (Dulong, 1974, p. 176). [↑](#footnote-ref-247)
248. « La coalition hostile des comités et des stylographes » devait être tenue à distance, « non par dédain mais par principe » (de Gaulle, 1970, p. 312). [↑](#footnote-ref-248)
249. On peut se demander si dans son mépris pour la presse n’intervenaient pas à la fois le souvenir du peu d’intérêt manifesté par les journaux pour ses articles sur la force mécanique (1925-1930), la réussite de ses discours à la télévision et le sentiment que c’était là le moyen de communication de l’avenir. [↑](#footnote-ref-249)
250. « Dans le cerveau de Hoover les faits sont comme l’eau pour une éponge. Ils sont absorbés dans les moindres interstices » (B. Baruch, in Barber, 1977). [↑](#footnote-ref-250)
251. Et leur succès lui fit dire à Orson Welles qu’ils étaient les deux meilleurs acteurs des États-Unis (Hargrove, 1966, p. 63). [↑](#footnote-ref-251)
252. Alors que son secrétaire de presse, Jim Hagerty, fut le plus remarquable de tous (Anderson, 1968, p. 181). [↑](#footnote-ref-252)
253. Au cours des quatre années de son premier mandat, Nixon ne tint que 31 conférences de presse. Kennedy 64 en moins de trois ans, Johnson 126 en près de cinq ans, Eisenhower 193 en huit ans, Truman 322 durant une période égale et Roosevelt 998 en un peu plus de douze ans (Wise, 1973, p. 246). [↑](#footnote-ref-253)
254. « Un politique a une vie et un élan qui lui sont propres, c’est une chose organique » (Halberstam, p. 246-249). L’engagement (…) utilisait son propre carburant : la vitesse acquise de la bureaucratie et l’ambition individuelle. Au gouvernement, il est toujours plus facile d’aller de l’avant avec un programme qui ne marche pas que de l’interrompre et d’avouer son échec. [↑](#footnote-ref-254)
255. Après avoir entendu Krulak (militaire favori de Mac Namara) et Mendenhall (diplomate imposé par Harriman) de retour du Vietnam, Kennedy ne put s’empêcher de leur demander si c’était bien le même pays qu’ils avaient visité.

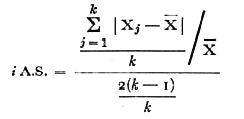
     Le commandement de Saigon écrasait systématiquement tout dissentiment venu du terrain (…). Si un colonel apparaissait pessimiste dans un journal, c’était la fin de sa carrière (Halberstam, 1974, p. 238). [↑](#footnote-ref-255)
256. « Nous sommes lancés dans une voie où il n’est pas possible de rebrousser chemin sans perdre la face » (Lodge à Rusk, in Halberstam, p. 301). [↑](#footnote-ref-256)
257. Refus des contacts avec la Chine et Hô Chi Minh parce que c’était en contradiction avec « l’image d’un communisme monolithique placé sous la direction de Moscou » (*New York Times*, 20 juin 1971 ; *in* Arendt, 1972, p. 36). [↑](#footnote-ref-257)
258. *In* Arendt (1972, p. 15). [↑](#footnote-ref-258)
259. S. Hoffmann (1971) parle de « pensée experte ». [↑](#footnote-ref-259)
260. Le prototype en était D. Rusk. [↑](#footnote-ref-260)
261. Le modèle était Mac Namara. [↑](#footnote-ref-261)
262. « C’étaient des hommes simples, le produit de leur entraînement, de leur environnement et de leur époque, ils croyaient aux vieilles maximes de la guerre. Si l’on devait entrer en guerre, on utilisait la force, et si on utilisait la force, on l’utilisait au maximum. Si nous devions bombarder, ce devait être un bombardement de saturation de tous les objectifs concevables : il s’agirait d’anéantir l’ennemi » (Halberstam, p. 484). L’autobiographie du général Bradley (1983), même si les jugements sont excessifs, donne tout de même des indications intéressantes sur la personnalité des responsables de l’armée. « Montgomery : un homme suffisant, tranchant, exigeant, d’une vanité presque intolérable et atteint de mégalomanie… Mac Arthur : un mégalomane. Patton : affamé de gloire et de publicité. » Le virus du pouvoir n’atteint pas seulement les hommes politiques, mais tous ceux qui détiennent une parcelle d’autorité. [↑](#footnote-ref-262)
263. « Nous avions la force et les Nord-Vietnamiens ne l’avaient pas, en outre ils étaient petits et jaunes » (Halberstam, 1974, p. 511).

     D. Ellsberg dénonce (1971) le refus délibéré et obstiné du gouvernement américain, depuis plus de vingt-cinq ans, de connaître les réalités historiques, politiques et géographiques, nous ajouterions psychologiques et psychosociologiques. On cite toujours en exemple l’heureuse intervention des psychosociologues dans la démocratisation du Japon après la guerre. Se sont-ils manifestés et comment à propos du Vietnam ? [↑](#footnote-ref-263)
264. Expression substituée, semble-t-il, à l’ancienne notion de hiérarchie, indiquant un ordre de préférence, au profit de l’idée moins sélective mais plus automatique et plus moderne qu’évoque le mot code. [↑](#footnote-ref-264)
265. « Ce qui nous force à mentir est fréquemment le sentiment que nous avons de l’impossibilité chez les autres qu’ils comprennent entièrement notre action (…). Je te dirai ce que tu peux comprendre (…) », P. Valéry, *Moralités*, cité *in* Tournoux (1979), appliqué à de Gaulle. [↑](#footnote-ref-265)
266. Le titre d’un de ses ouvrages, *La vérité guidait leurs pas*, paraît significatif. Le président Carter semble avoir eu sur un mode différent une même préoccupation (Turner, 1976). [↑](#footnote-ref-266)
267. Cf. F. Mitterrand, J. Chirac. [↑](#footnote-ref-267)
268. Et l’on pense au jugement de Michel Serres : « Je ne dis pas : il y a des fous dangereux au pouvoir – et un seul suffirait, je dis bien : il n’y a au pouvoir que des fous dangereux », *Critique*, mars 1972, « La thanatocratie ». [↑](#footnote-ref-268)
269. On ne peut savoir comment aurait réagi Kennedy par la suite. [↑](#footnote-ref-269)
270. Dossiers du Pentagone, p. 600 (Arendt, p. 21). [↑](#footnote-ref-270)
271. Il faut admirer le courage et l’honnêteté qui ont inspiré la publication de ces documents. [↑](#footnote-ref-271)
272. « La défaite paraissait beaucoup moins redoutable que la reconnaissance de la défaite » (Arendt, p. 42). [↑](#footnote-ref-272)
273. Guetzkow, 1959, *et al.*, 1963.

     Pour Snyder (1963), la simulation n’est pas utile seulement pour vérifier des hypothèses, mais pour en suggérer. Verba (1964) déclare que le modèle expérimental n’a pas besoin de « ressembler » à la réalité, ce qu’il faut c’est savoir s’il fonctionne comme dans la réalité, en ce qui concerne les facteurs importants pour le sujet étudié. [↑](#footnote-ref-273)
274. Cf. Bourdieu, 1973. [↑](#footnote-ref-274)
275. En utilisant le ins (*Inter-nation-simulation*) personne-machine (Brody, 1963). [↑](#footnote-ref-275)
276. Sur la procédure (Driver, in Hermann, 1977). [↑](#footnote-ref-276)
277. Se rapporter à cet article pour une importante bibliographie (1977) ainsi qu’à Kelman (1965) et Rosenau (1974). [↑](#footnote-ref-277)
278. À travers une analyse de contenu des *Congressional records* (1949-1950). [↑](#footnote-ref-278)
279. On peut également se demander si les cultures traditionnelles moins complexes ne réduisent pas le nombre de virtualités ou de traits de caractère, amenant une certaine uniformisation des réactions. [↑](#footnote-ref-279)
280. Cf. la pression de l’opinion américaine pour mettre fin à la guerre du Vietnam, pour rapatrier les marines du Liban une année d’élection. [↑](#footnote-ref-280)
281. Pour la définition des régimes totalitaires, cf. chap. II, vol. 2 de ce *Traité*. [↑](#footnote-ref-281)
282. Staline : « Je remuerai mon petit doigt et il n’y aura plus de Tito » (*in* Tucker, 1965, p. 464). [↑](#footnote-ref-282)
283. Pour la définition de la notion de crise, cf. Robinson et Snyder, 1965 ; C. D. Paige, 1968 ; J. A. Robinson, 1968 ; C. F. Hermann, 1969 ; S. Falkowski, 1978. Hoffman (1971, p. 359) écrit : « Il est inutile de découvrir des critères purement objectifs et rationnels : une crise n’est ni un évènement quelconque qui menace la position de l’Amérique, ni en général un évènement que le gouvernement décide purement et simplement de qualifier crise : c’est un évènement que le gouvernement perçoit comme un défi auquel il pense qu’il lui faut riposter. » [↑](#footnote-ref-283)
284. Kennedy pour la crise des missiles, Truman en Corée, Eisenhower pour la Hongrie. [↑](#footnote-ref-284)
285. Nous avons vu qu’il en était de même sur le plan intérieur. [↑](#footnote-ref-285)
286. Refoulement de souvenirs pénibles : feedback négatif ou positif (Falkowski, 1978). [↑](#footnote-ref-286)
287. Cf. bibliographie dans Stuart et Starr, 1981. [↑](#footnote-ref-287)
288. Elles sont parfois innocentes, mais souvent dues à la volonté de faire pression pour ou contre une décision (cf. le Vietnam). [↑](#footnote-ref-288)
289. Les psychanalystes voient à l’origine de cette réaction une fois de plus l’image menaçante de l’autorité du père contre laquelle il faut s’insurger. [↑](#footnote-ref-289)
290. Les psychanalystes considèrent les liens avec les parents dans l’enfance, source essentielle de confiance. Pour Mac Arthur et Roosevelt il s’agissait des liens avec leur mère, pour Wilson avec son père. Nixon lié à sa mère cherchait à prouver sa virilité, d’où la complexité du personnage. De ces origines différentes naîtront suivant les situations des réactions de force ou de faiblesse. [↑](#footnote-ref-290)
291. Nous avons abordé seulement l’aspect psychologique de la personnalité. Il est évident que la physiologie, la santé et le type de maladie des leaders ont une influence considérable sur leur comportement. Prévenu plus tôt de la gravité de son état, Pompidou aurait probablement pris des mesures pour assurer sa succession. Begin à la fin de son mandat n’était plus le même homme. Que dire de Roosevelt à Yalta et Brejnev et Andropov ? Si certains leaders s’accrochent au pouvoir en niant leurs symptômes (anosognosie), d’autres sont maintenus en vie par leurs partisans (Franco) ou pour ne pas créer un vide dans une situation internationale dangereuse (Tito) (Bernstein, 1973 ; Rentchnick, 1976, 1983). Il faut enfin signaler le rôle que la maladie a joué dans la jeunesse de nombreux présidents américains : Wilson, Roosevelt, Kennedy, Nixon et Carter. [↑](#footnote-ref-291)
292. Wilson, en 1908, écrivait déjà : « Un leader politique ne peut pas être président et vivre, si sa tension n’est pas diminuée. Sans cela nous serons obligés de choisir pour la magistrature suprême parmi des athlètes sages et prudents… un petit échantillon. » [↑](#footnote-ref-292)
293. Leitmotiv bien connu des sociologues… s’applique dès qu’il s’agit des jugements humains. Cf. Bachelard. [↑](#footnote-ref-293)
294. Cf. bibliographie et commentaires *in* Rosenau (1974). [↑](#footnote-ref-294)
295. La différence entre la froideur de l’attitude officielle des Soviétiques et leur amabilité en dehors des négociations frappe tous les Occidentaux. [↑](#footnote-ref-295)
296. Bilateral exploration of the region of validity. [↑](#footnote-ref-296)
297. « On est généralement plus fier en France d’avoir fait céder l’interlocuteur que d’être parvenu à un accord acceptable pour les deux parties » (Giroud, 1977, p. 81). [↑](#footnote-ref-297)
298. Pourtant, la tradition des marchands de tapis n’est pas une légende. Peut-on supposer un changement de mentalité en accédant aux intérêts nationaux ou plutôt une plus grande patience et habileté des Arabes et une trop grande hâte des Américains. [↑](#footnote-ref-298)
299. Cf. bibliographie plus complète (Druckman, *in* Hermann, 1977). [↑](#footnote-ref-299)
300. Rosenblatt note (1964) qu’il augmente la capacité de tricher, se battre, tuer. [↑](#footnote-ref-300)
301. Cf. Chamberlain face à Hitler. Kennedy devant Khrouchtchev…

     Robert Kennedy aurait dit : « La leçon finale de la crise des missiles de Cuba. C’est l’importance de se mettre dans les souliers de ses adversaires » (*in* Janis, 1972, p. 164). [↑](#footnote-ref-301)
302. Cf. Holsti (1967). [↑](#footnote-ref-302)
303. Système bien connu du bouc émissaire. [↑](#footnote-ref-303)
304. « Chaque fois que je discute avec votre secrétaire d’État, Dieu est toujours entre nous », cité *in* Finlay (1967). [↑](#footnote-ref-304)
305. O. R. Holsti, 1967, pp. 16, 39. [↑](#footnote-ref-305)
306. Cf. R. Drai, chap. II de ce volume. [↑](#footnote-ref-306)
307. « L’hypothèse s’impose que la paranoïa recèle la même tendance profonde que la puissance. C’est le désir d’écarter les autres de son chemin afin d’être l’unique, ou encore, sous une forme atténuée et souvent admise, le désir de se servir des autres afin que leur aide fasse de vous l’unique » (Canetti, 1960, p. 49). [↑](#footnote-ref-307)
308. Comportant souvent des traces de sadisme (Hofstadter, 1966, p. 34). [↑](#footnote-ref-308)
309. Alors que les manifestations de la folie individuelle évoluent et s’inspirent souvent des progrès techniques et d’une réalité mal supportée (cf. Baruch). [↑](#footnote-ref-309)
310. Des électeurs de gauche ont voté pour l’extrême droite (Le Pen) en 1984. [↑](#footnote-ref-310)
311. Cf. note des traducteurs, *in* Freud (1921). [↑](#footnote-ref-311)
312. Cependant est utilisé parfois dans le sens très large et mal défini de catégories d’êtres humains (Brown, 1954). [↑](#footnote-ref-312)
313. Rejeté par la Sorbonne, l’Académie des Sciences morales et politiques. [↑](#footnote-ref-313)
314. G. Rudé (1959) affirme au contraire de façon convaincante que l’alcoolisme ne joue pas de rôle dans les évènements de juillet 1789. [↑](#footnote-ref-314)
315. Groupement de recherche et d’études pour la civilisation européenne. [↑](#footnote-ref-315)
316. [Tarde](http://classiques.uqac.ca/classiques/tarde_gabriel/tarde_gabriel.html) reconnaît que Taine avait produit sinon la synthèse au moins rassemblé tous les éléments d’une excellente psychologie des foules. [↑](#footnote-ref-316)
317. Malgré la connaissance que Taine, ami de Charcot, en avait. [↑](#footnote-ref-317)
318. Lettre à Guizot, 20 décembre 1873, in *Correspondance,* 3, p. 259. [↑](#footnote-ref-318)
319. *Histoire de la littérature anglaise* (Hachette, 1864, introd., vol. 1), cité *in* Barrows (1981, p. 27). [↑](#footnote-ref-319)
320. « En fait, le grand livre des *Origines* a marqué le point de départ du vaste renouveau d’idées conservatrices que nous voyons se propager aujourd’hui (…). Son œuvre est l’arme la plus meurtrière qui ait été forgée depuis cent ans contre l’erreur funeste de 89 », P. Bourget, Les deux Taine, in *Études et portraits*, vol. 3 : *Sociologie et littérature*, Plon, 1906, p. 113. [↑](#footnote-ref-320)
321. Cf. [*Les lois de l’imitation*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.tag.loi1), 1890. [↑](#footnote-ref-321)
322. Pour cette discussion, cf. Suzanna Barrows. [↑](#footnote-ref-322)
323. Sans utiliser directement l’hypnose, alors très à la mode, Le Bon y fait tout de même allusion. [↑](#footnote-ref-323)
324. Alors que Tarde prétendait que les foules appartenaient au passé. [↑](#footnote-ref-324)
325. Pauvre général Boulanger ! Cette remarque paraît démodée, pourtant elle est encore vraie pour les présidents des États-Unis comme de la France. On admet les frasques ou les liaisons discrètes (preuves de virilité ; cf. les Kennedy, Giscard, Roosevelt, Eisenhower) mais il faut respecter les apparences et l’institution du mariage. [↑](#footnote-ref-325)
326. « Pour vaincre les foules, il faut d’abord se rendre bien compte des sentiments dont elles sont animées, feindre de les partager, puis tenter de les modifier en provoquant au moyen d’associations rudimentaires, certaines images suggestives, savoir revenir au besoin sur ses pas, deviner surtout à chaque instant les sentiments qu’on fait naître » (1963, p. 65). [↑](#footnote-ref-326)
327. « Plus l’affirmation est concise, dépourvue de preuves et de démonstration, plus elle a d’autorité » (1963, p. 72). [↑](#footnote-ref-327)
328. « Le candidat qui peut découvrir une formule neuve, bien dépourvue de sens précis et par conséquent adaptable aux aspirations les plus diverses, obtient un succès infaillible » (1963, p. 106). Le Bon l’avait compris car il était lui-même très doué pour les slogans et aimait en faire profiter ses amis politiques. La princesse Bibesco suggérait que c’était la raison pour laquelle ceux-ci supportaient son caractère autoritaire car « c’est par les (formules) que vivent les politiciens comme les cuisinières de recettes » (Princesse Bibesco, 1937, pp. 47-48). [↑](#footnote-ref-328)
329. À retenir la phrase étonnamment gaullienne qui clôt le chapitre sur le prestige : « Pour se faire admirer des foules, il faut toujours les tenir à distance. » [↑](#footnote-ref-329)
330. Pour Le Bon le prestige assure un pouvoir grandissant alors que le charisme s’évanouit rapidement ou se routinise, enfin l’élément affectif prédominant dans le charisme n’y tient aucune place (cf. p. 113). L’autorité est l’élément essentiel dans la fascination. [↑](#footnote-ref-330)
331. Il y a une recherche à effectuer sur les causes des divers types de notoriété et les facteurs de succès et d’insuccès dans le monde intellectuel et académique suivant les époques. [↑](#footnote-ref-331)
332. Allport est considéré comme le plus critique. Pour lui la conscience collective n’est pas différente en nature des consciences individuelles, elle ne diffère qu’en degrés. [↑](#footnote-ref-332)
333. On voit trop souvent uniquement le rapport avec le meneur. [↑](#footnote-ref-333)
334. Un Américain, E. D. Martin (1920), émet un point de vue semblable. [↑](#footnote-ref-334)
335. Cf. Arendt, Fromm, Misterlich, Reich. [↑](#footnote-ref-335)
336. Dont on peut seulement regretter l’inspiration antipsychologique mais elle est si habituelle chez les sociologues ! [↑](#footnote-ref-336)
337. Sighele, 1898 ; cité *in* Treanton et Thiec, 1983, et Barrows, 1981. [↑](#footnote-ref-337)
338. Par exemple, l’affirmation que ce sont les hésitants et les individus sans convictions solides qui seront les plus influencés par la foule. Il faudra de nombreuses expériences et recherches sur la propagande et l’influence de la télévision pour que soit depuis quelques années seulement reprise et vérifiée cette hypothèse. [↑](#footnote-ref-338)
339. Cf. A. Stein, *Adolf Hitler and Gustave Le Bon,* cité *in* S. Barrows, p. 188. Frappé des similitudes entre *Mein Kampf* et *La psychologie des foules,* Stein pense qu’Hitler, qui, entre 1908 et 1940, allait à la Viener Hofbibliotek, peut avoir lu une traduction allemande de La *psychologie des foules* qui s’y trouvait depuis 1908. [↑](#footnote-ref-339)
340. Le Bon écrit des assemblées parlementaires : « Malgré toutes les difficultés de leur fonctionnement (elles) représentent ce que les peuples ont encore trouvé de mieux pour se gouverner et surtout pour se soustraire le plus possible au joug des tyrannies personnelles » (1963, p. 120). [↑](#footnote-ref-340)
341. Cf. R. Rémond (1954). [↑](#footnote-ref-341)
342. *Ibid*. [↑](#footnote-ref-342)
343. Zola, confronté à la foule qui après son procès le conspuait, aurait murmuré : « Ces gens sont des cannibales » *(in* Barrows, p. 197). [↑](#footnote-ref-343)
344. « Ce n’est pas la raison, et c’est souvent malgré elle, que se sont créés des sentiments tels que l’honneur, l’abnégation, la foi religieuse, l’amour de la gloire et de la patrie, qui ont été jusqu’ici les grands ressorts de toutes les civilisations » (1963, p. 67). [↑](#footnote-ref-344)
345. En écrivant : « La psychologie c’est la sociologie tout entière », Durkheim entendait qu’elle n’existait pas en tant que telle. [↑](#footnote-ref-345)
346. Le contraire pourrait être aussi vrai, les images du passé (cf. la Commune) peuvent inspirer la foule. [↑](#footnote-ref-346)
347. La taille n’était pas considérée importante par d’anciens auteurs : Le Bon (1903) et même Park et Burgess (1921). Depuis, les études de groupe ont montré l’intérêt de ce facteur. [↑](#footnote-ref-347)
348. « Le petit groupe politique constitue, en particulier, un dispositif de libération par rapport aux mécanismes communs de refoulement et donc un lieu de levée de la culpabilité (…) il permet à chacun de se déprendre de l’emprise psychologique exercée par la société globale et ses appareils idéologiques. La satisfaction particulière que procure le groupe est liée à cette transformation qu’il apporte, nourrie de transgression symbolique » (p. 106).

     « L’attachement au parti est dès lors un espace de sécurité, un garant contre l’anxiété, un remède partiel, un étayage contre l’angoisse » (p. 117). Il serait intéressant de mesurer l’importance qu’a jouée ce rôle dans l’attachement des intellectuels communistes au pc. 343. [↑](#footnote-ref-348)
349. « À la limite, le professionnel, devenu fonctionnaire du parti, parvient à une fidélité d’autant plus inconditionnelle que les grands idéaux lui sont devenus indifférents. » [↑](#footnote-ref-349)
350. Et utilise de ce fait toutes les techniques d’observation. [↑](#footnote-ref-350)
351. Sur le plan collectif, l’expérience de Milgram nous apprend ce que l’on a tendance à oublier : le bon usage de la liberté nécessite un apprentissage. Malgré l’antinomie apparente des termes, la liberté exige aussi une éducation. Dans une autre expérience sur la pression du groupe Milgram trouve les Français nettement plus indépendants que les Norvégiens (1971). [↑](#footnote-ref-351)
352. Avec calme ou indignation, certains ont même rendu les chèques en refusant de commencer ou poursuivre cette « horrible expérience ». [↑](#footnote-ref-352)
353. C’est-à-dire sans tenir compte des drogues et de la torture mais on ne peut éliminer les conditions de vie : faim, manque de sommeil, etc. [↑](#footnote-ref-353)
354. (Hunter, 1951, 1956 ; Lifton, 1954 ; Schein, 1961 ; Bucksman, 1977). [↑](#footnote-ref-354)
355. Les résultats datant de 1950 seraient-ils encore valables aujourd’hui ? [↑](#footnote-ref-355)
356. Cette quantification si précise laisse perplexe et on peut regretter que la notion de changement fasse l’objet soit d’expériences peu convaincantes soit de théories sans liens avec la réalité (cf. Parsons et toute l’école de théorie analytique, cf. exposé et critique, *in* Sorokin, 1966, pp. 586-634). [↑](#footnote-ref-356)
357. Cf. ce *Traité,* vol. 4, chap. III. [↑](#footnote-ref-357)
358. La fin du monde qu’avaient annoncé les membres du groupe ne survenant pas à la date prévue, le groupe de croyants prétend ne pas s’être trompé, mais déclare que ses prières ont évité la catastrophe finale. [↑](#footnote-ref-358)
359. « Le premier attrait de l’histoire des mentalités réside précisément dans son imprécision, dans sa vocation à désigner les résidus de l’analyse historique, le je ne sais quoi de l’histoire » (Le Goff, 1974, t. iii p. 77). [↑](#footnote-ref-359)
360. C’est nous qui soulignons. [↑](#footnote-ref-360)
361. Cf. Binion (1982) et la création aux États-Unis du *Journal of Psychohistory,* de la *Psychohistory Review* et dans les universités de cours de psychohistoire. [↑](#footnote-ref-361)
362. Nous laissons de côté l’abondante littérature psychanalytique, d’une part du fait de notre incompétence et, d’autre part, l’état actuel de cette discipline ne nous paraît pas servir notre effort pour donner à la psychologie politique un statut scientifique. [↑](#footnote-ref-362)
363. Cf. Miroglio et la Revue de Psychologie des Peuples. [↑](#footnote-ref-363)
364. [Tocqueville](http://classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/de_tocqueville.html) sur les États-Unis (1835), Hoffmann (1967, 1973), Wylie (1957), Zeldin (1978) pour la France. [↑](#footnote-ref-364)
365. Nous ne le traitons pas et renvoyons à l'article de Inkeles et Levinson (1954). Les ouvrages français sont historiques, politiques ou sociologiques. L'approche psychologique est sacrifiée..., sauf peut-être en littérature. [↑](#footnote-ref-365)
366. Cf. Sorokin pour la bibliographie et la critique des diverses théories. [↑](#footnote-ref-366)
367. Les révolutions étudiées sont peu nombreuses et les exemples choisis peu significatifs ; cf. la critique de Sorokin (1966). [↑](#footnote-ref-367)
368. Chap. VII, vol. 2, de ce *Traité*. [↑](#footnote-ref-368)
369. Se reporter pour la bibliographie à Verba, 1961 ; Grawitz, 1983 ; aux ouvrages de psychologie sociale et au chap. IX de ce volume. [↑](#footnote-ref-369)
370. Charisme : du grec grâce. Terme emprunté à l’historien des religions Rudolf Sohm (1892). Au début, le terme s’appliquait aux institutions. [↑](#footnote-ref-370)
371. De la masse qui le suit, pas forcément de son entourage : camarilla, etc. [↑](#footnote-ref-371)
372. À son propos : « Lorsque cinq mille visages peuvent s’allumer et briller en le voyant, alors je dis que ce n’était pas un homme ordinaire » (cité *in* Tucker, 1968). [↑](#footnote-ref-372)
373. Elle s’explique facilement par sa nature dépressive et ses propres problèmes psychologiques. [↑](#footnote-ref-373)
374. Expression utilisée par F. Mitterrand. [↑](#footnote-ref-374)
375. « On a gagné », criait-on à la Bastille. [↑](#footnote-ref-375)
376. Après avoir reproché à la IVe République son instabilité, on a pu juger des inconvénients d’une certaine forme d’excès de stabilité sous la Ve. [↑](#footnote-ref-376)
377. Sur l’importance de la notion de déception, cf. Hirschman, 1982. [↑](#footnote-ref-377)
378. \* Les ouvrages les plus utilisés ou les plus importants comportent \* ou \*\*. [↑](#footnote-ref-378)
379. À la suite de Freud, certains des « pionniers » de la psychanalyse allaient tenter d’expliquer directement certains faits et constantes de la vie politique. Retenons ici les essais de E. Jones (1966-1973), de Ferenczi (1974), de K. Abraham (1965), de W. Reich (1969). Les chercheurs de l’École de Francfort qui furent concernés par ces travaux : Adorno, Horkheimer, Marcuse (Jay, 1979), recoururent de façon plus méthodique et méthodologique à la psychanalyse. Leur influence – celle de Marcuse surtout – marque en France depuis la fin des années 1960 l’irruption de la psychanalyse dans l’analyse des phénomènes de contestation et de répression (Verdiglione, 1974). L’essai, lui aussi pionnier, de G. Mendel, *La révolte contre le père* (1968), se raccorde plus directement au Freud de *Malaise dans la civilisation.* Tandis que *L’amour du censeur* de P. Legendre (1974) s’inspirait des théories de Jacques Lacan. Le numéro spécial de la revue *Pouvoirs* (1979) sur « Psychanalyse et politique » consacre l’intérêt des politologues à l’égard d’une approche dont on ne doit cependant pas cesser de consolider, épistémologiquement et méthodologiquement, les propositions et les tentatives si l’on entend ne pas confondre – comme on y reviendra – politique et science politique, psychanalyse appliquée à la vie politique et psychanalysme. [↑](#footnote-ref-379)
380. Le qualificatif « asséritif » définit en psychopathologie une attitude qui ne se limite pas à affirmer une position mais qui prétend la soustraire au droit commun de la contradiction (Janet-Minkowski). Par extension il caractérise les formulations pseudo-axiomatiques. [↑](#footnote-ref-380)
381. \* Article sur la censure, in *Œuvres philosophiques*, Paris, Edition de la Pléiade, 1982. [↑](#footnote-ref-381)
382. L’expression de socialisation politique semble avoir été utilisée pour la première fois par Hyman (1959). Le mot même de socialisation se trouve déjà utilisé par Durkheim (1966). [↑](#footnote-ref-382)
383. Le mot enfant ne fera pas référence ici à une classe d’âge donnée mais au statut de l’enfant par opposition aux adultes et plus précisément aux parents. [↑](#footnote-ref-383)
384. Il pourrait être extrêmement révélateur de classer la carte des pays dans lesquels sont étudiés ou non les phénomènes de socialisation politique avant l’âge adulte. On s’apercevrait, par exemple, que parmi les chercheurs les plus réticents à l’égard de ces études dans le monde occidental se trouvent les chercheurs anglais. [↑](#footnote-ref-384)
385. Sur les mauvaises relations entre chercheurs d’orientation psychologique et politologique on citera cette phrase de Sears (1975) présentant l’ensemble des travaux sur les phénomènes de socialisation politique : « Les contenus politiques qui intéressent les politistes (par exemple l’identification partisane) peuvent sembler périphériques d’un point de vue psychologique et par là paraître ennuyeux aux psychologues ; de la même façon les théories psychologiques ésotériques sans importance explicite pour comprendre le comportement politique des adultes (par exemple les théories de Piaget) peuvent sembler inutiles aux politistes… Dans cet essai les théories psychologiques ne seront pas traitées en détail » (p. 95). [↑](#footnote-ref-385)
386. Sur le statut du politique dans l’œuvre de Bourdieu on pourra consulter notamment : Frédéric Bon, Y. Schemeil, La rationalisation de l’inconduite, in *Revue française de Science politique*, 1980, vol. 30 (6), pp. 1198-1228. Une des sources des contradictions des textes de Bourdieu sur la politique tient sans doute, aussi, à leur statut. Presque tous représentent des réponses à des articles de politistes et ne constituent pas une réflexion d’ensemble sur ces problèmes. [↑](#footnote-ref-386)
387. On notera que l’on trouve déjà l’expression d’habitus chez Durkheim dans [*L’Évolution pédagogique en France*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.due.evo)*,* p. 37. Dans le même ouvrage (p. 352), Durkheim définit le système éducatif comme « le véritable instrument de la domination des âmes ». [↑](#footnote-ref-387)
388. Cf. cette citation de Bourdieu : « Si le problème est politiquement constitué pour eux (problèmes de salaires, de cadre de travail pour les ouvriers), ils choisiront en termes de compétences politiques ; s’il s’agit d’un problème qui n’est pas constitué politiquement pour eux (répressivité dans les rapports à l’intérieur de l’entreprise) ou s’il est en voie de constitution, ils seront guidés par le système de dispositions profondément inconscient qui oriente leur choix dans les domaines les plus différents » (Bourdieu, 1980). [↑](#footnote-ref-388)
389. « Le principe de production de la réponse, écrit Bourdieu, peut être l’éthos de classe, formule génératrice non constituée comme telle qui permet d’engendrer, sur tous les problèmes de l’existence ordinaire, des réponses objectivement cohérentes entre elles et compatibles avec les postulats pratiques d’un rapport pratique au monde ; il peut être aussi un « parti » politique systématique (au sens où l’on parle d’un parti artistique), c’est-à-dire un système de principes explicites et spécifiquement politiques, justiciables du contrôle logique et de l’appréhension réflexive, bref une sorte d’axiomatique politique (dans le langage ordinaire, une « ligne » ou un « programme ») qui permet d’engendrer ou de prévoir l’infinité des jugements et des actes politiques inscrits dans l’algorithme et ceux-là seulement ; il peut être enfin le produit d’un choix à deux degrés, c’est-à-dire du repérage, opéré sur le mode du savoir, des réponses conformes à la « ligne » définie par un parti politique, au sens, cette fois, d’organisation fournissant une « ligne » politique sur un ensemble de problèmes qu’il contribue à constituer comme politiques, l’adhésion impliquée dans cette délégation tacite ou explicite pouvant elle-même avoir pour principe, on le verra, la reconnaissance pratique opérée par l’éthos ou le choix explicite en fonction d’un « parti » » (1979, p. 480). [↑](#footnote-ref-389)
390. Padioleau a supposé l’existence de « codes politiques » (cf. Padioleau, 1975, 1976), et présenté certaines hypothèses sur leurs formations. Padioleau juxtapose des éléments venant des théories de Piaget et d’autres empruntés à celles de Bernstein sans parvenir à les intégrer de façon satisfaisante. En réalité, le code politique apparaît comme la forme que prend le code socio-linguistique dans le cas particulier de la politique. [↑](#footnote-ref-390)
391. Les coefficients d’association de type tau *b* ou *y* prennent en compte l’ensemble de la distribution des positions des parents et des enfants ; la diagonale ne considère que les positions identiques des parents et des enfants. En cas de reproduction parfaite, tous les enfants adoptent les mêmes positions que celles de leurs parents et la diagonale représente 100 % des cas ; on peut, d’autre part, calculer à partir des effectifs théoriques des cas la valeur que prendrait la diagonale en cas de reproduction aléatoire. Pour apprécier la valeur de la diagonale observée, il convient de la conférer à la valeur qu’elle prendrait dans le cas d’une reproduction parfaite ou d’une reproduction aléatoire. Dans le cas de la reproduction des préférences idéologiques et partisanes en France, les valeurs sont respectivement : de 100 % dans le cas d’une reproduction parfaite, de 27 % dans le cas d’une reproduction aléatoire, de 43 % dans le cas de la reproduction observée. [↑](#footnote-ref-391)
392. Althusser (1970) oppose « les savoir-faire enrobés dans l’idéologie dominante » comme les mathématiques, la lecture et le français et l’idéologie « à l’état pur » que représentent la morale et l’éducation civique. [↑](#footnote-ref-392)
393. La forme de mobilité entraînant les plus lourdes conséquences sur la socialisation politique initiale est l’émigration. Sur ces problèmes, on pourra consulter notamment Spiro, 1951 ; Gitelman, 1982 ; Finifter, 1983. [↑](#footnote-ref-393)
394. Nous remercions tous ceux qui ont contribué à l’élaboration de ce texte, sans oublier les étudiants du 3e cycle de Science politique et le personnel de l’iep de Grenoble. [↑](#footnote-ref-394)
395. Almond, Verba, 1963, cités ici dans l’édition abrégée de 1965. Les comptes rendus de cette publication manifestèrent un intérêt certain : Stein Rokkan rédigea celui de l’*American Political Science Review* (n° 58, 3 septembre 1964, p. 677), Philip Converse signa la critique du *Political Science quarterly* (n° 74, 4 décembre 1964) et Jerzy Wiatr fit le commentaire de *Social Science Information* (n° 4, *2,* 1965, p. 220). On peut signaler également un document non publié d’Eric Davis, *The Impact of the Civic culture,* Stanford University, février 1976, mentionné par Verba, 1980, p. 410, n. 9. [↑](#footnote-ref-395)
396. On ne saurait en dire autant des travaux publiés dans les pays socialistes, qui témoignent néanmoins à leur manière de la légitimité du concept. Gabriel Almond raconte ainsi que « Gorgi Shaknazarov, président de l’Association soviétique de Science politique, dans un article de la *Pravda* du 17 janvier 1979 annonçant le Congrès de l’Association internationale de Science politique à Moscou (…), définit la culture politique comme la ’participation des opinions sociales diverses à la politique, la culture politique du peuple et (son) édification, la régulation des attitudes sociales-politiques’. Il considère ce sujet comme aussi important que l’étude de l’État et du système politique, celles de la politique étrangère et des relations internationales » (Almond, 1983, p. 129). Voir également les références slaves de Wiatr, 1980, et la table ronde de Cracovie (Association internationale de Science politique, 1977). [↑](#footnote-ref-396)
397. Ce silence n’est pas inexplicable si l’on admet que « les auteurs français ont le tort de ne traiter les problèmes épistémologiques que par le procédé détourné de l’allusion, au lieu de citer et commenter les opinions contraires aux leurs » (Merle, 1983, p. 413). [↑](#footnote-ref-397)
398. La définition qu’en donne Gabriel Almond semble toutefois trop large puisqu’elle n’exclut pas le comportement (« une attitude est une propension individuelle à percevoir, interpréter un objet particulier et agir à son égard d’une manière particulière », Almond, 1980, p. 13), contrairement aux définitions canoniques où l’attitude conditionne la conduite (Allport, 1935, pp. 804-805), car elle n’est qu’une « organisation relativement durable de croyances en regard d’un objet ou d’une situation qui prédispose » à la réponse (Rokeach, 1968). [↑](#footnote-ref-398)
399. Quelques auteurs ont procédé de la même manière, notamment Dion, 1981 (schéma, p. 705), et Reichel, 1980 (schéma, p. 395). Le style des années quatre-vingt semble ainsi plus formalisateur que celui des deux dernières décennies lorsque étaient dressés les premiers bilans des travaux sur la culture politique (Pye, 1968 *bis* et 1972 ; Kim, 1964). [↑](#footnote-ref-399)
400. Et encore, pas dans toutes les circonstances : les acteurs politiques d’une situation de chômage ne semblent pas être les chômeurs eux-mêmes, mais les agents sociaux que leurs représentations du chômage poussent à la protestation ; cf. D. Schnapper, Chômage et politique : une relation mal connue, *Revue française de Science politique,* 32(4-5), août-octobre 1982, pp. 679-691. Le cas inverse (les acteurs sociaux désignés par les autres sans qu’ils jouent de rôle réel dans une situation) peut également se trouver. [↑](#footnote-ref-400)
401. C’est bien la lecture qu’effectue pour sa part Peter Merkl, *Modern Comparative Politics,* New York, Holt, Rinehart & Winston, 1970, p. 151 ; voir aussi Dion, 1981. [↑](#footnote-ref-401)
402. Cette distinction a toutefois ses limites. D’une part, on sait depuis [*Malaise dans la civilisation*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.frs.mal)que le surmoi joue le même rôle d’intériorisation de la sanction dans les sociétés occidentales. D’autre part, aucun politologue n’ayant étudié avec le regard de la science politique des sociétés isolées, on ignore s’il est réellement impossible d’y découvrir une extériorisation complète du politique. [↑](#footnote-ref-402)
403. Dans les termes de Pye, 1965, celles-ci ont un *sens,* ceux-là ont *une forme.* [↑](#footnote-ref-403)
404. Verba, 1965, p. 517, écrit que « les systèmes de croyances de base fondamentaux sont composés de convictions existentielles, de valeurs globales qui fixent les objectifs des conduites, de normes qui régissent les moyens choisis pour parvenir à des fins, ainsi que d’attachements émotifs ». Dion, 1981, p. 703, distingue : valeurs, normes, symboles, idéaux, croyances, critères de jugement, sentiments (de compétence, puissance, confiance ou leurs contraires). [↑](#footnote-ref-404)
405. Il s’agit, bien évidemment, d’Almond, Pye et Verba. [↑](#footnote-ref-405)
406. Voir à ce sujet Edward Said, *Orientalism,* New York, Random House, 1979, 368 p. [↑](#footnote-ref-406)
407. L’un des principaux reproches d’ensemble faits à Gabriel Almond vise son goût pour présenter les théories politiques antiques comme éminemment modernes. Il le reconnaît d’ailleurs non sans ironie dans *The civic culture revisited* (Almond, 1980, p. 4) : « En fait, quelques diagrammes avec des flèches de causalité transformeraient la théorie aristotélicienne du gouvernement constitutionnel et ses composantes culturelles en un modèle satisfaisant aux critères contemporains de l’*American Political Science Review. »* [↑](#footnote-ref-407)
408. Lesquelles produisent, soit dit en passant, des traditions contradictoires : « Une tradition d’adaptabilité à la domination étrangère, en même temps qu’une tradition romantique (…) *sans peur et sans espoir »* (Gray, 1979, p. 257, en français dans le texte). [↑](#footnote-ref-408)
409. Ainsi, les socialistes français dénonçant en 1956 le « Hitler de la vallée du Nil » qu’était à leurs yeux Nasser, et refusant un « nouveau Munich ». [↑](#footnote-ref-409)
410. Ni les Tchèques, ni les Slovaques n’ont eu la possibilité dans leur histoire de considérer leur existence nationale comme évidente » (Brown, Wightman, 1979, p. 162). [↑](#footnote-ref-410)
411. Pour une interprétation plus psychanalytique, mais convergente avec celle-ci, voir Solomon, 1971, et la critique qu’en fait Wei, 1976. [↑](#footnote-ref-411)
412. C’est sans doute ainsi qu’il faut lire les réticences indiennes (Kanth, 1978) ou latino-américaines (Levine, 1974). [↑](#footnote-ref-412)
413. En particulier, trois notes de bas de page : la n. 6, p. 11 de l’ouvrage de 1963 dans son édition de 1965 ; et les n. 41 et 42, p. 34 du texte de 1980 où sont chaque fois cités [Ruth Benedict](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.ber.ech), Abram Kardiner, Clyde Kluckhohn, Harold Lasswell, [Ralph Linton](http://classiques.uqac.ca/classiques/Linton_Ralph/fondement_culturel/fondement_culturel.html) et [Margaret Mead](http://classiques.uqac.ca/classiques/mead_margaret/mead_margaret.html). [↑](#footnote-ref-413)
414. « L’enfant arapesh le plus « actif », éduqué dans le sens d’une passivité, d’une douceur qui nous sont étrangères, est beaucoup moins agressif qu’un enfant américain normalement « actif ». Mais le contraste entre le plus « actif » et le moins « actif » reste le même, bien qu’il s’exprime en termes beaucoup plus modérés » (Mead, 1963, p. 126). Qu’en termes saussuriens ces choses-là sont dites… ; quant à Benedict, elle montre que la flagellation des figurines Kachinas lors des rituels d’initiation est modérée et exceptionnelle ; les Indiens sont « plongés dans la stupeur » lorsqu’ils apprennent que « chez les Blancs on en use comme punition » (Benedict, 1950, p. 96). [↑](#footnote-ref-414)
415. Ce refus du pouvoir prend, selon les descriptions de Ruth Benedict, des dimensions comiques : ainsi, quand elle nous apprend que, « dans les compétitions sportives, telle la course à pied, on défend de courir à celui qui gagne habituellement » (p. 136) ; ou encore que certains prêtres peuvent, par leur « bouderie », bloquer les rituels collectifs parce qu’on se refuserait à leur exprimer combien ils sont ridicules (p. 138) ; enfin, que lors d’un conflit sur un endroit de propriété (droit à sarcler les herbes du jardin), un homme réclamant ses droits sur une maison occupée par un prêtre auquel le sacerdoce interdit de se mettre en colère met une certaine impudence à faucher tranquillement la végétation des alentours (p. 146). [↑](#footnote-ref-415)
416. E. E. Evans-Pritchard, The Nuer, A Description of the Modes of Livelihood and Political Institutions of a Nilotic People, Oxford, Clarendon Press, 1940. [↑](#footnote-ref-416)
417. Voir aussi Malinowski, 1976, p. 163 : « Pour le zoologiste, l’unité est représentée par l’espèce, pour l’anthropologue par la culture. » [↑](#footnote-ref-417)
418. Daniel Lerner, dans son *Passing of Traditional Societies,* adopte également ce point de vue : la modernisation n’est pas conçue selon les normes (middle-range)nes d’un changement social endogène et ouvert sur le futur, mais comme une occidentalisation par les médias (Lerner, 1955 ; Schemeil, 1978). On voit ce qu’Almond, Verba, Pye doivent au courant diffusionniste américain. Almond ne répartissait-il pas dès 1956 les cultures en aires dépassant les frontières des systèmes politiques ? La culture américaine n’est-elle pas conçue chez lui comme le produit d’une diffusion dont la source est britannique (Almond, 1956 ; Kim, 1964, p. 26) ? Mieux encore, la « modernisation » n’est-elle pas vécue sur le mode de la dépendance (la diffusion de l’évolution civique occidentale développerait le sens civique dans des pays tels l’Italie, le Mexique, la République fédérale allemande) ? [↑](#footnote-ref-418)
419. « Pour simplifier, j’utiliserai le mot *coutume* pour désigner toutes les formes de conduite somatique réglées et uniformisées par la tradition » (Malinowski, 1968, p. 61). [↑](#footnote-ref-419)
420. « De nombreuses catégories que nous tendons à considérer comme essentielles peuvent être absentes de langues étrangères, et d’autres catégories peuvent apparaître comme leurs substitut. » Chaque langue sélectionne un aspect de l’image mentale que véhicule l’expression verbale. Voir les exemples tirés du Kwakiult et de l’Eskimo (Boas, 1940, pp. 33-34). [↑](#footnote-ref-420)
421. Malinowski se sépare aussi bien de Tylor que de Boas sur la problématique des traits culturels. Considérant, ainsi que Boas, que la « culture ne peut être regardée comme un conglomérat fortuit de (…) traits. Seuls des éléments de même ordre peuvent être traités comme des unités identiques d’arguments ; seuls des éléments compatibles peuvent être combinés en un tout homogène », il admet comme Tylor qu’un trait au moins – l’institution – peut être isolé car « il faut avant tout montrer qu’un phénomène que nous voulons comparer dans les diverses cultures, dont nous voulons restituer l’évolution ou suivre la diffusion, constitue un isolat légitime et de l’observation et du discours théorique » (Malinowski, 1968, p. 28). [↑](#footnote-ref-421)
422. Dont les manifestations sont différentes : « Au lieu de faire du complexe d’Œdipe un phénomène d’une portée universelle, nous devons nous attacher à étudier chaque type de civilisations en recherchant le complexe qui y prévaut » (Malinowski, 1968, p. 75). [↑](#footnote-ref-422)
423. Edmund Leach dit plaisamment : « Même dans une performance symbolique aussi tangiblement communicationnelle que la messe chrétienne dans laquelle le prêtre offre aux communiants le pain et le vin et déclare que le pain et le vin sont (respectivement) le corps et le sang de Jésus-Christ, il y a un substrat économique. Quelqu’un, à un moment ou à un autre, doit acheter le pain et le vin » (Leach, 1976, p. 6). [↑](#footnote-ref-423)
424. Franz Boas, *Introduction to the Handbook of American Indian Languages,* Georgetown University Press, 70 p. *(Bulletin n° 40,* Smithsonian Institution’s Bureau of *American Ethnology)*. La publication du *Handbook* commence en 1910. [↑](#footnote-ref-424)
425. Ceci n’est pas propre aux Kachins. « Toutes les sociétés humaines existantes (…) admettent un ordre hiérarchique (…). Sans doute l’ethnographie nous offre-t-elle quelques exemples (mais très rares) de systèmes de valeur où l’inégalité statutaire encourt une réprobation morale, mais ces cas sont exceptionnels et sans doute représentent-ils toujours une phase de mutation de la société. Dans la grande majorité des cas, l’inégalité hiérarchique va de soi, comme partie intégrante de l’ordre naturel des choses. Et cela n’a rien de surprenant, car, *sans hiérarchie, il ne saurait y avoir de légitimité, et sans légitimité, il ne saurait y avoir d’ordre social durable »* (souligné par nous, Leach, 1980, p. 383). [↑](#footnote-ref-425)
426. Sur la comparaison systématique des systèmes Gumsa et Gumlao, cf. Leach, 1972, pp. 204-207. [↑](#footnote-ref-426)
427. Geertz dénonce lui aussi les débats interminables des anthropologues sur le point de savoir si « la culture est « subjective » ou « objective » ainsi que les étiquettes péjoratives dont ils sont affublés (idéaliste, matérialiste, mentaliste, behavioriste, impressionniste, positiviste) », Geertz, 1973, p. 10. Il veut faire œuvre de science, si c’est possible (p. 24) ; sinon, interpréter. [↑](#footnote-ref-427)
428. Cf. Stephen Tyler, *Cognitive Anthropology,* New York, Holt-Rinehart-Winston, 1969. En passant, Geertz écorche Boas autant que Leach écorche Tylor : nous ne devons pas chercher à devenir des indigènes, mais converser avec eux (Geertz) sans vouloir être plus précis qu’ils ne le sont dans leur description du monde (Leach). [↑](#footnote-ref-428)
429. Sur les définitions que donne Edmund Leach des signes, signaux, symboles, etc. Cf. son très didactique *Culture and communication* (Leach, 1976). [↑](#footnote-ref-429)
430. Ainsi définie par Clifford Geertz : « Une configuration historiquement transmise de significations incorporées dans des symboles, un système de conceptions acquises exprimées sous des formes symboliques grâce auxquelles les hommes communiquent, perpétuent et développent leur connaissance de la vie et leurs attitudes envers elle » (Geertz, 1973, p. 89). [↑](#footnote-ref-430)
431. Cf. Sigmund Freud, [*Totem et tabou*](http://classiques.uqac.ca/classiques/freud_sigmund_2/totem_tabou/totem_tabou.html)*,* Paris, Payot, 1977 et [*Malaise dans la civilisation*](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.frs.mal)*,* Paris, puf, 1971 ; Claude Lévi-Strauss, *Les structures élémentaires de la parenté,* Paris, puf, 1949 ; Robert Park, *Society,* Glencoe, The Free Press, 1955. [↑](#footnote-ref-431)
432. De donner, de recevoir, de rendre, selon le célèbre [essai sur le don](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mam.ess3) de Marcel Mauss (Mauss, 1950). [↑](#footnote-ref-432)
433. Cf. Bruno Bettelheim, *Psychanalyse des contes de fées,* Paris, Robert Laffont, 1976. [↑](#footnote-ref-433)
434. C’est ce que tendent à démontrer Michel Crozier et E. Friedberg dans *L’acteur et le système,* Paris, Seuil, 1979. [↑](#footnote-ref-434)
435. On sait que, selon Max Weber, ce terme s’applique au système né d’une ouverture de la direction administrative familiale ou dynastique à des étrangers lorsque les fonctions administratives se multiplient sans que la séparation du domaine de la famille régnante et de celui de l’État soit encore intervenue de manière tranchée. [↑](#footnote-ref-435)
436. « L’oubli, et je dirai même l’erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d’une nation » (Renan, p. 891). [↑](#footnote-ref-436)
437. Elle peut donc disparaître comme elle est née : « Les nations ne sont pas quelque chose d’éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne, probablement, les remplacera » (Renan, 1882, 1947 » p. 905). [↑](#footnote-ref-437)
438. Comme le montrent les études du « caractère national » (Inkeles, Levinson, 1969), voire de la « caractérologie des peuples » (Grieger, 1955). La question n’est pas de savoir si les Corses sont plus « sanguins » ou plus « passionnés » que les Alsaciens « lymphatiques », si aux États-Unis les Noirs sont plus « imprévoyants » et « inconscients » que les Blancs, mais de découvrir pourquoi certains Corses veulent leur indépendance, et pas les Alsaciens ; pourquoi les Noirs ne militent que faiblement pour leurs droits civiques, etc. [↑](#footnote-ref-438)
439. Notamment ceux de Charles Tilly et Paul Bois. [↑](#footnote-ref-439)
440. 44 % selon une estimation qui remonte à plus de dix ans : Y. Courbage, P. Fargues, *La situation démographique au Liban.* I : *Mortalité, fécondité et projections. Méthodes et résultats,* Beyrouth, Librairie orientale, 1973, pp. 66-69. [↑](#footnote-ref-440)
441. Les *Annales* portent en sous-titre : « Economies, sociétés, civilisations ». Les historiens français ont su se faire économistes ou sociologues, ils deviennent moins aisément anthropologues. [↑](#footnote-ref-441)
442. « Voici le mobilier d’une tombe du viie siècle : des objets de parure (…), des monnaies d’argent dont une piécette placée dans la bouche du mort au moment de l’inhumation, des armes (…), un paquet d’outils (…). Ces rites funéraires nous renseignent sur les croyances (rite païen de l’obole à Charon, passeur d’au-delà), sur l’attitude de la société mérovingienne à l’égard d’un artisan revêtu d’un prestige quasi sacré : le forgeron-orfèvre » (Le Goff, 1974, p. 85). [↑](#footnote-ref-442)
443. « Happée par la mode, elle semble déjà passée de mode. Faut-il l’aider à être ou à disparaître ? » (Le Goff, 1974, p. 76). On pourrait en dire autant de la culture politique. [↑](#footnote-ref-443)
444. Offert « aux intoxiqués de l’histoire économique et sociale et surtout d’un marxisme vulgaire » (Le Goff, 1974, p. 79). [↑](#footnote-ref-444)
445. Cette idée m’a été suggérée par Jean Tournon. [↑](#footnote-ref-445)
446. Elle prend alors le nom d’utopie dans le langage de Karl Mannheim ([Mannheim](http://dx.doi.org/doi:10.1522/cla.mak.ide1), 1940, 1956). [↑](#footnote-ref-446)
447. « Il se peut que nous attendions aussi longtemps la « fin de l’idéologie » que les positivistes ont attendu la fin de la religion », Geertz, 1973, p. 199. [↑](#footnote-ref-447)
448. La réponse de Robert Lane au problème du miracle démocratique est ainsi, contre Erich Fromm ou William Kornhauser, que la perte de la communauté primaire (la *Gemeinschaft)* ne crée pas l’anomie ou l’aliénation ; au contraire, « c’est l’absence même de communauté qui rend la démocratie possible » (Lane, 1962, p. 226). [↑](#footnote-ref-448)
449. Selon l’expression de Jean-Marie Mayeur, l’Église catholique, les limites d’une prise de conscience, p. 134, *in* Lavau, Grunberg, Mayer, 1983. La *thématique* sociale des chrétiens en France serait une « *idéologie* à la recherche d’une troisième voie » (c’est nous qui soulignons). [↑](#footnote-ref-449)
450. G. Grunberg, E. Schweisguth, Le virage à gauche des couches moyennes salariées, p. 360, *in* Lavau, Grunberg, Mayer, 1983. Les auteurs font l’hypothèse « que les couches moyennes salariées, au fur et à mesure qu’augmentaient leur poids et leur rôle dans la société française, ont forgé leur *identité idéologique* en réalisant une synthèse, peut-être provisoire, entre les valeurs et gauche traditionnelles et celles du libéralisme culturel » (c’est nous qui soulignons). [↑](#footnote-ref-450)
451. On renverra ici aux conclusions de notre travail de recherche sur le Liban (Schemeil, 1979, pp. 210-211) qui distingue cinq groupes cristallisateurs de clivages en combinant de nombreuses variables objectives et subjectives. Une telle tentative de synthèse fait insensiblement glisser de l’analyse des sous-cultures à celle des groupes qui comptent politiquement par leur degré de participation au système, ou de mobilisation contre lui. C’est dans ce sens qu’une étude récente sur les « attitudes civiques » japonaises, tout en ignorant superbement Almond et Verba, distingue des Japonais « aliénés », des « loyalistes », des « protestataires potentiels » et des « conformistes actifs » ; cf. White, 1981, p. 382. [↑](#footnote-ref-451)
452. Le poids du système politique s’avère déterminant dans de nombreuses études de culture politique locale. Par exemple Alford, 1969 (les variations culturelles sont en fait mesurées en termes de développement bureaucratique : une culture « moderne » – Madison – dispose d’une administration forte). [↑](#footnote-ref-452)
453. Sophie Body-Gendrot, Luttes de classe et luttes ethniques dans le Lower East Side à Manhattan, *Revue française de Science politique,* 32 (6), décembre 1982, p. 975. [↑](#footnote-ref-453)
454. S’il faut se réjouir que des enquêtes comparatives d’une telle dimension (12 463 personnes interrogées) soient à nouveau entreprises, on peut se demander pourquoi il n’est fait aucune référence aux livres d’Almond et Verba : Jean Stoetzel a choisi d’intituler son ouvrage *Les valeurs du temps présent.* Il nous parle de convictions, pas de culture. Or les données nombreuses sur la culture globale (religion, conception du monde, etc.), sur les cultures nationales (des neuf pays sondés), sur les familles politiques enfin, portent toutes sur des phénomènes de culture. [↑](#footnote-ref-454)
455. Outre les travaux déjà cités, consulter, sur l’Allemagne, les textes de Baker, Dalton, Hildebrandt, 1981. Berg-Schlosser, 1980 ; Conradt, 1974 ; Düring, Schmith, 1982 ; Greiffenhagen, 1979 ; Rausch, 1980 ; Reichel, 1981 *bis ;* Schissler, 1978, 1981. Sur les pays socialistes, ceux de l’aisp, 1977 ; Bertsch, Zaninovitch, 1974 ; Knapp, Paul, Sher, 1972 ; Paul, 1973 ; Skilling, 1977 ; White, 1979 *bis.* [↑](#footnote-ref-455)
456. À sa parution, l’ouvrage d’Almond et Verba fut classé par les éditeurs de la *Bibliographie internationale des sciences sociales* (Paris, Unesco, cross, annuel) à la rubrique D31, « Attitudes politiques, formation et caractéristiques ». Ce n’est qu’en 1970 qu’une rubrique « Culture politique » est ouverte dans cette publication périodique. [↑](#footnote-ref-456)
457. \* La bibliographie de ce chapitre a été regroupée avec celle du chapitre suivant et se trouve à la fin de celui-ci. [↑](#footnote-ref-457)
458. La banque de données créée pour l’*International Comparative Political Parties Project* (iopp) – le projet de comparaison internationale des partis politiques, à Northwestern University, comprend 62 163 pages extraites de 3 319 études scientifiques sur les 158 partis étudiés. Tous les pays de l’échantillon, sauf trois (les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada) ont été tirés au hasard dans une dizaine d’aires culturelles du monde. La France fait partie des pays tirés au hasard. Dans chaque pays, seuls les partis d’une certaine importance ont été retenus (partis ayant obtenu au minimum 5 % des sièges à la Chambre basse dans deux élections législatives consécutives au moins, pour les partis légaux, ou, pour les partis hors la loi, disposant du soutien apparent, sur un minimum de cinq ans, de 10 % au moins de la population du pays). Lancé en 1967, le projet n’a débouché qu’en 1980 sur une première grande synthèse de ses résultats (Janda, 1980). Ses données brutes et élaborées ont été versées à l’*Inter-University Consortium for Political and Social Research* (Study 7534) ? à l’Université de Michigan (Box 1248, Ann Arbor, Michigan 48106, États-Unis) où elles sont disponibles pour des recherches secondaires. [↑](#footnote-ref-458)
459. Le concept d’« autonomie », dont les indicateurs étaient (01) les sources de financement, (02) l’origine des adhérents, (03) l’origine des dirigeants, (04) les relations avec les autres partis du système, (05) les relations avec les partis étrangers. [↑](#footnote-ref-459)
460. Salisbury, dans son inventaire du concept de groupe, distingue six variantes : le groupe catégoriel *(categoric group)* ou, si l’on préfère, statistique ; le groupe inféré *(inferential group),* dont l’identité politique est inférée, de façon plus ou moins rigoureuse, à partir de leurs rôles sociaux (étudiants, agriculteurs, catholiques, etc.) – à rapprocher du concept de groupe « potentiel » de Truman ; le groupe d’attitudes communes *(shared attitudes group) ;* le groupe d’interaction *(interaction group) ;* le groupe de comportement *(activity group)* et l’association formelle *(formal association),* concept le plus restrictif mais le moins ambigu (Salisbury, 1975, pp. I73-I75). [↑](#footnote-ref-460)
461. Kenneth Janda, pour le projet icpp, définit les partis comme des « organisations qui ont pour but de placer leurs représentants avoués dans des positions gouvernementales » (Janda, 1980, p. 5). Bien qu’apparemment proche, dans sa formulation, de celle d’Epstein, cette définition reprend en fait celle de La Palombara-Weiner puisque Janda précise qu’il implique par « organisations » des interactions récurrentes, une certaine division des tâches et différenciation des rôles entre les membres. [↑](#footnote-ref-461)
462. Il la relie au concept de « degré d’organisation » qui s’avère d’ailleurs en partie corrélé à celui d’« institutionnalisation » mais sur un autre indicateur que l’articulation : l’indicateur urbain-rural (Janda, 1980, p. 158). [↑](#footnote-ref-462)
463. Du parti de masses, le « parti de masses clientéliste » a les adhérents, l’organisation fortement structurée et diversifiée, les fonctions de recrutement de cadres politiques et d’expression des demandes à la base ; il lui manque essentiellement la fonction de mobilisation politique. Son trait distinctif est de se confiner dans la distribution de faveurs contre des positions de pouvoir. Il repose finalement sur trois bases : l’organisation de masses, le clientélisme et l’accès aux ressources publiques (Belloni *et al.,* 1979). Il serait en quelque sorte un type intermédiaire entre le « parti de cadres » et le « parti de masses » de Maurice Duverger (Duverger, 1951, pp. 84-85). [↑](#footnote-ref-463)
464. Australie, Finlande, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon, Suède, États-Unis et Yougoslavie. [↑](#footnote-ref-464)
465. Nous citons ces chiffres un peu anciens, à titre d’exemple, parce qu’ils sont tirés de Janda (1980, p. 198) et que nous voulons montrer ci-après la façon dont cet auteur les élabore statistiquement pour les rendre comparatifs. Pour une étude plus complète de l’évolution du vote des catégories socioprofessionnelles en Grande-Bretagne, on pourra se reporter à Rose (1980). Voir également M. Chariot (1978). [↑](#footnote-ref-465)
466. La formule de cet indice d’attraction sociale (Janda, 1980, p. 42) est la suivante :

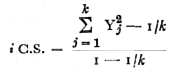
     

     où *k =* le nombre de catégories dans la dimension sociale considérée (exemple : le nombre de catégories socioprofessionnelles) ;

     Xj = l’attraction du parti dans la catégorie *j* (exemple : pourcentage des intentions de vote exprimées

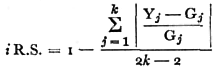
     pour le parti au sein de l’électorat ouvrier) ;

      = l’attraction moyenne du parti dans l’ensemble *k* des catégories (exemple : pourcentage total d’intentions de vote pour le parti). [↑](#footnote-ref-466)
467. La formule de l’indice de concentration sociale (Janda, 1980, p. 43) est la suivante :

     où *k* = le nombre de catégories dans la dimension sociale considérée ;

     *Yj* = le poids relatif de la catégorie *j* au sein du parti (exemple : pourcentage d’ouvriers dans l’électorat du parti). [↑](#footnote-ref-467)
468. La formule de l’indice de reflet sociétal (Janda, 1980, p. 43) est la suivante :

     où *k =* le nombre de catégories dans la dimension sociale considérée ;

     *Yj* = le poids relatif de la catégorie *j* au sein du parti ;

     Gj = le poids relatif de la catégorie *j* au sein de la société.

     Les indices de concentration ou d’attraction ne peuvent remplacer l’indice de reflet sociétal. Même si le parti considéré pénètre également toutes les catégories sociales (attraction égale à 1), ou en tire une force égale (concentration égale à 0), il suffit en effet que ces catégories sociales soient elles-mêmes de dimension inégale pour que le parti ne soit pas le reflet exact de la structure sociétale. [↑](#footnote-ref-468)
469. Ces chiffres sont ceux de Janda pour la première période de son enquête (1950-1956) ; les chiffres correspondants pour la deuxième période (1957-1963) ne sont pas sensiblement différents et ne modifient pas le classement des divers clivages sociaux (Janda, 1980, p. 51). [↑](#footnote-ref-469)
470. Les systèmes politiques étudiés sont les suivants : Australie, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, Canada, Danemark, Finlande, France (IVe République), Allemagne fédérale, Irlande, Italie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Irlande du Nord, Norvège, Suède, États-Unis. [↑](#footnote-ref-470)
471. Le « Behaviorisme » est la « démarche scientifique qui a pour objet l’observation du *comportement (behavior)* des acteurs individuels ou sociaux », démarche dominante au sein de la sociologie politique d’inspiration anglo-saxonne. Elle se propose de construire des théories à partir de l’étude systématique des régularités qui caractérisent les processus politiques, de l’usage des techniques d’observations, du recours à la quantification et du rejet de tout jugement de valeur (Badie et Gerstlé, 1979, p. 15). [↑](#footnote-ref-471)
472. Cf. Truman (1951, p. 63). Cet inventaire est cependant plus élaboré que celui que dressait V. O. Key jr. en 1942 : groupes agraires, groupes ouvriers, groupes patronaux et divers (anciens combattants, politique étrangère, clergé, professions libérales)… (Key, 1942, pp. 20-127). [↑](#footnote-ref-472)
473. Finer se singularise en récusant les deux termes, pour retenir celui de « lobby » que les autres spécialistes réservent généralement aux groupes organisés au sein des Parlements (Finer, 1958). Le mot de groupe d’intérêt, repris par presque tous les spécialistes américains, est le plus ancien ; celui de groupe de pression semble remonter à la publication par Odegard en 1928 de son livre sur *La politique de pression* (Odegard, 1928). [↑](#footnote-ref-473)
474. Le score normalisé est égal au score brut du parti sur l’échelle, diminué delà moyenne des scores de tous les partis sur l’échelle, le tout divisé par l’écart type des scores de tous les partis sur l’échelle (Janda, 1970). [↑](#footnote-ref-474)
475. D’après la loi britannique de 1980 le renvoi d’un employé au nom du monopole syndical d’embauché est injustifié si ce monopole est postérieur à la loi et n’a pas été approuvé par scrutin secret à la majorité des quatre cinquièmes du personnel concerné ; si le travailleur était déjà employé et non syndiqué au moment de ce vote ; si le travailleur était syndiqué mais à une autre organisation que celle qui a obtenu le monopole d’embauché ; si le travailleur a été anormalement récusé comme membre ou injustement exclu du syndicat. La volonté du gouvernement conservateur est de faire revoir périodiquement les accords de monopole syndical d’embauché et de les fonder tous sur l’acceptation d’une très forte majorité des travailleurs concernés. La Commission Donovan sur les relations du travail avait également conclu, bien avant l’arrivée de Margaret Thatcher au pouvoir, à l’inopportunité de supprimer la possibilité du monopole syndical d’embauché (cf. Donovan, 1968, pp. 160-162, 269-270). [↑](#footnote-ref-475)
476. Cf. les rapports présentés au Colloque de l’Association franco-britannique de Science politique organisé à la fnsp, Paris, les 12-13 mai 1977, sur « Les permanents de parti ». [↑](#footnote-ref-476)
477. Goldstein propose deux indices d’instabilité, correspondant aux deux sources du phénomène, la perte d’anciens adhérents et l’afflux de nouveaux adhérents : un *coefficient de déperdition* (pourcentage d’adhésions non renouvelées dans l’année en cours par rapport au nombre total d’adhérents de l’année précédente) et un *coefficient de renouvellement* (pourcentage d’adhésions nouvelles dans l’année en cours par rapport au total des adhérents dans cette même année). Dans le cas du t & gwu ces deux indices sont élevés : 33,3 % de déperdition et 38,3 % de renouvellement (Goldstein, 1952). [↑](#footnote-ref-477)
478. Selon Hirschman, dans les systèmes pluralistes les partis réagissent à la protestation interne comme à la fuite ; dans les systèmes à parti unique non totalitaire ils réagissent seulement à la protestation interne ; dans les systèmes à parti unique totalitaire, enfin, ils ne réagissent ni à l’hémorragie des membres, ni à la contestation interne… si tant est qu’elles existent. [↑](#footnote-ref-478)
479. Cette typologie est fondée sur le croisement de trois variables : résolution ou non-résolution du conflit, suppression ou maintien du désaccord, formalisation ou absence de formalisation de la décision. [↑](#footnote-ref-479)
480. Témoignage recueilli au Parti conservateur par Monica Charlot. [↑](#footnote-ref-480)
481. Scrutin majoritaire dans la majorité des cas (17 cas sur 27 ; exemple : Grande-Bretagne depuis 1945) mais pas dans la totalité des cas : Rae trouve 10 cas d’élections au scrutin proportionnel conduisant à une « majorité fabriquée » (exemple : Norvège). [↑](#footnote-ref-481)
482. Déclaration de Maurice Thorez au Comité central du PCF, 3-4 octobre 1958, Ivry-Sur-Seine. [↑](#footnote-ref-482)
483. C’est si vrai que Dodd établit que le type de coalition gouvernementale le plus favorable à la stabilité gouvernementale est le gouvernement majoritaire minimal ( m*inimum winning cabinet*), par opposition aux gouvernements de minorité ( *undersized cabinets*) et aux gouvernements de large union ( *oversized cabinets*) (Dodd, 1976). La mesure de ce type de coalition gouvernementale est tout à fait possible, selon les conditions définies par Dodd, dans des assemblées multipartites ; cela explique pourquoi certains régimes multipartites ne souffrent pas d’instabilité gouvernementale chronique. [↑](#footnote-ref-483)
484. Et de le situer dans un contexte historique spécifié, celui des élites professionnelles de la politique faisant de l’entreprise politique à plein temps (Schumpeter, 1967), excluant ainsi les nombreux cas où le leadership social s’exerce sur toute une gamme de relations (de la famille à l’économie) incluant les relations politiques. Tout le problème du clientélisme ne sera donc pas directement traité (voir Schmidt, Scott, Lande, Guasti, 1977), bien que les interfaces entre clientélisme et élites professionnelles de la politique soient particulièrement nombreuses et pertinentes. On ne prendra pas non plus parti sur la possibilité de coder tous les mécanismes élitaires à partir d’une même logique (l’échange, la transaction, l’innovation, le charisme, etc.). On parle par exemple de « patronage » pour les services rendus par un élu à une catégorie socio-professionnelle ou une circonscription précise qui le récompense par son vote mais cela suffit-il à faire de ce type d’élite politique l’identique du « padrone » ou du chef de clan ou de faction ? La logique de l’échange ou de la réciprocité (Gouldner, 1960) est peut-être universelle, mais elle ne suffit pas à elle seule à identifier un seul mécanisme de formation et de maintien des élites et des leaders et à faire l’impasse sur les différentes formes de communautés politiques. [↑](#footnote-ref-484)
485. En revanche, nous ne traiterons pas directement des élites sociales définies à la fois par les types de formation scolaire et la multiplicité des positions sociales de leurs membres (cf. par exemple Suleiman, 1978). Nous ne nous y intéresserons que par le biais de la composition et du recrutement des élites politiques. [↑](#footnote-ref-485)
486. Nous ne traiterons pas davantage directement la question connexe de savoir si les élites sociales habituellement classées comme non politiques (en particulier les chefs d’entreprise, mais aussi en vis-à-vis les élites syndicales) ne sont pas par leur position même des élites politiques. Cela est lié aux controverses sur les concepts de pouvoir et de pouvoir politique et sur les frontières de ce qu’on désigne par « processus politique » (Bachrach-Baratz, 1962 et 1963 ; cf. le chapitre VI du volume 1 du présent ouvrage). Dans les régimes où processus socio-économique et processus politique sont officiellement reliés, voire identifiés, la question se pose évidemment dans de tout autres termes. [↑](#footnote-ref-486)
487. Il va sans dire que cela ne s’applique qu’aux systèmes politiques installés dans la durée : les élites révolutionnaires peuvent obéir d’un autre modèle. Quant aux élites militaires (non pas les élites de l’armée comme organisation mais la partie des élites politiques qui se recrutent au sein des forces armées et en raison de leurs positions militaires, que l’armée constitue ou non un « parti militaire ») il est certain que leur persistance sur une certaine période favorise la constitution du modèle présenté au texte, mais dans leur phase ascendante de prise de pouvoir, les élites militaires peuvent ne pas avoir besoin de ces qualités et en réunir bien d’autres. Mosca lui-même distinguait soigneusement entre les différents types d’armées et leur rôle d’élite politique, mais il pensait que son modèle s’appliquerait de plus en plus aux États-nations modernes (au moins européens) du fait du développement de la rationalisation et de la bureaucratisation. L’armée moderne comprendrait deux classes : les officiers recrutés dans les couches politiquement dominantes, les sous-officiers exclus de la minorité qui gouverne. Pour Mosca, toute organisation produit ce genre de résultat, même dans les périodes pré-modernes. La question des élites militaires fait partie d’une question qui ne nous concerne pas directement (et que nous ne traiterons pas) : par quels mécanismes et pourquoi une armée devient-elle le vivier des élites politiques et la principale scène politique ? (Par exemple : Janowitz, 1964 ; Huntington, 1968. Voir surtout l’utile recueil de Perlmutter et Bennett, 1980. Sur l’Amérique latine, voir Rouquié, 1982. Sur les élites militaires et leur composition, voir entre autres Rouquié, 1981, et sur le monde arabe, Hurewitz, 1983.) [↑](#footnote-ref-487)
488. Sauf quand les minorités quantitatives bénéficient de ressources sociales supplémentaires (une position d’intermédiaire d’un pouvoir extérieur ou la possession d’un savoir-faire particulier, chrétiens libanais ou sunnites irakiens par exemple). La notion de « minorité » tend d’ailleurs à évoluer pour désigner des groupes mêmes majoritaires dans la population mais significativement exclus du vivier des élites (par exemple les femmes aux États-Unis). [↑](#footnote-ref-488)
489. Mentionnons cependant la pertinente critique du leadership charismatique par Downton, 1973, et le classique de Selznick, 1957, sur le leadership dans les organisations. Un commode recueil de portraits (par exemple Bismarck par Kissinger, Gandhi par Erikson, de Gaulle par S. et I. Hoffmann) accompagné de réflexions de théorie politique est celui de Rustow, 1970. Bien entendu les biographies des grands hommes sont légion. [↑](#footnote-ref-489)
490. Voir dans ce volume le chapitre I : « Psychologie et politique » (par Madeleine Grawitz). [↑](#footnote-ref-490)
491. Type idéal peu précis d’ailleurs, dans la mesure où l’on ne voit pas comment une élite « unifiée » peut être traversée par des factions sauf à construire l’unification autour des intérêts « objectifs » des élites (pas d’opposition entre intérêts des élites politiques et économiques par exemple) et le factionnalisme comme le produit de rivalités personnelles subjectives pour les positions de pouvoir. [↑](#footnote-ref-491)
492. L’État, et de manière plus générale, les phénomènes du pouvoir politique ne sont examinés ici que dans le cadre des pays occidentaux contemporains. [↑](#footnote-ref-492)
493. \* Sont indiquées en italiques les pages concernant les thèmes essentiels faisant l’objet d’un chapitre ou d’une grande section de cet ouvrage. [↑](#footnote-ref-493)